BnF Gallica

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

Ecole de droit (Alger). Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger. 1885-1912.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

COMITÉ DE RÉDACTION

Pour l'année 1887

MM. Estoublon, directeur de l'École ; **Charvériat,** professeur agrégé à l'École ; **Dujarier,** professeur agrégé à l'École ; **Lacoste,** professeur agrégé à l'École; **Plédellèvre,** professeur agrégé à l'Ecole.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

MM. Cammartin, O. ✻, premier président; **Maillet,** ✻, procureur général; **Audinet,** professeur agrégé à l'École ; **Borelly,** ✻, directeur des Domaines; **Bourlier,** ✻, député; **Charmont,** agrégé à la Faculté de droit de Montpellier ; **Charpentier,** avocat à la Cour, professeur à l'École; **Chausse,** agrégé à la Faculté de droit de Montpellier ; **Chéronnet,** président de la Chambre des défenseurs près la Cour ; **Cuniac,** avocat général ; **Dain,** avocat à la Cour, professeur agrégé à l'École ; **Dannery,** conseiller à la Cour; **Dessoliers,** avocat à la Cour ; **Dedreuil-Paulet,** président de Chambre ; **Dubourdieu,** inspecteur des Contributions à Tunis ; **Du Champ,** ✻, conseiller de Gouvernement; **Eyssautier,** conseiller à la Cour; **Forcioli,** sénateur ; **Hamel,** s.-chef de bureau au Gouvernement général ; **Jacques,** sénateur ; **Jacquey,** agrégé à la Faculté de droit de Douai; **Jonnart,** chef du service politique au ministère de l'Intérieur; **Jusserand,** ✻, s.-directeur au ministère des Affaires étrangères; **Kouri,** chef de section au ministère tunisien ; **Laynaud,** inspecteur des Domaines; **Leclerc,** conseiller à la Cour ; **Lefébure,** conseiller à la Cour; **Le Soudier,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; **Letellier,** député; **Letourneux,** O. ✻, conseiller honoraire; **Lourdau,** ✻, président du Tribunal civil; **Mallarmé,** avocat à la Cour, ancien bâtonnier ; **Marsan,** avocat général ; **Monbrun,** avocat ; **Monier,** chef de bureau au Gouvernement-général ; **Parisot,** ✻, avocat à la Cour ; **Parisot,** juge au tribunal de Tunis ; **Perrioud,** ✻, directeur des Domaines; **Poulle,** ✻, directeur des Domaines ; **Prévot-Leygonie,** professeur agrégé à l'École ; **Puech,** président de Chambre ; **Rigot,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; **Rinn,** O. ✻, conseiller de Gouvernement; **Sauzède,** ✻, conseiller à la Cour; **Tachet,** ✻, président du Tribunal de Commerce ; **Vandier,** avocat à la Cour; **Vincent,** professeur agrégé à l'École ; **Zeys,** ✻, président de Chambre, professeur à l'École; **Würtz,** avocat général.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION & DE JURISPRUDENCE

PUBLIÉE PAR

L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

AVEC LE CONCOURS ET LA COLLABORATION

DE MAGISTRATS ET JURISCONSULTES

Divisée en trois parties :

1° Doctrine et Législation ; 2° Jurisprudence ;
3° Lois, décrets, arrêtés, etc.



TOME III. — ANNÉE 1887

BIBLIOTHÈQUE CENTRALE NATIONALE PRÊT

Per 8° 764

ALGER
ADOLPHE JOURDAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
IMPRIMEUR-LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE

1887

LA

REVUE ALGÉRIENNE & TUNISIENNE

de législation et de jurisprudence

PARAIT TOUS LES MOIS

SAUF EN AOUT ET OCTOBRE

Prix de l'abonnement : Algérie, France et Étranger, un an, **20 fr.** — Les abonnements sont reçus à Alger, chez M. Adolphe Jourdan, libraire-éditeur.

Les communications, relatives à la rédaction ainsi que les publications échangées avec la *Revue* doivent être adressées à M. le Directeur de l'École de droit d'Alger.

Il sera rendu compte des ouvrages intéressant l'Algérie dont un exemplaire aura été adressé à l'École.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

Bull. cass.	*Bulletin des arrêts de la Cour de cassation.*
Bull. jud. Alg.	*Bulletin judiciaire de l'Algérie* (1877 à 1882).
B. O. G.	*Bulletin officiel du Gouvernement général de l'Algérie.*
Ch. musulm.	Chambre des appels musulmans de la Cour d'Alger.
Décr. B. ou D. B.	Décret du Bey de Tunis.
Déf.	Défenseur.
D. A. ou J. G.	Dalloz, *Recueil alphabétique* ou *Jurisprudence générale.*
D. P. 86. 2. 100.	Dalloz, *Recueil périodique*, année 1886, 2e partie, page 100.
J. P. 86. 102.	*Journal du Palais*, année 1886, page 102.
Journ. de Robe.	*Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, par Eugène Robe.
J. O. T.	*Journal officiel tunisien.*
Mand. const.	Mandataire constitué (Tunisie).
Mob.	Le *Mobacher*, journal officiel(Algérie). Texte français et texte arabe.
Rec. Cons. d'État.	*Recueil des arrêts du Conseil d'État* (Collection Marcarel et Lebon).
Revue algérienne, 86. 1 (ou 2. ou 3). 50.	*Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence*, année 1886, 1re partie (ou 2e partie, ou 3e partie), page 50.
Sir. 86. 2. 100.	Sirey, *Recueil général des lois arrêts*, année 1886, 2e partie, page 100.

ERRATUM

2e partie. — p. 442, sommaire de l'arrêt du 18 oct. 1887, lire : décret du 13 *décembre* 1879, au lieu de 13 septembre ; et p. 472, note, avant-dernière ligne, lire : mais de l'art. *1991* C. civ., au lieu de 1997.

DOCTRINE & LÉGISLATION

PROJET DE LOI SUR LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ALGÉRIE

RAPPORT

PRÉSENTÉ AU NOM DE LA COMMISSION (1)

Par M. ALFRED DAIN,
Professeur agrégé à l'École de Droit.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Par arrêté en date du 29 mars 1886, vous avez institué une commission chargée d'étudier les modifications qui pourraient être apportées, en Algérie, à la législation hypothécaire et au régime de la propriété foncière et de formuler des propositions à ce sujet. Cette étude devait aussi comprendre la question de la purge spéciale organisée par le titre III de la loi du 26 juillet 1873.

La Commission, après un examen attentif de ces questions, a précisé, dans un projet de loi, les propositions qui lui paraissent les plus propres à réaliser le programme tracé par l'arrêté du 29 mars et les vœux réitérés du Conseil supérieur de l'Algérie. L'exposé qui suit fait connaitre les résultats de ses travaux et les motifs du projet de loi qu'elle a élaboré.

---

(1) Cette Commission était composée de MM. Cammartin, premier président de la Cour d'appel, *président*; Monier, inspecteur des Domaines, chef de bureau au Gouvernement général; Dain, professeur agrégé à l'École de droit, *rapporteur*; Laynaud, inspecteur des Domaines; Franck, président de la Chambre des notaires d'Alger; Barbier, sous-chef de bureau au Gouvernement général, *secrétaire*.

L'organisation de la propriété foncière en Algérie est un problème complexe dont les aspects multiples n'ont pas également retenu l'attention du législateur.

Avisant tout d'abord au besoin le plus urgent, on s'est surtout préoccupé de constituer la propriété indigène, de fixer dans un titre authentique les droits de chaque propriétaire, enfin de dégager le sol des entraves de la coutume locale et de le placer sous l'empire exclusif de la loi française. Après de nombreuses expériences, la loi du 26 juillet 1873 est venue donner satisfaction à ce premier besoin. Une application de dix années a révélé la nécessité d'apporter à cette loi certaines modifications, qui sont actuellement soumises à l'approbation du Parlement.

La Commission n'avait donc pas à résoudre ces difficultés. Toutefois l'arrêté qui l'institue et l'ordre logique de ses travaux l'ont conduite à rechercher si le bénéfice de la purge spéciale instituée par la loi du 26 juillet 1873 ne devait pas être étendu à tous les immeubles, et si cette procédure n'était pas le moyen le plus pratique et le plus sûr de fixer l'origine des propriétés laissées en dehors de l'action administrative.

Un autre problème devait bientôt se poser :

Dans une colonie agricole, de formation récente, la propriété foncière est soumise à des conditions économiques spéciales. Instrument principal de la richesse publique, elle devient un incessant objet d'échange. Pour satisfaire aux besoins d'une immigration chaque jour renouvelée et permettre à tout nouveau colon d'obtenir sa part du domaine colonial, il faut que les transactions soient sûres et faciles. C'est, d'ailleurs, le meilleur moyen de favoriser le peuplement et de donner un libre cours à cet esprit de mouvement et d'entreprise qui caractérise les colonies prospères. Ajoutons que plus la terre circule, plus vite elle se fixe dans les mains les plus capables de la féconder. Mobiliser la propriété c'est donc obéir à une loi naturelle des pays neufs, loi que le législateur serait impuissant à contrarier, mais dont il doit chercher la formule pratique.

Ce premier besoin n'est pas le seul. L'exploitation des richesses naturelles exige de grands capitaux qui réclament à leur tour la garantie d'un gage solide et facilement réalisable. A cette condition seule, le crédit foncier peut se développer sans devenir une charge onéreuse pour le colon.

Mobilisation du sol et bonne organisation du crédit hypothécaire, tels sont donc les besoins essentiels de notre colonie. Depuis longtemps on les a signalés : on a dénoncé

les entraves que la loi actuelle apporte au mouvement des transactions et à la sécurité du crédit. Des publicistes ont proposé comme remède l'imitation de certaines législations étrangères et, en particulier, du système Torrens, qui a si largement contribué à l'essor des colonies australiennes.

Pour répondre à ces préoccupations, la Commission a dû se livrer à un examen attentif des réformes qui pourraient être apportées à notre régime hypothécaire, en s'inspirant des législations étrangères.

Il est nécessaire d'indiquer sommairement les résultats de cette étude préalable, avant d'exposer les motifs du projet de loi.

§ 1er

Le Code civil ne donne qu'une satisfacton très imparfaite aux besoins que j'ai tout à l'heure indiqués. Le législateur de 1804 a considéré la mobilisation du sol plutôt comme un danger que comme un bienfait. Pénétré de cette idée que la propriété foncière est un élément de conservation et de stabilité sociales, il s'est attaché à maintenir, dans chaque famille, le patrimoine héréditaire; il n'a point cherché à favoriser les transactions immobilières. Il faut bien reconnaître que, si ces considérations ont une certaine force dans une société ancienne où la propriété est fortement assise, elles perdent beaucoup de leur valeur dans une colonie toute récente.

La même préoccupation n'a pas permis d'encourager beaucoup le prêt hypothécaire, prélude habituel de l'aliénation. Les restrictions et les entraves ont été multipliées là où il fallait assurer la liberté et le crédit. Aussi les vices de notre système hypothécaire ne sont-ils guère contestés.

La première condition d'une bonne loi foncière c'est la publicité absolue de toutes les transactions. Au seul examen d'un registre public, toute personne devrait exactement connaître le propriétaire d'un immeuble, les charges qui le grèvent et sa condition juridique. Il s'en faut que le Code civil et la loi du 23 mars 1855 aient atteint ce but. Les actes entre-vifs sont seuls soumis à la publicité. C'est ainsi que l'acquéreur d'un usufruit par acte de vente doit en opérer la transcription et révéler au public l'existence de son droit; si ce même usufruit est légué, les tiers sont censés connaître le droit sans aucune publicité préalable. Cette anomalie n'est pas la seule : certaines hypothèques étant affranchies de l'inscription, les prêteurs sont menacés de voir leur gage diminué ou compromis par la

révélation de charges occultes. Veulent-ils éviter ce danger, il faut recourir à des procédures coûteuses et lentes. S'agit-il, au contraire, de réaliser le gage, d'autres inconvénients se présentent. Le résultat certain, c'est la diminution du crédit et la cherté des capitaux.

Cette publicité incomplète n'a d'ailleurs qu'une valeur restreinte; elle assure seulement un rang de priorité entre personnes qui tiennent leurs droits d'un même auteur. Mais les énonciations du registre foncier n'ont par elles-mêmes aucune force probante. Celui qui achète un immeuble à une personne dont les titres de propriété ont été régulièrement transcrits n'est nullement certain des droits de son vendeur. Pour s'en assurer, il faut remonter aux origines de la propriété, vérifier et discuter une série d'actes et de contrats qui ne sont pas publiés. En France, cette recherche est laborieuse et compliquée. En Algérie, elle est presque toujours illusoire : la plupart des propriétés ont une origine indigène; les titres sont vagues, les limites incertaines, l'identité des propriétaires successifs difficile à constater. Aussi est-ce une vérité d'expérience qu'un acquéreur n'est jamais à l'abri d'une éviction totale ou partielle si son immeuble n'a pas été soumis aux opérations prescrites par l'ordonnance du 21 juillet 1846 ou par la loi du 26 juillet 1873; condition véritablement précaire pour les détenteurs du sol.

Ainsi, nos registres hypothécaires ne contiennent qu'une collection d'actes et de renseignements mis à la disposition du public, à ses risques et périls. Les recherches dans cette vaste collection sont-elles du moins faciles? Ce serait une erreur de le penser. La loi a créé deux modes de publicité : s'agit-il d'un acte de mutation, il doit être transcrit en entier; si c'est une constitution d'hypothèque, la loi se contente d'une inscription sommaire. Le conservateur est donc obligé de tenir deux espèces de registres, l'un pour les transcriptions, l'autre pour les inscriptions. A cette première source de complications vient s'en ajouter une autre. Les actes soumis à la publicité ne sont pas groupés autour de l'immeuble qu'ils concernent; ils sont inscrits sur les registres à la suite les uns des autres. Les inscriptions sont prises contre une personne et non sur un immeuble déterminé.

Veut-on connaître la situation hypothécaire d'un immeuble, il faut d'abord donner le nom du propriétaire; le conservateur recherche ensuite tous les actes qui ont été transcrits ou inscrits sous ce nom. S'il s'agit de Bernard ou de Durand, sa tâche est assez délicate et les erreurs sont faciles; mais

avec Mohamed ou Abd-el-Kader, la difficulté devient à peu près insoluble. Un conservateur prudent la résoudra en délivrant un état hypothécaire qui comprendra tous les Mohamed de son arrondissement. Ainsi la recherche sera complète, mais elle sera dérisoire. Ce qui, en France, est source de gêne et d'obscurité, devient en Algérie inextricable confusion.

Des jurisconsultes et des économistes illustres signalent depuis longtemps ces vices de notre système hypothécaire. Dès 1840, on préparait une réforme ; elle allait aboutir en 1850, quand la dispersion de l'Assemblée législative empêcha un vote définitif.

L'œuvre ainsi interrompue par les évènements politiques était reprise par d'autres peuples. La Belgique remaniait notre Code ; l'Italie suivait le même exemple. Enfin la Prusse, transformant un système depuis longtemps en vigueur en Allemagne, organisait un système hypothécaire sur des bases vraiment rationnelles.

Il est nécessaire de faire connaître succinctement cette organisation, dont la Commission a dû s'inspirer et qui rappelle les traits essentiels du système Torrens.

Dans les registres hypothécaires de Prusse, appelés *livres fonciers*, chaque immeuble, inscrit sur un feuillet spécial, est désigné par un numéro d'ordre, qui est celui du plan cadastral. Sur cette feuille sont mentionnés tous les actes de mutation et, en général, tous les faits de nature à affecter la condition juridique de l'immeuble. Un compte est, en quelque sorte, ouvert à chaque immeuble sur un grand livre de la propriété foncière.

Ces livres ont une force probante absolue. Les tiers qui acquièrent un droit immobilier sur la foi de leurs énonciations sont à l'abri de toute chance d'éviction. Des précautions sont prises pour assurer l'exactitude des livres fonciers. Les fonctionnaires auxquels ils sont confiés ont le droit de contrôler la valeur des inscriptions réclamées ; ils ne sont pas, comme nos conservateurs, des agents passifs, recueillant sur leurs registres tous les actes qu'on leur présente.

Le principal avantage de ce système, c'est de faire connaître exactement la situation de chaque immeuble, d'entourer les transactions d'une publicité et d'une sécurité absolues, enfin de donner au crédit foncier une assiette certaine. De bons esprits lui ont cependant reproché de sacrifier quelquefois l'intérêt particulier à un intérêt supérieur de crédit public. C'est là un grief plutôt théorique. L'expérience ne paraît pas avoir démontré qu'en fait ces inconvénients soient très appré-

ciables. Aussi, un mouvement très prononcé a-t-il poussé les principales nations de l'Europe à imiter cette organisation. La Russie, l'Autriche-Hongrie, les États Scandinaves, la Suisse, l'Espagne, dans leurs projets de réforme hypothécaire, se sont plus ou moins emparés des livres fonciers. Ils vont être prochainement introduits en Alsace-Lorraine, comme un élément de prospérité et de crédit pour la propriété rurale.

Une expérience plus décisive encore, tentée dans les colonies australiennes, est venue démontrer la supériorité de ces institutions. Un Anglais persévérant et habile, Sir Robert Torrens, après avoir vu fonctionner les livres fonciers en Allemagne, parvint à les faire adopter dans l'Australie du Sud. Toutefois, il apporta au système des modifications si ingénieuses qu'il a créé une œuvre vraiment originale et qui s'est popularisée sous le nom d'*Act Torrens*.

L'Act Torrens établit, comme en Allemagne, un livre foncier où chaque immeuble est immatriculé sur un feuillet spécial destiné à recevoir les inscriptions qui le concernent. Ce livre a une force probante absolue.

L'innovation de sir R. Torrens consiste à remettre au propriétaire un titre qui est la reproduction *exacte* du livre foncier. Toutes les mentions inscrites sur le livre doivent être reproduites sur le titre, de façon à maintenir une concordance complète. La simple lecture du titre fait donc connaître la situation précise de l'immeuble; d'autre part, le propriétaire ne peut faire aucune transaction sans représenter ce titre au fonctionnaire chargé de la tenue du livre foncier.

Grâce à cette combinaison, le titre devient la représentation exacte de l'immeuble; le propriétaire n'en peut plus disposer s'il est dépossédé de son titre. Veut-il aliéner, il suffira de remettre son titre aux mains de l'acquéreur, en ayant soin de faire constater la transmission sur le livre foncier.

Veut-il seulement contracter un emprunt à court terme, avec la garantie de l'immeuble et sans le grever d'inscription, il dépose le titre en nantissement chez un banquier, qui se trouvera suffisamment couvert.

Ajoutons que ce régime est facultatif. Les propriétaires sont libres de ne pas soumettre leurs immeubles à la législation nouvelle; mais ses avantages sont tels que la plupart se sont empressés de l'adopter. Un fonds d'assurance, alimenté par un droit sur chaque inscription, sert à garantir tous ceux qui pourraient être lésés par la rigueur inflexible d'un système où l'on tient pour non avenus les droits qui ne sont pas publiés.

La supériorité du système Torrens fut si vite constatée

qu'en moins de 30 ans il a été successivement adopté par toutes les colonies australiennes et par plusieurs États de l'Amérique du Nord. L'Angleterre se propose de l'introduire dans plusieurs de ses colonies asiatiques. La question est mise à l'étude jusque dans nos possessions de l'Indo-Chine. Enfin une législation analogue vient d'être promulguée en Tunisie. Il semble donc que, dans un avenir prochain, l'Act Torrens soit appelé à devenir comme la charte de la propriété foncière dans beaucoup de colonies.

L'Algérie ne pouvait rester indifférente aux progrès qui se réalisaient autour d'elle. Un mouvement d'opinion, qui s'est traduit par les vœux du Conseil supérieur et de Conseils généraux, a provoqué un examen attentif de la question. Aussi bien, elle n'est plus pour notre colonie un sujet plus ou moins intéressant de spéculations économiques. L'initiative prise dans la Régence impose à l'Algérie l'obligation d'adopter un parti et une solution rapides. Si la nouvelle législation doit tenir en Tunisie les promesses qu'elle a réalisées dans d'autres pays, l'Algérie, munie d'instruments économiques moins parfaits, se trouverait dans une situation évidente d'infériorité; elle verrait se détourner l'immigration et les capitaux, qui iraient se concentrer en Tunisie où la fertilité du sol et la situation géographique leur offrent les mêmes avantages. Au lieu d'établir entre nos deux grandes colonies une féconde émulation, on créerait au préjudice de l'une d'elles une cause d'infériorité et de faiblesse.

Il est donc nécessaire que les pouvoirs publics avisent. C'est le sentiment de ce danger réel, de besoins incontestables qui a provoqué la sollicitude et l'initiative de M. le Gouverneur général, et inspiré le travail de la Commission, dont il me reste à faire connaître l'économie.

§ 2

Le projet de loi comprend trois grands objets :

Il crée des livres fonciers et organise un système de titres de propriété.

Il modifie certains principes de notre loi hypothécaire, pour la mettre en harmonie avec le nouveau régime immobilier.

Enfin, il organise une purge spéciale, destinée à asseoir et consolider la propriété avant de la soumettre à la loi nouvelle.

J'exposerai rapidement les dispositions essentielles du projet sur chacun de ces points.

I. — La loi nouvelle est dominée par un principe fondamental : les mutations de propriété ou de droits réels et, en général, tous les faits qui sont de nature à affecter la condition juridique du sol doivent être rendus publics. Dans ce but, il est ouvert à la conservation des hypothèques un registre foncier par section de commune. Tout immeuble soumis au régime nouveau y sera immatriculé sur une feuille spéciale, divisée en trois sections, où seront inscrites les diverses mentions prévues par la loi. Un examen rapide de cette feuille fera connaître la situation exacte de l'immeuble, auquel est ouvert un véritable compte sur le grand livre de la propriété foncière. Ainsi se trouve réalisée une pensée formulée, dès 1840, par la commission chargée de préparer les ordonnances organiques sur la propriété en Algérie.

La publicité n'est pas seulement généralisée; sa sanction devient beaucoup plus énergique : c'est la seconde et la plus grande innovation du projet.

Les énonciations du livre foncier ont une force probante absolue au regard des tiers. Quiconque a contracté de bonne foi avec la personne inscrite au livre foncier comme propriétaire ou titulaire d'un droit réel est à l'abri de toute cause d'éviction qui ne serait pas révélée par le registre public. Vainement ferait-on prononcer la nullité ou la résolution des droits du vendeur, cette décision ne pourrait être opposée à l'acquéreur de bonne foi.

Une fraude était à prévoir : l'acheteur insolvable, menacé d'une action en résolution, n'avait qu'à aliéner son immeuble pour substituer au droit réel du revendiquant un droit de créance souvent illusoire. Une inscription provisoire sur le livre foncier avertira les tiers que le titulaire apparent du droit réel n'a qu'un titre précaire.

Les formes de la publicité sont aussi profondément modifiées.

Le projet adopte comme mode unique l'inscription par mention sommaire. La transcription intégrale aurait rapidement encombré les registres et rendu le nouveau système impraticable. Toutefois, comme il peut être utile de connaître la teneur de l'acte sommairement inscrit, les parties devront en déposer un double à la conservation. Ces doubles, réunis dans un dossier spécial à chaque immeuble, pourront être consultés à toute réquisition.

Les inscriptions peuvent être requises en vertu d'actes authentiques ou sous-seing privé. Le projet règle la forme des réquisitions d'inscription rédigées d'après des modèles uniformes. Des mesures sont prises pour assurer l'identité des

parties et empêcher que le conservateur ne soit exposé à recevoir des inscriptions provoquées par des personnes sans titre ni qualité.

La feuille foncière ainsi rédigée contient toutes les énonciations qui intéressent les tiers et, comme elle fait pleine foi à leur égard, elle constitue un véritable titre de propriété. Nul ne peut, sans la consulter, contracter avec sécurité.

Le projet de loi, s'inspirant du système Torrens, décide qu'il sera remis à chaque propriétaire un double de la feuille foncière. Ce double constituera un titre de propriété, qui devra être tenu au courant de toutes les inscriptions portées sur le registre.

Ici se présentait une difficulté pratique. Il sera aisé d'établir la concordance entre le livre foncier et le titre lorsqu'il s'agira d'un acte consenti par le propriétaire. L'acheteur se refusera à payer son prix avant la délivrance et la rectification du titre. Le créancier hypothécaire ne se dessaisira de ses deniers que sous la condition de la double inscription. Mais comment obtenir la concordance lorsque l'inscription est prise contre le gré du propriétaire? A coup sûr, celui-ci ne produira pas volontiers son titre pour y faire inscrire une hypothèque judiciaire ou un procès-verbal de saisie-immobilière.

L'Act Torrens ne paraît pas avoir prévu la difficulté. La loi tunisienne a essayé de la résoudre en imposant au propriétaire l'obligation de rétablir la concordance sous des sanctions plus ou moins efficaces. Le projet s'est arrêté à une combinaison qui a paru plus simple et plus pratique. Il prescrit au conservateur de certifier à toute réquisition la conformité du titre et du registre. Grâce à ce système, il n'est plus nécessaire d'aller consulter le livre foncier. Ceux qui contracteront avec le propriétaire exigeront tout d'abord la délivrance d'un certificat de conformité. Plus de déplacements inutiles, plus d'états d'inscriptions ou de transcriptions coûteux et souvent insuffisants. Le propriétaire expédie son titre à la conservation et, moyennant un modique salaire, la vérification est faite, le titre complété avec la mention, à sa date, du certificat de conformité.

Les titres de propriété auront encore un autre avantage pratique en Algérie. Un des écueils de la constitution de la propriété de notre colonie, c'est la difficulté d'assurer, dans les mains des indigènes, la conservation des titres qui leur sont délivrés par nos autorités. Malgré les prescriptions formelles de la loi, les indigènes continuent à faire rédiger leurs conventions immobilières par leurs cadis; ils négligent la formalité de la transcription, dont ils ne comprennent ni la

portée, ni la sanction. La propriété régulièrement constituée retombe dans le chaos primitif. On peut espérer que ce désordre cessera quand les indigènes auront compris que leurs conventions ne produiront tout leur effet que par une double inscription sur le titre et sur le livre foncier et par la remise du titre aux mains du nouvel acquéreur.

Si l'on ajoute à ces dispositions essentielles quelques règles secondaires relatives à la perte des titres, à leur délivrance, à leur forme au cas d'indivision, on aura une idée complète des dispositions principales de cette partie du projet.

La Commission a volontairement écarté beaucoup de règles de détail. Dans sa pensée, la loi ne devait poser que des principes généraux. Des arrêtés du gouverneur général traceront les règles d'exécution selon les besoins que la pratique aura révélés.

II. — Le système de publicité absolue, admis par le projet de loi, rendait indispensable certaines modifications au régime actuel des hypothèques. La Commission s'est attachée à les restreindre dans la mesure rigoureusement nécessaire.

Trois réformes s'imposent comme une conséquence du nouveau système :

Suppression des hypothèques occultes;

Application rigoureuse du principe de la spécialité des hypothèques;

Suppression de toute dérogation à la règle que le rang des privilèges et hypothèques se détermine par leur inscription.

Il est facile de justifier ces réformes, qui, depuis longtemps, sont réclamées en France. L'existence d'hypothèques occultes ou indéterminées est incompatible avec la sécurité et la solidité du crédit foncier; elle est surtout inconcilable avec le principe de la foi publique due aux livres fonciers.

Quant aux hypothèques générales, qui affectent tous les immeubles d'un même débiteur à l'aide d'une seule inscription, elles ne sauraient non plus se concevoir dans un système où les inscriptions ne sont pas prises sur la personne des propriétaires, mais sur l'immeuble investi d'une véritable individualité juridique.

Comme conséquence de ces principes, l'inscription de l'hypothèque légale devenait obligatoire; mais il fallait assurer cette inscription, sans dépouiller la femme mariée et les autres incapables des garanties établies à leur profit. Pour atteindre ce but, la Commission s'est inspirée des dispositions adoptées en 1850, lors de la dicussion de la réforme hypothécaire.

L'hypothèque de la femme sera déterminée au moment du contrat du mariage; elle pourra toujours être augmentée ou diminuée, au cours du mariage, par jugement rendu en la Chambre du conseil; cette même procédure servira à déterminer l'hypothèque des femmes mariées sans contrat.

En ce qui concerne le mineur ou l'interdit, c'est au conseil de famille qu'incombe le devoir de déterminer, augmenter ou diminuer l'hypothèque légale, sauf le droit pour les membres du conseil de se pourvoir devant le tribunal contre une décision qui n'aurait pas été unanime. Ces hypothèques légales ne prennent rang qu'à dater de leur inscription. La loi impose à certains fonctionnaires l'obligation de requérir l'inscription; elle accorde de plus cette faculté à tous ceux qui peuvent y avoir un intérêt pécuniaire ou de simple affection.

Quant à l'hypothèque judiciaire, la Commission, fidèle à son principe de ne toucher au Code civil que dans la mesure la plus restreinte, n'a pas cru devoir prononcer sa suppression, réclamée cependant par nombre de bons esprits. Le projet se borne à la rendre facultative pour le tribunal qui prononce une condamnation. Il exige, en outre, que la décision de justice spécialise l'hypothèque sur un immeuble et pour une somme déterminés.

Ces réformes, si considérables qu'elles soient, ne constituent pas l'innovation principale du projet de loi : une mesure plus hardie est encore proposée, c'est la création, sous le nom de *bons hypothécaires*, de créances transmissibles par voie d'endossement, avec la garantie de l'immeuble.

L'idée n'est pas nouvelle en France. Déjà, la Convention l'avait mise en œuvre dans la loi de messidor an III, en autorisant l'émission de cédules hypothécaires. Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les traits essentiels de cette organisation ni les causes de son insuccès. Elles sont toutes contingentes et ne tiennent pas au fond même du système qui, depuis plusieurs siècles, fonctionne dans certaines parties de l'Allemagne. La Prusse, dans ses lois de 1872, a repris l'idée de la Convention et autorisé la création de bons fonciers. Il est question de doter prochainement l'Alsace-Lorraine de cette institution. Il ne s'agit donc pas d'une conception hasardeuse, aux résultats problématiques, mais d'une idée suffisamment contrôlée par l'expérience pour qu'elle puisse faire l'objet d'une application pratique.

La Commission a pensé que la création de bons hypothécaires avait sa place marquée dans un projet de loi destiné à préparer la mobilisation de la propriété et à développer le crédit foncier. Une des causes qui détournent les capitaux

des prêts hypothécaires, c'est la difficulté de réaliser le gage et l'immobilisation des sommes engagées. Permettre au détenteur d'une créance hypothécaire de battre monnaie avec son titre, sans exproprier l'immeuble ou sans attendre l'échéance, c'est donner au crédit foncier la souplesse et les facilités du crédit commercial, c'est le rendre accessible à tous ceux qui ne peuvent prêter à long terme ; en élargissant le nombre des prêteurs, on diminue, par le jeu naturel de la loi de l'offre et de la demande, le loyer des capitaux. On atteindra complètement ce but si on permet au capitaliste qui a prêté sur hypothèque de réaliser sa créance par voie d'endossement.

Le projet de loi autorise le conservateur à délivrer des bons hypothécaires détachés d'un registre à souches. La constitution de l'hypothèque n'est plus soumise, dans ce cas, à la formalité et aux frais de l'acte notarié. L'émission des bons se réalise sous deux formes : elle peut être obtenue, avec le consentement du propriétaire, par le créancier déjà nanti d'un titre hypothécaire. Il lui est permis de transformer sa créance en un titre unique ou de la diviser en plusieurs bons hypothécaires, selon les exigences de son crédit. Mais le propriétaire qui n'a pas encore emprunté et qui veut se ménager du crédit pour l'avenir a la faculté de se faire délivrer des bons hypothécaires sur lui-même. C'est une hypothèque virtuelle, qui se réalisera au premier besoin d'argent par un endossement du titre au profit du capitaliste. Ces bons hypothécaires pourront être échelonnés dans un ordre de priorité déterminé à l'avance et qui restera invariable, ce qui permettra au propriétaire qui fait un emprunt, dans un moment où son crédit est solide et les capitaux abondants, de donner en gage une seconde ou une troisième hypothèque, réservant la première pour les temps difficiles.

Ces titres ainsi créés circuleront par voie d'endossement. Chaque transmission devra être inscrite au livre foncier : cette formalité ralentira un peu le mouvement des titres, mais elle était nécessaire pour qu'au moment de la réalisation du gage, le porteur du bon hypothécaire fût connu et appelé à la distribution du prix. Un bulletin, en forme de coupon, détaché du bon hypothécaire et transmis au conservateur, permettra d'accomplir cette formalité sans trop de gêne.

Les bons hypothécaires, une fois endossés, circuleront sous la garantie réelle de l'immeuble et sous la garantie personnelle des divers endosseurs. Pour leur donner plus de solidité encore, on avait proposé de procéder, avant l'émission, à une estimation officielle de l'immeuble. Cette idée,

empruntée à la loi de messidor, a été écartée : l'estimation sera toujours incertaine et difficile. Entre l'époque où elle sera faite et le moment où le bon sera mis dans la circulation il peut se placer un intervalle considérable, pendant lequel se produiront peut-être des causes de dépréciation les plus diverses. En pratique, c'est le premier endosseur qui fera l'appréciation à ses risques et périls, et il est à présumer que des institutions de crédit se chargeront de la première négociation de ces titres hypothécaires.

Si ce système entre dans les mœurs, la loi aura mis à la disposition de chaque propriétaire ces instruments de mobilisation du crédit foncier qui, jusqu'à ce jour, sous le nom de lettres de gages, avaient été le monopole exclusif des sociétés de crédit foncier.

III. — Les bases essentielles du nouveau régime de la propriété foncière en Algérie étant établies, il restait à la Commission à décider quels immeubles y seraient immédiatement soumis.

Il est clair que la nouvelle loi ne pouvait s'appliquer qu'à des immeubles dont l'origine était certaine et l'assiette absolument fixe. Cette condition sera évidemment remplie par les immeubles soumis à l'avenir aux opérations administratives prévues par la loi de 1873. A dater de la délivrance du titre, la propriété a un point de départ fixe et incontesté.

La Commission a cru que les immeubles aliénés par le domaine de l'État méritaient la même faveur, à raison de l'origine de la propriété et de la garantie du vendeur.

Restaient les immeubles qui n'ont pas été soumis à la procédure de la loi de 1873, et ceux qui, après l'accomplissement de cette procédure, ont fait l'objet de mutations. Ceux-là ne pouvaient être soumis à la loi nouvelle sans une opération préalable, destinée à fixer exactement leur situation juridique. L'intérêt public ne permettait pas l'immatriculation au livre foncier d'immeubles dont l'origine et la propriété pourraient être contestés. D'autre part, le livre foncier ayant force probante à l'égard de tous, les tiers dont les droits n'auraient pas été inscrits se seraient trouvés injustement dépossédés à la première aliénation qui aurait suivi l'immatriculation. Pour parer à ce danger, il fallait une procédure de purge, mettant les tiers en demeure de faire valoir leurs droits et leur faisant connaître la demande d'immatriculation; enfin, il fallait fixer par un bornage préalable les limites de l'immeuble dont l'origine et la consistance se trouveraient désormais constatées au regard de tous.

Tel est l'objet du titre II du projet de loi. Il transforme la purge spéciale établie par le titre III de la loi du 26 juillet 1873; mais surtout, en la généralisant, il fait disparaître une anomalie et une lacune regrettables.

Dans le système de la loi de 1873, seul, l'acquéreur européen d'un immeuble indigène peut obtenir un titre sûr et inébranlable; ce bénéfice est refusé aux indigènes dans leurs rapports entre eux; bien plus, il est interdit à l'Européen propriétaire d'un immeuble d'origine indigène, toujours plus ou moins menacé par la révélation de quelque droit réel occulte. Un système plus large remplace cette conception trop étroite : désormais, la purge spéciale pourra être faite spontanément par tout propriétaire qui voudra se procurer les bénéfices du nouveau régime. Ainsi comprise, la purge pourra devenir un auxiliaire puissant de la loi du 26 juillet 1873. On peut prévoir que bon nombre d'indigènes, pour augmenter leur crédit, donner une plus-value à leurs terres, ou se mettre à l'abri d'évictions dont ils sont victimes comme les Européens, se soumettront à la loi nouvelle et à la purge spéciale.

Les dispositions de cette partie du projet de loi ne réclament pas une bien longue analyse. Ce sont des règles de procédure. Signalons l'obligation du bornage préalable à l'immatriculation. Cette mesure a un double but : avertir les tiers par une prise de possession matérielle que l'immeuble va être immatriculé, c'est un élément de publicité; fixer d'une manière définitive la consistance de l'immeuble, c'est un élément de sécurité pour les transactions ultérieures.

Le projet règle la procédure d'opposition; il centralise les opérations entre les mains du conservateur qui doit procéder à l'immatriculation; enfin, il règle les moyens de faire inscrire les hypothèques légales. Les créanciers munis d'hypothèques légales, qui ont négligé de faire inscrire leur droit, n'en sont pas déchus, mais seulement privés de leur rang, qui se trouvera fixé par la date de l'inscription ultérieure.

Les opérations de purge terminées, les oppositions vidées, l'immeuble est immatriculé. Cette immatriculation règle d'une manière définitive et au regard de tous la situation juridique de l'immeuble. Elle fixe le point de départ de la propriété et purge tous les droits réels qui n'ont pas été inscrits dans les délais légaux. Le propriétaire a désormais un titre clair, précis, opposable à tous. L'immeuble, dégagé de toutes entraves, entrera dans la circulation à la fois comme objet d'échange et comme instrument de crédit.

Telles sont les dispositions essentielles adoptées par la

Commission, après une étude attentive des législations qui lui étaient proposées comme modèle. Elle a la ferme conviction que l'Algérie est un terrain propice pour le développement des institutions qui viennent d'être décrites; qu'elle y trouvera une constitution stable de la propriété, la sécurité des transactions, la mobilisation et l'abondance du crédit.

Ces bienfaits sont de nature à vaincre les scrupules et les hésitations de ceux qui reprocheraient au nouveau régime de rompre trop ouvertement avec le Code civil et de contrarier l'assimilation de la colonie et de la métropole.

A coup sûr, ce serait une faute de toucher d'une main téméraire à des lois justement respectées comme un résumé de l'expérience des siècles. Mais l'autorité de ces lois sera d'autant mieux affermie qu'on aura su les adapter aux besoins nouveaux que le temps révèle. Or, depuis un demi-siècle, une grande révolution économique s'est accomplie. Le crédit a reçu un développement inattendu. Le commerce et l'industrie, servis par une législation plus souple, dotés d'instruments plus parfaits de crédit et d'échange, ont attiré à eux la plus grande masse des capitaux. La propriété foncière et l'agriculture sont au contraire restées dans une condition inférieure. Autour de nous, on a cherché le remède; et, si des peuples rivaux sont parvenus à nous susciter une concurrence redoutable, il faut attribuer ce succès autant à la perfection de leurs lois, à la bonne organisation de leur crédit qu'à leurs méthodes de production. Imiter quelques-unes de ces institutions, ce n'est pas sacrifier au goût des innovations irréfléchies, mais profiter de réformes déjà contrôlées par une longue pratique.

Il ne faut pas s'arrêter davantage à la crainte d'affaiblir les liens qui unissent la France et notre colonie en dotant celle-ci d'une législation spéciale. Les réformes proposées par la Commission ne portent atteinte à aucun de ces principes essentiels qui font l'unité politique et sociale d'un pays. Elles visent la forme extérieure des institutions, leur organisation pratique plutôt que le fond même du droit; le plus souvent, elles sont une extension logique de principes dont le germe, déjà déposé dans notre loi civile, n'avait pas reçu tout son développement.

Au reste, on ne saurait prétendre à l'unité absolue de législation entre deux pays placés dans des conditions si diverses. Plusieurs questions, et en particulier l'organisation de la propriété, réclameront pendant longtemps encore des règles spéciales. Cette diversité même peut devenir pour notre patrie un élément nouveau de vitalité et de force. C'est le rôle des

colonies de se montrer plus promptes à accueillir les réformes et d'être mieux préparées à certaines initiatives réputées trop hardies pour la métropole. En s'offrant pour l'expérience d'un système dont les résultats ont été si féconds ailleurs, l'Algérie trace peut-être la voie où notre pays devra chercher la solution de problèmes économiques qui tiennent une place chaque jour plus grande dans les préoccupations publiques.

Le Rapporteur de la Commission,

ALFRED DAIN.

PROJET DE LOI

—

Art. 1er. — Seront soumis aux dispositions de la présente loi :

1° Tous les immeubles qui, à partir du jour où elle sera applicable, feront l'objet de titres délivrés en exécution des art. 3, 17 et 20 de la loi du 26 juillet 1873;

2° Tous les immeubles qui seront, à partir de la même date, aliénés par le domaine de l'État;

3° Les immeubles pour lesquels auront été accomplies les formalités de purge prescrites par le titre II de la présente loi.

TITRE Ier

SECTION Ire

Des titres de propriété et du livre foncier

Art. 2. — Les titres de propriété relatifs aux immeubles énoncés à l'art. 1er seront établis par le directeur des Domaines, pour les immeubles désignés aux § 1 et 2, et par un notaire, pour ceux désignés au § 3.

Ils seront dressés en double, sauf, pour les immeubles indivis, ce qui sera dit à l'art. 17.

Ils seront rédigés sur des formules uniformes, divisées en quatre sections indiquant par mentions sommaires :

La première, la désignation de l'immeuble, avec détail des parcelles le composant, leur situation, leur contenance et leur revenu cadastral lorsque le cadastre sera établi;

La deuxième, les noms, prénoms, profession, domicile et date ou époque de la naissance, si elle est connue, du propriétaire ou des propriétaires successifs, avec indication des mutations intervenues et du prix, s'il y a lieu;

La troisième, les charges de l'immeuble autres que l'hypothèque, leurs cessions, subrogations et main-levées;

La quatrième, les privilèges et hypothèques, leurs cessions, subrogations et main-levées.

A chaque double du titre sera annexé le plan de l'immeuble établi à l'échelle fixée par un arrêté du gouverneur général et certifié par le service compétent.

Art. 3. — Un des doubles du titre sera immatriculé au livre foncier, et l'autre restera entre les mains du propriétaire, avec mention de la date de l'immatriculation et du numéro matricule du livre foncier.

Art. 4. — Dans les cas de réunion de plusieurs immeubles, situés dans la même section de commune, entre les mains d'un seul propriétaire, il pourra, sur sa demande, être procédé par le conservateur à l'établissement et à l'immatriculation d'un nouveau titre, avec plan annexé, remplaçant les divers titres relatifs à ces immeubles.

Les deux doubles des titres annulés seront revêtus d'une mention d'annulation datée et signée par le conservateur des hypothèques, et, sur chaque page, sera apposée l'empreinte d'une griffe spéciale.

Art. 5. — Le propriétaire d'un immeuble composé de parcelles sises dans des sections de communes différentes, mais dépendant du même arrondissement judiciaire, pourra les réunir en un seul titre qui sera immatriculé au livre foncier de la section de commune désignée par lui.

Art. 6. — Dans le cas de fractionnement de l'immeuble par suite d'aliénation partielle ou pour toute autre cause, la parcelle distraite sera annulée sur le titre où elle était inscrite et devra soit donner lieu à l'établissement par le conservateur et à l'immatriculation d'un nouveau titre spécial, soit être ajoutée sur un autre titre qui serait déjà immatriculé au nom du nouveau propriétaire, dans la même section de commune.

Art. 7. — L'usufruitier d'un immeuble pourra faire établir par le conservateur et immatriculer un titre spécial en son nom, pour son droit d'usufruit.

Art. 8. — L'immeuble objet d'un titre immatriculé pourra, s'il n'est grevé d'aucune hypothèque, être fractionné entre les mains du propriétaire, sur sa demande, et faire l'objet de plusieurs nouveaux titres établis par le conservateur.

L'ancien titre sera annulé comme il est dit au 2e alinéa de l'article 4.

Art. 9. — Il sera tenu, à la conservation des hypothèques, un ou plusieurs livres fonciers par section de commune, dans lesquels seront immatriculés, avec un numéro d'ordre et men-

tion de la date de l'immatriculation, les doubles des titres de propriété établis comme il est dit aux articles précédents.

Art. 10. — Les mutations de propriété, les affectations de dotalité, les constitutions, cessions, subrogations, main-levées d'hypothèques et de droits réels, les baux au-dessus de neuf ans, les actes et jugements constatant, même pour bail de moindre durée, quittance ou cession équivalente à trois années de loyers ou fermages non échus, et tous actes de nature à restreindre ou modifier le droit de propriété seront mentionnés sur le livre foncier par le conservateur des hypothèques. Le conservateur y mentionnera de même, à la date de la transcription, tout procès-verbal et toute radiation définitive de saisie immobilière.

A défaut d'inscription, ces droits ne seront pas opposables aux tiers qui auront acquis des droits réels sur les immeubles et les auront conservés en se conformant aux dispositions de la présente loi.

Art. 11. — Les jugements prononçant la nullité ou la résolution d'un droit réel, la nullité ou la radiation d'une inscription ne pourront être opposés aux tiers qui auront acquis un droit réel sur la foi des inscriptions du livre foncier, et l'auront conservé conformément aux dispositions de la présente loi.

Toutefois, le jugement statuant sur la demande en nullité, résolution ou radiation pourra être opposable aux tiers à dater de l'inscription provisoire d'un extrait de la demande sur le livre foncier. Cette inscription provisoire sera radiée sur le vu du jugement qui aura rejeté la demande.

Art. 12. — Les mentions sont inscrites au livre foncier par le conservateur sur une réquisition conforme à un modèle établi par le gouverneur général.

La réquisition contiendra, outre la désignation de l'immeuble, les nom, prénoms et domicile du propriétaire et ceux du titulaire du droit dont l'inscription est réclamée, ainsi que l'indication de la mutation ou du droit réel.

Les parties annexeront à cette réquisition copie collationnée de l'acte en vertu duquel l'inscription est réclamée. Cette copie restera déposée à la conservation dans un dossier spécial à chaque titre.

Art. 13. — La réquisition d'inscription faite en vertu d'un acte notarié ou d'un jugement sera dressée, conformément aux dispositions de l'article précédent, par le notaire ou l'avoué de la partie requérante.

La réquisition faite en vertu d'un acte sous seing privé sera établie et signée par les parties ; leur signature sera légalisée par le maire de leur domicile, qui fera attester leur identité par deux témoins connus de lui.

Art. 14. — Au cas de mutation par décès, et avant la liquidation définitive des droits des parties, celles-ci pourront requérir, par une prénotation sur le livre foncier, l'inscription de leurs droits, en justifiant de leur qualité soit au moyen d'un extrait d'intitulé d'inventaire ou d'un acte de notoriété en tenant lieu, soit en produisant l'ordonnance d'envoi en possession ou l'acte contenant délivrance de legs, avec copie collationnée du testament.

Art. 15. — Toute mention inscrite par le conservateur sur le livre foncier sera reproduite par lui sur le double du titre qui lui sera représenté.

Il certifiera à toute réquisition, sur le double du titre, sa conformité avec le livre foncier.

Art. 16. — Le conservateur est tenu de délivrer, lorsqu'il en est requis, un état spécial ou général des mentions inscrites sur le livre foncier et copie ou extrait des actes déposés conformément aux prescriptions de l'article 12.

Toute personne pourra consulter le livre foncier et les dossiers relatifs à chaque immeuble, moyennant un droit de recherche.

Art. 17. — Lorsqu'un immeuble sera indivis, le titre immatriculé au livre foncier comprendra nominativement tous les ayants-droit, avec indication de leurs quotes-parts. Inscription y sera faite, en conformité de l'article 10, de toutes les mentions concernant respectivement chaque copropriétaire.

Il sera remis à chaque copropriétaire un extrait nominatif du titre, qui vaudra titre et sur lequel seront reproduites, en conformité des dispositions de l'article 15, les mentions inscrites au livre foncier qui le concerneront personnellement.

Art. 18. — Lorsque les mentions inscrites dans une des sections du titre remis au propriétaire ne laisseront plus d'espace pour de nouvelles inscriptions, le conservateur délivrera à l'ayant-droit une formule additionnelle de section, qui demeurera annexée au dit titre, après avoir été dûment datée et certifiée.

Dans ce même cas, le propriétaire aura la faculté de se faire délivrer par le conservateur un nouveau titre, qui sera la copie de l'ancien, sauf suppression des mentions annulées et devenues sans objet.

Art. 19. — Dans le cas où les mentions inscrites au livre foncier ne laisseraient plus de place pour de nouvelles inscriptions, le conservateur établira, sur une nouvelle formule, une copie du titre, qu'il immatriculera au livre foncier, avec les références nécessaires, sans y reproduire les mentions annulées et devenues sans objet.

Art. 20. — Dans le cas de vente judiciaire, et si le double du titre ne peut être représenté, un duplicata en sera délivré par le conservateur à l'adjudicataire, sur la réquisition de l'avoué.

Art. 21. — Dans le cas de perte d'un titre, l'ayant-droit fera défense au conservateur d'inscrire aucune mention sur le titre perdu ou volé.

Il pourra se faire délivrer par le conservateur un nouveau titre en duplicata, en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de la situation des biens. Mention de l'ordonnance et du duplicata délivré sera faite sur le livre foncier.

SECTION 2

Des privilèges et hypothèques

Art. 22. — Tous privilèges, sauf ceux établis par l'article 2101 du code civil, devront être inscrits et ne prendront rang qu'à partir de leur inscription sur le livre foncier.

Le droit de résolution et de rescision de propriété, dans tous les cas prévus par les lois en vigueur, ne pourra être opposé aux tiers qu'à dater de son inscription.

Art. 23. — Aucune hypothèque légale, judiciaire ou conventionnelle ne pourra être prise, à l'égard des biens et droits immobiliers soumis au régime de la présente loi, que sur des immeubles et pour des sommes déterminés.

Art. 24. — Les hypothèques inscrites au livre foncier ont la même durée que les droits et les créances qu'elles garantissent. Elles ne sont pas soumises à renouvellement.

Art. 25. — L'ordre de préférence des hypothèques est déterminé par l'ordre de leur inscription sur le livre foncier.

Art. 26. — Le créancier inscrit pour un capital portant intérêts ou arrérages a droit d'être colloqué pour deux années à partir de l'échéance du dernier terme payé, au même rang d'hypothèque que pour son capital.

Art. 27. — Les immeubles placés sous le régime de la présente loi ne pourront être soumis à l'hypothèque légale de la femme que pour des sommes déterminées, soit en vertu d'une disposition expresse du contrat de mariage, désignant les immeubles, soit au cours du mariage ou après le décès de la femme, en vertu d'un jugement rendu en la chambre du conseil, le ministère public entendu.

La femme ne pourra, dans le contrat de mariage, consentir une renonciation anticipée de son hypothèque légale.

Art. 28. — L'hypothèque légale de la femme et l'affectation de dotalité seront inscrites, à la diligence du notaire rédacteur du contrat de mariage, dans le délai d'un mois à partir de la célébration du mariage, sous peine d'une amende de 500 fr., qui sera recouvrée par les préposés de l'enregistrement et des hypothèques comme en matière d'enregistrement.

Art. 29. — La détermination de l'hypothèque légale de la femme et son inscription pourront être requises à toute époque par la femme, par ses héritiers ou par ses parents, alliés et créanciers.

Les affectations de dotalité pourront être requises à la requête des mêmes personnes.

Art. 30. — Dans le cas où elle a capacité à cet effet, la femme peut céder son hypothèque légale ou y renoncer, consentir toute subrogation, antériorité, restriction ou translation de l'hypothèque, et donner main-levée partielle ou définitive, avec ou sans constatation de paiement, de toutes inscriptions prises à son profit.

Art. 31. — Dans le cas où les garanties hypothécaires données à la femme seraient reconnues excessives, la restriction pourra en être ordonnée, à la requête du mari, par jugement du tribunal rendu en la chambre du conseil, le ministère public entendu.

Art. 32. — Il pourra être pris inscription d'hypothèque légale, pour une somme déterminée, sur les immeubles spécifiés du tuteur, en vertu d'une délibération du conseil de famille, intervenue à la requête du juge de paix, du tuteur, du subrogé-tuteur, des parents, alliés, amis et créanciers du mineur.

Cette hypothèque pourra être augmentée ou diminuée par délibération du conseil de famille, à la requête des mêmes personnes.

Le tuteur, le subrogé-tuteur et les membres du conseil de famille pourront se pourvoir contre ces délibérations, conformément aux articles 883 et 884 du code de procédure civile.

Toutefois, les délibérations prescrivant une inscription ou une augmentation d'hypothèque seront provisoirement exécutées.

Art. 33. — L'inscription de l'hypothèque sera prise dans les vingt jours de la délibération du conseil, à la diligence du greffier du juge de paix, à peine d'une amende de 500 francs, qui sera recouvrée comme il est dit à l'article 28.

L'inscription pourra être également requise par les personnes énumérées en l'article 32.

Art. 34. — Les dispositions des deux articles précédents s'appliquent au cas d'interdiction.

Art. 35. — Tout jugement portant condamnation pourra autoriser le créancier à prendre hypothèque judiciaire contre le débiteur, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée, sur un ou plusieurs immeubles spécifiés.

SECTION III

Des bons hypothécaires

Art. 36. — Tout créancier inscrit pourra, avec le consentement du propriétaire, requérir du conservateur des hypothèques la délivrance de bons hypothécaires, transmissibles par voie d'endossement nominatif et à ordre, jusqu'à concurrence du montant de sa créance en principal.

Art. 37. — Les bons hypothécaires sont établis par le conservateur sur des formules extraites d'un registre à souche et dont le modèle sera arrêté par le gouverneur général.

Le bon hypothécaire indique :

1° La somme en principal pour laquelle il a été émis, les intérêts courus, les époques et le lieu du paiement des intérêts et du capital;

2° La désignation de l'immeuble d'après le livre foncier;

3° Le détail des autres bons émis en même temps et ayant même rang hypothécaire;

4° La mention sommaire des charges et hypothèques grevant l'immeuble au moment de l'émission.

Art. 38. — Les bons hypothécaires ainsi émis sont inscrits

sur le livre foncier dans l'ordre requis par le créancier, et cet ordre détermine leur rang respectif d'hypothèque. La réquisition pourra stipuler que certains bons auront le même rang.

Ces inscriptions seront reproduites sur le double du titre.

Art. 39. — La transmission d'un bon hypothécaire ne sera opposable aux tiers que si elle a été notifiée au conservateur des hypothèques pour être mentionnée au livre foncier.

Cette notification pourra se faire par la remise au conservateur d'un bulletin extrait de la formule du bon, et signé par le cédant et le cessionnaire, avec élection de domicile par ce dernier.

Art. 40. — Tout propriétaire pourra prendre hypothèque sur lui-même et requérir la délivrance de bons hypothécaires dans la forme et aux fins énoncées aux articles 37, 38 et 39.

TITRE II

De la purge spéciale

Art. 41. — Tout propriétaire qui voudra obtenir l'immatriculation de son immeuble au livre foncier devra d'abord, s'il ne se trouve pas dans un des cas prévus par l'art. 45, présenter au juge de paix, à fin de bornage, une requête contenant la désignation détaillée de l'immeuble et appuyée d'un plan établi dans les conditions énoncées à l'art. 2.

Art. 42. — Avis de l'objet de la requête, avec désignation de l'immeuble et indication des jours et heure fixés par le juge de paix pour le bornage, sera donné au public, par les soins du greffier, vingt jours au moins avant la date fixée, au moyen d'affiches en français et en arabe apposées à la porte de la mairie de la situation de l'immeuble et dans le prétoire de la justice de paix, ainsi que par des publications en français et en arabe dans les principaux marchés de la commune.

Art. 43. — Au jour et à l'heure fixés par son ordonnance, le juge de paix procèdera au bornage, avec l'assistance d'un géomètre du service compétent.

Le procès-verbal de l'opération constatera l'accomplissement des formalités de publicité ci-dessus prescrites, et relatera les réclamations ou contestations survenues au cours de l'opération qui n'auront pu être réglées immédiatement.

Art. 44. — Sur la production du procès-verbal de bornage,

et si les droits du requérant ne sont pas contestés, un titre de propriété, en deux originaux, chacun avec plan annexé, sera établi, à fin d'immatriculation, par un notaire, dans la forme prescrite par l'art. 2, et avec mention des charges, droits réels et hypothèques grevant l'immeuble, d'après les certificats délivrés par le conservateur.

Art. 45. — Sont affranchis de la formalité préalable du bornage et pourront requérir immédiatement l'établissement d'un titre de propriété à fin d'immatriculation :

1° Les propriétaires d'immeubles urbains ou clos de murs;

2° Les propriétaires d'immeubles pour lesquels des titres français auront été délivrés précédemment par application et en exécution des titres I et II de la loi du 26 juillet 1873;

3° Les propriétaires d'immeubles provenant d'aliénations consenties, avec plan régulier à l'appui des actes, par le domaine de l'État.

A la condition toutefois, dans ces deux derniers cas, que les immeubles n'aient pas été divisés depuis l'établissement des plans et la délivrance des titres par le service des Domaines.

Art. 46. — Le propriétaire, s'il est marié ou tuteur, devra, après l'établissement de son titre de propriété et avant d'en requérir l'immatriculation, le faire signifier à la femme et au subrogé tuteur à fin d'inscription des hypothèques légales.

Pareille notification sera faite aux créanciers inscrits et aux titulaires de droits réels inscrits sur l'immeuble.

Art. 47. — Le propriétaire requérant l'immatriculation déposera entre les mains du conservateur :

1° L'expédition du procès-verbal de bornage, si le cas le comporte;

2° Les deux doubles de son titre de propriété, chacun avec plan annexé;

3° Une déclaration constatant qu'il n'est ni marié ni tuteur, ou, s'il est marié ou tuteur, l'original des notifications faites conformément à l'art. 46;

4° Dans le cas d'existence d'hypothèque ou de droits réels inscrits, l'original des significations faites conformément au même article.

Le conservateur donnera récépissé du dépôt et de la réquisition.

Art. 48. — Ce dépôt sera, à la diligence du propriétaire, rendu public par un avis affiché et publié comme il est dit à l'art. 42 et, en outre, inséré dans le journal officiel de l'Algérie et dans un journal de l'arrondissement.

Cet avis, contenant la désignation détaillée de l'immeuble, portera mise en demeure aux tiers d'avoir à produire leurs réclamations ou oppositions dans le délai de trois mois, sous peine de déchéance.

Art. 49. — Les réclamations ou oppositions seront motivées et formulées par actes extra-judiciaires signifiés, en double copie, au conservateur des hypothèques, qui transmettra immédiatement, par lettre chargée, une des copies au propriétaire requérant l'immatriculation, à son domicile.

Art. 50. — A l'expiration du délai de trois mois, à dater du dernier acte de publicité, et si aucune réclamation ou opposition affectant le droit de propriété ne s'est produite, le conservateur procédera à l'immatriculation du titre, après y avoir mentionné, dans les formes prévues aux art. 2 et 10, les inscriptions d'hypothèque légale ou autres prises depuis le dernier état délivré.

Art. 51. — Dans le cas d'opposition, le propriétaire requérant l'immatriculation assignera le réclamant en main-levée d'opposition. Il sera statué d'urgence.

Art. 52. — L'immatriculation sera différée jusqu'à ce que l'opposition ait été levée soit par arrangement amiable, soit par jugement passé en force de chose jugée.

Art. 53. — Si le jugement rendu sur la contestation comporte une modification du plan, il ne sera mis à exécution qu'après que le nouveau plan aura été homologué par l'autorité judiciaire qui aura statué en dernier ressort.

Art. 54. — Dans tous les cas où le jugement ordonnera la modification du titre, un nouveau titre, avec plan annexé, sera établi par le notaire pour être soumis immédiatement à l'immatriculation.

Il sera procédé de même dans le cas d'arrangement amiable.

Art. 55. — Aucune nouvelle opposition ne pourra être formée à partir de l'expiration du délai de trois mois ci-dessus fixé; mais tous droits réels pourront être utilement inscrits, dans la forme prévue par les lois antérieures, jusqu'au jour de l'immatriculation.

Art. 56. — L'inscription des hypothèques légales, opérée avant le jour de l'immatricution, leur conserve le rang qui leur était attribué précédemment.

Art. 57. — A dater de l'immatriculation, aucun droit réel, aucune cause de résolution ou de rescision du chef des propriétaires antérieurs ne peuvent être opposés, ni au propriétaire, ni aux tiers qui auraient acquis un droit sur l'immeuble et l'auraient conservé en se conformant aux prescriptions de la présente loi.

Les droits réels provenant du chef du propriétaire actuel pourront être inscrits même après l'immatriculation du titre de propriété; mais ils ne seront opposables aux tiers qu'à dater de leur inscription.

Art. 58. — Des arrêtés du gouverneur général fixeront les tarifs et régleront les conditions d'exécution de la présente loi, qui sera applicable dans un délai de six mois à dater de sa promulgation.

Fait et clos à Alger, le 10 novembre 1886.

Le Président et les Membres de la Commission,

CAMMARTIN, LAYNAUD,
E. MONIER, FRANCK,
Alfred DAIN, BARBIER.

NOTICE

SUR LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES DE L'ANNÉE 1886

Agriculture et commerce

27 avril. — Loi autorisant la concession gratuite au département de la Seine de terrains domaniaux en Algérie, pour l'organisation d'une école professionnelle d'agriculture destinée aux enfants assistés (1).

28 juillet. — Loi ayant pour objet l'organisation des syndicats en Algérie pour la défense contre le phylloxéra (2).

Armée

27 mars. — Le gouvernement retire le projet de loi relatif à l'organisation des troupes coloniales et des troupes spéciales d'Afrique.

Colonisation

20 avril. — Le gouvernement présente au Sénat un projet de loi ayant pour objet d'assurer le développement de la colonisation en Algérie à l'aide de ressources domaniales (3).

Le 28 décembre 1883, la Chambre avait rejeté le projet tendant à mettre à la disposition du gouvernement une somme de 50 millions pour le développement de la colonisation algérienne. Le gouvernement a présenté, cette année, au Sénat, un projet ayant pour objet de procurer des ressources financières à la colonisation au moyen, non plus d'un appel au budget, mais de la vente de terres domaniales; une proposition de ce genre avait été déjà déposée sur le bureau du Sénat par M. d'Haussonville, le lendemain du vote de la Chambre relatif aux 50 millions.

Voici l'économie du projet du gouvernement, qui diffère, sur de nombreux points de détail, de la proposition d'Haussonville :

Le gouverneur général est autorisé à vendre les immeubles domaniaux de toute origine situés en Algérie, autres que les bois et forêts, et à l'exception de ceux acquis sur le budget de l'État pour les services publics ou réservés pour ces services. Il en est de même des terrains vagues et à l'état de broussailles clairsemées, situés en plaines, dont le maintien dans le domaine forestier serait reconnu inutile au point de vue de la salubrité et de

(1) V. *Revue algérienne*, 1886, 3, 89. — Pour le rapport de M. Yves Guyot, du 15 mars 1886, V. *J. off.*, p. 1267, annexe 544.

(2) V. *Revue algérienne*, 1886, 3, 169.

(3) *J. off.*, Exposé des motifs, p. 193, annexe 166.

la conservation des eaux. Le produit de ces ventes formera un fonds commun aux trois départements de l'Algérie et sera exclusivement affecté aux dépenses de la colonisation. Il s'ajoutera aux allocations inscrites annuellement pour le même objet au budget ordinaire du ministère de l'intérieur. L'emploi de ces sommes et de ces allocations sera déterminé et réparti chaque année par le gouverneur général, suivant un programme arrêté après avis du conseil supérieur de gouvernement.

La forme et les conditions de la vente des immeubles varient suivant qu'ils sont ou ne sont pas directement utilisables pour la colonisation, c'est-à-dire suivant qu'il y a lieu de les destiner au peuplement ou que l'aliénation n'a d'autre but que de procurer des ressources financières à la colonisation.

Les immeubles de cette seconde catégorie seront vendus selon les règles de la législation domaniale ordinaire : la vente aura donc lieu, en principe, aux enchères, et pourra être faite de gré à gré dans certains cas limitativement déterminés (indivision, enclave, etc.) (1) ; elle sera [ouverte à toute personne sans distinction de nationalité ; elle ne sera entourée d'aucune restriction spéciale.

Les immeubles directement utilisables pour la colonisation ne pourront, au contraire, être vendus qu'aux Français d'origine ou par naturalisation, et pendant un délai de dix ans ils ne pourront pas être revendus à des indigènes non naturalisés ou à des étrangers.

En ce qui concerne la forme de la vente, il faut faire une distinction : ces immeubles seront divisés en lots de ferme et lots de village. Les lots de ferme seront toujours vendus aux enchères : « En raison de leur étendue, supérieure ordinairement à celle des lots de village, et de leur valeur parfois très importante, ces lots, lit-on dans l'exposé des motifs, sont toujours l'objet de nombreuses compétitions, et l'adjudication, au point de vue de leur mise en valeur, ne peut donner que de bons résultats. » Quant aux lots de village, dont la réunion formera les centres mêmes de peuplement à constituer, ils seront vendus, suivant les circonstances, aux enchères ou à prix fixe, c'est-à-dire moyennant un prix fixé d'avance par l'administration. La vente aux enchères, fait remarquer le gouvernement, peut avoir l'inconvénient d'arrêter l'immigrant par l'incertitude d'une adjudication dont l'issue risque de tromper ses espérances et de l'avoir fait se déplacer sans résultat. Le gouvernement en conclut que la vente à prix fixe est préférable pour les territoires dont le peuplement ne serait pas assuré d'avance par les conditions particulièrement favorables de la région, par la valeur des terres et les compétitions dont elles auraient été l'objet. Le gouverneur général déterminera donc, pour chaque centre à mettre en peuplement, celui des deux modes de vente qui sera le mieux approprié aux besoins du moment et aux conditions du territoire. — Lorsqu'il aura opté pour la vente à prix fixe et que le nombre des demandes se trouvera supérieur au nombre des lots, les acquéreurs seront choisis parmi les demandeurs présentant le plus de garanties pour le peuplement effectif et le développement agricole du territoire. La liste définitive des acquéreurs sera arrêtée par le gouverneur général suivant les propositions d'une commission composée, dans chaque département, du préfet, ou, en territoire militaire, du

(1) Décret du 26 juillet 1860, art. 17 ; décret du 6 janvier 1869.

général commandant la division, président; du directeur des Domaines, de deux conseillers généraux désignés par leurs collègues, et d'un membre délégué de la société d'agriculture du département. La répartition des lots entre les demandeurs admis comme acquéreurs sera faite par voie de tirage au sort. Si plusieurs demandes portent sur le même lot, une enchère publique sera ouverte, conformément aux prescriptions de l'art. 12 du décret du 12 juillet 1860.

La distinction entre les lots de ferme et les lots de village présente encore intérêt à deux autres points de vue :

Pour inciter les acquéreurs de lots de village à la résidence et à la mise en valeur des lots, on promet la remise d'une partie de leur prix à ceux qui auront résidé sur leur lot d'une manière effective et permanente pendant une durée de trois années consécutives, et qui auront, en outre, construit une maison d'habitation représentant une dépense d'au moins 50 fr. par hectare. Cette faveur n'est pas étendue aux lots de ferme : le gouvernement estime que la plus grande importance de ces lots assure suffisamment leur mise en valeur, et que la résidence personnelle ne présente pas, au point de vue du peuplement, un intérêt aussi grand pour les lots de ferme que pour les lots de village.

Une autre différence entre les lots de ferme et les lots de village consiste en ce que ces derniers peuvent faire l'objet de concessions gratuites, ou, plus brièvement, de concessions. Le système des concessions n'est pas, en effet, complètement abandonné dans le projet du gouvernement; on a considéré qu'il est, « en pays arabe, tel territoire domanial, telle région restée en dehors du mouvement industriel et agricole où, pour assurer la sécurité, il peut devenir nécessaire de créer un centre de population européenne, et où l'appât de la gratuité des terres constituera le meilleur, peut-être le seul moyen d'y amener des colons à demeure » (1). En conséquence, le gouvernement propose l'admission des concessions pour les villages dont la création serait motivée par des raisons de sécurité publique.

Le projet s'occupe de la réglementation des concessions et modifie d'une manière sensible le décret du 30 septembre 1878. Voici les modifications principales :

Les concessionnaires seront nommés désormais sur la proposition de la commission chargée d'examiner, dans chaque département, les demandes relatives aux ventes à prix fixe.

Ils devront tous résider personnellement, mais ils pourront s'affranchir en tout temps de la résidence, dont la durée est, comme aujourd'hui, de cinq années, en justifiant qu'ils ont construit une maison d'habitation et exécuté des améliorations d'une valeur déterminée ; le décret de 1878 ne permet cette justification qu'après trois ans de résidence.

De plus, tandis qu'aucune cession n'est possible, sous l'empire de ce décret, avant l'expiration de la première année, les cessions pourront désormais être opérées immédiatement.

Enfin, le projet écarte l'hypothèque privilégiée, qui était subordonnée à la justification de l'emploi des deniers ; le concessionnaire aura la faculté d'hypothéquer la concession, mais les hypothèques par lui consenties suivront les règles du droit commun.

---

(1) Exposé des motifs.

Cultes

14 octobre. — M. Sabatier dépose sur le bureau de la Chambre une proposition de loi sur la réforme des consistoires israélites algériens (1).

M. Sabatier résume ainsi sa proposition; la réforme demandée par lui consiste dans :

1° La suppression des consistoires départementaux et le morcellement de l'influence consistoriale par la création de consistoires d'arrondissement;

2° L'accès, dans le sein de ces consistoires, réduits au rôle simplement administratif, de délégués du grand rabbin, du préfet et du maire, à l'instar de ce qui a lieu pour les fabriques;

3° La nomination par le grand rabbin des agents consistoriaux;

4° Un contrôle plus facile pour les minorités opposantes, soit par l'intervention de leurs représentants dans l'établissement de la liste des indigents, soit par leur admission de plein droit au sein des consistoires en cas de vacances;

5° La nécessité de l'autorisation sous-préfectorale ou préfectorale, suivant le cas, en même temps que celle du grand rabbin, pour la validité des délibérations consistoriales;

6° La nécessité d'un tarif fixe pour les divers actes du culte ainsi que pour les cérémonies de l'inhumation et le prix du terrain.

Finances

27 avril. — Loi autorisant la commune de Blida à emprunter 40,900 fr. à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires (2).

27 avril. — Loi introduisant une disposition additionnelle à la loi du 10 août 1885, qui autorise la commune de Blida à emprunter 800,000 fr. pour divers travaux d'utilité communale (3).

8 juillet (4). — Loi portant ouverture sur l'exercice 1886 d'un crédit extraordinaire de 200,000 fr. pour secours aux victimes des tremblements de terre et des inondations en Algérie (5).

23 juillet. — Loi autorisant la ville d'Oran à emprunter deux millions (6).

---

(1) Rapport sommaire de M. Sabatier, du 24 novembre 1886.

(2) V. *Revue algérienne*, 1886, 3, 91. — Pour le rapport de M. Faure, du 15 mars 1886, V. *J. off.*, p. 1267, annexe 540; et pour le rapport de M. Mauguin, du 8 avril 1886, V. *J, off.*, p. 166, annexe 130.

(3) V. *Revue algérienne*, 1886, 3, 92. — Pour le rapport de M. Faure, du 15 mars 1886, V. *J. off.*, p. 1268, annexe 639; et pour le rapport de M. Mauguin, du 8 avril 1886, V. *J. off.*, p. 166, annexe 129.

(4) *J. off.* du 9 juillet.

(5) Projet présenté à la Chambre le 27 mars 1886, adopté par elle le 31 mai 1886 sur le rapport de M. Étienne, du 27 mai 1886, et adopté par le Sénat le 26 juin 1886, sur le rapport de M. Casimir Fournier, du 19 juin 1886, p. 244, annexe 233.

(6) V. *Revue algérienne*, 1886, 3, 166. — Projet présenté à la Chambre le 5 juillet 1886, adopté par elle le 8 juillet 1886, sur le rapport de M. Bourlier, du 6 juillet 1886, et adopté par le Sénat le 12 juillet 1886.

Instruction publique

6 janvier. — Loi autorisant le département d'Oran à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices (1).

16 décembre. — La Chambre présente un projet de loi ayant pour objet d'augmenter de 100,000 fr. la dépense de construction des Écoles supérieures d'Alger (2).

Propriété indigène

23 janvier. — Le gouvernement soumet à la Chambre le projet de loi, adopté par le Sénat, ayant pour objet de modifier et de compléter la loi du 26 juillet 1873, sur l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie (3).

Le projet avait été présenté au Sénat le 4 décembre 1884 (4); le Sénat l'a adopté avec des changements de peu d'importance le 24 décembre 1885 (5), et le gouvernement l'a soumis avec ces changements aux délibérations de la Chambre.

Nous rappelons les grandes lignes du projet :

Le sénatus-consulte du 22 avril 1863, pour arriver à la constitution de la propriété individuelle dans les territoires de propriété collective (terres *arch*), avait prescrit l'accomplissement de deux opérations administratives préalables : la délimitation des territoires des tribus et leur répartition entre les douars. Et un règlement d'administration publique du 23 mai 1863 avait déterminé les formes et conditions de ces opérations. La loi de 1873 a abrogé implicitement le décret du 23 mai 1863, sans indiquer les nouvelles formes dans lesquelles les opérations de délimitation et de répartition devaient être accomplies. Or, au moment où la loi a été promulguée, beaucoup de tribus n'avaient pas encore été soumises à ces opérations. Le projet décide, en conséquence, qu'un décret indiquera de quelle manière il doit y être procédé.

On reprochait aussi à la loi de 1873 de ne pas avoir abrogé l'inaliénabilité qui, aux termes de l'art. 6 du sénatus-consulte du 23 avril 1863, s'inspirant de prohibitions antérieures, frappait les immeubles des territoires de propriété collective jusqu'au jour de la constitution de la propriété individuelle. Le projet permet d'aliéner ces immeubles au profit d'Européens dès avant l'exécution des opérations d'ensemble prescrites par le législateur, et il organise dans ce but, pour les immeubles qui auraient été l'objet de promesses de vente, un système d'enquêtes partielles devant aboutir à la constitution de la propriété individuelle en ce qui les concerne et à la délivrance de titres français.

---

(1) V. *Revue algérienne*, 1886, 3, 30. — V. pour l'exposé des motifs *J. off.*, p. 241, annexe 63, et pour le rapport de M. Mauguin, p. 50, annexe 74.

(2) Cette dépense a été fixée à 2,500,000 fr., par la loi du 10 juillet 1884. — Projet présenté le 14 octobre 1886.

(3) *J. off.*, p. 844, ann. 363.

(4) Exposé des motifs, p. 505, annexe 99 ; rapport de M. Fournier, déposé le 24 nov. 1885, p. 4, annexe 11.

(5) V. *Revue algérienne*, 1886, 40.

Quant aux immeubles des territoires de propriété privée (terres *melk)*, on sait qu'ils sont pleinement aliénables, et la loi de 1873 a même organisé une purge spéciale pour faciliter la vente de ces immeubles avant la délivrance des titres provisoires énoncés en l'art. 17. Toutefois, les nombreuses formalités de publicité au moyen desquelles cette purge s'opère constituent une procédure lente et coûteuse dont le projet propose la simplification. D'un autre côté, « la publication de l'extrait de vente, si répétée qu'elle puisse être, n'est pas toujours suffisante pour avertir le propriétaire limitrophe que l'on a vendu une partie de son immeuble; il ne s'en aperçoit que lors de la prise de possession, c'est-à-dire, le plus souvent, lorsque le délai légal de réclamation est expiré et qu'il ne peut plus produire sa revendication utilement » (1). Le gouvernement demande donc qu'il soit, en outre, procédé à un bornage, qui sera public et contradictoire.

Il s'est préoccupé aussi de l'état d'indivision dans lequel se trouvent le plus souvent les immeubles des territoires de propriété privée. Presque tous ces immeubles sont indivis entre plusieurs familles. Maintenir cette indivision, c'est enlever toute sécurité aux transactions entre les colons et les indigènes, et, par suite, empêcher ces transactions. Or, avec la législation actuelle, le commissaire-enquêteur ne peut pas la faire cesser : ce serait porter aux droits des indigènes une atteinte que n'autorise pas la loi de 1873. Cet obstacle, dit l'exposé des motifs, n'existe pas pour les terres de propriété collective, parce que « la constitution de la propriété individuelle étant le résultat d'une libéralité de l'État, celui-ci peut comme condition imposer le partage. Mais, en territoire melk, la propriété privée existe indépendamment de toute concession de la part de l'État; » il faut donc pour les immeubles de ce territoire une disposition législative qui permette formellement au commissaire-enquêteur de procéder d'office au partage entre les familles. C'est ce que décide le projet.

L'indivision entre les familles une fois détruite, reste l'indivision entre les membres d'une même famille. Ici le projet de loi n'impose plus le partage, mais il le facilite en mettant à la disposition de ceux qui veulent l'opérer une procédure spéciale et peu coûteuse. Cette procédure est également applicable aux terres *arch*. Elle n'est d'ailleurs établie que pour le premier partage : lorsqu'on voudra faire cesser des indivisions postérieures, on devra se soumettre aux règles ordinaires.

Mais ces règles seront nécessairement celles de la loi française. La loi de 1873, du moins d'après l'interprétation qu'adopte le projet de révision, a laissé à la justice musulmane la connaissance des partages et des licitations. Or « c'est vainement que le Domaine délivrerait des titres établis conformément à la loi française si, à la première mutation par décès, les cadis, constatant une licitation, un partage en nature, employaient précisément les formes dont l'imperfection a jeté l'incertitude sur la propriété immobilière des indigènes (2). » Aussi le projet décide-t-il qu'il ne pourra être procédé que dans les formes et conditions de la loi française aux cessions, licitations et partages des droits successifs portant sur des immeubles soumis à cette loi. Au reste, il ne touche pas, quant au fond, aux règles du droit musulman sur les successions.

---

(1) Exposé des motifs.

(2) Rapport de M. Fournier.

Une modification est apportée aussi à la loi de 1873 en ce qui concerne le délai accordé, pour la sauvegarde de leurs droits, aux créanciers hypothécaires ou à tous autres prétendants à des droits réels sur les immeubles soumis à la reconnaissance et à la constatation de la propriété. Actuellement, ils doivent faire inscrire ou transcrire leur titre avant la transcription du titre français : le projet leur donne quarante-cinq jours après cette transcription : c'est une disposition analogue à celle qui est établie par l'art. 6 de la loi du 23 mars 1855 pour la publicité du privilège du vendeur ou du copartageant.

A l'inverse, le gouvernement voulait réduire le délai de trois mois concédé aux intéressés par les art. 14 et 18 de la loi de 1873 pour prendre connaissance du procès-verbal de l'enquête et contester les titres provisoires établis par le service des Domaines; le Sénat n'a pas accepté cette réduction.

Enfin, un article du projet est consacré à la modification des ressources financières affectées aux travaux de constatation et de constitution de la propriété indigène.

Travaux publics

30 avril. — Loi autorisant le département d'Alger à contracter à la caisse des chemins vicinaux un emprunt de 5 millions de francs (1).

6 mai. — Loi autorisant le prélèvement, au profit des départements et des communes de la métropole, d'une somme de 5 millions de francs sur la dotation d'emprunts à la caisse des chemins vicinaux réservée à l'Algérie (2).

31 juillet. — Loi déclarant d'utilité publique la construction d'un chemin de fer de Blida à Berrouaghia (3).

31 juillet. — Loi déclarant d'utilité publique la construction d'un chemin de fer de Mécheria à Aïn-Sefra (4).

P. Lacoste.

---

(1) V. *Revue algérienne,* 1886, 3, 94.— V., pour l'exposé des motifs, *J. off.*, p. 1312, annexe 599; et, pour le rapport de M. Baltet, *J. off.*, p. 1361, annexe 646.

(2) V. *Revue algérienne,* 1886, 3, 396. — V., pour l'exposé des motifs, *J. off.*, p. 1235, annexe 526.

(3) V. *Revue algérienne,* 1886, 3, 177. — Projet présenté à la Chambre le 8 juin 1886, adopté par elle le 29 juin 1886, sur le rapport de M. Pradon, du 26 juin 1886, et adopté par le Sénat le 9 juillet 1886, sur le rapport de M. Barne, du 6 juillet 1886, p. 276, annexe 315.

(4) V. *Revue algérienne*, 1886, 3, 177. — Projet présenté à la Chambre le 1er juin 1886, p. 1848, annexe 776, adopté par elle le 22 juin 1886 sur le rapport de M. Papon, du 19 juin 1886, et adopté par le Sénat le 12 juillet 1886, sur le rapport de M. Rubillard, du 5 juillet 1886, p. 263, annexe 287.

DE LA NATURALISATION DES INDIGÈNES MUSULMANS DE L'ALGÉRIE (1)

La constitution de l'état civil des indigènes musulmans, telle qu'elle est prescrite par la loi du 23 mars 1882, aura, entre autres avantages, celui de faire connaître la date précise de leur naissance. Dans l'état actuel des choses, cette date n'est connue que par exception; il est rare qu'un acte authentique la constate, comme nous l'avons dit plus haut, et les intéressés eux-mêmes l'ignorent le plus souvent. Aussi sont-ils pour la plupart incapables d'indiquer exactement leur âge, dont ils ne paraissent pas d'ailleurs se soucier beaucoup.

La raison de cette indifférence est sans doute que, dans leur droit, où l'organisation d'un état civil n'est pas prévue, l'âge est loin d'avoir la même importance que dans le nôtre; il n'a, par exemple, qu'une influence très restreinte sur la capacité civile.

Capacité civile

En droit français, « la majorité est fixée à vingt-un ans ac-» complis; à cet âge, on est capable de tous les actes de la » vie civile, sauf la restriction portée au titre *du Mariage.* » (C. civ., art. 488). Le lendemain du jour où le jeune Français a atteint sa vingt-unième année, il entre donc en pleine possession de ses droits civils, sans avoir, en cas de contestation, d'autre pièce à fournir que son acte de naissance.

Il en est autrement pour le jeune musulman. Alors même qu'il lui serait possible d'établir avec précision la date de sa naissance, il n'acquerrait pas la capacité civile par le seul fait de l'âge : il lui resterait d'autres preuves à faire, d'autres justifications à donner. En droit musulman, en effet, l'impubère du sexe masculin ne devient *rachid* (majeur, *sui juris)* que par l'avènement de la puberté, accompagnée de la capacité intellectuelle. « On croit sur parole celui qui affirme avoir » ou n'avoir pas atteint la puberté, s'il n'y a aucun motif de » suspecter sa déclaration. Mais s'il n'allègue que son âge, il » y a lieu à vérification (2). » Lorsque, à l'époque de sa pu-

(1) V. le premier article, *Revue algérienne*, 86. 1. 111.

(2) Zeys, *Traité élémentaire de droit musulman algérien*, liv. II, nº 186.

berté, l'enfant mâle est encore soumis à la puissance paternelle, il suffit que son père le laisse agir en homme maître de ses droits pour qu'il soit considéré comme tel. Mais, s'il a un tuteur, testamentaire ou judiciaire, il doit, en outre, obtenir main-levée de la tutelle. Quant à la femme, le seul avènement de la puberté ne suffit, en aucun cas, pour lui donner la capacité civile; il faut toujours qu'elle soit expressément affranchie de la tutelle, soit avant, soit après la consommation du mariage. Cependant, si elle n'a pas de tuteur, elle devient *rachida* de plein droit au bout d'un an de séjour au domicile de son mari (1).

La capacité pour le mariage est d'ailleurs soumise, en droit musulman comme en droit français, à des règles spéciales, que nous exposerons ci-après.

Tant qu'il n'a pas atteint sa vingt et unième année, le Français est en état de minorité (C. civ., art. 388); il est sous la puissance paternelle ou en tutelle; et, dans cette situation, il n'a ni l'administration ni, à plus forte raison, la disposition de ses biens.

La tutelle appartient de droit au survivant des père et mère; s'ils sont morts l'un et l'autre, à l'aïeul de la ligne paternelle ou, à son défaut, à l'aïeul de la ligne maternelle, et ainsi en remontant, de manière que l'ascendant paternel soit toujours préféré à l'ascendant maternel du même degré. Dans le cas où le mineur n'a plus ni père, ni mère, ni ascendants mâles, la tutelle est déférée par le conseil de famille.

La mission du tuteur consiste à prendre soin de la personne du mineur et à le représenter dans tous les actes civils. En principe, il a le pouvoir de faire seul les actes intéressant le patrimoine du pupille; mais, si l'on considère les nombreuses exceptions apportées à cette règle, on voit qu'en définitive il ne peut faire seul et sans assistance que les actes d'administration. La plupart des autres actes, emprunts, aliénations ou hypothèques d'immeubles, aliénations de valeurs mobilières, acceptations ou répudiations de successions, acceptations de donations, instances immobilières, transactions, etc... doivent être autorisés par des délibérations du conseil de famille, sujettes, dans plusieurs cas, à l'homologation du tribunal de première instance.

A côté du tuteur, il y a, dans toute tutelle, un subrogé tuteur dont les fonctions consistent à agir pour les intérêts

---

(1) V. Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman*, t. I, chap. XIX, et Zeys, *op. cit.*, liv. II, nº 186, et liv. III, nº 196.

du mineur lorsqu'ils sont en opposition avec ceux du tuteur, et un conseil de famille chargé de désigner le tuteur dans les cas où il n'est pas désigné par la loi elle-même, d'apprécier ses excuses, s'il en présente pour se faire dispenser de la tutelle, de prononcer, au besoin, l'exclusion du tuteur désigné par la loi et la destitution du tuteur en exercice, s'ils ont encouru cette peine, enfin, de contrôler la gestion du tuteur et de lui donner, dans certains cas, les autorisations dont il a besoin pour agir au nom du mineur (C. civ., art. 389 à 468).

Le mineur musulman, tel que nous l'avons défini ci-dessus, est, comme le mineur français, incapable d'administrer ses biens et, à plus forte raison, d'en disposer. On distingue toutefois entre le mineur *pubertati proximus,* doué de discernement et capable de donner un consentement dans les formes voulues, et le mineur moins avancé en âge qui n'est pas présumé jouir de son discernement. Le premier peut, avec l'assistance de son tuteur, contracter un engagement valable et obligatoire; le second ne peut prendre par lui-même aucun engagement valable (1).

Pendant le mariage, le père a l'administration et même la disposition des biens de ses enfants mineurs. S'il survit à sa femme, la tutelle lui appartient de droit. Au contraire, en cas de prédécès du père, la mère n'a aucun droit à la tutelle; elle n'a droit, comme pendant le mariage, qu'à la *hadana* (mot à mot : *action de couver),* c'est-à-dire à la garde et à l'éducation physique des enfants. Le père peut toutefois lui confier la tutelle avant de mourir, soit par une simple déclaration faite en présence de témoins, soit par acte passé devant le cadi. Mais cette désignation est purement facultative pour le père, qui peut aussi bien choisir, dans les mêmes formes, un autre tuteur parmi ses parents ou même en dehors de sa famille. Le tuteur ainsi choisi prend le nom de *ouaci;* et il est libre d'accepter ou de répudier la tutelle. A défaut du père ou d'ouaci, la tutelle est dévolue au cadi de la circonscription, qui charge d'ordinaire un ou plusieurs mokkadem d'administrer, sous sa responsabilité, les biens du mineur.

Les pouvoirs du tuteur sont plus ou moins étendus, suivant qu'il est le père du mineur, un ouaci, le cadi ou l'un de ses représentants. Le père tuteur a des pouvoirs plus grands que ceux d'un administrateur; il peut aller jusqu'à aliéner les biens de ses enfants, comme pendant la durée du mariage. Le droit de surveillance du cadi est très restreint à son égard :

(1) Zeys, *op. cit.*, liv. III, nº 196.

c'est plutôt un droit de conseils et de remontrances qu'un droit de contrôle proprement dit. Toutefois, si la mauvaise conduite du père est notoire, et s'il est à craindre qu'il ne dilapide la fortune de ses pupilles, le cadi peut s'opposer à ce qu'il vende leurs immeubles.

Si le tuteur est un ouaci, les uns soutiennent qu'il a les mêmes pouvoirs que le père, les autres, qu'il ne peut faire, sans l'autorisation du cadi, d'autres actes que ceux d'administration. Le cadi peut, en tout cas, forcer l'ouaci à lui rendre compte de sa gestion, lui nommer un surveillant ou cotuteur et même le destituer, s'il est inhabile ou infidèle.

Quant au mokkadem, il est vis-à-vis du cadi dans une dépendance plus étroite, puisqu'il n'est que son mandataire. Cependant le cadi n'a pas le droit de le révoquer sans motif (1).

Avant d'avoir atteint sa majorité, le mineur français qui se marie est émancipé de plein droit; et le mineur qui n'est pas émancipé en vertu du mariage peut l'être par son père, à défaut de père, par sa mère, à défaut de père et mère, par son conseil de famille. Les père et mère ont l'un et l'autre le droit de l'émanciper dès qu'il a quinze ans révolus; le conseil de famille doit attendre qu'il ait atteint sa dix-huitième année. L'émancipation a pour effet de donner au mineur une demi-capacité juridique : elle lui permet de figurer en personne dans tous les actes qui l'intéressent et de faire seul ceux qui ne sont que de pure administration. (C. civ.,art. 476 à 487).

Le droit musulman, au contraire, ne distingue pas d'état intermédiaire entre la minorité et la majorité; on n'y trouve rien d'analogue à l'émancipation du droit français. Le mineur passe sans transition de l'incapacité complète à la capacité pleine et entière, sauf toutefois la distinction faite, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, entre le mineur *pubertati proximus* et le mineur ordinaire. Le mineur musulman peut d'ailleurs obtenir si jeune l'affranchissement exprès ou tacite de la tutelle qu'il est déjà *sui juris* à l'âge où le mineur français ne peut être encore qu'émancipé.

Le majeur du droit français, le *rachid* du droit musulman sont, en principe, capables l'un et l'autre de tous les actes de la vie civile. Mais diverses causes peuvent amoindrir ou paralyser cette capacité : la folie, la faiblesse d'esprit, la prodigalité qui, dans le droit musulman, est considérée comme la principale marque de la faiblesse d'esprit, l'insolvabilité cons-

(1) Sautayra, *op. cit.*, t. Ier, chap. XVIII.

tatée dans des conditions déterminées, l'indignité résultant de certaines condamnations pénales, le mariage pour la femme.

La folie, la faiblesse d'esprit et la prodigalité ont, dans les deux droits, des conséquences analogues. En droit musulman comme en droit français, la folie engendre l'incapacité générale et donne lieu à l'interdiction, qui replace l'individu à qui elle s'applique dans la situation juridique du mineur; la faiblesse d'esprit et la prodigalité engendrent une incapacité moindre. L'une et l'autre incapacité ne peuvent être prononcées, à l'égard des musulmans comme des Français, que par l'autorité judiciaire (1).

En droit français, l'insolvabilité du majeur contribue à rendre certains de ses actes attaquables (C. civ., art. 1167); mais elle ne le frappe véritablement d'incapacité que s'il est commerçant et lorsqu'il y a eu cessation de paiements judiciairement déclarée. Il est alors en état de faillite. (C. com., art. 437 à 614). La législation sur la faillite, étant d'ordre public, s'applique, en Algérie, à l'indigène musulman qui est commerçant comme au Français : les tribunaux algériens l'ont décidé à maintes reprises quand il s'est trouvé des Français ou seulement des Européens au nombre des créanciers de l'indigène commerçant.

Les lois relatives à la faillite étant généralement considérées comme des lois de *police* commerciale, on serait peut-être en droit de soutenir qu'elles sont applicables aux commerçants indigènes, même lorsque tous leurs créanciers sont musulmans, puisque, en Algérie comme en France, les lois de police générale obligent tous ceux qui habitent le territoire. Il est à remarquer toutefois que le droit musulman comporte, pour tout insolvable, commerçant ou non, une incapacité qui lui enlève l'administration de ses biens, tout en lui laissant les droits attachés à la personne. Cette incapacité doit être prononcée par justice, à la requête des créanciers. Après quoi, les biens de l'insolvable sont vendus au profit de ses créanciers et lui-même peut être emprisonné (2).

L'indignité résultant de certaines condamnations pénales a conduit le législateur français à frapper d'incapacités de

---

(1) C. civ., art. 489 à 512. — Sautayra, *op. cit.*, t. I, chap. XX. — Zeys, *op. cit.*, liv. II, nos 187 et 188.

(2) Zeys, *op. cit.*, liv. II, no 190; liv. III, no 339. — V., sur la même question, jug. du trib. de Tunis du 19 février 1885 et la note (*Revue algérienne*, 86, 2, 34), ainsi que le travail de M. Leclerc sur le décret du 10 septembre 1886 (*ibid.*, 86, 1, 210).

divers degrés ceux qui les ont encourues. C'est ainsi que les individus condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention ou à la réclusion sont en état d'interdiction légale pendant la durée de leur peine (C. pén., art. 29); que les mêmes condamnations et, en outre, celle du bannissement emportent la dégradation civique, telle qu'elle est définie par l'art. 34 du Code pénal (même Code, art. 28); que les condamnés à des peines afflictives perpétuelles encourent par surcroît certaines déchéances particulières (loi du 31 mai 1854) au lieu et place de la mort civile dont ils étaient autrefois frappés; enfin, que les tribunaux correctionnels peuvent, dans les cas déterminés par la loi, interdire à ceux qu'ils condamnent l'exercice de certains droits civiques, civils et de famille (C. pén., art. 42 et 43). Les indigènes musulmans de l'Algérie sont sujets à ces diverses incapacités comme les citoyens français, puisque les lois pénales de la France leur sont applicables. (Ordonnances royales du 28 février 1841 et du 26 septembre 1842, art. 38 et 39; décret du 10 septembre 1886, art. 2).

Quant à l'incapacité qu'entraîne le mariage pour la femme, dans l'une et dans l'autre législation, elle fera ci-après l'objet d'une étude séparée, sous la rubrique *Mariage*.

Mentionnons, enfin, l'incapacité qui résulte, en droit musulman, de certaines maladies réputées mortelles, telles que le choléra, la phthisie, la fièvre pernicieuse, de l'état de grossesse de six mois révolus pour la femme, du fait pour le soldat d'appartenir à une armée en campagne, pour le simple particulier d'habiter une ville où règne une épidémie, etc... Cette incapacité, qui affecte surtout les contrats à titre gratuit, dont elle entraîne généralement la nullité en cas de mort du disposant, n'a pas d'équivalent en droit français (1).

Telles sont, indiquées aussi brièvement que possible, les dispositions principales des deux législations concernant la capacité civile. On voit qu'elles diffèrent entre elles quant au point de départ de cette capacité et quant à l'organisation de la tutelle des mineurs. Elles se rapprochent, au contraire, quant à la définition des causes (telles que la folie, la faiblesse d'esprit et la prodigalité) qui peuvent porter atteinte à cette capacité une fois acquise, et quant aux modifications et restrictions qu'elles lui font subir. Enfin, elles sont identiques ou plutôt la législation française est seule applicable pour

(1) Sautayra, *op. cit.*, t. I, chap. XX, sect. 2; Zeys, *op. cit.*, liv. II, n° 191, et liv. III, n° 196-10°.

la détermination des incapacités créées par la faillite et par certaines condamnations pénales.

A l'aide de ces données sommaires, nous pouvons maintenant étudier l'influence de la naturalisation sur la capacité civile des indigènes musulmans, en nous plaçant successivement dans les hypothèses suivantes :

1° L'indigène qui obtient la naturalisation est célibataire et n'a ni enfants adoptifs ni enfants naturels;

2° L'indigène qui obtient la naturalisation est marié, mais n'a pas d'enfants;

3° Il est marié et n'a pas d'enfants au moment de sa naturalisation, mais il lui en naît ensuite;

4° Il est marié et a des enfants au moment de sa naturalisation;

5° Il est célibataire, mais, postérieurement à sa naturalisation, il a :

a. des enfants naturels;

b. des enfants adoptifs;

6° Il est célibataire, mais, au moment de sa naturalisation, il a déjà :

a. des enfants naturels;

b. des enfants adoptifs.

1re HYPOTHÈSE. — *L'indigène qui obtient la naturalisation est célibataire et n'a ni enfants adoptifs ni enfants naturels.*

Aucune difficulté dans cette première hypothèse. La capacité de l'indigène naturalisé se trouvera régie, à partir de sa naturalisation, par la loi française. S'il devient fou, faible d'esprit ou prodigue, il pourra donc être interdit ou pourvu d'un conseil judiciaire au même titre et dans les mêmes conditions que tout autre citoyen français. A plus forte raison sera-t-il frappé d'interdiction légale et de dégradation civique, s'il est condamné à une peine afflictive et infamante, et dessaisi de l'administration de ses biens, s'il est déclaré en état de faillite, puisque, même avant sa naturalisation, il était sujet aux mêmes incapacités.

2e HYPOTHÈSE. — *L'indigène qui obtient la naturalisation est marié, mais n'a pas d'enfants.*

L'influence de la naturalisation du mari sur la condition juridique de la femme, sur l'union conjugale, sur les droits et devoirs respectifs des époux, etc..., sera étudiée plus loin, sous la rubrique : *Mariage*. Nous n'avons donc à faire ici qu'un renvoi à cette rubrique.

3e HYPOTHÈSE. — *L'indigène marié qui obtient la naturalisation n'a pas d'enfants au moment de sa naturalisation, mais il lui en naît ensuite.*

Nous avons tout d'abord à nous demander par quelle loi sera régie la capacité civile de ces enfants nés après la naturalisation de leur père.

Si l'on adopte l'opinion du conseil d'État et du ministère de la Justice, qui considèrent, comme nous l'expliquerons ci-après, que la femme indigène musulmane se trouve de droit entraînée dans la naturalisation de son mari, alors même qu'elle a refusé de s'associer à la demande de celui-ci, il n'y a pas à hésiter : il faut répondre que les enfants seront soumis à la loi française, puisque ce sera celle de leurs père et mère.

Mais admettons pour un instant qu'il faille assimiler de tous points la femme musulmane à la femme étrangère et, par suite, la laisser, à moins de demande contraire de sa part, sous l'empire de la loi musulmane, à quelle législation allons-nous soumettre les enfants nés du mariage d'un père et d'une mère régis, dans ces conditions, par deux législations différentes? Quand il s'agit d'enfants issus d'un père français et d'une mère étrangère, la grande majorité des auteurs leur attribuent la nationalité du père, et cette solution nous paraît conforme à la nature des choses comme à l'esprit général de la législation française qui, en cas d'opposition entre les droits du père et ceux de la mère, donne toujours la prééminence aux premiers. Une solution analogue s'impose, à notre avis, dans notre espèce. Ici le père et la mère sont français l'un et l'autre; il n'y a de différence qu'entre les législations qui les régissent; dans le conflit qui s'élève entre ces deux législations, il est donc rationnel de prendre parti pour celle du père, d'autant plus que, même et surtout dans la législation musulmane, les droits du père sont supérieurs à ceux de la mère.

Mais, après la naissance des enfants et alors qu'ils sont encore mineurs, le père et la mère peuvent mourir. Il faut alors organiser la tutelle des enfants. Quelle loi doit-on suivre pour cela? La question est discutée quand les mineurs habitent en pays étranger, certains auteurs donnant la préférence à la loi nationale de ces mineurs, d'autres à la loi territoriale. Mais ici aucun doute ne peut s'élever. Puisque les mineurs sont Français et habitent un pays où la loi française est applicable, c'est évidemment suivant les règles posées par cette loi que leur tutelle doit être organisée. Or, la loi française attribue, en premier lieu, les fonctions de tuteur, à défaut du père et de la mère, au grand-père paternel, que nous pouvons supposer vivant. Elle prescrit, en outre, au conseil

de famille de choisir le subrogé tuteur, hors le cas de frères germains, que nous écartons, « dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartiendra point » (C. civ., art. 423), c'est-à-dire ici dans la ligne maternelle. Enfin, elle porte que le conseil de famille doit être composé « de six parents ou » alliés, pris tant dans la commune où la tutelle sera ouverte » que dans la distance de deux myriamètres, moitié du côté » paternel, moitié du côté maternel, et en suivant l'ordre de » proximité dans chaque ligne. » (C. civ., art. 407). Ces parents ou alliés peuvent d'ailleurs être remplacés, s'ils ne se trouvent pas sur place, soit par d'autres, domiciliés à de plus grandes distances, soit, dans la commune même, par des personnes connues pour avoir eu des relations d'amitié avec les parents des mineurs (C. civ., art. 409).

Mais le tuteur et le subrogé tuteur ainsi choisis, les membres du conseil de famille ainsi recrutés seront tous ou presque tous des indigènes non naturalisés, car le père naturalisé sera généralement le premier citoyen français de sa famille. Nous devons donc commencer par rechercher si l'indigène musulman non naturalisé peut être tuteur, subrogé tuteur ou membre du conseil de famille d'un mineur français.

En principe, il nous paraît à souhaiter qu'il y ait identité de nationalité et partant de législation entre les mineurs et ceux qui participent de près ou de loin à la gestion de leurs intérêts. La différence de nationalité est, en effet, même entre parents, une cause de discorde et de conflits; il est rare que les membres d'une famille voient d'un bon œil quelqu'un d'entre eux renoncer à la nationalité qu'ils conservent; ils sont le plus souvent portés à considérer la naturalisation de leur parent à l'étranger comme un manquement aux traditions et une sorte de rupture du lien familial. Chez les indigènes musulmans, ce sentiment se complique, en outre, de considérations religieuses, puisque, comme nous l'avons rappelé en commençant, ils assimilent à peu près la naturalisation des leurs à une apostasie. Avec de pareilles idées, on ne peut guère espérer trouver en eux un attachement bien vif pour les enfants de leurs coreligionnaires devenus citoyens français, une grande sollicitude pour les intérêts de ces enfants. Eux qui n'ont pas coutume de se montrer très scrupuleux dans leurs relations d'affaires avec leurs parents les plus proches, s'il leur arrive d'être chargés de la tutelle de mineurs de cette catégorie, ils en viendront aisément à se persuader que les ruiner et les spolier est une œuvre méritoire, et ne se feront pas faute de passer de l'idée à l'exécution, s'ils ne se sentent pas surveillés de près.

Ce danger ne nous paraît pas imaginaire. Mais de ce qu'il existe, il ne s'ensuit pas qu'on ait le droit d'exclure absolument les indigènes non naturalisés de la tutelle des mineurs soumis à la loi française, si cette dernière loi, convenablement interprétée, s'y oppose. Quand, au lieu d'indigènes musulmans, il s'agit d'étrangers ordinaires, il y a controverse sur ce point entre les auteurs. Les uns, assimilant les fonctions de la tutelle à des charges publiques, prétendent qu'il faut en écarter tous les étrangers (1); les autres, ne voyant dans ces fonctions que l'exercice d'un droit privé, soutiennent que les étrangers comme les nationaux doivent y être admis (2). De ces deux opinions, la première seule tendrait à faire interdire aux indigènes non naturalisés l'accès de la tutelle des mineurs soumis à la loi française. Mais, en dehors des objections générales qu'elle soulève, cette première opinion se heurte, en ce qui concerne les indigènes, à des objections spéciales. Si, en effet, les indigènes non naturalisés n'ont pas la qualité de citoyens, ils sont néanmoins Français, et, comme tels, admissibles à un certain nombre d'emplois dont l'énumération est donnée par le tableau annexé au règlement d'administration publique du 21 avril 1866, et parmi lesquels nous citerons ceux de notaire et de défenseur, de conseiller municipal, d'administrateur de caisses d'épargne, de monts de piété et de bureaux de bienfaisance. Or, ces emplois ont tous les caractères de charges publiques et touchent à des intérêts considérables. L'accès en étant ouvert aux indigènes, comment leur fermer celui de la tutelle, sous le seul prétexte qu'elle constitue une fonction publique? Cela nous paraît difficile; et il vaux mieux, à notre avis, décider qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les indigènes non naturalisés et ceux qui ne le sont pas, au point de vue de l'admission à la tutelle des mineurs soumis à la loi française.

Cette solution n'a pas seulement le mérite d'être conforme à l'esprit de la législation algérienne, dont elle respecte l'harmonie; elle a, en outre, un avantage pratique : celui de n'apporter aucune entrave à l'oganisation des tutelles dans les territoires où les Français et les indigènes naturalisés ne sont encore qu'en petit nombre; tandis que la solution contraire, par cela même qu'elle exclurait des tutelles tous les

---

(1) Demolombe, t. I, p. 378; Aubry et Rau, t. I, p. 285.

(2) Demangeat, *Histoire de la condition civile des étrangers en France, dans l'ancien et le nouveau droit*, p. 365 et 366; Berthauld, *Questions pratiques et doctrinales du Code Napoléon*, t. I, p. 24; Laurent, *Droit civil international*, t. III, p. 602 et suiv.; Chavegrin, dans la *Revue critique*, 1883, p. 521.

indigènes non naturalisés, aurait l'inconvénient de rendre cette organisation difficile ou même dans certains cas impossible.

Sans doute il faut prévoir, comme nous l'avons indiqué plus haut, qu'il y aura parfois, chez les indigènes non naturalisés qui géreront une tutelle ou siégeront dans un conseil de famille, une tendance à compromettre ou tout au moins à négliger les intérêts de leurs pupilles, par la seule raison que ces derniers ne seront pas soumis à la loi musulmane. Mais, si tous les abus ayant cette origine ne peuvent être évités, l'application rigoureuse de la loi française permettra du moins d'en prévenir un grand nombre. C'est, en effet, cette loi qui devra régir le fonctionnement de la tutelle, comme elle en aura régi l'organisation. Il serait illogique de régler les rapports des mineurs avec leurs tuteurs suivant la loi personnelle de ces derniers quand elle n'est pas en même temps celle des pupilles, étant donné que la tutelle a pour but de sauvegarder les intérêts des mineurs, de suppléer à leur incapacité, de compléter en quelque sorte leur personnalité. Les auteurs sont généralement d'accord à cet égard (1).

Or, la loi française, qui est, dans notre espèce, la loi nationale des mineurs, prend un soin tout particulier de leurs intérêts : si elle charge le tuteur de représenter le mineur dans tous les actes civils, elle lui interdit, en définitive, de faire aucun acte un peu important sans l'autorisation du conseil de famille et du tribunal de première instance; elle l'oblige à rendre à son pupille devenu majeur ou émancipé un compte détaillé de sa gestion et grève ses biens d'une hypothèque générale qui n'a pas besoin d'être inscrite, en garantie des répétitions que son pupille pourrait avoir à exercer contre lui. En supposant que le tuteur musulman ait le dessein de spolier son pupille soumis à la loi française et ne trouve que des complices au sein du conseil de famille, exclusivement composé de ses coreligionnaires, il sera donc forcé de compter avec le tribunal de première instance, dont il n'obtiendra pas aisément des autorisations contraires aux intérêts du mineur; puis, si le mineur devenu majeur est bien conseillé, il relèvera sans peine, au moment où son compte de tutelle lui sera présenté, toutes les malversations dont il aura été victime et sera en droit de demander à en être dédommagé.

---

(1) Brocher, *Cours de droit international privé*, t. I, p. 351 ; Laurent, *Droit civil international*, t. VI, p. 97 ; Esperson, dans le *Journal de droit international privé*, 1880, p. 340 ; Weiss, *Traité élémentaire de droit international privé*, p. 596 et suiv.

Mais aura-t-il, comme garantie de ses revendications, l'hypothèque légale qui appartient, d'après la loi française, à tout mineur sur les biens de son tuteur? Cette question n'est pas sans présenter de grandes difficultés. Au premier abord, il semble naturel de la résoudre par l'affirmative. Le principe est, en effet, que, quel que soit son tuteur, le mineur français a droit à l'hypothèque légale comme à toutes les garanties qui lui sont attribuées par sa loi personnelle. Mais il est à remarquer, d'un autre côté, que l'hypothèque légale est une institution du droit français qui n'a pas d'analogue en droit musulman. Elle est donc inconnue des indigènes, et, lorsque ceux-ci font entre eux des transactions immobilières, il ne peut leur venir à l'esprit de rechercher si les biens qui font l'objet de ces transactions sont grevés d'hypothèque légale.

Il est vrai que l'hypothèque conventionnelle n'existe pas non plus dans leur droit, et que néanmoins on admet tous les jours comme valables les hypothèques qu'ils constituent par contrats. Mais il faut bien reconnaître que cette pratique est critiquable au point de vue des principes rigoureux, surtout lorsque les immeubles hypothéqués n'ont encore été francisés ni par le procédé du cantonnement, ni par l'application de l'ordonnance du 21 juillet 1846 ou de la loi du 26 juillet 1873. En droit strict, les immeubles de cette catégorie devraient être assimilés à des biens situés dans une contrée étrangère où l'hypothèque ne serait pas admise. Si la solution contraire a été adoptée, c'est sans doute dans un but d'utilité pratique, pour faciliter les relations d'intérêt entre les Européens et les indigènes, en permettant à ceux-ci d'offrir à leur prêteurs des garanties sérieuses. Mais, à côté de l'avantage, voici l'inconvénient : un indigène, n'ayant aucune notion de la loi française et de l'hypothèque qu'elle autorise, achète d'un de ses coreligionnaires un immeuble préalablement hypothéqué par celui-ci ; il paye à son vendeur le prix convenu et entre en possession de l'immeuble; puis le créancier hypothécaire intervient et demande à son tour à être désintéressé. L'acquéreur indigène est lésé, dans ce cas, si son vendeur est devenu insolvable; et cependant, au point de vue de sa législation personnelle, il n'a commis aucune faute et a pu prendre au contraire toutes les précautions voulues. C'est assurément là une conséquence inique des usages suivis dans la pratique et consacrés par la jurisprudence. Mais, pour les modifier d'une manière utile, il faudrait, ou porter atteinte à la solidité de l'hypothèque, ou plus simplement interdire aux indigènes d'en conférer aucune sur des immeubles encore régis par la loi musulmane. Il est concevable qu'on ait reculé devant cette

dernière extrémité et que, dans l'alternative de léser des intérêts européens ou des intérêts indigènes, on ait sacrifié ces derniers.

Y a-t-il des motifs aussi puissants pour soumettre à l'hypothèque légale des mineurs français les immeubles possédés par leurs tuteurs musulmans? A coup sûr, les intérêts de ces mineurs méritent pour le moins autant de protection que ceux d'un prêteur ordinaire. Mais il est, d'un autre côté, incontestable que l'hypothèque légale, dispensée d'inscription, ne pourrait frapper les biens d'un indigène soumis à la loi musulmane sans constituer un véritable piège pour les indigènes et même pour les Européens qui contracteraient avec lui. On peut admettre à la rigueur qu'un acquéreur indigène, averti par le cadi rédacteur du contrat ou par quelque autre personne ayant eu connaissance de l'emprunt fait par le vendeur, ait l'idée de vérifier la situation de l'immeuble qu'il achète, au point de vue de l'hypothèque conventionnelle, avant de payer son prix. Mais comment soupçonnerait-il l'existence de l'hypothèque légale non inscrite et songerait-il à remplir les formalités requises pour en affranchir l'immeuble, alors que la conservation des hypothèques elle-même ne peut lui en révéler l'existence et que, dans le droit musulman, le seul qu'il soit en état de connaître, aucune institution analogue ne garantit le recours du mineur contre son tuteur? Après avoir rempli toutes les formalités commandées par sa législation personnelle, après avoir levé, par surcroît de précaution, un état hypothécaire au nom de son vendeur, il se croirait évidemment en pleine sécurité; l'existence de l'hypothèque légale serait dès lors pour lui une chose inexplicable, sa révélation une surprise, et la dépossession à laquelle elle pourrait donner lieu une suprême injustice. Pour l'acquéreur européen qui, sachant que l'hypothèque légale n'existe pas en droit musulman, aurait négligé de remplir les formalités de purge, la surprise ne serait guère moins grande; et il ne se résignerait sans doute pas facilement à subir cette hypothèque et ses conséquences, par le seul motif que son vendeur aurait été ou serait encore tuteur de mineurs soumis à la loi française.

Ne vaut-il pas mieux, dans ces conditions, décider que l'hypothèque légale des mineurs français ne frappera pas les biens de leurs tuteurs, quand ces derniers seront soumis à la loi musulmane, ou tout au moins qu'elle ne les frappera qu'autant qu'elle aura été inscrite, comme le prévoient les art. 2136 à 2145 du Code civil? C'est notre avis; et la solution qui nous paraîtrait de beaucoup la plus équitable et la plus juridique

serait celle qui soustrairait complètement à l'hypothèque légale les biens possédés par des musulmans.

Nous avons raisonné jusqu'ici dans l'hypothèse où les personnes appelées par la loi française à remplir les fonctions de la tutelle ne songeraient pas à s'y soustraire. Mais il pourrait arriver qu'un indigène resté soumis à la loi musulmane refusât d'accepter la tutelle ou de siéger dans le conseil de famille d'un mineur soumis à la loi française, par le seul motif que sa loi personnelle ne l'obligerait pas à accepter de pareilles charges. Tout moyen de coercition faisant défaut dans ce cas, il n'y aurait évidemment qu'à prendre acte d'un refus ainsi motivé; sauf à faire ensuite appel à la bonne volonté d'autres personnes mieux disposées.

Qu'arriverait-il si, au lieu de devenir subitement orphelins de père et de mère, les enfants mineurs nés avant la naturalisation de leur père perdaient seulement l'un de leurs parents, tombant ainsi sous la tutelle de l'autre? L'hypothèque légale frapperait sûrement les biens du père survivant, puisqu'il serait citoyen français; elle frapperait aussi ceux de la mère, si elle avait été naturalisée en même temps que son mari. Ce n'est qu'au cas où la mère survivante aurait conservé son statut musulman que la question de savoir si elle serait soumise à l'hypothèque légale se poserait et devrait être, comme nous l'avons indiqué plus haut, résolue par la négative. Il y aurait d'ailleurs, dans tous les cas, à recruter un conseil de famille, à choisir un subrogé tuteur parmi les parents restés soumis à la loi musulmane. Mais nous avons déjà étudié les difficultés que cette situation peut soulever; nous n'avons pas à y revenir.

4e HYPOTHÈSE. — *L'indigène qui obtient la naturalisation est marié et a déjà des enfants au moment de sa naturalisation.*

Comme nous l'avons rappelé en commençant, les enfants de l'étranger ordinaire qui se fait naturaliser ont, en vertu des lois du 14 février 1851 et du 14 février 1882, le droit de réclamer la nationalité française dans l'année qui suit la naturalisation de leur père, s'ils sont majeurs, dans l'année qui suit leur majorité, s'ils sont mineurs. Nulle part il n'est dit que les mêmes droits appartiennent aux enfants majeurs ou mineurs de l'indigène naturalisé. Peut-on cependant leur refuser ce qu'on accorde à de simples étrangers? Cela paraît au premier abord bien difficile; et l'on est tenté de raisonner à ce sujet de la manière suivante :

Dans la situation intermédiaire qu'ils occupent entre les étrangers et les Français, les indigènes doivent évidemment bénéficier de tous les avantages que l'on fait aux premiers, s'il n'y a pas de raison sérieuse de leur dénier ces avantages. Or, pour quels motifs a-t-on facilité aux enfants de l'étranger naturalisé l'acquisition de la nationalité française? C'est d'abord parce qu'on a supposé que leur père, étant Français de cœur avant de l'être de fait, les a élevés dans les idées françaises et ne leur a enseigné, par ses paroles et par ses actes, que le dévouement à sa nouvelle patrie; c'est ensuite parce qu'on a jugé que l'existence de statuts différents dans la même famille ne peut être qu'une source de tiraillements et de conflits, surtout entre parents en ligne directe. Mais il est rationnel d'admettre que les jeunes indigènes tiennent de leur éducation la même tendance, comme ils ont le même intérêt à s'affranchir de la loi musulmane, quand leur père s'est placé sous le régime de la loi française. Ils ont donc les mêmes titres que les enfants de l'étranger naturalisé à un traitement de faveur, et l'on est ainsi amené à conclure que, malgré le silence des textes à leur égard, ils sont fondés à réclamer le bénéfice de la loi du 14 février 1882.

Ce raisonnement semble logique; et cependant nous croyons qu'il pèche par la base. Il part, en effet, de ce principe que les indigènes ont droit au même traitement que les étrangers ordinaires. Or, la vérité est, au contraire, qu'au point de vue de la naturalisation, ils forment une catégorie à part. La preuve, c'est qu'ils ne sont admis à opter pour la nationalité française ni en vertu de l'art. 9 du Code civil, ni en vertu de la loi du 22 mars 1849, bien qu'ils soient tous nés sur le territoire français. Il n'y a qu'un décret rendu en conseil d'État qui puisse leur conférer la qualité de citoyen (Sénatus-consulte du 14 juillet 1865, art. 4); jamais ils ne sont admis à la réclamer comme une chose due.

A cet égard, ils sont évidemment dans une situation inférieure à celle des étrangers ordinaires. Mais il faut peut-être s'en féliciter; car l'administration y gagne le pouvoir de refuser le titre et les droits de citoyen aux hommes dangereux, aux criminels, aux repris de justice, à ceux qui se sont signalés par une hostilité plus ou moins déclarée contre la domination française. On est même tenté de se demander si, loin de contester ce pouvoir à l'administration vis-à-vis des indigènes, il ne serait pas bon de le lui attribuer à l'égard des étrangers proprement dits. C'est, en tout cas, ce qu'il est question de faire et ce qui est très clairement stipulé dans un projet de loi sur la nationalité, élaboré par le conseil d'État et

voté en première lecture par le Sénat (Séances des 13 et 15 novembre 1886).

Le même projet de loi contient aussi la disposition suivante : « Est Français... l'enfant mineur d'un père ou d'une » mère survivante qui se sont fait naturaliser Français, à » moins qu'une disposition formelle du décret ne limite aux » parents les effets de la naturalisation. » Une disposition analogue se retrouve dans un grand nombre de législations étrangères, notamment dans celles de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, des États-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Luxembourg et de la Suisse. Il n'y aurait, à notre avis, que des avantages à englober pareillement dans la naturalisation de leur père les enfants mineurs de l'indigène musulman. On arriverait ainsi à simplifier notablement leurs rapports juridiques avec leurs parents, que la différence de législation complique à l'excès; et il faut croire qu'on irait en même temps au devant de leurs désirs.

Mais, dans l'état actuel de la législation, et alors qu'en France l'enfant mineur de l'étranger est encore libre de conserver la nationalité qu'avait son père au moment de sa naissance, est-il possible de rendre obligatoire pour l'enfant mineur de l'indigène naturalisé le changement de législation du père? Nous croyons qu'il faudrait pour cela un texte formel, et il n'en existe aucun à notre connaissance. Bien plus, l'art. 1er, § 3 du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 fournit un argument en sens contraire. L'indigène musulman, dit cet article, « peut, *sur sa demande,* être admis à jouir des droits de » citoyen français. » Sans demande de sa part, il n'est donc pas permis de lui enlever son statut musulman, et, qu'il soit ou non fils d'un père naturalisé, il doit rester maître de le conserver.

Si, au regard de l'enfant mineur, cette solution paraît, pour le moment, la seule acceptable, au regard de l'enfant majeur, elle s'impose absolument. L'enfant majeur a, en effet, un droit acquis à la législation dans laquelle il est né, sous laquelle il a grandi, est arrivé à l'âge d'homme et s'est peut-être marié. Le soustraire à l'empire de cette législation, par le seul motif que son père se trouverait soumis à la loi française, serait, à notre avis, l'arbitraire et l'injustice mêmes. Aussi n'existe-il, à notre connaissance, aucune disposition de ce genre ni dans les lois étrangères, ni dans les propositions de loi actuellement soumises au Parlement français.

Ces solutions admises, supposons que la mère meure

lorsque les enfants nés avant la naturalisation de leur père sont encore mineurs. Puisque ces enfants sont restés soumis à la législation musulmane, c'est d'après les règles posées par cette législation que leur tutelle devra être organisée. Le père deviendra donc tuteur, sous le contrôle du cadi.

Sans doute, dans l'opinion qui assimile la naturalisation obtenue par un musulman à une apostasie, il faudrait, pour rester fidèle à l'esprit du pur droit musulman, décider que le père naturalisé est indigne de la tutelle. Mais il est clair que l'autorité française ne saurait reconnaître une semblable clause d'indignité : pour elle, la naturalisation ne peut être qu'une faveur conférant à l'indigène des droits nouveaux sans lui en faire perdre aucun.

La question de savoir si le père, devenu citoyen français, peut être placé sous le contrôle du cadi paraît plus délicate. C'est en qualité de magistrat que le cadi est investi de la surveillance générale des tutelles. Or, il est de principe que les citoyens français ne sont pas justiciables des magistrats musulmans. Si, par exemple, un procès s'engage, à la fin de la tutelle, entre le père et son pupille, ce procès devra nécessairement être porté, en vertu des règles de la compétence, devant les tribunaux français, à l'exclusion du cadi. Il y a donc une véritable anomalie à soumettre ce même tuteur au contrôle du cadi pendant la durée de la tutelle. C'est ce qui frappe tout d'abord. Mais il y a lieu de remarquer, en sens contraire, que c'est seulement parce qu'il est chargé, comme tuteur, d'intérêts placés par la loi musulmane sous la sauvegarde du cadi que le citoyen français est appelé à répondre de sa gestion devant ce dernier, dans notre hypothèse. Le cadi est un agent essentiel dans l'organisation des tutelles musulmanes, où il a un rôle analogue à celui du conseil de famille et du tribunal de première instance dans les tutelles françaises. Si on l'excluait des tutelles administrées par un citoyen français, il faudrait ou le remplacer par le juge de paix ou laisser le tuteur administrer sans contrôle. Or, l'une et l'autre solution seraient également arbitraires, au point de vue de la loi musulmane et des mineurs qu'elle régit. On doit donc les repousser toutes deux et décider que, dans ce cas, heureusement exceptionnel, le tuteur, même citoyen français, sera soumis à la surveillance du cadi.

Nous pouvons supposer encore qu'au lieu de survivre à sa femme, le père meure avant elle, laissant un certain nombre d'enfants mineurs nés avant sa naturalisation.

Si l'on admet que la mère soit restée soumise à la loi musul-

mane, elle n'aura droit, dans ce cas, qu'à la *hadana;* la tutelle appartiendra au cadi ou à son représentant. Nous croyons toutefois que le père soumis à la loi française aura pu, avant de mourir, appeler à cette tutelle, dans les formes prévues par l'art. 392 du Code civil, sa veuve ou toute autre personne de son choix. L'article 397 ne reconnaît, il est vrai, ce pouvoir qu'au dernier mourant des père et mère; mais, parce que, dans le droit français, la mère survivante a droit, comme le père, à la tutelle. Dans le droit musulman, auquel nous supposons que la mère est restée soumise, elle est, au contraire, incapable, en principe, d'être tutrice; elle n'existe donc pas, à proprement parler, au point de vue de la tutelle, et ne peut dès lors, quoique vivante, être un obstacle à ce que le père fasse choix d'un tuteur, comme l'art. 397 du Code civil le lui permettrait incontestablement si la mère était morte, et comme le droit musulman l'y autorise.

Si l'on admet, au contraire, que la mère s'est trouvée, par le seul fait de la naturalisation de son mari, soumise à la loi française, on peut se demander si elle a droit à la tutelle. Il faut, à notre avis, décider qu'elle n'y a pas droit, parce que c'est, comme nous l'avons déjà dit, d'après la loi personnelle des mineurs que leur tutelle doit être organisée, et que, dans notre hypothèse, les mineurs sont restés soumis à la loi musulmane, qui exclut les femmes en général de la tutelle, et la mère elle-même à moins qu'elle n'y ait été appelée par le père avant sa mort.

5e HYPOTHÈSE. — *L'indigène musulman qui obtient la naturalisation est célibataire; mais, postérieurement à sa naturalisation, il a :*

a. Des enfants naturels;

b. Des enfants adoptifs.

Les seuls cas que nous ayons à envisager ici sont ceux où la condition juridique de ces enfants peut être sujette à discussion. Or, à ce point de vue, le fait que la loi personnelle du père naturel ou adoptif a été modifiée par la naturalisation n'est évidemment d'aucune importance, puisque la naissance ou l'adoption des enfants a suivi et non précédé la naturalisation. Pour trouver des difficultés à résoudre, il faut supposer que, soit la mère des enfants naturels, soit les parents des enfants adoptifs sont restés soumis à la loi musulmane.

a. L'indigène naturalisé a, postérieurement à sa naturalisation, des enfants naturels d'une femme indigène restée soumise à la loi musulmane.

Trois cas sont à examiner :

1° L'enfant naturel a été reconnu par son père;

2° Il ne l'a pas été;

3° Le père et la mère sont également inconnus.

1° Si l'enfant naturel a été reconnu par son père, nous croyons qu'il doit être régi par la législation de ce dernier. On sait que tous les auteurs n'admettent pas cette solution, quand la nationalité du père et de la mère est différente : certains veulent que l'enfant suive toujours la nationalité de la mère; d'autres, qu'il puisse prendre à son choix la nationalité soit du père, soit de la mère. Mais l'opinion qui soumet l'enfant naturel reconnu par son père à la nationalité et, par conséquent, à la législation de celui-ci réunit le plus de suffrages et nous paraît la plus plausible. Nous l'adoptons donc, nous en référant, pour le développement des arguments sur lesquels elle se fonde, aux nombreux ouvrages qui ont traité de la question (1).

Remarquons toutefois que cette solution peut avoir des conséquences bizarres quand la reconnaissance du père ne suit pas de près la naissance de l'enfant. Dans l'intervalle, l'enfant est forcément régi par la législation de sa mère, pour peu que sa filiation du côté maternel soit établie. Or, dans notre hypothèse, cette législation est la législation musulmane, alors que celle du père est la législation française. La reconnaissance du père, survenant plusieurs années après la naissance, fera donc passer l'enfant naturel du régime de la loi musulmane sous celui de la loi française; et, puisqu'elle est purement déclarative, n'étant, en réalité, qu'un aveu de paternité, il faut, pour être tout à fait logique, décider qu'elle rétroagira au jour de la naissance, de telle sorte que l'enfant sera censé n'avoir jamais été régi par une autre loi que la loi française. Cependant cet enfant aura pu, avant la reconnaissance de son père, être affranchi de la tutelle, devenir *sui juris* au point de vue de la loi musulmane et contracter en cet état avec des tiers de bonne foi. Les actes importants qu'il aura ainsi conclus deviendront-ils nuls ou tout au moins annulables, s'il est reconnu ensuite par son père avant d'avoir atteint sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française? Nous ne le croyons pas. Il est vrai que la reconnaissance a un effet rétroactif, mais nous ne saurions nous résoudre à admettre une nullité

---

(1) Demolombe, t. I, p. 159; Fœlix et Demangeat, *Traité du droit intern. privé*, t, I, p. 55 et note *b;* Aubry et Rau, t. I, p. 232; Valette, *Cours de Code civil*, t. I, p. 45; **Weiss, *Traité élémentaire de droit intern. privé,*** p. 30.

qui choque le bon sens et qui blesse si profondément l'équité. Remarquons, à ce propos, que les auteurs du projet de loi sur la nationalité actuellement soumis au Parlement ont enlevé tout effet rétroactif à la reconnaissance par la disposition suivante : « Lorsque la filiation est établie pendant la minorité » par reconnaissance ou par jugement, l'enfant suit *pour l'a-* » *venir* la nationalité du père. » Quand cette disposition aura force de loi, en Algérie comme en France, il est clair que les difficultés du genre de celles que nous venons d'indiquer ne pourront plus se présenter.

2° Si l'enfant naturel n'a pas été reconnu par son père, il ne peut se rattacher qu'à sa mère, dont il doit dès lors suivre la législation, pourvu qu'au point de vue de cette législation, sa filiation maternelle soit établie.

3° Si le père et la mère sont l'un et l'autre inconnus, si tout ce que l'on sait de l'enfant naturel, c'est qu'il est né sur le territoire algérien, à quelle législation sera-t-il soumis ? On décide généralement, en France, que l'enfant né de père et mère inconnus doit être réputé Français jusqu'à preuve contraire. Cette solution est même consacrée par une disposition explicite du projet de loi sur la nationalité dont nous avons déjà parlé, disposition ainsi conçue : « Est Français... tout individu né en » France de parents inconnus ou dont la nationalité est in- » connue. » Pour la France, une pareille disposition est pleinement justifiée : la presque totalité des habitants du pays appartenant à la nationalité française, il est naturel d'admettre que les père et mère de l'enfant dont la filiation est inconnue sont des Français. Mais, en Algérie, la situation est différente. Sans doute la grande majorité des habitants du pays sont Français, puisque les indigènes eux-mêmes le sont; mais ces derniers sont de beaucoup les plus nombreux. La présomption qui fait déclarer Français en France tous ceux qui naissent de parents inconnus conduirait donc à déclarer indigènes algériens et, comme tels, soumis à la législation musulmane tous les enfants trouvés de l'Algérie. Cette conclusion n'est évidemment pas admissible, et nous croyons qu'à défaut de preuve plus certaine, il convient de s'en rapporter à la possession d'état et de considérer les enfants nés en Algérie de parents inconnus comme soumis à la loi française ou à la loi musulmane suivant que, par l'éducation qu'ils ont reçue, par la qualité des personnes qui les ont recueillis, par les noms qui leur ont été donnés, ils se rapprochent des Français d'origine ou des Musulmans.

b. L'indigène naturalisé adopte, postérieurement à sa naturalisation, un enfant né de père et mère indigènes restés soumis à la loi musulmane.

Puisque l'adoptant est Français, l'adoption ne peut évidemment avoir lieu que dans les conditions indiquées par les articles 343 à 360 du Code civil. Mais quelle influence aura-t-elle sur la condition juridique de l'adopté? Le soumettra-t-elle de plein droit à la législation de l'adoptant ou le laissera-t-elle sous le régime de la loi musulmane?

Quand la nationalité de l'adoptant et de l'adopté n'est pas la même, on décide d'ordinaire que l'adopté conserve la sienne. L'adoption, dit-on, ne fait pas sortir l'adopté de sa famille naturelle; il y reste, au contraire, et y conserve tous ses droits (C. civ., art. 348), ce qui comprend nécessairement le droit à la nationalité de ses père et mère. D'ailleurs, ajoute-t-on, il ne serait pas sans inconvénient de permettre au premier venu d'introduire dans l'État un citoyen nouveau par un acte de sa volonté.

Le même raisonnement doit, à notre avis, s'appliquer au cas d'adoption d'un indigène non naturalisé. Cet indigène a, en effet, un droit à la législation musulmane qui lui est garanti par l'art. 348 du Code civil et qui ne doit pas lui être enlevé d'une manière indirecte. Partage-t-il les sympathies de son père adoptif pour la loi française et les prérogatives qu'elle confère? Il lui est loisible de demander immédiatement la naturalisation, puisqu'il est majeur (C. civ., art. 346). En lui accordant cette naturalisation de plein droit, on ne ferait donc que lui épargner l'accomplissement de quelques formalités assez simples. Mais on priverait, d'autre part, la puissance publique du contrôle qu'elle exerce, dans les autres cas, sur les naturalisations et qui lui permet d'écarter les indignes. Ce serait un notable inconvénient pour un mince avantage; et, au point de vue pratique comme au point de vue juridique, il vaut mieux s'en tenir au droit commun.

6e HYPOTHÈSE. — *L'indigène musulman qui obtient la naturalisation est célibataire : mais, au moment de la naturalisation, il a déjà :*

a. des enfants naturels;

b. des enfants adoptifs.

a. L'indigène musulman non naturalisé qui a des enfants naturels n'a aucun moyen de les reconnaître, ni, à plus forte raison, de les légitimer. Qu'ils proviennent d'un concubinage,

d'un adultère, d'une union au degré prohibé, ces *enfants de la fornication* sont et doivent rester illégitimes; car la fornication est un crime ou un délit suivant les circonstances, et il n'est pas admissible que l'auteur d'un acte de ce genre s'en fasse un titre pour réclamer la paternité (1). Il est condamné à demeurer un étranger pour ses enfants, qui sont, suivant l'expression arabe, *annexés à la mère*. Sa naturalisation ne peut donc avoir aucune influence sur leur condition juridique : après comme avant, c'est à la législation de leur mère qu'ils sont soumis.

Mais, après sa naturalisation, le père resté célibataire ne pourrait-il pas les reconnaître, dans les formes de la loi française? En droit strict, il faut, croyons-nous, lui refuser cette faculté. Si, en effet, d'après sa loi personnelle, au moment de la naissance de ses enfants, sa paternité n'était pas avouable, on ne peut prétendre qu'elle le soit devenue depuis, par le fait de sa naturalisation, sans attribuer à cette naturalisation une sorte d'effet rétroactif contraire à toutes les règles admises en pareille matière. Les enfants sont d'ailleurs restés soumis à la loi musulmane qui ne permet pas qu'ils soient reconnus.

Cependant l'intérêt de ces enfants sera, dans la plupart des cas, d'être reconnus par leur père. Ne sera-t-il pas bien dur de leur refuser cet avantage pour la simple satisfaction d'un principe juridique? Le père étant prêt à assumer les devoirs que sa qualité lui impose, l'enfant désirant être reconnu, nous croyons qu'on pourrait autoriser la reconnaissance, à la condition que l'enfant soit le fruit d'un simple concubinage, les enfants adultérins ou incestueux restant naturellement exclus de ce bénéfice.

Seulement, il faut bien remarquer que la reconnaissance ne pourrait avoir lieu qu'avec le consentement des enfants : s'ils s'y opposaient, elle ne devrait pas être autorisée. Leur législation personnelle ne les rattachant qu'à leur mère, il doit leur être loisible de rester dans cette situation, s'ils le préfèrent, et de s'opposer à une reconnaissance que leur statut personnel ne comporte pas. Mais leur droit d'adhérer à la reconnaissance est également incontestable, car il est écrit dans l'art. 3 du décret du 10 septembre 1886 sur l'organisation de la justice musulmane en Algérie, qui autorise formellement les indigènes à renoncer par une déclaration expresse à l'application de leurs droits et coutumes pour se soumettre à la législation française (2).

---

(1) Zeys, *op. cit.*, t. II, p. 28.

(2) Sur la question de savoir si les indigènes pouvaient, avant le décret

Quelle serait la conséquence de la reconnaissance, dans les cas où elle aurait eu lieu? Étant faite par un père devenu citoyen français, soustrairait-elle l'enfant naturel à l'empire de la loi musulmane pour le placer sous celui de la loi française? Il faut, à notre avis, répondre négativement, pour les raisons que nous avons données plus haut, sous la cinquième hypothèse. La législation du père était, à l'époque de la naissance de l'enfant naturel, la législation musulmane; c'est cette législation que l'enfant doit conserver, en vertu de l'effet rétroactif de la reconnaissance. Nous ne croyons pas qu'une autre solution soit admissible, dans l'état actuel de notre droit. Mais il n'en sera plus de même quand le nouveau projet de loi sur la nationalité aura été voté : la disposition de ce projet de loi, déjà reproduite sous la cinquième hypothèse, soumettra pour l'avenir l'enfant naturel mineur à la législation française.

b. L'indigène musulman qui obtient la naturalisation est célibataire ; mais, au moment de sa naturalisation, il a déjà des enfants adoptifs.

L'adoption est permise aux Musulmans, le Prophète en ayant lui-même donné l'exemple; mais elle est à peu près inconnue des indigènes de l'Algérie. L'hypothèse où nous nous plaçons ici ne se réalisera donc que bien rarement.

Si cependant un indigène musulman adoptait un autre indigène et se faisait naturaliser ensuite, quelle influence aurait cette naturalisation sur la condition juridique de l'adopté? Aucune, à notre avis. La loi musulmane exige, pour la validité de l'adoption, que l'adopté soit en âge de donner un consentement valable. Or, nous avons vu plus haut, sous la quatrième hypothèse, que la naturalisation du père, survenant après la majorité de ses enfants légitimes, ou même avant cette majorité, dans l'état actuel de notre droit, ne peut influer sur leur état personnel. A plus forte raison doit-il en être de

---

du 10 septembre 1886, renoncer à leur statut personnel, V., pour l'affirmative, Weiss, *op. cit.*, p. 154. C'est aussi l'opinion qui se dégage des arrêts rendus par la Cour de cassation en ce qui concerne les Israélites algériens (6 juin 1883, D. P. 83, 1, 369) et les habitants originaires de l'Inde française (16 juin 1865, D. P. 65, 1, 183). Nous croyons toutefois que, même aujourd'hui, les renonciations des indigènes à leur statut personnel ne peuvent avoir une portée générale et être faites une fois pour toutes, mais qu'elles s'appliquent, au contraire, exclusivement aux contrats ou conventions à l'occasion desquels elles ont eu lieu.

même pour l'enfant adoptif, qui, en droit musulman comme en droit français, n'est pas placé exactement sur le même pied que l'enfant légitime (1).

(A suivre.)

L. HAMEL,
Sous-chef de bureau au Gouvernement général.

(1) V. Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.* t. I, chap. XV, sect. 2, p. 335.

LE STATUT RÉEL FRANÇAIS EN ALGÉRIE

CHAPITRE Ier

Législation et jurisprudence de 1830 à 1873

Principes généraux

SOMMAIRE

1. — Droit des gens ; — art. 3 du Code civil, droit commun de la terre française en Algérie ; — la capitulation d'Alger n'y déroge pas.

2. — Arrêtés des 22 oct. 1830, 28 mai 1832 : dérogation pour les causes entre Musulmans ou Israélites, pour les transactions immobilières entre indigènes; entre eux, entre transactions indigènes, droit *ancien;* entre Chrétiens et indigènes, entre transactions chrétiennes ou mixtes et transactions indigènes, droit *actuel.*

3. — Arrêté du 21 juin 1831, ordonnance du 16 nov. 1841 : enregistrement des actes d'acquisition d'immeubles.

4. — Arrêts des 31 juillet 1850, 30 juillet 1851 : la dispense d'inscription ne peut être invoquée qu'entre Musulmans.

5. — Ordonnance des 10 août 1834, 28 fév. 1841, 26 sept. 1842 : compétence des tribunaux français, des cadis; — conventions mixtes.

6. — Ordonnance du 1er oct. 1844 : loi française dans toute action réelle, pour toute vente ultérieure.

7. — Ordonnance du 21 juillet 1846 : vérification des titres de propriété ; — Concessions : décret du 26 avril 1851; — les conventions musulmanes sont régies par la loi musulmane, même pour des immeubles qui ont été l'objet d'un titre français.

8. — Loi du 16 juin 1851 : projets, retour au droit commun, transcription, rapports ; — art. 10 et 16; — abrogation des lois antérieures ; — Droit musulman de Musulman à Musulman, de contrats musulmans à contrats musulmans ; — droit français entre toutes autres personnes, entre tous autres contrats, même pour un indigène contractant avec un Européen ; — le droit musulman peut encore régir la transmission de Musulman à Musulman pour un immeuble qui a été l'objet d'un acte français ou mixte, d'un acte administratif, d'une concession ; — ordonnance de 1842 abrogée en matière réelle ; — acceptation de la loi française par musulmans, acte notarié insuffisant.

9. — Loi du 23 mars 1855 promulguée en Algérie : la transcription est opposable d'actes français ou mixtes à actes entre Musulmans ; — elle ne soumet pas définitivement l'immeuble au statut réel français.

10. — Décrets du 30 août 1858, sur l'inaliénabilité musulmane ; — du 21 février 1859, sur la prohibition relative aux biens de tribus ; — du 31 décem-

bre 1859 et du 13 décembre 1866, sur la compétence des cadis et des juges de paix en matière musulmane.

11. — Sénatus-consulte du 22 avril 1863 : l'application du sénatus-consulte n'imprime pas pour toujours à l'immeuble le statut réel français.

12. — Arrêts des 19 mars 1862 et 21 octobre 1862, où le fait domine le droit.

13. — Arrêt du 4 avril 1868 : l'hypothèque d'un Européen, inscrite en vertu d'un jugement sur des immeubles acquis par acte transcrit, l'emporte sur l'acte musulman ; point de départ de la jurisprudence ultérieure, voie ouverte à la loi de 1873.

1. — D'après le droit des gens, le territoire est soumis à la loi de la nation à laquelle il appartient ; la conquête fait passer la terre conquise sous la loi du vainqueur. La terre algérienne, devenue terre française, a, de plein droit, été soumise à l'art. 3 C. civ. ainsi conçu : « Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française », à l'art. 1341, sur la preuve, à l'art. 1328, sur la date certaine, à l'art. 2166 C. civ. et à l'art. 834 C. proc., sur les effets de la transcription relativement aux privilèges et aux hypothèques, à l'art. 11 et à la loi du 14 juillet 1819, sur les successions d'étrangers, aux lois sur la compétence.

Toutes ces dispositions ont formé le droit commun de l'Algérie sur la transmission des immeubles : à défaut de loi spéciale y dérogeant, elles doivent être appliquées ; chaque dérogation, chaque exception doit être limitée à ses termes, le silence, l'omission, tout doute doit être interprété en faveur du droit commun, doit rendre applicable l'art. 3 aux indigènes, sujets de la France, comme aux étrangers qui ne sont que ses hôtes.

Voilà le principe essentiel qui peut seul guider, la lumière qui seule doit éclairer le jurisconsulte au milieu des obscurités et des lacunes de la loi algérienne.

En droit musulman, comme en droit français avant la loi de 1855, le consentement suffit au transfert de la propriété de l'immeuble, à l'égard du vendeur et de tous ceux qui obtiendraient de lui des droits réels après la vente. Mais, en droit musulman, la preuve du contrat et de sa date peut toujours être faite par témoins, et l'on sait quelle est la valeur de la preuve testimoniale chez les indigènes ! Partout où la loi spéciale n'autorisera pas expressément la preuve testimoniale, quand le droit français la prohibe, c'est la loi française qui sera applicable.

La capitulation d'Alger porte que « l'exercice de la religion mahométane restera libre. La liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, *leurs propriétés* ne recevront aucune

atteinte. » Pas un seul mot de cette capitulation ne peut être interprété en ce sens que les propriétés ne seront pas régies par la loi française, pas un mot ne garantit aux Musulmans la preuve testimoniale de leurs conventions immobilières, et surtout l'effet de ces conventions à l'égard des Français.

2. — La première dérogation au droit imposé par la conquête à l'Algérie se trouve dans l'arrêté du général Clauzel, en date du 22 octobre 1830, qui défère au cadi maure toutes les causes entre Musulmans, à un tribunal de rabbins celles entre Israélites, à la cour de justice française les appels de ces deux juridictions et toute cause civile ou commerciale dans laquelle *un Français se trouverait intéressé*. — Art. 6 : « La cour de justice est autorisée à appliquer les lois françaises ou celles du royaume d'Alger, de même que les usages et coutumes de l'un et l'autre pays, suivant qu'elle le croira convenable. »

Le pouvoir de la cour de justice est absolu : en droit, elle peut appliquer l'une ou l'autre loi, même quand un Français est intéressé ; en fait, si elle appliquera quelquefois la loi musulmane à un Français qui paraîtra l'avoir acceptée en contractant directement avec un indigène, elle donnera la préférence à la loi française quand les deux parties, l'une française, l'autre musulmane, ne se seront pas liées l'une à l'autre par un contrat.

L'arrêté ne distingue pas entre les actions réelles et les actions personnelles ; un arrêté de l'intendant civil, du 28 mai 1832, est spécial aux transactions sur immeubles : il prescrit le dépôt pendant 15 jours au greffe, la transcription et la publication des aliénations d'immeubles et des transmissions équivalentes à aliénation, de tout bail à loyer ou à rente excédant neuf années, indépendamment de l'enregistrement. Pour toute sanction, l'art. 6 prescrit au greffier de délivrer à l'acquéreur un état des inscriptions prises dans la quinzaine de la transcription ou avant elle. L'acquéreur ne pourra payer au préjudice de ces inscriptions, mais toutes inscriptions ultérieures ne lui seront pas opposables. Les hypothèques doivent être antérieures à l'aliénation, et leur inscription antérieure à l'expiration de la quinzaine qui suit la transcription.

L'arrêté ne donne pas à cette transcription rendue publique plus d'effet qu'à la purge ordinaire.

L'art. 10 ajoute : « Les dispositions du présent arrêté ne sont applicables qu'aux transactions entre Chrétiens, entre Musulmans et Chrétiens, entre Israélites et Chrétiens. Les transactions sur immeubles *entre Musulmans*, Musulmans

et Israélites, Israélites, continueront à être régies par le droit antérieur jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. »

Ainsi le juge français juge seul les causes dans lesquelles un Chrétien est intéressé, la loi française régit seule les transactions dans lesquelles *un Chrétien* est intéressé. Il y a, en outre, une corrélation évidente entre les deux paragraphes de l'art. 10; le § 2 applique la loi musulmane, *le droit antérieur, entre Musulmans,* là où le § 1er applique la loi française, *le droit actuel,* toutes les fois qu'il y a un Chrétien intéressé.

Si, en raison des premiers termes, on restreint la portée de l'article à la transcription, elle est insignifiante, car l'obligation de transcrire n'a qu'une sanction, c'est la faculté pour les créanciers privilégiés ou hypothécaires, antérieurs à l'aliénation, d'inscrire tant que la transcription n'aura pas eu lieu, et même dans la quinzaine; et, d'un autre côté, il n'est pas interdit à l'indigène de constituer des hypothèques, ni à l'acquéreur indigène de transcrire pour purger.

Mais on a étendu la portée de l'art. 10 à la dispense de la preuve écrite pour les transactions sur immeubles *entre Musulmans;* cette dispense s'arrêtera-t-elle aux rapports des contractants entre eux, ou s'étendra-t-elle à leurs rapports avec les tiers? Quelle que soit l'interprétation, la dispense n'existera qu'entre Musulmans, entre indigènes; entre indigènes parties au même contrat, ou parties à deux contrats entre Musulmans relatifs au même immeuble, *droit antérieur;* entre Chrétiens, Chrétiens et Musulmans, Chrétiens et Israélites parties au même contrat, ou parties à deux contrats différents relatifs au même immeuble, *droit actuel,* loi française.

Comment en serait-il autrement? Si, dans la convention, l'une des parties est chrétienne, l'art. 10 dit formellement que la loi française, et non la loi antérieure, sera appliquée; et si les parties n'ont pas contracté ensemble, c'est la loi musulmane, le droit antérieur qui triompherait de la loi française, du droit actuel?... On ne saurait prêter au législateur français une pareille anomalie.

L'indigène ne pourrait imposer la loi musulmane au Français avec lequel il contracte, et il l'imposerait au Français qui n'a pas traité avec lui? Un indigène vend une terre à un Français, et la même terre à un Musulman; quel est le premier acquéreur? Sera-ce le Français qui produit un acte écrit, avec date certaine, et qui invoque les art. 3, 1328 et 1341 du Code civil; ou l'indigène qui demande à faire la preuve par témoins en vertu de la loi musulmane? Laquelle des deux lois sera

appliquée? Si l'on ne trouve pas l'art. 10 assez formel, il faut au moins reconnaître que l'exception du § 2 n'autorise l'application de la loi musulmane qu'*entre Musulmans ;* l'art. 3 du Code civil, le droit commun doit reprendre son empire hors des termes de l'exception ; si l'art. 10 ne prévoit pas le cas où il y a conflit entre un acte musulman et un acte français, c'est encore au droit commun, à l'art. 3 qu'il faut recourir.

Cela nous paraît aussi évident que la lumière du jour : la loi française a pu être, *tant qu'il n'en serait pas autrement ordonné,* transitoirement sacrifiée entre Musulmans, mais la loi musulmane n'a pu être infligée à un Français ayant contracté sous l'empire du droit français. Quel est l'indigène qui, après avoir vendu à un Français, se serait fait scrupule de vendre une deuxième fois à un Musulman, en s'assurant de témoins coreligionnaires attestant que la deuxième vente est antérieure à la première?

Entre Européen et indigène, nul doute; y en aura-t-il entre l'indigène qui a contracté avec un Européen, qui a un titre français, et celui qui a contracté avec un autre indigène par acte musulman? Non. Une loi régit chaque convention : loi française (la loi de l'immeuble) pour l'une, loi musulmane pour l'autre ; pour la convention musulmane, un droit personnel ou contractuel dérivant de la convention, de la qualité des parties, s'est substitué au statut réel ; mais ce droit, qui n'est pas la loi de l'immeuble, ne peut régler que la convention ; en dehors d'elle, là où elle se trouve en présence d'une convention réglée par un autre droit, le statut réel reparaît, la loi privée, particulière à la convention musulmane, le *privilège* s'efface.

Il faut en conclure que, si la loi musulmane, spéciale à l'acte musulman, régit les rapports des parties à cet acte, si elle régit les rapports nés de deux conventions musulmanes entre elles, la loi de l'immeuble, celle de la terre française, peut seule régir les rapports provenant de deux titres, l'un français, l'autre musulman.

3. — Le législateur français avait si peu l'idée de soumettre la loi française à la loi musulmane que, dès le 21 juin 1831, un arrêté du général Berthezène prescrivait aux cadis de faire enregistrer tous les actes d'acquisition d'immeubles. Il s'agissait d'actes musulmans.

« Considérant, porte l'arrêté, qu'il est d'une grande importance pour les personnes qui acquièrent des immeubles en Algérie d'être fixées sur la date précise des actes de pro-

priété ou de transfert, qu'il est du devoir de l'autorité de préserver les habitants de la régence d'Alger des dommages qui pourraient résulter pour eux de la passation d'actes antidatés. »

Quand le législateur se préoccupait avec tant de raison du danger des antidates sur les actes écrits, il aurait autorisé la preuve testimoniale d'actes musulmans contre des actes prouvés par écrit, avec date certaine, invoqués par des Français? Il n'est pas permis de le supposer ; l'art. 10 ne dit rien de semblable; si le texte était formel, on en douterait encore!...

L'ordonnance du 16 novembre 1841, qui a rendu applicable à l'Algérie notre loi sur l'enregistrement, avec des réductions dans le tarif, est précédée d'un rapport où nous lisons : « Le service de l'enregistrement a été introduit en Algérie par des arrêtés du général en chef, dont le premier remonte au 21 juin 1831, époque à laquelle des *abus sans nombre* avaient déjà fait sentir la nécessité d'une institution qui offre aux intérêts privés une garantie si précieuse. La législation locale ne contenait aucune prescription pour donner aux actes date certaine, et les habitudes des officiers publics se prêtaient avec une facilité déplorable à des fraudes dont la preuve devenait impossible. La survenance d'une population européenne et la multiplicité des transactions auxquelles elle se livre avec des indigènes firent tout d'abord de l'enregistrement un besoin et un bienfait. »

A un législateur qui parle ainsi peut-on prêter gratuitement une disposition qui aurait mis le Français à la discrétion du Musulman, abaissé la loi du vainqueur devant celle du vaincu?

4. — L'arrêté du 28 mai 1832 a, le premier, provoqué la jurisprudence à se prononcer sur le conflit des deux droits réels. Dans un arrêt du 31 juillet 1850, dont on a dénaturé la portée, la Cour avait à décider si un indigène, vendeur par acte musulman d'un immeuble revendu à un Européen par acte transcrit, pouvait être alloué dans l'ordre pour la distribution du prix de revente en vertu de son privilège de vendeur, quoiqu'il ne l'eût pas fait inscrire. La lutte ne s'engageait pas entre deux acquéreurs, l'un indigène n'ayant pas transcrit, l'autre Européen ayant transcrit, mais entre des créanciers et le premier vendeur, créancier de son prix. Le vendeur a été alloué, comme il l'eût été en France, quoiqu'il n'eût pas inscrit son privilège, car c'est au point de vue du droit de suite, et non du droit de préférence, que la transcription oblige le vendeur à inscrire son privilège.

Le 30 juillet 1851, la Cour a formellement décidé que l'art. 10 de l'arrêté n'est pas opposable par un indigène à un Européen, dans l'espèce, à l'administration des domaines; la dispense de transcription et d'inscription ne peut être invoquée que de Musulman à Musulman.

5. — L'arrêté du 26 octobre 1830 aurait permis au juge français, seul compétent entre un indigène et un Français, d'appliquer le droit français ou le droit musulman. En fait, quand il ne s'agissait pas de deux parties liées par le même contrat, il nous paraît impossible, sauf au cas de fraude, que le tribunal français pût donner la préférence à la loi musulmane. — On retrouve ce pouvoir du juge, ce droit d'option entre les deux lois dans les art. 27 et 31 de l'ordonnance du 10 août 1834 et l'art. 37 de l'ordonnance des 28 février-27 avril 1841, dont les dispositions sont reproduites par l'ordonnance des 26 septembre-22 octobre 1842, art. 33 et 37, ainsi conçus :

« Art. 33 : Les tribunaux français connaissent, entre toutes personnes, de toutes les affaires civiles et commerciales, à l'exception de celles dans lesquelles les Musulmans sont seuls parties, et qui continueront d'être portées devant les cadis. — Art. 37 : La loi française régit les conventions et contestations entre Français et étrangers. Les indigènes sont censés avoir contracté entre eux selon la loi du pays, à moins qu'il n'y ait convention contraire. Les contestations entre indigènes relatives à l'état civil seront jugées conformément à la loi religieuse des parties. Dans les contestations entre Français ou étrangers et indigènes, la loi française ou celle du pays est appliquée selon la nature de l'objet en litige, la teneur de la convention, et, à défaut de convention, suivant les circonstances ou l'intention présumée des parties. »

L'art. 43 de l'ordonnance de 1842 dispose aussi que les cadis continueront à connaître *entre Musulmans* de toutes affaires civiles et commerciales.

Ces dispositions s'appliquent-elles en matière réelle, comme en matière personnelle? S'appliquent-elles aux *transactions sur immeubles* réglées par l'art. 10 de l'arrêté du 28 mai 1832? En matière personnelle, le lien de droit dérivant d'une convention ou d'un quasi-contrat, le juge peut rechercher quelle est la loi sous l'empire de laquelle les parties ont eu l'intention de s'engager, et c'est bien à de telles contestations que la loi de 1842 et les décrets antérieurs se rapportent. Si, pour les transactions sur immeubles, le législateur avait voulu donner tout pouvoir au juge, pourquoi prescrire que la loi française régirait les transactions entre chrétiens et indigènes, que la

loi musulmane les régirait entre Musulmans? Mais, si les Musulmans, en contractant, renonçaient au privilège, au droit personnel attaché à leur convention sur immeubles par l'art. 10 de l'arrêté de 1832, le juge appliquerait la loi française, qui est la loi de tout immeuble français. Entre Français, la nature du droit réel, l'impossibilité d'admettre en fait qu'un Français, en achetant par titre français, avec date certaine, ait voulu se soumettre à la loi musulmane à l'égard d'un autre acquéreur avec lequel il n'a contracté aucun engagement, ne devraient jamais permettre au juge français d'accorder, en ce cas, la prédominance à la loi musulmane sur la loi française.

6. — Quoique l'application de la loi musulmane eût été restreinte aux transactions entre Musulmans, on avait laissé subsister dans la transmission des immeubles une incertitude fatale au crédit, que l'ordonnance du 1er octobre 1844 voulut faire cesser en réparant le mal produit dans le passé, en le prévenant à l'avenir par l'application générale de la loi française.

Dans son rapport au roi, le ministre dit :

« Il est d'une haute importance politique que le territoire de l'Algérie soit promptement peuplé et mis en valeur. L'un des plus grands obstacles que puisse rencontrer la colonisation naît de l'incertitude et de l'instabilité de la propriété. Aussi, l'ordonnance que j'ai l'honneur de soumettre à la sanction de V. M. a-t-elle pour objet essentiel de faire cesser les situations douteuses, d'épurer et de fixer ou de garantir les droits immobiliers. L'habitude qu'ont les indigènes de vivre dans l'indivision, le nombre infini de co propriétaires d'un même immeuble, le manque d'état civil, font que les acquéreurs européens ont été parfois induits en erreur sur la véritable qualité de leurs vendeurs ; il est juste et urgent de régulariser leurs acquisitions. »

L'art. 1er déclare valables les ventes passées entre indigènes et Européens, par les cadis pour les mineurs, par les maris pour leurs femmes, par les frères pour leurs frères, etc. L'art. 2 dispose que le bail à rente emportera la transmission de la propriété ; l'art. 3, qu'aucune vente d'indigène à Européen ne pourra être attaquée pour inaliénabilité. L'art. 4 est ainsi conçu :

« Toutes les fois que l'État ou un Européen seront en cause, comme demandeur ou défendeur, les actions en revendication d'immeubles, en nullité ou en rescision de ventes ou actes translatifs de propriété, et en général *toutes actions réelles* seront portées devant les *tribunaux français* de la situation

des immeubles et jugées *d'après les lois françaises*, combinées avec la présente ordonnance et les dispositions antérieures. » Dans l'art. 7, on lit, *in fine :* « Les ventes qui auront lieu à l'avenir demeurent soumises aux dispositions du droit civil. » Les art. 8 et suivants autorisent les acquéreurs à exiger le dépôt chez un notaire des titres de propriété de leurs auteurs médiats ou immédiats.

Ainsi, entre Européens et indigènes, les tribunaux français jugeront, les lois françaises seront appliquées; à l'avenir, les ventes seront soumises au droit civil. Ces derniers termes sont si généraux qu'ils pourraient s'étendre aux ventes entre musulmans. On peut répondre que les premiers articles de l'ordonnance ne concernent que les ventes d'indigènes à Européens. Mais nul doute n'est plus possible quand l'*action réelle* intéresse un Européen : la loi française seule sera désormais appliquée, le texte est aussi formel que l'esprit de la loi.

7. — Le 21 juillet 1846, une ordonnance, bien importante si elle avait été exécutée sur une plus grande échelle, prescrit la vérification des titres de propriété déposés par les Européens et les indigènes ; des publications, des opérations pour l'application des titres sont faites, le Conseil du contentieux statue ; sa décision vaut titre au propriétaire reconnu, et ne peut être attaquée pour quelque cause que ce soit par les tiers qui n'auraient pas réclamé antérieurement (1).

La loi musulmane pourra-t-elle encore être appliquée entre Musulmans pour les territoires dont la propriété aura été ainsi vérifiée et reconnue par l'administration française? L'ordonnance ne dit rien ; s'il y a doute sur ce point, il ne saurait s'élever entre Européens et indigènes.

Une question de même nature se pose pour les concessions, pour les terres attribuées par la commission des transactions et partages. Les terres ainsi concédées par l'État français pourront-elles retomber sous l'empire de la loi musulmane entre Musulmans? Le statut réel français, ainsi imprimé au sol, se perdra-t-il? On a eu grand tort de ne pas s'ex-

(1) Mentionnons ici deux arrêts :

Les arrêtés du Conseil du contentieux, rendus en exécution de l'ordonnance du 21 juillet 1846, rend le bénéficiaire légalement propriétaire, et une concession ultérieure de l'Etat ne saurait prévaloir. L'arrêté avait été transcrit. — *C. d'Alger, 28 décembre 1880.*

On a pu prescrire la propriété d'un immeuble attribué à un autre par l'ordonnance de 1846. — *C. d'Alger, 21 février 1884.*

pliquer nettement sur cette question ; le décret du 26 avril 1851 dispose que l'acte de concession sera transcrit ; cette formalité n'a pas toujours été accomplie avant la loi de 1855, mais tous les actes sont enregistrés et ont date certaine. Les ventes ultérieures, dérivant de la concession, s'y rattachant seront certainement régies par la loi française, entre Européens, entre indigènes et Européens ; entre Musulmans, le seront-ils ? La loi musulmane, entre Musulmans, reprendra-t-elle son empire? Ces immeubles français perdront-ils leur nationalité ?

Ah ! nous approuvons hautement en législation la doctrine qui veut que les immeubles sortis de l'islam n'y rentrent plus, et il nous semble qu'aux premiers jours la faveur accordée à la terre musulmane était, dans la pensée de ceux qui la donnaient, limitée au temps pendant lequel elle resterait dans des mains musulmanes ; mais cette pensée n'est que latente ; la loi ne règle pas l'état de la terre, elle règle le droit des conventions, des transactions sur immeubles, et les expressions générales : *les transactions entre Musulmans sont régies par la loi musulmane,* ne laissent guère place à l'interprétation. Oui, la première idée du législateur a dû être, uniquement pour ménager la transition, de laisser le droit antérieur régir la terre tant qu'elle ne passerait pas à des Européens ; mais il fallait le dire expressément, et songer que la terre, après avoir été aux mains européennes, pouvait revenir aux Musulmans, qui en disposeraient en faveur de Musulmans. Autant la loi est formelle, depuis l'arrêté de 1832 jusqu'à la loi de 1844, sur les rapports entre Européens et Musulmans, entre chrétiens et indigènes, nés de transactions sur immeubles, qui devront être régis exclusivement par la loi française ; autant elle paraît n'apporter aucune restriction à sa formule vague et générale, que les transactions sur immeubles entre indigènes seront régies par le droit antérieur. Sans doute elle ne prévoit pas spécialement le cas où les immeubles sont devenus français, mais elle pose une règle sans distinction pour les ventes entre Musulmans, règle bien imprévoyante, qui fait passer incessamment la terre d'un régime à un autre, qui détruit chaque jour les résultats obtenus la veille, qui fait de l'œuvre du législateur une œuvre de Pénélope ; cependant un interprète de la loi ne peut échapper à cette conséquence déplorable, à moins de prendre à la lettre l'art. 7 de l'ord. de 1844.

8. — L'ordonnance de 1844 a été remplacée par la loi du 16 juin 1851. Étudions de près cette loi, qu'aujourd'hui la jurisprudence peut avoir à appliquer aux conventions antérieures à la loi de 1873.

Le désordre le plus complet, l'agiotage le plus effréné avait été le résultat, et des coutumes indigènes, et de cette législation dépourvue de netteté, de fermeté, d'esprit de suite.

Pour établir l'ordre, la sécurité des transactions, on aurait pu exiger la transcription, au moins l'enregistrement, de tous les actes d'aliénation même entre Musulmans, ou laisser régir le territoire conquis par le statut réel français en vertu du principe du droit des gens formulé dans l'art. 3 du Code civil; si l'on désirait ménager la transition, n'autoriser la loi musulmane entre indigènes que jusqu'au jour où la terre passerait dans les mains d'un Européen.

Ce qu'on n'avait pas su faire jusqu'alors, on voulut le réaliser en 1851, et on ne put y aboutir. La commission de l'Assemblée nationale avait préparé un projet ayant pour base l'application à l'Algérie du droit commun de la France. Dans le rapport de M. Didier, nous lisons, sur l'ordonnance de 1844, cette appréciation : « Elle voulut, pour rassurer la propriété chancelante dans sa base, la rapprocher aussi, sous un autre rapport, du droit commun, et elle décida que les transactions sur immeubles seraient à l'avenir soumises au régime du Code civil. » M. Didier paraît ne pas limiter cette règle aux transactions intéressant un Européen. Ailleurs, il dit : « L'Algérie, c'est encore la France, et il ne faut pas que, en entrant dans les mains des Français, la propriété y soit moins protégée et moins sûre qu'elle ne l'est en France. En pareille matière, ce qui serait injuste et funeste en deçà de la Méditerranée ne saurait être juste et avantageux au delà. Il est donc de toute raison, comme, d'ailleurs, il est de l'intérêt bien entendu de tous, que la règle soit la même des deux côtés, et que cette règle soit la loi française. » Ailleurs : « Le droit commun c'est la sécurité du lendemain, la garantie de l'avenir. » Dans ce rapport, il n'est pas dit un mot indiquant une exception à ce droit commun pour les transactions entre Musulmans.

Le Gouvernement proposa un autre projet ayant pour base la transcription de l'acte d'aliénation, acte qui devrait être notarié ; mais il en dispensait les actes entre Musulmans.

Le *droit commun* de la France n'exigeait pas encore la transcription : « Pourquoi, dit la commission de l'Assemblée, l'imposer à l'Algérie quand elle n'existe pas en France; aux conventions auxquelles un Européen serait partie, non à celles entre Musulmans? » « Pourquoi, dit M. Didier dans son second rapport, substituer à l'autorité toute spiritualiste de ce principe, admis en droit français comme en droit musulman, qu'il

suffit du consentement des parties pour former les conventions, si bien en accord avec l'état de notre société, celle de la matérialité de certaines formes solennelles que la loi commune n'exige pas? Parce que, pendant 14 ou 15 ans, le commerce des immeubles en Algérie, livré à toutes les cupidités de l'agiotage, a pu impunément jeter le trouble dans la propriété, par l'audace de sa mauvaise foi et de ses improbités? » Les illusions sont dissipées aujourd'hui, ajoute le rapporteur, l'agiotage est déconcerté....; aux exigences du projet du Gouvernement, il paraît préférable à la commission « d'étendre à la propriété algérienne la liberté d'action que possède la propriété française, et de remettre, d'une part, à la loi musulmane le soin de régler les transmissions de biens *de Musulman à Musulman;* et, d'autre part, au Code civil celui de régler les transmissions de biens *entre toutes autres personnes,* sans imposer aux uns plus qu'aux autres l'emploi de formalités qui ne sont en aucune manière de l'essence des contrats, et qu'il est plus convenable de laisser au libre choix de chacun. »

Ainsi disparut cette idée excellente de la transcription, si l'on avait imposé cette formalité même aux Musulmans entre eux; ainsi s'évanouit l'idée du droit commun de la France appliqué à l'Algérie, du statut réel français régissant seul la terre algérienne même entre Musulmans.

La loi du 16 juin 1851 formule ainsi les principes qu'elle consacre :

« Art. 10. — La propriété est inviolable, sans distinction entre les possesseurs français indigènes et les possesseurs français ou autres. »

« Art. 16. — Les transmissions de biens de Musulman à Musulman continueront à être régies par la loi musulmane; *entre toutes autres personnes,* elles seront régies par la loi française. »

Cette loi abroge les lois antérieures, et l'arrêté de 1832, et la loi de 1844, elle ne laisse subsister de l'ordonnance de 1846 que les dispositions relatives à la vérification des titres. Il faut donc l'interpréter en elle-même, mais l'histoire du droit antérieur éclairera notre interprétation. Ainsi, la loi de 1851 a voulu étendre, plutôt que restreindre, l'application du droit commun de la France à l'Algérie, aux transactions entre *toutes autres personnes* que *de Musulman à Musulman.* La conséquence nécessaire est que tous rapports de droit réel d'Européen à Musulman, de Musulman à Européen seront régis par la loi française, comme d'ailleurs ils l'étaient auparavant.

Aucun doute n'est permis à cet égard, soit que l'Européen ait contracté avec le Musulman, soit qu'il lui oppose un acte dans lequel le Musulman n'a pas été partie.

Il n'est pas douteux non plus qu'entre deux actes de Musulman à Musulman, la loi musulmane sera appliquée. Mais le Musulman qui aura contracté avec un Européen pourra-t-il invoquer la loi française contre un Musulman ? Ces mots *transmission de Musulman à Musulman* pourraient faire croire que la loi musulmane régit la transmission de la propriété entre Musulmans, quels que soient les actes auxquels ils aient pris part, qu'elle régit les personnes et non les conventions musulmanes, comme la loi française *toutes autres personnes*. La loi réelle, qui est unique pour tous, varierait non suivant les conventions, mais suivant les personnes.

Toutefois, nulle part, on ne voit que le législateur ait voulu innover à cet égard. L'arrêté de 1832 fait régir par la loi française les *transactions* entre Chrétiens et Musulmans ; par la loi musulmane, les transactions entre Musulmans; la loi régit la convention, non la personne. La loi de 1873, en empruntant ce même principe à celle de 1851, se sert des mots « *transaction, convention* ». Nous croyons que celui de *transmission*, dans l'art. 16, a la même signification.

Dans les lois sur la compétence musulmane, nous trouvons toujours ces mots « *conventions musulmanes* ». D'ailleurs, la loi permet au Musulman d'accepter la loi française pour règle de ses conventions; en faisant avec un Européen une transaction sur immeubles que la loi déclare régie par la loi française, il accepte bien certainement cette loi; il peut l'invoquer, comme il doit la subir.

Ainsi, dès qu'une contestation sur la transmission des immeubles s'élèvera entre Européens et Musulmans, c'est la loi française qu'il faudra appliquer.

Deux ventes sont en conflit, l'une entre Musulmans, l'autre entre Européens et Musulmans; l'une est régie par la loi musulmane, droit personnel des deux contractants ; l'autre par la loi française, droit personnel de l'un des contractants, droit réel de l'immeuble. Quel sera le droit entre les deux ventes régies par deux droits contractuels différents ? Ce sera le droit réel de l'immeuble, le droit de la terre française, le droit de l'art. 3 du Code civil, ce droit assoupi entre contractants musulmans, ou entre deux contrats musulmans, mais qui reprend toute sa vigueur là où se trouve un Français, un non-Musulman, et pour tout acte français même avec un Musulman. Le statut réel avait cédé au droit contractuel entre

Musulmans ; entre deux droits contractuels différents en conflit, il renaît, le privilège personnel aux contrats purement musulmans cesse, le droit commun s'applique. C'était le droit sous l'arrêté de 1832; la loi de 1851 n'a pas restreint le domaine de la loi française par cette expression de *transmission d'immeubles* substituée à celle de *transactions sur immeubles*. Cela est incontestable pour les Européens, cela est vrai même pour les Musulmans ayant contracté avec un Européen. La loi française l'emporte entre deux parties, entre deux contractants dont l'un est Européen, elle l'emporte entre deux conventions dont l'une est française, l'autre musulmane. Par conséquent la preuve écrite, la date certaine seront imposées par le Français au Musulman, par le titre français au titre musulman ; la preuve testimoniale ne sera jamais imposée au Français par le Musulman, au titre français par la convention entre Musulmans.

L'art. 16 porte sans restriction que la loi musulmane régira les transmissions d'immeubles de Musulman à Musulman ; il ne fait pas d'exception pour le cas où l'immeuble aurait été déjà l'objet d'un titre français. Sortie de l'islam, la terre peut donc, sous la loi de 1851, rentrer dans l'islam, être régie de nouveau par la loi musulmane, si elle est l'objet d'une transmission entre Musulmans. La loi ne fait absolument aucune distinction, et le rapport n'exprime nulle part cette pensée de la nationalisation définitive de l'immeuble.

Nous croyons que si l'immeuble avait été l'objet d'un titre émané même de l'État français, la transmission ultérieure de cet immeuble de Musulman à Musulman sera régie par la loi musulmane. Quoique nous regrettions profondément cette solution, sous l'empire de la loi de 1851, nous ne voyons pas comment échapper à ce texte si positif de l'art. 16.

Pourra-t-on encore appliquer l'ord. de 1842 sur les contestations entre Européens et indigènes; le juge pourra-t-il opter entre les deux droits, en matière réelle? La loi de 1851 a abrogé toutes les lois antérieures relatives à la propriété privée, par conséquent les dispositions de l'ord. de 1842 qui pourraient y être relatives. Le juge appliquera donc uniquement la loi de 1851, la loi musulmane *de Musulman à Musulman,* la loi française *entre toutes autres personnes.* En matière réelle immobilière le juge français jugera seul entre Européens et indigènes, et jugera d'après la loi française seule. Telle est désormais la règle absolue. C'est dans le sens de cette règle que le décret du 31 décembre 1859 sur la justice musulmane porte, art. 18, que les cadis connaissent (entre

Musulmans) des actions immobilières en dernier ressort jusqu'à 20 fr. Nous parlerons plus tard du nouveau décret de 1886.

Aux termes de toutes les lois sur la juridiction musulmane, les indigènes ont le droit, en le déclarant, d'accepter la loi française pour règle de leurs conventions.

Un acte notarié ne suffirait pas pour faire admettre que les contractants musulmans ont voulu adopter la loi française, car les actes entre Musulmans peuvent être reçus par un notaire comme par un cadi (1). L'enregistrement de l'acte ne suffirait pas non plus; un acte de cadi est lui-même soumis à l'enregistrement. Il faut donc une déclaration expresse de leur intention quand les Musulmans contractent entre eux.

La loi du 16 juin 1851 défère aux tribunaux français toutes les actions intentées par le Domaine ou contre lui, reconnaît tous les droits maintenus ou constitués par le Gouvernement, valide toutes les acquisitions faites par l'État, réserve à l'État le droit d'acquérir les terres appartenant à une tribu, dispose que l'inaliénabilité, fondée sur la loi musulmane, ne pourra être opposée à un non Musulman.

Toutes ces dispositions prouvent que le législateur a voulu agrandir en tous sens le domaine de la loi française.

9. — Par décret du 4 juillet 1855, la loi du 23 mars 1855 sur la transcription est promulguée en Algérie, sans explication, sans restriction. Le législateur de 1851 avait écarté l'obligation de transcrire parce qu'elle n'existait pas en France, il n'avait pas voulu l'exiger de l'Européen, en ne l'exigeant pas de l'indigène; la loi nouvelle sera-t-elle applicable en Algérie aux Européens entre eux et à l'égard des Musulmans, le sera-t-elle de Musulman à Musulman?

La loi sur la transcription est une loi réelle, affectant les immeubles; en vertu de l'art. 3 du Code civil, elle régit tout le territoire français, en Algérie comme en France, sauf les dérogations spéciales. Cette loi n'a pas abrogé la loi de 1851; l'art. 16 subsiste donc avec tous ses effets pour les actes de Musulman à Musulman; la loi musulmane reste donc seule applicable. Mais, entre toutes autres personnes, la loi française du 23 mars 1855 devra être exécutée.

Il faut en conclure que le Français pourra opposer la transcription de son titre au Musulman qui n'aura pas transcrit, comme il pouvait lui opposer auparavant son titre écrit, sa

---

(1) V. en ce sens, arrêt du 23 mars 1878, relatif à un testament notarié. *(Bull. jud.*, 1881, p. 239).

date certaine. L'arrêté de 1832 appliquait déjà la transcription de Chrétien à Musulman, et n'en dispensait que les transactions entre Musulmans.

Le Français doit transcrire, et il garantit ainsi son droit contre tous. Le Musulman qui a traité avec un Européen a la même obligation, et bénéficie des mêmes droits résultant de la transcription à l'égard des Musulmans, comme à l'égard de tous autres.

Le Musulman qui a traité avec un Musulman n'a pas besoin de transcrire à l'égard des Musulmans parties au même contrat, ou à d'autres contrats entre Musulmans, usant ainsi de la loi de faveur, du droit personnel attaché à la convention musulmane, mais il doit transcrire à l'égard des Européens ou des Musulmans parties à un acte français, car c'est le droit commun, la loi de la terre française qui règle leurs rapports.

La transcription d'un acte entre Musulmans ne pourrait être opposée à un Musulman.

Le titre transcrit soumet-il, dès cette époque, l'immeuble qui en est l'objet au statut réel français ?

La transcription aurait pu devenir le signe public de la nationalité française de l'immeuble, le moyen de faire passer définitivement la terre musulmane sous l'empire de la loi française ; favorable au crédit foncier, une telle mesure eût été d'une sage politique. Mais le législateur, en ne modifiant pas la loi de 1851, nous force, bien à regret, d'appliquer sous la loi de 1855 la solution que nous avons adoptée soit pour cette loi, soit pour la législation antérieure. En principe, la transcription n'est pas plus exigée de Musulman à Musulman que la preuve écrite, que la date certaine. Mais un acte musulman ayant date certaine et transcrit aura, en fait, grande chance d'être préféré à l'acte musulman qui ne s'appuiera que sur la preuve testimoniale, et il sera opposable aux non-Musulmans.

Il est certain que le Musulman pourra invoquer contre un Musulman le titre transcrit que son auteur aurait pu opposer à ce dernier.

La jurisprudence va d'ailleurs nous permettre d'appliquer les principes aux espèces les plus diverses, se référant aux ordonnances et aux lois que nous avons étudiées, dont aucune n'a eu d'effet rétroactif. Elles peuvent être appliquées encore aujourd'hui aux actes passés sous leur empire.

10. — Mentionnons le décret du 30 août 1858, qui applique aux ventes entre Musulmans l'interdiction d'attaquer une

vente pour inaliénabilité dérivant de la loi musulmane ; celui du 21 février 1859, levant la défense d'acquérir en territoire de tribus.

Dans le décret du 31 décembre 1859, sur la justice musulmane, nous retrouvons ce principe, reproduit dans le décret du 13 décembre 1866, que la loi musulmane régit toutes les conventions et toutes les contestations civiles et commerciales entre Musulmans, mais que la déclaration dans un acte, par les Musulmans, qu'ils entendent contracter sous l'empire du droit français les soumet à la loi française et à la justice française. D'après le décret de 1866, c'est le juge de paix qui jugera dans ce cas (1).

Les cadis ne jugent les affaires civiles et commerciales qu'entre Musulmans.

Ne faut-il pas conclure de ces dispositions qu'entre Européens et indigènes, surtout en matière immobilière, la loi française sera seule appliquée, que les tribunaux français seront seuls compétents ? Les conventions entre Musulmans peuvent même, s'ils le déclarent, être régies par la loi française, et la loi se tait sur les conventions mixtes, que la loi de 1851, en matière réelle, soumet au statut réel français.

11. — Le 22 avril 1863, un sénatus-consulte célèbre déclare les tribus propriétaires des territoires dont elles ont la jouissance, ordonne la délimitation de ces territoires, leur répartition entre les douars, l'établissement de la propriété individuelle entre les membres du douar. L'art. 30 du décret réglementaire du 23 mai 1863 (2) prescrit la transcription des titres délivrés en vertu du sénatus-consulte.

Nulle part ni le sénatus-consulte ni le décret ne songent à déclarer qu'après les opérations, qu'après cette transcription, les immeubles qui en auront été l'objet seront soumis pour toujours au statut réel français. La loi de 1851 régissant seule la propriété, l'art. 16 aurait permis d'appliquer la loi musul-

(1) Les causes que les Musulmans soumettent à la justice française doivent être portées devant le juge de paix ; l'incompétence du tribunal peut être déclarée d'office par la Cour, et l'avoué peut être condamné aux dépens de l'instance frustratoire. — *C. d'Alger, 6 janvier et 14 novembre 1877, 12 février 1878.*

(2) Le décret réglementaire du 23 mai 1863 est légal et obligatoire. — Les particuliers qui n'ont pas revendiqué dans les délais sont déchus de tous droits contre l'État. — *C. d'Alger, 31 octobre 1880 et arrêt de rejet du 8 novembre 1882.*

mane aux conventions ultérieures, aux transmissions de ces immeubles de Musulman à Musulman, si des titres avaient été délivrés après la constitution de la propriété privée. Le vice radical d'une telle législation appelait une réforme. Mais, avant d'aborder la loi du 26 juillet 1873, étudions l'œuvre de la jurisprudence jusqu'à cette époque.

12. — Aucun arrêt n'a été publié avant 1862; mais certainement il en a été rendu, et le conflit des deux droits réels français et musulman préoccupait les jurisconsultes, comme en témoigne un remarquable article anonyme, publié au *Journal* de Robe (1861, p. 141), où l'auteur conclut avec beaucoup de vigueur à la prédominance du statut réel français sur le droit musulman.

La jurisprudence n'a pas tardé à suivre cette voie.

Le 19 mars 1862 (1), la Cour donne la préférence à la vente

(1) *(El Hadj Sghir et cons. c. Ben Ichou)*. — La Cour, — Considérant que la seule question à résoudre, aux termes de l'arrêt interlocutoire du 17 juillet dernier, était celle de savoir si la vente aux enchères sur laquelle les appelants appuyaient leurs droits était antérieure à l'adjudication qui, le 24 août 1859, a été tranchée au profit de l'intimé; — Considérant que les cinq faits dont la preuve était ordonnée concouraient à la solution de cette question dominante du procès à vider; — Considérant que l'enquête à laquelle il a été procédé démontre jusqu'à la dernière évidence que, dès le mois de janvier 1859, les appelants étaient devenus propriétaires de l'immeuble depuis adjugé à l'intimé; que les pièces et documents versés au procès sont d'accord avec les divers témoignages recueillis pour établir qu'antérieurement à cette dernière adjudication et même au premier acte de poursuites, qui est du 29 mars 1859, les appelants étaient devenus adjudicataires de l'immeuble qui en était l'objet, par suite d'une vente faite aux enchères et selon toutes les formes prescrites par la loi musulmane; — Considérant qu'en vain on oppose qu'en négligeant de suivre les formes prescrites, en pareil cas, par la loi française, les appelants se sont mis dans le cas de voir les droits qui leur compétaient en vertu de la première adjudication invalidés par ceux qu'attribuait à Ben Ichou la seconde; que, pour qu'il pût en être ainsi, il faudrait que la loi française fût applicable à toutes les ventes faites sur le sol de l'Algérie, sans distinction des personnes qui peuvent avoir à y concourir; que c'est ce qui ne saurait être admis : 1° en l'absence d'un texte formel qui autorise cette extension; 2° quand il résulte, et de la disposition de l'art. 37 de l'ordonnance de 1842, et des dispositions des ordonnances précédentes, que les indigènes sont présumés avoir contracté selon les lois du pays, à moins qu'il n'y ait conventions contraires; que tout ce que l'on peut induire de l'état actuel de la législation, c'est que, dans le cas d'une vente à faire par un indigène, le soin de s'enquérir incombe à un plus haut degré encore à celui qui a le dessein d'acheter; qu'il est difficile, au surplus, d'admettre que Ben Ichou, qui

musulmane non transcrite sur la vente postérieure faite à un Européen et transcrite, dans les circonstances suivantes : Sghir avait acheté, en janvier 1859, à la criée, selon la coutume musulmane, un immeuble situé à Tlemcen, au prix de 3,000 fr. La vente n'avait été rédigée qu'en avril et enregistrée en octobre. Dans l'intervalle, la veuve Valette, créancière de l'un des copropriétaires, avait poursuivi la licitation de l'immeuble, qui fut adjugé à Ben Ichou au prix de 600 fr. Ce dernier voulut expulser Sghir. Le tribunal d'Oran ordonna cette expulsion. La Cour, après enquête, donna raison à l'Arabe contre l'Israélite. L'un des motifs de l'arrêt est bien que la vente entre Musulmans peut être prouvée par témoins à l'encontre d'une vente dans la forme française, mais la Cour considère qu'il est difficile d'admettre que Ben Ichou, indigène israélite qui habite Tlemcen, ait pu ignorer le fait des enchères publiques auxquelles il avait été procédé pendant deux mois et de la vente à Sghir ; que la notoriété publique résulte de ce que la deuxième vente a eu lieu au prix de 600 fr. tandis que la première avait été faite au prix de 3,000. Ce motif de fait a dû dicter à la Cour son arrêt, plus que le motif de droit que le rédacteur a pu ajouter à l'appui de celui qui avait emporté la décision : notons qu'aucune transcription n'avait précédé la vente musulmane et n'avait imprimé à l'immeuble le caractère de sol français.

En 1847, Saboundji achète de Bourkaïb, par acte du cadi, une propriété, moyennant un prix qu'il paie comptant. Il la revend ensuite à un défenseur et à Doreau. L'acquéreur défenseur, agissant comme défenseur de Saboundji, fait transcrire et notifier l'acte de vente de 1847, de Bourkaïb à Saboundji, quoique le prix eût été payé, et, dans l'ordre, un créancier est alloué. Saboundji attaque le défenseur en désaveu et en dommages-intérêts, le créancier en nullité de la purge et de l'ordre.

Saboundji soutenait qu'il n'avait pas donné mandat au

---

habite Tlemcen, ignorât, et le fait des enchères publiques auxquelles pendant deux mois il avait été procédé, et le fait de la vente qui, à la suite de ces enchères, a été opérée au profit des appelants ; que, s'il fallait établir qu'il y avait notoriété publique à cet égard, il suffirait de rappeler que le prix de la première adjudication était de 3,000 fr., tandis que celui de la seconde n'a point dépassé la modique somme de 600 fr. ; qu'on ne saurait expliquer, en effet, une aussi énorme différence, à dates aussi rapprochées, que par le motif que tout le monde avait conscience qu'une première vente avait eu lieu ; etc.

C. d'Alger (1re Ch.), 19 mars 1862. – MM. DE VAULX, *prés.* ; DURAND, *av. gén.* ; BOURIAUD et JOURNÈS, *av.*

défenseur d'ouvrir cette procédure, qui avait amené l'inscription et l'allocation du créancier de Bourkaïb. La Cour admet le désaveu, et annule la procédure d'ordre par arrêt du 21 octobre 1862 (1). Dans le jugement confirmé par la Cour, et mo-

(1) *(De Lapeyrière c. Saboundji et consorts).* — La Cour, — Attendu que, par jugement préparatoire rendu par le tribunal de céans, le 18 avril dernier, enregistré, Me ... avait été admis à prouver, tant par titres que par témoins, que l'acte de vente du 24 décembre 1847, transcrit, avec l'état des inscriptions, lui avait été remis par Saboundji, ou son mandataire, pour opérer la purge des hypothèques et suivre un ordre ; — Attendu qu'à l'audience fixée par le jugement précité, les témoins ont été entendus, et qu'il résulte de l'enquête faite que Saboundji ni personne pour lui n'avait chargé Me ... d'entamer la procédure d'ordre qui a été faite, et que, si Me... s'est trouvé détenteur du titre de vente du 24 décembre, ce n'était point pour agir au nom et comme mandataire de Saboundji ; — Attendu, au fond, qu'il est certain que l'acte de vente dont s'agit avait été consenti par l'indigène Mustapha ben Sid Ahmed Bourkaïb à l'indigène Hadj Mohamed Saboundji, et que, lors de cette vente, consentie en 1847, le prix de l'immeuble avait été payé comptant par l'acquéreur ; — Attendu, en droit musulman, que l'hypothèque et la transcription n'étaient point admises, et que l'ordonnance du 26 septembre 1842 déclare que les indigènes sont censés avoir contracté selon la loi du pays ; que dès lors on ne s'explique pas dans quel intérêt et dans quel but Hadj Mohamed Sadoundji aurait fait transcrire au bureau des hypothèques, le 19 mars 1856, l'acte de vente de Bourkaïb, passé devant le cadi au mois de septembre 1847, alors surtout que, par suite du paiement total du prix d'acquisition, Saboundji, vis-à-vis de Bourkaïb, se trouvait entièrement libéré, et n'avait, aux termes de la loi musulmane, aucune crainte d'être recherché ou évincé ; — Attendu que si, plus tard, et après la vente du même immeuble consentie par Saboundji à Me ... et Doreau, ce dernier a cru qu'il était de son intérêt d'entamer une procédure en purge d'inscriptions, remontant à une époque bien antérieure à celle de son acquisition, Saboundji, qui avait bien acheté et régulièrement revendu l'immeuble, ne saurait être atteint par cette procédure, à laquelle il est resté constamment étranger ; — Attendu qu'on objecte à la vérité que Saboundji avait connaissance de la procédure d'ordre et y était consentant, puisqu'il avait payé à Me Fourrier les frais qui lui incombaient ; — Mais attendu que ce fait importe peu dans la cause, puisque Saboundji, ignorant d'ailleurs les formalités de la procédure française, a payé sous toutes réserves et comme pour ainsi dire contraint ; que dès lors on ne peut lui opposer comme acquiescement le paiement des frais qu'il a effectué. — En ce qui touche les dommages-intérêts demandés par Saboundji : — Attendu qu'il est incontestable qu'il a éprouvé un préjudice, soit par les mises en demeure, soit par le commandement et la présentation du bordereau de collocation, mais que la somme de 1,000 fr. réclamée par lui est exagérée, et qu'il y a lieu de la réduire à 200 fr.

Par ces motifs : — Reçoit comme bien fondé le désaveu. Ce faisant, déclare nulle toute la procédure.

C. d'Alger (1re Ch.), 21 octobre 1862. — MM. de Vaulx, *prés.* ; Durand, *av. gén.* ; Bouriaud, Quinquin et Robe, *av.*

tivé surtout en fait, on trouve, à l'appui du désaveu, cette considération qu'en droit musulman l'hypothèque et la transcription n'étaient point admises, que les indigènes contractent selon les lois du pays, que dès lors on ne s'explique pas pourquoi la purge avait été faite, Saboundji ne pouvant être, après le paiement de son prix, ni recherché, ni évincé. Sur un tel motif ainsi glissé dans un arrêt ou dans un jugement confirmé, peut-on attribuer à la Cour une doctrine formelle, quand le désaveu suffisait pour faire disparaître la procédure de purge et d'ordre, et motiver la condamnation de l'officier ministériel à des dommages-intérêts? — Notons encore qu'aucun acte transcrit n'avait précédé la vente musulmane.

Sous l'influence de ces premiers arrêts, M. Robe (1867, p. 37) examine lui-même la question de savoir si un Musulman ayant vendu à un Musulman un immeuble qu'il vend ensuite à un Européen par acte transcrit, ou qu'il hypothèque plus tard à un Européen qui prend inscription, la vente transcrite et l'hypothèque inscrite postérieurement à la vente musulmane prévaudront contre elle; il pense que celle-ci devra être préférée, que la loi sur la transcription n'est pas applicable, mais il le regrette et il exprime le désir qu'elle régisse les actes entre Musulmans.

Nous faisons remarquer que M. Robe suppose une vente musulmane antérieure à la vente transcrite ou à l'inscription européenne; que décider si l'immeuble a été d'abord l'objet d'une vente transcrite, et ultérieurement d'actes entre Musulmans non transcrits, et d'autres actes transcrits, ou d'inscriptions? En 1868, la Cour fut appelée à résoudre cette question.

13. — Le 4 mai 1857, Kolli achète une maison, par acte notarié, transcrit le même jour; il avait agi pour lui seul. En 1861 et 1864, par actes entre Musulmans, non transcrits, il reconnaît n'être propriétaire que pour une partie des immeubles dépendant d'une succession et acquis par lui; l'acte ne désigne pas spécialement la maison achetée en 1857. Le 4 janvier 1865, il hypothèque encore seul cette maison. Le 6 juillet 1865, un de ses créanciers, Fabre, prend inscription sur tous ses biens; après saisie, les cohéritiers de Kolli demandent la distraction de la part leur appartenant sur cette maison, achetée, d'après eux, avec des fonds provenant de la succession. Le tribunal de Bône décide en fait que les actes Musulmans de 1861 et 1864 établissent les droits de propriété des cohéri-

tiers de Kolli sur la maison achetée par lui en 1857. En droit, il décide que les actes, quoique non enregistrés ni transcrits, sont opposables au créancier Fabre inscrit postérieurement.

« Attendu que Fabre, porte le jugement, prétend que la demande en distraction doit être rejetée par le motif que l'acte de partage du 15 juin 1861 n'étant ni enregistré ni transcrit ne peut lui être opposé ; — Mais, attendu qu'il est constant que la législation algérienne (art. 10 de l'arrêté du 28 mai 1832, art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842) a conservé spécialement aux indigènes leur loi pour les transactions immobilières ; que cette loi n'assujettit ces derniers, dans leurs contrats relatifs à des immeubles, à aucune des formalités que notre droit a créées ; qu'il faut alors décider que leurs actes en ces matières, quoique non transcrits, sont préférables à ceux des tiers munis même de titres transcrits, mais postérieurs en date aux titres des indigènes ; que ce peut être là un état de choses très défectueux au point de vue de tous, mais qu'il n'est pas au pouvoir des tribunaux de le modifier par des interprétations arbitraires. »

Sur l'appel, les intéressés firent défaut, mais M. l'avocat général Robinet de Cléry soutint vivement cette doctrine en citant notamment l'article de M. Robe et les arrêts antérieurs de la Cour, et conclut que l'acte de 1861 n'avait pas besoin d'être transcrit pour être opposé à un Européen ; que l'acte d'un cadi n'avait pas besoin d'être enregistré pour avoir date certaine, alors même qu'il portait transmission de la propriété d'un immeuble.

La question était posée, la Cour (4 avril 1868) la résolut à tous les points de vue. En fait, elle constate qu'El Kolli, seul acquéreur en vertu d'un acte transcrit, avait toujours agi comme s'il était seul propriétaire, qu'il avait seul consenti une hypothèque même après les actes de 1861 et de 1864 qui auraient reconnu à ses cohéritiers des droits sur l'immeuble ; que les actes de partage n'avaient pu avoir pour effet d'attribuer aux cohéritiers un droit sur un immeuble qui ne dépendait pas de l'hérédité ; puis, abordant la question de droit, elle décide d'abord que l'acte du cadi, n'ayant pas été transcrit, ne peut être opposé à un Européen qui a régulièrement inscrit son hypothèque ; que, au surplus, « l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, dans les contestations entre Français et indigènes, laisse au juge l'option entre la loi française et la loi musulmane » ; que, dans l'espèce, c'est le cas d'appliquer les principes du droit commun ; « qu'en effet, il s'agit d'un immeuble vendu par des Français, par acte privé, devant un

notaire français, dans les formes du droit commun, avec enregistrement et transcription ; que c'est sur la foi de cet acte qu'El Kolli s'est créé un crédit et que des inscriptions judiciaires et conventionnelles ont été prises ; que, si l'on admettait que les conventions entre Musulmans pussent avoir pour effet, sans aucune publicité réelle, par un simple acte de cadi, de dépouiller de leurs droits des créanciers de bonne foi qui auraient fait pour établir et conserver leurs droits tout ce que leur prescrit la loi française et spécialement la loi relative à la transcription, toute sécurité disparaîtrait en Algérie relativement aux transactions immobilières ; que l'option pour le régime de la publicité est commandée dans l'intérêt même des indigènes musulmans, puisque, si les droits des tiers étaient incessamment menacés par des transactions frauduleuses, leurs immeubles demeureraient hors du commerce, au grand détriment de la prospérité publique, ainsi que les droits réels qui s'y rattachent.... ; — Attendu que, du reste, dans l'état des faits, cette option n'est pas laissée aux magistrats, et que l'immeuble dont s'agit est exclusivement régi par la loi française ; que de tout ce qui précède il résulte que la demande en distraction doit être repoussée. »

Ainsi, la Cour décide que, l'acte de vente à El Kolli ayant été transcrit, l'inscription sur cet immeuble d'un créancier de cet indigène est valable, alors même que, dans l'intervalle et avant l'inscription, il y aurait eu une vente musulmane non enregistrée ni transcrite, ou la reconnaissance d'un droit de cohéritiers sur l'immeuble acheté avec des deniers communs ; qu'au surplus, le juge aurait l'option entre la loi musulmane et la loi française et qu'il devrait opter pour celle-ci.

L'argument principal, à nos yeux, est celui-ci :

Le jugement, emportant hypothèque générale au profit d'un Français contre un Musulman, doit être assimilé à un acte entre Français et indigènes régi par la loi française hypothécaire, acte ayant date certaine, suivi d'inscription, tandis que le prétendu titre musulman n'était ni enregistré, ni transcrit, et par conséquent ne pouvait être opposé au Français. Entre Européens et Musulmans, c'est la loi française qu'il faut appliquer (art. 16 de la loi de 1851).

Ces deux actes, l'un français, l'autre musulman, se rattachent tous deux à un acte français, notarié, transcrit ; tel est le second argument, qui ouvrira la voie au législateur de 1873, et le portera à soumettre pour toujours à la loi française l'immeuble qui a été l'objet d'un acte notarié.

Avant la loi de 1873, citons encore un arrêt étranger à notre question générale :

Un Européen achète devant le cadi un immeuble d'un indigène qui stipule pour prix une rente perpétuelle. La Cour (26 novembre 1869) décide que le vendeur indigène n'a pas été obligé d'inscrire son privilège; d'ailleurs ce privilège avait été inscrit par l'acquéreur, qui, en revendant le même immeuble, avait imposé à son propre acheteur l'obligation de servir la rente au premier vendeur. En droit français ce privilège ainsi inscrit ne serait pas éteint.

(A suivre.)

L.-A. EYSSAUTIER,
Conseiller à la Cour d'appel d'Alger.

LE STATUT RÉEL FRANÇAIS EN ALGÉRIE (1)

CHAPITRE II

Loi du 26 juillet 1873

Principes généraux

SOMMAIRE

14. — État du droit avant la loi de 1873.

15. — Projet; — délibérations de la commission; — rapport de M. Warnier ; — discours de M. Humbert ; — l'application de l'art. 3 du Code civil réclamée à l'unanimité.

16. — Principe général posé dans l'art. 1er ; — art. 2 et 3 : restrictions s'il n'y a pas titre français ; — non rétroactivité ; — conventions musulmanes : immeubles à titres parfaitement réguliers, immeubles pour lesquels un nouveau titre est nécessaire.

17. — Résumé des art. 1er, 2 et 3 ; — idée mère de la loi : statut réel français définitif, statut transitoire mixte.

18. — Immeubles de statut réel français définitif ; — ordonnance de 1846 ; — cantonnement ; — titres administratif, judiciaire, notarié ; — transcription ; — actes sous seing privé transcrits ; — titres délivrés en vertu du titre II et du titre III ; — immeubles *francisés* sous la sauvegarde de la justice française, dispense des opérations du titre II.

19. — Statut transitoire mixte : — conventions entre Européens ou autres ; — conventions entre Musulmans : — droit musulman entre Musulmans parties au même contrat ou à des contrats entre Musulmans ; — acceptation de la loi française.

20. — Résumé : — réforme de l'art. 2, au moins de son texte.

21. — Titre II, chap. Ier : opérations destinées à constater la propriété privée des immeubles sans titre français, administratif, judiciaire, ou notarié ; — les immeubles avec titre français en sont dispensés, les tribunaux seuls peuvent être saisis d'actions les concernant.

22. — Titre II, chap. 2 : constitution de la propriété individuelle en territoire de propriété collective ; — idée générale.

23. — Titre III : purge spéciale ; — idée générale, acte notarié.

14. — Avant d'aborder la loi de 1873, résumons l'état du droit.

En principe, les immeubles ne sont soumis qu'à une seule loi, quels qu'en soient les propriétaires. La loi française aurait dû être la loi de la terre algérienne au fur et à mesure de la conquête ; la limite de la terre conquise eût été la ligne séparative de la terre française et de la terre musulmane.

(1) V. le premier article, *suprà*, p. 59.

Le législateur aurait pu laisser la terre sous la loi musulmane tant qu'elle ne sortirait pas de la main des indigènes, la déclarer française pour toujours dès qu'elle en serait sortie, prendre l'enregistrement ou la transcription pour signe public du passage de la terre d'un statut à l'autre. Le statut français aurait succédé au statut musulman, les deux statuts n'auraient pas coexisté sur la même terre.

Sans doctrine formelle, presque sans idée préconçue, le législateur a créé pour la terre algérienne un état hybride: elle est musulmane entre indigènes ayant contracté avec des indigènes, française entre tous autres ; musulmane un jour, française le lendemain, puis encore musulmane ou française, mobile suivant la nationalité des contractants ; au-dessus de cette mobilité du statut, un principe fixe : la loi française, en conflit avec la loi musulmane, doit l'emporter.

Sous l'empire de la loi de 1851 et de celle de 1855, au moment où la loi de 1873 était discutée, la transmission de la terre se réglait ainsi :

Si l'acte d'aliénation était passé entre Européens et indigènes, le consentement suffisait pour la transmission de vendeur à acquéreur ; au-dessus de 150 fr., la preuve devait être écrite. De l'acquéreur aux autres ayants-droit du vendeur, acquéreurs de droits réels, créanciers hypothécaires ou privilégiés, créanciers saisissants, Européens ou Musulmans, par actes français ou musulmans, la transmission était réglée par la date certaine sous la loi de 1851, par la transcription sous la loi de 1855 ; règle absolue, alors même que le titre du vendeur était musulman, à plus forte raison s'il était français, et surtout transcrit. En droit algérien, comme en droit français, la transcription l'emportait, entre deux acquéreurs, sur la date certaine antérieure, à moins de fraude.

De même, les créanciers de l'acquéreur en vertu d'un titre transcrit (c'est l'espèce du dernier arrêt), l'emportaient sur l'acquéreur, Européen ou Musulman, qui n'avait pas transcrit.

La transmission entre Musulmans, d'après la loi musulmane, s'opérait d'acquéreur à vendeur par le simple consentement, prouvé même par témoins, quelle que fût la valeur de l'immeuble ; de l'acquéreur aux ayants-droit musulmans du vendeur, acquéreurs de droits réels, créanciers, le consentement et la preuve orale suffisaient également ; de l'acquéreur musulman aux ayants-droit européens du vendeur, la date certaine et la transcription étaient nécessaires.

Enfin, des acquéreurs d'un vendeur non propriétaire, *a non domino,* au vrai propriétaire, la prescription française ou musulmane, suivant la nationalité des parties, était nécessaire.

La transcription, même après les opérations de l'ordonnance de 1846, après une concession de l'État, après les opérations du sénatus-consulte, après une décision judiciaire, n'empêchait pas la terre de retomber sous la loi musulmane, si elle était plus tard transmise de Musulman à Musulman.

•

En quoi et comment ce droit a-t-il été modifié par le législateur de 1873 ?

En deux mots, voici la réponse de la jurisprudence :

1° Le statut réel français une fois imprimé à l'immeuble devient immuable; il est définitif, permanent comme tout statut réel ; il régit la compétence, toutes les personnes, tous les faits, tous les actes, tous les contrats, sauf la dérogation expresse pour les règles de succession ;

2° Le statut est imprimé à l'immeuble par le titre français, administratif, notarié, judiciaire, du jour de la loi si ce titre est antérieur, du jour de sa date s'il est postérieur ;

3° Les immeubles qui n'ont pas de titre français restent sous un statut transitoire mixte, celui de la loi de 1851, jusqu'au jour où l'administration les rend français par la délivrance d'un titre à la suite d'une enquête.

Démontrons ces propositions par les travaux préparatoires de la loi, par le commentaire de son texte, dans le chapitre suivant, par la jurisprudence :

15.— Le projet de loi avait été élaboré à Paris à la suite de conférences auxquelles avaient pris part le maréchal Mac-Mahon, le général Gresley, MM. Victor Lefranc, Dufaure, Hanoteau, Warnier, Lucet, les chefs de la Cour d'Alger. Cette commission avait été unanime à reconnaître l'urgence de constituer la propriété individuelle à l'aide d'un registre terrien, en la soumettant aux règles de notre droit civil.

Au sein de la commission parlementaire à laquelle le projet fut renvoyé, les protestations les plus vives s'élevèrent contre le régime qui ne soumettait pas à la loi française la propriété algérienne, et, à l'unanimité, le retour à l'art. 3 du Code civil fut réclamé.

Le procès-verbal des délibérations de cette commission, qui nous a été communiqué, est fort intéressant sur ce point. M. Humbert, un jurisconsulte, un professeur de droit, fait l'historique du droit romain sur le sol provincial appliqué en Afrique et en conclut que le droit de l'État y est resté dominant ; il demande avec insistance l'application de l'art. 3 à

•

•

l'Algérie. — M. Warnier fait l'histoire des capitulations et soutient qu'elles sont abolies. — M. Lucet dit que la capitulation d'Alger a garanti la propriété, non la législation musulmane. — M. le duc d'Aumale définit ainsi le but de la loi : 1° Respect des droits reconnus par la loi de 1851 et le sénatus-consulte ; 2° Il n'y aura d'autre statut réel que la loi française ; 3° La loi musulmane ne subsistera qu'à titre de statut personnel, et la compétence des cadis sera restreinte aux questions de statut personnel entre Musulmans. Ailleurs, il demande l'unité territoriale et de législation en faveur de la propriété *melk* sur l'un et l'autre versant du Tell. — M. Lucet dit que la transmission de la propriété doit être réglée uniformément dans toute l'Algérie. Il fait observer qu'un principe supérieur domine tout, c'est la nécessité d'établir l'unité de législation territoriale ; sinon le pays resterait livré à l'anarchie économique et à une fatale incertitude. Il pense que les législateurs ont à trancher deux questions, celle de savoir si la loi française régira le statut réel dans le Tell, et quelles exceptions ou dérogations devront être autorisées. Le but à tracer, dit-il, consiste à faire régir dès maintenant tous les *melks* par la loi française. — M. d'Harcourt pense qu'à défaut de cadastre la loi française ne pourra s'appliquer. — M. Colas répond que cela n'est pas nécessaire. — M. le duc d'Aumale et M. Malens insistent pour qu'il n'y ait qu'une seule juridiction et que les transactions soient libres partout où la propriété est ou sera constituée.

Le rapport s'exprime ainsi : « Nous distinguons entre le statut réel et le statut personnel des Musulmans. Nous respectons ce dernier, qui touche par divers points à la liberté de conscience, à la religion, à la vie intime de la famille, mais nous considérons comme un devoir de retirer le statut réel, celui qui touche aux intérêts immobiliers, pour le soumettre à la loi française, aux principes de notre droit public partout où flotte le drapeau national. Le § 1er de l'art. 3 du Code civil est appliqué depuis 1830, le § 2 doit l'être également. Le retard apporté à son application ne s'explique que par la réserve dont parle l'exposé des motifs du gouvernement, et par la croyance erronée de l'existence d'une législation musulmane régissant la propriété et contre laquelle la législation française pouvait se heurter.... Nous ne pouvions hésiter à donner à la propriété la seule législation possible, celle de la France.... Le projet de loi devait soumettre la propriété en Algérie à une législation qui la régisse d'une manière uniforme : la législation française de préférence à toute autre. »

Dans la discussion, M. Humbert, chargé de prendre la

parole au nom de la commission, établit la nécessité de n'avoir qu'une législation territoriale ; il démontre que la législation musulmane est inférieure à la nôtre, pour la preuve, pour la transmission ; il dit que si elle a été maintenue *entre Musulmans,* par mesure transitoire, les lois antérieures y ont dérogé, et il invoque l'art. 3 du Code civil, qui ne fait que reproduire un principe du droit des gens. « La diversité de ces statuts et les conflits qui peuvent en résulter imposent, au point de vue des transactions immobilières, des obstacles infranchissables, qui ne permettent pas la pénétration réciproque des deux éléments de la population. Il ne faut pas maintenir l'équilibre de ces deux statuts. La politique commande d'assurer la prépondérance à la législation française. »

C'est à la lumière de ces idées si claires, si unanimes, si fermes de la commission qu'il faut lire et interpréter la loi du 26 juillet 1873 ; il est à regretter qu'au lieu de travailler sur un projet, cette commission n'ait pas elle-même rédigé seule une loi qui aurait mieux exprimé et réalisé sa pensée (1).

16. — L'art. 1^er^, en posant le principe général, l'exprime avec une grande clarté, que n'imite pas le reste de la loi : « L'établissement de la propriété immobilière en Algérie, la conservation et la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers, quels que soient les propriétaires, sont régis par la loi française. En conséquence sont abolis tous droits réels.... qui seraient contraires à la loi française. »

M. Warnier, dans son rapport, résume ainsi ce premier point : « application de la loi française à la propriété indigène en exécution du § 2 de l'art. 3 du Code civil. » D'ailleurs, par eux-mêmes, ces mots *établissement, conservation, transmission* comprennent tous les actes relatifs aux immeubles, toutes les transactions, toutes les conventions immobilières, selon les termes de l'art. 2. La pensée du législateur, interprétée par lui-même, est aussi large que possible. C'est en vain qu'on veut *tuer* par la lettre cette pensée qui est aussi compréhensive. Les successions, le testament sont seuls exceptés.

L'art. 31 limite au Tell algérien l'application de la loi. Une limite d'une autre nature est faite par l'art. 2 : « Les lois françaises, et notamment celle du 23 mars 1855 sur la transcription, *seront appliquées* aux transactions immobilières : 1° à

(1) M. Humbert aurait dû être chargé de cette rédaction ; sa plume de jurisconsulte n'aurait pas laissé subsister tant d'équivoques.

partir de la promulgation de la présente loi, pour les conventions qui *interviendront* entre individus régis par des statuts différents; 2° à partir de la même époque, pour les conventions entre Musulmans, relatives à des immeubles situés dans les territoires qui ont été soumis à l'application de l'ordonnance du 21 juillet 1846, et dans ceux où la propriété a été constituée par voie de cantonnement; 3° au fur et à mesure de la délivrance des titres, pour les conventions relatives aux immeubles désignés par l'art. 3. »

Sur cet article, nous devons faire une remarque essentielle : le législateur parle au futur, il ne statue que pour l'avenir, pour les conventions qui *interviendront.* Les conventions antérieures restent soumises au droit antérieur. Ainsi il n'est pas douteux que la loi française et celle de la transcription régissaient déjà les conventions entre non Musulmans.

M. Humbert a dit positivement dans la discussion, en réponse à M. Clapier, que cet article ne fait qu'appliquer l'art. 16 de la loi de 1851. La loi de 1873 confirme ce qui existait sur ce point, au lieu de l'abolir.

D'ailleurs, il eût été impossible de supposer que le législateur eût rayé tout le passé par l'emploi de ce *futur :* la promulgation de la loi de 1855, la loi de 1851, l'ordonnance de 1844 et l'arrêté de 1832 ! lui qui, dans l'art. 1er, employant *le présent,* dit formellement : « l'établissement, la conservation et la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers, quels que soient les propriétaires, *sont régis* par la loi française » ; *la loi française,* entre Musulmans comme entre Européens, *quels qu'en soient les propriétaires.*

C'est l'art. 3 du Code civil réédité, développé, mis au frontispice de la loi, pour servir de règle générale, pour suppléer aux omissions, pour résoudre tous les doutes, les dérogations devant être réduites à leurs limites les plus étroites. Le principe général posé, l'art. 2 en règle le mode d'application aux diverses conventions, les unes déjà soumises à la loi française, les autres ne devant y être soumises qu'à partir de la promulgation, les autres plus tard encore suivant les territoires; pour les premières, on aurait pu employer *le présent,* pour les secondes, il fallait employer *le futur,* qui convenait également aux premières puisque la loi ne dispose que pour l'avenir. Voilà pourquoi l'art. 2 s'exprime ainsi : Les lois françaises *seront appliquées,* ce verbe régissant simultanément le 1er, le 2e et le 3e § ; l'emploi du futur dans le premier membre de phrase commande grammaticalement l'emploi du même temps dans les autres.

Aussi, de ces mots : « 1° à partir de la promulgation de la présente loi, pour les conventions qui *interviendront* entre individus régis par des statuts différents, » il ne faut pas conclure qu'avant la loi de 1873 ces conventions n'étaient pas régies par la loi française ; elles l'ont été successivement par les lois que nous venons d'énumérer, notamment en 1832, 1844, 1851, 1855 ; les conventions qui *sont intervenues* avant la loi de 1873 resteront régies par ces lois, suivant leur date ; et *celles qui interviendront* seront régies par les lois françaises et notamment par la loi sur la transcription, conformément au principe général de l'art. 1er.

Quant aux conventions *entre Musulmans,* régies par la loi musulmane avant la loi de 1873, elles le seront par les lois françaises, et immédiatement pour les immeubles auxquels l'ordonnance de 1846 aura été appliquée et pour ceux où la propriété individuelle avait été constituée par cantonnement. A notre avis, ces immeubles n'étaient pas encore soumis à la loi française entre Musulmans. M. Clapier a exprimé l'opinion contraire. Relativement aux autres immeubles, l'art. 2, § 3, laisse subsister la loi musulmane, pour les conventions de Musulman à Musulman, jusqu'à la délivrance des titres de propriété par l'autorité française, soit qu'ils dépendent de territoires où la propriété collective des tribus est constatée (terre *arch),* soit qu'ils dépendent de territoires où les droits de propriété privée (terre *melk)* sont reconnus par l'autorité, *s'ils ne sont pas déjà constatés par acte administratif ou notarié.*

C'est l'art. 3 qui formule cette règle (1) et distingue les terri-

(1) L'art. 3 est ainsi conçu : « Dans les territoires où la propriété collective aura été constatée au profit d'une tribu ou d'une fraction de tribu, par application du sénatus-consulte du 22 avril 1863 ou de la présente loi, la propriété individuelle sera constituée par l'attribution d'un ou plusieurs lots de terre aux ayants droit et par la délivrance de titres opérée conformément à l'art. 20 ci-après.

» La propriété du sol ne sera attribuée aux membres de la tribu que dans la mesure des surfaces dont chaque ayant droit a la jouissance effective ; le surplus appartiendra, soit au douar comme bien communal, soit à l'Etat comme biens vacants ou en déshérence, par application de l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851.

» Dans tous les territoires autres que ceux mentionnés au § 2 de l'article précédent, lorsque l'existence de droits de propriété privée non constatés par acte notarié ou administratif aura été reconnue par application du titre II ci-après, des titres nouveaux seront délivrés aux propriétaires.

» Tous les titres délivrés formeront, après leur transcription, le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous autres. »

toires en territoires de propriété collective et territoires de propriété privée. Dans les premiers, il faudra constituer la propriété individuelle, et c'est l'objet des art. 20 à 23; dans les seconds, il faudra constater la propriété privée, c'est l'objet des art. 8 à 19.

Dans l'un et l'autre cas, les opérations étant terminées, un titre français est délivré; du jour de la délivrance de ce titre, la loi française régira l'immeuble.

Mais, si déjà les droits de propriété étaient constatés par acte administratif ou par acte notarié, une nouvelle constatation ne serait pas nécessaire, aux termes de l'art. 3; un titre nouveau ne serait pas établi, aux termes de l'art. 17, ni délivré; la jurisprudence en a conclu que la loi française régit les immeubles, objet de ces actes, dès leur date s'ils sont postérieurs à la loi de 1873, depuis la loi s'ils sont antérieurs; car, elle ne pourrait jamais les régir s'il fallait attendre une délivrance de titre nouveau qui n'aura jamais lieu, et ils doivent pourtant produire, sous ce rapport, les mêmes effets que le titre nouveau dont ils dispensent, c'est-à-dire soumettre les immeubles à la loi française.

Parmi ces actes sont les titres délivrés par la commission des transactions et partages. Le rapporteur assimile spécialement les immeubles pourvus de ces titres à ceux provenant de l'application de l'ordonnance de 1846 ou d'un cantonnement.

M. Humbert s'exprime ainsi dans la discussion : « Quand il s'agit de territoires où la propriété n'a pas encore été constituée ou reconnue, l'application de la loi a été suspendue, jusqu'à la délivrance de titres réguliers, par le 3e alinéa de l'art. 2;.... lorsqu'il s'agit de propriétés privées proprement dites, nous nous bornons, toutes les fois que la propriété privée n'est pas constatée *par des titres parfaitement réguliers,* à ordonner cette constatation en commandant la délivrance de nouveaux titres. »

La constatation administrative n'est donc pas ordonnée, elle ne peut être faite pour les immeubles dont la propriété est constatée par des titres parfaitement réguliers, par des titres français, et est placée, comme celle de toute terre française, sous la sauvegarde spéciale des tribunaux.

Aux termes de l'art. 3, *ces titres parfaitement réguliers* sont les actes administratifs et les actes notariés. Donc, pour les immeubles qui ont été l'objet de ces actes, la loi française s'applique sans qu'il soit nécessaire d'attendre la délivrance de nouveaux titres, et les formalités du titre II ne les concernent pas.

Le projet donnait au gouvernement le droit de procéder, partout où il le jugerait utile, à la constatation ou reconnaissance de la propriété, à la vérification des limites à fin de délivrance de titre français (art. 2 du projet de procédure); l'art. 4 lui conférait le même droit pour la terre *arch;* l'art. 22 pour les partages et licitations.

La commission parlementaire ne voulut pas accorder de tels pouvoirs à l'administration; elle eut soin de soustraire complètement à son action les immeubles munis de titres français, administratifs ou notariés; comme le projet, elle réserva aux tribunaux les contestations relatives à la propriété privée concernant les immeubles sans titres français et pour lesquels il fallait en délivrer; elle supprima les dispositions relatives aux partages pour les laisser régir par la loi française, et n'accorda à l'administration un pouvoir plus étendu que pour la constitution de la propriété individuelle dans les territoires de propriété collective.

Dans ce but, elle modifia les § 1 et 2 de l'art. 3, et ajouta à cet article le § 3, qui limite avec intention le droit que le projet donnait à l'administration de reconnaître partout les droits de propriété, de les contrôler, de vérifier les limites, et de délivrer de nouveaux titres. Ce paragraphe est ainsi conçu: « Dans tous les territoires *autres que ceux mentionnés au § 2 de l'art. 2*, lorsque l'existence de droits de propriété privée, *non constatés par acte notarié ou administratif*, aura été reconnue par application du titre II ci-après, des titres nouveaux seront délivrés aux propriétaires. » Ainsi, la reconnaissance des droits de propriété est limitée aux territoires qui n'ont pas été soumis à l'ordonnance de 1846, ou à un cantonnement; et elle n'aura lieu que pour les droits constatés par acte notarié ou administratif; l'action de l'administration est limitée aux droits de propriété non constatés par des titres français. Les droits constatés ne seront pas reconnus ou vérifiés, puisque les droits seuls non constatés doivent l'être.

Ce n'est pas tout; l'art. 10, remplacé par l'art. 17, portait: « Au vu des conclusions du commissaire enquêteur, le service des domaines procèdera à l'établissement des titres provisoires de propriété, au nom de tous les individus dont les droits auront été reconnus par le commissaire enquêteur. »

La commission rédige ainsi l'art. 17: « Pour tout ce qui se rapporte à la constatation, à la reconnaissance, et à la confirmation *de la propriété possédée à titre privatif, et non constatée par acte notarié ou administratif,* le service des domaines, sur le vu des conclusions du commissaire enquêteur, procédera à l'établissement des titres provisoires

de propriété au nom des individus dont *les droits ne sont pas contestés.* »

Ainsi, la reconnaissance que fait l'administration est celle de la propriété *non constatée par acte notarié ou administratif ;* ces mots déterminent, précisent, limitent le sens du substantif précédent, et avec intention, pour remplacer la disposition trop générale, *indéterminée* du projet. C'est à *ce terme* que le pouvoir de l'administration est limité.

Le législateur ne lui permet d'établir des titres provisoires que pour *les droits non contestés,* tandis que le projet permettait de les délivrer aux droits reconnus par le commissaire.

Enfin, dans l'art. 6, en accordant à l'administration plus de latitude pour les terres *arch,* de propriété collective, on réserve aux tribunaux seuls la connaissance des contestations relatives aux immeubles de propriété privée, quoique non constatée par acte notarié ou administratif.

Ainsi : 1° Immeubles avec titres français, notariés ou administratifs, exclus de toute action de l'administration, régis par les principes de notre droit public français ;

2° Immeubles dont la propriété non constatée par acte notarié ou administratif sera reconnue par l'administration, auxquels s'appliquera le titre II, chap. 1er, les tribunaux devant seuls résoudre les contestations élevées à leur sujet ;

3° Immeubles de propriété collective où la propriété individuelle sera constituée par l'administration.

L'administration ne pourra pas plus juger les contestations relatives aux seconds que reconnaître, vérifier les droits de propriété relatifs aux premiers.

Elle ne peut pas plus constater, reconnaître, vérifier les droits de propriété privée constatés par acte notarié ou administratif que les titres de cantonnement, ou ceux délivrés en vertu de l'ordonnance de 1846 ; pas plus qu'elle n'aurait pu vérifier les titres des terres *cultivées* si on lui avait donné seulement le droit de vérifier ceux des terres *non cultivées.* Elle a reçu le pouvoir de vérifier les droits *non constatés* par titres notarié ou administratif ; si elle vérifie les droits *constatés,* elle agit sans pouvoir, incompétemment, son opération est nulle, ne produit rien.

Pendant vingt ans, la Cour, on le verra bientôt, a décidé que le titre II ne s'applique pas aux droits constatés par acte notarié ou administratif, que par conséquent le statut réel français est imprimé à la terre, objet de ces droits ; qu'elle ne peut plus être transmise par acte musulman, que les lois françaises sur la preuve, sur la transcription, sur la compétence

lui sont applicables; la Cour de cassation a confirmé cette jurisprudence; et, tout à coup, on a ressuscité la question à propos des déchéances de l'art. 18 : ce titre français, soustrait à dessein par la loi à la vérification de l'administration, qui ne doit reconnaître que les droits non constatés par titres français, il faudrait le produire, sinon il serait supprimé par déchéance administrative! Où est imposée cette obligation de produire un titre notarié ou administratif? Nulle part. Le titre de propriété que le législateur a placé au-dessus de tous serait ainsi privé de la protection que notre droit public français accorde à toute propriété, et que Duvergier (1873, p. 292, note 2) voit avec regret refusée à la propriété collective. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la Cour de cassation ait admis le pourvoi contre l'arrêt qui l'a ainsi décidé (1).

17. — Les art. 1, 2 et 3 de la loi se résument ainsi :

La loi française, l'art. 3 du Code civil régit le Tell algérien, dès à présent pour les immeubles objet des opérations de l'ordonnance de 1846 ou du cantonnement, objet de tout acte administratif ou notarié antérieur à la loi; du jour de l'acte administratif ou de l'acte notarié postérieur à la loi ; du jour de la délivrance de titres français suivant les formes déterminées par le titre II, pour tous les autres immeubles.

C'est ainsi que le statut réel français s'imprimera successivement au territoire du Tell algérien, ce qui n'avait pas lieu sous les lois antérieures, le droit musulman régissant alors les conventions entre Musulmans, même après que l'immeuble avait été l'objet d'un titre français.

Mais tant qu'il n'aura pas été affecté définitivement de ce statut, l'immeuble sera soumis au régime mixte et mobile de l'art. 16 de la loi de 1851, loi musulmane entre Musulmans, statut réel français entre toutes autres personnes. C'est pour les immeubles soumis à ce régime, c'est pour les en faire sortir, que les opérations du titre II, chap. 1er sont prescrites ; c'est pour donner un titre français aux immeubles qui n'en ont pas, pour rendre français ceux qui ne le sont pas.

Ce régime mixte a été critiqué avec raison par M. Clapier. M. Humbert s'est bien gardé de le justifier ; il a répondu qu'il n'était que transitoire, que le projet ne l'avait pas créé, qu'il l'avait emprunté à la loi de 1851, en attendant l'exécution des opérations ordonnées par le projet. Ces paroles de M. Humbert ont une grande importance pour l'interprétation et pour l'application des art. 2 et 3.

(1) Arrêt du 2 avril 1884 (*Revue algérienne*, 1887, 2, 109); le pourvoi a été admis par arrêt du 5 août 1885.

Nous trouvons donc dans la loi de 1873 un statut réel définitif, le statut français, régissant absolument l'immeuble, dès qu'il le frappe, entre toutes personnes; un statut réel transitoire, droit personnel plus que réel, différent suivant les personnes, suivant les conventions, tantôt français, tantôt musulman.

18. — Étudions d'abord le premier.

Il régit les immeubles qui ont été soumis à l'application de l'ordonnance de 1846. La jurisprudence a compris parmi eux les immeubles de la banlieue des villes.

Il régit également ceux attribués dans un cantonnement; pas de difficultés à cet égard.

Enfin, il régit les immeubles dont les droits de propriété sont établis par acte administratif ou par acte notarié. Ce point a donné lieu à beaucoup de questions : posons bien les principes avant d'examiner la jurisprudence.

Les actes administratifs sont : 1° ceux qui ont reconnu les droits de propriété en appliquant l'ordonnance de 1846 ou en procédant au cantonnement, que l'art. 2 a spécialement désignés; 2° les actes de concession; 3° les titres délivrés par la commission des transactions et partages, visés dans le rapport de M. Warnier; 4° ceux qui auraient pu être délivrés dans les opérations du S. C. (il n'y en avait pas eu encore en 1873). Avant la loi de 1873 nous nous étions demandé si ces titres avaient, dès lors, définitivement affecté les immeubles à la loi française; avec regret, nous avions répondu négativement; désormais plus de doute pour l'avenir.

Avant la loi de 1855, ces actes ne sont pas toujours transcrits; la transcription est-elle nécessaire pour imprimer à l'immeuble le statut réel français? La loi ne l'exige pas, nulle part on ne s'est préoccupé de la transcription à ce point de vue. M. Humbert parle de titres parfaitement réguliers, rien de plus. Dès lors, au point de vue de la soumission de l'immeuble à la loi française, la transcription n'est pas nécessaire; mais ces actes non transcrits ne jouiraient pas des avantages attachés à cette formalité par la loi du 23 mars 1855.

Nous en disons autant des actes notariés, qui, en fait, sont tous transcrits.

La jurisprudence a assimilé les décisions de justice, les actes judiciaires aux actes administratifs; ces décisions constatent, en effet, les droits de propriété avec une autorité encore plus grande, celle de l'autorité de la chose jugée.

Un acte sous-seing privé, enregistré et transcrit, n'est-il pas un titre parfaitement régulier? Cela est incontestable, mais la loi exige formellement un acte notarié ; le rapport est explicite. A nos yeux, le législateur eût mieux fait d'attribuer à la transcription de tout acte l'effet qu'il attache aux actes administratifs, aux actes notariés, sans s'inquiéter s'ils sont ou non transcrits ; mais il a préféré, sans doute, un acte dont la rédaction soit confiée à un fonctionnaire ou à un officier public, plus capables de le rédiger avec soin. Il est des pays où l'acte notarié peut seul être transcrit. Mais, en France, l'acte sous-seing privé suffit pour la transcription; la loi musulmane se contente, à l'égard des tiers, de la preuve par témoins. On devrait, afin de hâter l'application de la loi française à la terre algérienne, profiter de la réforme de la loi de 1873 pour édicter que la loi française régira absolument tout immeuble qui aura été l'objet d'un acte transcrit, même entre Musulmans.

Avant la loi de 1873, le titre administratif, judiciaire ou notarié ne *francisait* pas définitivement l'immeuble; c'est donc du jour de l'acte que le statut réel français devient pour toujours la loi de l'immeuble, et du jour de la loi, si le titre français est antérieur.

Le titre délivré en vertu de l'art. 18 de la loi de 1873 est aussi un acte administratif qui confère à l'immeuble le statut réel français. Il en est de même de ceux délivrés en vertu du chap. 2 du titre II, et en vertu du titre III. On peut donc généraliser, et dire que le titre français, administratif, judiciaire ou notarié, imprime à l'immeuble la nationalité française. Ces termes généraux comprendraient tous les titres dont nous venons de parler, entre autres ceux du deuxième § de l'art. 2.

La première prérogative attachée à ce caractère d'immeuble français est que la propriété en est placée sous la protection spéciale de la justice française, et c'est pour ce motif, sans doute, que le législateur de 1873 ne l'a pas soumise aux opérations administratives et aux déchéances du titre II.

Nous avons vu ce qu'a dit M. Humbert dans son discours ; le rapport s'était déjà exprimé en ces termes : « Dans tous les cas où le sol est possédé privativement, avec ou sans titre, *sauf le cas de titre notarié ou administratif*, la possession est constatée et affirmée par la délivrance d'un titre nouveau. »

Le cas de titre notarié ou administratif affranchit donc l'immeuble de la procédure administrative, dont le but est la délivrance d'un titre administratif, qu'il possède ou dont il a

l'équivalent ; c'est par une action en revendication devant les tribunaux qu'il faudra agir pour l'atteindre.

Les lois françaises, selon les expressions de l'art. 2, toutes les lois françaises, sauf les dérogations formelles, régissent ces immeubles *francisés* entre toutes personnes, et sont appliquées par les tribunaux français seuls.

19. — Le statut réel, transitoire, de faveur, d'exception, est celui qui régit les immeubles non compris parmi ceux que nous venons d'énumérer ; leur propriété devra être constatée conformément au titre II, pour devenir l'objet d'un titre français qui les soumettra au statut réel français définitivement et pour toujours ; c'est un statut mixte et d'attente.

Il a plus le caractère de statut personnel ou contractuel que de statut réel. La loi française régit les conventions relatives à ces immeubles entre personnes d'un statut différent ; la loi musulmane, les conventions entre Musulmans. On pourrait même dire que cette seule exception est faite à l'art. 1er, qui a rendu applicable l'art. 3 du Code civil à la terre algérienne : « La loi musulmane régit les conventions entre Musulmans relatives aux immeubles qui n'ont pas un titre français, administratif, judiciaire ou notarié, en attendant la délivrance d'un titre français après les opérations du titre II. »

Et cette exception doit être renfermée dans ses termes les plus stricts : *Entre Musulmans, entre conventions musulmanes.*

L'arrêté de 1832 disait : *transactions sur immeubles ;* l'art. 16 de la loi de 1851 : *transmission immobilière ;* la loi de 1873 : *transactions immobilières, conventions.*

Avec les termes plus larges de la loi de 1851, on pourrait dire que la *transmission* est réglée par la loi musulmane de Musulman à Musulman, quel qu'il soit, même ayant contracté avec un Européen. Avec les termes de l'arrêté de 1832 et ceux de la loi de 1873, on pourrait restreindre l'application de la loi musulmane aux contractants entre eux, ne pas l'étendre aux tiers même musulmans. Nous ne pouvons savoir si c'est à dessein que le législateur de 1873 a rejeté l'expression de la loi de 1851, s'il a voulu la définir, la limiter, par celle de *transaction,* de *convention ;* mais nous savons qu'en 1851 on n'a pas voulu étendre le champ de la loi musulmane au delà des termes de l'arrêté de 1832. Il faut, croyons-nous, assimiler toutes ces expressions, dire que la loi musulmane ne régira les tiers musulmans que s'ils ont contracté avec des Musulmans ; que la loi musulmane sera un droit personnel dérivant

du contrat, régissant les contrats entre Musulmans, n'ayant pas d'action sur des contrats français ou mixtes.

En effet, le n° 1 de l'art. 2 déclare la loi française applicable *à la convention* entre Européens et Musulmans, entre personnes de statut différent, et non *aux Européens* qui ont contracté avec des Musulmans. La convention tout entière obéit donc à une seule loi, loi de tous les contractants, musulmans aussi bien qu'européens.

Il en est de même pour la convention entre Musulmans, la loi musulmane la régit toute entière. Entre deux conventions musulmanes, toutes deux régies par la loi musulmane, il n'y a pas conflit, et la loi musulmane est, on le comprend, la seule applicable.

Mais entre deux conventions, l'une soumise à la loi française, l'autre à la loi musulmane, il y a conflit de deux lois; c'est le statut réel de l'immeuble, le statut français, qui doit l'emporter : le droit personnel dérivé de la convention s'efface, le droit réel de la terre française reprend son empire.

Le Musulman dira vainement: en vertu de la loi musulmane, applicable à la convention entre Musulmans, le consentement m'a transféré la propriété même à l'égard des tiers, comme en droit français avant la loi de 1855, et, dès lors, toute acquisition ultérieure ne peut m'être opposée. Ce raisonnement serait juste si l'art. 2 avait dit que la loi musulmane serait opposable aux tiers, et à tous les tiers, même ayant contracté sous l'empire de la loi française; mais, au contraire, ce même art. 2 porte que la convention faite entre des personnes de statuts différents, à plus forte raison entre Français, est régie par la loi du 23 mars 1855, qui donne à ces contractants le droit d'opposer la transcription à tous ceux qui n'ont pas transcrit auparavant, même à l'acquéreur ayant un acte de date certaine antérieure. Opposable à l'Européen, au Français, elle l'est au Musulman, que l'art. 2 n'a pas excepté. Ou il y a entre le 1° et le 3° de l'art. 2 antinomie, contradiction, qu'il faut résoudre par l'application de l'art. 1er de la loi française; ou le n° 3 doit être entendu, comme l'art. 16 de la loi de 1851, en ce sens que la loi musulmane ne règle que les rapports entre contractants musulmans et les rapports naissant de deux conventions entre Musulmans. C'est là, en effet, la pensée de la loi, c'est le seul cas où le juge musulman peut connaître d'une transaction immobilière, aux termes du décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane, ce qui résultait d'ailleurs du décret de 1859.

Si des Musulmans ont contracté par acte notarié, il est

certain, aux termes de l'art. 3, que la loi française, et notamment celle sur la transcription, pourra être invoquée par eux contre leurs coreligionnaires.

Mais le pourront-ils s'ils ont contracté par acte devant le cadi ou par acte sous seing privé transcrit? Oui, en vertu des ordonnances de 1842, 1859, 1866, s'ils ont expressément adopté la loi française. La transcription ultérieure pourrait paraître insuffisante.

En fait, le juge devra généralement préférer la preuve écrite à la preuve orale, la date certaine à celle qui ne l'est pas, l'acte transcrit à l'acte non transcrit ; ce serait difficile si l'acte musulman non transcrit avait date certaine antérieure à l'acte musulman transcrit, à moins qu'il n'y eût dans cet acte acceptation de la loi française. La transcription de l'acte musulman a toujours l'avantage de pouvoir être opposée à un titre français.

20. — Résumons. L'art. 2 a eu le grand tort de déroger à l'art. 1er, qui avait posé le principe que la terre française algérienne doit être régie par la loi française. Le statut réel français n'est la loi de la terre que pour un petit nombre d'immeubles, il dérive du titre constitutif de la propriété, du titre français ; pour les autres immeubles, au lieu d'être la loi des conventions, il est régi par elle, il varie avec elle ; au lieu d'être un, immuable, il est resté mobile pour la plus grande partie du territoire algérien, en attendant l'accomplissement des opérations du titre II.

L'art. 2 aurait pu se formuler ainsi :

« En conséquence, les lois françaises et la loi du 23 mars 1855 seront appliquées aux transactions immobilières même entre Musulmans : la preuve écrite au-dessus de 150 fr. sera préférée à la preuve orale, la date certaine à celle qui ne l'est pas, l'acte transcrit à l'acte non transcrit. »

Notre droit national aurait cessé de capituler devant le droit musulman.

Ou bien, exprimant avec plus de clarté les principes que la jurisprudence de la Cour d'Alger et de la Cour de cassation a consacrés, allant même au delà, il aurait pu s'exprimer ainsi :

« Les lois françaises et notamment la loi sur la transcription seront appliquées entre toutes personnes :

» 1° Aux immeubles qui ont été ou seront l'objet d'actes administratifs, de décisions judiciaires, d'actes notariés, d'*actes sous seing privé, signés de toutes les parties, même musulmanes,* depuis leur transcription ;

» 2° Aux territoires soumis à l'application de l'ordonnance de 1846 ou aux opérations du cantonnement;

» 3° A ceux qui auront été l'objet des opérations du titre II.

» La loi musulmane régira les conventions entre Musulmans, relatives aux immeubles non encore soumis définitivement à la loi française, dans les rapports des contractants entre eux; dans leurs rapports avec les tiers même musulmans, la preuve écrite sera préférée à la preuve orale, la date certaine à celle qui ne l'est pas, l'acte transcrit à l'acte non transcrit. »

La transcription serait ainsi le signe public de la nationalité française pour tous les immeubles, et les actes individuels contribueraient à leur *francisation* comme les actes de l'administration.

21. — Passons à l'examen des principes généraux du titre II, sauf à discuter plus tard avec détails les questions qu'il soulève.

Le chapitre 1er a pour objet, aux termes de l'art. 3, § 3, de reconnaître les droits de propriété privée *non constatés par acte notarié ou administratif,* auxquels on a assimilé le titre judiciaire, dans les territoires *autres que ceux soumis à l'ordonnance de 1846 ou au cantonnement;* il faut aussi en exclure les territoires de propriété collective, qui sont l'objet du chapitre II.

La procédure de constatation de la propriété privée ne s'étend pas à tous les territoires, à tous les immeubles. Il s'agit de donner des titres français aux propriétaires qui n'en ont pas, spécialement aux indigènes, et non à ceux qui en ont; de soumettre à la loi française le sol arabe, et non le sol déjà français.

Nous avons prouvé, au n° 17, par les modifications si profondes apportées par la commission au projet du gouvernement, que c'est avec intention que la loi a limité aux droits *non constatés par acte notarié ou administratif* le pouvoir, accordé à l'administration, de reconnaître la propriété privée.

Pour constater les droits de propriété privée non constatés déjà par un acte notarié ou administratif, la loi ordonne une enquête publique; un commissaire examine tous les titres, en fait l'application sur le terrain, rédige un premier travail, que les intéressés peuvent contester; dans un deuxième travail, il examine les contestations et indique à qui les titres doivent être délivrés; des titres provisoires sont établis au nom des intéressés dont les titres ne sont pas contestés. Les parties qui se croient lésées peuvent contester devant les tri-

bunaux; après l'expiration du délai s'il n'y a pas de contestation, après les décisions judiciaires s'il y a eu contestation, un titre nouveau est délivré au propriétaire reconnu, et ce titre transcrit sert de point de départ unique à la propriété à l'exclusion de tous droits réels antérieurs; la loi française régira dorénavant l'immeuble, et ceux qui auraient pu avoir des droits antérieurs, même le vrai propriétaire si le possesseur avait acquis *a non domino,* sont forclos. Les droits réels ou hypothécaires se rattachant au titre délivré doivent être transcrits, retranscrits, inscrits ou réinscrits dans un délai, à peine de déchéance.

Plusieurs questions sont nées de l'insuffisance des dispositions de la loi; voici la principale:

Celui qui a pour titre un acte administratif, un acte notarié, une décision judiciaire est-il obligé de se présenter à l'enquête, et le nouveau titre peut-il lui être opposé?

Nous avons déjà démontré par les travaux préparatoires (nº 17) que le législateur, avec intention, n'a accordé à l'administration le pouvoir de reconnaître que les droits *non constatés* par acte notarié ou administratif, et que le titre II est absolument étranger aux droits constatés par titres français.

La question est des plus graves, car il s'agit de savoir si des titres français, administratifs, judiciaires, notariés, seront soumis, en dehors de l'autorité judiciaire, au contrôle de l'administration, représentée par un simple commissaire enquêteur, et exposés et à des déchéances rigoureuses si l'on ne conteste pas dans un délai de trois mois. L'avis de ce commissaire administratif pourrait mettre en échec des arrêts ayant l'autorité de la chose jugée, des concessions de l'État, les décisions du Conseil du contentieux après les opérations de l'ordonnance de 1846, les actes de cantonnement, les titres délivrés par la commission des transactions et partages, qui ne sont, tous, que des titres administratifs, ceux même délivrés après les opérations du titre II, après la purge du titre III, si un nouveau commissaire commettait quelque erreur dans le périmètre de ses opérations. Le territoire entier, celui où la propriété est assise depuis longtemps, pourrait subir le contrôle administratif, que rien ne limiterait. Sans doute l'autorité judiciaire, si elle est saisie, doit dire le dernier mot dans cette enquête, mais elle peut n'être pas saisie, et un délai fatal peut anéantir le droit de propriété fondé sur les meilleurs titres, rendus publics par la transcription!

Est-il vrai qu'aucune limite n'ait été tracée à l'administration par le législateur?

Une première sera bien admise : si le titre II a été appliqué à un immeuble, les opérations du commissaire d'un périmètre voisin, ou d'un autre commissaire opérant à tort dans le même périmètre, suivies, par erreur, de la délivrance d'un titre nouveau, seront absolument nulles, alors même que le possesseur du titre délivré à la suite de la première enquête ne se présenterait pas. Que l'hypothèse soit plus ou moins réalisable (dans une aussi vaste opération des erreurs peuvent être commises, même par l'administration, même par des commissaires enquêteurs), cela importe peu pour notre raisonnement : voilà un acte administratif qui prévaudra certainement.

Allons du connu à l'inconnu. Il en sera de même évidemment des actes délivrés à la suite des opérations de l'ordonnance de 1846, et des actes de cantonnement prévus par le nº 2 de l'art. 2. Admettra-t-on que le législateur ait permis à l'administration de soumettre la banlieue d'Alger, par exemple, aux opérations du titre 2, et qu'il y aurait déchéance pour ceux qui ne présenteraient pas leurs actes? Cela est impossible.

Or, quelle est la disposition qui exempte ces territoires et non ceux qui ont été l'objet d'autres titres administratifs, judiciaires ou notariés? C'est l'art. 3, § 3, ainsi conçu :

« Dans tous les territoires *autres que ceux mentionnés au § 2 de l'article précédent,* lorsque l'existence de droits de propriété privée, *non constatée par acte notarié ou administratif,* aura été reconnue par application du titre II ci-après, des titres nouveaux seront délivrés aux propriétaires. »

C'est dans la même phrase que les territoires qui ont été l'objet de l'application de l'ordonnance de 1846 ou du cantonnement et les immeubles dont les droits de propriété ont été constatés par acte notarié ou administratif sont dispensés de l'application du titre II et de la délivrance d'un nouveau titre. Ainsi, même droit pour les territoires qui, en bloc, ont été soumis aux opérations de 1846 ou à celles du cantonnement et pour les immeubles qui, isolément, ont été l'objet de titres français. Pour tous, l'existence des droits de propriété privée ne sera pas reconnue, des titres ne seront pas délivrés. Quelle autre dispense accorde-t-on aux territoires mentionnés au § 2 de l'art. 2? L'une et l'autre exception sont formulées de la mème manière par des compléments déterminatifs limitant le sens des termes généraux, la portée de la règle générale.

La jurisprudence et la loi, d'après elle, ont assimilé complètement ces territoires, ont attaché les mêmes effets aux actes dont ils ont été l'objet. Il y a plus : les immeubles qui ont des titres de 1846 ou de cantonnement ont pu être l'objet d'actes musulmans, avant 1873, et les actes administratifs, notariés ou judiciaires postérieurs à cette loi n'ont été transmis que par des titres français. On appliquerait le titre II et ses déchéances à ceux-ci, non à ceux-là?...

Nous avons établi ci-dessus (n° 17) que le projet du gouvernement donnait à l'administration un pouvoir indéterminé de constater partout, de reconnaître la propriété et ses limites, et que la commission a voulu, par trois dispositions, restreindre ce pouvoir aux droits non constatés par acte notarié ou administratif; que c'est pour ce motif seul qu'elle a inséré le § 3 dans l'art. 3, modifié l'art. 17, fait des réserves dans l'art. 6.

Le commentaire de cet art. 3, § 3 est donné par le rapporteur lui-même : « Dans tous les cas où le sol est possédé privativement, avec ou sans titre, *sauf le cas de titre notarié ou administratif*, la possession est constatée et affirmée par la délivrance d'un titre nouveau. » Cette proposition, *sauf le cas de titre notarié ou administratif,* quoique incidente, n'est-elle pas aussi claire que possible? Un seul mot, *acte administratif,* comprend à la fois les actes de cantonnement, ceux délivrés en vertu de l'ordonnance de 1846, les concessions, etc. Il y a assimilation absolue.

L'art. 17 est non moins formel : « Pour tout ce qui se rapporte à la constatation, à la reconnaissance et à la confirmation de la propriété possédée à titre privatif, et *non constatée par acte administratif ou notarié* », le service des domaines procédera à l'établissement de titres provisoires au nom des individus dont les titres ne seront pas contestés. Là encore, un seul mot pour tous les actes administratifs, y compris ceux du cantonnement.

M. Humbert, un jurisconsulte, a dit dans son discours, au nom de la commission : « Nous nous bornons, *toutes les fois que la propriété privée n'est pas constatée par des titres parfaitement réguliers,* à ordonner cette constatation en commandant la délivrance de titres nouveaux. »

Ces titres parfaitement réguliers comprennent, unis dans la même expression, dans la même règle, les actes délivrés par application de l'ordonnance de 1846 et par suite de cantonnement, les actes administratifs de toute nature, les actes notariés, les titres judiciaires, que la jurisprudence leur a assimilés.

Comment, désormais, appliquer deux règles différentes à

des actes que le législateur a liés les uns aux autres dans deux textes, dans le rapport, dans le discours de l'organe de la commission ?

Ainsi, point de constatation, point de titre provisoire, point de titre nouveau, au cas d'acte notarié ou administratif. N'est-ce pas dire clairement que l'opération du titre II n'aura pas lieu pour les terres ayant un titre français, soumises par ce fait à la loi française, placées sous la garantie exclusive de l'autorité judiciaire, non exposées dès lors à des déchéances administratives ?

La Cour d'Alger et la Cour de cassation, on va le voir, l'ont si bien pensé, qu'elles ont décidé maintes fois que les immeubles dont la propriété repose sur des titres français sont soumis à la loi française, appartiennent définitivement au statut réel français, à la juridiction des tribunaux français, parce que le titre II ne s'applique pas à eux, parce qu'un titre nouveau ne peut leur être délivré aux termes des art. 3 et 17, et que si ces immeubles n'étaient pas déjà français ils ne pourraient jamais le devenir. Ou il faut renverser cette jurisprudence, qui date de vingt ans, ou il faut interpréter les art. 3 et 17 comme elle l'a fait.

Éclairée par ces arrêts, l'administration a prescrit aux commissaires enquêteurs d'arrêter toute opération portant sur des immeubles dont la propriété est constatée par des titres français, administratifs, judiciaires ou notariés. (V. Circulaire du préfet d'Alger, *Revue algérienne*, 1885, 2, 346). On y lit: « Le commissaire enquêteur, qui a la mission de constater la propriété indigène dans les territoires soumis à la loi musulmane, n'a pas le pouvoir d'opérer sur des immeubles qui se trouvent déjà placés sous l'empire de la loi française. »

Le décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane a appliqué les mêmes principes.

L'art. 1er ne maintient le droit musulman entre Musulmans que *pour ceux de leurs immeubles dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873, ou par un titre français, administratif, notarié ou judiciaire.*

Ainsi le texte des art. 3 et 19, la jurisprudence éclairée par le rapport de M. Warnier, par le discours de M. Humbert, l'administration, le décret, soumettent exclusivement à la loi française, déclarent français les immeubles qui ont de tels titres, et on leur appliquerait une procédure, des déchéances dont le seul objet est de délivrer un titre français à ceux qui n'en ont pas? Non; cela est contraire à la lettre de la loi, cela

*

est contraire à son esprit, à l'intention formelle du législateur de limiter le pouvoir de l'administration aux droits non constatés par des titres français, de réserver aux droits constatés par des titres français les prérogatives dont notre droit public protège la propriété privée.

Qu'arrivera-t-il donc si le propriétaire en vertu d'un acte administratif, judiciaire ou notarié se présente au commissaire enquêteur? Très probablement, celui-ci refusera de procéder à toute opération relative à l'immeuble objet d'un tel titre, et se bornera à mentionner sur son registre, à la colonne affectée à cette mention, l'acte invoqué et sa date. Le nom du propriétaire ne doit pas même y être indiqué.

Si le propriétaire consentait à se soumettre aux opérations du titre 2, et que l'administration acceptât, à nos yeux le commissaire enquêteur devrait procéder comme pour tous les autres : en cas d'avis favorable, son titre pourrait être contesté devant les tribunaux, et un titre nouveau devrait être délivré et transcrit. Si l'avis était défavorable, on procéderait suivant les dispositions de l'art. 17. En théorie, voilà ce qui se passerait; en pratique, le commissaire se conformerait sans doute à la circulaire (1).

Supposons, au contraire, que ce propriétaire ne se présente pas, croyant en être dispensé aux termes de la loi et de la jurisprudence, ou n'ayant pas connu l'ouverture des opérations par suite d'absence, de maladie ou par tout autre motif; que le commissaire, ignorant lui-même l'existence d'un titre français, ou commettant une erreur dans l'application des titres, ou enfin (pour tout prévoir) cédant à de coupables suggestions, procéde aux opérations, émette un avis; que la déchéance soit encourue, et le nouveau titre délivré à un autre; le bénéficiaire de ce nouveau titre, propriétaire *à l'exclusion de tous*

(1) L'arrêt du 28 février 1887, dont nous allons parler, dit que l'administration a donné des instructions dans ce sens que les titres administratifs et notariés devraient être produits. La circulaire est positivement contraire et s'incline devant la jurisprudence. Le commissaire mentionne l'acte produit, rien de plus, il ne retient pas même le nom de celui qui le produit. On nous affirme que l'ordre est donné aux commissaires enquêteurs de ne pas procéder quoique l'acte administratif ou notarié antérieur à la loi de 1873 ait été suivi de titres indigènes. Pour obtenir un titre conforme à l'art. 18, les propriétaires qui ont un acte administratif ou notarié ont soin de le cacher au commissaire enquêteur. Au lieu de délivrer des titres, il aurait mieux valu faire simplement un cadastre, et ouvrir un livre terrier pour y inscrire tous les titres futurs.

autres droits réels, pourra-t-il opposer une forclusion absolue à l'acte administratif, judiciaire ou notarié, avant d'avoir prescrit en vertu de son juste titre ?

En sa faveur, on peut invoquer le texte de l'art. 18, et la disposition de l'art. 8 prescrivant à tout intéressé de réunir ses titres. Cet argument de texte est sans doute sérieux ; il a motivé un arrêt de la Cour, du 2 avril 1884 (1); mais la Cour de cassation, par arrêt du 4 août 1885, a admis le pourvoi, cette décision paraissant contredire sa jurisprudence antérieure et celle de la Cour d'Alger.

La rédaction de la loi de 1873 est souvent défectueuse, et dans son interprétation il ne faut pas trop s'asservir à la lettre ; mais ici le texte est exact, si l'on ne l'applique qu'aux immeubles ayant un statut réel transitoire, tantôt français, tantôt musulman, et non à ceux qui ont acquis par un titre français le statut réel français définitif, immuable ; si le titre II tout entier, par les principes posés au titre Ier, art. 3, ne concerne pas les immeubles dont les droits de propriété sont constatés par des actes administratifs, notariés ou judiciaires (2).

---

(1) V. cet arrêt et celui cité note 2, *Revue algérienne*, 1887, 2, 101 et suiv.

(2) Depuis que ces lignes sont écrites, et pendant que nous corrigions les épreuves, un arrêt, dont la rédaction est fort remarquable, a été rendu par la 1re Chambre, le 28 fév. 1887, dans le même sens que l'arrêt déféré à la Cour de cassation (v. *Revue algérienne*, 1887, 2, 102). Il serait désirable que la Chambre civile statuât bientôt; il vaudrait encore mieux que le législateur, qui est saisi d'une réforme de la loi, décidât la question par un texte clair et précis.

Nous ne faisons ici qu'œuvre d'interprète ; si l'art. 18 peut prêter au doute quand on l'isole de l'art. 3, éclairé par le rapport et par le discours de M. Humbert, la conciliation des textes est facile : il n'y a qu'à reconnaître que le titre II ne concerne pas les immeubles dont le propriétaire a un titre français, un acte notarié, un acte administratif, aussi bien qu'un acte de cantonnement, qui n'est qu'un acte administratif.

L'arrêt développe avec beaucoup d'habileté et d'éloquence l'argument fondé sur l'art. 18, qui met en demeure tous les intéressés « d'avoir à réunir tous documents ou témoignages utiles pour établir leurs droits » et sur ces mots de l'art. 18 « à l'exclusion de tous autres droits réels. » Nous croyons y avoir répondu d'avance. Ces intéressés, qu'on met en demeure, non de produire leurs titres, mais de réunir leurs documents et témoignages, ne sont pas (on le reconnaît) ceux qui ont un titre de cantonnement ou un titre délivré après les opérations de l'ordonnance de 1846 ; pourquoi seraient-ils ceux qui ont une concession, un acte notarié, un arrêt souverain, un titre français, si la procédure de délivrance *d'un titre français* (expression dont se sert la loi elle-même, art. 19) ne s'applique pas, en vertu de l'art. 3, aux immeubles qui ont déjà un titre français? Si le titre II tout entier n'est

Il faut donc revenir à la question générale, celle de savoir si l'administration a reçu le droit de procéder aux opérations du titre II dans l'étendue de tout le Tell algérien ou seulement sur les terres non soumises au statut réel français, c'est-à-dire si les terres protégées par un titre français ont été assujetties à des opérations, à des déchéances, dont le but est la délivrance d'un titre français, qu'elles possèdent, l'établissement du statut réel français, dont elles jouissent.

---

relatif qu'aux immeubles non définitivement français, de statut mixte, les intéressés dont parle l'art. 8, les droits réels dont parle l'art. 18 ne sont pas ceux qu'intéresse un immeuble frappé de l'empreinte du statut réel français définitif.

L'arrêt réfute bien imparfaitement la disposition, qu'il qualifie d'incidente, de l'art. 3 et celle de l'art. 17 ; il ne discute pas le rapport de M. Warnier ni le discours de M. Humbert, tous deux si limpides ; on a laissé ignorer à la Cour que cette disposition a été intercalée par le législateur pour limiter le droit de l'administration à la reconnaissance de la propriété non constatée par des titres français. Or, c'est là qu'est le nœud de la question ; c'est là que se révèle la pensée du législateur, la raison d'être du titre II ; c'est là que sont tracées les limites infranchissables dans lesquelles l'administration devra se renfermer en procédant à la délivrance d'un titre français pour des immeubles qui ne l'ont pas. — Les uns trouveront la loi mauvaise, parce qu'elle n'étend pas les opérations du titre II à tout le territoire, d'autres parce qu'elle expose la propriété à toutes les erreurs d'une enquête administrative ; cela est du domaine du législateur ; le juge et le jurisconsulte ne doivent s'inspirer que de la pensée qui a dicté la loi. Or, cette pensée n'est pas douteuse : le projet laissait le gouvernement libre d'indiquer les territoires qui lui paraîtraient devoir être soumis à l'opération du titre II ; la commission a imposé une limite pour les territoires, une autre pour les droits à vérifier ; le législateur lui-même a dit qu'il n'ordonnait la délivrance des titres que là où il n'y avait pas des titres parfaitement réguliers, des titres français. Son titre de prédilection n'est pas du tout celui délivré en vertu des art. 17 et 18, c'est le titre français administratif ou notarié soumettant immédiatement l'immeuble à la loi française, à l'art. 3 du Code civil. La prédilection du législateur de 1873, hautement proclamée, est pour la loi française et non pour la loi musulmane, pour la terre française et non pour la terre musulmane ; par ses déchéances il veut frapper, non les titres français *parfaitement réguliers*, mais les titres arabes, équivoques et obscurs. C'est pour cela qu'il a écrit deux fois, et dans l'art. 3 et dans l'art. 17, que l'administration n'ordonnerait pas la procédure de délivrance de titre français pour les immeubles qui auraient déjà un titre équivalent, un acte administratif ou notarié, que, si elle l'avait ordonné, elle s'arrêterait devant le titre produit ou découvert par elle.

Un arrêt de la 1re Chambre, rendu sous la même présidence, porte ce qui suit : « Considérant que cette procédure (celle relative à la purge spéciale du titre III) n'aurait pu avoir pour objet de purger l'immeuble de droits reposant sur des actes notariés transcrits ; que le titre III a eu pour objet de protéger les Européens acquérant des indigènes contre les revendications

Il était essentiel de bien poser cette question, qui se rattache directement aux principes généraux du statut réel français, avant d'étudier la jurisprudence sur ces principes; car, à nos yeux, les deux questions n'en font qu'une. Ou les immeubles qui ont un titre français sont soumis à la loi française, et le titre II ne leur est pas applicable; ou il leur est applicable, et ils ne sont pas soumis au statut réel français.

---

de droits occultes qui trop souvent compromettent la transmission des propriétés, *mais que le législateur de 1873 n'a pu vouloir soumettre à une déchéance les tiers européens porteurs de titres français, dont il a voulu au contraire assurer la prédominance et l'emploi exclusif.* » (Arrêt du 30 mars 1886, *Revue algérienne,* 1886, 2, 246.)

Nous nous étions inspiré de cette doctrine en écrivant, avant l'arrêt du 28 février 1887 : le législateur du titre II est le même que celui du titre III, et le but à atteindre est identique.

L'arrêt reconnaît que le titre résultant d'un cantonnement prévaudrait contre le titre nouveau délivré par l'administration, malgré les termes de l'art. 18. Or, on a vu que c'est le point de départ de notre raisonnement. Il est donc vrai que le titre II ne s'applique pas à tous les immeubles. Pourquoi faire une différence entre ce titre et une concession, ou un échange de l'État avec un terrain de colonisation? L'art. 3 n'assimile-t-il pas l'acte notarié et la jurisprudence le titre judiciaire à ces actes administratifs? Pourquoi la procédure de délivrance d'un titre français s'appliquerait-elle aux uns, non aux autres? Ni les uns ni les autres n'ont besoin d'un titre français, ce sont des titres français. Les immeubles qui en sont l'objet n'ont pas besoin d'être soumis à la loi française; ils y sont soumis. Où est le texte faisant une distinction?

Depuis 1873 la jurisprudence de la Cour d'Alger, confirmée par la Cour suprême, a assimilé tous ces immeubles, en se basant précisément sur ce que, tous, ils ne peuvent être l'objet de la délivrance d'un titre nouveau. Aussi, la Chambre des requêtes n'a-t-elle pas hésité à admettre le pourvoi contre le premier arrêt qui appliquât au titre administratif ou notarié une déchéance résultant d'une procédure que l'administration ne pouvait diriger sur un immeuble déjà soumis à la loi française.

Le succès de la loi serait compromis, dit l'arrêt, si, à côté du titre délivré par l'administration, il pouvait y en avoir un autre. D'abord, cet autre sera transcrit, si c'est un acte public, administratif ou notarié; et, en France, toute propriété ne se trouve-t-elle pas dans ces conditions? A tout acte d'acquisition on peut opposer devant les tribunaux un simple acte sous seing privé transcrit antérieurement. Ce qui nous surprend, nous, c'est que l'acte sous seing privé entre Français, transcrit régulièrement, devant jouir de tous les effets de la transcription, comme le lui permet l'art. 2, puisse encourir une déchéance de cette nature, et, il y a deux mois, nous avons prié l'un de nos députés de proposer une correction à cette imperfection de la loi. — Ensuite, qu'arrivera-t-il? Si le propriétaire, en vertu de l'acte administratif ou notarié est en possession, celui qui aura obtenu le nouveau titre ou reconnaîtra son droit, ou saisira la justice. S'il n'est pas en possession, le bénéficiaire du nouveau titre pourra posséder et pres-

A la Cour de juger si elle veut maintenir sa jurisprudence et en adopter les conséquences, ou la renverser, en sacrifiant l'intérêt des colons actuels à celui, très problématique, des colons futurs.

Il faut sacrifier, dit-on, les intérêts particuliers à l'intérêt général : nous répondons qu'il ne faut pas sacrifier des intérêts français aux intérêts de la propriété indigène, enlever à la propriété française la garantie de la justice française qui lui est due, lui fermer la porte des tribunaux français par des déchéances administratives.

---

crire par dix ans. La prescription paraît plus conforme à l'équité que la déchéance brutale, à bref délai, d'un titre français, laquelle profitera la plupart du temps à un indigène.

L'arrêt tire un argument de l'art. 19, qui prononce une déchéance contre les hypothèques qui ne seraient pas inscrites ou les droits réels qui ne seraient pas transcrits avant la transcription du titre français délivré à la suite de la procédure du titre II. La déchéance serait encourue quoique les actes fussent notariés. Nous faisons d'abord remarquer que les droits réels résultant d'actes sous seing privé transcrits seraient opposables au nouveau titre. En outre, si la transcription antérieure protège de simples droits réels contre toute déchéance, pourquoi ne protégerait-elle pas la vente, la concession de droits de propriété?

L'arrêt précité du 30 mars 1886 n'admet pas la déchéance prononcée par l'art. 30, dans les mêmes termes que l'art. 18, contre les titres français transcrits.

Les art. 19 et 30 fournissent donc un argument bien plus puissant à la cause des actes administratifs et notariés que contre elle. Nous avions cru devoir ne pas en parler avant l'étude approfondie des titres II et III, et concentrer la discussion sur son véritable terrain, sur l'art. 3, sachant très bien que les diverses parties de la loi de 1873, composée de plusieurs projets soudés ensemble, ne s'harmonisent pas toujours parfaitement. Sans réduire l'autorité doctrinale des motifs de l'arrêt, nous devons faire remarquer que la Cour décide, en fait, que par l'acte notarié transcrit celui qui l'invoquait ne justifie d'aucun droit de propriété sur l'immeuble attribué à son adversaire par application de la loi de 1873. Par conséquent, ce dispositif eût été le même si le point de droit discuté dans l'arrêt avait été résolu dans un sens opposé. La Cour a pu faire de la théorie sans aucun péril dans l'espèce ; aurait-elle osé prononcer une déchéance si le droit de propriété avait eté complètement justifié, et si l'erreur commise par la délivrance d'un nouveau titre avait été démontrée!... Il n'est pas interdit d'en douter.

Un arrêt du 23 décembre 1884 *(Revue algérienne*, 1887, 2, 112), applique aussi la déchéance de l'art. 18, dans une espèce où l'on produisait un jugement de cadi, rendu avant la délivrance du titre définitif de l'art. 18, mais confirmé par jugement du tribunal de Mostaganem rendu en matière musulmane plus de cinq mois après cette délivrance. Cette espèce nous paraît bien différente, quoique des motifs analogues soient invoqués, et l'autorité juridique d'un arrêt comme décision judiciaire dépend surtout du fait, du dispositif auquel le droit s'applique.

A dessein, nous avons laissé de côté la circonstance que l'acte administratif ou notarié soit ou non transcrit. Au point de vue de la soumission des immeubles au statut réel français, la loi ne se préoccupe pas de la transcription, bien à tort, croyons-nous.

Si l'acte n'est pas transcrit, et qu'il dérive du même auteur que l'acte de celui qui a obtenu le titre nouveau, il est certain que la transcription de ce dernier titre le fera prévaloir. S'il est transcrit, ou si, transcrit, il se rattachait à un autre auteur, la question se présenterait entière.

La question ne peut se présenter pour l'acte sous seing privé, même transcrit. La loi est formelle, quoique illogique, et le rapport est explicite.

Il serait fort à désirer que la loi nouvelle, soumise à la Chambre des députés, décidât que les tribunaux devront statuer sur la radiation de toute transcription, au lieu de frapper l'acte, même transcrit, d'une déchéance ; il suffirait de s'exprimer ainsi dans l'art. 18 : « A l'exclusion de tous autres droits réels *non transcrits.* »

22. — Le chapitre 2 du titre II de la loi est relatif à la constitution de la propriété individuelle dans les territoires de propriété collective *(arch* ou *sabéga).* Des opérations de même nature et la délivrance d'un titre français transcrit soumettent l'immeuble pour toujours au statut réel français. Les contestations sont résolues par l'autorité administrative, au lieu de l'être par l'autorité judiciaire.

La propriété est purgée, *ergà omnes,* de tous droits antérieurs.

23. — Le titre III prévoit un cas de purge spéciale provoquée par l'acquéreur lui-même. Quand une vente est faite par un indigène à un Européen, le titre étant transcrit, l'acquéreur n'a rien à redouter de tiers ayant acquis des droits réels du même vendeur soit avant, soit après lui, s'ils n'ont pas transcrit leur titre avant le sien, que ces tiers soient Européens ou

---

Terminons par une observation. Le législateur, en rejetant du projet les pouvoirs illimités qu'il attribuait à l'administration, n'a pas voulu remettre à sa discrétion le sort de la propriété française, fondée sur des titres français, ni exposer des immeubles français à l'expropriation pour utilité publique par voie de déchéance ! La loi de la terre française, le droit commun ne fait place au droit *exorbitant* que si la loi exceptionnelle qui l'impose est claire, formelle, non douteuse, et c'est le contraire qui est prouvé par les travaux préparatoires, par le texte, par la jurisprudence, par les circulaires et la pratique administratives, par le décret du 10 septembre 1886.

indigènes; mais, si le vendeur n'était pas propriétaire, ou ne l'était que pour partie, la transcription ordinaire ne protège pas l'acquéreur contre la revendication du vrai propriétaire. Or, les indigènes ne se font pas faute de vendre le bien d'autrui, et l'obstacle le plus grand aux transactions immobilières en Algérie est la crainte d'une éviction ou d'un procès en éviction, toujours coûteux et difficile à soutenir avec des titres incertains, les uns antérieurs à la conquête, à la loi de 1855, les autres postérieurs, mais se rattachant à une autre origine que le sien, ne dérivant pas de son vendeur, titres dont la véracité et l'authenticité sont très souvent douteuses, où les noms d'hommes, de lieux, sont toujours les mêmes, où les indications de limites sont confuses, incomplètes. La loi a voulu donner à l'acquéreur européen le moyen d'obtenir, avant les opérations du titre II, les mêmes garanties, celle de la purge extraordinaire, *ergà omnes*. La purge spéciale du titre III la lui donne ; la transcription ordinaire ne le protégerait que contre les ayants droit de son vendeur. Cette purge spéciale aboutit à la délivrance d'un titre français, mentionné en marge de la transcription de l'acte, ce qui constitue bien une nouvelle transcription.

Partout nous retrouvons la transcription pour imprimer définitivement à l'immeuble le caractère d'immeuble français. Pourquoi ne pas exiger la transcription des titres qui doivent rendre l'immeuble français (il est vrai qu'en fait ils le sont), et ne pas se contenter de cette transcription pour les actes sous seing privé? Pourquoi prononcer des déchéances, quand le titre, même sous seing privé, est transcrit?

Parmi les questions qui nous occuperont sur ce titre III, signalons celle de savoir si l'acte qui permet la purge doit être notarié. Les mots *acte notarié* ont été retranchés dans l'art. 25 et conservés dans l'art. 30, peut-être par mégarde.

Ces idées sur l'ensemble de la loi de 1873 nous permettront de mieux comprendre la jurisprudence postérieure, soit que les arrêts appliquent cette loi, soit qu'ils appliquent l'une des lois antérieures, notamment celle de 1851. Abordons la jurisprudence générale, sauf à étudier plus tard la jurisprudence sur les questions spéciales.

• *(A suivre.)*

L.-A. EYSSAUTIER,
Conseiller à la Cour d'appel d'Alger.

LE STATUT RÉEL FRANÇAIS EN ALGÉRIE (1)

CHAPITRE III

Jurisprudence, depuis la loi du 26 juillet 1873, sur les principes généraux

SOMMAIRE

24. — Arrêt du 12 janvier 1876 : acte notarié postérieur à la loi de 1873 ; — action en partage d'immeubles de statut français ; — arrêt du 24 juillet 1876 : acte administratif, immeuble dispensé de titre nouveau, date ancienne, date récente ; — arrêts du 5 février 1878, du 16 février 1887 : décisions judiciaires, jugement et arrêt de Chambre musulmane.

25. — Arrêts d'Alger, du 5 février 1876 ; de la Cour de cassation, du 14 juin 1877 : immeubles objet de l'ordonnance de 1846, droit musulman applicable entre Musulmans avant la loi de 1873, prescription.

26. — Arrêts des 4 janvier et 20 mars 1878 : action entre Musulmans, acte administratif, compétence des tribunaux et des notaires français.

27. — Arrêt du 27 avril 1880 : titre français dispensé de titre nouveau, titre II non applicable, immeuble soumis au statut réel français.

28. — Arrêt du 28 janvier 1880 : acte notarié transcrit, revente à Musulman par acte enregistré non transcrit, saisie postérieure de créanciers du premier acquéreur, validité de leur saisie malgré un acte musulman avec date certaine antérieure.

29. — Arrêt du 9 avril 1881 : acte transcrit, acte musulman non transcrit, saisie, même solution.

30. — Arrêt du 2 mai 1881 : revendication, concession, actes notariés transcrits, loi française seule applicable.

31. — Arrêts d'Alger, du 15 juillet 1881, et de la Cour de cassation, du 6 mars 1882 : actes administratif, notarié, transcription, acte reçu par un iman, loi française.

32. — Arrêts des 11 mars et 19 mai 1882 : actes entre Musulmans, acte notarié transcrit antérieur à la loi de 1873, loi musulmane.

33. — Arrêt du 14 février 1884 : acte administratif antérieur à la loi de 1873, acte musulman intermédiaire, loi musulmane.

34. — Arrêt du 14 décembre 1885 : acte administratif, acte notarié transcrit, acte de cadi enregistré non transcrit, actes antérieurs à 1873, saisie par des Européens créanciers du précédent acquéreur, validité, loi française, loi de 1851.

---

(1) V. les deux premiers articles *suprà*, p. 59 et 83.

35. — Arrêt du 7 décembre 1885 : indigène adjudicataire d'immeubles vendus par l'Etat, mandat prétendu par ses frères, loi musulmane non appliquée, critique.

36. — Arrêts des 30 août 1878 et 2 février 1886 : contestation entre Européens et Musulmans, préférence donnée à l'acte musulman, admission du pourvoi contre le premier arrêt : loi de 1851, observations.

37. — Résumé de la jurisprudence sur les principes généraux.

24. — Par adjudication transcrite en 1866, sur licitation entre Français et Musulmans, devant un tribunal français, un Musulman achète un immeuble, qu'il revend en 1874 à un Musulman par acte notarié. La Cour décide, le 12 janvier 1876 (1), que la juridiction française doit connaître d'un partage relatif à cette vente, parce que les parties avaient accepté par avance cette juridiction en procédant en vertu de titres français avec exécution parée. On aurait pu dire que l'acte notarié rend la loi française applicable depuis la loi de 1873.

Ainsi le décide un arrêt du 24 juillet 1876 (2), rendu sur les

---

(1) *(Mustapha bach Agha c. El-Amri et consorts)*. — La Cour, — En ce qui touche la question de compétence : — Attendu que la moitié de la propriété dont s'agit a été acquise par ben Guettah et ben El-Amri, suivant acte du 22 juillet 1874, reçu par un notaire français; que la venderesse, la dame Aïcha, était elle-même propriétaire en vertu d'un jugement d'adjudication sur criées, enregistré et transcrit, rendu par le tribunal de Constantine, le 10 octobre 1886, dans une licitation poursuivie contre elle, les héritiers ben Ali Khodja, le sieur Nouja, ingénieur civil français, et l'appelant ; — Attendu que toutes les parties procèdent ainsi en vertu de titres d'acquisition français, portant exécution parée et entraînant nécessairement, pour cette exécution et l'exercice des droits pouvant en dériver, l'application de la loi française; — Que la justice ordinaire est donc seule compétente pour ce faire, et qu'en contractant, ainsi qu'elles l'ont fait, les parties s'y sont soumises par avance ; — Attendu que l'appelant l'a si bien compris qu'il a conclu et plaidé au fond devant le tribunal de Constantine sans soulever aucune exception ; qu'il résulte, en outre, de ses conclusions de première instance que lui-même a suivi la même voie en appelant son adversaire en conciliation devant le juge de paix, avant d'intenter contre lui devant le tribunal civil sa prétendue action en retrait successoral ; — Que c'est pour la première fois en appel qu'il excipe de la compétence de la justice française et que cette exception n'est point fondée ; — Au fond, adoptant les motifs des premiers juges ; — Par ces motifs : — Confirme le jugement dont est appel, etc.

C. d'Alger (1re Ch.), 12 janvier 1876. — MM. de Ménerville, *prem. prés.*; Valette, *av. gén.*; Chabert et Sabatéry, *av.*

(2) *(Ali ben Sliman c. Mohammed El-Mouloud ben el Rito et Consorts)*. — La Cour, — Considérant que la loi du 26 juillet 1873 a soumis à la loi fran-

conclusions conformes de M. l'avocat général Cammartin, pour un acte administratif, une concession par l'État à des indigènes en échange de terres nécessaires à la colonisation : l'acte administratif dispense l'immeuble d'un titre nouveau, aux termes de l'art. 17 ; il lui est donc assimilé, il doit produire les mêmes effets, et soumettre l'immeuble au statut réel français. Cependant les motifs de l'arrêt admettent que, si le

---

çaise tous les immeubles appartenant à des indigènes à partir de la délivrance de titres français ; — Considérant que les art. 3 et 17 de cette loi s'opposent à la délivrance de nouveaux titres lorsque les droits de propriété privée sont déjà constatés par des actes notariés ou administratifs ; — Considérant qu'il résulte de ces textes que la loi française a été applicable dès la promulgation de la loi du 26 juillet 1873 à toutes les contestations relatives à des droits immobiliers reposant sur des immeubles dont la propriété a été constatée par des actes notariés ou administratifs ; — Considérant que ces dispositions de la loi doivent être interprétées dans ce sens que, les titres notariés ou administratifs, auxquels elle attribue une aussi haute importance, peuvent réellement servir de base à la propriété et rendre superflue la délivrance de nouveaux titres ; — Considérant que cette appréciation appartient soit aux tribunaux saisis des questions litigieuses relatives aux immeubles, soit à l'administration, appelée à se prononcer sur la nécessité de délivrer de nouveaux titres ; — Considérant que la loi n'a prescrit et ne pouvait prescrire à cet égard aucune règle absolue pour déterminer dans quelles circonstances les titres notariés ou administratifs devraient être considérés comme faisant obstacle à la délivrance de titres nouveaux ; — Considérant, en effet, que la propriété privée a pu être constatée sur la tête d'indigènes par un de ces titres à des dates anciennes ; que le titre français a pu être suivi de nombreuses transactions constatées par des actes en forme musulmane, et que, dans ce cas, l'existence de l'ancien titre français ne peut évidemment suppléer à la délivrance d'un nouveau titre ; — Considérant, d'autre part, qu'il serait également contraire au vœu manifeste de la loi, de considérer l'existence d'un ou plusieurs titres transmissifs de propriété depuis l'existence d'un titre français notarié ou administratif, pour retarder l'application de la loi française et motiver la délivrance de nouveaux titres ; qu'il suffit, dans ce cas, de rattacher le titre français existant au nom du propriétaire actuel ; — Considérant que l'application des art. 3 et 17 susvisés est donc subordonnée à une application en fait ; — Considérant qu'on doit admettre comme règle en cette matière que la loi française sera applicable à partir de la promulgation de la loi de 1873, et que les nouveaux titres de propriété ne devront pas être délivrés toutes les fois que le titre notarié ou administratif, qui aura constaté la propriété privée sur un immeuble, aura conservé toute sa force et pourra servir à l'établissement de la propriété actuelle, quels que soient, d'ailleurs, sa date et les actes qui l'auront suivi ; — Considérant que la loi interprétée dans un autre sens produirait des conséquences inadmissibles ; qu'on ne pourrait, d'une autre part, sans laisser la propriété sans titre probant, attribuer une importance aussi considérable à un acte ancien et qui n'aurait qu'une valeur de souvenir, et, d'autre part, qu'on livrerait le point de départ

titre français est très ancien, de nouveaux actes musulmans pourraient être régis par la loi musulmane. Quelques actes musulmans ne suffiraient pas pourtant; le dispositif déclare le tribunal français compétent pour connaître d'une vente musulmane relative à une terre qui avait été l'objet d'un acte administratif. La plume du rédacteur est allée un peu loin dans le champ de la théorie, c'est le dispositif qui traduit seul la pensée de la Cour.

Il en est ainsi, à plus forte raison, quand l'immeuble a été l'objet d'une décision des tribunaux français : 5 février 1878(1). Le jugement ou l'arrêt de la Chambre musulmane est une décision judiciaire française : arrêt du 16 février 1887 (*Revue algérienne,* 1887, 2, 163).

---

de l'application de la loi française à la volonté des indigènes, s'il suffisait d'une transmission par acte de cadi pour frapper d'impuissance un titre notarié ou administratif servant en réalité de base à la propriété actuelle; — Considérant que ces règles doivent être appliquées à la cause actuelle; — Considérant que les parties reconnaissent qu'une des propriétés en litige a été concédée administrativement dès avant 1870; que cette concession sert de base encore à la propriété, qui cependant a été l'objet d'un acte ultérieur de cadi; — Considérant que l'acte de concession rend complètement inutile la délivrance d'un titre nouveau, puisque par son contexte on peut déterminer la nature de la propriété, son étendue, ses limites, sa contenance et son propriétaire à une date récente; — Considérant, dès lors, que cet acte est de ceux que les art. 3 et 17 de la loi du 26 juillet 1873 a eus en vue; — Que, dès lors, son existence rend la loi française applicable à l'immeuble dont il a constaté la propriété; — Considérant que le litige dont cet immeuble est l'objet est, dès lors, de la compétence de la juridiction française; — Considérant que les autres immeubles compris dans le même litige doivent, par suite de la connexité, suivre la même juridiction; — Considérant, en effet, qu'en cas d'existence dans la même instance d'immeubles soumis à des juridictions différentes, la juridiction française de droit commun, qui est appelée, dans un prochain avenir, à comprendre toutes les contestations relatives à des droits immobiliers, doit avoir la préférence; — Considérant, dès lors, que le cadi était incompétent dans l'instance actuelle; — Par ces motifs : — Se déclare incompétente, etc.

C. d'Alger (Ch. musulm.), 24 juillet 1876. — MM. LAUTH, *ff. prés.*; CAMMARTIN, *av. gén.*

(1) *(Amina bent Abdallah c. Mohammed ben Aouda).* — LA COUR, — Attendu que la loi du 26 juillet 1873 a eu pour but de constater la propriété immobilière en Algérie; — Attendu à cet effet que l'art. 17 de la dite loi dispose que « pour tout ce qui se rapporte à la constatation, à la reconnaissance et à la confirmation de la propriété possédée à titre privatif et non constatée par acte notarié ou administratif, le service des Domaines, sur le vu des conclusions du commissaire enquêteur, procédera à l'établissement des titres provisoires des propriétés; » Attendu qu'il résulte de l'art. 18 qu'à partir de ce moment les contestations qui pourraient sur-

25. — La Cour d'Alger, 5 avril 1876, et la Cour de cassation, 14 juin 1877 (*Dalloz*, 1878, 1, 432), en rejetant le pourvoi, décident que, malgré l'application de l'ordonnance du 21 juillet 1846, et l'arrêté du Conseil du contentieux rendu conformément à cette ordonnance, l'immeuble n'a pas été soumis à la loi française avant la loi de 1873, et que la prescription du droit musulman a pu être acquise par les Musulmans qui l'ont possédé.

Cette décision confirme l'opinion que nous avons dû embrasser malgré nous : avant la loi de 1873, le statut de l'immeuble algérien a toujours été instable.

26. — Le 4 janvier 1878, la 2e Chambre, sous la présidence de M. Bastien, décide que « ce serait à bon droit que le tribunal se serait déclaré incompétent pour statuer en matière territoriale entre Musulmans, mais que, l'appelante fondant sa revendication sur un acte d'échange passé en la forme administrative,

---

gir seraient soumises aux tribunaux français; — Attendu qu'il n'apparaît pas que l'immeuble qui fait l'objet du procès ait été soumis à l'application des formalités prescrites par l'ordonnance du 21 juillet 1846, et qu'à cette époque des titres nouveaux aient été délivrés aux ayants-droit; — Mais que, s'il suffit, d'après l'art. 17 sus visé, qu'une propriété ait été l'objet d'un acte notarié ou administratif, pour rendre utile les formalités prescrites par la loi de 1873 et soumettre de plein droit l'immeuble à la loi française, à plus forte raison cet effet doit-il être produit par cela seul que l'immeuble a été l'objet d'une décision judiciaire quelconque; — Attendu qu'il résulte des documents versés au procès que déjà, à la date du 23 juillet 1853, le haouch Hadj, situé aux Hadjoutes, a été l'objet d'une décision judiciaire en ce que le sieur Hachette a été reconnu propriétaire d'une part indivise de l'immeuble; — Que, postérieurement à ce jugement, diverses tentatives ont été faites devant le tribunal de Blidah pour arriver au partage de cette propriété, revendiquée par un grand nombre de copropriétaires; — Attendu qu'en dernier lieu un jugement du tribunal de Blidah, du 14 mars 1877, a ordonné la licitation du haouch Hadj, vu le grand nombre des ayants-droit et l'impossibilité d'arriver à un partage en nature; — Attendu que l'adjudication a eu lieu en huit lots suivant jugement du 8 mai 1877; — Attendu que, dans ces circonstances, et la question relative à la validité de la vente du 24 février 1871 n'ayant été soulevée que postérieurement à toutes les procédures ci-dessus mentionnées, la juridiction musulmane ne pourrait en connaître sans contrevenir aux principes relatifs à la litispendance, le tribunal de Blidah étant saisi de la question de savoir dans quelles proportions et entre qui les divers prix d'adjudication devront être répartis; — Qu'il y a lieu dès lors de confirmer la sentence du premier juge; — Par ces motifs : — Confirme le jugement dont est appel; — Renvoie les parties à se pouvoir ainsi qu'elles aviseront, etc.

C. d'Alger (Ch. musulm.), 5 février 1878. — MM. CARRÈRE, *prés.*; CAMMARTIN, *av. gén.*; AMAR et CHABERT-MOREAU, *av.*

le 21 mars 1858, entre elle et l'État, enregistré le 16 mai 1859, les tribunaux français sont seuls compétents pour apprécier les questions de propriété fondées sur des actes émanés de l'autorité française; que cette compétence est la conséquence de la souveraineté française; que les tribunaux musulmans ne peuvent apprécier des droits constatés par des fonctionnaires ou officiers publics sur lesquels ils ne peuvent avoir aucune action. » La Cour réforme par défaut un jugement du tribunal de Blida.

Nous avons cité textuellement l'arrêt. Le motif exact de cette décision est celui qui se fonde sur la souveraineté territoriale, mais il aurait fallu ajouter que, depuis le 26 juillet 1873, l'immeuble était soumis au statut réel français comme ayant été l'objet d'un titre français. Le motif tiré de ce que l'acte a été reçu par un officier public n'est pas exact, car il n'est pas nécessaire d'avoir action sur les notaires pour appliquer leurs actes, et la Chambre musulmane applique chaque jour des actes notariés entre Musulmans. Il s'agissait ici d'un acte en la forme administrative auquel l'État était partie; c'était un acte mixte régi par la loi française; l'indigène, autre partie à cet acte, avait droit à la compétence et à la loi françaises, suivies contre un Musulman, ainsi que nous l'avons établi, sous la loi de 1851, comme sous l'arrêté de 1832. L'arrêt a bien jugé, mais, aux motifs, on reconnaît un arrêt de défaut.

Le 20 mars 1878, sous la présidence de M. Carrère, la Cour juge aussi que les immeubles cédés par l'État à des indigènes sont régis par la loi française, et que les cadis sont dorénavant incompétents pour passer des actes entre indigènes relativement à ces immeubles.

Le 3 février 1880, le tribunal de Constantine adopte la jurisprudence de la Cour dans une espèce où le titre administratif avait été suivi d'une vente entre Musulmans.

27. — Dans un arrêt de la Chambre musulmane rendu le 27 avril 1880 (1), la doctrine de la Cour est formulée avec une

(1) (*Ahmed ben Amar bel Ounis c. Saïd bel Ounis et consorts*). — La Cour, — Adoptant les motifs des premiers juges; — Attendu, en outre, que, d'après les prescriptions de l'art. 17 de la loi du 26 juillet 1873, sur la propriété en Algérie, des titres de propriété doivent être délivrés par le service des domaines pour tout ce qui se rapporte à la constatation, à la reconnaissance et la confirmation de la propriété possédée à titre privatif, mais qu'il n'y a pas lieu d'en délivrer lorsque la propriété privée est constatée par un acte soit notarié, soit administratif; — Attendu que cette disposition implique que l'acte notarié ou administratif existant rend superflu le titre

grande précision : la délivrance d'un titre nouveau, d'après la loi de 1873, assujettit désormais l'immeuble à la loi française; le titre judiciaire, administratif ou notarié dispense de la délivrance du titre nouveau, il produit donc les mêmes effets, ou jamais la terre, objet de ce titre, ne serait soumise à la loi française, puisque l'art. 2 ne s'appliquerait pas à ce titre et que l'art. 17 ne permettrait pas d'en délivrer un autre.

En d'autres termes, en vertu de l'art. 1er de la loi de 1873, la terre du Tell algérien est désormais terre française, régie par la loi française, dont l'application n'est retardée que pour les immeubles dont la propriété a besoin, pour être fixée, de la délivrance d'un titre nouveau.

28. — L'État concède une terre à deux Français, qui la revendent à un indigène par acte notarié et transcrit. Cet indigène revend, en 1874, à un autre indigène par acte de cadi enregistré, non transcrit. Des créanciers de l'indigène vendeur dans le dernier acte saisissent l'immeuble et le font vendre. La Cour, 28 janvier 1880 (1), décide que la vente musulmane

---

domanial et a, par suite, la même efficacité; — Attendu que l'effet de la délivrance des titres par le domaine est de soumettre, aux termes de l'art. 2 de la loi précitée, les immeubles qui en sont l'objet à la loi française; que le titre notarié ou administratif préexistant doit donc avoir le même effet; — Attendu que cette explication de l'art. 17 est justifiée par les conséquences qui résulteraient d'une interprétation contraire: — Attendu, en effet, que si les immeubles dont la propriété est constatée par un acte notarié ou administratif n'étaient pas soumis, dès la promulgation de la loi de 1873, à la législation française, ils n'y seraient jamais soumis; qu'ils ne sont compris, en effet, dans aucune des catégories spécifiées par l'art. 2; qu'il ne peuvent donner lieu à la délivrance de titres domaniaux en vertu de l'art. 7, d'où il résulterait que ces immeubles, dont la propriété, la mutation est constatée par des actes offrant le plus de garantie, seraient précisément exclus du bénéfice de la nouvelle loi, dont le but principal est l'unité de jugement devant la juridiction française; — Par ces motifs : — Confirme, etc.

C. d'Alger (Ch. musulm.), 27 avril 1880. — MM. Truaut, *prés.*; Cammartin, *av. gén.*; Fruchier et Ach. Huré, *av.*

(1) (*Abdelkader El-Djilali c. Haïm et Judas Laskar*). — La Cour, — Attendu que le domaine de l'État a concédé à deux Français des terres situées sur le territoire de Lodi; — Que ces deux Français ont vendu ces terres à l'indigène Bourouïs, par acte notarié et transcrit; — Et que Bourouïs a vendu ces mêmes terres à Abdelkader ben Djilali, par acte du cadi de Médéah, en date du 21 octobre 1874, enregistré dans les trois mois de sa date conformément au décret de 1859, mais non transcrit; — Attendu que les créanciers hypothécaires de Bourouïs ont fait saisir lesdits immeubles

non transcrite ne peut être opposée au créancier saisissant; un titre nouveau, délivré conformément au titre 2 de la loi de 1873, n'était pas nécessaire au débiteur du saisissant, le sien étant notarié et transcrit; la loi française était applicable en vertu de l'art. 1er de la loi de 1873; il importerait peu que la dernière vente fût antérieure à cette loi, quoique enregistrée plus tard; la preuve testimoniale de ce fait est inadmissible.

Remarquons que, le titre français étant antérieur à la loi de 1873, la terre a été soumise à la loi française pour toujours depuis la promulgation de cette loi.

---

sur la tête de leur débiteur, par procès-verbal des 21, 22 et 23 mars 1877, et qu'ils les ont fait vendre par jugement d'adjudication du tribunal de Blida, en date du 11 décembre 1877; — Attendu que les adjudicataires, El-Haïm et Laskar, ont trouvé Abdelkader en possession légale de ces immeubles; — Que, nonobstant cette possession, ils se sont emparés desdits immeubles; — Que, par suite, ils ont provoqué une instance possessoire dans laquelle ils ont justement succombé et dont les frais doivent rester à leur charge; — Attendu qu'après avoir perdu ce procès en première instance et en appel, ils ont régulièrement assigné Abdelkader au pétitoire; qu'ils ont gagné leur procès par jugement du 12 février 1880; qu'Abdelkader a interjeté appel principal et qu'ils ont relevé appel incident; — Sur l'appel principal : — Attendu qu'aux termes de l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873, « l'établissement de la propriété immobilière en Algérie, sa » conservation et la transmission contractuelle des immeubles et des droits » immobiliers, quels que soient les propriétaires, sont régis par la loi » française; — Attendu que la propriété dont s'agit, se trouvant d'ores et déjà constatée, tant par deux actes administratifs de concession que par deux actes notariés, il n'y avait pas à attendre, pour l'application des lois hypothécaires, la délivrance de nouveaux titres énoncés dans l'art. 2 de ladite loi; — Attendu, dès lors, que ladite propriété tombait de plein droit sous l'application des lois françaises et notamment de la loi de 1855 sur la transcription; — Attendu que, pour échapper aux conséquences de cette loi, Abdelkader offre de prouver par témoins que son acquisition remonte à 1872, c'est-à-dire à une date antérieure à la loi de 1873; — Attendu que, pour faire admettre cette preuve testimoniale absolument interdite en droit français, Abdelkader invoque le droit musulman; — Attendu que sans examiner ici les règles spéciales du droit musulman, en matière de vente d'immeubles, il est certain qu'Abdelkader ne saurait imposer la loi musulmane, ni aux créanciers hypothécaires qui ont poursuivi la vente, et qui paraissent Maltais, ni aux adjudicataires, qui sont Israélites, qui sont citoyens français et qui ont acheté à la barre du tribunal civil; — Attendu, dès lors, que l'offre de preuve n'est pas recevable; — Attendu que, par suite, la seule preuve d'Abdelkader pour la date de son acquisition est l'acte du cadi de Médéah; — Attendu qu'aux termes des décrets sur la justice musulmane, la date d'une acquisition à l'égard des tiers ne résulte ni du jour indiqué par la seule déclaration des parties, ni du jour où les adels ont pris note de cette déclaration, mais seulement du jour où cette déclaration a été portée

29. — Sous la présidence de M. Sautayra, le 9 avril 1881 (1), la Cour juge une affaire analogue. Un immeuble provenant de séquestre avait été concédé à Sahri par acte transcrit; Sahri avait rétrocédé, par autre acte transcrit, à Treski; les créanciers de Treski saisissent l'immeuble, et ses frères produisent un acte de cadi enregistré en 1877, non transcrit, demandant à faire preuve de l'antériorité de leur acte. La Cour les repousse, l'immeuble étant, au moment de sa transmission, soumis à la loi française, comme provenant de séquestre, et comme transmis par acte français (transcrit, ajoutons-nous).

---

sur le registre spécial soumis au contrôle de l'autorité supérieure; — Attendu que cet acte n'a été porté sur le registre que le 22 octobre 1874; — Attendu qu'à cette date la loi du 26 juillet 1873 était depuis longtemps promulguée à Médéah; — Attendu que, par conséquent, l'appel principal est mal fondé; — Sur l'appel incident : — Attendu que Abdelkader doit restituer les fruits à dater du jour où il a cessé de posséder de bonne foi; — Attendu que la Cour a les éléments nécessaires pour apprécier la valeur de ces fruits; — Par ces motifs, etc.

C. d'Alger (1re Ch.), 28 juin 1880. — MM. Houyvet, *prem. prés.;* Piette, *av. gén.;* Dazinière et Lemaire, *av.*

(1) *(Joseph Kesby c. Ahmed ben Baba Ali et autres).* — La Cour, — Au fond : — Attendu que, l'appelant ayant fait saisir l'immeuble dont s'agit sur les époux Ben Tresky, les frères Baba Ali ont soutenu qu'ils en étaient propriétaires, et ont produit, à l'appui de leur prétention, un acte passé devant le cadi en date du 7 décembre 1877; — Attendu que cet acte a été enregistré et non transcrit et que, par suite, la question que le litige présente à résoudre est celle de savoir si cet acte peut être opposé à l'appelant; — Attendu que l'immeuble dont s'agit a été séquestré, qu'il est entré dans le domaine de l'Etat; qu'il a été ensuite concédé à titre gracieux à un nommé Ben Sahri Ahmed, aux droits duquel se trouvent substitués les époux Ben Turqui, suivant acte administratif du préfet d'Alger, en date du 22 novembre 1858, régulièrement transcrit; — Que cet immeuble était ainsi, au moment de sa transmission à un indigène, soumis à la loi française; que cette loi n'a pas cessé depuis lors de lui être applicable, soit parce que l'immeuble a, depuis qu'il a été réuni au domaine de l'État, une origine française, soit parce que le titre en vertu duquel il est détenu est un titre français; — Que, dès lors, les droits réels consentis sur cet immeuble ne peuvent être opposés aux tiers qu'autant qu'ils ont été établis conformément à la loi du 23 mars 1855; — Attendu que les frères Baba Ali, acquéreurs à réméré, aux termes de l'acte passé devant le cadi, le 7 décembre 1877, n'ont point fait transcrire leur contrat; qu'ils sont mal fondés à l'invoquer vis-à-vis de Kesby, et, par suite, que leur demande en distraction doit être repoussée; — Par ces motifs, etc.

C. d'Alger (2e Ch.), 9 avril 1881. — MM. Sautayra, *prem. prés.;* Wurtz, *subst. du proc. gén.;* Chéronnet et Dazinière, *av.*

30. — Le 2 mai 1881, un arrêt dont la rédaction porte l'empreinte de la plume de M. le premier président Houyvet, jurisconsulte de l'école de M. Demolombe, formule en termes énergiques la jurisprudence consacrée par la Cour sous la présidence de MM. Brown, Ménerville, Lauth, Truaut, Bastien, Carrère, Sautayra, les uns Algériens, les autres venus de France à la Cour :

« Attendu que le demandeur fonde sa revendication sur des arrêtés de concession faits au profit de ses auteurs par l'autorité publique française, notamment sur un arrêté de concession de 1880, transcrit, et sur deux actes notariés transcrits, qui lui confèrent la propriété des immeubles en litige ;

Attendu, en droit, que la nationalité comprend le sol ; que l'Algérie est une terre française dans son ensemble comme dans toutes ses parties ; qu'en principe général, toute terre française doit être soumise à la loi française, et que toutes les actions réelles dont elle est l'objet sont de la compétence exclusive des tribunaux français, sauf les exceptions de droit étroit légalement établies ;

Attendu que la loi du 26 juillet 1873 consacre en termes formels ce principe général par son art. 1er ; qu'il suit de là que toutes les fois que la propriété a été constituée ou est établie à un titre quelconque, il y a lieu d'appliquer les lois françaises et notamment celles qui sont relatives à la compétence en matière immobilière ;

Attendu que l'art. 18 de la loi de 1873 accorde même compétence exclusive aux tribunaux français de l'ordre judiciaire pour statuer, entre Musulmans, sur toutes contestations préalables à la délivrance des titres destinés à constituer la propriété individuelle ;

Attendu qu'il résulte de l'art. 3, § 3 de la même loi, que tout acte notarié ou administratif est considéré comme un titre régulier pour constituer la propriété ; qu'il suffit donc qu'un titre de propriété notarié ou administratif soit produit pour rendre compétents les tribunaux français. »

31. — Les mêmes principes sont émis dans un arrêt signé par le président Boullay, qui a fait toute sa carrière en Algérie ; cet arrêt porte la date du 15 juillet 1881 (1).

---

(1) *(Daho c. Daho).* — La Cour, — Attendu que Kaddour ben Chenan est porteur d'un acte d'achat d'immeubles, reçu par un notaire français et dûment transcrit ; — Attendu que par cela seul il semble avoir le droit d'invoquer à son profit le bénéfice de l'application du code civil ; — Attendu qu'à l'appui du dit acte, il a eu le soin de produire un état des transcrip-

Voici le fait : Daho père, acquéreur, par actes notariés transcrits en 1873, d'immeubles provenant d'une concession après séquestre, revend par acte notarié transcrit en avril 1879. Son fils vend le même immeuble en mars 1879, par acte trans-

---

tions opérées au bureau des hypothèques de Mostaganem, et concernant la maison par lui achetée ; — Attendu que la ville de Mascara et sa banlieue, dans un rayon de 24,000 mètres, ayant été soumise au régime du séquestre par arrêté du gouverneur général en date du 30 mai-25 juin 1881 *(B. O.*, n° 98), le premier acte transcrit est un acte administratif, concédant à un nommé El-Hadj Abdelkader ben Baghdad Khodja, un terrain de 90 centiares, sis à Mascara, faubourg Bab-Aly, et portant le n° 232 bis du plan de l'administration ; — Attendu qu'il a été construit une maison sur le dit terrain ; que cette maison est devenue la propriété de ben Daho père, et que ben Daho père a vendu cette maison à ben Daho son fils par acte transcrit le 2 mai 1870 ; — Attendu que ben Daho fils a vendu à réméré la dite maison au sieur Antonio Pérès, par acte notarié transcrit le 17 juin 1871 ; — Attendu qu'après avoir exercé le réméré à l'encontre de Antonio Pérès, ben Daho fils a revendu cette maison à ben Daho père, également à réméré, par acte notarié transcrit le 11 avril 1872 ; — Attendu que le dit acte reçu par M° Favereau, notaire à Mascara, porte en termes exprès, que, faute par ben Daho fils d'avoir exercé le réméré le 14 juin 1873, ben Daho père deviendrait purement et simplement propriétaire définitif de la maison dont s'agit ; — Attendu qu'il n'est ni prouvé, ni même allégué que ben Daho fils ait exercé le réméré dans le dit délai ; — Attendu dès lors que ben Daho père est devenu propriétaire incommutable du dit immeuble dès le 11 juin 1873 ; — Attendu que, par suite, il a eu le droit évident de vendre la maison à ben Chenan, ainsi qu'il l'a fait suivant acte reçu par M° Bancharelle, notaire à Mascara, le 9 avril 1879 ; — Attendu que dans ces circonstances il semble que le code civil est seul applicable à la cause ; — — Attendu en effet qu'aux termes de la loi du 26 juillet 1873, art. 1er, « l'établissement de la » propriété immobilière en Algérie, sa conservation et la transmission con- » tractuelle des immeubles et des droits immobiliers, quels que soient les » propriétaires, sont régis par la loi française ; » — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 de ladite loi, « les lois françaises et notamment celle du 23 mars » 1855 sur la transcription seront appliquées aux transactions immobiliè- » res : 1°... ; 2°... ; 3° au fur et à mesure de la délivrance des titres de » propriété pour les conventions relatives aux immeubles désignés à l'art. 3 » ci-après ; » — Attendu que l'art. 3 après avoir traité des terres habituellement appelées terres arch, dispose ainsi au sujet des terres habituellement appelées terres melk : — « Dans tous les territoires autres que ceux men- » tionnés au § 2 de l'art. précédent, lorsque l'existence de droits de pro- » priété privée non constatés par acte notarié ou administratif aura été » reconnue par application du titre 2 ci-après, des titres nouveaux seront » délivrés aux propriétaires ; » — Attendu qu'aux termes de cet article, il semble évident que l'administration n'a point à délivrer des titres nouveaux, aux propriétaires porteurs d'actes notariés ou administratifs ; — Attendu que cette disposition de l'art. 3 de la loi du 26 juillet 1873 paraît confirmée par l'art. de la même loi, et que, par conséquent, tout propriétaire porteur

crit, et produit un acte reçu par un iman d'après lequel, à une époque antérieure, son père lui aurait vendu cet immeuble à lui-même. Il y avait donc conflit entre cette vente musulmane non transcrite et celle transcrite d'avril 1879. L'arrêt rejette la vente non transcrite, en vertu des principes du droit français,

---

d'un acte administratif ou notarié n'a aucun besoin d'un titre nouveau, à délivrer par le service des domaines, et a le droit, au contraire, d'invoquer d'ores et déjà le bénéfice de l'application de la loi française; — Attendu que tel est le cas de ben Chenan, puisque son droit repose sur un acte administratif et trois actes notariés successivement transcrits; — Attendu que cependant ben Daho fils, dans ses dernières conclusions déposées sur le bureau de la Cour, soutient qu'il n'est pas exact de dire que la loi de 1873 soit applicable à Mascara, et que c'est tout le contraire qui doit être entendu; — Attendu que ces conclusions trouvent un appui dans le commentaire de la dite loi, p. 39, nº 21 bis; — Attendu que, dans l'espèce, il est inutile de résoudre cette question en droit, parce qu'en fait il est indifférent de résoudre le procès, soit par les textes du droit français, soit par les textes du droit musulman; — Attendu, en effet, que ben Chenan s'est rendu acquéreur de la maison dont s'agit par acte aux minutes de Me Bancharelle, notaire à Mascara, en date du 9 avril 1879, dûment transcrit et non contesté en la forme, moyennant un prix de 1,375 fr. quittancés; — Attendu qu'ayant voulu se mettre en possession de la maison à lui vendue par ben Daho père, il a trouvé la dite maison occupée par ben Daho; — Attendu qu'en conséquence et par exploit de Cadoz, huissier à Mascara, en date du 25 octobre 1879, il a fait à Daho fils sommation de déguerpir de la dite maison et de lui en remettre les clefs; — Attendu que ben Daho fils ayant refusé de satisfaire à la dite sommation, ben Chenan l'a assigné devant le tribunal de Mostaganem, par exploit du 12 novembre 1879, en déguerpissement des lieux et en 2,000 fr. de dommages-intérêts; — Attendu que devant le tribunal ben Daho fils a purement et simplement opposé qu'il avait vendu la dite maison à un sieur ben Brahim, par acte aux minutes de Me Rocher, notaire à Mascara, en date du 12 mars 1879, transcrit le 17 mars 1879, vol. 259, nº 29, et que le sieur ben Brahim se trouvait, dès lors, seul intéressé au procès; — Attendu qu'à l'appui de son dire, il a produit une expédition du dit acte portant, entre autres choses, que l'acquéreur aurait la jouissance de la maison à dater du jour de l'acte, c'est-à-dire à dater du 17 mars 1879; — Attendu qu'ainsi ben Daho fils, pour justifier de son droit à se perpétuer dans la maison jusqu'à ce jour, invoque un acte aux termes duquel il aurait dû la quitter depuis plus de deux ans; — Attendu, au surplus, que ben Brahim est intervenu dans l'instance, et qu'il a eu à justifier comment il avait pu acheter de ben Daho fils une maison appartenant à ben Daho père, aux termes d'actes notariés et dûment transcrits; — Attendu que, pour le justifier, il a produit l'expédition de la traduction d'un acte arabe annexé à la minute de son contrat d'acquisition; — Attendu qu'aux termes de cette expédition, ben Daho fils aurait acheté la dite maison du sieur ben Daho père, par acte dressé le 22 novembre 1873 par l'iman de la grande mosquée de Mascara; — Attendu qu'en vertu des principes généraux de la législation algérienne et spécialement en vertu de l'art.

applicable à un immeuble dont la propriété reposait sur un titre français transcrit, et en vertu du droit Musulman, qui ne reconnaît aucune force probante à un acte reçu par un iman, s'il ne vaut pas comme acte sous seing privé. Le pourvoi con-

---

44 du décret du 31 décembre 1859, l'iman de la grande mosquée de Mascara n'avait aucune compétence pour dresser un acte de vente d'immeuble, et que, par conséquent, le prétendu acte de vente du 22 novembre 1873 est radicalement nul comme acte authentique ; — Attendu qu'en vertu du droit musulman, il ne suffit pas d'écrire sur une feuille de papier que deux parties ont conclu un contrat devant un iman, mais qu'il faut, en outre, prouver le fait ; — Attendu, il est vrai, que ben Brahim aurait eu le droit de prouver ce fait par des témoins, mais qu'en première instance il n'a pas demandé à faire cette preuve, et que, par ses conclusions du 27 février 1880; Me d'Aubonne, pour ben Chenan, a fait observer que, sur les six prétendus témoins de l'acte, il y en avait cinq de morts ; — Attendu que la seule preuve de la véracité du dit acte est une sorte de certificat mis à la suite du dit acte et qualifié homologation ; — Attendu que cette homologation certifie, il est vrai, l'acte de vente, la signature de l'iman et la signature de ben Daho père, mais que cette homologation elle-même a besoin d'être prouvée ; — Attendu que, d'après la traduction produite, l'empreinte du cachet de cette pièce est tout à fait illisible, et que, dans la signature de son auteur, on ne peut lire que les mots : Abdelkader fils de.... ; — Attendu que le simple nom d'Abdelkader, mis au bas d'un écrit, sans aucune indication des qualités, de la profession, ni du domicile de cet Abdelkader, ni même de la date de l'écrit, ne saurait constituer une preuve légale en droit musulman ; — Attendu que la question se réduit ainsi à savoir si l'acte dont s'agit peut faire preuve légale, d'après le code civil français ; — Attendu qu'aux termes du code civil, cet acte ne pourrait avoir de valeur que comme acte sous-seings privés ; — Attendu que cet acte constatant des conventions synallagmatiques, il aurait dû être fait en double ; — Attendu que non seulement il n'a pas été fait en double, mais que l'original unique du dit acte ne porte que la signature de l'une des parties, celle de ben Daho père ; — Attendu que non-seulement l'original unique de cet acte ne porte que la signature de ben Daho père, mais que ben Daho père a formellement dénié sa signature ; — Attendu qu'ainsi et aux termes du Code civil, l'acte invoqué par ben Daho fils est absolument sans valeur ; — Attendu, il est vrai, que, par ses conclusions de la dernière heure, ben Daho fils offre de prouver par témoins que l'acte principal porte la signature de son père, et que l'homologation porte la signature du cadi de Mascara ; — Mais attendu que, d'une part, la preuve de la signature du cadi de Mascara ne rendrait pas l'acte authentique ; — Attendu que, d'autre part, toutes les circonstances de la cause, notamment une lettre de ben Daho père, en date du 14 mai 1879, laquelle sera enregistrée avec le présent arrêt, démontrent suffisamment qu'il n'y a pas lieu d'accueillir l'offre de preuve de ben Daho fils ; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, etc. — Confirme, etc.

C. d'Alger (2e *Ch.*), *15 juillet 1881*. — MM. Boullay, *prés.* ; Gariel, *av. gén.* ; Garau, Bouriaud et Robe, *av.*

tre cet arrêt a été rejeté par la Cour de cassation, le 6 novembre 1882 (1), par le motif que, depuis la loi de 1873, lorsqu'il y a eu vente par acte administratif ou notarié, les immeubles algériens ne peuvent plus être transmis par actes musulmans même entre Musulmans. Le statut réel français, une fois acquis, devient immuable.

---

(1) (*Sid Mohammed Ould El-Hadj Mohammed ben Daho c. Kaddour ben Chenan, etc.*). — La Cour, — Sur le 1er moyen pris de la violation de l'art. 24 du décret du 13 décembre 1886: — Attendu qu'en première instance Kaddour ben Chenan a saisi de sa demande le tribunal civil français de Mostaganem, dont la juridiction a été acceptée par les trois autres parties; qu'en appel Mohammed ben Daho fils a saisi à son tour la Cour d'Alger en qualité de tribunal supérieur français; — Attendu que, dès lors, il ne pouvait être question de soumettre le jugement d'un tribunal français à la Chambre mixte, composée de magistrats français et d'assesseurs arabes, à laquelle le décret susvisé n'a attribué juridiction qu'au cas d'appel des sentences d'un cadi ou d'un juge de paix statuant en matière musulmane; — Attendu que cette solution dispense de rechercher si le recours en cassation eût été recevable au cas de vice de composition, même avéré, d'une juridiction d'appel constituée en matière purement musulmane; — Sur le 2e moyen pris de la violation de l'art. 1er du décret du 13 décembre 1886 et des art. 1, 2, 3, 17 de la loi du 26 juillet 1873; — Attendu que, si l'arrêt attaqué (Alger, 15 juillet 1881) a cru devoir examiner le litige au point de vue de la force probante de l'acte produit par ben Daho fils, et a résolu la question ainsi posée au double point de vue du droit français et du droit musulman, il a, en outre, déterminé la portée de la loi du 26 juillet 1873 et constaté soigneusement toutes les circonstances de fait qui en rendent l'application facile à l'espèce; — Attendu, en droit, que la combinaison des art. 1, 2, 3, 17 de cette loi démontre qu'à partir de sa promulgation, et dans tous les territoires, lorsque « l'existence de droits de propriété privée a été constatée par acte notarié ou administratif, » les immeubles qui en ont fait l'objet ne peuvent plus être transmis contractuellement, même entre musulmans, que conformément aux lois françaises, sans qu'il soit besoin de délivrer des titres nouveaux aux propriétaires investis de droits; — Attendu que telle était en fait, dans l'espèce, la situation de l'immeuble litigieux; — Qu'en effet, l'arrêt attaqué a constaté que, séquestré en 1841 avec Mascara et son territoire, il a été concédé par acte administratif à un musulman, puis transmis à plusieurs reprises par des actes notariés régulièrement transcrits, et que, au moment où la loi de 1873 est entrée en vigueur, le propriétaire au titre français était ben Daho père; que, par suite, la vente notariée et transcrite qu'il en a faite en 1879 à Kaddour ben Chenan a été conforme aux prescriptions de la loi; — Attendu, au contraire, que ben Daho fils prétend, à tort, que, le 22 novembre 1873, l'immeuble a pu légalement lui être vendu par son père, soit verbalement, soit par un acte informe, avec la coopération de fonctionnaires arabes sans titre ni qualité, et, en tout cas, en dehors des formes et règles du droit français; qu'une pareille transaction immobilière, d'ailleurs non transcrite, est précisément de celles que la loi de 1873 a voulu interdire dans l'intérêt public

32. — La jurisprudence si formelle de la Cour ne reçoit aucune atteinte de deux arrêts rendus le 11 mars 1882 (1) et le 19 mai 1882 (2). Il s'agissait d'actes entre Musulmans antérieurs à la loi de 1873, les uns non transcrits, les autres transcrits; la preuve de l'antériorité de l'acte non transcrit a été admise : la contestation avait lieu entre Musulmans, l'acte

---

de la stabilité de la propriété foncière en Algérie; — Attendu que cette solution dispense d'examiner les autres vices de l'acte produit et, par suite, les deux derniers moyens du pourvoi; — Par ces motifs : — Rejette.

(Ch. req.), 6 novembre 1882. — MM. Bédarrides, *prés.*; Babinet, *rap.*; Chevrier, *av. gén.*; Demonts, *av.*

(1) *(Héritiers Mohammed ben Abdallah c. Ahmed ben Kouider).* — La Cour, — Attendu qu'aucune restriction n'a été apportée ni directement, ni indirectement, par l'ordonnance du 21 juillet 1846, aux coutumes musulmanes, qui autorisent en toute matière l'admission de la preuve testimoniale; — Que les indigènes n'ont pu perdre le droit de l'invoquer entre eux, par cela seul que l'acquisition d'un immeuble, au sujet duquel ils sont en contestation, aurait été constatée au profit de l'un d'eux par un acte notarié, alors surtout que, comme dans l'espèce, le fait qu'il s'agit de prouver aurait précédé cet acte; — Attendu, enfin, que la loi du 26 juillet 1873 ne fait pas obstacle à ce que des conventions relatives à des immeubles, intervenues entre des indigènes musulmans, antérieurement à sa date, soient prouvées par témoins; — Attendu, en effet, qu'en dehors des deux derniers alinéas de son art. 1er, par lesquels elle abolit les droits réels, servitudes ou causes de résolution fondés sur le droit musulman ou kabyle qui seraient contraires à la loi française, et soumet immédiatement le droit de chefaâ aux conditions prescrites par le code civil, la loi du 26 juillet 1873, ainsi que cela ressort nettement des termes de l'art. 2, ne dispose que pour les transactions immobilières à venir; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, etc.

C. d'Alger (2e Ch.), 11 mars 1882. — MM. Périnne, *prés.*; Gariel, *av. gén.*; Chéronnet, Honel et Lemaire, *av.*

(2) *(Consorts ben Gaïd c. Mohamed ould Abdelkader).* — La Cour, — Attendu que les appelants demandent subsidiairement à prouver des faits tendant à démontrer que les immeubles objet du procès, après être devenus, par acquisition, postérieurement à l'acte de concession du 1er décembre 1863, la propriété de Kaddour ould Adda, auraient été revendus quelques années plus tard par celui-ci à leur mère, qui aurait ajouté des constructions à celles déjà existantes; — Attendu que Mohamed ould Abdelkader ben Mouffok n'est pas en possession des dits immeubles; qu'il n'a qu'un duplicata de l'acte de concession du 1er décembre 1863, lequel lui a été délivré le 24 décembre 1879, au moment où le procès actuel allait s'engager, et qu'il résulte des motifs du jugement attaqué que, en première instance, Kaddour ould Adda avait entre ses mains le titre originaire de concession; — Attendu que ces circonstances rendent vraisemblables les faits articulés; que ces faits sont admissibles, qu'ils sont déniés et que c'est le cas d'en autoriser la preuve; — Attendu que Mohamed ould Abdelkader

transcrit et celui non transcrit ne se référaient pas à un acte antérieur transcrit; enfin, les actes notariés étaient antérieurs à la loi de 1873, et la Cour décide que ces actes ne soumettent l'immeuble à la loi française que depuis la loi de 1873, ce qui est exact.

33. — Dans un arrêt du 14 février 1884 (*Revue algérienne*, 1885, 2, 346) adoptant les motifs d'un jugement de Mostaganem, on rappelle ce principe, dont l'application à l'espèce est contestable, que l'acte administratif, avant la loi de 1873, ne soumettait pas définitivement l'immeuble à la loi française, qu'il pouvait devenir l'objet de transmission musulmane par acte de cadi, que le statut réel français a été imprimé à l'immeuble du jour de la promulgation de la loi de 1873 si l'acte administratif est antérieur, du jour de cet acte s'il est postérieur.

Dans une circulaire du 27 février 1885, publiée par la *Revue algérienne* en note sous l'arrêt précité, M. le préfet d'Alger

---

ould Moufok repousse les prétentions des appelants et conséquemment la preuve offerte, en se fondant sur ce que la propriété est constatée entre ses mains par un titre administratif qui a soumis, dit-il, l'immeuble dont il s'agit aux lois françaises; qu'il soutient, en outre, que son droit de propriété a été vérifié conformément à la loi du 26 juillet 1873; et, enfin, que les tribunaux civils sont incompétents pour modifier et changer le droit que renferme son titre; — Attendu qu'avant la loi précitée les immeubles possédés par des indigènes musulmans n'étaient pas régis par la loi française; que les transmissions entre indigènes pouvaient s'opérer conformément à leurs coutumes, quelle que fût la nature du titre de propriété du vendeur; que la loi de 1873 n'a pas disposé rétroactivement, ainsi que cela résulte des termes clairs et précis de son art. 2; que la preuve par témoins d'une vente d'immeubles, entre indigènes musulmans, antérieure à la promulgation de la dite loi, est donc parfaitement légale; — Que, sans doute, si les droits de propriété de l'intimé sur les immeubles en litige eussent été reconnus conformément à la loi de 1873, et eussent fait l'objet de conclusions favorables du commissaire enquêteur de la circonscription où ils sont situés, l'intimé pourrait invoquer les dispositions de l'art. 18 de la dite loi pour faire écarter la prétention des appelants; mais qu'il n'apporte aucune justification à l'appui de ses allégations sur ce point; — Attendu, enfin, que, fondée sur une vente qu'aurait faite Mohamed ben Mouffok des biens à lui concédés par l'acte administratif du 1er décembre 1863, qui lui confère expressément le droit de les céder à titre onéreux, la revendication des consorts ben Gaïd ne peut avoir pour résultat de modifier le droit du concessionnaire sur lequel au contraire elle s'appuie; — Attendu, en conséquence, que rien ne s'oppose à ce que la preuve offerte soit autorisée, etc.

C. d'Alger (2e Ch.), 19 mai 1882. — MM. PÉRINNE, *prés.*; GARIEL, *av. gén.*; CHÉRONNET et ROBE, *av.*

rappelle la jurisprudence de la Cour, et, l'acceptant, décide qu'un titre nouveau ne sera pas délivré toutes les fois que l'immeuble aura été l'objet d'un acte administratif ou notarié, ou bien d'une décision judiciaire, ces actes rendant applicable le statut réel français du jour de la promulgation de la loi de 1873 s'ils étaient antérieurs, de leur date s'ils étaient postérieurs.

34. — En 1856, l'État, par acte administratif, concède une terre à un indigène, qui la vend, en 1867, à un autre indigène par acte notarié transcrit. Une partie du prix est déléguée à un Européen, qui prend inscription. En 1870, par acte de cadi, enregistré, l'acquéreur déclare avoir acheté pour ses frères et pour lui; ses frères ne comparaissent pas à l'acte. En 1879, il se reconnaît débiteur de Carre et lui donne hypothèque sur ce même immeuble. Carre prend inscription. En 1880 seulement, les frères du dernier acquéreur font transcrire l'acte de 1870. En 1883, Carre fait saisir l'immeuble; les frères de son débiteur demandent la distraction de leurs parts. La Cour, par arrêt du 14 décembre 1885 (*Revue algérienne*, 1886, 2, 79), rejette la demande en distraction. Aucun doute ne peut exister sur l'exactitude de cette décision : le procès avait lieu contre un Européen ayant une inscription hypothécaire sur un immeuble vendu à son auteur par acte transcrit. L'acte musulman, enregistré, de 1870, eût-il été valable, ne pouvait être opposé à un Européen. La décision de la Cour est conforme à celles des 4 avril 1868, 18 janvier 1880, 9 avril 1881 ci-dessus, dans des espèces analogues.

La Cour est allée plus loin : elle a, dans ses motifs, décidé que, sous l'empire de la loi de 1851, malgré les termes si absolus de l'art. 16, l'immeuble, objet d'un acte français, était pour toujours régi par la loi française, même entre Musulmans. Nous n'avons pu, bien à regret, adopter cette opinion. Cela est vrai depuis la loi de 1873, et l'interprétation de cette loi a rejailli sur celle de 1851. Jamais, avant 1873, on ne lit dans aucune loi que l'acte administratif ou notarié soumet l'immeuble à la loi française, et même c'est la jurisprudence qui a déduit ce principe de l'interprétation des art. 3 et 17; les motifs de l'arrêt reportent cette interprétation, de la loi de 1873 à celle de 1851.

35. — Dans la *Revue algérienne* (1886, 2, 76), on a rapproché à tort de cet arrêt celui du 7 décembre 1885, rendu par la même Chambre. Un indigène s'était rendu seul adjudicataire d'un immeuble vendu par l'État; l'acte était transcrit. Ses

frères, prétendant lui avoir donné mandat d'acheter pour toute la famille avec des deniers communs, revendiquaient leur part; ils offraient de prouver par témoins le mandat entre Musulmans, et leur possession depuis l'adjudication. Alors même que le mandat eût existé, s'il n'avait pas été exécuté, les frères ne pouvaient être déclarés copropriétaires; quant à leur possession, si elle avait été prouvée, elle n'aurait pas eu une assez longue durée pour leur faire acquérir la propriété; par ces motifs, la Cour a eu raison de repousser la demande, telle qu'elle était formulée. Mais, si les frères avaient demandé des dommages-intérêts pour inexécution du mandat, la preuve orale entre Musulmans eût été admissible; ils demandaient, non à prouver contre un acte auquel ils auraient été parties, mais à prouver un contrat étranger, antérieur à cet acte, le mandat; et, à titre de dommages-intérêts, une part dans l'immeuble adjugé à leur mandataire infidèle aurait pu leur être attribuée. A ce simple énoncé, on doit voir que la question de statut réel français ou musulman ne se posait pas, et les motifs qui s'appuient sur la loi de 1851, sur la transcription de l'acte français d'adjudication, nous paraissent inapplicables à la cause.

36. — A cette jurisprudence constante on ne peut opposer sérieusement que deux arrêts :

Le 22 août 1869, un Musulman vend à sa femme la moitié d'une terre; l'acte, enregistré le 30 août 1878, n'est pas transcrit. Le 30 août 1878, le même indigène vend le même immeuble à un Européen par acte transcrit. La Cour, 31 décembre 1884 (*Revue algérienne*, 1886, 2, 73), par adoption des motifs d'un jugement, donne la préférence à la première vente, quoique enregistrée après la seconde et non transcrite, sur cette dernière, quoique passée au profit d'un Européen, régie par la loi française et transcrite. Le pourvoi contre cet arrêt a été admis par la Cour de cassation.

Le 4 février 1862, par acte de cadi enregistré, non transcrit, un indigène vend au mari d'Aïcha un immeuble provenant d'une concession de l'État par acte administratif; le 7 janvier 1863, il vend le même immeuble à Mikaël Zenati par acte notarié et transcrit; en 1878, un jugement de cadi déclare qu'Aïcha est propriétaire de la moitié de l'immeuble acheté par son mari. Aïcha demandait, par application de la loi musulmane, et de l'art. 16 de la loi de 1851 régissant l'acte du 4 février 1862, qu'elle fût déclarée seule propriétaire. L'acte,

antérieur à la loi de 1873, était certainement régi par l'art. 16 de la loi de 1851 ; c'était un acte de Musulman à Musulman ; la loi musulmane applicable entre les parties, pouvait-elle être opposée à un acte *entre toutes autres personnes?*

Mikaël Zenati faisait une première objection : depuis l'acte administratif de concession, la loi française, disait-il, régissait définitivement l'immeuble concédé. L'arrêt du 2 février 1886 (*Revue algérienne,* 1886, 2, 86) répond « que cette objection n'est fondée sur aucune disposition de loi, qu'aucun texte de législation algérienne ne la justifie, qu'aucune restriction n'a jamais été apportée aux droits des Musulmans de traiter entre eux de la transmission de leurs immeubles suivant la loi musulmane, quelle que fût l'origine de la propriété. » La même Chambre, en décembre 1885, composée en majorité d'autres magistrats, venait de juger précisément le contraire ; les deux arrêts sont relatifs à des actes passés sous la loi de 1851 ; nous pensons, comme l'arrêt du 2 février 1886, qu'avant la loi de 1873, une concession par acte administratif ne soumettait pas pour toujours l'immeuble à la loi française ; mais l'art. 3 et l'art. 17 de cette loi consacrent pour l'avenir le principe contraire, ainsi que l'a décidé la Cour de cassation, rejetant le pourvoi dans l'affaire Daho et adoptant la jurisprudence formelle de la Cour d'Alger. (V. ci-dessus, n° 31). L'arrêt accepte, croyons-nous, cette doctrine dans le motif suivant, où il est dit que la loi de 1873 « soumet à la loi française, *seulement depuis sa promulgation,* les immeubles dont la propriété repose sur des titres administratifs français. »

La seconde objection était plus grave : l'art. 26 de la loi de 1851 veut que la transmission immobilière *entre toutes autres personnes que de Musulman à Musulman* soit régie par la loi française. L'acte transcrit de Mikaël Zenati n'était pas un acte de Musulman à Musulman. Si l'acte du mari d'Aïcha avait droit à la loi musulmane de par l'art. 16, de par ce même article l'acte Mikaël Zenati avait droit à la loi française. Entre ces deux lois, est-ce la loi musulmane, loi d'exception, ou la loi française, loi de droit commun, qui devait l'emporter ? On connaît notre réponse. Entre le vendeur musulman et le mari d'Aïcha, transmission et loi musulmanes ; entre le même vendeur et Mikaël Zenati, transmission et loi françaises ; entre les deux acquéreurs, l'un Musulman, l'autre non, loi française. L'arrêt du 2 février 1886 a donné la préférence à la loi musulmane, malgré la jurisprudence antérieure de la Cour et l'admission (non encore connue) du pourvoi contre l'arrêt du 31 décembre 1884.

Deux motifs sont invoqués. L'un d'eux consiste en ce que l'art. 2 de la loi de 1873 *ne soumet aux lois françaises et à la loi sur la transcription qu'à partir de sa promulgation les transmissions d'immeubles entre individus régis par des statuts différents*. L'acte Mikaël Zenati du 7 janvier 1863, antérieur à la loi de 1873, n'aurait donc pu invoquer la loi sur la transcription. Nous avons répondu à cet argument en commentant l'art. 2 (n° 16) ; pour nous, il est évident que la loi de 1855, promulguée spécialement en Algérie, régissait les actes entre toutes autres personnes que de Musulman à Musulman ; une controverse n'est possible que pour les actes entre Musulmans.

L'autre motif s'appuie sur le titre III : *en édictant une forme spéciale de purge, la loi a reconnu encore que la seule transcription d'une vente consentie par un indigène à un Européen ne suffisait pas pour mettre l'acquéreur à l'abri des revendications fondées sur un titre en la forme musulmane*. Cet argument conduirait peut-être trop loin, car il justifierait la prétention des Musulmans même pour les actes entre Musulmans sous la loi de 1873, et qui le soutiendrait ? Aujourd'hui encore, il suffirait d'un acte musulman prouvé par témoins (juridiquement il faudrait aller jusque-là), pour détruire un acte européen transcrit. En outre, la purge spéciale a un tout autre objet, nous l'avons démontré (n° 23) ; la transcription ordinaire purge contre les ayants-droit du vendeur, la purge spéciale protège l'acquéreur contre tous, même contre ceux qui ne sont pas les ayants droit du vendeur et ont un titre en dehors, au delà du sien.

Il est bien évident que l'équité, à laquelle le juge est toujours accessible, l'a emporté sur le droit. L'acte invoqué par Aïcha était enregistré, il était antérieur à celui de Mikaël Zenati, cet enregistrement ne déguisait pas une fraude. Cela est vrai : mais, si au lieu d'un indigène la Cour avait jugé un Européen, elle l'aurait condamné. L'équité de la cause eût été la même. Si l'indigène, n'ayant pas un acte enregistré avait voulu prouver l'antériorité de son acte par témoins, la Cour eût refusé ; le droit musulman, que la Cour a appliqué, aurait pourtant exigé une décision contraire. Nous sommes donc en plein arbitraire, nous refaisons la loi ; en matière hypothécaire, en matière de transcription, la loi n'obéit pas aux inspirations de l'équité privée, mais aux principes de l'économie politique, de l'intérêt général, aux nécessités du crédit foncier.

37. — Résumons les principes de cette jurisprudence :

1° Entre Européens et indigènes, c'est la loi française qui

doit être appliquée : arrêt du 30 juillet 1851 (n° 4). — Les autres arrêts ne posent pas la question, mais tous appliquent la loi française, sauf trois (n^{os} 4 et 36).

2° Entre Musulmans la loi française est applicable, depuis la loi de 1873, s'il y a titre français, même avant cette loi, si le litige porte sur un titre entre Français, ou entre Français et indigènes : arrêts des 4 janvier et 20 mars 1878 (n° 26).

Dans les cas contraires, le juge musulman est compétent : arrêts des 11 mars et 19 mai 1882 (n° 32).

3° Avant la loi du 26 juillet 1873, l'immeuble qui avait été l'objet d'un titre français pouvait être régi, entre Musulmans, par la loi musulmane : arrêts d'Alger, 5 février 1876 ; de Cassation, 14 juin 1877 (n° 25); d'Alger, 14 février 1884 (n° 33) et 2 février 1886 (n° 36). — En sens contraire : Alger, 14 décembre 1885 (n° 34).

4° Depuis la loi du 26 juillet 1873, l'immeuble qui a été l'objet d'un titre français, administratif, judiciaire ou notarié, est régi par la loi française, est soumis à la juridiction française, même entre Musulmans. — Tous les arrêts sans exception admettent ce principe.

5° Les formalités du titre II, l'enquête administrative, la délivrance d'un nouveau titre ne sont pas applicables à l'immeuble dont la propriété repose sur un titre français : cela résulte implicitement des mêmes arrêts, et plus explicitement des arrêts cités n^{os} 24, 27, 31, 34.

Si le titre n'est pas produit à l'enquête, peut-il y avoir déchéance? Non, d'après les principes de la précédente jurisprudence. Oui, d'après trois arrêts, dont l'un a été l'objet d'un pourvoi admis par la Chambre des requêtes (n° 21).

6° Le créancier d'un Musulman qui a un titre français transcrit peut saisir l'immeuble objet de ce titre, malgré une vente musulmane antérieure non transcrite (n^{os} 27, 28 et 34).

Cette revue de la jurisprudence prouve que les principes déduits par nous du texte de la loi et des travaux préparatoires sont ceux que la jurisprudence de la Cour d'Alger, confirmée plusieurs fois par la Cour suprême, a elle-même consacrés.

Depuis la loi de 1873, le titre français investit la terre algérienne, pour toujours, de toutes les prérogatives de la terre française.

La loi musulmane ne peut être invoquée qu'entre Musulmans, qu'entre conventions musulmanes, et relativement à une terre sans titre français.

Sur ces deux questions, et sur toutes celles concernant le statut réel, la tendance très accusée de la jurisprudence, sauf quelques accidents inévitables dans une Cour dont le personnel est si mobile, est de faire prévaloir la loi française sur la loi musulmane. La même tendance se révèle dans la législation ; le législateur de 1873 exprime même très nettement sa ferme volonté d'atteindre ce but. La jurisprudence a suivi l'impulsion, mais elle l'a suivie volontiers, et, animée du même esprit, elle a développé la pensée de la loi en l'appliquant aux faits. A son tour elle donnera l'impulsion, et le législateur s'empressera de la suivre et de progresser dans la même voie. C'est ce que nous allons voir dans le chapitre suivant, en parlant du décret du 10 septembre 1886 et de la loi du 28 avril 1887, votée par la Chambre des députés le 24 mars(1). Aussi ne serions-nous pas étonné que les velléités musulmanes, qui se sont manifestées à de rares intervalles dans la jurisprudence, disparussent bientôt complètement.

(A suivre.)

L.-A. EYSSAUTIER,
Conseiller à la Cour d'appel d'Alger.

(1) Les chapitres précédents étaient imprimés avant le vote de la loi par la Chambre des députés. La *Revue* publiera cette loi dans la prochaine livraison, avec l'exposé des motifs et les rapports, et nous en donnerons le commentaire dans les chapitres suivants.

BIBLIOGRAPHIE

DICTIONNAIRE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ, — Législation, doctrine, Jurisprudence françaises, — par MM. René Vincent et Édouard Pénaud, avocats à la Cour d'appel de Paris. — 1er fascicule. — Paris, *Larose et Forcel*, éditeurs, 1887.

Le *Dictionnaire de droit international privé* de MM. Vincent et Pénaud comble une lacune de notre bibliothèque juridique.

Le développement chaque jour croissant des rapports internationaux et de la diversité des législations engendre souvent des conflits entre personnes de nationalités différentes. Quelle sera la loi applicable aux opérations juridiques intervenues entre Français et étrangers? Quelle est la loi qui régira les actes juridiques accomplis par un Français à l'Étranger? A quelle loi soumettre les actes juridiques d'un Français relatifs à une chose située dans le territoire d'un État étranger? Ces problèmes difficiles donnent lieu à bien des hésitations dans la doctrine et à bien des contradictions dans la jurisprudence. — L'ouvrage de MM. Vincent et Pénaud résume toutes ces controverses; il fait connaître les solutions qui ont été soutenues par les auteurs et celles qui ont prévalu devant les tribunaux.

Le *Dictionnaire* est précédé d'une notice bibliographique où sont indiqués les traités généraux qui ont été écrits sur le *Droit international privé* soit en France, soit à l'Étranger. Les auteurs ont adopté l'ordre alphabétique de préférence à l'ordre raisonné des matières; l'ordre alphabétique, s'il est moins scientifique, a le mérite de convenir plus spécialement aux répertoires, dont le but est de faciliter les recherches. Le plan de l'ouvrage est le même que celui que M. Fuzier-Herman a suivi pour son *Répertoire*. Avant d'étudier chaque mot, les auteurs donnent la bibliographie spéciale au sujet qu'ils vont traiter. Les développements consacrés à chaque mot sont divisés en chapitres et en paragraphes; ces divisions et ces subdivisions mettent de l'ordre dans le travail et guident le lecteur dans ses recherches. Sur les questions importantes, on trouve l'énumération des systèmes qui sont en présence. Ces systèmes sont exposés avec l'indication des auteurs qui les ont soutenus et des décisions de jurisprudence qui les ont consacrés. Des notions de législation comparée, l'indication des traités existant entre la France et les principaux Etats complètent le travail.

Le premier fascicule qui vient de paraître contient des matières très importantes. Les règles relatives à l'annexion et au démembrement du territoire, les questions de compétence, les principes qui régissent la faillite en droit international ont été scrupuleusement étudiés.

Les mots *Colonies* et *Algérie* sont chacun l'objet d'un article spécial.

Le mot *Algérie* comprend trois chapitres.

Le premier traite de la *condition des Israélites*. Les nombreux Israélites

de notre grande colonie africaine ne sont pas tous soumis à la loi française ; le décret du 24 octobre 1870 n'a conféré la qualité de Français qu'aux Israélites indigènes habitant l'Algérie. La situation des Israélites non algériens est donc aujourd'hui la même que celle de tous les étrangers : ils seront régis tantôt par leur statut personnel, tantôt par la loi française, selon les distinctions admises par le droit international privé en ce qui concerne la loi applicable aux étrangers. (V. notamm. l'étude de M. Jacquey sur le *Régime matrimonial des Israélites marocains mariés en Algérie*, *Rev. algér.*, 1886, 1, 63 et 75.)

Le chapitre II a pour objet la *condition des Musulmans*. — Un paragraphe de ce chapitre est consacré au *régime de la propriété*, matière complexe et délicate sur laquelle on pourra consulter avec fruit, outre les ouvrages cités dans la *Bibliographie*, les travaux, publiés dans la *Revue algérienne*, de M. Dain, professeur à l'École de Droit (*Rapport fait au nom de l'École de Droit d'Alger sur les modifications à apporter à la loi du 26 juillet 1873 ; — Le système Torrens : son application en Algérie et en Tunisie ; — Rapport fait au nom de la commission chargée d'étudier les réformes à introduire dans le régime de la propriété foncière en Algérie*) ; de M. Eyssautier, conseiller à la Cour d'Alger (*Le statut réel français en Algérie*) ; de M. Lacoste, professeur à l'École de Droit (*Des concessions de terres de colonisation en Algérie*). — Un autre paragraphe s'occupe de la *Naturalisation des indigènes*, question sur laquelle M. Hamel, sous-chef de bureau au gouvernement général, publie en ce moment une étude dans cette *Revue*.

Le chapitre III a trait à la *condition des étrangers*.

Nous signalons à nos lecteurs la publication de ce *Dictionnaire*, qui présente pour l'Algérie un intérêt particulier, les tribunaux algériens étant souvent appelés à statuer sur des questions de famille ou de propriété qui mettent en jeu les principes du droit international privé.

LE STATUT RÉEL FRANÇAIS EN ALGÉRIE (1)

CHAPITRE IV

Décret du 10 septembre 1886 et loi du 28 avril 1887
Principes généraux

SOMMAIRE

38. — Décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane : terre de statut français définitif, compétence des tribunaux français, loi française.

39. — Terre de statut transitoire mixte : compétence des juges de paix entre Musulmans, loi musulmane.

40. — Les décisions du juge de paix en matière musulmane forment titre français.

41. — Acte notarié, juridiction française ordinaire en matière immobilière, et compétence des juges de paix en matière mobilière entre Musulmans.

42. — Loi du 28 avril 1887 : principes généraux respectés, dispositions modifiées, interprétées, complétées ; exposé des motifs, rapports.

43. — Résumé des dispositions de la loi ; ordre dans lequel nous les étudierons.

38. — Le décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane a fait une nouvelle marche en avant, en traduisant en décret les arrêts de la Cour, et en déduisant les conséquences des principes admis. La terre algérienne n'est pas encore terre française, elle tend à le devenir.

Les Musulmans (art. 1er) continuent à être régis par leurs coutumes en ce qui concerne ceux de leurs immeubles dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873, ou par un titre français, administratif, notarié ou judiciaire. Cet article est aussi formel que possible. Il consacre la jurisprudence qui déclare française pour toujours la terre qui a été l'objet d'un titre français. La transcription n'est pas exigée ; est-ce un oubli ? L'acte sous seing privé transcrit est exclu par prétérition. Nous le regrettons, notre droit est timide, il n'ose s'imposer ; s'il cédait au moins à un droit supérieur, mais hélas !...

En matière réelle, entre Arabes, Kabyles ou Musulmans étrangers, la loi ou coutume applicable est celle de la situation des biens (art. 5).

La loi de la situation des biens ! voilà bien le statut réel,

(1) V. les précédents articles *suprà*, p. 59, 83 et 111.

l'art. 3 du Code civil ; nous le reconnaissons entre Arabes et Kabyles, et nous n'avons pas encore su dire : la terre d'Algérie est une terre de France, soumise à la loi de la France.

Dans tous les cas où la loi française est applicable, les Musulmans sont justiciables de la juridiction française (art. 6). Donc, entre Musulmans comme entre Européens, les tribunaux français sont seuls compétents pour juger les contestations relatives aux immeubles qui, ayant été l'objet d'un titre français, sont régis par la loi française.

39. — Si la terre n'est pas française, si elle n'a pas un titre français, si elle est soumise au statut transitoire mixte, la juridiction ordinaire ne sera plus compétente entre Musulmans, mais ce sera encore un juge français qui connaîtra de l'action.

L'art. 26, en effet, soumet au juge de paix la connaissance de tous les procès sur la propriété entre Musulmans quand la terre n'est pas encore française.

Ainsi les actions réelles seront jugées par des juges français même entre Musulmans régis par leur droit. C'est là un véritable progrès.

Quand la terre est *francisée*, la juridiction est entre Musulmans la même qu'entre Européens ; entre Européens et Musulmans, c'est la juridiction ordinaire qui est compétente ; entre Musulmans, si la terre n'est pas francisée, c'est le juge de paix qui statue.

40. — Le juge de paix n'en est pas moins, dans ce dernier cas, un juge français ; sa décision, une décision judiciaire française ; et, selon nous, le jugement qu'il rend est un titre français, donnant à l'immeuble qui est l'objet de sa décision le caractère d'immeuble français. La Cour, jugeant en matière musulmane, ne rend-elle pas une décision judiciaire française ? Ainsi vient de le décider un arrêt du 6 février 1887. (*Revue algérienne*, 1887, 2, 163). N'oublions pas que la loi française est le droit commun, que le législateur y déroge, mais qu'il tend à y rentrer, qu'il le dit, que l'interprète doit seconder ses vues, se conformer à sa pensée. Notre étude prouve que la Cour d'Alger a toujours marché dans cette voie ; elle y persévérera.

41. — « Dans la matière énoncée à l'art. 1er, les Musulmans peuvent renoncer par une déclaration expresse à l'application de leurs droit et coutumes, pour se soumettre à la législation française. Cette déclaration sera insérée soit dans la convention originaire, soit dans une convention spéciale ; la renonciation résulte, en outre, à moins de déclaration contraire, de

la réception de la convention originaire par un officier public français. » (Art. 3).

Ainsi est résolue la question que nous avons posée. En matière immobilière, il suffira, même dans un acte sous seing privé, que les parties aient déclaré se soumettre à la législation française, pour que, entre Musulmans, la preuve écrite, la date certaine, la transcription, produisent pour l'acte les effets de la loi française contre un autre acte musulman étant ou se disant antérieur. Nous sommes bien près de la doctrine qui n'applique la loi musulmane qu'entre ceux qui ont été parties à la convention de Musulman à Musulman.

L'acte notarié rendra la loi française applicable aux Musulmans en matière mobilière, comme en matière immobilière; ce principe était admis par la jurisprudence depuis la loi de 1873 pour les actes de vente d'immeubles postérieurs à cette loi. Aux termes de l'ordonnance de 1842, des décrets de 1859 et de 1866, les Musulmans pouvaient sans doute déclarer qu'ils contractaient sous l'empire de la loi française, mais leur intention ne résultait pas du fait seul d'avoir contracté par acte notarié, les notaires pouvant, aux termes du décret de 1859, recevoir les actes entre Musulmans comme les cadis.

Désormais, le recours au notaire français prouvera l'intention d'accepter la loi française pour loi de la convention.

En matière immobilière, l'immeuble sera rendu français, et les tribunaux ordinaires seront seuls compétents pour connaître des actions relatives à ces immeubles, même entre Musulmans.

En matière mobilière, c'est le juge de paix qui sera compétent entre Musulmans.

Le décret contient diverses dispositions relatives aux partages; nous en parlerons au chapitre suivant.

42. — La loi votée par le Sénat le 24 décembre 1885, par la Chambre des députés le 24 mars 1887, promulguée le 28 avril suivant, ne modifie que quelques dispositions de la loi du 26 juillet 1873 pour en rendre l'application plus facile, plus prompte, pour résoudre quelques controverses. Elle ne touche pas aux principes généraux, et c'est en vain que dans son texte on chercherait une solution aux questions que nous avons traitées. Il faut bien le dire, le projet s'est attardé dans les bureaux du Parlement, le temps a marché, et M. Bourlier, dans son rapport, fait prévoir et réclame un nouveau projet sur la propriété foncière en Algérie.

Dans les rapports, nous retrouvons quelques mots sur le but de la loi, sur ses vues générales.

D'après l'exposé des motifs, le but à atteindre c'est de mettre la propriété indigène sous le régime de la loi française.

Le rapport de M. Fournier au Sénat dit que l'on ne propose pas et que l'on ne saurait proposer de rien changer aux vues générales de la loi exprimées dans le titre Ier ; il s'agit d'en procurer une application plus prompte et d'en développer les conséquences. Parmi les principes *nettement précisés* dans le titre Ier de la loi de 1873, le rapport indique ceux-ci : « Placer la propriété immobilière en Algérie sous le régime de la loi française, notamment en ce qui concerne la transcription ; » — « Subordonner le maintien de l'indivision aux principes de l'art. 815, de manière à préparer sans violence le passage de la propriété familiale à la propriété individuelle ; » — « Constater, dans les territoires de propriété privée, les droits individuels, et faire en sorte que, désormais, toute transmission de ces droits donne lieu à l'établissement d'un titre conforme aux exigences de la loi française. » Au nº 13 du rapport, nous lisons que l'art. 18 du projet donne l'occasion de constater encore une fois le parti pris d'appliquer en tout la loi française, à moins qu'il n'y soit expressément dérogé.

Les principes de la loi de 1873 sont donc complètement respectés ; mais la commission du Sénat n'a pas voulu aller au delà, et elle a rejeté la proposition de M. Forcioli, consistant à supprimer toute intervention de l'administration dans la reconnaissance des droits de la propriété indigène, et à déférer aux tribunaux seuls la décision de toutes les questions de cette nature relativement aux terres arch comme aux terres melk.

Le rapport de M. Bourlier à la Chambre des députés est empreint des mêmes idées, mais il veut que les opérations du sénatus-consulte prescrites par la nouvelle loi s'étendent au Sahara au lieu d'être limitées au Tell, et il exprime le vœu que le gouvernement dépose dans le plus bref délai un projet de loi sur le régime de la propriété foncière en Algérie. La loi de 1873 est donc insuffisante, il faut, en étendant la purge spéciale, en appliquant les principes de l'*Act Torrens*, imprimer plus rapidement aux immeubles algériens le caractère d'immeubles français.

Comment, après tant de manifestations de la volonté du législateur, admettre, en cas de doute, une solution favorable à la loi musulmane plutôt qu'à la loi française ?

43. — Résumons les dispositions de la loi promulguée le 28 avril 1887, sauf à les étudier plus tard successivement avec les articles de la loi de 1873 qu'ils modifient, interprètent ou complètent.

L'art. 2 ordonne la délimitation des tribus entre elles et la répartition des territoires ou douars prescrites par le sénatus-consulte, partout où elles n'ont pas eu lieu.

L'art. 3 prescrit le partage entre les familles des terres indivises entre plusieurs familles.

Ces deux dispositions se réfèrent à l'art. 3, mais surtout au titre II, de la loi de 1873; c'est là que nous nous en occuperons.

L'art. 4 supprime la juridiction des cadis en matière de partage et de licitation, toutes les fois que la terre a un titre français. L'interprétation plus ou moins exacte donnée à l'art. 7, dit M. Fournier, (par quelques arrêts, aurait-il pu ajouter) devra disparaître, et faire place à une seule doctrine, celle admise par la jurisprudence la plus générale de la cour d'Alger. Nous examinerons cette question au chapitre suivant.

L'art. 5 modifie l'art. 19, en accordant un délai complémentaire de 45 jours aux créanciers et aux propriétaires de droits réels pour inscrire ou transcrire leurs droits après la transcription du titre délivré par l'administration.

L'art. 19 appartient au titre II.

C'est aussi à ce titre que se réfèrent les art. 11 à 21, qui simplifient les formes du partage ou de la licitation ayant lieu pour la première fois après les opérations du titre II.

C'est donc là que nous devrons les étudier.

Les art. 6 à 11 sont relatifs au titre III.

L'art. 6 modifie les formalités de purge spéciale pour les immeubles de propriété privée vendus par des indigènes à des Européens. La purge spéciale ne peut donc être encore employée entre Européens.

L'art. 7 permet la vente d'immeubles appartenant aux territoires de propriété collective au profit d'Européens, à la charge de provoquer une enquête et la délivrance d'un titre de propriété par l'administration avant l'exécution des opérations du titre II, chap. 2.

Enfin l'art. 21 règle les moyens de pourvoir aux dépenses des diverses opérations prescrites par la loi.

Telle est l'économie de la loi, qui, ne formant pas un ensemble, se composant de diverses dispositions, doit être étudiée dans l'ordre logique que nous avons adopté :

1° L'art. 4 et le système général des art. 11 à 21, au chapitre de l'établissement de la propriété, des successions et partages ;

2° Les art. 2, 3, 5, 11 à 21, avec le titre II;

3° Les art. 6 à 11, avec le titre III;

4° L'art. 21, dans un chapitre spécial.

CHAPITRE V

Établissement de la propriété immobilière et des droits immobiliers
Successions et partages

SOMMAIRE

44. — Idées générales qui ont présidé à la marche du droit avant et depuis la loi de 1873.

45. — La loi française s'applique à tout fait comme à tout acte qui constitue ou établit un droit réel, qui le conserve, le démembre ou l'éteint, si l'immeuble a un titre français ; — une seule exception : les règles de succession.

46. — Définition du mot *établissement* de la propriété, emprunté par l'art. 1er de la loi du 1873 au sénatus-consulte du 22 avril 1863 : il s'applique surtout au partage.

47. — Il s'applique aussi à tout fait constitutif de la propriété, à la possession, à l'accession. Si l'immeuble n'a pas de titre français, entre Musulmans les règles de la loi musulmane sur la possession, la vivification et l'accession seront applicables.

48. — Successions et partages : mode d'établissement de la propriété collective et individuelle.

49. — Droit international : succession immobilière régie par le statut réel, succession mobilière, par le statut personnel du défunt ; les indigènes de l'Algérie ne peuvent être assimilés à des étrangers.

50. — Droit antérieur à la loi du 26 juillet 1873 : les contestations sur successions et partages entre Musulmans sont régies par la loi musulmane, comme toutes leurs contestations et leurs conventions.

51. — Loi du 26 juillet 1873 : la loi française, seule applicable à l'établissement d'un immeuble qui a un titre français, régit les successions et les partages. — Exception pour les règles de succession *entre Musulmans*.

52. — Les règles des successions musulmanes, n'étant applicables qu'entre Musulmans, ne le sont pas au Musulman naturalisé ; en ce cas, le cadi est incompétent, même si l'immeuble est de statut mixte.

53. — Compétence du juge français pour les partages relatifs à un immeuble ayant un titre français, et entre toutes autres personnes qu'entre Musulmans, si l'immeuble est de statut mixte. — Compétence du cadi entre Musulmans, si l'immeuble n'a pas un titre français, s'il est de statut mixte.

54. — Projet de loi : suppression du titre des partages.

55. — L'art. 7 ne fait d'exception que pour les règles de succession. Le partage est un mode d'établissement de la propriété individuelle, art. 1er.

56. — Le partage et la licitation transmettent quelquefois contractuellement la propriété ; ils sont toujours une convention amiable ou judiciaire entre les copartageants.

57. — Aucune dérogation à l'art. 1er pour les partages relatifs aux immeubles jouissant du statut réel définitif; une autre doctrine serait contraire à la loi, amènerait la ruine de son œuvre.

58. — Jurisprudence : Musulmans naturalisés, arrêt du 21 octobre 1875 ; critique.

59. — Arrêt du 6 janvier 1875.

60. — Jugement du tribunal d'Alger, du 8 avril 1875 : vrai principe proclamé par ce jugement.

61. — Arrêt du 12 janvier 1876, confirmant cette doctrine, adoptée par MM. Robe et Mallarmé.

62. — Discours de M. l'avocat général Cammartin, le 4 octobre 1875.

63. — Arrêt du 5 avril 1876 (Ch. musulm., présidée par M. Bastien : compétence de la juridiction musulmane, même pour une Musulmane devenue catholique et Italienne.

64. — Arrêt du 28 juin 1876 (même Chambre) : immeubles soumis au statut réel français définitif, compétence de la juridiction musulmane entre Musulmans. — Discussion.

65. — Beït-el-Mal : compétence, pour les partages le concernant, de la juridiction française : arrêts des 10 février 1868, 24 avril 1875 ; arrêt de la Cour suprême du 9 juillet 1878 ; deux arrêts cités par Cherbonneau et Sautayra. — Arrêt contraire du 11 novembre 1878 (Ch. musulm., présidée par M. Bastien).

66. — Cette jurisprudence de la Chambre musulmane est abandonnée.

67. — Arrêt du 1er mai 1879 : juridiction française seule compétente s'il y a en cause un Européen, créancier d'un copartageant. — Même jurisprudence dans l'arrêt du 16 juin 1873.

68. — Arrêts des 29 mai 1879, 12 mai 1880, 30 mai 1881, sur les partages intéressant le Beït-el-mal : juridiction française compétente.

69. — Arrêt du 10 novembre 1884 : Européen administrateur des valeurs mobilières de la succession : juridiction française compétente.

70. — Arrêt du 9 décembre 1885 (1re Chambre) : immeubles de statut réel français, juridiction française compétente. — Arrêt contraire de la Chambre musulmane, du 10 novembre 1885.

71. — Arrêts des 29 décembre 1885 et 16 juin 1886 : revirement de jurisprudence dans la même Chambre.

72. — Arrêts des 15 et 24 novembre 1886 en sens contraire ; revendication d'un immeuble dans un partage.

73. — Décret du 10 septembre 1886 : compétence des cadis, des notaires français.

74. — Qui connaîtra des contestations sur les droits successoraux relatifs à des immeubles soumis définitivement à la loi française?

75. — Loi du 28 avril 1887 : les partages des immeubles soumis à la loi française sont déférés à la juridiction française, non ceux concernant les immeubles de statut mixte.

76. — Le décret du 10 septembre 1886 est néanmoins applicable.

77. — Autres dispositions de la loi du 28 avril 1887 : partage entre familles par le commissaire enquêteur ; simplification du premier partage après les opérations du titre II.

44. — De 1830 à 1873, il n'y a pas eu de statut réel proprement dit, c'est-à-dire de loi permanente de la terre servant de loi aux conventions, aux transmissions immobilières, à l'établissement, à la conservation, à la transmission des droits réels; il y a deux lois pour les *conventions,* les *transactions,* les *transmissions immobilières,* loi musulmane entre Musulmans, entre conventions musulmanes, loi française entre toutes autres personnes, entre toutes autres conventions.

Par suite de la conquête, le statut réel français est bien devenu la loi de la terre algérienne, mais il s'efface devant la loi musulmane pour les conventions entre Musulmans, sauf à reparaître, à s'affirmer toutes les fois qu'il y a une personne non musulmane ou une convention non exclusivement musulmane.

Jusqu'en 1873, le statut réel français ne se fixe pas définitivement sur l'immeuble; la terre, régie par la loi française, concédée par l'État, reconnue par l'administration française dans les opérations de 1846 ou dans celles de cantonnement, dont la propriété repose sur un titre français, peut être régie par la loi musulmane, si elle devient l'objet de conventions entre Musulmans.

La loi de 1873, la première, veut que la terre qui a été l'objet d'un titre français ne puisse plus être l'objet d'un titre musulman; veut que le statut réel français, une fois imprimé à la terre, reste immuable.

Le territoire se divise, sous cette loi : 1° en immeubles soumis à la loi française par titre français administratif, judiciaire ou notarié, territoire de statut réel français définitif, dont l'étendue s'accroît de jour en jour des immeubles qui deviennent l'objet d'un titre français; 2° en immeubles tendant à devenir français, à acquérir le statut réel français, auxquels, transitoirement, le droit musulman s'applique entre Musulmans, entre conventions musulmanes, territoire de statut mixte dont l'étendue décroît de jour en jour, non seulement par les transactions privées résultant de titres français, mais encore par les opérations administratives du titre II.

Cette division de territoire en deux classes, l'une de droit français, l'autre de droit mixte, l'une soumise à la juridiction française, à la preuve écrite, à la date certaine, à la loi sur la transcription, dispensée des opérations du titre II, l'autre pouvant être soumise à la juridiction musulmane, aux principes du droit musulman, et à laquelle les opérations du titre II sont imposées, a été dégagée des textes par la jurisprudence, reconnue par l'administration, enfin, consacrée par le décret du 10 septembre 1886, où la première est laissée à la

juridiction des tribunaux ordinaires, et la deuxième passe de la juridiction des cadis à celles des juges de paix.

Les terres de la compétence des juges de paix sont les seules soumises aux opérations du titre II : la propriété des autres est sous la sauvegarde exclusive de la justice, de la justice française. Ces idées générales vont nous éclairer dans les détails de la loi que nous abordons.

45. — Le législateur de 1873 a voulu appliquer à l'Algérie l'art. 3 du Code civil; il l'a dit très expressément par l'organe de son rapporteur et par celui de M. Humbert.

L'art. 1er emploie les termes les plus généraux, en disant que l'établissement de la propriété, la conservation et la transmission contractuelle des immeubles et des droits immobiliers, quels qu'en soient les propriétaires, sont régis par la loi française. Ces mots, *transmission contractuelle*, paraissent exclure les successions, mais celui d'*établissement* n'est pas limité, et pour exclure l'établissement de la propriété par succesion entre indigènes il a fallu l'art. 7.

Sans doute, les termes de l'art. 2, *transactions*, *conventions*, prouvent que le législateur a eu surtout en vue les actes qui constituent ou transmettent la propriété immobilière, mais sa pensée est générale et comprend les faits, aussi bien que les actes, qui donnent naissance au droit de propriété, et ceux qui démembrent ou éteignent le droit.

Toutefois, ainsi que nous l'avons dit, la loi française n'est imposée aux indigènes entre eux que si l'immeuble a un titre français, s'il est définitivement français, et, même dans ce cas, nous verrons qu'une exception est faite en leur faveur pour les règles de succession.

46. — Occupons-nous, dans ce chapitre, des faits et des actes relatifs à l'*établissement* de la propriété.

Ce terme, *établissement de la propriété*, a été emprunté par l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873 au sénatus-consulte du 22 avril 1863, où nous lisons, art. 2 : « Il sera procédé administrativement et dans le plus bref délai : 1° .....; 3° à l'*établissement de la propriété individuelle* entre les membres des douars... Des décrets fixeront l'ordre et les délais dans lesquels *cette propriété individuelle devra être constituée* dans chaque douar. » L'art. 3 parle aussi des formes et conditions dans lesquelles la *propriété individuelle sera établie*.

Constitution ou *établissement* de la propriété, propriété individuelle *constituée* ou *établie*, sont donc des termes synonymes.

En outre, l'établissement de la propriété individuelle entre les membres d'un douar, c'est le partage de la propriété entre les membres de ce douar ; l'établissement de la propriété individuelle entre plusieurs ayants droit, c'est donc, avant tout, le partage. Le point est essentiel à retenir ; l'art. 1er, en disant que l'établissement de la propriété en Algérie est régi par la loi française, a surtout entendu dire que le partage serait régi par la loi française.

47. — Les mots *établissement de la propriété* ne s'appliquent pas qu'au partage ; ils sont généraux, rien ne les limite, ils s'appliquent à tout fait, à tout acte constitutif de la propriété. Nos lois sur l'occupation, sur la possession, sur la prescription, sur l'accession, sont donc applicables à la terre algérienne, quel que soit le possesseur ou le propriétaire, si l'immeuble a été l'objet d'un titre français, si, par conséquent, il est devenu définitivement français aux termes de la loi de 1873.

Si l'immeuble n'est pas soumis au statut réel français définitif, et qu'il soit possédé par un Français, par un non Musulman, il en sera encore de même.

Mais, s'il est possédé par un Musulman, les règles du droit musulman relatives à l'occupation, à la vivification de la terre, à la prescription, à l'accession nous paraissent devoir être appliquées *entre Musulmans,* par analogie de la dérogation au statut réel français faite par l'art. 16 de la loi de 1851 et par l'art. 2, § 3 de la loi de 1873 pour les conventions entre Musulmans. L'esprit de cette disposition est que la loi musulmane soit applicable entre Musulmans si l'immeuble n'est pas soumis définitivement à la loi française.

48. — Après l'occupation, la possession, l'accession, qui sont des modes de constitution, d'établissement de la propriété fondés sur le droit naturel, vient le droit de succession, qui tient du droit naturel et du droit civil.

La succession établit la propriété individuelle, s'il n'y a qu'un héritier ; s'il y en a plusieurs, leur droit est collectif, indivis, et c'est le partage qui constitue, qui établit la propriété individuelle, le droit de chacun sur un lot, sur un immeuble ou sur des immeubles déterminés, quand il s'agit de succession immobilière.

Occupons-nous de ces deux modes d'établissement de la propriété, soit collective, soit individuelle, relativement à la terre algérienne, depuis la conquête jusqu'à la loi du 26 juillet 1873, et sous cette loi, qui nous régit encore.

49. — Jusqu'à la loi de 1873, les successions et les partages n'ont pas eu d'autres règles que celles concernant les conventions et les contestations entre Musulmans.

Par le fait de la conquête, le territoire étant français et les indigènes sujets de la France, les successions mobilières et immobilières des indigènes auraient dû être régies par les lois françaises.

Si les indigènes avaient été considérés comme des étrangers, pour les immeubles le droit de succession aurait été celui du territoire, le statut réel français; pour les valeurs mobilières, celui de la nation du défunt, sauf le prélèvement au profit des héritiers français, en vertu de la loi du 19 juillet 1819 (V. Demolombe, t. I, nos 81, 91, 94; Aubry et Rau, t. I, § 31, p. 90 et 91). Mais était-il possible d'assimiler les Musulmans de l'Algérie à des étrangers au milieu d'une nation ? L'étranger qui réside en France a son domicile dans sa patrie, et la loi étrangère de ce domicile peut être la loi de sa succession mobilière, pendant que les immeubles sont régis par la loi de leur situation; mais le Musulman a son domicile et ses meubles, comme ses immeubles, sur une terre française.

Aussi, le droit international ne peut recevoir ici son application, et la loi algérienne n'a fait aucune distinction entre la succession mobilière et la succession immobilière.

50. — L'arrêté du 22 octobre 1830, attribuant au cadi la connaissance de toutes les causes entre Musulmans, celui du 28 mai 1832, relatif aux transactions immobilières, les ordonnances sur la justice musulmane pour les contestations entre Musulmans, la loi de 1851, disposant que la loi musulmane régit les transmissions immobilières de Musulman à Musulman, le décret du 31 décembre 1859, portant que les cadis connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales entre Musulmans, ainsi que des questions d'État; celui du 13 décembre 1866, reproduisant cette règle de toutes les ordonnances précédentes, notamment du décret de 1859, que la loi musulmane régit toutes les conventions et toutes les contestations entre Musulmans, ont été appliqués aux successions et aux partages entre Musulmans.

Les contestations sur les successions entre Musulmans sont bien des contestations entre Musulmans. Le partage est une convention, et, entre Musulmans, il a été régi à ce titre par la loi musulmane.

Les lois sur les transmissions d'immeubles, sur les transactions et conventions immobilières sont devenues celles des

transmissions d'immeubles par succession, des transactions sur partage, des actes de partage d'immeubles.

Les lois algériennes ne s'occupent des successions et du partage que dans deux dispositions.

L'art. 24 du décret du 13 décembre 1866 dispose que, si, dans le cours d'une procédure sur appel, les juges estiment que la décision du procès dépend de la solution d'une question de droit touchant à la loi religieuse ou à l'état civil des Musulmans, ils doivent soumettre la question à un conseil du droit musulman. Parmi les matières religieuses et d'état que l'article énumère, figurent la capacité pour succéder résultant des liens de famille ou d'affinité, et la capacité pour disposer ou recevoir en matière de donations ou de testaments.

L'art. 4 de ce décret, reproduisant presque textuellement le même article du décret de 1859, porte que « les cadis procèdent : 1° à la liquidation et au partage des successions musulmanes, toutes les fois qu'ils en sont requis par les parties intéressées, et dans le cas où la loi musulmane leur en fait un devoir; 2° sous la surveillance de l'administration des domaines, à la liquidation et au partage des successions musulmanes auxquelles sont intéressés le Beït-el-mal et les absents. » — L'art. 41 ajoute : « En cas de contestation il est statué par les cadis et les tribunaux conformément aux règles de compétence et de procédure fixées par le présent décret. La compétence *entre Musulmans* est celle des cadis. »

Aux termes de l'art. 44 du décret du 31 décembre 1859, les actes publics entre Musulmans sont reçus, suivant le choix des parties, par les cadis ou par les notaires. Il faut en conclure que les partages pouvaient être faits par les notaires aussi bien que par les cadis, et que, pour cette convention comme pour toute autre, les Musulmans pouvaient adopter la loi française.

Il est donc certain que le droit de succession entre Musulmans était le droit musulman, soit pour les immeubles, soit pour les meubles, parce que ce droit régissait toutes leurs transactions, toutes leurs contestations mobilières et immobilières.

Avant la loi de 1873, les immeubles qui avaient été l'objet d'un titre français n'étant pas soumis définitivement au statut réel français, il n'y avait aucune exception :

Le cadi était seul compétent entre héritiers musulmans.

Le partage était fait par le cadi, si celui-ci était requis; il pouvait l'être par le notaire français.

(A suivre.)

L.-A. EYSSAUTIER,
Conseiller à la Cour d'appel d'Alger.

LE STATUT RÉEL FRANÇAIS EN ALGÉRIE (1)

51. — La loi du 26 juillet 1873 a, au contraire, distingué les immeubles soumis définitivement aux lois françaises, de statut réel français, et ceux de statut transitoire mixte.

Elle a rendu pour toujours l'art. 3 du Code civil, spécialement les lois françaises sur *l'établissement* de la propriété, applicables aux immeubles qui ont été l'objet de titres français administratifs, judiciaires ou notariés. — Ces immeubles de statut réel français définitif sont soumis à la juridiction des tribunaux français, seuls compétents pour connaître des actions réelles fondées sur le droit de succession, et de celles en partage ou en licitation. Les règles de succession du droit français, qui appartiennent au statut réel, auraient dû seules être appliquées par les tribunaux français à ces immeubles français, et entre toutes personnes, quels qu'en fussent les propriétaires (art. 1er).

La loi musulmane aurait, au contraire, été appliquée par le juge musulman, entre Musulmans, aux immeubles non soumis au statut réel français, aux immeubles de statut transitoire mixte.

Mais l'art. 7 fait une exception : « Il n'est point dérogé par la présente loi au statut personnel, ni *aux règles de succession* des indigènes *entre eux*. »

Ainsi, les règles de succession des indigènes *entre eux* seront celles du droit musulman, même pour les immeubles de statut réel français définitif. L'exception ne comprend que les règles de succession, non celles du partage, ne concerne que les indigènes entre eux, non leurs autres cohéritiers.

Il n'est rien dit sur la compétence. Qui appliquera ces règles de succession musulmane ? Les tribunaux français, quand il s'agira d'immeubles soumis définitivement à la loi française, et les juges musulmans pour les immeubles de statut mixte? Ce serait bien dans l'esprit de la loi. La terre française devrait n'avoir, comme la personne française, que des juges français. Dès qu'il y a contestation, il s'agit d'établir le droit de propriété sur un immeuble français. Les tribunaux français appliquent le droit musulman, comme le droit français, dans bien des circonstances. Voilà ce qu'on peut dire en faveur de cette doctrine.

---

(1) V. les précédents articles *suprà*, p. 59, 83, 111 et 135.

Mais, avant la loi de 1873, la compétence du juge musulman était certaine, et l'art. 7 dit qu'il n'est pas dérogé aux règles de succession entre Musulmans. Si l'on devait déroger aux anciennes règles de compétence, pourquoi ne pas le dire expressément?

Ne faut-il pas distinguer si la contestation est relative à la capacité de transmettre ou de disposer, à celle de succéder ou de recevoir, à la quotité générale des droits successoraux sans application spéciale aux immeubles, ou bien si elle concerne la question de savoir quels immeubles sont compris dans la succession ?

La jurisprudence n'a pas eu à résoudre la question en ces termes; nous verrons comment le décret du 10 septembre 1886 l'a résolue.

52. — L'art. 7, muet sur la compétence, est formel sur un autre point : Les règles de succession ne seront appliquées qu'aux indigènes *entre eux*.

Si un Français ou un Musulman naturalisé est appelé à la succession, il pourra invoquer la loi française, qui devra être appliquée par les tribunaux français seuls. Qu'on ne dise pas que deux lois ne peuvent régir la même succession ! En vertu de la loi du 14 juillet 1819, l'héritier français peut obtenir, par voie de prélèvement, l'application de la loi française en sa faveur, si la loi étrangère le repousse.

C'est ce qui a lieu en Algérie pour les successions d'étrangers; pourquoi n'en serait-il pas ainsi, à plus forte raison, pour les successions d'indigènes sujets de la France? L'art. 7 dit *entre eux*, et il dit qu'il n'est pas dérogé aux règles antérieures; or, antérieurement, le droit musulman n'était applicable qu'*entre Musulmans*, même sur les immeubles de statut mixte.

53. — Au principe que la loi française seule est applicable aux immeubles qui, par leur titre français, sont soumis définitivement au statut réel français, l'art. 7 ne déroge que pour *les règles de succession*, pour le fond du droit, qui touche, d'après les Musulmans, à leurs croyances religieuses; il n'y déroge pas pour les formes du partage, pour l'établissement du droit individuel des héritiers sur les immeubles de la succession. Dès lors, il faudra appliquer la règle générale : le juge français connaîtra du partage des immeubles de statut réel français définitif, même entre Musulmans; le juge musulman en connaîtra pour les immeubles de statut mixte.

54. — La compétence du juge français est d'autant plus certaine qu'un titre spécial était consacré aux partages dans le projet de loi. Le gouverneur devait être, dans tous les cas, juge de l'utilité du partage; s'il l'ordonnait, il devait y être procédé par un notaire et non par le cadi. Ce titre a été supprimé parce qu'il était contraire à l'art. 1er, déclarant la loi française, par suite l'art. 815 C. civ., applicable aux immeubles de l'Algérie.

Voici en quels termes s'exprime le rapport : « Une loi dont l'art. 1er dispose que la législation française, en matière de propriété, est désormais appliquée en Algérie, ne peut violer le principe fondamental sur lequel elle repose. »

Si l'on a supprimé ce titre, qui enlevait aux cadis les partages et licitations, ce n'est donc point pour les leur attribuer, c'est uniquement parce que, l'art. 1er soumettant les immeubles algériens à la loi française, il était inutile de formuler, pour le partage, d'autres règles que pour les autres conventions, et de déroger au principe fondamental de l'art. 815.

Il suffirait de cela pour en conclure que la loi française sera suivie pour les partages relatifs aux immeubles soumis définitivement au statut réel français, et la loi musulmane, entre Musulmans, pour ceux concernant les immeubles non encore soumis à ce statut.

55. — L'art. 7 ne fait d'exception que pour les règles de succession. Il ne faut pas confondre la succession et le partage.

La succession confère un droit à une quotité de l'hérédité. Le partage asseoit, *établit* le droit de propriété sur un objet déterminé, sur tel immeuble, sur telle valeur. La succession est la source du droit, le principe du droit collectif, indivis; le partage applique, matérialise le droit, le transforme en propriété privée, individuelle, qu'il confère au copartageant. Le partage est donc un mode d'établissement de la propriété privée, de la propriété individuelle.

L'art. 1er est ainsi conçu : « L'*établissement* de la propriété immobilière en Algérie, la conservation et la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers, quels que soient les propriétaires, sont régis par la loi française. »

Ces termes ne sont-ils pas aussi larges que possible? Ils embrassent les actes qui *établissent,* qui fixent le droit de propriété individuelle sur l'immeuble, ceux qui le conservent, ceux qui le transmettent, hors le testament; ils suivent l'immeuble depuis son entrée dans la propriété de l'individu jusqu'à sa sortie, depuis sa constitution, son établissement jusqu'à sa transmission. Le législateur n'a-t-il pas, à maintes

reprises, dit et redit que par l'art. 1er il rendait l'art. 3 du Code civil applicable aux immeubles du Tell algérien ? Il l'a spécialement dit à propos des partages.

Il nous paraît évident que le partage, attribuant la propriété d'un immeuble déterminé au copartageant, établit son droit individuel de propriété sur cet immeuble, droit qu'il n'avait pas auparavant et qui dérive directement du partage.

Le partage ne transmet pas toujours contractuellement la propriété ; il est déclaratif du droit, nous le reconnaissons, mais il le déclare, il le fixe, il l'asseoit, il l'établit. Toutes les subtilités de langage ne feront pas que le législateur n'ait employé et voulu employer, comme le sénatus-consulte, ce mot *établissement* surtout en vue du partage. N'est-ce point du partage que la loi s'occupe à l'art. 3 et au chapitre II du titre II, pour changer la propriété collective en propriété individuelle, pour transformer son état économique, pour la rendre propre au commerce, aux transactions ?

56. — Le partage se fait sous toutes les formes, comme le dit Demolombe, par vente, par échange, par cession. Il transmet, dans ce cas, l'immeuble contractuellement. La licitation au profit d'étrangers est une transmission contractuelle. Ce terme de l'art. 1er peut donc s'appliquer au partage.

Les termes de *transactions immobilières,* de *conventions,* employés par l'art. 2, s'appliquent certainement au partage, qu'il ne faut pas confondre avec le droit de succession. Le partage relatif à un immeuble ne serait pas une *transaction immobilière?* Le partage ne serait pas une *convention, in idem placitum consensus* ? Le partage n'est-il pas un acte constatant l'accord des copartageants sur la distribution des biens de la succession entre eux, sur l'attribution de la propriété d'un lot à chacun, sur l'établissement du droit de propriété de chacun sur son lot ? Si, à défaut d'accord amiable, les copartageants s'adressent à la justice, il y a accord judiciaire ; il y a partage amiable et partage judiciaire, comme vente amiable et vente judiciaire ; dans les deux cas, il y a convention.

C'est à titre de convention que les cadis en connaissaient avant la loi de 1873.

57. — Quand il s'agit d'immeubles soumis définitivement au statut réel français, il faudrait une dérogation formelle à l'art. 1er pour attribuer aux magistrats musulmans juridiction sur eux, sur une terre française. Or, nous avons démontré que, si le titre des partages a disparu du projet de loi, c'est parce que l'art. 1er soumettait les partages à la loi française.

Quand on interprète une loi, on recherche la pensée qui l'a dictée ; on ne prête pas au législateur une idée contraire à la sienne, qui détruise son œuvre !

La loi de 1873 a été inspirée par une idée éminemment française ; si le législateur n'a pas osé déclarer que tous les immeubles seraient immédiatement soumis au statut réel français, il a organisé un système pour hâter le jour où le sol tout entier serait français, et il aurait laissé les partages des immeubles devenus français aux mains des cadis musulmans, pour démolir ce qui avait été laborieusement élevé et souvent à si grands frais ! On le reconnaît, on proclame la loi absurde, et l'on ne cherche pas une meilleure interprétation de la pensée évidente du législateur ! On ne vérifie pas avec soin si on ne commet pas soi-même une erreur en prêtant sa propre idée au législateur, qui ne l'a jamais eue ni exprimée lui-même !

La jurisprudence la plus générale, la plus constante de la Cour d'Alger a été favorable à la juridiction française, qu'elle a reconnue compétente pour les partages d'immeubles définitivement français, et elle a facilement triomphé du courant contraire qui, pendant une année surtout (1875-76), a entraîné la Chambre musulmane. Cette page d'histoire de la jurisprudence de la Cour ne manque ni d'un certain attrait de curiosité, ni d'un enseignement utile.

58. — Nous avons dit que les règles du droit musulman, aux termes de l'art. 7, ne sont applicables qu'entre cohéritiers musulmans ; la loi française sur les successions peut être invoquée par le cohéritier français ou naturalisé.

La loi musulmane donne la préférence aux frères germains sur les frères consanguins.

Deux frères consanguins naturalisés réclamaient devant le tribunal de Bougie les droits que leur donnait la loi française. Le tribunal, 23 décembre 1874 (1), décida que la loi musul-

---

(1) *(Lamri c. Lamri).* — Le Tribunal, — Attendu qu'il est incontestable que l'autonomie des indigènes musulmans en Algérie a toujours été respectée, et que, depuis la conquête jusqu'à ce jour, ils n'ont cessé d'être régis par leur loi civile et religieuse ; — Que la capitulation de 1830, l'ordonnance des 26 septembre et 22 décembre 1842, le sénatus-consulte des 14 juillet et 16 août 1865, le décret des 1er et 30 octobre 1854, celui des 13 et 31 décembre 1866, la loi des 27 juillet et 7 août 1873 consacrent et réservent le statut personnel musulman ; — Attendu que l'art. 7 de cette dernière loi mentionne même expressément, lors de la constitution de la propriété indigène, qu'il n'est dérogé en rien au statut personnel des indigènes, ni aux règles de leurs successions ; — Attendu que les règles d'hérédité des Musulmans, en cas de décès *ab intestat*, sont donc basées sur leur droit national et

mane, loi du défunt, devait être appliquée. La Cour a confirmé ce jugement par arrêt du 21 octobre 1875 (1).

---

religieux, et dès lors tiennent essentiellement à leur statut personnel ; — Attendu que les héritiers ne tiennent leur vocation à l'hérédité que de la loi sous l'empire de laquelle s'ouvre la succession et qui seule les appelle à succéder, et n'ont d'autres droits que ceux qu'elle leur confère ; — Attendu que la naturalisation dont se prévalent les défendeurs ne peut porter aucune atteinte à ces droits ; — Attendu que la naturalisation est le résultat d'un contrat formé entre un individu et la nation qui l'adopte, en considération de sa personne et de l'accomplissement de certaines conditions auxquelles il s'est personnellement soumis ; — Attendu, dès lors, que cette naturalisation est individuelle et ne produit son effet qu'à l'égard du naturalisé et de sa famille : qu'elle ne peut donc ni annihiler ou modifier les effets de la loi musulmane, sous l'empire de laquelle s'est ouverte la succession du *de cujus*, ni porter atteinte aux droits des héritiers restés Musulmans à l'hérédité ; — Qu'autrement il en résulterait pour ces derniers un préjudice grave et une iniquité qui porteraient atteinte à l'intérêt privé, et qui auraient pour conséquence de jeter le désordre et la perturbation dans la société musulmane tout entière ; — Attendu, du reste, que le statut personnel civil étant intimement lié, chez les Musulmans, au statut religieux, il faudrait admettre, si le système des défendeurs était accueilli, que ces derniers ont implicitement renoncé à leur statut religieux par leur naturalisation, ce qui, évidemment, n'est jamais entré dans leur intention ; — Attendu que l'objection tirée de ce fait que la naturalisation, dans l'espèce, ne porterait pas atteinte à des droits acquis, puisque les droits ne sont ouverts qu'à la mort du *de cujus*, est plus spécieuse que fondée ; — Attendu que ce qu'on appelle droit acquis est la conséquence d'un fait dont le principe et la cause efficiente existaient sous une loi antérieure ; — Que le droit à l'hérédité des héritiers musulmans était véritablement acquis en cas de décès *ab intestat* du *de cujus*, et seulement soumis à une condition suspensive, qui devait, tôt ou tard, se réaliser au décès de ce dernier ; — Attendu qu'autrement il en résulterait une ouverture à la fraude, et que des indigènes feraient de la naturalisation une spéculation pour arriver, en invoquant une loi nouvelle, à prendre, au détriment des héritiers musulmans, une part dans des successions à laquelle ils n'ont aucun droit, et que la loi musulmane, représentant le *de cujus* mort *intestat*, ne leur aurait pas attribuée ; — Par ces motifs : etc.

Trib. de Bougie, 23 déc. 1874. — MM. ROLLET, *prés.* ; LACROIX, *subst.* ; LEMAIRE *et* GAILLARD, *déf.*

(1) *LA COUR,* — Attendu que nul ne peut se créer à soi-même des droits au préjudice d'autrui ; que l'indigène musulman qui sollicite et obtient la naturalisation ne peut puiser dans le décret qui la lui accorde, et qui ne statue que pour lui, une modification en sa faveur aux droits des indigènes non naturalisés ; qu'il résulte bien de ce décret que son état et sa capacité sont régis à l'avenir par la loi française ; mais que le naturalisé reste néanmoins, au point de vue des successions entre indigènes, dans la situation où il était avant la naturalisation ; qu'il n'a point acquis le droit d'être traité dans ces successions plus favorablement que s'il n'était pas

Nous devons faire remarquer d'abord qu'il ne résulte pas des faits que la succession comprît des immeubles; les scellés avaient été apposés sur des valeurs mobilières. Le jugement dit que la loi de succession est de statut personnel. C'est là une erreur : en droit français, le droit de succession, ayant pour objet les biens, est de statut réel. Si les Musulmans étaient assimilés aux étrangers, c'est la loi du défunt qui servirait de règle à la succession mobilière en France entre étrangers, mais si l'un des héritiers était Français, il pourrait, sur les biens de France, même sur les valeurs mobilières, prélever une part égale à celle qu'il aurait obtenue dans le cas où la loi française aurait été appliquée. Or, les biens de l'indigène défunt étant en France, les pères consanguins naturalisés auraient dû prendre la part que leur donnait la loi française. Il en aurait été ainsi pour la succession d'un Espagnol, d'un Maltais; à bien plus forte raison pour celle d'un indigène sujet de la France.

Le jugement cite les diverses lois que nous avons reproduites; toutes réservent l'application du droit musulman *entre Musulmans,* aucune entre Musulmans et Français ou indigènes naturalisés. L'art. 7 de la loi du 26 juillet 1873 réserve les règles de succession des indigènes *entre eux.* L'indigène naturalisé est Français, il a droit à la loi française.

Le jugement exprime que la naturalisation ne peut changer l'ordre des successions, qu'elle pourrait donner lieu à une fraude.... Il faudrait en dire autant des naturalisations d'étrangers : l'étranger naturalisé est traité comme un Français en tout et pour tout. C'est le gouvernement qui accorde la naturalisation, il en connaît les conséquences, et ce ne sont pas des Français qui peuvent redouter que l'on invoque la loi française.

Il a paru impossible au tribunal d'appliquer deux lois à la même succession. Toute succession d'étranger donne lieu à l'application de deux lois, si la loi du domicile du défunt et celle de la situation de ses biens sont différentes. La succession d'un Français qui a des biens à l'Étranger peut être soumise à deux lois. Dans l'espèce, les deux frères consanguins auraient pris la part que leur conférait notre loi, le frère germain aurait pris le reste; quelle difficulté y avait-il?

---

devenu Français, et qu'il doit rester régi, comme les autres Musulmans, par les règles en vigueur lors de l'occupation du pays par les Français, qui, loin de modifier ces règles, les ont toujours maintenues, notamment par l'article 7 de la loi du 26 juillet-9 août 1873; etc.

C. d'Alger (2e Ch.), 21 oct. 1875. — MM. Périnne, *prés.;* Fau, *av. gén.;* Chéronnet et Robe, *av.*

L'arrêt, plus bref, ne s'appuie que sur un motif : il affirme (ce qui n'est pas *prouver)* qu'il résulte bien du décret de naturalisation que l'état et la capacité du naturalisé seront régis à l'avenir par la loi française, mais que le naturalisé reste néanmoins, au point de vue des successions entre indigènes, dans la situation où il était avant la naturalisation.... Nous avouons ne pas comprendre cette seconde proposition à côté de la première, quand il s'agit d'une naturalisation antérieure au décès de celui dont la succession est à partager. Si elle avait été postérieure, elle ne pouvait modifier les droits acquis.

59. — Le 6 janvier 1875 (Robe, 1875, p. 262), la Cour, sous la présidence de M. Truaut, se déclare incompétente sur l'action en partage d'une succession mobilière et immobilière entre Musulmans. De l'exposé des faits, il paraît résulter qu'aucun immeuble n'était soumis au statut réel français; par conséquent, nous approuvons complètement la décision, mais non les motifs, qui ne font aucune distinction. Nulle part, on ne discute la question de savoir si l'immeuble soumis au statut réel français peut être partagé suivant une autre loi que la loi française, même entre Musulmans. L'arrêt est fort long; il n'y a aucun argument auquel nous n'ayons répondu dans le commentaire de l'art. 1er et de l'art. 7.

60. — La meilleure réponse est dans le jugement si bref, mais si substantiel, du tribunal d'Alger rendu le 8 avril 1875 sous la présidence de M. Dedreuil-Paulet, aujourd'hui président de Chambre (1). Il pose en principe que les règles relatives

---

(1) *(Mohamed ben Abderrahman c. consorts El-Mekfoudji).* — Le Tribunal, — Attendu que, sous la réserve des dispositions contenues en son article 31, la loi du 26 juillet 1873 proclame qu'en Algérie, désormais, l'établissement de la propriété, sa conservation et la transmission contractuelle des immeubles, quels que soient les propriétaires, sont régis par la loi française, c'est-à-dire soumis au statut réel; — Attendu qu'à la portée de cette disposition la loi assigne une limite; — Que, d'après une interprétation commune, les règles qui régissent les successions appartiennent au statut réel; — Que les conséquences du principe nouveau inscrit dans l'art. 1er de la loi auraient pu faire naître des doutes et jeter le trouble sur le point de savoir s'il n'était pas porté atteinte aux règles des successions musulmanes; — Que, pour dissiper toute incertitude à cet égard et rassurer les indigènes, la loi nouvelle, dans son article 7, déclare qu'il n'est pas dérogé, quant à ce, aux dispositions antérieures; — Attendu que cette atténuation des conséquences de sa disposition dominante, l'application des lois française à la propriété immobilière algérienne, ne peut être entendue que dans un sens restreint; — Qu'avec les défendeurs, il n'en faut pas conclure spé-

aux successions sont de statut réel; que l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873 est général, et que l'exception faite par l'article 7 est limitée aux règles de succession et ne s'étend pas aux partages. Nous ignorons si, dans l'espèce, les immeubles à partager étaient soumis à la loi française; cela est probable, vu leur situation.

61. — C'est la doctrine de ce jugement que la 1re Chambre de la Cour, sous la présidence de M. de Ménerville, adopte le 12 janvier 1876 (1), sur une demande en partage d'immeubles ruraux, situés près de Constantine, que la Cour a déclaré soumis au statut réel français.

C'est la même doctrine que MM. Robe et Mallarmé ont soutenue dans leurs recueils, celle qui nous a paru seule conforme à l'esprit et au texte de la loi.

62. — Cependant, une doctrine contraire s'était produite solennellement à l'audience de rentrée du 4 octobre 1875, avec la haute autorité qui s'attachait à la parole de l'éloquent avocat général qui allait, pendant le cours de l'année, siéger à la Chambre des appels musulmans à côté de M. le président Bastien; nous voulons parler de M. l'avocat général Cammartin, aujourd'hui premier président.

---

cialement que, pour la licitation ou le partage des immeubles provenant ou dépendant des successions indigènes, la procédure musulmane demeure réservée; — Qu'une telle interprétation de la loi serait manifestement contraire à son esprit; — Que l'article 7 ne conserve aux indigènes que le droit de faire régler encore conformément à leurs lois l'ordre de leurs successions; — Que cet article ne vise point la transmission des immeubles; — Qu'il ne contient aucune dérogation expresse au principe fondamental posé en l'art. 1er; — Qu'en présence de ces deux derniers articles, il faut donc reconnaître et dire, dans l'espèce, que, si, d'après l'article 7, l'attribution aux parties du prix à provenir des immeubles indivis dont la licitation est demandée doit leur être faite conformément aux droits successoraux qu'elles tiennent de la loi musulmane, d'après l'article 1er de la loi, c'est suivant les formes de la loi française, c'est-à-dire le mode tracé par le Code de procédure civile, que doivent être poursuivis la licitation de ces immeubles et, en conséquence, la liquidation de leur prix et l'établissement des comptes de fruits; — Attendu que de ce qui précède il résulte que c'est à bon droit que Mohammed ben Abderrahman a saisi le tribunal de sa demande en licitation et en reddition de compte; — Par ces motifs: — Déclare inadmissible l'exception d'incompétence proposée par les parties de Me Baudrand; — Se déclare compétent; etc.

Trib. d'Alger (1re Ch.), 8 avril 1875. — MM. Dedreuil-Paulet, *prés.*; N..., *subst.*; Blasselle, Dazinière et Jobert, *av.*

(1) Nous avons rapporté cet arrêt, chap. 3, nº 20.

M. l'avocat général s'exprime ainsi, p. 30 : « Le rapport de la commission s'en référait aux dispositions de l'art. 3 du Code civil et soumettait ainsi, sans restriction, à notre droit la propriété immobilière. Le texte de la loi de 1873 est cependant moins absolu, et ses termes formels me paraissent donner la solution d'une question délicate que le rapport a provoquée (1) : Faut-il appliquer nos lois de procédure aux partages et aux licitations des immeubles compris dans les successions musulmanes ?

« L'art. 7 de la nouvelle loi, en déclarant qu' « il n'est pas dérogé au statut personnel et aux règles des successions des indigènes entre eux, » *ne suffirait pas à écarter toute difficulté,* car il serait possible de le restreindre à l'attribution des droits héréditaires. »

Ainsi (cela est précieux), M. l'avocat général reconnaît que l'art. 7 ne contient pas pour les partages d'exception au droit commun, au droit français, qui régit seul les immeubles soumis au statut réel français.

Il poursuit : « Mais les art. 1er et 2, plus formels, me paraissent dissiper les doutes qui se sont élevés. Il y est dit expressément que les transmissions *contractuelles* sont régies par la loi française ; que cette loi est applicable aux *transactions* immobilières à partir de dates diverses déterminées par les *conventions*... C'est donc aux transmissions *contractuelles*, aux *conventions* dont les immeubles sont l'objet que doit s'appliquer notre loi. Peut-on comprendre dans ces expressions restrictives, qu'on ne saurait attribuer à une inadvertance, les partages et les licitations ? J'hésite à le croire ; on ne trouve, il est vrai, dans le rapport aucune trace de la volonté qui a dicté cette rédaction, mais elle semble peu douteuse. »

La volonté contraire à la pensée prêtée au texte de la loi est formellement exprimée dans les procès-verbaux de la commission, dans le rapport, dans le discours de M. Humbert. M. l'avocat général néglige le mot *établissement* de la propriété, de l'art. 1er. Le partage est un mode d'établissement de la propriété individuelle sur un immeuble déterminé, entre les ayants droit à la propriété collective d'une succession ; quand il prend la forme de la vente, de l'échange, il est un mode de transmission contractuelle de la propriété ; il est toujours une transaction, une convention immobilière, quand il concerne des immeubles.

M. l'avocat général ajoute : « Soumettre les successions im-

(1) Le rapport est très explicite, et l'art. 3 du Code civil est appliqué sous la seule restriction des règles de succession et du testament *entre Musulmans.*

mobilières des Musulmans aux formalités de notre procédure eût été leur imposer des charges dont le poids, en certains cas, nous paraît exagéré, que l'éloignement et le nombre des héritiers aurait encore accrues, et qui, le plus souvent, auraient dépassé la valeur des successions. »

Cest là une considération législative de la plus grande vérité, et elle motive avec juste raison la réforme qui a été apportée à la loi de 1873 ; en écartant le titre des partages du projet du gouvernement, en s'en référant aux règles du droit français rendu applicable aux immeubles algériens par l'art. 1er, cette loi aurait dû apporter des tempéraments déjà réclamés en France pour la procédure des partages.

M. l'avocat général termine ainsi : « Mais, il ne faut pas se le dissimuler, en laissant à la procédure musulmane le monopole des partages et licitations, on ne peut plus espérer le bénéfice de la loi nouvelle. Son but essentiel est la délivrance de titres français, qui seuls peuvent donner à la propriété et à sa transmission une sécurité indispensable. Or, si les partages et les licitations des cadis sont appelés à se substituer aux titres français, il arrivera nécessairement, dans un temps prochain, que la propriété immobilière des indigènes se trouvera de nouveau établie sur des actes dont l'insuffisance n'est plus à constater. Les titres français ne seront plus dès lors que des documents historiques rappelant les efforts et les sacrifices qu'aura coûtés leur délivrance, et qu'on pourra, sans inconvénient, renfermer dans la tombe de ceux qui les auront obtenus. »

Est-il possible de faire une critique plus énergique, plus éloquente de la loi, interprétée dans ce sens que les partages des immeubles, soumis par tant d'efforts, par tant de sacrifices à la loi française, seraient confiés aux cadis !.... Et cette intention est prêtée à un législateur qui a voulu atteindre un seul but, la délivrance de titres français, à un législateur qui n'a cessé de répéter qu'il entendait soumettre la terre algérienne au statut réel français, qui s'est indigné à la pensée que l'art. 3 ne fût pas encore applicable à une terre française !

Que veulent dire ces mots : *terre soumise à la loi française*, sinon que les lois françaises, toutes sans exception, la régiront seules, quels qu'en soient les propriétaires? Eh bien ! voilà des immeubles soumis aux lois françaises, et on les partagera selon le *droit musulman !...* Qui l'autorise? Où est le texte qui déroge au droit français ? L'art. 7 ? M. l'avocat général reconnaît qu'il ne s'applique pas au partage. En est-il un autre ? Non ; donc l'immeuble français doit être partagé selon le droit français, et non selon le droit musulman.

Cela suffit même à ceux qui croient que le partage des immeubles d'une succession n'est pas une convention, une transaction immobilière, un mode d'établissement de la propriété individuelle.

N'oublions pas une observation capitale : M. l'avocat général ne distingue pas entre les immeubles soumis à la loi française et ceux qui n'y sont pas soumis. Pour ceux-ci, les plus nombreux en 1873, il a absolument raison ; pour les immeubles soumis à la loi française, c'est la loi française qui seule peut les régir. Il ne faut jamais oublier cette distinction des immeubles algériens en statut français, et statut mixte transitoire.

63. — Cette doctrine a eu le plus grand retentissement dans la Chambre des appels musulmans de l'année judiciaire 1875-76, où se sont accusées des tendances musulmanes très marquées.

Aïchouna, après avoir été baptisée, avait épousé un Italien, avant la mort de sa mère. Elle demandait le partage de la succession de celle-ci ; ses cohéritiers soutenaient que, n'étant plus Musulmane, elle ne pouvait hériter. Le cadi se déclara incompétent par jugement du 1er mars 1866, l'une des parties n'étant pas Musulmane ; la Cour, Chambre musulmane, par arrêt du 5 avril 1876 (1), décida que la juridiction musulmane

(1) *(Aïchouna, femme Perini, c. ses frères et sœurs).* — La Cour, — Considérant que par son mariage l'appelante a perdu sa nationalité d'indigène musulmane algérienne pour acquérir la nationalité italienne, qu'elle a conservée jusqu'à ce jour ; — Considérant que, selon les articles 33 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et 1er du décret du 31 décembre 1866, les tribunaux musulmans ne doivent pas connaître des litiges dans lesquels un Européen est intéressé ; — Mais que cette règle générale trouve une exception dans l'article 40 du décret du 31 décembre 1866, qui attribue compétence aux cadis pour la liquidation et le partage des successions musulmanes ; — Considérant que la loi a désigné ainsi la succession d'un Musulman ; que le caractère d'une succession se détermine d'après le statut personnel du défunt ; que là seulement se trouve l'unité de statut nécessaire aux opérations, quand les héritiers ont des statuts personnels différents ; — Considérant que la succession, tant qu'elle n'est pas partagée, conserve le domicile civil du défunt et dépend de la juridiction à laquelle il était lui-même soumis ; que, par conséquent, elle doit se régler d'après la législation qui régissait la personne du *de cujus ;* — Que ces principes, incontestables dans leur généralité, ont toujours été appliqués dans la législation algérienne ; que l'article 47 du décret du 30 octobre 1854, aujourd'hui abrogé, avait été jusqu'à subordonner la liquidation des successions musulmanes au rite auquel appartenait le défunt ; — Considérant que le changement de nationalité restreint ses effets à la personne qui en est l'objet,

était compétente ; elle évoqua le fond, et n'en fit pas moins gagner son procès à Aïchouna, en appliquant, sinon le droit musulman, ni le droit français, du moins le droit naturel, identique au droit français.

---

laquelle ne peut l'opposer aux tiers ; — Que l'appelante n'aurait pu s'en prévaloir contre les intimés pour dessaisir les tribunaux musulmans, juges naturels de ceux-ci ; — Qu'il en doit d'autant plus être ainsi qu'un changement de juridiction entraînerait un changement de législation et modifierait ainsi les parts héréditaires ; — Qu'en effet, il résulte de l'article 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 que les tribunaux français ne peuvent appliquer la législation musulmane entre Européens et indigènes qu'en matière de contrat, selon les agissements et l'intention présumée des parties ; — Que ces éléments de décision font absolument défaut en matière de succession, ce qui a rendu nécessaire une compétence spéciale établie d'une manière fixe, en dehors du statut personnel des héritiers ; — Considérant que, si l'appelante ne pouvait se prévaloir de son changement de nationalité pour enlever la liquidation de la succession de sa mère aux tribunaux musulmans, il en résulte que ceux-ci sont compétents d'une manière absolue dans la cause, la compétence pour les opérations de la succession existant par elle-même, et ne pouvant varier selon que l'action en partage est intentée par l'un ou par l'autre des héritiers ; — Considérant que la compétence des cadis en matière de succession musulmane n'est pas restreinte par l'article 41, non abrogé, du décret du 31 décembre 1859 au cas où tous les héritiers sont musulmans ; — Que cet article décide seulement que les contestations incidentes aux liquidations de succession seront jugées d'après les formes ordinaires ; — Que le mot *tribunaux* qui se trouve dans cet article n'implique pas une idée de dessaisissement des cadis, dans le cas particulier, et non prévu par le texte, de la présence d'héritiers européens à une succession musulmane ; — Que, même quand tous les héritiers sont musulmans, les magistrats français deviennent compétents, soit en appel, soit quand toutes les parties les ont saisis par une déclaration d'attribution de compétence ; — Que c'est seulement à cette compétence ordinaire des tribunaux français en matière musulmane que se réfère l'article 41, en ce qui concerne les successions ; — Considérant que l'article 40 du décret du 31 décembre 1866 attribue compétence aux cadis, non seulement pour la liquidation, mais aussi pour le partage des successions musulmanes ; — Que le texte n'a pas distingué entre les partages amiables et les partages judiciaires ; — Que les cadis sont dès lors compétents pour trancher eux-mêmes les difficultés qui surgissent au cours des opérations, et qui retardent le partage définitif ; leurs décision n'étant, dans ce cas, qu'une des opérations de liquidation et partage qui leur sont confiées ; — Que, dans la cause, on ne saurait exiger que le cadi, chargé par la loi de la liquidation d'une succession musulmane, fût, à raison de la qualité d'un des héritiers, obligé de surseoir et de renvoyer devant les tribunaux civils de 1re instance, dont il ne relève lui-même en aucune façon, l'examen des incidents de la succession ; — Considérant que le règlement des successions des indigènes tient de près à leur statut personnel et à leur nationalité ; — Qu'en cette matière, le législateur français a eu à cœur de

La succession s'était ouverte avant la loi de 1873 ; mais, avant comme après cette loi, le cadi n'était compétent qu'*entre Musulmans*. Les termes de toutes les ordonnances, de tous les décrets sont aussi formels que possible.

Pour éviter ces textes, la Cour pose en principe que la succession se règle non d'après la loi des héritiers, mais d'après la loi du défunt. De grands jurisconsultes allemands ont soutenu cette théorie. M. Laurent la trouve juste en principe, mais il reconnaît qu'elle n'a pas été adoptée par des lois positives, notamment par la loi française, pour les immeubles ; elle est adoptée pour la succession mobilière d'un étranger, si les héritiers sont étrangers.

L'arrêt reproduit cet argument d'un précédent arrêt, que la naturalisation ne peut modifier le droit de succession. Elle le peut pour l'avenir.

---

maintenir intacte la compétence des cadis ; — Qu'ainsi, dans la loi du 26 juillet 1873, destinée cependant à soumettre successivement aux lois françaises les immeubles des indigènes, l'article 7 consacre la compétence des cadis en matière de succession ; — Qu'ainsi c'est à tort que le cadi d'Alger s'est déclaré incompétent ; — Au fond : — Considérant que la cause est en état, sinon pour la liquidation des droits des parties, du moins pour la reconnaissance de ces droits ; — Qu'on ne saurait opposer à l'appelante sa nationalité italienne, qui ne la rend pas inhabile à succéder en France ; — Qu'on ne saurait davantage lui objecter la profession qu'elle a faite de la foi catholique ; — Considérant que, si certains docteurs ont enseigné que l'abandon de la religion mahométane devait exclure des successions musulmanes, cette doctrine n'a pu être acceptée qu'à des époques et dans des contrées où tous les citoyens professaient la même religion, et quand il n'existait pas de droit public en dehors de cette religion même ; — Qu'actuellement, les habitants de l'Algérie se répartissent entre diverses religions ; — Que le droit constitutionnel français est établi sur des bases purement civiles et qu'il garantit à chacun la liberté de conscience et l'égalité légale des cultes ; que toute infraction à ces principes doit être prévenue comme contraire à l'ordre public ; et que la perte des droits héréditaires serait une entreprise contre la liberté des croyances ; — Qu'aucune déchéance, aucune incapacité, ne peut donc plus résulter aujourd'hui de l'abandon, ni de la profession d'un culte ; — Que, si l'appelante n'a plus ni la nationalité, ni la religion qu'avait sa mère, elle n'en est pas moins rattachée à la succession musulmane de celle-ci par une vocation personnelle et par un lien de droit naturel ; — Qu'en droit musulman comme en droit français, la vocation héréditaire procède des liens du sang, et qu'ainsi, l'appelante doit prendre dans la succession de sa mère la part que lui attribue sa naissance ; — Par ces motifs : — Infirme ; — Émendant, dit qu'en l'état la juridiction musulmane est compétente ; — Évoquant, dit que l'appelante a conservé dans la succession de sa mère les droits qu'elle tient de sa naissance, etc.

C. d'Alger (Ch. musulm.), 5 avril 1876. — MM. Bastien, *prés.* ; Cammartin, *av. gén.* ; N..., *av.*

Il s'appuie enfin sur l'art. 40 du décret du 31 décembre 1859 et du décret du 13 décembre 1866. Il est certain qne les cadis peuvent procéder aux partages *entre Musulmans*, mais non entre Musulmans et non Musulmans.

Il cherche enfin à répondre à l'objection qui résulte nécessairement de l'art. 41. Ses efforts paraissent stériles à M. Robe, qui critique cette décision (1876, p. 66).

La longue dissertation de l'arrêt nous parait un peu oiseuse, car il n'y a qu'une question : le cadi ne peut juger qu'*entre Musulmans*; une Musulmane qui a abjuré, qui est devenue Italienne, est-elle Musulmane? Le cadi a dit non; la Chambre des appels musulmans a dit: elle doit être traitée comme Musulmane. Quant à nous, nous répéterons : la juridiction française est seule compétente, quand la loi française n'a pas déféré positivement la cause à la juridiction musulmane; celle-ci est surtout incompétente pour juger une ancienne Musulmane, qui non seulement a abjuré, mais est devenue Italienne.

64. — La même Chambre a jugé dans le sens musulman notre seconde question, et décidé que le partage entre Musulmans portant sur des immeubles soumis au statut réel français doit avoir lieu devant la juridiction musulmane. L'arrêt est à la date du 28 juin 1876 (1).

---

(1) (*Ali c. Mimi et autres*). — La Cour, — Sur la compétence : — Considérant que l'article 40 du décret du 31 décembre 1866 attribue compétence aux cadis pour la liquidation et le partage des successions musulmanes ; — Qu'il ne distingue pas entre les partages amiables et les partages judiciaires ; — Que, d'après ce texte, le juge musulman se voit attribuer non seulement le partage lui-même, mais aussi les opérations destinées à le préparer ; — Que dans ce nombre se place naturellement la licitation ; — Qu'il faut donc rechercher si le texte formel spécial du décret de 1866 a été abrogé par quelque disposition postérieure ; — Qu'on reconnaît qu'il n'y a pas eu d'abrogation expresse ; — Qu'il reste à examiner si une abrogation implicite peut résulter de la loi du 26 juillet 1873; — Considérant que, d'après son art. 1er, cette loi régit l'établissement, la conservation et la transmission contractuelle des immeubles en Algérie ; — Que le mot *établissement* ne vise que la constitution première de la propriété, sa création, les modes primitifs d'acquisition, tels que l'accession en droit français, la vivification ou mise en valeur d'une terre inculte en droit musulman ; — Que les successions ne sont pas un établissement de la propriété, mais la transmission d'une propriété précédemment constituée sur la tête du *de cujus ;* — Que l'art. 1er de la loi du 26 juillet, loin de viser les successions, les exclut en ne retenant que les transmissions contractuelles ; — Que la pensée du législateur s'affirme de nouveau dans l'art. 2, qui parle de transactions, c'est-à-dire de conventions immobilières ; — Considérant que, la loi du 26 juillet ne s'appliquant pas aux successions en général, il faut cependant se demander si, dans une succes-

Il s'appuie d'abord sur l'article 40 du décret du 13 décembre 1866, qui ne résout nullement la question. Les cadis peuvent procéder à la liquidation des successions et au partage, même depuis la loi de 1873, si les immeubles ne sont pas soumis au statut réel français.

---

sion, la licitation serait un acte d'une nature particulière qui pût être considéré comme une transmission contractuelle régie par la loi nouvelle ; — Considérant que, si la licitation réunit les formes extérieures d'un contrat, et si elle peut produire les effets d'une vente, elle doit être envisagée dans son but et dans son essence ; — Que, née d'une succession, et, dans cette succession, des difficultés du partage en nature, elle n'a d'autre but que d'aplanir ces difficultés et de réaliser le partage, dont elle n'est qu'un mode particulier. « Elle ne fait, dit Lebrun, avec le partage qu'une même affaire » et qu'un même contrat, et les cohéritiers, en licitant, n'ont l'intention » que de partager. » — Que l'art. 822 du Code civil place sur la même ligne les licitations et les partages, les attribuant sans distinction au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession comme les deux faces d'une même opération ; — Qu'il en est ainsi, à plus forte raison, en droit musulman, où la licitation n'a pas même obtenu de nom particulier et ne se distingue pas du partage ordinaire : « On vend, dit Sidi-Khalil (p. 467, t. 4), » les objets qui ne sont pas susceptibles de se partager en lots. » — Considérant que la licitation ne peut produire les effets d'une vente que par l'événement de l'adjudication, quand celle-ci est réalisée au profit d'un étranger à la succession ; — Qu'une situation tout opposée se produit quand c'est l'un des cohéritiers qui devient adjudicataire ; — Qu'en droit musulman et en droit français, l'acquisition par un cohéritier est déclarative, non attributive de propriété (C. civ., art. 883 ; loi de 1855 sur la transcription, art. 1er, § 4) ; — Qu'on ne peut régler la compétence, qui doit s'affirmer au début de l'action, par l'événement incertain de l'adjudication qui doit la clore ; — Que le caractère de partage de la licitation est certain et permanent, tandis que les effets de vente qu'elle peut produire ne sont qu'accidentels; qu'ils ne peuvent même apparaître qu'après coup, quand la licitation terminée n'existe plus comme procédure ; — Qu'alors, la succession liquidée et n'ayant plus d'existence propre, l'adjudicataire étranger pourra, aux termes de la loi du 26 juillet 1873, invoquer devant le tribunal civil français les effets contractuels que doit produire pour lui son acquisition et y porter, s'il y a lieu, sa demande en garantie; — Mais que cette compétence nouvelle ne saurait être admise avant l'adjudication, quand chacun ignore encore quel sera l'adjudicataire, et, par suite, s'il y aura vente ou non ; — Qu'il ne faut donc pas voir dans la licitation une transmission contractuelle, mais seulement une opération de succession, susceptible, une fois terminée, de produire des effets contractuels ; — Qu'elle est, par conséquent, régie par la loi générale des successions ; — Considérant qu'on objecte en vain que l'adjudication par saisie immobilière aura toujours lieu devant le tribunal civil, et que, par analogie, il en doit être de même de l'adjudication sur licitation ; — Que les distinctions profondes à faire entre les deux cas justifient, au contraire, la différence de compétence ; — Que, née d'un contrat dont elle a pour but d'assurer l'exécution, l'adjudication sur saisie a toujours le caractère d'une vente, d'une transmission

Le mot *établissement*, de l'art. 1er de la loi de 1873, ne vise que l'accession, la vivification d'une terre inculte, affirme l'arrêt. Où trouve-t-on cette définition restrictive? Dans le rapport de M. Warnier, dans le discours de M. Humbert? Ils disent, au contraire, que l'art. 3 du Code civil régira les immeubles du Tell algérien de la manière la plus absolue. Le sénatus-consulte applique au partage ce mot d'*établissement*.

---

contractuelle, ce qui la différencie complètement de l'adjudication sur licitation ; — Qu'en outre, l'adjudication sur saisie a seule l'effet de purger les hypothèques inscrites (art. 717 C. de proc. civ.), et qu'ainsi elle ne pouvait être portée que devant le tribunal où l'art. 692 du Code de procédure civile a organisé les mesures nécessaires pour sauvegarder les droits des créanciers ; — Considérant que, loin de changer la compétence en matière de successions musulmanes, la loi de 1873 a expressément maintenu dans son art. 7 toutes les règles relatives aux successions ; — Que le texte emploie une expression générale, loin de se restreindre aux seules règles de dévolution ; — Qu'en effet, le mode de partage touche d'aussi près que le partage lui-même aux mœurs, aux habitudes des indigènes ; — Que l'art. 7 nous révèle la pensée du législateur en rapprochant les règles des successions de celles du statut personnel ; — Que tout, dans les successions, se rattache à la famille, au statut personnel, et comporte, par conséquent, des ménagements particuliers ; — Qu'en organisant la propriété en Algérie, la loi a partagé la compétence immobilière en deux branches : d'une part, les contrats, actes toujours volontaires, attribués aux tribunaux français ; de l'autre, les successions, événements nécessaires et intimes de la famille indigène, réservées aux juges musulmans ; — Considérant qu'il en devrait être ainsi en ce qui concerne plus spécialement la liquidation des successions, puisqu'en droit musulman comme en droit français, la succession continue, par une fiction légale, la personne civile du défunt, et doit, par conséquent, rester soumise au droit naturel de celui-ci ; que dans l'*aceb* arabe, on reconnaît facilement l'agnat du droit romain ; — Que la personne du défunt était régie par une législation unique, la loi musulmane ; que la succession qui représente le *de cujus* ne peut être scindée pour voir appliquer une législation aux meubles et une autre aux immeubles ; — Que l'indivisibilité des successions est nécessaire surtout pour assurer entre les héritiers une exacte répartition ; — Que la législation française n'admet pas d'exception à ce principe, notamment en matière de licitation ; — Que les art. 954 et 970 du Code de procédure ne permettent de liciter devant le tribunal de la situation de l'immeuble que par commission rogatoire du tribunal de l'ouverture de la succession ; — Que cette commission rogatoire maintient l'unité des opérations successorales et de leur procédure ; — Considérant qu'on ne saurait accepter une commission rogatoire donnée par un tribunal musulman à un tribunal français pour procéder à une licitation ; — Qu'une commission rogatoire ne peut relier que deux tribunaux de la même famille, régis par la même législation et pouvant se rencontrer au sommet de la hiérarchie judiciaire, devant la Cour suprême ; — Qu'on n'admettrait pas que des commissions rogatoires pussent être échangées entre des tribunaux civils et des tribunaux criminels ; — Qu'une ju-

Confondant la succession avec le partage, l'arrêt dit que les mots *transmission contractuelle, transactions, conventions* ne s'appliquent pas aux successions, ce qui est exact; mais les derniers conviennent aux partages, et le premier à certains partages, sous forme de cession, de vente, d'échange, et à la licitation tranchée au profit d'étrangers ; le partage et la licitation au profit des copartageants sont sûrement un mode d'établissement de la propriété sur un immeuble déterminé. L'article 1er comprendrait même les successions, s'il n'y avait une exception dans l'article 7.

---

ridiction n'en peut déléguer une autre que dans le cercle de sa propre compétence ; — Que, si un tribunal musulman était incompétent pour procéder à une licitation, il le serait par là même pour déléguer le tribunal civil ; — Qu'ainsi on arrive à dire, dans le système ici combattu, que le tribunal musulman *(tribunal d'Alger)*, saisi de la liquidation d'une succession, devra, en face d'une licitation, se borner à surseoir et renvoyer les parties à se pourvoir, pour revenir terminer le partage devant lui, après la licitation opérée; — Qu'au lieu de respecter l'indivisibilité de la succession, on la fractionne donc, d'abord, en succession mobilière, laissée entièrement au cadi, et en succession immobilière; — Que cette dernière se subdiviserait elle-même en immeubles immédiatement partageables devant le cadi, et en immeubles impartageables qui rendraient nécessaire une instance devant le tribunal civil; — Considérant que la loi du 26 juillet 1873 a si peu voulu toucher aux successions et aux licitations, que son article 2 ne parle que de conventions et fixe le point de départ de l'application de la loi pour chaque nature de conventions; que le même article aurait également fixé une date d'application pour les autres actes d'une nature différente, si la loi avait dû s'y appliquer; — Considérant que les licitations ne rentrent évidemment pas dans la catégorie établie par le paragraphe 3 de l'article 2; — Qu'ainsi, la loi, si elle leur était applicable, le serait à partir du jour de sa promulgation, faute d'un autre point de départ; — Qu'on arriverait ainsi à cette contradiction choquante de voir dès à présent les licitations des successions musulmanes confiées dans toute l'Algérie aux tribunaux civils français, tandis que les conventions n'entraîneront la même compétence que lentement et successivement, à mesure que le gouverneur général l'aura jugé nécessaire, selon l'état de chaque région, et conformément à l'article 8 de la loi de 1873; — Considérant qu'on objecte que cette loi a pour but, et doit avoir pour effet, d'établir la certitude de la propriété en Algérie, notamment par la transcription; — Qu'en admettant cette proposition incontestable, il suffit de remarquer que les adjudications sur licitation faites devant le cadi à d'autres qu'à des cohéritiers devront être transcrites, tout comme celles qui s'opèrent à la barre des tribunaux civils; — Que si les actes des adjudications devant les cadis peuvent être rédigés, ainsi qu'on l'a remarqué, avec moins de clarté qu'un cahier des charges devant le tribunal civil, le législateur de 1873 ne s'est pas arrêté, pour ordonner la transcription, à des inégalités de rédaction des actes à transcrire; — Que l'article 2 de la loi de 1873 renvoie à la loi du 23 mars 1855, qui impose la transcription à tous actes sous seing privé

L'article 7 emploierait, selon l'arrêt, une expression générale qui pourrait s'étendre aux partages ; il semble impossible de séparer les règles du partage de celles des successions. Cela est si peu impossible que la loi a paru défectueuse à ceux qui l'ont ainsi interprétée, et que le décret du 10 septembre 1886 et la nouvelle loi du 15 avril 1887 enlèvent au cadi la compétence que lui laissait la loi de 1873 quand l'immeuble n'était pas soumis au statut réel français.

---

translatifs de propriété ; — Qu'il ne faudra donc pas s'étonner de voir transcrire des actes publics et authentiques de cadi, quand on voit la transcription s'appliquer aux actes sous seing privé arabes les plus informes ; — Considérant que l'application de la procédure française de licitation aux immeubles arabes entraînerait à bref délai la ruine des familles indigènes ; — Que la propriété arabe, d'une valeur infiniment moindre que les immeubles des Européens en Algérie, ne peut supporter les mêmes frais sans en être écrasée ; — Qu'il est même inexact de dire que les frais seraient égaux entre les uns et les autres ; — Que, chez les Européens, le nombre des copropriétaires est toujours très restreint ; — Que les indigènes, avec leurs habitudes séculaires d'indivision de la propriété, laissent passer plusieurs générations sans liquider les successions ouvertes ; — Que tel immeuble à liciter, d'origine patrimoniale, appartient souvent à une multitude de copropriétaires ; — Que l'obligation de les appeler tous en cause élèverait les frais dans une proportion absorbante ; — Qu'en présence d'un tel résultat, aussi opposé à une bonne politique qu'à l'équité, on comprend mieux encore que le législateur de 1873 ait dû s'abstenir de toucher aux successions musulmanes ; — Considérant que, si la liquidation de ces successions demeure au magistrat musulman, la succession reste soumise à sa compétence dans son ensemble et avec tous ses éléments ; — Qu'il n'y a pas lieu de rechercher l'origine des immeubles qui la composent ; — Que les immeubles des Musulmans soumis à la loi de 1873 ressortiront aux tribunaux français quand il s'agira de conventions, et aux tribunaux musulmans quand il s'agira d'une succession musulmane ; — Qu'ainsi, dans la cause, la maison située impasse de la Lyre et provenant d'un acquêt indivis fait, suivant acte notarié, par le *de cujus*, est soumise à une double indivision ; — Qu'on y rencontre d'abord l'indivision de communistes entre les copropriétaires acquéreurs, qui ne peut cesser que par une licitation devant le tribunal civil, laquelle mettrait fin à toute indivision quelconque ; — Qu'on distingue ensuite l'indivision entre les héritiers de Mahmoud, laquelle ne comprend que la part qu'avait Mahmoud dans cet immeuble ; — Que la licitation qui n'a pour but que de faire cesser cette seconde indivision, partielle et restreinte, n'est qu'une opération de succession, de la compétence des tribunaux musulmans ; — Que c'est cette sorte de licitation qui a été poursuivie devant le cadi ; — Que la maison dont il s'agit peut donc être l'objet de deux licitations ayant un but différent, l'une devant le cadi, et l'autre devant le tribunal ; — Qu'entre ces deux actions, également recevables, la priorité appartient à celle qui a été intentée la première ; — Qu'il résulte des conclusions prises devant le cadi qu'au moment de sa comparution, Ali n'avait pas encore intenté son action devant le

La loi de 1873, d'après l'arrêt, aurait déféré les contrats aux tribunaux français, les successions aux juges musulmans. La loi a laissé au juge musulman les conventions, aussi bien que les successions entre Musulmans, quand elles ont pour objet un immeuble non soumis au statut réel français ; et elle lui a laissé les successions, même quand elles ont pour objet l'immeuble français, mais non les conventions ; et le partage

---

tribunal civil, laquelle a été formalisée le même jour, mais après le jugement du cadi et pour lui faire échec ; — Considérant qu'il reste à examiner si les principes de la compétence qui viennent d'être affirmés doivent fléchir à raison des droits de Giraud, créancier d'Ali, qui s'est pourvu, autant qu'il était en lui, dans l'état de la législation algérienne, quand il a saisi le tribunal civil, incidemment à l'appel soumis à la Cour ; — Qu'au surplus Ali, partie en cause, invoque les droits de Giraud ; — Considérant que le créancier d'un héritier musulman ne peut ni intervenir dans la succession, ni provoquer la licitation des immeubles qui en dépendent ; — Que les articles 882, 1166 et 2205 du Code civil ne trouvent pas leur similaire en droit musulman (Sautayra, t. II, p. 204), qui repousse toute ingérence d'un étranger dans la famille indigène ; — Que la fiction légale par laquelle les articles 1166 et 2205 substituent le créancier à son débiteur ne peut se suppléer ; — Qu'elle est repoussée par le caractère exclusif et jaloux de la législation islamique, qui permet, même au parent éloigné d'un vendeur, d'évincer par le remboursement de la chefâa l'acquéreur d'un immeuble qui a payé son prix ; — Considérant que le créancier n'est que l'ayant cause de son débiteur ; — Qu'un héritier ne peut priver ses cohéritiers de la compétence musulmane ; — Qu'il ne peut le faire non plus indirectement en contractant des dettes et en faisant agir son créancier ; — Que Giraud ne peut se soustraire à cette situation en invoquant un droit hypothécaire ; — Qu'il n'a pas d'hypothèque sur les biens de la succession, mais seulement l'éventualité d'une hypothèque sur les immeubles qui seront, par un partage ultérieur, attribués à son débiteur, en nature ou en prix (Demolombe, successions, t. 5, p. 327 et autorités citées) ; — Que, du reste, le créancier hypothécaire n'est lui-même que l'ayant cause du débiteur, chaque fois qu'il n'a aucun intérêt distinct de celui de ce dernier, comme lorsqu'il s'agit d'une nullité d'hypothèque ou de priorité de rang (Voir notamment Cass., Sirey, 69, 1456) ; — Considérant que, si Giraud avait même le droit personnel qu'il prétend sans le posséder, il ne pourrait en faire éprouver les conséquences qu'à son débiteur lui-même, et non aux cohéritiers de celui-ci, avec lesquels il n'a point contracté ; — Que la situation de ces derniers serait cependant affectée, si l'intervention de Giraud, à eux étranger, pouvait exercer la moindre influence sur le mode de règlement de la succession à laquelle ils sont appelés ; — Considérant, du reste, que la licitation devant le cadi laisse subsister les droits du créancier ; — Qu'il pourra les exercer sur la part du prix que la licitation attribuera à son débiteur ; — Que, si l'immeuble dont le prix servira à faire la part d'Ali est adjugé à un étranger à la succession, Giraud pourra même en vertu de son hypothèque, alors certaine et fixée, soit exercer un droit de priorité sur le prix de l'immeuble attribué à son débiteur, soit, s'il juge ce

est une convention ; mais non l'établissement du droit de propriété sur cet immeuble par le partage, en vertu du droit de succession, que ce partage résulte d'un accord amiable ou

---

prix insuffisant, faire mettre cet immeuble aux enchères devant le tribunal civil, comme il l'aurait pu faire après une vente ordinaire (art. 2185 C. c.) (Demolombe, successions, t. 5, p. 327, et arrêts cités); — Mais qu'il ne pourra agir que sur l'immeuble attribué spécialement à son débiteur, et quand la succession musulmane sera liquidée et terminée, au lieu d'agir sur l'ensemble des immeubles de cette succession, appartenant encore à la masse des héritiers; — Qu'en outre, en exerçant le droit de mise aux enchères de l'art. 2185, le créancier garantit à tous les intéressés le 1/10e en sus du prix et les charges, tandis qu'en faisant liciter devant le tribunal civil les immeubles de la succession, il ferait, sans aucun risque personnel, supporter les frais de la procédure à la succession, par conséquent à tous les héritiers qui ne sont pas débiteurs ; — Au fond : — Considérant que le jugement dont est appel n'ordonne pas la mise en vente de la part indivise d'un cohéritier, mais la licitation de la totalité des parts d'immeubles appartenant au défunt et constituant par conséquent son patrimoine immobilier; — Qu'il ne s'agit, dans l'espèce, que de liquider la succession de Mahmoud; — Que, s'il était possible de liquider préalablement la part du *de cujus* dans des successions antérieures elles-mêmes non liquidées et dans une communauté, cette opération préliminaire n'était pas obligatoire;— Qu'on peut aussi, comme l'a fait le cadi, arriver à la liquidation de la succession de Mahmoud en licitant sa part dans les immeubles indivis ; — Que l'adjudicataire de la part immobilière de Mahmoud aura pris la place du *de cujus*; — Que la licitation opérée aura, tout en laissant subsister l'indivision antérieure au décès de Mahmoud, fait disparaître la seconde indivision dérivant de ce décès et existant entre les héritiers de Mahmoud ; — Que les choses seront ainsi remises au même état que du vivant de Mahmoud; — Qu'en droit musulman, comme en droit français (art. 888 du C. civ.), tout acte qui fait cesser l'indivision entre cohéritiers est un mode de partage ; — Considérant que le partage et l'attribution de parts d'immeubles sont admis et même prescrits par la jurisprudence musulmane; — Que Sidi Khalil s'exprime ainsi (T. 4, p. 481) : « Une maison appartient à » deux copropriétaires : l'un d'eux meurt et laisse des héritiers. Toujours » alors, *et même contre le gré des héritiers*, la moitié de la maison est don- » née en partage au copropriétaire survivant, et l'autre moitié aux héri- » tiers qui, ensuite se la partagent s'ils le veulent. » — Qu'ainsi on admet une opération de partage qui ne détruise pas toute indivision; — Considérant que les parts d'immeubles peuvent être vendues avantageusement; — Que les Musulmans, accoutumés à l'indivision, ne sont pas écartés par elle ; — Que, disposant de capitaux restreints, ils préfèrent souvent des parts d'immeubles à des immeubles entiers; — Par ces motifs : — Sur la compétence et sur le fond : — Confirme le jugement, charge le cadi maléki d'Alger de son exécution; — Condamne Ali à payer à ses cohéritiers le coût de la grosse du présent arrêt, qui sera prélevé sur sa part héréditaire, etc.

C. d'Alger (Ch. musulm.), 28 juin 1876. — MM. Bastien, *prés. rap.* Cammartin, *av. gén.* (concl. conf.), Chéronnet et Mallarmé, *av.*

d'une décision judiciaire, d'une convention entre parties ou d'une convention par jugement.

Devons-nous encore suivre l'argumentation si touffue de l'arrêt ?

Le rédacteur ne peut comprendre que les règles de la succession soient soumises à un juge, celles du partage à un autre. La réforme proposée alors, réalisée aujourd'hui, fait précisément cette division des attributions.

Une commission rogatoire ne peut être adressée du tribunal français au tribunal musulman... Mais les tribunaux étrangers s'adressent des commissions rogatoires.

L'argument si subtil fondé sur le point de départ de l'application de la loi française aux conventions et aux licitations qui ne seraient pas des conventions pèche par sa base : le partage en nature ou par licitation est une convention. Ensuite, il s'agit uniquement de partage pour les biens déjà soumis à la loi française ; il n'y a plus à fixer le point de départ du statut réel français.

Répondant à une objection, l'arrêt dit que l'acte devant cadi devra être transcrit, s'il porte sur un immeuble soumis à la loi française. Un acte de vente devant cadi pourrait être aussi transcrit, cependant la loi l'interdit, comme elle interdit le partage, quand il s'agit d'immeubles français; elle se défie, non sans raison, de leur rédaction, comme l'a dit M. l'avocat général dans son discours de rentrée.

Le dernier motif, et le seul exact à nos yeux, mais à un point de vue législatif, s'appuie sur les frais du partage entre des cohéritiers si nombreux. Aussi la réforme sur ce point vient d'être accomplie.

A la fin de l'arrêt, une autre question est examinée : au procès se trouvait un Français, créancier hypothécaire d'un cohéritier. La Chambre musulmane se déclare compétente à son égard, parce que tout créancier n'est que l'ayant-cause de son débiteur. Cela n'est pas exact pour le créancier hypothécaire. Mais la question est de savoir si un cadi, juge entre Musulmans, peut juger un Français. Toutes les lois algériennes sont si absolues à cet égard qu'aucune exception ne nous paraît possible, sauf le cas de fraude. La juridiction française applique le droit musulman entre Musulmans et Européens, même entre Musulmans. Pourquoi abandonnerait-on à un cadi la cause d'un Européen? Le procès sera-t-il moins bien jugé par nos tribunaux que par un cadi!....

(A suivre.)

L.-A. EYSSAUTIER,
Conseiller à la Cour d'appel d'Alger.

BIBLIOGRAPHIE

TRAITÉ ÉLÉMENTAIRE DE DROIT MUSULMAN ALGÉRIEN (ÉCOLE MALÉKITE), — par M. E. ZEYS, président de Chambre à la Cour d'Alger, chargé du cours de droit musulman à l'École de droit. — Tome second. — Alger, *A. Jourdan,* 1887.

M. le président Zeys vient de faire paraître le second volume de son *Traité élémentaire de droit musulman algérien.*

Le premier volume était consacré au mariage et à l'interdiction, et renfermait, en outre, une partie des contrats. Le second contient la fin de cette dernière matière et se termine par l'étude des testaments et des successions.

Après avoir exposé les principes de la vente, du prêt de consommation, du nantissement, de la transaction, du cautionnement, et de la société considérée en général et dans un certain nombre de ses formes, l'auteur expose aujourd'hui les principes du mandat, du dépôt, du prêt à usage, du partage, de deux autres formes de société (la commandite et le bail à colonage partiaire), du louage, de la promesse conditionnelle, du contrat d'affrétement, de la donation et en particulier du habous, cette institution si préjudiciable aux progrès économiques et depuis longtemps battue en brèche par la jurisprudence algérienne. A la suite de son guide, Khalil, dont il commente le *Précis*, M. Zeys nous avait déjà fait connaître quelques modes d'extinction des obligations; il touche maintenant, avec l'aveu, à la matière de la preuve, et fait, avec l'usurpation, une incursion dans le domaine des obligations délictuelles.

L'étude des testaments est complétée par un résumé des règles de la tutelle testamentaire. Puis M. Zeys aborde la matière des successions, cette partie du droit musulman où se reflétait à l'origine d'une manière si vive le caractère d'un peuple éminemment guerrier, et où les réformes de Mahomet ont opéré une révolution si profonde. L'auteur se conforme encore ici à l'ordre adopté par Khalil; le sujet est divisé en trois parties : la première est relative aux prélèvements, la seconde aux héritiers à réserve, la troisième aux agnats. M. Zeys fait remarquer à ce propos que c'est la première fois que le chapitre des successions de Khalil est commenté en français.

Avons-nous besoin de dire qu'on retrouve dans ce second volume toutes les qualités par lesquelles se recommandait le commencement du traité ?

Ce qui frappe surtout dans l'ouvrage de M. Zeys, c'est le soin avec lequel l'auteur dégage l'esprit du droit musulman, et s'efforce de faire apparaître le lien plus d'une fois obscur de ses dispositions en s'inspirant des mœurs et des idées sous l'empire desquels cette législation s'est formée. De plus, tout en accusant nettement la physionomie originale du droit islamique, M. Zeys ne s'interdit pas les comparaisons avec le droit romain et avec notre propre droit; et ces rapprochements intéressants et discrets complètent le tableau d'une législation qui, si elle perd graduellement de son importance pratique en Algérie, y reste encore debout dans ses parties essentielles, et conserve d'ailleurs tout son attrait au point de vue de l'histoire et de la science juridique.

Au reste, M. Zeys n'oublie pas que son ouvrage est un traité élémentaire ; il en écarte des controverses et des difficultés qui y trouveraient malaisément leur place ; il se contente de nous présenter dans un style sobre et élégant une exposition claire et méthodique.

P. L.

DE LA LOI APPLICABLE AU TAUX DE L'INTÉRÊT LÉGAL EN TUNISIE

POUR LES CRÉANCIERS FRANÇAIS

Quelle loi doit, en Tunisie, régir le taux de l'intérêt pour les créanciers français? Le seul énoncé de la question en montre toute l'importance théorique et pratique.

C'est à cette question que se rattachent deux jugements rendus le même jour par le tribunal français de Tunis (24 juillet 1883, faillite Gardelle, *Revue algérienne*, 1887, 2, 350). Dans l'une et l'autre instances, des créanciers d'une faillite demandaient à être colloqués pour les intérêts de leurs créances au taux de 12 pour cent, taux ordinaire en Tunisie, tandis que le syndic n'entendait admettre que les intérêts calculés au taux de 6 pour cent, taux légal, en matière commerciale, d'après la loi française de la métropole.

Le conflit était par conséquent soulevé entre la loi tunisienne et la loi française. Or, il est arrivé que les deux lois l'ont tour à tour emporté. Triomphante dans la première espèce, la loi tunisienne a dû faire place, dans la seconde espèce, à la loi française; et, tandis qu'un créancier s'est vu allouer des intérêts à 12 pour cent, d'autres créanciers de la même faillite ont dû se contenter d'intérêts calculés au taux de 6 pour cent.

Comment expliquer cette diversité de traitement pour des créanciers entre lesquels la faillite a précisément pour but d'assurer l'égalité proportionnelle la plus rigoureuse? Comment expliquer ces deux solutions opposées admises par les deux jugements?

A vrai dire, la décision qui, dans la première espèce, fait droit aux prétentions du créancier demandeur et lui permet de réclamer des intérêts au taux de 12 pour cent l'an n'émane point du *tribunal français de première instance* institué à Tunis par la loi du 27 mars 1883. Ce tribunal n'a fait que la reconnaître et la sanctionner, en maintenant l'autorité de la chose jugée à un jugement précédemment rendu par le *tribunal consulaire* de France à Tunis (1), et en prononçant, par

(1) Cpr. Chambéry, 19 février 1875 (Sir., 75, 2, 174), et Tunis, 11 mars 1885 (*Revue algérienne*, 1885, 2, 278).

interprétation de ce jugement, que « le taux du pays en Tunisie devait s'entendre du taux ordinaire de 12 pour cent. » Dans la seconde espèce, au contraire, statuant sur le fond même de la prétention des créanciers, le tribunal actuel écarte l'application de la loi du pays et, par un brusque abandon de la jurisprudence des tribunaux consulaires, se prononce nettement pour l'application de la loi française (1).

Où est la vérité? Est-elle dans la décision du tribunal consulaire qui applique la loi tunisienne, ou dans la décision du tribunal de première instance qui applique la loi française? Il ne sera peut-être point sans intérêt de mettre en lumière les motifs de ces solutions opposées et d'en apprécier la valeur respective : nous franchirons du reste les limites du débat qui s'agitait devant le tribunal de Tunis, et essaierons de déterminer, d'une façon générale, sur quel taux d'intérêts peuvent compter les créanciers français, pour les capitaux qu'ils engagent en Tunisie.

L'intelligence des nombreux et divers points de détail que met en cause une étude relative à la Tunisie et à la matière des intérêts nécessite au préalable quelques observations, que nous faisons une fois pour toutes et sous le bénéfice desquelles devront être entendues toutes nos explications :

1° Nous supposerons toujours que les questions relatives au cours et au taux de l'intérêt se posent entre Français, et sont de nature à être soumises au tribunal français de Tunis;

2° La loi musulmane suivie en Tunisie condamne le prêt à intérêt; néanmoins, les beys de Tunis ont toléré l'intérêt conventionnel, sans le réglementer, et en laissant par conséquent toute liberté quant à la fixation du taux auquel il peut être stipulé;

3° Au contraire, pour les intérêts non conventionnels, c'est-à-dire pour les intérêts moratoires ou légaux, il paraît s'être formé en Tunisie une législation, une *lex non scripta*, qui, par imitation du Code de commerce ottoman applicable aux étrangers, fixe à 12 p. % le taux de ces intérêts. C'est cet usage local que nous qualifierons néanmoins de législation tunisienne quand nous parlerons de la *lex loci contractûs*, ou de la loi du pays; — c'est ce taux que nous appellerons taux « ordinaire » ou taux « légal » en Tunisie.

Avec la loi et la doctrine francaises, nous distinguons, suivant la source qui leur donne naissance, deux espèces d'in-

(1) Cette seconde décision a une importance considérable, car elle a, depuis, servi constamment de règle au tribunal de Tunis.

térêts; les uns conventionnels, les autres légaux (art. 1907 C. civ.). Parmi ceux-ci, les uns ne courent que du jour où le débiteur est en demeure de payer, ce sont des intérêts dits moratoires; les autres courent de plein droit, ce sont des intérêts légaux *stricto sensu*. Bien que les intérêts conventionnels ne fussent pas en question devant le tribunal de Tunis, ils n'en méritent pas moins de nous arrêter quelques instants.

I

Quelle est donc, tout d'abord, la loi qui régira les stipulations d'intérêts faites par les créanciers français en Tunisie? Est-ce la loi française du 3 septembre 1807, avec sa limitation du taux de l'intérêt (1)? Est-ce la loi tunisienne, avec la liberté du taux de l'intérêt conventionnel? Ceux de nos concitoyens qui font fructifier leurs capitaux en Tunisie n'ont probablement jamais été arrêtés par la crainte que pareille question pût être agitée; s'ils avaient soulevé quelque doute, on leur eût répondu que tous les juges français sont d'accord avec tous les jurisconsultes — ou à peu près — pour décider que la loi de 1807, qui fixe en France un maximum au taux de l'intérêt, « ne régit les contrats de prêt d'argent qu'autant que le prêt a été réalisé en France, » et que « c'est la loi du pays dans lequel la convention de prêt a été passée et doit s'exécuter, qui détermine le taux de l'intérêt (2). »

En d'autres termes, c'est la *lex loci contractûs*, c'est-à-dire la loi du lieu auquel les parties se réfèrent en s'obligeant, qui seule doit régir le taux de l'intérêt conventionnel. La loi de 1807 n'est point une loi d'ordre public, que le juge français doive appliquer en toute circonstance, sans tenir compte du lieu où l'obligation doit s'exécuter; c'est une loi purement territoriale, faite pour la France continentale, et applicable seulement aux conventions de nature à produire leur effet sur le territoire de la France continentale. Si ce point avait besoin d'être démontré, il nous suffirait de rappeler quelle est à cet égard la situation de l'Algérie, — sans parler dès à présent de nos autres colonies.

(1) La loi du 3 septembre 1807 est abrogée aujourd'hui, en matière de commerce, par la loi du 12 janvier 1886. Mais nous nous plaçons, dans cette étude, à la date où les jugements que nous commentons ont été rendus, c'est-à-dire en 1883.

(2) Civ. cass., 21 décembre 1874 (Sir., 75, 1, 78); Chambéry, 19 février 1875 (Sir., 76, 2, 174); Lyon, 3 août 1876 (*Journal du droit international privé*, 1877, IV, 356).

L'ordonnance du 7 décembre 1835 et la loi du 27 août 1881, tout en fixant pour l'Algérie un taux déterminé de l'intérêt légal, laissent aux parties toute liberté pour stipuler un intérêt conventionnel supérieur : la jurisprudence algérienne n'a rien pu contre les abus même de cette liberté.

II

Mais, dans l'espèce soumise au tribunal de Tunis, il s'agissait d'intérêts *moratoires*, accordés par le juge à la suite d'une demande en justice, sans qu'une convention spéciale relative à leur taux fût préalablement intervenue. Cette circonstance devait-elle conduire à une solution différente? Nous ne le croyons pas.

C'est aussi un principe admis en droit international privé qu'il faut chercher dans la législation en vigueur là où l'obligation doit être exécutée les règles relatives à cette exécution et à ses conséquences. C'est, par conséquent, la *lex loci solutionis* qui doit déterminer si des intérêts moratoires sont dus, et quel est le taux de ces intérêts. — C'est au lieu du paiement que se manifeste le fait qui donne naissance aux intérêts moratoires, c'est donc de la loi sous l'empire de laquelle ce fait se produit que dépendent naturellement les conséquences de ce fait. — Les intérêts moratoires sont la peine d'un retard, c'est donc la loi du lieu où le retard se produit, où la peine est encourue, qui doit en régler la fixation (1).

La doctrine est presque unanime sur ce point ; quant à la jurisprudence française, elle paraît bien hésitante.

Certains arrêts, tout en respectant la stipulation conventionnelle faite à l'étranger, ont décidé que la loi française devait reprendre son empire à partir du jour où la convention était soumise à un tribunal français, et que ce tribunal ne saurait accorder, pour l'avenir, que les intérêts au taux légal fixé par la loi française (2).

Mais la Cour de cassation a fait justice de cette distinction, en se fondant sur le principe que la demande et la sentence judiciaire n'entraînent pas novation de l'obligation primitive, laquelle doit toujours continuer à produire, au profit du créancier, les mêmes avantages accessoires (3).

---

(1) Massé, *Droit commercial*, I, n° 620 ; Fœlix et Demangeat, *Traité de droit international*, I, p. 252 ; Pasquale Fiore, trad. Pradier-Fodéré, *Droit international privé*, n° 267 ; Renault, *Revue critique*, 1881, X, p. 473. — *Contrà :* Laurent, *Droit civil international*, VIII, n° 246.

(2) Aix, 14 janv. 1825 (Sir., 25, 2, 7) ; Bordeaux, 22 août 1865 (Sir., 66, 2, 217).

(3) Req. rej., 12 juin 1857 (Sir., 59, 1, 751) ; Bastia, 19 mars 1866 (Sir., 66, 2, 255) ; Chambéry, 12 février 1869 (Sir., 70, 2, 9).

Par contre, la Cour suprême, quand il s'agit d'intérêts moratoires proprement dits, demandés devant un tribunal français sans être la conséquence d'une stipulation conventionnelle, — après l'échéance fixée, par exemple, — admet que ce tribunal ne peut allouer que l'intérêt légal fixé par la loi française. Cela résulte d'un des considérants de l'arrêt du 12 juin 1857, et implicitement d'un arrêt postérieur rendu par la Chambre des requêtes, le 9 juin 1880 (Sir., 81, 1, 149). En décidant que la loi du 3 septembre 1807 n'est point applicable aux intérêts *compensatoires* réclamés, sur le fondement de l'art. 1382 C. civ., comme réparation d'un délit commis en pays étranger, l'arrêt insiste sur cette remarque qu'il ne s'agit pas d'intérêts *moratoires* accordés sur le fondement de l'art. 1153 C. civ. D'où l'on avait pu supposer que la Cour de cassation appliquerait, au contraire, la loi de 1807 aux intérêts moratoires réclamés, — soit en pays étranger, devant un tribunal français, — soit devant un tribunal de la métropole pour une obligation qui devrait s'exécuter en pays étranger. C'est en ce sens, en effet, que, dans un arrêt plus récent, du 13 avril 1885 (Sir., 86, 1, 154), la Chambre des requêtes s'est prononcée, statuant sur un arrêt de la Cour de Paris du 2 mai 1882, lequel avait réformé un jugement du tribunal de la Seine du 27 juin 1877.

Si telle est la jurisprudence nouvelle que la Cour suprême entend consacrer, nous n'hésitons pas à la combattre, soit sur le terrain du droit international privé, soit sur le terrain de la loi française elle-même appréciée d'après ses textes et son esprit.

A. — En droit international, d'abord, les principes sont certains et non contestés. Nous les avons indiqués : c'est la *lex loci solutionis* qui sert de règle à la détermination du taux des intérêts moratoires, comme la *lex loci contractûs* à la détermination du taux des intérêts conventionnels. Si une loi, comme la loi française de 1807, ne s'oppose pas à ce qu'on suive pour ceux-ci la loi du lieu du contrat, c'est-à-dire la loi du lieu où le contrat doit produire son effet, elle ne s'oppose pas davantage à ce qu'on suive pour ceux-là la loi du lieu dans lequel se produit le fait qui leur donne naissance. Nous verrons qu'à l'exemple de la doctrine presque universelle, les jurisprudences étrangères proclament ces deux principes comme corrélatifs et absolument dépendants l'un de l'autre.

Quelle serait, en effet, la raison de distinguer entre les intérêts conventionnels et les intérêts moratoires ?

Il est facile d'affirmer, comme un arrêt de la Cour d'Aix (1), invoqué par le tribunal de Tunis, que « si l'une des parties se borne à demander l'intérêt de droit ou légal, la loi de 1807 est la seule règle que les tribunaux français *peuvent* et *doivent* suivre; » — comme l'arrêt de la Cour de cassation de 1857, que « les tribunaux français ne *doivent,* pour les intérêts moratoires, accorder que l'intérêt fixé par la loi française; » — comme le rapporteur de l'arrêt de 1880, que « si la loi française ne régit pas les conventions passées en pays étranger, elle reprend son empire quand il s'agit de régler les intérêts moratoires; » — comme l'arrêt de la Cour de Paris du 2 mai 1882, que « les intérêts qui peuvent être dus comme accessoires des condamnations prononcées *doivent* être déterminés conformément à la loi française et à l'art. 1153 du Code civil. » — Ce sont là de pures et simples affirmations qu'aucune démonstration n'accompagne.

Quant au dernier arrêt de la Cour de cassation, il est favorable à la solution que nous défendons. Car, pour appliquer la loi française aux intérêts moratoires, il se fonde sur le considérant suivant : « Attendu que l'obligation de payer les intérêts litigieux dérive, non des stipulations d'un contrat passé à l'étranger, mais de la demande elle-même; que c'est donc en France que cette obligation a pris naissance. » Or, transportons ce raisonnement dans notre espèce et nous dirons : « la demande d'intérêts a été formée à Tunis, c'est donc en Tunisie que l'obligation a pris naissance, c'est donc la loi tunisienne qui doit être appliquée. » Toutefois, le principe qui sert de base à cette déduction est contraire à celui que nous avons posé : nous voulons, pour la fixation du taux des intérêts moratoires, la loi du *lieu de l'exécution* de l'obligation principale; la Cour suprême veut la loi du *lieu du tribunal* devant lequel la demande est portée; cette différence peut, dans des espèces autres que celle dont nous nous occupons spécialement ici, conduire à des solutions opposées.

Réunissons donc, pour la réfuter, la raison donnée par la Cour de cassation à une autre raison non moins spécieuse, et qu'un auteur exprime ainsi : Si les intérêts moratoires doivent être régis par la loi française, « c'est que les intérêts dus par l'emprunteur après la demeure ne procèdent plus de la convention primitive, dont les effets ont cessé à l'échéance convenue ou à la mise en demeure; qu'ils sont dus à raison du retard et en vertu de la loi. Comment donc les tribunaux

(1) Aix, 12 juin 1862 (Féraud-Giraud, *De la juridiction française dans les Échelles du Levant et de Barbarie,* II, p. 236).

français devant lesquels la demande est portée pourraient-ils les allouer dans une mesure excédant le taux établi par la loi française? » (1).

Tel est probablement aussi l'argument qui se voile sous la formule du considérant précité de la Cour de cassation; car, ce n'est point la demande en justice qui, par elle-même, fonde le droit aux intérêts moratoires; cette demande ne fait que constater le retard dans l'exécution de l'obligation principale, retard qui est bien la cause vraie des *dommages*-intérêts moratoires.

Sous l'une et l'autre formes, l'argument n'est que la traduction d'une vieille doctrine qui a été préconisée par Boullenois, dans son *Traité de la personnalité et de la réalité des statuts* (II, 477). Elle distinguait selon que les droits invoqués par l'un des contractants étaient nés *du contrat* lui-même, comme conséquence *directe*, ou naissaient seulement *à l'occasion* du contrat, par une cause *nouvelle* et purement *accidentelle*. Dans la première catégorie rentrent les intérêts conventionnels; dans la seconde, les intérêts résultant de la demeure, de la demande en justice, les intérêts moratoires. Les premiers naissent directement de la convention primitive, les autres n'en sont plus la conséquence : voilà pourquoi les uns et les autres ne peuvent être régis également par la même loi.

Cette conclusion nous semble pourtant des plus contestables, et nous espérons la faire échouer devant deux considérations : d'une part, la doctrine qui lui sert de prémisses ne l'autorise nullement; d'autre part, cette doctrine conduit, au contraire, à un argument tout opposé.

a. — D'une part, la distinction dogmatique faite par Boullenois n'autorise point l'application qu'on voudrait en faire aujourd'hui à la théorie des intérêts conventionnels ou moratoires. Ce n'est point une cause nouvelle et purement accidentelle qui produit les intérêts moratoires, ces intérêts ne sont point un effet se reproduisant seulement à l'occasion du contrat, effet que les parties seraient censées n'avoir pas eu en vue. Car, ainsi que le fait remarquer M. Laurent (*op. cit.*, n° 214); « certes, s'il y a une chose qui est inhérente au contrat, c'est son exécution; par conséquent les parties ont dû prévoir aussi l'inexécution de leurs engagements;... donc la loi qui régit le contrat doit aussi recevoir son application aux intérêts moratoires. »

(1) Pont, *Petits contrats*, I, n° 271.

b. — D'autre part, la doctrine de Boullenois, en la supposant applicable à notre espèce, conduit à un argument tout opposé à celui qu'on en prétend déduire. En effet, c'était précisément pour les droits naissant d'une cause nouvelle et ne procédant plus de la convention primitive que le vieil auteur voulait qu'on suivît la *lex loci solutionis.* « C'est pourquoi, dit-il, pour savoir quels sont les intérêts qui peuvent être encourus contre un débiteur, résultant de sa demeure (il s'agit bien des intérêts moratoires), il faut suivre la loi du lieu où le payement devait se faire, parce que c'est là que les intérêts prennent naissance. » Si donc la *lex loci contractûs* régit les intérêts conventionnels naissant directement du contrat, c'est *a fortiori* que la *lex loci solutionis* doit régir les intérêts moratoires naissant indirectement du contrat, sans en procéder, et par suite du retard apporté dans son exécution; — c'est *a fortiori*, parce que c'est dans ce pays que le droit aux intérêts moratoires prend naissance et que se produit le fait, le retard, dont ils sont la compensation légalement tarifée.

On voit par conséquent que la doctrine de Boullenois, doctrine générale dans notre ancienne jurisprudence, bien loin de favoriser la solution proposée par M. Pont, se retourne contre elle et en détruit l'unique argument.

Mais n'est-il pas un autre argument qui viendrait avec avantage prendre la place du précédent? Nous l'empruntons à l'un des rares, mais des plus convaincus partisans de la théorie que nous combatons, M. Laurent *(op. cit.*, n° 216) : c'est que l'art. 1153 du Code civil et la loi du 3 septembre 1807 seraient, pour la France, des lois d'ordre public, auxquelles, par suite, nul tribunal français n'aurait le droit de déroger.

Si cette théorie était exacte, la Cour de cassation serait, sans aucun doute, bien fondée à affirmer, comme dans l'arrêt de 1857, « que les tribunaux français ne *doivent* accorder que l'intérêt fixé par la loi française. » Pourtant, notre jurisprudence s'est bien gardée d'invoquer cet argument; elle a compris que, l'invoquer pour la fixation des intérêts moratoires, ce serait condamner les décisions par lesquelles elle sanctionne la liberté des stipulations conventionnelles d'intérêts à l'étranger. Si M. Laurent conteste — non sans hésitation — « que les tribunaux français puissent, en vertu d'une loi étrangère, condamner le débiteur à des intérêts moratoires excédant le taux légal, » c'est qu'il lui paraît « certain » que des Français à l'étranger ne pourraient pas non plus, par convention, « adopter une loi étrangère allouant un taux plus élevé que l'intérêt fixé par la loi du 3 septembre 1807. » La logique l'impose, dans l'opinion générale de M. Laurent.

Mais si, au contraire, la loi étrangère peut servir de règle pour la convention d'intérêts, la même logique commande avec la même force que la loi étrangère conserve aussi son empire pour la fixation du taux des intérêts, moratoires. M. Laurent le reconnaît hautement, « c'est la loi qui régit le contrat qui doit recevoir son application à la demeure, » c'est-à-dire aux intérêts moratoires (1).

B. — Nous venons de démontrer que, d'après les principes du droit international privé, la loi applicable aux intérêts moratoires est la *lex loci solutionis,* la loi du pays où l'exécution de l'obligation doit avoir lieu. Nous allons voir que la législation française, en particulier, marche d'accord avec ces principes : la situation faite par elle à l'Algérie et aux autres colonies formera la base de notre démonstration.

Cette situation — nous la replaçons rapidement sous les yeux — est la suivante :

En Algérie, le taux de l'intérêt conventionnel n'est pas limité. Le taux de l'intérêt légal n'a pas été celui de la loi de 1807; il était fixé, depuis 1835, à 10 0/0 (2); il a été réduit à 6 0/0 par la loi du 27 août 1881.

Dans nos autres colonies, la loi de 1807 n'a jamais non plus été applicable, parce qu'elle n'y a pas été promulguée (3). En conséquence, les parties y jouissent d'une liberté entière pour la fixation de l'intérêt conventionnel. Quant au taux légal, il n'est certainement pas celui de la métropole, et paraît être celui fixé par la législation spéciale en vigueur dans la colonie ou par les usages divers qui y sont suivis (4).

Cela étant, nous avons à rechercher comment nos concitoyens français doivent être traités, en Tunisie, au point de vue de la fixation du taux de l'intérêt moratoire. Faut-il les traiter comme s'ils étaient en France, ou en Algérie, ou dans une colonie française, ou dans un pays étranger? Quelle législation doit, en cette matière, leur être appliquée par le tribunal français de Tunis : est-ce la législation de la métropole, ou celle de l'Algérie, ou celle d'une colonie, ou celle de la Tunisie elle-même. Examinons.

---

(1) Laurent, *op. cit.*, n° 214; Cpr., pour la doctrine anglo-américaine, *eod, loc.*, n° 223.

(2) Sauf du 4 novembre 1848 ou 21 novembre 1849.

(3) Pont, *op. cit.*, n° 263; — Req. rej., 7 août 1843 (Dalloz, J. G. v° *Loi*, n° 164, note 2); — Avis du Conseil d'État, du 28 août 1880, cité par Dislère, *Rép. du droit adm.*, v° *Colonies,* n° 1114.

(4) Cpr. Cour de la Martinique, 15 juillet 1841 (Dalloz, J. G. *loc. cit.)*; Bourges, 6 mars 1860 (Sir., 60, 2, 621).

1° Serait-ce la législation de l'Algérie, de telle sorte qu'en Tunisie, l'intérêt conventionnel étant libre, l'intérêt légal serait limité à 6 0/0? Mais comment donc? Nous avons bien un texte, la loi du 27 mars 1883 (*Revue algérienne*, 1885, 3e partie, p. 39), qui organise une juridiction française en Tunisie, qui institue un tribunal français à Tunis, lui attribue la connaissance de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français et le place dans le ressort de la Cour d'appel d'Alger. Cette loi contient un art. 7 décidant que, sauf dérogation, « les règles de procédure et d'instruction criminelle déterminées par les lois, décrets et règlements en vigueur en Algérie sont applicables aux juridictions instituées en Tunisie; » elle contient un art. 11 portant que « jusqu'à la promulgation d'un règlement d'administration publique, les tribunaux de Tunisie appliqueront les tarifs applicables en Algérie. » Mais voilà où s'est bornée l'assimilation législative de la Tunisie à l'Algérie, et nous ne sachions pas qu'on ait jamais soutenu que la Cour d'Alger, jugeant les affaires tunisiennes, appliquerait la législation civile algérienne.

On chercherait en vain quelque raison juridique à l'appui de cette assimilation; ajoutons que, pour le cas qui nous occupe, il n'existerait même pas une raison législative. C'est qu'en effet, si le Gouvernement français eût voulu et eût édicté (comme il en a le droit, peut-être) pareille assimilation générale, il n'eût pas manqué d'y déroger pour la fixation du taux légal. Quand on avait pensé, pendant plus de cinquante ans, qu'on ne pouvait point appliquer à l'Algérie le taux légal de l'intérêt fixé pour la métropole; que les conditions bien différentes dans lesquelles se trouvait le crédit ne le permettaient pas; que l'argent y courait plus de risques; que les capitaux y étaient plus rares, et que la nécessité de les y attirer était plus impérieuse; certes, on n'eût point perdu de vue que la Tunisie de 1881 réclamait au moins les mêmes ménagements que l'Algérie de 1880, et que l'intérêt légal de 6 0/0 qui avait été, pendant un demi siècle, reconnu insuffisant pour celle-ci, l'était bien plus manifestement encore pour celle-là.

2° A défaut de la législation algérienne, est-ce donc la législation de la France continentale, sur le taux de l'intérêt, qui est applicable en Tunisie? Notre réponse est simple; mais, si nous ne nous abusons, elle n'en sera pas moins péremptoire.

La législation de la France, en cette matière, est inscrite dans la loi du 3 septembre 1807. Or, cette loi contient deux ordres de dispositions : « Art. 1er. — L'intérêt conventionnel ne pourra excéder 5 ou 6 0/0; — Art. 2. — L'intérêt légal sera

de 5 ou 6 0/0. » Par conséquent, si cette loi est applicable en Tunisie, c'est aussi bien dans la disposition de son art. 1er que dans celle de son art. 2 : la logique a des droits que les interprètes de la loi, magistrats ou auteurs, ne sauraient méconnaître. Eh bien! nous le demandons, quel est le législateur qui eût eu la penser d'édicter pour la Tunisie une pareille mesure? quel est l'auteur qui l'approuverait? quel est le tribunal qui, dans l'état actuel, oserait appliquer en Tunisie l'art. 1er de la loi de 1807, et limiter à 5 0/0 en matière civile le taux de l'intérêt conventionnel? Le tribunal de Tunis reculerait devant cette conséquence : nous en avons pour gage le jugement même dont nous discutons la théorie, le tribunal commençant par observer que « les intérêts réclamés devant lui ne tirent point leur origine de la volonté des parties. » Et cependant le tribunal invoque l'art. 1153 du Code civil et la loi de 1807, pour affirmer qu'il ne pourrait, « sans contredire manifestement à ces textes qui régissent la matière, » accorder des intérêts moratoires dépassant le taux fixé par la loi de 1807 : comment donc n'a-t-il point remarqué que ces mêmes textes régissent aussi la matière du taux de l'intérêt conventionnel, et que s'il applique aux intérêts moratoires l'art. 2 de la loi de 1807, il devrait également appliquer l'art. 1er aux intérêts conventionnels?

La conséquence est impossible à admettre! Soit; mais nous sommes en droit d'en conclure que le principe lui-même n'a aucun fondement, et que la loi de 1807 n'est pas plus applicable, en Tunisie, aux intérêts moratoires qu'aux intérêts conventionnels.

Il ne suffit point de détruire la théorie du tribunal de Tunis, de prouver qu'il a eu tort d'appliquer la loi française de 1807 aux intérêts moratoires réclamés devant lui : reste à savoir quelle législation il aurait dû appliquer.

Cette question se rattache évidemment à la suivante : quelle est, vis-à-vis de la France, la situation de la Tunisie? La Régence de Tunis est-elle une colonie française? est-elle encore une Échelle de Barbarie, un pays étranger? Elle n'est sans doute ni l'une ni l'autre, tout en étant à la fois l'une et l'autre : mais le mot de l'énigme appartient à la diplomatie; nous n'avons point à le rechercher. Que la Tunisie soit une colonie française ou un pays étranger, peu importe ici; nous allons montrer que, dans l'une et l'autre hypothèses, et *a fortiori* dans toutes les hypothèses intermédiaires, c'est la loi du pays que le tribunal français doit appliquer à la fixation des intérêts moratoires.

3° Imaginons — les suppositions sont permises — que la Tunisie soit une colonie française ou du moins — pour n'offusquer personne — traitée comme telle, quant à ceux de nos concitoyens qui l'habitent. Le doute ne serait guère possible : la jurisprudence n'a jamais hésité à appliquer aux intérêts moratoires réclamés pour une obligation qui devait être exécutée dans une colonie française, le taux légal en vigueur dans cette colonie.

C'est ainsi qu'il résulte de l'arrêt précité rendu par la Cour d'appel de la Martinique, le 15 juillet 1841, que « dans cette colonie on doit reconnaître que l'usage et l'imitation ont constitué une sorte d'intérêt légal. » — La Cour de Bourges (arrêt cité *sup.*) statuant sur des intérêts moratoires réclamés pour non paiement d'un billet à ordre payable dans l'île de la Réunion, a décidé « qu'aux termes d'une législation spéciale dont l'existence n'est plus contestée, les intérêts légaux, en matière civile, à l'île de la Réunion, sont de 9 pour cent par an ; qu'ainsi le bénéficiaire du billet a dû compter que, au cas de retard dans le paiement, la demande en justice qu'il aurait formée ferait courir à son profit, en exécution de l'art. 1153 C. civ., les intérêts *fixés par la loi, c'est-à-dire* les intérêts au taux de 9 pour cent; — qu'il en est ainsi alors même que, par suite du changement de domicile du débiteur, la demande est formée devant un tribunal de France. » — La Cour de cassation a été plus hardie encore, elle a décidé qne le tribunal français qui, dans une colonie, à l'île de la Réunion, alloue des intérêts moratoires « par application des art. 1153 et 1155 C. civ. » n'a même pas besoin de spécifier que ces intérêts seront au taux légal de la colonie, parce qu'il ne peut en être autrement : « Attendu que l'arrêt attaqué a alloué les intérêts moratoires par application des art. 1153 et 1155 C. civ. ; — qu'en se référant à ces articles, il a suffisamment indiqué qu'il entendait allouer ces intérêts au taux fixé par la loi, qui, dans l'espèce, *ne peut être que* celui fixé par la loi en vigueur dans la colonie. » — Civ. cass., 14 avril 1869 (Sir., 70, 1, 75).

On objectera peut-être qu'il y a, pour l'île de la Réunion, une loi dérogatoire à la loi de 1807, fixant un taux exceptionnel de l'intérêt légal, comme le faisait pour l'Algérie l'ordonnance de 1835. Mais, d'une part, cette loi spéciale, si elle existe, ne serait qu'un arrêté pris, le 26 mai 1808, par un pouvoir sans doute incompétent (Dalloz, J. G., V° *Organisation des colonies*, n° 486), et l'arrêt de Bourges, en parlant d'une *législation* dont *l'existence* n'est plus contestée, semble viser une législation coutumière locale, beaucoup plutôt qu'une loi ou un décret des pouvoirs compétents. D'autre part, ainsi que

nous l'avons vu, ainsi que l'a reconnu la Cour de cassation (arrêt précité du 7 août 1843), la loi de 1807, faute de promulgation, n'est pas applicable dans les autres colonies : il n'y a dans celles-ci aucune fixation de taux légal émanant des autorités françaises, et force est bien, pour tous les points non réglés par la loi métropolitaine applicable ou par une loi spécialement édictée, de s'en référer à la loi du pays, au taux « réputé légal », selon la qualification employée par l'arrêt précité de la Cour de la Martinique.

Donc, la Tunisie fût-elle colonie française, puisque ni la loi de 1807, ni aucune autre loi la remplaçant n'y a été promulguée, c'est la *loi du pays* que le tribunal français devrait appliquer.

4° Et si, enfin, la Régence de Tunis placée sous le protectorat de la France ne peut être regardée comme colonie française (1), notre argumentation n'en acquiert que plus de poids, et la solution que nous proposons plus de certitude. Car, si le tribunal de Tunis n'a le droit d'appliquer ni la législation française algérienne, ni la législation française métropolitaine, ni la législation française coloniale, que lui reste-t-il ? L'obligation d'appliquer la *législation* tunisienne, comme l'a fait à juste titre le tribunal consulaire de Tunis dans son jugement du 8 novembre 1882. C'est la *loi* du pays qu'en pareille matière nos tribunaux consutaires, dans les Échelles du Levant, appliquent à nos nationaux (2). C'est aussi cette *loi* qu'en Tunisie, cette ancienne Échelle de Barbarie, le tribunal français doit appliquer à nos nationaux. La Cour de cassation décide que la loi fixant le taux des intérêts moratoires dans une colonie *ne peut être* que la loi du pays; c'est aussi la *loi* du pays, conclurons-nous par *a fortiori*, qui doit fixer en Tunisie le taux des intérêts moratoires. Ce *ne peut être* que celle-là.

Nous espérons, grâce aux longs développements qui précèdent, avoir démontré : 1° que, d'après les principes du droit international privé, tous les intérêts moratoires sans distinction doivent être régis par la *lex loci solutionis* ; 2° que ces principes ont été consacrés par la législation française en particulier, et que, dès lors, c'est à cette *lex loci solutionis* que

(1) Cpr. un jugement du Conseil permanent de révision d'Alger, 23 avril 1885 (*Revue algérienne*, 1885, 2, 254).

(2) Cpr. un jugement du tribunal d'Alexandrie, 20 juin 1876 (*Journ. du droit intern. privé*, 1876, III, 399), et un firman de mai 1852, fixant à 12 pour cent le taux légal *ordinaire* de l'argent en Turquie (Féraud-Giraud, *op. cit.*, I, p. 469).

doivent s'attacher les tribunaux français pour fixer le taux des intérêts moratoires réclamés devant eux, et constatés ou alloués par eux, en vertu ou non d'une convention antérieure.

Nous aurions pu, en abordant le terrain économique, corroborer cette démonstration, montrer qu'il n'est pas moins conforme aux principes de l'économie politique, que la fixation du taux légal de l'intérêt soit appréciée par rapport au pays où se trouve le capital prêté ou dû, — puisque l'intérêt est le prix du risque de l'argent, puisque ce prix varie nécessairement suivant l'état du crédit, la rareté ou l'abondance des capitaux, les besoins d'argent, etc., tous faits contingents qui se modifient suivant les temps et les lieux. Nous aurions pu aussi, en plaçant la question sur le terrain de la stricte équité, montrer qu'en accordant au créancier des intérêts moratoires fixés au taux légal du pays, les tribunaux ne font qu'ordonner une stricte réparation du préjudice que le retard dans le paiement a pu lui faire éprouver, faire voir que le créancier, qui stipule une somme payable à Tunis, prévoit que c'est à Tunis qu'il aura besoin de cette somme, qu'il a pris peut-être des engagements en conséquence : et voilà que, le débiteur n'effectuant pas au jour fixé le paiement qu'il doit, le créancier va se trouver obligé d'emprunter. A quel taux ? Au taux conventionnel qu'il plaira au banquier tunisien de lui faire payer, c'est-à-dire à un taux qui ne sera jamais inférieur au taux légal ordinaire en Tunisie.

Mais l'étude à laquelle nous nous livrons n'est qu'une étude de jurisprudence : il nous faut revenir aux jugements du tribunal de Tunis que nous discutons, afin d'y relever et apprécier une dernière particularité que nous avons laissée de côté jusqu'à présent.

III

Dans la seconde espèce qui lui était soumise, le tribunal n'avait point en effet à statuer sur des intérêts moratoires *judiciaires*, pour ainsi dire, mais bien sur des intérêts *légaux* proprement dits. La réclamation des créanciers demandeurs portait sur les intérêts de lettres de change protestées, faute de paiement : or, le cours de ces intérêts n'était point subordonné à une demande en justice, conformément au principe de l'art. 1153, 3° C. civ., mais il s'était produit de plein droit, conformément à l'une des exceptions annoncées par cet article et en vertu de l'art. 184 C. comm., d'après lequel « l'intérêt de la lettre de change protestée faute de paiement est dû à compter du jour du protêt. »

Le tribunal de Tunis, il est vrai, ne s'est point appesanti sur cette circonstance particulière; tout au plus cite-t-il l'art. 184 C. comm. comme point de départ du raisonnement suivant : l'art. 184 C. comm. renvoie à l'art. 1153 C. civ., or, l'art. 1153 décide que les intérêts moratoires sont ceux « fixés par la loi, » c'est-à-dire par la loi du 3 septembre 1807, donc...

Pourtant cette particularité semble de nature à soulever contre la solution que nous venons de proposer pour les intérêts moratoires judiciaires une objection des plus spécieuses.

Il est en effet admis, en droit international privé, que c'est la même loi qui doit être suivie quand il s'agit de savoir si des intérêts sont dus, et quand il s'agit de savoir à quel taux ces intérêts sont dus (1). Or, puisque, dans l'espèce, les créanciers invoquaient l'application de la loi française métropolitaine pour appuyer leur prétention à des intérêts, comment auraient-ils pu repousser l'application de cette même loi, dans les dispositions par lesquelles elle fixe le taux des intérêts qu'elle accorde? Que le tribunal français à l'étranger, pourrait-on dire, alloue des intérêts moratoires au taux de la loi étrangère, soit; son jugement n'est alors qu'un acte de juridiction, un acte de procédure en quelque sorte, dont le but principal est de constater un simple fait, le retard, pour procurer ensuite la réparation du préjudice que ce fait a pu causer. Mais quand on vient lui demander de déclarer que des intérêts courent de plein droit d'après la loi française, quand on fonde sa demande non point sur le préjudice qu'on éprouve, mais uniquement sur une disposition de la loi française, comment ne pas s'attacher à cette même loi, lorsqu'elle détermine le taux des intérêts qu'elle accorde? « Dans tels cas, dit la loi française, je reconnaîtrai le droit à des intérêts; mais alors ces intérêts seront fixés à tel taux qui ne pourra être dépassé » : voilà deux dispositions corrélatives, dont l'une est la conséquence, la condition de l'autre; comment donc serait-il possible de les scinder; d'invoquer celle-là, de repousser celle-ci, qui n'est pourtant que la condition de la première?

Voilà un raisonnement qui, ce semble, eût fortifié singulièrement les affirmations du tribunal de Tunis, et justifié plus amplement sa décision. Sans en dissimuler la valeur, nous le repoussons avec conviction : 1° parce qu'il n'est pas exact; 2° parce que, fût-il exact, il ne serait pas, en l'espèce, concluant.

1° Fût-il exact, il ne serait pas concluant dans l'espèce, car il nous conduirait simplement à décider que le tribunal de

(1) Massé, *op. cit.*, I, n° 619; Brocher, *Cours de droit intern.*, II, n° 218; Pasquale Fiore, *op. cit.*, n° 261; Laurent, *op. cit.*, n° 219.

Tunis devait appliquer la *lex loci solutionis* aussi bien pour apprécier le *cours* des intérêts que pour en fixer le *taux*. Y a-t-il des lois tunisiennes analogues à nos articles 184 C. comm. et 1153 C. civ.? Non, sans doute. Toujours est-il qu'il existe, en droit ottoman, pour les étrangers de passage ou en résidence dans les Échelles du Levant ou de Barbarie, des dispositions semblables. Ainsi, l'art. 141 du Code de commerce ottoman reproduit textuellement notre art. 184 C. comm., et l'art. 99 de l'appendice d'avril 1860 est calqué sur notre art. 1153 C. civ., sauf l'addition que la condamnation ne consistera que dans « les intérêts légaux de 12 0/0 par an. » (1) En se référant à ces textes, la solution n'eût donc pas changé.

Mais la discussion de ce point nous entraînerait à exposer les principes qui régissent la lettre de change en droit international, et cette exposition nécessiterait des développements excédant le cadre de cette étude.

Nous voulons bien admettre qu'en vertu des règles spéciales de la justice civile dans les Échelles du Levant et de Barbarie, à Tunis par conséquent, les tribunaux français, consulaires ou autres, doivent appliquer la loi française et notamment notre Code de commerce dans les contestations nées entre négociants français (2). Nous acceptons l'hypothèse la moins favorable à l'opinion que nous défendons, c'est-à-dire l'applicabilité aux négociants français à Tunis des art. 184 C. comm. et 1153 C. civ. en vigueur dans la France continentale; nous croyons néanmoins que le tribunal de Tunis doit, même alors, s'attacher à la loi locale tunisienne pour fixer le taux des intérêts alloués par la loi nationale française : ce sera démontrer que le raisonnement précédent n'est pas exact.

2° Il n'est pas exact, soit en thèse générale, soit dans l'espèce qui fait l'objet de cette discussion.

a. — D'abord, en thèse générale, il est inexact de prétendre que la même loi doit régir le *cours* des intérêts légaux et le *taux* de ces intérêts.

Ce sont là deux choses indépendantes. Quand la loi décide que des intérêts courront *de plein droit,* elle ne fait que statuer sur une question de *demeure,* elle n'alloue point directement des intérêts, elle se contente de dire : « le débiteur sera en demeure à partir de telle époque, sans qu'il soit besoin d'autre avertissement; c'est à partir de cette époque

(1) Féraud-Giraud, *op. cit.*, I, p. 331 et 383; Cpr. l'art. 182 du Code civil égyptien *(Journ. du droit intern. privé*, 1876, III, p. 399).

(2) V. Féraud-Giraud, *op. cit.*, p. 231, 233, et la jurisprudence qui y est rappelée.

que le créancier sera censé subir un préjudice par suite du retard dans le paiement qui lui est dû. »

La disposition de la loi relative à ce point ne fait donc que suppléer à la misc en demeure qui résulte ordinairement, soit de la demande en justice pour les intérêts moratoires, soit de la convention elle-même pour les intérêts conventionnels.

Pourquoi dès lors faire une différence entre les intérêts conventionnels et moratoires d'une part, et d'autre part les intérêts légaux ? Est-ce que ceux-ci sont autre chose que des intérêts moratoires, ayant un point de départ spécial ? Est-ce que la loi n'intervient pas de la même manière pour dire que ceux-ci ne seront dus qu'à partir de la demande en justice, ceux-là à partir de tel évènement qu'elle précise ?

Qu'il soit naturel que la même loi dise quand des intérêts sont dus et quel en sera le taux, sans doute. Mais il faut s'entendre. Supposons que la question soumise au tribunal de Tunis se fût présentée, avant la loi de 1881, devant le tribunal d'Alger, est-ce que ce dernier aurait pu avoir le moindre scrupule à accorder aux créanciers demandeurs, même en se fondant sur l'art. 1153 C. civ., des intérêts au taux de 10 p. 0/0? Évidemment non, car si l'art. 1153 était applicable en Algérie, la loi de 1807 ne l'était pas.

Nous en revenons toujours ainsi à notre idée : ce n'est point nécessairement la même loi, la même législation, qui doit régir le cours et le taux des intérêts. L'art. 1153 suit les Français dans les Échelles de Barbarie, parce que c'est là une loi française générale. La loi de 1807 au contraire ne les y suit pas, parce qu'elle est une loi purement territoriale (1).

Aussi la loi qui statue sur la mise en demeure, sur le cours des intérêts, a-t-elle été insérée dans le Code civil « lequel, a-t-on dit, ne devait recevoir que des principes presque immuables », tandis que la loi qui statue sur le taux des intérêts a été mise à part, précisément parce que la fixation d'un taux maximum de l'intérêt est une disposition de nature à varier suivant les temps dans un même pays, et *à fortiori* suivant les pays. C'est pour cela que la loi française de 1807 ne s'applique point dans nos colonies, c'est pour cela qu'elle ne s'applique point aux stipulations d'intérêts conventionnels qui doivent recevoir leur exécution en pays étranger. Donc les mêmes règles doivent, en thèse générale, s'appliquer aux intérêts légaux et aux intérêts moratoires.

b. — Cette solution est plus évidente encore si nous transportons ces principes dans l'espèce soumise au tribunal de Tunis.

(1) Lyon, 3 août 1876, *Journ. du droit intern. privé*, 1877, IV, 356.

Car dans l'art. 184 C. comm. est-il vraiment question d'intérêts légaux? Oui, sans doute, en ce sens qu'une demande en justice n'est pas nécessaire pour les faire courir, en ce sens que la loi les accorde sans que les parties aient besoin de les stipuler. Mais courent-ils *ipsa vi legis*? Nullement, ils ne courent en effet qu'à partir du protêt, or le protêt contient une sommation de payer. Voilà la seule différence entre ces intérêts et les intérêts moratoires ordinaires : la demeure résulte pour ces derniers d'une demande en justice, pour ceux-là d'une sommation. Ne sommes-nous pas dès lors en droit de conclure que les intérêts de la lettre de change protestée sont beaucoup plus des intérêts moratoires que des intérêts légaux? que leur taux doit par conséquent être régi par la *lex loci solutionis*?

Aussi les doctrines étrangères paraissent-elles s'accorder sur ce point. D'après la doctrine anglaise : « L'intérêt de la lettre de change protestée se règle d'après le taux du lieu sur lequel l'effet était tiré ou dans lequel il était payable » (1). D'après la doctrine italienne : « C'est la loi du pays où la lettre de change doit être payée, qui sert à déterminer le taux des intérêts dont est tenu le tireur dans le cas où le paiement n'est pas opéré » (2).

c. — Ajoutons, pour terminer, que, dans l'espèce, une considération aurait dû lever toute hésitation de la part du tribunal de Tunis. C'est que l'art. 184 du Code de commerce vise précisément l'une des hypothèses exceptionnelles annoncées par l'art. 1153 du Code civil dans lesquelles, même en France, même avec l'application de la loi de 1807, les dommages-intérêts moratoires ou légaux peuvent dépasser le taux légal. Aussi, dans un arrêt du 21 août 1829 (3), la Cour d'Aix, pour refuser des intérêts dépassant le taux légal, s'appuie-t-elle précisément sur ce fait que la question qui lui était soumise n'était point relative au protêt et au rechange. Donc, s'il se fût agi, comme dans notre espèce, de protêt et de rechange, la Cour d'Aix, dont le jugement de Tunis invoque la jurisprudence, se fût prononcée dans un sens tout opposé. Donc, c'est la loi tunisienne que le tribunal de Tunis aurait dû appliquer au règlement des intérêts légaux réclamés en Tunisie par des créanciers français.

Jules JACQUEY,
Professeur agrégé à la Faculté de droit de Douai.

(1) J. Westlake, *Journ. du droit intern. privé*, 1882, IX, 13.
(2) Pietro Esperson, *op. cit.*, p. 282.
(3) Dalloz, J. G., v° *Prêt à intérêts*, n° 165, note 2.

LE STATUT RÉEL FRANÇAIS EN ALGÉRIE (1)

65. — Du temps des Turcs, le *Beit-el-Mal* administrait les biens et les revenus de la communauté musulmane (Beit-el-Mal-el-Musuline, Chambre des biens des Musulmans). Cette administration se composait de quatre divisions, dont l'une s'occupait des biens sans maître connu, des successions vacantes, des biens des absents.

Le Beit-el-Mal était représenté par un oukil, appelé Beit-el-Maldji, qui avait le quatrième rang parmi les hauts fonctionnaires. Après la conquête, cette administration spéciale avait été conservée.

La loi du 16 juin 1851, art. 4, porte : « Le domaine de l'État se compose : 1° des biens qui, en France, sont dévolus à l'État, soit par les art. 33, 359, 541, 742, 743 du Code civil, et par la législation sur les épaves, soit par suite de déshérence, en vertu de l'art. 768 du Code civil en ce qui concerne les Français et les étrangers, et en vertu du droit musulman en ce qui concerne les indigènes. »

On a soutenu que cet article ne conférait au Domaine que les successions en déshérence, et non les successions vacantes, pour lesquelles le Beit-el-Mal était conservé. On en concluait que, l'oukil du Beit-el-Mal étant un indigène, le cadi était compétent pour connaître du partage des successions où il était partie, tandis que, dans le sens contraire, on soutenait que le Beit-el-Mal était représenté par le Domaine, par l'État français, et que le cadi, ne pouvant juger qu'entre Musulmans, était incompétent toutes les fois que le Beit-el-Mal était dans l'instance.

De part et d'autre on invoquait l'art. 40, § 2 et l'art. 41 des décrets du 31 décembre 1859 et du 13 décembre 1866 : — art. 40, portant que les cadis procèdent, « 2° sous la surveillance de l'administration des domaines, à la liquidation et au partage des successions musulmanes auxquelles sont intéressés le Beit-el-Mal et les absents ; » — art. 41 : « En cas de contestation, il est statué par les cadis et les tribunaux conformément aux règles de compétence et de procédure fixées par le présent décret. »

---

(1) V. *suprà*, p. 59, 83, 111, 135 et 147.

Fallait-il en conclure que le Beit-el-Mal avait survécu à la loi de 1851, comme administration musulmane, que les cadis avaient reçu une compétence spéciale? Ou que le cadi procédait à la liquidation des droits selon les règles de la succession musulmane, et que les contestations étaient portées, suivant les divers cas, devant le cadi ou devant les tribunaux français?

MM. Cherbonneau et Sautayra rapportent que, si l'administration des domaines consentait à la liquidation et au partage par le cadi, on respectait la procédure. C'est dans ce sens qu'a été rendu un arrêt du 30 avril 1878 (Ch. musulm.), sous la présidence de M. Carrère (1). Mais, si elle était contestée par le Domaine, la Cour déclarait le cadi incompétent, parce qu'il n'a de juridiction qu'entre Musulmans. C'est ce qu'ont décidé, notamment, l'arrêt du 10 février 1868 (*Ahmed ben Essid c. Ben Ahmoud*) (2), deux arrêts cités par Cherbonneau et Sautayra, *Successions,* t. II, n° 683 et suiv., un arrêt du 24 novembre 1875, sous la présidence de M. de Ménerville (*préfet*

---

(1) (*Khelil ben Turki c. Beit-el-Mal*). — La Cour, — Attendu qu'il y a lieu pour la Cour d'examiner sa propre compétence ; — Attendu, à cet égard, que, se basant sur ce que les instances qui le concernent sont toutes des questions de succession, le Beit-el-Mal a toujours adopté la juridiction musulmane pour le jugement de ses affaires ; — Que ses agents sont eux-mêmes des Musulmans, incapables de plaider devant une juridiction à procédure moins primitive ; — Que la jurisprudence constante de la Cour a toujours admis cette compétence, bien que le Beit-el-Mal soit aujourd'hui devenu une administration française ; — Qu'il y a donc lieu, dans ces circonstances, pour la Cour, de se conformer à des traditions auxquelles il n'a jamais été dérogé jusqu'à ce jour, et auxquelles a si amplement participé le Beit-el-Mal lui-même ; — Que la Cour doit donc maintenir sa compétence et celle des juridictions musulmanes du premier degré, etc.

C. d'Alger (*Ch. musulm.*), *30 avril 1878.* — M. Carrère, *prés.*

(2) *Journ.* de Robe, 1869, p. 40.

(3) (*Préfet de Constantine c. Ben Zekri*). — La Cour : Attendu que le préfet de Constantine a revendiqué au nom de l'État, à l'encontre des consorts Ben Zekri, six immeubles situés dans la ville ou dans la banlieue de Constantine; — Qu'il a fondé son action en revendication sur ce que ces immeubles ont été constituées habbous au profit, en dernier lieu, de la Mecque et Médine; que tous les dévolutaires sont décédés et, par suite, que le domaine de l'État, substitué depuis 1830 aux deux villes saintes, en était devenu le propriétaire; — Attendu que le Tribunal de Constantine, saisi de la contestation, a, par jugement du 13 octobre 1873, repoussé la demande du préfet par deux moyens tirés : le premier, de ce que cette demande avait été déjà portée devant le cadi de Constantine, que ce magistrat l'avait déclarée mal fondée par jugement du 1er août 1869, et que ce jugement avait acquis l'autorité de la chose jugée ;

de Constantine c. Ben Zekri) (3). Le pourvoi contre cet arrêt a été rejeté par la Cour de cassation, le 9 juillet 1878 (1).

---

le second, de ce que la législation algérienne avait annulé les constitutions de habbous, que l'État avait renoncé aux droits qu'il pouvait tenir de la loi musulmane; — Attendu que le préfet de Constantine a interjeté appel de ce jugement; que par ses conclusions principales et additionnelles il a demandé à la Cour d'infirmer la décision des premiers juges et de déclarer l'État propriétaire des immeubles en litige; — Sur l'exception de chose jugée : — Attendu qu'aux termes des décrets du 31 décembre 1859 et 23 décembre 1866 sur la justice musulmane, les cadis ne peuvent connaître que des contestations entre Musulmans; — Que le domaine de l'État est soumis à la juridiction française; — Que, dès lors, le cadi de Constantine était sans qualité pour statuer sur une demande le concernant, et par suite que le jugement du 1er août 1869 ne peut pas être opposé à l'État et n'a pas acquis contre lui l'autorité de la chose jugée; — Sur l'exception tirée des dispositions de la loi algérienne : — Attendu que l'ordonnance du 1er octobre 1844, la loi du 16 juin 1851 et le décret du 31 octobre 1858 se sont bornés à accorder aux dévolutaires des biens habbous la faculté de les aliéner; — Que ces actes législatifs ont donc maintenu en principe les constitutions de habbous et conservé aux biens grevés leur caractère propre et la dévolution spéciale imposée par le constituant; — Attendu que, dans l'espèce, il n'est pas établi, ni même allégué que les biens dont s'agit aient été aliénés par un des dévolutaires qui se sont succédés et qu'ils aient perdu, à une époque quelconque, leur caractère habbous; — Qu'il suit de là que l'exception relevée par le tribunal de Constantine ne saurait être admise; — Au fond : — Attendu que le Sid Abdallah ben Zekri a constitué habbous les biens en litige, en 1876, en faveur d'abord de ses sept enfants, puis des enfants de sa descendance mâle, en troisième lieu des enfants de ses filles mariées à un de ses parents paternels, et, à défaut d'ayant droit, au profit de la Mecque et Médine; — Attendu que les enfants du constituant sont décédés; que la femme Fathoum, fille d'un fils devenu dévolutaire du habbous, est également décédée; — Que le préfet de Constantine a alors demandé l'attribution à l'État des biens dont s'agit, mais qu'il est constaté par le jugemont du cadi du 1er août 1869 qu'il existe un autre dévolutaire; qu'il résulte en fait des déclarations reçues par ce magistrat et consignées dans son jugement qu'une des filles du constituant, nommée Fatma, a été mariée à Si Saad, son cousin parternel, et que de ce mariage est issue la femme Khedjidja, aujourd'hui vivante; que Khedjidja remplit ainsi les conditions déterminées par l'acte constitutif, et qu'à défaut d'enfants, et d'enfants de la descendance mâle, elle a seule qualité pour être mise en possession du habbous; — Par ces motifs : — Sans s'arrêter aux exceptions admises par le jugement dont est appel, — Confirme ledit jugement dans sont dispositif; — Déclare le préfet de Constantine mal fondé dans sa demande, l'en déboute, etc.

C. d'Alger (1re Ch.), 24 nov. 1875. — MM. de MÉNERVILLE, *prem. prés.*; VALETTE, *av. gén.*; GENELLA et CHABERT-MOREAU, *av.*

(1) LA COUR, — Sur le moyen pris de la violation des art. 1350 et 1351 du Code civil : — Attendu que, sur l'action intentée par Si Hamana devant le

Sous la présidence de M. Bastien, par arrêt de la Chambre musulmane du 11 novembre 1878 (1), cette jurisprudence de la Cour d'Alger et de la Cour suprême a été, elle aussi, modifiée dans le sens musulman. La doctrine, représentée par MM. Sautayra, Robe, Mallarmé, a combattu cet arrêt.

---

cadi de Constantine et tendant à la revendication du habous constitué, en 1875, par Abdallah ben Zekri, l'oukil Beit-el-Mal, étant intervenu, a réclamé les biens litigieux pour les villes de la Mecque et Médine, aujourd'hui représentées par l'État, et que le cadi, statuant sur cette intervention par jugement du 1er mars 1869, a décidé que le habous, objet de la contestation, ne pourra être dévolu aux villes saintes qu'autant qu'il n'existera plus d'enfants de la parenté masculine du fondateur; — Attendu qu'en Algérie comme en France, il n'appartient qu'au préfet, dans chaque département, d'intenter et de soutenir, au nom de l'État, les actions domaniales ; que l'oukil Beit-el-Mal n'a nulle qualité ni pour les exercer, ni pour y défendre, et que le cadi, qui n'a mission d'administrer la justice qu'entre Musulmans, est sans pouvoir pour connaître des contestations qui intéressent le Domaine ; — D'où il suit que l'État n'a pas été légalement représenté dans la demande formée par l'oukil Beit-el-Mal devant le cadi, et que, dès lors, en déniant à la sentence du 1er mars 1869, sur ce point, l'autorité de la chose jugée, l'arrêt attaqué, loin de violer les art. 1350 et 1351 du Code civil, n'a fait à la cause qu'une juste application des principes de la matière; etc.

C. de cass. (Ch. req.), 9 juillet 1878. — MM. Bédarrides, *prés.;* Robinet de Cléry, *av. gén.*

(1) (*Préfet d'Alger c. Mimi bent Ali*) — La Cour, — Attendu que, pour décliner la compétence de la chambre musulmane, M. le préfet s'appuie, premièrement : sur trois arrêts de la Cour, en date des 10 février 1868, 25 mai 1873 et 7 octobre 1873 ; deuxièmement, sur l'art. 4 du 16 juin 1851 ; — Attendu que de la loi des trois arrêts produits et même du procès actuel, il résulte que le service du Beit-el-Mal saisit constamment les cadis de ses procès comme seuls juges compétents et décline constamment la compétence de la juridiction supérieure chargée d'infirmer ou de confirmer les jugements des cadis ; — Attendu qu'un semblable système est absolument inadmissible ; que précisément à raison de ce système, inauguré par le service du Beit-el-Mal, la Cour est revenue à la jurisprudence qu'elle avait toujours suivie jusqu'à l'arrêt du 10 février 1868 ; que par arrêt du 30 avril 1878 elle a de nouveau affirmé sa compétence et que cette dernière jurisprudence doit seule être suivie ; — Attendu, en effet, qu'il ne s'agit point ici de la loi de 1851 et de la compétence générale des tribunaux de droit commun pour les procès du domaine de l'État, mais qu'il s'agit exclusivement du décret du 31 décembre 1859 et de la compétence spéciale attribuée par ce décret aux cadis et aux Chambres musulmanes des tribunaux et de la Cour dans les procès particuliers au Beit-el-Mal ; — Attendu que ce décret du 13 décembre 1866 est le décret même qui a organisé la justice musulmane en Algérie ; que sa légalité n'a jamais été contestée par personne et que M. le préfet ne la conteste pas ; — Attendu que ce décret dispose aux termes formels de l'art. 40 : « Les cadis procèdent : deuxièmement, sous la surveillance de l'administration des Domaines, à la liquidation

66. — Ces divers arrêts de la Chambre musulmane, présidée par M. Bastien, n'ont pas été suivis, et nous entrons dans une nouvelle période, pendant laquelle la Cour a maintenu sa première jurisprudence inaugurée sous M. de Ménerville, et déclaré la juridiction musulmane incompétente : 1° toutes les fois qu'il y avait un Musulman dans l'instance en partage; 2° quand le Domaine, représentant le Beit-el-Mal, était dans l'instance; 3° quand le partage comprenait des immeubles soumis au statut réel français.

67. — Le premier arrêt que nous trouvons dans les recueils a été rendu par la 2e Chambre le 1er mai 1879 (1).

---

et au partage des successions musulmanes, auxquelles sont intéressés le Beit-el-Mal et les absents ; » — Art. 41 : « En cas de contestation, il est statué par les cadis et les tribunaux, conformément aux règles de compétence et de procédure fixées par le présent décret ; » — Attendu que l'art. 40 § 2 a été textuellement reproduit par le décret du 13 décembre 1866, et que la question se réduit à savoir si l'art. 41 a été abrogé par ledit décret ; — Attendu que le rapport annexé au décret de 1866 explique comment ce décret laisse subsister, dans la plupart de ses dispositions, le décret du 31 décembre 1859 et se borne à modifier un certain nombre d'articles ; — Attendu que spécialement l'art. 1er de ce décret est ainsi conçu : — « Les art. 1, 2, 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 39, 40 du décret de 1859 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes : » — Attendu, dès lors, que le décret de 1866, en abrogeant les articles ci-dessus énumérés, a maintenu au contraire les art. 3, 6, 13, 14, 17, 20, 21, 26, 27, 36 et toute la série du numéro 41 au numéro 61 ; — Attendu que la traduction arabe du décret ne laisse aucun doute à cet égard et que les magistrats indigènes ne s'y sont jamais trompés ; — Attendu qu'il n'est d'ailleurs ni justifié, ni même allégué que lesdits art. 40 et 41 des décrets de 1859 et 1866 aient jamais été abrogés par aucune loi postérieure ; — Attendu dès lors que la Chambre musulmane s'est, à bon droit, déclarée compétente par son arrêt du 30 avril 1878 et que M. le préfet demande en vain à la Cour de revenir sur cette jurisprudence ; etc.

C. d'Alger (Ch. musulm.), 11 nov. 1878. — MM. Bastien, *prés.* ; Cuniac, *subst. du proc. gén.* ; Ballesteros, Garau et Jouyne, *av.*

(1) (*Aribaud c. héritiers Mohamed ben Yacoub*). — La Cour, — Attendu, en ce qui touche l'exception d'incompétence soulevée d'office par le ministère public, que les dispositions législatives qui réservent aux juridictions musulmanes la connaissance des contestations entre Musulmans ou exigent que ces contestations soient portées devant des juridictions organisées d'une manière spéciale lorsque les parties veulent les soumettre à la justice française, ne pouvaient et ne peuvent mettre obstacle à la recevabilité des conclusions prises par Aribaud et toutes les autres parties en cause, relativement au partage de la succession immobilière de Mohamed ben Yacoub ; — Qu'ayant en vue les litiges qui s'élèvent entre Musulmans et ne se référant en rien à ceux dans lesquels sont intéressés des Musul-

Il décide, malgré la chose une première fois jugée, malgré les conclusions de M. l'avocat général Cammartin demandant à la Cour de se déclarer d'office incompétente, malgré un arrêt

---

mans et des Français ou des résidents européens, elles sont sans application dans la cause ; — Attendu qu'aux tribunaux français seuls il appartient de connaître des contestations entre Musulmans et Français ou résidents européens; — Que la compétence des tribunaux français à cet égard a été formellement proclamée par l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui déclare, dans son art. 33, que les tribunaux français connaissent entre toutes personnes de toutes les affaires civiles à *l'exception de celles dans lesquelles des Musulmans sont seuls parties*, et ajoute, dans son art. 43, que les cadis *connaissent des contestations entre Musulmans seulement;* — Que ce principe, qui s'imposait au législateur sous peine de déserter la défense des intérêts qu'il avait mission de protéger, n'a subi aucune atteinte des décrets des 31 décembre 1859, 13 décembre 1866, 8 janvier 1870, 29 août et 10 octobre 1874, qui ont successivement réglementé l'organisation, les attributions des juridictions musulmanes et les appels de leurs sentences ; — Que, s'inspirant de la pensée que, s'il était possible de laisser aux Musulmans leurs usages et leurs juges, il serait téméraire, à la suite de la conquête, au milieu des passions qu'elle a suscitées, d'abandonner aux juridictions musulmanes l'examen et la décision des questions litigieuses dans lesquelles se trouve engagé l'intérêt d'un Français ou d'un résident européen, chacun de ces décrets a maintenu leur compétence dans les limites restreintes que lui avait assignées l'ordonnance du 26 septembre 1842; — Que le décret du 13 décembre 1866 et ceux des 29 août et 10 octobre 1874, s'occupant spécialement des actions en partage et liquidation concernant les successions des Musulmans, en ont, à la vérité, attribué la connaissance aux cadis; — Mais que ces décrets supposent uniquement le cas où les demandeurs et les défendeurs sont musulmans et laissent entièrement en dehors de leurs dispositions l'hypothèse où le demandeur ou l'un des demandeurs est français ou résidant européen; — Qu'il est donc constant que les juridictions musulmanes ne peuvent jamais, à quelque titre que ce soit, être appelées à statuer sur une affaire dans laquelle un Français ou un résident européen joue le rôle de partie, cette affaire eût-elle pour objet le partage d'une succession musulmane; — Attendu que les art. 1166 et 2205 du Code civil confèrent à tout créancier le droit de provoquer le partage des biens indivis entre son débiteur et d'autres; — Que la législation algérienne n'apporte aucune modification à l'exercice de ce droit pour le cas où le créancier est français ou européen et où, le débiteur étant musulman, les biens indivis entre d'autres Musulmans et lui proviennent de la succession d'un Musulman; — Que, dans ce cas, les juridictions musulmanes ne pouvant connaître de l'affaire puisqu'un Français ou un Européen y figure comme partie, la demande en partage doit nécessairement être portée devant les tribunaux français, auxquels l'art. 33 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 attribue compétence pour tous les litiges entre Français ou Européens d'une part et Musulmans d'autre part; — Que l'on objecterait vainement que le créancier, exerçant alors les droits de son débiteur, n'est pas partie dans l'instance, que le débat reste engagé entre le débiteur et les cohéritiers de celui-ci, et que dès lors il est de la compétence exclusive

contraire rendu sous la présidence de M. Truaut (1), que le juge musulman est absolument incompétent si dans l'instance en partage se trouve un Européen, créancier de l'un des copartageants. La réfutation des arrêts Bastien est aussi complète que possible et faite dans le meilleur langage juridique ; nous n'avons qu'à y renvoyer le lecteur. On y rappelle l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui déclare que les tribunaux français connaissent entre toutes personnes de toutes les affaires civiles *à l'exception de celles dans lesquelles des Musulmans sont seuls parties,* et que les cadis connaissent *des contestations entre Musulmans seulement.* Ce principe était imposé au légis-

---

des juridictions musulmanes; — Que la personnalité du créancier qui exerce les droits de son débiteur ne s'absorbe pas dans celle du débiteur, comme la personnalité du mandataire s'absorbe et disparaît dans celle du mandant; — Qu'à la différence du mandataire, c'est en réalité lui qui agit, son droit étant limité par celui de son débiteur; — Que cela est tellement vrai que, s'il frappe de saisie-arrêt entre les mains du débiteur de son débiteur les sommes dues à celui-ci, c'est en son nom qu'il obtient condamnation, c'est à lui que le saisi doit payer; que, s'il produit dans un ordre ou une contribution au nom de son débiteur, il se fait attribuer personnellement, par voie de sous-ordre ou de sous-collocation jusqu'à concurrence de sa créance, la collocation faite au profit de celui dont il a fait valoir les droits; — Que cela est tellement vrai encore que, s'il relève appel d'un jugement rendu contre son débiteur, il peut faire réformer ce jugement, qui conservera cependant l'autorité de la chose jugée à l'égard du débiteur qui n'en aura pas interjeté appel; que, s'il se pourvoit en cassation contre une décision judiciaire défavorable à son débiteur, il peut faire anéantir cette décision, faire prononcer par la juridiction de renvoi une décision contraire, celle qu'il aura fait mettre à néant conservant l'autorité de la chose jugée à l'égard de son débiteur qui ne se sera pas pourvu; — Qu'il faut donc reconnaître que le créancier qui agit dans les termes de l'art. 1166 du Code civil est véritablement partie en cause, que le débat s'élève non-seulement avec son débiteur mais encore avec lui-même; — Attendu qu'il ressort des considérations qui précèdent qu'Aribaud étant de nationalité française, les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître de la demande qu'il a intentée comme exerçant les droits de Mazouz ben Mohamed ben Yacoub et de Brahim ben Moktar, ses débiteurs, tous deux Musulmans, contre les cohéritiers de ceux-ci, également Musulmans, pour obtenir le partage et la liquidation de la succession immobilière de Mohamed ben Yacoub, Musulman lui-même; — Qu'il n'y a donc pas lieu d'infirmer le jugement dont est appel comme ayant été rendu contrairement aux règles de la compétence et de dire que la connaissance de l'affaire appartenait à la juridiction musulmane; etc.

C. d'Alger (2e *ch.*), *1er mai 1879.* — MM. Truaut, *prés.* ; Cammartin, *av. gén.* ; Huré, Chéronnet et Dazinière, *av.*

(1) Arrêt du 6 janvier 1875 indiqué ci-dessus, n° 59. Il est impossible de ne pas remarquer la différence de rédaction entre les deux arrêts.

lateur sous peine de déserter la défense des intérêts qu'il avait mission de protéger... Il eût été téméraire, à la suite de la conquête, au milieu des passions qu'elle avait suscitées, d'abandonner aux juridictions musulmanes l'examen et la décision des questions litigieuses dans lesquelles se trouve engagé l'intérêt d'un Français ou d'un résident européen...

Sous la présidence de M. Bazot, la 1re Chambre a jugé dans le même sens, par arrêt du 16 juin 1879 (1), en faveur d'un Européen cessionnaire de droits successoraux.

68. — Le 29 décembre 1879, la Chambre musulmane a suivi la jurisprudence de l'arrêt Bastien relative au Beit-el-mal (2).

Mais la 1re Chambre, sous la présidence de M. Périnne, par arrêt du 12 mai 1880 (3), a détruit cette jurisprudence et décidé

---

(1) (*Consorts Ben Ahmed el Cadi c. Greck et autres*). — La Cour, — Attendu qu'il importe de remarquer que le sieur Charles Greck agit dans l'instance, non seulement comme mandataire, mais encore en son nom personnel et en se qualifiant de cessionnaire; — Qu'il a ainsi introduit dans un litige qui, à l'origine, ne s'élevait qu'entre indigènes, un élément nouveau et une personnalité que sa qualité d'Européen fait nécessairement échapper à la juridiction musulmane; — Que, soit qu'on considère comme les premiers juges que Greck est cessionnaire de droits successoraux, soit même qu'il faille ne lui reconnaître qu'une créance ayant pour objet le quart de la succession, il n'en résulte pas moins que le sieur Greck poursuit en son nom personnel l'exercice d'un droit sur lequel ne peuvent statuer compétemment que les tribunaux français; — Que, pour la solution de la question de compétence, il suffit, sans autrement préciser, de constater au procès la présence d'un Européen agissant pour la consécration d'un droit qui lui est propre; — Par ces motifs et ceux des premiers juges, qui sont adoptés en tout ce qu'ils n'ont pas de contraire au présent: — Rejette l'appel, confirme le jugement déféré, lequel sera exécuté dans sa forme et teneur; etc.

C. d'Alger (1re Ch.), 16 juin 1879. — MM. Bazot, *prem. prés.;* de Vaulx, *subst. du proc. gén.;* Dazinière et Chéronnet, *av.*

(2) *Bull. jud.*, 1880, p. 382 (MM. Truaut, *prés.*; Cammartin, *av. gén.*).

(3) *(Consorts ben Saad c. préfet de Constantine).* — La Cour, — Attendu que, la loi de 1851 parlant de *déshérence en vertu du droit musulman,* les dispositions du droit français sont sans application dans la cause, et qu'il n'est pas établi que, dans la loi musulmane, il y eût, avant 1830, des successions vacantes et des successions en déshérence; — Qu'au contraire le droit de l'État sur les biens restés sans maître connu à la mort du propriétaire s'appliquait sans qu'on fît une distinction de cette nature; qu'on lit en effet dans une note attachée à la traduction de Sidi Khalil, vol. V, p. 557: — « La 4e chambre est celle où sont en dépôt les objets trouvés, les *biens restés sans maître connu à la mort du propriétaire,* ou à sa disparition, ou par toute autre circonstance, etc. Ce sont les biens analogues

que la juridiction française est seule compétente pour connaître des partages auxquels le Domaine, représentant le Beit-el-Mal, est partie.

Le pourvoi contre cet arrêt a été rejeté le 26 avril 1883 (*Revue algérienne*, 1885, 2, 373).

---

acquis par l'État, en Europe, par droit de *déshérence*, d'aubaine, d'épave, etc. » ; — Attendu que la législation spéciale à l'Algérie n'a ni modifié ni pu modifier cet état de choses ; qu'elle aurait bien pu créer un droit nouveau, mais que ce n'eût pas été le droit musulman, auquel renvoie l'article 4 de la loi du 16 juin 1851 ; qu'on pourrait donc se dispenser d'examiner cette législation, mais qu'il est utile cependant de le faire pour constater quelles étaient, en 1851, les attributions du Beit-el-Mal, quant aux successions, afin de faciliter l'interprétation des dispositions des décrets de 1854, 1859 et 1866, qui sont invoquées par le jugement attaqué; — Attendu que l'ordonnance du 26 décembre 1842 avait, par son article 47, maintenu les règles particulières d'après lesquelles étaient gérées les successions musulmanes, lorsque, le 21 octobre 1849, le gouvernement général de l'Algérie, tentant de faire cesser les graves abus qui s'étaient glissés dans l'administration du Beit-el-Mal, publia, sous forme d'instruction, les règles qui déterminaient les obligations et les attributions de cette administration; — Attendu que les trois premiers paragraphes de l'article 1er de cette instruction, qui sont relatifs aux successions, imposent au Beit-el-Mal l'obligation : « § 1er, de recueillir et liquider les successions en déshérence et les successions vacantes; — § 2e, de prendre possession provisoire de toute succession pour laquelle il ne se présente pas d'héritiers universels (aceb), mais seulement des héritiers à portion légale qui n'en absorbent point la totalité, de la liquider et de *recueillir les parts non dévolues à ces héritiers* ; — § 3e, de recueillir et administrer les successions dans l'intérêt des tiers indigènes qui sont absents, lorsqu'ils n'ont pas laissé dans le pays de représentants chargés de leur procuration » ; — Attendu que ces trois paragraphes sont complétés par les dispositions suivantes de l'art. 4 : « Aussitôt après l'ouverture d'une succession sur laquelle l'*État*, le Beit-el-Mal ou un absent a des droits, l'oukil Beit-el-Mal en prend possession à titre provisoire » ; — Attendu qu'il est facile de voir, à la simple lecture de ces textes, que les trois premiers paragraphes de l'article 1er sont corrélatifs aux trois expressions distinctes qu'emploie l'article 4, en parlant des trois sortes de personnes qui peuvent avoir des droits sur trois ordres de successions, personnes qui sont l'*État*, le *Beit-el-Mal*, *un absent;* — Que, de même que le troisième paragraphe se rapporte aux droits de l'absent, et le 2e, au droit que peut avoir le Beit-el-Mal, en tant qu'administration indigène, de prendre une part dans certaines successions, de même aussi, le premier est évidemment relatif aux droits de l'État sur les biens restés sans maître connu à la mort du propriétaire ; — Que cela ne peut être douteux en présence de ces expressions de l'art. 4 : « Aussitôt après l'ouverture d'une succession sur laquelle l'État a des droits », lesquels démontrent que le droit de l'État s'exerce dès l'ouverture de la succession, sans qu'il y ait une période de vacance et nécessité d'envoi ultérieur en possession;
Attendu que si l'oukil Beit-el-Mal ne prend, dans tous les cas, possession

Même décision de la Chambre musulmane, le 30 mai 1881 *(Ali ben Erraïs c. Beit-el-Mal)*, sur une demande d'envoi en possession contre l'agent du Beit-el-Mal : « Attendu que cet agent n'a pu être appelé que comme agent de l'administration

---

qu'à titre provisoire, c'est que, même lorsqu'il agit, dans le cas du paragraphe premier, pour le compte de l'État, des héritiers peuvent survenir et réclamer la totalité ou une partie de la succession ; — Attendu que, du moment que les Musulmans ne distinguaient pas, dans la succession d'une personne dont les biens restent sans maître connu à sa mort, une période de vacance et une période de déshérence, le rédacteur de l'instruction du 21 octobre 1849 ne pouvait rendre clairement sa pensée qu'en employant, comme il l'a fait, dans le § 1er de l'article 1er, la double expression de successions vacantes et successions en déshérence; qu'il ne faudrait pas tirer des termes de ce paragraphe la conséquence qu'il a voulu innover; que cela serait contraire à l'intention manifestée dans le préambule de l'instruction, où il est dit *qu'il s'agit de rappeler aux anciens usages, parce que, dans la pratique, on s'en est fréquemment écarté;* — Attendu qu'il suit de là qu'avant la loi de 1851 le Beit-el-Mal était chargé, quant aux successions, de veiller aux intérêts : 1° de l'État; 2° du Beit-el-Mal lui-même, en tant qu'administration indigène; 3° des absents; que c'était dans l'intéret de l'État qu'il prenait possession des biens restés sans maître connu à la mort du propriétaire; — Attendu que, si, dans les décrets postérieurs à la loi de 1851, il n'est plus fait mention des successions sur lesquelles l'État a des droits, mais seulement de celles auxquelles sont intéressés le Beit-el-Mal ou des absents, c'est donc que la loi de 1851 a réduit les attributions du Beit-el-Mal, quant aux successions, en lui enlevant l'administration de celles des indigènes qui sont décédés sans laisser à leurs biens de maître connu, successions qu'elle comprend toutes sous le nom de succession en déshérence; — Que, si le Beit-el-Mal administre encore aujourd'hui des successions de cette nature, ce ne peut être que comme agent de l'administration des domaines de l'État, sous la surveillance de laquelle il n'a cessé d'être placé; — Et qu'on ne peut tirer argument en sens contraire de ce que les décrets de 1854, 1859 et 1866 parlent du Beit-el-Mal et lui donnent même le titre d'administration; que cela n'a en effet rien que de très normal, si l'on ne perd pas de vue que le Beit-el-Mal n'a plus que des pouvoirs restreints avec lesquels se concilient parfaitement les énonciations de ces décrets; — Attendu qu'on objecte en vain qu'avec le système des appelants, on arriverait fatalement à décider que l'État est justiciable des cadis ; — Qu'alors même qu'on voudrait maintenir à l'expression Beit-el-Mal le sens étendu qu'elle n'a plus, il n'en pourrait être ainsi, puisque, dans le cas où, devant le cadi chargé de la liquidation comme notaire, un litige se produit et appelle une solution judiciaire, l'art. 41 du décret du 31 décembre 1859, qui règle ce cas, prescrit aux cadis et aux tribunaux de statuer conformément aux règles de compétence établies par ledit décret et qu'au nombre de ces règles figure celle qui n'attribue compétence aux cadis *qu'entre indigènes musulmans;* — Attendu qu'il n'est pas plus exact de prétendre qu'en ne distinguant pas entre les successions en déshérence et les successions vacantes,

des domaines de l'État; et que le cadi, n'ayant compétence qu'entre indigènes musulmans et ne pouvant statuer sur une contestation intéressant l'État, aurait dû se déclarer incompétent. » L'arrêt annule la décision du cadi.

Ces principes ont été encore consacrés par les arrêts du 11 février 1885 et 25 avril 1887 (*Revue algérienne*, 1885, 2, 112; 1887, 2, 313). Dans une note à remplir sous le premier arrêt, M. Cuniac appuie cette jurisprudence.

69. — Par arrêt du 10 novembre 1884 (*Revue algérienne*, 1885, 2, 73), la Cour s'est déclarée incompétente pour le partage d'une succession musulmane dans laquelle un Européen avait été nommé administrateur des valeurs immobilières, à la requête d'un créancier européen.

70. — Par arrêt du 7 décembre 1885 (*Revue algérienne*, 1886, 2, 69), sous la présidence de M. Puech, la 1re Chambre a déclaré la juridiction française compétente sur la demande en partage entre Musulmans de deux maisons situées à Cherchell, et qui étaient soumises au statut réel français, quoique la succession mobilière eût été partagée devant la juridiction musulmane.

Le contraire venait d'être jugé, le 10 novembre précédent, par la Chambre musulmane (1).

---

on fait l'État héritier malgré lui, en violation de l'art. 753 du Code civil, portant que nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est échue; qu'en effet, d'une part, les dispositions du Code civil, — il faut le répéter, — ne sont pas applicables en cette matière spéciale; que, d'un autre côté, les appelants ne s'adressent à l'État que parce qu'ils soutiennent qu'il est en possession d'une succession qui leur est dévolue; — Attendu que le Beit-el-Mal, en tant qu'administration indigène, n'avait donc aucune qualité pour recueillir et administrer la succession de la dame Hadja Aïcha bent Guerbaz; que, s'il l'a fait — ce qui n'est pas méconnu, — il ne l'a fait et n'a pu le faire que comme agent de l'administration des Domaines; que, dès lors, l'action des consorts ben Saad a été légalement introduite contre M. le préfet du département de Constantine, et que c'est à tort que les premiers juges ont déclaré leur demande non recevable, et les en a déboutés; — Attendu que la solution donnée à cette première question nécessite l'examen des autres exceptions soulevées par l'intimé; etc.

C. d'Alger (1re ch.) 12 mai 1880. — MM. Périnne, *ff. prés.*; Cuniac, *subst. du proc. gén.*; Robe et Garau, *av.*

(1) *(Lekal ben Medjdoub c. Zora bent Medjdoub).* — La Cour, — Sur la compétence; — Attendu que, si, aux termes de l'article 2 de la loi du 26 juillet 1873, et conformément d'ailleurs à une jurisprudence constante sur la matière, les litiges relatifs à la propriété indigène établie par titres administratifs ou notariés doivent être soumis à la juridiction française, l'article 7 de la même loi a expressément maintenu aux Musul-

71. — Un jugement du tribunal de Bougie, du 23 octobre 1884, avait, suivant la nouvelle jurisprudence de la Cour, reconnu la compétence de la juridiction française sur une demande en partage d'immeubles qui avaient été l'objet d'un acte administratif; la 1re Chambre, sous la présidence de M. Cammartin, a, le 29 décembre 1885 (*Revue algérienne,* 1886, 2, 71), quelques jours après son arrêt du 7 décembre, infirmé ce jugement par ce motif que l'art. 7 est absolu, qu'il ne réserve en aucun cas la compétence des tribunaux français en matière de succession musulmane.

Après dix ans, la lutte s'engage de nouveau au sein de la Cour, dans la même Chambre, et au moment où le Parlement va voter un projet qui reconnaît la juridiction des tribunaux français en matière de partage.

Un arrêt du 16 juin 1886 (*Revue algérienne,* 1886, 2, 376), rendu par les mêmes magistrats, déclare d'office les tribunaux français incompétents.

Une question aussi importante aurait dû être discutée en plaidoirie, et elle ne l'a pas été.

72. — Mais la Chambre musulmane elle-même a résisté à cette jurisprudence, ressuscitée sous l'influence qui avait prévalu dans la Chambre musulmane de 1875-76, et elle a, par arrêt du 15 novembre 1886 (*Revue algérienne,* 1887, 2, 38), sous la présidence de M. Blankaërt, déclaré la juridiction française compétente sur un incident à partage, dans lequel un copartageant revendiquait un immeuble comme lui ayant été attribué personnellement par l'État dans un acte administratif français. Le 24 novembre 1886 (*Revue algérienne,* 1887, 2, 37), la 1re Chambre, sous la présidence de M. Sauzède, a décidé le contraire.

---

mans leur statut personnel ainsi que les règles de succession entre eux ; — Attendu que le partage n'est qu'une conséquence, une application des ces règles ; que, quelle que soit la nature du titre constitutif de propriété indigène, la demande en partage de cette propriété doit donc être portée devant le magistrat chargé de procéder soit à la liquidation des droits successoraux des Musulmans, soit au jugement des difficultés auxquelles peut donner lieu cette liquidation, c'est-à-dire, aux termes des dispositions de l'article 40 du décret du 13 décembre 1866, devant le cadi ; — Attendu, en l'espèce, qu'il s'agit d'une demande en partage entre Musulmans ; — Qu'en admettant même que le certificat ci-dessus visé puisse être considéré, comme constituant un titre administratif, le cadi n'en était pas moins compétent pour statuer sur la demande qui lui était soumise ; — Qu'il échet en conséquence de repousser le déclinatoire proposé ; etc.

C. d'Alger (Ch. musulm.), 30 nov. 1885. — MM. Zeys, *prés.* ; Marsan, *subst. du proc. gén.* ; Robe et Chambon, *av.*

73. — Le dernier mot a été dit par la loi sur cette controverse, reprise au moment où elle allait être coupée dans sa racine.

Le décret du 10 septembre 1886, art. 1er, dispose que les Musulmans continuent à être régis par leurs droit et coutumes en ce qui concerne leur statut personnel, *leurs successions,* ceux de leurs immeubles dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873, ou par un titre français, administratif, notarié ou judiciaire.

Pour les immeubles, le décret maintient expressément la distinction, faite par la jurisprudence, entre ceux de statut réel français définitif, et ceux de statut transitoire mixte; les premiers ayant un titre français, soumis à la loi française, même entre Musulmans; les autres soumis à la loi musulmane entre Musulmans.

Mais, pour les successions, le décret ne distingue pas.

L'art. 7 est ainsi conçu : « Les contestations relatives au statut personnel et *aux successions* seront portées devant le cadi. — Toutefois, les parties peuvent, d'un commun accord, saisir le juge de paix... »

L'art. 19 règle la compétence des cadis en premier et en dernier ressort. Ils jugent en dernier ressort si la valeur de la succession est inférieure à 500 fr., en premier ressort si elle est supérieure.

L'art. 52 porte : « Les cadis procèdent aux opérations de compte, liquidation et partage des successions musulmanes purement mobilières. Si les successions comprennent des immeubles, il est procédé aux opérations de compte, liquidation et partage par les soins des notaires français, qui devront se conformer pour leurs opérations aux prescriptions du droit musulman. »

L'art. 53 prescrit au notaire d'établir sa minute sur un registre spécial, de la communiquer au procureur de la République, qui peut déléguer un juge de paix, d'informer l'administration des domaines quand elle peut être intéressée dans la liquidation.

L'art. 54 n'accorde aux notaires que les droits attribués aujourd'hui aux cadis.

D'après ces dispositions, le cadi, compétent pour juger les questions de succession entre Musulmans, ne peut procéder à la liquidation et au partage que des valeurs mobilières. C'est le notaire français qui seul a le droit de liquider et de partager les successions immobilières, entre Musulmans, même pour les immeubles non encore soumis à la loi française !

Le rapport s'exprime ainsi : « Toute succession comprenant des immeubles ne pourra être liquidée que par un notaire

français. Les droits successoraux seront, en cas de contestation, fixés par le cadi, mais l'attribution des parts sera faite par le notaire. »

74. — De ces textes naît la question de savoir si les cadis peuvent juger les contestations de droits successoraux relatives à des immeubles soumis définitivement à la loi française, dont la propriété dérive de titres français.

L'art. 1er ne réserve pas les coutumes musulmanes pour les contestations concernant les immeubles qui ont un titre français ; les cadis ne peuvent en connaître; mais il réserve les coutumes sur les successions, sans rien spécifier pour les immeubles composant ces successions. D'un autre côté, le notaire français doit liquider seul les successions immobilières.

Le décret aurait pu être plus clair; le rapport est plus explicite, et nous croyons que le législateur a adopté un système mixte. Les règles de succession des indigènes entre eux seront expliquées, décidées par les cadis, en ce qui concerne la capacité de tester, de recevoir par succession ou par testament, en ce qui concerne également la quotité des parts héréditaires, des droits successoraux en général; le notaire ou le juge français appliquera la décision musulmane aux immeubles. Si la contestation portait sur les biens qui doivent être partagés, la question, intéressant directement l'immeuble français, serait soumise aux tribunaux français. En d'autres termes, les questions réservées au cadi seraient celles que la Cour doit soumettre à un conseil musulman aux termes de l'art. 24 du décret du 13 décembre 1866.

Nous adoptons, par conséquent, l'opinion de M. Leclerc (*Revue algérienne*, 1886, 1, 204).

Nous aurions préféré une solution plus conforme aux principes généraux consacrés par la jurisprudence; les règles du droit musulman auraient pu être appliquées par les juges français aux immeubles définitivement français et par le cadi aux immeubles de statut mixte. L'auteur du décret a voulu, en faisant une concession à la juridiction profondément ébranlée et sans doute éphémère des cadis, enlever complètement le partage de tous les immeubles aux cadis, afin qu'à chaque partage le notaire français établît le droit de propriété conformément à la loi française, et que, par cela même, il soumît pour toujours à la loi française l'immeuble ainsi devenu l'objet d'un titre français.

Mais il faut bien reconnaître qu'il y a peu d'harmonie entre ces dispositions, dont l'une donne juridiction au cadi sur une

terre absolument française, et dont l'autre confie à un notaire français le partage d'un immeuble de statut mixte, même entre Musulmans.

Toutefois, si le cadi est compétent pour appliquer les règles du droit musulman aux successions musulmanes, c'est le juge français qui seul connaît du partage : les tribunaux ordinaires, s'il s'agit d'immeubles ayant un titre français, le juge de paix, s'il s'agit d'une succession comprenant des immeubles de statut transitoire mixte. L'art. 7 du décret ne réserve aux cadis que les contestations sur le statut personnel et sur les successions, non celles en toute autre matière, non celles par conséquent sur les partages, sur leur forme; le législateur ne pouvait mettre sous la dépendance des cadis les notaires, auxquels il confiait la liquidation des partages comprenant des immeubles; le cadi sera juge du fond, déterminera les droits successoraux; le juge de paix sera juge de la forme, dirigera la procédure de partage.

75. — Plus logique est la loi du 28 avril 1887 :

Son art. 4 est ainsi conçu : « Il ne pourra être procédé que dans les formes de la loi française aux cessions, licitations et partages de droits successifs portant sur des immeubles *soumis à la loi du 26 juillet 1873.* »

Ces derniers termes sont équivoques; on pourrait comprendre qu'il s'agit des immeubles du Tell algérien, qui, aux termes de l'art. 31, sont tous soumis à l'application de la loi de 1873; mais le législateur a voulu parler des immeubles soumis à la loi française par l'application de la loi de 1873, par la délivrance du titre français en vertu de l'art. 18, ou dont la propriété repose sur un titre équivalent, administratif, judiciaire ou notarié. L'exposé des motifs et les deux rapports au Sénat et à la Chambre des députés sont explicites sur ce point :

« Toutes les opinions, dit l'exposé des motifs, — qui suppose par cela même qu'il y en avait plusieurs, — s'accordaient à reconnaître la nécessité de retirer à la magistrature indigène, pour les immeubles *soumis à la loi française* en vertu de la loi de 1873, la connaissance des licitations et partages, laquelle, d'après la jurisprudence (de quelques arrêts, aurait-il pu ajouter) leur a été laissée par les dispositions combinées de l'art. 1er.... et de l'art. 7. »

M. Fournier, dans son rapport au Sénat, signale les effets désastreux de cette doctrine, qui attribue aux magistrats musulmans le partage des immeubles devenus français, et il ajoute : « Or, c'est ce que l'art. 7 de la loi du 26 juillet 1873, *plus ou moins exactement interprété,* autorise ou tolère, en

maintenant les règles de succession des indigènes entre eux. Grâce à la procédure musulmane, on ne peut manquer de retomber, à bref délai, dans la confusion dont on a eu tant de peine à sortir.

« Pour éviter qu'il en soit ainsi, *lorsque désormais un titre aura été délivré* en vertu de la loi de 1873 ou de la présente loi, il ne pourra, au cas de licitation ou de partage, être remplacé que par un autre établi dans les formes et les conditions de la loi française. Ainsi la législation sur la transmission de la propriété sera uniforme: quelle que soit la cause de la transmission, vente, donation, succession, la forme des actes sera celle que prescrivent le Code civil et le Code de procédure. *Quant au fond*, la présente loi, non plus que celle de 1873, ne touche aux règles du droit musulman sur les successions. »

Retenons ces derniers mots.

M. Bourlier, dans son rapport à la Chambre des députés, dit à son tour : « Les dispositions de l'art. 4 ont pour but, ainsi que cela a été clairement démontré dans l'exposé des motifs et dans le rapport au Sénat, de soumettre aux conditions et aux formes de la loi française les cessions, les licitations et les partages de droits successifs, portant sur des immeubles *pour lesquels des titres définitifs* ont été délivrés en exécution de la loi du 26 juillet 1873, *à l'exception de ceux auxquels cette loi n'a pas été encore appliquée.* »

Ces termes ne peuvent laisser subsister aucun doute. L'art. 3 de la loi de 1873 et l'art. 1er du décret du 10 septembre 1886 assimilent les titres administratifs, judiciaires et notariés à ceux délivrés en vertu du titre II de la loi.

L'art. 4 a donc adopté la doctrine consacrée par la jurisprudence la plus générale, et que nous avons soutenue, celle qui attribue au juge et aux notaires français les partages des immeubles définitivement soumis à la loi française, et aux magistrats musulmans les partages des immeubles de statut mixte.

76. — Mais le décret du 10 septembre 1886, qui pose les règles de compétence de la justice musulmane, a pu retirer aux cadis et confier aux juges de paix et aux notaires les partages des immeubles, même dans ce dernier cas ; il devra être exécuté.

De même, en l'absence de toute disposition précise de la loi du 26 juillet 1873, il a pu attribuer aux cadis la connaissance, *entre Musulmans*, des contestations sur *les règles de succession* du droit musulman, même quand des immeubles définitivement français seraient compris dans la succession,

si les cadis ne statuent que sur la capacité générale de disposer et de recevoir, sur la quotité des droits successoraux, et non sur le partage des immeubles, ni sur les diverses questions relatives à ce partage.

Ce dualisme de juridictions ne nous paraît pas heureux; mais espérons qu'à la première étape vers le progrès, que nous souhaitons prochaine et définitive, il disparaîtra, et que la loi attribuera à la terre française, comme à la personne française, des juges exclusivement français.

Les règles sur la compétence et sur la procédure doivent être appliquées à tous les procès intentés, à toutes les procédures ouvertes depuis la loi. C'est le principe posé par l'art. 1041 du Code de procédure. Les procédures ouvertes avant la loi suivront leur cours (1).

---

(1) Conf. circulaire du parquet général du 4 octobre 1886, ainsi conçue :

« J'ai pensé, d'accord avec M. le premier président, que la juridiction saisie sur appel devait retenir l'affaire chaque fois que l'affaire était en état, c'est-à-dire, pour approprier nos règles de procédure à la législation musulmane, dans tous les différends dans lesquels les parties avaient comparu devant le juge et présenté leur défense. Je me conformerai ainsi à la règle invariablement tracée par le législateur. Citons par exemple : 1° la loi de 1838, sur le taux du dernier ressort, qui décide que les instances engagées avant la promulgation de la loi seraient réglées par la loi ancienne; 2° la loi de 1858 sur l'expropriation forcée : même disposition; 3° la loi de 1856, qui, en supprimant l'arbitrage forcé en matière commerciale, maintient temporairement la juridiction supprimée pour l'expédition des affaires commencées. Ces diverses lois ne posent pas un principe d'exception, mais appliquent le principe posé dans l'art. 2 du Code civil touchant la rétroactivité. La jurisprudence s'est prononcée dans ce sens : Grenoble, 29 avril 1815, et Pau, 14 juin 1831 (Dalloz, *Rép.*, v° *Compétence*, n° 37; Aubry et Rau, t. 1, p. 63; Rousseau, *Dict. de proc. civ.*, v° *Compétence*, n° 170; Merlin, v° *Compétence*, p. 287; — *Contrà* : Cass., Ch. crim., 6 octobre 1837; Ch. civ., 23 mars 1868, D. P. 68, 1, 254). Ces deux arrêts, invoqués dans l'opinion contraire sont discutables ; le premier, après avoir posé les principes généraux, tranche une question de droit criminel ; le second laisse intacte la question de savoir si la juridiction compétente au moment de l'ouverture de l'instance restera compétente jusqu'à la fin du procès malgré la survenance d'une loi de compétence nouvelle. A côté de ces considérations de droit, je dois prendre en considération les inconvénients graves qu'entraînerait la remise immédiate par les cadis dans les mains des juges de paix des pièces relatives aux différends engagés devant eux. A défaut de dossiers, quelques pièces arabes non traduites, des extraits incomplets des registres tenus dans les mahakmas ne permettraient pas aux juges de paix de se mettre au courant des incidents d'une procédure commencée, d'apprécier les premières déclarations des parties, de juger, en un mot, d'après tous les éléments d'appréciation que puise le juge dans les pièces produites au début du procès et dans les moyens de défense des plaideurs. Il est plus

Si un jugement ou un arrêt d'incompétence, antérieur à la loi, a annulé toute la procédure, la loi nouvelle devra être suivie pour la procédure qui sera recommencée depuis sa promulgation, quelle qu'ait été la décision ; l'autorité de la chose jugée n'est relative qu'aux actes de procédure antérieurs.

77. — Puisque nous nous occupons des partages, nous devons résumer quelques autres dispositions de la loi du 28 avril 1887 relatives aux partages, quoique se référant à une autre matière, à une autre partie de la loi.

C'est d'abord l'art. 3.

Si, pendant qu'on procède à la reconnaissance de la propriété privée, aux opérations du titre II, chap. 1er, le commissaire enquêteur s'aperçoit que des propriétés sont indivises entre plusieurs familles, il procédera lui-même au partage suivant les formes prescrites par la loi.

Après les opérations du titre II, si les propriétaires reconnus veulent partager ou liciter, ils pourront y procéder dans une forme plus simple et moins coûteuse. Les parties pourront se rendre devant un notaire ou un greffier notaire, qui dressera acte de leurs accords, ou un procès-verbal de leurs difficultés qu'il déposera au greffe de la justice de paix. Le juge de paix statuera sur les difficultés.

Si le partage est poursuivi judiciairement, tous les demandeurs ne seront représentés que par un défenseur ou avoué ; il en sera de même des défendeurs, à moins d'intérêts opposés.

Les actes des notaires seront taxés d'après un tarif réduit, et, pendant cinq ans depuis la transcription du titre définitif, tous les actes et jugements seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Tel est le résumé des art. 11 à 21, que nous étudierons d'une manière plus complète au titre II.

(A suivre.)

L.-A. EYSSAUTIER,
Conseiller à la Cour d'appel d'Alger.

---

sage d'exécuter le décret au fur et à mesure que les procès viendront à naître, et de laisser aux juges déjà saisis le soin d'expédier les affaires dont ils ont connu, en ordonnant une mesure préparatoire ou toute autre. Telle est la solution que je m'efforcerai de faire prévaloir dans mes conclusions, si la question de compétence est soulevée devant la Cour. »

Cette circulaire a été partout appliquée.

Telle est l'opinion de M. Yvernès, *De l'appel et des voies de recours en matière musulmane*, p. 2 ; — *Contrà* : Leclerc, *Revue algérienne*, 1886, 1, 208.

Beaujelle, le 17 août 1887 (1).

MONSIEUR LE CONSEILLER ET HONORÉ CONFRÈRE,

Vous avez bien voulu m'envoyer les premières feuilles de l'ouvrage que vous allez publier sur la propriété en Algérie, et qui ont paru déjà dans la *Revue algérienne*, publiée par l'École de Droit d'Alger. Je vous suis très reconnaissant de l'envoi de votre travail, d'autant plus qu'il s'appuie, dans son interprétation de la loi sur la propriété en Algérie, non seulement sur le discours que j'ai prononcé lors de la discussion de cette loi à l'Assemblée nationale, mais encore sur une jurisprudence constante de 15 années. Il me paraît certain que les membres de la commission, dont j'avais l'honneur de faire partie, avaient entendu laisser la plus grande latitude possible à l'initiative individuelle pour franciser les immeubles algériens. C'est par ce motif qu'elle avait inséré l'article 3 dans le § 3, qui déclare français tous les immeubles pourvus d'un titre administratif ou notarié, en les dispensant d'un titre nouveau. C'est par cette raison aussi que le texte offre aux titulaires d'un titre notarié relatif à une vente faite par indigène le moyen de purger l'immeuble *erga omnes,* dans les formes de la purge tracées par le titre III. Quant aux formalités longues et coûteuses exigées par le titre II, elles avaient été prescrites pour les terres indigènes (les *melk* dans le chap. I^er^, les *arch* dans le chap. II). En effaçant ces termes techniques pour les remplacer par ceux de « propriété individuelle » et de « propriété collective, » je ne pense pas que la commission ait entendu modifier la portée des dispositions du titre II. Aussi, dans la discussion à l'Assemblée, les orateurs ont toujours, à ce sujet, parlé de la *propriété indigène,* car la propriété française, appuyée sur un titre administratif ou notarié, est dispensée de ces formalités par l'art. 17 et retombe sous l'empire de la purge spéciale organisée par le titre III.

Tel est l'avis que je crois pouvoir vous donner sur cette question délicate résolue il y a plus de dix ans, etc.

G. HUMBERT.

---

(1) En présence des arrêts qui viennent de contredire la jurisprudence de la Cour d'Alger, de la Cour suprême et de l'administration, nous avons cru devoir demander son opinion au principal auteur de la loi, M. Humbert, vice-président du Sénat, professeur honoraire à la Faculté de droit de Toulouse, qui nous autorise à publier sa réponse : « Je souhaite, dit-il, que cette publication soit aussi favorable que vous le pensez à l'intérêt de notre cause et à l'adoption de notre solution dans la jurisprudence. »

L.-A. E.

AU SUJET DU DÉCRET DU 13 DÉCEMBRE 1866

RELATIF A L'INSAISISSABILITÉ, POUR DETTES ANTÉRIEURES, DES TERRES CONSTITUÉES EN PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE EN EXÉCUTION DU SÉNATUS-CONSULTE DU 22 AVRIL 1863

—

On nous a posé la question de savoir si l'insaisissabilité édictée par le décret du 13 décembre 1866 était d'ordre public, en ce sens qu'il serait interdit aux débiteurs de renoncer, par disposition expresse, au bénéfice dont il s'agit.

Il ne paraît pas contestable que les auteurs de ce décret et le texte même ont prévu et autorisé la renonciation au bénéfice de l'insaisissabilité. En effet, le dernier paragraphe du décret indique que les créanciers dont le droit est né après la constitution de la propriété peuvent opposer l'insaisissabilité à laquelle leur débiteur aurait renoncé. Or, si cette insaisissabilité était d'ordre public, les créanciers postérieurs n'auraient pas eu besoin d'une disposition formelle pour faire tomber la renonciation. Il leur aurait suffi d'invoquer les principes généraux du droit commun et l'art. 1166 du Code civil. La règle étant d'ordre public, le débiteur aurait certainement le droit d'invoquer la nullité de sa renonciation ; les créanciers pourraient exercer ce droit, en son lieu et place, sans le secours d'un texte spécial.

Mais si l'on rapproche l'exposé des motifs du texte du décret, cette solution s'impose absolument. Après avoir expliqué les raisons qui justifient le droit propre et personnel accordé aux créanciers, l'auteur de l'exposé ajoute cette phrase significative : « L'art. 2225 C. civ. offrait l'exemple d'une renonciation » consentie par le débiteur et non opposable à ses créan- » ciers. » On voit ainsi l'intention chez le législateur d'établir une analogie entre le bénéfice de l'insaisissabilité et la prescription, qui ne peuvent être admis que s'ils sont invoqués par le débiteur, sans que celui-ci ait pourtant le droit de dépouiller les créanciers d'un droit qui résulte de la loi.

Le système du décret nous paraît se formuler ainsi :

La règle que les biens présents et *à venir* du débiteur sont le gage de ses créanciers indistinctement reçoit exception à l'encontre des créanciers *antérieurs* à la constitution de la propriété, à moins que le débiteur ne donne en gage, volontairement, à ses créanciers les immeubles nouvellement acquis.

Le débiteur est protégé pour le passé ; pour l'avenir, on ne saurait, sans porter atteinte à ce droit de propriété, lui interdire de disposer de la propriété qui lui a été donnée ; ce que veut le décret, c'est que l'immeuble entre dans le patrimoine du débiteur *franc* et *quitte*.

Les faits qui ont donné naissance à la question que nous venons d'exposer soulèvent une difficulté beaucoup plus délicate : celle de savoir si le décret dont il s'agit est encore en vigueur et dans quelle mesure il serait applicable.

Dans l'espèce, on se proposait de constituer hypothèque sur des immeubles appartenant à des indigènes et situés dans des douars où la propriété individuelle avait été constituée par application de la loi du 26 juillet 1873. L'hypothèque devait garantir des avances faites par une commune mixte et destinées à faciliter aux indigènes l'achat de grains de semence. On se demandait si l'insaisissabilité édictée par le décret du 13 décembre 1866 était applicable aux immeubles dont la propriété avait été constituée en vertu de la loi de 1873. La négative nous paraît certaine. En effet, la loi de 1873 a abrogé toutes les dispositions contraires des lois antérieures relatives à la constitution de la propriété individuelle, et notamment le sénatus-consulte de 1863 et le décret du 23 mai 1863. Elle a minutieusement réglé, et sur des bases différentes, la constitution de la propriété individuelle; elle n'a pas reproduit la disposition du décret de 1866. Ce décret est une annexe, une dépendance du sénatus-consulte, qui, dans son article 3, avait prévu qu'un règlement d'administration publique viendrait compléter ses dispositions. Les décrets de 1866 et de 1863 ont été abrogés en même temps que le sénatus-consulte lui-même. — Au reste, la rubrique du décret de 1866 est formelle : il édicte l'insaisissabilité « des » terres constituées en propriété individuelle en exécution du » sénatus-consulte. » Si c'est en exécution de la loi de 1873 que la propriété est constituée, le décret ne peut donc s'appliquer. Il s'agit d'une situation nouvelle, d'une législation qui s'inspire de principes différents, et qui, à tort ou à raison, est beaucoup moins soucieuse de protéger la propriété des indigènes. Les terres collectives, d'après la jurisprudence, ne peuvent être aliénées ni hypothéquées avant la constitution de la propriété individuelle. A partir de ce moment, la terre est régie par *la loi française* et soumise au droit commun, qui ne connaît pas l'insaisissabilité édictée par le décret du 13 décembre 1866.

Dans ces conditions, le décret pourrait être tout au plus

appliqué aux immeubles pour lesquels des titres auraient été délivrés en vertu du sénatus-consulte de 1863 et du titre V du décret du 23 mai 1863. Mais des renseignements puisés à des sources sûres nous permettent d'affirmer que la troisième opération prévue par le sénatus-consulte (constitution de la propriété individuelle) n'a jamais été poussée jusqu'à la délivrance des titres.—Ajoutons que, ces titres eussent-ils été délivrés, il resterait encore à examiner si, à partir de la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, ces immeubles ne se sont pas trouvés définitivement placés sous l'empire de la loi commune française et, dès lors, soustraits au régime exceptionnel de l'insaisissabilité édicté par le décret de 1866. En se plaçant à ce nouveau point de vue, d'ailleurs purement théorique, nous inclinerions encore à penser que ce décret a été virtuellement abrogé par la loi de 1873.

A. D.

DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS D'ALGÉRIE

DANS LES CONTESTATIONS ENTRE ÉTRANGERS

Les tribunaux français peuvent être appelés dans deux hypothèses différentes à connaître des procès où des étrangers se trouvent intéressés : lorsque la contestation s'élève entre Français et étrangers, et lorsqu'elle s'élève entre étrangers seulement.

Lorsque l'une des parties en cause est un Français, les art. 14 et 15 du C. civ. attribuent compétence aux tribunaux français, que l'étranger soit demandeur ou qu'il soit défendeur. La seule restriction apportée alors au droit qui appartient à l'étranger de saisir comme demandeur les tribunaux français, c'est qu'il est tenu, en règle générale, de fournir la caution *judicatum solvi* (C. civ., art. 16). Quant à l'étranger défendeur, par une grave dérogation aux principes généraux, il peut être cité par un Français devant les tribunaux français, même s'il n'a pas de résidence en France.

Au contraire, lorsque les deux parties en cause sont des étrangers, aucun texte général n'attribue expressément compétence aux tribunaux français, et ce silence a fait naître une grave difficulté : les tribunaux français sont-ils compétents pour juger un procès qui se débat entre deux étrangers?

Il est cependant deux catégories d'étrangers pour lesquels la compétence des tribunaux français est certaine : ceux qui ont été autorisés par le gouvernement à fixer leur domicile en France, et jouissent alors des mêmes droits civils que les Français, et ceux qui peuvent invoquer un traité conclu entre la France et la nation à laquelle ils appartiennent : ce sont les étrangers privilégiés.

Quant aux étrangers ordinaires, la question est vivement controversée et la solution très douteuse. Néanmoins, dans certaines matières, on s'accorde à admettre la compétence des tribunaux français entre étrangers. Je me borne à citer les plus importantes :

1° En matière de commerce, les tribunaux français sont compétents à l'égard des étrangers, comme à l'égard des Français, dans les termes de l'art. 420 du C. de pr. civ. (1);

(1) Civ. rej., 9 mars 1863, D. P. 63. 1. 176 ; Req., 22 nov. 1875, D. P. 77. 1. 3. 3, et les arrêts cités en note.

2° Les tribunaux français sont compétents en matière immobilière, bien que les immeubles litigieux appartiennent à des étrangers. La règle, en effet, doit être que le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel est situé l'immeuble litigieux, et la jurisprudence hésite d'autant moins à admettre, en pareil cas, la compétence du tribunal français que tous les immeubles situés en France sont régis par la loi française ;

3° Les tribunaux français sont encore compétents lorsque l'action formée par un étranger contre un autre étranger se rattache à une matière de police ou de sûreté, en prenant ces mots dans leur sens le plus large. Ainsi, ils devront rester saisis des demandes fondées sur des délits ou des quasi-délits (1), et même, par une application extensive de la même idée, on leur reconnaîtra compétence pour ordonner des mesures provisoires ou conservatoires, relatives à la personne ou aux biens, et qui, en raison de leur urgence, ne peuvent pas être différées (2).

Ces hypothèses spéciales mises à part, il reste à dégager le principe général qui s'appliquera, en matière civile, aux actions personnelles et mobilières, et particulièrement aux contestations relatives à l'état et à la capacité des personnes. C'est sur ce point que porte le débat.

D'après une théorie qui a acquis, dans la doctrine, un assez grand crédit, la compétence des tribunaux français est, à l'égard des étrangers, la même que pour les nationaux. Aucune loi ne refuse aux étrangers le droit de soumettre leurs contestations à nos tribunaux, aucune loi ne défend à nos tribunaux d'en connaître. On ne peut voir, d'ailleurs, dans le droit de s'adresser à la justice française un privilège réservé aux seuls Français sans mettre, pour ainsi dire, les étrangers hors la loi et s'exposer à commettre envers eux de véritables dénis de justice. Il faut donc appliquer aux étrangers comme aux Français les principes de l'art. 59 C. pr. civ., d'après lequel, en matière personnelle et mobilière, le tribunal compétent est celui du domicile du défendeur. Un étranger qui a en France un domicile, sans avoir été autorisé à l'y fixer, sera donc valablement cité devant le tribunal français du lieu de son domicile, même quand le demandeur est un

(1) Crim. rej., 22 juin 1826, Sir. 27. 1. 200 ; Bordeaux, 11 août 1843, Sir. 43. 2. 216; Paris, 21 mars 1862, Sir. 62. 2. 411.

(2) Req., 27 nov. 1822, Sir. 24. 1. 48; Lyon, 25 février 1857, Sir. 57. 1. 625 ; Angers, 20 février 1861, Sir. 61. 2. 409 ; Metz, 26 juillet 1865, Sir. 66. 2. 237 ; Paris, 9 août 1878, *France judiciaire*, 1878-79, 2e part., p. 11.

autre étranger, et sans qu'il y ait d'exception à faire pour les questions d'état. Si le défendeur étranger n'est pas domicilié en France, le tribunal français sera incompétent (1), mais *ratione personæ* seulement; il pourra, par conséquent, rester saisi si sa compétence n'est pas déclinée au début de l'instance par le défendeur (2). Ce système, favorable aux étrangers, est le plus conforme aux principes généralement reconnus du droit international (3); la loi française ne le consacre pas en termes exprès, mais elle ne le condamne pas non plus. Il n'a cependant pas triomphé, et rien n'indique qu'il doive être jamais adopté en pratique.

La jurisprudence, suivie du reste par un certain nombre d'auteurs, admet, au contraire, comme principe général, l'incompétence des tribunaux français pour juger les procès qui s'élèvent entre étrangers (4). Le droit de recourir aux

(1) Le tribunal français sera néanmoins compétent si le demandeur est un Français, ou un étranger admis à la jouissance des droits civils.

(2) Foelix, *Droit international privé*, t. I, n° 152; Bonfils, *De la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, n°s 180 à 202; Bertauld, *Questions pratiques*, t. I, p. 459; Glasson, *France judiciaire*, 1880-81, 1re part., p. 241; Gerbault, *De la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, n°s 301 à 314, 388 et suiv.

(3) Laurent, *Droit civil international*, t. IV, p. 460 et suiv.; Bruchon, *Cours de droit international privé*, t. III, p. 34 et suiv.; qui n'admet la compétence à l'égard des étrangers que pour les contestations dont l'intérêt est pécuniaire, et la rejette pour celles qui sont relatives à l'état et à la capacité des personnes.

(4) Dans ce sens, et pour l'exposé de la jurisprudence, V. Féraud-Giraud, *Journal du droit international privé*, 1880, p. 137 et 225, 1885, p. 225 et 875. Ajt. Demolombe, t. I, n° 261; Demante et Colmet de Santerre, t. I, n° 29 bis IV; Aubry et Rau, t. VIII, p. 143. Cependant ces derniers auteurs, admettant que l'étranger défendeur qui a en France un domicile de fait ne peut décliner la compétence du tribunal français, se rapprochent du système précédemment exposé, tout en prenant pour point de départ un principe différent. — Dans la jurisprudence, un certain nombre de décisions, que nous souhaitons, pour notre part, de voir se multiplier, ont admis la compétence du tribunal français lorsque le défendeur étranger est domicilié en France (V. notamment : Req., 8 avril 1851, Sir. 51. 1. 335; Req., 7 mars 1870, D. P. 72. 1. 326; Req., 7 juillet 1874, Sir. 75. 1. 19). C'est dans des litiges dont l'intérêt était purement pécuniaire. Dans les contestations relatives à l'état et à la capacité des personnes, la Cour de cassation et les autres Cours et tribunaux se déclarent incompétents, alors même que le défendeur est domicilié en France. Bien que les arrêts ne s'expliquent pas toujours sur ce point, il est certain que la plupart sont rendus dans des espèces où les étrangers avaient en France un domicile au moins de fait; c'est, en effet, en pareil cas, le plus souvent, que la contestation sera portée

tribunaux français pour obtenir d'eux la décision d'un débat doit être considéré comme un droit civil qui appartient aux seuls Français (C. civ., art. 11); les tribunaux français sont institués pour rendre la justice aux Français et appliquer la loi française, ils ne peuvent être tenus d'appliquer une loi étrangère, ni de rendre des jugements dont l'exécution hors de nos frontières resterait incertaine. Cette incompétence, qui, comme nous l'avons dit, comporte d'importantes exceptions, n'est point, du reste, absolue. C'est une sorte d'incompétence *ratione personæ*, que le défendeur doit invoquer au début même de l'instance. Les tribunaux, en outre, peuvent toujours se dessaisir d'office, mais ils peuvent aussi rester saisis si leur compétence n'est pas déclinée. Ils ne violent, en effet, expressément aucune loi en jugeant les procès où les étrangers sont seuls intéressés. Cette jurisprudence est assurément fort discutable, mais elle est si bien fixée, principalement pour les contestations relatives à l'état et à la capacité des personnes (1), qu'il faut, en pratique, la considérer comme l'expression exacte de la loi : nous la prendrons donc aussi comme point de départ de notre travail.

Laissant de côté la question générale, nous nous proposons de rechercher quelle est, d'après les règles spéciales de leur institution, la compétence des tribunaux français d'Algérie entre étrangers.

Il est certain que ces tribunaux sont compétents dans tous les cas où ceux de la métropole le sont eux-mêmes, c'est-à-dire :

1° A l'égard des étrangers qui ont été autorisés par le gouvernement à fixer leur domicile en France ou en Algérie. Mais les étrangers établis dans la colonie demandent rarement, ou même ne demandent jamais cette autorisation, parce qu'elle ne leur est pas nécessaire pour obtenir la naturalisation ;

2° A l'égard des étrangers qui invoquent un traité conclu entre la France et la nation à laquelle ils appartiennent ;

---

devant un tribunal français (V. en particulier : Req., 26 juillet 1852, D. P. 52. 1. 249; Req., 1er mars 1858, D. P. 58. 1. 313, et les arrêts de la Cour d'Alger qui seront cités plus loin. En sens contraire : trib. civ. de Marseille, 23 avril 1875, *Journ. du dr. intern. privé,* 1876, p. 185).

(1) Ce sont les seules pour lesquelles, en Algérie, la question soit discutée, et les seules, par conséquent, où il nous soit nécessaire de constater l'état de la jurisprudence.

3° Dans tous les cas où la compétence tient à la nature de l'affaire (1).

De ces trois hypothèses, la première et la troisième n'appellent aucun développement spécial à l'Algérie, et nous ne croyons pas devoir y insister. Il en est autrement de l'application des traités : elle présente en Algérie un grand intérêt et certaines particularités (2). Nous y reviendrons à la fin de notre travail.

Mais la compétence des tribunaux français d'Algérie n'est-elle pas plus générale? Ne doit-elle pas s'étendre à tous les procès qui s'élèvent entre les étrangers résidant dans la colonie? Telle est la question que nous voulons principalement et tout d'abord examiner. Elle est, d'ailleurs, vivement discutée, et les tribunaux ont fréquemment à la juger. Pour en montrer l'intérêt, il suffit de rappeler que les étrangers forment en Algérie la moitié, ou à peu près, de la population européenne, et que la plupart d'entre eux ont abandonné définitivement et sans esprit de retour leur pays d'origine.

I

Les observations qui précèdent ont suffisamment délimité le champ de notre étude. Laissant de côté les hypothèses exceptionnelles, bien que nombreuses, où les tribunaux français sont compétents en vertu de règles particulières, nous voulons, quant à présent, rechercher quelle est, en principe, la compétence des tribunaux français d'Algérie entre étrangers. Sont-ils incompétents, comme ceux de France le sont dans l'opinion généralement admise? Sont-ils au contraire, et par exception, compétents ?

On reconnaîtra sans difficulté, nous le pensons, que cette exception serait au moins désirable et particulièrement justi-

(1) V. Alger, 16 août 1848, D. P. 49. 2. 130 ; 16 novembre 1874, *Journ. du dr. intern. privé*, 1876, p. 268 (matières commerciales) ; 6 juin 1870, D. P. 70. 2. 214 (demande en réintégration du domimicile conjugal) ; 19 février 1855, ci-dessous, p. 228, note 1, et 18 mai 1886, *Revue algérienne*, 1887, 2, p. 347 (demande de provision alimentaire formée par la femme dans l'instance en séparation de corps) ; trib. de Sétif, 1er mai 1883, *Journ.* de Robe, 1883, p. 351 (mesures provisoires relatives à la garde des enfants dans l'instance en séparation de corps) ; trib. d'Alger, 15 octobre 1866, *Journ.* de Robe, 1866, p. 229 ; Alger, 20 février 1875, *eod. op.*, 1876, p. 5, et 24 novembre 1884, *Revue algérienne*, 1885, 2, 59 (matières immobilières).

(2) Relativement à la compétence des tribunaux de Tunisie et par suite, en appel, de la Cour d'Alger.

fiée en Algérie. Dans l'intérêt général de la colonie, il est à souhaiter que la population d'origine étrangère se fonde de plus en plus avec la population d'origine française et que les distinctions entre elles s'effacent chaque jour davantage. Quant aux étrangers eux-mêmes, leur intérêt exige qu'ils puissent faire vider leurs différends en Algérie, sans être obligés de recourir aux tribunaux d'un pays auquel le défendeur appartient, il est vrai, par son origine, mais où il n'aura le plus souvent conservé aucun domicile. Il y a plus : les étrangers fixés en Algérie sans esprit de retour peuvent très bien avoir perdu leur nationalité d'origine, sans avoir cependant acquis la nationalité française (1); si les tribunaux français d'Algérie sont alors incompétents, quel sera pour eux le tribunal compétent ? Le défendeur qui se trouve dans ce cas décline la compétence du tribunal ; le tribunal lui-même refuse de statuer, le demandeur ne trouve plus alors de juge devant qui faire valoir ses droits. L'incompétence du tribunal français équivaut à un véritable déni de justice (2).

Il ne suffit pas cependant, pour qu'il soit permis de l'admettre, de constater les raisons particulières qui justifieraient, en Algérie, la compétence des tribunaux français entre étrangers. On doit rechercher si la législation spéciale de la colonie a apporté sur ce point quelque dérogation au droit commun de la métropole.

On a tenté de rattacher la compétence des tribunaux d'Algérie entre étrangers à une théorie beaucoup plus générale, d'après laquelle tous les étrangers qui résident en Algérie devraient, par le fait même, être considérés comme autorisés à y fixer leur domicile, et jouir, par conséquent, des mêmes droits civils que les Français. Ce système a été, à une certaine époque, admis par la Cour d'Alger (3), mais il n'a cependant pas triomphé. Voici les arguments sur lesquels il s'appuie :

(1) C'est en particulier le cas des Allemands, qui forment en Algérie un groupe assez important, après 10 ans de séjour à l'étranger (L. du 1er juin 1870, art. 21, *Annuaire de législation étrangère*, 1872, p. 183). Des règles analogues existent en Autriche, en Hongrie, dans les Pays-Bas, en Suède. (V. André Weiss, *Droit international privé*, p. 255 et suiv.)

(2) M. Féraud-Giraud (*Journ. du dr. interp. privé*, p. 388 et suiv.) pense que les tribunaux français, incompétents en principe à l'égard des étrangers, seraient compétents pour ceux qui n'ont pas de nationalité déterminée. *Add.* Chavegrin, *eod. op.*, 1885, p. 155, note ; Cpr. Cass., 8 avril 1851, D. P. 51. 1. 37.

(3) Alger, 21 mars 1860, *Journ.* de Robe, 1860, p. 158, et à la suite la dissertation de M. Robe. Voici les principaux motifs de l'arrêt : — La Cour, — Considérant qu'en supposant que l'hypothèque légale dérive exclusivement

L'autorisation accordée à un étranger de fixer son domicile en France n'est soumise à aucune forme déterminée (1); elle peut être donnée par la loi à toute une catégorie d'étrangers; elle peut même résulter implicitement des faits et circonstances. Or, prise dans son ensemble, la législation de l'Algérie assimile aux Français les étrangers résidant, quant à jouissance des droits civils. Des textes formels accordent, en effet, aux étrangers résidant certains droits que la législation métropolitaine refuse aux étrangers ordinaires. Ainsi, l'étranger résidant en Algérie est dispensé, lorsqu'il est demandeur, de fournir la caution *judicatum solvi;* il peut, lorsqu'il est défendeur, l'exiger d'un demandeur étranger (2); il est admis au bénéfice de la cession de biens (3); il lui suffit, pour être naturalisé, d'avoir résidé trois ans en Algérie, sans avoir à obtenir aucune autorisation (4); à d'autres égards encore, les étrangers résidant ont, en Algérie, les mêmes droits que les Français (5). Ne faut-il pas, dans ces règles particulières, voir

---

du droit civil, la femme Frentzel pourrait encore en revendiquer le bénéfice; qu'en effet, aux termes de l'art. 13 du C. Nap., la jouissance des droits civils résulte, pour l'étranger, de l'établissement de son domicile en France avec autorisation du gouvernement, tant qu'il continue d'y résider; que, d'autre part, cette autorisation n'est, suivant un avis du 20 prairial an XI, soumise à aucune règle uniforme, d'où il suit que cette autorisation peut résulter tacitement des faits et circonstances; que cette solution, admise pour la France continentale, est surtout applicable à l'Algérie, où une législation spéciale admet avec libéralité les étrangers au partage des droits que, sur le continent, elle n'accorde qu'aux régnicoles; qu'en effet, si l'on parcourt les dispositions des ordonnances des 26 septembre 1842 et 16 avril 1843 (art. 19 et 21) et des décrets des 16 août 1848, 19 mars 1852 (art. 8), 12 juin de la même année (art. 8), 26 avril et 1er mai 1854; si l'on ajoute que les étrangers sont admis en Algérie, de même que les Français, à posséder des immeubles comme concessionnaires de l'État, on reconnaîtra que la législation spéciale, dans toute son économie, manifeste la volonté formelle d'attirer en Algérie les étrangers, en les autorisant virtuellement, et sans qu'il soit besoin d'octroi spécial, à y établir leur domicile, dès qu'il est constant qu'ils y ont fixé leur résidence et qu'ils s'y sont créé des intérêts sérieux; — Considérant que cette condition se rencontre dans l'espèce; — Considérant que de tout ce qui précède il résulte que c'est à bon droit que la femme Frentzel a pris inscription et que cette inscription frappe utilement l'immeuble dont s'agit; — Par ces motifs : etc.

(1) Avis du Conseil d'État, 20 prairial an XI.

(2) Ord. du 16 avril 1843, art. 19, Ménerville, *Dict. de la législ. algér.* t. I, v° *Procédure judiciaire.*

(3) *Ibid.*, art. 21.

(4) Sénatus-consulte du 14-21 juillet 1865.

(5) Nous n'énumérons pas les différents textes auxquels nous faisons

l'application d'un principe général, et reconnaître aux étrangers résidant en Algérie la jouissance des droits civils qui appartiennent aux Français, alors même qu'ils ne leur seraient pas accordés par des textes formels? On en conclurait, par exemple, que la femme et le mineur étrangers ont, en Algérie, l'hypothèque légale sur les biens de leurs mari et tuteur; il en résulterait encore que les étrangers résidant sont, en Algérie, justiciables des tribunaux français, et peuvent même poursuivre devant ces tribunaux l'exécution des obligations contractées envers eux par des étrangers non résidant, comme l'art. 14 du C. civ. en reconnaît le droit aux Français.

Ce système est, à certains égards, séduisant, et on peut croire qu'il serait, en législation, le meilleur. La situation particulière des étrangers en Algérie expliquerait que la loi française se relachât à leur profit de sa rigueur, et leur reconnût sans restriction la jouissance des droits civils; mais les lois ou décrets qui régissent l'Algérie ne l'ont pas fait. Ils ont, à la vérité, accordé aux étrangers certains droits réservés dans la métropole aux seuls Français; mais ces exceptions, si nombreuses soient-elles, laissent cependant subsister la règle générale, et nous ne pouvons que répéter, après la Cour de cassation : « Il n'est pas possible de conclure de ces conces-
» sions partielles, dont chacune se renferme dans son objet
» spécial, que les étrangers résidant en Algérie y jouissent de
» ceux des droits civils que ces concessions ne comprennent
» pas (1). »

---

ici allusion, parce que les droits qu'ils accordent ne sont pas, à proprement parler, des droits civils, et que certains d'entre eux ont disparu, comme celui de faire partie de la milice, ou celui de siéger dans les conseils municipaux.

(1) Civ. cass., 20 mai 1862, D. P. 62. 1. 202. Nous extrayons de cet arrêt les motifs suivants : — La Cour, — Vu l'art. 13 C. Nap.; — Attendu qu'aucune loi n'attribue aux étrangers, en vertu du fait de leur résidence en Algérie, et avec dispense de l'autorisation exigée par l'art. 13 C. Nap., la jouissance de tous les droits civils dérivant de la législation française; — Attendu que, si un certain nombre de droits civils, réservés aux seuls citoyens français par le droit commun de la France, ont été, en considération de la situation particulière de l'Algérie, étendus aux étrangers y résidant, il n'est pas possible de conclure de ces concessions partielles, dont chacune se renferme dans son objet spécial, que les étrangers résidant en Algérie y jouissent de ceux des droits civils que ces concessions ne comprennent pas; — Attendu qu'aucune disposition législative n'attribue aux femmes mariées à des étrangers possédant des immeubles en Algérie, et y résidant, un droit d'hypothèque légale sur lesdits immeubles; — D'où il suit qu'en étendant à la dame Frentzel le bénéfice de la loi française hors des cas prévus par cette loi, l'arrêt attaqué a violé l'art. 13 C. Nap.; — Casse.

Le principe admis par la Cour suprême et, à sa suite, par la Cour d'Alger (1), c'est que la condition des étrangers est, en Algérie, la même qu'en France. Pour qu'on leur reconnaisse, dans la colonie, un droit qui ne leur appartient pas dans la métropole, il faut qu'un texte formel le leur ait accordé. Les tribunaux d'Algérie n'ont donc à l'égard des étrangers une compétence exceptionnelle que si un texte la leur attribue.

On a voulu trouver ce texte dans l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, sur la procédure civile, d'après lequel, « En » Algérie la résidence habituelle vaut domicile. » Les étrangers résidant habituellement en Algérie doivent, a-t-on dit, être considérés comme domiciliés, et, à ce titre, comme justiciables des tribunaux français. En effet, les étrangers ne peuvent avoir en France de domicile sans y être autorisés ; si donc l'ordonnance de 1843 admet que les étrangers peuvent avoir un domicile en Algérie, elle équivaut pour eux à l'autorisation de l'y fixer, du moins en ce qui concerne la compétence des tribunaux (2).

Bien que cet argument ait été accueilli plusieurs fois par les tribunaux (3), il est, à notre avis, sans portée. Il est, d'abord, très contestable, et même, croyons-nous, inexact, que les étrangers ne puissent avoir en France de domicile sans autorisation (4). Si même c'était là le système du Code civil, des lois particulières pourraient y déroger ; il résulterait de l'ordonnance de 1843 que les étrangers peuvent avoir un domicile en Algérie, mais il n'en résulterait pas forcément que ce domicile produise les effets d'un domicile autorisé.

Dans l'espèce de cet arrêt, qui casse celui de la Cour d'Alger du 21 mars 1860 (V. ci-dessus p. 216, note 3), il s'agissait de savoir si la femme mariée étrangère a hypothèque légale sur les immeubles de son mari situés en Algérie. C'est à ce propos que la Cour de cassation a posé les principes sur la condition des étrangers. La question de savoir si la femme et le mineur étrangers peuvent avoir en France une hypothèque légale est fort controversée. —V., sur cette question, la note sous l'arrêt de cass. ci-dessus rapporté et Labbé, note sous le même arrêt, *Journ. du Pal.*, 1862, p. 561.

(1) Alger, 31 janvier 1868, *Journ.* de Robe, 1872, p. 167 (sous cass.) ; trib. de Bône, 29 mai 1866, *Journ.* de Robe, 1867, p. 130 ; Alger, 4 mars 1874, ci-dessous, p. 226, note 2.

(2) Dissertation de M. Robe, *Journ.*, 1860, p. 164.

(3) Alger, 16 août 1848, D. P. 49. 2. 130. — V. aussi trib. d'Alger, 27 janvier 1887, *Revue algérienne*, 1887, 2. p. 352 ; le même tribunal avait précédemment décidé le contraire : 3 avril 1884, *Journ.* de Robe, 1885, p. 298.

(4) La question est controversée, mais, au fond, la discussion porte peut-être plus sur les effets attachés au domicile que l'étranger aurait en France

Mais, en outre, on prête à l'art. 2 de l'ordonnance de 1843 un sens qu'il n'a pas, en supposant qu'il règle la condition des étrangers en Algérie. Le but de cet article, c'est de modifier pour l'Algérie la règle d'après laquelle le défendeur doit, en France, être cité devant le tribunal de son domicile. C'est le sens de la règle qui doit nous donner celui de l'exception. Or, on décide précisément que la règle ne s'applique pas aux étrangers. Le domicile de fait qu'ils peuvent avoir en France ne rend pas nos tribunaux compétents à leur égard (1). L'exception à la règle, comme la règle elle-même, ne concerne donc pas les étrangers. C'est en raison de leur nationalité, et non parce qu'ils n'ont pas de domicile en France, que les étrangers échappent à la compétence des tribunaux français ; or, l'ordonnance de 1843 modifie les règles de la compétence en ce qui concerne le domicile, mais nullement en ce qui touche à la nationalité. En d'autres termes, la résidence vaut domicile en Algérie, mais pour ceux qui d'ailleurs sont justiciables des tribunaux français.

L'art. 2 de l'ordonnance de 1843 doit donc être écarté du débat. Il n'accorde, pas plus qu'il ne refuse, aux tribunaux français compétence à l'égard des étrangers. Il n'a pas trait à la question.

II

Le texte qui offre à la discussion son véritable terrain, c'est l'art. 33 de l'ordonnance des 26 septembre-22 octobre 1842, rapproché de l'art. 27 de l'ordonnance du 10 août 1834.

L'ordonnance du 10 août 1834, qui a organisé la justice française en Algérie, détermine de la façon suivante la compétence des tribunaux qu'elle établit :

---

que sur la question de savoir s'il peut l'y fixer légalement sans autorisation du gouvernement. — Pour l'affirmative : V. Aubry et Rau, 4e éd., p. 576, note 5 ; Demante et Colmet de Santerre, t. I, n° 128 *bis*, II ; Laurent, *Principes*, t. II, n° 68 ; Req., 19 mars 1872, Sir. 72. 1. 238 ; Req., 7 juillet 1874, Sir. 75, 1, 19. — En sens contraire : Demolombe, t. I, n° 268 ; Civ. cass., 12 janvier 1869, D. P. 69. 1. 294 (3 arrêts) ; Civ. cass., 5 mai 1875, D. P. 75, 1. 343.

(1) Féraud-Giraud, *Journ. du dr. intern. privé*, 1880, p. 161. V. ci-dessus, p. 5, note 4.

Nous prenons toujours pour point de départ les solutions de la jurisprudence. Nous rappelons que, dans un autre système, les étrangers domiciliés seraient, comme les Français, justiciables des tribunaux français. On devrait alors leur appliquer, sans aucun doute, la règle d'après laquelle, en Algérie, la résidence vaut domicile.

« Les tribunaux français connaissent de toutes les affaires » civiles et commerciales entre Français, entre Français et » indigènes ou étrangers, entre indigènes de religions diffé- » rentes, entre indigènes et étrangers, entre étrangers ; enfin » entre indigènes de la même religion, quand ils y consen- » tent. »

Ce texte a été depuis lors remplacé par l'art. 33 de l'ordonnance du 22 octobre 1842, dont les termes, plus brefs et moins explicites, sont cependant aussi compréhensifs : « Les tribunaux français connaissent *entre toutes personnes* » de toutes les affaires civiles et commerciales, à l'exception » de celles dans lesquelles les Musulmans sont seuls parties » et qui continueront d'être portées devant les cadis. »

L'interprétation qu'il convient de donner à ces dispositions est très discutée, et, à cet égard, la jurisprudence de la Cour d'Alger a souvent varié. Un point doit être aujourd'hui considéré comme acquis : c'est qu'elles attribuent aux tribunaux français d'Algérie une compétence exceptionnelle à l'égard des étrangers. La discussion ne porte que sur l'étendue de cette compétence.

Tout d'abord, bien qu'on ait voulu voir une certaine équivoque dans l'art. 27 de l'ordonnance de 1834 (1), le sens de ce texte ne peut être sérieusement contesté. Il passe en revue les diverses catégories de personnes résidant en Algérie : Français, étrangers, indigènes musulmans ou israélites ; pour les étrangers, comme pour les Français, il attribue la même compétence, c'est-à-dire une compétence obligatoire, aux tribunaux français. Les indigènes ont leurs juges spéciaux, et pour eux seuls, quand ils sont de même religion, la compétence des tribunaux français est facultative.

Si les termes employés dans ce texte sont très clairs, les motifs qui l'ont inspiré ne sont pas moins manifestes.

Au moment de la conquête française, les étrangers en Algérie, comme dans les autres États barbaresques, étaient soumis, pour le jugement des contestations qui s'élevaient entre eux, à la juridiction de leurs consuls. Maintenue d'abord provisoirement par arrêté du général en chef, cette juridiction fut supprimée dès l'année 1831 (2). La France ne pouvait souffrir sur un territoire qui lui appartenait l'existence d'un tribunal étranger. Il fallait donc donner des juges aux étrangers, à la place de ceux qu'on leur enlevait : l'ordonnance de 1834 y a pourvu de la façon la plus naturelle, en donnant à

(1) Alger, 19 février 1855, ci-dessous, p. 228, note 1.

(2) Ménerville, *Dict.*, t. I, v° *Consulats-Consuls.*

leur égard compétence aux tribunaux français. De la même façon, et à une époque beaucoup plus récente, lorsque notre protectorat a été établi dans la régence de Tunis et que la France y a institué un tribunal, la juridiction des consuls étrangers a été supprimée au profit des juges français, mais cette suppression a fait alors l'objet de traités et d'actes formels, qui ne laissent aucun doute sur la compétence du tribunal français (1).

L'ordonnance de 1842, dont l'art. 33 est le texte aujourd'hui en vigueur, est, à la vérité, moins explicite que celle de 1834. Elle dit simplement que les tribunaux français sont compétents « entre toutes personnes » excepté les Musulmans. De ces termes concis est née la difficulté. Par *toutes personnes* faut-il entendre uniquement toutes celles à l'égard de qui les tribunaux français sont, de droit commun, compétents, ou, d'une façon générale, toutes celles qui habitent l'Algérie, nationaux ou étrangers, à l'exception des seuls Musulmans ? La première interprétation serait soutenable si l'ordonnance de 1842 était, en cette matière, le premier document législatif. On pourrait dire que ses rédacteurs ne se sont pas préoccupés des étrangers, pas plus, par exemple, que ne l'avait fait, pour la métropole, la loi, un peu antérieure, de 1838. Cette explication soulèverait sans doute bien des objections, mais enfin les termes employés seraient trop vagues pour qu'on pût considérer comme certaine une dérogation au droit commun. Cette explication, au contraire, est inacceptable en présence de l'ordonnance de 1834, que celle de 1842 a modifiée et remaniée. Les rédacteurs des dispositions nouvelles avaient sous les yeux le texte primitif; ils n'ont pas pu laisser les étrangers en dehors de leurs prévisions, et ont dû nécessairement s'en préoccuper, soit pour abroger, soit pour maintenir la compétence antérieurement établie. L'abrogation, dont les motifs ne se comprendraient pas bien, devrait être clairement exprimée; elle ne résulte pas suffisamment du silence que garde l'ordonnance. Dans son art. 33, elle pose une règle et une exception : la règle, c'est la compétence des tribunaux français entre toutes personnes; l'exception, c'est leur incompétence à l'égard des Musulmans. Les étrangers, qui ne sont pas compris dans l'exception, doivent rentrer dans la règle générale, dont les termes sont assez larges pour leur être applicables. L'art. 33 de l'ordonnance de 1842, bien

---

(1) Loi du 27 mars 1883, art. 2, *Revue algérienne*, 1885, 3, 39 ; décret du Bey de Tunis du 31 juillet 1884, *Revue algérienne*, 1885, 3, 50, et les documents cités en note.

loin d'abroger l'art. 27 de l'ordonnance de 1834, ne fait que le reproduire sous une forme plus brève, et, s'il emploie des termes plus généraux, ce n'est pas que la compétence des tribunaux soit plus restreinte : c'est qu'elle est, au contraire, plus complète. Les Israélites, qui, sous le régime de l'ordonnance de 1834, avaient des juges spéciaux, sont désormais soumis aux tribunaux ordinaires, dont la compétence s'étend bien ainsi à toutes personnes, excepté aux Musulmans (1).

Un autre texte, postérieur à l'ordonnance de 1842, se préoccupe encore de la comparution des étrangers devant les tribunaux français. Comme nous l'avons dit plus haut, l'art. 19 de l'ordonnance de 1843 sur la procédure décide que l'étranger « résidant et ayant un établissement en Algérie » (2) n'est pas tenu, lorsqu'il est demandeur, de fournir la caution *judicatum solvi*, et a le droit de l'exiger lorsqu'il est défendeur. Au premier abord, ce texte paraît apporter à notre opinion une confirmation décisive. L'étranger défendeur et résidant en Algérie peut exiger de l'étranger demandeur la caution *judicatum solvi ;* c'est donc qu'il peut être valablement cité par un autre étranger devant les tribunaux français, et, en d'autres termes, que ces tribunaux sont compétents entre étrangers (3). Cet argument, qui a sans doute une certaine valeur, n'est cependant pas irréfutable. Il est, en effet, des cas où, de l'aveu unanime, les tribunaux français sont compétents entre étrangers ; par exemple, en matière immobilière; il suffirait pour expliquer le droit reconnu aux étrangers d'exiger la caution *judicatum solvi*. Il n'en est pas moins vrai que l'art. 19 de l'ordonnance de 1843 atteste chez le législateur l'intention persistante d'assimiler les étrangers aux Français devant les tribunaux de l'Algérie.

Les ordonnances de 1834 et 1842, à la différence de la législation de la métropole, attribuent donc, en Algérie, aux tribunaux français une compétence exceptionnelle à l'égard des étrangers. Quelle en est l'étendue ? A notre sens, les tribunaux français d'Algérie ont, entre étrangers, la même compétence qu'entre Français. Il faut donc, pour qu'ils soient compétents, que le défendeur, au moins, ait sa résidence en Algérie, ou qu'il s'agisse de droits ou actions ayant pris naissance dans

(1) Alger, 23 juin 1866, ci-dessous, p. 234, note 1.

(2) On admet qu'une résidence prolongée suffit, sans qu'il y ait eu, à proprement parler, d'établissement formé : Alger, 27 octobre 1885, *Revue algérienne*, 1886. 2. 195.

(3) Trib. d'Alger, 27 janvier 1887, *Revue algérienne*, 1887. 2. 352.

cette colonie (1); mais, à cette condition, ils sont compétents en toute matière : quand la contestation est relative à l'état et à la capacité des personnes, aussi bien que lorsqu'elle offre un intérêt purement pécuniaire. Toutefois, ce dernier point est loin d'être universellement admis.

A. — Pour que les tribunaux d'Algérie soient compétents entre étrangers, il faut, en principe, que le défendeur ait en Algérie son domicile, ou, tout au moins, sa résidence, puisque, à ce point de vue, la résidence en Algérie vaut domicile. Les ordonnances de 1834 et 1842 ne le disent pas, sans doute, en termes exprès, mais il ne peut cependant y avoir à cet égard de discussion sérieuse (2). On ne verrait, en effet, aucune raison pour soumettre à la compétence de nos tribunaux les étrangers qui se trouvent simplement de passage en Algérie; ils pourraient alors, à bon droit, demander à être renvoyés devant leurs juges naturels, c'est-à-dire ceux de leur domicile. Peu importe, du reste, que le demandeur ait lui-même son domicile en Algérie (3).

Par exception, les tribunaux français d'Algérie sont compétents, même lorsque le défendeur ne réside pas dans la colonie : 1° Lorsque le droit réclamé y a pris naissance. C'est la règle établie pour les Français; nous pensons qu'elle doit s'appliquer aux étrangers; 2° Lorsque le demandeur est un Français ou un étranger autorisé à établir son domicile en France ou en Algérie. On s'est demandé s'il en devait être de même lorsque le demandeur est un étranger domicilié sans autorisation, ou simplement résidant en Algérie (4). La solution pourrait être affirmative, si l'on admettait que les étrangers résidant en Algérie doivent être considérés comme autorisés à y fixer leur domicile; mais nous avons écarté cette manière de voir, pour nous appuyer seulement sur les ordonnances de 1834 et 1842; or, ces textes n'autorisent pas les étrangers résidant à citer devant les tribunaux de l'Algérie les étrangers qui n'y résident pas, et l'on ne peut, à défaut de texte exprès, leur reconnaître un droit si exorbitant et peu justifié dans le cas même où la loi l'admet formellement.

---

(1) Ord. du 16 avril-12 mai 1843, art. 2.

(2) Alger, 15 janvier 1868, *Journ.* de Robe, 1868, p. 36.

(3) Trib. d'Alger, 27 janvier 1886, *Revue algérienne*, 1887. 2. 352.

(4) Trib. de Bône, 4 juillet 1866, *Journ.* de Robe, 1868, p. 36 (Sous Alger). La question posée n'a pas reçu de solution, parce que, dans l'espèce, le demandeur ne résidait pas en Algérie à l'époque où l'obligation avait pris naissance.

Au surplus, si le défendeur étranger ne résidait pas en Algérie, ou si le droit réclamé n'y avait pas pris naissance, l'incompétence du tribunal français serait simplement *ratione personæ*. Toutefois, ce dernier jouit d'un intérêt purement pécuniaire.

B. — A la condition que le défendeur étranger réside en Algérie, ou qu'il s'agisse d'un droit qui y a pris naissance, les tribunaux d'Algérie sont compétents entre étrangers, en toute matière.

Il est unanimement reconnu que ces tribunaux sont compétents dans les contestations dont l'intérêt est purement pécuniaire. Les nécessités quotidiennes des affaires imposaient cette solution, qui, du moins à notre connaissance, n'a jamais été formellement repoussée (1). Les tribunaux d'Algérie connaîtront ainsi, entre étrangers, des contrats et de leur exécution (2), de la liquidation et du partage d'une succession

(1) Certains arrêts de la cour d'Alger admettent, dans leurs motifs, que les tribunaux d'Algérie n'ont aucune compétence particulière à l'égard des étrangers ; mais leur dispositif ne se rapporte qu'à des questions d'état : Alger, 19 mars 1851, Ménerville, *Jurisp. de la Cour imp. d'Alger*, p. 98.

(2) Alger, 17 mars 1863, *Journ.* de Robe, 1863, p. 81 ; 23 janvier 1873, *eod. op.*, 1873, p. 13; Alger, 22 janvier 1880. Nous reproduisons ce dernier arrêt : — La Cour, — Attendu, en fait, que les sieurs Bennert et Bivort, Landers et Cie sont concessionnaires de la mine de Guerrouma, sise en Algérie, et qu'aux termes de la législation spéciale sur l'exploitation des mines, ils ont fait élection de domicile à Alger ; — Que, de plus, le sieur Crispo, tiers saisi, est domicilié dans cette dernière ville ; — Attendu, en droit, que la législation algérienne, tenant compte des dispositions particulières où se trouvait la colonie, dans un pays où nos nationaux, à l'origine surtout, étaient clairsemés au milieu des indigènes et d'un grand nombre d'étrangers, a dû, pour parer aux exigences de cette situation, *édicter des dispositions spéciales, dérogatoires au droit commun* ; — Qu'ainsi les articles 27 de l'ordonnance du 10 août 1834 et 33 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ont proclamé la compétence des tribunaux français pour connaître de toutes affaires civiles ou commerciales entre étrangers résidant en Algérie ; — Que, dès lors, c'est vainement que Bennert et Bivort, Landers et Cie ont invoqué l'extranéité des parties pour décliner la compétence du tribunal d'Alger ; — Que si, en matière de saisie-arrêt pratiquée par un étranger contre un étranger entre les mains d'un tiers également étranger, la compétence des tribunaux français peut être déclinée, voire même déclarée d'office, en l'absence de titre pour statuer sur la demande en condamnation qui doit servir de base au jugement de validité, *c'est précisément à ce principe du droit commun que les dispositions des ordonnances précitées ont eu pour but d'apporter une dérogation nécessaire en Algérie* ; — Qu'en retenant la cause pour le tout, le tribunal civil d'Alger a fait du droit des parties une juste appréciation et de la législation algérienne une exacte application ; — Par ces motifs : — Reçoit, en la forme seulement, l'opposition à l'arrêt par défaut

mobilière ouverte en Algérie, de l'exécution du testament d'un étranger qui y est décédé, des difficultés relatives au contrat de mariage et aux droits des époux (1).

Au contraire, une jurisprudence qu'on peut aujourd'hui considérer comme fixée, malgré les contradictions qu'elle rencontre, décide que, pour les contestations relatives à l'état et à la capacité des personnes, les tribunaux d'Algérie sont incompétents, comme les autres tribunaux français (2). Cette

---

du 6 octobre 1879; la déclare mal fondée; maintient, en conséquence, le dit arrêt; — Déclare de nouveau et en tant que besoin Bennert et Bivort, Landers et Cie mal fondés dans leur appel contre le jugement du 21 mai 1879; les en déboute et les condamne à l'amende et en tous les dépens.

MM. Bazot, *prem. prés.*; Piette, *av. gén.*; Honel et Dazinière, *av.*

(1) Ces dernières solutions résultent de l'arrêt de la Cour d'Alger du 20 février 1875 (*Journ.* de Robe, 1875, p. 5), qui n'allègue, d'ailleurs, à l'appui aucun motif spécial à la législation algérienne. Cet arrêt décide : que la succession *ab intestat*, même mobilière, ou la succession testamentaire d'un étranger fixé en France sans esprit de retour, et décédé dans ce pays, doit être régie par la loi française, notamment en ce qui concerne la réserve et la quotité disponible; — que, lorsque deux étrangers, établis en France, y contractent mariage, leur régime matrimonial est celui de la loi française. C'est parce que la loi française doit être appliquée que la Cour se déclare compétente. Ces solutions, d'ailleurs fort discutables, s'appliqueraient, si elles étaient exactes, en Algérie aussi bien qu'en France. Mais, quoiqu'il en soit, la compétence des tribunaux d'Algérie nous paraît être, dans tous ces cas, certaine par application de l'ord. de 1842. V. cep, pour le cas de séparation de biens : Alger, 5 juin 1874, *Journ.* de Robe, 1875, p. 222.

(2) Cette distinction, très souvent affirmée, l'est surtout nettement dans l'arrêt de la Cour d'Alger, du 4 mars 1874, ci-après : — (*Puig y Thomas c. Puig y Thomas*). — La Cour, — Sur l'exception d'incompétence, opposée pour la première fois en appel par le sieur Puig y Thomas contre l'action en dation de conseil judiciaire intentée par sa femme, exception prise de leur qualité d'étrangers : — Attendu que l'exception est recevable, bien que Puig y Thomas la propose pour la première fois en appel; qu'en effet il s'agit évidemment, dans une instance en dation de conseil judiciaire, de l'état et de la capacité des personnes; qu'aux termes de l'art. 3 du Code civil, qui ne fait qu'appliquer un principe de droit international, l'état et la capacité des personnes sont régis par les lois de la nation à laquelle elles appartiennent; — Attendu que les tribunaux, ainsi tenus d'appliquer des lois étrangères, seraient exposés à les ignorer ou à ne les connaître qu'imparfaitement; que leurs décisions pourraient être contredites par les juges de la nation des parties; qu'une incompétence de cette nature n'est personnelle qu'en apparence, et qu'en réalité on n'en saurait indiquer qui tienne plus essentiellement à la matière; qu'à ce titre, elle est opposable en tout état de cause (C. pr. civ., art. 170); — Sur le mérite de l'exception : — Attendu, en fait, que Puig y Thomas est né le 20 mai 1842 à Bagur, province de Geona (Espagne), de parents espagnols; que rien ne révèle qu'il ait perdu sa nationalité d'origine; qu'on ne saurait attribuer cette

règle s'appliquera, par exemple, aux demandes en sépa-

portée à la célébration de son mariage devant l'officier de l'état civil français, ni à l'adoption du régime de la communauté légale établie par le Code civil; que moins encore il a acquis la nationalité française; que, suivant l'art. 19 du Code civil, la dame Mérillon, née Française, est devenue étrangère par cela seul qu'elle a épousé un étranger; d'où il suit que le procès soumis à la Cour s'agite entre deux étrangers; — Attendu que si Puig y Thomas réside en Algérie depuis plusieurs années, il n'est pas même allégué qu'il ait été autorisé à y établir son domicile conformément aux art. 11 et 13 du Code civil; que cette autorisation ne peut résulter de ce que Puig y Thomas a été momentanément employé au Trésor; — Attendu que cette cause ne présente donc à juger ni la question de savoir si le juge français pourrait ou devrait d'office se déclarer incompétent, malgré le consentement des parties à se soumettre à sa juridiction, ni celle de savoir, notamment, ce qui devrait être décidé dans le cas d'autorisation donnée à l'étranger d'établir son domicile en France, ou s'il s'agissait de contestations commerciales; que la difficulté est autre, bien que, par certains côtés, elle se rattache à celles qui viennent d'être indiquées; — Attendu que les codes français ne renferment aucunes dispositions spéciales au sujet de la compétence des tribunaux français pour juger les contestations entre étrangers, mais qu'il est de principe que les tribunaux ne doivent la justice qu'aux Français et ne peuvent l'imposer aux étrangers dans leurs rapports entre eux; que, par conséquent, leur juridiction entre étrangers, qui ne repose pas sur le droit de souveraineté, ne pourrait avoir d'autre base que le consentement des parties; — Attendu que, si cette règle reçoit quelques exceptions, elles ont pour fondement la protection d'un intérêt français d'ordre public et concernent, par exemple, l'application des lois de police et de sûreté, qui obligent et protégent tous ceux qui habitent notre territoire, et, par suite, ces mesures conservatoires de nécessité et d'urgence dont l'absence serait l'occasion d'une sorte de trouble ou léserait un intérêt national; — Qu'évidemment tel n'est point le caractère de la mesure qui, restreignant la capacité civile de l'Espagnol Puig y Thomas, n'aurait d'autre but que de prévenir la dissipation de ses biens; — Attendu que ces principes, qui feraient sans difficulté accueillir le déclinatoire dans la métropole, doivent également recevoir leur application en Algérie; — Qu'aucune loi n'attribue aux étrangers, en vertu du fait de leur résidence en Algérie et avec dispense de l'autorisation exigée par l'art. 13 du Code civil, la jouissance de tous les droits civils résultant de la législation française; que, si un certain nombre de droits civils réservés aux seuls citoyens français par le droit commun de la France ont été, en considération de la situation particulière de l'Algérie, étendus aux étrangers qui y résident, il n'est pas possible de conclure de ces concessions partielles, dont chacune se renferme dans son objet spécial, que les étrangers résidant en Algérie y jouissent de ceux des droits civils que ces concessions ne comprennent pas; que la nécessité d'une autorisation du pouvoir exécutif, pour que l'étranger jouisse des droits civils en Algérie, résulte virtuellement de l'art. 5 de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 16 août 1848; qu'il n'est donc pas exact de dire que la résidence des étrangers en Algérie vaille domicile, en ce sens qu'ils soient considérés, au point de vue légal, comme

ration de corps (1), en nullité de mariage, en contestation de

autorisés à établir leur domicile sur le sol de la colonie; — Considérant que les dérogations à un principe de droit international, tel que celui qui réserve à chacun le statut personnel, et, par suite, à moins d'accord contraire de tous les intéressés, la juridiction, quant à ce, des tribunaux de sa nation, ne sauraient facilement se présumer; qu'il s'agit du respect dû au principe de souveraineté, et des conflits et des dangers que pourrait faire naître son oubli; — Attendu que l'on rechercherait en vain cette dérogation dans la législation spéciale de l'Algérie, et notamment dans les dispositions des art. 33 et 37 de l'ordonnance organique du 26 septembre 1842; que les mots: *toutes les affaires civiles et commerciales*, dans le sens où les emploient les ordonnances qui régissent l'Algérie, ne s'entendent que des contestations touchant aux intérêts exclusivement pécuniaires; qu'ils n'embrassent pas les questions d'état; que la preuve s'en tire, notamment, des art. 1er et 17 du décret du 31 décembre 1859, de l'art. 1er du décret du 13 décembre 1866, qui, après avoir énoncé que la loi musulmane régit et que les cadis jugent toutes les conventions et toutes les contestations civiles et commerciales, ont soin d'ajouter : « ainsi que les questions d'état, » addition parfaitement inutile si ces questions étaient comprises dans les mots *toutes les contestations civiles et commerciales*; que l'on conçoit que les auteurs des ordonnances, justement préoccupés des questions d'état en ce qui concerne les indigènes, aient évité de toucher ce point entre étrangers, dans l'intérêt même de la colonisation, le silence impliquant le maintien des règles du droit commun international. Changer ces règles pouvait éloigner les étrangers au lieu de les attirer, car on doit supposer aux immigrants le souci de leur nationalité d'origine et la volonté d'en conserver les lois; et, s'ils préfèrent les nôtres, la naturalisation leur est, pour ainsi dire, offerte; qu'ainsi les art. 31 de l'ordonnance de 1834 et 37 de l'ordonnance de 1842, muets sur la loi à appliquer aux contestations entre étrangers, s'en réfèrent par cela même au droit commun; — Attendu qu'il ressort de ce qui précède que, même sous l'empire de l'ordonnance du 10 août 1834, malgré les mots « entre étrangers » de l'art. 27, on ne devrait pas admettre l'établissement de la juridiction française obligatoire en matière de question d'état les concernant; qu'à plus forte raison doit-il en être ainsi sous l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui, dans son art. 33, a supprimé les mots « entre étrangers; » — Attendu, en conséquence, que, pas plus en Algérie que dans la métropole, les tribunaux français ne sont autorisés à connaître des questions d'état qui, s'agitant entre étrangers, doivent être décidées exclusivement par leur statut personnel; qu'il y a donc lieu pour la Cour d'accueillir l'exception proposée par Puig y Thomas, de se déclarer incompétente et de renvoyer la dame Puig à procéder où et comme elle avisera; — Par ces motifs : — Déclare l'exception d'incompétence recevable, quoique proposée pour la première fois en appel; — Déclare Puig y Thomas fondé à opposer l'incompétence de la juridiction française pour statuer sur la demande en dation de conseil judiciaire introduite par la dame Puig y Thomas; — Annule, etc.

C. d'Alger (Ch. réun.), 4 mars 1874. — MM. Cuniac, *prem. prés.*; Piette, *av. gén.*; Bouriaud et Chéronnet, *av.*

Cf. Alger, 18 mai 1886, *Revue algérienne*, 1887, 2. 347.

(1) Alger, 19 février 1855. — (*Attard c. Attard*). — La Cour, — En ce

légitimité (1), en dation de conseil judiciaire (2).

---

qui concerne la demande en séparation de corps : — Considérant que les deux époux sont Maltais et par conséquent sujets du royaume de la Grande-Bretagne ; que l'époux oppose en appel, comme en première instance, l'incompétence des tribunaux français ; — Considérant que les droits résultant du mariage sont, à raison de leur importance et de leur nature, régis par des lois essentiellement personnelles aux époux ; — Considérant que toute demande en modification de ces droits implique nécessairement examen et application des lois sur lesquelles ils s'appuient ; — Considérant qu'en droit international, il est de principe constant que les lois personnelles régissent, partout où elles sont établies, la personne née sous leur empire ; — Considérant, quant aux Français, que l'art. 3 C. Nap. contient la consécration formelle de ce principe ; — Considérant que ce même principe est également consacré, quant à l'étranger, par les dispositions combinées des art. 3 et 11 du même code ; — Considérant qu'il ne saurait être douteux que tel a été l'esprit qui a présidé à ces dispositions, en présence des discussions qui en ont précédé l'adoption ; — Considérant qu'entre les lois personnelles et la juridiction spécialement préposée à leur application il existe une corrélation tellement intime et nécessaire, que l'on ne saurait, à moins de circonstances exceptionnelles, admettre le concours d'une autre juridiction ; — Qu'il faut donc reconnaître que, de même que la loi personnelle, la juridiction qui s'y rattache ne cesse de suivre la personne tant qu'elle n'a point répudié la qualité à raison de laquelle elle est soumise à ces lois et à cette juridiction ; — Que c'est ce qu'admet encore en principe le droit international, qui, loin d'être en désaccord avec le droit de la France métropolitaine, trouve des points d'appui dans plusieurs dispositions de la législation qui la régit ; — Que c'est ce qui résulte des termes de l'art. 14 du C. Nap., qui ne comprend pas au nombre de ces cas de nature à motiver la traduction d'un étranger devant les tribunaux français celui d'une contestation entre étrangers, au sujet des lois qui leur sont personnelles ; — Que c'est ce qui résulte encore de la règle généralement admise, que tout jugement rendu dans un pays ne saurait avoir force exécutoire dans un autre qu'autant qu'il a l'agrément de l'autorité judiciaire de ce dernier pays, agrément qui, comme tout acte du juge, emporte droit d'examen, et, par suite, droit d'admettre ou de rejeter ; — Considérant que les dérogations aux principes du droit international ne sauraient facilement se présumer ; — Qu'il s'agit du respect dû au principe de souveraineté et des conflits et des dangers que peut faire naître son oubli ; — Considérant que c'est inutilement que l'on rechercherait cette dérogation dans la législation spéciale à l'Algérie, et notamment dans les dispositions des art. 34 et 37 de l'ordonnance en date du 26 septembre 1842, qui contiennent l'ensemble des règles applicables à la matière ; — Qu'on ne saurait la faire ressortir des termes du premier de ces articles,

(1) Alger, 19 mars 1851, Ménerville, *Jurisp. de la Cour imp. d'Alger*, p. 98 ; 27 décembre 1860, *Journ.* de Robe, 1861, p. 23.

(2) Alger, 4 mars 1874, ci-dessus, p. 226, note 2.

Nous reviendrons, en parlant des traités, sur la compétence en matière de tutelle ou de conseil judiciaire.

L'incompétence des tribunaux d'Algérie est donc, en pareille matière, la même que celle des tribunaux de France (1).

---

qui dit que les tribunaux français connaissent, entre toutes personnes, de toutes les affaires civiles et commerciales, sans donner à ces termes une extension qu'ils n'emportent pas nécessairement; qu'il est évident que cette disposition, puisée dans la législation métropolitaine, et reproduisant presque dans les mêmes termes les dispositions de nos codes relatives à la compétence des tribunaux civils et des tribunaux de commerce, ne saurait avoir plus de portée que ces dispositions; — Qu'il en est de même encore, que l'on s'arrête soit au premier, soit au second paragraphe de l'art. 37; — Que tous deux en effet, par leurs termes comme par leur esprit, ne sauraient recevoir aucune application à la contestation qui s'élève entre étrangers, au sujet des lois qui leur sont personnelles; — Que l'on ne saurait oublier, d'ailleurs, que les dispositions qui viennent d'être rapportées ont pris la place de l'art. 27 de l'ordonnance du 10 août 1834, qui établissait, en termes beaucoup plus explicites, que les tribunaux français avaient à connaître de toutes affaires civiles et commerciales entre étrangers; — Que la substitution à cet article de dispositions dans lesquelles le législateur prend soin d'omettre les mots *entre étrangers*, qui étaient de nature à prêter à l'équivoque, doit évidemment être interprétée dans le sens d'un retour au droit commun, qui, en cette circonstance, n'est autre chose que le droit international même; — Considérant que le fait que le mariage a été contracté devant l'autorité française n'ôte rien de leur force aux motifs qui viennent d'être exposés; — Qu'en effet, ce ne serait qu'en méconnaissant les principes les plus élémentaires de la matière que l'on pourrait attribuer à ce fait les conséquences d'une répudiation qu'Attard n'a jamais faite, n'a jamais entendu faire de sa qualité de sujet anglais; — En ce qui concerne la demande aux fins de provision et de pension alimentaire: — Considérant que la disposition du C. Nap. qui établit le droit aux aliments entre époux a été empruntée aux droits des gens, qui lui-même l'a empruntée au droit naturel; — Que ce serait à juste titre d'ailleurs que la dame Attard invoquerait à l'appui de sa demande les dispositions de l'art. 3 du C. Nap.; — Que cette disposition, en disant que les lois de police et de sûreté obligent même l'étranger résidant sur le territoire de la France, a, par cela même, établi la compétence des tribunaux français pour connaître des infractions; — Considérant que c'est avec raison, dès lors, que le tribunal a retenu la connaissance de cette seconde partie de la cause; — Par ces motifs: — Statuant par défaut et infirmant le jugement dont est appel, etc.

MM. DE VAULX, *prem. prés.*; ROBINET DE CLÉRY, *av. gén.*; VILLACROSE, *av.*

Trib. de Sétif, 1er mai 1883, *Journ.* de Robe, 1883, p. 358; trib. d'Alger, 2 avril 1884, *eod. op.*, 1885, p. 298.; Cf. Alger, 14 mai 1886, *Revue algérienne*, 1887, 2. 347.

(1) Req., 26 juillet 1852, D. P. 52. 1. 249. On ne peut cependant pas dire que la Cour suprême ait tranché la question; car le demandeur en cassation n'avait pas allégué, à l'appui de son pourvoi, la législation spéciale à l'Algérie, que la Cour n'a pas eu, par suite, à interpréter.

C'est aussi une incompétence *ratione personæ*. Les tribunaux, qui peuvent toujours se dessaisir, ne sont pas cependant tenus de le faire quand leur compétence n'est pas déclinée (1).

Toutefois, l'exception peut être proposée pour la première fois en appel (2).

Ce système s'appuie sur les raisons suivantes :

Le statut personnel des étrangers en France est déterminé par leur loi nationale (argument de l'art. 3 C. civ.); c'est donc cette loi qu'il faut appliquer dans les contestations relatives à leur état et à leur capacité. Or, « entre les lois person-» nelles et la juridiction spécialement préposée à leur appli-» cation il existe une corrélation intime et nécessaire.... » (3). Créés pour appliquer la loi française, les tribunaux français ne sauraient être contraints, en pareille matière surtout, d'appliquer une loi étrangère. Ils risqueraient de commettre des erreurs préjudiciables aux intérêts des parties, et dangereuses aussi pour la bonne administration de la justice et la dignité des magistrats. C'est donc principalement dans les instances relatives au statut personnel que l'incompétence des tribunaux français est facile à justifier et même est nécessaire. En ce cas, plus qu'en tout autre, il faut que l'étranger puisse obtenir d'être renvoyé devant ses juges naturels, c'est-à-dire ceux de son pays, et que le tribunal, lorsque sa compétence n'est pas déclinée, soit libre d'apprécier s'il doit ou non rester saisi. Une législation spéciale pourrait, sans doute, apporter une exception à ces principes généraux ; mais, pour admettre une pareille dérogation, malgré les inconvénients graves qu'elle présenterait, il faudrait un texte formel et qui révélât nettement la pensée du législateur ; or, tel n'est pas l'art. 33 de l'ordonnance de 1842, ni même l'art. 27 de l'ordonnance de 1834. Ces textes ne s'expliquent pas sur les questions d'état ; par là même on doit considérer qu'ils ne leur sont pas applicables, et que les *affaires civiles et commerciales* dont ils parlent doivent s'entendre uniquement des contestations dont l'intérêt est pécuniaire. C'est dans ce sens que la législation algérienne emploie ces mots. Ainsi les décrets du 31 décembre 1859 (art. 1 et 17) et du 13 décembre 1866

---

(1) Alger, 5 juin 1875. *Journ.* de Robe, 1875, p. 222 ; 25 juin 1877, *eod. op.*, 1877, p. 180 ; 24 novembre 1880, *eod. op.*, 1881, p. 22 ; 24 juillet 1882, *eod. op.*, 1883, p. 455.

(2) Alger, 4 mars 1874, ci-dessus, p. 226, note 2.

(3) Alger, 19 février 1855, ci-dessus, p. 228, note 1.

(art. 1 et 4)(1), qui déterminent la compétence des tribunaux musulmans, après avoir dit que les cadis connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales entre Musulmans, prennent soin d'ajouter : « ainsi que des questions d'état. » Or, pour que cette addition ne soit pas superflue, il faut nécessairement admettre que les expressions : « affaires civiles et commerciales », ne s'appliquent pas aux questions d'état (2).

Cette jurisprudence ne nous paraît pas fondée, et les considérations qu'elle invoque ne sont, à notre avis, nullement décisives. En effet, l'indivisibilité qui existerait, surtout en matière de statut personnel, entre la loi et le tribunal chargé de l'appliquer n'est en aucune façon démontrée. Assurément, les tribunaux français sont institués pour appliquer la loi française ; mais rien ne s'oppose à ce que, accidentellement, ils soient appelés, sous peine de déni de justice, à appliquer une loi étrangère. Il pourrait en être ainsi en matière de contrats ou de successions ; mais nous laissons ces points, d'ailleurs controversés, pour nous en tenir aux questions d'état et aux solutions certaines.

Un étranger est naturalisé Français, et une contestation s'élève relativement soit à sa filiation, soit au mariage qu'il a contracté avant d'être naturalisé : la compétence du tribunal français est certaine, mais il est également certain que ce tribunal devra appliquer la loi étrangère (3).

Les étrangers autorisés à fixer leur domicile en France sont justiciables des tribunaux français. Il est cependant, à notre avis, incontestable que leur statut personnel est toujours régi par leur loi nationale. C'est donc cette loi que devront, en cas de contestation, leur appliquer les tribunaux français (4).

Une question d'état ou de capacité peut enfin être soulevée incidemment dans une contestation dont l'intérêt est d'ailleurs purement pécuniaire. La Cour d'Alger elle-même a reconnu dans ce cas sa compétence (5). C'est donc, encore une fois,

---

(1) Ménerville, *Dict.*, t. I et t. III, v° *Justice musulmane.*

(2) Alger, 4 mars 1874, ci-dessus, p. 226, note 2.

Les motifs allégués en faveur de l'incompétence sont aussi résumés dans l'arrêt de la Cour d'Alger du 14 mai 1886, *Revue algérienne*, 1887. 2. 347.

(3) Paris, 2 août 1866, D. P. 67. 2. 41.

(4) Aubry et Rau, t. I, p. 91, note 24, et p. 313 ; Demolombe, t. I, n° 266 ; Demante et Colmet de Santerre, t. I, n° 28 bis, II ; Laurent, *Principes*, t. I, n° 458.

(5) Alger, 24 novembre 1884, *Revue algérienne*, 1885. 2. 59 ; Cf. Pau, 17 janvier 1872, D. P. 75. 2. 193.

qu'il n'existe aucune impossibilité à ce qu'un tribunal français applique une loi étrangère.

D'autre part, les textes des ordonnances de 1834 et 1842 répugnent absolument à la distinction qu'on y veut introduire. Ils ne contiennent, en effet, aucune réserve à l'égard des questions d'état, et donnent la même solution pour toutes les contestations entre étrangers, quelle qu'en soit la nature. Il faut donc en admettre ou en rejeter à la fois toutes les conséquences. On a pu soutenir qu'ils n'apportent aucune dérogation au droit commun de la France; cette opinion a été rejetée, et avec raison; mais, dès qu'on admet qu'ils attribuent aux tribunaux d'Algérie une compétence exceptionnelle, il faut l'admettre pour les questions d'état aussi bien que pour les affaires dont l'intérêt est pécuniaire.

Pour justifier la distinction qu'on veut faire et le sens restreint qu'on donne aux mots « affaires civiles », on invoque une seule raison, et on l'emprunte au texte des décrets relatifs à la justice musulmane. Mais ces décrets sont de beaucoup postérieurs aux ordonnances sur l'organisation de la justice française et ne peuvent servir à en fixer le véritable sens. Les rédacteurs de ces décrets ont cru peut-être que les mots « affaires civiles » ne désignaient pas suffisamment les questions d'état; peut-être, tout en les trouvant suffisamment clairs, ont-ils voulu prévenir les difficultés d'interprétation qui s'étaient déjà produites à leur sujet dans la jurisprudence; mais cela ne prouve pas que les rédacteurs des ordonnances de 1834 et 1842 n'aient pas donné à ces expressions toute la portée dont elles sont susceptibles (1).

Concluons : les tribunaux français d'Algérie sont compétents pour juger, entre étrangers, les contestations relatives à l'état et à la capacité des personnes, comme celles dont

---

(1) Nous retrouverons plus loin, à propos de la compétence résultant des traités, et pour la rejeter encore, cette distinction entre les contestations relatives à l'état et à la capacité des personnes et celles dont l'intérêt est pécuniaire. Ch. Brocher *(op. et loc. cit.)* enseigne aussi, comme nous l'avons dit ci-dessus (p. 213, note 3), qu'il faut d'une façon générale distinguer entre ces deux espèces de contestations pour déterminer la compétence des tribunaux d'un pays à l'égard des étrangers. Mais il fonde sa théorie sur des raisons autres que l'indivisibilité qui existerait, en matière de loi personnelle, entre la loi et le tribunal chargé de l'appliquer. Nous n'avons pas, du reste, à examiner ici ce système, puisque nous nous sommes précisément proposé d'établir que la législation algérienne déroge à la règle générale, en établissant à l'égard des étrangers la compétence des tribunaux français.

l'intérêt est purement pécuniaire. La Cour d'Alger elle-même l'a admis à une certaine époque (1) : nous souhaitons qu'elle

(1) Alger, 23 juin 1866. — (*Schœmberger c. Schœmberger*). — La Cour, — Attendu que, s'il est constant, en fait, que l'appelante et l'intimé sont l'un et l'autre étrangers, il est, d'un autre côté, certain, en droit, que les tribunaux de l'Algérie ont le pouvoir et le devoir de statuer sur toute espèce de contestations entre étrangers; que cette faculté et cette charge ressortent, en termes formels, de l'art. 33 de l'acte organique du 26 septembre 1842, lequel s'exprime ainsi : « Les tribunaux français connaissent, » entre toutes personnes, de toutes les affaires civiles et commerciales, à » l'exception de celles dans lesquelles les Musulmans sont seuls parties, et » qui continueront d'être portées devant les cadis; » — Attendu que cette disposition n'a fait que reproduire, sous une forme plus concise et plus généralisatrice, celles qui, antérieurement, avaient été édictées par l'art. 27 de l'ordonnance du 10 août 1834, lequel s'énonçait comme il suit : « Les » tribunaux français connaissent de toutes les affaires civiles et commer- » ciales, entre Français et indigènes ou étrangers, entre indigènes de reli- » gion différente, entre indigènes et étrangers, *entre étrangers*, enfin entre » indigènes de même religion, quand ils y consentent ; » — Attendu qu'en disposant comme il vient d'être dit, et en plaçant les étrangers sur le même plan et dans les mêmes conditions que les Français, quant à la juridiction, le législateur de l'Algérie s'est évidemment préoccupé du contingent considérable que les étrangers fournissaient déjà et continueraient à fournir progressivement à la population de la colonie, de l'utilité de favoriser leur immigration, et de leur donner sur place, dans ce but, des juges ayant compétence obligatoire pour statuer sur toutes les contestations qui naîtraient entre eux; qu'il est impossible d'admettre que l'ordonnance de 1842 ait voulu, en cette matière, faire moins et autrement que ne l'avait fait l'ordonnance de 1834; que la forme plus laconique adoptée par l'art. 33 de l'ordonnance dernière n'a pu avoir pour but de faire cesser, au regard des étrangers, une équivoque qui aurait existé dans l'art. 27 de l'ordonnance de 1834; que les termes de cette disposition excluaient toute incertitude et toute ambiguité; qu'ils étaient, au contraire, pleins de netteté et de précision; que la teneur abrégée de la disposition nouvelle a son explication dans ce fait que l'ordonnance de 1842 supprimait la juridiction des tribunaux israélites; que, par suite, il n'existait plus qu'une seule exception à la juridiction des tribunaux français, celle qui laissait aux cadis la connaissance des litiges entre Musulmans; que, dès lors, le législateur se trouvait dispensé de reproduire l'énumération contenue dans l'art. 27 de l'ordonnance de 1834, et pouvait statuer, ainsi qu'il l'a fait, en termes généraux, sous la seule réserve de l'exception indiquée ci-dessus ; — Attendu qu'il n'est pas exact de dire qu'il y ait similitude ou presque similitude dans le langage employé par la loi, soit lorsqu'elle a réglé la compétence des tribunaux de la métropole, soit lorsqu'elle s'est occupée de régler celle des tribunaux de la colonie ; que, pour se convaincre du contraire, il suffit de mettre en regard l'art. 1er de la loi métropolitaine du 11 avril 1838 et les dispositions précitées des ordonnances spéciales ayant eu pour objet de réglementer l'organisation judiciaire en Algérie ; — Attendu qu'il n'est pas exact non plus de dire qu'il existe un lien forcé entre le statut person-

revienne à son ancienne jurisprudence.

Eugène AUDINET,
Professeur agrégé à la Faculté de droit d'Aix.

(A suivre.)

---

nel d'un pays et les juridictions de ce même pays, de telle sorte que les contestations relatives à ce statut ne puissent être déférées qu'auxdites juridictions; que, si on se reporte à la discussion qui s'éleva au sein du Conseil d'État sur l'art. 14 du Code Napoléon, on voit que le consul Cambacérès avait proposé d'ajouter à cet article une disposition pour les étrangers qui, ayant procès entre eux, consentiraient à plaider devant les tribunaux français, et que M. Tronchet répondit que le principe général était que le demandeur doit porter son action devant le juge du défendeur; que, cependant, dans l'hypothèse proposée, le tribunal saisi aurait le droit de juger, si sa juridiction n'était pas déclinée; — Attendu que ce principe a prévalu dans la jurisprudence des tribunaux de la métropole, et qu'il exclut celui de l'indivisibilité prétendue dont il s'agit; — Attendu, au surplus, que, dans l'espèce, le défendeur déclare aujourd'hui accepter la juridiction du tribunal de Blidah; qu'il échet, en conséquence, d'infirmer le jugement dont est appel; — Attendu que la matière n'est point disposée à recevoir une solution définitive; qu'il n'y a donc lieu d'user de la faculté d'évocation autorisée par l'art. 473 du C. de pr. civ.; que ce n'est pas non plus le cas de faire application de l'art. 472 du même Code, et de renvoyer la connaissance de l'affaire à un tribunal autre que celui qui en a été saisi; qu'en effet, la question de compétence sur laquelle il est statué par le présent arrêt est complètement indépendante de celle du fond, laquelle n'a été encore l'objet d'aucun examen ni commencement d'examen de la part des premiers juges; qu'il n'existe donc aucun motif pour leur en enlever la connaissance; — Par ces motifs: — Infirme le jugement dont est appel; dit que le tribunal de Blidah est compétent pour statuer sur la demande en séparation de corps formée par la dame Schœmberger contre son mari, etc.

MM. PIERREY, *prem. prés.*; DURAND, *av. gén.* (concl. contr.); GENELLA et BOURRIAUD, *av.*

DES JURIDICTIONS COMPÉTENTES

EN MATIÈRE DE LITIGE INTÉRESSANT LES MOZABITES

RÉSIDANT HORS DU MZAB (1)

MESSIEURS,

Dans la nuit du 11 au 12 janvier dernier, mourait à Blida un riche Mozabite nommé Bakir ben ba Saïd. La veuve du défunt, Fatma bent Si Mohammed El-Behlouli, s'empressa de requérir le cadi maléki de procéder à la liquidation de la succession ouverte. Mais, lorsque le magistrat voulut procéder à cet acte, presque tous les notables Mozabites de la localité intervinrent pour réclamer l'exclusion du cadi, et l'administration, par eux seuls, de cette succession n'intéressant que des Mozabites.

Ceux-ci invoquaient, pour s'opposer à l'intervention du cadi, la convention intervenue le 22 avril 1853 entre la France et le Mzab; puis, subsidiairement, les promesses faites par le gouvernement lors de l'annexion du Mzab, le 22 octobre 1882; et, enfin, l'art. 52 du décret du 10 septembre 1886, sur l'organisation de la justice musulmane en Algérie, article ainsi conçu :

« Les cadis procèdent aux opérations de compte, liquidation » et partage des successions musulmanes *purement mobiliè-* » *res*. Si les successions comprennent des immeubles, il est » procédé aux opérations de compte, liquidation et partage » par les soins des notaires français. »

Cet article est formel, et M. le procureur général estime que l'interprétation donnée par les Mozabites de Blida est hors de contestation ; le chef du parquet a, lui-même, souvent donné des instructions dans ce sens aux cadis.

D'autre part, les promesses, et je puis dire les engagements pris par le gouvernement algérien vis-à-vis des Mozabites lors de l'annexion et, depuis, en diverses circonstances, légitiment cette prétention des Mozabites de Blida, refusant au cadi le droit de liquider la succession d'un des leurs.

---

(1) *Rapport* présenté au Conseil de gouvernement dans la séance du 9 septembre 1887.

Toutefois, l'invocation de la convention de 1853 était sans valeur, puisque le régime inauguré par l'annexion de 1882 est le seul qui puisse aujourd'hui être appliqué aux Mozabites.

Peu importait, d'ailleurs, l'inanité de cet argument, car, en tout état de cause, il semblait à tout le monde bien établi que le cadi maléki de Blida n'avait pas qualité pour liquider une succession ibadite et, de plus, en partie immobilière.

La question paraissait donc fort simple; mais le tribunal de Blida ne fut pas de cet avis, et par un jugement longuement motivé, mais dont les considérants sont des plus critiquables, il proclama la compétence du cadi (1). Le tribunal, en jugeant ainsi, se conformait, il est vrai, à la jurisprudence affirmée par deux arrêts de la Cour d'Alger. Mais ces deux arrêts s'appuient eux-mêmes sur des considérants très discutables. Il existe, en effet, un troisième arrêt, antérieur, et rendu par la Chambre des appels musulmans le 7 mai 1884, arrêt qui prononce d'une façon absolument contraire ; et, comme cette Chambre des appels musulmans était précisément alors présidée par le professeur de droit musulman à l'École de droit, il y a, a priori, des chances pour que la question de droit musulman ait été résolue avec plus de compétence que par toute autre Chambre.

Quoiqu'il en soit, d'ailleurs, l'opinion que j'exprime ici fut aussi, quoique présentée sous une autre forme, l'opinion de M. le procureur général. En effet, à la suite du jugement de Blida, le chef du parquet adressait à M. gouverneur général un rapport concluant à ce qu'un acte législatif intervînt à bref délai pour fixer la jurisprudence dans le sens de l'arrêt du 7 mai 1884, c'est-à-dire contrairement aux conclusions du tribunal de Blida et aux derniers arrêts de la Cour en matière de juridiction civile applicable aux Mozabites résidant hors du Mzab.

C'est cette proposition que vous avez à examiner aujourd'hui.

Je ne discuterai pas devant vous les considérants du jugement et des arrêts dont il est utile d'empêcher le retour, car nous ne sommes, ici, ni à l'École de droit, ni à la Cour de cassation; je me bornerai seulement à vous résumer aussi brièvement que possible les raisons de l'incompétence des cadis sunnites et les précédents historiques qui font un devoir étroit au gouvernement français de donner satisfaction au vœu des Mozabites et aux conclusions de M. le procureur général.

---

(1) V. ce jugement *Revue algérienne*, 1887. 2. 365. — Le même tribunal avait jugé le contraire le 6 mai 1885 *(Revue algérienne*, 1887. 2. 400).

Vous savez tous, Messieurs, que le cadi applique une loi qui est à la fois une loi civile et une loi religieuse. Il ne peut donc être le juge légitime et autorisé que de ses coreligionnaires. Avant nous, les Turcs l'avaient bien compris, et ils avaient retiré à la juridiction des cadis les affaires civiles, soit entre Israélites, soit entre Mozabites résidant dans les villes. Nous avons fait de même depuis 1830.

Les Mozabites, en effet, n'ont pas la même religion que les autres indigènes musulmans de l'Algérie. Ce ne sont pas, comme semble le croire le tribunal de Blida, des gens ayant un rite spécial, ce sont des *schismatiques*, des gens sortis du giron de l'islam sunnite, — de cet islam qui se dit orthodoxe et les traite d'*hérétiques*. — La distance morale qui sépare les Musulmans sunnites des Musulmans ibadites (ou Mozabites) est la même que celle qui, dans la chrétienté, sépare les catholiques des protestants, puritains, presbytériens ou autres.

Sans doute, le Coran est le livre fondamental des ibadites du Mzab, comme il est celui des sunnites, maléki ou hanéfi, mais partout où il y a schisme, aussi bien chez les Musulmans que chez les chrétiens, le livre révélé antérieurement au schisme sépare plus qu'il ne rapproche les diverses communions, car chacun l'interprète et l'applique différemment. Il y a donc pour le Coran des docteurs et des commentateurs sunnites, comme il y a des docteurs et des commentateurs ibadites, — lesquels d'ailleurs se traitent réciproquement d'hérétiques et de non orthodoxes.

Aussi, envoyer un Mozabite devant le tribunal du cadi, c'est exactement la même chose que si l'on envoyait un huguenot devant le tribunal d'un évêque catholique ; c'est une atteinte à ses convictions religieuses, c'est un acte vexatoire, un acte impolitique.

Les Turcs, qui, en Algérie, étaient durs pour leurs sujets, mais qui étaient avant tout des politiques habiles, s'étaient bien gardés de se susciter des embarras en imposant aux Mozabites des juges pouvant froisser leurs sentiments religieux. Ils s'étaient contentés d'organiser les Mozabites, ou plutôt, de les laisser s'organiser dans chaque ville en corporation présidée par un amine nommé par le bey et lui payant diverses redevances.

Cet amine avait des prérogatives très étendues. Il était, il est vrai, responsable vis-à-vis du chef turc de la ville, mais il réunissait, vis-à-vis de ses coreligionnaires et compatriotes, tous les droits de police et de juridiction ; la mort et l'exil étaient les deux seules peines dont il ne pouvait faire application sans une autorisation expresse du bey ou du pacha.

Des diverses corporations existantes alors, celle des Mozabites était la plus riche et la mieux vue des autorités politiques; aussi les cadis maléki ou hanéfi n'intervenaient pas dans les affaires des membres de la corporation, qui les réglait elle même, ou les portait directement devant la justice du bey, devant le *Hokm-el-Maghzen,* lorsque le litige était entre ibadites et sunnites.

Dès le début de l'occupation française, les diverses corporations continuèrent à fonctionner, d'abord à notre insu, puis par tolérance; et, enfin, dès le 14 novembre 1830, nous commençâmes à les soumettre, les unes après les autres, à des réglementations limitant des privilèges excessifs ou tout au moins contraires à nos habitudes gouvernementales. Les Mozabites furent cependant les plus privilégiés; car, ils n'étaient pas sujets algériens au même titre que les Biskria ou les Mzita, et leurs amines, à Alger, Oran et Constantine, continuèrent à remplir vis-à-vis d'eux des fonctions qui, bien que mal définies, n'étaient pas sans analogie avec celles que remplit un consul étranger vis-à-vis de ses nationaux.

La convention du 22 avril 1853, en régularisant la situation des Mozabites vis-à-vis de la France, contribua à consolider les privilèges de leurs amines; non seulement ceux-ci ne connurent, pour leurs litiges, que la loi ibadite appliquée par leurs notables ou chioukh, mais encore ils restèrent entre eux soumis à des amendes ou taxes spéciales, dont l'origine et la raison d'être se trouvaient dans leurs kanouns, espèce de coutumes ou règlements de police qui existent à côté de la loi religieuse.

Les cadis n'intervenaient donc ni pour les litiges, ni pour le règlement des successions; c'était à la fois une perte sèche pour ces magistrats, et aussi un véritable froissement, car leur devoir de Musulman sunnite leur faisait désirer de pouvoir dominer et diriger ces Musulmans qu'ils regardaient comme mécréants et hérétiques.

L'autorité française dut intervenir; et, par des instructions en date du 28 novembre 1866, le gouverneur général décida que, comme conséquence logique de la convention du 22 avril 1853, les Mozabites en résidence dans les villes d'Algérie continueraient à s'administrer eux-mêmes, notamment en ce qui concernait le règlement des successions de leurs coreligionnaires décédés hors du Mzab.

Ces instructions restèrent en vigueur et réglèrent la question jusqu'au moment de l'annexion du Mzab en 1882, et cela malgré la suppression générale des corporations par décret du 25 septembre 1868.

En réalité, cette suppression légale n'avait pas modifié sensiblement la situation des Mozabites, car ils avaient conservé officieusement leurs amines, qui, bien que non investis par l'autorité française, avaient cependant gardé la plupart de leurs attributions vis-à-vis de leurs coreligionnaires y consentant; d'ailleurs, les instructions du 28 novembre 1866 restaient toujours en vigueur.

Ces instructions furent confirmées avec un certain éclat en 1882, lors de l'annexion du Mzab.

La proclamation du gouverneur général, en date du 1er novembre, disait en français et en arabe :

« Nous ne vous imposerons ni agha, ni caïd, ni cadi arabes,
» vous conserverez, dans la mesure utile, vos djemaâ muni-
» cipales pour vous administrer *et vos chioukh ibadites pour*
» *vous rendre la justice.* »

C'était moins l'affirmation d'un régime spécial que la reconnaissance officielle de la loi ibadite comme loi musulmane particulière aux Mozabites. Et, afin qu'il n'y eût aucun doute, des instructions détaillées furent données : j'y relève cette phrase caractéristique : « Le cheikh de la mosquée ne sera, sous aucun prétexte, dénommé cadi ; il conservera, en arabe, son titre de cheikh Tamesquida; il sera dit, en français : « Président de la mahakma ibadite de... »

Parmi les recommandations faites dans ce même document, se trouve l'invitation d'avoir à se procurer de bonnes copies du Kiteb-el-Nil, du Chikh Abd-el-Aziz, livre qui est, pour la loi ibadite, l'équivalent du livre de Sidi Khelil pour les Musulmans maleki. Ces exemplaires furent remis à la Cour d'appel et à l'École des lettres (section orientale), et communiquées à l'École de droit d'Alger, où, l'an dernier, et après un long travail préparatoire, le professeur de droit musulman exposait, dans une leçon magistrale, l'esprit général de cette législation ibadite (1).

Un an après l'annexion du Mzab, le décès, à Sidi-Bel-Abbès, d'un riche Mozabite fut la cause d'un premier incident: le cadi du lieu, flairant de gros honoraires, voulut liquider la succession. Il le fit avec l'agrément de l'autorité judiciaire de l'arrondissement, sans doute peu au fait de la situation spéciale des Mozabites, et qui estimait en outre, comme plus tard la Cour d'Alger, que, par le fait de l'annexion, les Mozabites devaient être soumis aux mêmes juridictions que les autres indigènes.

Les Mozabites tant de Sidi-Bel-Abbès que d'Alger protestèrent vivement auprès de M. le gouverneur général. Ils

(1) V. *Revue algérienne*, 1886. 1. 95.

faisaient valoir les précédents et les engagements pris par la France en 1853 et toujours depuis fidèlement observés aussi bien dans le Mzab annexé que dans les autres villes d'Algérie.

Cette protestation fut favorablement accueillie par M. le gouverneur général, qui, après avoir félicité les Mozabites de leur attitude correcte et calme vis-à-vis des représentants de la justice à Sidi-Bel-Abbès, ajoutait :

« J'ai écrit au chef de la justice à Alger pour vous faire lais-
» ser, comme par le passé, la liberté d'appliquer dans les ques-
» tions de succession la loi ibadite, chaque fois qu'il s'agira
» de Mozabites entre eux, habitant leurs villes ou ailleurs, et
» cela sans qu'aucun cadi maleki ou hanefi puisse intervenir. »

... « Chaque fois que, dans le Tell, une affaire ayant trait
» aux successions donnera lieu à un procès entre Mozabites
» et Français ou Musulmans sunnites, les tribunaux français
» seuls pourront en connaître à l'exclusion des cadis maléki
» ou hanéfi. »

En conformité de cette promesse, et à la suite d'une correspondance échangée entre le gouverneur général et le chef du parquet, M. le procureur général envoya à ses substituts, à la date du 25 avril 1884, une circulaire destinée à éclairer les membres des tribunaux de première instance, et à donner aux Mozabites, en matière de statut personnel, les garanties qu'ils avaient toujours eues et dont le maintien venait de leur être promis par le gouvernement.

Sur ces entrefaites, l'affaire de Sidi-Bel-Abbès vint à la Chambre des appels musulmans, présidée alors, comme je l'ai dit plus haut, par le professeur de droit musulman à l'École de droit d'Alger.

L'arrêt, rendu le 7 mai 1884, et appuyé de considérants juridiques bien étudiés et tout à fait probants, donna satisfaction aux Mozabites et semblait devoir fixer définitivement la jurisprudence. (V. *Revue algérienne,* 1885, 2, 107, note.)

Malheureusement il n'en fut rien.

Tout d'abord, quelques mois plus tard, le 28 juillet 1884, un arrêt de la Cour d'Alger, rendu par la Chambre civile, déclarait que « l'annexion du Mzab avait eu pour effet d'annuler les instructions de 1866 et de placer les Mozabites sous le même régime que les autres indigènes musulmans. »

Puis, par suite de je ne sais trop quel petit conflit d'attributions entre un juge de paix de l'intérieur du département d'Alger et un commandant supérieur soutenant un cadi maloki, le général Loysel, alors commandant la division d'Alger, écrivit au procureur général pour lui soumettre quelques points délicats. Dans cette communication, le général disait

« que les principes posés dans la circulaire du 25 avril étaient en désaccord avec les règles jusqu'alors suivies en territoire de commandement... Qu'aucun texte légal n'autorisait l'assimilation des Mozabites domiciliés en Algérie aux étrangers européens, non plus que l'application de la loi française aux litiges les concernant, etc. »

Au lieu de soumettre ces scrupules au gouverneur général, qui, en matière de justice musulmane, est le représentant du garde des sceaux, le procureur général, dans un but évident de conciliation vis-à-vis d'un haut représentant de l'autorité militaire, répondit au général en retirant sa circulaire.

Le 5 février suivant, un nouvel arrêt de la Cour venait encore affirmer « *que l'annexion du Mzab avait pour effet de placer les Mozabites sous le même régime que les autres Musulmans de l'Algérie, aucun acte législatif, aucun décret n'étant intervenu pour créer en leur faveur un régime d'exception.* » (V. *eod. loc.)*

Cette opinion de la Cour a toujours soulevé les protestations et les plaintes des Mozabites, appuyés en cela *aujourd'hui* par le général commandant la division d'Alger, qui, ayant près de lui l'ancien commandant supérieur du Mzab, est évidemment bien renseigné sur la valeur du statut personnel des Mozabites.

Comme je vous l'ai dit plus haut, je ne veux pas ici discuter les raisons de droit invoquées en dernier lieu par la Cour d'Alger ; je dois cependant vous faire remarquer qu'aucun acte législatif, qu'aucun décret n'est venu affirmer que les Mozabites étaient *des gens de même religion que les Musulmans sunnites, pour lesquels ont été faits les décrets organiques de 1866, 1870 et 1886.*

Tel est cependant le sens de la dernière jurisprudence de la Cour (1), et le tribunal de Blida, plus explicite encore dans la forme, déclare gravement que « depuis l'annexion du Mzab à la » France, les Mozabites sont devenus des *Musulmans algériens* » *au même titre que leurs coreligionnaires de l'Algérie tel-* » *lienne ou saharienne suivant les rites malékite ou hanéfite.* »

Or, l'annexion du Mzab a simplement fait les Mozabites *sujets français;* elle n'a en rien modifié leur religion, qui n'est pas celle des indigènes du Sahara ou du Tell.

Toute l'erreur, on le voit, vient du mot *musulman* employé dans les textes juridiques, mot qui, en réalité, ne doit avoir qu'une valeur générale et approximative, analogue à celle qu'a le mot *chrétien* appliqué aux membres des diverses religions de la chrétienté.

M. le procureur général croit que pour faire cesser l'équi-

(1) Le dernier arrêt en ce sens est du 9 mai 1887 (Ch. musulm.), *Revue algérienne,* 1887. 2. 400.

voque signalée et ramener en un complet accord les opinions divergentes, il est nécessaire de solliciter une décision législative s'imposant à tous.

M. le procureur général estime, d'ailleurs, que satisfaction doit être donnée aux Mozabites, c'est-à-dire que la jurisprudence du premier arrêt de la Cour est celle qui doit être imposée.

C'est également l'avis du gouverneur général, celui du général commandant la division d'Alger, dont relève le Mzab; c'est aussi le mien.

L'exposé que je viens de faire nous a montré le bien fondé de cette opinion: nous ne pouvons pas être moins bienveillants en 1887 vis-à-vis des Mozabites que ne l'étaient les Turcs avant 1330 et que ne l'a été l'administration algérienne depuis cette époque.

D'un autre côté, si nous sommes forcés de toucher dans le Tell à cette loi musulmane ibadite, nous ne pouvons et nous ne devons le faire qu'au profit de la loi française et non pas au profit des cadis sunnites (hanéfi ou maléki), dont précisément nous sommes en train de diminuer l'importance et les attributions.

Maintenant, quelle forme faut-il donner à l'instrument législatif qui devra remettre les choses en l'état?

Ni M. le procureur général, ni la note administrative ne fournissent d'indications à cet égard.

Fera-t-on un décret spécial pour les Mozabites, comme on en a fait un en 1874 pour les Kabyles, ou se contentera-t-on, plutôt, de préciser le texte du décret de 1886?

Je suis pour cette dernière solution.

Il ne s'agit pas, en effet, d'affirmer ou de créer un régime d'exception en faveur des Mozabites, il s'agit de *les faire rentrer dans la règle générale* applicable aux indigènes algériens non citoyens français. Cette règle est *le respect du statut personnel religieux quel qu'il soit et quel que soit l'endroit où se trouve l'indigène,* et, au contraire, en matière de statut réel, la substitution de la loi civile française à la loi religieuse partout où il y a connexité entre les intérêts indigènes et les intérêts français.

C'est l'esprit et le texte du décret de 1886; il suffit donc de préciser quelques mots de ce texte pour donner aux Mozabites du Tell toutes les garanties qu'ils réclament en vertu des engagements pris à leur égard par l'autorité française.

Dans cet ordre d'idées, il n'y a besoin que de trois légères modifications à la rédaction des art. 4, 5, 7 et 52.

A l'article 4, il suffirait d'introduire le mot *schisme* pour affirmer l'existence de la loi ibadite, qui n'est pas la loi d'un

rite, mais celle d'un *schisme* ou d'une religion distincte ; on aurait ainsi :

Article 4. — En ce qui concerne le statut personnel et les successions, les Musulmans sont régis par les coutumes du rite ou du *schisme* auquel ils appartiennent et par celles de leur pays d'origine.

A l'article 5, il faudrait introduire le mot *Ibadite,* car les Mozabites ne sont ni des *Arabes,* ni des *Kabyles,* ni des *Musulmans étrangers,* on aurait donc :

Article 5. — En matière réelle, entre Arabes, Kabyles, *Ibadites* ou Musulmans étrangers, la loi ou coutume applicable est celle de la situation des biens.

A l'article 7, une rédaction plus explicite sera nécessaire pour soustraire au cadi maléki ou hanéfi les questions de succession ou de statut personnel concernant les Musulmans ibadites. On pourrait dire :

Article 7. — Les contestations relatives au statut personnel et aux successions sont portées devant le cadi, *à l'exclusion cependant de celles concernant les Ibadites résidant hors du Mzab, lesquelles ressortissent au juge de paix du domicile des parties.*

Comme complément, il convient de mettre l'article 52 en concordance avec les précédents en lui faisant la même addition qu'à l'article 7.

Article 52. — Les cadis procèdent aux opérations de compte, liquidation et partage des successions musulmanes purement mobilières ; *à l'exclusion toutefois des successions ibadites, qui, hors du Mzab, sont réglées par les soins des notaires français.*

Ces quatre additions au texte du décret de 1886 ne modifient en rien l'économie générale de cet acte législatif ; elles ne constituent ni exception, ni régime privilégié ; elles confirment simplement les principes de liberté de conscience qui sont l'esprit même du document ; elles suffisent pour donner aux Mozabites les satisfactions qu'ils réclament et qu'on leur a promises ; enfin, elles fixent dans le sens voulu la jurisprudence des tribunaux français.

J'ai donc l'honneur, Messieurs, de vous prier d'émettre un avis favorable à ces propositions, auxquelles il sera d'autant plus facile de donner suite que le gouvernement métropolitain n'a pas encore promulgué le décret rectificatif que vous avez demandé dans une précédente séance.

Le Conseiller de gouvernement,

L. RINN.

DISCUSSION

M. l'avocat général Rack, suppléant M. le procureur général, dit qu'il a été appelé à traiter les questions relatives aux affaires mozabites, et qu'il donnera au Conseil quelques renseignements utiles qui ne feront que confirmer les conclusions du remarquable rapport de M. Rinn. La situation des Mozabites qui suivent la loi ibadite est, par rapport aux autres Musulmans, celle de schismatiques. Or, on sait que le cadi, chez les Musulmans, est à la fois un magistrat, un notaire et un prêtre. Soumettre les Ibadites aux cadis orthodoxes, constitue à la fois une violation des droits qu'on a promis aux Mozabites de respecter et une atteinte grave à leur liberté de conscience. C'est, ainsi que l'a très bien fait ressortir M. le rapporteur, comme si, avant la révocation de l'édit de Nantes, on avait voulu soumettre un protestant au tribunal d'un évêque catholique. Le parquet général est assailli de protestations émanant de Mozabites habitant les diverses localités de l'Algérie et qui revendiquent la suppression de la juridiction des cadis. Dans un premier arrêt de 1884, la Cour d'Alger, Chambre des appels musulmans, sur les conclusions de M. Rack, supprima cette juridiction des cadis, et des instructions furent alors préparées pour être adressées aux parquets de première instance, en vue de fixer la jurisprudence des tribunaux civils sur cette matière. L'autorité militaire, représentée alors par M. le général Loysel, critiqua ces instructions, estimant que, si l'on soustrayait une catégorie d'indigènes à la juridiction des cadis, il faudrait, par voie de conséquence, les soustraire à l'action des commissions disciplinaires, d'où un danger pour notre autorité. Quoiqu'il en soit de ce raisonnement, qui ne paraissait pas à l'abri de toute critique, car les autorités administratives seraient restées à coup sûr libres d'appliquer aux Mozabites les règlements spéciaux à l'indigénat, ce projet d'instructions fut retiré. Depuis, deux arrêts de la Cour d'Alger, Chambre civile, vinrent, contrairement au dispositif de l'arrêt précité de 1884, décider que l'annexion du Mzab avait soumis ses habitants aux lois et règlements qui régissent les autres indigènes de l'Algérie. Un récent jugement du tribunal de Blida est allé plus loin dans cette voie, en annulant, sans autre argumentation que celle de la Cour, une décision du gouverneur général remontant à 1866, et aux termes de laquelle les successions mozabites ne pouvaient être administrées que par les Mozabites présents.

M. Rack juge indispensable de fixer au plus tôt la situation des Mozabites, conformément aux vrais principes du droit et de la liberté de conscience, que violent les deux derniers arrêts de la Cour et le jugement du tribunal de Blida; il ne croit pas, d'accord avec M. le rapporteur, qu'un décret spécial soit nécessaire, et il estime qu'on atteindra le résultat désiré

au moyen des simples rectifications indiquées au décret du 26 septembre 1886. Le moment est d'autant plus opportun que les rectifications déjà démandées antérieurement n'ont pas encore été effectuées, ce qui permettra de les faire paraître en même temps que celles-ci. On aura ainsi fait œuvre à la fois juste et politique en donnant satisfaction à une catégorie de justiciables qui sont dignes de toute notre sollicitude.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées.

ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

COURS DE COUTUMES INDIGÈNES

LÉGISLATION MOZABITE

LE NIL

DU MARIAGE ET DE SA DISSOLUTION

CHAPITRE Ier

DU MARIAGE

§ 1. **Considérations générales.** — Il est recommandable, pour l'homme qui en est capable, de rechercher le mariage de la vierge, chaste et douée de religion; de fuir le mariage de la femme douée d'une beauté fascinatrice, riche, orgueilleuse de son mérite, de la belle femme élevée au milieu de la corruption, de la femme de mauvais caractère, chétive de religion et de pudeur.

§ 2. **Interdictions.** — Il est interdit à l'homme d'épouser :

1° Sa mère, les filles qu'elle a engendrées et les descendantes de celles-ci, la femme qui l'a engendrée et les ascendantes de celle-ci, d'une façon absolue;

2° Sa fille, les filles qu'elle a engendrées et les descendantes de celles-ci;

3° Sa sœur, germaine, consanguine, utérine; les filles qu'elle a engendrées; les ascendantes de sa sœur germaine, telles que les aïeules paternelles et maternelles; les ascendantes de sa sœur consanguine, dans la ligne paternelle, non dans la ligne maternelle; les ascendantes de sa sœur utérine, dans la ligne maternelle, non dans la ligne paternelle;

4° Sa nièce (fille de sa sœur), ses filles et leurs descendantes;

5° Sa nièce, (fille de son frère), ses filles et leurs descendantes (comme d'ailleurs, les filles de son neveu — fils de son frère —); ses ascendantes dans la ligne paternelle, telles que les aïeules du père de celle-ci ; non ses ascendantes dans la ligne maternelle, telles que la mère et l'aïcule;

6° Sa tante paternelle, et sa tante maternelle de celles-ci, et leurs ascendantes, non leurs descendantes, et les tantes paternelles de ses père et mère, et leurs tantes maternelles.

La parenté de lait est comme la parenté du sang. Sont interdites pour l'homme ;

7° La femme qui peut lui dire : « Je t'ai allaité », — ou bien : « J'ai allaité ton père » — ou bien : « J'ai allaité ta mère » — ou bien : « J'ai allaité un de leurs ascendants » ;

8° Les descendantes de cette femme;

9° Les ascendantes de cette femme, à l'exception de celles qui, en raison de la parenté de lait, tiennent la place de la fille d'un oncle paternel ou de la fille d'une tante paternelle, ou de la fille d'un oncle maternel, ou de la fille d'une tante maternelle;

10° La femme qui est sa parente de lait par un de ses ascendants, ou par une de ses ascendantes, en admettant qu'une aïeule de l'homme ait pu être allaitée par une aïeule de la femme ;

11° La femme qui peut lui dire : « J'ai allaité ta femme, ou sa mère, ou son père, » si une pareille chose est possible; et le mariage entre cette femme et cet homme est interdit, ainsi qu'entre lui et les ascendantes de cette femme, et entre lui et la nourrice de cette même femme; — non entre lui et les filles de cette femme ; mais il lui est interdit de les réunir avec son épouse, s'il existe des liens de parenté entre elle et la femme qui l'a allaitée. Le mariage est licite avec la femme qui peut lui dire : « J'ai allaité ton fils, ou ta fille, ou leurs enfants, » et avec la mère de cette femme, et avec ses enfants.

Il est interdit à l'homme d'épouser :

12° La femme de son père, ou celle de son grand-père, d'une façon absolue, ceux-ci n'eussent-ils pas consommé le mariage; non d'épouser la mère de cette femme, ni les filles issues d'elle et d'un tiers, à condition que le lait qui a nourri ces dernières ne soit pas produit par l'union de leur mère avec le père ou le grand-père;

13° La femme de son fils, et des descendants de celui-ci, et la femme du fils de sa fille, le premier mariage n'eût-il pas été consommé; — non la mère de la femme du fils de sa fille, ni les filles de celle-ci issues d'elle et d'un tiers, à condition que le lait qui les a nourries ne soit pas produit par l'union de leur mère avec le fils ou le petit-fils;

14° La mère de sa femme, la mère de cette mère, et ainsi de suite dans la ligne ascendante; — non les filles de la mère de sa femme, à condition de ne pas les réunir avec celle qui est déjà son épouse;

15° Une fille et la fille qu'elle a engendrée, si le mariage a été consommé avec la première; — non s'il a été simplement contracté; mais le contrat avec la fille suffit pour interdire le mariage avec sa mère. Si la mère est répudiée, ou si elle était déjà interdite pour l'homme avant la consommation, la fille est permise pour lui. Est-il licite d'épouser la fille, lorsque la mère meurt avant la consommation? Deux opinions ont été émises sur ce point.

Les interdictions qui se rapportent à l'homme se rapportent également à la femme. Il est encore interdit à cette dernière d'épouser un esclave dont elle serait propriétaire en tout ou en partie; il devient licite pour elle dès qu'il sort de sa propriété, fût-ce par voie d'affranchissement.

§ 3. **Interdictions** *(suite)*. — Il est interdit à l'homme :

16° De réunir deux sœurs, ne fussent-elles telles que par la colactation, se bornât-il à faire d'elles ses concubines, ou son épouse de l'une et sa concubine de l'autre;

17° De réunir la fille et la mère;

18° De réunir la tante paternelle et la tante maternelle.

Il est évident que la réunion de deux femmes prohibées est prohibée, et le principe, c'est qu'il y a empêchement toutes les fois qu'il s'agit de deux femmes entre lesquelles il existe un lien de parenté ou de lactation qui mettrait obstacle au mariage dans le cas où l'une des deux femmes serait du sexe masculin.

19° D'épouser une adoratrice du feu, une idolâtre, et de prendre pour concubine une esclave polythéiste, fût-elle juive ou chrétienne, contrairement à l'opinion d'El-A'mrous. Mais le mariage est licite avec une femme libre, juive ou chrétienne, qui a fait sa soumission à la communauté abadite.

Une peine fixe est infligée à celui qui est convaincu d'avoir épousé, publiquement, en connaissance de cause, une femme prohibée pour lui, ne fût-elle telle que par suite de lactation, ou de l'avoir prise pour concubine. Il subit une peine arbitraire quand il a contracté le mariage en secret, et il est contraint à se séparer de la femme, s'il a cohabité avec elle, et même s'il s'est borné à de simples caresses amoureuses; il ne peut tirer aucun motif d'excuse de son ignorance de l'inter-

diction, pourvu qu'il ait connu l'interdiction qui s'opposait au mariage. Dans aucun cas il ne s'établit de lien de parenté entre lui et la femme; on a soutenu qu'il n'en est ainsi que dans le cas où il a épousé sa mère. La transgression se produit-elle par le contrat ou par la cohabitation? Il y a deux opinions sur ce point. Les témoins, le ouali de la femme et le mandataire du mari sont considérés comme complices de la transgression, lorsqu'il ont agi en connaissance de cause.

On contraindra par l'emprisonnement celui qui aura épousé cinq femmes par un seul contrat à se séparer d'elles, et l'interdiction sera éternelle entre lui et elles, s'il a cohabité avec elles; mais le lien de parenté sera établi entre lui et elles. Celui qui n'aura pas cohabité avec elles pourra les épouser de nouveau, s'il le veut. Une dot sera due aux femmes qui auront subi la cohabitation, si elles sont de bonne foi.

Celui qui aura épousé deux esclaves, ou une femme libre et une esclave, par un seul contrat, sera contraint par des coups à les répudier, et celle avec laquelle il aura consommé le mariage lui sera interdite à jamais; s'il ne les a pas épousées par un contrat unique, il ne sera contraint à répudier que la dernière.

S'il y a eu cohabitation entre un enfant et une enfant, pendant leur enfance, il leur sera permis de se marier ensemble après l'avènement de leur puberté, et, à défaut de mariage subséquent, les descendants et les ascendants de l'un ne sont pas interdits à l'autre, d'après le plus grand nombre des jurisconsultes. Il n'en est pas de même si deux pubères, ou un pubère et un impubère, ont des relations entre eux, fussent-ils fous.

S'il se produit un acte de sodomie antérieure entre deux hommes, les enfants issus de l'un par mariage sont interdits aux enfants de l'autre; il en est de même de leurs ascendants; mais aucune peine ne leur est infligée. S'il s'agit d'un acte de sodomie postérieure, l'interdiction n'a pas lieu. On a soutenu que les enfants du passif sont licites aux enfants de l'actif, et *vice versa*.

Le mariage est interdit entre l'homme et la femme pubère qui lui a montré ses parties génitales, et les ascendantes et les descendantes de cette femme, quand même ce serait involontairement, d'après l'opinion dominante. Il est sévèrement défendu de regarder volontairement les organes sexuels d'une petite fille. Le mariage est également interdit entre la femme et l'homme dont elle a vu les organes génitaux. Il n'y a aucun mal si le fait se produit entre deux hommes ou entre deux femmes; mais, commis volontairement, il constitue un péché.

Les enfants issus de la femme passive sont licites pour la femme active, dans le tribadisme, et *vice versa*.

Il est préférable pour celui qui a joui d'une femme autrement que par les parties naturelles antérieures, qui l'a embrassée ou mordue, de ne pas l'épouser. Il en est de même pour la femme qui se sera conduite ainsi à l'égard d'un homme. Il est permis, en soignant un malade, de se toucher réciproquement. Il est blâmable pour les descendants, pour les ascendants et pour le frère du mari, de se marier avec la première fille engendrée par la femme sortie de la puissance de ce dernier par suite d'un empêchement, de la répudiation ou de la mort, avec un nouveau mari. Pour la seconde fille, il y a deux opinions. Pour la troisième, il n'y a aucun mal. De même, il est blâmable, pour le premier enfant mâle que cette femme engendre avec un deuxième mari, d'épouser la fille du premier mari et ses descendantes, et la sœur de ce premier mari, ainsi que sa mère et sa grand'mère. Pour le second enfant mâle, il y a deux opinions. Pour le troisième, il n'y a aucun mal.

La solution est la même pour une concubine sortie de la propriété de son maître, par exemple à la suite d'une vente ou d'un mariage.

§ 4. **Interdictions** *(suite)*. — Il est interdit à l'homme d'épouser la femme avec laquelle il a commis la fornication, même s'il a été contraint à la commettre, même après s'être repenti, ainsi que de la prendre pour concubine; la même interdiction s'applique aux descendantes et aux ascendantes de la femme. De même, il est interdit à la femme d'épouser l'homme avec lequel elle a commis la fornication, les descendants et les ascendants de ce dernier.

Il est préférable, pour celui qui a sollicité la femme de commettre la fornication, si celle-ci y a consenti, mais l'action ne se produisant pas, de ne pas épouser cette femme, ou de ne pas la prendre pour concubine. Le mariage est permis si la femme s'est refusée à la fornication comme une femme honnête repousse les propositions de ce genre.

De même, il est préférable: 1° Pour l'enfant trouvé à l'extérieur d'une ville, et qui y a été élevé; 2° pour l'enfant qui, pris dans une ville et emmené en captivité, y revient plus tard, sans que sa filiation y soit connue; 3° pour l'homme qui a commis, la nuit, un acte de fornication dans une ville, avec une femme; 4° pour la femme qui a commis un acte de même nature, dans les mêmes conditions, avec un homme, de ne

pas se marier dans cette ville, par mesure de précaution, de peur de tomber sur une personne qui leur serait interdite.

Il est blâmable pour un homme d'épouser la rivale de sa mère, remariée à un autre que son père, ou la rivale de sa grand-mère, d'une manière absolue, non la rivale de sa fille.

Si une femme dit à un individu qui a été abandonné ou enlevé dans son enfance : « Je suis ta proche parente, » il ne doit pas l'épouser, même si elle se rétracte ensuite, sans preuve.

Il en est de même pour l'homme qui dit cela à une jeune fille.

§ 5. **Défenses**. — Il est défendu à l'homme de faire une demande en mariage au préjudice de la demande d'un autre Musulman, comme de faire une offre d'achat au préjudice de l'offre antérieure d'un autre Musulman; et il est défendu à une femme de demander la répudiation d'une autre musulmane.

Il est blâmable pour celui qui a demandé une femme en mariage d'épouser la mère de celle-ci, ou sa grand-mère, ou de les prendre pour concubines; non d'épouser la fille de cette femme, ni les descendantes de la fille.

Il est blâmable pour le fils et pour ses descendants de demander en mariage la femme qui aura été demandée par son père ou par son grand-père. Mais le contraire est permis.

Il est préférable pour le fils et ses descendants, si l'un d'eux, ou même un tiers, a contracté mariage avec une femme pour le compte du père, sans l'ordre de celui-ci, et que le père le désavoue, de ne pas épouser cette femme. Mais il est permis au père ou au grand-père d'épouser la femme avec laquelle il a contracté pour le compte de son fils pubère, sans ordre de ce dernier, lequel le désavoue.

L'opinion dominante, c'est que l'interdiction est éternelle à l'égard de la femme demandée en mariage pendant son aïdda, pour celui qui l'a demandée ; mais la femme lui est permise s'il l'a laissée jusqu'à la fin de son aïdda, et si elle a épousé un tiers dont elle s'est ensuite séparée. On a soutenu qu'elle devait subir une deuxième aïdda après la première ; on a soutenu qu'elle peut épouser le premier prétendant après l'expiration de la première aïdda, s'il s'est repenti.

Il est permis à celui qui a demandé une femme en mariage, pendant son aïdda, pour le compte d'un proche parent, impubère ou fou, ou pour le compte d'un orphelin, ou pour le compte d'un fou pourvu d'un tuteur, d'épouser cette femme pour lui-même, ou pour le compte d'un autre orphelin, ou pour celui d'un autre fou, alors même que ce ne serait pas

permis à l'impubère devenu pubère, ou bien au fou revenu à la raison, après qu'on leur a donné connaissance de la demande faite en leur nom.

Il est permis à l'enfant, au fou, même esclave, d'épouser, après sa puberté, ou après sa guérison, et après la fin de l'aïdda, la femme demandée pour leur compte pendant l'aïdda.

Si le maître demande une femme pour le compte de son esclave, pubère ou impubère, pendant l'aïdda de cette femme, ou si c'est l'esclave pubère lui-même qui la demande, il ne pourra pas l'épouser après cela, quand même il serait sorti de la propriété de son maître.

Il est permis à l'esclave d'épouser une femme déjà demandée par son maître pour lui-même, pendant l'aïdda, après cette aïdda; et il est permis au maître et à un autre esclave de celui-ci d'épouser la femme déjà demandée pour le compte d'un premier esclave, pendant l'aïdda de cette femme, ou que ce premier esclave avait demandée pour lui-même.

Si un individu dit à un autre : « Répudie ta femme et je te donne tant » et que l'autre la répudie, ou si un individu dit à une femme : « Sépare-toi d'avec lui, et je t'épouserai », et qu'elle le fasse, la femme, dans les deux cas, est interdite pour celui qui a tenu ce langage. Et, dans la première espèce, le mari est débiteur de ce qu'il a reçu de celui qui lui a fait la proposition.

Il en est de même si quelqu'un dit à une femme qui associe d'autres dieux à Dieu : « Fais-toi musulmane, afin que je t'épouse » et qu'elle le fasse.

Il est blâmable de dire à un esclave : Sépare-toi de ton maître et je t'achèterai » et de l'acheter.

Il est interdit à celui qui sait la fornication d'une femme, de l'épouser, de la demander pour un tiers, de servir de témoin à son mariage, de conseiller à quelqu'un de l'épouser. Il en est de même de l'homme dont on connaît la fornication; on ne devra pas le marier avec sa proche parente, ni avec sa servante, ni avec une autre que ces deux femmes ; on ne devra pas faire de demande de mariage en faveur de ce fornicateur, ni lui servir de témoin pour son mariage. De même, si une femme sait qu'un homme a commis la fornication, elle ne devra pas l'épouser.

On tolère que celui qui connaît la fornication de sa proche parente la marie, et contracte le mariage pour le compte de cette parente, après qu'elle s'est repentie.

Il est préférable pour celui qui fait une demande de mariage, de rendre ce service gratuitement, et de ne rechercher que la récompense divine. Mais il n'y a pas de mal à ce qu'il accepte un salaire.

§ 6. **Demande en mariage.** — La demande à mots couverts adressée à la femme en aïdda est permise, par une formule consacrée par l'usage, comme : « Combien tes vêtements te vont bien ! » ou bien : « Que ton ménage est bien tenu ! » ou bien : « Puissè-je trouver ta semblable ! » Il en est de même de toute formule qui laisse soupçonner le but auquel on tend, et qui ne contient pas une promesse formelle de mariage, pendant l'aïdda de mort ou de répudiation irrévocable. Mais on ne doit pas demander par voie explicite la femme en aïdda, ni directement à elle-même, ni à son ouali, ni à celui qui lui transmet cette demande, ni à celui qui a l'affaire de la femme en ses mains.

La femme est crue sur parole, quand elle affirme avoir terminé son aïdda, s'il est possible qu'elle soit terminée ; mais il n'en est pas ainsi dans le cas où, ne se basant plus sur la cessation des règles, elle se fonde sur le compte des jours et des mois, s'il y a lieu de suspecter sa déclaration.

Si elle se marie après avoir dit : « Mon aïdda est terminée », et qu'ensuite elle se rétracte, ses paroles doivent être acceptées, quand sa véracité est notoire ; elle est crue, et on n'oblige pas les deux époux à se séparer, en droit humain, après la rétractation de la femme ; mais il est interdit au mari de demeurer avec elle, et il n'y a pas de dot pour elle, en droit divin.

N'est pas crue la femme qui prétend que son premier mari l'a répudiée ou est mort, quand on sait qu'elle a un mari, et elle ne peut pas se remarier jusqu'à ce que son allégation soit devenue évidente. Lorsqu'on ignore si elle a un premier mari, et qu'elle se marie, et qu'ensuite elle dise à son second mari : « J'ai eu un mari, et il m'a répudiée » ou bien « il est décédé à ma survivance, » il est obligatoire, pour le second, de la quitter, jusqu'à ce qu'on ait vérifié la véracité ou la fausseté de la déclaration de la femme. On a soutenu qu'il n'en est pas ainsi du moment où il n'est pas notoire qu'elle a eu un premier mari. Si elle prétend que celui-ci est vivant, le second est obligé de la quitter, d'après l'accord unanime des jurisconsultes, parce qu'il est possible de vérifier si elle a un premier mari. Mais on ne prononcera pas judiciairement la dissolution de la seconde union, jusqu'à ce qu'il soit manifeste que le premier mari existe encore ou qu'il est décédé.

§ 7. **Des présents.** — Il est permis de faire des présents à la femme, avant comme après le moment où la demande est permise, de même que la demande à mots couverts est permise.

L'homme qui formule sa demande, qui fait des présents, et qui ensuite abandonne la femme, n'a pas le droit de se les faire restituer; mais la restitution en est obligatoire pour la femme si elle rétracte son acceptation. Ces principes s'appliquent au cas où la femme fait un présent à son futur.

S'il se révèle un vice rédhibitoire, soit avant les présents, soit après, chez l'un des contractants, l'autre a le droit de se faire restituer ce qu'il a donné, sans être soumis à la restitution de ce qu'il a reçu.

De là il résulte que les vices rédhibitoires se divisent en trois classes :

1° Celle où le vicié rend ce qu'il a reçu, sans qu'on lui rende rien, et elle comprend les quatre vices qui ont pour effet d'entraîner la restitution des présents, en matière de mariage, et nous en parlerons plus loin;

2° Celle qui comprend les vices dont l'existence ne produit pas plus d'effets que s'ils n'existaient pas. Celui qui se rétracte, en raison d'un vice de ce genre, doit rendre ce qu'il a reçu, sans qu'on lui rende rien; ce sont les vices autres que les quatre précédents, et autres que l'imperforation vaginale et la castration. Ici la restitution des présents provient de la rétractation;

3° Celle où le vicié est soumis à la restitution et a le droit de l'exiger également; c'est le cas où le vice empêche l'un des conjoints de cohabiter et met obstacle à toute jouissance physique. Les vices de cette catégorie sont la castration et l'imperforation vaginale.

Il est préférable que la restitution ne soit pas obligatoire dans les cas de force majeure, s'ils se produisent après les présents.

Si une prohibition se manifeste, avant ou après les présents, sans le fait de l'un ou de l'autre des contractants, tout ce que chacun d'eux a reçu est sujet à restitution; si elle se produit du chef de l'un des époux, celui-ci est sujet à restitution, et on ne lui rend rien.

On se demande s'il y a lieu à restitution réciproque par le fait de la mort de l'un des conjoints. Il y a deux dires à ce sujet.

Celui qui tue son conjoint restitue et n'est pas restitué.

Celui qui, devenu pubère, réclame la restitution des présents, l'obtient, même s'ils ont été livrés à celui qui avait le pouvoir de contracter le mariage; par conséquent si un prétendant fait un présent au ouali d'une impubère, et que celui-ci la lui accorde en mariage, et qu'ensuite la femme refuse le mariage, à sa puberté, on se demande si le présent sera restitué au mari, ou non. Il y a deux dires.

Dans le cas où la femme fait un présent au ouali d'un impubère, la décision, le mariage s'en suivant, est la même.

Est contraint à la restitution celui qui a reçu un présent à condition de marier un prétendant, et qui n'a pas l'intention de conclure le mariage, quand même il aurait transmis la demande à la femme. La restitution est ordonnée par le juge, s'il y a aveu de celui qui a reçu le présent, ou si la demande est justifiée ; sinon le défendeur est admis à jurer.

§ 8. **Des témoins.** — Les témoins sont obligatoires pour le mariage, à cause de la parole du prophète : « Il n'y a pas de » mariage, sinon avec un ouali et deux témoins. » Il est permis de prendre comme témoins deux hommes dignes de confiance, ou bien un homme digne de confiance et deux femmes dignes de confiance, ou bien trois membres de la communauté, ou bien un membre de la communauté et quatre femmes, ou bien deux hommes et deux femmes choisis parmi les membres de la communauté, ou bien un homme digne de confiance et quatre femmes de la communauté, ou bien deux hommes et deux femmes dignes de confiance.

Dans le témoignage en général, deux hommes suffisent, à moins qu'il ne s'agisse de constater un cas de fornication ; alors on en exige quatre.

On a soutenu que le mari pouvait figurer au nombre des témoins. On a soutenu qu'il ne le pouvait pas.

Le mariage est valable par le témoignage des membres de la communauté, en droit religieux, et en droit civil à condition que personne ne s'y oppose.

Il est permis, pour la régularité du mariage, que le père du mari soit l'un des deux témoins ; non le père de la femme, d'après une opinion.

Celui qui concourt au contrat, en prononçant, par exemple les formules : « Je marie une telle à un tel, » ou bien : « Je la donne en mariage, » ne fût-il pas le ouali, mais parce qu'il a reçu de pleins pouvoirs à cet égard, on se demande si son témoignage n'est valable que pour le mariage, ou s'il ne l'est que pour la dot. Il y a controverse sur ce point. Mais le témoignage de celui qui n'est chargé que de faire la demande en mariage est valable à la fois pour le contrat et pour la dot, sans distinction, pourvu qu'il soit honorable. Le ouali, qui a été représenté par un tiers dans le contrat, ou qui a chargé un tiers de contracter, peut aussi être témoin pour le mariage et pour la dot, s'il n'est pas le père.

Si la femme a plusieurs oualis, et que l'un d'eux l'ait mariée, il est permis aux autres d'être témoins.

Il n'en est pas de même en ce qui touche l'esclave indivis entre plusieurs copropriétaires, et qui est marié par l'un d'eux.

La femme déflorée est prohibée pour le mari, si son mariage est établi, après sa défloration, par le témoignage d'esclaves ou de polythéistes. On tolère que celui qui a cohabité avec elle renouvelle le mariage, sans aïdda. Et l'empêchement est éternel si l'homme a cohabité avec elle après la connaissance qu'il a acquise de ce qui vient d'être mentionné. Il en est de même si les témoins étaient des enfants, ou des insensés, ou des personnes dont le témoignage doit être rejeté.

Si la femme a été mariée avec le témoignage des individus ci-dessus énumérés, et qu'ensuite ceux-ci s'islamisent, ou soient affranchis, ou deviennent pubères, ou reviennent à la raison, ou si le mari se repent avant la cohabitation, on se demande, dans ces hypothèses, si le mariage doit être renouvelé, ou s'il demeure tel qu'il était d'abord. Il y a deux dires à ce sujet.

Il n'y a pas de droit respectif de succession entre deux personnes qui sont mariées sans témoins, ou sans ouali, lorsque l'une des deux vient à décéder; et la femme n'a droit à aucune dot si elle sait qu'elle a été mariée sans témoins, ou sans ouali; et elle est interdite pour son mari si elle a été soumise à la copulation dans ces conditions. On a soutenu qu'elle a droit à la dot qui lui a été constituée. Quant à l'établissement de la parenté pour les enfants, il y a deux dires.

Avant la consommation, le mari a le droit, quand il se trouve dans le même lieu que le ouali de la femme, de choisir les témoins. Le ouali a le même droit. Si le mari et le ouali ne résident pas dans la même localité, ce dernier est tenu d'accepter les témoins du mari, non d'autres.

Quant à celui qui s'est marié sans témoins, et qui perd ensuite la raison, il doit renouveler lui-même son union; son représentant légal est sans qualité pour requérir l'assistance des témoins exigés par la loi.

Il en est de même si le ouali devient fou ou s'il meurt; un autre que le ouali n'est pas admis à requérir les témoins, alors même que le mari et la femme seraient d'accord pour le faire; le mariage, au contraire, doit être renouvelé, si les époux ont passé outre.

Le témoignage doit être fourni par des Musulmans, alors même qu'il s'agirait du mariage d'une Kitabiia.

N'est pas valable le mariage contracté en présence des témoins requis, mais sans ouali, et réciproquement, pour renouveler un mariage précédent où il n'y a pas eu de témoins.

Il est permis de requérir un second témoin pour valider le mariage qui a eu lieu précédemment avec un seul témoin, mais avant toute cohabitation.

Il est permis, dans le mariage, d'attribuer la fonction de témoin au ouali, par tolérance.

Celui qui épouse une femme sans témoins, puis quatre femmes en présence de témoins, ou la sœur de la première, n'a aucun compte à tenir de celle-ci. S'il répudie ces quatre femmes, ou si quelques-unes de celles-ci meurent, ou si elles meurent toutes, ou bien si la seconde sœur est répudiée ou meurt, il n'est pas permis de valider le mariage avec la première, en requérant les témoins exigés par la loi ; mais, s'il le veut, il peut renouveler le mariage avec celle-ci.

Quant à la femme mariée sans témoins, elle peut ensuite épouser qui elle veut, tant que le premier mariage n'a pas été validé par l'assistance des témoins nécessaires.

Texte traduit PAR M. E. ZEYS,
Président de Chambre à la Cour d'appel d'Alger,
Professeur de droit musulman et de coutumes indigènes
à l'École de droit.

(A suivre.)

DU CONFLIT DU TITRE DÉLIVRÉ EN EXÉCUTION DE LA LOI DU 26 JUILLET 1873

AVEC UN TITRE FRANÇAIS ADMINISTRATIF,

JUDICIAIRE OU NOTARIÉ

La question de savoir quelle est la valeur du titre délivré par application de la loi du 26 juillet 1873, lorsqu'on lui oppose un titre français antérieur et qui n'a pas été produit dans les délais impartis par la loi, est peut-être la plus grave de toutes celles que soulève l'interprétation de cette loi. La Cour l'a toujours résolue dans le même sens ; par plusieurs arrêts, elle a décidé que le titre privilégié de la loi de 1873 devait l'emporter sur tous autres (V. *Revue algérienne,* 1887, 2, 101, arrêts des 28 février 1887, 2 août et 23 décembre 1884 ; V. aussi un arrêt du 18 juin 1887, 2, 436.) La chambre des requêtes ayant admis le pourvoi formé contre un de ces arrêts, la question sera prochainement tranchée par la Cour suprême. D'autre part, la jurisprudence de la Cour a soulevé de vives contradictions, qui ont trouvé leur écho dans cette *Revue* même (V. l'étude de M. Eyssautier sur le *Statut réel français en Algérie,* 1887, 1, 101 et suiv.).

Dans ces conditions, il peut être utile de résumer les éléments essentiels du débat et de l'étudier dans toute sa généralité.

Précisons d'abord les termes de la controverse. La loi du 26 juillet 1873, dans ses titres II et III, institue deux procédures qui, par des moyens très différents, tendent cependant au même but : l'établissement, sur des bases sûres, de la propriété algérienne, et sa constatation par la délivrance d'un titre administratif qui, après sa transcription « forme le point » de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous » autres. » (art. 3, 18 et 30 de la loi). Nul ne conteste que ce titre privilégié purge l'immeuble de tous les droits réels indigènes ; mais permet-il aussi d'opposer une fin de non recevoir absolue aux prétentions de ceux qui, nantis d'un titre français notarié, administratif ou judiciaire, revendiquent sur l'immeuble soit un droit de propriété, soit un droit réel, après avoir négligé de faire valoir leurs droits dans les formes et délais prévus par la loi ?

Sur cette question, trois opinions se sont produites. Les

uns ont pensé que la seule délivrance d'un titre de propriété par l'administration ne pouvait entraîner la déchéance de droits constatés par des titres français réguliers et déjà placés sous la garantie du droit commun. — D'autres estiment, au contraire, que le titre privilégié de la loi de 1873, pour conserver sa valeur et répondre à sa destination, doit être préféré à tout autre et former, comme le disent les textes, « le point de départ *unique* » de la propriété. — Entre ces opinions absolues, la jurisprudence de la Cour tend à faire prévaloir une solution intermédiaire qui repose sur la distinction suivante : le titre a-t-il été délivré par application du titre II et après les opérations du commissaire enquêteur, il est opposable à tous. A-t-il, au contraire, été obtenu par application du titre III et à la suite de la purge spéciale, on ne peut l'opposer aux tiers qui revendiquent sur l'immeuble des droits constatés par des titres français ; à l'égard de ceux-ci, la purge spéciale est absolument inopérante. Cette distinction a été particulièrement exposée dans un arrêt du 19 avril 1887, commune mixte de Boghari c. Ziza (*Revue algérienne,* 1887, 2, 209).

Malgré la grande autorité qui s'attache à cette décision, nous n'hésitons pas à préférer, comme plus conforme au texte et au but de la loi, la doctrine absolue qui nous paraissait découler logiquement des premiers arrêts de la Cour, et qui, sans aucune distinction entre les titres II et III, déclare le titre privilégié opposable à tous ceux qui n'ont pas fait valoir leurs droits en temps utile. C'est ce que nous voudrions essayer de démontrer, en résumant les arguments essentiels et en discutant les principales objections.

Les *textes* sont d'abord favorables à cette solution : il est difficile de concevoir une formule plus absolue, plus générale que celle des art. 3, 18 et 30 de la loi ; le titre formera le point de départ unique de la propriété, « à l'exclusion de tous autres, » dit l'art. 3 ; « à l'exclusion de tous droits réels antérieurs, comme il est dit à l'art. 3, » ajoute l'art. 18. Pour échapper à ces dispositions si nettement impératives, on est obligé d'ajouter au texte une distinction, et de dire que le titre sera le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion des *droits indigènes* seulement, mais non à l'exclusion des droits réels constatés par des titres français. C'est dépasser les droits d'une saine interprétation que d'introduire dans la loi des restrictions et des réserves que son texte n'a point formulées.

D'autres textes indiquent tout aussi clairement la pensée du législateur; avant que le titre ne devienne définitif, des

délais sont accordés aux tiers pour contester les attributions du commissaire, sous peine de voir les réclamations tardives rejetées. Ici encore, la loi ne fait aucune distinction entre ceux qui produiraient, à l'appui de leurs prétentions, des titres français ou des titres indigènes ; elle appelle à contester *toute partie intéressée* (art. 14, 16 et 18), sous peine de déchéance. Pour soutenir que cette disposition s'applique aux seuls droits indigènes, il faut, sous prétexte de se conformer à l'esprit de la loi, altérer le sens précis et absolu de son texte.

Il y a plus : les intentions avérées du législateur, à défaut des textes, qui sont clairs, imposeraient ces solutions ; s'en écarter, ce serait troubler toute l'économie de la loi et en compromettre les résultats. La sécurité des transactions a été la pensée déterminante des inspirateurs de la loi de 1873. En délivrant aux détenteurs du sol un titre indiscutable, on a voulu que le colon, que l'acquéreur, étranger aux mœurs du pays, fût affranchi de l'obligation de remonter aux origines incertaines de la propriété, d'en débrouiller le chaos trop souvent inextricable. Si ce titre doit être remis en question, s'il peut s'évanouir devant d'autres titres réputés plus solides, il perdra toute sa valeur de crédit. Quelle sécurité nouvelle aura-t-on donnée à l'acquéreur, obligé de s'assurer que l'immeuble, objet du titre administratif, n'a pas été vendu par acte notarié, ou bien qu'il n'a pas donné lieu à quelques contestations ayant abouti à une décision judiciaire?

Dira-t-on qu'il sera tout au moins à l'abri des contestations fondées sur des droits indigènes occultes? C'est là une sécurité illusoire et une apparence trompeuse ; l'une des espèces sur lesquelles la Cour a statué le prouve surabondamment (V. arrêt du 28 février 1887, El Hadj Hassen c. Roudil et Caillau). Vainement les détenteurs du sol, déclarés propriétaires par le commissaire enquêteur, auront-ils obtenu un titre ; il suffira qu'avant la délivrance de ce titre, des indigènes, se disant propriétaires, aient vendu leurs prétendus droits à quelque spéculateur pour que tout soit remis en question. Le détenteur du titre administratif se trouvera dans la nécessité de discuter de véritables droits indigènes abrités, il est vrai, sous le manteau de l'acte notarié.

Il en sera de même de l'acquéreur qui se sera fié aux attributions du commissaire enquêteur. Ne pouvant plus opposer d'une manière absolue le titre administratif délivré à son vendeur, il lui faudra établir les droits de propriété de celui-ci, en remontant à ses origines indigènes. Une pareille menace — qui n'a rien de chimérique, l'expérience l'atteste — ne suffira-

t-elle pas pour supprimer la confiance et paralyser les transactions ? Dès lors, ne vaudrait-il pas mieux effacer de la loi, comme une décevante formule, cette affirmation que le titre est le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tout autre ?

On objectera peut-être que les inconvénients signalés sont exagérés, puisque les seuls titres qui pourront être opposés au titre administratif sont des titres français, régulièrement transcrits et, par suite, entourés d'une publicité suffisante. Est-il besoin de rappeler qu'un titre français, fût-il notarié et transcrit, n'est pas nécessairement un titre solide ; qu'il peut servir de prétexte aux actions les plus audacieuses ; que la transcription n'ajoute rien à la valeur des droits qu'elle révèle ; qu'en Algérie, avec l'absence des noms patronymiques et l'état civil incertain des indigènes, elle n'est pas un mode de publicité suffisante? Jamais elle ne permettra aux tiers de s'assurer qu'un indigène autre que le détenteur du titre privilégié n'a pas, en vertu d'un acte français, acquis ou vendu des droits sur l'immeuble. Et dès lors renaîtront, avec le système que nous combattons, tous les dangers qu'on voulait prévenir. Si le titre de la loi de 1873 n'est pas un obstacle infranchissable aux procès, il n'est rien, la sécurité des transactions est abolie et la loi n'est plus. Mieux vaudrait arrêter l'application de la loi de 1873 et les sacrifices budgétaires qu'elle impose, si tout ce grand effort ne devait aboutir qu'à la délivrance de titres précaires et toujours discutables.

Ces considérations si pressantes, et que nous nous bornons à résumer, après les arrêts de la Cour, n'ont pas entraîné toutes les convictions. De bons esprits, habitués cependant aux choses algériennes, ont exprimé des doutes, et leur contradiction a été formulée avec une grande vivacité par un savant magistrat dans le travail publié par la *Revue* auquel j'ai déjà fait allusion.

Le système peut se résumer ainsi : les immeubles dont la propriété est constatée par des actes administratifs ou notariés sont soumis à la loi française dès la promulgation de la loi de 1873 ; celle-ci ne leur est donc applicable dans aucune de ses dispositions, car elle vise les seuls immeubles encore régis par les coutumes indigènes. D'autre part, les articles 3, § 3 et 17 décident que les détenteurs de titres administratifs ou notariés n'auront pas à réclamer un titre nouveau ; on en déduit cette double conséquence : 1° qu'ils seront dispensés de produire au commissaire enquêteur l'acte sur lequel leurs droits sont fondés ; 2° qu'ils échapperont aux déchéances prononcées

par l'article 18 contre ceux qui n'ont pas fait valoir leurs droits en temps utile.— Les prémisses du système sont exactes ; les conséquences nous semblent erronées et excessives.

Il est vrai qu'un titre nouveau ne sera pas délivré à ceux dont la propriété est constatée par acte administratif ou notarié; mais il n'est dit nulle part que ces actes ne seront pas produits; que le commissaire enquêteur, dans son travail, n'aura pas à reconnaître les droits qu'ils établissent. Pratiquement une pareille règle serait d'ailleurs inapplicable. Le commissaire enquêteur procède par une opération d'ensemble sur un territoire déterminé; il reconnaît et délimite toutes les parcelles comprises dans ce territoire : si un immeuble régi par le statut réel français s'y trouve enclavé, il sera nécessairement délimité par l'opération qui aura fixé la consistance et l'étendue des parcelles circonvoisines ; et cette délimitation elle-même ne pourra être exactement faite que si l'agent qui en est chargé a vérifié et apprécié les titres.

Comment d'ailleurs l'administration pourrait-elle décider qu'il n'y a pas lieu à délivrance d'un titre nouveau, si le titre français, n'est pas produit à ses agents? De deux choses l'une : ou bien le titre français sera produit, et le commissaire enquêteur le mentionnera dans son procès-verbal ; ou bien le titre ne sera pas produit, l'immeuble ne sera pas revendiqué, et le commissaire enquêteur, conformément à la disposition de l'article 12, mentionnera dans son procès-verbal et signalera comme bien vacant l'immeuble non revendiqué. Les opérations de la loi de 1873 constituent, en réalité, une reconnaissance cadastrale du sol, et, si la loi avait prescrit ou toléré l'abstention des détenteurs de titres français, elle aurait rendu pratiquement inapplicables les plus essentielles de ses dispositions. — En fait, les immeubles déjà munis d'un titre français sont compris dans le procès-verbal du commissaire enquêteur ; ils figurent dans les dossiers et sur les plans de l'administration ; celle-ci s'abstient d'établir un titre nouveau, et c'est une question de savoir si elle n'est pas tenue de le délivrer lorsque les intéressés, faisant abstraction de leur titre français, en réclament un autre par préférence à celui dont ils sont déjà nantis.

Ce mode de procéder, imposé par la force même des choses et par la nature de la procédure, est-il en contradiction avec la pensée du législateur exprimée dans les travaux préparatoires? Le savant auteur du travail que nous discutons l'a soutenu. Il a remarqué que la disposition des articles 3 et 17, aux termes desquels un titre nouveau ne doit pas être délivré aux détenteurs d'un titre administratif ou notarié, ne figurait

pas dans le projet du gouvernement; il a été ajouté par la commission; celle-ci a jugé inutile la délivrance d'un titre français nouveau, quand déjà il en existait un. M. Eyssautier trouve dans cette modification la preuve que, dans la pensée du législateur, les immeubles dont la propriété est constatée par un titre français sont laissés en dehors de l'action de la loi; il paraît même croire que l'arrêt du 28 février 1887 ne peut s'expliquer que par l'ignorance où se serait trouvée la Cour de cette particularité des travaux préparatoires. « L'arrêt, dit-il » (p. 106, à la note), réfute bien imparfaitement les dispo- » sitions, qu'il qualifie d'incidentes, de l'article 3 et celles de » l'article 17; il ne discute pas le rapport de M. Warnier ni le » discours de M. Humbert, tous deux si limpides; *on a laissé* » *ignorer à la Cour que cette disposition a été intercalée par* » *le législateur pour limiter le droit de l'administration à la* » *reconnaissance de la propriété non constatée par des titres* » *français.* »

Il n'est point sûr que, dans la discussion approfondie qui a précédé l'arrêt de la Cour, son attention n'ait point été appelée sur ces changements de rédaction, ni que les magistrats éclairés et laborieux qui mesuraient toute la gravité de leur décision ne se soient livrés, eux aussi, à une sérieuse investigation des travaux préparatoires. Quoiqu'il en soit, un point est certain : c'est que ces recherches ne suffisent point pour modifier les convictions ni révéler les motifs du changement apporté au texte primitif. M. Eyssautier estime que l'explication cherchée se trouve dans deux phrases des travaux préparatoires; il suffira de les citer, après le savant magistrat, pour se convaincre que la portée en est fort exagérée.

Le rapporteur, M. Warnier, a écrit : « Dans tous les cas où » le sol est possédé privativement, avec ou sans titre, sauf le » cas de titre notarié ou administratif, la possession est » constatée et affirmée par la délivrance d'un titre nouveau. »

M. Humbert dit dans son discours : « Nous nous bornons, » toutes les fois que la propriété privée n'est pas constatée » par des titres parfaitement réguliers, à ordonner cette cons- » tatation en commandant la délivrance de titres nouveaux. »

On chercherait vainement dans ces deux passages autre chose qu'une paraphrase, et même une reproduction presque littérale du texte nouveau dont il s'agit de préciser le sens et les origines. MM. Warnier et Humbert répètent, après les articles 3 et 17, qu'il n'y aura pas lieu de constater la propriété *par des titres nouveaux*, lorsque cette constatation est déjà faite par des actes français. Ils ne nous disent pas que l'administra-

tion n'aura pas à reconnaître les droits qui font l'objet des actes français, ni que les détenteurs de ces actes n'auront pas à les produire ; ils affirment seulement que cette constatation ne se fera pas par la délivrance d'un titre nouveau. — C'est donc avec juste raison qu'en présence de textes aussi vagues on se refuse à attribuer au législateur une pensée qui implique une contradiction et des impossibilités pratiques.

Ainsi, le système que nous étudions ne rencontre pas un appui sérieux dans les paroles de MM. Warnier et Humbert. Il ne paraît pas non plus qu'on puisse trouver dans une lettre adressée à M. Eyssautier par M. Humbert, et publiée par la *Revue,* cette adhésion à laquelle la grande autorité de l'éminent jurisconsulte donnerait tant de poids. A coup sûr, le lecteur impartial y verra une juste approbation, toute de courtoisie, pour les tendances générales d'une étude savante et consciencieuse, mais non pas l'affirmation précise de tel ou tel système sur une controverse déterminée.

D'ailleurs, à défaut des travaux préparatoires, un texte, d'une grande importance, démontre que les droits constatés par des titres français ne sont nullement laissés en dehors de l'action de la loi. L'art. 19 exige, à peine de déchéance, l'inscription des hypothèques ou la transcription des droits réels avant la transcription du titre français, preuve évidente que les détenteurs de titres notariés peuvent être frappés par les déchéances de la loi de 1873, alors même que leurs droits auraient été antérieurement inscrits ou transcrits ; preuve évidente aussi que tous intéressés sont obligés de suivre les opérations de la loi.

Ce dernier argument répond aux préoccupations et aux scrupules, à coup sûr respectables, qui sont au fond de toutes les résistances opposées à la doctrine que nous défendons. On s'effraie à la pensée que des droits fondés sur des titres français, authentiques, régulièrement transcrits puissent être anéantis par suite d'une négligence ou d'un oubli et sur la seule décision d'un commissaire enquêteur. L'art. 19 démontre que ces considérations n'ont pas arrêté le législateur ; nous ajoutons que ces déchéances sont la condition nécessaire de l'œuvre entreprise par la loi. L'ordonnance du 21 juillet 1846, le règlement du 22 avril 1863, rendu en exécution du sénatus-consulte du 22 avril 1863 en avaient édicté d'aussi rigoureuses. Il suffit de se reporter à nos lois de procédure ou à notre législation algérienne sur l'expropriation pour trouver des règles sévères qui, au risque de froisser des droits particuliers, sont destinées à sauvegarder quelque intérêt général supérieur. Les précautions accumulées dans la loi de 1873 sont d'ailleurs

suffisantes pour garantir les intérêts de tous ceux qui ont une réelle vigilance. Si donc l'on veut assurer à cette loi de 1873 toute son efficacité — et c'est ici la question essentielle — il faut approuver sans réserve la jurisprudence de la Cour et frapper de déchéance les détenteurs de titres français qui n'ont point contesté les attributions du commissaire enquêteur dans les délais imposés par le titre II.

Faudra-t-il admettre cette décision rigoureuse lorsque le titre aura été obtenu à la suite de la purge spéciale, et après accomplissement des formalités du titre III? La Cour d'Alger n'a point voulu aller jusque là, et des solutions données par l'arrêt du 19 avril 1887 (*Revue algérienne*, 1887, 2, 209), il résulte nettement que le titre obtenu après les formalités de purge ne pourrait être opposé à ceux qui prétendraient sur l'immeuble des droits fondés sur un titre français antérieur. Il nous paraît difficile d'admettre cette théorie sans ébranler du même coup la doctrine consacrée par la jurisprudence antérieure.

Le système de l'arrêt peut être ramené à deux arguments essentiels. La purge spéciale du titre III ne saurait avoir la même efficacité que la procédure administrative, car elle ne présente pas les mêmes garanties et n'est pas faite dans les mêmes conditions. La procédure du titre II est une mesure d'ensemble qui s'accomplit sur tout un territoire et met en mouvement tous les intéressés; au contraire, la purge spéciale est une opération isolée que dirige et contrôle le seul intérêt individuel.—Nous répondrons que, s'il y a là une considération grave dont peut-être le législateur aurait pu tenir compte, elle ne suffit pas pour décider l'interprète enchaîné par les textes; et les textes, nous l'établirons tout à l'heure, ne se prêtent à aucune distinction. — Ajoutons que ces objections, dont la gravité ne pouvait être méconnue avant la loi du 28 avril 1887, ont beaucoup perdu de leur force depuis que cette loi a sensiblement amélioré la procédure de purge et augmenté les garanties, en prescrivant une véritable prise de possession, sous forme de bornage préalable à la délivrance du titre.

L'arrêt se fonde encore sur un autre motif. L'art. 26 décide implicitement que la purge spéciale ne s'applique pas aux priviléges et hypothèques, qui restent soumis à la purge du Code civil; l'art. 19, au contraire, frappe de déchéance les hypothèques dont l'inscription n'a pas été renouvelée après la délivrance du titre; ainsi, la purge du titre II atteint jusqu'aux hypothèques inscrites; celle du titre III les laisse intactes; n'est-ce pas la preuve que, dans la pensée du législa-

teur, les droits constatés par un titre français administratif ou notarié ne sont pas atteints par la purge spéciale? — L'argument tiré de l'art. 26 ne paraît guère concluant, et ce texte s'explique naturellement : les priviléges et hypothèques restent en dehors de la purge spéciale, parce que le Code civil crée, pour ces droits réels, une purge particulière, qui peut se concilier avec la procédure du titre III, tandis qu'elle ne pourrait se combiner avec la procédure administrative du titre II. Il y a plus : si la loi de 1873 avait admis en principe que la purge spéciale ne pouvait atteindre les droits constatés par un titre français, était-il besoin de dire, dans l'art. 26, que les priviléges et hypothèques continueraient à être purgés selon les règles du droit commun? Cette règle allait de soi. La disposition de l'art. 26 démontre plutôt que la purge du titre III a une portée générale, sauf l'exception établie pour les priviléges et hypothèques.

Mais on peut établir par des arguments plus directs la force absolue, générale du titre délivré après la purge spéciale. C'est d'abord le texte de l'art. 30, aux termes duquel le titre délivré par le service des domaines forme « *le point de départ unique* » *de la propriété à l'exclusion de tous droits antérieurs.* » N'énerve-t-on pas la vigueur du texte en y ajoutant des réserves dont la formule, on le verra tout à l'heure, est difficile à dégager? N'y a-t-il pas contradiction à décider que cette règle, presque identique à celle des art. 3 et 18, n'a pourtant pas la même portée?

L'art. 27 n'est pas moins formel : il accorde un délai de trois mois pour faire sa réclamation à « toute personne ayant à » revendiquer tout ou partie de la propriété vendue, ayant, » d'après le droit musulman, un droit réel sur l'immeuble, ou » prétendant l'un des droits énoncés en l'art. 2 de la loi du » 23 mars 1855, tout vendeur ou acquéreur à réméré. » — Ici encore, la disposition de la loi est tout aussi générale que dans les art. 14 et 18 du titre II; elle est même plus précise; car, si l'on a pu dire que les expressions « toute partie intéressée » désignent, dans les art. 14 et 18, les seules parties qui réclament des droits indigènes occultes, on ne saurait le soutenir pour l'art. 27. Ce texte contient une énumération complète, et il oppose les droits réels fondés sur le droit musulman aux droits réels établis par l'art. 2 de la loi du 23 mars 1855. Les uns et les autres sont atteints par la purge spéciale.

Et cette observation nous amène à une dernière et très grave objection contre le système que nous combattons : c'est la difficulté où il se trouve de fixer dans une formule précise et juridique les droits que ne touche pas la purge spéciale.

Dira-t-on qu'elle atteint les seuls droits réels constitués d'après les coutumes indigènes? L'art. 27 démontre que la règle serait inexacte ou incomplète.

Dira-t-on que la procédure du titre III purge tous les droits qui n'ont pas été transcrits? La distinction n'est pas dans la loi; souvent elle sera dangereuse. S'il s'agit de droits consentis par le vendeur et non transcrits, la règle est inutile, puisque, d'après le droit commun, ces droits ne sont pas opposables à l'acquéreur. Mais la règle serait dangereuse si elle protégeait des droits réels consentis par un tiers autre que le vendeur et qui prétendrait des droits sur l'immeuble. L'acquéreur n'aura aucun moyen de connaître sûrement les transcriptions opérées dans ces conditions. Or, c'est dans ce cas très fréquent que la purge sera nécessaire comme instrument de sécurité.

Dira-t-on enfin — et telle paraît être la doctrine de l'arrêt — que la purge spéciale n'atteindra jamais les droits réels constatés par titre français, administratif, notarié ou judiciaire? Nous nous sommes efforcé de démontrer que la règle ne découlait pas des textes; nous ajoutons qu'elle restreindrait les cas d'application de la purge spéciale et compromettrait le sort d'une institution dont le développement est, à l'heure actuelle, vivement réclamé en Algérie (1). La jurisprudence et la pratique des affaires révèlent bien des hypothèses où le titre délivré par application de l'art. 30 sera contesté, et où il mériterait pourtant d'être protégé. Tantôt ce sera un indigène qui, prétendant des droits sur l'immeuble, les aura cédés par acte notarié. L'acquéreur viendra contester les droits qu'on croyait consolidés par la purge. Tantôt on produira quelque jugement obtenu devant le cadi contre un défendeur complaisant et confirmé par un arrêt surpris à la religion de la Cour; titre français qui permettra de discuter la purge spéciale. Une autre fois on opposera quelque ancien titre domanial délivré à titre d'échange ou de concession, à la suite d'un séquestre, ou bien le procès-verbal de la commission du sénatus-consulte constatant des revendications non contestées; titres administratifs qui, le plus souvent, n'auront pas été transcrits et ne se seront révélés par aucune publicité à l'acquéreur qui aura fait la purge. Enfin, le conflit pourra se présenter encore avec les propriétaires limitrophes qui, nantis d'un titre français, se seront considérés comme placés hors des

(1) V. le projet de loi sur la constitution de la propriété foncière en Algérie, approuvé par le Conseil supérieur de l'Algérie (*Revue algérienne*, 1887. 1. 17).

atteintes de la purge spéciale et n'auront pas réclamé lors du bornage prescrit par l'art. 9 de la loi du 28 avril 1887. Dans tous ces cas, il y aura menaces de procès qui ne pourront être écartées par la seule production du titre privilégié. On se demande quels acquéreurs consentiront à s'engager dans cette procédure aujourd'hui coûteuse et compliquée du titre III, si elle laisse subsister après elle tant de causes d'insécurité?

On le voit, les mêmes objections pratiques, le même grief se dressent contre ce second système : il ne donne pas au crédit foncier, à la propriété des assises inébranlables, une origine certaine. Après avoir défendu contre toutes les entreprises, avec une constante fermeté, le titre délivré par application de la procédure administrative, la Cour ne devait-elle pas entourer de la même faveur le titre délivré après la purge spéciale? La loi a voulu que cette procédure pût remplacer les opérations d'ensemble prescrites par le titre II. N'est-ce pas aller contre sa pensée que de lui refuser la même efficacité et les mêmes sanctions? Que si l'on s'effraie des dangers qu'entraîne après lui ce système rigoureux, nous dirons qu'on peut les prévenir en se montrant inflexible contre la fraude et en exigeant l'exécution vigilante de toutes les formalités de publicité prescrites dans l'intérêt des tiers. Aucun danger n'est d'ailleurs comparable, en Algérie, à l'insécurité, à l'incertitude de la propriété. Il s'agit d'asseoir la colonisation sur un domaine incontesté ; c'était la pensée dirigeante des auteurs de la loi du 26 juillet 1873 ; ses interprètes doivent y rester fidèles.

Alfred DAIN,
Professeur agrégé à l'École de droit d'Alger,
Avocat à la Cour d'appel.

DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS D'ALGÉRIE

DANS LES CONTESTATIONS ENTRE ÉTRANGERS(1)

III

Nous croyons avoir établi que les tribunaux français d'Algérie ont, à l'égard des étrangers, une compétence exceptionnelle et générale. Mais, comme cette solution est loin d'être admise dans la pratique, il n'est pas sans interêt de rappeler ici qu'ils sont au moins, et sans aucun doute, compétents dans les cas où les tribunaux de la métropole le sont eux-mêmes, et, en particulier, en vertu de traités. Nous avons annoncé et nous devons fournir sur ce point quelques développements.

Ces traités, en effet, offrent en Algérie une importance particulière. D'une part, un grand nombre des étrangers établis dans notre colonie appartiennent à des nations qui en ont conclu avec la France; d'autre part, parmi les tribunaux du ressort de la Cour d'Alger, il en est dont la compétence envers les étrangers a été déterminée d'une façon certaine par voie de conventions diplomatiques : ce sont les tribunaux de la régence de Tunis. Nous parlerons en premier lieu des traités applicables à toute la France et en second lieu de la compétence des tribunaux de Tunisie.

§ I. *Traités.* — Ces traités, assez nombreux, s'appliquent en Algérie comme en France (2); nous ne saurions donc, sans sortir de notre cadre, exposer en détail les règles qu'ils établissent et les difficultés auxquelles ils peuvent donner lieu. Leurs clauses ont pour objet tantôt d'attribuer compétence aux tribunaux français à l'égard des nationaux d'une autre puissance domiciliés en France, et réciproquement, tantôt de réserver formellement, en certaines matières, la compétence des tribunaux ou des autorités d'un pays étranger.

---

(1) V. *suprà*, p. 211.

(2) Nous n'examinons pas ici la question de savoir dans quelle mesure ces traités, promulgués seulement en France, peuvent être tenus pour tels en Algérie. Au surplus, certains d'entre eux sont formellement déclarés exécutoires dans cette colonie. Il en est ainsi, notamment, des plus importants à notre point de vue : les traités conclus entre la France et l'Espagne, le 7 janvier 1862 (art. 29) et le 6 février 1882 (art. 30).

Le traité conclu entre la France et la Suisse le 15 juin 1869 est le seul, à notre connaissance, qui ait eu pour objet spécial de régler la compétence des tribunaux français à l'égard d'étrangers domiciliés en France (1). D'après l'article 2 : « Dans » les contestations entre Suisses qui seraient tous domi- » ciliés ou qui auraient un établissement commercial en » France, et dans celles entre Français tous domiciliés ou » ayant un établissement commercial en Suisse, le deman- » deur pourra (aussi) saisir le tribunal du domicile ou du lieu » de l'établissement du défendeur ; sans que les juges puis- » sent refuser de juger et se déclarer incompétents à raison » de l'extranéité des parties contractantes (2). » Mais, en outre, beaucoup de conventions consulaires ou de traités de commerce assurent en France aux nationaux du pays avec lequel ils sont conclus « un libre et facile accès auprès des tribu- » naux de justice, tant pour réclamer que pour défendre leurs » droits, à tous les degrés de juridiction. » Parmi les conventions de cette nature, les plus importantes pour l'Algérie sont celles qui ont été successivement conclues avec l'Espagne : la convention consulaire du 6 janvier 1862 (art. 2) et le traité de commerce du 6 février 1882 (art. 3) (3). D'autres sont intervenues avec le Portugal (27 décembre 1853), la Russie (1er avril 1874), etc.

Comme les Espagnols forment, en Algérie, la plus grande partie de la population européenne d'origine étrangère, comme les Suisses y composent aussi un groupe impor-

(1) Un premier traité avait déjà été conclu dans le même but, en 1828. Nous ajoutons, à titre de renseignements, que les clauses du traité franco-suisse sont indirectement applicables à d'autres puissances qui ont stipulé, dans leurs rapports avec la France, le traitement de la nation la plus favorisée. (V. traité entre la France et le Brésil, du 6 janvier 1826, art. 6 ; et Paris, 5 mars 1885, *Journ. du dr. intern. privé*, 1885, p. 670 ; traité entre la France et la Serbie, 18 janvier 1884, art. 4, *eod. op.*, 1883, p. 669.)

(2) Sir., *Lois annotées*, 1869, p. 429.

(3) Sir., *Lois annotées*, 1862, p. 21, 1883, p. 502. Traité de commerce du 6 février 1882, art. 3 : « Les Français en Espagne et les Espagnols en » France jouiront réciproquement d'une constante et complète protection » pour leurs personnes et auront les mêmes droits (excepté les droits poli- » tiques) et les mêmes privilèges qui sont ou seront accordés aux natio- » naux, à la condition toutefois de se soumettre aux lois du pays.

» Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribu- » naux de justice, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, à tous » les degrés de juridiction établis par les lois... et jouiront, sous ce rapport, » des mêmes droits et avantages déjà accordés ou qui seront accordés aux » nationaux. » — Cet article est la reproduction de l'art. 2 de la convention consulaire du 7 janvier 1862.

tant (1), et qu'enfin il peut s'y rencontrer des nationaux d'autres puissances avec qui la France a conclu des traités, la plupart des étrangers établis dans la colonie peuvent invoquer la compétence qui résulte des actes diplomatiques (2). Toutefois, la portée qu'il convient d'attribuer aux stipulations de ces traités fait l'objet d'un doute sérieux. Cette difficulté, dont la solution en pareille matière peut être considérée comme fondamentale, est la même que nous avons déjà rencontrée dans l'interprétation des ordonnances de 1834 et 1842. On admet, en effet, sans difficulté que la compétence établie par les traités s'applique aux affaires dont l'intérêt est purement pécuniaire ; on hésite, au contraire, à l'étendre aux instances relatives à l'état et à la capacité des personnes. On invoque, pour s'y refuser, soit des principes généraux, soit des raisons spéciales aux différents traités. Il ne nous paraît pas nécessaire de revenir ici sur les principes, puisque, quelle que soit la règle générale, nous sommes en présence d'un droit exceptionnel. Sans méconnaître la gravité des considérations qu'on peut invoquer en sens contraire, nous avons déjà exprimé l'avis qu'il n'y a pas, au point de vue de la compétence entre étrangers, de différence à faire entre les questions d'état et les autres contestations. Quant aux raisons particulières qu'on peut tirer des textes des divers traités, il faut distinguer entre celui qui a été conclu avec la Suisse et les autres conventions.

Tout d'abord, si l'art. 2 du traité franco-suisse attribue compétence aux tribunaux français à l'égard des Suisses domiciliés en France, et réciproquement, c'est seulement dans les contestations que prévoit l'art. 1, c'est-à-dire « dans » les contestations en matière personnelle et mobilière, civile » ou de commerce. » Or, dit-on, les questions d'état ne sont, à proprement parler, ni des actions mobilières, ni des actions personnelles. Leur objet n'a aucune valeur appréciable en argent, et, par plusieurs de leurs caractères, elles se rapprocheraient plutôt des actions réelles. Elles échappent à la division des actions en personnelles ou réelles, mobilières ou immobilières ; elles échappent de même aux prévisions du traité de 1869, et restent, quant à la compétence, sous l'empire du droit commun. Les tribunaux français doivent donc toujours s'abs-

(1) Recensement de 1886 : Espagnols : 144,530 sur 210,203 étrangers ; Suisses : 2,404.

(2) Il n'a pas été conclu de traité avec l'Italie, ni avec l'Angleterre, dont les sujets maltais sont si nombreux en Algérie, pour attribuer une compétence particulière aux tribunaux français.

tenir de juger entre Suisses une contestation de cette nature, lorsque leur compétence est déclinée. Cette doctrine semble avoir triomphé en Suisse. Soutenue en ce pays par des jurisconsultes éminents (1), elle a été consacrée par le tribunal fédéral (2); elle a également été plusieurs fois admise en France notamment par la Cour de Paris et le tribunal de la Seine (3). Elle nous paraît cependant fort contestable.

Notre Code de procédure civile ne fait point des questions d'état une catégorie d'actions particulière. Pour fixer les règles générales de la compétence, indépendamment d'attributions exceptionnelles assez nombreuses, il distingue seulement (art. 59) entre les actions personnelles et les actions réelles. Or, personne ne doute que dans les actions personnelles on ne doive comprendre les questions d'état, dont la loi ne parle pas expressément.

Le traité franco-suisse, lui aussi, distingue entre les actions personnelles mobilières, pour lesquelles le tribunal du domicile du défendeur est compétent, et les actions réelles ou immobilières, pour lesquelles le tribunal compétent est celui de la situation de l'immeuble. Il est difficilement admissible que le traité ait laissé les questions d'état en dehors de ses prévisions; il est, au contraire, très vraisemblable que, parlant le langage du Code de procédure civile (4), il les a mises au nombre des actions personnelles mobilières, bien que cette terminologie ne soit pas rigoureusement exacte. C'est dans ce sens que s'est prononcée la Cour de cassation (5).

Quant aux clauses insérées dans des conventions consulaires ou des traités de commerce, et qui attribuent compétence aux tribunaux français à l'égard d'étrangers, et réciproquement, on dit que, les traités où elles se trouvent ayant pour objet de régler des intérêts pécuniaires, la compétence qu'ils établissent doit se rapporter à des intérêts de même nature. Si les étrangers peuvent s'adreser aux tribunaux français, c'est uniquement « pour assurer la protection de leurs

---

(1) Brocher, *Commentaire du traité franco-suisse du 15 juin 1869*, p. 15 et suiv.; Lehr, *Journ. du droit intern. privé*, 1878, p. 247.

(2) Trib. féd. suisse, 12 octobre 1878, *Journ. du dr. intern. privé*, 1879, p. 96.

(3) Paris, 28 avril 1882, *Journ. du dr. intern. privé*, 1882, p. 546; trib. de la Seine, 12 août 1882; *eod. op.*, 1882, p. 627; 13 février 1883; *eod. op.*, 1883, p. 294.

(4) La classification du traité franco-suisse diffère de celle du Code de proc. civ. en ce qu'elle fait une place à part aux actions personnelles immobilières, assimilées, quant à la compétence, aux actions réelles immobilières.

(5) Req., 1er juillet 1878, D. P. 80. 1. 12 (note).

» personnes et de leurs propriétés », ce qui ne doit s'entendre que d'intérêts matériels (1).

Cependant, ici encore, la Cour de cassation a admis l'interprétation la plus large et la plus favorable à la compétence des tribunaux français. Elle a jugé que, d'après les traités conclus avec l'Espagne, les tribunaux français sont compétents à l'égard des Espagnols, sans distinguer entre les questions d'état et toute autre matière (2); et cette décision peut s'appliquer à un grand nombre de traités dont les clauses sont identiques à celles des traités conclus avec l'Espagne. Elle nous paraît d'ailleurs à l'abri de la critique. En effet, le texte des traités ne distingue pas; et, lorsque le traité du 6 février 1882 (art. 3) dit que les Espagnols en France « auront un » libre et facile accès près des tribunaux de justice, tant » pour réclamer que pour défendre leurs droits », on n'est pas autorisé à faire des réserves, à appliquer cette disposition aux droits d'une certaine nature et non pas aux autres. La protection des personnes ne comprend pas seulement celle de leur fortune, mais encore celle de leur état, celle de leur vie, de leur honneur, dont la sauvegarde peut rendre nécessaire une instance en séparation de corps. Enfin, il importe peu que les traités où se trouvent les clauses dont nous recherchons le sens règlent surtout des intérêts matériels. Rien n'empêche qu'un traité, empruntant son titre à son objet principal, embrasse à la fois plusieurs matières étrangères les unes aux autres. Par exemple, la convention consulaire du 6 janvier 1862 contient les dispositions relatives au service militaire des Espagnols nés en France ou des Français nés en Espagne; on ne peut donc dire qu'elle se préoccupe d'intérêts exclusivement matériels.

Depuis que la Cour de cassation a rendu les arrêts que nous venons de citer, la Cour d'Alger n'a pas, du moins à notre connaissance, jugé la question qu'ils ont résolue. Le cas échéant, il est à espérer qu'elle conformerait sa jurisprudence à celle de la Cour suprême.

Dans certains cas, les clauses des traités conclus par la France écartent la compétence des tribunaux français au profit des juridictions ou des autorités étrangères. Ces règles spéciales de compétence établies par des conventions diplomatiques, applicables en Algérie comme en France, doivent déroger aux règles générales des ordonnances de 1834 et 1842;

(1) Trib. de la Seine, 27 déc. 1881, *Journ. du dr. intern. privé*, 1882, p. 309.

(2) Req., 3 juin 1885, *Revue algérienne*, 1886. 2. 249.

elles restreignent ainsi la compétence qui appartient aux tribunaux de notre colonie à l'égard des étrangers.

Ces restrictions se produisent principalement à propos des successions et des tutelles.

Plusieurs traités ont spécialement pour but de régler la compétence respective des tribunaux français et étrangers en matière de succession. — D'après le traité sur la compétence judiciaire conclu entre la France et la Suisse le 15 juin 1869 (art. 5), le tribunal compétent pour connaître de toutes les actions relatives à la liquidation de la succession testamentaire et *ab intestat* d'un Suisse décédé en France et aux comptes à faire entre les héritiers et légataires sera celui du dernier domicile que le défunt a eu en Suisse. C'est dans ce lieu que la succession est réputée s'être ouverte. La règle réciproque s'applique à la succession d'un Français mort en Suisse. — D'après les traités du 11 décembre 1866 avec l'Autriche-Hongrie (1) et du 1er avril 1874 avec la Russie (2), qui ont l'un et l'autre pour objet le règlement des successions, il faut distinguer suivant la nature des biens laissés par le défunt. Aux biens immobiliers, on appliquera la loi du lieu où ils sont situés, et les tribunaux de ce pays seront compétents; aux biens mobiliers, on appliquera la loi nationale du défunt, et les tribunaux de son pays seront seuls compétents. Ainsi, les tribunaux français seront compétents pour la succession immobilière laissée en France par un Autrichien ou un Russe; ils seront incompétents pour la succession mobilière.

Outre ces traités spéciaux, des conventions consulaires assez nombreuses, et qui ne diffèrent entre elles que par les détails, confèrent certaines attributions, en France, aux consuls étrangers à l'égard des successions qu'y laissent leurs nationaux, et, à l'étranger, aux consuls français. Nous nous arrêterons seulement aux conventions conclues avec l'Espagne (7 janvier 1862, art. 20) et avec l'Italie (26 juillet 1862, art. 9). Leurs termes sont identiques, et ce sont celles qui présentent, en Algérie, le plus d'importance.

Les consuls espagnols ou italiens ne peuvent intervenir dans la succession de leurs nationaux qu'à certaines conditions. Il faut : ou bien que le *de cujus* n'ait pas fait de testament ni laissé d'exécuteur testamentaire, ou bien que l'un des héritiers naturels ou testamentaires soit incapable ou non présent;

(1) Sir., *Lois annotées*, 1886, p. 103.

(2) Sir., *ib.* 555.

ou, enfin, que l'exécuteur testamentaire nommé ne se trouve pas au lieu où la succession s'est ouverte (1). Les pouvoirs qui leur sont reconnus ont pour but la conservation, l'administration et la liquidation de la succession; ils peuvent apposer les scellés, faire l'inventaire, ordonner la vente aux enchères des effets mobiliers; recouvrer les créances, payer les dettes, etc., et les tribunaux français n'ont pas à intervenir dans les actes nécessaires à cette liquidation (2). Mais les traités ne donnent pas aux consuls d'attributions contentieuses, qui ne sauraient leur appartenir en dehors d'un texte formel. Nous pensons donc que toutes les contestations auxquelles la succession pourrait donner lieu devraient être portées devant les tribunaux appelés à en connaître, suivant les règles ordinaires de leur compétence. Elles seraient, par conséquent, soumises, en Algérie, aux tribunaux français, soit que le différend intéresse des Français (cas formellement prévu par les traités), soit qu'il s'élève exclusivement entre les héritiers espagnols ou italiens, et qu'il porte sur leur vocation héréditaire elle-mème ou sur l'étendue de leurs droits (3).

Divers traités se sont aussi préoccupés de la tutelle des étrangers résidant en France. Ici encore nous retrouvons en première ligne celui qui a été conclu avec la Suisse. D'après l'article 10, la tutelle des mineurs et interdits Suisses résidant en France est régie par la loi de leur canton d'origine. C'est aux autorités et tribunaux de ce canton, à l'exclusion des juridictions françaises, qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires pour l'établissement et l'administration de cette tutelle et de juger les contestations auxquelles elle peut donner lieu. Il en serait de même s'il s'agissait de la nomination d'un conseil judiciaire, que l'on doit considérer comme comprise sous la qualification générale d'interdiction (4). La règle réciproque est admise pour les Français résidant en Suisse.

---

(1) Paris, 1er mars 1872, *Journ. du dr. intern. privé*, 1874, p. 21; Reb. 7 juillet 1874; *eod. op*, 1876, p. 31.

(2) V. cep., pour les immeubles composant la succession, trib. d'Alger, 15 janvier 1886, *Revue algérienne*, 1887. 2. 466.

(3) Indépendamment des principes, qui ne permettraient pas, en l'absence de texte, d'accorder aux consuls d'attributions contentieuses, il faut ajouter que la déclaration du 21 juillet 1866 (*Officiel* du 7 décembre) interprète dans le sens indiqué ci-dessus l'art. 7 de la convention consulaire conclue le 10 décembre 1860 entre la France et le Brésil, dont les termes sont à peu près les mêmes que ceux des conventions franco-espagnole ou franco-italienne. *Sic*, trib. d'Alger, 15 octobre 1866, *Journ.* de Robe, 1866, p. 229.

(4) Nîmes, 28 février 1881, D. P. 82. 2. 206.

Les conventions consulaires conclues avec l'Espagne (art. 20, 7°) et avec l'Italie (art. 9, 7°) (1) chargent également les consuls « d'organiser, s'il y a lieu, la tutelle et la curatelle » conformément aux lois des pays respectifs. » Avant de voir dans quelle mesure cette disposition laconique peut influer sur la compétence des tribunaux français d'Algérie, il est nécessaire d'examiner quelles sont, en l'absence de traités, leurs attributions relativement à la tutelle des étrangers.

D'après l'opinion aujourd'hui reçue (2), la tutelle des incapables, en quelque pays qu'ils se trouvent, est régie par leur loi nationale. C'est à cette loi de déterminer les causes et les effets de l'incapacité, c'est à elle aussi de régler les mesures de protection qui en sont la conséquence. La tutelle doit donc être organisée dans le pays de l'incapable, et les autorités et tribunaux de ce pays sont, à cet effet, compétents. En pareil cas, il serait souvent impossible aux tribunaux français d'appliquer la loi étrangère, parce qu'elle confère aux juges, dans le fonctionnement de la tutelle, un rôle qui ne leur appartient pas en France, d'après la loi de ce pays (3). Toutefois, les juridictions françaises auront toujours le droit de prendre les mesures urgentes dans l'intérêt de l'incapable, et même, en cas de nécessité, de lui constituer une tutelle suivant la loi française, mais à titre provisoire.

Les tribunaux d'Algérie ont-ils à cet égard, des attributions qui n'appartiennent pas à ceux de la métropole?

Fidèle à la règle que nous avons tirée des ordonnances de 1834 et 1842, nous pensons que ces tribunaux sont compétents dans toutes les affaires qui intéressent les étrangers : celles qui touchent à l'état et à la capacité aussi bien que les autres.

En principe donc, ils seront compétents en matière de tutelle, d'interdiction ou de conseil judiciaire. L'exercice de cette compétence ne souffrira aucune difficulté dans le cas où la loi nationale de l'étranger organise la tutelle de la même façon que la loi française. Rien n'empêche alors de la constituer en Algérie. Nos juges de paix pourront convoquer ou présider les conseils de famille, nos tribunaux statuer sur les cas d'excuse, de destitution ou d'incapacité des tuteurs ou membres des conseils de famille, juger en appel les décisions

---

(1) V. aussi les traités conclus avec la Grèce (7 janvier 1876), le Portugal (11 juillet 1866), Salvador (5 juin 1878).

(2) Chavegrin, *De la tutelle des mineurs en droit international privé*, *Revue critique*, 1883, p. 497 et 573.

(3) Bastia, 8 décembre 1863, D. P. 64. 2. 1.

de ces conseils ou les homologuer (1). Il est bien entendu, toutefois, que nos tribunaux devront appliquer la loi nationale de l'étranger. C'est cette loi qui doit, par exemple, fixer l'âge de la majorité, déterminer pour quelle cause l'interdiction peut être prononcée et quels en sont les effets ; décider, enfin, si le prodigue et le faible d'esprit peuvent être pourvus d'un conseil judiciaire. C'est encore cette loi qui règle l'étendue de l'incapacité et les pouvoirs du tuteur.

Mais, si telle est la règle générale, elle subit nécessairement une exception lorsque la loi étrangère organise la tutelle d'une façon différente de la loi française, soit parce que les pouvoirs tutélaires ne sont pas les mêmes, soit parce qu'elle donne à ces différents pouvoirs, et en particulier aux tribunaux, des attributions qui ne leur appartiennent pas chez nous. L'exercice de la compétence conférée aux tribunaux français d'Algérie par les ordonnances se heurte alors à une impossibilité. En Angleterre, par exemple, l'interdiction d'un individu pour cause de démence (*lunacy*) doit, en règle générale, résulter d'un verdict du jury; le contrôle de la tutelle, et quelquefois la nomination du tuteur, appartiennent à la Cour de la chancellerie (2). Comment exécuter, en France ou en Algérie, ces prescriptions de la loi anglaise? La tutélle doit donc alors être établie à l'étranger; or, ce sont nécessairement les tribunaux du lieu où la tutelle est établie qui sont compétents pour toutes les questions qui s'y rattachent, et les tribunaux français d'Algérie se trouvent ainsi, par la force des choses, incompétents toutes les fois que la tutelle doit être constituée à l'étranger.

Cependant, même en ce cas, il ne faut pas oublier que les tribunaux français sont compétents pour ordonner toutes les mesures urgentes, nécessaires à la protection des mineurs et incapables étrangers, et même pour organiser provisoirement leur tutelle, d'après la loi française (3).

Or, ce cas se produira fréquemment en Algérie. Les mineurs dont la tutelle viendra à s'ouvrir n'auront le plus souvent conservé dans leur pays d'origine ni famille, ni domicile, ni intérêts ; ceux qu'ils ont en Algérie resteraient en souffrance, si l'on devait, pour en assurer la production, attendre l'action des autorités étrangères. Cette attente serait aussi dangereuse s'il s'agissait de prononcer l'interdiction ou de nommer un

(1) V. dans ce sens *Journ. du dr. intern. privé*, 1879, p. 165 : *Questions et solutions pratiques*, et Gerbaud, *De la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, p. 522 et suiv.

(2) Lehr, *Droit civil anglais*, p. 35 et suiv.

(3) Aubry et Rau, t. I, p. 297.

conseil judiciaire; d'autant plus qu'on ne saura pas toujours bien quelle sera l'autorité étrangère compétente. Le recours aux tribunaux français sera alors nécessaire et leur intervention légitime, plus encore dans la colonie que partout ailleurs. Les mesures qu'ils prendront, la tutelle, par exemple, qu'organisera le juge de paix, seront, en droit, provisoires; en fait, elles pourront se prolonger autant que l'incapacité, si, ce qui sera fréquent, les autorités étrangères ne se préoccupent pas d'une situation qu'elles ignoreront, et si aucun des intéressés ne les met en mouvement (1).

Supposons maintenant que le mineur appartient à un pays dont les consuls sont chargés d'organiser la tutelle ou la curatelle de leurs nationaux. Les consuls auront seuls compétence pour constituer la tutelle et ses divers organes, par exemple, pour réunir ou présider un conseil de famille, prononcer une émancipation, à l'exclusion du juge de paix français; à eux aussi, il appartiendrait de pourvoir au remplacement d'un tuteur qui, pour une cause ou l'autre, cesserait ses fonctions (2). Leurs pouvoirs s'appliqueraient aussi à l'interdiction ou à la demi-interdiction de ceux qui sont pourvus d'un conseil judiciaire (3).

Mais il faut bien remarquer que les traités ne confèrent aux consuls aucune attribution contentieuse, ni aucun pouvoir pour contrôler la tutelle organisée. Ils ne changent donc rien à la compétence des tribunaux français, et il nous suffit, sur ce point, de renvoyer à nos explications précédentes. C'est, en principe, aux tribunaux français de contrôler la tutelle établie en Algérie par les consuls étrangers et de juger les contestations qui peuvent en être la conséquence (4); c'est à eux de statuer sur la demande en interdiction ou en nomination d'un conseil judiciaire. Cette compétence cesse seulement lorsque l'application de la loi étrangère par les tribunaux français devient impossible; en ce cas, les tribunaux étrangers auront seuls à intervenir (5). Toutefois, nous réservons toujours les

(1) Chavegrin, *loc. cit.*

(2) Civ. cass. 19 juin 1878, D. P. 79. 1. 317.

(3) Cependant, quant au conseil judiciaire, si la loi nationale en réservait la nomination aux tribunaux, nous pensons qu'elle devrait être faite par les tribunaux français.

(4) Dans ce sens, note sous Bastia, 8 décembre 1863, D. P. 64. 2. 1, et Gerbaud, *op. cit.*, p. 525.

(5) Les tribunaux français d'Algérie pourront, sans difficulté, intervenir dans la tutelle des Italiens, que le C. civ. italien (art. 240 et suiv.) organise de la même façon que le C. civ. français. Il en serait tout différemment de

pouvoirs reconnus aux tribunaux français en cas d'urgence; mais cette urgence se produit plus rarement lorsqu'il y a dans le pays des consuls chargés de pourvoir à la tutelle de leurs nationaux.

§ II. *Compétence des tribunaux français de Tunisie.* — Après la conquête de l'Algérie, l'établissement de la juridiction française avait, nous l'avons vu, entraîné la suppression de celle des consuls étrangers. Lorsque, après les événements de 1881, la France établit son protectorat dans la Régence de Tunis, les tribunaux français, créés par la loi du 27 mars 1885, se trouvaient de nouveau en présence des juridictions consulaires. Entre les deux situations, il y avait toutefois une grande différence. En Algérie, la France exerçait les droits de souveraineté. Les capitulations avaient disparu, sans réclamation des puissances intéressées, comme incompatibles avec le nouvel état de choses, et les contestations entre étrangers avaient dès lors, comme nous avons essayé de le démontrer, relevé des tribunaux français. En Tunisie, la France n'exerce qu'un simple protectorat. Le gouvernement français pouvait, de concert avec celui du Bey, établir une juridiction nouvelle pour ses nationaux; ni l'un ni l'autre n'avaient le droit d'abolir les capitulations, et le consentement des diverses puissances était nécessaire pour soumettre les étrangers à la compétence des tribunaux français. On entama donc des négociations, à la suite desquelles des actes législatifs émanés des gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie, de la Hollande ont supprimé la juridiction des consuls de ces pays, et ont consenti à ce qu'elle fût transférée aux tribunaux français. Enfin, le décret du Bey du 31 juillet 1884 décide que « les tribunaux français connaîtront de toutes les affaires » civiles et commerciales dans lesquelles des Européens

---

celle des Espagnols, dont la loi s'écarte, sur ce point, beaucoup de la nôtre. (V. Lehr, *Droit civil espagnol*, p. 157, 173 et suiv.; Cpr., *Journ. du dr. intern. privé*, 1879, p. 271 : *Questions et solutions pratiques*. — La Cour d'Alger, par un arrêt du 4 mars 1874 *(suprà*, p. 226, note 2), s'est déclarée incompétente pour juger une demande en dation de conseil judiciaire formée contre un Espagnol. Les motifs de cet arrêt sont à notre avis doublement inexacts : soit parce que la Cour d'Alger est compétente envers tous les étrangers, même dans les questions qui se rattachent à leur capacité; soit parce qu'elle était spécialement compétente envers les Espagnols, en vertu du traité de 1862, qui n'est même pas visé. La solution elle-même peut se justifier, parce que la loi espagnole organise la protection des faibles d'esprit ou des prodigues tout autrement que la loi française (Lehr, *op. cit.*, p. 159 et 162).

» seront en cause » (1) soit soit comme demandeurs, soit comme défendeurs. Une seule exception est faite pour le cas où la contestation est relative au statut personnel ou aux successions des sujets tunisiens, musulmans ou israélites : le jugement en est alors réservé aux tribunaux réligieux. (Décret du Bey du 31 juillet 1884, art. 2.)

La Cour d'Alger, constituant la juridiction d'appel pour le tribunal de Tunis, est, au second degré, de la même façon que lui, compétente à l'égard des étrangers.

D'après le décret du Bey du 5 mai 1883 (art. 2), les étrangers sont, en Tunisie, justiciables des tribunaux français aux mêmes conditions que les Français. A peine est-il besoin de dire que l'étranger demandeur ne peut dès lors être astreint à fournir la caution *judicatum solvi*. L'organisation et les attributions des tribunaux seront les mêmes pour les étrangers que pour les Français. Par exception, cependant, ces tribunaux ont, à l'égard des Italiens, des attributions qui ne leur appartiennent pas à l'égard des Français. En effet, d'après le protocole du 7 juillet 1884 (art. 6) (2), la juridiction des consuls italiens doit passer tout entière aux nouveaux tribunaux. En conséquence, ils connaîtront même des matières administratives, en conformité de la loi italienne du 20 novembre 1885 (3).

Les règles de la procédure devant nos tribunaux de Tunisie sont les mêmes pour les étrangers que pour les Français; leur compétence est la même sous le double rapport de la personne et de la matière. En matière personnelle, aucune réserve n'est faite pour les questions d'état, qui sont même textuellement visées par le protocole franco-italien (art. 4); elles sont donc soumises à nos tribunaux, aussi bien que les contestations dont l'intérêt est purement pécuniaire. C'est, dans une certaine mesure, la confirmation de la thèse que nous avons soutenue: rationnellement, rien ne s'oppose à ce qu'un tribunal français juge une question d'état relative à un étranger. En matière immobilière, le tribunal francais est compétent, soit lorsque l'immeuble appartenant à un étranger a été immatriculé (loi du 12 juillet 1883, art. 1, 18, 20), soit lorsque des Européens sont seuls en cause (loi du 27 mars 1883, art. 4) (4). Lorsque, au contraire, une des parties est tunisienne, le tribunal du *Chara* est seul compétent (5).

(1) V. *Revue algérienne*, 1885, 3. 50 et suiv.
(2) *Revue algérienne*, 1885, 3. 53.
(3) Trib. de Tunis, 6 mai 1885, *Revue algérienne*, 1885. 2. 282.
(4) *Revue algérienne*, 1885. 3. 39.
(5) Trib. de Tunis, 11 février 1885, *Revue algérienne*, 1885. 2. 126.

Quelle loi les tribunaux français de Tunisie devront-ils appliquer à leurs justiciables étrangers ? Si intéressante qu'elle soit, nous ne saurions examiner ici cette question sans sortir de notre cadre et passer en revue, en quelque sorte, toutes les matières qu'embrasse le droit international privé. Nous nous bornerons, pour compléter cette étude, à donner quelques indications et à relever certaines particularités intéressantes.

Ce qui, en Tunisie, augmentera la difficulté, c'est que trois lois, et même un plus grand nombre, pourront se trouver en conflit : la loi française, qui est celle du tribunal ; la loi tunisienne, qui est celle du lieu ; enfin la loi étrangère, qui est celle des parties en cause, ou même leurs différentes lois, si elles n'appartiennent pas toutes à la même nationalité. Dans certains cas, la solution ne sera pas douteuse. Ainsi, la loi française s'appliquera aux actes de procédure accomplis devant le tribunal, et c'est elle encore qui devra l'emporter lorsque l'application de la loi étrangère sera contraire à l'ordre public français; en matière immobilière, la loi tunisienne du 1er juillet 1885 (1), qui s'approprie du reste beaucoup des dispositions de notre Code civil, s'appliquera à tous les immeubles immatriculés, même appartenant à des étrangers (2) ; enfin, dans tous les cas, l'état et la capacité des étrangers resteront régis par leur loi nationale. S'il y a quelque doute sur la loi applicable, les juges français de Tunisie se décideront, en règle générale, d'après les principes qui sont consacrés par la loi française, ou qui sont admis en France dans la jurisprudence et la doctrine. Toutefois, ils devront s'en écarter dans un certain nombre de cas, soit en vertu de textes formels, soit en raison de la situation particulière où se trouve la Régence.

En premier lieu, lorsqu'il a consenti à la suppression de la juridiction consulaire, le gouvernement italien, dont les nationaux sont si nombreux en Tunisie, a pris soin de stipuler formellement, en plusieurs matières, l'application de la loi italienne. Le Code civil italien, d'accord avec les idées qui tendent de plus en plus à prévaloir dans la doctrine, a admis, on le sait, l'application de la loi nationale de chaque étranger d'une façon beaucoup plus large que les autres législations et que la législation française en particulier; or, c'est la loi

(1) *Revue algérienne*, 1885. 3. 145.

(2) Cette législation ne s'applique cependant aux étrangers titulaires de droits réels immobiliers qu'autant qu'elle n'est pas contraire à leur statut personnel ni à leur ordre de succession. (Décret du Bey du 16 mai 1886, art. un.)

italienne que le protocole du 25 janvier 1884 a prise pour point de départ. D'après son art. 4 :

« Les nouveaux tribunaux prendront pour règle l'application » de la loi italienne : 1° pour les rapports juridiques qui se » sont formés sous l'empire, en Tunisie, de la loi italienne, » dans l'intérêt des nationaux italiens; 2° pour les matières » énoncées dans l'art. 22 du traité franco-tunisien du » 8 septembre 1868, à savoir : statut personnel et rapports de » famille; successions, donations, et, en général, toutes les » matières réservées par le droit international privé à la légis- » lation nationale de chaque étranger. »

Cette disposition est, sur plusieurs points, en harmonie avec la loi et la pratique françaises; sur d'autres, au contraire, elle s'en écarte d'une façon très remarquable.

Par exemple, les rapports de famille qui doivent être réglés par la loi italienne sont les rapports pécuniaires aussi bien que les autres : par conséquent, le régime matrimonial des époux qui se seront mariés sans contrat devra être déterminé par la loi italienne, et c'est cette même loi qui devra déterminer les conséquences du régime qu'ils auraient formellement adopté (1); dans la jurisprudence française, on admet que la loi qui régit l'association conjugale, au point de vue des biens, est celle du domicile matrimonial, c'est-à-dire du lieu où les époux ont voulu s'établir et se sont établis après leur mariage (2).

La loi italienne doit également régir les successions *ab intestat* ou testamentaires des sujets italiens décédés en Tunisie, et les donations par eux faites. On sait, au contraire, que, dans la législation française, telle qu'elle est généralement interprétée, les successions immobilières, *ab intestat* ou testamentaires, sont considérées comme régies par le statut réel, et par conséquent par la loi française, lorsqu'elles s'ouvrent en France. Il en serait de même des donations d'immeubles situés en France. Les successions et donations mobilières seraient seules régies par la loi du domicile du *de cujus* ou du disposant, ou par sa loi nationale, suivant le système qu'on adopterait (3).

L'art. 4 du protocole stipule enfin l'application de la loi italienne « dans les matières réservées par le droit interna- » tional privé à la législation de chaque étranger. »

---

(1) Trib. de Tunis, 17 mars 1885, *Revue algérienne*, 1885. 2. 170.

(2) André Weiss, *Traité élémentaire de droit international privé*, p. 692, et les autorités citées à la note 1.

(3) André Weiss, *op. cit.*, p. 833, et les autorités citées à la note 3.

A défaut d'un code international de ce droit, l'application de cette règle est abandonnée à la science et à l'appréciation des juges; nous avons la certitude que, dans l'interprétation de la convention franco-italienne, ils se conformeront à l'esprit de ses rédacteurs en s'inspirant largement des principes du Code civil italien, au moins pour résoudre les questions controversées sous l'empire de la loi française.

Quant aux étrangers autres que les Italiens, leurs gouvernements n'ont pas expressément stipulé l'application de leur loi nationale. Cette loi devra cependant, croyons-nous, prévaloir, même dans certaines hypothèses où, en France, nos tribunaux appliqueraient la loi française. Il en sera ainsi, notamment, en matière de succession et en matière de contrat de mariage.

En premier lieu, à l'égard des successions, cette solution résulte d'un texte formel, le décret du Bey du 16 mai 1886, qui modifie l'article 2 de la loi immobilière du 1er juillet 1885 (1). Si l'on suivait la règle admise dans la pratique française, les successions immobilières d'étrangers ouvertes en Tunisie devraient être régies par la loi tunisienne. Or, d'après le décret précité, la nouvelle législation immobilière ne peut porter atteinte « aux règles des successions des titulaires de « droits réels immobiliers. » Les successions immobilières laissées par des étrangers en Tunisie ne sont donc pas régies par la loi tunisienne ; elles ne peuvent l'être alors que par leur loi nationale.

Il en sera de même, par la force des choses, pour le contrat de mariage. En effet, la Tunisie n'étant pas annexée à la France, la loi française ne saurait pour les étrangers qui y contractent mariage être considérée comme la loi du domicile matrimonial ; d'autre part, la loi musulmane, qui est celle de ce domicile, est manifestement inapplicable aux Européens : la loi nationale des futurs époux, et, s'ils ne sont pas de même nationalité, celle du mari, est donc la seule qui puisse s'appliquer à leur régime matrimonial.

Eugène AUDINET,
Professeur agrégé à la Faculté de droit d'Aix.

(1) *Revue algérienne*, 1886. 3. 97.

ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

COURS DE COUTUMES INDIGÈNES

LÉGISLATION MOZABITE

LE NIL

DU MARIAGE ET DE SA DISSOLUTION

CHAPITRE Ier

DU MARIAGE (1)

§ 9. **Du ouali.** — On rapporte cette parole du prophète : « Pas de mariage sans ouali », et cette tradition : « Toute femme » qui contracte mariage sans l'autorisation de son ouali, son » mariage est nul ». Il a répété trois fois ces mots : « Le mariage est nul ».

Il est obligatoire de marier la femme avec l'homme qu'elle a choisi, s'il est son égal, à cause du dire du prophète : « La femme défiorée a plus de droit sur elle-même que son ouali », — et à cause de son dire : « Consultez les femmes pour leurs mariages, faites-les arriver à leurs buts ».

Le préférable des oualis, pour le mariage, c'est le père, puis le grand-père, puis le frère, puis son fils, puis l'oncle paternel, puis son fils ; d'après le plus grand nombre des auteurs, le frère est préférable, dans le mariage et dans le meurtre, au fils de la femme, bien que le prix du sang revienne à ce dernier en cas de meurtre de sa mère.

On a soutenu que le fils de la femme est préférable au frère.

Le frère germain est préférable au consanguin et le frère utérin n'a aucun droit de oualaïa.

Le ouali de la femme est choisi par le juge en suivant cet ordre.

Si un ouali marie sa propre parente, lorsqu'ils sont plusieurs du même degré, il suffit qu'il occupe dans la oulaïa le même degré que les autres, et il lui est permis de concourir au contrat même sans l'autorisation des autres.

(1) V. *Suprà*, p. 247.

Il n'en est pas ainsi de l'esclave indivis entre plusieurs copropriétaires.

Le contrat auquel a concouru le ouali présent est valable, alors même que ce ouali serait d'un degré plus éloigné qu'un ouali absent.

On se demande s'il est préférable pour le contrat d'une orpheline de prendre le tuteur testamentaire de son père plutôt que le ouali de cette orpheline, ou si c'est le contraire, ou s'ils doivent se réunir tous deux pour le contrat, et cette dernière solution est la meilleure. Il y a controverse à ce sujet.

Le ouali a le droit de traduire devant le juge le mari et sa proche parente qui ont contracté sans son autorisation, ainsi que les témoins. Ils sont tous punis, s'ils avouent ; et il les oblige au serment, s'ils nient ; et on prononce la séparation entre le mari et la femme, dans le cas où ils ont contracté sans autorisation du ouali, et l'enfant est attribué à sa mère.

La ratification du mariage ainsi contracté sans autorisation du ouali est permise de la part de ce dernier, fût-ce après la copulation.

Est prohibé le mariage de l'esclave sans l'autorisation de son maître ; de même le mariage de l'esclave femelle sans cette autorisation, l'eût-il ratifié après la cohabitation, d'après le plus grand nombre des auteurs. On a soutenu qu'il en est dans ce cas comme pour le ouali.

On ne doit pas servir de témoin au mariage d'une femme qui est mariée sans autorisation de son ouali, et personne, de même, ne doit l'épouser sans cette autorisation.

On use de contrainte à l'égard du ouali, s'il refuse sans excuse acceptable de marier sa parente, jusqu'à ce qu'il la marie à son égal, quand celui-ci peut être trouvé, et cela par des coups dont le nombre est laissé à l'arbitraire du juge.

Il en est de même pour le maître, si son esclave demande à se marier.

Il est prohibé pour le ouali qui refuse de marier sa parente de recevoir d'elle un salaire, pour la marier, à moins qu'elle n'y consente.

Le juge et la communauté ont le droit de marier la femme, si son ouali est absent à une distance de plus de trois jours de marche, ou s'il refuse, pour des motifs non acceptables, de la marier, ou si elle n'a pas de ouali.

Le ouali ne doit pas marier sa parente à un homme qui ne serait pas son égal, ou de qui on aurait à redouter quelque préjudice pour elle, ou de qui elle risquerait de ne pas recevoir ce à quoi elle a droit, ou à un homme de secte différente qui la contrarierait dans la pratique de sa religion, ou à un

assassin, ou à un bédouin, ou à un homme qui ne s'occuperait pas d'elle.

En effet, le ouali, les témoins et la femme risquent de perdre la vie par le fait d'un assassin ou d'un bédouin, et la femme n'a aucun droit assuré quand elle est unie à un assassin. Mais elle ne doit pas cacher son mari à ceux qui veulent le mettre à mort, si elle l'épouse après qu'il a commis un meurtre.

Le mariage de la femme esclave avec un bédouin ne porte aucun préjudice à celle-ci. Mais il ne lui est pas licite de rester avec lui si elle est affranchie par son maître, l'affranchissement entraînant la rupture du mariage. En restant avec son mari elle perd son droit d'option.

Il n'est pas permis non plus à l'impubère, ou à la folle, après l'avénement de sa puberté ou de sa guérison, de continuer à rester avec son mari bédouin ; elles perdent également, toutes deux, leur droit d'option, en consentant à rester avec leurs maris.

Il est prohibé pour une bédouine, qui a été la première femme d'un citadin, d'épouser un bédouin après lui, si le premier mari l'a répudiée ou est décédé, ou si elle est devenue interdite pour lui.

Et quant à la musulmane, il est prohibé pour elle d'épouser un polythéiste; il est de même prohibé pour un musulman de se marier dans le pays du polythéisme; il ne devra y prendre ni concubine, ni résidence; il ne devra pas y affranchir un esclave, ni y construire de mosquée.

§ 10. **Consentement.** — D'après une tradition prophétique, la vierge doit être consultée pour son mariage, et son consentement, c'est le silence ; quant à la femme défiorée, elle doit exprimer son consentement par la parole, d'après plusieurs hadits.

Si une femme est mariée par l'autorisation de son ouali, et qu'elle refuse le mari, et qu'ensuite elle soit copulée violemment, et qu'ensuite elle ratifie le mariage, cela est permis chez nous, et cela est prohibé dans les autres sectes.

Il est prohibé pour le mari de l'approcher avant qu'elle ait ratifié le mariage.

Si elle a été mariée sans ouali, qu'ensuite elle refuse le mari, qu'ensuite elle subisse la copulation, et qu'elle et le ouali ratifient le mariage, cela est permis par le plus grand nombre des auteurs.

Il est prohibé pour l'impubère d'être mariée sans l'autorisation de son ouali, et même si elle ratifie le mariage après la cohabitation.

Si une femme pubère est mariée par son ouali, par un mariage notoire, et si elle le refuse sans retard, après en avoir été informée, son refus est valable.

Si le mari allègue qu'elle a consenti au mariage après en avoir été avisée, et si le mari n'a aucune preuve, on défère le serment à la femme, sur l'existence de son aveu, non sur son consentement intime.

Le mari a également le droit de déférer le serment à la femme, s'il prétend qu'elle a ratifié le fait de son ouali.

Mais il n'a pas le droit de lui déférer le serment, s'il prétend qu'elle a ratifié le mariage, après avoir défendu, devant le juge ou devant la djemaâ, ou en présence de témoins, à son ouali de la marier sans son consentement, et si celui-ci l'a mariée néanmoins.

Le juge a le droit de défendre au ouali de l'impubère de la marier sans son ordre, quand il constate que le ouali veut lui porter préjudice, ou diminuer sa position en la mariant à un homme qui n'est pas son égal. Le ouali est puni s'il passe outre, quand même le juge aurait ratifié le mariage contracté avec un égal de la femme, et le mariage est nul si le juge ne le ratifie pas.

Lorsque la femme a été mariée par deux oualis, sans leur en avoir donné l'ordre, et que, avisée du fait du second, elle le ratifie, et qu'avisée ensuite du fait du premier, elle le ratifie également, — et elle en a le droit — et qu'elle revient au premier, après avoir été copulée par le second, elle a le droit de recevoir la dot de ce dernier; elle doit entrer en aïdda, et le second mariage est maintenu si elle enfante. On a soutenu qu'elle n'a pas le droit de revenir au premier mari, après avoir donné son consentement au second mariage, à moins que le premier mariage n'ait été contracté par son père.

Si un homme, en plaisantant, marie une femme à un individu qui plaisante également, sans le consentement de la femme et de son ouali, il est obligatoire d'en donner connaissance à la femme et à ce ouali; si elle et lui ratifient le mariage, il est valable. Si la femme et le ouali en ont été avisés, s'ils y donnent tous deux leur consentement, et si le ouali a déjà marié la femme à un autre, celle-ci a le droit de s'en tenir à celui des deux maris qu'elle avait choisi, et de laisser l'homme auquel elle a été mariée par son ouali, conformément à ce que nous avons vu.

Si la femme a autorisé deux oualis à la marier, et qu'ils l'aient mariée tous deux, le mariage du premier, en date, est maintenu, quand même il lui répugne.

Si la femme donne la préférence à un homme, et si le ouali

en préfère un autre, le juge apprécie, ou bien la djemaâ. Si les deux maris sont de condition égale, c'est celui que la femme préfère qui l'emporte.

Si les deux oualis l'ont mariée avec son consentement, et qu'on ignore quel est le premier mari en date, l'existence des deux mariages étant prouvée, la recherche de la date est à la charge des oualis. Est alors valable, en droit humain, le mariage dont la date est établie, celle de l'autre ne l'étant pas. Si la date d'aucun des deux mariages n'est établie, ou s'ils ont tous deux la même date, les deux maris sont contraints à la répudiation irrévocable, et chacun d'eux peut renouveler le mariage, à condition qu'ils n'aient, ni l'un ni l'autre, cohabité avec la femme. Si l'un des deux maris meurt avant d'avoir répudié la femme, ou si l'un l'a répudiée avant l'autre, le mari qui reste ne peut demeurer avec la femme. S'ils la répudient tous deux, et si aucun d'eux n'a cohabité avec elle, ils lui donnent un seul don de répudiation, dans le cas où ils ne lui ont pas constitué de dot ; dans le cas contraire, la moitié de la dot est à leur charge commune. Si l'un des deux maris a assigné à la femme une dot, le quart en est obligatoire pour lui, et l'autre mari doit payer la moitié du don de répudiation. Si les deux maris ont assigné, chacun, une dot à la femme, et s'ils ont cohabité tous deux avec elle, la totalité de la dot assignée par chacun d'eux est obligatoire pour celui-ci, et ils lui doivent de plus, ensemble, un don de répudiation. Si l'un des deux maris a cohabité avec la femme, la dot qu'il lui a assignée est obligatoire pour lui, ainsi que la moitié du don de répudiation, et le mari qui n'a pas cohabité avec la femme lui verse le quart de la dot, sans lui devoir aucun don de répudiation. Si l'on ignore quel est celui des deux maris qui a cohabité avec la femme, la dot assignée est obligatoire pour chacun d'eux, plus le quart de cette même dot, plus la moitié du don de répudiation. Si l'un des deux maris a assigné une dot à la femme, et si l'un a cohabité avec elle, sans que l'on sache lequel, celui qui a assigné la dot en doit les trois quarts, plus le quart du don de répudiation ; et l'autre est tenu à la moitié du prix de la virginité, et à la moitié du don de répudiation. Si aucun des deux maris n'a doté la femme, et si l'un d'eux a cohabité avec elle, sans qu'on sache lequel, chacun d'eux lui doit la moitié du prix de la virginité, et la moitié du don de répudiation. Si chacun d'eux a constitué une dot, sans que l'on sache lequel a consommé le mariage, chacun d'eux doit les trois quarts de la dot, et le quart du don de répudiation. Si la femme meurt avant qu'aucun d'eux ne l'ait répudiée, ils pren-

nent ensemble dans sa succession l'émolument d'un mari, d'après le droit humain; et ils s'en abstiennent s'ils craignent Dieu. Il n'y a aucun inconvénient à ce que l'un des deux époux abandonne sa part à l'autre. Si les deux maris meurent, ou si l'un d'eux meurt, la femme a le droit de prendre dans la succession de chacun d'eux la moitié de la part héréditaire d'une femme, et, si elle craint Dieu, elle s'en abstient.

Dans le cas où la femme enfante, les deux maris sont obligés, en droit humain, de reconnaître l'enfant. Si l'enfant meurt, les deux maris héritent de lui. Si les deux maris meurent, ou si l'un d'eux meurt, l'enfant prend la moitié de la part d'un enfant dans la succession de chaque père.

L'enfant doit subir la responsabilité des actes de ses deux pères, et ceux-ci sont tous deux responsables des actes de l'enfant.

§ 11. **De la dot.** — La dot attribuée par la loi aux femmes est la récompense du fardeau de la grossesse, de l'allaitement et de l'éducation qui pèse sur elles.

On se demande si la dot peut consister en tout ce à quoi les deux époux ont consenti, ne fût-ce qu'un cure-dent; ou si le minimum de la dot est de quatre dirhems, ou de cinq; ou bien si le minimum, pour la vierge, est le dixième de sa *diia*, et, pour la femme défiorée, la moitié de ce dixième; et, de même, si l'on doit attribuer à la femme esclave sa valeur comme dot, — ou bien s'il n'y a pas de limite à la dot, quand même elle dépasserait la diia de la femme libre, ou la valeur de la femme esclave. Il y a controverse à ce sujet.

L'exagération, en matière de dot, est blâmable, car on dit que le prophète n'a jamais, ni épousé, ni marié une femme, pour une dot supérieure à douze *aoukiia*.

L'homme qui épouse une femme sans dot lui donne le droit de se refuser à lui, jusqu'à ce qu'il l'ait dotée. S'il a cohabité une fois avec elle, avec ou sans son consentement, elle n'a plus le droit de lui refuser sa personne, car la dot est rendue obligatoire par le fait de la première cohabitation.

La femme a le droit de se refuser à son mari, s'il l'a dotée à terme, jusqu'à ce qu'il se soit libéré, fût-ce après une cohabitation violente.

Il est blâmable de violenter la femme; mais elle n'a pas le droit de se refuser, si le mari se libère au comptant; et, s'il ne cohabite pas avec elle jusqu'à l'échéance de la dot, elle a le droit de se refuser aussi longtemps qu'il ne s'est pas libéré.

Si la femme a subi la cohabitation, sans que le mari lui ait assigné une dot d'équivalence, égale à celle que ses parentes,

telles que sa grand'mère ou sa tante paternelle, ont reçue, elle a le droit de se reprendre. On a soutenu que, dans ce cas, elle a droit au prix de sa virginité évalué par le juge, et c'est ce que nous avons vu pour la vierge et pour la femme défiorée.

Si le mari dit : « Je t'ai constitué en dot dix dinars, » — et si elle répond : « Non, vingt, » — et qu'il cohabite avec elle, elle a droit à vingt dinars. On a soutenu que, dans ce cas, la femme a droit à la dot d'équivalence.

Si la femme dit : « Tu m'as constitué en dot vingt dinars, » — et si le mari répond : « Non, dix, » — et qu'il cohabite avec la femme, celle-ci lui ayant fait l'octroi de sa personne, elle a droit à dix dinars. On a soutenu que, dans ce cas aussi, elle a droit à la dot d'équivalence.

La solution qui précède s'applique au louage d'industrie.

Si un homme épouse une femme sans l'avoir dotée, et qu'il meure sans avoir cohabité avec elle, elle a droit à la succession du défunt, et elle est soumise à l'aïdda de mort; mais elle n'a droit ni à une dot, ni à un don de répudiation. Si c'est la femme qui meurt, il en est de même, c'est-à-dire que le mari hérite d'elle, mais qu'il est affranchi de la dot et du don de répudiation.

Quand un homme épouse deux femmes par un seul contrat, moyennant une dot déterminée, chacune d'elles en reçoit la moitié, quand même l'une serait vierge, et l'autre défiorée, ou l'une d'elles sectatrice du Dieu unique, et l'autre *kitabiia,* ou l'une libre et l'autre esclave, s'il s'agit du mariage d'un esclave, à condition que, dans ces différentes hypothèses, aucune inégalité de dot n'ait été stipulée.

Si le mari assigne une dot à la femme, et la répudie ensuite, avant toute cohabitation, elle a droit à la moitié de la dot, à moins qu'elle ne lui en fasse la remise, en la lui abandonnant, ou qu'il ne renonce à la répéter, en la lui complétant.

Si le mari a constitué en dot un immeuble, ou des animaux, et qu'ensuite il répudie la femme comme ci-dessus, elle a droit à la moitié de la chose, et à la moitié des fruits civils ou du croît.

S'il a constitué en dot un corps certain, et que la chose périsse entre ses mains, il en est garant, quand il y a eu cohabitation; il est garant de la moitié de la chose, quand il répudie la femme avant la cohabitation, alors même que la perte ne serait pas imputable à sa négligence. Il n'en est pas garant, s'il s'agit d'un être animé qui meurt.

La femme, répudiée avant toute cohabitation, est garante de la moitié de la chose, si elle en a obtenu la délivrance, quand cette chose périt même sans négligence du mari. Elle n'en est pas garante, s'il s'agit d'un être animé qui meurt.

Si le mari trafique avec la dot consistant en un corps certain, et s'il se produit un gain considérable, et si ensuite il cohabite avec la femme, elle a droit à la totalité. Si elle est répudiée avant la consommation, elle a droit à la moitié de la chose et à la moitié du bénéfice réalisé, sans qu'il y ait lieu de tenir compte, d'après la majorité des auteurs, à l'un des époux, des peines et soins de l'autre.

Il en est de même quand la femme trafique avec la dot consistant en un corps certain.

Si le mari constitue une dot à la femme, et meurt avant toute cohabitation, elle a droit à l'intégralité de la dot; si la femme meurt, la dot entre dans sa succession, d'après la majorité des auteurs. On a soutenu qu'elle n'a droit qu'à la moitié de la dot, dans les deux cas.

Si la femme trafique avec la dot consistant en un corps certain, et si elle réalise un bénéfice; si, ensuite, elle subit la cohabitation, et s'il se découvre qu'elle est prohibée pour son mari, à titre de parente au degré prohibé, elle a droit à la chose, et le mari au bénéfice, mais il est tenu d'indemniser la femme de ses peines et soins.

Il en est de même si le mari épouse la femme, moyennant cent dinars constituant un corps certain, trafique avec ces fonds, réalise un bénéfice, puis consomme le mariage, et si l'on découvre ensuite qu'elle est sa parente au degré prohibé. Dans ce cas, la femme a droit aux cent dinars, et le mari au bénéfice. S'il les lui paie, si elle trafique avec cette somme, après avoir cohabité avec son mari, et si ensuite les époux ont connaissance de la cause de nullité qui vicie leur mariage, la femme a droit aux cent dinars et au bénéfice.

Il en est de même si le mari trafique après la cohabitation : la femme a droit au bénéfice, et les peines et soins du mari sont à la charge de la femme.

Si le mari a acquis pour la femme, avec les cent dinars de sa dot, un objet mobilier, ou un immeuble, si ensuite il cohabite avec elle, et si enfin les époux apprennent la cause de nullité qui vicie leur mariage, la femme a droit aux cent dinars, et le mari au meuble ou à l'immeuble acquis. Si le mari a fait l'achat après la cohabitation, la femme a droit à la chose. Si le mari fait l'achat pour elle, et la répudie ensuite avant toute cohabitation, la femme a droit à la moitié de la chose.

Lorsque les deux époux consentent à une dot secrète de vingt dinars en convenant que la dot publique sera de quarante

dinars, et que le mariage a lieu moyennant les quarante dinars publics, cette dernière somme est acquise à la femme, en droit humain, non en droit divin. Celui qui a connaissance de ces faits ne doit pas témoigner en faveur de la femme, ni sur les vingt dinars, ni sur les quarante. D'après un autre système, la femme a également droit aux quarante dinars en droit divin, et celui qui a connaissance de ces faits doit en témoigner. Mais il est permis à la femme de faire constater par témoins la dot de quarante dinars, pourvu que les témoins requis ignorent tous les faits. Dans le premier système, les témoins ne sont pas admis à témoigner, en faveur de la femme, relativement aux vingt dinars, s'ils savent qu'on lui en a promis publiquement quarante, et la femme ne doit pas les forcer à s'expliquer sur la connaissance qu'ils ont des quarante dinars, à moins qu'on n'adopte le système qui admet la divisibilité des témoignages, en matière de choses jaugeables ou pesables.

Si le mari a constitué en dot à la femme une esclave parente de celle-ci, et qu'elle ne peut dès lors avoir pour esclave, on doit l'affranchir au préjudice de la femme, dès que le contrat a reçu sa perfection. La femme, répudiée avant la consommation, est garante envers le mari de la moitié de la valeur de cette esclave; il n'y a pas de garantie contre le mari en faveur de la femme, s'il y a eu cohabitation. Mais, si le mari a su que l'esclave était parente de sa femme, et si, par conséquent, il est de mauvaise fois, il est garant de la valeur de l'esclave envers la femme, quand il a cohabité avec elle; et de la moitié de la valeur de l'esclave, quand il a répudié la femme avant toute cohabitation. Si le mari a constitué en dot la moitié de l'esclave, la femme est garante, envers lui, de la moitié de sa valeur, dans tous les cas. Si le mari a su que l'esclave était la parente de la femme, celle-ci l'ignorant, s'il a été, par conséquent, de mauvaise foi, la femme n'est pas garante, envers lui, de la moitié de la valeur de l'esclave non comprise dans la dot, et la moitié de sa valeur constituée en dot est à la charge du mari.

Si le mari a constitué en dot, à deux femmes, une esclave parente de l'une d'elles, chacune des deux femmes est garante de la moitié de la valeur de l'esclave envers l'autre, dans tous les cas; à moins, toutefois, que l'une des femmes n'ait su que l'esclave était sa parente, et ne soit, dès lors, de mauvaise foi; alors il n'en est plus ainsi.

La solution qui précède s'applique au cas où deux individus achètent une esclave, ou l'acquièrent par succession, par donation, celle-ci étant la parente de l'un d'eux. Ce dernier est garant, envers son acquéreur, de sa part et portion de l'esclave.

§ 12. **Modalités de la dot.** — La dot est, tantôt payable comptant, tantôt payable d'avance, tantôt payable à terme.

A. *La chose payable comptant* est celle qui est payable au moment du contrat, en matière de mariage comme en matière de vente, non après la séparation des contractants.

Lorsque le mari est d'accord avec le ouali de la femme pour lui payer comptant cent dinars, au moment du contrat, cela est permis, si la oualaïa est exercée par le père. Mais le ouali doit consulter la femme pour savoir si elle exige le paiement au moment du contrat, quand la oualaïa est exercée par un autre que le père.

Le mari n'est libéré de la dot qu'au moment où elle arrive entre les mains de la femme, ou, si le paiement a eu lieu sans son autorisation, au moment où elle l'a ratifié.

Tout ce que le mari livre à la femme, en fait de choses susceptibles d'être données en dot, la tradition en eût-elle été faite au ouali, ou au mandataire de la femme, est considéré comme partie intégrante de la dot, et doit être restitué, en cas de dissolution du mariage par voie de *fidia*.

Il n'est pas permis au ouali ou à un tiers de retenir quoi que ce soit provenant de la dot, sauf avec l'autorisation de la femme.

Texte traduit PAR M. E. ZEYS,
Président de Chambre à la Cour d'appel d'Alger,
Professeur de droit musulman et de coutumes indigènes
à l'École de droit.

(A suivre) (1).

(1) ERRATUM. — *Suprà*, p. 248, ligne 6, supprimer les mots : *de celles-ci*.

BIBLIOGRAPHIE

L'ALGÉRIE ET LA TUNISIE, par Paul LEROY-BEAULIEU. *Guillaumin*, 1887. — LA FRANCE DANS L'AFRIQUE DU NORD *(Algérie et Tunisie)*, par Louis VIGNON. *Guillaumin*, 1887. — LA FRANCE COLONIALE (P. FONCIN : *L'Algérie*. — J. TISSOT : *La Tunisie)*, par Alfred RAMBAUD. *Armand Colin*, 1888.

Ces trois ouvrages témoignent de l'intérêt croissant qui s'attache à nos possessions du nord de l'Afrique. L'Algérie et la Tunisie n'attirent pas seulement les capitalistes et les travailleurs ; elles préoccupent encore chaque jour davantage les économistes, les savants et les publicistes.

M. P. Leroy-Beaulieu, auquel on doit déjà un remarquable traité sur la *Colonisation chez les peuples modernes*, a, dans un ouvrage spécial sur *L'Algérie et la Tunisie*, voulu, contre les calomnies trop souvent inspirées par les passions de parti, établir que la France possède toujours ce génie colonisateur qui a fait son honneur dans le passé, et qui peut restaurer sa fortune dans l'avenir. L'auteur montre tout d'abord que, « si nous sommes » fixés en Algérie, la cause en a été moins au besoin de nous y établir qu'à » la difficulté de nous en éloigner » (1). Puis il fait voir comment nous avons surmonté des difficultés de conquête que n'a rencontrées aucune nation colonisatrice, et qui eussent rebuté le peuple le plus tenace.

L'état actuel de notre merveilleuse colonie se trouve exposé avec un luxe de détails digne d'un économiste aussi éminent que M. Leroy-Beaulieu. Les renseignements fournis sont puisés aux sources les meilleures, et les appréciations méritent pour la plupart une approbation sans réserve. Si l'éloge des efforts tentés et des résultats obtenus ressort à chaque page, la critique des mœurs politiques et administratives occupe une place relativement importante. C'est ainsi que sont signalés, et les dangers que les politiciens font courir à l'Algérie, et la nécessité « de créer un corps spécial de fonc- » tionnaires algériens, qui soit soustrait à toutes les fluctuations de la » politique, et ait été préparé par une éducation soignée au rôle important » qu'il doit remplir (2). »

M. P. Leroy-Beaulieu prend parti sur les différentes questions qui divisent les esprits. Ainsi, il attaque le système des *rattachements*, critique l'exemption d'impôts dont jouissent les colons, déclare les indigènes écrasés par les contributions, et demande, pour les musulmans accusés de crimes, le bénéfice d'une juridiction spéciale, constituée, non par des jurés français, mais par des magistrats. L'auteur prend fait et cause pour les indigènes, et proteste,

(1) P. Leroy-Beaulieu, *L'Algérie et la Tunisie*, p. 3.

(2) P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 304.

en termes émus, contre l'oppression dont ils seraient victimes. Il réclame la suppression des *peines de l'indigénat*, et de la *responsabilité collective des tribus*. Il propose même d'accorder aux indigènes une représentation au sein de notre Parlement, en leur octroyant dans une certaine mesure le droit électoral. M. P. Leroy-Beaulieu a-t-il bien pesé les conséquences de sa proposition ? Des difficultés sans nombre, un plébiscite plus ou moins déguisé contre notre domination, un soulèvement général impunément organisé ne viendraient-ils pas nous récompenser d'une libéralité que les bénéficiaires regarderaient comme motivée par un sentiment de faiblesse et comme équivalant à un acte d'abdication ?

La partie de l'ouvrage dans laquelle M. P. Leroy-Beaulieu traite de la Tunisie est excellente. Le savant publiciste y dépeint la situation florissante de la Régence, avec ses budgets se soldant en excédent de recettes. Il montre très bien que, si la Tunisie, déjà peuplée d'habitants laborieux, n'est pas appelée à recevoir de nombreux travailleurs européens, elle doit, par contre, constituer une superbe colonie de capitaux.

La politique et les réformes que l'auteur préconise pour la Tunisie méritent l'adhésion la plus complète. C'est avec grande raison qu'il insiste sur la nécessité de conserver l'individualité administrative de l'Algérie et de la Tunisie, car ces deux pays sont tombés dans notre patrimoine colonial par suite de circonstances bien différentes, et présentent des caractères forts distincts aussi bien quant à leurs habitants que quant à leurs sols. Sur un point, cependant, pour le régime douanier, il réclame l'assimilation de nos deux possessions. N'y a-t-il pas véritablement folie à conserver le système actuel, en vertu duquel, à leur entrée en France, les produits tuniens, au lieu d'être admis en franchise comme les produits algériens, se trouvent frappés de droits élevés, que les marchandises similaires provenant d'Espagne ou d'Italie ne sont pas obligées d'acquitter?

M. P. Leroy-Beaulieu étant un économiste de premier ordre, on comprend qu'il se plaise aux dissertations financières et aux relevés de statistique. Mais il abuse quelque peu des citations de chiffres, surtout étant donné que son ouvrage a simplement pour but de vulgariser dans la métropole les questions algériennes et tunisiennes. La simple indication d'un résultat aurait suffi sur plus d'un point, moyennant le renvoi aux sources, par exemple à la *Statistique générale de l'Algérie* et au *Bulletin officiel du gouvernement général*, dans lesquels on trouve des renseignements bien plus complets. Sans rien perdre de sa solidité, l'exposé, alourdi par des détails qu'on dirait intercalés par une main étrangère, eût gagné en vigueur et en cohésion. M. P. Leroy-Beaulieu a mis de nombreux renseignements à la portée du public métropolitain ; mais, comme le paléographe qui, dédaigneux du style, s'attache avant tout à donner l'analyse de toutes les pièces, il a peut-être commis la faute d'extraire trop de documents et de ne pas assez serrer la forme.

Moins nourri de renseignements que M. P. Leroy-Beaulieu, M. L. Vignon, dans son volume sur *La France dans l'Afrique du nord*, présente d'une façon plus saisissante le tableau de nos colonies méditerranéennes. Les chiffres sont plus rares, mais mieux groupés et mieux placés en lumière. Pour rendre les résultats encore plus frappants, l'auteur établit un très intéressant

parallèle entre l'Algérie d'une part, et d'autre part deux des plus belles colonies anglaises, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il prouve que, si l'Algérie a beaucoup plus coûté à la métropole, nous ne devons pas nous en affliger outre mesure, parce qu'aujourd'hui elle est dans un état aussi prospère que celui où se trouvait l'Australie à la même époque de son développement. Aussi réclame-t-il, de la part des détracteurs de notre colonie, un peu plus de justice et un peu de patience. « Si vingt à vingt-cinq ans, » dit-il, sont nécessaires pour le développement physique et intellectuel » d'un homme, ce n'est pas trop d'accorder un siècle à une nation qui » s'établit dans un pays nouveau à travers mille difficultés, puis s'impose la » tâche de transformer des régions barbares et incultes en une colonie » riche et florissante (1). »

Les brillantes espérances, que commence à réaliser l'Algérie, se trouvent encore mieux fondées en ce qui concerne la Tunisie. M. L. Vignon dresse la liste des nombreuses richesses de ce pays. Il montre ce qui a été déjà fait et ce qui reste à faire. Ses appréciations et ses conclusions concordent avec celles de M. P. Leroy-Beaulieu et de tous les esprits sages. La Tunisie a été, au moment de sa conquête, victime de bien des calomnies; mais elle y répond maintenant par l'accroissement de son commerce et l'équilibre de ses finances.

M. L. Vignon termine son ouvrage par un chapitre sur *la France en pays musulman*. Il met en relief le véritable nœud de la question indigène, à savoir le point de vue religieux. M. L. Vignon a le rare mérite de signaler courageusement un danger auquel peu de gens en France veulent croire, et qui cependant, malgré de brillants triomphes militaires, entrave toujours les progrès de la civilisation dans l'Afrique du nord. La conquête matérielle restera fragile, tant qu'une *politique de pénétration*, sagement conduite, n'aura pas accompli la *conquête morale*. L'auteur signale l'écueil à éviter, et montre le port à atteindre. Mais indique-t-il les moyens? L'obligation au service militaire, qu'il voudrait voir imposer à tous les indigènes, contribuerait simplement à donner plus de force à l'insurrection. Quant à l'instruction des indigènes, dans laquelle il voit un moyen irrésistible d'assimilation, elle donnera peut-être, un jour venant, quelques bons résultats. Mais jusqu'à présent ses fruits sont loin de justifier les espérances qu'on a voulu concevoir (2).

M. A. Rambaud, dans sa *France coloniale*, a réuni des monographies, qu'il avait demandées à différentes personnes sur chacune de nos colonies. Ces monographies, rédigées d'après un plan à peu près uniforme, sont pour l'Algérie l'œuvre de M. P. Foncin, et pour la Tunisie l'œuvre de M. J. Tissot.

M. P. Foncin a su, dans un cadre restreint, réunir tous les renseignements que l'on est en droit d'attendre d'un livre élémentaire. Il traite

---

(1) L. Vignon, *La France dans l'Afrique du nord*, p. 119.

(2) M. le Gouverneur général s'est exprimé comme il suit, devant le Conseil supérieur de gouvernement, dans la séance du 18 novembre 1886 : « L'expérience » tend à démontrer que c'est quelquefois chez les indigènes à qui nous avons » donné l'instruction la plus complète que nous rencontrons le plus d'hostilité. » (*Procès-verbaux des délibérations du Conseil supérieur de gouvernement*, 1886, p. 428).

remarquablement le côté historique et le côté économique. Mais ce qui mérite surtout d'être signalé, c'est l'intéressant calcul auquel il se livre sur les avantages pécuniaires, que, dans l'état actuel, l'Algérie procure à la France. Si, officiellement, l'Algérie, pour les frais d'entretien de l'armée et la garantie d'intérêts aux chemins de fer, coûte par an à la France plus de 50 millions, elle n'en ajoute pas moins, en réalité, à la richesse nationale, par suite du commerce que la métropole entretient avec elle, un revenu annuel qui peut être estimé à 300 millions.

Après six années seulement d'occupation, la Tunisie offre une situation bien meilleure que celle présentée jadis par l'Algérie après la même période. M. J. Tissot, dans les pages qu'il a écrites pour la collection de M. A. Rambaud, donne un excellent historique des événements qui nous ont amenés en Tunisie. Il fournit ensuite toute une série d'indications sur le mode de gouvernement et sur les richesses du pays. Invoquant la fécondité d'un sol qui autrefois a nourri Rome, il établit solidement sa foi à l'avenir du pays.

Divisés sur des questions simplement accessoires, les différents auteurs dont les ouvrages viennent d'être analysés s'accordent pour proclamer les progrès constants de nos établissements du nord de l'Afrique. En faisant mieux connaître nos deux possessions, encore si dénigrées de nos jours, en prouvant, chiffres à l'appui, la prospérité croissante de notre entreprise civilisatrice, en mettant hors de doute l'intérêt vital qui, pour notre avenir comme nation, exige notre établissement définitif en Algérie et en Tunisie, ils ont bien mérité, non seulement de nos belles colonies, mais encore de la France.

F. Charvériat.

LE STATUT RÉEL FRANÇAIS EN ALGÉRIE (1)

CHAPITRE VI

Transmission et conservation de la propriété immobilière et des droits immobiliers

SOMMAIRE

78. — La transmission de la propriété est un mode d'acquisition ; la transmission des immeubles français par testament, seule, n'est pas régie, entre indigènes, par la loi française.

79. — La forme du testament entre Musulmans peut être musulmane ; le testament peut être prouvé par témoins ; le cadi est compétent entre Musulmans pour statuer sur la validité du testament. Il en est autrement du partage.

80. — La transmission par testament, entre individus de statuts différents, est régie par la loi française ; le testament d'un Musulman en faveur d'un Européen peut être fait en la forme musulmane.

81. — La loi musulmane régit le testament notarié d'un Musulman en faveur d'un Musulman.

82. — Tous les contrats entre Musulmans, relatifs à des immeubles ayant un titre français, sont régis par la loi française ; — Transmission : preuve à l'égard des tiers ; art. 1341 C. civ. : preuve littérale, actes notariés, actes sous seing privé.

83. — Actes qui déclarent ou transmettent le droit, qui prouvent le droit et rendent l'immeuble français : jugements, actes administratifs, ordonnance de 1846, sénatus-consulte, cantonnement, concessions, titres délivrés en vertu de la loi de 1873, actes notariés ; actes de la commission des transactions et partages.

84. — Actes sous seing privé : signature ; sans elle pas d'acte : arrêts des 28 juin 1880, 17 mars 1882, 14 mars 1882, 19 mars 1877, 14 février 1884, relatifs à un acte de cadi ; du 15 juillet 1881, relatif à un acte d'iman ; des 31 janvier et 5 décembre 1881, du 10 novembre 1885, relatifs à un écrit signé par un taleb. Doctrine et jurisprudence.

85. — Acte notarié, à Tunis, non signé par un Européen ; arrêt du 22 janvier 1887.

86. — Mandataire, gérant d'affaires, chef de famille, communiste, quote-part, signature apposée par un tiers pour une partie avec son autorisation ; arrêts.

87. — Double original, mention du double, *bon pour*... ou *approuvé*.

(1) V. *suprà*, p. 59, 83, 111, 135, 147 et 189.

88. — Écriture en langue étrangère, arrêté du 9 juin 1831, traduction en regard ; arrêts des 20 décembre 1878, 2 février 1880.

89. — Effets de l'acte sous seing privé : il ne rend pas l'immeuble français, il peut être transcrit ; conflit entre la transcription de cet acte et celle du titre délivré en vertu de la loi de 1873 ; renvoi.

90. — Conventions et actes non opposables aux *tiers* ayant un droit propre antérieur ; date certaine pour établir l'antériorité.

91. — La fraude fait exception.

92. — Priorité de l'acte ayant date certaine, priorité de la transcription entre actes du même auteur ; actes du vendeur non opposables par un acquéreur à l'autre, s'ils n'ont pas date certaine antérieure au titre de celui auquel on l'oppose.

93. — Confirmation : *convention nulle ;* la confirmation en est impossible, dans tous les cas elle n'est pas opposable aux tiers.

94. — *Acte nul :* la confirmation en est impossible, l'acte confirmatif peut être une preuve, suppléant à une preuve qui fait défaut ; preuve ou confirmation, il est non opposable au tiers ayant un titre antérieur.

95. — *Convention annulable* : l'acte confirmatif n'est pas opposable à l'acquéreur antérieur à la confirmation, par l'acquéreur dont l'acte a été confirmé ; ni au créancier hypothécaire inscrit avant la confirmation, par celui dont l'hypothèque est confirmée, malgré son premier rang d'inscription.

96. — *Acte annulable* : la confirmation est-elle possible ? Confirmation ou preuve nouvelle, l'acte dit confirmatif doit avoir date certaine antérieure pour être opposable aux tiers ; acte sans double original, ou sans mention du double, commencement de preuve par écrit.

97. — Exécution volontaire.

98. — Ratification : gestion d'affaires, mandat.

99. — Jugement, serment, aveu opposables aux tiers, s'ils sont antérieurs à leur titre, non s'ils sont postérieurs ; date certaine nécessaire.

100. — Résumé : priorité de date certaine, priorité de transcription ; les actes du vendeur n'ayant pas date *certaine* antérieure ne sont pas opposables à l'acquéreur.

101. — Loi du 23 mars 1855 sur la transcription : art. 1, 2, 3 ; pour transcrire, il faut *un acte* ou un *jugement* ; la convention verbale *non actée* peut-elle être transcrite ?

102. — M. Pont demandait que l'acte public seul pût être transcrit ; débats parlementaires ; l'acte sous seing privé est admis à la transcription ; la convention verbale n'est transcrite qu'avec le jugement qui la constate.

103. — Pour transcrire, trois conditions : 1° convention transférant le droit ; 2° preuve littérale, *acte ;* 3° copie de cet acte sur un registre.

104. — Analogie de la transcription avec l'inscription ; différences ; acte public, bordereau.

105. — Système belge ; système allemand ; système algérien.

106. — Doctrine et jurisprudence.

107. — Arrêts : d'Alger, 10 novembre 1885 ; de la Cour de cassation, 11 janvier 1870, 18 juillet 1882 ; de Paris, 6 mars 1865. — La convention

verbale, l'écrit non signé du vendeur ne peuvent être utilement transcrits ; il faut *un acte*.

108. — Deux conditions vitales pour la transcription : 1° convention ; 2° acte ; elle ne supplée ni à l'une ni à l'autre.

109. — *Convention radicalement nulle:* sa transcription reste sans effet, même après un acte prétendu confirmatif.

110. — *Convention annulable :* confirmation antérieure, confirmation postérieure à la transcription d'une seconde vente ; l'acte confirmatif n'a pas besoin d'être transcrit, mais il doit avoir date certaine antérieure à la transcription de la seconde vente, à l'inscription d'une seconde hypothèque.

111. — Ratification : l'acte doit en être transcrit.

112. — Aveu : convention nulle, convention annulable.

113. — *Acte nul :* son inexistence, sa transcription est sans effet ; acte de vente non signé du vendeur.

114. — La confirmation de l'acte nul, même transcrit, est impossible ; si elle est possible, elle ne peut être opposée aux tiers.

115. — Aveu, serment : ils ne peuvent être opposés au tiers que s'ils ont une date certaine antérieure à la transcription de son titre, et, même s'ils ont été transcrits, quand ils sont relatifs à un acte radicalement nul, quoique transcrit ; arrêt du 10 novembre 1885. Réfutation par Mourlon, Laurent et Bonnier.

116. — *Acte annulable :* absence de double écrit, défaut de mention du double écrit ; transcription valable ; acte confirmatif, acte d'aveu, serment, non soumis à la transcription, non opposables au tiers s'ils n'ont pas date certaine antérieure à son titre, mais preuve testimoniale et présomptions admises contre lui.

117. — Quatre conditions essentielles pour que l'acte soit valablement transcrit.

118. — Immeuble affecté du droit.

119. — Nature du droit transféré.

120. — Signature : elle prouve le consentement, elle est l'acte du consentement ; signature du vendeur : plusieurs vendeurs, mandataire.

121. — Signature de l'acquéreur : promesse de vente bilatérale, promesse de vente unilatérale ; vente par correspondance ; signature de l'acquéreur indispensable ; plusieurs acquéreurs.

122. — Acte faux.

123. — Jurisprudence : arrêt du 12 décembre 1881 ; jugement postérieur à la vente, signature apposée devant la partie par un tiers avec son autorisation.

124. — Arrêt du 16 mai 1881 : l'acte de ratification d'une vente par un gérant d'affaires doit être transcrit, la transcription antérieure est sans effet.

125. — Arrêt du 9 avril 1884 : mandat par télégramme, vente transcrite valablement, commencement de preuve par écrit.

126. — Application des principes de la preuve, de la date certaine, de la transcription, pour l'avenir, aux immeubles rendus français par un titre français (administratif, judiciaire, notarié).

127. — Application de ces principes au passé, aux conventions antérieu-

res au titre français. — Diverses hypothèses : vente entre Musulmans en conflit avec une vente par titre français, — à un Européen, — à un Musulman; — sous-acquéreurs remontant à un auteur commun, ou à deux auteurs sans origine commune.

128. — Prescription.

129. — Incertitude de la propriété indigène ; purge spéciale accordée aux acquéreurs de propriété indigène par acte notarié.

130. — Ventes par actes sous seing privé : droit mixte transitoire, application de la loi musulmane entre conventions musulmanes, de la loi française si l'une des conventions n'est pas entre Musulmans ; règle pour le passé, règle pour l'avenir, sous-acquéreurs.

131. — Privilège du vendeur : droit musulman, droit français.

132. — Hypothèque : droit du créancier hypothécaire relativement à la transcription ; Musulmans ; le cadi ne peut recevoir un acte de constitution d'hypothèque ; conflit entre inscription et transcription, entre inscription et actes musulmans.

133. — Créanciers saisissants : droit d'opposer la transcription du chef de leur débiteur ; — saisie, sa transcription, effets à l'égard des tiers.

134. — Conseil pour rendre une vente musulmane opposable à tous ; fraudes indigènes et européennes ; les règles sur la preuve, sur la date certaine, sur la transcription fléchissent devant la fraude.

78. — La propriété acquise par l'un des moyens énumérés au chapitre précédent peut être transmise par la volonté du propriétaire, manifestée dans un contrat, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ou dans un acte de dernière volonté; le droit éteint en lui est *acquis* à un autre, qui à son tour peut le transmettre. Cette transmission du droit est donc, au regard du nouveau propriétaire, un mode d'acquisition, de constitution, d'établissement de la propriété, et les premiers termes de la loi : « l'établissement de la propriété en Algérie est régi par la loi française, » auraient pu suffire, pour comprendre ce moyen d'acquérir la propriété, comme tous les autres. Mais la loi a voulu exclure de ses prescriptions la transmission *non contractuelle*, la transmission par testament. C'est pour ce motif que l'art. 1er est ainsi conçu : « L'établissement de la propriété immobilière en Algérie, la conservation et la transmission *contractuelle* des immeubles et droits immobiliers, quels qu'en soient les propriétaires, sont régis par la loi française. »

Le style pourrait en être plus juridique, plus correct, la pensée est claire. La généralité des premiers termes est restreinte par l'expression de transmission *contractuelle*, qui exclut toute *transmission* ne dérivant pas d'un contrat, celle dérivant d'un testament, sans exclure les modes d'établissement de la propriété, qui ne constituent pas des transmis-

sions, et qui dérivent ou non d'un contrat, tels que le partage, la possession.

La transmission contractuelle de la propriété immobilière, et des droits qui peuvent en être détachés, ou plutôt la conservation, à l'égard des tiers, des droits ainsi transmis, est soumise par la loi française à des formalités de transcription ou d'inscription complètement étrangères au droit musulman. C'est pour cela que nous consacrons un chapitre spécial à ce mode d'acquisition de la propriété.

79. — En principe, la forme du testament est réglée par la loi du lieu où il a été fait : *locus regit actum*. L'Algérie étant française, le testament des Musulmans devrait être régi par notre loi; c'est par dérogation que le législateur a autorisé l'application de la loi musulmane aux successions testamentaires comme aux successions légitimes. Le testament des Musulmans pourra donc être verbal, même par signes, et la preuve en sera faite par témoins.

Ce point ne saurait être douteux. Mais quel sera le juge compétent pour appliquer la loi musulmane, pour statuer sur la validité du testament, sur la capacité du testateur, sur celle du légataire, sur la quotité disponible qui est toujours du tiers en droit musulman? Ces questions, la dernière surtout, intéressent le statut réel. Le cadi, évidemment seul compétent entre Musulmans, s'il s'agit d'immeubles de statut mixte, le sera-t-il, si les immeubles objet du testament sont soumis définitivement à la loi française?

Il est bien certain que, si un Européen était intéressé dans le litige, le juge français serait compétent; les décrets sur l'organisation de la justice en Algérie ne laissent aucun doute. Mais si les parties sont toutes musulmanes, nous pensons que le procès devrait être déféré au cadi. En effet, l'art. 1er n'exclut de cette compétence que la transmission contractuelle, en la soumettant à la loi française entre Musulmans; elle laisse donc subsister, pour les transmissions non contractuelles, les dispositions des décrets déférant aux cadis les contestations entre Musulmans.

Le décret du 10 septembre 1886 réserve la compétence des cadis pour les successions entre Musulmans. Ce terme de *successions* est consacré par notre code aux successions légitimes; mais tout litige entre un légataire et un héritier sur la validité du testament, sur la quotité disponible, intéresse directement la succession, dont les forces seront élevées ou réduites suivant le sort du testament; la succession légitime est donc discutée, à ce titre le cadi est compétent.

Il ne sera pas compétent pour faire le partage, et il faut appliquer ici le décret du 10 septembre 1886, et l'art. 4 de la loi du 28 avril 1887. (Voir ce que nous avons dit nos 73 et suiv.).

80. — L'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873 disposant que la transmission contractuelle est régie, en Algérie, par la loi française, et l'art. 2 n'appliquant les lois françaises qu'aux transactions, qu'aux conventions entre individus régis par des statuts différents, il ne faudrait pas en conclure *a contrario*, que la transmission non contractuelle, que la transmission par testament n'est pas régie par la loi française entre Européens, entre Européens et Musulmans, entre individus de statuts différents.

Il aurait sans doute été préférable que la loi posât le principe général soumettant la terre algérienne au statut français, et qu'elle énumérât ensuite les dérogations, en précisant leur étendue. Le législateur aurait pu s'exprimer ainsi :

« L'établissement de la propriété immobilière en Algérie est régie par la loi française, quels qu'en soient les propriétaires.

» Toutefois la loi musulmane sera appliquée, entre Musulmans, aux successions et aux testaments, quels que soient les immeubles qui en seront l'objet.

» La loi musulmane sera également appliquée aux conventions entre Musulmans relatives à des immeubles n'ayant pas encore un titre français, jusqu'à la délivrance du titre. »

La loi aurait dû aussi régler la compétence.

En termes plus longs la loi n'a pas dit autre chose dans les art. 1, 2, 7.

La loi française régissait seule, déjà, les Européens ; à leur égard, aucune dérogation n'avait été faite au statut réel français imprimé au sol par la conquête; la loi de 1851 avait déclaré les transmissions, entre toutes autres personnes que les Mulsulmans, régies par le Code civil ; l'objet unique de la loi de 1873 était d'appliquer aux Musulmans le statut réel français ; c'est par rapport à eux que l'art. 1er dispose que la transmission contractuelle est régie par la loi française et se tait sur la transmission par testament; c'est par redondance, inutilement, que l'art. 2 parle des conventions entre individus de statuts différents, qui seront régies par la loi française depuis la promulgation de la loi (elles l'étaient déjà), pour leur opposer les conventions musulmanes, qui ne seront, au contraire, régies par la loi française qu'après la délivrance d'un titre français à l'immeuble qui n'en a pas encore.

Cette rédaction ne change rien au fond des choses; avant la loi de 1873, la loi française régissait les testaments des Européens, et la loi musulmane ceux des Musulmans.

Le silence de la loi sur ce point a laissé subsister la loi de 1851 pour les uns et pour les autres; l'art. 22 n'abroge que les dispositions contraires à la loi, et la disposition de l'art. 16 de la loi de 1851, se référant aux testaments, à la transmission *non contractuelle*, ne peut être contraire à celle de l'art. 1er de la loi de 1873, qui ne concerne que la transmission *contractuelle*. Il est donc certain, et cela n'a jamais été contesté, que les testaments des Européens sont régis par la loi française pour leur forme, pour la capacité du testateur et pour celle des légataires, pour la quotité disponible.

Que décider pour les testaments des Musulmans en faveur des Européens ?

Le testament fait en forme musulmane sera parfaitement valable ; c'est le statut personnel du testateur, c'est la loi spéciale pour les Musulmans algériens. Mais la capacité du légataire et la quotité disponible devront être réglées, relativement aux immeubles que le legs peut affecter, d'après la loi française ; une exception n'a été faite par les lois algériennes qu'entre Musulmans. Ici encore, le droit commun reprend son empire, et tout ce que nous avons dit sur les successions et partages s'applique à notre question.

81. — Le Musulman peut tester en la forme française ; s'il teste par acte notarié, la loi française sera-t-elle applicable? Le cadi ne sera-t-il plus compétent entre Musulmans ?

Le droit musulman devra être appliqué, et le cadi sera compétent, si le testament ne concerne que des valeurs mobilières. C'est ce que la Cour d'Alger a décidé par arrêt du 23 mars 1878 (Ch. musulm.) (1).

Il en sera de même si le legs porte sur des immeubles de statut mixte et par les mêmes motifs. Le juge musulman peut appliquer un acte notarié, comme le juge français un acte de cadi.

Dira-t-on que l'acte notarié rend l'immeuble français ? Nous pensons que, si l'immeuble était soumis à la loi française avant le testament, la solution ne serait pas différente; car,

(1) « Attendu, porte l'arrêt, que, dans l'état de la législation algérienne, les cadis connaissaient de toutes les actions personnelles et mobilières ; que la production d'un titre français n'a jamais été considérée par le législateur comme une circonstance propre à déplacer la compétence, dès qu'il ne s'agit pas d'une action immobilière. » (*Bull. jud.*, 1881, p. 239.)

ainsi que nous venons de l'établir, la loi de 1873 ne s'applique, en aucun cas, aux successions et aux testaments entre Musulmans.

L'exception de la loi n'est pas sans doute justifiée aux yeux de tous, mais elle existe, et la loi doit être exécutée tant qu'elle n'est pas réformée.

82. — En dehors de cette exception, tous les contrats, même entre Musulmans, qui transmettent la propriété, ou un droit détaché de la propriété, sur les immeubles qui sont soumis au statut français définitif, sont régis par nos lois sur la preuve, sur la transcription, sur les inscriptions des priviléges et hypothèques, sur la compétence. Au contraire, les conventions musulmanes sont régies par le droit musulman, sont de la compétence des cadis, aujourd'hui des juges de paix, quand elles concernent des immeubles de statut mixte. Nous avons établi ce principe général au n° 18, et nous avons prouvé que les immeubles qui ont été l'objet d'un titre français, administratif, judiciaire ou notarié, sont français du jour de la loi si l'acte est antérieur, du jour de l'acte s'il est postérieur.

Nous n'aurons à nous occuper maintenant d'une manière spéciale que de la preuve, à l'égard des tiers, et de l'application de la loi sur la transcription.

Le principe de la preuve littérale des obligations est posé en ces termes par l'art. 1341 : « Il doit être passé *acte* devant notaires ou sous signature privée de toutes choses excédant la somme ou valeur de 150 fr. » Ainsi : acte notarié, acte sous seing privé, tels sont les deux modes de preuve par écrit autorisés par la loi.

Des actes notariés, il faut rapprocher les actes judiciaires et les actes administratifs.

83. — Nous avons déjà dit que le partage déclare le droit entre communistes, qu'il le transmet de communiste à non-communiste ; un jugement peut reconnaître le droit ou le transmettre ; il est des actes administratifs qui constatent le droit et le proclament, comme ceux relatifs aux opérations de l'ordonnance de 1846, du sénatus-consulte, comme les actes de cantonnement, comme ceux délivrés en vertu du titre II ou du titre III de la loi de 1873 ; d'autres qui transmettent le droit, comme les décrets de concession ; l'acte notarié peut aussi servir à constater l'existence d'un droit ou prouver sa transmission. Les opérations de la commission des transactions et partages ont donné lieu à des actes déclarant ou trans-

mettant le droit; les actes de cantonnement transfèrent une partie du droit en transformant un droit de servitude ou de jouissance en un droit de propriété sur une partie de l'immeuble. Les actes du sénatus-consulte, ceux de la loi de 1873, ne sont pas toujours purs de transmission de droit réels.

Il n'y a aucune distinction à faire entre ces divers actes; ils produisent deux effets : 1° Ils rendent l'immeuble français, s'il ne l'est pas, ou ils l'ont rendu français du jour de la loi, s'ils sont antérieurs; — 2° Ils font preuve de l'existence du droit ou de sa transmission, de la manière la plus absolue, la plus authentique. Aussi la loi réserve-t-elle toute sa prédilection à cette forme des actes de transmission, actes judiciaires, administratifs ou notariés, et se montre-t-elle avare de faveurs pour les actes sous seing privé.

84. — Quand il s'agit d'immeubles de statut français définitif, les actes sous seing privé, même entre Musulmans, doivent revêtir les formes de l'acte sous seing privé entre Français.

Ils doivent être signés de toutes les parties.

« La signature des parties forme une condition essentielle de l'existence de tout acte sous seing privé, disent Aubry et Rau, t. 6, p. 376, § 756. Elle ne peut être remplacée ni par une simple croix, ni par d'autres marques. Un acte simplement sous-marqué par l'une des parties doit, en ce qui la concerne, être considéré comme non avenu, et ne forme même pas contre elle un commencement de preuve par écrit. » Bonnier (*Preuves,* t. 2, n° 670) dit aussi que la signature ne peut pas être remplacée par une croix; il en a été ainsi depuis la promulgation de l'ord. de 1667, même dans les pays où l'usage local consacrait cette pratique (Rejet, 10 therm. an XII). Les marques ou croix ne constituant point une écriture susceptible d'être reconnue, ne peuvent servir de commencement de preuve par écrit (Bruxelles, 27 janvier 1807); l'écrit non signé ne peut même être confirmé.

Ce principe ne souffre pas même l'ombre d'un doute : voir Demolombe, *Des contrats,* t. 29, n° 355; Laurent, t. 19, n°s 196 et 496; t. 18, n° 579.

Il est important de rappeler ce principe en Algérie où des écrits de cette nature peuvent être produits, et servir souvent d'instruments à la fraude. De tels écrits ne sont pas des actes, ils ne prouvent rien.

L'acte écrit par un taleb, signé par lui, avec ou sans croix ou autres marques; celui reçu par un iman, même par un cadi, sont également nuls, s'il ne sont pas signés par les parties, seraient-ils signés par des complaisants payés ou

non, très faciles à trouver en Algérie pour faire et défaire les actes.

Un arrêt du 28 juin (non janvier) 1880 l'a ainsi décidé pour un acte de cadi entre Musulmans et Européens. Voir cet arrêt ci-dessus, n° 28. — Dans l'espèce il s'agissait d'immeuble ayant été l'objet de titres administratifs et notariés, qui, suivant l'arrêt, le dispensaient du titre nouveau de la loi de 1873 ; la Cour décide également que l'acte du cadi et sa date antérieure à la loi de 1873 ne pouvaient être opposés à un Européen.

Ainsi le décide un arrêt du 17 mars 1882 (1) pour un acte de cadi entre Musulmans, postérieur à la loi de 1873, et relatif à des immeubles devenus définitivement français.

Mais les actes de cadi antérieurs à la loi de 1873 sont valables entre Musulmans ; l'ordonnance de 1846 n'exigeait pas un acte notarié : arrêt du 11 mars 1882, cité au n° 32 ci-dessus.

Même avant la loi de 1873, l'acte reçu par un cadi était nul entre Européen et Musulman ; mais la Cour, par arrêt du 19 mars 1877 (2), a déclaré valable, au profit d'un Européen, une

---

(1) *(Tahar c. Brahim)*. — Attendu que la loi du 26 juillet 1873, en décidant que la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers, quels que fussent les propriétaires, était régie par la loi française, a voulu faire disparaître toute confusion et incertitude dans l'assiette de la propriété immobilière ; — Qu'une des conséquences les plus immédiates de cette disposition est la substitution des titres français aux actes des cadis, lesquels, par leur imperfection, maintiendraient cette confusion, cette incertitude qui, paralysant le mouvement des transactions, s'opposent aux progrès de la colonisation ; — Que la preuve d'une vente postérieure à cette loi ne peut donc plus, dans les territoires déterminés au § 2 de son art. 2, être administrée que conformément au droit commun français ; — Que, par conséquent, les actes invoqués dans la cause, lesquels ne portent pas la signature des parties auxquelles on les oppose, sont, à l'exception de celui du 23 décembre 1871, sans valeur et sans force probante, puisqu'ils sont postérieurs au 16 septembre 1873, date de la promulgation de la loi précitée ; — Qu'ils ne peuvent servir de commencement de preuve par écrit contre les intimés et que c'est avec raison que les premiers juges n'en ont tenu aucun compte ; — Attendu que, par ces motifs et par ceux du jugement dont est appel, que la Cour adopte, il convient de confirmer le dit jugement etc.

2e *Ch.* — MM. Périnne, *prés.* ; Gariel, *av. gén.* ; Lemaire et A. Huré, *av.*

(2) *(État c. veuve Boudinet)*. — Attendu que, les intimés ne comparaissant pas, bien que régulièrement assignés, il y a lieu de donner défaut contre eux ; — Au fond : — Attendu que l'État oppose à l'acte de vente invoqué par ses adversaires que, reçu par un cadi, alors qu'il s'agissait d'une convention intervenant entre indigènes et Européens, il est frappé d'une nullité radicale ; que, n'étant pas revêtu de la signature des parties et n'ayant pas été fait en double, il ne saurait valoir comme acte sous seing privé ; qu'enfin il ne peut même servir de commencement de preuve par écrit, parce qu'il

vente à lui passée devant cadi par un indigène, par application de l'ordonnance du 26 septembre 1842, tout en proclamant la nullité de l'acte. La vente était de 1870, postérieure à la loi de 1851, qui avait abrogé les lois antérieures sur la propriété, et par conséquent l'ordonnance de 1842 en ce qui pouvait concerner les ventes d'immeubles (ci-dessus, n° 8) ; l'arrêt aurait donc fait à tort l'application de cette ordonnance. Enfin, si l'État perd son procès sur la preuve, il le gagne au fond. L'arrêt est rendu par défaut.

C'est ce qu'a décidé un arrêt du 2 février 1880 que nous citerons au n° suivant.

L'arrêt du 14 février 1884 (*Revue algérienne*, 1885, 2, 346) applique les mêmes principes ; s'il valide l'acte du cadi, c'est parce que l'immeuble n'était pas encore devenu français (ci-dessus, n° 33).

---

ne présente pas les caractères indiqués par l'art. 1347 du Code civil ; que, dans l'espèce, s'agissant d'un objet dont la valeur dépasse 150 fr., la preuve testimoniale n'est pas admissible ; — Mais attendu que, si ces objections sont décisives dans la législation de droit commun, elles cessent d'avoir la même portée au point de vue de la législation spéciale qui régit l'Algérie ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, dans *les contestations entre Français et indigènes, il est loisible aux tribunaux d'appliquer, suivant les circonstances, la législation française ou celle du pays ;* — Que c'est le cas, dans l'espèce, de se départir des rigueurs du droit commun pour suivre la législation du pays ; — Qu'il n'y a pas lieu, dès lors, de s'arrêter aux exceptions précitées ; — Au fond : — Attendu qu'il appartient aux magistrats d'apprécier le véritable caractère des actes, quelle que soit la qualification qui leur ait été donnée par les parties ; — Que, si on examine le fond des choses, on se convainc bientôt que l'acte en question, malgré l'étiquette de vente qui a été mise en avant, ne constitue qu'un prêt avec contrat pignoratif ; — Qu'il est, en effet, impossible de considérer comme sérieuse une vente comprenant 250 hectares vendus pour le prix dérisoire de 800 fr. ; — Qu'il est non moins remarquable que le prétendu acquéreur ne se met pas en possession ; — Que, loin de là, il laisse, sans protestation, l'État affermer les biens, objet de la prétendue vente, et qu'il cautionne le locataire vis-à-vis de l'État ; — Que, plus tard, sans élever de réclamation non plus, il voit un second locataire succéder au premier ; — Que le pacte de réméré dans l'acte, dans des conditions absolument contraires aux usages des indigènes, contribue encore à donner à cette convention son véritable caractère de prêt ; — Que cette démonstration s'achève par la considération de la date à laquelle est intervenue la prétendue vente ; — Que c'est au moment où les indigènes, prêts à se soulever, cherchaient à battre monnaie à tout prix ; — Attendu, dès lors, que si Boudinet avait contre les indigènes une créance, il n'était pas devenu propriétaire des immeubles en litige ; — Par ces motifs, etc.

1re Ch. — MM. Bazot, *prem. prés.* ; Piette, *av. gén.* ; Genella, *av.*

L'arrêt du 15 juillet 1881 et celui de la Cour suprême rejetant le pourvoi contre cet arrêt, cités par nous n° 32, font l'application de la même doctrine à un acte reçu par un iman.

Un arrêt du 31 janvier 1881 déclare sans valeur, en droit musulman comme en droit français, une page d'écriture, prétendu acte arabe, rédigé et attesté par un simple particulier, malgré l'indication de deux témoins.

Un autre, du 5 décembre 1881, porte qu'un acte rédigé par un taleb, simple particulier, en présence de deux témoins, non revêtu d'une attestation du cadi, n'a aucune authenticité.

Et il s'agissait de droit musulman.

Un seul arrêt contraire pourrait être cité, celui du 10 novembre 1885 (*Revue algérienne,* 1885, 2, 380). Il s'agissait d'un acte de vente écrit par un taleb, signé par lui, par les acquéreurs, et par deux témoins pour les vendeurs qui avaient apposé une croix. La Cour a vu dans cet écrit un acte sous seing privé *irrégulier,* pouvant être opposé aux vendeurs après leur aveu, ce qui n'est pas douteux, et même aux tiers, ce qui n'est pas exact, quand le droit des tiers est antérieur à l'aveu. L'arrêt reconnaît d'ailleurs que l'écrit n'a aucune force probante (V. ci-dessous n° 107), et, par conséquent, quoiqu'elle le qualifie d'acte, c'est l'aveu, et non l'écrit, qui forme la preuve.

Après Bonnier, Aubry et Rau, déjà cités, Demolombe, t. 29, nos 35 et 355 ; Laurent, t. 18, n° 579 ; t. 19, nos 196, 200, 496, disent qu'un seul écrit n'est pas un acte, qu'il est absolument nul.

Rien donc aujourd'hui ne saurait remplacer la signature, ni sceau, ni cachet, ni croix ; et cela lors même que ces marques seraient apposées en présence de deux ou trois témoins : Bourges, 24 février 1832 (Sir. 32, 2, 539); Cass., 8 novembre 1842 (Sir. 43, 1, 33). »

Ces autorités, cette doctrine et cette jurisprudence unanimes prévaudront sans doute.

Nous aurons à revenir sur cet arrêt en parlant de la transcription.

En Algérie, où les sceaux, les cachets, les marques, les attestations de témoins, en usage hier, le sont même aujourd'hui, retenons bien que l'acte sous seing privé n'a aucune force, même entre parties, s'il n'est signé par celui à qui on l'oppose. La convention peut exister, la preuve manque absolument.

85. — Un arrêt de la Cour d'Alger du 22 janvier 1887 (*Revue algérienne*, 1887, 2,71) a décidé qu'à Tunis un acte notarié est sans force probante contre l'Européen qui ne l'a pas signé.

Il pose en principe que la signature de l'Européen est exigée dans la Régence, même pour l'acte notarié; des autorités contraires étaient citées, et, malgré la controverse, malgré l'acte notarié, l'obligation a été déclarée inexistante, puisque l'acte devait être signé et ne l'était pas.

86. — Si l'acte est signé par un mandataire, il est valable comme acte sous seing privé, mais il faut prouver le mandat, par écrit au-dessus de 150 francs, ou par témoins avec un commencement de preuve par écrit si la valeur est moindre.

Le chef de famille est-il le mandataire de tous les membres de la famille? Non, certainement, s'il s'agit d'une terre française, ou si la vente a lieu entre personnes de statuts différents.

Un communiste ne représente pas son communiste pour les actes d'aliénation.

On peut se porter fort pour autrui ou stipuler pour autrui, mais dans les termes de l'art. 1120 et de l'art. 1121; celui pour lequel on s'est porté fort, dont on a géré l'affaire n'est pas directement obligé, et l'acte signé par le tiers ne fait preuve que contre celui-ci; la propriété dont il a disposé n'est pas transférée.

Enfin, si, en présence de la partie, à sa prière, avec son autorisation, un tiers signe pour elle, et, du nom de la partie, l'acte sera-t il signé? Il est signé, c'est incontestable; la partie peut ne pas dénier la signature, mais, si elle la dénie, la signature n'aura aucune valeur. Si elle ne la dénie pas, elle sera liée. L'acte sera-t-il opposable aux tiers? Ceci est très-douteux; une signature fausse n'a aucun caractère probant, la preuve de l'obligation résultera, non de la signature, mais d'un aveu opposable à celui qui a avoué, non au tiers dont le titre est antérieur à l'aveu.

La Cour a eu quelquefois à statuer sur ces questions entre deux acquéreurs, ou entre un acquéreur et un créancier hypothécaire. Nous citerons les arrêts en parlant des effets de l'acte sous seing privé et de sa transcription à l'égard des tiers ; dès à présent, nous pouvons dire que si, entre Musulmans et pour des terres non encore françaises, la Cour a admis très-souvent que la convention conclue par le chef de famille lie toute la famille, elle ne l'a jamais décidé, à notre connaissance, quand l'immeuble était devenu français définitivement; que, le 16 mai 1881, elle a décidé que la preuve du mandat ne peut être faite par témoins quand il s'agit d'une terre française vendue par des communistes se portant fort

pour tous les communistes; que, le 7 avril 1884, elle a admis un télégramme comme preuve du mandat de vendre; que, le 12 décembre 1881, elle a regardé comme valable la signature donnée par un tiers en présence et avec l'autorisation de celui qui aurait dû signer. A l'égard des tiers cela nous paraît quelque peu hasardé, et le fait a pu dominer le droit, comme cela arrive quelquefois; le tiers n'avait pas d'ailleurs contesté la signature (1).

87. — La loi exige d'autres conditions moins essentielles que la signature : c'est le double original et la mention du double, si la convention est synallagmatique; c'est le *bon* ou *approuvé,* si la convention unilatérale contient l'obligation de payer une somme d'argent (art. 1325 et 1326 du Code civil).

Aux termes de l'art. 1325, la nullité pour défaut de mention des doubles est couverte par l'exécution; l'exécution couvre également, d'après la jurisprudence et la doctrine, le défaut de double.

Enfin, la jurisprudence et la doctrine admettent que l'acte non fait double et celui non revêtu de la mention du *fait double* et du *bon* ou *approuvé* servent de commencement de preuve par écrit. Demolombe l'admet pour les deux derniers cas, non pour le premier.

Nous devons, dans cet ouvrage spécial, nous borner à ces idées générales pour en faire l'application à notre matière.

Il en résulte déjà qu'il y a une grande différence entre l'absence de signature et l'absence des formalités exigées par les art. 1325 et 1326 : — Sans signature, il n'y a pas d'acte, même irrégulier, c'est le néant; sans double, l'acte synallagmatique subsiste; il peut contribuer à prouver la convention contre celui qui l'a signé; il en est de même du défaut de mention du double original et de l'absence du *bon pour* ou de l'*approuvé.*

88.— L'acte sous seing privé peut être écrit en langue étrangère; c'est un principe certain : Demolombe, t. 29, n° 367.

Mais en Algérie on y a dérogé par l'arrêté du 9 juin 1831; si les contractants ne parlent pas la même langue, l'acte doit être écrit dans les deux langues, l'une en regard de l'autre, sinon l'acte serait nul.

(1) La Cour de cassation (26 oct. 1887) vient de décider que, si l'acte sous seing privé, non signé de toutes les parties, est nul, il ne peut être attaqué lorsqu'il y a preuve légale du mandat donné par l'une des parties à une autre de la représenter, ou exécution volontaire de l'acte par la partie absente.

Ainsi jugé par arrêts du 20 décembre 1878 (1) et du 2 février 1880 (2).

---

(1) (*Abdelkader bel Abbès c. Décrion*). — Attendu qu'aux termes de l'arrêté colonial du 9 juin 1831, dont l'autorité légale a été sanctionnée par une jurisprudencce constante, toute convention sous seing privé entre des Européens et des indigènes n'est valable qu'autant qu'elle aura été écrite dans les langues des contractants placées en regard l'une de l'autre ; — Attendu que cette disposition implique nécessairement un même texte à version alternative et, dans l'espèce, version française et musulmane ; — Que dans l'une et l'autre de ces versions, les clauses du contrat doivent être identiquement reproduites de manière à ce que chaque partie dans une convention synallagmatique, comme le cas actuel, puisse apprécier à quoi elle s'oblige, à quoi s'oblige son contractant ; — Attendu que dans l'acte de bail précité, invoqué par Décrion il existe des défectuosités notables au point de vue de l'exécution de l'arrêté du 9 juin 1831, qui édicte ces dispositions à peine de nullité ; — Qu'en effet, le texte arabe et le texte français ne sont pas en regard ; — Que le texte arabe, rappelant vaguement un bail antérieur de huit années, dit que, cette année (suit la date du bail qui n'est pas dans la version arabe et qu'il faut prendre dans la version française), c'est-à-dire le 13 septembre 1873, le bail est prolongé de vingt-neuf ans, ce qui porterait son expiration au 13 septembre 1902, tandis que la version française, donnant à supposer aussi un bail préexistant non expiré, dit que le bail prolongé est de vingt-neuf ans, mais ne commençant à courir que le 1er septembre 1881 pour finir à pareille époque en 1910 ; — Qu'en un mot, d'après la version française, Décrion est reconnu locataire pendant huit années à courir de plus que dans la version arabe : — Attendu que les deux textes portent aussi d'autres différences : que dans la version française le prix du bail est de 1,200 fr. payés comptant ; dans la version arabe il est dit que le bailleur est payé en totalité, sans que le prix du bail soit déterminé ; que, dans l'une et l'autre de ces versions, les limites des parcelles louées ne sont pas libellées de la même manière ; qu'enfin l'interprète traducteur assermenté déclare que le texte arabe est empreint d'obscurité, d'incorrection et paraît émané d'un individu illettré ; — Attendu qu'un acte synallagmatique établi dans ces conditions est contraire aux prescriptions formelles de l'arrêté précité, en ce que les parties traitant individuellement sans l'assistance d'aucun officier public ayant qualité, n'ont pu se rencontrer dans un consentement éclairé réciproque ; que la nullité doit être prononcée. — Par ces motifs, etc.

2e Ch. — MM. TRUAUT, *prés.* ; DE VAULX, *subst. du proc. gén.* ; CHÉRONNET et BOURIAUD, *av.*

(2) (*André c. Roman*). — Les motifs sur cette question sont ainsi conçus :

Attendu que les premiers juges ont sagement décidé, en principe, que l'arrêté du 9 juin 1831 était toujours en vigueur en Algérie et, en fait, que les deux actes de vente de 1874 avaient formellement contrevenu aux dispositions de cet arrêté, puisqu'ils ne contiennent, au lieu d'une version alternative dans les deux langues, qu'une version française ; — Qu'il faut ajouter après eux, sur ce point, en présence des conclusions d'appel, que

89. — Les effets de l'acte sous seing privé sont particuliers à la loi algérienne, ou dérivent de la loi française, applicable à l'Algérie quand l'acte est passé entre individus de statuts différents ou est relatif à un immeuble français.

Au point de vue de la loi algérienne, l'acte sous seing privé diffère de l'acte authentique en ce qu'il ne rend pas français l'immeuble qui ne l'est pas déjà, en ce qu'il ne dispense pas l'acquéreur des formalités du titre II, et, par suite, ne lui permet pas non plus de recourir à la purge spéciale du titre III.

Le législateur a redouté, non sans quelque raison, la mauvaise rédaction, les inexactitudes de l'acte sous seing privé, les fraudes dont il peut être plus facilement l'objet.

Cependant, l'art. 2 de la loi du 26 juillet 1873 attache à l'acte sous seing privé les mêmes effets qu'à l'acte authentique pour la transcription. Nulle part la loi ne limite l'effet de la transcription de l'acte sous seing privé constatant la transmission d'un droit réel : la transcription du titre définitif, délivré conformément à l'article 18, prévaut-elle contre la transcription antérieure de l'acte sous seing privé, quand le droit du bénéficiaire du titre définitif dérive du même auteur que celui du titulaire de l'acte sous seing privé premier transcrit ? C'est une question que doit résoudre l'interprétation de l'art. 19.

90. — La règle générale de notre droit français est que toute convention et tout acte qui la prouve lient les parties, non les tiers, qu'ils peuvent être opposés aux ayants-cause des parties, à ceux dont le droit a la même cause, et repose sur ce titre, non à ceux qui ont un intérêt propre contraire.

« Les conventions, porte l'art. 1165, n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; elles ne nuisent point *aux tiers,* et elles ne leur profitent que dans le cas prévu par l'art. 1121. »

Voilà pour les conventions ; pour leur preuve, l'art. 1320 dit que l'acte authentique et l'acte sous seing privé font foi *entre*

---

les formes de l'arrêté du 9 juin 1831 sont substantielles et que leur omission, laissant planer une incertitude sur la sincérité ou la liberté de la convention, constitue un vice qui atteint l'essence du contrat et ne permet pas même d'attacher à l'acte défectueux et incomplet la valeur d'un commencement de preuve par écrit ; — Qu'à défaut de cet instrument de preuve, on ne saurait, même en Algérie, malgré l'article 37 de l'ordonnance de 1842, admettre la preuve testimoniale en une matière que la loi du 16 juin 1851 a ramenée sous l'empire du droit commun. — Par ces motifs, etc.

1re *Ch.* — MM. Bazot, *prem. prés.* ; Piette, *av. gén.* ; Chéronnet et Huré, *av.*

les parties de ce qui y est exprimé; — l'art. 1321, que les contre-lettres ne sont pas opposables *aux tiers*.

L'art. 1322 est ainsi conçu : « L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayants-cause, la même foi que l'acte authentique. »

L'acte authentique fait foi de la convention qu'il constate jusqu'à inscription de faux; l'acte sous seing privé n'en fait foi que s'il est reconnu vrai *par celui auquel on l'oppose,* ou s'il a été vérifié et reconnu vrai.

L'acte authentique fait foi de sa date à l'égard de tous; l'acte sous seing privé n'a de date contre les tiers que : 1° du jour de son enregistrement; 2° du jour de la mort de celui qui l'a souscrit; 3° du jour où sa substance est relatée dans un acte public (art. 1328).

Partout, nous trouvons cette distinction entre les ayants-cause et les tiers; après une célèbre controverse, le sens en est désormais fixé.

Celui dont le droit a sa cause dans le droit d'un autre est l'ayant-cause de celui-ci, il le représente activement et passivement pour le passé, pour l'époque antérieure au jour où il a acquis un droit propre, distinct, étranger, contraire même à celui de son auteur. Dorénavant ils sont *tiers* l'un à l'égard de l'autre.

L'acquéreur n'est l'ayant-cause du vendeur que pour les actes antérieurs à la vente. Il invoque les droits du vendeur et il subit les actes par lesquels ces droits ont été altérés, son auteur n'ayant pu lui transmettre que les droits qu'il avait lui-même au moment de la vente. Mais, après la vente, le vendeur ne peut plus disposer de rien, et ses actes ne peuvent nuire à l'acquéreur, qui a un droit propre sur la chose vendue.

Comment reconnaître si les actes sont antérieurs ou postérieurs à la vente? L'antidate est facile sur un acte sous seing privé. La date ne sera opposable aux tiers que si elle est *certaine ;* et la date est certaine dans les trois cas prévus par l'art. 1328.

Entre deux ventes, sera préférée celle qui a une date certaine.

Cette règle générale, absolue, s'applique à tous les actes sans exception, à ceux qui confirment, qui dénient ou modifient un acte, comme à celui qui constate un aveu; elle s'applique au jugement et au serment, tous ne sont pas opposables à l'acquéreur antérieur.

Telle est, en quelques mots, la théorie de la loi française, si différente de la loi musulmane. C'est dans ce pays qu'on peut

apprécier l'excellence de notre loi : sans date certaine, la foi des contrats serait impunément violée, violée par les indigènes, violée par les Européens; même avec la date certaine, elle court de grands risques, ce qui explique la préférence du législateur pour l'acte notarié.

Il faut donc maintenir intacte la règle de l'art. 1328.

91. — La jurisprudence a toutefois exclu le cas de fraude prouvée, résultant de la collusion d'un tiers avec le vendeur pour détruire l'effet d'un acte n'ayant pas date certaine, mais dont il connaissait l'existence.

92. — Depuis la promulgation en Algérie de la loi sur la transcription, la priorité de la transcription l'emporte sur la priorité de la date certaine, entre acquéreurs d'un même auteur, mais, entre actes non transcrits, c'est la date certaine qui sert à déterminer la priorité du droit réel sur tous les immeubles entre Européens ou individus de statuts différents, sur les immeubles français, même entre indigènes.

Les actes du vendeur ne sont opposables à ses acquéreurs que s'ils ont date certaine antérieure à leur titre, et, malgré la transcription de son titre, un acquéreur ne peut les opposer à l'autre que s'ils ont une date certaine antérieure à la transcription du titre de celui auquel il l'oppose. Pour les actes antérieurs à la promulgation en Algérie de la loi du 23 mars 1855, c'est la date certaine qui règle la priorité, si toutefois ils avaient une date certaine avant la promulgation.

93. — L'art. 1338 applique le même principe à la confirmation d'une obligation. Si l'obligation est nulle, c'est le néant, on ne confirme pas le néant; si l'acte confirmatif d'une telle obligation est valable, il doit avoir date certaine pour être opposé aux tiers.

94. — Si une convention que, par hypothèse, nous supposerons existante, n'est prouvée que par un acte radicalement nul, par un acte sous seing privé non signé par celui qui a transféré le droit, peut-on confirmer cet acte, et quel sera l'effet de cette confirmation?

La jurisprudence a maintes fois décidé que l'art. 1338 ne s'applique qu'aux obligations, aux conventions, et non aux actes qui prouvent une convention, qu'ils sont régis seulement par les principes de la preuve littérale; et telle paraît être la doctrine de Laurent, t. 18, n° 578 et suiv.

Un écrit non signé, dit Laurent, n'est pas un acte, donc il n'y a pas de preuve littérale.

L'application de l'art. 1338 à la nullité radicale de forme, conduit, d'ailleurs, au même résultat à *l'égard des tiers*. La confirmation de l'acte, si elle était possible, ne pourrait nuire aux tiers, et ne leur serait opposable que si elle résultait d'un acte avec date certaine antérieure à leur droit (1).

95. — L'art. 1338 s'applique certainement à la convention annulable; son texte est formel. Demolombe, t. 29, n° 793, Laurent, t. 18, n° 157, disent que le mineur qui a vendu un immeuble, et qui, devenu majeur, l'a revendu une seconde fois à une autre, ne peut, par une confirmation postérieure, enlever à ce dernier le bénéfice de son contrat, qui lui donne le droit de faire annuler la première vente.

La jurisprudence est conforme à l'opinion de Demolombe, de Laurent, de Colmet de Santerre, de Marcadé, etc.: Besançon, 30 juillet 1811; Cass., 16 janvier 1837 (Sir. 37, 1, 103). Les auteurs mêmes qui ont une autre opinion relativement à l'hypothèque admettent cette solution pour la vente. Citons notamment Troplong, *Vente,* t. 1, n° 237; Aubry et Rau, t. 3, p. 193, § 239, note 30. En sens contraire on peut citer l'arrêt cassé de Riom, 28 mars 1833 et Taulier, t. 4, p. 509.

Ce qui est vrai de la vente est vrai de l'hypothèque. Si la première hypothèque est nulle, la deuxième hypothèque, constituée valablement, prévaudra contre la première, malgré l'acte confirmatif postérieur. Le même texte et les mêmes arguments sont applicables. On a objecté que l'inscription a fait connaître la première hypothèque, que le tiers a su que la confirmation pourrait la valider. On a répondu que toute inscription n'est pas connue; que, si elle a été connue, elle a révélé le vice, et que le tiers a pu dès lors compter sur la priorité de rang, dont l'acte confirmatif ne saurait le priver. Il a un droit acquis qu'un fait postérieur ne peut lui faire perdre (2).

---

(1) V. sur cette question: Demolombe, t. 29, nos 726 et suiv.; Larombière, art. 1338; Laurent, t. 18, n° 578; Dalloz, *Oblig.* n° 4495; et non au mot *Transcription*, n° 101, dont l'auteur a fait une confusion entre la confirmation de l'acte et celle de la convention, tout en reconnaissant cependant que la confirmation d'un acte est plutôt une autre preuve qu'une confirmation. V. surtout l'arrêt de Douai, 7 janv. 1836.

(2) Telle est la doctrine développée par Demolombe, t. 29, n° 797 et suiv.; Laurent, t. 18, n° 664 et suiv.; Larombière, t. 4, art. 1338, n° 53; Baudry-Lacantinerie, t. 2, n° 1197; Marcadé, art. 1338; Zachariæ, t. 2,

96. — L'art. 1338 est-il applicable à l'*acte* annulable, non fait double, non revêtu du *bon* ou *approuvé* ? C'est encore une question. On ne peut confirmer une preuve absente ou insuffisante que par une autre preuve. L'acte confirmatif d'une preuve, c'est une preuve nouvelle substituée à celle qui fait défaut. Si l'on confirme la convention sans confirmer l'acte, l'acte devient inutile; il ne peut être question de confirmer une convention que nous supposons valable, il s'agit de la prouver, l'acte ne suffisant pas à faire la preuve. Cette preuve nouvelle ou additionnelle sera régie par l'art. 1341 et l'art. 1328; elle ne sera opposable aux tiers que si elle a date certaine.

Si on l'appelle acte confirmatif, l'art. 1328 devant être appliqué, la confirmation ne pourra rétroagir contre les tiers, et l'acte confirmatif devra avoir une date certaine antérieure. Le résultat est le même; on ne peut opposer aux tiers aucun acte de leur auteur postérieur à leur titre, qu'on le qualifie de preuve ou d'acte confirmatif.

Mais, si l'acte annulable a une date certaine antérieure, s'il est signé, il peut servir de commencement de preuve par écrit rendant admissibles la preuve testimoniale et les présomptions. Par ce moyen, on pourra suppléer, même à l'égard des tiers, à l'insuffisance d'un acte non fait double et de celui qui ne porte pas la mention du double.

97. — S'il s'agit d'un fait matériel d'exécution, il peut être prouvé par témoins et par présomptions, quelle que soit la valeur. S'il s'agit d'actes juridiques, un écrit est nécessaire au-dessus de 150 francs, et la date de cet acte doit être certaine, suivant les termes de l'art. 1328. — Telle est la doctrine fort exacte enseignée par Laurent, t. 18, n° 649.

---

§ 266, note 10 ; Grenier *Hyp.*, t. 1, n° 42 ; Duranton, t. 19, n° 344 ; Solon, t. 2, n° 371 ; Fréminville, t. 2, n° 926 ; Massé et Vergé, sur Zachariæ, t. 3, § 586, p. 486, notes 27 et 29 ; Martou, t. 3, n° 279.

Dans la jurisprudence nous citerons :

Nancy, 1er mai 1812; Rennes, 4 janvier 1815 ; Cass., 21 mars 1826, 6 juillet 1831 ; Cass. belge, 18 novembre 1833 ; Douai, 20 juin 1838 ; Paris, 23 juillet 1838 ; Douai, 18 mars 1840; Riom, 31 juillet 1851 ; Cass., 7 février 1854 (D. P. 54, 1, 49) ; Cass., 26 novembre 1856 (D. P. 56, 1, 385) ; Cass., 3 août 1859 (Sir., 59, 1, 801 ; J. P. 60, 418 ; D. P. 59, 1, 419) ; Montpellier, 6 janvier 1866 (Sir. 66, 2, 280 ; D. P. 66, 2, 41).

La doctrine parait donc fixée, au palais comme à l'école, malgré l'opinion contraire soutenue par Merlin, *Hyp.*, § 4, n° 4 ; Toullier, t. 7, n° 570 ; Troplong, *Hyp.*, t. 2, n° 487 et suiv. ; Aubry et Rau, t. 2, § 266 ; Pont, *Priv. et hyp.*, n° 616, et un arrêt de Paris du 15 décembre 1830.

98.— Il ne faut pas confondre la ratification avec la confirmation. Celui dont l'affaire a été gérée peut ratifier cette gestion, le mandant peut ratifier l'acte du mandataire qui a excédé le mandat.

Cette ratification lie toujours la partie qui l'a faite, quelle que soit sa date, mais elle n'est pas opposable au tiers, si elle n'a une date certaine antérieure au titre personnel de celui-ci.

99. — Nous devons appliquer au serment, à l'aveu les mêmes principes qu'aux autres modes de preuve et qu'au jugement.

Ce sont, tous, des actes juridiques.

Nous nous bornerons à citer ici ce que dit Laurent, t. 19, n° 277, p. 300 : « L'aveu, comme toute manifestation de la volonté, n'a d'effet qu'entre les parties qui interviennent dans le fait juridique; si l'acte est opposé au signataire, et s'il avoue que la signature est de lui, cet aveu est, à la vérité, absolu à l'égard du signataire, mais il n'a pas d'effet à l'égard des tiers. »

100. — Toute cette théorie se résume en ces mots : Quiconque a un droit propre est un tiers.

Les actes de son auteur peuvent être invoqués par lui, et peuvent lui être opposés, s'ils sont antérieurs; non, s'ils sont postérieurs.

Si ces actes sont des faits matériels, ils peuvent être prouvés par témoins.

S'ils sont des faits juridiques, ils ne peuvent être prouvés par témoins que pour une valeur de 150 fr. et au-dessous; au-dessus, ils doivent être prouvés par acte ayant date certaine antérieure.

Cela est vrai pour toutes les conventions, pour tous les actes qui en font la preuve, pour les actes authentiques ou sous seing privé, pour les actes de confirmation, de ratification, pour le serment, pour l'aveu, pour les jugements.

Il est essentiel de fixer les principes dont nous allons faire l'application ; l'irrégularité trop fréquente des actes sous seing privé, en Algérie, rend plus nécessaire la connaissance exacte de la doctrine et de la jurisprudence, que chacun oublie si facilement.

La loi sur la transcription a modifié ces principes sur un point: entre deux actes émanés du même auteur, la préférence sera due, non plus à celui qui a la date certaine antérieure, mais à celui qui a été transcrit le premier.

Toutefois ce privilège n'est accordé qu'à l'*acte translatif* du

droit de propriété ou d'un droit détaché de la propriété, à l'*acte* qui constate et prouve par lui même le transfert du droit soumis à la transcription.

Si l'acte transcrit ne fait pas preuve complète du droit, l'acte, d'où résultera le complément de preuve, devra, ou être transcrit, ou avoir une date certaine pour être opposable aux tiers, suivant que le premier acte est nul ou annulable.

Entre deux actes non transcrits, la date certaine réglera encore la priorité.

Il faut donc combiner les principes de la date certaine avec ceux de la transcription.

101. — La loi du 23 mars 1855 est ainsi conçue :

« Art. 1er. — Sont transcrits au bureau des hypothèques de la situation des biens : 1° tout *acte entre vifs*, *translatif de propriété immobilière* ou de droits réels susceptibles d'hypothèque ; 2° tout *acte* portant renonciation à ces mêmes droits ; 3° tout *jugement* qui déclare l'existence d'une *convention verbale* de la nature ci-dessus exprimée ; 4° tout *jugement* d'adjudication autre que celui rendu sur licitation au profit d'un cohéritier ou d'un copartageant.

» Art. 2. — Sont également transcrits : 1° tout *acte* constitutif d'antichrèse, de servitude, d'usage et d'habitation ; 2° tout *acte* portant renonciation à ces mêmes droits ; 3° tout *jugement* qui en déclare l'existence en vertu d'une *convention verbale ;* 4° les baux d'une durée de plus de 18 années ; 5° tout *acte* ou *jugement* constatant, même pour bail de moindre durée, quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années de loyers ou fermages non échus.

» Art. 3. — Jusqu'à la transcription, les droits résultant des *actes* et *jugements* énoncés aux articles précédents ne peuvent être opposés aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois. »

La loi soumet à la transcription les *actes* translatifs de propriété ou des droits qu'elle énumère, c'est-à-dire les actes qui constatent l'existence d'une convention translative de ces droits, et les *jugements* qui déclarent ou constatent l'existence d'une convention verbale de la même nature. Ce texte paraît d'une clarté éblouissante, et presque tous les auteurs sont de cet avis. Pour transcrire, il faut : 1° une convention translative de propriété ou de l'un des droits énumérés par la loi ; 2° un *acte* ou un *jugement* prouvant ce droit ; la convention verbale ne peut être transcrite que si elle est constatée dans un jugement, ou transformée en *acte*.

Le texte le répète à satiété.

En Algérie, où les conventions verbales chez les Musulmans sont si fréquentes, il est essentiel de savoir si une convention verbale *non actée,* selon l'expression de Laurent, peut être transcrite.

102. — Avant la discussion de la loi, M. Pont (*Revue critique*, t. 4, 1854, p. 157) avait demandé que le législateur exigeât un acte public pour la transmission de la propriété à l'égard des tiers, et la transcription de cet acte public, en d'autres termes, que l'acte public seul pût être transcrit.

La lutte s'engagea au sein de la commission et au Corps législatif : l'acte sous seing privé serait-il admis à la transcription comme l'acte public ? Sous la loi de l'an VII, la question avait été déjà soulevée ; l'administration exigeait un acte public, la Cour de cassation décida que l'acte sous seing privé pouvait être transcrit, et un avis du Conseil d'État interpréta la loi en ce sens. Après des débats assez vifs, la même solution a été adoptée législativement en 1855 : *tout acte,* dit l'art. 1er. Tout acte, sans doute, mais un acte. Personne n'eut même l'idée de demander que la convention verbale pût être transcrite sur une simple déclaration ; l'art. 1er et l'art. 2 ne soumirent à la transcription que le jugement déclarant l'existence de la convention verbale.

103. — *Transcrire*, c'est copier un écrit, c'est *transférer* un écrit sur un registre ou ailleurs ; transcrire *un acte translatif de propriété*, c'est copier *un acte* authentique ou *un acte* sous seing privé, — il n'y en a pas d'autres (art. 1341), — c'est copier l'écrit, l'instrument qui sert de preuve à la convention translative de propriété. Il faut donc : 1° une convention transférant la propriété ; 2° la preuve écrite de cette convention sous forme d'acte ; 3° la copie entière de cet acte sur un registre, pour que la propriété soit transférée *à l'égard des tiers*. Entre parties, la convention suffit ; pour la preuve, il faut, au-dessus de 150 fr., un acte ou l'aveu. L'aveu ne peut être opposé aux tiers qui ont un droit antérieur, pas plus que l'acte sans date certaine ; et la preuve testimoniale même au-dessous de 150 fr. ne suffit pas contre les tiers, puisque la loi exige la *transcription* de l'instrument de preuve, de l'*acte*, ce qui supprime totalement, au regard des tiers, la preuve testimoniale d'une convention translative de propriété ; pour eux il faut un écrit, un acte, et un acte transcrit, servant au moins de commencement de preuve par écrit.

104. — Pour l'hypothèque, la loi exige : 1° la constitution de l'hypothèque ; 2° un acte, et un acte public ; 3° l'inscription par extrait de cet acte, l'inscription des conditions essentielles, sous peine de nullité. Pour la transcription, la loi impose des conditions analogues. Avant tout, il faut une convention transférant le droit. Moins exigeante pour la deuxième condition, relative à l'acte, qui peut être sous seing privé, la loi l'est davantage pour la troisième : elle ne se contente pas de l'inscription d'un extrait, d'un bordereau ; elle veut la copie entière de l'acte, pour que les tiers puissent en vérifier la validité, et apprécier s'ils doivent en tenir compte, sous leur responsabilité.

105. — En Belgique, on veut en outre un acte public ; en Allemagne, on vérifie avec soin, on juge, avant de transcrire, si la propriété a été réellement transmise.

A ces divers systèmes on pourrait en préférer un autre, que la nécessité a fait adopter, en Algérie, pour les actes délivrés en exécution de la loi de 1873 ; c'est le dépôt d'un original de l'acte au lieu de sa transcription, qui est remplacée par la mention du dépôt sur un registre courant. L'acte sous seing privé transcrit peut être égaré ; déposé, il ne peut être perdu, et, au lieu d'une copie, on vérifie l'original.

106. — Laurent, t. 29, n° 32, p. 46, s'exprime ainsi : « La première condition requise pour qu'il y ait lieu à la transcription est qu'il existe un acte translatif de droits réels immobiliers. Qu'entend-on par acte en cette matière ? C'est l'écrit constatant une convention.... C'est le sens du mot *acte* que la loi distingue en actes authentiques et actes sous seing privé. »

Tous les auteurs enseignent la même doctrine : Flandin, n° 76 ; Gauthier, n° 40 ; Troplong, n° 99 ; Verdier, t. 1, n° 48 ; Berger, n° 29 ; Aubry et Rau, t. 2, p. 287, § 209, note 4. Dans ce sens, voir les arrêts de la Cour de cassation : 11 janvier 1870 (Sir., 70, 1, 60), 18 juillet 1882 (Sir., 83, 1, 377 ; D. P. 83, 1, 233) ; de Paris, 6 mars 1885 (D. P. 67, 2, 25).

Mourlon, t. 1, n° 26, a émis une opinion contraire que l'on trouvera, dit-il, *paradoxale*.

M. Beudant, en note dans Dalloz, sous l'arrêt de Paris précité, appuie cette doctrine.

En Algérie, la théorie de la transcription des conventions verbales, si nombreuses entre Musulmans, serait dangereuse pour le crédit et pour l'assiette fixe de la propriété. La loi du 26 juillet 1873 exige un acte administratif ou notarié pour rendre la terre française ; la transcription d'un acte sous seing privé ne

suffit pas, quoiqu'elle puisse transférer la propriété à l'égard des tiers, et une déclaration d'un prétendu acquéreur, par convention verbale, pourrait devenir la base équivoque du transfert de la propriété et des autres droits réels ! C'est ici que, par exception au moins, on aurait dû exiger un acte public pour la transcription ; c'eût été infiniment plus logique, et l'on aurait évité beaucoup de complications et de contradictions dans l'application de la loi.

107. — Faut-il citer dans le sens de l'opinion de Mourlon et de M. Beudant l'arrêt d'Alger du 10 novembre 1885 (*Revue algérienne*, 1885, 2, 380)? Nous ne le pensons pas, aucun arrêtiste ne l'a pensé ; voici les faits :

Le 25 juillet 1877, aux termes d'un écrit rédigé par un taleb (lettré indigène, écrivain public, dirions-nous), les frères ben Brahim, et un indigène du nom de Mouloud, qui n'avait aucun droit, vendent aux frères Couillet, pour 2,641 fr., 102 hectares d'un terrain devant provenir d'un échange, non encore réalisé, avec un autre terrain qui avait servi à l'établissement d'un village; 1,351 francs sont payés comptant. L'écrit est signé par le taleb, par les deux acquéreurs, par Mouloud *figurant* un vendeur sans avoir aucun droit (mais recevant 300 fr.), et par deux témoins. Les vendeurs ne signent pas, ils font chacun une croix.

Cet écrit est transcrit le 13 décembre 1878.

Par acte du 7 mai 1880 seulement, l'échange est réalisé entre l'État et les frères ben Brahim.

Cependant, l'un des acquéreurs était décédé, l'autre était tombé en faillite.

Les 12 mars et 21 juillet 1881, par actes publics, les deux frères ben Brahim cèdent, l'un par le premier acte, l'autre par le second, tous leurs droits sur les terrains provenant de l'échange à Bouzian bou Ghrara, pour le prix de 4,000 francs.

Dans un état des inscriptions délivré le 16 mai 1881, entre les deux actes, Bouzian, ayant vu la mention de la transcription de l'écrit ci-dessus, intente à Couillet un procès en nullité de la vente qui lui aurait été passée.

Par jugement du 30 juillet 1882, le tribunal ordonne la comparution des frères ben Brahim, qui reconnaissent avoir vendu à Couillet en 1877 et avoir reçu chacun 1,000 francs; ils allèguent avoir cru que Couillet avait renoncé à cette vente, et, loin de la ratifier, ils offrent de restituer ce qu'ils ont reçu.

Par jugement du 23 octobre 1882, le tribunal annule les deux ventes passées à Bouzian, condamne les frères ben

Brahim à passer vente à Couillet, condamne Mouloud à restituer les 300 francs qu'il avait reçus sans avoir aucun droit sur l'immeuble.

Sur l'appel, un arrêt par défaut du 24 octobre 1884 réforme ce jugement et annule la vente du 25 juillet 1877.

Sur l'opposition, on a bien dirigé des insinuations d'une part contre Couillet, spéculateur sur les immeubles, achetant à vil prix, devant un taleb et un indigène auquel il donne 300 francs, des terrains non encore remis en échange par l'État; de l'autre, contre Bouzian qui, connaissant la vente faite à un Européen, aurait usé de son influence sur les indigènes pour obtenir le bénéfice de la vente en doublant le prix ; mais, en définitive, on s'est borné à plaider de part et d'autre sur la validité ou la non validité de la transcription d'une convention verbale, et l'on n'a pas débattu la principale question, la seule, celle de savoir si l'aveu fait au cours du procès, par conséquent postérieur à la transcription de la seconde vente, pouvait être opposé au second acquéreur demandant la nullité d'une première vente.

Les questions qui résultent des faits que nous avons exposés sont, en effet, celles-ci :

Il y en avait une préalable, que l'arrêt ne tranche pas directement du moins, et qui aurait éliminé toutes les autres : le second acquéreur avait-il colludé à une fraude? Si oui, l'arrêt qui a annulé la seconde vente, en réformant l'arrêt de défaut, et en confirmant le jugement, eût été très-juridique; la jurisprudence est formelle. Au fond, cette idée de fraude de la part d'un indigène contre une vente à un Européen n'a-t-elle pas eu une influence plus grande que la solution des questions de droit, qui seules ici doivent appeler notre attention, en admettant *a priori* la parfaite justice de la décision en fait?

Le second acquéreur demandait contre le premier la nullité de la vente par lui transcrite, et la radiation de cette transcription. On lui présentait un écrit non signé par les propriétaires de l'immeuble vendu. Cet écrit, d'une forme insolite, singulière même en Algérie, et qu'un acquéreur sérieux, un colon, n'aurait jamais employée, était-il *un acte* sous seing privé? Telle était la première question. Si c'était un acte, il était enregistré, transcrit, tout était dit.

En plaidoirie, on reconnaissait volontiers que l'écrit n'était pas un acte, mais on soutenait qu'une convention verbale peut être transcrite: Deuxième question, purement théorique, si la convention n'était pas prouvée.

Cette convention verbale, en effet, quoique transcrite, même valablement, il fallait en prouver l'existence. On invoquait l'aveu des vendeurs fait au cours du procès ; mais cet aveu était-il opposable aux tiers, au second acquéreur ayant titre avec date certaine et transcrit antérieurement ? Troisième question, et la seule importante, car, l'aveu étant l'unique preuve de la vente, dans l'espèce, qu'importait la transcription d'une convention non prouvée?

Voyons comment ces diverses questions ont été résolues.

1° L'écrit du 25 juillet 1877 était-il un acte sous seing privé formant preuve de la convention, pouvant dès lors être transcrit ? (1).

Voici les motifs sur cette question : « Considérant que la vente est parfaite entre les parties, quand elles sont d'accord sur la chose et le prix ; qu'elles peuvent donner à l'*acte qui doit prouver leurs conventions* la forme qui leur agrée, et même se dispenser mutuellement de la garantie de tout écrit ; — que la reconnaissance par les parties de la sincérité d'un *acte irrégulier dans sa forme* ne donne pas à cet *acte* une force que le consentement mutuel lui avait conférée dès son origine (2), mais le protège seulement contre les contestations que pouvait faire naître son irrégularité ; — qu'en fait, Couillet et Brahim, ne voulant pas faire dresser l'acte authentique de leurs conventions avant la remise des titres du domaine, *ne pouvant rédiger un acte sous seing privé régulier*, ont eu recours à *un écrit dénué de toute force probante,* mais qui fixait leurs conventions et les plaçait sous la garantie de leur bonne foi ; — que les frères Brahim, en reconnaissant devant

---

(1) Sur cette question, V. ci-dessus n° 86 ; ajoutons ce que dit Laurent, t. 18, n° 379 : « Ne doit-on pas dire des écrits non signés qu'ils n'ont aucune existence ? Cela nous paraît certain des actes sous seing privé. Chose remarquable, le Code ne dit pas que ces actes doivent être signés. Cependant, la doctrine admet que la signature est une condition essentielle. Pourquoi ? Parce que sans signature on ne conçoit pas d'acte : *l'acte n'existe donc que lorsqu'il est signé* ; partant, *un acte non signé n'existe pas ;* c'est une écriture, ce n'est pas un acte. » Il en conclut que ce *non être* ne peut être confirmé, t. 19, n° 496 : « Il a été jugé à plusieurs reprises par la Cour de Bruxelles que la croix ou la marque que l'une des parties appose à un écrit ne suffit pas pour constituer un commencement de preuve par écrit. *Cela n'est pas douteux.* »

(2) Le consentement mutuel crée la convention, mais ne donne aucune force à un écrit, n'en fait pas un acte ; c'est la signature qui d'un écrit fait un acte, lui donne sa force, prouve le consentement. L'acte prouve la convention. La convention peut exister sans acte ; elle ne prouve pas l'acte.

le tribunal la sincérité des énonciations *de cet acte*, n'ont point ratifié une vente que leur consentement avait rendue parfaite, même avant la rédaction de l'*écrit*, mais renoncé à se prévaloir de ses irrégularités ; — qu'il est donc reconnu par les parties contractantes que l'*acte* du 25 juillet 1877 relate exactement leurs conventions; qu'elles l'ont *considéré comme un acte de vente*, et que Couillet est devenu propriétaire, dès cette date, des immeubles à lui vendus par les frères Brahim. »

Le mot *acte*, dans ces motifs, est pris tantôt dans le sens de convention, tantôt dans le sens d'instrument de preuve, d'où naît une véritable équivoque dans l'argumentation. Les parties peuvent donner à leur convention la forme qu'elles veulent, mais, pour l'acte qui doit prouver la convention, elles sont obligées de suivre les prescriptions de la loi sur la preuve; au-dessus de 150 fr., la convention doit être écrite ; tout écrit ne suffit pas, il faut un acte devant notaire ou sous seing privé (art. 1341) ; l'acte sous *seing* privé doit être signé ou il n'est rien. L'aveu prouve la convention, mais ne donne pas à un écrit *irrégulier en la forme, n'ayant aucune force probante*, la force d'un acte, surtout contre les tiers, même s'il est ratifié. *Renoncer à se prévaloir des irrégularités d'un écrit,* c'est le ratifier ; mais, en fait, les frères Brahim offraient de restituer le prix : il est bien vrai qu'ils ne ratifiaient pas, ils ne renonçaient donc pas à se prévaloir des irrégularités de l'acte.

Au fond que décide l'arrêt sur la question posée ? Décide-t-il que l'écrit non signé des vendeurs est un acte sous seing privé, un *acte* prouvant la vente ? ou que la convention de vente, *relatée* dans l'écrit, *est prouvée entre les parties contractantes* (il n'est nullement question des tiers) par leur aveu ? Pour nous, c'est là ce qu'il a uniquement décidé, et ce principe est absolument exact; aussi la Cour a-t-elle été forcée d'examiner la deuxième question.

2° Si l'écrit *n'ayant aucune force probante* était un acte, nul doute, sa transcription rendait vaine la transcription postérieure. Mais, si la convention n'est prouvée que par un aveu postérieur à la deuxième transcription, il y a nécessité de rechercher si la transcription de l'écrit non signé par les vendeurs, d'une vente sans acte, d'une vente verbale (toutes ces expressions sont identiques) est opposable aux tiers.

Voici les motifs de l'arrêt sur cette question :

« Considérant que la transcription *de cet acte* a porté cette vente à la connaissance des tiers, et qu'il y a lieu d'examiner si les irrégularités du titre transcrit ont rendu sa transcription inefficace ; — Considérant que la transcription a pour but de

prévenir les tiers de l'existence d'un acte translatif de propriété ; qu'elle manifeste la *prétention d'un acquéreur* à la propriété de l'immeuble qu'elle désigne ; qu'elle avertit celui qui voudrait l'acheter qu'il rencontrera un adversaire nanti d'un titre antérieur, et décidé à s'en prévaloir ; — Qu'il sait ainsi tout ce que la loi a voulu qu'il connût, et ce qu'il était juste de porter à sa connaissance ; — Que le tiers prévenu par la transcription ne peut ignorer que la validité de la vente n'est assujettie à aucune forme sacramentelle, et que, si l'acte transcrit contient des irrégularités de forme, il peut être néanmoins l'expression exacte et sincère des conventions qu'il contient ; — Qu'il lui est loisible de ne traiter avec le vendeur, qui lui est désigné comme ayant déjà vendu, qu'après en avoir obtenu la radiation ; mais que, s'il passe outre sans prendre cette précaution, il se soumet volontairement à la condition qui lui sera faite par l'annulation ou le maintien de la précédente vente. » Vient ensuite un motif sur la connaissance que Bouzian avait eue de la transcription, fait qui, rapprochée des autres circonstances de la cause, a pu exercer une influence prépondérante sur la décision.

Les motifs que nous venons de transcrire sont précisément ceux invoqués par Mourlon et M. Beudant pour soutenir que la convention sans acte, que la vente *verbale* peut être transcrite. Il nous est impossible de ne pas le reconnaître. Si la loi ne veut qu'une chose : manifester *la prétention d'un acquéreur à la propriété d'un immeuble ;* si le tiers doit savoir que la loi n'a assujetti *la vente à aucune forme sacramentelle* pour lui être opposable, il est clair qu'il n'est pas besoin d'un acte, ni d'un écrit, pour opérer la transcription. Mais alors pourquoi répéter si souvent dans l'arrêt, avec une insistance calculée pour appeler l'attention, que c'est *un acte* qui a été transcrit ? Probablement, parce que la Cour ne voulait pas décider que la convention verbale peut être transcrite. C'est ainsi que les trois arrêtistes qui ont publié l'arrêt l'ont compris. Cependant un écrit qui n'a aucune force probante n'est pas un acte ; il ne suffit pas de le qualifier *acte* pour qu'il le soit.

L'arrêt peut satisfaire à la fois et celui qui soupçonne la fraude, et celui qui voit dans l'écrit un acte susceptible d'être transcrit, et celui qui croit qu'il n'est pas un acte, mais qu'une vente verbale peut être transcrite ; il satisfait moins, il est vrai, celui qui pense que le législateur a voulu que le privilége de la transcription, corrélatif à l'obligation de transcrire, ne soit accordé qu'à l'*acte* qui prouve le droit, et non à

la prétention verbale ou écrite d'un acquéreur, sans la preuve du consentement du vendeur; celui qui pense, avec le texte des art. 1 et 2, que la loi ne l'accorde à la *convention verbale* que si elle a été constatée dans un jugement; et que tout acquéreur doit savoir qu'au-dessus de 150 fr., la preuve testimoniale n'est pas admise, qu'il faut que la vente soit prouvée au moins par un acte signé du vendeur, et que cet acte doit avoir date certaine, même être transcrit pour être opposable aux tiers.

3° Restait la troisième question : Si la transcription, reconnue valable, n'est pas celle d'un acte prouvant la vente, ayant force probante, mais celle d'une convention prouvée par un aveu, cet aveu peut-il être opposé au second acquéreur quand il est postérieur à son titre?

C'était vraiment la seule question du procès, en dehors de celle de la fraude. L'arrêt ne la résout pas directement, mais il la pose très bien en ces termes : « La ratification de l'écrit du 25 juillet 1877, par l'aveu des vendeurs au cours du procès, peut-elle avoir un effet rétroactif et lui donner, à l'égard du second acheteur, une valeur qu'il n'avait pas au moment de la seconde vente? » Il répond ainsi :

« Considérant que c'est à tort que Bouzian attribue à l'aveu, fait par les frères Brahim, de la validité de la vente qu'ils ont consentie à Couillet, le caractère d'une ratification, qui aurait dû être transcrite et qui, postérieurement à la transcription de son titre, ne pourrait lui être opposable; — qu'en effet, toute convention est indépendante de l'acte qui sert à la constater, et qu'en conséquence elle peut subsister, bien que cet acte ne puisse valoir comme preuve; — que la ratification qui intervient ne peut être considérée comme une véritable ratification, puisque l'on ne peut ratifier que les conventions atteintes d'un vice et que les parties reconnaissent que la convention était existante et valable; — que, dès lors, la transcription de l'acte de vente seul, bien qu'atteint de nullités de forme, doit produire son effet. »

Ces motifs ne résolvent pas du tout la question posée par l'arrêt; il s'agissait, en effet, de savoir si l'aveu de la première vente, postérieur à la seconde, peut être opposé, transcrit ou non, au second acquéreur, qui demande la nullité de la première vente. Le vendeur peut-il, par un aveu ou une confirmation, même par un jugement, lui enlever le bénéfice de sa vente? Malheureusement cette question n'avait pas été plaidée, et l'on n'avait pas produit l'état de la doctrine et de la jurisprudence que nous avons fait connaître ci-dessus, n° 95. Nous

y reviendrons bientôt; bornons-nous à dire ici que, dans l'espèce, il ne pouvait être question de ratification, mais d'un aveu; d'un aveu sur l'existence de la convention, à défaut d'acte pour la prouver. Cet aveu était-il opposable au tiers? Telle était la seule question. Puisque l'aveu était certainement postérieur à la transcription de la deuxième vente, sa transcription n'avait aucune importance.

Cet arrêt, où le fait paraît avoir eu plus de place que le droit, avait été précédé de deux arrêts de la Cour de cassation et d'un arrêt de Paris.

L'arrêt de la Cour de cassation, du 11 janvier 1870, est relatif à une vente verbale antérieure à la loi de 1855, mais constatée dans un jugement postérieur; la Cour décide qu'elle n'a eu d'existence, au point de vue de la loi sur la transcription, que du jour de sa constatation dans le jugement.

L'arrêt du 18 juillet 1882 concerne une promesse de vente unilatérale, que la Cour de cassation, conformément à la doctrine et à la jurisprudence, déclare non translative de propriété et, par suite, non soumise à la transcription.

Cependant la promesse de vente était signée du vendeur, et transcrite par l'acquéreur!

Enfin, l'arrêt de Paris du 6 mars 1865 décide que la transcription d'une lettre constatant le consentement du vendeur à la vente, sans la transcription de la réponse contenant l'acceptation de l'acheteur, n'a aucune valeur et ne peut être opposée à un autre acquéreur qui a transcrit régulièrement son acte. A plus forte raison, par conséquent, la Cour de Paris l'aurait-elle ainsi décidé pour la transcription d'un écrit non signé par le vendeur, quoique signé par l'acquéreur.

De tout ce qui précède, concluons que la convention verbale et l'écrit non signé du vendeur ne peuvent être utilement transcrits. Il faut *un acte*.

108. — Ainsi, il faut deux conditions primordiales et essentielles pour que la transcription produise un effet:

1° Une convention translative d'un droit réel ou de bail;

2° Un *acte* prouvant cette convention.

La transcription ne *crée* pas le droit, c'est la convention qui le crée; elle ne le *prouve* pas, c'est l'acte qui le prouve; elle *publie* la preuve, l'acte. Sans convention, sans acte elle n'est donc rien.

109. — Si la convention est radicalement nulle, faute de consentement, de cause, d'objet ; si elle est nulle comme la vente de la chose d'autrui, à l'égard du propriétaire, il n'y a aucun transfert de propriété ; il n'y a rien ; l'acte constate une convention qui n'est pas, la transcription publie un acte ne prouvant rien. *Ex nihilo nihil ;* acte et transcription ne sont donc rien, et la convention ne peut recevoir d'eux une valeur qu'ils doivent recevoir d'elle.

Une vente radicalement nulle ne peut-être confirmée, l'acte confirmatif est la preuve d'une vente nouvelle, c'est un acte nouveau, une vente refaite, qui doit être transcrite, à laquelle ne profite pas la transcription d'un acte relatif à une convention inexistante.

Après une vente radicalement nulle, le vendeur a pu vendre valablement l'immeuble qui aurait paru en être l'objet. Son acquéreur, qui a un droit réel propre, pourra, par voie d'action ou par voie d'exception, faire déclarer la nullité, l'inexistence de la prétendue convention, et, par suite, obtenir la radiation de la transcription.

Nous avons déjà dit au n° 93 qu'une telle convention ne peut être confirmée ; on ne confirme pas le néant. L'acte confirmatif pourrait être la preuve d'une convention nouvelle, valable, translative de propriété, translative d'un droit non encore transféré et soumis à la transcription ; à ce titre, il doit être transcrit, et sa transcription ne peut être opposée au tiers dont l'acte a été transcrit auparavant. C'est une convention refaite, prouvée par un autre acte, non opposable au tiers avant transcription.

A un autre point de vue, cet acte ne peut être opposé au tiers dont le titre est antérieur. L'art. 1328 n'a pas été supprimé par la loi sur la transcription ; l'acte ne pourrait donc lui être opposé, dans tous les cas, que s'il avait date certaine antérieure à la transcription de son titre.

110. — La convention seulement annulable peut être annulée sur la demande du second acquéreur, comme sur la demande du vendeur incapable, et de celui dont le consentement a été vicié.

L'annulation de la convention entraînerait celle de l'acte et la transcription serait radiée.

Si la nullité n'était pas demandée ou par la partie ou par son acquéreur dans le laps de dix ans depuis la convention, la prescription serait acquise (art. 1304).

La convention annulable peut être confirmée; la confirmation en supprime le vice, l'acte qui en a été transcrit, étant

régulier, n'est pas modifié, la transcription tient dès lors, et l'acte confirmatif n'a pas besoin d'être transcrit.

Si la convention avait été confirmée avant la seconde vente, celle-ci serait nulle ; si la confirmation de la première vente intervient entre la seconde et sa transcription, la transcription de la première l'emportera sur celle de la seconde. Mais la date de l'acte confirmatif doit être certaine pour être opposable au tiers, au second acquéreur, ou au créancier hypothécaire inscrit avant la confirmation. V. les arrêts cités nº 95.

Si, au contraire, l'acte confirmatif est postérieur à la transcription de la seconde vente, dans le cas où la première est transcrite, ou à la date certaine de la seconde, si aucune n'est transcrite, il ne pourra être opposé au second acquéreur, car l'effet de l'acte confirmatif ne doit pas préjudicier aux tiers, et le second acquéreur est devenu *tiers*, par la transcription dans le premier cas, par la date certaine dans le second.

Dès lors il peut intenter l'action en nullité contre la première vente, et on ne peut lui opposer un acte postérieur à la transcription du sien, ou à sa date certaine.

Il est *tiers* par rapport à cet acte, pour lequel son vendeur, dessaisi aux yeux de tous, ne pouvait le représenter.

111. — La confirmation est la renonciation à l'action en nullité contre une convention par l'une des parties; la ratification est l'adhésion à un contrat auquel on n'a pas concouru.

Le transfert de la propriété ne date que du jour de la ratification, et pour les tiers que du jour de la transcription de cette ratification.

112. — Il ne peut être question d'aveu pour les conventions nulles; l'aveu est une preuve, il n'y a pas de preuve pour la convention inexistante; et la convention annulable est déjà prouvée par l'acte transcrit que nous avons supposé régulier.

113. — Arrivons à l'*acte* nul, nul, par exemple, parce qu'il n'est pas signé, ce qui entraîne sa nullité radicale. (Douai, 7 janvier 1886).

Quelle valeur peut donner à un tel écrit sa transcription, quand c'est l'acte qui, au contraire, communique sa valeur à la transcription ?

« La transcription, dit Laurent, t. 29 nº 135, ne valide pas l'acte ; l'acte reste ce qu'il était. Cela est d'évidence. Si donc l'acte était nul au fond, pour mieux dire, si la convention

constatée par l'acte était nulle, elle resterait nulle, et, par conséquent il n'y aurait pas de mutation immobilière. Si l'acte était seulement nul en la forme, *en ce sens qu'il ne présente pas les caractères exigés par la loi pour être admis à la transcription,* la transcription serait nulle, et, par suite, l'acte ne pourrait être opposé aux tiers. »

Mourlon, t. 1 n° 55, dit que la transcription ne rendra pas l'acte valable, qu'il faudra faire contre le tiers la preuve de l'existence de la convention par les moyens légaux.

Nous avons cité (n° 95) les nombreuses autorités qui, en jurisprudence et en doctrine, ont décidé que l'inscription d'une hypothèque consentie par un majeur doit avoir la priorité sur celle qu'il avait d'abord consentie pendant sa minorité, quoiqu'il ait confirmé celle-ci étant majeur, mais postérieurement à l'inscription de l'autre hypothèque.

L'inscription est publique comme la transcription, l'analogie est d'autant plus péremptoire que, dans cette jurisprudence, il ne s'agissait que de convention annulable, et nous parlons d'acte radicalement nul.

114. — Si la confirmation d'un acte radicalement nul était possible, il faudrait donc que l'acte confirmatif eût une date certaine antérieure à la transcription du second acte, de celui auquel on l'oppose.

L'acte n'existant pas, étant radicalement nul, il n'y a pas eu d'acte transcrit. Pour opérer le transfert de la propriété, il faut transcrire un *acte* translatif de propriété. Où trouve-t-on transcrit cet *acte* translatif, quand l'acte transcrit est *inexistant?*

Si l'on admet que la convention verbale peut être transcrite, cela est différent. Mais nous avons établi que la loi n'accorde le privilége de la transcription, en lui en imposant la charge, qu'à *l'acte* qui doit être, aux termes de l'art. 1341, ou notarié ou sous seing privé. C'est la preuve littérale de la convention qui doit être publiée, et, si l'écrit qui a été publié n'est pas un acte, n'est pas la preuve légale de la convention, il faut publier l'acte réel, la preuve légale réelle, et non un simulacre, une vaine écriture, non signée, ne pouvant servir de commencement de preuve par écrit.

115. — La convention, qui n'est pas prouvée par un acte nul, non signé, peut l'être par un aveu, par le serment. Nous venons déjà de le dire, l'aveu ne peut être opposé au tiers qui a transcrit

son titre, s'il ne résulte pas d'un acte ou d'un jugement ayant date certaine antérieure.

La Cour d'Alger, dans l'arrêt précité, nº 107, du 10 novembre 1885, a décidé le contraire. L'arrêt pose nettement la question, mais il la tranche sans la discuter; après avoir établi que l'existence de la vente a été reconnue au cours du procès par les vendeurs, qui ont offert d'en restituer le prix, que cet aveu n'est pas une confirmation (c'était, en effet, l'opposé de la confirmation, on offrait la résolution de la convention), que l'aveu prouve la convention entre les parties contractantes, sans dire s'il la prouve contre les tiers, il annule la seconde vente, quoique transcrite antérieurement à l'aveu.

Cette décision est opposée à la jurisprudence sur l'effet de la confirmation d'une hypothèque consentie par un mineur, et à la doctrine de Mourlon lui-même, lui qui, le premier, presque le seul, a admis la transcription de la vente verbale. Dès 1862, il s'exprimait ainsi, t. 1, nº 51 :

« Il est entendu, au reste, que bien que transcrites, les ventes verbales, ou celles dont le titre aura cessé d'exister ne seront opposables aux tiers qu'autant que leur existence sera ultérieurement établie par des preuves présumées certaines *erga omnes*.

» Le premier acheteur pourra sans doute déférer le serment à son vendeur ou le faire interroger sur faits et articles, mais, à supposer qu'il réussisse à faire preuve de son droit par l'un ou l'autre de ces moyens, le jugement qui reconnaîtra l'existence de la vente n'aura d'effet qu'à l'égard du vendeur : car, ayant son fondement dans l'aveu exprès ou tacite de l'une des parties, il ne peut être que relatif, comme la preuve qui le motive et le justifie (art. 1356, 1365 C. civ.). *Le vendeur n'a pu compromettre par son aveu les droits de son second acheteur.* »

Nous avons déjà cité l'opinion de Laurent... Ajoutons celle de Bonnier, *Preuves*, t. 1, nºs 351, p. 446 :

« L'aveu ne saurait avoir lieu au détriment de tiers qui ont acquis un droit sur l'objet de la contestation : ainsi l'aveu du vendeur ne saurait nuire à l'acheteur. »

Il serait impossible de citer une autorité contraire.

Si l'aveu est postérieur à la transcription de l'acte auquel on l'oppose, il n'y a pas à se demander si l'acte d'aveu est ou non transcrit. Il en est autrement s'il est antérieur.

L'écrit transcrit étant absolument nul comme acte, il n'y a

eu *aucun acte transcrit ;* si l'acte constatant l'aveu de la première vente est antérieur à la transcription de la seconde vente, il ne pourra être opposé au second acquéreur que s'il est transcrit. L'acte à transcrire est celui qui fait preuve du transfert, quel que soit le nom qu'on lui donne, qu'on l'appelle acte, acte confirmatif, acte d'aveu. Quand un acte est radicalement nul, il faut le refaire et le transcrire de nouveau ou, pour s'exprimer d'une manière plus conforme à la réalité, quand il n'y a pas d'acte, un simulacre, un écrit qui simule un acte n'étant pas un acte, on en fait un, et on le transcrit.

C'est ainsi que la loi ordonne la transcription d'un jugement constatant une convention verbale ; eût-elle été transcrite, la convention verbale, qui n'est souvent qu'un écrit irrégulier, ne présentant pas la forme d'un acte, devra être transcrite sous la forme de jugement, la première transcription n'ayant aucune valeur.

Tout ce que nous venons de dire pour l'aveu s'applique au serment.

116. — Parlons maintenant de l'acte annulable.

Qu'il soit ou non fait double, l'écrit étant signé, c'est un acte sous seing privé ; il est irrégulier, mais il *est* ; il est *acte ;* s'il est transcrit, il y a un acte transcrit.

Tel qu'il est, s'il ne fait pas preuve complète, il sert de commencement de preuve par écrit.

S'il est annulé, sans doute il entraînera la transcription avec lui ; s'il ne l'est pas, ou s'il reste de lui ce commencement de preuve, la transcription conserve une base, et peut subsister.

Un tel acte peut être confirmé, les parties peuvent renoncer à se prévaloir de l'irrégularité ; qu'on applique ou non l'art. 1338, une transcription nouvelle n'est pas nécessaire, il y a un acte transcrit, cela suffit : l'acte d'aveu, le jugement qui constate l'aveu ou le serment, celui qui, après audition de témoins, ou en admettant les présomptions, valide, consolide l'acte, n'a pas besoin d'être transcrit, la transcription appuyée sur un acte produit son effet.

Tout cela est très exact quand l'acte confirmatif, ou l'aveu, ou le serment, ou le jugement est antérieur à un second acte de transfert du droit déjà transféré, même antérieur à sa transcription ; mais, après une seconde vente, le vendeur dessaisi ne peut plus renoncer à l'action en nullité, ni avouer, ni prêter serment, ni faire juger que le premier acte est valable à l'encontre du second acquéreur. Celui-ci seul le peut. Tout acte de son vendeur postérieur à celui qui l'a investi de la propriété au regard de tous, ne peut lui être opposé, il est

tiers, les actes de son vendeur, les jugements contre son vendeur sont *inter alios acta* ou *judicata*.

L'acte, le jugement, ayant date certaine antérieure, lui sont seuls opposables.

C'est l'application pure et simple de l'art. 1328, que la loi sur la transcription n'a pas supprimé.

Toutefois, le second acquéreur, qui devra subir tous les actes de son vendeur ayant date certaine antérieure à la transcription de son titre, ne pourra pas complètement écarter le premier acte transcrit; celui-ci servira de commencement de preuve par écrit, pouvant être complété même par des présomptions.

117. — Quels actes sont radicalement nuls, et vicient absolument la transcription? Nous devons le rechercher pour apprécier les arrêts de la Cour qne nous allons citer.

L'acte translatif d'un droit réel ou de bail sur immeuble doit contenir nécessairement l'indication de l'immeuble sur lequel le droit est concédé, la nature du droit, le consentement de celui qui transfère le droit, l'acceptation de celui à qui il est transféré.

La transcription doit publier l'*acte translatif du droit,* c'est-à-dire la preuve littérale d'une convention translative du droit réel ou de bail sur un immeuble.

118. — Si l'acte n'indique pas l'immeuble, quand même les parties auraient été d'accord sur l'immeuble qui devait être l'objet du droit concédé, l'acte ne le prouve pas; transcrit, il n'apprendra rien aux tiers. Il est nul radicalement, et la transcription avec lui. Si cette partie de l'acte était omise dans la transcription, elle serait seule nulle; elle le serait radicalement.

119. — Il ne suffit pas de faire connaître qu'un droit est transféré; il faut en indiquer la nature : Est-ce un droit de propriété, une servitude, un usufruit, un droit de bail plus ou moins long? Si la nature du droit n'est pas clairement indiquée, sans qu'aucune forme sacramentelle soit imposée, il y aura encore nullité radicale.

120. — La preuve du consentement, dans un acte sous seing privé, résulte de la signature. Sans doute, le consentement a pu être donné sans que l'écrit ait été signé; la convention peut exister en dehors des termes matériels d'un acte. Mais une convention, qui reste dans le domaine de l'esprit, ne peut être transcrite; pour être prouvée, au-dessus de 150 francs

déjà elle doit se matérialiser en acte notarié ou en acte sous seing privé (art. 1341); dans un acte sous seing privé, le consentement doit se matérialiser en signature; la signature c'est l'*acte* du consentement; ce que l'on doit transcrire c'est l'*acte*, non l'idée abstraite de convention, et surtout l'*acte du consentement* qui est la signature.

Sans signature, il n'y a pas d'acte sous seing privé.

C'est une notion première si élémentaire que l'on ne conçoit pas qu'elle puisse être l'objet d'une controverse.

Si le consentement du propriétaire était prouvé d'une autre manière, la transcription sera-t-elle valable? Non, c'est l'*acte* où cette preuve sera fournie qui devra être transcrit. L'acte à transcrire est celui qui fait preuve; c'est la preuve de la vente qu'il faut publier, et non l'écrit qui ne fait pas preuve.

S'il y a deux vendeurs, la signature d'un seul suffira-t-elle?

Oui, s'il y a indivisibilité dans l'obligation; oui, si l'un des vendeurs représente l'autre; oui, même au regard des tiers, s'il y a preuve légale du mandat, de la gestion d'affaires acceptée, de la stipulation pour autrui, conformément à l'art. 1121.

Dans tous ces cas, si matériellement la signature de l'un des vendeurs est absente, il n'en est pas moins vrai qu'il a signé par la main du covendeur, du gérant, du mandataire (1).

Dans tous les autres cas, certainement l'acte ne vaudra rien, n'existera pas pour le vendeur qui n'aura pas signé; ce ne sera pas un acte en ce qui le concerne, et la transcription ne produira aucun effet contre ses acquéreurs.

L'acte et la transcription seront encore moins valables si l'on a fait *figurer*, en le payant ou non, un vendeur de paille n'ayant aucun droit.

121. — La signature de l'acquéreur est-elle nécessaire? Tout acte synallagmatique doit être signé des deux parties. Il n'y a pas preuve du consentement de l'acquéreur sans sa signature, et le contrat n'est pas formé tant que le consentement des deux parties n'a pas été donné. Il a pu être donné; la preuve manque; il n'y a pas *acte* de ce consentement, et c'est la preuve du contrat, c'est l'*acte* qui doit être transcrit.

Les auteurs, moins Troplong qui pense, ainsi que Marcadé, qu'elle n'est pas une vente, admettent que la promesse de vente bilatérale peut être transcrite, mais, sauf Mourlon, ils sont d'avis que la promesse de vente unilatérale ne peut l'être;

(1) V., dans ce sens, arrêt de la Cour de cassation du 26 octobre 1887.

elle n'est pas translative de propriété : Laurent, nº 57 ; Aubry et Rau, t. II, p. 287, § 209 et note 4, et t. 3, § 349; Flandin, t. 1, nº 64.

La jurisprudence est absolument conforme : V. notamment l'arrêt de la Cour suprême du 18 juillet 1882 (Sir. 83, 1, 377 ; D. P. 83, 1, 233) et les notes des arrêtistes.

La preuve du consentement de l'acquéreur ne résulte pas du fait seul qu'il a transcrit l'acte.

C'est pour ce motif que la Cour de Paris, 6 mars 1865 (D. P. 67, 2, 25) a déclaré nulle la transcription d'une lettre portant vente, signée du vendeur, mais non de l'acquéreur. V. Aubry et Rau, t. 2, p. 289 ; Mourlon, t. 1, nº 26 ; Flandin, t. 1, nº 81.

S'il y a plusieurs acquéreurs, et qu'un seul ait signé, il y a transfert de propriété, et il importe peu que les autres n'aient pas signé, si l'immeuble entier a été vendu, et que les autres acquéreurs s'entendent avec celui qui a signé.

Diverses espèces sont citées dans Dalloz, *Obligations*, nº 4.495

122. — La fausseté de l'acte entraîne nécessairement la fausseté et la nullité de la transcription, quand la falsification porte sur les conditions essentielles que nous venons d'énumérer.

L'action en nullité de l'acte faux appartient à l'acquéreur, et le vendeur, depuis qu'il s'est dessaisi, ne peut reconnaître l'écrit faux, et nuire, par aucun acte, aux droits de son acquéreur. Il faut appliquer à l'acte faux ce que nous avons dit de l'acte nul et de l'acte annulable, le faux pouvant, suivant son importance, rendre l'acte ou nul ou annulable.

123. — Après avoir posé les règles, parcourons les diverses décisions rendues par la Cour en cette matière.

De l'arrêt suivant, il résulte, conformément aux principes rappelés ci-dessus, qu'un jugement postérieur à l'acte de vente rendu contre le vendeur, ne peut être opposé à l'acquéreur. Il y avait une particularité, c'est que le vendeur avait fait apposer sa signature par une personne présente, au lieu de l'apposer lui-même, mais il ne la déniait pas.

Le débat s'était porté sur un autre point, on soutenait que l'instance était commencée, et, qu'elle était connue de l'acquéreur.

Voici d'ailleurs les faits :

Par acte sous seing privé du 28 mars 1879, transcrit le 29 mai suivant, Mouloud vend à Jouane la terre d'El-Asla. Il y est dit que l'acte sera transformé en acte authentique lors de la remise du titre de propriété. Le 22 septembre, l'acte authentique est passé; il constate que Mouloud n'a pas signé l'acte sous seing privé et que c'est un tiers qui y a apposé sa signature avec son autorisation et en sa présence, que Jouane a acquis, non pas pour lui, mais pour la Cie des mines de Camerata. Le 15 juin, c'est-à-dire entre la transcription et l'acte authentique, un jugement de cadi, rendu contre Mouloud, déclarait Bou Azza propriétaire.

La Cour, par arrêt du 12 décembre 1881 (1), décide que ce jugement n'est pas opposable à Jouane et à la Cie des mines de Camerata pour laquelle il avait acheté définitivement, abso-

---

(1) *(Cie des mines de Camerata c. Bou Azza).* — Attendu que l'acte sous signatures privées du 28 mars 1879 constate qu'il y a eu accord entre les parties sur la chose et sur le prix ; — Qu'il énonce que le vendeur devra remettre à l'acquéreur son titre de propriété et que, dès que la remise de ce titre aura été effectuée, l'acquéreur sera tenu de payer son prix ; — Qu'il ressort de ces faits que l'intention des parties a été de faire une vente et non un simple projet de vente ; — Que si l'acte porte, dans une dernière clause, qu'il sera transformé en acte authentique quand l'acquéreur aura entre les mains le titre établissant les droits du vendeur, l'insertion de cette clause finale dans son contexte, en l'absence de toute déclaration contraire des parties, n'a eu d'autre objet que de fournir à celles-ci le moyen de revêtir leurs conventions d'une forme plus solennelle et d'expliquer avec plus de précision leurs engagements réciproques ; — Que cette interprétation de la volonté des parties est vraie ; que l'acte authentique, reçu en exécution de la clause précitée le 22 septembre, par Me Montader, notaire à Oran, après avoir constaté le dépôt fait par les parties au rang des minutes dudit notaire de l'acte du 28 mars 1879 et le paiement du prix convenu effectué par l'acquéreur, se borne à expliquer, notamment, que l'acte du 28 mars 1879 n'a pas été signé par El-Mouloud ben Ahmed Ould Sidi Moussa, mais par un tiers avec l'autorisation de celui-ci, et que Jouane n'a pas acquis pour son compte personnel, mais pour le compte de la Cie des mines de Camerata, dont il est le mandataire, déterminant en outre les conséquences qui pourront résulter de la perte du procès intenté par Mohammed ben Sidi Ahmed Bou Azza à la compagnie ci-dessus désignée ; — Qu'il faut, dès lors, reconnaître qu'il y a eu vente parfaite du jour où est intervenue la convention relatée dans l'acte sous signature privée du 28 mars 1879 ; — Attendu que l'acte dont il s'agit, enregistré au bureau d'Oran, le 29 mai 1879, a été transcrit au bureau des hypothèques d'Oran le même jour, vol. 502, n° 52, avec inscription d'office au profit du vendeur ; — Qu'à partir de l'accomplissement de la formalité de la transcription, la propriété de la terre dite El-Asla, qui jusqu'alors était restée fixée à l'égard des tiers sur la tête d'El-Mouloud ben Ahmed Ould Sidi Moussa, est passée sur la tête de Jouane qui en a été désormais investi à l'égard de tous ; — Qu'à compter de ce

lument par acte transcrit auparavant; que leur vendeur n'avait pu les représenter devant le cadi, et qu'il était inutile de rechercher si, au moment de la vente, Jouane connaissait l'instance engagée entre son vendeur et Bou Azza.

124. — Conformément à la doctrine des auteurs, la Cour d'Alger a décidé que la ratification donnée par le propriétaire à la vente opérée par un agent d'affaires ne rétroagit pas au jour de la vente, et que par conséquent l'acte de ratification doit être transcrit, l'aliénation ne datant réellement que du jour où le propriétaire a donné son consentement; la transcription de l'acte passé par le gérant d'affaires n'aurait donc aucune valeur, pas plus que l'acte non signé par le vendeur, par le propriétaire, quoique revêtu de signatures inutiles, pour tromper l'œil.

Voici l'espèce :

---

moment El-Mouloud ben Ahmed Ould Sidi Moussa ayant cessé d'être propriétaire de l'immeuble vendu, n'a pu représenter son acquéreur dans les instances qu'il a pu soutenir relativement à cet immeuble ; — Attendu que, postérieurement à la transcription de la vente consentie à Jouane et à la date du 15 juin 1879, un jugement rendu par le cadi d'Aïn-Temouchent entre El-Mouloud ben Ahmed Ould Sidi Moussa et Mohammed ben Sidi Ahmed Bou Azza, rejetant une demande en revendication formée par El-Mouloud, a déclaré Mohammed ben Ahmed Bou Azza, propriétaire de la terre dite El-Asla ; — Attendu que ce jugement ne saurait être opposé soit à Jouane, soit à la compagnie sa mandante, bien que l'instance à laquelle il a mis fin ait été engagée antérieurement à la transcription de l'acte de vente du 28 mars 1879 ; — Qu'en effet, Jouane et la compagnie, sa mandante, avaient acquis sur l'immeuble en litige avant le jugement rendu par le cadi d'Aïn-Temouchent, par l'accomplissement de la formalité de la transcription, un droit réel que le vendeur El-Mouloud ben Ahmed Ould Sidi Moussa ne pouvait plus compromettre, puisqu'il avait cessé de les représenter ; — Attendu qu'il est sans intérêt dans la cause de rechercher si, au moment de la transcription de l'acte de vente du 28 mars 1879, Jouane et la compagnie des mines de Camerata ont eu ou non connaissance de l'instance engagée entre El-Mouloud ben Ahmed Ould Sidi Moussa et Mohammed ben Sidi Ahmed Bou Azza, puisque El-Mouloud qui, par l'effet de la transcription, avait cessé d'être propriétaire à l'égard des tiers, ne pouvait plus les représenter qu'en vertu d'un mandat dont l'existence ne saurait être présumée dans le silence de la loi ; — Qu'il n'en serait autrement qu'autant que la compagnie des mines de Camerata, faisant le procès sien, aurait elle-même dirigé, sous le nom de son vendeur, le procès intenté par celui-ci à Mohammed ben Si Ahmed Bou Azza ; — Mais que ce fait n'est pas articulé et que dans tous les cas la preuve n'en est pas rapportée ; — Par ces motifs etc.

1re Ch. — MM. PARISOT, *prés.*; FAU, *av. gén.*; CHÉRONNET et F. HURÉ, *av.*

Le 13 mars 1875, 4 indigènes agissant tant en leur nom personnel qu'au nom de 39 autres indigènes, en vertu d'un mandat verbal, et au besoin se portant fort pour eux, vendaient à Laffitte tous les immeubles situés sur la tribu des Gourayas. L'acte était transcrit le 5 avril. La vente était ratifiée le 27 février 1877. Dans l'intervalle, et le 4 août 1875, Granery prenait inscription contre l'un des vendeurs qui n'avait pas comparu au premier acte du 13 mars.

La Cour, par arrêt du 16 mai 1881 (1), a décidé que la preuve du mandat ne pouvait être faite par témoins, les immeubles en litige étant régis par la loi française; qu'il résultait des éléments de la cause qu'il y avait eu, non mandat, mais gestion d'affaires, et que la ratification ne pouvait opérer effet

(1) *(Granery c. Laffitte)*. — Attendu que suivant acte notarié du 13 mars 1875, Laffitte a acheté, moyennant un prix de 6,090 francs payé comptant, tous les immeubles possédés dans la tribu de Gourrayas, près et sur les deux rives de l'oued Kellarlane, par 43 indigènes dénommés, sans aucune indication de la part revenant à chacun d'eux, soit dans les propriétés vendues, soit dans le prix ; — Que quatre desdits indigènes, agissant chacun tant en son nom personnel que pour et au nom et comme madataire verbal d'un certain nombre d'autres, et pour lesquels il déclare au surplus se porter fort et répondre, suivant les termes uniformes de l'acte, intervenaient comme vendeurs; que Si Mohammed El-Miliani, débiteur de l'appelant, figurait parmi les 39 indigènes ainsi représentés, et que Ali ben Toumi se portait son mandataire; — Attendu que cet acte a été transcrit le 5 avril suivant et que, par autre acte du 27 février 1877, qualifié de complément de la vente du 13 mars où figuraient 59 indigènes, copropriétaires présents ou dûment représentés cette fois, ceux-ci, dans les mêmes termes, déclaraient se dessaisir de tous droits sur les biens vendus, approuver et ratifier la vente du 13 mars et entendre que la ratification rétroagisse au jour de la vente; — Attendu qu'à la date du 4 août 1875, depuis la transcription de la vente, mais avant sa ratification, l'appelant avait pris l'inscription dont s'agit, en vertu d'un jugement de condamnation au paiement d'une somme de 3,?00 francs rendu à son profit contre Si Mohammed ben El-Miliani et qu'il s'agit de savoir, en cet état des faits, si cette inscription a été utilement prise et si elle doit produire effet au profit de l'appelant; — Attendu que pour la négative, l'intimé se fonde : 1° sur le mandat verbal susénoncé susceptible, suivant lui, d'être prouvé par témoins, le mandataire et le mandant étant Musulmans; 2° sur les effets de la ratification du 27 février 1877; — Attendu, sur le premier point, que la transcription a pour objet essentiel de révéler au public les mutations de la propriété immobilière et de fixer, par sa date, le jour à partir duquel l'acquéreur est définitivement saisi de la propriété à l'égard d'autres intéressés qui n'ont acquis des droits sur la même propriété qu'à une date postérieure; — Qu'il suit de là que la transcription ne produit ses effets qu'autant que l'acte qui en est l'objet est translatif de propriété et qu'il en fait preuve par lui-même; — Attendu que la vente du 13 mars, fort incomplète d'ailleurs en soi, ne remplissait pas ces conditions, du moins en ce qui concerne les indigènes représentés

rétroactif, le consentement du propriétaire à la vente n'ayant été donné que postérieurement à la transcription de Granery, la transmission de la propriété ne pouvait remonter à une époque antérieure et rétroagir au jour de la transcription.

Si le gérant d'affaires avait agi pour l'acquéreur et si l'acte avait été passé par le vrai propriétaire, d'après la doctrine, la ratification n'a pas besoin d'être transcrite. Le contraire a été jugé par la Cour de Chambéry, 17 juin 1865, et est enseigné par Laurent, t. 2, n° 60.

Dans l'espèce ci-dessus, le mandat n'aurait pu être opposé aux tiers que s'il avait été prouvé par un acte ayant date cer-

---

verbalement; — Que rien ne justifiait leur consentement, élément essentiel de la vente, et que celle-ci, bien que transcrite le 5 avril, n'avait pas d'existence à l'égard des tiers intéressés, et ne pouvait opérer une mutation qui leur fût opposable; — Qu'ainsi, à ce point de vue, l'inscription du 4 août 1875 sur les biens de El-Miliani est opposable à Laffite; — Que la preuve de l'existence du mandat verbal, faite depuis cette date, serait tardive et qu'au surplus elle ne saurait être administrée par témoins, la loi française étant incontestablement la seule applicable; — Sur le deuxième point : — Attendu, au surplus, que du rapprochement et de la comparaison des deux actes du 13 mars 1875 et du 27 février 1877, il ressort avec évidence que ce n'est point comme mandataires, mais bien comme gérants d'affaires et se portant fort pour les indigènes non comparants, que quatre d'entre eux ont vendu les droits communs à tous, y compris seize autres non indiqués dans la vente du 13 mars, et qu'il s'agit d'apprécier si, comme Laffitte le prétend, la ratification donnée dans les termes ci-dessus énoncés par les 59 indigènes à l'acte du 27 février produit effet du jour de la vente, avec effet rétroactif, au préjudice de l'inscription de Granery; — Attendu qu'il résulte des art. 1338 et 1339, d'accord avec les principes, que la ratification ne saurait opérer effet rétroactif qu'autant qu'elle s'applique à un acte entaché d'un vice susceptible d'être réparé et qui n'empêche pas cet acte imparfait d'avoir une existence légale et de produire certains effets; — Mais qu'il n'en saurait être de même si l'acte est entaché de nullité radicale, absolue, qui lui ôte tout principe d'existence, de sorte qu'il ne produise pas les effets qu'il a pour but d'opérer, et que la ratification d'un pareil acte ne peut valoir que comme contrat nouveau à sa date; — Attendu que la vente des droits immobiliers, appartenant à autrui par un gérant qui s'est porté fort, ne saurait transférer à l'acquéreur aucun droit, même en germe, en dehors de tout consentement, de toute adhésion du propriétaire, seul habile à aliéner sa propre chose; — Que, nulle transmission ne résultant de l'acte en ce cas, il n'est pas susceptible d'être utilement transcrit; — Attendu que la ratification qui en est donnée vaut vente à sa date et emporte seule transmission; — Que c'est donc elle qui doit être transcrite; — Par ces motifs etc.

1re Ch. — MM. MIGNOT, *cons. prés.*; BŒRNER, *av. gén.*; LEMAIRE et CHÉRONNET, *av.*

taine antérieure. A défaut de preuve du mandat, il ne pouvait y avoir que gestion d'affaires.

125. — Le mandat peut-il être donné, prouvé par témoins, si la valeur du litige n'est pas supérieure à 150 fr. et s'il y a commencement de preuve par écrit ?

Rainero télégraphie à Fargues le 2 novembre de vendre sa maison à Guarinos pour 16,500 fr. Fargues vend aussitôt par acte sous seing privé qui est enregistré et transcrit le 3. Rainero télégraphie à son notaire qu'il avait trouvé acquéreur à 16,500 fr. Le 3, il donne ordre à Fargues de vendre à Clément au prix de 17,000 fr. Fargues lui fait connaître qu'il a vendu la veille à Guarinos au prix de 16,500 fr. Malgré cela, le notaire passe vente à Clément pour 17,000 fr.; la vente est transcrite le 10 novembre. Rainero ne ratifiant pas la première vente, un jugement la déclare valable et ratifiée. Le deuxième acquéreur soutenait que Fargues n'avait pu vendre que sous la condition de ratification, et que la transcription antérieure n'avait aucune valeur. La Cour, 7 avril 1884 (1), a décidé que

(1) (*Clément c. Guarinos*).— Attendu que, ne pouvant méconnaître ces faits, Clément soutient que le télégramme que Guarinos invoque comme une procuration aux fins de lui vendre l'immeuble dont s'agit, ne peut constituer une procuration régulière; que l'art. 1985, C. civ., porte bien, à la vérité, que le mandat peut être donné par lettre missive, mais qu'un télégramme ne peut être assimilé à une lettre missive, cette dernière étant revêtue de la signature du mandant, tandis que le télégramme n'est que la copie faite par l'administration de l'écrit du mandant; — Attendu, en droit, que par le mot *lettre*, dont se sert l'art. 1985 du C. civ., on doit entendre tout écrit quelconque, adressé à un tiers; — Que le mode de transmission de cet écrit importe peu et que le télégraphe ne fait que transmettre plus rapidement à destination que la poste l'écrit de l'expéditeur, quand toutefois l'authenticité du télégramme n'est pas contestée; — Attendu qu'il s'agit donc uniquement, dans la cause, de vérifier si les télégrammes adressés à Fargues par Rainero émanent bien de ce dernier; — Attendu que leur authenticité ne peut être sérieusement contestée; — Qu'elle résulte, en effet, du rapprochement des dates des divers télégrammes, notamment de celle du télégramme adressé par Rainero à Fargues, en réponse à celui qu'il lui adressait pour être autorisé à accepter les offres de Guarinos, et de celle du télégramme adressé au notaire Mathis pour lui faire connaître qu'il avait trouvé acquéreur; — Attendu, en surplus, que leur sincérité n'a pas été contestée sérieusement en première instance, bien qu'en appel Clément, pour les besoins de la cause, ait allégué qu'ils n'émanaient pas de Rainero, et qu'on s'est borné à soutenir devant les premiers juges qu'ils n'avaient pas un caractère suffisant pour constituer un mandat; — Attendu que Rainero n'a pas protesté contre les prétentions de Guarinos, son premier acquéreur, quoiqu'il n'ait pas craint de vendre une deuxième fois le même immeuble, pour réaliser un bénéfice de 500 fr., tout en reconnais-

Fargues était un mandataire, et que le mandat était prouvé par le télégramme, que dès lors la vente était parfaite dès le 2 novembre et avait pu être transcrite le 3.

Cette décision nous paraît juridique, car le télégramme formait au moins un commencement de preuve par écrit, s'il était écrit par l'expéditeur, et la date certaine résultait de sa mention dans l'acte enregistré.

126. — Il ne nous reste plus qu'à appliquer aux actes mulsmans en conflit avec les actes français les principes généraux du droit algérien, exposés aux chapitres 1, 2 et 3, et les règles essentielles du droit français sur la preuve, la date certaine et la transcription, que nous avons cru nécessaire de préciser dans ce chapitre d'après les autorités les plus incontestées, en les citant textuellement autant que possible dans l'intérêt des *hommes d'affaires* auxquels surtout cet écrit s'adresse, et qui n'ont pas toujours les ouvrages spéciaux.

---

sant par son télégramme du 8 novembre, adressé au notaire Mathis, qu'il l'avait déjà vendu une première fois, et s'est laissé condamner par défaut, par le tribunal, qui a ratifié la vente consentie à Guarinos ; — Attendu que le mandat n'est soumis à aucune formalité sacramentelle et qu'il suffit que la volonté du mandant de transmettre ses pouvoirs résulte clairement des termes employés par lui ; — Qu'il ne peut rester aucun doute sur les instructions données par Rainero à Fargues, d'après le contexte des télégrammes qui lui ont été adressés, et qu'il avait bien une procuration de vendre ; — Attendu que cependant Clément prétend que Rainero n'a jamais eu d'autre mandataire qu'Attard, pour la vente de sa maison, mais que cette assertion ne peut se soutenir devant ce fait que, dès le 31 octobre, Fargues se présentait avec un sieur Bougaud, acquéreur, chez le notaire Mathis, et produisait une dépêche de Rainero ainsi libellée : « Voyez notaire Mathis, a toutes les pièces, traitez de suite ; » — Attendu qu'il est encore avancé que Fargues n'a traité que comme *negotiorum gestor* de Rainero, à charge, par suite, de ratification, et ne pouvait que passer une vente provisoire, l'acte de vente provisoire, l'acte de vente définitif devant être passé devant le notaire Mathis ; mais qu'il n'y a lieu de s'arrêter à cette objection ; que le télégramme du 2 novembre : « Vendez 16,500 fr., passez acte Orléansville » constate bien l'intention de Rainero de vendre à Guarinos ; qu'il importe peu, dès lors, que la vente ait été passée devant notaire, ou faite seulement par acte sous seing privé, puisqu'il s'agissait d'une vente définitive ; — Attendu que, les parties étant tombées d'accord sur l'objet de la vente et sur le prix, aux termes de l'art. 1583 du C. civ., la vente était parfaite et définitive, la transmission de la propriété ayant été opérée vis-à-vis des tiers, par la transcription, et qu'il n'était pas besoin, ainsi que l'a fait Guarinos, par surcroît de précaution, de la faire ratifier par le tribunal ; — Par ces motifs etc.

MM. SAUTAYRA, *prem. prés.* ; GARIEL, *av. gén.* ; ROBE et JOUYNE, *av.*

Pour les prémunir contre des erreurs trop fréquentes, nous devons insister sur un point que nous avons cherché à mettre en relief, vu son extrême importance en Algérie dans cette période de transition où l'on est porté à vouloir consolider rétroactivement par des confirmations, des aveux, des jugements d'anciennes conventions dénuées de preuves (si elles ont existé !), d'anciens actes nuls ou annulables, à dates problématiques. Nous avons fait tous nos efforts pour démontrer que soit avant, soit après la loi sur la transcription, l'acte confirmatif, l'acte d'aveu, le jugement ne peuvent être opposés au tiers que s'ils ont une date certaine antérieure à la date certaine, ou à la transcription de son titre, que ces actes doivent en outre être transcrits, depuis la loi de 1855, à moins qu'ils ne se réfèrent à un acte, non point nul, mais seulement annulable, déjà transcrit. Nous leur conseillons, par mesure de prudence, de faire enregistrer tous les actes nouveaux relatifs à la propriété immobilière, alors même qu'ils se rapporteraient à des actes transcrits, ou à d'anciens actes musulmans, et en outre de les faire transcrire, s'il y a le moindre doute sur la validité d'une première transcription relative à un acte nul ou annulable.

Pour l'avenir, aucune difficulté spéciale à l'Algérie ne peut se présenter, si la propriété repose sur un titre français, administratif, judiciaire, ou notarié (V. n° 18). Depuis la loi du 26 juillet 1873 si le titre est antérieur, depuis sa date s'il est postérieur, tous les actes, même entre Musulmans, sont assujettis à la preuve écrite entre les parties, à la date certaine et à la transcription à l'égard des tiers. Tout conflit entre les deux lois devient donc impossible.

127. — Il n'en est pas de même pour le passé, la transcription ne le purge pas entièrement : opposable à ceux qui ont acquis des droits du même auteur, elle ne l'est pas à ceux dont les titres viennent d'auteurs différents, ni à ceux qui ont acquis la propriété par prescription. Des conflits peuvent donc surgir entre la loi musulmane et la loi française, relativement au passé, entre la vente française et la vente musulmane dont on veut prouver l'antériorité par témoins ou par un acte sans date certaine, ou par un acte avec date certaine, mais non transcrit, quoique postérieur à la promulgation en Algérie de la loi sur la transcription.

De ces deux lois régissant, l'une la convention musulmane, l'autre la convention française, laquelle servira à déterminer l'antériorité juridique de l'une à l'égard de l'autre ? On ne peut les appliquer toutes les deux, il faut choisir; laquelle ?

A toutes les périodes (nos 2, 8, 9), nous avons répondu, et nous répondons encore : la loi française, le statut réel, auquel doit céder le statut de faveur exceptionnellement concédé aux Musulmans *entre eux*.

L'ordonnance du 1er octobre 1844 prescrit l'application de la loi française à toutes les acquisitions d'immeubles, l'arrêté du 28 mai 1832, la loi du 16 juin 1851 et celle du 26 juillet 1873 autorisent l'application de la loi musulmane à la convention entre Musulmans, mais ordonnent que la loi française soit appliquée à la convention entre Musulmans et non Musulmans (arrêté de 1832), entre toutes autres personnes (loi de 1851), entre personnes de statuts différents (loi de 1873).

Un Musulman contracte directement avec un non Musulman, la loi française est appliquée, d'après ces quatre lois; à plus forte raison, si un Français contracte avec un Français, sous l'empire de la loi française, on ne pourra lui opposer la loi musulmane en faveur d'une convention entre Musulmans, à laquelle il n'a pris aucune part?

Il contracte avec le Musulman, la loi française le protège; il ne contracte pas avec lui, et la loi musulmane l'asservirait!

Nous ne concevons pas qu'une telle doctrine, repoussée par le droit des gens et le droit français, par le texte de toutes les lois algériennes et les travaux préparatoires de ces lois, par la jurisprudence de la Cour d'Alger et de la Cour de cassation (V. chap. 3) puisse être soutenue par des Français!

On dirait vainement que les Musulmans, en contractant entre eux, ont contracté suivant la loi musulmane; les Français contractant entre eux, ou avec des personnes de statuts différents, n'ont-ils pas contracté suivant la loi française? Si les Musulmans ont compté sur la loi musulmane, les Français ont compté sur la loi française. Entre ces deux conventions, entre ces deux lois en conflit, on ne peut en appliquer qu'une, la loi de la terre, de la terre algérienne qui est terre française; la loi française, et non la loi musulmane, à moins de faire échec au sens commun, en même temps qu'au sentiment patriotique.

Il n'y a pas de milieu, il faut opter entre l'un ou l'autre droit. Si l'on opte pour le droit musulman, l'antériorité de l'acte musulman pourra être prouvée par témoins; si l'on opte pour le droit français, la date certaine prouvera seule cette antériorité à l'égard des tiers jusqu'à la promulgation de la loi de 1855, et, depuis cette promulgation, la transcription sera nécessaire pour déterminer juridiquement l'antériorité de l'acte musulman contre l'acte français, et réciproquement.

Par anachronisme, nous avons entendu invoquer l'ordon-

nance du 26 octobre 1842. L'avocat français ne disait pas aux magistrats français : vous *devez* appliquer la loi musulmane contre le titre français; mais vous *pouvez* opter pour l'une ou l'autre loi en vertu de l'ordonnance. Si le juge français avait cette faculté, il ne devrait pas en user; il ne l'a pas. L'ordonnance régit encore les droits personnels ; si elle a jamais régi les droit réels, ce qui est fort douteux (V. n° 5), elle ne les régit plus certainement, depuis l'ordonnance du 1er octobre 1844, qui porte (art. 4) que toutes les actions réelles seront jugées d'après les lois françaises, et (art. 7) qu'à l'avenir les ventes seront soumises aux dispositions du droit civil ; après elle, la loi du 16 juin 1851 a abrogé l'ordonnance de 1842 sur ce point, avec toutes les dispositions autérieures relatives à la transmission de la propriété.

C'est ce qu'a jugé un arrêt du 23 octobre 1884 (*Revue algérienne* 1885, 2, 187); et, avant lui, un arrêt du 2 février 1880 (n° 80).

L'arrêt du 2 avril 1868 (cité n° 13) avait décidé que, si l'ordonnance pouvait être appliquée, le juge devrait opter pour la loi française dans l'intérêt général, dans l'intérêt même des indigènes, qui réclame la sécurité des transactions immobilières.

L'acte sous seing privé musulman n'a de date certaine contre l'acte français que dans les trois cas prévus par l'art. 1328. L'acte de cadi doit-il être assimilé à un acte sous seing privé? Oui, d'après une décision ministérielle du 3 novembre 1851, mais cette décision a été modifiée par les décrets sur la justice musulmane (art. 67 et suiv. décr. du 1er mars 1854; art. 67 et suiv. décr. du 31 décembre 1859).

La date certaine pour les actes de cadi résulte de l'inscription de l'acte sur le registre dont la tenue est prescrite par les décrets : Cass., 23 novembre 1858 et 5 juillet 1859 (D. P. 59, 1, 130 et 312).

Les actes de rabbin restent assimilés aux actes sous seing privé (V. Ménerville, *Dict.*, v° *Enregistrement*, t. 1, p. 312).

Ainsi, sous les ordonnances de 1832 et de 1844, sous la loi de 1851, non seulement la preuve testimoniale n'est pas admise pour la convention musulmane contre l'acte français, mais l'acte musulman doit être signé, il doit avoir date certaine, les règles du droit français sur la confirmation, sur l'aveu, doivent être observées, pour qu'il puisse être opposé à l'acte français.

Par le même motif, depuis le 4 juillet 1855, date de la promulgation en Algérie de la loi du 23 mars 1855, cette loi française protège l'acte français contre l'acte musulman, elle a été

promulguée sans restriction, et, si elle n'est pas applicable entre Musulmans et entre actes musulmans, c'est en vertu de la loi du 16 juin 1851, qui en même temps rend la loi française seule applicable entre toutes autres personnes, entre tous autres actes.

La loi de 1873, art. 2 a emprunté ce principe à la loi de 1851, ainsi que le rapporteur et M. Humbert l'ont dit à l'Assemblée; en le respectant pour le passé, bien loin de l'abroger rétroactivement, elle l'a consacré pour l'avenir que, seul, elle voulait régler.

Appliquons ces principes aux espèces révélées par la jurisprudence ou prévues par la doctrine.

La première est celle-ci :

Un Musulman vend à un Français par acte notarié transcrit, rendant définitivement l'immeuble français. Un acquéreur musulman prétend avoir acheté le même immeuble du même vendeur avant la promulgation de la loi sur la transcription, même avant la loi de 1851, et demande à en faire la preuve.

Il n'est personne aujourd'hui qui, dans cette hypothèse, admette la preuve testimoniale contre l'acte français.

Si l'acquéreur musulman a un acte avec date certaine, en vertu de l'art. 11 de la loi du 23 mars 1855, il l'emportera sur le titre français.

Si son acte est postérieur à la promulgation de la loi sur la transcription, et qu'il ne soit pas transcrit, il sera sans valeur contre le titre français par le même motif qu'auparavant, s'il n'était pas écrit, s'il n'avait pas date certaine.

Que décider si l'acquéreur par acte notarié transcrit est Musulman? La solution serait la même.

Avant la loi de 1873, la loi musulmane eût été seule applicable entre deux actes musulmans. Mais l'acte notarié, depuis cette loi, rend l'immeuble français, rend la loi française applicable à cet immeuble à l'égard de tous; c'est le propre du statut réel de s'appliquer à toutes les personnes, en régissant la terre, non les personnes ni les actes. Quand la transcription a eu lieu, l'immeuble était français et définitivement ; la transcription produira donc ses effets à l'égard des Musulmans, comme à l'égard des Européens.

Si les deux actes ne sont pas transcrits, c'est la date certaine qui déterminera la priorité; à défaut de date certaine, l'écrit; à défaut d'écrit, la preuve testimoniale.

Les deux ventes peuvent provenir de deux acquéreurs du même vendeur. Si l'un de ces acquéreurs avait transcrit et

l'autre non, le sous-acquéreur de ce dernier ne pourrait opposer sa transcription personnelle au sous-acquéreur de l'autre, et la faire prévaloir contre la transcription de l'auteur de celui-ci. Il aurait dû faire transcrire le titre de son vendeur.

Si les deux acquéreurs étaient Musulmans et avaient acheté avant que l'immeuble fût devenu français, la loi musulmane réglerait les rapports des sous-acquéreurs, qui ne peuvent, chacun, invoquer contre l'autre que les droits musulmans de leur vendeur, et non leur droit personnel. Il importe peu que les sous-acquéreurs soient Européens.

L'effet de la transcription est limité aux acquéreurs d'un même auteur. Entre acquéreurs de divers auteurs, il est nul.

Les deux ventes émanent du même auteur quand elles ont été faites, l'une par l'ascendant, l'autre par le descendant, par l'héritier.

128. — En droit français, comme en droit musulman, la prescription est un moyen d'acquérir la propriété à l'égard de tous, sans transcription. Ce principe vient d'être consacré par un arrêt du 21 octobre 1887 (2e Ch.).

Il s'agissait, dans l'espèce, d'un bail à complant, qui devait rendre le bénéficiaire du bail propriétaire de la moitié de la terre complantée. Le bail datait du 29 novembre 1853, et résultait d'une convention passée devant la mahakma; un jugement du cadi du 9 février 1858 constatait que les plantations avaient été faites, et reconnaissait le droit sur la moitié de la terre complantée au profit de celui qui avait fait les plantations. La Cour a décidé qu'en droit français comme en droit musulman, la propriété avait été prescrite par la possession de plus de 10 ans, et que le titre sur lequel elle s'appuyait n'avait pas besoin d'être transcrit.

Un arrêt de la cour de cassation, 14 juin 1877 (D. P., 78, 1, 432) a été rendu dans le même sens en rejetant un pourvoi contre un arrêt d'Alger.

Dans cette espèce, la prescription était invoquée par des Musulmans contre des Musulmans, dans la première, elle était invoquée contre des Israélites. Dans l'une et l'autre, les terres après avoir été l'objet d'un acte français, étaient revenues aux mains de Musulmans sous l'empire de la loi de 1851.

En droit français pur, la même doctrine est enseignée pour la prescription de 10 et 20 ans par Aubry et Rau, t. 2, p. 288, § 209, note 105, et très bien motivée; Mourlon, t. 2, n° 512; Rivière et François, n° 39; Lesenne, n° 40; Rivière et Huguet, n° 238. — Un arrêt dans ce sens a été rendu par la Cour d'Agen, 24 novembre 1842 (Sir. 43, 2, 177). — Dans le sens contraire :

Troplong, n° 177; Flandin, t. 2, n° 905; Lyon, 17 février 1834 (Sir. 35, 2, 18).

Ce moyen d'acquérir, commun au droit français et au droit musulman, sert de lien entre les deux législations, et permet de valider, au regard de la loi française, la transmission de la propriété par actes musulmans, si elle est consacrée par la possession de 10 ou 20 ans. V. dans le même sens : Narbonne, *Prescription*, n° 1; Aix, 21 décembre 1865; Cass., 20 mai 1868, 13 mai 1872.

129. — L'origine indigène de la propriété laisse donc planer une grande incertitude sur le droit transmis même par un acte notarié, ou dérivant d'un titre judiciaire ou administratif. Aussi la loi a-t-elle, par son art. 25, donné à tout acquéreur d'une propriété indigène, par une purge spéciale, le moyen de faire trancher immédiatement toutes les difficultés et de la rendre libre à l'égard de tous. En mettant à la disposition des acquéreurs de propriété indigène, par acte notarié, la formalité de la purge spéciale, la loi a exonéré l'administration des formalités analogues du titre II relativement aux immeubles ainsi devenus français, et dispensé les acquéreurs des obligations qui leur auraient été imposées : leurs titres ne sont pas soumis à la vérification du commissaire enquêteur, et aucun titre nouveau ne peut lui être délivré.

130. — L'acte sous seing privé ne rend pas l'immeuble français, mais, s'il est transcrit, aux termes formels de l'art. 2, sa transcription produit tous les effets attachés à cette formalité par la loi du 23 mars 1855. N'oublions pas, pour l'interprétation de l'art. 19, que nulle part la loi ne restreint ces effets, pas plus qu'elle ne restreint ceux de l'inscription d'une hypothèque.

Il faut appliquer ici les principes du statut transitoire mixte exposés par nous au n° 19, et dont nous venons de faire l'application aux conventions antérieures à l'acte notarié.

La règle est la même : la loi musulmane ne régit que les conventions musulmanes entre elles, et entre Musulmans.

Si l'acte sous seing privé transcrit transmet le droit à un Européen, la loi française le régira, la transcription sera opposable aux Musulmans, et aux conventions musulmanes antérieures, auraient-elles date certaine, à plus forte raison quand elles ne sont pas prouvées par écrit.

Le Musulman ne peut opposer ni son acte avec date certaine, ni la transcription à un autre acquéreur musulman. Entre eux, la loi musulmane est seule appliquée, à moins qu'ils n'acceptent la loi française : V. n° 32 et 33.

Aux termes de l'art. 2 du décret du 10 septembre 1886 l'acte notarié emporte de lui-même acceptation de la loi française, il n'en est pas ainsi de l'acte sous seing privé, ni du fait de la transcription.

La loi française est toujours applicable quand l'un des contractants est Européen et l'autre Musulman. L'art. 2 applique la loi du 23 mars 1855 aux conventions entre personnes de statuts différents.

Le Musulman qui a contracté avec un Européen peut donc opposer la transcription de son acte à un autre acquéreur musulman qui n'aurait pas transcrit avant lui.

Ce que nous avons dit relativement au passé, pour l'acte notarié, rendant français l'immeuble qui ne l'était pas auparavant, s'applique à l'acte sous seing privé; il n'en est pas de même pour l'avenir. Après l'acte notarié, une seule loi, le statut réel français. Après l'acte sous seing privé, passé au profit d'un Européen, quoique transcrit, l'immeuble retombe sous la loi musulmane, s'il est revendu de Musulman à Musulman. La situation se complique, mais toute difficulté se dénoue par le principe que, depuis 1832, nos lois ont maintenu, et que la jurisprudence a jusqu'à présent respecté. C'est la boussole au milieu des obscurités qui peuvent naître du concours de ces deux lois personnelles régissant l'immeuble. Il ne faut pas oublier que la loi réelle existe, que, si elle s'efface entre Musulmans pour leurs conventions exclusivement musulmanes, elle reste la règle des conventions entre personnes de statuts différents, et prédomine entre les conventions, les unes musulmanes, les autres mixtes.

Nous ne reproduirons pas les espèces relatives au passé, déjà énoncées à propos de l'acte notarié; prenons des hypothèses relatives aux aliénations postérieures à l'acte sous seing privé :

L'acquéreur Européen, par acte sous seing privé, vend à un Musulman. Ce Musulman peut invoquer la transcription de son vendeur contre les acquéreurs antérieurs, même Musulmans, qui n'auraient pas transcrit.

Il ne transcrit pas lui-même, et son vendeur vend une seconde fois le même immeuble à un autre Musulman, qui transcrit; celui-ci peut-il opposer sa transcription à son coreligionnaire? Oui, son acte est une convention entre deux individus de statuts différents.

Chacun d'eux vend à un Musulman ; il y a alors deux conventions entre Musulmans. Le sous-acquéreur du Musulman

qui avait transcrit pourra opposer la transcription de son auteur. Mais, si aucun de leurs vendeurs n'avait transcrit, la transcription de leur acte personnel ne pourrait être invoquée par l'un contre l'autre, car leurs titres proviennent de deux auteurs différents, se rattachant, il est vrai, à un auteur commun, mais par des actes non transcrits; c'est la transcription de l'un de ces actes français qui seule pouvait être opposée à l'autre (V. Aubry et Rau, t. 2, p. 315, § 209, note 99).

Le sous-acquéreur doit faire transcrire le titre de son auteur s'il veut l'opposer à un autre acquéreur de l'auteur commun.

L'acquéreur musulman d'un Européen revend à un premier Musulman, puis à un second ; la transcription de l'un des sous-acquéreurs pourra-t-elle être opposée à l'autre? Non, il y a deux ventes musulmanes, toutes deux régies par la loi musulmane. La date certaine et la preuve écrite ne seront pas mieux exigées; le juge pourra recourir à la preuve testimoniale. Aujourd'hui que ce juge est français, il n'y recourra pas souvent, et, en fait, la loi française prévaudra généralement.

131. — Le vendeur européen conserve son privilége contre les acquéreurs et sous-acquéreurs musulmans, pourvu qu'il l'inscrive quand la loi française l'exige; la transcription par l'acquéreur musulman vaut inscription du privilége de son vendeur (V. n° 4).

C'est la loi française qui est applicable à l'Européen. Le Musulman vendeur, à son tour, peut l'invoquer contre l'Européen avec lequel il a traité. Entre Musulmans il n'y a d'autre privilége ni d'autre hypothèque que le droit résultant du contrat de *rahnia*.

132. — L'hypothèque n'existe pas en droit musulman, qui ne reconnaît que le droit de *rahnia ;* mais un Musulman peut constituer et obtenir une hypothèque, le droit français seul la régira, le droit musulman étant inapplicable à une matière qui lui est étrangère.

On s'est demandé si une hypothèque peut être constituée par acte du cadi. Nous ne le pensons pas; la loi exige un acte *notarié*, le cadi n'est pas un notaire, il reçoit les actes de droit musulman, en la forme musulmane.

Le créancier hypothécaire, musulman ou français, a un droit propre sur l'immeuble (art. 3 de la loi du 23 mars 1855);

il peut donc exciper du défaut de transcription contre celui qui se présenterait comme propriétaire, ou de l'antériorité de son inscription.

Il peut aussi, invoquant le droit de son débiteur, opposer l'antériorité de la transcription de celui-ci contre ceux qui prétendraient avoir acquis avant lui.

Un Musulman donne hypothèque à un Européen, puis vend à un Musulman par acte non transcrit; l'Européen inscrit son hypothèque postérieurement à cette vente. Ce créancier hypothécaire européen peut opposer au Musulman le défaut de transcription de son acte, le défaut de date certaine, l'absence de preuve écrite.

Entre les deux actes, l'un de Musulman à Européen, l'autre de Musulman à Musulman, c'est la loi française qui doit être appliquée (V. arrêts cités nos 13, 27, 28, 34).

La même solution doit être adoptée pour l'hypothèque constituée par l'Européen à un Musulman; c'est encore une convention entre individus de statuts différents.

Malgré l'acte notarié, la constitution d'hypothèque de Musulman à Musulman ne donne pas au créancier un droit contre l'acquéreur musulman s'il s'agit d'immeuble non soumis au statut réel français. L'acte ne vend la terre française que s'il porte sur le droit de propriété lui-même.

Il en est autrement si le constituant est propriétaire en vertu d'un titre français.

Un Musulman vend un immeuble à un second Musulman, qui revend à un troisième Musulman, celui-ci à un Européen.

Le premier vendeur avait concédé une hypothèque à un Européen, qui a inscrit avant la transcription de la dernière vente. Peut-il faire valoir son inscription contre cet acquéreur européen? Nul doute, son contrat est régi par la loi française, et il serait opposable à un acquéreur musulman comme à l'acquéreur européen; son droit n'a pu être purgé que suivant la loi française.

L'inscription de l'hypothèque donnée par un Musulman à un Musulman par acte notarié français serait valable contre l'acquéreur européen, non contre l'acquéreur musulman, et la revente à un Européen ne la ferait pas revivre; contre elle le sous-acquéreur européen ferait valoir les droits de son vendeur musulman.

133. — Les créanciers saisissants peuvent, du chef de leur débiteur, opposer le défaut de transcription, de date certaine,

ou l'antériorité de son droit. La Cour en a fait souvent l'application dans les arrêts rapportés n° 27, 28, 34.

La transcription de la saisie leur donne un droit propre.

Si le débiteur a vendu entre la saisie et sa transcription, peuvent-ils opposer la saisie aux tiers? Nous ne le pensons pas. La question est fort controversée. Les arrêts d'Angers, 1er décembre 1858 (D. P. 59, 2, 31); Nîmes, 13 mars 1862 (Sir. 63, 2, 58); Grenoble, 1er juin 1865 (Sir. 65, 2, 332; D. P. 65, 2, 181) sont favorables aux tiers; ceux de Caen, 1er mai 1858 (Sir. 58, 2, 449); Besançon, 29 novembre 1858 (Sir. 58, 2, 212; J. P. 59, 10; D. P. 59, 2, 33); Caen, 13 février 1866 (D. P. 68, 2, 141) sont favorables aux saisissants.

134. — La fraude fait exception à toutes les règles; il faut la prévoir en Algérie, où les spéculations sur les immeubles ont appelé si souvent l'attention du législateur; on doit la réprimer énergiquement chez les Européens comme chez les indigènes.

Les indigènes ne se font aucun scrupule de vendre leur propriété successivement à plusieurs, et même de le reconnaître ensuite, surtout si on les paie pour cela; de vendre ce qu'ils n'ont pas, et de comparaître à un acte public sous le nom des vrais propriétaires, en déclarant ne savoir signer.

Les marchands de domaines européens sont plus coupables encore de payer les indigènes pour remplir ce rôle de faussaires ou de figurants. La Cour d'assises a dû condamner de nombreux indigènes; l'Européen est rarement atteint.

L'acheteur de *latifundia*, d'immenses terrains sans limites précises, sauf à faire passer le géomètre pour limiter et obtenir un titre spécialement purgé, n'est pas toujours curieux de rechercher les titres, ni les droits de ses vendeurs; il achète d'abord; l'indigène lui donne libéralement et sans compter (d'ailleurs il ne sait pas compter) un nombre d'hectares indéfini, celui qu'il désire, pourvu qu'il touche un peu d'argent; si l'opération aboutit heureusement, cela va bien; si elle ne réussit pas tout à fait, l'indigène touche rarement le solde.

Des hypothèques peuvent aussi être frauduleusement concédées après une vente non transcrite pour la faire tomber.

Toutes ces fraudes peuvent être réprimées au civil (nous n'avons pas à nous occuper du criminel).

Pour la preuve écrite, pour la date certaine, pour la transcription, la règle fléchit devant la fraude.

La simple connaissance d'une vente antérieure par un second acquéreur ne suffit pas pour l'annulation de la seconde vente, surtout si la première est nulle : Troplong, n° 190;

Mourlon, t. 2, n° 451 et 452; Flandin, t. 2, n° 871 à 882; Aubry et Rau, t. 2, p. 308, § 209 et note 81. En Belgique, il en est autrement : Laurent, t. 29, n° 191.

Mais la jurisprudence, conforme au principe admis d'ailleurs par la doctrine, annule tout acte, vente ou hypothèque, provenant d'un concert frauduleux : Cass., 8 décembre 1858, 14 mars 1859, 21 juillet 1885 (Sir. 87, 1, 175).

Nous terminerons par un conseil :

Il ne faut pas se réserver d'attaquer un acte comme frauduleux, il faut prouver la fraude et un tel procès est toujours dispendieux.

Enregistrer et transcrire est plus simple, plus sûr. Si l'immeuble n'est pas certainement français, il faut ajouter à ces garanties celle de l'acte notarié.

L.-A. EYSSAUTIER,
Conseiller à la Cour d'appel d'Alger.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

JURISPRUDENCE

COUR D'AIX (1re Ch.)

4 novembre 1886

Responsabilité, louage de services, faute du maître, dommages-intérêts.

Le fait par l'employé d'une Compagnie de chemins de fer d'avoir arrêté, sur l'ordre de son chef, un individu en flagrant délit de vol dans les lieux soumis à sa surveillance constitue de sa part l'exécution d'un contrat de louage.

En conséquence, s'il est mort, dans ces circonstances, des suites d'une blessure imputable à la faute de la Compagnie ou de son préposé, ses héritiers doivent en être indemnisés conformément aux art. 1382 et suivants du Code civil (1).

(1) La Cour d'Alger, devant laquelle l'affaire s'était présentée le 21 juillet 1884, était arrivée à la même solution en se fondant sur la disposition de l'art. 2000, relatif au mandat, qu'elle avait jugé applicable à l'espèce. Elle avait, d'ailleurs, écarté toute idée de faute du chef de la Compagnie. Sur le pourvoi de la Compagnie, la Cour suprême avait cassé, pour fausse application de la loi, le 14 avril 1886, et renvoyé devant la Cour d'Aix. L'arrêt rapporté, examinant les faits à nouveau, décide, contrairement à l'arrêt d'Alger, qu'il y a faute de la part de la Compagnie, et, sans chercher à savoir si l'art. 2000 est applicable à la matière, condamne celle-ci sur le fondement des art. 1382 et suivants du Code civil (Jurisprudence constante : V. Dall., *Code civil annoté*, art. 1383, nos 84 et suivants).

Au reste, il apparaît clairement dans les considérations de l'arrêt que la Cour d'Aix, à la différence de la Cour d'Alger mais à l'exemple de la Cour de cassation, tient le fait par l'employé d'avoir arrêté un individu en flagrant délit de vol pour l'accomplissement d'une des obligations naissant du *contrat de louage* qui le lie à la Compagnie. (V. Alger, 21 juillet 1884 et Civ. cass., 14 avril 1886, *Revue algérienne*, 1886, 2, 414, et la note)

(Tudury c. Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'exception de chose jugée :

Attendu que, si le jugement déféré a décidé qu'il n'y a pas eu faute, cette décision a été remise en question par l'appel et que l'appel est intégralement revivifié par l'arrêt de la Cour de cassation, qui a expressément remis la cause et les parties au même et semblable état où elles étaient avant l'arrêt cassé ; — Attendu que, par la même raison, la veuve Tudury est recevable à prendre à nouveau les conclusions qu'elle prend en son nom personnel, et qu'on lui conteste; que, bien qu'évincée en cette qualité par l'arrêt cassé, elle a été mise en cause devant la Cour de cassation et figure en son double titre comme défenderesse dans les qualités de l'arrêt de la Cour suprême; que la dite veuve, même pour son action en son nom personnel, est donc renvoyée devant la Cour de céans pour y faire valoir le mérite de tous les griefs d'appel sans distinction ; qu'exerçant ce droit, elle a conclu en sa double qualité demandant, tant pour elle que pour son fils mineur, une indemnité de 50,000 francs; que, dans l'allocation des dommages-intérêts, la Cour aura à répartir la somme totale allouée entre elle et son pupille;

Au fond : — Attendu que Tudury est mort victime du devoir en accomplissant une des obligations du contrat de louage de services qui le liait à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée; que si, en vertu de ce contrat, il était plus particulièrement préposé à la reconnaissance des marchandises, il est certain aussi, d'après la saine interprétation des accords et de l'intention réciproque des parties, qu'il était d'une manière générale tenu d'obéir à tous les ordres de ses supérieurs autres que ceux qui auraient été complètement étrangers au service; que, d'une part, la garde des marchandises rentrait dans sa spécialité; que, d'autre part et au surplus, l'ordre qu'il exécutait au moment où il a été frappé émanait d'un supérieur compétent et se rattachait directement au service; que Tudury n'aurait pu refuser d'y obtempérer sans manquer à la loi du contrat;

Attendu, par conséquent, que, si en donnant cet ordre le chef de gare a commis une faute ayant occasionné la mort de Tudury, la Compagnie, responsable sans conteste de son préposé, doit la réparation de cette faute, soit par suite de ses obligations contractuelles, soit par application des art. 1382, 1383, 1384 du Code civil ;

Attendu que l'imprudence du chef de gare est grossière et que sans cette imprudence Tudury n'eût pas été la victime du crime commis sur sa personne; qu'au lieu d'employer Tudury à l'assister dans la conduite d'un malfaiteur irrité contre celui qui l'avait pris en flagrant délit, le chef de gare devait, d'après les conseils de la plus vulgaire prudence, envoyer un homme d'équipe au poste de police voisin à quatre ou cinq cents mètres au plus pour requérir un agent de l'autorité; que rien n'empêchait de garder sans aucun péril le délinquant jusqu'à l'arrivée de cet agent ou jusqu'au moment où le commissaire de surveillance paraîtrait à son bureau; qu'en admettant l'excuse plaidée, consistant à dire que le chef de gare emmenait avec lui Tudury pour déposer du fait, cela n'explique pas pourquoi on n'a pas attendu, ce qui était facile, le concours de la force publique ou tout au moins pourquoi le chef de gare ne s'est pas fait assister d'un troisième employé; que cette imprudence a été suivie de la négligence d'une précaution dont l'omission est, comme la précédente, la cause directe et suffisante de la mort de Tudury, cette précaution consistant à faire fouiller, avant de le conduire, un homme audacieux, sauvage, féroce même, et à le lier, tout au moins à le tenir par chaque bras; qu'au lieu d'exercer la moindre des surveillances commandées par les circonstances, le chef de gare marchait négligemment un peu en avant quand, profitant précisément de cette insouciance, le malfaiteur a frappé le coup mortel qu'un peu d'attention aurait certainement empêché;

Attendu que la part d'imprudence de la victime est bien restreinte; qu'il était difficile à Tudury de risquer une observation au sujet de l'ordre malencontreux qui lui était donné; qu'il a pu se tromper lui-même sur la nécessité de fouiller le délinquant; mais que ces considérations n'effacent en rien la faute lourde du chef, et que, d'ailleurs, la Cour aura tel égard que de raison à cette atténuation de la faute dans la fixation des dommages-intérêts;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, il est superflu d'examiner si l'action de la veuve Tudury serait justifiée par l'art. 2000 du Code civil, dont la Cour ne fait pas application dans la cause;

Attendu que la veuve Tudury, en demandant la somme de 50,000 francs, a conclu et plaidé expressément en la double qualité de son intérêt personnel et de tutrice de son enfant mineur; que le débat s'est établi contradictoirement sur cette double qualité, et que, si une somme unique est indiquée comme objet de la demande, il a été précisé par les deux

parties que cette somme était à répartir entre l'une et l'autre des réparations demandées; que, par conséquent, en allouant deux indemnités, dont le chiffre total ne dépassera pas 50,000 francs, la Cour restera dans les limites de la demande;

Attendu que la veuve Tudury éprouve personnellement un préjudice dont elle a toujours demandé la réparation à son profit personnel et que la Cour évalue, pour la part incombant à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, à 4,000 francs en capital;

Attendu que, indépendamment des droits qu'il pourrait avoir dans la succession de son père et qu'il ne fait pas valoir, le mineur éprouve à son tour un préjudice distinct et direct qui a fait des deux parts l'objet du débat, et que la Cour évalue de même à 8,000 francs en capital;

Attendu que l'une et l'autre des demandeurs a droit encore contre la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, à titre de complément de dommages-intérêts, à l'intérêt légal du capital alloué à chacune des demandes, le dit intérêt couru depuis le jour de l'introduction de l'instance devant le tribunal d'Alger, et à tous les dépens à partir du même jour;

Par ces motifs : — Statuant par suite du renvoi de la Cour de cassation, sans s'arrêter à l'exception de chose jugée dont la partie de Caillat est démise et déboutée, non plus qu'à ses autres fins et conclusions;

Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Faisant ce que les premiers juges auraient dû faire et disant droit tant à l'action personnelle de la veuve Tudury qu'à son action ès-qualité de tutrice légale de son enfant mineur:

Condamne la Compagnie du chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée, intimée et qualifiée ci-dessus, à payer à titre de dommages-intérêts : 1° à la veuve Tudury la somme de 4,000 francs avec intérêt légal à partir du jour de l'introduction de l'instance devant le tribunal d'Alger; 2° au mineur Tudury, ou soit pour lui à la dite dame ès-qualité de tutrice légale, la somme de 8,000 francs avec le même intérêt; la somme capitale de 8,000 francs devant être placée en rente sur l'État jusqu'à la majorité du mineur; le tout en tant que les condamnations n'excèderont pas le chiffre de 50,000 francs.

MM. BESSAT, *prem. prés.;* FABRE, *av. gén.;* TAVERNIER et RIGAUD, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

7 décembre 1886

Appel, matière musulmane, jugement rendu par les tribunaux de Tizi-Ouzou ou de Bougie, procédure, décret du 10 septembre 1886, défaut de conclusions, radiation de l'affaire.

Les modifications apportées par le décret du 10 septembre 1886 aux règles de la procédure d'appel en matière musulmane s'appliquent même aux appels des jugements rendus par les tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou.

En conséquence, la partie qui interjette appel devant la Cour d'un jugement rendu par un de ces tribunaux est tenue de déposer des conclusions, faute de quoi défaut doit être donné contre elle et la radiation de l'affaire prononcée. (D. 10 sept. 1886, art. 43 et 44) (1).

(El-Ghebouby ben Lakdar c. Abdallah ben Cherif)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'El-Ghebouby ben Lakdar, appelant, n'a point déposé de conclusions;

---

(1) On a vu par le travail publié dans la *Revue algérienne (Le décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane*, par M. A. Leclerc, 1886, 1, 212) que cette question avait soulevé deux systèmes.

Une première opinion soutient que, le nouveau décret étant exécutoire dans toute l'étendue du Tell (à l'exception des ressorts de Tizi-Ouzou et de Bougie), les lois nouvelles de procédure et de compétence établies par le décret de 1886 régissent même les instances qui, ayant pris naissance dans le territoire de ces deux ressorts, viennent en appel devant la Cour ou le tribunal de Constantine. Toutes les fois que ces instances *sortent*, pour ainsi dire, de ces territoires, elles sont régies par les dispositions du nouveau décret, et celles du décret du 29 août 1874 qui paraissent contraires ne sont plus applicables. — Il en résulte notamment que l'appelant doit déposer des conclusions. C'est ce que décide l'arrêt rapporté.

D'autres pensent que, le décret du 29 août 1874 étant formellement visé et maintenu par celui du 10 septembre 1886, aucune de ses dispositions ne peut être abrogée que si le législateur s'en est formellement expliqué dans le nouveau décret.

Signalons encore un troisième système, d'après lequel les règles relatives à la composition de la Cour et du tribunal de Constantine auraient été modifiées par le décret de 1886, sans que les règles de procédure aient subi aucun changement.

Attendu que le décret du 10 septembre 1886, par ses art. 37 et suivants, a réglé pour l'avenir la procédure à suivre devant les tribunaux d'appel en matière musulmane; — Que ces dispositions sont générales et ne peuvent comporter d'autres exceptions que celles formellement édictées par la loi; — Que l'exception posée dans l'art. 72 du même décret ne saurait s'appliquer à la procédure d'appel devant la Cour;

Qu'il résulte en effet de ses termes mêmes qu'elle ne concerne que les juridictions des arrondissements de Bougie et de Tizi-Ouzou, dans lesquels il n'existe point de cadis, juges du premier degré; — Qu'il échet en conséquence de faire application en la cause des dispositions des art. 43 et 44 du décret précité;

Par ces motifs : — Donne défaut contre l'appelant faute de conclure; — Prononce la radiation de l'affaire; — Ordonne en conséquence que le jugement déféré sera exécuté en sa forme et teneur dans toutes ses dispositions;

Charge le cadi notaire de Guergour de l'exécution du présent arrêt.

MM. BLANKAERT, *prés.*; MARSAN, *av. gén.*; LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL D'ORLÉANSVILLE

25 mai 1886

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, actes rectificatifs, appréciation, compétence.

Le titre définitif délivré conformément à l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873 forme, à dater de sa transcription, le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous droits réels antérieurs.

Mais si la validité de ce titre est contestée par un tiers qui produit des actes administratifs également transcrits, rectifiant le titre précédemment délivré, cette contestation doit être portée devant le conseil de préfecture. Les tribunaux ordinaires sont incompétents pour apprécier la valeur des actes rectificatifs aussi bien que celle du titre définitif délivré primitivement (1).

---

(1) Dans l'application d'une loi comme celle du 26 juillet 1873 qui, en vue de l'intérêt général, n'hésite pas à sacrifier des intérêts privés, l'administration ne saurait user d'une trop grande prudence; l'espèce qu'a eu à juger le tribunal d'Orléansville en est la preuve.

(Villenave c. Ben Ali ben Djilali ben Mohamed ben Chergui)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Villenave a assigné devant le tribunal de céans les défendeurs pour voir dire que c'est à tort que le commissaire-enquêteur a attribué le lot nº 605 du plan des Ouled-Farès au nommé Ben Ali ben Chergui, que c'est également à tort que le même commissaire-enquêteur a attribué au nommé Mohamed ben El-Habib Ali Hadji le nº 669 ;

On sait que les titres de propriété établis par l'administration des Domaines deviennent *définitifs* après l'expiration des délais impartis aux tiers pour contester les attributions faites aux indigènes reconnus propriétaires par le commissaire-enquêteur. Ces titres, dit l'article 18 de la loi, forment, à dater de leur transcription, le point de départ unique de la propriété, *à l'exclusion de tous droits réels antérieurs*. Nous avons déjà signalé l'importance de cette disposition, qui donne à la propriété, ainsi constatée, une base tellement certaine que les tribunaux ne sauraient admettre aucune action en revendication à l'encontre de ces titres, si cette action repose sur un droit antérieur. Encore faut-il, cependant, que les opérations administratives prescrites par la loi aient été régulièrement accomplies, sans quoi l'on se heurte à des difficultés de la nature de celle qui se présentait devant le tribunal.

Dans l'espèce, les demandeurs en revendication opposaient aux titres définitifs, primitivement délivrés et transcrits, des actes rectificatifs également transcrits, et dans lesquels il était dit que les premiers titres seraient considérés comme simplement provisoires tant que serait pendante cette instance en revendication. Ils soutenaient donc que les premiers titres délivrés ne faisaient pas obstacle à leur revendication et que le tribunal devait en apprécier le mérite. N'est-ce pas aux tribunaux de droit commun qu'appartient la connaissance des questions de propriété?

Sans doute, quand on produit devant un tribunal des titres de propriété devenus définitifs après l'accomplissement *régulier* des formalités prescrites, ce tribunal doit se déclarer compétent (Alger, 30 mars 1886, *Revue algérienne*, 1886, 2, 241), et son rôle est simplement de sanctionner ces titres ; car ils forment, au vœu de la loi, le point de départ unique de la propriété.

Mais la solution n'est plus aussi simple quand, pour un motif ou un autre, on conteste la validité ou la régularité du titre. Ainsi, dans l'espèce, on voit l'administration elle-même détruire la force du titre qu'elle a primitivement délivré ; elle *rectifie* le premier titre, lui enlève son caractère définitif pour le rendre provisoire. La première question qui se pose alors n'est-elle pas de savoir quelle est la valeur de cet acte rectificatif? De deux choses l'une, en effet : ou l'administration a le droit de rectifier le titre définitif, et alors l'instance en revendication pourra être utilement exercée ; ou elle ne peut modifier ce qu'elle a définitivement établi, et alors c'est le premier titre qui devra prévaloir.

La question ainsi posée comportait-elle l'appréciation d'un acte administratif en lui-même, et, par suite, échappait-elle à la juridiction ordinaire? Le jugement décide que le point de savoir si le titre est redevenu provisoire

— Attendu que Villenave (Jules) prétend que son frère Victor Villenave, dont il est le légataire universel, a, suivant acte reçu Me Lebailly, notaire à Alger, en date du 28 mai 1871, acheté du sieur Guignette divers immeubles situés aux Oulad-Farès, parmi lesquels une terre dite El-Rebaha el-Metmer, d'une contenance de 13 hectares, dans laquelle se trouve compris les lots nos 605 et 669; — Attendu que ces immeubles avaient été vendus à Guignette par Djilali ben Djilali et que Villenave a assigné les héritiers de ce dernier, aujourd'hui décédé, en garantie et en paiement de dommages-intérêts; — Attendu que, par exploit du 9 février 1884, du ministère de Missé, huissier à Alger, Villenave a dénoncé cette demande à M. le Directeur des Domaines, déclarant s'opposer à la délivrance des titres définitifs au profit des attributaires sus désignés; — Attendu que l'administration des Domaines, malgré cette dénonciation, a délivré à Ben Ali ben Chergui et Mohamed ben El-Habib les titres définitifs des lots nos 605 et 669; — Attendu que ces titres ont été régulièrement transcrits au bureau des hypothèques d'Orléansville, le 25 mars 1884; — Attendu que les consorts Djelloul ben El-Djilali et Mohamed ben El-Habib (Ali Hadji) n'ont pas constitué défenseur quoi-

---

à la suite de la rectification est une question administrative, qui sort de sa compétence. On peut se demander si le tribunal d'Orléansville n'a pas exagéré ses scrupules touchant le principe de la séparation des pouvoirs; car l'acte rectificatif est tellement contraire aux principes posés dans la loi de 1873 que le tribunal aurait peut-être pu n'avoir égard qu'au titre primitivement délivré après l'accomplissement régulier des formalités de la loi.

Nous ignorons dans quelles circonstances l'administration a cru devoir rectifier les titres, mais, dans tous les cas, n'y aurait-il pas là de sa part une faute de nature à engager sa responsabilité? Quand les choses se passent normalement, le commissaire-enquêteur arrête ses conclusions définitives, sur le vu desquelles l'administration établit les titres de propriété. L'administration *a dès lors épuisé son rôle*; c'est aux intéressés lésés, s'il y en a, à se pourvoir devant les tribunaux, et dans les délais. N'est-ce pas, par suite, commettre une sorte d'excès de pouvoir que de modifier des attributions devenues définitives, de rectifier des titres qu'elle a fait transcrire elle-même!

Quoiqu'il en soit, il semble bien que le bénéficiaire du titre définitif et ses ayants droit n'ont pas à se préoccuper de cette rectification; la transcription a définitivement consacré pour eux un droit opposable à tous.

Faisons observer, en terminant, que, dans tous les cas, la juridiction administrative compétente pour apprécier la validité des titres produits ne saurait être, ainsi que l'affirme le jugement rapporté, celle du conseil de préfecture; car la compétence de ces conseils est réglée par des textes spéciaux, et aucun ne leur attribue la connaissance de ces questions.

L. Charpentier.

que régulièrement réassignés et qu'il y a lieu de donner itératif défaut à leur encontre ; — Attendu que par des conclusions signifiées le 8 janvier 1886 Ben Ali ben El-Djilali a soulevé l'incompétence du tribunal ;

Attendu que Ben Ali ben Djilali a versé au dossier le titre définitif à lui délivré le 17 mars 1884 ; — Attendu que ce titre attribue au dit Ben Ali la propriété de la totalité du lot n° 605 ; qu'aux termes de la loi du 26 juillet 1873, le dit défendeur est, par le fait de cette attribution définitive et de la transcription, devenu propriétaire à l'exclusion de tous autres du lot dont s'agit ; — Attendu, il est vrai, que Villenave a produit deux actes rectificatifs datés du 16 janvier 1886, de M. le Directeur des Domaines, prononçant que les titres définitifs délivrés à Ben Ali ben Djilali et Mohamed ben El-Habib, régulièrement transcrits au bureau des hypothèques d'Orléansville, resteraient provisoires tant que l'instance pendante entre Villenave et les défendeurs n'aurait pas reçu une solution définitive ; que M. le Directeur des Domaines a ordonné que ces deux actes seraient transcrits au bureau des hypothèques et mentionnés partout où besoin serait ; — Attendu que Ben Ali étant propriétaire en vertu d'un titre administratif régulièrement transcrit, c'est à la juridiction administrative seule, c'est-à-dire au Conseil de préfecture, d'en prononcer l'annulation ou la rétraction, et que les tribunaux civils sont incompétents pour en connaître ; — Attendu que le tribunal n'est pas plus compétent pour apprécier la valeur des deux actes rectificatifs de M. le Directeur des Domaines que celle des titres définitifs délivrés aux défendeurs ; qu'il y a lieu, dès lors, pour lui de se déclarer incompétent, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs ;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut contre les consorts Djelloul ben El-Djilali et Mohamed ben El-Habib (Ali Hadji), faute de constitution de défenseur, et statuant contradictoirement à l'égard de toutes parties en cause, — Se déclare incompétent, et renvoie Villenave à se pourvoir comme il l'entendra.

MM. PATRIMONIO, *prés.* ; DAVID, *subst.* ; FOURRIER *et* FRUCHIER, *déf.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

21 octobre 1886

Indigènes musulmans, procès-verbal de carence, notification, analyse sommaire en arabe, interprète assermenté, nullité.

En permettant au juge de prononcer la nullité des exploits notifiés à des Musulmans sans analyse sommaire en langue arabe, faite et certifiée par un interprète assermenté (ord. 26 septembre 1842, art. 68), *le législateur algérien a marqué sa volonté de restreindre une mesure aussi rigoureuse aux cas où cette omission aurait pour résultat de compromettre injustement les droits des Musulmans intéressés.*

S'agissant spécialement de procès-verbaux de carence, qui, s'ils étaient réguliers, constitueraient l'exécution d'un jugement de défaut, et rendraient par suite irrecevable l'opposition faite à ce jugement, il échet d'annuler ces procès-verbaux, dont l'un, encore bien qu'il comprenne dans le décompte des frais la vacation et le transport d'un interprète, ne mentionne ni la présence d'un interprète assermenté, ni son assistance aux actes de l'huissier, ni la traduction exigée; dont l'autre, tout en constatant la présence d'un interprète et en contenant la mention de la traduction, énonce que l'interprète est un auxiliaire requis en l'absence du titulaire, et ne mentionne pas que cet auxiliaire fût assermenté (1).

---

(1) Sur la nullité facultative résultant de l'inobservation de l'art. 68 précité, en matière civile et criminelle, V. trib. de Sidi-Bel-Abbès, 4 novembre 1884 (*Revue algérienne*, 1886, 2, 127) et la note; Alger, 13 mai et 15 juin 1885 (*Revue algérienne*, 1886, 2, 11, 13) et la note; Conseil permanent de révision d'Alger, 22 octobre 1885, *Revue algérienne*, 1886, 2, 52; Cr. rej., 2 août 1886 (*Revue algérienne*, 1886, 2, 413) et la note.

Sur l'insuffisance de la mention, en marge de l'exploit, du coût de la traduction, V. Alger, 5 février 1848, et note sous les arrêts précités des 13 mai et 15 juin 1885.

Pour le cas d'absence ou d'empêchement de l'interprète titulaire, V. même note.

Dans l'espèce de notre arrêt, les deux tentatives de saisie avaient eu lieu : la première, dans un domicile où n'habitaient plus les débiteurs et où ils n'étaient pas valablement représentés; la seconde, pour plus de sûreté, à leur domicile actuel et en présence de l'un d'eux. D'après une jurisprudence qui paraît bien fixée, un procès-verbal de carence peut être un acte d'exécution suffisant pour empêcher la péremption de six mois, encore bien que le défaillant n'en ait pas eu connaissance. (Civ. rej., 12 mars 1861, D. P., 61, 1, 156; Paris, 20 juin 1870, D. P., 71, 2, 3; Poitiers, 1er déc., 1875 et 20 avril 1880, D. P., 77, 2, 26, et 80, 2, 229). Mais ce même acte d'exécution ne peut avoir pour effet de rendre l'opposition non recevable qu'autant qu'il a été connu du défaillant, conformément à l'art. 159 du C. de proc. civ. (Civ. rej., 12 mars 1861, *suprà*; Req., 19 février 1873, D. P., 73, 1, 368; Alger, 15 février 1873, *Journ.* de Robe, 73, p. 41; Req., 7 déc. 1875, D. P., 76, 1, 272). Dans l'espèce soumise à la Cour, la validité ou la nullité du second procès-verbal de carence tout au moins était donc capitale, au point de vue de la recevabilité de l'opposition.

(Abraham Assoun c. Fatima bent Boulakras et autres)

Confirmation en ce sens d'un jugement du TRIBUNAL CIVIL DE CONSTANTINE, du 19 décembre 1884.

MM. PUECH, *prés.;* COLAUD DE LASALCETTE, *subst. du proc. gén.;* CHÉRONNET et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

13 novembre 1886

Acte d'appel, constitution d'avoué, omission, nullité.

La constitution pour avoué d'un individu qui n'a point cette qualité annule l'acte d'appel.

Il en est ainsi alors même que la personne constituée serait un avocat, et que ce serait par erreur qu'on lui aurait donné le titre d'avoué (1).

(Belkassem ben Taïeb c. Comptoir d'escompte de Philippeville)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Belkassem ben Taïeb Bourbon ne se présente pas ni personne pour lui;

Attendu que, par exploit de Akoun, huissier à Djidjelli, du 31 août 1886, Belkassem ben Taïeb Bourbon aîné, boucher à Djidjelli, a relevé appel d'un jugement contradictoirement rendu entre lui et le Comptoir d'escompte de Philippeville par le tribunal de commerce de Philippeville, le 16 juin 1886; que, dans la copie de cet exploit, versée au dossier du Comptoir, on lit que l'appelant constitue pour son avoué Me Passerieu, avoué près la Cour d'appel d'Alger, y demeurant;

Attendu qu'il n'existe à la Cour d'appel d'Alger aucun avoué du nom de Passerieu; que l'un des membres du barreau d'Alger porte, il est vrai, ce nom, mais qu'il n'a pas qualité pour remplir auprès de la Cour le ministère exclusivement dévolu aux avoués et défenseurs; qu'ainsi la constitution d'avoué insérée dans l'acte d'appel ne s'applique pas à un officier ministériel investi du droit d'occuper devant la Cour;

---

(1) Req. 5 janv. 1815 ; Rennes, 18 mai 1824 (D., J. G. *v° Exploit,* n° 631 et note 1.)

Attendu qu'aux termes des art. 61 et 456 du Code de procédure civile combinés, l'acte d'appel doit contenir, à peine de nullité, la constitution de l'avoué qui occupera pour l'appelant; que cette prescription de la loi n'a pas été remplie dans l'exploit du 31 août 1886, qui est, par suite, entaché de nullité;

Par ces motifs : — Donne défaut contre Belkassem ben Taïeb Bourbon aîné, qui ne comparaît pas ni personne pour lui; — Déclare nul et sans valeur l'acte d'appel du 31 août 1886, du ministère de Akoun, huissier à Djidjelli.

MM. PUECH, *prés.;* COLAUD DE LASALCETTE, *subst. du proc. gén.;* CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

27 novembre 1886

Acte d'appel, jugement, désignation, erreur.

Un acte d'appel doit être déclaré valable, bien qu'il contienne une erreur dans la date du jugement attaqué, s'il est démontré soit par les énonciations mêmes de cet acte, soit par d'autres circonstances que l'intimé n'a pu se méprendre sur l'identité du jugement dont est appel (1).

(1) Bien qu'il faille mentionner d'une manière précise la décision dont est appel dans l'exploit d'ajournement, une jurisprudence constante admet que cette mention n'est pas soumise à un mode spécial de désignation comme, par exemple, l'énonciation de la date du jugement attaqué. Aucune formule sacramentelle n'étant prescrite à ce sujet, on doit tenir l'acte d'appel pour valable toutes les fois que le jugement se trouvera désigné de manière à ce qu'il n'y ait pas d'équivoque possible. (V. Req. 15 mars 1810; Agen, 9 juillet 1810, D., J. G., *Vo Exploit.* 524-3o); Colmar, 31 janv. 1826; Bordeaux, 2 juin 1827, (D., J. G., *Vo Appel civil,* 711); Bordeaux, 22 juillet 1831, (D., J. G., *Vo Exploit.* 524-13o); Bordeaux, 20 juin 1833, (*ibid.*, 58-10o); Limoges, 10 nov. 1845, (D. P., 46, 4, 278); Limoges, 29 nov. 1845, (*ibid.*); Poitiers, 31 mai 1855, (D. P., 55, 2, 267); Alger, 8 juin 1863, (D. P., 64, 5, 14); Rouen, 13 mars 1880, (D. P., 1880, 2, 245).

Au reste, cette solution est d'autant moins contestable en Algérie qu'aux termes de l'ordonnance du 16 avril 1843 : « les nullités des actes d'exploits et de procédure sont facultatives pour les juges. » Des différentes décisions rendues en cette matière se dégage la règle suivante : Chaque fois que l'omission d'une formule ou l'irrégularité d'un acte de procédure n'a pas causé de préjudice à la partie, la nullité ne doit pas être prononcée : c'est le cas dans notre hypothèse. (V. Charpentier, *Analyse du cours de législation algérienne professé à l'École de droit,* p. 75). R. P.

(Belkassem ben el Haouel c. Commune d'Oran)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appelant ne se présente pas pour plaider; que Me Garau, substituant Me Chéronnet, son défenseur constitué, déclare n'avoir reçu ni pièces ni renseignements;

Attendu que le jugement dont est appel a été rendu le 18 mars 1884 par le tribunal civil d'Oran; que, dans la signification de ce jugement à la partie et à son avoué, cette date du 18 mars 1884 est exactement énoncée; que cependant, dans l'acte d'appel du 26 juillet 1884, Belkassem ben el Haouel ben el Arbibe, el Negaïch place le jugement dont il est relevé appel à la date du 17 mars 1884; qu'il est excipé de la nullité de cet appel parce qu'il porterait sur un jugement du 17 mars 1884 et non pas sur celui du 18 mars 1884, rendu entre les parties;

Attendu qu'il est constant qu'un seul jugement ayant trait au litige pendant entre la commune d'Oran et Belkassem ben el Haouel a été rendu par le tribunal civil d'Oran, le 18 mars 1884; — Que si, dans son acte d'appel, Belkassem ben el Haouel a visé par erreur un jugement du 17 mars 1884, qui n'avait jamais été prononcé contre lui, la commune d'Oran n'a pas pu se méprendre sur la véritable portée de l'exploit qui lui était signifié; qu'en effet, les mentions de cet exploit ne laissent aucun doute sur la nature du litige, l'objet du débat, la volonté de l'appelant et l'application de l'appel au seul jugement intervenu entre les parties à raison de la propriété d'une parcelle de terrain, située à Oran, rue de l'Évêché; — Qu'ainsi il est manifeste que Belkassem ben el Haouel a bien voulu relever appel du jugement du 18 mars 1884, et que la commune d'Oran n'a pu se tromper sur ses intentions ni appliquer cet acte d'appel à un autre jugement que celui du 18 mars 1884; — Qu'il suit de là qu'elle n'a éprouvé aucun préjudice dans sa défense; que l'acte d'appel du 26 juillet 1884 a produit tout l'effet qu'on en devait attendre et que l'exception doit être rejetée;

Au fond : Adoptant les motifs des premiers juges;

Donne acte à Me Garau, substituant Me Chéronnet, de ce qu'il n'a reçu de l'appelant ni pièces ni renseignements; — Déclare valable l'appel interjeté le 26 juillet 1884 par Belkassem ben el Haouel bel Arbi ben el Negaïch du jugement rendu le 18 mars 1884 par le tribunal civil d'Oran dans la cause pendante entre lui et la commune d'Oran; — Reçoit cet appel en la forme; — Au fond, le déclare mal fondé; — Confirme le dit jugement, qui sortira son plein et entier effet.

MM. PUECH, *prés.*; HONEL, *subst. du proc. gén.*; TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 juin 1886

Concession d'eaux d'irrigation, interprétation, compétence de l'autorité administrative.

L'autorité administrative est seule compétente pour interpréter un arrêté préfectoral portant concession d'eaux d'irrigation.

Il y a lieu à interprétation lorsque les parties ne sont pas d'accord sur la portée de l'arrêté (1).

---

(1) Cet arrêt met en relief un des intérêts qui s'attachent à la distinction des actes que peuvent accomplir les agents de l'administration.

Ces actes sont de natures variées : dans les uns ces agents interviennent comme partie contractante, dans les autres ils font œuvre de puissance publique et d'autorité. Les premiers prennent le nom d'actes contractuels ou de gestion ; ce sont les opérations juridiques accomplies pour le compte et dans l'intérêt des personnes morales du droit administratif. Les seconds constituent des actes administratifs proprement dits ou des actes réglementaires, suivant qu'ils édictent des dispositions individuelles et spéciales garanties par voie de contrainte administrative ou des dispositions générales garanties par une sanction pénale.

En principe, et sauf texte contraire, les difficultés auxquelles les actes de gestion peuvent donner lieu sont tranchées par les tribunaux de l'ordre judiciaire. La compétence administrative est exceptionnelle en cette matière.

Au contraire, la compétence administrative est la règle pour les actes de puissance publique soit administratifs proprement dits, soit réglementaires. Ces actes échappent d'une façon générale au contrôle des tribunaux ordinaires : ainsi le veut le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire. Mais ce principe ne s'applique pas toujours avec une égale rigueur : il comporte certaines exceptions quand il s'agit d'actes réglementaires, et l'une d'elles consiste dans le droit pour l'autorité judiciaire d'interpréter les règlements (Argt. art. 471 § 15 C. pén.). En ce qui concerne les actes administratifs proprement dits, cette exception n'existe pas : les tribunaux ordinaires sont incompétents pour les interpréter. C'est ce que décide l'arrêt rapporté.

L'espèce soumise à la Cour pouvait présenter quelques difficultés, car il s'agissait d'interpréter une concession d'eau, acte qui se manifeste sous les apparences d'un contrat. Cependant l'arrêt a écarté la compétence judiciaire. « Une concession gratuite, dit M. Batbie, est bien un contrat, car après tout il faut qu'elle soit, pour devenir définitive, acceptée par le concessionnaire. Mais quand il s'agit d'une concession gratuite, les conditions

(Syndicat des eaux de Guyotville c. l'État, Mercurin et autres)

Par un arrêté du 15 mai 1873, l'administration a concédé au syndicat d'irrigation de Guyotville la jouissance des eaux de l'oued Beni-Messous, « sous réserve des droits des tiers, l'État ne pouvant que mettre l'association en son lieu et place, tant pour ses droits que pour ses charges. »

Le syndicat interprèta cet arrêté en ce sens qu'il avait le droit de disposer de toutes les eaux de l'oued Beni-Messous sur lesquelles les tiers n'avaient pas de droit légalement acquis, soit en vertu de titres par application de l'art. 2 de la loi du 16 juin 1851, soit en vertu de concessions émanant de l'administration et antérieures au 15 mai 1873.

Il introduisit contre MM. Mercurin et autres une action en délaissement des eaux que ceux-ci, sans autre titre que la tolérance de l'administration, utilisaient pour l'irrigation de leurs terres, depuis une époque antérieure au 15 mai 1873.

MM. Mercurin et consorts résistèrent à cette demande, et, d'office, le tribunal ordonna la mise en cause de l'État, pour être statué en sa présence.

Sur l'assignation qui lui fut donnée, le préfet du département fit connaître que, par son arrêté du 15 mai 1873, l'administration n'avait entendu disposer en faveur du syndicat que des eaux dont elle avait en ce moment la possession effective.

Dans cet état, le TRIBUNAL CIVIL D'ALGER rendit, à la date du 6 mai 1885, un jugement par lequel il déboutait le syndicat des eaux de Guyotville de toutes ses prétentions et conclusions à l'égard de MM. Mercurin et consorts.

Sur l'APPEL du syndicat,

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que l'arrêté préfectoral du 15 mai 1873, sur lequel le syndicat des eaux de Guyotville fonde ses revendications, est différemment interprété par les parties; qu'il est indispensable, avant de statuer au fond, de connaître exactement le sens de cet acte administratif et l'étendue qui doit lui être attribuée;

---

ne sont pas débattues comme pour un contrat à titre onéreux; c'est le concédant qui fixe l'étendue de sa libéralité, et le concessionnaire n'impose pas sa volonté. Aussi est-il naturel, si la concession est douteuse, d'en demander l'interprétation à celui qui l'a faite. » (*Traité de droit public et administratif*, t. VII, n° 378. — V. dans le même sens un arrêt de la C. de cass., ch. civ., du 28 juin 1886 et la note sous cet arrêt (*Revue algérienne*, 1887, 2, 17).

Considérant que cette interprétation s'impose d'autant plus à la Cour que l'État, mis en cause, a pris des conclusions qui manifestent cette nécessité ; qu'il y est dit notamment, après l'affirmation que des intérêts privés sont seuls en litige, qu'en cette situation « l'administration n'a, par son arrêté du 15 » mai 1873, entendu disposer en faveur du syndicat que des » eaux dont elle avait en ce moment la possession effective ; » que les eaux dont les riverains s'étaient déjà emparés pour » les utiliser depuis une époque plus ou moins éloignée et » dont ils jouissaient au profit de leurs terres, même en vertu » d'une simple tolérance, ont été, dans la pensée de l'admi- » nistration exclues de la concession ; qu'il eût été en effet » injuste de dépouiller les riverains qui avaient exécuté les » travaux nécessaires pour utiliser les eaux et dont la posi- » tion pouvait n'être pas définitivement régularisée, dans le » but de favoriser des propriétaires moins bien qu'eux à » portée de tirer parti des mêmes eaux; que l'État devait » donc aux travaux déjà accomplis isolément par des habi- » tants de la commune, pour l'utilisation des eaux que l'inté- » rêt général n'exigeait pas, la même protection qu'aux tra- » vaux que se proposaient d'exécuter d'autres habitants de » la même commune constitués en syndicat ; que telle a été » la véritable intention de l'État et qu'au surplus, si le syndi- » rat contestait cette interprétation, le tribunal devait, avant » de passer à l'examen du fond, renvoyer les parties devant » la juridiction administrative, seule compétente, pour l'inter- » prétation des actes administratifs. »

Considérant que, loin d'accepter cette interprétation de l'État, ce qui eût permis à la Cour de statuer définitivement, le syndicat de Guyotville l'a formellement repoussée ; qu'il dit dans ses conclusions que « le préfet ne peut pas donner à l'acte de » concession du syndicat une interprétation par voie de con- » clusions ; qu'il ne peut surtout pas donner, comme il l'a » fait, une interprétation contraire au texte formel de l'acte; »

Considérant que les autres parties ont conclu, quoique subsidiairement, à l'interprétation par voie administrative ;

Considérant que l'autorité administrative est seule compétente pour interpréter l'acte de concession du 13 mai 1873 ;

Considérant qu'en ordonnant cette interprétation préalable, il y a lieu de réserver à toutes les parties en cause toutes leurs demandes, fins et conclusions, pour être sur chacune d'icelles ultérieurement statué ;

Par ces ces motifs : — Joint et reçoit en la forme les appels, et, avant dire droit au fond, tous droits des parties expressément réservés, renvoie les parties devant l'autorité adminis-

trative compétente pour faire par elle procéder à l'interprétation de l'acte de concession du 13 mai 1873. — Dépens réservés.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* MARSAN, *subst. du proc. gén.;* CHÉRONNET, POIVRE, GARAU et TILLOY, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

28 juin 1886

Concession de chemin de fer, cahier des charges, intérêts privés, interprétation, compétence. — Algérie, décrets des 16 octobre 1871, 10 octobre 1872 et 15 juillet 1874, interprétation, compétence. — Bail de colonisation, interprétation, compétence.

L'autorité judiciaire est seule compétente pour interpréter les clauses et conditions du cahier des charges annexé à la loi de concession d'un chemin de fer dans les contestations entre la Compagnie concessionnaire et les particuliers (1).

Les décrets des 16 octobre 1871, 10 octobre 1872 et 15 juillet 1874, réglant d'une manière générale la transmission de la propriété en Algérie, sont de véritables lois. C'est, dès lors, à l'autorité judiciaire qu'il appartient d'interpréter ces décrets et de fixer le sens des dispositions qu'ils renferment.

Le bail de colonisation, en raison de sa nature et de son but, présente tous les caractères d'un acte administratif dont il n'appartient qu'à l'autorité administrative de donner l'interprétation (2).

---

(1) Jurisprudence constante. V. notamment Civ. rej., 22 juin 1872, (D. P. 74, 1, 332); — Req., 8 août 1883 (D. P. 84, 1, 81). — Alger, 9 février 1884 *(Revue algérienne,* 1885, 2, 251).

(2) Il est aujourd'hui de jurisprudence constante que l'autorité judiciaire est seule compétente pour connaître de toutes les contestations qui s'élèvent soit entre l'administration et les fermiers, soit entre les fermiers et des tiers, relativement à la validité, à l'interprétation, à l'exécution, etc., des baux des biens de l'État (V. Devill. et Gill., *Jurisprudence du XIXe siècle, vo Bail administratif,* nos 18 et 19; — Conseil d'État, 14 février 1853, Sir., 53, 2, 730); — Cons. d'État, 14 août 1865 (Sir., 66, 2, 204); — Cons. d'État, 19 février 1868 (Sir., 68, 5, 356); — Cons. d'État, 12 janvier 1870 (Sir., 71, 2, 125). Il est également constant que l'interprétation d'un

(Compagnie de Bône-Guelma c. Berge)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen :

Attendu que les décrets des 16 octobre 1871, 10 octobre 1872 et 15 juillet 1874 règlent d'une manière générale la transmission de la propriété en Algérie; qu'ils sont ainsi de véritables lois; — Attendu que le cahier des charges annexé à la loi du 16 mars 1877, portant concession du chemin de fer à la Compagnie de Bône-Guelma, en fait partie intégrante et participe de sa nature législative; — Attendu que les tribunaux civils sont compétents pour connaître des contestations qui s'élèvent sur l'interprétation de ces lois et actes et fixer le sens des clauses qu'ils renferment; — Et attendu que le litige qui divisait les parties à l'égard des parcelles de terrain nécessaires à l'établissement des chemins de fer concédés avait pour objet entre la Compagnie de Bône-Guelma et le défendeur de faire trancher une question de propriété par l'application des décrets, lois et cahier des charges ci-dessus indiqués; — Attendu, dès lors, que la Cour d'Alger, en déclarant sa compétence pour l'interprétation de ces actes législatifs, n'a ni méconnu le principe de la séparation du pouvoir judiciaire et

---

acte administratif portant concession de biens domaniaux dans les contestations qui peuvent s'élever entre l'administration et le concessionnaire ou entre le concessionnaire et des tiers intéressés appartient à l'autorité administrative, l'autorité judiciaire n'étant compétente que pour appliquer cet acte lorsqu'il ne présente aucune ambiguité ou lorsque l'autorité administrative en a fixé le sens et la portée. (V. Cons. d'État, 8 avril 1865 (D. P. 66, 3, 6); — Cass. civ., 10 et 21 novembre 1865 (D. P. 66, 1, 275); — Req., 31 janvier 1866 (D. P. 66, 1, 257); — Civ. cass., 24 février 1864 (D. P. 64, 1, 87).

Le bail de colonisation, introduit dans la législation algérienne par les décrets des 16 octobre 1871, 10 octobre 1872, 15 octobre 1874, devait-il être considéré, au point de vue qui nous occupe, comme un bail administratif de biens domaniaux ou comme un acte administratif de concession domaniale? Telle était la question que l'arrêt que nous rapportons était appelé à résoudre. Sans se prononcer expressément, l'arrêt décide qu'à raison de sa nature et de son but, le bail de colonisation présente tous les caractères d'un acte administratif dont il n'appartient qu'à l'autorité administrative de donner l'interprétation. Il admet ainsi implicitement, et avec raison à notre avis, que le bail de colonisation, qui *emporte promesse de propriété définitive,* n'est pas un simple bail, mais bien un acte de concession de biens domaniaux. (Cpr. dans la *Revue algérienne,* 1885, 1re part., l'étude de M. P. Lacoste, professeur à l'École de Droit d'Alger, sur *Les concessions de terres de colonisation en Algérie,* p. 196 et suiv.).

M. P.

du pouvoir administratif, ni violé aucun des articles visés au pourvoi, et qu'elle a fait, au contraire, une saine application des règles de sa compétence;

Sur le second moyen :

Attendu que la Cour d'Alger, régulièrement saisie de la contestation sur le fond, ne pouvait apprécier la demande qu'en recherchant le sens et la portée du bail consenti au défendeur, qui, à raison de sa nature et de son but, présentait tous les caractères d'un acte administratif dont il n'appartient qu'à l'autorité administrative de donner l'interprétation; — Que c'est donc à bon droit qu'elle a prononcé un sursis jusqu'à ce que l'autorité administrative ait donné l'interprétation du titre litigieux ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu, le 7 février 1884, par la Cour d'appel d'Alger (1).

MM. BARBIER, *prem. prés.;* ROHAULT DE FLEURY, *rap.;* DESJARDINS, *av. gén.;* MORILLOT et LEHMAN, *av.*

(Du même jour, sept arrêts dans le même sens).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

6 août 1886

Acte réglementaire, interprétation, illégalité, compétence judiciaire.

Le tribunal de simple police appelé à statuer sur une contravention à un règlement municipal est compétent pour interpréter ce règlement (2).

Il est également compétent pour en apprécier la légalité, et pour lui refuser toute sanction s'il le trouve illégal (3).

(Ministère public c. El-Abbès Sahaki)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'unique moyen de pourvoi tiré de la violation de l'art. 471, § 15 du code pénal, en ce que le juge de paix

(1) *Revue algérienne,* 1885, 2, 24, note 2.

(2, 3) Doctrine et jurisprudence constantes. — V. Aucoc, *Conférences sur le droit administratif,* t. I, p. 484 et 501 ; Ducrocq, *Cours de droit administratif,* t. I, nos 652 et 655 ; Batbie, *Traité de droit public et administratif,* t. VII, no 376. — Civ. cass. (14 août 1877, D. P., 78, 1, 9).

d'Orléansville s'est refusé à en faire l'application au prévenu, à raison des infractions qu'il aurait commises à un arrêté municipal, en date du 31 juillet 1884, qui interdit d'avoir des fondoucks sans autorisation préalable;

Attendu que le jugement attaqué constate que le fondouck géré par l'inculpé existait antérieurement au 1er juillet 1885, date à laquelle cet établissement, abandonné par Mansour El-Bagdad, qui le tenait en location, a été repris pour son compte par El-Abbès Sahaki, propriétaire des lieux, et que Mansour El-Bagdad n'avait fait lui-même que continuer une exploitation déjà ancienne; qu'il décide que dans ces circonstances El-Abbès Sahaki n'avait aucune autorisation à demander à l'autorité municipale;

Attendu que cette interprétation n'est nullement contraire au texte de l'arrêté du 31 juillet 1884; qu'en énonçant dans son art. 2 qu'un fondouck ne pourra être installé dans l'intérieur de la ville sans une autorisation municipale, il ne statue qu'au futur, pour l'avenir, et laisse en dehors de ses prescriptions les fondoucks existants; que vainement le pourvoi prétend que, le fondouck jusqu'alors exploité par Mansour ayant changé de maître, le gérant était tenu de se munir de l'autorisation du maire; que le texte même de l'arrêté visé indique que l'autorisation exigée s'applique exclusivement à la création d'un fondouck et non au cas d'un changement dans la personne qui l'exploite;

Attendu, en outre, que, si l'autorité municipale peut, dans l'intérêt de l'ordre et de la salubrité publics, réglementer certaines industries spéciales, il lui est interdit de prendre des mesures incompatibles avec les droits proclamés par la loi des 2-17 mars 1791; que les arrêtés dont l'art. 7 de cette loi maintient l'existence ou autorise la promulgation pour l'avenir ne sauraient s'entendre que de prescriptions de police destinées à prévenir les inconvénients que la liberté de l'industrie peut entraîner, mais non de dispositions qui auraient pour résultat de la supprimer, et que c'est évidemment y porter atteinte que de soumettre l'exploitation d'une hôtellerie à une autorisation préalable que la municipalité se réserve de refuser à son gré;

Attendu que dans ces circonstances le jugement attaqué, en refusant d'appliquer au prévenu l'art. 471, § 15, loin d'en violer les dispositions, en a fait, au contraire, une saine appréciation;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. LŒW, *prés.;* POUX-FRANKLIN, *rap.;* DESJARDINS, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 juin 1885

Bail administratif, inexécution, compétence judiciaire, clause contraire, nullité. — Acte administratif, illégalité, compétence.

Les tribunaux ordinaires sont seuls compétents pour connaître des difficultés auxquelles peut donner lieu l'exécution des baux administratifs. La clause du cahier des charges par laquelle un ministre se serait réservé le droit de prononcer la résiliation du bail est nulle comme portant atteinte à l'ordre public.

Si les tribunaux ordinaires n'ont point qualité pour interpréter, critiquer ou annuler un arrêté administratif, ils ont néanmoins le droit de rechercher si cet arrêté a été pris dans la limite des pouvoirs de l'administration, et, en cas de négative, de lui refuser toute sanction (1).

---

(1) Parmi les diverses solutions qui se dégagent de cet arrêt il en est une qui mérite particulièrement de fixer l'attention.

Il résulte de plusieurs dispositions légales que l'autorité administrative se trouve placée en face de l'autorité judiciaire dans un état d'entière indépendance. On exprime cette idée en disant que la séparation des autorités administrative et judiciaire est un principe de notre droit public. — Voir : loi des 16-24 août 1790, tit. II, art. 13; loi du 3 septembre 1791, tit. III, ch. 5, art. 3; décret de la Convention nationale du 16 fructidor, an III. — Mais les textes qui ont proclamé ce principe en ont donné la formule sans en déduire les conséquences; de là des incertitudes lorsqu'on veut en préciser la portée d'application.

Dans l'espèce ci-dessus rapportée, la Cour se trouvait en présence de la difficulté suivante :

Lorsqu'un acte administratif est illégal, l'autorité judiciaire peut-elle le considérer comme non avenu, n'en tenir aucun compte et lui refuser tout effet, bien qu'il n'ait pas encore été annulé par le conseil d'État pour excès de pouvoir? Ou bien, au contraire, les actes administratifs entachés d'irrégularité constituent-ils, jusqu'à ce que le conseil d'État les ait annulés, une règle s'imposant aux décisions de l'autorité judiciaire?

L'arrêt que nous rapportons a décidé que : « s'il est hors de doute » que les tribunaux ordinaires n'ont point qualité pour interpréter, » critiquer ou annuler un arrêté administratif, ils ont néanmoins le droit de » rechercher si cet arrêté a été pris dans les limites des pouvoirs de l'ad- » ministration, et, en cas de négative, de lui refuser toute sanction. »

(Carrière c. commune de Robertville)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les conventions passées le 23 juillet 1857 entre le ministre de la guerre et le sieur de Nogué, aux droits duquel Carrière a été substitué par jugement de l'audience des criées du tribunal civil de Philippeville en date du 17 décembre 1873, constituent un bail et non une concession ; — Attendu, en effet, qu'on y retrouve toutes les clauses essentielles du louage, et que les termes de divers articles de l'arrêté ministériel du 23 juillet, et notamment ceux des articles 1, 2 et 4, ainsi conçus : « Sont affermés au sieur Louis de Nogué pour une durée de 80 ans — le dit fermage est consenti moyennant une redevance — le fermier devra en outre abandonner gratuitement à la commune de Robertville, à l'expiration de son bail, l'huilerie qu'il aura fait construire pour son exploitation, » ne laissent aucun doute à cet égard ;

La Cour d'Alger, appelée il y a quelques années à se prononcer sur la question, avait déjà, dans un arrêt du 31 juillet 1873, affirmé la même opinion : « Attendu que notre droit public confère à l'autorité judiciaire le » pouvoir d'apprécier si les arrêtés dont on lui demande de sanctionner » l'application ont été légalement faits par l'autorité administrative ; — que » le pouvoir formellement donné au juge de police par le § 15 de l'art. 471 » du Code pénal de vérifier la légalité des arrêtés municipaux sur lesquels » la poursuite est fondée n'est que l'expression, pour un cas particulier, » d'un principe incontestable ; — que tous les tribunaux ont donc, non » certes pas le pouvoir d'annuler un arrêté de l'autorité administrative (ce » qui serait un empiètement), mais le devoir d'écarter l'application des ar- » rêtés qui n'ont jamais eu ou qui n'ont pas acquis la perfection à laquelle » le législateur a attaché leur existence et leur force légale. »

C'est également ce qu'enseigne M. Gautier. « Apprécier si un acte ad- » ministratif est légal, dit cet auteur, doit être permis à l'autorité judiciaire, » car il n'y a qu'à constater l'accomplissement de conditions imposées » par la loi, et la loi peut être consultée aussi bien par les juges ordinaires » que par les autres. » — (*Précis des matières administratives*, t. Ier, p. 5).

Ce système trouve un appui considérable dans la jurisprudence récente du Tribunal des conflits en matière de délimitation de cours d'eau. — La loi du 22 décembre 1789 donne aux préfets le droit de fixer par des arrêtés les limites des cours d'eau navigables. Ces arrêtés constituent des actes administratifs proprement dits. Leur but est de séparer le domaine public des propriétés privées avoisinantes ; mais il peut arriver qu'ils fixent des limites inexactes et empiètent sur le droit de propriété des riverains. S'il en est ainsi, ils peuvent, cela n'est point douteux, être attaqués devant le conseil d'État par le recours pour excès de pouvoir. Il semble que cette voie de recours soit la seule ressource offerte au riverain lésé dans ses droits ; et cependant la Cour de cassation a constamment émis la prétention de contrôler les arrêtés de délimitation abusifs ; elle s'est reconnu le

Attendu qu'il est de jurisprudence constante que les tribunaux ordinaires sont seuls compétents pour connaître des difficultés auxquelles peut donner lieu l'exécution des baux administratifs;

---

droit, non pas sans doute de les annuler, mais d'accorder une indemnité aux citoyens injustement dépossédés par l'administration. Le Tribunal des conflits, appelé à se prononcer, refusa, dans le principe, d'admettre la jurisprudence de la Cour de cassation (Décret sur conflit du 13 mars 1872) ; mais, depuis 1873, il s'est rallié à cette jurisprudence et a décidé que la compétence administrative sur la validité de l'arrêté de délimitation n'excluait pas la compétence judiciaire sur la question d'indemnité. (Trib. des conflits, 11 janvier et 1er mars 1873, D. P., 1873, 1 et 51). Cette solution, difficile à concilier avec le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire, n'est-elle pas de nature à encourager les tribunaux à empiéter sur le domaine de l'administration?

Pour nous, nous hésitons à nous rallier à l'opinion qui domine aujourd'hui ; nous ne pensons pas que, dans aucune circonstance, les tribunaux de l'ordre judiciaire puissent apprécier la légalité des actes de l'administration. Il nous semble plus exact de dire que les actes administratifs illégaux s'imposent à l'autorité judiciaire tant qu'ils n'ont pas été annulés par le pouvoir compétent. (V. en ce sens Ducrocq, *Cours de droit administratif*, nº 653, nos 693 et suiv.).

Le but du législateur, en proclamant le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire, a été d'affranchir l'administration de tout contrôle judiciaire. Sous l'ancienne monarchie, les Parlements s'étaient immiscés à maintes reprises dans les attributions du pouvoir exécutif; de là des luttes regrettables, dont on a voulu prévenir le retour. — Dans le système que nous combattons, le but des législateurs du droit intermédiaire ne sera pas atteint; l'administration devient la subordonnée de l'autorité judiciaire.

Mais, dit-on, le pouvoir du tribunal se borne à ne pas tenir compte de l'arrêté illégal ; le tribunal n'aurait pas le droit de l'annuler.

Nous répondons qne ce n'est pas accorder une satisfaction suffisante au principe de la séparation. Au fond des choses, la situation va être la même que si l'acte était annulé ; on aboutira à un résultat identique. Nous ne voyons pas de différence entre annuler un acte et refuser de reconnaître les effets qu'il est susceptible de produire. Qu'importe que le tribunal n'annule pas l'acte s'il ne lui fait produire aucun effet ? Lorsqu'il s'agit d'un acte réglementaire, nous comprenons très bien qu'autre chose est d'annuler cet acte s'il est illégal, autre chose de refuser de l'appliquer pour illégalité. En effet, l'acte réglementaire est un acte non pas spécial et individuel, mais général ; il s'applique à toute une catégorie d'individus. Un tribunal de simple police saisi d'une contravention à un acte réglementaire pourra, sans inconvénient sérieux, refuser de l'appliquer pour illégalité ; ce refus n'équivaudra pas à une annulation de l'acte, car, d'une part, l'acte ayant une portée générale, et, d'autre part, la décision du tribunal n'ayant qu'une autorité relative, un autre tribunal, ou le même tribunal dans une nouvelle affaire, ne sera pas lié par la décision primitive. Aussi s'explique-t-on fort bien que l'art. 471 15º du C. pén. permette aux tribunaux de simple police d'apprécier la léga-

Attendu que la commune de Robertville oppose vainement que, par une clause insérée à l'art. 7 du cahier des charges annexé à l'arrêté du 23 juillet, le ministre de la guerre s'est réservé le droit de prononcer la résiliation du bail intervenu entre lui et de Nogué au cas d'inexécution par le fermier des obligations qu'il lui impose; — Qu'il est de principe, en effet, que les juridictions sont d'ordre public; — Que nul, pas plus l'administration que les particuliers, n'a donc le pouvoir de les modifier; — Attendu que s'il est hors de doute, enfin, que si les tribunaux ordinaires n'ont point qualité pour interpréter,

---

lité des actes réglementaires sans leur permettre de les annuler. — Mais, pour les actes administratifs proprement dits, il doit en être autrement. Ces actes sont individuels quant à leur portée d'application et spéciaux quant à leur objet; si l'autorité judiciaire peut, en les déclarant illégaux, se refuser à leur application, elle leur enlèvera tout effet puisqu'ils ont été faits pour un cas unique; sa décision équivaudra en fin de compte à une annulation; elle aura « troublé les opérations d'un corps administratif » et violé la loi des 16-24 août 1790. L'art. 471 15° du C. pén. n'est donc pas l'expression d'une règle générale; il constitue une exception à un principe. L'arrêt ne le reconnaît-il pas lui-même quand il décide que les tribunaux judiciaires sont cependant incompétents à l'effet d'interpréter les actes administratifs? L'art. 471 15° du C. pén. permet aux tribunaux répressifs d'interpréter les actes réglementaires; cependant la Cour n'accorde pas ce droit aux tribunaux civils quand il s'agit d'actes administratifs. C'est qu'en effet, si l'autorité judiciaire avait le droit d'interpréter les actes administratifs proprement dits, elle pourrait en leur donnant un sens autre que celui que leurs auteurs avaient en vue, en anéantir complètement l'effet. Le même danger apparaît si l'on permet aux tribunaux d'apprécier la légalité des actes administratifs; la solution doit donc, suivant nous, être la même.

Il y a plus; ne peut-on pas reprocher à l'opinion contraire de manquer de logique? M. Gautier permet aux tribunaux judiciaires de se refuser à appliquer les actes administratifs illégaux, par ce motif « qu'il n'y a qu'à » constater l'accomplissement de conditions imposées par la loi, et que la » loi peut être consultée aussi bien par les juges ordinaires que par les » autres » (*loc. cit.*). Mais, si ce motif est vrai, pourquoi ne pas aller plus loin? Pourquoi ne pas permettre aux tribunaux judiciaires d'annuler les actes administratifs illégaux? Là encore il suffira de voir si les prescriptions légales ont été observées. Cependant personne n'est encore allé jusque là, et, si l'on permet à l'autorité judiciaire de ne pas tenir compte des actes illégaux, on accorde à l'administration la satisfaction, bien platonique du reste, de ne voir annuler ses actes que par des juges administratifs. — Ne sommes-nous pas autorisé à conclure que l'argument prouve trop pour être probant?

Enfin, il y a dans nos lois administratives certaines dispositions qui viennent fortifier l'opinion que nous soutenons. Pour protéger le droit de propriété, la loi du 3 mai 1841, art. 2 et 14, autorise le tribunal à ne pas prononcer l'expropriation si l'arrêté de cessibilité n'a pas été précédé de certaines formalités exigées par la loi. En vertu de ces textes, le tribunal est constitué juge de la légalité de l'acte administratif qui porte le nom d'arrêté de cessi-

critiquer ou annuler un arrêté administratif, ils ont néanmoins le droit de rechercher si cet arrêté a été pris dans la limite des pouvoirs de l'administration, et, en cas de négative, de lui refuser toute sanction; — Attendu que la clause susvisée porte atteinte à l'ordre des juridictions; qu'il s'en suit que l'arrêté du 12 mai 1876 par lequel le gouverneur général a, en conformité de ladite clause, prononcé la résiliation du bail de Carrière ne peut recevoir exécution;

---

bilité; il est juge de sa légalité, en ce sens qu'il peut, non pas l'annuler s'il le trouve illégal, mais refuser de lui donner satisfaction. — S'il a fallu un texte pour donner ce pouvoir au tribunal, c'est qu'en droit commun les actes administratifs même illégaux sont au-dessus du contrôle des tribunaux judiciaires.

Cet argument tiré des art. 2 et 14 de la loi du 3 mai 1841 devient plus décisif encore si l'on recherche comment la Cour de cassation interprète ces deux articles et comment elle les applique. Elle les applique à la lettre; elle les interprète restrictivement; elle ne permet pas aux tribunaux de vérifier si toutes les formalités requises par la loi de l'expropriation ont été remplies; elle ne leur reconnaît un droit de contrôle que dans la mesure exacte où il est autorisé par les art. 2 et 14; les seules formalités dont les tribunaux pourront vérifier l'existence sont celles qui sont prévues par ces deux articles; ils excéderaient les limites de leur pouvoir s'ils refusaient de prononcer l'expropriation en se fondant sur ce que la déclaration d'utilité publique n'aurait pas été précédée des formalités exigées par l'art. 3 de la loi du 3 mai 1841. (Civ. rej., 9 avril 1877, D. P., 77, 1, 469. « *Il est interdit* » *aux tribunaux*, dit cet arrêt, *de connaître des actes d'administration, de* » *quelque nature qu'ils soient; par application de ce principe, l'art. 14 de la loi* » *du 3 mai 1841 n'autorise le tribunal saisi d'une demande d'expropriation qu'à* » *vérifier l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 2 du titre Ier et* » *par le titre II de cette même loi.* » Cependant, lorsque l'acte déclaratif d'utilité publique n'a pas été précédé des formalités requises, la procédure d'expropriation est irrégulière : partant l'arrêté de cessibilité est lui-même irrégulier; mais, comme le droit pour l'autorité judiciaire d'en constater l'irrégularité est une exception au principe de la séparation des deux autorités, la Cour de cassation interprète restrictivement les textes qui, en matière d'expropriation, reconnaissent un droit de contrôle aux tribunaux.

Cette jurisprudence nous semble décisive en faveur de l'opinion que nous défendons; elle est la condamnation de la doctrine formulée dons l'arrêt.

Ainsi donc, d'après nous, l'autorité judiciaire n'a le droit d'apprécier les actes administratifs au point de vue de leur légalité que si un texte formel lui en donne le pouvoir. Si ce texte fait défaut, l'acte doit être considéré par elle comme légal tant qu'il n'a pas été annulé par le conseil d'État pour excès de pouvoir. Le conseil d'État a, au sommet de la hiérarchie administrative, un rôle analogue à celui de la Cour de cassation au sommet de la hiérarchie judiciaire. C'est à lui seul qu'il appartient de faire respecter par les divers organes de l'administration les lois qui les régissent et de leur faire observer les limites de leur compétence. La théorie du recours pour excès de pouvoir nous apparaît ainsi comme la conséquence rigoureuse du principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire.

*

Attendu que la commune de Robertville soutient, il est vrai, que Carrière, s'étant pourvu contre cet arrêté par la voie administrative, n'est plus recevable à l'attaquer devant les tribunaux ordinaires; — Qu'elle prétend, en outre, qu'il y a eu chose jugée sur la légalité dudit arrêté par décision du conseil d'État du 20 février 1880, qui a rejeté le pourvoi formé

Grâce au recours pour excès de pouvoir, chaque citoyen est armé contre tout abus, contre toute usurpation de pouvoir que pourraient commettre les agents de l'administration. S'il y a eu abus de pouvoir, le conseil d'État annulera l'acte qu'on attaquera devant lui. Les intérêts privés ne trouvent-ils pas dans cette voie de recours une protection suffisante? Pourquoi permettre à l'autorité judiciaire de ne pas tenir compte des actes administratifs qu'elle estime illégaux, alors même qu'ils n'auraient pas été annulés? Cette opinion ne témoigne-t-elle pas vis-à-vis du conseil d'État d'une défiance qui est fort peu justifiée, aujourd'hui surtout que, depuis la loi du 24 mai 1872, ce conseil a un pouvoir propre de juridiction et rend de véritables arrêts ?

Terminons ces quelques observations par une remarque. Nous ne prétendons pas que tout acte d'un administrateur, quelles que soient ses irrégularités, quels que soient ses vices, doit être respecté par l'autorité judiciaire. Seuls les actes administratifs échappent au contrôle des tribunaux. A l'acte administratif nous opposons le fait personnel de l'agent. Toutes les fois que l'acte d'un administrateur n'a pas le caractère d'un acte administratif, il y a un simple fait personnel que l'autorité judiciaire peut apprécier librement; et il en est ainsi lorsque l'administration, dans l'exercice de la puissance publique, sort des limites de ses attributions. Ainsi, si un administrateur confisque une propriété, prive un citoyen de sa liberté, on est en face d'un fait personnel de l'administrateur; les juges civils ne sont pas tenus de s'incliner devant ces faits abusifs, et l'on peut revendiquer devant eux les droits qui ont été méconnus. « Cette décision, dit M. » Laferrière, ne serait pas seulement susceptible d'annulation, elle serait » inexistante en droit, puisqu'elle serait étrangère, par son objet même, à » l'exercice de la fonction administrative. Peu importerait alors que cette » nullité radicale fût ou non proclamée par la juridiction administrative; » les tribunaux pourraient la constater et passer outre. » (*Traité de la juridiction administrative,* t. I^er^, p. 431). Si l'arrêt s'était placé exclusivement sur ce terrain, il aurait été peut-être difficilement critiquable; en effet, on aurait pu soutenir que l'arrêté par lequel le gouverneur général a résilié le bail dont s'agit au procès n'est pas un acte administratif, puisque le gouverneur général, en prenant cet arrêté, a excédé les limites des attributions de l'administration et tranché une question du ressort de la compétence judiciaire. Mais la Cour va plus loin: sa jurisprudence est aujourd'hui fixée en ce sens qu'en thèse générale les tribunaux ont toujours le droit de ne pas tenir compte d'un acte administratif illégal. Nous pensons que la doctrine ainsi formulée a le tort d'exagérer le pouvoir des tribunaux et de violer le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire.

C. DUJARIER.

contre lui par Carrière; — Mais attendu qu'aucune disposition législative n'attache à l'option d'une action la renonciation virtuelle aux autres actions qui peuvent dériver du même fait; qu'en l'espèce le recours formé par Carrière au conseil d'État pour excès de pouvoir n'a donc pu entraîner de sa part renonciation à la faculté qui lui appartient de s'adresser aux tribunaux pour faire maintenir son droit de preneur; — Attendu, d'autre part, que l'arrêt du conseil d'État du 20 février 1880 s'est borné à rejeter comme tardif le pourvoi formé par Carrière contre l'arrêté du 12 mars 1876; qu'il est dès lors incontestable que l'arrêt dont s'agit ne peut constituer chose jugée sur la valeur même de cet arrêté et que celui-ci demeure, par suite, tel qu'il était avant le pourvoi, c'est-à-dire soumis, quant à sa légalité, à l'appréciation des tribunaux auxquels l'exécution en est réclamée; — Qu'il y a donc lieu, repoussant ces derniers moyens comme les précédents, de déclarer l'arrêté du 12 mars 1876 non avenu, et, attendu que la demande en déguerpissement formée par la commune de Robertville contre Carrière est exclusivement basée sur cet arrêté, de déclarer ladite commuue mal fondée dans sa demande et d'infirmer par suite le jugement déféré;

Par ces motifs : Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; — Infirme; — Statuant à nouveau: — Dit l'arrêté du 12 mai 1876, par lequel le gouverneur général de l'Algérie a prononcé la résiliation du bail de Carrière, non obligatoire pour les tribunaux; — Dit en conséquence mal fondée la demande de la commune de Robertville basée sur le dit arrêté, et l'en déboute.

MM. SAUTAYRA, *prem. prés.;* DANDONNEAU, *av. gén.;* CHÉRONNET et TILLOY, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

31 mai 1886

Capitaine de navire, blessure, armateur, responsabilité.

Un capitaine, blessé à bord, ne peut demander à son armateur d'autres indemnités que celles déterminées par les art. 262 et 272 C. com., à moins d'établir que l'armateur a commis un quasi-délit de nature à engager sa responsabilité (1).

(1) Le simple matelot, blessé à bord, ne peut se prévaloir que de l'art. 262 C. com., d'après lequel il a droit d'être « traité et pansé aux frais du na-

(Alarcon c. Valensi)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen tiré de la violation des art. 1382, 1383 du Code civil et 7 de la loi du 20 avril 1810, fausse application des art. 262, 272 du Code de commerce :

Attendu que l'arrêt attaqué (1) constate qu'Alarcon, blessé dans son service de capitaine sur un navire armé par Valensi, a été traité et pansé aux frais de ce dernier, qui a ainsi rempli l'obligation légale imposée à l'armateur par les art. 262, 272 du Code de commerce; — Attendu qu'aucune faute n'ayant été d'ailleurs imputée à Valensi dans les conclusions prises par Alarcon, la Cour d'appel n'a eu à faire état des art. 1382, 1383 du Code civil, ni dans les motifs, ni dans le dispositif de sa décision ;

Sur le deuxième moyen, tiré de la violation des art. 1134, 1135, 1708, 1709 du Code civil et la fausse application des art. 262, 272 du Code de commerce :

Attendu que ni le texte, ni l'esprit de la loi n'autorisent un marin blessé à bord à demander à son armateur d'autres indemnités que celles déterminées par les art. 262, 272 du Code

---

vire, s'il tombe malade pendant le voyage ou s'il est blessé au service du navire. » Il se trouve, en effet, dans ses relations avec l'armateur, sous l'empire des règles du contrat de louage d'ouvrage. Il ne saurait donc, à moins de délit ou quasi-délit de l'armateur, rien exiger de celui-ci au delà des termes de l'art. 262 C. com., qui, contenant une dérogation aux principes de ce contrat, n'est, d'après tous les auteurs, susceptible d'aucune extension (V. notamment A. Desjardins, *Traité de droit commercial maritime*, t. III, n° 725, p. 298 ; De Valroger, *Droit maritime*, t. II, n° 594, p. 114).

Mais, dans l'espèce soumise à la Cour, le demandeur avait la qualité de capitaine. Or, du moins suivant nous, le capitaine se distingue du simple matelot, dans ses rapports avec l'armateur, en ce qu'au lieu de louer ses services, il accepte un mandat. N'y aurait-il pas lieu dès lors de l'autoriser à invoquer une disposition dont le bénéfice est spécialement accordé au mandataire, et se trouve, au contraire, refusé à celui qui loue ses services, l'art. 2000 C. civil, aux termes duquel « le mandant doit indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a éprouvées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable? »

Si le demandeur eût invoqué ce moyen, il eût fourni à la Cour de cassation l'occasion de statuer sur un point intéressant. Les termes dans lesquels la Cour suprême vient de préciser les caractères du mandat (Civ. cass., 14 avril 1886, *Revue algérienne*, 1886, 2, 414) nous permettent de penser qu'elle eût consacré cette solution.

(1) Alger, 5 mai 1884.

F. C.

de commerce, à moins d'établir que l'armateur a commis un quasi-délit de nature à engager sa responsabilité; qu'en refusant d'admettre contre le défendeur éventuel une présomption de faute, l'arrêt attaqué n'a pu violer les dispositions de loi invoquées par le demandeur en cassation;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BÉDARRIDES, *prés.*; COTELLE, *rap.*; CHEVRIER, *av. gén.*; COURT, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

25 novembre 1886

Militaire, ordre de service, salle de discipline, tenue réglementaire, refus d'obéissance, pénalité.

Le refus par un militaire d'obéir à un ordre de service donné par un supérieur constitue, en toutes circonstances, une infraction punissable (C. just. mil., art. 218).

Et cette expression ordre de service *doit être entendue dans son sens le plus général et embrasse tous les ordres relatifs à l'accomplissement d'un devoir militaire quelconque.*

En conséquence, tombe sous l'application de l'art. 218 du Code de justice militaire le fait par un militaire d'avoir refusé d'obéir à un supérieur qui lui enjoignait de prendre la tenue réglementaire des hommes punis pour se rendre aux salles de discipline (1).

---

(1) C'est la première fois que la Cour de cassation statue sur la question qui fait l'objet de l'arrêt.

L'interprétation qu'elle donne de l'art. 218 du code de justice militaire est contraire à celle qui semblait prévaloir. Une circulaire ministérielle du 4 février 1862 (V. Champoudry, *Manuel des tribunaux des armées de terre et de mer*, p. 292) n'attribue pas une portée générale aux mots *ordre de service* de l'art. 218 : d'après cette circulaire, le refus de se rendre à la salle de police ne constitue pas le refus d'obéissance prévu par cet article. Car l'injonction de se rendre à la salle de police, fait remarquer la circulaire, n'est point un ordre de service dans le sens que la loi a entendu donner à ce mot; on ne commande pas un homme pour aller à la salle de police, on lui prescrit de s'y rendre. V. dans le même sens une décision de conseil de révision citée par Champoudry, p. 292. Tout récemment le conseil de révision de Paris décidait que les mots *ordre de service* devaient être interprétés d'une manière restrictive, et qu'en conséquence, le militaire qui refusait de retourner ses poches pour faire voir ce qu'elles contenaient ne tombait pas sous le coup de l'art. 218 : 3 avril 1886 (*J. off.* du 14 avril).

(Chéron. — Intérêt de la loi)

Le soldat Chéron, cavalier au 2e régiment de chasseurs d'Afrique, avait été puni diciplinairement de huit jours de prison; en l'envoyant aux salles de discipline, le maréchal des logis de service lui prescrivit de retirer l'uniforme qu'il portait et de prendre la tenue réglementaire des hommes punis. Chéron refusa par trois fois, malgré la lecture qui lui fut donnée des dispositions de la loi relatives au refus d'obéissance, et il dut être traduit de ce chef devant le conseil de guerre d'Oran. — La question soumise au conseil était posée en ces termes : « Le nommé Chéron... est-il coupable d'avoir... refusé d'obéir au maréchal des logis Duport, qui lui enjoignait de prendre la

---

On peut hésiter, en effet, à considérer toute désobéissance à l'ordre d'un chef comme passible des peines de l'art. 218 si l'on songe que la moindre peine prononcée par cet article est de un à deux ans d'emprisonnement; que, sur un territoire en état de guerre ou de siège, la peine est de cinq à dix ans de travaux publics, et qu'en présence de l'ennemi, c'est la mort avec dégradation militaire.

Est-ce à dire d'ailleurs que le supérieur se trouvera désarmé devant la résistance de son subordonné toutes les fois qu'elle ne tombera pas sous le coup de l'art. 218? En aucune manière. D'abord, on peut, s'il y a lieu, recourir à la contrainte matérielle pour opérer l'acte que le militaire refuse d'accomplir : c'est ce qu'observent la circulaire ministérielle du 4 février 1862 et la décision précitée du conseil de révision de Paris; le militaire ne veut pas se rendre à la salle de police, on l'y fait conduire de force; il ne veut pas retourner ses poches, on le fait fouiller. De plus, s'il n'encourt pas une peine prononcée par un conseil de guerre, il encourt du moins une punition, qui sera prononcée par ses supérieurs en vertu de leur pouvoir disciplinaire. La discipline n'est donc pas, en définitive, ébranlée ni compromise. Il s'agit simplement de déterminer le degré de la répression. Le législateur fait varier la répression selon le moment où le refus d'obéissance s'est produit; la question est purement de savoir s'il ne tient pas compte, en outre, de la nature de l'acte exigé du subordonné.

La Cour de cassation repousse toute distinction à cet égard en invoquant ces mots de l'art. 218 : *dans tous les autres cas*. Mais ces mots signifient simplement que, *lorsqu'on ne se trouve pas en présence de l'ennemi ou sur un territoire en état de guerre ou de siège,* la peine *du délit prévu par l'art. 218* est un emprisonnement.

La Cour de cassation se fonde aussi sur ce que le premier alinéa de l'art. 218 parle de *tout service ordonné par un chef;* mais le point du débat est précisément de savoir ce qu'il faut entendre par le mot *service*. L'expression doit-elle être entendue dans un sens large comprenant l'accomplissement d'un devoir militaire quelconque, ou bien ne doit-elle s'entendre que du service proprement dit?

En présence de la sévérité des peines de l'art. 218, nous sommes disposé à croire que l'expression a été employée par le législateur dans son sens restreint, qui est le sens ordinaire. Il convient, en d'autres termes, de

tenue réglementaire des hommes punis pour se rendre aux salles de discipline? » A cette question, le conseil de guerre a répondu affirmativement, à l'unanimité des voix, et il a condamné l'inculpé à une année d'emprisonnement, par application de l'art. 218 du Code de justice militaire.

Sur le recours du condamné, le conseil de révision d'Alger a annulé, à la majorité de trois voix contre deux, le jugement du conseil de guerre « attendu que l'art. 218 précité ne prévoit et ne punit que le refus d'obéissance à un ordre donné pour l'exécution du service...; que l'injonction de changer de tenue pour se rendre aux salles de discipline n'est pas un ordre de service dans le sens que la loi a entendu donner à ce mot; qu'il n'est pas permis aux juges de faire des distinctions arbitraires là où la loi ne les admet pas. » (MM. le gén. POIZAT, *prés.;* col. POTHIER, *rap.;* maj. SOULERY, *com. du gouv.).*

Le conseil de révision a, en conséquence, renvoyé Chéron devant le conseil de guerre d'Oran pour y être absous sans nouveaux débats, le fait incriminé ne constituant, aux yeux du conseil, ni crime ni délit.

POURVOI du procureur général près la Cour de cassation, d'ordre du garde des sceaux, en cassation, dans l'intérêt de la loi, de la décision du conseil de révision d'Alger.

---

distinguer les refus d'obéissance à un ordre concernant le service proprement dit (gardes, corvées, prises d'armes, etc.), et les refus d'obéissance qui n'ont qu'un caractère de faute contre la discipline. Les premiers seuls relèvent du Conseil de guerre. Les autres constituent le *défaut d'obéissance* dont parle le règlement du 28 décembre 1883 sur le service intérieur (troupes d'infanterie, art. 301; troupes de cavalerie, art. 294; troupes d'artillerie, art. 319). Ce règlement, sur lequel s'appuie la Cour de cassation, autorise lui-même la distinction que nous établissons, et qui semble aussi celle des circulaires ministérielles du 4 février 1862 et du 20 décembre 1863 (V. Champoudry, *loc. cit.*) « Sont réputées *fautes contre la discipline et punies comme telles* suivant leur gravité, lit-on dans les articles précités du règlement de 1883,... de la part de l'inférieur, tout murmure, mauvais propos, ou *défaut d'obéissance...* » Et, dans d'autres articles du même règlement, nous voyons la désobéissance punie de la salle de police (troupes d'infanterie, art. 314; troupes de cavalerie, art. 307; troupes d'artillerie, art. 332). Il y a donc des refus d'obéissance qui sont de simples fautes contre la discipline et que ne vise pas l'art. 218 du Code de justice militaire; le mot *service* n'a donc pas dans cet article la portée que lui attribue la Cour de cassation.

Et cette interprétation n'est pas contredite par le rapport de M. Langlais à la commission du Corps législatif chargée d'examiner le projet sur le Code de 1857; car, dans les lignes citées par M. le procureur général Ronjat (V. le réquisitoire), les exemples donnés par M. Langlais sont tous des exemples d'ordres concernant le service proprement dit.

P. LACOSTE.

M. le garde des sceaux, dans sa lettre du 7 août 1886, s'exprime ainsi :

« L'art. 218 du Code de justice militaire est ainsi conçu :

» Est puni de mort... tout militaire qui refuse d'obéir lorsqu'il est commandé pour marcher contre l'ennemi ou pour tout autre service ordonné par son chef, en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.

» Si, hors le cas prévu par le paragraphe précédent, la désobéissance a eu lieu sur un territoire en état de siège ou de guerre, la peine est de cinq ans à dix ans de travaux publics.

» Dans tous les autres cas, la peine est celle d'un emprisonnement d'un an à deux ans, ou, si le coupable est officier, celle de la destitution.

» La question à laquelle donne lieu cet article consiste à savoir ce qu'il » faut entendre par ces mots « ordre relatif au service? »

» M. le ministre de la guerre fait remarquer qu'on doit considérer comme rentrant dans le service tout acte commandé en exécution d'un devoir ou d'un règlement militaire. Or, le premier des devoirs qu'impose le service militaire est l'obéissance à laquelle tout inférieur est tenu envers son supérieur.

» Les ordres, dit le décret du 28 décembre 1883 sur le service intérieur, doivent être exécutés littéralement sans hésitation ni murmure; l'autorité qui les donne en est responsable, et la réclamation n'est permise à l'inférieur que lorsqu'il a obéi.

» Par suite, en résistant à l'injonction du sous-officier Duport, qui lui ordonnait de changer de tenue, le nommé Chéron paraît avoir refusé d'obéir à un ordre relatif au service.

» M. le ministre de la guerre appelle spécialement l'attention sur l'intérêt que cette question présente au point de vue du maintien de la discipline dans l'armée, et exprime le désir que la Cour de cassation soit appelée à se prononcer sur l'interprétation à laquelle le conseil de révision a cru devoir s'arrêter. »

Ces mêmes arguments et considérations sont développés dans le RÉQUISITOIRE de M. le procureur général Ronjat.

« Il importe de remarquer tout d'abord, dit le réquisitoire, que cette décision ne contient aucun motif juridique à l'appui de son dispositif. Elle affirme *a priori* que l'injonction, dans les termes où elle avait été faite au cavalier Chéron, ne constituait pas un ordre de service au sens de la loi, mais elle n'explique pas en quoi doit consister l'ordre de service prévu par le code de justice militaire, et elle ne spécifie point davantage en quoi l'ordre donné à l'inculpé différait de celui auquel obéissance est due, en vertu de l'art. 218. — Il convient donc, en l'absence de toute indication dans la décision attaquée, de rechercher ce que la loi a voulu dire par « ordre de service. »

La définition de l'ordre de service, nous la trouvons dans l'exposé des motifs du Code de 1857, qui contient le passage suivant : « Ces mots écrits dans la loi, *pendant le service* ou *à l'occasion du service*, ont une signification parfaitement nette dans la langue militaire; toutes les fois que le militaire accomplit un des devoirs qui lui sont commandés, tels qu'une corvée, une garde, un exercice, une prise d'armes, il est de service. » (D. P., 1857, 4, p. 140, n° 94). — Cette interprétation n'appartient pas en propre au légis-

lateur de 1857, et ce dernier l'avait empruntée au comte d'Ambrujeac, rapporteur du projet de 1829 devant la Chambre des Pairs, qui s'exprimait en ces termes : « Toutes les fois que le militaire remplit un des devoirs qui lui sont commandés, il est de service; ainsi la corvée, la garde d'écurie comptent au nombre des services, comme la garde, l'exercice et tout autre service armé. » (V. le rapport de M. Langlais à la commission du Corps législatif, D. P., 1857, 4, p. 160, nº 265).

L'expression *ordre de service* doit donc, d'après les auteurs mêmes du Code de justice militaire, être entendue dans le sens le plus général et le plus large, et elle peut être appliquée à toute espèce de devoir commandé par un supérieur. — Dès lors, le soldat, qui, nous venons de le voir, est tenu, sous la sanction de l'art. 218, d'exécuter la corvée ou la garde d'écurie commandée par un supérieur, est également tenu, au même titre et sous la même sanction, de subir les punitions qui lui sont infligées par ses chefs et de revêtir la tenue qui lui est imposée par eux.

On comprendrait difficilement qu'il n'en fût pas ainsi, car, quelque intérêt que présente pour la discipline de l'armée la stricte exécution des corvées et des gardes, l'exécution des ordres relatifs aux punitions et à la tenue des hommes n'est pas moins indispensable et ne doit pas être moins assurée par la loi. — Comment soutenir d'ailleurs que les injonctions relatives soit à l'exécution des peines disciplinaires, soit à la tenue des soldats sont en dehors du service, lorsqu'il suffit de parcourir les décrets règlementaires du 28 décembre 1883, sur le service intérieur des troupes, pour s'assurer de l'importance que le législateur attache à ces matières? — Dans le décret sur le service intérieur des troupes de cavalerie, un chapitre entier est consacré aux punitions (nº 49, § 294 à 319); un autre chapitre à la tenue (nº 46, § 270 à 274).

Il est vrai que les règlements militaires n'ont pas prévu en termes exprès la tenue qui doit être portée par les hommes punis disciplinairement pendant qu'ils subissent leur peine. Ce détail ne figure pas parmi les nombreuses dispositions de tout genre qui sont édictées par les décrets de 1883. Mais le législateur pouvait-il tracer d'avance, dans les règlements en question, tous les détails si minutieux et si compliqués de la vie militaire? Pouvait-il prévoir toutes les hypothèses, toutes les difficultés, toutes les résistances? — Ne devait-il pas laisser au commandement une autorité et une initiative qui disparaîtraient si les chefs avaient les mains liées toutes les fois que les détails infimes du service n'auraient pas été expressément réglés par les lois et règlements? — Les ordres de service ne sont pas tous inscrits d'avance dans la loi; c'est un point si peu douteux que l'art. 1er du décret de 1883, cité plus haut, donne mission au colonel « d'exécuter ou faire exécuter tout ce qui est prescrit par les lois, décrets et règlements, *ou ordonné par les officiers généraux sous le commandement desquels le régiment est placé.* Lui-même *donne les ordres et laisse à ses subordonnés le soin d'arrêter les détails d'exécution.* »

Si, dans l'espèce qui vous est soumise, on décidait que l'art. 218 est inapplicable parce que le règlement n'a pas fixé d'avance le costume des militaires punis, on serait amené à conclure par voie de conséquence que l'homme puni de la salle de police pourra s'y rendre avec l'uniforme qui lui conviendra, en grande tenue si telle est sa fantaisie, qu'il pourra de même conserver ses effets les plus neufs pour toute espèce de corvée, puisque

la tenue des hommes de corvée n'a été fixée par aucun règlement. Au reste, ainsi que M. le ministre de la guerre l'a fait observer très justement dans une lettre jointe au dossier, il y a d'autres circonstances de la vie militaire pour lesquelles la tenue des hommes n'a pas été fixée d'avance, par exemple, dans l'intérieur des casernes, l'empierrement des cours, le blanchissage des murs, l'exercice du sabre ou de l'escrime, le travail des hommes punis, etc. Devra-t-on dire pour cela que les hommes, pour chacun de ces travaux ou de ces exercices, seront libres d'adopter la tenue qui leur conviendra, au mépris des injonctions de leurs chefs? Ne tombe-t-il pas sous le sens, au contraire, qu'à défaut de prescriptions réglementaires, le commandement a le droit de donner des ordres pour ces différentes parties du service? On peut ajouter qu'il en a le devoir, puisqu'il est disciplinairement et pécuniairement responsable de l'entretien des effets et de leur conservation.

Il existe d'ailleurs un principe général et d'intérêt supérieur qui domine toute la matière et que le conseil de révision d'Alger semble avoir perdu de vue, c'est le principe de la subordination, inscrit en tête des décrets réglementaires que nous avons cités, et qui s'y trouve formulé en ces termes : « La discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance entière et une soumission de tous les instants, que les ordres soient exécutés littéralement sans hésitation ni murmure : l'autorité qui les donne en est responsable et la réclamation n'est permise à l'inférieur que lorsqu'il a obéi. »

Ainsi, dès qu'un militaire a reçu un ordre d'un de ses supérieurs, il doit l'exécuter, sans restriction et sans discussion. L'ordre peut être mal donné, il peut être injuste; peu importe; le militaire n'a point à se faire juge du mérite et de l'opportunité de l'injonction qui lui est faite : il doit obéir immédiatement. Est-ce à dire que toute réclamation lui sera interdite? Non certainement, et le législateur a bien prévu le cas où l'ordre donné motiverait une réclamation. Mais, pour ce cas, il a prescrit des règles qui doivent être rigoureusement observées et dont la principale consiste à ne formuler la réclamation qu'après s'être soumis à l'ordre contre lequel on réclame.

« Des punitions injustes ou trop sévères, dit le décret de 1883 (chap. 54), pouvant être infligées par suite de rapports inexacts, d'informations mal prises, ou par des motifs particuliers étrangers au service, les réclamations sont admises en se conformant aux règles suivantes : « Tout militaire recevant l'ordre d'une punition doit d'abord s'y soumettre, mais il lui est permis d'adresser une réclamation, dès que la punition a commencé... etc. »

Cette règle est tellement nécessaire pour le maintien de la discipline qu'elle a toujours été inscrite dans nos lois militaires. Bien loin d'innover, le décret de 1883 a copié la loi des 6-7 août 1790, qui était ainsi conçue :

« Art. 6. — Les soldats doivent à leurs officiers et sous-officiers respect dans tous les cas, et obéissance absolue dans tout ce qui concerne le service.

« Art. 7. — Il est libre à tout officier, sous-officier et soldat, *après avoir obéi,* de faire parvenir directement ses plaintes aux supérieurs. »

La loi des 14 septembre-29 octobre 1790 disposait également que tout subordonné, de quelque grade qu'il fût, et *quelque fondé qu'il fût à se plaindre,* serait tenu de se soumettre aussitôt à l'ordre qu'il recevrait, sauf à réclamer, *après avoir obéi* (art. 3).

La loi militaire n'admet donc en aucun cas qu'on puisse refuser obéissance, ou même qu'on puisse hésiter à obéir à l'injonction d'un chef. — Telle est la règle générale sur laquelle repose et en laquelle se résume toute la discipline de l'armée. Si cette règle venait à être méconnue, si les ordres des chefs pouvaient être discutés impunément par ceux qui les reçoivent, la discipline ne serait plus qu'un mot, un prétexte serait fourni à toutes les défaillances, l'impunité assurée à toutes les rébellions.

La Cour de cassation ne voudra pas consacrer une jurisprudence dont les conséquences pourraient être si désastreuses pour la discipline et par conséquent pour l'armée. »

Par ces considérations : — Vu la lettre de M. le garde des sceaux reproduite au précédent réquisitoire;—Vu l'art. 441 du Code d'inst. crim.; — Vu l'art. 218 du Code de justice militaire et le décret réglementaire du 28 décembre 1883; — M. le procureur général conclut à ce qu'il plaise à la Cour casser et annuler, dans l'intérêt de la loi, la décision rendue, le 28 janvier 1886, par le conseil de révision d'Alger;

La Cour a fait droit à ces conclusions par l'arrêt suivant :

ARRÊT

LA COUR, — Vu la lettre de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 7 août 1886; — Vu le réquisitoire dressé à la suite par M. le procureur général et tendant à l'annulation, dans l'intérêt de la loi, d'un jugement du conseil de révision d'Alger, du 28 janvier dernier; — Vu l'art. 441 du Code d'instr. crim.; — Vu l'art. 218 du Code de justice militaire, ensemble les décrets du 28 décembre 1883, portant règlement sur le service intérieur des troupes;

Attendu qu'aux termes d'un ordre du général commandant la division d'Oran, le nommé Chéron (Arsène), cavalier au 2e régiment de chasseurs d'Afrique, était mis en jugement sous la prévention « d'avoir refusé d'obéir à un supérieur (le maréchal des logis Duport), qui lui enjoignait de prendre la tenue réglementaire des hommes punis pour se rendre aux salles de discipline, délit prévu par l'art. 218 du Code de justice militaire; — Que le 2e conseil de guerre de la division a déclaré le prévenu coupable du délit imputé et l'a condamné à un an d'emprisonnement; — Mais que le conseil de révision d'Alger, estimant que le fait incriminé ne constituait ni crime ni délit, a annulé ce jugement et renvoyé Chéron devant le 1er conseil de guerre, séant à Oran, lequel, sans nouveaux débats, a prononcé l'absolution du prévenu;

Attendu que l'art. 218 du Code de justice militaire précité punit de mort « tout militaire qui refuse d'obéir, lorsqu'il est commandé pour marcher contre l'ennemi *ou pour tout autre*

service ordonné par son chef en présence de l'ennemi ou de rebelles armés; » — que, hors ce cas spécial, il édicte la peine des travaux publics « lorsque la désobéissance a eu lieu sur un territoire en état de siège ou de guerre; » qu'enfin, « *dans tous les autres cas*, la peine est celle d'un emprisonnement d'un an à deux ans, ou, si le coupable est officier, celle de la destitution; » — Qu'il résulte de ces dispositions que le refus d'obéir à *un ordre de service* donné par un supérieur constitue, en toutes circonstances, une infraction punissable;

Attendu que cette expression *ordre de service* doit être entendue dans son sens le plus général et embrasse tous les ordres relatifs à l'accomplissement d'un devoir militaire quelconque; qu'il est, dès lors, impossible de ne pas l'appliquer aux injonctions que les chefs adressent à leurs subordonnés pour tout ce qui touche à la discipline intérieure des troupes et spécialement à leur tenue; — Qu'il importe peu que le Code de justice et les décrets réglementaires du 28 décembre 1883 ne contiennent aucune prescription spéciale relative à la tenue des hommes punis disciplinairement pendant la durée de leur punition; — Que tout ce qui concerne le port et l'entretien des effets d'habillement ou d'équipement intéresse au plus haut point la dignité et la discipline des troupes; que le commandement peut même encourir à ce sujet des responsabilités disciplinaires ou pécuniaires; qu'il faut donc nécessairement admettre : d'une part, que les chefs, à tous les degrés de la hiérarchie, ont le droit d'enjoindre à leurs inférieurs toutes les mesures propres à assurer la conservation des effets d'habillement ou d'équipement; d'autre part, que les inférieurs ont le devoir étroit d'obéir à ces injonctions, ainsi que le prescrivent les décrets susvisés du 28 décembre 1883, « littéralement, sans hésitation ni murmure, » sous peine de tomber sous l'application de l'art. 218 du Code de justice militaire;

Attendu, par conséquent, qu'en enjoignant au cavalier Chéron de changer de tenue pour se rendre aux salles de discipline, le sous-officier Duport donnait, au sens légal, un ordre de service; — D'où suit qu'en décidant que le refus opposé à cet ordre ne tombait sous l'application d'aucune loi pénale, le conseil de révision d'Alger a faussement interprété et formellement violé l'art. 218 du Code de justice militaire;

Par ces motifs : — Casse et annule, dans l'intérêt de la loi seulement, le jugement précité du conseil de révision d'Alger, en date du 28 janvier 1886.

MM. LŒW, *prés.*; DE LAROUVERADE, *rap.*; ROUSSELLIER, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

24 novembre 1886

—

Action en revendication, incident de partage, compétence. — Succession musulmane, partage d'immeubles, titre administratif, compétence.

—

L'action par laquelle un cohéritier soutient qu'un immeuble, dont il prétend avoir la propriété exclusive, a été compris à tort dans l'actif d'une succession dont le partage a été ordonné par justice n'est pas une action en revendication, mais un simple incident de partage.

En conséquence, la connaissance de ce litige doit être renvoyée au tribunal déjà saisi de la demande en partage et seul compétent pour homologuer la liquidation (1).

La juridiction musulmane est seule compétente pour statuer sur les partages immobiliers entre musulmans, alors même que la propriété de l'immeuble serait constatée par un titre administratif (2).

(Consorts Ben Saïd c. Saïd ben Abdesselam)

LA COUR, — Considérant que le litige soumis à la Cour se produit sous forme de revendication d'immeubles compris dans un état liquidatif entre Kabyles musulmans, partage auquel il a été procédé par le cadi-notaire de la situation des immeubles, en exécution d'un jugement du tribunal de première instance de Bougie, Chambre musulmane, statuant sur l'appel d'une décision du tribunal de paix de Bougie;

Considérant que cette revendication a été portée devant le tribunal civil de Bougie, Chambre française;

Considérant qu'en l'état elle ne saurait être recevable; — Que Saïd ben Abdesselam revendiquant n'est pas un tiers, qualité en laquelle il a été pris par les premiers juges, mais un membre de la cohoirie entre laquelle avaient lieu l'établissement et l'inventaire des forces immobilières de la succession; — Que, soutenant qu'un immeuble déterminé compris dans la succession par le cadi serait en réalité sa propriété particu-

(1 et 2) Cpr. ci-dessous, p. 38, un arrêt de la Chambre musulmane et la note. — V. aussi *Revue algérienne*, 1886, 2, 67 et suiv.; 73 et suiv.

lière et non un immeuble de provenance héréditaire, sa prétention ne saurait constituer qu'un incident de liquidation, une contestation sur le partage, contestation qui ne saurait être portée devant le tribunal qui avait renvoyé les parties en état de partage et qui, par suite, a seul compétence pour son homologation ;

Qu'il n'y a lieu pour la Cour de s'arrêter au moyen pris de ce que le titre en vertu duquel Ben Saïd détiendrait l'immeuble serait un titre français, toute question de compétence à cet égard ne pouvant se produire que devant le magistrat qui peut connaître du partage, et, à aucun titre, le tribunal de Bougie, Chambre civile, n'ayant qualité ou compétence pour apprécier directement entre cohéritiers musulmans et sous forme de revendication par l'un d'eux les attributions d'un partage judiciaire auquel il était procédé dans les termes du statut successoral musulman;

Qu'il échet d'infirmer, de dire, en l'état, la juridiction française incompétente, et de renvoyer les parties devant la juridiction qui seule peut connaître des contestations survenant entre cohéritiers musulmans à l'occasion d'un partage en la forme musulmane;

Par ces motifs : — En la forme, reçoit l'appel et y faisant droit; — Dit que le tribunal civil de Bougie, Chambre française, était incompétent; — En conséquence, infirme et renvoie les parties à se pourvoir devant la juridiction compétente.

MM. SAUZÈDE, *prés.;* HONEL, *subst. du proc. gén.;* DAIN, GARAU et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

15 novembre 1886

Succession musulmane, partage, propriété, titre administratif, compétence.

L'action par laquelle des cohéritiers réclament le partage d'un immeuble que l'un des cohéritiers prétend être sa propriété exclusive ne constitue pas un litige sur des droits successoraux, mais une revendication de parts indivises (1).

(1) Cpr. l'arrêt de la 1re Ch. du 24 nov. 1886, rapporté ci-dessus p. 37. — Dans les deux cas l'origine du procès était la même : le litige portait sur

En conséquence, la juridiction musulmane est incompétente pour connaître d'un pareil litige entre musulmans, lorsque l'immeuble litigieux a fait l'objet d'un titre administratif français (1).

(Amar et Saïd ben Mohammed c. Ali ben Mohammed)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Amar et Saïd ben Mohammed,

---

des immeubles concédés par l'État à l'un des cohéritiers en échange d'immeubles pris à l'auteur commun pour les besoins de la colonisation. Le cohéritier au nom duquel avait été délivré le titre administratif se prétendait propriétaire exclusif; ses cohéritiers soutenaient que l'immeuble lui avait été concédé en échange d'un bien appartenant à la succession. Bien que, sur ce fait identique, la Cour ait admis des solutions divergentes, il n'est point permis d'affirmer qu'il y ait contradiction absolue entre la doctrine des deux arrêts. — Dans l'espèce soumise à la Chambre civile, la demande du cohéritier se produisait au cours des opérations du partage, à propos d'un immeuble qu'on prétendait indûment compris dans la liquidation, et alors que la juridiction musulmane, déjà saisie, avait renvoyé les parties devant le cadi-notaire. La juridiction compétente pour homologuer la liquidation du cadi-notaire pouvait seule résoudre un litige qui constituait un véritable incident de partage. Une autre solution aurait engendré d'inévitables conflits entre les deux juridictions saisies de questions se rattachant au même objet. Le principe de l'autorité de la chose jugée aurait été gravement compromis.

Dans l'espèce sur laquelle a statué la Chambre musulmane, il semble qu'aucune opération de partage n'était encore entamée ; la question de propriété, dégagée de tout autre incident de procédure, se présentait pour la première fois sous forme d'une action en revendication intentée par des cohéritiers contre un de leurs cohéritiers se prétendant successeur et propriétaire exclusif de l'immeuble litigieux.

(1) L'arrêt, ayant décidé qu'il ne s'agissait pas d'un litige sur des droits successoraux, n'a pas eu à se prononcer sur la question de savoir si la juridiction musulmane est seule compétente pour connaître de partages entre musulmans lorsque l'immeuble indivis a fait l'objet d'un titre de propriété administratif français. — On sait que, sur ce point, la jurisprudence de la Cour est incertaine. V. *Revue algérienne,* 1886, 2, 67, les arrêts et la note qui exposent l'état de la question.

Mais la Chambre musulmane a pris parti sur une autre question qui divise également la jurisprudence de la Cour. Les immeubles possédés par des musulmans et dont la propriété est constatée par un titre administratif français, autre que ceux délivrés par application de la loi de 1873, doivent-ils être soumis à la loi et à la juridiction françaises? — Cpr., sur cette question, *Revue algérienne,* 1886, 2, 73 et suiv. les arrêts et les notes. — Ajoutons que la question a été tranchée dans le sens de la compétence de la loi et des tribunaux français par l'art. 1er du décret du 10 septembre 1886, sur l'organisation de la justice musulmane. V. *Revue algérienne,* 1886, 3, 184.

A. D.

comme habiles à se porter héritiers, chacun pour un tiers, de Mohammed leur père, demandent à Ali ben Mohammed, leur frère, le partage d'une terre que l'État a attribuée à celui-ci en compensation des immeubles laissés par leur père et pris par l'État pour les besoins de la colonisation; — Attendu que Ali, tout en reconnaissant la qualité d'héritiers prise par ses adversaires, soutient que la terre en litige lui a été attribuée personnellement et ne dépend point, dès lors, de la succession de son père; — Attendu que le litige ainsi déterminé ne porte point sur les droits successoraux des parties en cause, mais sur la propriété même de l'immeuble concédé à Ali ben Mohammed; — Qu'il n'est donc autre chose qu'une revendication de parts indivises de cet immeuble;

Attendu que la propriété, dans l'espèce, est établie par un titre administratif français; que, dès lors, la juridiction musulmane ne peut connaître du litige;

Par ces motifs : — Se déclare incompétente et renvoie les parties à se pourvoir ainsi qu'il appartiendra.

MM. BLANKAERT, *prés.;* CUNIAC, *av. gén.;* VANDIER et CHAMBON, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

30 juillet 1886

Mines, redevance proportionnelle, détermination du produit net, résidus des extractions des années antérieures.

La redevance proportionnelle sur les mines doit être établie chaque année à raison du produit net de l'exploitation pendant l'année précédente.

Ce produit net s'obtient en retranchant les dépenses d'exploitation de la valeur des minerais extraits durant l'année considérée, la valeur des résidus de l'extraction des années antérieures ne devant pas entrer en ligne de compte (1).

(1) Comme nous l'avons déjà rappelé en note sous l'arrêt du conseil d'État du 19 décembre 1884, relatif à une réclamation de la compagnie des minerais de fer magnétique de Mokta-El-Hadid *(Revue algérienne,* 1885, 2, 121), la redevance sur les mines est, aux termes de la loi du 21 avril 1810, une contribution annuelle à laquelle les mines sont assujetties sur leurs produits nets (art. 33 et 35). Le produit net s'obtient naturellement en

(Cie des Mines de Kef-Oum-Theboul c. l'État)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Considérant qu'en exécution de la loi et du décret ci-dessus visés, la redevance proportionnelle sur les mines est établie année par année, à raison du produit net de l'exploitation pendant l'année qui précède celle pour laquelle la redevance proportionnelle est imposée; que le produit de la mine de Kef-Oum-Theboul devant servir de base à l'établissement de la redevance proportionnelle de l'année 1881 doit, aux termes de l'art. 33 de la loi du 21 avril 1810, être calculé à raison de la valeur du minerai extrait pendant l'année 1880 par la Compagnie concessionnaire; qu'ainsi, c'est à tort qu'il a été tenu compte pour l'évaluation de ce produit de la valeur des résidus de l'extraction des années antérieures;

Considérant qu'il résulte de l'instruction et qu'il est reconnu par le ministre des finances que, déduction faite de la valeur de ces résidus, les recettes de l'exploitation de la société requérante ont été, en 1880, inférieures aux dépenses; que, dès lors, la dite société est fondée à demander la décharge de la redevance proportionnelle à laquelle elle a été imposée sur le rôle de l'année 1881;

---

retranchant du produit brut les dépenses d'exploitation. Mais le produit brut peut se déterminer de deux manières : d'après la valeur estimative des minerais extraits pendant l'année considérée ou d'après le produit des ventes de minerais effectuées pendant cette même année. Jusqu'en 1861, l'administration a suivi surtout la première manière; à partir de 1861, et en vertu de la circulaire ministérielle du 6 décembre 1860, elle n'a suivi que la seconde; puis, à partir de 1877, et en vertu de la circulaire du 7 février 1877, elle est revenue exclusivement à la première. Cette première manière de procéder parait plus conforme au texte de la loi, qui veut que la redevance soit proportionnée au produit de l'*extraction* (loi du 21 avril 1810, art. 33); et c'est la seule qui ait été sanctionnée par la jurisprudence du conseil d'État. Toutes les fois que les services d'assiette ont voulu faire porter la redevance sur des quantités de minerais non extraites pendant l'année considérée, dans le but très louable et très rationnel en apparence de soumettre à l'impôt des produits qui y avaient échappé jusqu'alors, le conseil d'État a accueilli les réclamations des intéressés. C'est ce qu'il a fait par l'arrêt du 19 décembre 1884 plus haut rappelé; c'est ce qu'il a fait par beaucoup d'autres arrêts, parmi lesquels nous citerons ceux du 29 juin 1866 (mines de Saint-Georges d'Hustières), du 26 décembre 1879 (compagnie houillère d'Aniche), du 7 mai 1880 (mines de la Grand Combe), du 9 juillet 1880 (mines de Sain Bel), du 1er février 1884 (mines de Kef-Oum-Theboul), etc. (V. *Rec. cons. d'État*, 1866, p. 744; 1879, p. 868; 1880, p. 442 et 654, et *Annales des mines*, partie administrative, 1878, p. 44; 1879, p. 369; 1880, p. 221; 1884, p. 407). L. H.

Par ces motifs, — Décide : — L'arrêté du conseil de préfecture est annulé; — Décharge est accordée à la société des mines de Kef-Oum-Theboul de la redevance qui lui a été imposée en 1881.

MM. LAFERRIÈRE, *prés.;* CHAREYRE, *rap.*, MARGUERIE, *com. du gouv.;* AGUILLON, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

19 juin 1886

Degré de juridiction, saisie, somme poursuivie. — Demande additionnelle, dommages-intérêts, cause postérieure. — Demande reconventionnelle, fondement, demande principale, premier ressort.

En matière de saisie, c'est la somme donnant lieu à la saisie, et non la valeur indéterminée des objets saisis, qui doit être prise en considération pour la fixation du taux du premier ou du dernier ressort (1).

La demande additionnelle de dommages-intérêts, née de causes postérieures à la demande principale, ne peut entrer en ligne de compte pour la supputation du dernier ressort (2).

La demande reconventionnelle, inférieure au taux du dernier ressort, ne se cumule pas avec la demande principale pour la détermination du premier ressort; d'ailleurs, quel que soit son chiffre, elle ne rend pas la cause susceptible d'appel, si elle se fonde exclusivement sur la demande principale. (Loi du 11 avril 1838, art. 2) (3).

(Chuchana c. Mohammed ben El-Hadj Embarek)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le jugement interlocutoire du tribunal de Sétif, du 19 septembre 1883, dont est appel, est inter-

---

(1) Paris, 16 février 1846 (D. P., 46, 4, 148); Douai, 23 juin 1851. (D P., 54, 5, 234).

(2) Alger, 26 juin 1886 (*Revue algérienne*, 1887, 44 et la note).

(3) Civ. rej., 20 janvier 1875 (D. P., 75, 1, 367); Civ. cass., 25 avril 1876 (D. P., 76, 1, 327); Toulouse, 19 janvier 1878 (D. P., 78, 2, 48); Civ. rej., 6 juin 1882 et 6 juin 1883 (D. P., 83, 1, 333 et 154). — Cpr., Dijon, 30 juin 1884, et, sur pourvoi, Civ. cass., 10 février 1886 (D. P., 86, 1, 366).

venu entre les parties dans une instance qui, en raison du taux de la demande, était dans les limites du dernier ressort; qu'ainsi ce jugement échappe à la juridiction des juges du second degré; — Attendu, en effet, qu'il s'agissait dans l'instance principale ouverte devant les premiers juges d'une demande en nullité de saisie-exécution pratiquée, le 12 septembre 1883, par le sieur Chuchana au préjudice du sieur Mohammed ben El-Hadj Embarek;

Attendu qu'en cette matière c'est la somme donnant lieu à la saisie et non la valeur indéterminée des objets mobiliers saisis qui doit être prise en considération pour la fixation du taux du premier ou du dernier ressort;

Attendu, dans l'espèce, que la saisie avait pour objet, ainsi que l'indiquait en termes exprès l'itératif commandement du 12 septembre 1883 : 1° la somme de 1,000 francs, principal des condamnations résultant des jugements du 21 décembre 1882 et 25 avril 1883; 2° la somme de 332 fr. 78, montant des frais exposés pour les dits jugements, leur signification et leur exécution; 3° enfin, celle du coût du procès-verbal de saisie, s'élevant à 51 fr. 37; — Attendu que le total de ces sommes réunies ne dépassait pas le chiffre du dernier ressort;

Attendu, il est vrai, que, dans cette même instance, Chuchana concluait, en outre, au paiement d'une somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts; — Mais attendu que cette demande additionnelle ne pouvait être ajoutée aux causes de la saisie pour la supputation du taux du ressort; qu'elle se fondait, en effet, sur la mauvaise foi des résistances du saisi et reposait, dès lors, sur des causes nées du procès et postérieures à la demande principale;

Attendu qu'il est bien vrai encore que le sieur Mohammed ben El-Hadj Embarek réclamait à son tour 1,000 francs de dommages-intérêts à Chuchana; — Mais attendu que cette réclamation ne constituait en réalité que la demande reconventionnelle d'un défendeur, demande qui, depuis la loi du 11 avril 1838, ne se cumule plus avec la demande principale pour la détermination du ressort; — Attendu que cette demande reconventionnelle restait elle-même dans les limites du dernier ressort et se trouvait, d'ailleurs, fondée sur la demande principale elle-même; — Qu'ainsi, aux termes de l'art. 2 de la loi précitée, en aucun cas elle ne rendait pas la cause susceptible d'appel;

Attendu, enfin, qu'il n'y a pas à se préoccuper dans l'espèce du chiffre des intérêts de la somme principale, intérêts qui seraient demandés par l'intimé;

Que ces intérêts ne sont pas à ajouter à cette dernière

somme; — Que, d'abord, ils n'ont pas été demandés dans l'itératif commandement du 12 septembre 1883; que, de plus, ils ne seraient que des intérêts courus depuis la demande, et, à ce titre, des accessoires suivant le sort du principal et ne devant pas être comptés pour déterminer le degré de juridiction;

Attendu que les règles relatives au taux du premier et du dernier ressort sont d'ordre public; qu'elles doivent être appliquées d'office;

Par ces motifs : — Dit non recevable l'appel relevé par Chuchana contre le jugement du 19 décembre 1883; — Ordonne, en conséquence, que ce jugement sera exécuté selon sa forme et teneur; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* RACK, *av. gén.;* TILLOY et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

26 juin 1886

Degré de juridiction, demande principale, dommages-intérêts, demandes accessoires, cause postérieure.

Pour apprécier le taux du ressort, on ne doit pas prendre en considération les demandes accessoires fondées sur des causes postérieures à la demande principale.

En conséquence, n'est pas susceptible d'appel le jugement qui déboute le demandeur d'une somme inférieure au taux du dernier ressort, alors même que celui-ci ajoute à sa demande principale la réclamation de dommages-intérêts supérieurs à ce taux mais fondés sur la mauvaise foi de son adversaire (1).

(1) Aux termes de l'art. 1er de la loi du 11 avril 1838 « les tribunaux civils connaîtront en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1,500 francs de principal. » La doctrine et la jurisprudence sont aujourd'hui d'accord pour entendre par « principal, » non seulement le capital de la somme demandée, mais encore tous les accessoires *dus au jour de la demande;* par exemple, les intérêts conventionnels réclamés par le demandeur accessoirement au capital qu'il poursuit, les intérêts moratoires qui peuvent être dus avant la demande intentée, ou encore les dommages-intérêts dont il augmente ses conclusions principales, quand le débiteur d'une

(Colin c. El-Hadj Aïssa ben Belkassem)

LA COUR, — Attendu que, suivant exploit de Mercier, huissier à Batna, du 21 mai 1884, Colin a saisi le tribunal de cette dernière ville d'une demande en paiement de 357 francs contre le sieur El-Hadj Aïssa ben Belkassem; — Attendu que par conclusions signifiées au cours de l'instance il a réclamé, en outre, à ce dernier 2,000 francs de dommages-intérêts; — Attendu que par jugement du 2 décembre 1884, du dit tribunal, il a été débouté de ses demandes; — Attendu qu'il a relevé appel de cette décision;

Mais attendu que cet appel n'est pas recevable; — Attendu en effet, d'une part, que la demande originaire était dans les limites du dernier ressort; — Attendu, d'autre part, que la demande en dommages-intérêts se trouvait exclusivement fondée sur le préjudice qu'avaient fait éprouver au demandeur, d'après les conclusions, les dénégations apportées de mauvaise foi par le défendeur, d'où il suit qu'elle reposait manifestement sur des causes postérieures à l'action et qu'en conséquence elle ne peut être, aujourd'hui, prise en considération

---

somme d'argent est passible, en cas de retard, d'une indemnité supérieure au taux légal de l'intérêt (C. civ., art. 1153, 1846, 2028; C. com., art. 181). Mais l'on s'entend généralement pour exclure du principal, tel que le conçoit la loi de 1838, tous les accessoires qui pourront s'ajouter au capital de la somme principale dans l'intervalle de la demande au jugement, par exemple les intérêts qui courront en vertu de la demande en justice, ou les frais du procès actuel. Cette solution n'a pas été, à vrai dire, sans difficultés ; il semble cependant qu'elle doive prévaloir. Les lenteurs inévitables de la justice et la durée plus ou moins longue du procès ne sauraient modifier en quoi que ce soit le droit des parties; et d'ailleurs, s'il était besoin d'insister, il ne serait pas difficile de montrer les résultats singuliers auxquels aboutirait le système opposé : nous citerons notamment les juges de paix, dont la compétence existe jusqu'à concurrence de 200 francs, et qui, *après coup et une fois saisis régulièrement de la demande,* se verraient obligés de se déclarer incompétents si la somme de 200 francs primitivement réclamée produisait pendant l'instance quelques intérêts. La conséquence suffit pour juger le principe.

L'arrêt rapporté consacre cette solution en décidant que si la demande originaire était dans la limite du dernier ressort, la demande additionnelle des dommages-intérêts, fondée sur des causes postérieures à la première, ne pouvait entrer en ligne de compte pour la supputation du ressort. — V. en ce sens : Angers, 21 mars 1840, (D. A., v° *Degré de juridiction,* 169); Orléans, 10 juin 1850, (D. P., 52, 2, 256); Bourges, 22 décembre 1855, (D. P., 56, 5, 134); Caen, 24 avril 1871, (D. P., 73, 2, 208). — V. cep. en sens contraire, Bordeaux, 16 janvier 1871, (D. P., 72, 2, 8); Besançon, 24 mars 1874, (D. P. 75, 5, 137).

R. P.

pour la supputation du ressort; — Attendu que les règles de compétence relatives au premier et au dernier ressort sont d'ordre public; — Que le juge doit les appliquer d'office;

Par ces motifs : — Déclare l'appel de Colin non recevable, etc.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; COLAUD DE LASALCETTE, *subst. du proc. gén.*; LEMAIRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

19 avril 1886

Jugement par défaut, profit-joint, office du juge, pourvoi en cassation, recevabilité.

Les juges, avertis de la non comparution de quelques-uns des défendeurs, doivent prononcer d'office le défaut profit-joint; les codéfendeurs comparants, bien que n'ayant pas conclu à la jonction, sont recevables à proposer devant la Cour de cassation le moyen tiré de ce que le profit du défaut n'a pas été joint.

Il en est ainsi alors même que les codéfendeurs défaillants n'ont été assignés qu'en assistance de cause ou intervention pour la surveillance de leurs droits ou intérêts (1).

(Consorts de Rochemonteix c. Pagès)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen tiré de la violation de l'art. 153 du Code de procédure civile :

En ce qui touche la fin de non recevoir, prise de ce que le moyen ne peut être proposé devant la Cour de cassation par les héritiers de Rochemonteix, qui n'ont pas requis devant la Cour l'application de cet article; — Attendu que le sieur Pagès, défendeur à la cassation, qui était appelant devant la Cour d'Alger, avait conclu à ce qu'il fût donné défaut contre les héritiers Chérif, non comparants quoique régulièrement assignés; que la Cour d'appel, avertie par ces conclusions de la non comparution des dits héritiers, devait d'office se confor-

(1) Jurisp. conf. : V. Besançon, 11 juillet 1864 (Sir., 65, 2, 107); Bordeaux, 7 mars 1870 (Sir., 70, 2, 152); Cass., 19 juin 1876 (Sir., 77, 1, 217) et la note.

mer aux prescriptions de l'art. 153 du Code de procédure civile, dont l'exécution n'est pas subordonnée à la réquisition des parties; — Rejette la fin de non recevoir;

Et statuant sur le moyen : — Vu l'art. 153 du Code de procédure civile; — Attendu, en droit, que cet article prescrit, en termes absolus et impératifs, de joindre le profit du défaut et d'ordonner la réassignation des parties défaillantes, afin qu'il soit statué ultérieurement à l'égard de toutes les parties par un seul jugement non susceptible d'opposition; que cette disposition a pour but de prévenir toute surprise et d'éviter la contrariété des décisions dans la même cause, d'une part, et d'épargner aux justiciables des frais frustratoires, de l'autre; qu'elle doit être observée à peine de nullité; — Attendu que cet article s'applique même au cas où celui des défendeurs qui ne comparaît pas n'est assigné par le demandeur qu'en assistance de cause ou intervention « pour y surveiller ses » droits et intérêts, y produire toutes justifications et y prendre » telles conclusions qu'il avisera, et, suivant telle éventualité » du débat, entendre réserver contre lui tous droits et » actions »;

Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué constate que les héritiers Chérif, cointéressés, appelés en cause par le sieur Pagès pour intervenir aux fins ci-dessus indiquées dans l'instance par lui engagée contre les héritiers de Rochemonteix, n'ont pas comparu; que défaut simple a été requis à leur égard par l'appelant; qu'il a été conclu en même temps contre les héritiers de Rochemonteix et contre eux; que les conclusions prises contre eux tendaient à ce que, dans le cas où il serait reconnu que les faits relevés par l'arrêt du 22 mai 1877 étaient exacts et qu'ils n'avaient porté aucun préjudice à Sidi Chérif, la Cour réservât tous les droits et actions du sieur Pagès, concluant tant contre les héritiers Chérif que contre tous les autres auteurs ou complices des manœuvres qui ont entraîné la ruine de sa fortune et de sa position;

Attendu que, dans ces conditions, le débat sur l'exactitude des faits relevés par l'arrêt de 1877 intéressait toutes les parties en cause; que la présence de toutes était nécessaire, et que, par suite, en l'absence des héritiers Chérif, la Cour était tenue de prononcer d'office un défaut profit-joint, et d'ordonner leur réassignation pour être statué ultérieurement sur le fond vis-à-vis de toutes les parties par un arrêt non susceptible d'opposition; — Attendu qu'au lieu de procéder ainsi, la Cour s'est bornée à donner défaut simple contre les héritiers Chérif, qu'elle déclare elle-même non comparants; qu'elle a en même temps autorisé, en tant que de besoin, les

dames Zohra, Messim et autres cohéritiers Chérif à ester en justice ; qu'enfin, après avoir constaté que les héritiers Chérif et de Rochemonteix n'avaient conclu au fond ni devant les premiers juges, ni en appel, et déclaré que, dès lors, il n'y avait pas lieu à évocation, elle a prononcé l'infirmation du jugement du 23 mai 1882 dans toutes ses dispositions, et, statuant à nouveau, déclaré recevable la demande de Pagès et renvoyé toutes les parties, pour y être statué au fond, devant le tribunal de Blida, composé d'autres juges; et qu'elle a, enfin, condamné les héritiers de Rochemonteix aux dépens, y compris ceux de mise en cause soit devant le tribunal, soit devant la Cour, des héritiers Sidi Chérif ;

Attendu qu'il suit de tout ce qui précède que l'arrêt a formellement violé l'article susvisé ;

Par ces motifs : — Et sans qu'il soit besoin de statuer sur le deuxième moyen ;

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'Alger du 1er mai 1883 ; remet, en conséquence, la cause et les parties au même et semblable état qu'avant le dit arrêt, et, pour être fait droit, les renvoie devant la Cour d'appel d'Aix.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* MANAU, *rap.;* CHARRINS, *av. gén.;* SABATIER et PANHARD, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

26 juin 1886

—

Jugement interlocutoire, revendication, expertise, appel, recevabilité.

—

Est interlocutoire le jugement qui, sur une action en déguerpissement, nomme des experts avec ordre de faire sur place l'application des titres respectifs des parties et de joindre à leurs observations un plan sur lequel sera figurée la portion du terrain usurpée, — surtout lorsque l'expertise est organisée de telle sorte que les exceptions proposées par le défendeur paraissent devoir être écartées (1).

---

(1) Aux termes de l'article 452 du Code de procédure civile « sont réputés interlocutoires les jugements rendus lorsque le tribunal ordonne, avant dire droit, une preuve, une vérification ou une instruction qui préjuge le fond. »

(Lauer c. Ve Guilmain et époux Peyron)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la veuve Guilmain et les époux Peyron ont, suivant exploit de Rousseau, huissier à Médéah, du 16 février 1884, fait assigner le sieur Lauer devant le tribunal de Blidah en déguerpissement et expulsion d'une parcelle de terre que ce dernier, par des empiètements successifs, aurait usurpée le long de la limite séparative Nord-Est de leurs héritages contigus, sis au lieu dit de l'Oued-Bellah, commune de Cherchell; — Attendu qu'à l'appui de leurs prétentions les dits intimés se sont prévalus de leurs titres, notamment d'un acte du 10 novembre 1859, reçu Me Élie notaire; — Attendu que Lauer a résisté à ces demandes; — Qu'il a opposé qu'il était propriétaire de la parcelle revendiquée, tant en vertu de son titre d'acquisition reçu Lord, notaire à Cherchell, le 2 juin 1870, qu'en vertu soit de la prescription décennale, soit même d'une prescription trentenaire, résultant de sa possession jointe à celle de ses auteurs; — Attendu que, par jugement du 4 juin 1884, le tribunal a statué sur ces contestations;

Attendu que les premiers juges, après avoir, dans les considérants de leur jugement, rejeté et l'enquête qui leur était demandée et le moyen de prescription décennale, après avoir implicitement aussi écarté le moyen de la prescription trentenaire, ont chargé trois experts de faire sur place une application des titres respectifs des parties, avec mission de dresser à l'appui de leur expertise un plan sur lequel devrait être figurée la *partie usurpée*, moyens et dépens réservés;

De là on ne doit pas conclure que, par cela seul qu'un jugement ordonne une des mesures d'instruction dont parle le texte précédent, il sera nécessairement interlocutoire : il faut, en outre, qu'il laisse pressentir ou préjuger quelle sera dans une hypothèse donnée la décision à intervenir sur le fond du procès. Tel nous semble être le caractère du jugement que vise l'arrêt rapporté. Le tribunal de Blidah, dans une décision avant faire droit, charge trois experts de faire sur place une application des titres respectifs des parties, avec ordre de dresser à l'appui de leurs observations un plan sur lequel devra être figurée la portion de terrain revendiquée par le demandeur; n'est-ce pas préjuger la solution définitive? n'est-ce pas, en ordonnant l'expertise dont il s'agit, reconnaître et annoncer par là même, implicitement il est vrai, mais du moins très clairement, que, si l'application sur les lieux des titres respectifs des parties amène la constatation matérielle d'une usurpation, l'usurpateur recevra l'ordre de déguerpir? — (Req., 31 janv. 1815, D. A., v° *Jug. d'av. dire droit*, 25, 13°; Req., 3 janv. 1860, D. P., 60, 1, 142.) — D'autant plus que l'expertise, telle qu'elle était ordonnée par le tribunal, semblait devoir faire écarter les exceptions que le défendeur avait l'intention d'opposer aux prétentions du demandeur. (Lyon, 10 nov. 1871, D. P., 72, 2, 187). R. P.

Attendu qu'une telle décision contient manifestement des dispositions définitives, lui imprimant le caractère de jugement interlocutoire, susceptible de la voie de recours dont il est actuellement l'objet.

Par ces motifs : — Sans s'arrêter à la fin de non recevoir, proposée sur l'appel de Lauer, reçoit l'appel en la forme, etc.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* COLAUD DE LASALCETTE, *subst. du proc. gén.;* CHÉRONNET et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

19 octobre 1886

Dommages-intérêts, condamnation par chaque jour de retard, interprétation, effet de l'appel.

L'action en interprétation d'une décision judiciaire n'est recevable que dans les cas où cette décision présente un sens obscur ou ambigu (1).

Le caractère provisoire et comminatoire d'une condamnation à des dommages intérêts déterminés par chaque jour de retard ne peut être constaté que par les termes du jugement qui l'a prononcé (2).

L'effet suspensif de l'appel n'empêche pas le cours de dommages-intérêts fixés pour chaque jour de retard (3).

Les difficultés relatives à l'exécution du jugement confirmé sur appel doivent être soumises au tribunal qui a rendu le jugement.

(Ezzagouri et Sananès c. consorts Ben Tata)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que les consorts Ben Tata ayant fait assigner Ezzagouri et Sananès devant le tribunal d'Oran à

---

(1) Jurisp. conf. : V. Cass., 18 avril 1852 (Sir., 52, 1, 144); 31 janvier 1865 (Sir., 65, 1, 129); 26 janvier 1870 (Sir., 70, 1, 159); 10 avril 1872 (Sir., 72, 1, 245); 30 janvier 1877 (Sir., 77, 1, 120); 14 novembre 1882 (Sir., 84, 1, 374); 5 juillet 1883 (Sir., 84, 1, 115).

(2) En ce sens ; Cass., 25 janvier 1865 (Sir., 65, 1, 84). — Cpr., Demolombe, t. XXIV, nº 496; Aubry et Rau, t. IV, p. 42; Laurent, t. XVI, nº 301.

(3) C'est un point controversé : V. dans le même sens que notre arrêt : Cass., 24 janvier 1865 (Sir., 65, 1, 84); 26 janvier 1870 (Sir., 70, 1, 159); Alger. 29 novembre 1877 (Sir., 78, 2, 43); Cass., 15 novembre 1881 (Sir., 82, 1, 52). *Contrà :* Rouen, 18 novembre 1868 (Sir., 69, 2, 256); Dijon, 25 janvier 1878 (Sir., 78, 2, 103).

l'effet de s'entendre condamner à fermer les vues droites par eux ouvertes dans le mur séparatif de leur propriété et de celle des demandeurs, et, faute de ce faire, s'entendre condamner en 50 francs de dommages-intérêts par chaque jour de retard, le tribunal, à la date du 23 juin 1880, a rendu un jugement dont le dispositif est ainsi conçu :

« Dit que dans la huitaine de la signification du jugement, » Moïse Ezzagouri et Eliaou Sananès seront tenus de fermer » les jours et fenêtres existant dans le mur séparatif de leur » maison et de celle des consorts Ben Tata, sise rue de la » Révolution, nº 64, et, faute par eux de ce faire, les condamne » à 25 francs de dommages-intérêts par chaque jour de » retard. »

Considérant que, sur l'appel interjeté de ce jugement par Ezzagouri et Sananès, la Cour a, par arrêt en date du 2 janvier 1883, statué en ces termes : « Reçoit l'appel comme régulier » en la forme, et, sans s'y arrêter ni avoir égard, dit qu'il a » été mal appelé, bien jugé; confirme, en conséquence, le jugement dont est appel, ordonne qu'il sortira son plein et entier » effet. »

Considérant que, par acte en date du 31 juillet 1884, enregistré, les consorts Ben Tata ont fait commandement à Ezzagouri et Sananès d'avoir à leur payer la somme de 25,000 fr., à laquelle ils évaluaient l'indemnité allouée par le jugement de 25 francs par jour à compter du 13 octobre 1880, jour où avait expiré, après la notification du jugement, le délai accordé pour fermer les jours et ouvertures faisant l'objet du procès, jusqu'au 10 janvier 1883, jour où cette fermeture a été exécutée; — Considérant que Ezzagouri et Sananès ont fait opposition à ce commandement et assigné les consorts Ben Tata devant la Cour en interprétation de l'arrêt du 2 janvier 1883 ;

Considérant que l'action en interprétation n'est recevable que dans les cas où la décision dont l'exécution est requise présente un sens obscur ou ambigu; qu'il ne peut être permis, sous la forme de l'interprétation, de porter atteinte à l'autorité de la chose jugée; — Considérant que le jugement du 23 juin 1880 et l'arrêt qui l'a confirmé ne présentent aucun sens obscur ou ambigu, et qu'il n'y a lieu de les interpréter; — Considérant que les conclusions d'Ezzagouri et Sananès ne tendent pas à donner aux termes de ces décisions un sens plus clair, tout en les maintenant, mais ont pour objet de leur substituer une disposition nouvelle; — Considérant, en effet, qu'en reportant après l'arrêt le point de départ que le tribunal a fixé à une époque antérieure, la Cour n'interpréterait pas

son arrêt, entièrement confirmatif, mais le remplacerait par une infirmation partielle;

Considérant que la distinction qu'Ezzagouri et Sananès proposent entre les condamnations en dommages-intérêts déterminés par chaque jour de retard, et qui seraient en certains cas provisoires et comminatoires et en d'autres cas définitives, n'a aucun intérêt dans la cause; que le caractère purement comminatoire de ces condamnations ne peut être constaté que par les termes qui les expriment, par la réserve, notamment de statuer ultérieurement d'une manière définitive sur les dommages-intérêts; que, dans la décision du tribunal, il n'est pas possible de découvrir un caractère comminatoire; que, pour le lui attribuer, il faudrait s'attacher, en dehors de ses termes, à des considérations arbitraires, ce qui ne constituerait plus une interprétation;

Considérant que l'argument tiré de l'effet suspensif de l'appel n'est pas plus applicable; que l'appel suspend, il est vrai, l'exécution, mais qu'il n'empêche pas le cours des dommages-intérêts, puisque durant l'appel le préjudice continue; — Considérant, d'ailleurs, qu'il est loisible à l'appelant, lorsqu'il prévoit que la confirmation du jugement et le délai qui s'est écoulé depuis la condamnation menacent de mettre à sa charge une somme de dommages-intérêts hors de proportion avec le préjudice, d'appeler sur cette éventualité l'attention de la Cour pour provoquer une décision moins rigoureuse; — Considérant, enfin, que la confirmation du jugement entraînant la mise à néant de l'appel, et les parties étant replacées dans l'état où elles étaient comme si l'appel n'eût pas existé, on ne peut donner à cet appel un effet qui modifierait partiellement la décision confirmée;

Considérant que l'exécution du jugement confirmé appartient au tribunal qui l'a rendu; que la Cour n'a pas, dès lors, à se prononcer sur la validité du commandement auquel Ezzagouri et Sananès ont fait opposition;

Par ces motifs : — Dit n'y avoir lieu à interprétation; — Déboute Ezzagouri et Sananès de leurs demandes, fins et conclusions tendant à ces fins; — Dit n'y avoir lieu de statuer sur l'opposition par eux faite au commandement du 31 juillet 1884; les renvoie de ce chef à se pourvoir devant le tribunal compétent; — Condamne Ezzagouri et Sananès aux dépens.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* RACK, *av. gén.;* CHÉRONNET et MALLARMÉ, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

10 février 1887

Porteur de contraintes, procès-verbal de saisie, indigène musulman, analyse sommaire en arabe, interprète assermenté, détournement d'objets saisis, bonne foi présumée, acquittement.

Les obligations imposées aux huissiers par la législation spéciale à l'Algérie le sont également aux porteurs de contraintes, assimilés aux huissiers pour les droits dont le recouvrement est confié à l'administration des contributions diverses. (Arr. minist. 20 sept. 1850, art. 24).

En conséquence, un porteur de contraintes, procédant à une saisie contre un indigène musulman, doit se faire assister d'un interprète assermenté, et mentionner sur l'original du procès-verbal de saisie qu'une traduction sommaire en arabe a été faite sur la copie par cet interprète. (Ord. 26 sept. 1842, art. 68 (1).

Encore bien que le tribunal correctionnel appelé à statuer sur un détournement d'objets saisis n'ait pas à se prononcer sur la validité du procès-verbal de saisie, néanmoins, lorsque ce procès-verbal ne mentionne ni l'assistance d'un interprète assermenté, ni qu'une traduction sommaire a été donnée sur la copie, et qu'en outre, l'agent reconnaît qu'il ne parle pas l'arabe et qu'il ne s'est pas fait assister d'un interprète, le tribunal peut renvoyer le prévenu acquitté, en se fondant sur ce que ce prévenu n'a pas eu une connaissance exacte de la saisie pratiquée à son encontre, des causes de cette saisie, des objets sur lesquels elle a porté, ni enfin des obligations que lui imposait la garde qui lui avait été confiée (2).

---

(1) Sur l'analyse sommaire en arabe des notifications faites à un indigène musulman, et sur la nullité facultative résultant de l'inaccomplissement de cette formalité, V. trib. de Sidi-bel-Abbès, 4 novembre 1884 *(Revue algérienne*, 86, 2, 127); Alger, 13 mai et 15 juin 1885 *(Revue algérienne*, 86, 2, 11, 13); Conseil permanent de révision d'Alger, 22 octobre 1885 *(Revue algérienne*, 86, 2, 52); Cr. rej., 2 août 1886 *(Revue algérienne*, 86, 2, 413); Alger, 21 octobre 1886 *(Revue algérienne*, 87, 2, 9);

Sur le point de savoir si la traduction sommaire doit être inscrite sur l'original de la notification, ou s'il suffit que l'huissier mentionne que l'acte a été traduit, V. *Revue algérienne*, note sous l'arrêt précité du 15 juin 1885.

(2) Le but de l'art. 400, §§ 3 et 4 du Code pénal est surtout d'assurer l'inviolabilité des objets placés sous la main de justice. Le délit de détour-

(Ministère public c. Larbi ben Jakoubi)

Le 11 novembre 1886, JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'ORLÉANSVILLE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'en exécution d'une contrainte décernée contre Larbi ben Jakoubi par M. le receveur des contributions de Ténès, un premier commandement de payer une somme de 7 fr. 47, montant de ses contributions, étant resté sans effet, le porteur de contraintes Dangel Maurice, après un second commandement également resté sans effet, a, par procès-verbal du 25 mai 1886, et en vertu de l'article 46 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 1850, procédé, à l'encontre de cet indigène, à la saisie d'un bœuf, de quatorze moutons et de trente chèvres ; — Attendu que par le même procès-verbal Larbi ben Jakoubi a été constitué gardien des animaux saisis et qu'il lui a été signifié qu'il serait procédé à la vente des objets saisis le jeudi, 7 juin 1886 ; — Attendu que, le 24 juin 1886, le porteur de contraintes Dangel a constaté que Larbi ben Jakoubi avait quitté le douar, emmenant avec lui tous ses bestiaux ; que Dangel a alors dressé a la date susindiquée, contre cet indigène, un procès-verbal de détournement ; — Attendu qu'à la suite de ce procès-verbal et d'une plainte du 7 juillet 1886 de l'administration des contributions diverses, une instruction fut ouverte contre Larbi ben Jakoubi, et qu'il est aujourd'hui traduit devant le tribunal correctionnel sous l'inculpation d'avoir détourné des animaux saisis confiés à sa garde ; — Attendu que Larbi ben Jakoubi soutient n'avoir pas su que ces bestiaux avaient été saisis ;

Attendu qu'il y a lieu pour le tribunal de rechercher en premier lieu si cet indigène a eu une connaissance exacte de la saisie pratiquée à son encontre, des causes de cette saisie, des conditions dans lesquelles elle a éte effectuée, des objets sur lesquels elle a porté et enfin des obligations que lui imposait la garde qui lui avait été confiée ; — Attendu qu'aux termes de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 1850, les porteurs de contraintes remplissent les fonctions d'huissier pour les droits dont le recouvrement est confié à l'administration des contributions diverses; qu'aux termes de l'article 47 du même arrêté, les saisies par eux pratiquées doivent l'être dans les formes prescrites pour les saisies judiciaires ; — Attendu qu'aux termes de l'article 68 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, toute citation ou notification faite à un Musulman en matière civile ou criminelle doit être accompagnée d'une analyse sommaire faite et certifiée par un interprète assermenté ; — Attendu que ces dispositions ont eu pour but d'assurer aux indigènes musulmans la même protection qu'aux autres justiciables ; — Attendu que les obligations imposées aux huissiers doivent l'être également aux porteurs de contraintes, qui leur

---

nement d'objets saisis existe donc indépendamment du mérite de la saisie. Bourges, 7 février 1850 (D. P., 55, 2. 87) ; Paris, 18 juillet 1862, (D. P., 63, 2, 155).

Mais il ne peut évidemment y avoir intention frauduleuse, constitutive du délit qu'autant que le prévenu a eu réellement une pleine connaissance de la saisie. — Bordeaux, 3 janvier 1839 (Sir., 39, 2, 420 ; D. P., 39, 2, 73) ; Cr. rej., 18 mars 1852 (Sir., 52, 1, 766).

sont assimilés ; que par suite ces agents des contributions, procédant à une saisie, doivent se faire assister d'un interprète assermenté, et faire mention sur l'original du procès-verbal de saisie qu'une traduction sommaire a été faite sur la copie par cet interprète ; — Attendu que les indigènes doivent être présumés n'avoir connaissance des actes à eux signifiés que par la traduction sommaire faite sur la copie qui leur est délivrée; que, s'il n'appartient pas au tribunal correctionnel de statuer sur la validité du procès-verbal de saisie du 25 mai 1886, il lui appartient cependant de rechercher si Larbi ben Jakoubi a eu connaissance de la saisie pratiquée à son encontre, des animaux sur lesquels elle a porté et des obligations qui lui étaient imposées ; — Attendu que le procès-verbal du 25 mai 1886 ne mentionne point que Dangel était assisté d'un interprète assermenté, ni qu'une traduction sommaire de cet acte a été donnée sur la copie signifiée à Larbi ben Jakoubi ; que Dangel reconnaît qu'il n'a pas cru devoir réclamer l'assistance de cet interprète ; qu'en outre il ajoute qu'il ne parle pas l'arabe ; — Que dans ces conditions il est à présumer que Larbi ben Jakoubi n'a pas compris qu'une saisie était pratiquée à son encontre et qu'il était constitué gardien des objets saisis ; qu'en admettant qu'il ait en réalité disposé d'un ou de plusieurs des animaux confiés à sa garde, il est presumé avoir agi de bonne foi ;

Par ces motifs ; — Renvoie purement et simplement Larbi ben Jakoubi des fins de la prévention sans dépens.

MM. PATRIMONIO, *prés.* ; CHAMBLARD, *subst.* ; FRUCHIER, *av.*

Sur L'APPEL du ministère public,

ARRÊT

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, — Confirme.

Le même jour, même décision de la Cour, qui acquitte, par les mêmes motifs, le nommé Hadj Mamor ben Guendouz, condamné pour le même délit par le même tribunal.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.-rap.* ; MARSAN, *av. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

Phylloxéra, déclaration, maire, bonne foi, compétence

Les pénalités de la loi du 21 mars 1883 ne sont pas applicables quand il est constant que le propriétaire a fait connaître au maire les premiers signes de dépérissement. Une déclaration verbale suffit si elle est prouvée (1re espèce).

Dès que le dépérissement a été signalé une première fois, le propriétaire n'a pas l'obligation de renouveler sa déclaration ; c'est à l'expert à vérifier si ses premières observations

ne l'ont pas trompé sur la véritable cause du dépérissement (2e espèce).

L'excuse fondée sur l'ignorance de l'obligation imposée aux propriétaires de vignes ne saurait être admise et éviter l'application de la peine (3e espèce).

Le tribunal correctionnel est seul compétent pour appliquer la peine de la loi du 21 mars 1883 (3e espèce).

PREMIÈRE ESPÈCE

—

18 décembre 1886

—

(Challéat c. Ministère public)

Le 3 septembre 1886, JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PHILIPPEVILLE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que l'art. 484 du Code pénal dispose généralement que, dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le Code pénal et qui sont régies par des lois et des règlements particuliers, les cours et les tribunaux continueront à les observer ; — Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence qu'il est du devoir des législateurs d'édicter, dans les cas de calamité publique, des lois chargées de prévenir et d'arrêter les fléaux, et qu'il est aussi du devoir des tribunaux de rechercher si les faits soumis à leur appréciation tombent sous l'application des dites lois;

Attendu que, d'après l'art. 1er de la loi du 21 mars 1883, tout propriétaire est contrevenant s'il ne signale pas immédiatement et directement au maire de sa commune les dépérissements qui existent dans sa vigne; — Attendu qu'il y a lieu de retenir que la loi, dans son contexte, ne s'est servie que du mot *dépérissement*, faisant ainsi comprendre que le droit n'appartenait pas aux intéressés d'apprécier ou de discuter les causes de ce dépérissement, et que son intention sur ce point s'est d'autant plus manifestée qu'elle a cru devoir nommer des fonctionnaires experts chargés d'étudier les causes du dépérissement signalé; — Attendu qu'il résulte en outre des termes de la loi et de son esprit que les propriétaires de vignes n'ont pas le droit d'ignorer les dépérissements de leurs vignobles, et que, s'ils ont droit à des indemnités légalement prévues, ils ont le devoir corrélatif d'être constamment en éveil, de surveiller à chaque instant leurs vignobles et d'en constater le dépérissement; — Attendu, en droit, que ni la fraude, ni la bonne foi ne sauraient être considérées comme élément d'une contravention, qui existe par le fait même de sa constatation ;

Attendu que Bauguil, expert départemental, a constaté la présence du dépérissement chez Challéat, sans que ce contrevenant eût déclaré au maire de Philippeville que des dépérissements existaient dans sa vigne, et qu'il résulte tant du procès-verbal que de la déposition de Bauguil que le dépérissement était de telle nature qu'un propriétaire sérieux ne pouvait pas ne

pas le voir; — Attendu que ce procès-verbal pouvait être combattu par la preuve contraire, mais que les témoins cités par Challéat sont venus confirmer dans tout leur entier les dires de Bauguil;

Qu'il y a lieu dès lors de lui faire application des art. 1er et 11 de la loi du 21 mars 1883, 12, 13, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1878, etc.;

Par ces motifs : — Le condamne à 100 francs d'amende.

MM. POINTEVIN LA FRÉGONNIÈRE, *ff. prés.*; BARATHON-DUMOUSSEAU, *subst.*

Sur l'APPEL de Challéat,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'art. 1er de la loi du 21 mars 1883 précité exige que tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge de la culture ou la garde d'une vigne signale immédiatement au maire de sa commune tout fait de dépérissement ou même tout symptôme maladif qui se serait manifesté dans la dite vigne; — Attendu qu'il est bien certain que le défaut de déclaration ne peut être utilement reproché aux personnes énumérées dans la disposition de la loi susvisée, et, par suite, devenir punissable qu'autant que les faits de dépérissement ou de symptômes maladifs auront été visibles et qu'ainsi il y aura eu faute à ne pas les signaler;

Attendu que, dès les premiers jours de mai 1886, des dépérissements d'une apparence suspecte se sont manifestés dans une vigne de Challéat, sise en l'arrondissement de Philippeville; — Que spontanément Challéat a fait connaître cet état de choses au sieur Prax, qui, en sa qualité d'adjoint faisant fonctions de maire, s'est hâté d'en aviser lui-même le sieur Virgile Froger, expert communal, en l'invitant à visiter la dite vigne; — Attendu que cette visite a eu lieu le 24 mai et qu'elle a eu pour résultat la découverte de pieds de vigne phylloxérés; — Attendu qu'aucune pénalité néanmoins ne peut être encourue par Challéat à raison de ces faits;

Attendu, en effet, d'une part, que, par l'avis verbal qu'il a donné à Prax de l'état de certaines parties de sa vigne, il a satisfait d'une manière suffisante aux prescriptions de la loi; — Que celle-ci ne trace ni n'impose aucune forme spéciale de déclaration; — Qu'il suffit que cette déclaration soit constante; — Qu'il s'agit d'une loi dont la transgression entraîne et des pénalités correctionnelles et la perte de tout droit aux indemnités allouées par l'administration; — Que ses termes doivent donc être appliqués dans un sens restreint;

Attendu, d'autre part enfin, que ni Virgile Froger, expert de la commune, ni Bauguil, chef du service phxlloxérique, entendus dans l'information, ne peuvent affirmer que le dépé-

rissement de la vigne ait été certainement visible antérieurement au mois de mai 1886, avant la venue des pousses et des feuilles elles-mêmes;

Attendu, à la vérité, qu'en 1885 des traces de dépérissement se sont manifestées aussi à la même vigne dans un bas-fond situé au-dessous d'un marabout; — Mais attendu qu'appelé par Challéat à vérifier le caractère de ces symptômes maladifs, l'expert a déclaré qu'ils devaient être attribués à des coups de soleil et devaient demeurer sans conséquence; — Attendu, en effet, que l'année suivante, ces symptômes ayant disparu, la vigne est redevenue florissante en cet endroit; — Attendu que le dépérissement observé se trouvait donc en dehors des préoccupations d'une loi uniquement préventive des invasions phylloxériques; — Qu'il ne comportait pas dès lors une déclaration spéciale et en forme au maire de la commune;

Attendu à la vérité, encore, qu'en 1883 ou 1884, le sieur Laval, dont l'information a recueilli le témoignage, prétend avoir reconnu dans la vigne de Challéat, sur un point qu'il détermine, la présence du phylloxéra et en avoir averti Challéat lui-même; — Mais attendu que ce point est le même que celui qui a été visité par l'expert Virgile Froger en 1885, où la vigne a, depuis, repris toute sa vigueur et est demeurée pure et indemne de toute tache phylloxérique; — Attendu qu'en admettant par suite comme sincères les déclarations de Laval, pourtant contredites par les témoignages des sieurs Brot et Torrès, il demeure établi que les constatations de ce déclarant ne sont, de sa part, que le résultat d'une erreur;

Attendu que de tout ce qui précède il résulte donc que c'est à tort que les premiers juges ont dit Challéat coupable d'un défaut de déclaration au maire de sa commune de dépérissements survenus dans ses vignes;

Par ces motifs : — Infirme le jugement; et renvoie le prévenu des fins de la poursuite.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* PARISOT, *rap.;* WÜRTZ, *av. gén.;* DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

16 décembre 1886

(Ministère public c. di Costanzo)

Le 3 septembre 1886, JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PHILIPPEVILLE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que di Costanzo a, en 1885, signalé aux experts et délégués communaux la présence d'un dépérissement dans sa vigne; — Que l'expert Froger, s'étant rendu au point signalé comme dépérissement, a déclaré que les causes du dépérissement étaient naturelles et nullement dues au fléau phylloxérique;

Attendu que la loi n'impose au propriétaire que le devoir de signaler les dépérissements; qu'il appartient aux experts de tenir note exacte des dépérissements qui leur sont signalés, de les surveiller et de rechercher avec soin si leur première étude du dépérissement n'a point été fausse et si des complications phylloxériques non aperçues au premier moment ne viennent pas à se produire;

Attendu qu'en 1886 la présence du phylloxéra a été constatée dans les pieds environnants le cep qui avait été montré en 1885 à Froger; — Attendu que dans ces conditions aucune faute ne saurait être imputée à di Costanzo, et qu'il y a lieu de le relaxer;

Par ces motifs : — Acquitte le prévenu.

MM. POINTEVIN LA FRÉGONNIÈRE, *ff. prés.;* BARATHON-DUMOUSSEAU, *subst.*

Sur l'APPEL du Ministère public,

ARRÊT

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* PARISOT, *rap.;* WÜRTZ, *av. gén.;* DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

TROISIÈME ESPÈCE

16 décembre 1886

(Buonacore c. Ministère public)

Le 25 juin 1886, JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PHILIPPEVILLE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — En ce qui touche l'exception d'incompétence soulevée par Buonacore : — Attendu que le législateur ayant édicté pour la contravention dont s'agit une peine supérieure à 15 francs, le tribunal de céans se déclare compétent;

Au fond : — Attendu qu'il est établi par le témoignage de Froger et même par la déposition d'un témoin à décharge que le sieur Buonacore, bien que s'étant aperçu du dépérissement de sa vigne, n'a pas fait à la mairie de Philippeville la déclaration exigée en pareil cas par la loi du 21 mars 1883; — Attendu que celui-ci se borne à répondre qu'il ignorait qu'il dût faire cette déclaration; — Mais que nul n'est censé ignorer la loi, etc.

Par ces motifs : — Condamne Buonacore à 50 francs d'amende.

MM. CONSTANT, *ff. prés.;* BARATHON-DUMOUSSEAU, *subst.*

Sur l'APPEL de Buonacore,

ARRÊT

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; PARISOT, *rap.*; WÜRTZ, *av. gén.*; DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

25 octobre 1886

Chemin de fer, tarif, renseignement d'un employé, erreur, responsabilité.

Les tarifs des chemins de fer régulièrement approuvés et publiés ont force de loi pour les compagnies comme pour le public et sont réputés connus de toutes les parties, qui peuvent toujours les consulter.

Par suite, un expéditeur qui a été induit en erreur par un employé sur les conditions du transport ne peut être admis à faire peser sur la compagnie les conséquences de cette faute. (C. civ., art. 1382, 1384) (1).

---

(1) La Cour de cassation s'est toujours prononcée en ce sens : V. Cass., 17 août 1864 (D. P., 64, 1, 381; Sir.. 64, 1, 144); 27 mars 1866 (D. P., 66, 1, 151); 13 fév. 1867 (D. P., 67, 1, 71); 22 déc. 1868 (D. P., 69, 1, 79); 16 mars 1869 (D. P., 69, 1, 184); 15 juin 1875 (D. P., 76, 1, 314-315); 8 août 1877 (D. P., 78, 1, 26); 20 fév., 11 mars 1878 (D. P., 78, 1, 130, 207); 14 mai 1882 (D. P., 83, 1, 32); 2 février et 25 mars 1885 (D. P., 85, 1, 436). — Conf. Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, I, p. 501, note 7; Sarrut, *Législation et jurisprudence sur les transports de marchandises par chemins de fer*, nos 583 et 584; Boistel, *Précis de droit commercial*, no 545.

La jurisprudence des tribunaux de commerce est contraire. (V. aussi, C. d'Angers, 3 mai 1865, D. P., 65, 2, 113). Mais les considérations d'équité sur lesquelles elle se fonde se heurtent à une objection juridique qui paraît décisive. Les tarifs des chemins de fer régulièrement approuvés et publiés ayant force de loi pour les deux parties, les compagnies ont le droit de percevoir le prix du transport tel que les tarifs l'ont fixé, et il ne leur est pas permis d'y déroger en percevant un prix moindre. Or, la condamnation de la compagnie au paiement de la différence entre le prix indiqué à l'expéditeur et le prix fixé par le tarif (condamnation qui ne pourrait être prononcée contre elle qu'à titre de dommages-intérêts, en réparation du préjudice

(Chemin de fer de l'Ouest-Algérien c. Semperez)

Le 7 juillet 1885, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ORAN, ainsi conçu :

Attendu que, suivant exploit enregistré de Bian, huissier à Oran, du 14 avril 1885, le demandeur a fait assigner la défenderesse en condamnation par devant le tribunal, au paiement, avec intérêts, dépens et 50 fr. de dommages-intérêts, de la somme de 26 fr. 40, différence indûment payée sur celle de 41 fr. 45 pour frais de transport perçus par la dite Cie, sur 1,700 kilogs d'un lot de corde crin végétal ouvré, de la gare de Lourmel à Oran; — Attendu que la Cie de l'Ouest-Algérien conclut au débouté de la demande, soutenant que la somme de 41 fr. 45 exigée et payée pour le transport dont s'agit est légitimement due conformément au chap. 4, art. 35 des dispositions générales des tarifs de la Cie, qui régissent les droits et les devoirs des particuliers envers elle;

Attendu que l'art. 35, chap. 4 des tarifs de la Cie, opposé à la demande de Semperez, porte que les marchandises susceptibles de se confondre avec d'autres marchandises de même nature ne sont acceptées en vrac que par expédition d'au moins 5,000 kilogs, à moins que, la charge étant insuffisante, l'expéditeur ne consente à payer la taxe pour 5,000 kilogs; — Attendu que le récépissé du chemin de fer qui a été délivré à Semperez par l'employé de la Cie à la gare de Lourmel n'a pas reçu l'application du tarif ci-dessus; qu'il porte, en effet, pour frais de transport une somme de 15 fr. 05 à la charge de l'expéditeur; mais qu'à l'arrivée de la marchandise à Oran, la Cie a rectifié le récépissé en élevant à 41 fr. 45 les frais de transport à acquitter;

Attendu qu'il ne serait pas équitable de faire supporter par Semperez l'erreur commise par l'agent de la Cie à la gare de Lourmel; — Que, si la Cie avait prévenu l'expéditeur des véritables conditions du tarif, Semperez, sans doute aucun, devant des frais de transport relativement considérables, étant donné la nature de la marchandise, aurait fait transporter cette dernière par charette et à meilleur marché, c'est-à-dire au même prix que celui du tarif que lui a fait connaître l'employé de la Cie du chemin de fer, ainsi que cela résulte des pièces versées au procès; — Attendu que Semperez, avec raison, demande à ne payer que le tarif appliqué par l'employé de la Cie à la gare de Lourmel, tarif qu'il a accepté de bonne foi, et que la Cie n'a qu'à supporter la faute commise par son agent, sauf à se retourner contre lui s'il y a lieu; — Qu'il y a lieu dès lors de faire droit à la demande de Semperez;

---

causé par la faute de son employé, et non à titre de restitution de l'indû comme le décide le tribunal d'Oran) aurait pour résultat, d'abord d'obliger la compagnie à rendre sous une autre forme cette différence, bien que légalement reçue, et, en outre, de lui permettre, en réalité, d'accorder des avantages particuliers en réduisant les tarifs à son gré. — Au surplus, l'équité elle-même exige-t-elle que l'expéditeur soit indemnisé des conséquences d'une erreur qu'il a partagée, et qu'il eût pu éviter en consultant les tarifs ?

Par ces motifs : — Condamne la Cie de l'Ouest-Algérien à payer à Antonio Semperez la somme de 26 fr. 40 cent., montant des causes sus énoncées, etc.

En ce qui concerne la demande en 50 francs de dommages intérêts : — Attendu que Semperez ne justifie pas d'un préjudice causé; — Dit qu'il n'y a pas lieu à dommages-intérêts.

Sur le POURVOI de la Cie de l'Ouest-Algérien,

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique :

Vu l'art. 35, chap. IV, des tarifs de la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest-Algérien;

Attendu que les tarifs des chemins de fer régulièrement approuvés et publiés ont force de loi pour les compagnies comme pour le public et qu'ils sont réputés connus de toutes les parties, qui peuvent toujours les consulter; que, dès lors, un expéditeur ne peut légalement prétendre avoir été induit en erreur par un employé de la Compagnie sur les conditions du transport, et qu'on ne saurait faire peser sur la Compagnie les conséquences de cette faute; d'où il suit qu'en accueillant la demande en remboursement formée par le sieur Semperez contre la Compagnie de l'Ouest-Algérien, par le motif qu'elle était tenue de supporter les conséquences de l'erreur commise par son agent dans l'application du tarif, le jugement attaqué a méconnu ces principes et violé les dispositions du tarif susvisées;

Par ces motifs : — Casse.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* TAPPIE, *rap.;* CHARRINS, *av. gén.;* SABATIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

24 janvier 1887

Compétence, société commerciale, cessation de paiements, période de 1870 à 1872, loi du 22 avril 1871, liquidation judiciaire, acte du liquidateur et du syndic, demande en nullité. — Droit né en Algérie, compétence. — Intervention, condamnation aux dépens.

Les liquidations judiciaires créées par la loi du 22 avril 1871 étant régies, en principe et sauf dérogation expresse, par

les dispositions du livre III du C. com., il y a lieu de leur appliquer l'art. 635 du C. com., qui attribue compétence au tribunal du domicile du failli pour toutes les actions concernant la faillite.

Un arrangement conclu entre les créanciers d'une société et celle-ci afin de substituer la liquidation judiciaire à la faillite ne peut être considéré comme un concordat qui aurait replacé le failli à la tête de ses affaires et qui aurait ainsi fait cesser l'attribution de compétence au tribunal du domicile de ce dernier (1).

L'ordonnance du 16 avril 1843, qui permet d'assigner devant un tribunal d'Algérie lorsqu'il s'agit de droits ou actions ayant pris naissance dans ce pays, ne porte aucune atteinte à la compétence spéciale et exclusive instituée par l'art. 635 du C. com. et par l'art. 59, § 7 du C. pr. civ. (2).

Lorsque la partie qui est intervenue en première instance pour se joindre au demandeur n'a pris aucune conclusion pour combattre l'exception d'incompétence proposée par le défendeur et, intimée sur l'appel, a fait défaut, l'arrêt qui accueille cette exception d'incompétence peut mettre tous les dépens de première instance et d'appel à la charge du demandeur qui succombe dans sa prétention.

(Toche frères c. liquidation Girerd, Nicolas et Cie)

Le 15 février 1884, ARRÊT DE LA COUR D'ALGER (1re Ch.), ainsi conçu :

LA COUR, — En ce qui touche l'appel principal :

---

(1) L'attribution exceptionnelle de compétence faite par les art. 635 C. com. et 59, § 7 C. pr. civ., en matière de faillite, au tribunal de commerce du domicile du failli suppose la réunion de deux conditions : 1° que la contestation soit née de l'événement de la faillite ; 2° qu'elle doive être jugée d'après les règles spéciales à la faillite. Tels sont bien les caractères de l'action par laquelle des créanciers du failli demandent la nullité de la vente d'un immeuble comme ayant été faite par le syndic en fraude de leurs droits (art. 447 C. com.): V. Cass., 19 avril 1853 (D. P., 53, 1, 147); Cass., 12 janvier 1864 (Sir., 64, 1, 17); Cass., 16 juin 1874; Lyon, 28 avril 1874 (J. P., 74, 878; 75, 956); Cass., 15 avril 1878 (J. P., 78, 775). — Le pourvoi opposait, il est vrai, que, dans l'espèce, il y avait eu, non pas faillite, mais seulement liquidation judiciaire. Mais la loi du 22 avril 1871, en substituant, à certaines conditions, la liquidation judiciaire à la faillite, a seulement voulu affranchir le débiteur de la qualification de failli et des incapacités qui y sont attachées, sans enlever aux créanciers aucune des garanties que leur donne la législation des faillites. V. *Revue algérienne*, 86, 2, 451, note.

(2) Sur la question de savoir si l'on doit même appliquer cette ordonnance aux matières commerciales, V. *Revue algérienne*, 86, 2, 445.

Attendu que, suivant jugement rendu par le tribunal de commerce de Saint-Étienne, le 28 décembre 1871, Girerd, Nicolas et Cie, ayant cessé leurs paiements, ont été déclaré en état de liquidation judiciaire; — Qu'au cours de leurs opérations, et suivant acte reçu aux minutes de Me Diehl, notaire à Bône, le 12 juillet 1881, Alphonse Nicolas et Tranchard, agissant, le premier en qualité de liquidateur, le second, en qualité de syndic, ont, sous l'autorité du comité de surveillance et du juge-commissaire, vendu à Dumont, de Saint-Foix et Bertagna, pour le prix de 1,850,000 francs, le domaine de Guebar-Bou-Aoun, compris dans la liquidation;

Attendu qu'aux termes de leur exploit introductif d'instance, Toche frères demandent la nullité de cette vente; — Que, pour justifier leur demande, ils soutiennent : que le liquidateur et le syndic n'avaient pas qualité pour procéder à la vente qu'ils attaquent; que cette vente a été consentie en fraude de leurs droits et à vil prix, à la suite d'un concert frauduleux entre les acquéreurs et les représentants de la liquidation; qu'enfin, elle a été faite en violation des règles prescrites par les dispositions de l'art. 572 C. com. pour les ventes d'immeubles dépendant d'une faillite;

Attendu que Toche frères se présentent dans la cause en qualité de créanciers de la liquidation; — Que leur demande est dirigée contre les représentants de la liquidation; — Qu'elle a pour objet l'annulation d'un acte accompli par ceux-ci en leur qualité, sous le contrôle et avec l'autorisation du comité de surveillance et du juge-commissaire, et constituant, dès lors, un acte de gestion de la liquidation; — Que leur demande est donc fondée sur des faits nés de l'événement de la liquidation et se rattachant à son administration;

Que la liquidation judiciaire étant soumise aux règles qui régissent les faillites toutes les fois que la loi qui l'a organisée n'en a pas autrement ordonné, il s'ensuit que cette demande ne pouvait pas être portée devant le tribunal civil de Bône;

Que, d'une part, en effet, l'art. 635 C. com. attribue en termes formels aux tribunaux de commerce la connaissance de tout ce qui concerne les faillites;

Que, d'autre part, l'art. 59 C. proc. civ. dispose qu'en matière de faillite le tribunal compétent est celui du domicile du failli;

Attendu que la circonstance que les acquéreurs du domaine de Guebar-bou-Aoun ont été appelés dans l'instance pour entendre dire qu'ils seraient contraints de délaisser les immeubles par eux acquis est sans importance dans la cause, la connaissance de la contestation à laquelle est subordonnée la demande dirigée contre eux étant attribuée par la loi à la juridiction commerciale;

Attendu qu'il est également sans intérêt de rechercher si l'action intentée par Toche frères est réelle ou mixte, la loi ayant voulu, dans un but de célérité et d'économie, que toutes les actions nées du fait de la faillite, ayant pour objet l'administration de la faillite, fussent, quelle que fût leur nature, portées devant le tribunal de commerce du failli;

Attendu, enfin, que, si les dispositions de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 autorisent le demandeur à citer à son choix le défendeur soit devant le tribunal du domicile de celui-ci dans la métropole, soit devant le tribunal d'Algérie dans le ressort duquel le droit contesté a pris naissance, ces dispositions présupposent évidemment qu'il s'agit de deux tribunaux de même ordre et ne peuvent recevoir application lorsque, comme dans la

cause, elles auraient pour résultat d'attribuer à la juridiction civile la connaissance d'un litige dont la connaissance a été, à raison de la matière, expressément réservée par la loi à la juridiction commerciale;

En ce qui touche l'appel incident :

Attendu que, Dumont, de Saint-Foix et Bertagna sont demeurés étrangers à la contestation soulevée relativement à la compétence et ont déclaré s'en rapporter à justice à cet égard; qu'il y a lieu de les relever de la condamnation aux dépens prononcée contre eux, et de mettre la totalité des dépens à la charge de Toche frères, qui succombent dans leur prétention; — Que les réserves dont ils demandent acte relativement au fond et aux dommages-intérêts qu'ils se proposent de réclamer de Toche frères sont sans utilité; — Qu'il n'y pas lieu de leur en donner acte;

Par ces motifs : — Dit qu'il a été bien appelé, mal jugé : — 1° En ce que les premiers juges se sont déclarés compétents pour connaître de la demande portée devant eux par Toche frères; — 2° En ce qu'ils ont condamné les parties de Me Moatti aux dépens conjointement avec les parties de Me Chéronnet;

Infirme, en conséquence, le jugement dont est appel.

Statuant à nouveau et déchargeant les parties de Me Chéronnet et de Me Moatti de la condamnation aux dépens prononcée contre elles; — Dit que le tribunal civil de Bône était incompétent pour connaître de la demande formée par Toche frères; se déclare elle-même incompétente; — Renvoie la cause et les parties devant la juridiction qui doit en connaître; — Condamne Toche frères aux dépens envers toutes les parties.

POURVOI de MM. Toche frères :

1° Violation de l'art. 59, §§ 2, 3 et 4, C. proc. civ.; de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 et de l'art. 2 de la loi du 22 avril 1871; fausse application des art. 59, § 7 C. pr. civ., 635, C. com., en ce que l'arrêt attaqué a déclaré le tribunal civil de Bône incompétent pour connaître d'une action en nullité de la vente d'un immeuble situé en Algérie, bien que deux des défendeurs fussent domiciliés en Algérie; que MM. Girerd, Nicolas et Cie n'eussent jamais été en état de faillite; qu'en tout cas, un concordat intervenu entre eux et leurs créanciers eût été homologué avant la vente, et que, d'ailleurs, la nullité de celle-ci fût notamment demandée pour dol, et pour vileté du prix, c'est-à-dire pour deux causes indépendantes de la liquidation judiciaire.

2° Violation des art. 130 et 153 C. pr. civ., en ce que l'arrêt attaqué a mis la totalité des dépens de première instance et d'appel à la charge de MM. Toche frères envers toutes les parties, alors que l'infirmation du jugement de première instance n'était pas prononcée seulement contre eux, mais aussi contre Bourrut, qui était intervenu devant le tribunal dans le sens de leur propre action, et qui, ayant été réassigné après un arrêt de défaut profit joint, devait être considéré comme partie succombante.

ARRÊT

LA COUR, — Sur la fin de non recevoir opposée au pourvoi par Nicolas et Tranchart :

Attendu qu'il résulte des pièces produites que le payement des frais de l'arrêt attaqué n'a eu lieu que sous réserve du

pourvoi en cassation ; — Qu'ainsi, la fin de non recevoir proposée manque en fait : — Par ces motifs : — Rejette la dite fin de non recevoir ;

Statuant sur le 1er moyen du pourvoi :

Attendu qu'aux termes de l'art. 1er de la loi du 22 avril 1871, les liquidations judiciaires créées par la dite loi sont régies par les dispositions du livre III du C. com., à la seule exception de celles auxquelles il est expressément dérogé, et qu'aux termes de l'art. 2, les dispositions du C. com. relatives à la vérification des créances, aux concordats, aux opérations qui les précèdent et qui les suivent, et aux conséquences de la faillite dont le débiteur n'est pas affranchi par l'article 1er continueront à recevoir leur application ;

Attendu, dès lors, qu'il y a lieu d'appliquer aux liquidations judiciaires dont il s'agit l'art. 635 C. com., qui, pour toutes les actions concernant la faillite, attribue compétence au tribunal du domicile du failli, conformément à ce qui est prescrit au livre III du même Code ;

Attendu que l'arrangement conclu entre les créanciers de la société Girerd, Nicolas et Cie et ces derniers, afin de substituer la liquidation judiciaire à la faillite, ne peut être considéré comme un concordat qui aurait replacé le failli à la tête de ses affaires et qui aurait ainsi fait cesser l'attribution de compétence au tribunal du domicile du failli ;

Attendu, au surplus, que l'ordonnance du 16 avril 1843, qui permet d'assigner devant un tribunal d'Algérie lorsqu'il s'agit de droits ou actions ayant pris naissance dans ce pays, ne porte aucune atteinte à la compétence spéciale et exclusive instituée par l'art. 635 C. com. et par l'art. 59, § 7 C. pr. civ. ;

Attendu qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué, loin de violer les lois précitées, en a fait au contraire une juste application.

Sur le 2e moyen du pourvoi :

Attendu que Bourrut, qui était intervenu en 1re instance pour se joindre aux demandeurs en nullité de vente, n'a pris aucune conclusion pour combattre l'exception d'incompétence proposée par les défendeurs, et qu'intimé sur l'appel, il a fait défaut ; que, dans ces circonstances, l'arrêt attaqué a pu mettre tous les dépens à la charge de Toche frères, qui succombaient dans leur prétention ; qu'en statuant ainsi et par ce motif, il n'a violé ni l'art. 130 C. pr. civ., ni l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Par ces motifs : Rejette.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; DARESTE, *rap.* ; DESJARDINS, *av. gén.* ; CHOPPARD, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. d'acc.)

7 janvier 1887

Juge d'instruction, ministère public, réquisitoire à fin d'informer, adultère, flagrant délit.

Le juge d'instruction, requis d'informer contre une femme inculpée d'adultère et contre son complice, et en même temps de constater le flagrant délit, peut, suivant les circonstances, ne pas déférer à cette dernière réquisition, mais il est tenu d'informer par tous moyens.

Il a le droit et souvent le devoir de constater le flagrant délit d'adultère pendant qu'il informe (1).

(X...)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, sur une plainte en adultère par le mari contre sa femme, il a été constaté par la police que celle-ci avait quitté.... avec son amant et s'était rendue à.....; — Attendu que, le 27 novembre 1886, le procureur de la République a requis le juge d'instruction *d'informer à l'effet de constater le flagrant délit, et mandat d'amener,* contre la femme sous l'inculpation de s'être rendue coupable du délit d'adultère, contre X..., sous l'inculpation de s'être rendu complice du délit d'adultère avec la susdite ; — Attendu que le juge d'instruction, par ordonnance du 8 décembre 1886, a dit n'y avoir lieu de déférer à ce réquisitoire *quant à la constatation du flagrant délit,* cette constatation incombant au procureur de la République et à ses auxiliaires en vertu des art. 29 et suiv., 48 et suiv. du Code d'inst. crim.

Attendu que le ministère public a le droit de requérir information pour tout délit; que le juge d'instruction a le devoir d'informer, à moins qu'il n'y ait ni crime ni délit, que l'action

(1) Le juge d'instruction a le droit, sur la plainte de l'épouse, de constater le flagrant délit d'adultère, comme tous les autres délits et crimes flagrants, même sans réquisitoire du ministère public. Quand il est requis d'informer, son droit est encore plus évident. Dans l'espèce, il a dû y avoir un malentendu ; les termes du réquisitoire pouvaient prêter à équivoque ; le juge a pu croire qu'il était requis, non d'informer, mais de constater purement et simplement le flagrant délit ; une telle réquisition ou un tel ordre ne peut être donné par le ministère public qu'à un de ses auxiliaires. En fait, il requérait information puisqu'il requérait aussi mandat d'amener.

publique ne soit suspendue ou éteinte, ou que le juge ne soit incompétent; — Attendu que, dans l'espèce, il s'agissait d'un délit d'adultère, qu'il y avait plainte du mari, que le juge de.... était compétent;

Attendu que le réquisitoire est mal conçu; que, par l'addition de quelques mots à l'imprimé, il pouvait paraître restreint à la constatation du flagrant délit; mais que la réquisition spéciale, toujours exprimée par les mots manuscrits ajoutés à la formule générale imprimée, ne limite pas le réquisitoire afin d'informer; qu'en réalité le procureur de la République requiert d'abord information, et, dans cette information, la constatation du flagrant délit et la délivrance de mandats d'amener; que le juge d'instruction l'a ainsi compris puisqu'il dit n'y avoir lieu à déférer aux dites réquisitions quant à la constatation du flagrant délit; — Attendu que le juge d'instruction, requis d'informer, n'est pas obligé de suivre la voie indiquée par le réquisitoire; qu'il est libre de son information, comme le ministère public de ses réquisitions; qu'il pouvait ne pas constater le flagrant délit s'il jugeait cette constatation inutile ou impossible, mais qu'il devait informer;

Attendu que c'est par erreur de droit que le refus de constater le flagrant délit est motivé par l'ordonnance sur ce que cette constatation incombe au ministère public, en vertu des art. 29 et suiv. C. d'inst. crim.; — Qu'en effet le ministère public, en principe, n'a que le droit de poursuivre, comme le juge celui d'informer; — Que si une double dérogation à ce principe fondamental est faite par la loi au cas de flagrant délit, autorisant le juge à informer sans être requis, et le ministère public à instruire lui-même à la charge d'avertir immédiatement le juge d'instruction, ce droit qui lui est exceptionnellement conféré peut n'être pas exercé par lui, qu'il a le droit de saisir le juge au lieu d'informer lui-même, et que le juge requis a un double devoir d'instruire au cas de flagrant délit, puisqu'il doit informer même sans réquisitoire;

Attendu que dans les articles invoqués par l'ordonnance il s'agit de flagrant délit commis et non de flagrant délit futur; — Attendu que, si le juge d'instruction était saisi d'un délit futur, d'un délit non encore commis, il devrait rendre un non-lieu, après avoir constaté qu'aucun délit n'existe; — Attendu que c'est pour ce motif qu'habituellement le ministère public fait lui-même constater le flagrant délit d'adultère avant de requérir information; — Mais attendu que, si, comme dans l'espèce, où, d'après un rapport de police, la femme est partie de... pour... avec son amant, il y a des présomptions que le délit a été commis, qu'il se commet encore, ce n'est point

d'un délit futur que le juge est saisi, et que, sa mission étant de recueillir toutes les preuves, il doit non seulement rechercher les preuves autres que le flagrant délit qui peuvent suffire pour établir le délit de la femme, mais encore celles par témoins constatant que les deux inculpés ont été trouvés en flagrant délit d'adultère avant le réquisitoire, constater lui-même ou par ses auxiliaires ce flagrant délit s'il se commet au moment où il vient d'être saisi ou pendant le cours de l'information ;

Attendu que c'est en ce sens que doit être entendu le réquisitoire, d'ailleurs mal rédigé, sur lequel l'ordonnance déférée à la Cour a été rendue ;

Par ces motifs : — Annule l'ordonnance ; — Dit que le juge d'instruction sera tenu d'informer sur la poursuite en adultère et en complicité, etc.

MM. ZEYS, *prés.* ; COLAUD DE LASALCETTE, *subst. du proc. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

15 janvier 1887

Phylloxéra, sarments, introduction, filtre languedocien, bonne foi.

Quand, sur la feuille d'expédition, l'expéditeur a déclaré envoyer des sarments, aucune peine n'est encourue ni par lui ni par les destinataires, si la douane, sur cette déclaration, a empêché l'introduction, estimant qu'une partie des sarments n'avait pas subi une préparation assez complète pour détruire tous les germes du phylloxéra. Il en est ainsi à plus forte raison quand il y a eu bonne foi (1).

(1) Il ne faut pas détacher les motifs adoptés par l'arrêt de ceux du jugement qu'il adopte. Quand, sur une fausse déclaration, la douane saisit les objets importés, dans notre espèce, les sarments, et les détruit, quoique le danger ait été conjuré, il y a délit, et la peine est encourue. Mais il en est autrement si l'introduction n'a pas eu lieu par le fait de la déclaration. Or, le jugement constate que sur la feuille d'expédition soumise à la douane étaient les mots « cuvier et sarments » ; que pouvait-on dire de plus formel ? Les sarments étaient signalés à la douane, qui n'a pas jugé la préparation suffisante pour éviter tout danger du phylloxéra, et l'introduction n'a pas été opérée. En matière de douanes, il y a simplement lieu à réexportation quand la marchandise déclarée se trouve prohibée.

(Ministère public c. Duvivier, Cambriels et autres)

Le 22 juillet, JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'ALGER, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — En ce qui concerne Duvivier, Cambriels et Barbeza : — Attendu qu'il résulte suffisamment de l'instruction et des débats la preuve que Duvivier, d'une part, et Cambriels et Barbeza, d'autre part, ont demandé à Loup et Castel, de Castres, un filtre construit par ces derniers et récemment breveté ; — Qu'ils n'avaient les uns et les autres d'autre but que de se procurer un type ou modèle de ce filtre pour le faire voir, en expliquer la composition et les avantages et en opérer la vente comme représentants de la maison Loup et Castel ; — Attendu qu'il est également constant qu'ils ne connaissaient la présence des sarments dans la composition de l'appareil que par la mention « manchon tissu-sarment » qui figure dans le prospectus de la maison Loup et Castel ; — Attendu que dans ces conditions ils ne pouvaient penser à se rendre complices de l'introduction de plants de vigne ; — Qu'ils devaient croire au contraire qu'il s'agissait de sarments ayant subi une préparation et constituant par leur assemblage et leur disposition une partie intégrante et nécessaire du filtre lui-même ; — Attendu, au surplus, que Loup et Castel déclarent n'avoir donné aux destinataires aucune explication particulière autre que celles du prospectus, ce qui suffit à démontrer que Duvivier, Cambriels et Barbeza étaient de bonne foi et ne s'attendaient pas à recevoir autre chose qu'un « filtre languedocien ; » — Attendu enfin que Loup et Castel revendiquent pour eux seuls la responsabilité de l'expédition ;

En ce qui concerne Loup et Castel : — Attendu que la loi du 15 juillet 1878 ne punit que ceux qui auront introduit des sarments, boutures, etc. sans déclaration ou à l'aide de fausse déclaration de provenance ou de toute autre manière frauduleuse ; — Attendu qu'il résulte du duplicata de la feuille d'expédition la preuve qu'il a été adressé de Castres, tant à Duvivier, à Alger, qu'à Cambriels et Barbeza, à Blida, divers colis inscrits sous la dénomination de « charpente » ainsi que sous celle de « cuvier et sarments ; » — Que dans ces conditions il n'y a eu absence de déclaration ni fausse déclaration de provenance ; — Attendu qu'il n'y a non plus aucune manœuvre frauduleuse ; — Attendu que Loup et Castel ont pris un brevet d'invention pour un instrument destiné à filtrer les vins ; que dans la description de cet appareil on voit figurer des sarments servant à maintenir les manches du filtre dit « filtre languedocien ; » — Attendu que les sarments expédiés à Duvivier ainsi qu'à Cambriels et Barbeza ne sont autre chose que ceux devant servir au fonctionnement de l'appareil tel qu'il est breveté ; — Qu'il est certain encore que ces sarments ont subi une préparation dans le but d'enlever tout danger d'introduction de phylloxéra par leur importation ; — Attendu toutefois que cette préparation a été jugée insuffisante, mais qu'il n'en reste pas moins la preuve de la bonne foi de Loup et de Castel ; — Attendu que cette bonne foi est d'autant plus certaine qu'il résulte du dossier que précédemment un filtre languedocien a déjà été introduit en Algérie ; — Que la douane, qui l'avait saisi, a, sur les explications qui lui ont été fournies, laissé passer le manchon-sarment d'abord arrêté par ses agents à Mostaganem ;

Par ces motifs : — Renvoie les nommés Duvivier, Cambriels, Barbeza, Loup et Castel des fins de la plainte sans dépens.

MM. ROBERT, *ff. prés.*; RAVISY, *subst.*; HONEL, *av.*

Sur l'APPEL du ministère public,

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche Duvivier, Cambriels et Barbeza : — Adoptant les motifs des premiers juges;

En ce qui touche Loup et Castel : — Adoptant également les motifs des premiers juges;

Et en outre : Attendu que l'élément constitutif principal du délit reproché aux prévenus fait complètement défaut dans la cause; — Qu'il n'y a jamais eu, en effet, introduction proprement dite sur le territoire algérien de sarments incriminés; — Que dès leur arrivée et leur présentation en douane ces sarments ont été immédiatement saisis et confisqués; — Que leur seule présence à l'entrée n'a fait courir au pays aucun des dangers en prévision desquels ont été uniquement édictées les dispositions de loi précitées;

Par ces motifs : — Confirme.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; WÜRTZ, *av. gén.*; HONEL, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

22 janvier 1887

Acte notarié, Tunisie, signature de la partie européenne

En Tunisie, un acte notarié passé entre deux Européens n'est pas opposable à celle des parties qui ne l'a pas signé.

L'art. 71 du Code tunisien de 1277 (1860 de l'ère chrétienne) et le décret du 17 chaaban 1296 (6 août 1879) exigent que les conventions où figure une personne de nationalité étrangère soit signées par elle, dans le cas où elle sait signer.

(Cardoso frères c. Delsol)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Jacques et David Cardoso produisent devant la Cour la traduction faite le 16 octobre 1883 par Foucard, interprète judiciaire à Tunis, d'un acte dressé dans la première décade du mois de chaaban 1299, correspondant

à la période comprise entre les 18 et 28 juin 1882, par deux notaires tunisiens, qui l'ont transcrit sur leur registre, au folio n° 7; — Qu'il résulte de cet acte qu'une parcelle de terrain, sise à l'est de la ville de la Goulette, d'une contenance de 1,080 mètres, faisant partie de plus vastes terrains connus sous le nom de Lianou et de Béral, a été cédée à titre d'enzel, suivant acte notarié du 20 djumadi et tsani 1299, correspondant au 16 avril 1882, aux frères Jacques et David Cardoso par Si Hussein-Ferik-Pacha, qui l'avait acquise lui-même par voie de donation; — Que Jacques et David Cardoso ont comparu, entre les 18 et 27 juin 1882, devant les deux notaires tunisiens et ont cédé à Paul Delsol leur droit moyennant un loyer annuel et invariable de 2,160 piastres tunisiennes, payable d'avance, en un seul terme, chaque année, à la date de l'acte; — Que Delsol a également comparu, a accepté la cession, s'est obligé à payer la redevance annuelle et a déclaré se soumettre aux lois du pays pour la législation des enzels; — Que le dit acte a été signé par les deux notaires tunisiens Mahmoud et Mostefa Ben Ali, et par Jacques Cardoso, tant en son nom personnel que comme mandataire de son frère David; — Qu'il n'a pas été signé par Paul Delsol;

Attendu que, se prévalant de cet acte, Jacques et David Cardoso réclament à Delsol le paiement des annuités échues depuis l'acte de cession; — Que Delsol soutient n'avoir pas comparu devant les notaires tunisiens et n'avoir souscrit aucun engagement envers les frères Cardoso; — Qu'il proteste contre l'acte d'enzel qui lui est opposé et lui dénie toute valeur à son égard;

Attendu que Jacques et David Cardoso sont demandeurs et doivent établir la validité de l'acte qu'ils opposent à Delsol, qui ne l'a pas signé; — Qu'ils affirment que les actes rédigés par deux notaires tunisiens, dans la forme et selon la coutume de leur pays, font foi de leur contenu pour et contre ceux qui y sont désignés en qualité de contractants; qu'il suffit que ces actes soient signés par les deux notaires; que les comparants sont tenus des engagements qui y sont libellés, alors même qu'il n'y auraient pas apposé leur signature; qu'il en est ainsi non seulement pour les indigènes tunisiens, mais encore pour les Européens, lettrés ou illettrés;

Attendu qu'à l'appui de leur affirmation les frères Cardoso n'invoquent aucun texte de loi, duquel il résulterait qu'en Tunisie les Européens pourraient être juridiquement obligés de remplir les engagements constatés par un acte notarié non revêtu de leur signature; — Que le décret organique du notariat tunisien, en date du 30 kaada 1291, correspondant au

8 janvier 1875, et les décrets additionnels qui l'ont modifié et complété ne contiennent aucune disposition de laquelle on puisse inférer que les notaires aient reçu de la puissance publique le droit d'engager la fortune et l'honneur des citoyens de toute nationalité, sous la seule garantie de leur affirmation et sans le contrôle résultant de la signature de ceux qui stipulent et s'obligent ; — Que cependant les conséquences pouvant résulter dans la pratique d'une prérogative aussi étendue n'ont pas dû échapper, au moment de la réorganisation du notariat en 1875, au législateur tunisien, qui aurait expressément édicté ce pouvoir exceptionnel s'il avait voulu le conférer aux notaires envers tous les contractants sans distinction d'origine et sans avoir égard à leur qualité de lettrés ou d'illettrés ;

Attendu qu'à défaut de loi précise, les appelants invoquent la doctrine, la jurisprudence et les usages, et produisent divers documents consacrant la valeur juridique d'un acte rédigé par les notaires tunisiens, alors même que les Européens contractants et lettrés n'y auraient pas apposé leurs signatures ;

Attendu que les consultations et les interprétations doctrinales versées au dossier s'inspirent des règles du droit musulman et font connaître son application aux conventions intéressant les indigènes tunisiens ; — Mais qu'elles ne se réfèrent pas et ne sauraient se référer aux stipulations par lesquelles des Européens pourraient être obligés sans avoir donné leur signature ; — Qu'elles n'ont donc aucune valeur dans le débat lié entre Cardoso et Delsol ;

Attendu, en ce qui touche la jurisprudence, que les deux décisions de tribunaux européens en Tunisie qui sont communiquées ne peuvent, malgré l'autorité qui s'attache à leur origine, avoir une portée plus étendue que celle que leurs auteurs eux-mêmes ont entendu leur donner ; — Qu'elles ont statué sur des espèces déterminées ; — Qu'elles ne pouvaient pas édicter des règles et des principes généraux ; — Qu'elles ne l'ont pas voulu ; qu'elles sont, du reste, combattues par des décisions contraires ; — Que l'ensemble de ces documents révèle une hésitation et une incertitude desquelles il faut nécessairement induire qu'il n'y a eu, sur cette question, en Tunisie, dans les temps antérieurs à l'acte critiqué, aucune jurisprudence s'imposant avec une autorité et une suite suffisantes pour régler la solution d'une question aussi grave ;

Attendu que les usages invoqués ne sont pas plus nettement établis ; — Que si, d'une part, les documents versés au dossier de Cardoso révèlent que, dans certaines circonstances, les parties n'ayant pas signé les actes rédigés pour leur

*

compte par les notaires tunisiens n'en ont pas moins été obligées suivant le contenu de ces actes, d'autre part, le jugement déféré, les attestations de notables Européens, demeurant à Tunis depuis longtemps et les renseignements fournis au ministère public font connaître que, dans la pratique, les Européens qui contractent à Tunis devant les notaires tunisiens ne peuvent être tenus que des engagements qu'ils ont signés, et que, s'ils ne savent pas signer, ils doivent être assistés d'un interprète assermenté, en présence duquel il est fait mention de leurs conventions et de l'impuissance où ils sont de les affirmer par leur signature; — Que les frères Cardoso se sont soumis eux-mêmes à cette coutume; — Qu'ils ont signé plusieurs actes devant les notaires tunisiens; — Qu'ils ont signé l'acte qu'ils opposent à Delsol; — Qu'il est étrange qu'ils y aient apposé leurs signatures sans exiger celle de Delsol; d'autant plus étrange que leur position sociale et leurs connaissances juridiques ne leur permettaient pas d'ignorer la défaveur qui s'attache à une obligation contractée par un débiteur qui est instruit, qui sait signer, et dont cependant la signature n'est point apposée au bas de l'acte qui relate ses engagements;

Attendu qu'il suit de tout ce qui précède qu'aucun texte de loi tunisienne ne rend opposable aux Européens les actes notariés qu'ils n'ont pas signés; — Que le pouvoir exceptionnel de les obliger sans que leur consentement soit affirmé par leur signature ne résulte pas davantage de la doctrine, de la jurisprudence et des usages invoqués par les frères Cardoso pour suppléer à un texte de loi clair et précis;

Attendu, au contraire, que la législation tunisienne la plus récente considère comme suspects les actes qui ne sont pas revêtus de la signature de ceux qui y contractent des engagements; — Qu'on lit, en effet, dans l'art. 71 du Code tunisien de 1277 (1860) : — « Les demandes en matière civile, telles que » vente, prêt ou autres transactions qui se font de gré à gré, » soumises au tribunal, ne seront reçues que lorsqu'elles » seront appuyées sur une preuve écrite, telle qu'une obliga« tion écrite par le débiteur ou un acte dressé par deux notai» res indigènes et signé par le débiteur; — Si ce dernier ne » sait pas signer, l'acte devra porter la signature ou l'em» preinte du sceau d'un cadi, d'un muphti, d'un caïd ou d'un » cheik. » — Qu'un décret beylical du 7 chaaban 1296 (6 août 1879) réglant les formalités à remplir pour assurer la sincérité des conventions grevant les immeubles de droits réels, oblige les notaires d'expliquer aux créanciers les imperfections des titres produits par le débiteur ou l'insuffisance de sa garantie

et ajoute : — « Si le créancier passe outre, les notaires devront » en faire mention sur l'acte d'hypothèque ; — Si le créancier » est de nationalité étrangère, il signera le dit acte, et sa » signature vaudra attestation qu'il consent à contracter dans » ces conditions; — S'il ne sait pas écrire, sa déclaration sera » consignée dans l'acte et certifiée au consulat dont il relève. »

Attendu que ces dispositions sont formelles ; — Qu'elles assurent à tous les contractants les garanties normales et nécessaires ; — Que l'art. 71 du Code de 1277 exige la signature de celui qui s'oblige au bas de l'acte qui constate son obligation ; — Que le décret de 1296 impose aux notaires rédacteurs de l'acte le devoir spécial d'avertir le créancier des périls qu'il peut courir, et veut que cet avertissement soit constaté par la signature du créancier d'origine étrangère ; — Qu'ainsi l'affirmation des notaires ne suffit pas pour rendre l'engagement valable et qu'il faut y ajouter la signature de celui qui s'engage, ou un témoignage extérieur et authentique de son consentement lorsqu'il ne sait pas signer ;

Attendu que l'on objecte, il est vrai, que le Code de 1277 est depuis longtemps tombé en désuétude en Tunisie, mais qu'on ne produit aucun texte duquel il résulterait qu'il a été abrogé expressément ou implicitement ; — Que la Cour n'a point les éléments nécessaires pour apprécier s'il est encore légalement en vigueur ; — Mais qu'il suffit de retenir que les dispositions sages et prudentes de son art. 71 n'ont été remplacées par aucune manifestation nouvelle de la puissance publique en Tunisie, accordant aux notaires le pouvoir exceptionnel et excessif de consigner dans leurs actes des obligations qui seraient opposables aux contractants européens, alors même que leur comparution et leur consentement ne seraient pas affirmés par leur signature ou par celle d'un auxiliaire autorisé pour les assister ; — Qu'ainsi l'acte de cession invoqué par les frères Cardoso ne peut être opposé à Delsol, qui ne l'a pas signé, et doit être tenu pour inexistant et sans aucune valeur à son égard ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement rendu par le tribunal de Tunis, le 12 décembre 1883.

MM. PUECH, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* ; CHÉRONNET et ROBE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

18 décembre 1886

Douanes, préposés, outrages et voies de fait, trouble, fonctions, exercice, amende spéciale.

L'amende spéciale prononcée par les lois des 6-22 août 1791 et 4 germinal an II n'a été édictée que pour le cas spécial d'opposition ou trouble apporté à l'exercice des préposés des douanes agissant pour la répression de la contrebande.

Les outrages ou voies de fait commis envers des douaniers chargés de dissiper un rassemblement de portefaix gênant la circulation aux abords d'un bureau de l'administration ne sont passibles que des peines du droit commun (1).

(Administration des douanes, partie civile c. Mohamed ben Taïeb).

ARRÊT

LA COUR, — Au fond :

En ce qui concerne l'action publique: — Attendu qu'il n'existe et ne peut exister devant la Cour aucun débat relatif à cette action, ni le ministère public, ni le prévenu, ni l'administration des douanes n'ayant de ce chef interjeté appel;

En ce qui concerne les conclusions prises au nom de l'administration des douanes : — Attendu que l'amende de 500 fr. dont le représentant de la dite administration demande qu'il soit fait application contre Mohamed ben Taïeb, à titre de réparation civile, en sus des pénalités correctionnelles par lui encourues, a été édictée par les art. 14, titre 13 de la loi des 6-22 août 1791 et 2, titre 4 de la loi du 4 germinal an II, pour le cas spécial d'opposition ou de trouble apporté à l'exercice des préposés des douanes agissant pour la répression de la contrebande;

---

(1) L'art. 14, titre 13 de la loi des 6-22 août 1791 défend d'injurier, maltraiter et ainsi *troubler* les préposés des douanes *dans l'exercice de leurs fonctions*, à peine de 500 francs d'amende. L'art. 2, titre 4 de la loi du 4 germinal an II prononce la même peine contre toute personne qui *s'opposera à l'exercice* des préposés des douanes. S'il y a voie de fait, ajoute l'article, les auteurs seront passibles des peines portées par le Code pénal contre ceux qui s'opposent avec violence à l'exercice des fonctions publiques.

Jugé que l'amende de 500 francs, prononcée par l'art. 14 précité, a le caractère de réparation civile, et peut, dès lors, être prononcée sur la demande de l'administration, partie civile, cumulativement avec les peines requises par le ministère public. Cr. rej., 17 déc. 1831 (D. P., 32, 1, 92); Cass., Ch. réun., 13 mars 1844 (D. P., 44, 1, 188); Cr. cass., 21 nov. 1851 (D. P., 51, 5, 188); — que cette amende représente, par évaluation, le préjudice que la fraude a pu faire éprouver au trésor public, au moyen du trouble prévu au dit art. 14; et que, par suite, cet article ne couvre les agents des douanes que s'ils ont été injuriés ou maltraités dans l'exercice même de leurs fonctions, et ainsi empêchés de prévenir ou de constater la fraude. Cr. rej., 2 déc. 1875 (D. P., 76, 1, 236).

Que, dans l'espèce, les deux agents Dutilleul et Julia ne procédaient nullement au dit exercice lorsque se sont produits les outrages et les voies de fait dont Mohamed ben Taïeb s'est rendu coupable; mais que « *leur consigne* » dans cette circonstance, consistait à dissiper, comme auraient pu faire des agents de police, un rassemblement de portefaix qui gênaient la circulation aux abords du bureau de M. le receveur principal des douanes; que, dès lors, c'est avec raison que les premiers juges ont refusé de prononcer la dite amende de 500 fr.; — Qu'il y a lieu de maintenir leur décision, sans recourir aux autres raisons sur lesquelles ils ont cru pouvoir également se baser;

Par ces motifs : — Confirme, en ce qui a trait à l'action publique, le jugement de condamnation prononcé contre Mohamed ben Taïeb;

Déclare, pour ce qui concerne les conclusions en réparation civile prises au nom de l'administration des douanes, la dite administration non recevable dans sa demande.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* DUCOS, *rap.;* HONEL, *subst. du proc. gén.*

TRIBUNAL DE BOUGIE (Ch. correct.)

7 décembre 1886

Rébellion, caractères constitutifs, résistance avec violences et voies de fait, régularité de l'acte d'exécution.

La résistance envers les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire ne constitue pas le délit de rébellion si elle se produit sans violences et voies de fait (1).

Il en est de même si elle tend à repousser l'exécution d'un acte irrégulier ou illégal (2).

---

(1) Ce point est constant en doctrine et en jurisprudence. — Crim. cass., 2 juillet 1835, Sir., 35, 1, 393; Besançon, 21 mars 1877, Sir., 77, 2, 216; Crim. cass., 27 décembre 1879, Sir., 80, 1, 392; Chauveau et F. Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. III, n° 936; Blanche, *Études pratiques sur le Code pénal*, t. IV, n° 23 et suiv.

(2) C'est généralement en ce sens que se sont prononcées les Cours d'appel. Elles ont admis en principe que la résistance à l'exécution d'un acte irrégulier ou illégal doit être considérée comme un cas de légitime défense

(Ministère public c. Muzart)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il résulte de l'information et des débats que, le 7 juin 1886, les gendarmes Casserou et Ahmed ben Sellam, porteurs d'une contrainte par corps décernée contre le sieur Muzart (Auguste) ont tenté d'arrêter ce dernier dans un café de Sidi-Aïch, mais que le dit Muzart s'est débattu contre l'étreinte de ces gendarmes, leur a résisté et s'est échappé de leurs mains, avec l'aide de ses deux fils Eugène et Alexandre et d'autres personnes présentes à la scène;

Mais attendu, d'une part, qu'il n'est pas établi que les sieurs Muzart père et fils aient exercé des violences ou voies de fait directes sur la personne des gendarmes susnommés;

Attendu, d'autre part, qu'il est constant que ceux-ci n'agissaient pas régulièrement pour l'exécution des lois; — Attendu, en effet, qu'au moment où ils ont porté la main sur Muzart Auguste pour l'arrêter, ce dernier leur a présenté une quittance en affirmant qu'il avait payé la dette objet de la contrainte; — Attendu que cette affirmation a été corroborée aussitôt par l'huissier Courtois, témoin de la scène, et que, sur les conseils de cet officier ministériel, Muzart a demandé, comme il en avait le droit, à aller en référé, ce qui lui a été refusé;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que les gendarmes susnommés, en cherchant à arrêter Muzart, malgré ses protestations et justifications, accomplissaient un acte arbitraire et illégal; qu'en méconnaissant ainsi leurs devoirs ils cessaient d'être protégés par la loi, et que Muzart et ses deux fils, victimes de leurs vexations, ne commettaient, en leur résistant, aucun délit; qu'il y a donc lieu de renvoyer ceux-ci des fins de la prévention;

(Limoges, 28 février 1838, Sir., 38, 2, 300; Bourges, 10 mai 1838 et Douai, 22 novembre 1839, Dall., *Répert.*, v° *Rébellion,* n° 39. — Cpr. Alger, 30 juin 1863, *Journ.* de Robe, 1863, 131). MM. Chauveau et F. Hélie ont admis cette solution toutes les fois que l'irrégularité ou l'illégalité d'un acte de l'autorité publique implique un excès de pouvoir *(loc. cit.,* n° 944).

Le système contraire a prévalu devant la Cour de cassation. La Cour de cassation a pensé qu'il ne devait pas être permis aux citoyens de se constituer juges de la légalité et de la régularité de l'exécution des actes de l'autorité publique. (Crim. cass., 14 avril 1820, Dall., *Répert.*, v° *Rébellion,* n° 37; Crim. cass., 5 janvier 1821, Sir., 21, 1, 123; 10 mars 1842, Sir., 42, 1, 831; 29 mars 1855, Sir., 55. 1, 685; 22 août 1867, Sir., 68, 1, 142.) Dans le même sens, Blanche, *loc. cit.*, n° 46.

Par ces motifs : — Renvoie les prévenus des poursuites sans dépens.

MM. REGNIER, *prés.;* CNAPELYNK, *subst.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

24 décembre 1886

Tribunal criminel de Tunis, accusé indigène, assesseurs français.

C'est par une dérogation évidente aux principes de notre droit public que, dans le cas où des étrangers et des indigènes sont déférés au tribunal criminel de Tunis, le décret du 24 octobre 1884 (1) *leur accorde le droit d'être jugés par trois assesseurs indigènes ou étrangers en place de trois assesseurs français.*

Cette disposition constituant une faveur exceptionnelle, ceux à qui cette faveur est accordée peuvent y renoncer et rentrer dans le droit commun.

C'est donc avec raison que le tribunal criminel de Tunis a fait droit aux conclusions formelles d'un indigène demandant à être jugé par six assesseurs français.

(El-Hadj Mohammed ben Ali Cheka Sghir c. Ministère public)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique relevé d'office concernant la composition illégale du tribunal criminel de Tunis et la violation de la loi des 27-28 mars 1883 et du décret du 24 octobre 1884;

Attendu que c'est par une dérogation évidente aux principes de notre droit public que, dans le cas où des étrangers et des indigènes sont déférés au tribunal criminel de Tunis, le décret de 1884 leur accorde le droit d'être jugés par trois assesseurs indigènes ou étrangers en place de trois assesseurs français;

Attendu que pareille disposition constitue une faveur exceptionnelle, personnelle à ceux à qui elle est accordée, et qu'aucune loi ni décret ne s'oppose à ce qu'en y renonçant ils rentrent par cela même dans le droit commun; — Qu'en effet, la

---

(1) Ce décret est rapporté dans la *Revue* à la date du 9 juillet 1884 (85, 3, 48).

loi des 27-28 mars 1883 (1), première loi sur la composition du tribunal criminel de Tunis, est loin de dénier la qualité d'assesseur de droit commun qui appartient aux assesseurs français; — Que le gouvernement français, dans son traité du 24 janvier 1884 (2), avec le gouvernement italien, n'a fait que consacrer ces principes en admettant, art. 8, que le prévenu italien peut toujours, s'il le veut, préférer des assesseurs français;

Attendu que le nommé El-Hadj Mohammed ben Ali Cheka Sghir a demandé par des conclusions formelles à être jugé par six assesseurs français et ainsi a renoncé formellement aux droits que lui accordait le décret de 1884; — Que c'est donc avec raison que le tribunal criminel de Tunis, par jugement du 5 novembre dernier, a fait droit aux dites conclusions et qu'en le faisant il n'a violé aucune loi;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. LŒW, *prés.;* AUGER, *rap.;* ROUSSELLIER, *av. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

26 novembre 1886

Brocanteur, arrêté du 30 mars 1835, contravention, circonstances atténuantes.

L'art. 463 du Code pénal est inapplicable aux contraventions à l'arrêté du gouverneur général du 30 mars 1835, sur l'exercice de la profession de brocanteur en Algérie, cet arrêté étant muet sur l'admission des circonstances atténuantes.

(Ministère public c. Éliaou Athia)

Infirmation en ce sens d'un JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BLIDA, du 9 juillet 1886.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* PARISOT, *rap.;* WÜRTZ, *av. gén.*

---

(1) V. *Revue algérienne*, 85, 3, 39.

(2) V. *Revue algérienne*, 85, 3, 53.

COUR D'ALGER (1re Ch.)

Saisie immobilière, incident, appel, notification, griefs, nullité, Algérie, législation spéciale.

En matière d'incident de saisie immobilière, l'inobservation des formalités prescrites par l'article 732 du Code de procédure civile (signification à avoué, notification au greffe, énoncé des griefs) entraîne la nullité de l'acte d'appel.

S'agissant d'une véritable déchéance, la législation spéciale à l'Algérie n'autorise pas le juge à relever l'appelant de la nullité encourue. (1re espèce).

L'énonciation des griefs dans l'acte d'appel, en matière d'incident de saisie immobilière, est un des éléments substantiels de cet acte, qui ne peut être suppléé par la réserve de faire valoir les motifs déduits devant les premiers juges et tous autres à déduire devant la Cour.

Par suite, l'omission de cette énonciation ne peut être considérée comme constituant une nullité facultative en Algérie. (2e espèce) (1).

---

(1) Les arrêts ne sont pas d'accord sur le sens exact du mot *griefs*. Conformément à la règle qu'en matière de nullités, un texte de loi doit être littéralement appliqué, il suffirait que l'acte d'appel énonçât sommairement le dommage causé par le jugement attaqué, sans qu'il fût nécessaire d'exposer les motifs ou moyens d'appel (Orléans, 21 décembre 1852, D. P., 54, 2, 163). Jugé, dans le même sens, que le texte de l'art. 732 C. pr. civ. distingue lui-même entre les griefs et les moyens d'appel, et que cette seule mention, dans l'acte d'appel, *que le jugement entrepris a prononcé à tort la nullité de la saisie,* satisfait au vœu de la loi (Cass., 10 juin 1879, D. P., 81, 2, 17).

Une opinion contraire enseigne que l'expression *griefs* comprend tout à la fois l'indication du tort fait à l'appelant et les moyens sur lesquels se fonde l'appel.

Dans une espèce où les griefs ne pouvaient être entendus que dans ce dernier sens, la Cour de cassation a jugé que l'acte d'appel est nul lorsqu'au lieu d'énoncer les griefs, on s'est réservé de les déduire devant la Cour (Civ. rej., 8 août 1854, D. P., 54, 1, 274, et la note).

L'exploit doit-il expressément énoncer les griefs ou moyens d'appel? Ou suffit-il que l'appelant se réfère à ceux qu'il a proposés en première instance? Jugé que l'acte d'appel qui se réfère à l'exploit introductif d'instance et aux conclusions prises devant les premiers juges contient une suffisante énonciation des griefs (Alger, 3 août 1852, Ménerville, *Jurispr. de la Cour d'Alger*, v° *Saisie immob.*, 66). Mais la Cour de cassation a décidé que, dans ce même cas, l'acte d'appel était nul (Req. rej., 17 juillet 1867, D. P., 67, 1, 390).

PREMIÈRE ESPÈCE

3 décembre 1883

(Baruck ben Tata et autres c. Isaac Lévy)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Baruck ben Tata, se disant créancier d'Abelkader ould Mohamed, a fait saisir immobilièrement contre ce dernier, le 26 janvier 1883, une propriété à Ternifine, que le dit Abdelkader ould Mohamed aurait, par acte reçu Me Blancharelle, notaire à Mascara, les 2 et 3 septembre 1882, enregistré le 6 et transcrit le 13 du même mois, vendue à Isaac Lévy; — Que celui-ci a aussitôt assigné Baruck et Abdelkader ould Mohamed pour faire prononcer la nullité de la saisie; — Que, malgré l'intervention d'un sieur Ninet, créancier inscrit, et en présence de Judas Emsallem, premier créancier inscrit et s'en rapportant à justice, le tribunal de Mascara, par jugement du 14 juin 1883, a annulé la dite saisie et condamné Baruck et Ninet aux dépens; — Que ces derniers, à la date des 14 et 17 août 1883, ont relevé appel de ce jugement;

En Algérie, l'application de l'art. 732 a donné lieu à des difficultés d'un ordre spécial, tenant à la faculté donnée aux juges, dans ce pays, d'admettre ou de rejeter, selon les circonstances, les nullités des exploits et actes de procédure. *(Ord. 26 sept. 1842, art. 69; ord. 16 avril 1843, art. 46.)*

Il est généralement admis aujourd'hui que, par nullités d'exploits et d'actes de procédure, il faut entendre les irrégularités, imperfections ou omissions affectant la rédaction et la teneur de l'exploit ou de l'acte en lui-même; mais non l'inaccomplissement ou l'accomplissement tardif d'actes ou de formalités prescrits à peine de nullité, déchéance ou forclusion. (V. Ménerville, *Diction. de la législ. algér.*, note sous l'art. 69 précité; Charpentier, *Cours de législ. algér.*, p. 75.) Partant de cette donnée, on ne saurait qualifier de nullité d'exploits ou d'actes de procédure la nullité résultant de ce que l'acte d'appel n'a pas été signifié à avoué et notifié au greffe, conformément au prescrit de l'art. 732. Il s'agit ici, en effet, de formalités spéciales, complétant l'acte d'appel et lui donnant effet, d'actes, en un mot, qui constituent la procédure elle-même. L'ordonnance de 1842 peut autoriser le juge à ne pas s'arrêter aux nullités que présenteraient les actes de notification, mais non à se passer de ces actes et à valider ainsi une procédure incomplète ou inexistante. La question cependant a été controversée, des arrêts ont décidé qu'usant de la faculté qui leur est conférée par l'ordonnance de 1842, les juges pouvaient valider l'acte d'appel bien qu'il n'eût été notifié ni au défenseur de l'intimé, ni au greffier. V. Alger, 14 déc. 1847; 22 oct. 1849; 19 juin 1850; 3 août 1852; 7 mars et 10 avril 1854 (Ménerville, *Jurispr. de la Cour d'Alger*, v° *Saisie immob.*, 69 à 74); Alger, 16 mars 1859; 1er juin 1859 (sol. impl.) (*Journ.* de Robe, 1859,

Attendu que Lévy, *in limine litis*, soutient que cet appel est nul comme n'étant pas interjeté selon les règles édictées par l'art. 732 du Code de procédure civile ; — Qu'en effet, il n'a pas été signifié à avoué; qu'il n'a pas été notifié au greffier du tribunal ni visé par celui-ci; qu'il n'énumère pas les griefs d'appel;

Attendu que vainement Baruck et Ninet soutiennent qu'il ne s'agit pas en l'espèce d'un incident de saisie immobilière, mais d'une demande principale en revendication d'immeuble saisi ; — Que la diligence du tiers détenteur de l'immeuble saisi ne saurait modifier la nature de l'action par lui suivie; — Que c'est si bien un incident de saisie immobilière qui a été jugé entre Lévy, Baruck et Ninet, que le dispositif du jugement du 14 juin 1883, distrayant tous les immeubles de la saisie, se borne à ordonner la nullité de cette saisie et sa radiation des registres du bureau des hypothèques de Mascara; — Que c'est donc à bon droit qu'Isaac Lévy argue de l'irrecevabilité de l'appel;

---

p. 186 et 276.) — Jugé, en sens contraire, que l'omission de ces mêmes formalités entraîne la nullité de l'acte d'appel (Alger, 15 juillet 1850, 3 mars 1851, 11 mars 1852); que les termes de l'art. 732 ne permettent pas d'échapper à la nullité prononcée par cet article (Alger, 19 août 1851); que la signification faite à l'intimé au lieu de l'être au domicile du défenseur, et l'omission de cette notification au greffe constituent des nullités substantielles (Alger, 8 déc. 1851, Ménerville, *loc. cit.*, 75 à 79); que les tribunaux algériens ne peuvent valider des actes inexistants (Alger, 26 juillet 1882, *Journ.* de Robe, 1883, p. 299).

Quant à la nullité résultant du défaut d'indication des griefs dans l'acte d'appel, on est bien en présence d'une nullité commise dans la rédaction, les mentions et le contexte de l'acte. Est-il loisible aux juges de la rejeter? La Cour d'Alger, dans son arrêt précité du 1er juin 1859, s'est prononcée implicitement pour l'affirmative, puisqu'en annulant un acte d'appel qui, entre autres irrégularités, n'énonçait pas les griefs, elle a déclaré qu'il n'y avait pas lieu, *en raison des circonstances de la cause*, de faire usage de la faculté laissée aux juges en Algérie. Il a été jugé, dans le même sens, à l'occasion, il est vrai, de l'appel d'un jugement ordinaire, qu'aux termes de l'art. 456 C. pr. civ., l'énonciation des griefs n'était pas exigée à peine de nullité; mais que, dans tous les cas, cette nullité, si elle existait, devait être considérée comme facultative en Algérie (Alger, 16 mars 1866, *Journ.* de Robe, 1866, p. 123). — L'arrêt du 3 nov. 1886, ci-dessus rapporté, pose en principe, de son côté, qu'en matière d'incidents de saisie immobilière, l'énonciation des griefs est un des éléments substantiels de l'acte.

Devant cette contrariété de décisions, on peut se demander si le maintien de l'art. 69 de l'ordonnance de 1842 ne présente pas de sérieux inconvénients. Cette disposition exceptionnelle n'a plus aujourd'hui de raison d'être; et l'on conçoit que la jurisprudence actuelle de la Cour soit de moins en moins disposée à valider des actes ne réunissant pas les conditions de régularité formellement exigées par la loi.

Attendu que vainement encore allèguerait-on qu'il s'agit ici d'une nullité facultative en Algérie; — Qu'il s'agit en réalité d'une véritable déchéance, dont la Cour ne peut relever les parties condamnées;

Par ces motifs : — Déclare l'appel de Baruck ben Tata et Lévy Ninet irrecevable en la forme, et condamne ceux-ci à l'amende et aux dépens.

MM. SAUTAYRA, *prem. prés.;* GARIEL, *av. gén.;* GARAU et NEUGASS, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

—

3 novembre 1886

—

(Desfrançais-Duverdier c. Guiraud)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que l'art. 732 du C. de proc. civ. prescrit, à peine de nullité, l'énonciation des griefs dans l'acte d'appel en matière d'incidents de saisie immobilière; — Considérant que, cette énonciation étant un élément substantiel de cet acte, indispensable au vœu de la loi pour assurer la défense dans une matière qui ne comporte que des délais restreints, on ne peut considérer son omission comme constituant une nullité facultative;

Considérant, en fait, que l'acte d'appel notifié à la requête de Desfrançais-Duverdier est motivé sur les torts et griefs que lui fait le jugement, et donne assignation pour, par les motifs déduits devant les premiers juges et tous autres à suppléer devant la Cour, voir adjuger au concluant les conclusions prises en première instance et suspendre les poursuites; — Considérant qu'en se réservant de faire valoir, outre les motifs déduits en première instance, tous autres à suppléer devant la Cour, l'appelant n'a pas mis suffisamment l'intimé en mesure de préparer sa défense; — Considérant dès lors qu'il n'a pas obéi aux prescriptions de l'article précité et qu'il y a lieu d'annuler l'acte d'appel;

Par ces motifs : — Annule l'acte d'appel notifié à la requête de Desfrançais-Duverdier à la date du 29 juillet 1886.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* RACK, *av. gén.;* GARAU et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

20 décembre 1886

Saisie-exécution, meubles, revendication, exploit, propriété, preuves, énonciation, Algérie, ordonnance du 26 septembre 1842, nullité facultative.

L'assignation en revendication d'objets saisis doit contenir, à peine de nullité, l'énonciation des preuves de propriété du revendiquant (C. proc. civ., art. 108).

Les considérations qui ont motivé cette disposition, et les conséquences qui peuvent résulter de son inobservation pour le saisissant, ne permettent pas de ranger la nullité prononcée par l'art. 608 précité au nombre de celles que l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 déclare facultatives pour le juge en Algérie (1).

A supposer, d'ailleurs, qu'il s'agisse là d'une nullité à laquelle le juge ne puisse pas s'arrêter, cette faculté doit être réservée pour les erreurs involontaires qui peuvent échapper à l'attention des parties ou de l'officier ministériel. Mais s'agissant d'une revendication à l'appui de laquelle il a été produit depuis un titre de vente régulier en la forme et enregistré antérieurement à la saisie, il échet d'annuler la demande, lorsque le revendiquant n'allègue aucun fait de nature à expliquer ou atténuer la violation qu'il a commise de la loi.

(Sauve et Cie c. Alaminos et Simon)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'exception tirée de l'inobservation de l'article 608 du Code de procédure civile, en ce que l'exploit d'assignation ne contenait pas les preuves de la propriété revendiquée :

Considérant que cette première exception a été régulièrement proposée en première instance; qu'elle a été repro-

(1) Jugé en sens contraire que « la partie défenderesse n'ayant éprouvé » aucun préjudice par suite du défaut d'énonciation des preuves de pro- » priété, il échet de faire application à la cause de la législation algérienne, » qui rend facultatives pour le juge les nullités d'exploit et de procédure, » et, par suite, de ne pas s'arrêter à la nullité proposée. » (Alger, 2 novembre 1867).

Sur les nullités facultatives ou non, en Algérie, V. Alger, 26 mai 1884, 12 janvier 1886, 27 novembre 1886 et la note *(Revue algérienne,* 85, 2, 15; 86, 2, 45; 87, 2, 12).

duite dans l'acte d'appel et dans les conclusions devant la Cour; qu'il importe peu que les motifs en aient été développés seulement dans un acte signifié au cours des plaidoiries, puisque l'acte d'appel concluait à la nullité de l'assignation et se référait aux conclusions prises en première instance; — Considérant dès lors que la Cour est valablement saisie de cette exception et qu'il y a lieu de l'examiner; — Considérant que l'assignation en revendication d'objets saisis, libellée au nom d'Alaminos, ne contient pas l'énonciation des preuves de sa propriété, quoiqu'il eût entre les mains l'acte de vente, en date du 11 mai 1885, enregistré, antérieur à la saisie et qu'il a depuis produit pour justifier sa revendication; — Considérant que le revendiquant s'est borné à alléguer sa propriété exclusive en annonçant qu'il l'établirait en temps et lieu; — Considérant que le tribunal a reconnu que l'assignation d'Alaminos était entachée de nullité, aux termes de l'art. 608 du Code de procédure civile, mais a néanmoins repoussé l'exception proposée par Sauve, en usant de la faculté qu'il a cru lui être conférée, dans l'espèce, par l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842;

Considérant que la faculté accordée aux tribunaux algériens par cet article ne doit être exercée qu'avec une extrême prudence; — Qu'elle comporte un choix entre les nullités d'exploits que les juges peuvent accueillir ou rejeter; — Que ce choix doit être déterminé par les motifs qui ont décidé le législateur à ajouter la sanction de la nullité à la formalité qu'il a prescrite, par les causes qui ont produit l'inobservation de la loi, par les conséquences que cette inobservation a eues ou peut avoir à l'égard des parties qui excipent de la nullité;

Considérant que l'art. 608 C. pr. civ., en prescrivant au revendiquant d'objets saisis d'énoncer dans son exploit les preuves de sa propriété, a eu en vue de protéger un des intérêts les plus recommandables du saisissant, de mettre obstacle à des revendications dictées par la complaisance ou la fraude, qui entraveraient le cours régulier de la justice et remettraient indéfiniment l'exécution des jugements et des contrats; — Considérant qu'il importe aussi de mettre sans délai le saisissant en mesure d'apprécier la valeur de la revendication qui se dresse devant sa poursuite; — Que la saisie-exécution entraine, en effet, des frais souvent considérables, que les incidents et l'ajournement de la vente accroissent quelquefois au delà même de l'importance des objets saisis; — Qu'il est dès lors du plus haut intérêt de savoir, au moment même de la revendication, s'il doit poursuivre ou se désister en présence des preuves que le revendiquant lui op-

pose; — Considérant que la prescription de l'art. 608 C. de pr. civ. est donc motivée par des considérations d'une si manifeste importance qu'il ne peut être permis aux parties de la négliger et aux juges de ne pas assurer son exécution; — Considérant, il est vrai, que la loi doit être appliquée dans la mesure de ce qui est possible; qu'on ne peut exiger du revendiquant d'autres énonciations que celles qu'il peut fournir; mais qu'il lui est impérieusement ordonné de faire connaître dans son exploit les preuves dont il entend faire usage, de manière que le saisissant sache s'il doit poursuivre ou s'arrêter; — Considérant que le revendiquant, en possession d'un titre de vente régulier en la forme et enregistré, qui lui aurait transféré la propriété des objets saisis, est donc inexcusable de ne pas énoncer cet acte dans un exploit, puisque la loi lui prescrit cette énonciation, et que son omission peut avoir pour conséquence un préjudice pour le saisissant, la continuation de la procédure, des frais, une instance onéreuse et inutile; — Considérant qu'alors même qu'il serait établi que cette énonciation n'aurait pas empêché le procès, et que la nullité prononcée par l'art. 608 rentrerait dans celles que les juges peuvent rejeter ou admettre, il n'y aurait cependant pas lieu, dans l'espèce, d'user de cette faculté; qu'elle doit être réservée pour les erreurs involontaires qui peuvent échapper à l'attention même vigilante des parties ou de l'officier ministériel, mais qu'il y aurait un véritable abus de pouvoir exorbitant donné aux tribunaux s'ils en faisaient usage, quand l'inobservation de la formalité prescrite par le Code à peine de nullité est volontaire ou procède d'une négligence que le moindre souci de l'obéissance due à la loi devait prévenir; — Considérant qu'en n'énonçant pas dans son exploit le titre de vente sous-seing privé, enregistré, sur lequel il appuyait sa revendication, l'intimé a contrevenu aux dispositions de l'art. 608 C. pr. civ.; — Qu'il n'allègue aucun fait de nature à expliquer ou à atténuer la violation qu'il a commise de la loi; — Qu'il y a lieu dès lors de prononcer la nullité de sa demande en revendication et de le condamner aux frais qu'elle a occasionnée;

Considérant que la demande en dommages-intérêts de Sauve n'est pas justifiée;

Par ces motifs : — Infirme; — Et, statuant à nouveau, déboute Alaminos de sa demande en revendication comme nulle en la forme.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.*; RACK, *av. gén.*; ROBE et MALLARMÉ, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

4 janvier 1887

Vente, droit tunisien, délivrance. — Enzel, droit de l'acheteur.

En droit tunisien, la vente est parfaite avant la délivrance, l'acheteur ayant le droit de revendre avant que celle-ci soit effectuée.

La délivrance est accomplie dès que l'acheteur est dans la possibilité de jouir de l'objet vendu.

L'enzel est un droit au bail perpétuel d'un immeuble grevé de habbous, et qui peut être cédé à la seule condition par le cédant de déléguer au bénéficiaire de la rente perpétuelle les droits acquis par le cessionnaire du droit au bail (1).

(Buhot c. Jalabert)

Le 27 mai 1885, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE TUNIS, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit de Granjon, huissier à Tunis, en date du 10 octobre 1883, Henri Buhot a assigné Jalabert en résolution de la vente de l'enchir Birin, à lui consentie par acte sous-seings privés en date du 2 mai 1883, en restitution des sommes et valeurs par lui versés, aux intérêts de ces sommes et en 50,000 francs de dommages-intérêts; — Attendu que, suivant requête en date du 13 décembre 1883, le sieur Deliot, nommé curateur de la succession d'Étienne Faussié par jugement en date du 26 novembre précédent, a demandé à intervenir dans l'instance et a conclu à ce qu'il plaise au tribunal le recevoir intervenant;

En la forme, sur la demande en intervention : — Attendu qu'elle est régulière et qu'il y a lieu de l'admettre;

Au fond, sur la demande principale : — Attendu que Buhot se fonde, pour obtenir la résolution de la vente de l'enchir Birin : 1° sur le défaut de délivrance du domaine au terme convenu; 2° sur un prétendu manque de contenance; 3° sur la servitude du droit de campement qui grève la propriété vendue, et que Jalabert aurait laissé ignorer à Buhot; 4° sur ce qu'il n'est pas établi par les actes que le domaine de Birin ait été cédé complètement et à perpétuité, moyennant une rente annuelle d'enzel de 1,600 piastres, ainsi que s'y était engagé le vendeur par acte du 2 mai 1883;

Sur le premier point : — Attendu qu'il est dit dans l'acte sous-seings privés du 2 mai 1883, passé entre Buhot et Faussié agissant comme mandataire de Jalabert, que la prise de possession par Buhot de l'enchir Birin

(1) V., sur la nature du droit d'enzel, deux jugements du tribunal de Tunis, des 14 janvier 1884, 10 mars 1884, et la note (*Revue algérienne*, 85, 2, 203 et 206). — Cpr. le rapport de M. Dain sur le *Système Torrens* et la *Loi foncière tunisienne* (*Revue algérienne*, 85, 1, 285).

aurait lieu le 1er juillet 1883, moyennant la remise de 20,000 francs à valoir sur le prix total, fixé à 75,000 francs; que, ces 20,000 francs ayant été versés en espèces ou bons du trésor par Buhot en exécution du contrat précité, rien ne pouvait s'opposer à la prise de possession de l'immeuble acquis par lui; qu'il n'a, en effet, rien fait constater à cette date qui soit de nature à démontrer qu'il ait rencontré un obstacle quelconque l'empêchant de jouir de son acquisition; — Qu'il a, au contraire, et par écrit, accepté par son mandataire Rousseau, dès le 11 juin 1883, les contrats de location que Jalabert avait passés en 1882 avec trois fermiers, ce qui constitue un acte de propriétaire certain et caractéristique d'une prise de possession effective; — Que, de plus, Rousseau, agissant toujours comme mandataire de Buhot, a payé le prix d'acquisition, en remettant au vendeur 20,000 francs en espèces ou bons du trésor, et le surplus en valeurs à terme, ce qui démontre avec plus d'évidence encore que, dès le 1er juillet 1883, Buhot considérait la vente comme définitive; — Attendu, au surplus, que Rousseau avait reçu de Jalabert la clef de la maison existant sur l'enchir; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que Buhot, dès le 1er juillet 1883, après avoir renouvelé, comme propriétaire, diverses locations, payé intégralement son prix d'acquisition, avait encore à sa disposition la clef de la maison située sur l'enchir et, par conséquent, pouvait à l'époque fixée prendre possession de son immeuble sans avoir à craindre aucune éviction; — Attendu que la vente est parfaite, en droit tunisien, même avant la délivrance, puisque, sans que celle-ci ait été effectuée, l'acheteur peut revendre (Khalil, 238, *Droit immobilier)*; — Attendu que, d'après Khalil, commenté par Dardir, art. 226 : « La délivrance se fait par le dessaisissement du vendeur envers l'acheteur; celui-ci étant mis dans la possibilité de jouir de l'objet vendu; » — Attendu que cette possibilité existait de la manière la plus complète pour Buhot à la date du 1er juillet 1883;

Attendu que pour faire prononcer la résolution de la vente, Buhot se prévaut de ce qu'il n'aurait reçu que beaucoup plus tard son titre de propriété, régularisé par sa reconnaissance comme enzeliste par l'administration des habbous; — Attendu, à cet égard, que si, suivant la coutume de Tunis, le titre peut être considéré comme constituant une partie intégrante de l'immeuble vendu, il n'en est pas moins vrai que l'acquéreur Buhot ne saurait baser son action en résolution de la vente sur ce que son vendeur n'était pas dans la possibilité de lui délivrer le titre, parce que la vente de l'enzel aurait été subordonnée à l'approbation de l'administration des habbous, propriétaire du fonds et bénéficiaire de la vente; — Qu'en effet, l'enzel est une propriété; que cette propriété, d'institution moderne, est régie par la coutume locale; qu'elle a pour origine le principe formulé par Khalil, art. 1279, et développé par Dardir de la manière suivante : « Un bénéficiaire de bien inaliénable (Hobs), ayant construit ou planté sur le terrain de la fondation, vient à mourir sans avoir rien spécifié à ce sujet; ce qu'il a ainsi fait est inaliénable, que ce soit peu ou beaucoup; mais s'il a spécifié que ces ouvrages sont sa propriété, ils appartiendront à ses héritiers. — Il résulte de l'expression de Khalil : « Un propriétaire ayant construit » que, si un étranger était l'auteur de cette construction, ce serait sa propriété, et il aurait le droit de la démolir ou de toucher la valeur des matériaux, pourvu toutefois que la fondation n'en eût pas besoin, car alors elle lui paierait sur ses revenus le montant des dépenses faites pour cette cons-

truction, qui deviendrait alors inaliénable. » — Qu'il faut rapprocher de ce texte le principe contenu en germe dans l'art. 1278 (Khalil), dont les commentateurs n'étendent pas la portée (en ce qui concerne l'obligation de ne faire que des baux à court terme) au cas où l'immeuble est en danger de devenir impropre à fournir aucun revenu à la fondation, car alors ils autorisent les baux de 40 ans et même davantage ; — Attendu qu'il suit de là que l'enzel est une combinaison de la propriété superficielle de l'immeuble avec le droit au bail perpétuel, c'est-à-dire une fiction qui permet l'aliénation en fait, sinon en droit, de l'immeuble inaliénable (*Droit immobilier*, p. 73, nº 1), sous forme de vente des matériaux (Augâd, V. *Droit immobilier*, p. 42) qui s'y trouvent établis ou sous forme de cession (Tanoliyat) de bail, la cession de bail étant généralement permise sans l'agrément du bailleur parce que le bail est défini : « Vente d'une jouissance, » et que celui, par conséquent, qui vend un enzel n'est tenu que de faire comparaître le bénéficiaire de la vente pour lui déléguer les droits qu'il a sur l'acheteur (*Droit immobilier*, p. 75, art. 95) ;

Attendu que, ces principes posés, Jalabert était parfaitement dans la possibilité de délivrer le titre de propriété à Buhot, et que, s'il ne l'a pas fait, c'est, ou par sa faute, ou par la faute des bénéficiaires de la rente d'enzel, qui auraient mis de la mauvaise volonté à accepter la délégation ; — Attendu que, dans les deux cas, Buhot pourrait être fondé à demander une indemnité à Jalabert (sauf pour ce dernier dans le second cas à la répéter contre qui de droit) si la non délivrance du titre lui avait causé un dommage ; — Attendu que, bien que Jalabert établisse qu'il a fait de nombreuses démarches pour obtenir la reconnaissance, par les habbous, de Buhot, qu'il s'était substitué comme enzeliste, il n'en est pas moins certain qu'il n'a pu remettre à ce dernier son titre complet et régulier de propriété qu'à une date postérieure à l'assignation en résolution de la vente, et qu'il a ainsi causé à Buhot un préjudice dont le tribunal a les éléments nécessaires pour faire une juste appréciation, l'acheteur ne pouvant être tenu du paiement qu'après la remise du titre ;

Sur le deuxième point, relatif au défaut de contenance : — Attendu que l'acte constitutif de l'enzel en faveur de Zarrouk, en date de l'année 1291, établit que la rente annuelle et perpétuelle de 1,600 piastres porte : 1º sur la portion septentrionale de l'enchir Birin, devenue, par suite de partage, distincte de la totalité de la parcelle connue sous le nom d'Eddebdaba, sise à l'extrémité de la portion méridionale du domaine susdit ; 2º sur le lopin dit Bernoucet es Chekel, à l'extrémité du domaine susdit et du côté de l'Orient ; — Attendu que, par acte de la dernière décade de Safar 1298, Mohamed Es Cherif Zarouth a transmis à Faussié *le bail emphythéotique* perpétuel ayant pour objet la portion septentrionale du dit enchir Birin, plus les deux parcelles ci-dessus déterminées ; — Attendu que, par acte du 30 redjeb 1301 (25 mai 1884), Faussié, régularisant une cession faite à Jalabert du domaine ci-dessus déterminé, par acte sous seings privés, inscrit à la chancellerie du consulat de France à Tunis, lui en transmettait la propriété et recevait du dit Jalabert procuration pour en opérer le transport aux sieurs Buhot et Lavie, transport effectué par le même acte et portant expressément cession de la totalité des trois lots du domaine de Birin, délimités dans l'acte au recto du titre ; c'est-à-dire dans l'acte de 1291 ci-dessus visé ; — Attendu qu'il résulte des documents produits qu'en fait,

Buhot avait visité la propriété avant d'en devenir cessionnaire, et qu'il ne peut prétendre avoir acquis autre chose que la propriété du domaine possédé par Faussié et Jalabert, c'est-à-dire celle qui a fait l'objet des délimitations successives, mentionnées dans les titres antérieurs et dans l'acte du 30 Redjeb 1301, acte ratifié et homologué par les bénéficiaires de l'enzel et par l'administration des habbous et le cadi malékite; — Attendu que Buhot ayant accepté, par Rousseau, son mandataire, la moitié de l'enzel de 1,600 piastres, l'autre moitié devant être à la charge de Lavie coacheteur avec Buhot, il est de toute évidence que la contenance cédée ne pouvait être autre que celle résultant de l'acte constitutif du dit enzel; — Attendu que c'est en vain que Buhot cherche à se prévaloir de l'acte sous seings privés en date du 2 mai 1883 passé entre lui et Faussié comme mandataire de Jalabert, par le motif que cet acte n'indiquerait aucune contenance et se bornerait à constater la vente du domaine de Birin moyennant 75,000 francs, puisqu'ayant visité le domaine et accepté l'enzel, il ne pouvait, dans l'esprit de son mandataire, homme parfaitement au courant des usages locaux, rester aucun doute sur les contenances faisant l'objet de la cession, contenances qu'il était impossible d'étendre à la totalité du domaine Birin, que n'avait jamais possédé, ni le bénéficiaire de l'enzel, ni Zarouch, ni Faussié, ni, par conséquent, en dernier lieu, son vendeur Jalabert;

Sur le troisième point, relatif à la servitude de campement qui grèverait la propriété vendue : — Attendu que tous les actes susvisés faisant mention de la servitude de stationnement des troupes en campagne, il est impossible d'admettre que Buhot ait ignoré l'existence de cette servitude, et qu'au surplus, le fait de sa non déclaration ne saurait être de nature à entraîner la nullité de la vente, mais simplement une indemnité proportionnée au préjudice causé, dont il n'est en aucune façon justifié;

Sur le quatrième point, relatif au défaut d'établissement par les actes que la cession du domaine a été faite à perpétuité et moyennant le paiement d'une rente annuelle de 1,600 piastres : — Attendu que la stipulation, dans les actes, d'un enzel annuel et perpétuel de 1,600 piastres, accepté par Rousseau comme mandataire de Buhot, démontre jusqu'à l'évidence que le domaine a été cédé à perpétuité, moyennant le paiement de la dite rente; que Buhot ne peut être fondé à se prévaloir d'une prétendue ignorance de la législation locale en pareille matière, puisqu'il avait constitué comme mandataire un homme qui a dû certainement le renseigner exactement sur les conditions spéciales qui régissent les immeubles tenus à enzel en Tunisie, etc;

Par ces motifs : — Déclare bonne et valable la cession faite par acte en date du 30 Redjeb 130 (25 mai 1884) de la partie de l'enchir Birin déterminée dans le dit acte, etc.

MM. PONTOIS, *prés.*; BOSSU, *subst.*; LETOREY, BRULAT et PIÉTRI, *av.*

Sur l'APPEL de Buhot,

ARRÊT

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

MM. CAMMARTIN, *prés.*; HONEL, *subst.*; PARISOT, POIVRE, DOUDART DE LA GRÉE et Alf. DAIN, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

Hadana, intérêt de l'enfant, principe dominant, droit d'éducation du père, conciliation, attribution de la hadana, ascendantes paternelles et maternelles, père, perte de la hadana, éloignement.

Le principe dominant en matière de hadana est l'intérêt des enfants; les règles établies par la législation musulmane relativement au droit de hadana sont subordonnées à ce principe; elle doivent être écartées lorsqu'en fait elles se trouvent en opposition avec l'intérêt de l'enfant.

En conséquence :

C'est en prenant pour base de leur décision l'intérêt de l'enfant que les tribunaux doivent concilier la hadana avec l'exercice du droit d'éducation qui appartient au père. (1re espèce).

S'il y a concurrence entre les ascendantes paternelles et les ascendantes maternelles, ces dernières doivent être préférées quand l'intérêt des enfants ne conseille pas la solution contraire. (2e espèce).

Mais lorsque l'intérêt des enfants le demande, les ascendantes paternelles doivent être préférées; toutefois, le tribunal, en attribuant la hadana à une ascendante paternelle, a la faculté de décider que l'enfant restera un certain temps, par exemple un mois par trimestre, chez l'ascendante maternelle privée de la hadana. (3e espèce).

Le père doit aussi, lorsque l'intérêt de l'enfant le requiert, être préféré à la grand'mère maternelle. (4e espèce).

La mère, si tel est l'intérêt de l'enfant, peut être maintenue dans la hadana, bien qu'elle se trouve à plus de six bérids de la résidence du tuteur. (5e espèce) (1).

---

(1) Il importe, pour l'intelligence des décisions rapportées sur la hadana, de rappeler brièvement les règles du droit musulman en cette matière.

L'enfant, dans le droit musulman, est soumis, d'un côté à la tutelle proprement dite, de l'autre à la hadana.

La tutelle proprement dite confère des droits relativement à la personne de l'enfant et relativement à ses biens, dont elle assure l'administration. Elle appartient, avec des pouvoirs divers, d'abord au père, en seconde ligne au tuteur testamentaire, enfin au cadi, qui charge ordinairement de la gestion, sous sa responsabilité, un ou plusieurs mokkadem (*).

(*) « A défaut du père, les Hanafites accordent la tutelle en seconde ligne aux plus proches parents. L'aîné des enfants du défunt est le tuteur.... de sa famille.... Si tous les fils sont mineurs, ce droit appartient au frère du défunt, et, à défaut, au plus âgé des héritiers collatéraux de la ligne masculine. » (Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman, Du statut personnel et des successions*, t. 1, n° 472).

PREMIÈRE ESPÈCE

14 avril 1880

(Mohamed Lekhal b. Mohamed c. Aïcha bent Mustapha Etturki)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, par l'arrêt du 15 avril 1872, il a été souverainement jugé entre les parties que l'exercice du droit de hadana incombant à Aïcha envers son fils devait être régi par le droit malékite, qui porte sa durée jusqu'à la puberté de l'enfant; — Attendu que le même rite porte à l'âge de 18 ans la majorité, qui se caractérise par la puberté;

Attendu, en outre, que, d'après les documents et circonstances de la cause, il est constant pour la Cour que le jeune Mohamed n'est pas pubère et n'est âgé que de 16 ans; qu'il y a donc lieu de maintenir la hadana au profit de la mère jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 18 ans révolus, sauf, dès à présent, à combiner l'exercice de ce droit avec celui du droit d'éducation qui appartient au père et acquiert de l'importance en proportion croissante de l'âge de l'enfant;

» Le père est le premier, le plus éminent des tuteurs pendant le mariage et après sa dissolution. (Zeys, *Traité élémentaire de droit musulman algérien*, t. I, nos 186 et 67).

Parallèlement à la tutelle proprement dite s'exerce la hadana.

» La mère, dit M. Zeys (*op. cit.*, no 69), remplit à l'égard des enfants une fonction d'une nature particulière, qui porte le nom de *hadana* (mot à mot l'*action de couver)*. La hadana est une tutelle affectueuse, véritable démembrement de celle exercée par le père, et qui résiste même à la dissolution du mariage. L'allaitement en fait partie.

» Elle consiste dans les soins physiques qu'une mère seule peut donner à un enfant. Au père l'éducation morale, l'administration des biens, le droit de contrainte. A la femme, l'éducation physique, le choix de la demeure, des aliments, des vêtements, etc., sous le contrôle du tuteur quel qu'il soit.

» La hadana est..... la revanche de la mère sur la femme, si maltraitée par la législation musulmane.

» Elle dure : 1o pour les garçons, jusqu'à leur puberté, quel que soit leur état de santé physique ou intellectuel (*); 2o pour les filles, jusqu'à la consommation du mariage, en raison de leur faiblesse native.

(*) Telle est du moins la doctrine malékite, qu'expose M. Zeys. — « Les Hanafites limitent les soins maternels à l'âge de sept, huit ou neuf ans, parce qu'à cet âge, dit Ibn Abidin, l'enfant peut se conduire seul, et, en outre, ajoute El-Tahtaoui, parce qu'il est parvenu à l'époque de la vie où il est bon pour lui d'être élevé par des hommes et de commencer à prendre des mœurs et des habitudes viriles. Les Chaféites et les Hanbalites laissent au garçon âgé de sept ans la faculté de choisir celui de ses parents avec lequel il préfère rester. » Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, t. I, no 453.

Attendu, en pareille circonstance, qu'il appartient aux tribunaux, tout en conciliant les droits et devoirs réciproques, de prendre essentiellement pour règle de décision l'intérêt de l'enfant;

» Tutelle purement féminine, l'homme n'y est appelé que dans l'hypothèse où il n'existe, dans une famille, aucune femme appelée à l'exercer. De là une hiérarchie fondée sur une présomption d'affection.

» Au premier rang, la mère, fût-elle juive ou chrétienne. A défaut, la grand'mère maternelle, puis l'aïeule maternelle, puis la sœur germaine, puis la sœur utérine, etc., c'est-à-dire les parentes de la ligne maternelle jusqu'à épuisement.

» Celles-ci sont-elles décédées ou déclarées indignes, les femmes de la ligne paternelle se substituent à elles dans le même ordre.

» Ces dernières manquent-elles à leur tour, la hadana est attribuée aux mâles de la ligne maternelle; et ce n'est qu'en dernier lieu qu'elle revient aux mâles de la ligne paternelle.

» La *hadina* (femme qui exerce la hadana) doit remplir les conditions suivantes :

» 1° *Être saine d'esprit.* Ce qui comprend la douceur de caractère, la maturité d'esprit;

» 2° *Être d'âge moyen.* Les femmes trop jeunes sont légères; trop âgées, elles sont égoïstes, peu ingambes;

» 3° *Habiter en lieu sûr*, où la personne et les biens de l'enfant ne soient exposés à aucune entreprise;

» 4° *Être irréprochable de mœurs.* Se livrer à l'ivrognerie, recevoir trop de monde, avoir une conduite répréhensible, être dépourvue de probité sont chez la hadina des vices qui mettent en péril la fortune et la personne même de l'enfant;

» 5° *Être douée d'une bonne santé.* Si la hadina était atteinte d'une maladie contagieuse, elle pourrait la communiquer à l'enfant. La maladie, quelle qu'elle soit, rend peu propre à exercer une surveillance efficace;

» 6° *Ne pas contracter un nouveau mariage*, qui donnerait à la hadina des préoccupations incompatibles avec l'exercice sérieux de la hadana.

» 7° *Ne pas s'éloigner de la résidence du tuteur.* Celui-ci a le droit de contrôler la conduite de la hadina; elle ne doit pas, par conséquent, transporter son domicile sans autorisation à plus de six bérids (*) du lieu habité par le tuteur.....;

» La hadana se perd :

» 1° Par l'inconduite de la hadina;

» 2° Par un nouveau mariage (à moins qu'il n'ait été contracté avec un proche parent de l'enfant).....;

» 3° Par un changement de résidence non autorisé;

» 4° Par le changement de résidence du tuteur, la hadina refusant de le suivre;

» 5° Par la mort de la hadina;

» 6° Par la mort de l'enfant...;

» 7° Par l'avènement de la puberté pour les mâles (**);

(*) Le bérid vaut 23,040 mètres. (Zeys, *op. cit.*, t. I, p. 6, note.)

(**) Dans le rite malékite. V. note.

Attendu qu'en l'état actuel des choses et vu le fait récent susspécifié, révélant de la part de l'enfant la volonté de se retirer exclusivement auprès de son père, qui favorise cette propension, il y a lieu de prendre des dispositions nouvelles pour le mode d'éducation qui avait été précédemment réglé;

Par ces motifs : — Modifiant pour partie l'arrêt du 25 janvier 1876, dit que le jeune Mohamed sera soumis à la hadana exercée par la mère, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 18 ans, mais qu'il sera élevé au lycée d'Alger, en qualité d'interne, jusqu'à cette époque, sauf pour l'époque ultérieure à être statué ainsi que de droit, s'il y a lieu, en cas de difficultés nouvelles; — Dit que les frais de pension, d'internat et d'entretien seront supportés par le père et, à cet égard, réduit de 1,000 francs à 200 francs la pension payable par le père à la mère, par trimestre et d'avance; — Dit que, pour les vacances de Pâques

---

» 8° Par la consommation du mariage pour les enfants du sexe féminin;

» 9° Par la folie de la hadina.....;

» La hadina est placée sous la surveillance du tuteur... » Zeys, *op. cit.*, n° 69.

Le tuteur doit pourvoir à la *nefaka*, c'est-à-dire à l'entretien, de l'enfant, soit sur ses biens personnels, lorsqu'il s'agit du père, soit sur les biens de l'enfant lui-même, lorsqu'il s'agit d'un autre tuteur. Toutefois, la hadina peut prendre la nefaka à sa charge. (V. Zeys, *op. cit.*, n° 69).

Tel est l'exposé sommaire des règles de la hadana.

L'application de ces règles a soulevé de nombreux procès. La nécessité de concilier la hadana avec le droit d'éducation du tuteur a fait naître plusieurs fois des difficultés; souvent aussi, telle parente ou tel parent de l'enfant a demandé à être chargé de la hadana de préférence à la personne appelée par la loi; ou bien la personne en possession de la hadana a protesté contre telle déchéance dont la loi la frappait. La Cour d'Alger considère qu'en cette matière le principe dominant est l'intérêt de l'enfant; c'est de lui que les tribunaux doivent avant tout s'inspirer pour trancher les litiges qui leur sont soumis; les règles de la hadana doivent fléchir au besoin devant cet intérêt. C'est là une jurisprudence constante : V., outre les arrêts que nous reproduisons, Alger, 11 février 1862, 5 juillet 1870, 6 mai 1873, (Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman*, *Du statut personnel et des successions*, t. I, nos 464, 458 et 224). Le raisonnement de la Cour d'Alger est celui-ci : c'est l'intérêt de l'enfant qui a dicté les prescriptions du droit musulman en matière de hadana, et il résulte de la doctrine des jurisconsultes musulmans, ainsi que des exceptions admises par la coutume, que l'application des règles établies est subordonnée à cet intérêt : dès lors, c'est en le prenant pour guide qu'on doit concilier la hadana avec le droit d'éducation du tuteur pour l'exercice duquel l'intérêt de l'enfant doit être aussi considéré; dès lors, si, en fait, quelqu'une des règles de la hadana se trouve en opposition avec cet intérêt, elle doit être écartée, et les tribunaux ont le droit de substituer aux prescriptions de la loi telle décision qui sera plus avantageuse pour l'enfant.

P. L.

et celles de fin d'année, l'enfant passera la première moitié chez sa mère, la deuxième chez son père, et que, pour les autres sorties, elles se feront chez la mère; — Dit que le présent arrêt est exécutoire à partir de ce jour; — Condamne Mohamed Lekhal aux dépens.

MM. TRUAUT, *prés.-rap.*; CAMMAERTIN, *av. gén.*; ROBE et HONEL, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

---

20 janvier 1879

(Goussem bent El-Hadj et Fathma c. Meriem bent Hassen)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que Goussem a perdu la hadana par son second mariage et que c'est avec raison que le jugement dont est appel lui a refusé ce droit;

Considérant qu'il résulte de la doctrine des jurisconsultes musulmans qu'en cas de concurrence pour le droit de hadana des ascendantes paternelles et des ascendantes maternelles, ces dernières doivent être préférées, quand l'intérêt des enfants ne conseille pas, en fait, la solution contraire;

Considérant que des documents de la cause ni des dires des parties il ne résulte pas que les garanties offertes par la branche maternelle soient inférieures à celle de l'autre branche;

Considérant qu'il y a lieu de laisser le jeune Mohamed à sa mère jusqu'à la fin de l'allaitement, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de deux ans;

Considérant que les décisions intervenues dans le jugement du 19 avril 1878 avec Goussem, qui a aujourd'hui perdu son droit de hadana, sont sans effet vis-à-vis de Fathma, qui n'y a pas concouru; que Fathma aura le droit de demander à Kouïder ben El-Merissi, pour les deux enfants, une pension dont le chiffre sera réglé soit amiablement, soit devant le cadi compétent;

Par ces motifs : — Confirme le jugement en ce qu'il a déclaré que Goussem a perdu le droit de hadana; l'infirme pour le surplus; — Dit que les deux enfants seront remis et confiés à Fathma, leur bisaïeule maternelle, obligée de les faire élever dans son propre domicile, distinct de celui de Goussem; — Dit que la jeune Fathma sera remise immédiatement, et Mohamed quand il aura atteint l'âge de deux ans; — Réserve

à Fathma, bisaïeule, de faire régler la pension des deux mineurs; — Dit que chaque partie supportera les dépens par elle exposés, le coût de la grosse à la charge de Meriem bent Hassen.

MM. BASTIEN, *prés.-rap.;* CUNIAC, *subst. du proc. gén.;* AMAR et JOUYNE, *av.*

TROISIÈME ESPÈCE

26 juillet 1880

(Nefissa bent El-Hadj Es-Sghir c. Fathma bent Ali)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le droit de tutelle et de hadana sont différents; que le premier s'applique à l'administration des biens et le second à la garde de la personne des mineurs seulement;

Attendu que, dans l'espèce, il n'y a pas lieu de considérer quelle est, des deux parties en cause, celle qui est dans la meilleure condition de fortune, ni celle qui aura le plus d'affection et de tendresse pour l'enfant dont il s'agit au procès, puisqu'il ne saurait exister aucune différence à ce point de vue entre les dames Nefissa et Fathma, l'une et l'autre grand'mères du jeune Kaddour ben Mahiddine;

Attendu qu'il est de principe, en cette matière, que le droit de hadana a été établi dans l'intérêt de l'enfant; qu'il est évident que, Fathma ayant pris l'engagement de pourvoir de ses deniers personnels à l'entretien et à l'éducation de Kaddour, sans pouvoir exiger à sa majorité le remboursement de ses dépenses, il y a intérêt pour Kaddour, dont le patrimoine demeurera ainsi intact, à être confié à la garde de sa grand'-mère paternelle.

Attendu que celle-ci n'a pas d'enfant et qu'elle pourra donner tous ses soins à son petit-fils Kaddour, bien mieux que Nefissa qui, ayant une famille nombreuse, serait obligée de les partager entre Kaddour et ses propres enfants;

Attendu, par suite, qu'il y a lieu, sans s'arrêter à l'avis du medjelès, de confirmer la sentence du cadi de Blidah, en ce qu'elle a attribué à Fathma la garde légale du mineur Kaddour; — Mais attendu qu'il ne s'en suit pas nécessairement que la dame Nefissa puisse être privée de la satisfaction légitime de recevoir la visite de son petit-fils; qu'il y a lieu, en conséquence, tout en conférant la hadana de cet enfant à Fathma,

de décider que Nefissa, si elle le désire, aura la faculté de garder auprès d'elle Kaddour un mois par trimestre;

Par ces motifs : Sans s'arrêter à l'avis du medjelès et aux diverses conclusions prises au nom des parties en cause, sauf en ce qui touche l'administration des biens; — Dit mal appelé, bien jugé; — Confirme, en conséquence, le jugement du cadi de Blidah en ce qu'il a attribué à Fathma bent Si Ali ben Nessah la garde légale du mineur Kaddour ben Mahiddine; — Réserve, toutefois, à Nefissa la faculté de garder auprès d'elle, durant un mois par trimestre, son petit-fils Kaddour; — Dit que, dans le cas où Nefissa croirait devoir user de cette faculté, Fathma sera tenue, si elle le requiert, de lui payer à elle Nefissa, à titre de pension, une somme de 75 francs pour chaque mois que Kaddour passera ainsi auprès d'elle; — Et statuant sur les conclusions des parties en ce qui concerne les biens du mineur, commet Sidi Ali ben Hadj Hamed Cherif, capitaine des spahis retraité, pour administrer la fortune patrimoniale du mineur, sous la surveillance et le contrôle du cadi-tuteur légal; — Emploie les dépens en frais de tutelle.

MM. HUGUES, *cons.-rap.;* CUNIAC, *subst. du proc. gén.;* MALLARMÉ et ROBE, *av.*

QUATRIÈME ESPÈCE

27 juin 1881

(Abdeltif ben Abderrhaman c. Khedidja bent Ahmed)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'en droit musulman la garde et l'éducation des enfants est confiée en thèse générale aux femmes et à leur défaut seulement aux hommes; qu'ainsi parmi les femmes la première appelée est la mère de l'enfant; qu'à défaut de celle-ci la hadana passe à l'aïeule maternelle, puis à la tante et à la grand'tante maternelle; à défaut de celle-ci à l'aïeule paternelle, aux sœurs germaines, utérines et consanguines, et, enfin, à la tante paternelle, et ce n'est que lorsqu'il n'existe pas de parentes à ce degré, ou si aucune d'elles ne peut ou ne veut exercer la hadana, que le droit passe au père;

Attendu qu'il est évident que ces principes ont été admis dans l'intérêt même des enfants; qu'on a supposé que les femmes étaient plus aptes à surveiller leur éducation, surtout s'ils sont jeunes; que, d'un autre côté, on a voulu éviter l'influence d'une belle-mère pour le cas où le père veuf ou divorcé viendrait à se remarier;

Attendu, toutefois, qu'en suivant l'ordre ainsi tracé dans l'exercice de la hadana, on ne saurait perdre de vue le principe dominant en cette matière, qui est l'intérêt des enfants; que la coutume et la jurisprudence ont admis de nombreuses exceptions à l'ordre susmentionné pour le cas où la personne appelée ne serait pas apte à remplir les charges que cette fonction impose; que, lorsque la hadana est en concours avec la puissance paternelle, les droits du père doivent primer ceux de la hadana; qu'en tout cas le cadi et les tribunaux, en cas de conflit, doivent baser leurs décisions sur le seul intérêt de l'enfant;

Attendu, dans l'espèce, qu'il n'est pas établi aux débats que l'une des parties présente moins d'honorabilité et soit entourée de moins de considération que l'autre; — Que si, d'une part, la demanderesse intimée peut invoquer en sa faveur la règle généralement suivie, que la hadana doit être confiée à la grand'mère maternelle de préférence au père, il est à craindre, d'autre part, que la grande charge d'enfants dont elle est déjà pourvue, et dont l'un est encore allaité par elle, n'influe d'une manière préjudiciable sur le sort de ceux dont elle réclame encore aujourd'hui la garde; qu'elle a elle-même pressenti les inconvénients que pourraient entraîner ses prétentions, puisqu'elle ne réclame que les deux aînés, âgés de six et de quatre ans, et qu'elle n'a pas demandé, dans l'origine du moins, le plus jeune, laissant à entendre par là que la charge serait au-dessus de ses forces; que, s'il est vrai qu'elle a réclamé plus tard ce dernier, il est permis de supposer qu'elle ne l'a fait que pour donner plus de poids à sa première demande, la dernière demande n'ayant été formulée devant le cadi que longtemps après l'appel du jugement déféré à la Cour; que, du reste, elle habite la campagne où les moyens d'instruction sont généralement moins efficaces qu'en ville; — Attendu, au contraire, que l'appelant, père et protecteur naturel de ses enfants, est en situation de leur donner une éducation convenable; qu'il habite Alger, où il leur fait suivre assidument l'école; qu'il vit avec son père, sa mère et une cousine Nefoussa qu'il a auprès de lui et qui tous partagent avec lui les soins que réclament les enfants; que rien jusqu'ici n'a été établi qui soit de nature à le faire déclarer indigne de conserver la garde et la surveillance de ses enfants, et que, d'ailleurs, il n'est pas marié; que, dès lors, il n'existe aucun motif pour le priver des attributs de son droit de puissance paternelle et qu'il y a lieu d'infirmer le jugement;

Par ces motifs : — Infirme; émendant, dit que les enfants resteront sous la garde et surveillance de leur père, déboute

la demanderesse de toutes ses fins et conclusions, et, vu la qualité des parties, compense les dépens.

MM. PÉRINNE, *prés.;* LAUTH, *rap.;* ROBE et HONEL, *av.*

CINQUIÈME ESPÈCE

22 décembre 1886

(Djemila bent Mohamed c. Si Abd-el-Aziz ben Sid Hassen)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est reconnu par l'intimé que, à la suite de la répudiation, l'appelante était investie du droit de garde (hadana) de Mekkia ; — Que le droit à la pension alimentaire (nefaka) due par le père est la conséquence nécessaire du droit de garde; qu'il résulte de l'acte de divorce du 16 avril 1885 que Djemila n'a pas renoncé à la nefaka, ainsi que le prétend le défendeur;

Attendu que, s'il est vrai que, dans la coutume musulmane, la hadina perd ses droits à la garde l'enfant par un changement de domicile qui l'éloigne de six bérids (120 kil.) du lieu habité par le père, il est de principe aussi que l'intérêt de l'enfant doit toujours être pris en considération et servir de règle;

Que, dans l'espèce, à raison de l'âge et du sexe de l'enfant, les soins de sa mère lui sont indispensables; que, d'autre part, si Djemila a quitté Damas, c'est que, abandonnée à elle-même dans cette ville, elle y était dénuée de toute ressource, tandis que, réfugiée auprès de son père à Alger, celui-ci subvient à ses besoins; que, dans ces conditions, le départ de Djemila de Damas et son refus d'y retourner sont justifiés, et qu'il n'y a lieu de la considérer comme déchue de son droit de garde;

Attendu que la Cour a, dès à présent, les éléments nécessaires pour fixer la quotité de la pension alimentaire, d'après les besoins de l'enfant et les ressources du père;

Par ces motifs : — Infirme le jugement dont est appel; maintient Djemila dans son droit de hadana; — Condamne Abd-el-Aziz à lui payer, à titre de nefaka, la somme mensuelle de 25 francs, à partir du 16 avril 1885; le condamne aux dépens de première instance et d'appel envers Djemila;

Charge le cadi de Damas de l'exécution du présent arrêt.

MM. BLANKAERT, *prés.;* MARSAN, *av. gén.;* PASSÉRIEU et CHARPENTIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

Propriété, loi du 26 juillet 1873, conflit d'un titre notarié ou administratif avec le titre définitif, contestation sur les titres provisoires, formes, déchéances. — Appel, moyen de défense, demande nouvelle.

Si la loi du 26 juillet 1873 (art. 3 et 17) *dispense l'administration de délivrer un titre nouveau pour les immeubles dont la propriété est déjà constatée par acte administratif ou notarié, elle n'affranchit pas les détenteurs de ces titres de l'obligation de les produire, au cours des opérations prescrites par le titre II de cette loi, et de faire valoir leurs droits devant le commissaire enquêteur* (1re, 2e et 3e espèces).

En cas de conflit entre un titre administratif ou notarié et le titre définitif régulièrement transcrit et délivré conformément aux prescriptions de la dite loi, la préférence doit être accordée à ce dernier titre, qui forme le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous autres (1re, 2e et 3e espèces).

En conséquence, tout ayant droit indigène ou européen doit produire des titres et contester dans le délai et les formes fixés par la loi, sous peine d'encourir la déchéance édictée par l'art. 18 (1re, 2e et 3e espèces) (1).

L'opposition à la délivrance des titres définitifs de propriété n'est valable que si elle est faite dans les formes prévues par les art. 15, 16, 18 de la loi et portée à la connaissance du commissaire enquêteur (1re et 3e espèces).

Une instance judiciaire dirigée, au cours des opérations du titre II, contre celui qui poursuit la délivrance du titre définitif, ne saurait remplacer l'opposition prévue par les articles précités et qui doit être portée à la connaissance du commissaire enquêteur, agissant dans un intérêt public (1re et 3e espèces).

---

(1) L'importance de cette question est considérable. Elle a été renvoyée à l'examen de la Chambre civile le 4 août 1885, par l'admission, au rapport de M. le conseiller Babinet et conformément aux conclusions de M. l'avocat général Petiton, du pourvoi formé contre l'arrêt du 2 avril 1884. Nous attendons, pour l'étudier avec le soin qu'elle mérite, que la Chambre civile se soit prononcée à son tour. C'est une des difficultés sur lesquelles la loi nouvelle devra nettement s'expliquer.

Il n'en serait plus de même si l'action était dirigée contre celui qui poursuivrait la délivrance du titre définitif par application du titre III et de l'art. 30 de la loi ; dans ce cas, l'action dirigée contre le poursuivant, seul intéressé à la délivrance du titre, l'atteindrait plus sûrement que la notification d'une opposition transmise par l'intermédiaire du procureur de la République (1re espèce) (1).

Le défendeur défaillant en première instance a le droit d'opposer en appel à l'action principale des moyens de défense qui n'ont pas été appréciés par les premiers juges ; ce n'est pas là une demande devant être soumise à un premier degré de juridiction (1re espèce).

PREMIÈRE ESPÈCE

—

28 février 1887

—

(El-Hadj Hassen c. Roudil et Caillau)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que l'appel est recevable en la forme, et sur cet appel :

Considérant qu'en octobre 1885, Roudil a fait assigner devant le tribunal de Blida El-Hadj Hassen Serradj et Caillau en licitation du haouch Kara-Hassen, sis dans la commune mixte de Ben-Chicao ; que sur cette assignation El-Hadj Hassen Serradj a fait défaut et Caillau s'en est rapporté à justice ; que le tribunal, par jugement du 5 mars 1886, a ordonné la licitation requise par Roudil ;

Considérant que El-Hadj Hassen Serradj a interjeté appel de ce jugement en se prétendant seul propriétaire du haouch Kara-Hassen, en vertu de titres définitifs qui lui ont été délivrés, le 29 décembre 1884, par application de la loi du 26 juillet 1873 ;

Considérant que Roudil oppose à El-Hadj Hassen Serradj que sa demande doit être jugée irrecevable comme n'ayant pas été soumise au premier degré de juridiction ; mais considérant que Serradj, en ne comparaissant pas en première ins-

---

(1) Cpr. (*Revue algérienne*, 86, 2, 240) l'arrêt de la Cour d'Alger, du 30 mars 1886, qui, le premier, a décidé qu'une action en justice pouvait remplacer une opposition régulière, au moins en ce qui concerne l'application du titre III.

tance, a usé d'une faculté reconnue par la loi ; que sa prétention d'être seul propriétaire du haouch Kara-Hassen est une défense parfaitement recevable à l'action principale de Roudil; qu'il n'y a donc lieu de s'arrêter à cette exception ;

Considérant que la seconde fin de non recevoir proposée par Roudil n'est pas mieux justifiée ;

Considérant, en effet, que Roudil attribue inexactement l'autorité de la chose jugée sur l'instance actuelle au jugement rendu le 4 juin 1885, entre les mêmes parties, par le tribunal de Blida ;

Considérant que ce jugement a prononcé défaut congé contre Caillau, demandeur en main-levée d'une opposition formée par Roudil à la délivrance d'un titre poursuivie par Caillau par application de l'art. 30 de la loi du 26 juillet 1873 ; qu'il était loisible à Caillau de renoncer à son action qui n'avait plus d'objet, puisqu'un titre définitif de propriété avait été délivré à El-Hadj Hassen Serradj sur le même immeuble ; que ce jugement n'a donc résolu aucune contestation relative à la propriété du haouch Kara-Hassen; que, d'ailleurs, il ne pourrait être opposé à El-Hadj Hassen Serradj, qui n'y a figuré que comme défaillant et contre lequel aucune condamnation n'a été prononcée;

Considérant qu'aucune exception préalable ne peut donc faire obstacle à l'examen par la Cour de la question qui lui est soumise, et qui porte exclusivement sur l'attribution de la propriété du haouch Kara-Hassen et sur le conflit existant entre le titre notarié et transcrit, en date du 11 mars 1881, au rapport de Me Grandjean, qui porte vente à Roudil par les Oulad-Ali de la moitié indivise du haouch Kara-Hassen, et les titres administratifs délivrés à la date du 29 décembre 1884, qui attribuent à El-Hadj Hassen Serradj la propriété totale de ce domaine;

Considérant que le texte de la loi du 26 juillet 1873, les motifs de cette loi et les résultats qu'elle a en vue s'accordent pour faire attribuer aux titres définitifs délivrés par l'administration des domaines la préférence sur tous les autres titres antérieurs, quels que soient leur nature et l'intérêt que pourraient mériter les droits qu'ils conféraient à leurs détenteurs;

Considérant que les termes de la loi ne comportent aucune exception; que l'art. 3, en stipulant que des titres nouveaux seront délivrés aux propriétaires, ajoute que « tous les titres délivrés formeront, après leur transcription, le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous autres » ; que cet article prévoit donc le conflit qui pourrait se produire entre les titres nouveaux et des titres anciens, et exclut ces derniers,

sans distinction, par une formule qui ne laisse place à aucun doute;

Considérant que l'art. 18 reproduit cette disposition en donnant aux titres nouveaux le caractère et la dénomination de titres définitifs, et en répétant qu'à « dater du jour de leur transcription ils forment le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous droits réels antérieurs, comme il est dit à l'art. 3 »;

Considérant que la volonté du législateur est clairement exprimée; qu'elle tend à protéger le titre nouveau de propriété contre toute revendication qui pourrait altérer son inviolabilité et compromettre la confiance que son détenteur et les tiers doivent attacher à sa nature définitive;

Considérant que la loi de 1873 a été inspirée par les dangers qu'offrait en Algérie l'incertitude de la propriété et par la nécessité de l'asseoir sur des bases inébranlables; qu'elle a repris et mis à fin une œuvre antérieurement tentée, et pour l'accomplissement de laquelle le législateur devait nécessairement sacrifier à l'intérêt général quelques intérêts privés, en leur donnant toutefois la faculté de se défendre; — Qu'elle a eu pour objet de conférer aux indigènes des titres de propriété d'une incontestable valeur, déterminant avec précision la nature et l'étendue de leurs droits sur le sol, de manière à leur permettre d'en jouir avec sécurité ou d'en faire l'objet de transactions faciles et sûres; — Qu'elle a voulu donner aux acquéreurs des indigènes les mêmes avantages, et favoriser, dans la plus large mesure, la colonisation, en plaçant les acquisitions de terre sous la garantie de titres d'une précision parfaite et constituant seuls l'origine de la propriété;

Considérant que toute atteinte portée à la foi due aux titres délivrés par application de la loi du 26 juillet 1873 serait donc une violation des termes de cette loi et aussi une opposition à son esprit, une entrave à son exécution régulière;

Considérant, en effet, que, si le détenteur d'un titre notarié, administratif ou judiciaire, lui conférant un droit réel sur la propriété attribuée à un tiers par le titre délivré en conformité de l'art. 18, pouvait valablement contester, devant les tribunaux, la valeur de ce titre définitif, ce titre ne serait, en réalité, que provisoire; qu'il n'offrirait jamais qu'une sécurité éventuelle et que l'efficacité de la loi elle-même serait profondément compromise;

Considérant que l'objection tirée des dispositions des art. 3 et 17, qui dispensent de la délivrance de nouveaux titres lorsque la propriété est constatée par des actes notariés ou administratifs, n'a pas la portée qu'on lui attribue; — Que ces

dispositions incidentes n'ont pas pour objet de résoudre la question que pourrait faire naître le conflit entre les titres nouveaux et des titres antérieurs, et d'en réserver le règlement aux tribunaux, question expressément posée et résolue par les mêmes articles; qu'elles décident uniquement sur la procédure qui doit être suivie lors de la délivrance des titres, en permettant de s'abstenir de cette délivrance lorsqu'il existe déjà des titres français dont le nouveau titre ne serait que la reproduction ;

Considérant que l'art. 19 de la loi confirme encore la volonté du législateur de faire table rase de tout ce qui pourrait porter atteinte au titre définitif en modifiant son caractère de point de départ unique de la propriété; qu'il soumet, en effet, tout créancier hypothécaire ou tout prétendant à un droit réel sur l'immeuble à l'obligation, sous peine de déchéance, de faire inscrire ou transcrire ses titres avant la transcription du titre français ;

Considérant que cette disposition de la loi, visant des titres notariés et transcrits et les frappant éventuellement de déchéance, alors cependant qu'ils ne compromettent que partiellement la valeur du titre définitif, prouve surabondamment que le législateur n'a reculé devant aucune déchéance pour assurer l'inviolabilité de son titre de prédilection;

Considérant qu'il serait superflu, en présence de textes aussi précis, de s'arrêter à des considérations d'équité qui pourraient s'élever contre les rigueurs des déchéances; qu'il convient seulement de constater que ces considérations n'ont pas arrêté le législateur; que des déchéances aussi rigoureuses se retrouvent dans le droit antérieur; que l'intérêt public les commande; mais aussi que la loi a réservé aux détenteurs de titres notariés, administratifs ou judiciaires la faculté de se prémunir contre toute déchéance de leurs droits ;

Considérant, en effet, qu'en dehors de la publicité que la loi a reçue, des publications spéciales sont faites lors de son application ; que l'arrêté du gouverneur général désignant la circonscription territoriale où il doit être procédé est inséré dans le *Mobacher,* dans un journal de l'arrondissement, publié dans les marchés, affiché en français et en arabe à la mairie et autres lieux; que ces insertions et publications constituent pour les intéressés, sans distinction, une mise en demeure d'avoir à réunir tous les documents, sans exception, utiles à la constatation de leurs droits ;

Considérant que le commissaire enquêteur procède ensuite publiquement, en présence du maire et de deux délégués du conseil municipal ; que son procès-verbal est déposé entre

les mains du juge de paix ou du maire; que de nouvelles publications et insertions portent ces dépôts à la connaissance des intéressés; — Que ceux-ci ont trois mois pour, par eux-mêmes ou par mandataire, prendre connaissance du procès-verbal et y consigner leurs observations; — Que le commissaire enquêteur reprend ses opérations quinze jours après que tous les intéressés en ont été prévenus par de nouvelles insertions, publications et affiches; — Qu'enfin, après la délivrance des titres provisoires, qui sont portés à la connaissance des intéressés par les mêmes voies de publicité, trois mois sont encore accordés à toute partie intéressée, et cela sans exception, pour contester devant les tribunaux français les opérations du commissaire enquêteur;

Considérant qu'après avoir entouré l'application de la loi d'un tel luxe de précautions pour prémunir les intéressés contre toute erreur et toute surprise, le législateur ne peut encourir le reproche d'avoir injustement frappé de déchéance les droits des intéressés négligents;

Considérant que vainement, pour échapper à cette déchéance, le propriétaire détenteur d'un titre notarié, administratif ou judiciaire prétendrait qu'il n'a pas à produire son titre au commissaire enquêteur, que la transcription de ce titre l'a porté à la connaissance des intéressés et a garanti son droit contre toute déchéance;

Considérant, en effet, que la loi n'admet aucune distinction; qu'elle veut qu'aucune parcelle du territoire soumis à son application ne soit soustraite à son empreinte; — Qu'elle appelle tous les intéressés, recommande la production de tous les documents, entend qu'il soit procédé à la constatation, à la reconnaissance et aussi à la confirmation de la propriété; — Que, loin de dispenser le détenteur d'un titre notarié de le produire, elle lui en fait une obligation, en convoquant tous les intéressés et aussi en dispensant de la délivrance d'un titre nouveau quand il existe un titre notarié ou administratif, ce qui implique la production de ce titre;

Considérant, d'ailleurs, que la loi n'est utilement applicable que dans ces conditions; que l'abstention légitime d'une partie des prétendant droit à la propriété amènerait, dans l'application de la loi, les lacunes les plus préjudiciables à des opérations régulières; que le commissaire enquêteur ne pourrait rien arrêter définitivement, puisque la production ultérieure des titres cédés pourrait détruire ou compromettre les attributions faites et modifier les limites des lots avoisinants; que s'il était donc permis de s'attacher à des considérations, alors que la loi s'est exprimée clairement, celles qui

découleraient de l'intérêt public devraient prévaloir sur les autres ;

Considérant que l'existence de la transcription d'un contrat antérieur n'a pas été visée par la loi pour dispenser de la production du titre ; que, d'ailleurs, l'art. 19 manifeste que le législateur n'a pas attaché la valeur d'une publicité suffisante à ces transcriptions qui ne révèlent qu'imparfaitement l'identité des indigènes, la nature et la situation des biens ;

Considérant que c'est dans ce sens que la loi a été entendue et appliquée et que des instructions ont été données par l'autorité supérieure pour son application ; — Que les détenteurs de titres français, dispensés de recourir à la délivrance de nouveaux titres, se présentent habituellement, non seulement pour obtenir la confirmation de leur propriété, mais encore, et avec juste raison, pour acquérir un titre nouveau qui a pour eux le précieux avantage de comporter un plan, une délimitation précise et une purge de tous droits occultes antérieurs ;

Considérant que Roudil lui-même a procédé de cette manière dans la tribu des Ouled-Ferguen, dans le voisinage du haouch Kara-Hassen, si ce n'est même sur des terres ayant dépendu de ce haouch, et qu'il s'est fait délivrer de nouveaux titres de propriété, quoique étant détenteur de titres français qui le dispensaient de recourir à cette délivrance ;

Considérant que la critique de Roudil contre la régularité des titres délivrés à El-Hadj Hassen Serradj, et tirée de ce que la délivrance en aurait été opérée nonobstant l'opposition qu'il avait faite par application du titre 3 de la loi du 26 juillet 1873 et de l'instance pendante au tribunal de Blida, n'est en aucun point justifiée ;

Considérant en effet que la seule opposition qui puisse porter obstacle à la délivrance des titres visés dans l'art. 18 est celle qui est faite en conformité des articles précédents, et qu'on ne peut y suppléer par un acte dont le commissaire enquêteur n'a point connaissance et qui ne peut dès lors influer sur ses opérations ;

Considérant que, s'il est permis d'admettre, par voie d'interprétation, qu'une instance engagée sur la question de propriété contre celui qui poursuit la délivrance d'un titre, par application de l'art. 30, est équivalente à l'opposition transmise au parquet du procureur de la République, c'est que l'opposition prévue par le titre 3 doit être portée à la connaissance du poursuivant et que la notification qui lui est directement faite de la réclamation est encore plus sûre et plus efficace que celle qu'il recevrait du parquet, qui n'est qu'un intermédiaire; mais qu'il en est tout autrement lorsqu'il est fait application

de la procédure du titre II, qui est poursuivie dans un intérêt public et dans laquelle l'opposition doit nécessairement être formulée sur les registres destinés à la recevoir, pour que le commissaire enquêteur en ait connaissance ;

Considérant, sur l'objection de Roudil tirée du défaut de qualité de El-Hadj Hassen Serradj, qui avait vendu sa propriété à Caillau, et qui dès lors avait reçu des titres auxquels il n'avait pas droit et dont il ne serait plus dès lors recevable à faire usage, qu'il n'y a lieu de s'y arrêter ; que Caillau seul aurait eu qualité pour contester les droits de son vendeur, qu'il les reconnaît au contraire expressément sous certaines réserves ;

Considérant que El-Hadj Hassen Serradj a agi prudemment en se faisant délivrer des titres de propriété, puisque l'abstention de son acquéreur, qui n'avait pas payé la totalité de son prix, lui inspirait une juste crainte de voir le haouch revendiqué par des tiers ou attribué à l'État ; que les titres nouveaux auraient d'ailleurs profité à Caillau si celui-ci avait persisté dans l'exécution de son contrat ; qu'il n'y a rien dans ce fait dont Roudil puisse tirer argument dans sa cause ;

Considérant que Roudil n'est pas mieux fondé à critiquer la légalité des titres de El-Hadj Hassen Serradj par le motif que le commissaire enquêteur aurait été remplacé au cours de ses opérations ; qu'il résulte en effet des titres qu'ils ont été dressés sur le rapport du commissaire enquêteur, qui a réellement procédé sur le territoire auquel ils se rapportent ;

Considérant que l'objection tirée de ce que le territoire sur lequel il a été procédé aurait été soumis au cantonnement serait plus sérieuse si elle reposait sur un fait exact ;

Considérant en effet que la loi de 1873 n'est pas applicable dans les territoires où la propriété a été constituée par voie de cantonnement ; qu'il en résulte que les titres qui par erreur auraient été délivrés pour les immeubles dépendant de ces territoires ne jouiraient pas des privilèges attachés à ceux qui sont délivrés conformément à l'art. 18 ;

Mais considérant que, si une commission de cantonnement a réellement procédé sur le territoire des Ouled-Ferguen, et spécialement sur le haouch Kara-Hassen, et si elle a dressé un projet de transaction entre les propriétaires de ce haouch et l'État, il n'a pas été donné suite à ce projet et le cantonnement a été abandonné dans cette région en vue de l'application du sénatus-consulte de 1863 ;

Considérant, en fait, que Roudil ne justifie d'aucun droit de propriété sur les immeubles attribués à El-Hadj Hassen Serradj, qui n'a obtenu par application de la loi de 1873 que la part qui lui revenait à l'exclusion de tous autres dans le

haouch Kara Hassen ; que les Oulad Ali, vendeurs de Roudil, et Roudil lui-même ont obtenu les titres de propriété afférents à leurs droits sur ce territoire ; que Roudil, ni en droit, ni en fait, n'est donc fondé dans ses prétentions ;

Considérant que Caillau demande acte de ce qu'il accepte la résolution de la vente du 20 mars 1881 au rapport de Berard, notaire, et qui est demandée par El-Hadj Hassen Serradj, sous réserve de réclamer la restitution de l'à-compte qu'il a payé, avec intérêts et réparation du dommage par lui souffert ; que cette demande est fondée, mais qu'il n'y a lieu de le mettre hors de cause ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Au fond, infirme et met à néant le jugement dont est appel ; déboute Roudil de ses demandes, fins et conclusions ; — Donne acte à Caillau de son acceptation de la demande de El-Hadj Hassen Serradj, tendant à la résolution de la vente à lui consentie le 20 mars 1881, sous la réserve du remboursement de ce qu'il a payé à valoir et de tous autres dus ; dit El-Hadj Hassen Serradj propriétaire des immeubles qui lui ont été attribués en conformité de la loi de 1873 ; condamne Roudil aux dépens, etc.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* ; POIVRE, HONEL et Alf. DAIN, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

2 avril 1884

(Dupuy et autres c. Eddiouani et consorts)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Dupuy et les consorts Ben Brahim Ahmed ont relevé appel du jugement rendu le 21 mars 1883 par le tribunal civil de Blida ; — Que cet appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que le gouverneur général de l'Algérie a, par arrêté du 20 juin 1877, pris en suite d'une délibération du conseil général du département d'Alger en date du 13 décembre 1874, ordonné qu'il serait procédé aux opérations prescrites par la loi du 26 juillet 1873 dans le territoire militaire de Miliana ; — Que le directeur des domaines d'Alger, sur le vu des procès-verbaux constatant l'accomplissement des formalités énumérées dans la loi, a délivré, le 20 mai 1880, des titres provisoires aux indigènes appelants, les constituant propriétaires de deux terrains de pâture situés au lieu dit

« Aïn-Berkouk, » et d'une contenance totale de 10 hectares, 17 ares, 70 centiares; — Que le même fonctionnaire a, sur la production d'un certificat constatant que les titres provisoires ci-dessus n'avaient pas été contestés, déclaré, le 31 janvier 1881, que ces titres étaient devenus définitifs; — Attendu que, par exploits introductifs d'instance en date des 7 et 8 juin 1882, Eddiouani et consorts ont assigné devant le tribunal civil de Blida les indigènes appelants et Dupuy, pour voir déclarer nuls les titres délivrés, voir annuler la vente consentie à Dupuy, et entendre dire que les requérants reprendraient la libre disposition des terrains dont s'agit; — Attendu que le tribunal de Blida a, par le jugement attaqué, fait droit à la demande de Eddiouani et consorts, en se fondant sur ce que les terrains en litige appartenaient à ces derniers par suite de la concession faite par l'État à leurs auteurs, suivant acte administratif du 10 août 1857, et que la loi du 26 juillet 1873, aux termes de son art. 17, ne leur était pas applicable;

Attendu que l'art. 17 n'a point la portée que lui ont donnée les premiers juges; — Qu'il se borne à déclarer que les immeubles dont la propriété est constatée par des actes notariés ou administratifs ne sont point assujettis à la délivrance d'un titre nouveau; mais qu'il ne dispense pas les propriétaires de ces immeubles de faire valoir leurs droits dans les formes et les délais prescrits; — Que la loi de 1873 a appelé, au contraire, tous les intéressés, sans distinction, à contester les conclusions du commissaire enquêteur (articles 14 et 16) et les titres provisoires délivrés par l'administration des domaines (art. 18); — Qu'aux termes de ce dernier article, un délai est fixé pour contester; que la déchéance est prononcée contre les prétendant droit qui n'auront point profité de délai imparti, et que les titres non contestés deviennent définitifs; que le troisième paragraphe de cet article dispose que les titres définitifs forment, à partir de leur transcription, le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous droits réels antérieurs; — Que la transcription des titres définitifs, délivrés en exécution de la loi de 1873, produit ainsi des effets plus étendus que ceux de la loi du 25 mars 1855; qu'elle purge les immeubles soumis non-seulement des droits pouvant provenir des anciens vendeurs, mais encore de tous ceux auxquels des tiers peuvent prétendre; — Que l'art. 18 ne fait à cet égard aucune distinction entre l'origine des droits qui pourraient être réclamés, pas plus qu'entre les actes destinés à en constater la nature ou l'étendue; — Qu'elle place sur la même ligne les droits dérivant de la loi française et ceux fondés sur la loi musulmane, les actes notariés ou administratifs et les

titres arabes, ou la possession; — Qu'elle prononce la déchéance contre tous ceux, sans exception, qui n'ont pas fait valoir leurs droits dans les délais fixés;

Attendu, en fait, que les intimés ne se sont point pourvus contre les opérations du commissaire enquêteur; — Qu'ils n'ont point contesté les titres provisoires délivrés; — Qu'ils ont ainsi encouru la déchéance prononcée par l'art. 18, et que les actes par eux produits, en admettant qu'ils s'appliquent à l'immeuble en litige, ne peuvent porter aucune atteinte aux droits résultant pour les appelants des titres définitifs à eux délivrés et régulièrement transcrits; — Que par suite les motifs invoqués par les premiers juges ne sont pas fondés;

Attendu que les intimés soutiennent que le quartier Sidi Seba, dans lequel est situé l'immeuble en litige, ne fait pas partie du territoire indigène de Miliana, que par suite le commissaire enquêteur a été sans qualité pour procéder, que ses opérations sont nulles et que les titres délivrés à leur suite doivent être annulés; — Attendu que les intimés n'apportent aucune preuve à l'appui de leurs allégations; — Que le nom de quartier Sidi Seba n'est point indiqué dans les titres; que ces titres délivrés par l'administration des domaines désignent les immeubles comme situés à Aïn-Berkouk, qu'ils sont inscrits sous les numéros 1065 et 1065 *bis* du plan de cette localité et sont compris dans le territoire indigène de Miliana; — Attendu que la publication faite au *Mobacher*, le 5 juin 1880, porte que les titres provisoires du territoire d'Aïn-Berkouk ont été délivrés; qu'ainsi, il n'y a eu et n'a pu y avoir aucun doute sur les territoires compris dans l'arrêté du gouverneur général du 20 juin 1877, et que le commissaire enquêteur a pu régulièrement procéder à l'encontre des immeubles dont s'agit;

Attendu que les intimés demandent enfin à être autorisés à prouver leur possession immémoriale des terrains litigieux; — Que cette demande ne saurait être accueillie par la Cour; — Que la preuve offerte, en admettant qu'elle fût rapportée, ne changerait rien à la situation des parties; — Qu'elle ne relèverait pas Eddiouani et consorts de la déchéance qu'ils ont encourue et ne saurait dès lors leur donner droit aux immeubles dont s'agit;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme; — Au fond : — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; — Infirme, déclare Eddiouani et consorts mal fondés dans leur demande, les en déboute.

MM. SAUTAYRA, *prem. prés.*; GARIEL, *av. gén.*; HURÉ et ROBE, *av.*

TROISIÈME ESPÈCE

23 décembre 1884

(El-Hadj Adjal c. Abdelkader ben Cheref)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'Abdelkader ben Cheref est appelant d'un jugement du 15 novembre 1882, du tribunal de Mostaganem, qui, sur une demande en colicitation formée par El-Hadj Adjal, a prononcé un sursis d'un mois pour permettre à Abdelkader ben Cheref, alors intervenant dans l'instance, de provoquer devant l'autorité administrative la réformation du titre de propriété invoqué par l'intimé, le dit titre délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873, art. 18; — Attendu que El-Hadj Adjal conclut à la non recevabilité de l'appel par cette raison que le jugement précité serait un simple préparatoire;

Considérant que la décision à demander dans l'espèce à l'autorité administrative, réformation ou maintien du titre, implique nécessairement préjugé sur le fond du droit; — Que la portée du sursis ordonné par le tribunal est du reste nettement caractérisée par le considérant où il est dit : « Qu'il n'ap» partient pas au tribunal de réformer le titre définitif délivré » par l'administration et qu'il doit se borner à accorder un » sursis pour permettre à l'intervenant de poursuivre devant » l'autorité compétente la réformation du titre délivré; » — Que c'est là un interlocutoire puisque le tribunal déclare expressément devoir subordonner sa décision à celle de l'autorité administrative; — Que ce jugement est, par suite, sujet à appel;

Et, attendu que la cause est en état sur le fond;

Attendu qu'Abdelkader ben Cheref agissant tant en son nom personnel qu'au nom de Abdelkader ben Cheref, son frère mineur, produit à l'appui de son intervention dans l'instance en licitation engagée entre El-Hadj Adjal et les deux frères Moktar et Kouïder ben Cheref, un jugement de cadi, du 13 mai 1880, confirmé le 12 novembre 1881 par le tribunal de Mostaganem, le dit jugement reconnaissant Abdelkader ben Cheref et son frère mineur Abdallah propriétaires, en leur qualité d'héritiers de leur père, et chacun pour un neuvième, dans la terre Ferdj et Ghazzou qui fait l'objet de la demande en licitation; — Que, par le même jugement, les droits dans cette propriété se trouvent pour El-Hadj Adjal réduits à un neuvième, les deux autres tiers demeurant la propriété incontestée des deux frères Moktar et Kouïder, colicitants, aujourd'hui défail-

lants; — Attendu que El-Hadj Adjal oppose à l'intervention de Abdelkader ben Cheref un titre définitif à lui délivré le 1er juin 1881 en exécution de la loi du 26 juillet 1873, qui le constitue propriétaire pour un tiers de la dite terre Ferdj el Gazzou, ce tiers, contrairement aux dispositions du jugement définitif du 12 novembre 1881, comprenant le neuvième par lui acquis de Charef ben Cheref et les deux neuvièmes d'Abdelkader et d'Abdallah, frères de son vendeur;

Attendu que, les prétentions mutuelles des parties étant ainsi fixées, le litige actuel réside dans le point de savoir si le jugement du 12 mai 1880, devenu définitif le 12 novembre 1881, peut être opposable au titre définitif délivré par l'administration domaniale;

Attendu qu'il est soutenu par Abdelkader ben Cheref que, son instance en revendication contre El-Hadj Adjal ayant été engagée avant toute application à la terre Ferdj el Gazzou de la loi du 26 juillet 1873, et, dans tous les cas, pendant la période de l'art. 17 de la dite loi, sa revendication avait été utilement portée devant la juridiction musulmane; qu'en conséquence, la décision du 13 mai 1880 devenue définitive lui constituait un titre que ne pouvait atteindre ni modifier le titre contraire délivré à El-Hadj Adjal; que, dans ces conditions, il n'était pas tenu de prouver ses droits conformément aux dispositions des articles 17 et 18 de la loi précitée;

Attendu que les prescriptions de l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873 sont impératives; — Que vainement Abdelkader ben Cheref invoque un titre résultant d'une instance judiciaire engagée antérieurement à la période de l'art. 18; — Que, si la revendication alors faite devant la juridiction musulmane était bien engagée, étant portée devant le magistrat alors compétent, et si, en conséquence, le litige devait aboutir, la loi faisait néanmoins une obligation à l'intervenant de dénoncer ce litige au commissaire enquêteur, et, en faisant ainsi connaître ses prétentions, de mettre l'administration à même et en demeure de les consigner sur le procès-verbal dont les élements allaient servir, à l'expiration des délais de l'art. 18, à constituer définitivement la propriété sur la tête des ayants droit apparents; — Attendu que, cette production n'ayant jamais eu lieu, El-Hadj Adjal, seul prétendant au 1/3 de Ferdj el Gazzou, s'est trouvé bénéficier du classement provisoire établi en conformité de l'art. 17; — Attendu qu'Abdelkader ben Cheref devait alors, usant du bénéfice de l'art. 18, mais se conformant à ses prescriptions, contester judiciairement, et dans les délais impartis, les attributions faites par le commissaire enquêteur; qu'à défaut, Abdelkader ben Cheref s'est trouvé forclos; —

Qu'on objecterait en vain qu'Abdelkader ben Cheref, ayant valablement introduit son action devant la juridiction musulmane compétente, ne pouvait être recevable et, par conséquent, astreint à saisir du même litige la juridiction française; que l'argument ne porte pas, le recours à la juridiction française, dans les termes de l'art. 18, n'ayant pour objet que de sauvegarder les effets de l'action judiciaire encore pendante contre toute déchéance édictée, et de s'opposer ainsi à la délivrance du titre administratif; — Qu'on ne saurait, en présence des prescriptions impératives de l'art. 18, créer des exceptions et admettre notamment que le détenteur d'un titre judiciaire conférant propriété, obtenu soit antérieurement, soit en cours de l'application de la loi du 26 juillet 1873, puisse être dispensé de se conformer aux prescriptions de l'art. 18, et par cela même être recevable, à son heure et à sa convenance, à remettre en question les titres définitifs, délivrés en exécution de la loi du 26 juillet; — Que décider ainsi serait faire échec au texte même et à l'esprit de cette loi, et admettre, dans ces conditions, qu'elle aurait constitué une propriété qui, pour être définitive, ne devrait, dans des cas trop nombreux, attendre cet effet que des lenteurs et des incertitudes de la prescription; — Qu'il y a donc lieu, la contestation du titre du 1er juin 1873 n'ayant pas eu lieu dans les délais impartis, de déclarer Abdelkader ben Cheref forclos et déchu du droit de toute contestation judiciaire à l'encontre du titre de El-Hadj Adjal;

Par ces motifs : — Dit que c'est à tort que le tribunal a sursis et a renvoyé à l'autorité administrative l'examen du titre; — Infirme, en conséquence, le jugement dont est appel; — Et évoquant le fond : — Dit Abdelkader ben Cheref non fondé dans son intervention, l'en déboute.

MM. SAUZÈDE, *ff. prés.;* AUBERT, *subst. du proc. gén.;* ROBE et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

31 janvier 1887

Propriété, loi du 26 juillet 1873, titre notarié, titre définitif, immeuble français, licitation, compétence.

L'immeuble dont la propriété est constatée par un titre notarié ne doit pas faire l'objet d'un titre nouveau de propriété délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873 (1).

(1) Cpr. *suprà*, p. 101 les arrêts rapportés.

En conséquence, il est soumis à la loi française, ainsi qu'à la juridiction française, seule compétente pour connaître d'une demande en licitation de cet immeuble.

(Gobrini c. Gobrini)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que l'appel est recevable en la forme;

Sur la compétence : — Considérant que la propriété de l'immeuble objet du litige était établie lors de la promulgation de la loi du 26 juillet 1873 par un titre notarié français; — Que cet immeuble, ne pouvant dès lors faire l'objet d'un titre nouveau de propriété délivré en exécution de cette loi par l'administration des domaines, a été définitivement régi par la loi française à partir de la promulgation de la dite loi; — Considérant par suite que le tribunal de Blida était compétent pour connaître de la demande en licitation de cet immeuble;

Au fond : — Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Reçoit l'appel en la forme : — Dit que le tribunal de Blida a compétemment statué; — Confirme le jugement dont est appel pour être exécuté suivant sa forme et teneur; — Donne acte à Mohammed El-Kebir El-Gobrini de ce qu'il s'en rapporte à justice; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* DUPREY, *subst. du proc. gén.;* TILLOY et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

31 janvier 1887

Propriété, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, délivrance, opposition, action en justice, déchéance. — Vente, vice de forme, nullité.

Une instance judiciaire portée devant le cadi, relative à la propriété d'un immeuble soumis aux opérations du titre II de la loi du 26 juillet 1873, ne saurait remplacer les oppositions prévues par les art. 14 et suivants de cette loi, et qui doivent être portées à la connaissance du commissaire enquêteur.

Aucune assimilation ne peut être établie, à ce point de vue, entre la procédure et les déchéances du titre II et celles édictées par le titre III (1).

---

(1) Cpr. *suprà*, p. 101 les arrêts rapportés.

Un tiers est irrecevable à attaquer pour vice de forme un contrat de vente dont les parties intéressées ne demandent pas la nullité.

(Gobrini c. Durand Bou Kraoua et Gobrini)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que les appels inscrits sous les numéros 460, 598, 613 du rôle de la Cour sont relatifs à la même instance; — Qu'ils sont recevables en la forme et doivent être joints pour être statué sur eux tous par le même arrêt.

Au fond :

Considérant que les consorts Gobrini sont irrecevables à attaquer en la forme le titre de la vente consentie à Durand par Brahim ben Maklouf; — Que la validité du contrat de vente n'est assujettie à aucune forme spéciale; — Que les parties contractantes seules pourraient se prévaloir des irrégularités de l'acte qui lui permettraient de contester les consentements; — Que le vendeur a d'ailleurs ratifié par acte du 2 mai 1885, régulier en la forme, enregistré et transcrit, la vente par lui consentie le 25 décembre 1880 par acte également enregistré et transcrit;

Considérant que les appelants ne sont pas mieux fondés à critiquer les droits de propriété sur les immeubles objet de la vente qu'il a consentie à Durand par l'acte susvisé;

Considérant, en effet, que Braham ben Maklouf en était propriétaire en vertu de titres régulièrement délivrés par l'administration des domaines, en date du 16 juillet 1880, en exécution de la loi du 26 juillet 1873; — Que, n'ayant pas usé des facultés qui leur étaient accordées par cette loi, ils ont encouru la déchéance qu'elle prononce;

Considérant que les appelants ne sont pas fondés à soutenir que l'instance qu'ils ont introduite devant le cadi est l'équivalent des oppositions prévues par la loi pour prévenir la déchéance; — Que cette instance aurait dû être portée, conformément à la loi, à la connaissance du commissaire enquêteur; — Qu'aucune opposition ne lui étant révélée, le commissaire a régulièrement procédé et les titres sont devenus définitifs et doivent prévaloir contre toute décision ou tout acte antérieur qui ne serait pas un titre français administratif, notarié ou judiciaire;

Considérant que les consorts Gobrini ne peuvent invoquer aucune assimilation entre la rigueur de la procédure qui leur était imposée dans un intérêt d'ordre public et celle qui concerne la purge spéciale autorisée par le titre III de la loi de 1873, dans laquelle l'acquéreur européen, poursuivant

lui-même la délivrance de titres administratifs, ne serait pas admissible à invoquer une déchéance au mépris d'une opposition contenue dans une instance pendante devant un tribunal français où il est partie;

Considérant d'ailleurs, et en fait, que l'instance à laquelle se réfèrent les consorts Gobrini et celles qui ont suivi sont étrangères à Ben Maklouf ou ne concernent pas d'une manière certaine les immeubles objet de la vente; — Adoptant, au surplus, les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Considérant, sur les dépens, qu'ils doivent être mis à la charge des appelants qui succombent; mais qu'il n'y a lieu de prononcer contre eux des dommages-intérêts dont l'allocation n'est pas justifiée; — Qu'il n'échet, dès lors, de les condamner solidairement aux dépens;

Par ces motifs : — Joint et déclare recevables en la forme les appels inscrits sous les nos 460, 590, 613 de son rôle; — Donne défaut contre les intimés défaillants; — Au fond : — Confirme.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* DUPREY, *subst. du proc. gén.;* DOUDART DE LA GRÉ, POIVRE et TILLOY, *av.*

TRIBUNAL CIVIL D'ORAN

7 février 1887

Propriété, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, vente, transcription, inscription, nom patronymique.

La loi du 26 juillet 1873 n'a pas eu pour but de constituer la propriété possédée à titre privatif, mais seulement de la constater et de la consolider par la délivrance d'un nouveau titre. — En territoire melk, *la propriété privée existe avec tous ses avantages juridiques, et le propriétaire peut vendre à tout moment: avant, pendant ou après les opérations du commissaire enquêteur. — La transcription du titre définitif prescrite par l'article 18 ne crée pas un droit nouveau, mais consacre un droit déjà existant* (1).

La vente antérieure à la transcription du titre définitif ne peut produire effet qu'à la double condition qu'elle soit elle-même transcrite avant la délivrance de ce titre et que cette transcription ait lieu dans les formes et de la manière pres-

(1) Cette question a fait, dans la *Revue*, l'objet d'une étude de M. Charpentier (86, 1, 86).

crites par l'art. 19, c'est-à-dire qu'elle contienne le nom patronymique donné au vendeur dans le titre provisoire. — De même, les inscriptions de droits réels prises du chef de l'indigène reconnu propriétaire par le commissaire enquêteur sont nulles si elles n'indiquent pas le nom de famille de cet indigène.

(Jouane c. Messaoud Obadia)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la loi du 26 juillet 1873 n'a pas eu pour but de constituer la propriété possédée à titre privatif mais seulement de la constater et de la consolider par la délivrance d'un nouveau titre; — Attendu que le législateur a reconnu implicitement par là qu'en territoire *melk* la propriété privée existe avec tous ses avantages juridiques; qu'il s'ensuit que les propriétaires de ces terres peuvent les vendre à tout moment: avant pendant et après les opérations du commissaire enquêteur; qu'ainsi la transcription du titre définitif (art. 18) ne crée pas un droit, mais consacre seulement des droits existants ;

Attendu toutefois que les ventes antérieures à la transcription du titre définitif ne peuvent produire effet qu'à la double condition suivante : qu'elles soient elles-mêmes transcrites avant le titre définitif et que cette transcription ait lieu dans les formes et de la manière prescrites par l'art. 19 ;

Attendu, en l'espèce, que Jouane n'a pas observé les prescriptions de cet article ; qu'il n'a pas fait transcrire son contrat d'acquisition avant la délivrance du titre définitif par le service des domaines, avec indication du nom patronymique donné à son vendeur dans les titres provisoires ; — Attendu que ce n'est que par l'acte de ratification du 27 octobre 1884 et la transcription régulière de cet acte qu'il est devenu réellement propriétaire et que Kaddour ould Mohamed ben Abdallah s'est trouvé dessaisi ;

Attendu que les inscriptions valablement prises du chef de ce dernier après la transcription du titre définitif à lui délivré et avant la transcription de l'acte de ratification du 27 octobre 1884 seraient opposables à Jouane; — Attendu que l'inscription prise au profit de Messaoud Obadia se rapporte à cette période, qu'elle porte la date du 19 novembre 1883; — Mais attendu que cette inscription est prise contre Kaddour ould Mohamed ben Abdallah sans indication du nom de famille (nom patronymique); — Attendu que cette indication est impérativement prescrite par l'art. 19 précité; qu'on objecterait

vainement que l'article en question ne statue que pour les inscriptions et transcriptions requises antérieurement à la transcription du titre définitif; qu'il ne distingue pas, et que du reste cette distinction ne pourrait se justifier ni en fait ni en droit, qu'elle irait directement à l'encontre de la loi, *qui a voulu tout à la fois reconnaître la propriété au moyen du titre et reconnaître le propriétaire par l'adjonction d'un nom de famille ;* — Que l'inscription dont s'agit est donc nulle et de nul effet et qu'elle doit être réputée non existante; que Messaoud Obadia l'a si bien compris du reste, qu'il a pris une nouvelle inscription en renouvellement de la première, avec mention, cette fois, du nom patronymique, le 17 novembre 1885; que cette nouvelle inscription en renouvellement a été prise alors que l'immeuble était devenu la propriété de Jouane, c'est-à-dire postérieurement à l'acte de ratification du 27 octobre 1884; qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter;

Attendu qu'il résulte de ce qui vient d'être dit que les dernières conclusions de Messaoud Obadia, tendant à faire déclarer Jouane déchu de l'effet de la vente du 28 septembre 1882, enregistrée, sont sans intérêt, et qu'il n'échet d'y statuer;

Par ces motifs : — Sans avoir égard aux conclusions de Messaoud Obadia, dans lesquelles il est en tant que de besoin déclaré mal fondé; — Dit et ordonne que Messaoud Obadia sera tenu, dans la huitaine de la signification du présent jugement, de donner mainlevée de l'inscription prise à son profit contre Kaddour ould Mohamed ben Abdallah, le 19 novembre 1883, volume 340, n° 16, sinon, et faute par lui de ce faire, prononce la nullité de cette inscription en tant qu'elle grève les biens vendus au demandeur; — Dit que, sur le vu d'un extrait du présent jugement, le conservateur du bureau des hypothèques d'Oran sera tenu d'opérer la radiation de la dite inscription, à quoi faire contraint, quoi faisant déchargé.

MM. DUCROS, *prés.;* GENIN, *subst.;* MONBRUN et ROUIRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

7 janvier 1887

Poids et mesures, vérification périodique obligatoire, Algérie, lieu où doit s'opérer cette vérification.

En Algérie, c'est au bureau du vérificateur, et non pas, comme dans la métropole, au domicile des assujettis, que doivent être présentés, pour être soumis à la vérification pé-

riodique obligatoire, les poids et mesures dont les assujettis font usage dans leur commerce ou industrie. (Ord. 29 déc. 1842, art. 14; arrêtés du ministre de la guerre des 22 mai 1846, art. 30 et 31, et 26 déc. 1851, art. 5) (1).

(Ministère public c. Lougarre)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation des art. 14 de l'ordonnance du 26 décembre 1842, 30 et 31 de l'arrêté du mi-

(1) En France, la loi du 4 juillet 1837 a prescrit l'adoption, à partir du 1er janvier 1840, du système des poids et mesures créé par les lois des 18 germinal an III (7 avril 1795) et 19 frimaire an VIII (10 décembre 1799). Une ordonnance royale du 17 avril 1839, rendue en exécution de l'art. 8 de la loi précitée, règle le mode de vérification des poids et mesures. Aux termes de l'art. 19 de cette ordonnance, la vérification *périodique* se fait en principe *au domicile* de chacun des assujettis; l'art. 20 autorise cependant, sous les conditions qu'il détermine, la vérification périodique aux siéges des mairies. — En Algérie, l'ordonnance royale du 26 décembre 1842 a prescrit, à partir du 1er mars 1843, l'emploi exclusif des poids et mesures établis par les lois constitutives du système métrique décimal, dans toutes les parties du territoire où l'autorité civile est établie et dans toutes celles qui seront successivement désignées par le ministre de la guerre (aujourd'hui par le gouverneur général). L'arrêté du ministre de la guerre du 22 mai 1846 reproduit, en ce qui concerne le mode de vérification, la plupart des dispositions de l'ordonnance royale du 17 avril 1839. Mais, à la différence de l'art. 19 de cette ordonnance, l'art. 31 de l'arrêté ministériel impose aux assujettis l'obligation de présenter *au bureau du vérificateur*, pour y être soumis à la vérification périodique, les poids et mesures dont ils font usage dans l'exercice de leur profession. Sont seulement exceptés de la présentation au bureau certains instruments de pesage et de mesurage, d'un transport particulièrement onéreux et difficile, ou qui ne peuvent être utilement vérifiés que sur place. (Cpr. Dall., J. G., vis *Poids et mesures*, n° 60, et *Org. de l'Algérie*, nos 456 et suiv.).

Les motifs qui ont fait préférer, en France, le mode de vérification périodique au domicile de l'assujetti s'appliquent à l'Algérie; ils justifieraient, aujourd'hui surtout, l'assimilation de notre législation, sur ce point, à celle de la métropole. Vainement, en effet, un marchand présentera-t-il au bureau des poids et mesures fidèles; qui garantira que ces instruments n'ont pas été empruntés pour la circonstance, qu'ils sont réellement ceux dont l'assujetti fait usage dans son magasin? Obliger un négociant ou un industriel à transporter ses poids et mesures, c'est interrompre le cours de ses affaires, lui imposer une dépense, lui faire perdre un temps qui appartient à son commerce ou à son industrie, tandis que celui du vérificateur doit appartenir tout entier à ses fonctions. — Quoi qu'il en soit, la législation algérienne est formelle, et, faute d'avoir présenté ses poids au bureau, le prévenu avait encouru l'application de l'art. 471 § 15 du Code pénal.

DANNERY.

nistre de la guerre du 22 mai 1846, 5 de l'arrêté du dit ministre du 26 décembre 1851, et 471 n° 15 du Code pénal : — Vu les dits articles;

Attendu que, d'après les termes de l'art. 14 de l'ordonnance royale du 26 décembre 1842, portant qu'à partir du 1er mars 1843 il sera fait usage en Algérie des poids et mesures établis par les lois des 18 germinal an III et 19 frimaire an VIII, un arrêté du ministre de la guerre devait déterminer : « les » dispositions réglementaires à prendre pour l'exécution de » cette ordonnance et les obligations des assujettis; » — Que, conformément aux prescriptions du dit article, le ministre de la guerre a pris, le 22 mai 1846, un arrêté réglementaire, dont l'art. 4 § 5 dispose que les vérifications périodiques s'effectuent tous les ans aux époques fixées par l'autorité compétente; — Que, d'après l'art. 30, les industriels assujettis sont avertis des époques fixées pour les vérifications primitives et périodiques dans chaque localité par une publication de l'autorité civile ou de l'autorité militaire qui en remplit les fonctions, et que l'art. 31 porte que : « Immédiatement après cet » avis, les fabricants, les marchands et ajusteurs doivent » présenter *au bureau du vérificateur*, pour être soumis à la » vérification primitive, les poids et mesures et tous les ins- » truments de pesage ou de mesurage nouvellement fabri- » qués ou ajustés. Ces fabricants, marchands et ajusteurs, et » tous autres assujettis en vertu de l'art. 24, doivent également présenter *au bureau du vérificateur*, pour y être sou- » mis à la vérification périodique obligatoire, les poids et me- » sures dont ils font usage dans leur commerce ou indus- » trie; » — Que cette dernière prescription a été reproduite par le second § de l'art. 5 d'un second arrêté pris par le ministre de la guerre le 26 décembre 1851; — Qu'il résulte manifestement de l'ensemble de ces dispositions que les assujettis sont tenus, *en Algérie*, de représenter chaque année au bureau du vérificateur, aux époques fixées par l'autorité compétente, les poids et mesures dont ils font usage dans leur commerce ou industrie, pour y être soumis à la vérification périodique et obligatoire; — Et attendu que le préfet du département d'Alger, après avoir énoncé dans l'art. 12 d'un arrêté du 19 décembre 1885 qu'il sera procédé, en 1886, à la vérification des poids et mesures dans les localités de ce département désignées au tableau annexé à cet arrêté, et aux époques qui y sont déterminées, a indiqué au dit tableau que la vérification périodique serait effectuée, pour la ville d'Alger, du 10 janvier au 15 mai; que cet arrêté et ce tableau ont été insérés au *Recueil* des actes administratifs; — Que le procès-

verbal dressé, le 20 juillet 1886, par le vérificateur des poids et mesures de la province d'Alger constate que Lougarre, commissaire-priseur à Alger, soumis à la vérification périodique, n'a pas présenté au bureau de vérification les instruments dont il doit être pourvu pour l'exercice de sa profession; que ce fait n'a pas été contesté par le prévenu et que les énonciations du procès-verbal n'ont pas été détruites par la preuve contraire; — D'où il suit qu'en relaxant le prévenu dans ces circonstances, le tribunal de simple police d'Alger, (jug. du 26 août 1886), a formellement violé les articles susvisés de l'ordonnance du 26 décembre 1842 et des arrêtés du ministre de la guerre des 22 mai 1846 et 26 décembre 1851, ainsi que l'art. 471 n° 15 du Code pénal ;

Par ces motifs : — Casse, etc.; renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal de simple police de Bouffarick.

MM. Lœw, *prés.;* Vételay, *rap.;* Roussellier, *av. gén.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

30 décembre 1886

Appel, subrogé tuteur, qualité, mineur, tuteur, opposition d'intérêts.

Le subrogé tuteur, bien que n'ayant pas été partie à l'instance, a le droit d'interjeter appel du jugement rendu contre le mineur en opposition d'intérêts avec son tuteur.

Ce droit lui appartient, sans qu'il ait besoin de recourir au conseil de famille (1).

---

(1) Il est de principe que nul ne peut relever appel d'un jugement s'il n'y a été partie à un titre quelconque. Il ne peut être dérogé à cette règle que par un texte formel. Cétte dérogation existe-t-elle à l'égard du subrogé tuteur? Il faut distinguer.

S'agit-il de donner au subrogé tuteur, d'une manière générale et absolue, le droit d'interjeter appel, à défaut du tuteur, des jugements rendus contre son pupille? La question sera très douteuse : elle a fait, d'ailleurs, l'objet de vives controverses en doctrine et en jurisprudence. — Pour l'affirmative : Chauveau, *sur Carré, Lois de la proc.*, t. 3, quest. 1592 ; D. A., v° *Appel civil*, n° 487 ; Rivoire, *Appel*, n° 97; Montpellier, 19 janv. 1832, D. A., v° *Paternité et filiation*, n° 715; Nancy, 25 avril 1837, D. A., v° *Acquiescement*, n° 146; Paris, 11 février 1874 (D. P., 75, 2, 145). — Pour la négative : Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, quest. 1592; Boitard, *Leçons de proc.*, t. 2, n° 681; Favard de Langlade, *Répert.*, v° *Appel*, sect. 1, § 2, n° 15. Demolombe, t. 7, n° 373; Aubry et Rau, t. 1, p. 477; Rodière, *Comp. et proc. civ.*, 4e éd., t. 2, p. 79; Limoges, 30 avril 1810, et Riom, 19 janv. 1837, D. A., v° *Appel civil*, n° 487; Orléans, 19 déc. 1884 (D. P., 85, 2, 197).

(Cornu c. Frendo)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Edmond Crouzet est décédé le 13 novembre 1872, à la survivance de Anne Meinier, sa femme, de Edmond Crouzet et Émile Crouzet, ses deux enfants, en état de minorité ; — Que la mère survivante étant demeurée investie de la tutelle de ses deux enfants mineurs, Pierre Cornu a été désigné pour être leur subrogé tuteur; — Qu'après la mort de son mari, Anne Meinier, veuve Crouzet, a établi une épicerie-buvette à Barral et a acheté, pour les besoins de son commerce, diverses marchandises à Salvator Frendo, dont la facture s'élève pour solde à 1,965 fr. 75; — Que Frendo, n'ayant pu obtenir paiement de cette somme, a fait assigner devant le tribunal de commerce de Bône la dame Crouzet, prise tant en son nom personnel que comme tutrice de ses enfants mineurs, et l'a fait condamner en cette double qualité par jugement du 20 juin 1884; — Que ce jugement a été signifié le 24 septembre 1884 à la veuve Crouzet, qui n'a relevé appel ni en son nom, ni dans l'intérêt de ses enfants;

Mais si l'on demande seulement, comme dans l'hypothèse sur laquelle statue notre arrêt, de reconnaître au subrogé tuteur le droit d'interjeter appel quand il y a opposition d'intérêts entre le tuteur et son pupille, la question sera beaucoup plus simple et ne devra plus faire difficulté : l'affirmative résulte péremptoirement des termes de l'art. 420 du Code civil.

La décision de la Cour, que l'art. 420 du C. civ. suffit à justifier, se fortifie-t-elle de l'argument tiré par l'arrêt de l'art. 444 du C. de proc. civile ? Il est permis d'en douter. Ce texte a pour objet de fixer le point de départ du délai d'appel, lorsqu'il s'agit d'un mineur non émancipé, à la double signification du jugement au tuteur et au subrogé tuteur. On veut conclure de là au droit d'appel au profit de ce dernier. Mais, outre qu'il serait anormal qu'un article de procédure introduisît ainsi, par voie détournée et comme furtivement, une innovation capitale dans les pouvoirs du subrogé tuteur, cette disposition se comprend très facilement sans qu'il soit nécessaire d'y attacher la conséquence que l'arrêt croit pouvoir en tirer. D'après le Code civil, les fonctions du subrogé tuteur sont de surveiller l'administration du tuteur, de l'éclairer de ses avis, au besoin de le citer devant le conseil de famille. Le Code de procédure ne fait qu'appliquer logiquement ce système : la signification qu'il ordonne aura pour objet d'avertir le subrogé tuteur de la décision rendue contre le pupille; elle le mettra, par conséquent, en demeure d'exercer sa surveillance et son contrôle en prenant les mesures qu'il jugera nécessaires pour la sauvegarde des intérêts qui lui sont confiés. Par exemple, il invitera le tuteur à convoquer le conseil de famille pour le consulter sur la question de savoir si appel doit être relevé du jugement. Rien n'oblige donc à dire que l'art. 444 C. pr. entend accorder au subrogé tuteur, d'une manière générale, le droit d'interjeter d'appel.

R. P.

— Que pareille signification a été faite le 12 décembre à Émile Cornu, subrogé tuteur des mineurs Crouzet, qui en a interjeté appel le 2 janvier 1885;

Sur la recevabilité de l'appel :

Attendu que, d'après l'art. 420 du Code civil, les fonctions du subrogé tuteur consistent à agir pour les intérêts des mineurs lorsqu'ils sont en opposition avec ceux du tuteur; — Que cette disposition est formelle et a pour but de sauvegarder les droits des mineurs et de leur donner un guide et un appui lorsque le tuteur, sollicité par des intérêts contraires, ne peut ou ne veut point remplir l'office dont il est investi par la loi;

Attendu que l'art. 444 du C. proc. civ. prescrit que les délais pour interjeter appel ne courent contre les mineurs non émancipés que du jour où le jugement aura été signifié tant au tuteur qu'au subrogé tuteur, encore que ce dernier n'ait pas été en cause; — Qu'en exigeant la signification au subrogé tuteur des décisions de justice intéressant les mineurs, la loi a voulu lui donner les moyens de prendre les mesures nécessaires pour faire rectifier ces décisions s'il les croit erronées ou incomplètes; — Que, s'il n'avait le droit de relever appel, il se trouverait dans cette situation singulière d'être avisé, suivant le texte formel de l'art. 444, d'un jugement faisant grief aux mineurs sans pouvoir le déférer à des juges mieux informés; — Que cette situation serait inconciliable avec la pensée du législateur et sa sollicitude constante pour les mineurs, surtout alors que le subrogé tuteur se trouverait, comme dans l'espèce, en présence d'un tuteur ayant des intérêts contraires à ceux de ses pupilles et sacrifiant leur fortune entière pour acquitter ses dettes personnelles;

Attendu que l'intervention du conseil de famille pour régulariser l'appel interjeté par le subrogé tuteur ne paraît pas nécessaire; — Que le conseil de famille pourrait seulement désigner un tuteur *ad hoc* ou investir le subrogé tuteur du mandat particulier de suivre l'instance en appel au nom des mineurs; — Mais que le subrogé tuteur, tenant de l'art. 480 du Code civil le mandat général d'agir pour les intérêts des mineurs lorsqu'ils sont en opposition avec ceux du tuteur, puise dans cette action le droit d'intervenir dans les instances où le tuteur a des intérêts contraires à ceux des mineurs; — Que l'art. 444 du C. proc. civ. le met en demeure par une signification spéciale d'exercer son action; — Que dans ces deux textes le subrogé tuteur est seul visé, et qu'il n'apparaît pas qu'il ait besoin de recourir au conseil de famille pour remplir une mission qu'il tient directement de la loi;

Au fond :

Attendu que, dans la période du 16 avril au 3 octobre 1882, Frendo a livré à la veuve Crouzet des marchandises pour une somme excédant 5,000 fr. ; — Que l'importance de ces livraisons pendant un espace de temps aussi restreint témoigne qu'elles étaient destinées au commerce exploité par la veuve Crouzet et qu'il n'est pas établi qu'elles aient servi, en tout ou en partie, à l'entretien des mineurs ; — Qu'ils ne peuvent donc être tenus d'acquitter une dette qu'ils n'ont pas contractée, ni de payer des marchandises dont ils n'ont pas tiré profit ; — Que Frendo ne peut imputer qu'à son imprudence la situation qu'il s'est faite à lui-même en livrant à la veuve Crouzet des marchandises pour une valeur hors de proportion avec les garanties pécuniaires dont elle pouvait disposer ;

Par ces motifs : — Déclare recevable et régulier en la forme l'appel interjeté au nom des mineurs Crouzet par Cornu, leur subrogé tuteur ; — Réforme le jugement du tribunal de commerce de Bône, du 20 juin 1884, en ce qu'il a condamné les mineurs à payer à Frendo la somme réclamée par ce dernier ; — Dit que les mineurs Edmond et Émile Crouzet ne doivent pas cette somme à Frendo, etc.

MM. PUECH, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* ; TILLOY et Alf. DAIN, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

15 janvier 1887

Presse, réponse, injures, tiers, désignation, insertion, refus.

Est légitime le refus d'insérer une réponse à un article de journal, lorsque cette réponse contient des articulations injurieuses ou diffamatoires pour des tiers, de nature à engager la responsabilité du journal ou à provoquer de nouvelles réponses de la part de ces tiers (1).

(M. c. M.)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est de principe constant que le refus

(1) Jurisp. const. — Dall., J. G., v° *Presse - outrage*, 327, 338 ; Dall., *Code pénal annoté*, sous l'art. 13 de la loi du 25 juillet 1881, 76 et suiv. — Crim. rej., 19 juillet 1873 ; Civ. cass., 1er décembre 1875 (D. P., 77, 1, 67) ; Crim. cass., 29 mars 1884 (D. P., 85, 1, 94).

d'insérer une réponse à un article de journal se trouve fondé lorsque cette réponse contient soit des paroles offensantes pour des tiers, soit surtout des imputations de faits délictueux, paroles et imputations de nature à engager la responsabilité du journal ou à provoquer inévitablement des réponses de la part de ces tiers;

Attendu que l'acte de procédure (conclusions prises au cours d'une instance pendante devant le tribunal civil d'Alger entre M. et B.) dont M. réclame l'insertion en réponse aux articles publiés dans le journal de l'appelant renferme les passages et expressions ci-après :

1° En ce qui concerne B. (p. 10) : « Par ses manœuvres B. a » pu surprendre la bonne foi d'agents inférieurs du service » des forêts. » — (p. 11) : « Manœuvres auxquelles B. n'a pas » craint de recourir. » — (p. 16) : « B., au mépris des décisions » de justice, et dès lors de mauvaise foi, a cherché à usurper » l'exploitation et la jouissance exclusive de la chose commune. B. fait appel à la force et à la violence en convoquant » une centaine d'Arabes, en les armant de haches et de fusils. » — (p. 17) : « B. a entraîné les indigènes dans sa criminelle » attaque. »

2° En ce qui concerne le garde particulier de B. (p. 13) : « Le garde particulier de M. B., en adressant à M. une somma» tion constatée par un procès-verbal d'huissier, commettait » un double délit d'usurpation de fonctions. » — (p. 14) : « Le » garde était sans mandat et sans qualité pour exercer ses » fonctions. » — « En usurpant tant les fonctions de garde » forestier particulier que celles d'huissier, le dit serviteur à » gages a commis un délit prévu par le Code pénal. » — « Les » constatations du procès-verbal du dit garde ont fait l'objet » d'une plainte en faux adressée à M. le procureur de la Répu» blique. »

Attendu qu'un tel langage et de telles expressions contenaient incontestablement des articulations diffamatoires et injurieuses pour les tiers qu'elles visaient et qu'elles désignaient; que ces articulations étaient aussi manifestement de nature à provoquer de nouvelles réponses étendues de la part de ces tiers;

Attendu qu'en refusant, dès lors, d'insérer dans son journal les dites conclusions de M., l'appelant n'a point contrevenu aux dispositions de l'art 13 de la loi du 25 juillet 1881 ; — Qu'il est demeuré dans les limites de son droit; — Attendu que c'est donc à tort qu'à raison de son refus les premiers juges lui ont fait application de pénalités qu'il n'avait point encourues; — Attendu, dès lors, que la demande de M. en dommages-

intérêts et ses conclusions à fin d'insertion du jugement à intervenir n'avaient pas leur raison d'être;

Par ces motifs : — Infirme le jugement dont est appel (Trib. corr. d'Alger, 8 oct. 1886) ; — Décharge l'appelant des condamnations tant pénales que civiles prononcées contre lui par le dit jugement, etc.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.-rap.;* WURTZ, *av. gén.;* PASSÉRIEU, *av.*

CONSEIL DE RÉVISION D'ALGER

25 novembre 1886

Conseil de guerre, circulaire ministérielle, opinion du président manifestée pendant les débats, nullité du jugement.

Le fait par le président d'un conseil de guerre d'émettre publiquement, au cours des débats, son opinion personnelle sur le bien fondé d'une circulaire ministérielle, réglementant le mode de poursuite en matière d'ivresse publique, peut influer sur la décision des juges et doit, par suite, entraîner la nullité du jugement (C. just. mil., art. 131, § 5).

(Canet)

Annulation en ce sens d'un JUGEMENT rendu par le 2e CONSEIL DE GUERRE de la division d'ORAN qui avait condamné le nommé Canet (Jean), soldat au 2e régiment de zouaves, à la peine de 6 jours de prison pour ivresse manifeste et publique.

MM. le gén. DE NOVION, *prés.;* command. MÉTRAL, *rap.;* maj. SOULERY, *com. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

29 mars 1886

Servitude, action négatoire, preuve, jours, mitoyenneté, acquisition.

Les héritages étant, en principe, présumés francs et libres de toutes servitudes, le défendeur à l'action négatoire, quoique en possession de la servitude faisant l'objet du litige, doit prouver qu'il en a acquis la propriété suivant les modes admis par la loi.

Spécialement, celui qui prétend avoir le droit d'exercer une servitude de vue doit, en l'absence de titre, établir que ce droit lui appartient depuis plus de 30 ans; à défaut de cette preuve, le propriétaire de l'héritage voisin est fondé à acquérir la mitoyenneté du mur séparatif des deux fonds et à supprimer les jours qui y ont été pratiqués. (C. civ., art. 690) (1).

(Bou Gouffa c. Ben Ouataf)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation, par fausse application, des articles 661, 676, 677 du Code civil, violation des articles 690 et 1315 du même Code, de l'article 23 du Code de procédure civile;

Attendu, en droit, que la loi consacre la liberté des héritages;

Attendu, en fait, qu'il résulte de l'arrêt attaqué que l'action formée par Ben Ouataf contre Bou Gouffa avait pour but de faire condamner celui-ci à supprimer des ouvertures, ou droits de jour ou de vue, qui existaient dans le mur de sa maison; que Bou Gouffa avait demandé à faire la preuve que ces ouvertures, qui donnaient sur l'héritage de Ben Ouataf, existaient depuis plus de 30 ans;

Attendu que la Cour d'Alger (2e Ch., 7 février 1885), ayant reconnu, ensuite de toutes les vérifications par elle prescrites, que cette preuve n'avait pas été faite et n'était pas même susceptible de l'être, déclare que la possession actuellle de Bou Gouffa ne pouvait suffire pour établir sa prétention à la servitude revendiquée; que, dès lors, l'arrêt attaqué a ordonné la fermeture des jours en litige; — Qu'en statuant ainsi, l'arrêt a fait une juste application de l'art. 690 du C. civil et n'a violé aucune autre disposition de loi;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. BÉDARRIDES, *prés.*; BÉCOT, *rap.*; CHEVRIER, *av. gén.*

---

(1) Conf. Aubry et Rau, t. II, p. 398 (4e édit.), § 219, note 43; Laurent t. VIII, p. 343; Demolombe, t. XII, p. 957; — Req. rej., 20 avril 1870 (D. P., 72, 1, 244).

COUR D'ALGER (2e Ch.)

Preuve, convention, Français, indigène musulman, loi française, loi musulmane, application. — Gestion d'affaires, indemnité.

Dans les contestations entre Français ou Européens et indigènes, le juge ne doit user qu'avec une prudente réserve de la faculté que lui confère l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 d'appliquer la loi française ou celle du pays, selon la nature de l'objet en litige et la teneur de la convention, ou, à défaut de convention, selon les circonstances et l'intention présumée des parties.

Spécialement, s'agissant d'une demande tendant à la rémunération du concours apporté à une vente d'immeubles consentie par un indigène, il n'y a pas lieu d'admettre le demandeur français à prouver par témoins les engagements que l'indigène aurait contractés envers lui, alors que les actes préliminaires de la vente et que la vente elle-même ont été constatés par écrit, et que le demandeur n'avait aucune raison de ne pas se conformer aux prescriptions de la loi française en matière de preuve (1re espèce).

De même, s'agissant d'une demande en paiement d'honoraires intentée contre un indigène par un Français, agent d'affaires de profession, pour rémunération de son entremise dans des négociations d'emprunts, il est invraisemblable que le demandeur ait entendu, en ce qui le concerne, contracter selon la loi musulmane.

Le § 4 de l'art. 37 précité n'a d'ailleurs été édicté que pour venir en aide à l'ignorance des contractants indigènes. Le demandeur ne saurait donc utilement arguer à son profit, dans la cause, de l'ignorance de la loi française en matière de preuve, ni se prévaloir de la disposition susvisée à l'effet de prouver par témoins l'existence d'une convention dont l'objet excède 150 francs (2e espèce) (1).

---

(1) Le paragraphe 4 de l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 a été emprunté à l'ordonnance du 28 février 1841, qui elle-même a reproduit, sur ce point, la disposition de l'art. 31 § 2 de l'ordonnance du 10 août 1834. Ce paragraphe a été abrogé par l'art. 74 du décret du 10 septembre 1886, sur la justice musulmane. Les conventions intervenues depuis ce décret entre Européens et Musulmans et les contestations qui peuvent en être la suite sont donc exclusivement régies par la loi française, et la preuve offerte par l'une ou l'autre des parties ne peut l'être que conformément à cette loi.

Toutefois le concours apporté par le demandeur à la réalisation des emprunts peut être considéré comme se rattachant

---

Ce n'est que dans le jugement des contestations personnelles mobilières entre seuls Musulmans que le juge, tout en appliquant la loi française, tiendra compte, pour l'admission de la preuve, des coutumes et usages des parties. (Même décret, art. 2.)

L'admissibilité d'un mode de preuve s'appréciant d'après la loi sous l'empire de laquelle a eu lieu le fait qu'il s'agit de prouver (Req., 7 juillet 1874, D. P., 76, 1, 430; Demolombe, t. I, § 54; Laurent, t. I, § 230), la disposition abrogée de l'art. 37 continuera d'être applicable lorsqu'il s'agira de conventions ou de faits juridiques qui seraient intervenus antérieurement au décret du 10 septembre 1886.

Cette disposition doit-elle être entendue en ce sens que l'indigène seul pourra être admis à se prévaloir de la loi de son pays et à offrir la preuve par témoins dans les cas où la loi française exige une preuve écrite?

On cite comme ayant résolu affirmativement la question un ancien arrêt de la Cour qui a refusé d'admettre une preuve testimoniale offerte par le colitigant français contrairement aux prescriptions de l'art. 1341 du Code civil. Mais cet arrêt n'a pas la portée doctrinale que l'on pourrait être tenté de lui attribuer.

« Considérant, en fait, dit la Cour, que le 21 octobre 1836 Ismaël el Hanéfi » a vendu à l'israélite Messlati une maison sise à Alger, rue Bab-el-Oued, » n° 278, moyennant le prix de 250 francs de rente perpétuelle; — Considé- » rant que Bouyer, agissant tant en son nom personnel que comme cession- » naire de Félix Nouvelle, alors son associé, a soutenu devant les premiers » juges que Messlati avait acquis la maison litigieuse dans un intérêt com- » mun, et que, si leurs noms n'avaient pas été expressément énoncés dans » l'acte d'acquisition, ce silence avait sa cause dans la volonté du More » vendeur que sa propriété ne fût pas transmise à des Chrétiens;

» Considérant que le premier juge a cru devoir admettre Bouyer à faire » preuve de ce fait et de tous autres à l'appui, et ensuite, sur le fondement » des témoignages recueillis, faire droit aux conclusions définitives de » Bouyer;

» Mais considérant qu'aux termes de l'art. 1341 du Code civil, il n'est » reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni » sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, » encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de 150 francs;

» Considérant qu'il n'existe dans la cause aucune des circonstances pour » lesquelles le législateur a exceptionnellement autorisé la dérogation à ces » règles;

» Considérant d'ailleurs que les dispositions spéciales de la législation » réglant l'administration de la justice en Algérie, et qui déclarent la preuve » testimoniale admissible dans toute espèce de contestation entre indi- » gènes, ne sauraient être invoquées avec succès, les parties en la cause » n'étant pas exclusivement indigènes, l'admission de la preuve offerte par » un Français étant au surplus contestée par son colitigant israélite indi- » gène (*);

(*) Antérieurement au décret du 24 octobre 1870, la dénomination d'*indigène* comprenait à la fois l'Israélite et le Musulman. (Req. rej., 4 juillet 1865).

à l'existence d'un quasi-contrat de gestion d'affaires, prouvé par les documents et les circonstances de la cause; et celui dont l'affaire a été gérée doit indemniser le gérant de ses dépenses utiles ou nécessaires (2e espèce) (1).

» Par ces motifs : — Infirme, etc. »

(Alger, 20 janvier 1842. — *Messlati c. Bouyer.* — MM. DUBARD, *prés.*; D'AVERTON, *av. gén.*; MONTAGNE et FLORENS, *déf.*).

L'arrêt, on le voit, déclare tout d'abord que les circonstances de la cause ne permettent pas de déroger aux règles du Code civil en matière de preuve. Cette seule considération suffisait pour légitimer le rejet de la preuve offerte. Mais l'arrêt va plus loin et déclare la preuve testimoniale inadmissible, en se fondant sur ce que les parties n'étaient pas l'une et l'autre indigènes. Ce motif, il faut bien le dire, n'était rien moins que la négation pure et simple de la disposition spéciale de l'ordonnance de 1841 reproduite dans l'art. 37 de l'ordonnance de 1842. Quant à ce fait que le colitigant indigène s'opposait à la preuve par témoins, devait-il par lui-même et en droit entraîner le rejet de cette preuve? Interpréter l'ordonnance en ce sens, c'était ajouter à un texte conçu en termes généraux et distinguer là où l'ordonnance ne distingue pas.

La Cour a, dans un arrêt plus récent, affirmé le principe de la réciprocité en cette matière.

« La contestation, dit l'arrêt, s'agitant entre un Européen et un indigène » musulman, aux termes de l'art. 37 de l'ordonnance de 1842 l'indigène » pourrait être autorisé, s'il alléguait l'existence d'une convention verbale » entre lui et l'Européen, à en faire la preuve soit par témoins, soit par » présomptions. Par réciprocité ce même droit doit être reconnu au profit » de l'Européen. » (Alger, 3 juin 1868. — *Schiaffini c. Bel Kadi.* — MM. PIERREY, *prem. prés.*; DURAND, *av gén.*; ROBE et CHÉRONNET, *av.*).

L'arrêt du 26 décembre 1884 ci-dessus rapporté admet, lui aussi, que l'Européen est recevable, en principe, à réclamer à son profit l'application de la loi musulmane, puisque c'est uniquement à raison des circonstances de fait que la Cour s'est refusée à appliquer cette loi dans la cause.

(1) Dans la seconde espèce, et d'après les termes de l'arrêt, le demandeur prétendait n'avoir agi que comme mandataire et réclamait une commission stipulée, disait-il, à titre d'honoraires. La Cour, écartant le mandat, déclare qu'il y a eu gestion d'affaires. Or, la gestion d'affaires suppose l'action pour autrui sans l'ordre ou le consentement de celui pour qui l'affaire a été gérée. Le mandat, par suite, ne peut se transformer en gestion d'affaires que si le mandataire a fait autre chose que ce qui était porté au contrat.

D'un autre côté, il n'y a pas de salaire dans le quasi-contrat de gestion d'affaires. Le gérant qui a bien administré a simplement droit au remboursement de ses dépenses utiles et nécessaires. Un arrêt, rapporté par Laurent, t. XX, § 331, avait alloué une indemnité à un gérant par ce motif que, sous l'expression de « dépenses utiles », l'art. 1375 comprendrait une indemnité à raison des peines et soins du gérant. « Comment, dit Laurent, qua» lifier de dépenses ce qu'un gérant n'a pas dépensé, ce qu'il réclame à » titre de salaires? »

Si l'un des caractères de la gestion d'affaires fait défaut, si, par exemple,

PREMIÈRE ESPÈCE

26 décembre 1884

(Tahar ben Maiza c. F...)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que F... se prévaut à son profit de l'ordonnance du 26 septembre 1842, mais que cette ordonnance ne saurait recevoir d'application dans la cause; — Que son art. 37 est ainsi conçu *in fine :* « Dans les contestations entre Français ou étrangers et indigènes, la loi française ou celle du pays est appliquée, selon la nature de l'objet en litige, la teneur de la convention, et, à défaut de convention, selon les circonstances de la cause ou l'intention présumée des parties; » — Attendu que cette disposition permet, sans doute, aux tribunaux français d'appliquer entre Français et indigènes la loi musulmane, et, dès lors, d'accueillir la preuve testimoniale dans des cas où la loi française la prohibe; — Mais attendu qu'il ne doit être fait usage d'une telle faculté qu'avec une réserve prudente; qu'il ne faut pas perdre de vue que la preuve par témoins demeure toujours une preuve dangereuse et suspecte;

Attendu que dans l'espèce, et eu égard aux circonstances qui s'y présentent, il ne convient pas de l'admettre; — Attendu, en effet, que F... n'avait aucune raison de ne pas

---

l'immixtion dans les affaires d'autrui s'est produite sans nécessité ou utilité évidente, on accorde alors l'action *de in rem verso,* qui suppose, elle aussi, des engagements pris ou des dépenses faites pour autrui, et permet à celui qui l'exerce de se faire rembourser ses avances dans la mesure du profit qui en est résulté.

Donc, celui qui s'est entremis pour autrui ne saurait puiser dans le seul fait de cette entremise, même utile, le droit d'exiger une rémunération. Des arrêts ont toutefois apporté un tempérament à ce que la rigueur des principes en cette matière pourrait avoir de contraire à l'équité. Il a été jugé notamment que le concours apporté par une personne à une négociation, et consistant en démarches et indications, autorisait cette personne à réclamer une rémunération en rapport avec ses peines et soins. (Req., 8 août 1871, D. P., 71, 1, 240). Mais cet arrêt se refuse à voir une gestion d'affaires dans les faits qui servaient de base à la demande, et, suivant l'observation de l'arrêtiste, semble plutôt l'application de cette règle, admise en jurisprudence, que des services rendus sont une cause suffisante d'obligation pour celui qui les a reçus. V. Bordeaux, 7 juin 1841 (D. P., 42, 2, 7); Caen, 19 mai 1841, 10 juillet 1854 (D. P., 41, 2, 252, et 55, 2, 162).

A. L.

s'astreindre aux prescriptions de la loi française pour établir le titre de sa prétendue créance; — Que les actes préliminaires à la vente des propriétés de Si Tahar, comme la vente elle-même, auxquels il a participé, ont été constatés par des écrits authentiques ou privés; — Que l'existence de son droit à une rémunération était contemporaine de l'existence de ces actes qui en étaient le prétexte; — Qu'il est impossible qu'il n'ait pas pris à ce même moment la précaution de se procurer et de retenir une preuve littérale des engagements personnels importants que Si Tahar contractait envers lui; — Que l'absence de tout écrit à cet égard permet de supposer qu'en réalité aucun engagement de cette nature n'a eu lieu;

Par ces motifs : — Confirme le jugement dont est appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* RACK, *av. gén.;* CHÉRONNET et HURÉ, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

—

22 mai 1886

—

(David Touati c. Hamou ben Yahia)

ARRÊT

LA COUR. — Attendu qu'il est allégué par David Touati que, dans le cours des années 1881 et 1882, il a fait dans l'intérêt du dit sieur Hamou ben Yahia un certain nombre de démarches ayant pour but la réalisation d'emprunts importants; que suivant convention intervenue entre eux il avait été stipulé qu'une rémunération de 5 % sur le montant des dits emprunts lui serait allouée, et que, pour cette cause, il lui est dû, aujourd'hui, une somme de 9,500 francs; — Attendu que l'existence de cette convention est formellement déniée par Hamou ben Yahia; — Qu'aucune preuve écrite n'en est rapportée; — Que Touati offre sans doute de l'établir par témoins; — Mais que, les obligations que comprend cette convention étant d'une valeur supérieure à 150 francs, la dite offre demeure inadmissible;

Attendu que vainement, pour faire accueillir ses prétentions à ce sujet, le dit sieur Touati se prévaut des dispositions de l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et de celles aussi de l'art. 1347 du Code civil;

Attendu que le dit art. 37 porte à la vérité que dans les contestations entre Français et indigènes la loi française ou celle

du pays est appliquée; — Mais attendu que ce même article n'indique et ne commande cette application que selon la nature de l'objet en litige, la teneur de la convention, ou, à défaut de convention, selon les circonstances et l'intention présumée des parties; — Attendu qu'il est invraisemblable que dans des opérations de la nature de celles dont s'agit au procès, Touati ait pu entendre, en ce qui le concerne, contracter avec le sieur Hamou ben Yahia suivant les règles de la loi musulmane; — Attendu, d'ailleurs, que les dispositions de l'article invoqué n'ont été faites que pour venir en aide à l'ignorance des contractants indigènes; — Que Touati, agent d'affaires de profession, israélite naturalisé Français depuis 1870, ne saurait utilement arguer à son profit de l'ignorance de la loi française en matière de preuve; — Qu'il doit être présumé, au contraire, avoir connu toutes les prescriptions et toutes les exigences de cette loi en pareil cas; — Qu'il devait donc s'y soumettre et, par suite, se prémunir d'un écrit pour établir la preuve d'une convention dont la valeur excédait 150 francs;

Attendu que l'art. 1347 ne qualifie de commencement de preuve par écrit que l'acte qui rend vraisemblable le fait allégué; — Attendu que la lettre du 8 octobre 1881, émanée de Hamou ben Yahia, et que Touati produit dans la cause, n'a pas pour la Cour cette portée;

Attendu, néanmoins, que l'action du dit opposant ne saurait être purement et simplement repoussée; — Que la rigueur de la décision des premiers juges, qui rejette cette action d'une manière absolue, blesse en cela l'équité; — Qu'il résulte des documents versés au procès que Touati s'est, au vu et su du sieur Hamou ben Yahia, immiscé dans ses affaires, qu'il a, par ses démarches, concouru à la réalisation des emprunts contractés par ce dernier au Comptoir d'escompte et au Crédit algérien, qu'il a assisté l'inspecteur en second de ces établissements dans la visite des propriétés de l'emprunteur, qu'il a fourni ensuite à celui-ci sa signature pour lui faciliter l'exécution des emprunts; — Attendu que, si ces agissements ne peuvent apparaître, en l'état, comme se rapportant nécessairement à l'exécution de la convention invoquée, ils doivent être considérés, tout au moins, comme se rattachant à l'existence d'un quasi-contrat de gestion d'affaires dont la preuve s'induit des circonstances de la cause; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1375 du Code civil, le maître dont l'affaire a été bien gérée doit indemniser le gérant des dépenses utiles et nécessaires qu'il a faites pour le compte et dans l'intérêt de celui-ci; — Attendu que la Cour trouve dans les documents de la cause les éléments nécessaires pour déterminer le quantum de l'in-

demnité due à cet égard au sieur Touati; — Qu'il convient de fixer à 300 francs la dite indemnité;

Par ces motifs : — Rapporte l'arrêt de défaut du 8 novembre 1884; — Statuant à nouveau : — Rejette comme inadmissibles les offres de preuves; — Fixe néanmoins à la somme de 300 francs le chiffre de l'indemnité due à Touati pour les causes susspécifiées; — Condamne, en conséquence, Hamou ben Yahia à lui payer la dite somme de 300 francs pour ces causes, avec intérêts de droit à compter du jour de la demande; — Déboute Touati du surplus de ses fins et conclusions etc.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* WÜRTZ, *subst. du proc. gén.;* MALLARMÉ et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 décembre 1886

Divorce, femme, nom du mari, interdiction, pouvoir des tribunaux.

Les tribunaux peuvent, en appréciant les circonstances de la cause, interdire à la femme divorcée de porter le nom de son mari (1).

---

(1) La question de savoir si les tribunaux ont le droit d'interdire à la femme divorcée le nom de son mari suppose résolues, dans le sens de l'affirmative, les deux controverses suivantes : 1° l'usage en vertu duquel les femmes mariées portent le nom de leur mari a-t-il le caractère d'une règle de droit? 2° les femmes divorcées conservent-elles ce nom?

Si l'on décide, sur le premier point, que la femme mariée ne prend le nom de son mari qu'en vertu d'une coutume générale qui n'a pas force de loi, il en résultera logiquement qu'une fois le divorce prononcé, les juges n'auront pas à la priver du droit de le porter. Ce droit, elle ne l'a jamais eu.

Si, au contraire, l'on part du principe que le droit pour la femme de porter le nom de son mari est un des effets civils du mariage, on aboutit à cette conséquence nécessaire que ce nom disparaîtra par le fait même de la dissolution : les tribunaux n'auront donc pas la peine d'en prononcer la déchéance.

Quoiqu'il en soit, l'arrêt rapporté décide, sans en donner d'ailleurs de motifs, qu'il appartient aux juges d'apprécier si la femme peut être déclarée déchue du droit de conserver le nom de son mari : c'est la règle qui se dégage de sa décision.

(O.... c. O....)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'appel incident :

Considérant que cet appel est justifié; que les faits relevés contre l'appelante font craindre à juste titre qu'en conservant son nom de femme mariée, elle n'y attache une déconsidération nuisible à l'intimé et à ses enfants;

Par ces motifs : — Fait défense à la dame O.... de porter le nom de.... etc.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* RACK, *av. gén.;* CHÉRONNET et MALLARMÉ, *av.*

Il semble bien, si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi du 27 juillet 1884, que cette solution est conforme à l'intention du législateur. Devant la Chambre des députés (séance des 15 et 17 juin 1882), on avait proposé l'addition suivante à l'art. 295 du Code civil : « La femme divorcée ne pourra, à dater de la prononciation du divorce dans les formes prescrites par l'art. 294, porter le nom de son mari. » L'amendement fut combattu. Si le divorce, dit-on, doit entraîner en principe la suppression complète de tout ce qui a été commun entre les époux, même du nom, la règle, appliquée d'une manière trop absolue, pourrait aboutir dans certains cas à une véritable injustice. Ainsi, il existe un grand nombre de fonds de commerce qui portent le nom du mari, et qui, en fait, sont dus à l'intelligence et à l'activité de la femme. Supposez que la liquidation qui suit le divorce attribue à la femme, pour la couvrir de ses reprises, le fonds de commerce dont le nom commercial, qui fait sa valeur, est le nom du mari : faudra-t-il qu'elle supprime ce nom ? Ce peut être absolument injuste. Il vaut mieux laisser la solution à l'appréciation des tribunaux. — Dès lors, l'amendement fut repoussé.

Ainsi, les rédacteurs de la loi de 1884 ont voulu s'abstenir de tout principe absolu en la matière, pour s'en remettre, sur une question toute de fait, à la sagesse des magistrats.

Voyez, en ce sens : trib. de Toulouse, 18 mai 1886 (Sir., 86, 2, 119) et la note; Coulon, Faivre et Jacob, *Manuel formulaire du divorce,* 2e éd., p. 329; Goirand, *Traité prat. du divorce,* p. 192; Vraye et Gode, *Le divorce et la séparation de corps,* p. 819; Carpentier, *Traité théor. et prat. du divorce,* n° 329, p. 268; Curet, *Code du divorce et de la séparation de corps,* p. 216; — Voyez, en sens divers : Fuzier-Herman, *Du nom de la femme mariée* (Journal *La loi* du 25 mars 1885), et *Code civ. annoté,* sur l'art. 295, appendice nos 5 et 6; Frémont, *Traité prat. du divorce,* p. 180; Laurent, *Princ. de dr. civ.*, t. III, n° 329.

Un projet de loi voté par le Sénat (18 janvier 1887) tranche formellement la question, en complétant ainsi l'art. 299 du Code civil : « Par l'effet du divorce, chacun des époux reprend l'usage exclusif de son nom. »

R. P.

COUR D'ALGER (2e Ch.)

9 janvier 1886

Notaire, mandat de vendre, nullité, vente sous conditions tacites.

Le mandat de vendre conféré au notaire chargé de dresser l'acte de vente est nul par application des art. 8 et 68 combinés de la loi du 25 ventôse an XI, et le mandant peut se refuser à réaliser le marché conclu par le notaire en exécution de ce mandat (1).

Bien que les parties soient d'accord sur la chose et sur le prix, la vente n'est pas parfaite tant que certaines conditions tacitement réservées par le vendeur ne sont pas réalisées.

---

(1) Les notaires sont souvent constitués mandataires à l'effet de vendre des propriétés : un tel mandat est-il nul si le mandataire est en même temps chargé de la rédaction de l'acte de vente ? En répondant affirmativement, ne fait-on pas dévier de leur portée et de leur but naturel les dispositions restrictives des art. 8 et 68 de la loi de ventôse an XI ? Le premier de ces textes interdit aux notaires de recevoir des actes dans lesquels leurs parents ou alliés seraient parties, ou qui contiendraient des dispositions en leur faveur, et le second déclare nuls les actes dressés au mépris de cette défense, à moins qu'ils ne portent les signatures de toutes les parties, car ils auraient alors la valeur d'actes sous-seing privé. Par un argument *a fortiori*, la doctrine et la jurisprudence étendent unanimement la nullité aux actes qui intéressent non plus les parents ou alliés du notaire, mais le notaire rédacteur lui-même. — V. ordonnance du 4 janvier 1843, art. 12; — Clerc, *Traité général du notar. et de l'enregist.*, t. I, nos 547 et 548; Cass., 20 janvier 1874 (Sir., 74, 1, 110); Cass., 27 novembre 1876 (Sir., 77, 1, 109) et la note.

Nul comme acte authentique, l'acte qui intéresse le notaire rédacteur peut-il valoir comme sous-seing privé? La question est controversée et la Cour suprême s'est prononcée, au moins une fois, pour la négative (arrêt de 1874 ci-dessus rapporté), mais peut-être s'est-elle décidée par des motifs indépendants de la contravention à la loi de ventôse an XI. Quoiqu'il en soit, le but manifeste des prohibitions législatives est d'enlever aux actes intéressant le notaire, ses parents ou alliés le caractère d'actes authentiques, la force probante ne pouvant être imprimée que par un officier public entièrement désintéressé; c'est l'application de la maxime : « *Nemo testis idoneus in re sua.* »

L'espèce soumise à la Cour tombait-elle sous l'application de ces principes? On peut le contester. Si le débat eût porté sur la validité du titre authentique rédigé par le notaire, alors que celui-ci avait participé au contrat en qualité de mandataire, on aurait pu se demander si le cumul de ces deux rôles constituait un intérêt personnel suffisant pour justifier la nullité du

Spécialement, le mari qui a entendu subordonner un projet de vente au consentement de sa femme et à sa comparution chez le notaire pour la rédaction de l'acte authentique est libre de se dédire tant que ces conditions ne sont pas remplies (1).

---

titre. Même en admettant la nullité, il eût été peut-être difficile de permettre au mandant de se dédire et de méconnaître le marché conclu en exécution de ses ordres, car la vente n'est pas un de ces actes pour lesquels la loi exige *ad solemnitatem* la rédaction d'un acte authentique et qui ne peuvent survivre à la nullité de l'écrit qui les constate. Mais tel n'était pas le procès. L'acte de vente n'existait pas encore, et il ne pouvait pas être question de lui enlever soit l'authenticité, soit la force probante d'acte sous-seing privé; il s'agissait d'annuler le marché même conclu par le notaire conformément aux instructions de son client. Or, si les principes énoncés plus haut rejettent l'acte probatoire *(instrumentum)* quand l'impartialité de l'officier public est mise en péril, ils ne visent pas le contrat, que le notaire peut librement conclure pour son compte ou au nom d'autrui. Admettre la nullité d'un mandat conféré à un notaire par le motif que le même notaire pourrait être plus tard chargé de donner la forme authentique aux actes faits en exécution du mandat, n'est-ce pas sortir de la lettre des textes dans une matière de stricte interprétation? On pourrait se demander si ce n'est pas également se placer en dehors de leur esprit? Les prohibitions législatives ont pour but de protéger les tiers contre les abus de pouvoir des notaires, qui pourraient être tentés de faire servir leurs fonctions à leurs propres intérêts ou à ceux de leur famille, tandis que l'interprétation donnée par l'arrêt fournirait au mandant le moyen de se dédire d'un marché sur lequel l'autre partie a pu légitimement compter.

En fait, les notaires jouent fréquemment le rôle de mandataires dans les actes de vente, et nous ne relevons pas de décisions judiciaires à l'encontre de cette pratique, même pour le cas où les actes sont ensuite rédigés par le même officier public. Il est même de jurisprudence constante que le notaire est considéré comme mandataire responsable, lorsqu'au lieu de se borner à dresser l'acte, il a dirigé lui-même les négociations. V. notamment en ce sens : Bourges, 22 août 1877, *Rev. not.*, 77, n° 6586; Cass., 2 juillet 1878, *Rev. not*, 78, n° 5708; Besançon, 20 juillet 1883, *Rev. not.*, 83, n° 6720.

(1) La vente, comme tout contrat, peut être subordonnée à l'approbation d'un tiers ou même à la rédaction d'un écrit. Il est à remarquer toutefois, en ce qui concerne cette dernière réserve, que les auteurs en général estiment qu'elle doit faire l'objet d'une déclaration formelle et explicite; car, la simple stipulation d'un écrit n'a pas ordinairement d'autre portée que d'assurer aux parties un moyen de preuve. V. notamment dans ce sens : Pothier, *Des obligations*, n° 11; Aubry et Rau, *Cours de droit français*, t. IV, p. 293, texte et notes; Troplong, *De la vente*, t. I, n° 19; Laurent, *Principes de droit civil français*, t. XV, n° 449, t. XXIV, n°s 128 et suiv. Cependant, il peut résulter des circonstances de la cause que les parties ont entendu ne considérer le contrat comme parfait qu'à cette condition. V. notamment Demolombe, *Traité des contrats*, t. XXIV, n° 36.

G. PRÉVOT-LEYGONIE.

(Héritiers Cortade c. Bel)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, le 7 octobre 1881, Cortade écrivait d'Affreville à Me Chazerand, notaire à Milianah : — « Je vous » autorise à vendre ma propriété de Lavarande pour la somme » de 28,000 francs, payable après les formalités voulues par la » loi, à condition que l'acquéreur continuera les baux de » certaines terres et maison qui sont louées pour deux ans à » partir du 1er octobre 1881, et qu'il en touchera les loyers à » partir de la dite époque. »

Attendu que, deux jours après, le 9 octobre 1881, suivant lettre du dit jour, Me Chazerand faisait connaître à Cortade qu'il avait vendu, aux conditions indiquées, les immeubles dont s'agit; — Attendu toutefois que, postérieurement à cet avis, le 11 octobre seulement, Bel annonçait à Me Chazerand qu'il acceptait les conditions de la vente que celui-ci lui avait proposées;

Attendu que, le 22 octobre, Cortade informait à son tour Me Chazerand qu'il n'entendait pas donner suite à son projet de vente; — Attendu que, soutenant alors que l'acceptation du 11 octobre 1881 avait rendu le contrat définitif entre Cortade et lui, Bel faisait assigner ce dernier devant le tribunal de Blida en réalisation du dit contrat;

Attendu que les premiers juges ont, dans le dispositif de leur décision, statué ainsi qu'il suit sur les prétentions de Bel :

« Le tribunal dit et ordonne que, dans la huitaine de la signi- » fication du présent jugement, Cortade sera tenu de se pré- » senter en l'étude de Me Chazerand, notaire à Milianah, et d'y » passer acte authentique de la vente qu'il a consentie à Bel, » le 7 octobre 1881, et que celui-ci a acceptée le 11 aussi du » même mois, et ce aux prix, charges, clauses et conditions » susénoncées; — Dit qu'à défaut par lui de ce faire, le pré- » sent jugement tiendra lieu d'acte de vente à Bel; — Autorise, » en conséquence, ce dernier à se mettre en possession des » immeubles vendus par toutes les voies de droit et au besoin » *manu militari;* — Condamne, enfin, Cortade à 200 francs de » dommages-intérêts et aux dépens. »

Attendu que ce jugement ne saurait être maintenu par la Cour; — Attendu, en effet, que le contrat invoqué par Bel ne s'est point consommé, soit à défaut d'un pouvoir suffisant en la personne du mandataire de Cortade, soit par le fait même de la renonciation de ce dernier à son projet de vente avant

l'accomplissement des conditions auxquelles l'existence de cette vente se trouvait implicitement subordonnée dans la pensée des parties;

Attendu que la lettre du 7 octobre 1881 ne pouvait constituer aux mains de Me Chazerand le mandat de vendre; qu'un tel mandat, conféré à cet officier ministériel, chargé en même temps de la rédaction de l'acte authentique, eût été nul aux termes des art. 8 et 68 combinés de la loi du 25 ventôse an XI; que cette lettre du 7 octobre 1881 ne contenait, en réalité, pour le notaire que le mandat, habituellement donné en pareil cas, de rechercher, dans sa clientèle, à des clauses et conditions déterminées, un acquéreur des propriétés à vendre, pour, ce vendeur et cet acheteur mis en présence et les conventions définitivement débattues et arrêtées entre eux, fixer ensuite en la forme authentique ces mêmes conditions par un acte de son ministère;

Attendu, en outre, que, suivant l'intention de Cortade, intention bien comprise de Me Chazerand, la perfection du contrat restait dans tous les cas soumise à des conditions déterminées tacitement convenues, spécialement à la comparution en l'étude du notaire de la dame Cortade, à son intervention dans l'acte, à son adhésion même au dit acte, à la rédaction, enfin, de cet acte devant le notaire; que cela résulte de la correspondance de Me Chazerand lui-même; qu'ainsi, le 9 octobre, il écrivait à Cortade: « Je fixe à samedi prochain » la signature du contrat....; la signature de la dame Cortade » est indispensable; elle devra donc monter avec vous. »

Que, le lendemain, il écrivait encore au même: « Si Madame » Cortade devait prolonger son séjour à Dellys, il faudrait » qu'elle vous envoie une procuration, car les 28,000 francs » de la vente de votre propriété seront déposés chez moi » vendredi prochain. La signature de la vente ne peut se faire » attendre. » — Que, le 18 octobre, il disait enfin: « Je fixe la » signature du contrat de vente à samedi prochain 22 courant, » à 8 heures du matin. Veuillez donc vous rendre en mon » étude ce jour-là, accompagné de Madame Cortade; votre » acquéreur s'y trouvera, car c'est d'accord avec lui que j'ai » fixé cette date. »

Attendu que jusqu'à l'accomplissement de toutes ces conditions, la vente restait, en fait, dans les termes d'un simple projet entre les parties, le vendeur demeurant libre de changer d'avis et de se dédire impunément;

Attendu qu'il est bien vrai qu'une vente est parfaite dès qu'il y a accord des parties sur la chose et sur le prix;

Attendu que les conventions font la loi des parties, et que

ces conventions doivent être exécutées suivant le sens et avec les restrictions que les parties ont entendu leur assigner; — Attendu que, dans l'espèce, il est inadmissible que le vendeur ait voulu autoriser la vente de ses immeubles dans les conditions où Me Chazerand a cru pouvoir la conclure;

Attendu, en conséquence, que c'est à tort que les premiers juges, attribuant à la lettre du 7 octobre 1881 les effets d'une promesse de vente, ont contraint Cortade à l'exécution de cette prétendue promesse; qu'il y a lieu de réformer leur décision;

Par ces motifs : — Infirme et met à néant le jugement dont est cas; — Décharge les appelants des condamnations et dispositions de ce jugement;

Statuant par décision nouvelle, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire : — Déclare Bel mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions; — Ordonne l'enregistrement de toutes les pièces visées au présent arrêt et non encore soumises à l'accomplissement de cette formalité;

Condamne Bel en tous les dépens de première instance; — Le condamne de plus en tous les dépens d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* WURTZ, *subst. du proc. gén.;* GOUTTEBARON et MALLARMÉ, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

1er février 1884

L'arrêté par lequel le gouverneur général de l'Algérie prononce l'expropriation pour cause d'utilité publique de terrains dont l'administration est déjà en possession en vertu d'un contrat d'échange ne peut porter aucune atteinte à ce contrat ni aux droits qui en résultent pour les propriétaires des terrains expropriés.

Sans doute, si le dit contrat vient à être annulé, l'indemnité d'expropriation ne pourra pas être acquittée préalablement à la prise de possession; mais il appartiendra au tribunal compétent d'en fixer le montant en tenant compte des actes et circonstances de l'espèce.

Dans ces conditions, l'arrêté d'expropriation ne porte aucun préjudice aux propriétaires des terrains expropriés, et leur recours doit être rejeté (1).

---

(1) Le contrat d'échange en vertu duquel l'État était entré en possession des terrains nécessaires à la dérivation de la Boudjimah était un contrat synallagmatique; il ne pouvait donc être rompu que par l'accord des deux

(Héritiers d'Uzer)

La construction du chemin de fer de Bône à Guelma ayant rendu nécessaire, en 1875, la dérivation de la Boudjimah, parce que le tracé de la ligne empruntait en partie le lit de cette rivière, les ingénieurs des ponts et chaussées étaient entrés d'urgence en pourparlers avec M. d'Uzer, propriétaire des terrains sur lesquels la dérivation devait être établie,

---

parties contractantes, car, s'il était annulable, comme n'ayant pas été précédé de l'expertise réglementaire et revêtu de l'approbation du Président de la République, il n'était pas nul de plein droit. Or, les requérants en demandaient le maintien, alors que l'État en demandait la rupture ou tout au moins la révision.

Pour assurer le triomphe de sa prétention, que devait faire l'État? Il pouvait, à ce qu'il semble, se borner à poursuivre l'annulation du contrat d'échange et, par voie de conséquence, le délaissement des terrains domaniaux remis aux requérants. Ou l'annulation aurait été prononcée, et les choses seraient restées dans le *statu quo*, ou elle ne l'aurait pas été, et l'État aurait immédiatement poursuivi l'expropriation des terrains occupés pour la dérivation de la Boudjimah et payé la somme à laquelle ils auraient été évalués. Il a mieux aimé prononcer l'expropriation de ces terrains, et intenter en même temps aux requérants une action en délaissement des terrains domaniaux à eux remis en vertu du contrat d'échange. La première partie de cette procédure avait l'inconvénient de conduire l'État à s'exproprier lui-même, puisqu'il en venait à exproprier des terrains dont le contrat d'échange non annulé le faisait propriétaire. A coup sûr, cette fantaisie lui était permise, et les tiers, n'étant pas lésés dans leurs droits actuels, n'avaient aucune raison d'attaquer l'arrêté d'expropriation. C'est ce que le conseil d'État fait remarquer avec beaucoup de logique, en rejetant le pourvoi des requérants.

Mais supposons que le contrat d'échange vienne à être annulé : l'arrêté d'expropriation, pris à une époque où ce contrat avait encore toute sa force, sera-t-il opposable aux requérants? L'État aura-t-il le droit de leur dire : « Il m'a plu, en 1882, d'exproprier des terrains dont un acte — irrégulier à mon avis — m'attribuait la pleine propriété. Aujourd'hui que je ne suis plus propriétaire de ces terrains, puisque l'acte en vertu duquel je les possédais vient d'être annulé, je vous oppose l'arrêté d'expropriation que j'ai pris en 1882; vous êtes dépossédés légalement, non pas depuis la date du contrat d'échange, mais depuis celle de l'arrêté. »

Cette thèse peut se soutenir. Le contrat d'échange, s'il venait à être annulé, serait censé n'avoir jamais existé: il n'aurait donc pu opérer une mutation de propriété valable. A la date de l'expropriation, ce n'était pas l'Etat, mais les requérants qui étaient, en réalité, propriétaires des terrains sur lesquels a été établie la dérivation de la Boudjimah. L'arrêté d'expropriation, régulier par hypothèse, les aurait donc dépossédés valablement.

Mais cette thèse, qui invoque l'effet rétroactif de l'annulation pour valider un acte antérieur, n'est-elle pas beaucoup trop subtile et ne choque-t-elle pas le bon sens? Est-il admissible que l'État, préjugeant la décision à

pour l'amener à céder immédiatement ces terrains. M. d'Uzer avait consenti à les échanger, sans soulte ni retour de part ni d'autre, contre des terrains domaniaux situés dans le voisinage, et une convention avait été conclue avec lui sur ces bases. Cette convention, approuvée par le gouverneur général le 21 décembre 1876, avait été suivie d'une exécution rapide des travaux. Mais le service des Domaines, chargé de régulariser l'échange dans la forme administrative, remarqua que toutes les formalités prescrites par le décret du 25 juillet 1860 n'avaient pas été remplies : l'estimation des terrains à échanger n'avait pas été faite par trois experts, et le contrat d'échange n'avait été soumis ni à l'avis du conseil de préfecture ni à l'approbation du Président de la République, bien que la valeur des biens échangés fût certainement supérieure à 10,000 fr. Il voulut faire procéder après coup à l'accomplissement de ces formalités. Mais les héritiers d'Uzer soutinrent que la convention conclue par leur

---

prendre au sujet de l'annulation, ait été fondé à se conduire comme si cette annulation eût été prononcée, alors qu'elle ne l'était pas encore? Il serait à notre avis plus rationnel de soutenir qu'à l'époque où il a rendu son arrêté, l'État n'avait pas, vis-à-vis des requérants, l'exercice de son droit d'expropriation quant aux terrains occupés par la dérivation de la Boudjimah, puisque ces terrains avaient cessé de leur appartenir. Pour recouvrer l'exercice de ce droit, il devait obtenir tout d'abord l'annulation du contrat d'échange et la remise des choses dans leur état antérieur. L'arrêté qu'il a pris auparavant n'est qu'une mesure vaine et sans portée à l'égard des tiers.

Telle est la solution à laquelle nous serions tenté de donner la préférence. Mais nous devons reconnaître que, dans la pratique, il arrive souvent qu'on soumette à l'expropriation des immeubles dont l'État, non-seulement est déjà en possession à titre de simple locataire ou de détenteur précaire (c'est, dans ce cas, une mesure indispensable), mais encore a la propriété tout au moins apparente. On y trouve l'avantage d'assurer en tout état de cause la possession de ces immeubles entre les mains de l'État, les droits des revendiquants ne pouvant plus, après l'expropriation, s'exercer que sur le prix. En thèse générale, cette pratique ne peut soulever aucune objection. Ou bien l'État est propriétaire, ou bien il ne l'est pas. S'il est propriétaire, l'expropriation est une mesure superflue, mais qui ne porte préjudice à personne ; s'il ne l'est pas, c'est une mesure nécessaire, sans laquelle il ne pourrait le devenir. Ce n'est qu'au cas particulier où, étant propriétaire apparent au moment de l'expropriation, il est évincé par la suite pour une cause quelconque, que des doutes peuvent s'élever sur la valeur et la portée de l'arrêté d'expropriation vis-à-vis des nouveaux propriétaires. Dans ce cas, nous croyons, pour les raisons ci-dessus indiquées, qu'il est prudent, une fois les droits des nouveaux propriétaires constatés, de procéder à une seconde expropriation.

L. Hamel.

auteur avec le service des ponts et chaussées était définitive et qu'il n'y avait rien à y ajouter. Le service des Domaines n'en persista pas moins dans sa manière de voir, et poursuivit l'expropriation pour cause d'utilité publique, avec prise de possession d'urgence, des terrains occupés par le canal de dérivation, en introduisant simultanément contre les héritiers d'Uzer une action en délaissement de l'immeuble domanial qui leur avait été cédé en échange.

C'est sur le POURVOI dirigé contre l'arrêté d'expropriation que le conseil d'État a statué par l'arrêt suivant :

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la loi des 7-14 octobre 1790, et celle du 24 mai 1872;

Considérant que, pour demander au conseil d'annuler l'arrêté attaqué, les héritiers d'Uzer se fondent sur ce que le gouverneur général de l'Algérie n'a pu prononcer l'expropriation des parcelles désignées au dit arrêté, sur lesquelles d'ailleurs le canal de la Boudjimah se trouve déjà construit, sans porter atteinte aux droits que les requérants tiendraient d'une convention approuvée par le gouverneur général le 21 décembre 1876, et en exécution de laquelle ils auraient cédé les dites parcelles à l'État et reçu en échange des terrains domaniaux ;

Mais considérant que les héritiers d'Uzer, qui détiennent ces derniers terrains, ne sauraient en être dépossédés que s'il était reconnu qu'ils sont mal fondés dans les droits qu'ils prétendent en vertu de la convention et de l'échange précités; que l'arrêté attaqué ne saurait avoir pour conséquence d'entraîner cette dépossession, non plus qu'être opposé aux requérants dans l'instance engagée à ce sujet;

Considérant, d'autre part, que, s'il est vrai que, dans le cas où la prétention des requérants sur les terrains à eux livrés serait rejetée, l'indemnité qui leur serait allouée ne se trouverait pas acquittée préalablement à la prise de possession par l'État des parcelles occupées par le canal, il appartiendrait, par contre, au tribunal chargé de fixer cette indemnité d'en évaluer le montant en tenant compte des actes et circonstances de l'espèce;

Que de ce qui précède il résulte que l'arrêté attaqué ne préjudicie point aux droits et ne fait pas obstacle aux prétentions des requérants, qui sont dès lors sans intérêt pour en demander l'annulation, et qu'il y a lieu, par ce motif, de rejeter leur requête ; — Rejette.

MM. LAFERRIÈRE, *prés.*; JAGERSCHMIDT, *rap.*; MARGUERIE, *com. du gouv.*; MORET, *av.*

BIBLIOTHÈQUE

COUR DE CASSATION

Promulgation en Algérie, loi nouvelle, loi ancienne, modification partielle, loi du 30 août 1883, Cour d'Alger, application. — Caution, dette solidaire, subrogation, décharge.

Les lois nouvellement promulguées en France qui ne contiennent qu'une modification partielle à une loi exécutoire en Algérie sont, à moins d'une disposition contraire, applicables à cette colonie sans qu'il soit besoin de les y publier par un décret spécial;

En conséquence, la disposition de la loi du 30 août 1883 qui, modifiant partiellement la législation sur l'organisation judiciaire, a réduit à cinq le nombre des magistrats nécessaire pour rendre arrêt, s'applique de plein droit à la Cour d'Alger, antérieurement soumise, par l'art. 3 du décret des 15-24 décembre 1858, aux mêmes règles que les Cours d'appel de la métropole en ce qui concerne la formation des Chambres, le nombre de voix nécessaire pour la validité des arrêts, le roulement des magistrats et l'ordre du service. (1re et 2e espèces)(1).

(1) Cette décision nous montre la Chambre civile obligée de réagir à son tour, comme l'ont fait déjà la Chambre des requêtes (22 juin 1886, *Revue algér.*, 1886, 2, 290) et peu après la Chambre criminelle (16 juillet 1886, *Revue algér.*, 1886, 2, 408), contre les conséquences d'un système d'interprétation que la Cour de cassation tout entière avait cependant accepté. En 1885, pour refuser aux magistrats algériens la garantie de l'inamovibilité telle qu'elle est établie par la loi du 30 août 1883, l'assemblée générale de la Cour déclarait que les seules dispositions de cette loi applicables à l'Algérie étaient celles des art. 2, 5 et 8, qui visent expressément la colonie. Depuis lors, obéissant à des considérations d'ordre supérieur, à la nécessité d'assurer le fonctionnement du service judiciaire, les différentes Chambres de la Cour de cassation ont été successivement conduites à étendre la portée d'application qu'on avait si strictement limitée. Aujourd'hui la Chambre civile et après elle la Chambre des requêtes vont jusqu'à dire que « toutes les règles relatives à la formation des Chambres, au nombre des voix nécessaires pour la validité des arrêts, au roulement des magistrats ou à l'ordre du service dans les Cours de la métropole sont applicables à la Cour d'appel d'Alger. »

En constatant ce mouvement de jurisprudence, on peut se demander si la Cour de cassation ne sera pas amenée peu à peu et presque fatalement à reconnaître que les dispositions de la loi de 1883 sont solidaires, et qu'on ne peut appliquer les unes à l'Algérie sans être entraîné à les appliquer toutes. J. C.

La disposition de l'art. 2029 du Code civil, aux termes de laquelle la caution qui a payé la dette est subrogée à tous les droits du créancier contre le débiteur, est générale et applicable même au cas où la caution d'une dette solidaire n'a cautionné qu'un seul des débiteurs;

Par suite, la caution est déchargée lorsque le créancier a renoncé à la garantie de l'autre débiteur solidaire et a rendu par là impossible la subrogation de la caution dans ses droits contre ce codébiteur. (C. civ., art. 2037.) (1re espèce.) (1)

PREMIÈRE ESPÈCE

—

Chambre civile. — 7 mars 1887

—

(De Vialar c. Compagnie d'assurances *Le Phénix*)

En 1872, la Compagnie d'assurances *Le Phénix*, qui avait pour gérant à Alger le sieur Vignal, exigea des garanties de celui-ci pour le maintenir dans ses fonctions. Vignal consentit à s'adjoindre comme cogérant un sieur Malassagny, cautionné par la dame Malassagny sa mère, et il offrit de se faire cautionner personnellement lui-même par le baron de Vialar.

La Compagnie se montrant disposée à accepter ces propositions, il fut formé entre Vignal et Malassagny, par acte du 31 décembre 1872, une société à participation égale pour la direction de la Compagnie d'assurances *Le Phénix* et la gérance d'immeubles en Algérie. Le 1er janvier suivant, la Compagnie *Le Phénix* nomma Vignal et Malassagny cogérants de l'agence d'Alger. Le 9 du même mois, M. de Vialar s'engagea à garantir les dettes que M. Vignal pourrait contracter comme gérant; l'acte unilatéral qui contenait cette obligation n'était pas écrit par M. de Vialar; il portait seulement sa signature précédée de ces mots: *lu* et *approuvé*, sans autre indication. Peu de temps après fut également réalisé le cautionnement solidaire de Mme Malassagny mère pour les dettes éventuelles de son fils. L'agence fut gérée conjointement par Vignal et Malassagny jusqu'au mois de juin 1879. A cette époque, Malassagny crut devoir cesser ses fonctions de cogérant, et sa retraite fut acceptée par la Compagnie, qui laissa la gérance à Vignal seul; le 5 juin 1879, quittance définitive fut donnée à Malassagny et à sa caution, sans que,

---

(1) C'est la première fois que la Chambre civile est appelée à se prononcer sur cette importante question. V. *seq.* la doctrine et la jurisprudence dans le rapport de M. le conseiller Guérin.

au dire de M. de Vialar, il fût donné avis à celui-ci des modifications ainsi apportées aux rapports de la Compagnie avec ses gérants et aux rapports des gérants entre eux. Resté seul à la tête de l'agence, Vignal fut, en 1882, relevé de ses fonctions. Appelé à rendre ses comptes, il se reconnut débiteur envers la Compagnie d'une somme de 86,518 fr. par acte notarié du 7 octobre 1882. Le 17 juin 1883, il fut déclaré en état de faillite par le tribunal de commerce d'Alger, et l'ouverture fut reportée au 5 septembre précédent.

Dès le 28 octobre 1882, la Compagnie avait assigné M. de Vialar comme caution devant le tribunal d'Alger en paiement de la dette de Vignal. En réponse à cette assignation, le baron de Vialar soutint que l'acte de cautionnement portant sa signature était nul comme contraire aux dispositions de l'art. 1326 du Code civ. sur la rédaction des actes unilatéraux sous seing privé; qu'au surplus, cet acte fût-il valable, le cautionnement était nul, aux termes de l'art. 2037 du même code, qui porte que la caution est déchargée lorsque la subrogation aux droits hypothécaires et privilégiés du créancier ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution. Le tribunal rendit un jugement qui ne satisfit aucune des parties. M. de Vialar interjeta appel principal, et, de son côté, la Compagnie *Le Phénix* forma appel incident. — Devant la Cour, M. de Vialar prit des conclusions par lesquelles il demandait qu'il fût dit que le cautionnement avait été donné en vue de la cogérance Vignal-Malassagny; qu'il avait pris fin avec elle; qu'il y avait eu une véritable novation; que la décharge donnée à Malassagny libérait la caution; subsidiairement, qu'elle avait été, en tout cas, libérée par application de l'art. 2037, la subrogation dans les droits du créancier contre Malassagny n'étant plus possible.

La Cour rendit, le 15 juin 1885, un arrêt par lequel, faisant droit à l'appel incident, elle condamnait M. de Vialar à payer à la Compagnie *Le Phénix* la totalité de la dette Vignal, c'est-à-dire la somme de 86,518 francs.

Pourvoi en cassation par M. de Vialar :

1° Violation de l'art. 27 de la loi du 27 ventôse an VIII, de l'art. 3 du décret du 15 décembre 1858, et fausse application de la loi du 30 août 1883, en ce que l'arrêt attaqué a été rendu par cinq juges seulement, alors que la loi du 27 ventôse an VIII, encore applicable en Algérie dans les matières auxquelles la loi du 30 août 1883 n'a pas expressément dérogé, dispose que « les jugements des tribunaux d'appel ne pourront être rendus par moins de sept juges; »

2° Violation des art. 1326 et 1347 du Code civil, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme un commencement de preuve par écrit un acte radicalement nul;

3° Violation des art. 1271 et 1282 du Code civil, 20 et 22 du Code de commerce et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a méconnu l'existence d'une novation résultant de la substitution d'un contrat à un autre, sans donner d'ailleurs de motifs à l'appui de sa décision;

4° Violation des art. 1108, 1126 et suivants, 1251 et 2037 du Code civil et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a refusé, sans donner d'ailleurs de motifs suffisants, de déclarer déchargée, par application de l'art. 2037 du Code civil, une caution que le débiteur avait privée, par son fait, de tout recours par la voie de la subrogation contre l'associé solidaire du débiteur cautionné.

Sur le 1er et le 4e moyens, qui seuls font l'objet de l'arrêt rapporté, M. le conseiller GUÉRIN, chargé du rapport, a présenté les observations suivantes :

1er MOYEN. — Le pourvoi ne développe pas ce moyen, il se contente de citer à l'appui un arrêt de la chambre criminelle du 27 mai 1886 (aff. Brahim c. Khelifa) (1).

A l'arrêt de la Chambre criminelle, la défense oppose un arrêt de la Chambre des requêtes, en date du 23 juin 1886 (2), qui a déclaré de la manière la plus formelle que la loi du 30 août 1883, sur la réorganisation de la magistrature, qui a réduit à cinq le nombre des magistrats nécessaire pour statuer en Cour d'appel, est applicable en Algérie, quoiqu'elle n'y ait pas été promulguée par un décret spécial.

On remarquera que cet arrêt du 27 mai 1886 tranche une question différente de la nôtre. Il la tranche par deux motifs : l'un tiré de ce que les art. 2 et 8 de la loi de 1883 sont les seuls qui concernent l'Algérie et qu'ils fixent seulement, soit la *composition* de la Cour d'Alger, soit les traitements des magistrats ; l'autre pris de ce qu'il n'appert d'aucun décret que la loi ait été publiée en Algérie. Cette publication aurait-elle été jugée nécessaire par la Chambre si, comme dans le cas actuel, il s'était agi de la composition de la Cour ? C'est ce qui ne ressort pas clairement de sa décision.

Quant à l'arrêt de la Chambre des requêtes du 23 juin 1886, nous devons faire observer qu'il contient une erreur de fait. La Cour d'Alger se composait de 4 Chambres avant la loi de 1883, et cette loi n'a fait que maintenir ce nombre, ainsi que celui des conseillers, fixé antérieurement, comme depuis, à 24. Cet argument perd donc toute sa valeur, mais si rien n'a été changé dans le chiffre du personnel, qui ne donnait que 7 magistrats à chaque Chambre, n'est-ce pas parce qu'on a pensé qu'une réduction désorganiserait un service qui devait fonctionner très difficilement jusque-là, à cause des absences et des assises ainsi que de l'extension croissante du territoire civil ?

Quoi qu'il en soit, l'arrêt constate que la composition de la Cour d'Alger

(1) V. *Revue algérienne*, 1886, 2, 289.

(2) V. *Revue algérienne*, 1886, 2, 290.

a été particulièrement visée dans le tableau A, et il en conclut que la loi est par là même applicable à l'Algérie et qu'elle n'avait pas besoin d'y être spécialement publiée. Les principes, en pareille matière, ont été résumés par M. Dalloz en des termes que nous croyons devoir reproduire, à raison de l'importance de la question, qui doit, paraît-il, se représenter bientôt :

« Les lois et les actes législatifs de la Métropole sont-ils exécutoires de plein droit en Algérie, ou bien faut-il une promulgation spéciale ? C'est une question à laquelle on ne peut répondre ni affirmativement ni négativement d'une manière absolue et générale. A cet égard, la jurisprudence de la Cour de cassation a établi une distinction sans laquelle le régime législatif de l'Algérie serait une véritable anarchie. La conquête de l'Algérie a été reconnue comme accomplie dans l'ordonnance du 22 juillet 1834, où l'Algérie a reçu le nom de possession française dans le Nord de l'Afrique. Or, il est de principe que le droit métropolitain devient applicable au pays conquis dans la mesure où les circonstances locales le permettent, sans qu'il soit besoin de promulgation, et par le seul fait de la déclaration de la conquête. Il résulte de ce principe que toutes les lois en vigueur en France avant l'ordonnance du 22 juillet 1834 sont de plein droit exécutoires en Algérie depuis cette dernière ordonnance, dans la mesure où leur application est possible raisonnablement. Mais comme, d'un autre côté, depuis la conquête, les lois nouvelles promulguées *peuvent n'avoir en vue que les besoins de la Métropole*, et que d'ailleurs les colonies sont du régime des décrets, il en résulte aussi que ces lois ou ordonnances ne sont exécutoires dans le pays conquis que si elles y ont été expressément promulguées, *à moins qu'elles ne soient une modification partielle d'une loi exécutoire dans le pays conquis*, comme le sont les lois qui modifient quelques dispositions d'un Code antérieurement appliqué. — Cette doctrine, avec ses distinctions, n'a pas toujours été rigoureusement suivie par la Cour d'Alger et, il faut bien le dire, par la Cour de cassation elle-même, mais elle ressort des plus récents arrêts, qui ont établi sur ce point une jurisprudence désormais fixée. » (Dalloz, v° *Organisation de l'Algérie,* n° 809.)

L'organisation de la Cour d'Alger est postérieure à l'ordonnance du 22 juillet 1834. Elle date seulement du 26 septembre 1842. Divers décrets l'ont successivement modifiée. Le plus important est celui des 15-24 décembre 1858, lequel porte, dans son art. 3 : « Les lois et décrets relatifs à la formation des Chambres, *au nombre de voix nécessaire pour la validité des arrêts,* au roulement des magistrats et à l'ordre du service dans les Cours impériales de l'Empire *sont applicables à la Cour impériale d'Alger.* »

A partir de ce décret, la Cour algérienne se trouva organisée de la même manière que les Cours de la Métropole, sauf toutefois en ce qui concerne l'inamovibilité des magistrats.

Cette situation étant donnée, il ne reste plus qu'à se demander si la loi de 1883 n'a été qu'une modification partielle du décret organique du 24 décembre 1858. C'est en cela que paraît se résumer, en définitive, la question soulevée par le pourvoi. La Cour appréciera.

Un dernier mot cependant : Appelés à donner votre avis, toutes Chambres réunies, sur le point de savoir si la loi du 30 août 1883 avait eu pour effet d'étendre à la magistrature de l'Algérie le droit de l'inamovibilité, vous vous êtes prononcés pour la négative ; mais vous avez motivé cette

opinion sur les antécédents historiques, les nécessités parlementaires de la discipline, le but et le silence de la loi. Vous vous êtes exprimés notamment ainsi dans un de vos considérants : — « Considérant d'ailleurs que, dans ses dispositions diverses, la loi de 1883 ne s'occupe de la magistrature algérienne que pour deux ordres d'intérêts qui rentraient directement dans ses dispositions : 1° la composition de la Cour d'appel et des tribunaux d'Algérie ; 2° la fixation des traitements ; que pour ce double intérêt la loi a statué par disposition indicative. » — Ne peut-on pas déduire de ces considérations que pour tout ce qui concerne la composition de la Cour d'Alger, aussi bien au point de vue du personnel qu'au point de vue corrélatif du nombre des voix nécessaire pour rendre arrêt, la loi de 1883, dans l'opinion de la Cour de cassation, est incontestablement applicable ? Vous vous rappelez, du reste, que, pour résoudre la question d'inamovibilité, personne ne songea à soutenir, lors de la délibération, que, la loi de réorganisation judiciaire n'ayant pas été publiée en Algérie, il en résultait qu'elle n'y était pas exécutoire. Ce motif, s'il avait été juridique, eût été cependant décisif.

4e Moyen. — L'art. 2037 du Code civil est ainsi conçu : « La caution est déchargée lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution. »

Pour que la caution puisse revendiquer le bénéfice de cette disposition légale, il faut d'abord que des sûretés aient été affectées à la créance ; il faut, en outre, que la caution ait le droit d'être, en payant la dette, subrogée à ces garanties, et qu'elle en soit privée par le fait du créancier.

La solidarité stipulée par le créancier rentre évidemment dans les sûretés prévues par l'art. 2037. Aussi la jurisprudence et la doctrine sont-elles d'accord pour décider que la caution de tous les codébiteurs solidaires, qui a payé la dette commune, a contre chacun d'eux un droit de recours pour la totalité de la dette, tant par l'action de mandat (art. 2030) que par la voie de la subrogation légale (art. 1251 et 2029 du Code civil). Il en résulte que si la subrogation aux droits du créancier a cessé d'être possible par le fait ou la négligence de celui-ci, la caution se trouve déchargée de son obligation en vertu de l'art. 2037 précité.

En sera-t-il ainsi de la caution d'un seul des codébiteurs solidaires ?

Cette question a donné lieu en doctrine et en jurisprudence à une controverse qui dure encore et sur laquelle votre Chambre civile est pour la première fois appelée à se prononcer.

Trois systèmes se sont produits :

Dans l'un, on soutient que la caution personnelle d'un codébiteur solidaire, qui a payé la dette, n'a d'action contre les autres codébiteurs que comme représentant le débiteur cautionné, qu'elle n'est pas subrogée aux droits du créancier, et qu'agissant au nom du débiteur, en vertu de l'art. 1166, elle est passible de toutes les exceptions qui peuvent être opposées à celui dont elle est devenue créancière en acquittant sa dette ; qu'ainsi elle ne pourra exiger des codébiteurs de cette dette que la part divise qui incombe à chacun d'eux ; que, de plus, elle ne pourra se faire décharger de son obligation, aux termes de l'art. 2037, si le codébiteur, au nom seul duquel elle peut agir, a consenti à la diminution de garanties provenant du créan-

cier. Cette thèse est celle de Duranton, Ponsot, Troplong, Toulier, Mourlon, Dalloz, Aubry et Rau. Elle a été consacrée par un arrêt de la Chambre des requêtes en date du 19 avril 1854 (Dal., 54, 1, 295).

Dans un second système, on soutient, au contraire, que la caution, étant, en cas de paiement, subrogée à tous les droits du créancier, conformément aux art. 1249 et 1251 § 3 du Code civil, a comme lui le droit de réclamer de chacun des codébiteurs solidaires le montant total de la dette. C'est l'opinion exprimée par Marcadé, Gauthier et M. le président Larombière.

Le troisième système admet aussi la subrogation aux droits du créancier, mais il mitige la rigueur du principe en décidant que la caution ne peut néanmoins demander aux codébiteurs solidaires que la part que le codébiteur dont elle a acquitté la dette pourrait leur réclamer lui-même. Telle est la doctrine développée par M. Pont, *Petits contrats*, t. 2, n° 278, et par Laurent, t. 28, n° 249 et suiv. Elle a été sanctionnée par un arrêt de la Chambre des requêtes en date du 10 juin 1861, rendu au rapport de M. le conseiller Calmètes, qui décide, contrairement à l'arrêt de 1854, que la caution qui a payé une dette solidaire est subrogée, quoiqu'elle n'ait cautionné qu'un seul des débiteurs, dans les droits du créancier non seulement contre le débiteur cautionné, mais encore contre tous les autres débiteurs, avec cette seule restriction qu'elle ne peut exiger de ces derniers que la part de chacun d'eux dans la dette; qu'en conséquence, elle a le droit de poursuivre les codébiteurs solidaires jusqu'à concurrence de leur part dans la dette, bien que le débiteur cautionné ait renoncé à tout recours contre eux, la caution les actionnant non pas comme exerçant les droits du débiteur, dont elle s'est portée caution, mais du chef du créancier auquel elle est directement subrogée.

Les deux derniers systèmes sont, d'après le pourvoi, en opposition manifeste avec l'arrêt attaqué; le premier même en serait encore la condamnation, car il accorde à la caution un recours proportionnel, et la Cour n'a pas dit que le débiteur cautionné eût volontairement renoncé aux garanties que lui offrait la cogérance de son débiteur.

Le pourvoi s'attache à démontrer l'application qui doit être faite à la cause de l'arrêt de 1861.

M. de Vialar a, le 9 janvier 1873, cautionné le sieur Vignal, solidairement responsable avec Malassagny, depuis le 1er janvier, de la gestion de l'agence d'Alger. Or, d'après l'acte de société du 31 décembre 1872, Malassagny devait, dans ses rapports avec son coassocié, supporter la moitié des dettes contractées par la raison sociale. M. de Vialar, caution de Vignal, devait donc, en s'engageant, compter sur la subrogation légale dans les droits de la compagnie *Le Phénix*, dans le cas où il se verrait forcé d'acquitter les dettes de la gérance. Il avait ainsi un recours assuré contre Malassagny, au moins pour sa part contributive, et cette action était indépendante de tout arrangement ultérieur qui pourrait être conclu soit entre le créancier et Malassagny, soit entre celui-ci et son associé. Ce recours est devenu impossible par le fait du *Phénix*, qui, en dégageant le sieur Malassagny des liens de l'association et en lui donnant tant pour le passé que pour l'avenir une décharge définitive, a privé de Vialar du bénéfice d'une subrogation même partielle contre ce cogérant. C'est donc avec raison, dit le pourvoi, que M. de Vialar a réclamé sa libération en vertu de l'art. 2037 du Code civil.

Sur quels motifs l'arrêt s'est-il fondé pour la lui refuser? Il objecte d'abord que M. de Vialar a cautionné Vignal seul et que, par suite, l'effet de ce cautionnement ne saurait s'étendre ni à Malassagny, ni à la gestion sociale; que de Vialar, ayant promis de payer les dettes de Vignal, ne peut se refuser à les acquitter quand on les lui réclame; que, pour se soustraire à cette obligation, il n'a pas le droit de faire état de la situation dérivant de la cogérance, qui n'a pas été l'objet de son engagement; que, le cogérant lui étant étranger, sa retraite n'a rien changé à son obligation ni aggravé sa responsabilité. Le pourvoi a déjà répondu à cet argument en combattant le précédent moyen. Il fait remarquer que la Cour a oublié que, dans une société en nom collectif, chaque associé est solidaire de l'autre; qu'à l'égard des tiers, les faits de l'un ne peuvent être distingués de ceux de l'autre. Les dettes de la cogérance étaient donc celles de Vignal. En cautionnant celui-ci, de Vialar a donc dû compter sur un recours éventuel contre l'associé solidairement tenu de toutes les dettes sociales, au moins dans la mesure de la part pour laquelle il devait y contribuer. Dans l'espèce, jugée en 1861 par la Chambre des requêtes, un seul des codébiteurs avait aussi été cautionné. Il n'en a pas moins été jugé que la caution avait droit d'être subrogée aux droits du créancier à l'égard des autres. L'identité de situation appelle l'identité de solution. Qu'importe que *Le Phénix* ait exigé du cogérant Malassagny une caution particulière étrangère à tout rapport avec de Vialar? Le recours d'une caution envers un autre débiteur et la caution de celui-ci n'est pas subordonnée à une convention entre elle et eux. La subrogation s'effectue en vertu de la loi, en dehors de tous rapports contractuels, et par le seul effet du paiement au créancier.

Suivant l'arrêt attaqué, la situation du fidéjusseur n'a pas été aggravée par la retraite de Malassagny. — S'il était permis, dit le pourvoi, de relever les erreurs de fait devant la Cour de cassation, il ne serait pas difficile d'établir que la présence d'un cogérant et le contrôle exercé par lui sur Vignal, dont la gestion n'avait pas satisfait la Compagnie d'assurances, avait été la cause déterminante du cautionnement fourni par de Vialar, et que, cette garantie venant à lui manquer, il en avait éprouvé un préjudice réel, puisqu'il est permis d'attribuer à la retraite de Malassagny les malversations survenues depuis et que sa surveillance avait empêchées jusque là. — Mais il n'y a pas eu seulement erreur de fait de la part de la Cour. Il y a eu encore erreur de droit; elle n'a pas vu que la dissolution de la société et la décharge donnée à Malassagny par le créancier avaient privé de Vialar, la caution, de tout recours éventuel contre le coassocié de Vignal et laisserait par là même à sa charge toute la dette de ce dernier, montant au chiffre de 86,000 francs. S'il était décidé que la Compagnie *Le Phénix* a pu impunément lui retirer sa garantie, là serait le dommage, et l'on ne s'explique pas que la Cour d'appel ait pu le nier ainsi. Dira-t-on que M. de Vialar n'a pas eu en vue la cogérance, lorsqu'il s'est engagé? L'arrêt attaqué ne le prétend pas, mais, cela fût-il exact, qu'il n'y aurait rien à conclure en faveur de la thèse contraire à celle du pourvoi. La loi n'exige pas que la caution s'oblige en vue de sûretés spéciales. Par cela seul que ces sûretés existent, elles lui sont acquises de plein droit en vertu des articles 1251, 2029 et 2037 du Code civil, et il n'est pas permis au créancier de les lui enlever. Si l'on en venait à décider que, la société Vignal et Malassagny étant seule tenue des dettes vis-à-vis du *Phénix*, le cautionnement donné

personnellement à Vignal n'a pu s'y appliquer, on serait conduit à en conclure que l'obligation de M. de Vialar, postérieure à l'établissement de la société, a été sans cause, puisque la société était débitrice envers *Le Phénix* et devait, jusqu'à son expiration, rester seule. Si donc, ajoute le pourvoi, M. de Vialar n'a entendu cautionner que Vignal, dans l'ignorance que les dettes personnelles de Vignal n'existaient pas et ne pouvaient pas exister, il a commis une erreur sur l'objet du contrat, lequel devrait être annulé, aux termes des art. 1108, 1126 et suivants du Code civil.

Devant la Cour d'appel, de Vialar avait conclu à cette fin et en ces termes :

« Dire que, dans la double hypothèse du cautionnement donné soit dans l'ignorance de la cogérance, soit en vue de cette cogérance, ce cautionnement n'a pu produire aucun effet, ou a cessé d'en produire ; dire, dans la première hypothèse, que de Vialar ayant cautionné, le 9 janvier 1873, Vignal seul, le contrat n'a pas eu d'objet, le cogérant Malassagny étant accepté par la Compagnie dès le 1er janvier. » L'arrêt attaqué, dit le pourvoi, n'a pas répondu à ces conclusions. Il y a donc défaut de motifs sur ce point.

L'arrêt attaqué objecte encore que la dette est postérieure à la retraite de Malassagny et provient de la gestion seule de Vignal. Cela est vrai, mais, si Malassagny était resté son associé solidaire, il aurait eu à payer sa part des dettes et de Vialar serait bien fondé à lui en réclamer sa part. C'est en cela que les sûretés de la caution ont été diminuées et la subrogation rendue impossible.

Mais, ajoute l'arrêt attaqué, M. de Vialar n'avait pas stipulé comme condition de son obligation que la cogérance serait maintenue. Il n'avait pas à faire cette stipulation, répond le pourvoi. Au moment de son engagement, la société existait ; sa durée, ainsi que le constate le jugement, non contredit par l'arrêt, avait été fixée à douze années. Cet état de choses profitait à la caution, et *Le Phénix* était tenu de lui en conserver le bénéfice sous peine d'être privé de son recours contre elle en vertu de l'art. 2037 du Code civil.

A cette argumentation la défense fait la réponse suivante :

La caution d'un débiteur solidaire, qui paie la dette cautionnée, est-elle subrogée aux droits du créancier vis-à-vis d'un codébiteur solidaire, ou n'a-t-elle envers lui d'autres droits que ceux qui, en cas de paiement, auraient appartenu au débiteur dont elle a acquitté l'obligation ? De la solution de cette question dépend celle de savoir si la caution est déchargée, aux termes de l'art. 2037 du Code civil, lorsque, par le fait du créancier, elle a été mise dans l'impossibilité d'exercer son recours contre le codébiteur solidaire.

L'art. 1251 du Code civil dispose que la subrogation a lieu de plein droit au profit de celui qui, étant tenu *avec* d'autres ou *pour* d'autres au paiement de la dette, aurait intérêt de l'acquitter. L'art. 2029 du Code civil, portant que la caution qui a payé la dette est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur, n'est que l'application du même principe, et, pour les interpréter, il est nécessaire de les combiner l'un et l'autre. Il en résulte que le fidéjusseur qui a payé la dette est subrogé à tous les droits du créancier vis-à-vis du débiteur cautionné ; mais la même subrogation

a-t-elle lieu contre le codébiteur ? La défense ne le pense pas. Ce codébiteur est étranger à la caution. On ne peut pas dire qu'elle soit *pour* lui et *avec* lui. Elle n'est tenue que *pour* le débiteur qu'elle a cautionné, et c'est contre lui qu'elle est subrogée, à ce titre, aux termes de l'art. 1251. Si elle est obligée *avec* le codébiteur, c'est au lieu et place seulement du codébiteur dont elle a garanti l'obligation. Dans le cas où celui-ci aurait payé, il eût été subrogé au créancier : cette subrogation, le fidéjusseur l'exercera, mais sous les mêmes conditions et en souffrant les mêmes exceptions, de telle sorte que, si le débiteur dont il a soldé la dette n'aurait pas eu le droit d'invoquer le bénéfice de l'art. 2037, il ne l'aurait pas lui-même.

C'est bien là ce qui ressort, suivant la défense, de l'art. 2030 du Code civil, ainsi conçu : « Lorsqu'il y avait plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les a *tous* cautionnés a contre chacun d'eux le recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé. » Donc, *a contrario*, dit la défense, si *un seul* des débiteurs a été cautionné, la caution qui a payé la dette ne peut pas se faire rembourser la totalité de la somme qu'elle a versée par chacun des autres débiteurs solidaires. Mais, s'il en doit être ainsi, elle n'est donc pas subrogée aux droits du créancier, qui, lui, peut réclamer contre tous le bénéfice de la solidarité. Si elle a un recours, c'est donc uniquement du chef du débiteur cautionné par elle et qui n'aurait pu demander à ses codébiteurs que leur quote part dans la dette commune.

La défense invoque, à l'appui de ce système, l'arrêt rendu le 19 avril 1854 par la Chambre des requêtes, arrêt conforme à l'opinion du plus grand nombre des auteurs. Elle cite en ce sens : Duranton, t. XVIII, n° 375; Troplong, *Cautionnement*, n° 379 ; Devilleneuve, S., 55, 1, 17; Massé, S., 61, 1, 577; Dalloz, 1861, 1, 361, et *Répertoire*, v° *Cautionnement*, n° 257.

Il est vrai que la Chambre des requêtes a rendu, le 10 juin 1861, un arrêt contraire à celui qu'elle avait rendu en 1854. Mais cette décision a trouvé des contradicteurs dans la doctrine, et, en le rapportant, M. Dalloz en a fait l'objet d'une longue dissertation dans laquelle il s'est appliqué à en réfuter les principes. Il fait remarquer notamment que la conclusion n'en est pas d'accord avec les prémisses. L'arrêt commence par déclarer que la caution qui paie la dette d'un codébiteur est subrogée aux droits du créancier vis-à-vis des autres. Il aurait dû en tirer cette conséquence qu'il avait, comme lui, le droit d'exiger de chacun des autres codébiteurs le remboursement total de la dette acquittée ; il a reculé devant une telle extrémité, pourtant logique. Il a décidé qu'en pareil cas, le fidéjusseur ne pourrait réclamer la totalité, mais seulement la quote-part que le débiteur cautionné par lui aurait été fondé à exiger. Sur quel texte se fonde cette solution? L'arrêt de 1861 l'induit de l'art. 2030, qui semble justement l'exclure puisqu'il constitue le principal argument de la thèse contraire.

Le système de la défense, à la différence de celui qu'elle combat, n'a rien que de parfaitement logique. La caution qui paie la dette devient créancière du débiteur qu'elle a cautionné, et, à ce titre, elle agit en vertu de l'art. 1166 contre les autres débiteurs, vis-à-vis desquels elle exerce tous les droits de garantie. Quels sont ces droits au point de vue de l'art. 2037 du Code civil? Le codébiteur solidaire peut-il revendiquer le bénéfice de cette disposition légale, en se faisant décharger lorsque la subrogation aux droits du créancier est devenue impossible par le fait de celui-ci ?

Sur ce point, votre jurisprudence est constante. Elle décide que le débiteur, tenu solidairement avec un autre, ne peut exciper contre le créancier de ce qu'il a par son fait empêché la subrogation aux garanties dont il pouvait user contre l'autre coobligé. (Req., 5 décembre 1843, Dalloz, 44, 1, 58, 13 janvier 1852, Dalloz, 52, 1, 9; Civ., 3 avril 1861, Dalloz, 61, 1, 133; Req., 18 février 1861, Dalloz, 61, 1, 388). Si donc la caution est subrogée aux droits du codébiteur dont elle paie la dette, il en résulte, suivant la défense, qu'elle ne peut bénéficier des dispositions de l'art. 2037.

Mais, en dehors de ces considérations générales, dit la défense, il existe dans la cause des considérations spéciales que l'arrêt attaqué a relevées et dont il est juste de tenir compte. La convention qui réglait le cautionnement de M. de Vialar était *res inter alios acta;* elle n'établissait aucun lien de droit entre lui et un débiteur qui n'y avait pas été partie. En second lieu, le départ de Malassagny n'a pas modifié la situation de M. de Vialar, ainsi que le déclare l'arrêt attaqué, puisqu'il ne pouvait être tenu que pour des agissements de Vignal seul. Enfin, les sommes à payer par la caution, provenant de la gestion exclusive de M. Vignal, étaient relatives à des opérations faites postérieurement au départ de M. Malassagny. Il est vrai que le pourvoi objecte que, si Malassagny était demeuré cogérant, les dettes contractées par Vignal seraient devenues siennes et que de Vialar, en cas de paiement, aurait eu son recours contre lui; mais on oublie que ce dernier n'était nullement cautionné par de Vialar, qu'il lui était complètement étranger et que l'engagement du demandeur en cassation ne concernait que Vignal seul.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le 1er moyen du pourvoi : — Attendu que lorsque les lois nouvellement promulguées en France ne contiennent qu'une modification partielle à une loi exécutoire en Algérie, elles n'ont pas besoin d'être publiées dans cette colonie par un décret spécial, à moins d'une disposition contraire; — Attendu qu'aux termes du décret des 15-24 décembre 1858, art. 3, les lois et décrets relatifs à la formation des Chambres, *au nombre de voix nécessaire pour la validité des arrêts*, au roulement des magistrats et à l'ordre du service dans les Cours de la Métropole sont applicables à la Cour d'Alger; — Attendu, en conséquence, que la disposition de la loi du 30 août 1883 qui, modifiant partiellement la législation sur l'organisation judiciaire, a réduit à cinq le nombre des magistrats nécessaire pour rendre arrêt, s'applique de plein droit à la Cour d'Alger, antérieurement soumise, sous ce rapport, à la même règle que les autres Cours d'appel; — Attendu, d'autre part, qne l'art. 2 de la loi du 30 août 1883 a, dans le tableau A qui y est annexé, expressément visé la Cour d'appel d'Alger, fixé le nombre de ses membres et des Chambres où ils sont appelés à siéger; qu'il existe une corrélation in-

time entre l'art. 1er, qui détermine le *minimum* des magistrats siégeants, et l'art. 2, qui, en réglant la composition des Cours, a eu pour but d'attribuer à chaque Chambre un personnel en rapport avec les nécessités du service;

Rejette ce moyen :

Mais sur le 4e moyen : — Vu les art. 2029 et 2037 Code civ.; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2029 la caution qui a payé la dette est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur; — Que cette disposition s'applique par sa généralité au cas où la caution d'une dette solidaire n'a cautionné qu'un seul des débiteurs, comme au cas où elle les a cautionnés tous; — Attendu que, suivant l'art. 2037 Code civ., la caution est déchargée lorsque la subrogation aux droits du créancier ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'en 1873, au moment où est intervenu le cautionnement du baron de Vialar, la Compagnie d'assurances *Le Phénix* avait, à Alger, deux cogérants de sa succursale, Vignal et Malassagny, tous deux associés et solidairement responsables envers elle des faits de leur gestion, le premier cautionné par de Vialar, le second par la dame Malassagny, sa mère; — Attendu qu'en consentant, en 1879, à retirer à Malassagny son mandat de cogérant et en renonçant aux sûretés qu'elle trouvait dans le concours de deux responsabilités, la Compagnie défenderesse a privé de Vialar du recours qu'il aurait pu exercer contre cet agent s'il avait été maintenu en fonctions; qu'en enlevant ainsi au demandeur une garantie sur laquelle il avait le droit de compter, elle lui a causé un préjudice incontestable, qui l'autorise à se prévaloir de l'art. 2037 Code civ. et à se faire décharger de son obligation envers elle; — Qu'en jugeant le contraire, l'arrêt attaqué a formellement violé les articles de la loi ci-dessus visés;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres griefs du pourvoi : — Casse.

MM. BARBIER, *prem. prés.*; GUÉRIN, *rap.*; DESJARDINS, *av. gén.*; DEVIN et LEFORT, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

—

Chambre des requêtes. — 23 mars 1887.

—

(Zalozewski et de Colté c. Summaripa)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la 1re branche du 1er moyen du pourvoi tiré

de l'excès de pouvoir et de la violation et fausse application des art. 402, 443 et 444 C. proc. civ. : ... — (Sans intérêt.)

Sur la 2e branche du 1er moyen et sur le 2e moyen tiré de la violation des art. 1131, 1134, 1135, 1300 C. civ., et 7 de la loi du 20 avril 1810 : ... — (Sans intérêt.)

Sur le moyen additionnel pris de la violation de l'art. 27 de la loi du 27 ventôse an VIII et de la fausse application de l'art. 1er de la loi du 30 août 1883 :

Attendu que, lorsque les lois nouvellement promulguées en France ne contiennent qu'une modification partielle à une loi exécutoire en Algérie, elles n'ont pas besoin d'être publiées dans cette colonie par un décret spécial, à moins d'une disposition contraire ;

Attendu qu'aux termes des décrets des 15-24 décembre 1858, art. 3, les lois et décrets relatifs à la formation des Chambres, au nombre des voix nécessaires pour la validité des arrêts, au roulement des magistrats et à l'ordre du service dans les Cours de la Métropole sont applicables à la Cour d'appel d'Alger ;

Attendu, en conséquence, que la disposition de la loi du 30 août 1883 qui, modifiant postérieurement la législation de l'organisation judiciaire, a réduit à cinq le nombre des magistrats nécessaires pour rendre arrêt, s'applique de plein droit à la Cour d'Alger, antérieurement soumise, sous ce rapport, à la même règle que les autres Cours d'appel ;

Attendu, d'autre part, que l'art. 2 de la loi du 30 août 1883 a, dans le tableau A qui y est annexé, expressément visé la Cour d'Alger, fixé le nombre de ses membres et des Chambres où ils sont appelés à siéger; qu'il existe une corrélation entre l'art. 1er, qui déclare le nombre des magistrats siégeant, et l'art. 2, qui, en réglant la composition des Cours, a eu pour but d'attribuer à chaque Chambre un personnel en rapport avec les nécessités du service : d'où il suit que, cette partie de la loi étant commune à l'Algérie et à la Métropole, un décret spécial n'a pas été nécessaire pour la rendre exécutoire dans la colonie africaine ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. DEMANGEAT, *ff*ons *de prés.;* DENIS, *rap.;* CHÉVRIER, *av. gén.;* BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

—

14 janvier 1887

—

Saisie-exécution, Kabylie, matière musulmane, cadi, compétence, détournement d'objets saisis. — Dommages-intérêts, préjudice actuel, allocation.

—

En Kabylie, les cadis sont compétents, à l'exclusion des officiers ministériels français, pour procéder, selon les règles et usages en vigueur, à l'exécution d'une sentence de juge de paix intervenue entre Musulmans.

Spécialement, dans le cas où un cadi a procédé à une saisie en vertu d'une pareille sentence exécutoire par provision, cette saisie est régulière, et, par suite, à l'abri et sous la sanction des dispositions de l'art. 400 du Code pénal relatives aux détournements d'objets saisis (1).

L'allocation de la réparation due aux parties civiles pour le préjudice actuel et certain résultant du détournement des objets saisis doit être immédiate, pure et simple, et non subordonnée au sort de l'appel relevé contre la sentence en exécution de laquelle il a été procédé à la saisie.

(Mohamed ben Yaya et consorts c. Salah ben Mahfoud et le Ministère public).

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche l'action publique :

Attendu que, par jugement de M. le juge de paix de Dellys, du 22 juin 1886, Mohamed ben Yaya a été condamné à payer

(1) Le but des art. 400, § 3 et suivants du Code pénal étant d'assurer l'inviolabilité des objets placés sous la main de justice (V. *Revue algérienne*, 1887, 2, 53, note), l'un des éléments constitutifs du délit de détournement est que la mainmise de justice ait le caractère d'une saisie, et qu'il y ait été procédé par un officier public ayant qualité pour saisir. Or, d'une part, la saisie est une voie d'exécution admise par les coutumes indigènes ; d'autre part, aux termes de la législation spéciale à l'Algérie, les décisions de justice en matière musulmane ne peuvent s'exécuter qu'en la forme musulmane, par les soins du cadi ou de son suppléant, et, à leur défaut, par les soins d'un agent spécialement désigné par le juge de paix dans chaque affaire (décret du 29 août 1874, sur la justice en Kabylie, art. 11, modifié par le décret du 8 avril 1882 ; décret du 10 septembre 1886, sur la justice musulmane, art. 24, 36, 48). Nul doute dès lors que l'art. 400 précité ne soit applicable au détournement d'objets régulièrement saisis par un cadi en exécution d'une décision judiciaire en matière musulmane.

aux sieurs Salah ben Mahfoud et Ahmed ben Abderrahman ben Salem une somme de 22,225 fr. pour solde de comptes ; — Attendu que ce jugement a ordonné l'exécution provisoire des dites condamnations nonobstant opposition ou appel ; — Qu'il a, de plus, commis le caïd de Dellys pour cette exécution ; — Attendu que, le même jour, le cadi s'est transporté sur les propriétés confiées à la garde de Mohamed ben Yaya et qu'il a, suivant procès-verbal régulier, saisi et mis sous la main de justice les récoltes et les animaux qui s'y trouvaient ; qu'il a constitué gardien de la dite saisie le sieur Amar Akroun, cheik du village de El-Assouaf ;

Attendu que des pièces de l'information, et spécialement de la déposition du dit sieur Amar Akroun, il ressort que, le 23 juin, 30 gerbes de blé ont été coupées et emportées chez le sieur Jannin en présence de Mohamed ben Yaya et par ses ouvriers ; que, le même jour, vers les deux heures de l'après-midi, tout le bétail, à l'exception d'une jument, a été emmené par les fils de Mohamed ben Yaya, savoir : Mohamed Sghir ben Mohamed Yaya et Amar ben Mohamed Yaya, nonobstant les protestations du gardien ; que, de plus, au moment où ce dernier procédait à l'enlèvement des récoltes, une certaine quantité de ces récoltes a été encore soustraite par eux ;

Attendu que ces faits constituent évidemment à la charge des prévenus le délit et la complicité prévus et réprimés par les dispositions de l'art. 400, § 3, 4 et 6 du Code pénal ; — Que tous les éléments constitutifs du délit principal se rencontraient dans l'espèce ; — Qu'il y avait : 1° détournement d'objets saisis ; 2° intention frauduleuse de soustraire les objets détournés aux poursuites des créanciers saisissants, et 3° enfin procès-verbal de saisie émané d'un officier public compétent ;

Attendu, relativement à ce dernier élément, qu'il s'agissait de l'exécution d'un jugement de justice de paix rendu entre Musulmans ; — Que cette exécution devait avoir lieu en la forme musulmane, d'après les règles et les usages en vigueur, par les soins du cadi (art. 2 du décret du 13 décembre 1866, 11 du décret du 29 août 1874 et 1er du décret du 8 avril 1882) ; — Qu'une telle forme était exclusive du ministère d'un officier public français ; — Que suivant cette forme, dès lors, la saisie opérée par le cadi demeurait seule régulière, et par suite à l'abri et sous la sanction des dispositions pénales précitées, protectrices de toutes les mainmises de justice de cette nature ; — Attendu que c'est donc à bon droit que les premiers juges ont fait aux trois prévenus application des dites dispositions de la loi ; qu'il échet de maintenir purement et simplement ce qu'ils ont jugé à cet égard ;

En ce qui touche l'action des parties civiles :

Attendu que les premiers juges ont subordonné à tort au sort de l'appel dont le jugement du 22 juin 1886 a été frappé l'allocation de la réparation due aux parties civiles ; — Que cette réparation doit être immédiate, pure et simple ; — Qu'elle doit avoir pour objet le préjudice actuel et certain résultant pour les demandeurs des délits commis par les prévenus ; — Attendu que la Cour a les éléments nécessaires pour fixer en l'état le *quantum* du dédommagement à accorder ;

Par ces motifs :

En ce qui concerne l'action publique ; — Confirme le jugement dont est appel ;

En ce qui concerne l'action des parties civiles : — Infirme la disposition du jugement relative à cette action ; — Statuant par décision nouvelle, condamne les trois prévenus, etc.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; LEFÉBURE, *rap.* ; WURTZ, *av. gén.* ; VANDIER et MALLARMÉ, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

29 décembre 1886

Avoué, mandat *ad litem*, désaveu. — Jugement, acquiescement, appel, irrecevabilité.

Les actes accomplis par l'avoué, même sans pouvoir, mais dans l'exercice de ses fonctions légales, ne lient pas moins la partie que s'ils émanaient d'elle, tant que, pour en repousser les conséquences, elle n'a pas recours à la voie du désaveu (1).

(1) Ce point est constant en doctrine et en jurisprudence. Si, en règle générale, le mandat ne se présume jamais, il en est autrement du mandat *ad litem*, qui donne aux officiers de justice le droit d'agir pour autrui dans l'exercice de leur ministère. Notre législation actuelle ne consacre pas formellement ce principe, mais elle le suppose nécessairement lorsqu'elle s'occupe du désaveu, dont l'utilité ne se concevrait pas avec la règle contraire. — V. Bioche et Goujet, *Dict. de pr.*, v° *Avoué*, n° 151 ; D. A., v° *Désaveu*, n°s 25 et suiv., et les arrêts cités en note. Toutefois, des doutes se sont élevés sur la question de savoir si le mandat de l'avoué lui permet d'acquiescer à un jugement définitif. V. art. 1038 Code pr. civ. ; Rousseau et Laisney, *Dict. de pr. civ.*, v° *Acquiescement*, n°s 14 et suiv.

L'acquiescement à un jugement doit résulter d'actes incompatibles avec la volonté d'interjeter appel. Ainsi, le fait par le défenseur de l'appelant d'avoir consenti à la nomination d'un seul expert dispensé du serment n'est pas incompatible avec la réserve du droit d'appel, lorsque le tribunal, en ordonnant l'expertise, a autorisé l'exécution provisoire nonobstant appel (1).

(Bessy c. Delassalle)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la 1re branche du moyen unique :

Attendu que si, pour certains actes qu'il énumère, l'article 352 du C. de proc. civ. dispose que l'avoué doit, à peine de désaveu, être nanti d'un pouvoir spécial, aux termes de cet article et des articles suivants du même Code, ces actes accomplis par l'avoué, même sans pouvoir, mais dans l'exercice de ses fonctions légales, ne lient pas moins la partie que s'ils émanaient d'elle, tant que, pour en repousser les conséquences, elle n'a pas recours à la voie du désaveu;

Attendu, en fait, que, lors de la prononciation du jugement du 12 mai 1884, par lequel le tribunal civil de Tunis, après avoir condamné Bessy à rendre des comptes à Delassalle, a ordonné que ces comptes seraient arrêtés par l'expert Dcliot, Me Piétri, défenseur près le tribunal et qui, dans la cause, occupait pour Bessy, a déclaré à la barre accepter ce seul expert, dispensé du serment;

Attendu que Bessy ne saurait écarter cette déclaration sur le motif qu'elle s'est produite en son absence et sans qu'il y eût mandat de sa part, puisque, faite en justice par son défenseur dans l'exercice des fonctions légales de celui-ci, elle ne pouvait être détruite que par un désaveu; d'où il suit qu'en décidant que la déclaration de Me Piétri, défenseur de Bessy,

---

(1) En ce sens, Nîmes, 30 mai 1871 (D. P., 71, 2, 169) ; Montpellier, 16 août 1871 (D. P., 72, 5, 7) ; Cass., 10 août 1874 (Sir., 75, 1, 23). — Cpr., Besançon, 23 déc. 1868 (D. P., 69, 2, 45). ; Alger, 20 mars 1886 (*Revue algérienne*, 86, 2, 270) et la note. Dans l'espèce sur laquelle a statué ce dernier arrêt, la nomination de l'expert était la seule disposition du jugement attaqué qui fût contraire aux conclusions prises par l'appelant. L'avoué de l'appelant, ayant assisté, sans protestations ni réserves, à la prestation de serment par l'expert nommé, avait donc nécessairement acquiescé au jugement. C'est pourquoi l'appel a été déclaré irrecevable.

pouvait, en l'absence d'un désaveu, être opposée au dit Bessy et invoquée contre lui par Delassalle, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes de loi visés par le pourvoi, mais a fait à la cause une saine application de l'art. 352 du C. de proc. civ. et s'est conformé aux principes de la matière ;

Par ces motifs : — Rejette le moyen à sa 1re branche.

Mais sur la 2e branche du même moyen :

Vu les articles 443 C. pr. civ., 1338 § 2 C. civ., et 5, titre 27 de l'ordonnance de 1667 :

Attendu que nul n'est présumé renoncer à son droit ; d'où il suit que, si l'acquiescement à un jugement peut être implicite ou tacite, il doit toujours être formel, c'est-à-dire résulter d'actes incompatibles avec la volonté d'interjeter appel ;

Attendu que, pour déclarer non recevable l'appel de Bessy, la Cour d'Alger s'est fondée sur ce que Me Piétri, défenseur constitué dans la cause pour Bessy, a consenti à la nomination d'un seul expert, dispensé du serment ;

Mais attendu que ce consentement s'est produit à l'instant même de la prononciation du jugement par lequel, en repoussant les conclusions de Bessy, le tribunal ordonnait l'expertise et autorisait l'exécution provisoire nonobstant appel ; qu'en acceptant la nomination d'un seul expert et la dispense du serment pour cet expert, Me Piétri a pu n'avoir d'autre but que d'éviter des frais et des lenteurs de procédure, pour le cas éventuel où, par suite de l'exécution provisoire, l'expertise deviendrait de nécessité nonobstant l'appel de son client ; — Attendu que le consentement donné par Me Piétri n'était donc point pas lui-même absolument incompatible avec la réserve du droit d'appel ; que cependant l'arrêt attaqué, sans s'expliquer ni sur les circonstances qui avaient pu imprimer à ce consentement les caractères d'un acquiescement formel, ni sur l'intention qui avait déterminé ce consentement, en a tiré son unique motif pour déclarer l'appel non recevable ;

En quoi faisant, cet arrêt a violé les textes de loi ci-dessus visés et les principes qui régissent la matière de l'acquiescement ;

Par ces motifs : — Casse.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; de LAGRÉVOL, *rap.* ; DESJARDINS, *av. gén.* ; BOUCHIÉ DE BELLE et LEHMANN, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

16 février 1887

Propriété, loi du 26 juillet 1873, statut réel français, titre français, jugement ou arrêt en matière musulmane, soumission à l'enquête, titre nouveau, effets.

Il n'y a pas lieu à la délivrance de titre administratif de la propriété par application de la loi du 26 juillet 1873 lorsque cette propriété est déjà établie par un jugement ou un arrêt statuant, en matière musulmane, sur l'appel d'une décision de cadi (1). (Loi 26 juillet 1873, art. 3 et 17).

Le détenteur d'un titre administratif, judiciaire ou notarié qui s'est soumis à l'enquête administrative et a obtenu ainsi un nouveau titre, lui procurant les avantages d'une purge ergà omnes *et formant le point de départ unique de la propriété, ne peut plus demander l'application du titre ancien, mais seulement celle du nouveau titre* (Même loi, art. 18).

---

(1) Il est de jurisprudence constante à la Cour d'Alger que, depuis la loi du 26 juillet 1873, tout titre français administratif, judiciaire ou notarié, imprime pour toujours à l'immeuble qui en est l'objet le statut réel français, ce qui dispense cet immeuble des opérations du titre II. — V., pour l'acte notarié ou administratif, Alger, 14 janvier 1884 (*Revue algérienne,* 1885, 2, 346), et les arrêts rapportés 1887, 1, 101 et 114; pour le titre judiciaire, Alger, 5 février 1878 (V. notre étude sur *Le statut réel français en Algérie*, chap. III, *Revue algérienne*, 1887, 1re part.). — Les décisions du juge de paix ou du tribunal en matière musulmane, et celles de la chambre musulmane de la Cour, émanant de tribunaux français, sont des titres français. Sans doute, ces juridictions appliquent le droit musulman; mais les tribunaux ordinaires l'appliquent aussi, comme les notaires passent entre Musulmans des actes, qui sont des titres français.

(2) La jurisprudence de la Cour (V. *Revue algérienne*, 1887, 1re part., *loc. cit.)* tend, dans son ensemble, à décider que les opérations du titre II, ayant pour but de donner aux immeubles un titre français et de les placer sous l'empire de notre loi, ne peuvent être appliquées à un immeuble déjà pourvu d'un titre français et par là même soumis à la loi française. Mais on peut toujours renoncer à son droit, même à l'autorité de la chose jugée, surtout quand on y a intérêt. Or, la délivrance d'un nouveau titre produit une purge spéciale, dont on peut rechercher le bénéfice à la charge de subir le même contrôle, les mêmes contestations, les mêmes déchéances que tout autre.

Le titre ainsi obtenu est le seul que les experts aient à appliquer; ils doivent délimiter le terrain suivant le plan annexé : c'est là ce que la Cour a jugé.

(Ghali c. Hussenot)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant qu'il n'y a pas lieu à délivrance de titres administratifs de la propriété par application de la loi du 26 juillet 1873 lorsque cette propriété est dejà établie par des titres français administratifs ou notariés;

Considérant que la même autorité doit être attribuée aux titres judiciaires, et qu'il en résulte qu'un jugement ou un arrêt statuant sur l'attribution de la propriété immobilière et constituant son titre au moment de l'application de cette loi font obstacle à la délivrance de nouveaux titres par l'administration des domaines; qu'il en doit être ainsi alors même que le jugement ou arrêt, émanant d'un tribunal ou de la Cour, auront statué sur l'appel d'une décision d'un cadi, puisqu'en ce cas le titre judiciaire émanait de la juridiction française;

Mais que devrait-on décider si l'administration refusait d'admettre à l'enquête le propriétaire en vertu d'un titre administratif, judiciaire ou notarié, dont l'immeuble est déjà soumis à la loi française, si elle refusait la délivrance d'un nouveau titre?

Autre question plus grave: dans l'espèce, aucun interêt contraire ne s'opposait à la délivrance d'un nouveau titre et aux effets de cette délivrance. Mais supposons que cet immeuble soumis au statut réel français, régi par les lois françaises, spécialement par la loi sur la transcription, soit grevé de privilèges, d'hypothèques, ou qu'il ait été l'objet de ventes sous seing privé transcrites; dépendra-t-il de celui qui est propriétaire en vertu de l'acte administratif ou notarié, en vertu de l'arrêt qui a reconnu et établi ses droits, de compromettre les intérêts des tiers en se soumettant lui-même à l'enquête administrative, et de les exposer à des déchéances, d'en bénéficier ou d'en faire bénéficier autrui? Ces tiers pourront-ils répondre que la propriété de tout immeuble français est placée sous la protection spéciale de la justice, et que la loi de 1873, loin de violer ce principe, en a fait l'application, en ne soumettant à l'enquête administrative que les immeubles non régis par la loi française, en n'ordonnant la délivrance de titres nouveaux qu'à ceux qui n'avaient pas des titres assez réguliers pour imprimer à la terre le caractère permanent d'immeuble français?

Ces questions ont une telle gravité qu'il est à désirer que la Cour de cassation, saisie d'un pourvoi déjà admis, les tranche au plus tôt, et même que la Chambre des députés, appelée à réformer la loi de 1873, les résolve législativement. La propriété européenne, confiante dans la loi française, qui la régit définitivement, absolument, aux termes des art. 1er et 2 de la loi de 1873, aux termes non moins formels des art. 3 et 17, serait exposée aux erreurs d'un commissaire enquêteur, à des déchéances fatales, sans recours possible à la justice! La loi de 1873 a voulu régulariser les titres de la propriété indigène, mais non remettre en question la propriété française, les titres français. — V. dans la *Revue*, 1887, les arrêts publiés, 2e part., p. 101, et notre étude sur *Le statut réel français en Algérie*, 1re part., nº 21.

L.-A. EYSSAUTIER.

Mais considérant qu'il est loisible au détenteur de ce titre de ne pas s'en prévaloir et de se soumettre à l'application de la loi de 1873; qu'il peut avoir intérêt à se soumettre à l'enquête administrative et à obtenir un nouveau titre avec plan à l'appui, qui comporte les avantages d'une purge et forme le point de départ unique de la propriété;

Considérant que les consorts Ghali ont accepté l'application de la loi de 1873; qu'ils n'ont pas produit au commissaire enquêteur le jugement rendu en matière musulmane à leur profit par le tribunal de Mostaganem, le 22 janvier 1876; — Considérant qu'ils ont requis et accepté les titres de propriété qui leur ont été délivrés par l'administration des domaines; que ces titres sont devenus, à partir de leur délivrance, l'unique preuve de leurs droits et déterminent le point de départ de leur propriété à l'exclusion des titres antérieurs qu'on pourrait leur opposer dans les limites de la loi et de ceux qu'ils possédaient eux-mêmes; — Attendu que le tribunal de Mostaganem a donc fait une juste application de la loi en s'attachant aux seuls titres administratifs délivrés par application de la loi de 1873;

Considérant que l'application des titres demandée par les consorts Ghali ne peut, dès lors, s'entendre que des titres que l'administration des domaines a délivrés tant à eux qu'aux auteurs d'Hussenot; — Considérant que cette application ne peut comprendre que la nouvelle apposition des bornes sur les limites des propriétés, telles qu'elles sont tracées sur les plans annexés à ces titres, etc.

Adoptant, au surplus, les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Par ces motifs : — Confirme le jugement dont est appel.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.*; DUPREY, *subst. du proc. gén.*; NEUGASS et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 décembre 1886

Propriété, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, action en justice, déchéance.

Les titres délivrés en exécution de la loi du 26 juillet 1873 forment le point de départ de la propriété, à l'exclusion de tous droits et de tous titres antérieurs.

Une instance en justice encore pendante devant les tribunaux français et relative au droit de propriété ne fait pas obstacle à la délivrance du titre administratif, si les contestants n'ont pas eu soin de prévenir l'administration, par acte judiciaire, de l'existence de la contestation (1).

(Ben Chaâban c. consorts El-Mezdaï)

Le 15 mai 1885, JUGEMENT DU TRIBUNAL D'ALGER (1re Ch.), ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que le 13 mars 1879 il a été rendu par la première chambre du tribunal de céans un jugement nommant M. Quelen expert sur la réclamation intentée par les consorts Ben Mezdaï au sieur Ben Chaaban relativement à la propriété de quatre parcelles de terre dites : 1° Tissemlat; 2° Zouana; 3° Medja; 4° Guergour dans le douar commune de Sidi-Hamouda; — Que l'expert a déposé son rapport le 8 décembre 1883; — Mais que, dans ce long intervalle, l'application de la loi du 26 juillet 1873 ayant été ordonnée et faite dans le douar Sidi-Hamouda, les consorts Mezdaï se trouvent depuis le 17 août 1883 en possession des titres définitifs de propriété qui leur attribuent les terres ci-dessus, titres déjà transcrits avant le dépôt du rapport de l'expert;

Attendu qu'il est dès lors inutile d'examiner et de discuter ce rapport devenu sans objet; — Que la loi de 1873 est, selon l'expression de Me Charpentier, une véritable loi de salut public destinée, et à faciliter à tous l'acquisition des terres de l'Algérie, en faisant connaître d'une façon certaine les véritables propriétaires, et aussi à donner à ces terres leur véritable valeur entre les mains des détenteurs actuels en en rendant la propriété certaine; — Que, pour arriver à son but, la loi a organisé un système de reconnaissance spécial et prononcé des déchéances destinées à empêcher que son œuvre ne fût remise en contestation; — Que c'est ainsi qu'après le dépôt du titre provisoire, trois mois seulement sont accordés pour le contester, et que, faute de contestation, ce titre devient définitif et le point de départ de la nouvelle propriété, laquelle n'a plus à compter avec les

---

(1) Cpr., *Revue algérienne,* 1887, 2, 101, 112 et 115, trois arrêts de la Cour où la même doctrine est énoncée, avec plus de précision encore. — La jurisprudence affirme nettement qu'une action en justice dirigée contre celui qui réclame un titre administratif ne suffit pas à faire obstacle à la délivrance de ce titre. La contestation doit être portée à la connaissance de l'administration, non par un acte judiciaire quelconque, ainsi que le dit d'une manière un peu vague l'arrêt ci-dessus rapporté, mais par une réclamation mentionnée sur le registre à ce destiné et dans les formes prévues par les art. 15 et suivants de la loi du 26 juillet 1873. A défaut de ces formalités, le titre délivré est définitif et opposable à tous les intéressés.

anciens titres et avec les anciennes prétentions; — Qu'ainsi les titres qu'ont aujourd'hui les consorts Mezdaï seraient considérés par tous officiers ministériels et publics comme base infaillible de leurs droits, par tous acquéreurs, prêteurs, locataires comme constituant toute sûreté de contracter avec eux; — Qu'ils doivent en justice avoir la même autorité;

Attendu que vainement dirait-on que la contestation qui existait avant l'application de la loi de 1873 au douar de Sidi-Hamouda empêchait la délivrance du titre définitif; que c'était aux contestants par un acte judiciaire quelconque à prévenir l'administration de cette ancienne instance, s'ils entendaient la continuer; — Que depuis quatre ans qu'elle sommeillait on devait d'ailleurs le croire éteinte, surtout après les tentatives de conciliation que fait toujours le commissaire enquêteur conformément à la loi; — Attendu d'ailleurs que, s'il existe des responsabilités à cet égard, elles ne sauraient empêcher l'effet d'ordre public du titre définitif délivré et transcrit même avant le dépôt du rapport de l'expert; — Que ce titre est aujourd'hui l'unique document que le tribunal puisse consulter;

Par ces motifs : — Dit et ordonne que les consorts Mezdaï sont aujourd'hui propriétaires des parcelles par eux revendiquées au début de l'instance, ainsi que cela résulte des titres qui leur ont été délivrés conformément à la loi du 26 juillet 1873 par l'administration des domaines; — Condamne Ben Chaâban, contestant, aux dépens; — Donne acte aux consorts Mezdaï de leurs réserves contre Ben-Chaâban.

MM. LOURDAU, *prés.*; VERNER, *juge, ff. min. pub.*; CHARPENTIER et MALLARMÉ, *av.*

Sur l'APPEL de Ben Chaâban, la Cour a rendu l'arrêt suivant :

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que les parties sont d'accord pour reconnaître que les immeubles objet du litige ont été attribués, depuis l'instance engagée, aux consorts El-Mezdaï par la délivrance des titres de propriété conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1873;

Considérant que l'appelant fait valoir que ces titres ne lui sont pas opposables parce qu'ils auraient été délivrés nonobstant l'instance pendante entre lui et les intimés depuis 1878 et dont l'existence doit équivaloir à la contestation prévue par l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873 et qui a pour effet de suspendre la délivrance des titres de propriété et de la rendre par suite inefficace si elle a précédé le règlement de la contestation réservée aux tribunaux;

Considérant que cette exception de Ben Chaâban n'est pas fondée; qu'il ne peut réclamer le bénéfice de l'art. 18, qui a trait à une instance déterminée ayant pour objet de contester les opérations du commissaire enquêteur; qu'il a, en réalité, né-

gligé toutes les garanties que lui accordait la loi de 1873; qu'il a laissé écouler sans réclamation les divers délais qui lui étaient accordés pour faire valoir ses prétentions et demander son renvoi devant le tribunal;

Considérant que rien n'établit que l'appelant ait porté à la connaissance du commissaire enquêteur le procès existant entre lui et les consorts El-Mezdaï et qui depuis plus de quatre ans n'avait donné lieu à aucune procédure;

Considérant que le commissaire enquêteur, ne s'étant trouvé en présence ni d'une réclamation formulée conformément aux dispositions des articles 11, 14 et 18 de la loi de 1873, ni d'un titre notarié, administratif ou judiciaire établissant la propriété des immeubles faisant l'objet de ses opérations, a régulièrement procédé et que l'administration des domaines a sur ses conclusions délivré des titres de propriété inattaquables;

Considérant que la jurisprudence de la Cour invoquée par l'appelant n'a pas la portée qu'il lui prête; que l'arrêt du 30 mars 1886 (1) s'appliquait à un cas de purge où les dispositions du titre III de la loi de 1873 avaient été méconnues et où les circonstances spéciales de l'espèce concouraient pour motiver une décision qui ne peut, ni en droit, ni en fait, créer un procédent à fin d'atténuer la valeur des titres délivrés en conformité de l'art. 18 après l'accomplissement de la procédure du titre II;

Considérant que, les dispositions de la loi de 1873 ayant été scrupuleusement appliquées, les titres délivrés aux consorts El-Mezdaï sont définitifs, qu'il n'est pas admissible que l'appelant puisse obtenir à leur encontre des titres judiciaires, ce qui créerait une situation inextricable dont la prévision suffirait pour démontrer le mal fondé de son action;

Adoptant au surplus les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Confirme le jugement dont est appel; — Ordonne qu'il sortira effet, etc.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* RACK, *av. gén.;* LEMAIRE et CHARPENTIER, *av.*

---

(1) *Revue algérienne,* 1886, 2, 240.

TRIBUNAL DE TUNIS

—

2 février 1887

—

Charâa de Tunis, jugement, *exequatur*, Français ou assimilés, juridiction française, révision au fond, traités entre la Régence et la France, l'Italie et l'Angleterre, droits immobiliers, régime de la nation la plus favorisée, exécution des jugements, droits des consuls.

—

Le tribunal du charâa (1) *et les juridictions locales, dans la Régence, constituent, au regard des justiciables français ou des assimilés, des tribunaux étrangers, dont les sentences, avant d'être pourvues de l'*exequatur, *doivent être soumises à une révision au fond par la juridiction française.* (C. pr. civ., art. 546 ; C. civ., art. 2123 et 2128) (2).

*Il y a lieu à révision au fond alors même que les effets de l'*exequatur *devraient se borner au territoire de la Régence, qui, en vertu de la fiction d'exterritorialité, doit être considéré comme portion intégrante du territoire français au regard de la juridiction française et de ses justiciables* (3).

L'incompétence du tribunal de Tunis, en matière immobilière, ne ferait pas obstacle à son droit de révision au fond, ce droit ne dépendant pas de l'objet du litige, mais de la qualité de la partie contre laquelle l'exécution du jugement est réclamée et de l'extranéité de la juridiction qui l'a rendu.

Le traité du 15 octobre 1824 conclu entre la France et la Régence, et qui stipule au profit de nos nationaux les avantages de la nation la plus favorisée, ne fait pas obstacle à ce droit de révision au fond, en nous obligeant à suivre, en cette matière, les règles du Code civil italien et du traité italien du 18 septembre 1868, dont les dispositions combinées constitueraient ce régime de la nation la plus favorisée.

Le régime de la nation la plus favorisée a été établi, en Tunisie, non par le traité italien du 18 septembre 1868, mais

(1) Sur l'organisation et les attributions du charâa, V. *Revue algérienne*, 1886, 3, 121, note.

*par le traité du 20 octobre 1863 conclu avec l'Angleterre, dont les lois ne limitent en rien les pouvoirs du juge en matière d'*exequatur.

Les priviléges des Européens, en matière immobilière, résultent d'un décret beylical de 1861 et non du traité italien dont il s'agit.

*Au surplus, il ne résulte pas des dispositions de ces divers traités qu'ils aient entendu régler les formes judiciaires de l'*exequatur; *ils prévoient seulement une exécution en fait des décisions rendues contre leurs nationaux, accomplie par les consuls en la forme administrative ou diplomatique.*

Quelle que soit, d'ailleurs, l'interprétation donnée à ces traités, ils seraient dépourvus de tout effet légal, l'organisation judiciaire qu'ils prévoient et les garanties qui en résultent n'ayant jamais été créées dans la Régence (4).

(2, 3, 4) L'importance des questions soulevées par le jugement ci-dessus rapporté et la gravité des solutions qu'il consacre n'échapperont à personne. Il s'agit de savoir quelles sont, au regard du tribunal français de Tunis, l'autorité et la force d'une sentence rendue par une juridiction tunisienne.

D'après le droit commun, nos tribunaux, avant de donner la force exécutoire à la décision d'un tribunal étranger, doivent la soumettre à une révision. Ce principe est incontesté, on discute seulement sur l'étendue de son application. Les juges doivent-ils faire porter leur examen sur le fond même de la sentence, ou doivent-ils, au contraire, se borner à rechercher si la sentence est régulière en la forme et si elle n'est pas contraire à notre ordre public? La question est encore très controversée en doctrine; la jurisprudence incline cependant à reconnaître à nos tribunaux un droit de révision au fond. Le tribunal de Tunis s'est rallié, en principe, à l'opinion dominante en jurisprudence.

Mais là n'était pas l'intérêt de la question soumise au tribunal. Le droit de révision au fond étant admis, il s'agissait de savoir s'il pouvait s'appliquer à des décisions rendues par un tribunal tunisien et dont l'exécution contre un justiciable du tribunal français était réclamée, non pas en France, mais sur le territoire même de la Régence.

Habituellement l'*exequatur* est demandé pour faire produire à un jugement étranger certains effets hors du territoire sur lequel s'étend la juridiction qui l'a rendu. Ici, rien de pareil; il s'agissait de faire exécuter en Tunisie un jugement rendu par un tribunal tunisien, contre un protégé français; la difficulté provenait de la situation spéciale créée par le régime du protectorat. Sur le même territoire deux souverainetés sont en présence avec leurs organes distincts, leurs juridictions propres qui rendent la justice, les unes au nom du peuple français, les autres au nom de l'autorité beylicale. Ces souverainetés sont-elles absolument indépendantes ou sont-elles, au contraire, placées dans un rapport de subordination? Le tribunal français, dont on réclame le concours pour exécuter une sentence rendue

(Hassein Hachiche c. Mohammed Eschaouch et la Société Foncière de Tunisie)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la demande formée, le 6 juillet 1885, par Hassein Hachiche contre Mohammed Eschaouch en 63,000 francs de dommages-intérêts pour privation de jouissance de l'enchir Sultan et celle formée, le 13 novembre 1885, par le même contre Mustapha ben Ismaïl en déclaration de jugement commun n'ont aucun lien nécessaire de connexité avec l'instance que Mohammed ben Ali Eschaouch poursuit en *exequatur* contre Mustapha ben Ismaïl; qu'il y a donc lieu de disjoindre ces instances et de statuer par deux jugements séparés;

---

par une juridiction tunisienne, conserve-t-il un droit de révision au fond, au même titre que les tribunaux de la métropole? doit-il, au contraire, par respect de la souveraineté beylicale, se restreindre à un examen de pure forme? Telles sont les questions que le tribunal de Tunis devait résoudre.

Une première fois il s'était déjà prononcé et il avait affirmé son droit de réviser au fond les sentences du charâa (V. trib. de Tunis, 11 février 1885, *Revue algérienne*, 1885, 2, 126.)

Par le jugement que nous rapportons, le tribunal persévère dans une jurisprudence qui nous paraît fondée sur des nécessités impérieuses. Mais les motifs à l'aide desquels on la justifie ne nous semblent pas à l'abri de toute critique.

Entre autres considérations, le tribunal invoque à l'appui de sa doctrine la fiction d'exterritorialité. D'après lui, le territoire de la Régence devrait être considéré comme portion intégrante du territoire français, au regard de la juridiction française et de ses justiciables. Il ne nous semble pas que cette application de la fiction d'exterritorialité soit très exacte, ni très utile pour expliquer la solution admise par le tribunal. Cette fiction a pour effet de faire considérer l'hôtel de l'agent diplomatique comme une portion intégrante du pays qu'il représente, elle se justifie par la nécessité d'assurer l'indépendance et l'inviolabilité de la personne de l'ambassadeur. N'est-il pas un peu hardi d'étendre ce bénéfice à tout le territoire de la Régence, et n'est-ce point détourner la fiction d'exterritorialité du but en vue duquel le droit des gens l'a admise? Ajoutons que cette doctrine nous semble d'autant plus excessive que le tribunal de Tunis paraît considérer que, d'après la loi même de son institution, il est simplement substitué aux privilèges et aux droits des juridictions consulaires ; celles-ci auraient pu difficilement, avant l'établissement du protectorat, donner au privilége d'exterritorialité le sens étendu qu'on lui attribue aujourd'hui.

La décision du tribunal peut, au point de vue du droit international, se justifier par de toutes autres raisons. En se plaçant sous le protectorat de l'État français, en lui permettant d'exercer sur le territoire de la Régence quelques-uns des attributs les plus essentiels de la souveraineté, tels que le droit de commander la force armée, de diriger sa diplomatie, de rendre

Attendu, au contraire, que la demande en interprétation de la Société Foncière de Tunisie est régulière en tant qu'elle ne retient dans la procédure que Mustapha ben Ismaïl; qu'elle est suffisamment motivée par l'intérêt que la dite Société peut avoir à la solution du litige en *exequatur* ;

---

la justice à une partie des habitants et parfois même à ses propres sujets, le gouvernement du Bey a, par là même, reconnu l'empire de notre souveraineté sur le territoire de la Régence; il a dû admettre, à moins de stipulations contraires, qu'elle s'exercerait conformément aux règles organiques tracées par notre droit public. Or, d'après les principes de ce droit, le concours de la force publique et des autorités françaises ne peut être accordé à une sentence étrangère que si un tribunal français l'a faite sienne par une révision au fond. Il ne pourrait être dérogé à ces principes que par des dispositions formelles d'une loi ou d'un traité. On ne trouverait aucune dérogation de cette nature ni dans le traité du 12 mai 1881, qui a établi notre protectorat et forme le point de départ d'un régime nouveau, ni dans la loi du 27 mars 1883, qui a institué le tribunal de Tunis. Il y a plus, il résulte des dispositions combinées des art. 7 et 18 de cette loi du 27 mars 1883 que le tribunal français appliquera désormais les règles de procédure déterminées par les lois, décrets et ordonnances en vigueur en Algérie, et que « sont abrogées toutes les dispositions concernant la juridiction consulaire et applicables dans la Régence de Tunis, en tant qu'elles sont contraires à celles qui précèdent. » Cette disposition est formelle : désormais la juridiction française fonctionnera conformément au droit commun, et nos lois de procédure, qui ordonnent la révision du jugement au fond avant tout *exequatur*, doivent être appliquées, alors même que les clauses des traités antérieurs auraient affranchi les juridictions consulaires de cette obligation.

Le tribunal pouvait, semble-t-il, se dispenser de rechercher quelles étaient sur ce point les règles tracées par les traités antérieurs. Il résulte de l'examen de tous ces documents et de la discussion à laquelle le tribunal les a soumis qu'ils ne contenaient aucune dérogation aux règles de notre procédure en matière d'exécution. Mais, en eussent-ils contenu, ils ne pouvaient être invoqués dans le débat, car ils avaient pour but de régler une situation complètement transformée aujourd'hui. Les consuls étaient, en effet, investis d'une double fonction : au droit de juridiction ils joignaient les prérogatives attachées à la qualité d'agents d'exécution. Or, c'était en cette dernière qualité qu'ils agissaient lorsque leur concours était nécessaire pour l'exécution d'une sentence tunisienne. Il était inutile de réclamer l'*exequatur* à leur juridiction, puisqu'ils étaient déjà investis de l'autorité exécutive ; l'exercice de cette dernière fonction laissait, d'ailleurs, toujours ouverte l'action diplomatique, dont les consuls usaient souvent avant de faire exécuter un jugement contre leurs nationaux et protégés. Or, il résulte du texte des traités qu'on a entendu fixer les pouvoirs conférés aux consuls en vertu de ces attributions complexes, d'une nature toute spéciale et aujourd'hui disparues. On ne saurait appliquer ces textes au tribunal français investi seulement de la juridiction et du droit de commander aux agents de la force publique, mais n'ayant pas le pouvoir, comme nos consuls, de faire des actes d'exécution.

Alfred Dain.

Sur la demande en exequatur, *qui seule reste aujourd'hui soumise au tribunal :*

Attendu que toutes les parties, aussi bien le demandeur au principal que le défendeur et l'intervenant, sont d'accord pour reconnaître que le jugement du charâa ne saurait avoir par lui-même force d'exécution sur le territoire français et contre un Français ou un assimilé, et que l'*exequatur* peut seul lui imprimer le caractère exécutoire qui lui fait défaut;

Mais attendu que les parties se divisent sur la portée que devra avoir cet *exequatur ;*

Qu'au nom de Mohammed Eschaouch, il a été plaidé que le tribunal ne pouvait procéder que par voie de simple *visa* ou de *pareatis ;*

Que Mustapha ben Ismaïl ou ses ayants-droit ont soutenu, au contraire, que la formalité de l'*exequatur* ne peut jamais aller, dans notre législation, sans une révision préalable de la forme et du fond ;

Attendu, enfin, qu'un système intermédiaire s'est produit, qui tend à limiter à une révision en la forme le pouvoir du tribunal; que ce système, qui ne constitue pas seulement un simple argument de plaidoirie, mais qui résulte implicitement des conclusions prises par l'une et par l'autre des parties, s'impose comme un moyen subsidiaire régulièrement présenté à l'examen du juge ;

*En ce qui concerne l'*exequatur *sollicité par voie de* visa *ou de* pareatis :

Attendu que le protectorat n'a rien enlevé à l'autonomie de la Régence; que les juridictions locales y ont été maintenues ; qu'elles y fonctionnent en pleine indépendance; que le tribunal du charâa, composé de juges qui n'ont pas été investis par l'autorité française, qui appliquent une législation qui n'est pas la nôtre, une procédure qui diffère essentiellement de la nôtre, n'est et ne saurait être, au regard des justiciables français ou des assimilés, qu'un tribunal étranger;

Attendu que l'extranéité du pouvoir qui a statué, jointe à la qualité de celui à qui la décision rendue a fait grief, est la cause péremptoire d'où dérive le principe de la révision ; — Que ce principe, consacré par l'ordonnance de 1629, s'est perpétué dans nos Codes (art. 546 du Code de procédure civile, 2123, 2128 du Code civil); que la France, malgré des tendances doctrinales contraires, l'a jusqu'ici énergiquement maintenu dans ses traités avec les puissances étrangères ;

Attendu que vainement on objecte que c'est sur le sol tunisien que devra s'exécuter le jugement entrepris ;

Qu'il n'est pas exact, d'abord, de dire que les effets de l'*exe-*

quatur se borneront nécessairement au territoire de la Régence; que ce territoire, d'ailleurs, est, en vertu de la fiction de l'exterritorialité, territoire français lui-même au regard de la juridiction française; que nos nationaux ou nos protégés ne sauraient s'y voir dépouillés d'un droit qui est, en France, inhérent à leur qualité;

Attendu qu'il n'y a pas lieu, non plus, de s'arrêter à l'argument tiré de l'incompétence du tribunal en matière immobilière; que les contestations relatives aux demandes d'*exequatur* n'empruntent rien à la matière du litige dont a connu le jugement entrepris; que la qualité de celui qui a souffert de ce jugement, que l'extranéité de la juridiction qui l'a prononcé sont, en réalité, les seuls fondements de l'action; que cette action n'a trait, d'ailleurs, qu'à l'exécution des sentences, et qu'enfin la question de droit public qu'elle soulève ne saurait être portée devant une juridiction française;

*En ce qui concerne l'*exequatur *subordonné à une révision de forme :*

Attendu que, pour faire prévaloir ce système, c'est au texte de deux traités internationaux rapprochés l'un de l'autre que l'on se réfère;

Que l'on pose d'abord comme des prémisses indiscutables :

1° Que, le 15 novembre 1824 (1), la France, traitant avec la Ré-

(1) TRAITÉ FRANCO-TUNISIEN du 15 novembre 1824

Fait pour le renouvellement des capitulations et articles de paix et confirmation d'icelles, arrêté et accordé au nom de Sa Majesté le très Excellent, très Puissant et très Invincible Prince Charles X, par la grâce de Dieu, Empereur de France et Roi de Navarre, par Nous, Hyacinthe-Constantin Gûys, chevalier de la Légion d'honneur, consul général et chargé d'affaires de l'Empereur et son commissaire spécial, muni de pleins pouvoirs à cet effet, au très Illustre et très Excellent Prince Sidi Hussein Pacha Bey et au divan du royaume de Tunis.

Art. 1er. — Les capitulations faites et accordées entre l'Empereur de France et le Grand Seigneur ou leur prédécesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'ambassadeur de France près la sublime Porte, pour la paix et l'union des dits États, seront exactement gardées et observées sans que de part et d'autre il y soit contrevenu directement ou indirectement.

Art. 2. — Tous les traités antérieurs et suppléments sont renouvelés et confirmés par le présent, sauf les changements et additions mentionnés dans les articles ci-joints.

Art. 3. — Les Français établis dans le royaume de Tunis continueront à jouir des mêmes priviléges et exemptions qui leur ont été accordés, et à être traités comme appartenant à la nation la plus favorisée, et il ne sera accordé, suivant les mêmes capitulations et traités, aucun privilége, ni aucun avantage à d'autres nations, qui ne soient également communs à la

gence et stipulant pour les siens les avantages de la nation la plus favorisée, s'était implicitement approprié tous les priviléges qui pouvaient, en matière immobilière, être ultérieurement attribués par le gouvernement beylical aux autres nationaux;

---

nation française, quand bien même ils n'auraient pas été spécifiés dans les dites capitulations ou traités.

Art. 4. — Les marchandises qui viendront de France ou d'autres pays, sous quelque pavillon que ce soit, quand bien même ce serait de pays ennemis de la Régence, pourvu qu'elles soient à la consignation d'un négociant ou de tout autre français, ne paieront que trois pour cent de douane sans autre contribution quelconque, laquelle douane sera acquittée suivant l'usage ordinaire jusqu'à l'établissement du nouveau tarif. Et si des marchandises appartenant à quelqu'un d'une autre nation étaient envoyées à un Français, la douane serait payée suivant l'usage de la nation à laquelle cet individu appartiendrait.

Art. 5. — Il ne sera perçu sur l'introduction, faite par les Français, du riz, des grains de toute sorte et légumes secs que le seul droit d'une piastre et quart par caffis, payable au chef de la Rahaba, sans aucune douane.

Art. 6. — Il a été accordé, sur la demande du chargé d'affaires de S. M. l'Empereur de France, dans les articles préliminaires, qu'il serait formé un tarif d'évaluation des marchandises pour le paiement de la douane. Aussitôt que ce tarif aura été définitivement fixé et adopté réciproquement par les parties intéressées, il sera joint au présent traité.

Art. 7. — Suivant les anciens traités, toutes les marchandises que les négociants français apporteront et qu'ils ne pourront pas vendre ne paieront aucun droit de douane, dans le cas où elles seraient réexpédiées.

Art. 8. — Les Français pourront transporter d'un bâtiment à un autre les marchandises sans les mettre à terre, et les porter autre part ; ils ne seront tenus pour cela à payer aucun droit.

Art. 9. — Les marchandises qui auront acquitté le droit de douane pourront être expédiées dans un autre port des États de la Régence, sans être soumises à aucun droit d'entrée ni de sortie dans les endroits où elles seront débarquées.

Art. 10. — La boulangerie française établie dans le fondouk aura la faculté, comme anciennement, de fournir de la galette ou biscuit aux bâtiments français et non à d'autres, et, pour jouir de ce droit, elle paiera deux piastres par quintal au fermier du biscuit, sans aucune redevance.

Art. 11. — Les censaux juifs ou autres du pays qui sont au service des Français, soit à Tunis, soit dans les ports de la Régence, continueront à jouir de la même protection et aussi des mêmes avantages qui leur sont accordés par les traités précédents pour les affaires de commerce.

Art. 12. — Il sera loisible au consul général, chargé d'affaires de France, de choisir et de changer à son gré les drogmans, janissaires, censaux ou écrivains à son service, sans aucune opposition ou restriction quelconque.

Art. 13. — Dans le cas de guerre entre la France et une autre puissance, les négociants français qui expédieront ou recevront des marchandises sous

2° Que, le 8 septembre 1868(1), un traité conclu entre l'Italie et le gouvernement tunisien, après avoir consacré que toutes les contestations immobilières entre un sujet italien et un Tunisien seraient déférées aux juridictions locales, aurait implicitement admis que, conformément aux dispositions du Code italien promulgué en 1865, les jugements ainsi rendus seraient exécutoires moyennant une simple révision de forme;

---

des noms étrangers et simulés jouiront nonobstant des mêmes faveurs et priviléges qui leur sont accordés, mais ils devront en faire la déclaration assermentée par devant le consul général de France, à laquelle déclaration il sera ajouté foi.

Art. 14. — En cas de contestation entre un Français et un sujet tunisien pour affaire de commerce, il sera nommé par le consul général de France des négociants français, et un égal nombre de négociants du pays seront choisis par l'amin ou toute autre autorité désignée par S. Ex. le Bey. Si le demandeur est sujet tunisien, il aura droit de demander au consul général d'être jugé de cette manière, et si la commission ne peut terminer la contestation pour cause de dissidence ou de partage égal des opinions, l'affaire sera portée devant S. Ex. le Bey, pour être prononcé par lui, d'accord avec le consul général de France, conformément à la justice.

Art. 15. — Les bâtiments français seront, à l'avenir, traités, pour les droits d'ancrage et de port, comme la nation la plus favorisée.

Art. 16. — En cas de discussions entre les deux gouvernements, les deux puissances renoncent expressément à toutes représailles sur les particuliers, qui, dans aucun cas, ne sauraient être responsables du fait de leur gouvernement.

Art. 17. — Tous les Français indistinctement résidant dans le royaume de Tunis seront sous la juridiction du consul général de France.

Le présent traité sera ratifié et confirmé par Sa Majesté l'Empereur de France.

Ainsi arrêté et conclu, au Palais du Bardo, entre l'Illustre Pacha Bey et le consul général, chargé d'affaires de Sa Majesté l'Empereur de France et son commissaire, muni de ses pleins pouvoirs, le 15 novembre de l'an 1824 ou le 23 de Rebbi ul Ewel de l'an de l'hégire 1240.

(1) TRAITÉ ITALO-TUNISIEN du 8 septembre 1868

Art. 1er. — Tous les droits, priviléges et immunités qui ont été conférés aux représentants, aux citoyens et aux navires italiens en vertu des usages et des traités existant antérieurement entre le royaume de Tunis et les États qui composent aujourd'hui le royaume d'Italie sont confirmés et appliqués à toute l'Italie, à l'exception des clauses qui ne s'accorderaient pas avec aucun des articles de la présente convention. Il est, en outre, expressément entendu que tous les droits, priviléges et immunités que le royaume de Tunis accorde à présent et pourrait à l'avenir accorder, à quelque titre que ce soit, aux représentants, aux citoyens, aux navires et au commerce de n'importe quelle autre puissance étrangère seront considérés comme accordés, *ipso facto*, aux représentants, aux citoyens, aux navires, au commerce et à la navigation du royaume d'Italie.

3° Que ce traité italien aurait assuré, d'ailleurs, aux nationaux de ce pays le traitement le plus favorable qui ait été jusque là attribué, en matière immobilière, dans la Régence aux Européens ;

Par contre, les sujets et les navires tunisiens, en Italie, continueront de jouir des droits qui leur ont été accordés par les traités antérieurs et seront admis à la jouissance des droits et faveurs qui sont et seront accordés à toute autre puissance étrangère.

Art. 2. — Il y aura une réciproque, complète et entière liberté de navigation et de commerce entre tous les terrritoires de l'Italie et de son altesse le Bey de Tunis.

Les sujets et citoyens des deux parties contractantes pourront avec toute liberté et sûreté relâcher avec leurs navires et chargements sur tous les points, ports et fleuves d'Italie et de Tunisie, où la relâche est ou sera permise dans l'avenir aux navires et chargements de toute autre puissance étrangère.

Les Italiens à Tunis et les Tunisiens en Italie jouiront, sous ce rapport, de la même liberté et sûreté que leurs nationaux, et leurs navires ne peuvent être assujettis aux droits de tonnage, phare, port, pilotage, quarantaine et autres plus élevés que ceux auxquels sont assujettis les navires nationaux.

Les bâtiments de guerre italiens seront reçus et traités dans les eaux et ports du royaume de Tunisie en la même qualité usitée avec les navires de guerre des puissances les plus révérées et les plus privilégiées.

Le traitement fait aux nations étrangères les plus favorisées est assuré en réciprocité aux navires tunisiens dans les eaux et ports d'Italie.

Art. 3. — Dans l'exercice du commerce d'échelles et de cabotage, les sujets et citoyens des deux parties contractantes seront traités respectivement comme nationaux, c'est-à-dire que les navires de chacune des deux parties pourront prendre ou débarquer une partie de leur chargement dans un port ou territoire de l'autre, et compléter, dans le premier cas, le reste du chargement provenant de l'étranger dans un ou plusieurs ports du même État, sans être tenu, dans aucun cas, de demander aucune permission aux autorités locales ou de payer des droits supérieurs ou autres que ceux auxquels sont assujettis les navires nationaux.

Art. 4. — Seront complètement exempts des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1° Les navires qui, arrivant en lest, repartent de même ;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer partie ou tout de leur chargement, soit pour prendre le chargement et le compléter, justifient d'avoir déjà payé les droits susénoncés.

3° Les navires qui, entrés chargés dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait opération de commerce.

Dans le cas de relâche forcée, le déchargement et le chargement des marchandises pour radoubage du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'impuissance du premier navire de naviguer, les dépenses nécessaires aux approvisionnements des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque la douane en aura donné la permission et que les mêmes

Que de ces trois propositions on induit comme une conséquence inéluctable que le traité italien serait devenu, *ipso facto,* la loi de notre pays en matière d'*exequatur* et que la France, à peine de sortir des limites où l'enferment les dispositions de son traité de 1824, ne pourrait revendiquer une situation plus avantageuse que celle dont bénéficie la nation la plus favorisée, l'Italie, depuis 1868;

---

ne seront pas destinées à la consommation extérieure, ne seront pas considérés comme opérations de commerce.

Art. 5. — Dans tous les territoires de l'un des deux États, il sera accordé aux navires de l'autre État la faculté de compléter leur équipage pour pouvoir continuer le voyage avec des matelots enrôlés dans le pays, pourvu qu'ils se conforment aux lois locales, et que l'enrôlement soit volontaire. — Lorsqu'un navire tunisien voudra compléter son équipage dans les ports de son propre pays ou dans ceux d'une troisième puissance avec des matelots sujets italiens, il ne pourra le faire qu'en vertu d'un permis par écrit de l'agent consulaire d'Italie.

Art. 6. — Si un navire de l'une des deux parties contractantes venait à naufrager ou souffrir quelque avarie sur les côtes ou dans tout autre point sous la juridiction de l'autre partie, les citoyens respectifs recevront, ainsi que leurs navires, effets et marchandises, la même assistance qui serait donnée par l'autorité locale aux habitants du pays où le malheur eut lieu.

Pour tout autre, les opérations relatives au sauvetage des navires italiens seront dirigées par les agents consulaires de S. M. le roi d'Italie, et dans ce but les autorités tunisiennes devront aviser au plus tôt les dits agents du désastre arrivé, et limiter leur intervention à la tutelle de l'ordre et des intérêts de ceux qui opèrent le sauvetage, s'ils n'appartenaient pas aux équipages naufragés, et à s'assurer de l'accomplissement des dispositions relatives à l'entrée et à la sortie des marchandises sauvées.

Art. 7. — Les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens d'une des deux parties contractantes qui auraient été volés par des pirates, soit dans les limites de leur juridiction respective, soit dans les eaux territoriales d'un autre État, soit en pleine mer, et transportés et trouvés dans les ports, fleuves, plages des domaines de l'autre partie, seront remis à leurs propriétaires, moyennant le débours des frais faits pour leur reprise.

Dans ce cas, l'action de revendication devra être soulevée dans l'espace de deux années devant les tribunaux des parties intéressées, qui pourront, pour cet objet, se faire représenter par des procureurs spéciaux ou par les consuls de leur nation.

Art. 8. — Les sujets et citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront entrer réciproquement, avec pleine liberté, dans toutes les parties des territoires respectifs, y résider, voyager, vendre et acheter, faire du commerce en gros et en détail, prendre en location des magasins et boutiques, effectuer le transport des marchandises et de l'argent, recevoir des remises aussi bien de l'intérieur que de l'étranger, faire leurs affaires eux-mêmes et présenter aux douanes leurs propres déclarations ou bien, dans l'exercice de leur qualité de marchands, se faire aider par qui bon leur semble, avec le titre de mandataire, facteur, agent consignataire, interprète, ou

Mais attendu, et si irrésistibles que semblent ces déductions, qu'elles ne sauraient avoir effet que si les prémisses qui sont la base du raisonnement sont elles-mêmes certaines, et qu'elles ne le sont pas ;

---

par n'importe qui, aussi bien pour l'acquisition, pour la vente de leurs effets, biens et marchandises, que pour charger, décharger et expédier leurs navires. Ils auront aussi droit d'exercer les fonctions ci-dessus pour le compte de leurs compatriotes, ou étrangers, ou naturels du pays, et ils jouiront enfin d'une pleine liberté pour fixer le prix des marchandises qu'ils voudraient vendre ou acheter. Il reste entendu toutefois, que, dans tous ces cas, ils devront se conformer aux lois ou règlements du pays qui ne seront pas contraires à la liberté du commerce stipulé dans le présent article, et ils devront se soumettre aux contributions que payent les nationaux, ou bien à celles que payent les étrangers les plus privilégiés, si celles-ci sont moins fortes que celles payées par les indigènes.

Art. 9. — Les citoyens de chacun des deux États contractants pourront exporter du territoire de l'autre des objets, denrées et marchandises provenant du sol ou de l'industrie du pays, sans en demander la permission aux autorités locales, et sans payer des droits supérieurs à ceux payés à l'exportation des mêmes objets vers le pays étranger le plus favorisé à cet effet, et avec des bateaux sous pavillon national.

Ils pourront également introduire tout objet, denrée ou marchandise provenant du sol ou de l'industrie de l'autre État, sans payer des droits supérieurs à ceux imposés sur les mêmes marchandises provenant de l'État le plus favorisé, et sous pavillon national. — La même liberté sera accordée pour le transit.

Le paiement des droits de douane d'entrée à la frontière du royaume de Tunis affranchira la marchandise de toute taxe intérieure de commerce. La même exception sera accordée aux marchandises destinées à l'exportation.

Le gouvernement de S. A. le Bey s'oblige à ne pas augmenter, vis-à-vis de l'Italie, les droits de douane actuels pour l'importation et les droits maritimes sans s'être entendu, à cet effet, avec le gouvernement italien. Le gouvernement tunisien promet aussi de ne pas assujettir à des prohibitions ou monopoles l'exportation, l'importation et le commerce des marchandises de toute espèce, excepté seulement les armes et les munitions de guerre, et sauf les régies de la *zecca* (monnaie), du sel et du tabac. (V. art. 16.)

De son côté, le gouvernement italien s'engage à ne pas frapper de prohibition l'entrée et la sortie de l'Italie de toutes les marchandises, sauf ce qui est établi par des lois et règlements existants.

S. A. le Bey se réserve toutefois la faculté de prohiber, en cas de nécessité et par mesure générale d'intérêt public, l'exportation de ses États des blés, orges et autres céréales ; mais, dans ce cas, il devra, pour ce qui concerne le gouvernement italien, en prévenir l'agent et consul de Sa Majesté trois mois avant l'application de cette mesure.

Art. 10. — Toute faculté de dépôt, et toute prime et remboursement de dépôt qui seraient accordés, dans le territoire de l'une des deux parties contractantes, à l'importation ou à l'exportation de tout objet, seront

Attendu, et d'abord, que le traité de 1824 n'a ni la signification, ni la portée que lui attribue ce système; qu'il ne se rattache pas, d'ailleurs, directement au traité italien de 1868;

Attendu, en effet, que, comme les conventions, les traités s'interprètent selon les intentions présumables des parties; et qu'il ne serait ni légal, ni juridique d'isoler les unes et les autres des circonstances d'où ils sont nés, pour leur faire produire des effets qui n'avaient été ni prévus, ni voulus;

---

accordés également pour les objets de même nature produits par le sol ou par l'industrie de l'autre partie contractante, et pour les importations et exportations des mêmes objets.

Art. 11. — Les deux parties contractantes prennent l'engagement de nommer des commissaires avec la charge d'établir, de commun accord, la valeur moyenne des marchandises de tout genre, provenant du sol ou de l'industrie de l'Italie, importés dans les États de S. A. le Bey, ainsi que les objets de tout genre produits par le sol et l'industrie de la Régence de Tunis, que les négociants italiens tirent du territoire tunisien pour les réimporter en Italie ou ailleurs. La mesure des droits de douane sera réglée sur la base des prix ainsi fixés et approuvés par les deux gouvernements. — Le tarif des prix sera en vigueur pendant sept ans, à partir de la promulgation du même ; mais, si, pendant la septième année, aucune des parties ne demande la révision du tarif, il sera encore en vigueur pendant sept ans, et ainsi de suite pour chaque période septennale suivante.

En cas de désaccord entre la douane et un négociant sur le prix à attribuer à une marchandise qui doit dépasser la frontière du royaume de Tunis, le négociant pourra payer le droit en nature de la manière la plus équitable. Si le négociant ne pouvait ou ne voulait faire usage de cette faculté, la douane aurait le droit d'acquérir cette marchandise pour elle, en payant le prix à elle attribué par le négociant et 5% en sus.

A défaut de ces deux moyens de résoudre la difficulté, un jury sera formé et composé de deux négociants, un élu par S. A. le Bey et l'autre par le consul général, qui décideront en qualité d'arbitres la question dans le temps le plus bref. En cas de divergence, les deux arbitres en nommeront un troisième dont le jugement sera définitif.

Art. 12. — Le gouvernement tunisien devra considérer comme navires italiens, et le gouvernement italien comme navires tunisiens, ceux qui naviguent sous le pavillon respectif et qui seront munis de papiers de navigation et des autres documents exigés par la législation des pays respectifs pour justifier de la nationalité des navires de commerce.

Art. 13. — Seront considérés comme citoyens italiens et tunisiens, les premiers à Tunis, les seconds en Italie, ceux qui auront conservé selon les lois de leur pays la nationalité italienne et tunisienne. — Les citoyens italiens qui entreraient au service du gouvernement tunisien avec la permission de leur gouvernement ne perdront pas la nationalité d'origine et la protection du gouvernement et du consulat italien.

Art. 14. — Les citoyens de chacun des deux États jouiront, sur le territoire de l'autre, de la protection la plus constante et de la sûreté la plus grande, et jouiront à cet égard des privilèges qui sont ou seront accordés

Attendu que, lorsqu'en 1824 la France stipulait pour les siens, la situation des Européens dans la Régence était précaire, leur commerce à l'état de tolérance; que la course, l'esclavage y sévissaient; et que, dans de telles conditions, les revendications de la France ne pouvaient prétendre au delà de quelques facilités commerciales et de la sécurité des personnes; — Que ce sont, en effet, ces mesures de nécessité

---

aux nationaux, en se soumettant aux conditions, tributs et charges imposés à ces derniers, sauf pour ce qui est stipulé à la fin de l'art. 8. Ils seront toutefois exemptés, dans les États de l'autre partie, du service militaire obligatoire, soit dans l'armée, soit dans la marine, la garde nationale ou milice. Ils seront aussi exempts de toute fonction judiciaire et municipale et de toute contribution en argent ou en nature imposée en compensation du service personnel.

Aucun changement, en ce qui est relatif à la protection exercée par le consul général d'Italie à Tunis sur ses propres nationaux, sur les droits, immunités ou priviléges dont jouiraient ceux-ci, par les traités, lois et coutumes. La protection la plus étendue sera assurée par le gouvernement tunisien à l'exercice de tout culte professé par les citoyens italiens.

Art. 15. — Les citoyens de chacune des parties contractantes pourront exercer dans les États de l'autre toute espèce de profession, art ou industrie, ouvrir des manufactures et introduire des machines mues à la vapeur ou par toute autre force motrice, sans être tenus à des formalités ou à des taxes supérieures ou diverses de celles que les lois et le règlement général ou municipal exigent des nationaux.

Les édifices, les bâtiments et leurs attenants, étant propriété mobile, sont sujets, dans le royaume de Tunis, aux stipulations du présent traité relativement à ces prérogatives en général.

Les officiers du gouvernement pourront, après demande écrite émanant du ministère des affaires étrangères de Son Altesse ou du président du conseil municipal adressée au consul général ou, en son absence, à celui qui en fait fonctions, visiter les fabriques et faire les recherches suffisantes pour vérifier les infractions aux lois et règlements généraux ou municipaux d'hygiène ou de police, de finance ou autres, en référer au gouvernement de son altesse le Bey, qui pourra pourvoir, afin que l'irrégularité signalée cesse et que les peines convenues soient légalement appliquées par les juges compétents. Mais, dans aucun cas, il ne pourra empêcher ou suspendre l'exercice légitime de l'industrie manufacturière à laquelle la fabrique est destinée.

Art. 16. — Chacune des deux parties contractantes s'oblige à ne pas accorder (V. art. 9) dans son propre État aucun monopole, immunité ou privilége proprement dit qui causerait dommage à l'industrie, au commerce et au pavillon des citoyens de l'autre. — Les dispositions de cet article ne s'étendent pas au privilége pour les objets dont le commerce appartient aux deux gouvernements respectifs ni aux brevets d'invention.

Art. 17. — Relativement aux industries pour la pêche, le gouvernement tunisien reconnaît aux Italiens la faculté de l'exercer dans les eaux, ports et plages du royaume, sans avoir besoin de demander licence aux autorités

immédiate que prévoit le traité de 1824; que ce sont, par voie de conséquence, des garanties de même ordre que la France entendait alors se réserver au cas où une nation plus favorisée viendrait à les obtenir; — Qu'il serait au moins étrange d'induire d'une telle convention l'abandon par notre pays de cette garantie de l'*exequatur* que des traités de réciprocité ont seuls chez nous pouvoir d'amoindrir ou de faire disparaître;

---

locales et sans être sujets à d'autres taxes et droits que ceux payés par les pêcheurs nationaux.

Le gouvernement italien s'oblige de son côté à admettre les navires destinés à la pêche dans les eaux ports et plages de son royaume, dans la mesure et aux mêmes conditions que ce droit sera dans l'avenir concédé à la nation la plus favorisée.

Art. 18. — Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement établir dans les États de l'autre des sociétés commerciales, industrielles et de banque, des associations mutuelles et en participation ou toute autre association aussi bien entre eux qu'avec des sujets tunisiens, ou d'une troisième puissance, pourvu que le but soit légitime et qu'elles se soumettent aux lois du pays dans lequel elles seront établies.

Art. 19. — Les sujets tunisiens en Italie sont admis, sans condition et restriction aucune, quelle que soit leur résidence, à la jouissance des droits civils, comme les Italiens eux-mêmes, suivant le code civil et les autres lois en vigueur en Italie.

Le même traitement sera fait dans le territoire du royaume de Tunis aux Italiens, quelle que soit leur résidence. En conséquence, ils seront admis dans le royaume de Tunis à jouir des mêmes droits civils que les Tunisiens, en tant que cela est compatible avec leur statut personnel et avec les lois prohibitives de leur patrie. Ils pourront ensuite acquérir et posséder comme les indigènes, maisons, terrains, oliviers et toute espèce d'immeubles, ainsi que des biens meubles et toute sorte de propriétés mobilières.

Les autorités compétentes seront autorisées, sur la demande de l'acquéreur, à vérifier les titres d'acquisition et inscrire les immeubles sous le nom des nouveaux propriétaires, selon les usages du pays et afin de donner au contrat la validité conformément à la loi.

Ils pourront également recevoir la propriété et la donner en emphytéose et en disposer généralement soit par acte entre vifs, soit par acte de dernière volonté et les transmettre à leurs héritiers, sans restriction autre que celle du droit de céder ou donner en emphytéose des biens immeubles à des étrangers qui n'auraient pas, par convention diplomatique ou par la loi de coutume, le droit d'acquérir des immeubles en Tunisie.

Et afin de prévenir toute infraction à cette défense, comme aussi pour éviter toute discussion qui pourrait en résulter, il reste convenu que, dans chaque cas de transfert ou vente de propriété d'immeubles par un sujet italien à un sujet étranger, l'acte de transfert devra porter le sceau des autorités compétentes.

Pour ce qui regarde les biens immeubles sis dans le royaume de Tunis, les Italiens devront s'assujettir aux lois, aux impositions, et à la juridiction

Attendu, d'ailleurs, que, pour qu'un tel résultat fût possible, il faudrait au moins que ce traité de 1824 se rattachât directement et sans intermédiaire au traité conclu par l'Italie en 1868, de telle sorte que ces deux traités fussent irrésistiblement dépendants l'un de l'autre, et que la France, enfin, ne pût s'approprier les priviléges concédés par le gouvernement beylical à l'Italie sans assumer du même coup les charges que, par voie réciproque, cette dernière nation avait elle-même assumées ;

---

des magistrats locaux, sauf pour les déclarations et exceptions contenues dans les articles suivants.

Art. 20. — La propriété immobilière possédée, dans la Régence de Tunis, par des citoyens italiens, est inviolable comme la propriété immobilière, sauf toutefois le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le droit d'expropriation sera subordonné, dans son exercice, aux conditions suivantes :

1° Le décret déclaratif d'utilité publique pour laquelle l'expropriation deviendrait nécessaire devra émaner de S. A. le Bey de Tunis et être communiqué aux représentants de l'Italie ;

2° Les art. 11 et 12 de la loi municipale de Tunis devront servir de règle pour effectuer l'expropriation et en liquider l'indemnité ;

3° L'indemnité devra être payée intégralement au propriétaire avant que l'acte d'expropriation puisse être mis à exécution ;

4° Au cas où le décret de S. A. le Bey qui spécifie l'objet d'utilité publique pour lequel l'expropriation a été faite ne serait pas mis à exécution après une année à partir du jour de sa date, le propriétaire de l'immeuble aura le droit de le recouvrer en remboursant intégralement le montant de l'indemnité reçue.

Art. 21. — L'assimilation aux nationaux, en matière d'impôts fonciers, n'enlèvera pas aux propriétaires italiens qui en feront la demande le droit de se libérer de la contribution sur les terrains au moyen d'une prestation annuelle en argent correspondant à la somme de 40 piastres tunisiennes pour chaque mescia labourée ou non et chiffrée à 10 hectares.

Les propriétaires d'oliviers auront le même droit, avec cette seule différence que la quotité de la contribution annuelle fixée pour eux équivaudra à l'impôt perçu aujourd'hui sur les oliviers de la côte.

Art. 22. — Toute question relative aux immeubles qui s'élèverait entre un Italien et un Tunisien sera déférée aux tribunaux locaux, conformément aux usages et aux lois du pays ; mais la citation en justice ne pourra être transmise si ce n'est au moyen du ministère et après ordonnance du consul italien, lequel devra intervenir personnellement ou par l'entremise d'un délégué à la discussion de la cause, sous peine de nullité du jugement.

La partie condamnée aura le droit d'en appeler aux magistrats compétents et, en dernier ressort, à S. A. le Bey.

La décision définitive sera rendue exécutoire par l'autorité italienne si le perdant est italien, et par l'autorité locale si le perdant est tunisien.

Si le débat s'élevait, au contraire, entre deux Italiens ou bien entre un Italien et un sujet d'une tierce puissance, la partie citée en justice par de-

Mais attendu que bien avant le 8 septembre 1868, date du traité italien, un décret beylical de 1861 avait concédé aux Européens établis dans la Régence tout ce qui constitue le gain de l'Italie dans le traité du 8 septembre 1868, c'est-à-dire le droit de posséder immobilièrement en Tunisie; — Qu'il suit de là qu'investie, dès 1861, de ce droit immobilier, la France n'avait rien de ce chef à emprunter au traité italien de 1868; et que, ne prétendant pas, dès lors, aux avantages que consacre le dit traité, elle ne saurait en assumer les charges;

---

vant le magistrat local aura le droit d'obtenir le renvoi de la cause par devant l'autorité consulaire respective pour y être jugé d'après les règles ordinaires.

Les lois à appliquer pour la décision de la cause, lorsque les tribunaux et les autorités locales devront trancher la question, seront celles du pays, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'établir l'état ou la capacité personnelle de la partie italienne, ni d'autres questions pour lesquelles il soit nécessaire de recourir à d'autres législations, d'après les règles et les distinctions du droit international privé communément acceptées.

Les donations et les successions, lors même qu'elles auraient pour objet des biens immeubles, seront réglées d'après les lois italiennes ou tunisiennes selon que le donateur ou le défunt appartiendra à l'une ou à l'autre nation, sans préjudice, dans tous les cas, de la prohibition de transmettre des biens immeubles à des étrangers qui seraient incapables de posséder dans la Régence de Tunis.

Art. 23. — Le droit appartenant au consul italien de s'immiscer dans l'administration des successions des nationaux décédés, alors que l'héritier ou son procureur n'étaient pas présents ou capables, ou en l'absence d'exécuteur testamentaire, le droit de connaître de faillites des nationaux, et tous les droits de juridiction volontaire attribués par les lois italiennes, par les conventions et usages au consul ou au tribunal consulaire, sont maintenus dans toute leur étendue et devront embrasser toute espèce de biens, y compris les immeubles possédés dans la Régence de Tunis.

Art. 24. — Si quelque doute s'élevait sur l'application ou l'interprétation de quelques-uns des articles de ce traité ou des traités précédents mentionnés dans l'art. 1er, il reste entendu que l'on devra adopter, à Tunis, l'interprétation la plus favorable aux Italiens, et, en Italie, l'interprétation la plus favorable aux Tunisiens.

Art. 25. — Le présent traité restera en vigueur pendant 28 ans, à partir de l'échange des ratifications. Mais, si douze mois avant ce terme il n'est pas dénoncé par une des parties contractantes, il sera considéré comme renouvelé pour une période semblable.

Toutefois, S. M. le Roi d'Italie et S. A. le Bey de Tunis se réservent la faculté de proposer, au bout de chaque sept années, les modifications suggérées par l'expérience.

Art. 26. — Le présent traité, composé de 26 articles, sera ratifié par S. M. le Roi d'Italie et par S. A. le Bey de Tunis, selon les usages indiqués par les lois et coutumes des deux pays, et les ratifications seront échangées à La Goulette et au Bardo dans le délai de trois mois, à partir du jour de la signature, ou même avant ce terme si cela est possible.

Attendu, en second lieu, qu'il n'est pas exact que ce soit le traité italien qui ait procuré aux Européens de la Régence la situation immobilière la plus avantageuse; — Qu'à ce traité italien il est possible d'opposer un traité conclu, le 10 octobre 1863 (1), entre la Régence et le gouvernement britannique; — Attendu que si, en Italie, la révision en la forme est un principe écrit dans la loi, il n'en est pas de même en Angleterre,

---

(1) TRAITÉ ANGLO-TUNISIEN du 10 octobre 1863 (*).

Au nom de Dieu Tout-Puissant,

Convention conclue entre le gouvernement de Sa Très Sereine Altesse Mohammed Es-Saddock Bey, Seigneur de la Régence de Tunis, et le gouvernement de Sa Majesté, Descendante de Glorieux Souverains, Couronne des Grands Illustres, qui tient en son pouvoir l'Épée et la Plume, Grande et Auguste Princesse dont les vertus sont renommées par tout l'Univers, notre Amie la Dame-Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, relativement à l'autorisation accordée aux sujets britanniques de détenir des propriétés immobilières dans la Régence de Tunis.

Attendu que, par l'article onze des lois organiques de la Régence de Tunis, les étrangers ont acquis le droit de posséder des propriétés immobilières aussitôt que leurs gouvernements respectifs ont conclu un arrangement avec le gouvernement de Tunis, établissant les conditions qui les mettent en mesure d'exercer le droit à eux concédé, et attendu qu'il convient d'empêcher à l'avenir les abus, contentions et confusions qui se sont produits, par suite, en conséquence des voies et moyens auxquels les étrangers ont eu recours pour éluder les règlements et coutumes qui leur interdisaient de détenir des immeubles en leur propre nom, les stipulations suivantes ont été convenues et conclues entre Sa Très Sereine Altesse Mohammed Es-Sadock Bey, Seigneur de la Régence de Tunis, et Richard Wood, Esquire, agent et consul général de Sa Majesté Britannique à Tunis, dûment autorisé à cet effet.

Art. 1^er^. — Les sujets anglais ont, dorénavant, le droit incontestable d'acheter des immeubles d'espèce quelconque dans la Régence de Tunis et d'en être propriétaires. En conséquence, autorisation entière sera donnée aux tribunaux religieux et administratifs, ainsi qu'aux gouverneurs, de telle sorte que, l'acheteur s'adressant à eux pour faire confirmer les titres et les faire mettre à son nom, conformément aux usages du pays, afin que ces titres soient valides et remplissent toutes les conditions exigées par la loi, ils accompliront pour lui ces formalités.

Art. 2. — Les sujets anglais, propriétaires d'immeubles, acquitteront de ce chef les taxes municipales ou fiscales, telles qu'elles sont payées par les gens du pays, et seront soumis, en ce qui concerne les immeubles, aux obligations que les règlements imposent aux gens du pays qui sont propriétaires.

Art. 3. — Tout propriétaire de maisons, magasins ou autres immeubles devra se conformer aux règlements municipaux qui sont ou seront en vigueur.

(*) Renouvelé et confirmé par le traité ci-après du 19 juillet 1875.

où rien ne limite, au contraire, en matière d'*exequatur*, le pouvoir du juge, qui à cet égard dispose d'une entière faculté d'appréciation; — De sorte que ce serait dans le traité de 1863, et non dans celui de 1868, que la France, si besoin était, aurait droit de puiser ce traitement le plus favorisé dont elle aurait, en 1824, entendu s'assurer le bénéfice;

Art. 4. — Toute contestation immobilière qui se produira entre les sujets anglais et les sujets tunisiens, qu'elle ait pour objet la propriété ou l'occupation de maisons, terres ou autres immeubles, sera présentée devant les tribunaux compétents en pareille matière, et les mandats de comparution des tribunaux à l'adresse du sujet anglais seront transmis par l'entremise du consul général d'Angleterre, ou, en son absence, de son représentant, pour que lui ou son représentant assiste au procès et au prononcé du jugement. La partie que le tribunal aura condamnée pourra en appeler devant les autres tribunaux, jusqu'à ce que l'affaire parvienne devant le tribunal suprême. Quelle que soit la décision du dernier tribunal, l'autorité à laquelle le perdant est soumis sera tenue de la faire exécuter. Pour ce qui est des contestations survenant parmi les sujets anglais entre eux, les deux parties, ou l'une d'elles, auront la faculté d'en demander la solution au consul ou à son représentant, et la décision de ceux-ci, dans cette affaire, ne pourra être que conforme aux lois et coutumes du pays, autant que le leur permettront leurs connaissances en cela, et aux clauses qui seront licites parmi celles du contrat existant entre les parties.

Art. 5. — Les sujets anglais, propriétaires d'immeubles, pourront vendre, céder et aliéner de toute autre façon leurs propriétés au profit des sujets tunisiens; mais il ne leur sera pas permis de les vendre, céder ou aliéner de toute autre façon au profit des étrangers, à moins que ceux-ci ne soient de ceux dont les gouvernements auront conclu avec Son Altesse le Bey une convention suivant les clauses de laquelle leurs sujets auraient droit à l'achat et à la propriété des immeubles dans la Régence de Tunis. Pour se garder des désaccords en ce qui concerne le présent article, et pour éviter tous procès et contestation susceptibles de se produire à ce sujet, il est convenu que, dans tous les cas où un sujet anglais aura consenti vente, cession ou tout autre contrat entraînant aliénation d'immeubles au profit d'un étranger, on apposera sur l'acte le sceau des tribunaux religieux et administratifs compétents en cette matière, pour que cet acte devienne valide, satisfaisant aux conditions du règlement.

Art. 6. — Lorsqu'un propriétaire, sujet anglais, viendra à mourir intestat, soit en tout son avoir, soit en sa propriété immobilière, la succession, en ce qui concerne sa propriété immobilière, sera régie en vertu des dispositions applicables au règlement de la partie mobilière de sa succession qui serait *ab intestat*, sans obstacle ni opposition de la part des autorités tunisiennes.

Art. 7. — Comme il a été établi en tout temps que le consul général ou, en son absence, son représentant, dispose des héritages des Anglais morts intestats dans la régence de Tunis, il est convenu que ce droit s'étendra aux terres, maisons et autres immeubles des Anglais morts dans ces conditions.

Il est convenu aussi que, dans le cas où il aura été délivré par le consul,

Attendu, enfin, que rien même ne permet d'affirmer que le traité italien de 1868, non plus que le traité anglais de 1863, aient eu pour objet de prévoir et de réglementer par voie implicite cette procédure spéciale, explicite, de l'*exequatur* dont l'application est requise par les demandeurs; — Attendu, en effet, qu'au regard des jugements rendus par les juges

---

ou, en son absence, par son représentant, une pièce revêtue du cachet du consulat, attestant qu'il a vendu, cédé, transmis, ou aliéné d'une façon quelconque partie des propriétés du défunt, les tribunaux et autres autorités reconnaîtront cette vente ou autre aliénation; ensuite, sur le vu d'une pièce délivrée par deux adels, attestant que la vente ou autre aliénation a été conclue d'une façon conforme aux prescriptions de la loi, que l'ayant droit soit un sujet tunisien ou un des étrangers soumis aux conditions qui sont spécifiées en l'article 5 de la présente convention, ils lui délivreront les titres nécessaires à l'établissement de ses droits sur cette propriété, pour le cas où il se trouverait en procès ou bien voudrait vendre cette propriété, la céder, l'engager ou l'aliéner de toute autre façon.

Art. 8. — Le précédent article, avec les stipulations qu'il contient et les droits qu'il réserve, est applicable aux actes du consul général ou, en son absence, de son représentant, en ce qui concerne les immeubles des sujets anglais gênés dans leurs affaires, ou qui se prétendraient insolvables, en vue de l'acquittement des dettes à leur charge.

Art. 9. — L'attestation écrite du consul général, ou, en son absence, de son représentant, portant qu'il a aliéné les biens appartenant aux sujets anglais, pour les causes et aux fins exposées dans les articles 7 et 8, dégage la responsabilité des tribunaux et autres autorités qui reconnaîtront et confirmeront cette transmission de propriété; pour mieux s'assurer que le contrat a eu lieu dans la forme due, les tribunaux pourront désigner certains de leurs adels pour assister à cette vente ou autre aliénation.

Art. 10. — Les sujets anglais paieront les honoraires des adels et autres honoraires imposés par les règlements, comme les sujets tunisiens, dans toutes leurs transactions se rapportant à des propriétés immobilières.

Art. 11. — Aucun sujet anglais ne pourra être contraint d'aliéner l'immeuble dont il est propriétaire, à moins que ce ne soit pour utilité publique et conformément aux dispositions des art. 11 et 12 du règlement municipal de Tunis, afin que l'expropriation forcée pour utilité publique et la fixation du montant de l'indemnité à payer de ce chef s'effectuent dans une forme réglementaire. Cette indemnité sera payée intégralement, et dans des conditions qui satisfassent le propriétaire, avant que l'expropriation soit exécutée.

Art. 12. — L'ordonnance déclarative d'utilité publique qui prescrira l'expropriation sera rendue par S. A. le Bey, afin que les droits des propriétaires, sujets anglais, soient mieux sauvegardés. Avis en sera donné au consul général ou, en son absence, à son représentant, afin qu'il puisse s'acquitter de l'obligation qui lui incombe de veiller à ce que les opérations s'exécutent conformément aux dispositions de l'art. 11 du règlement municipal, déjà confirmé et rectifié, en ce qui concerne l'estimation certaine et la fixation du montant de la valeur.

locaux, les consuls avaient en Tunisie un double pouvoir, ou juridictionnel ou diplomatique ; — Que, juridictionnellement, ils pouvaient, selon les règles de leur législation, ordonner l'*exequatur* ; que, le plus souvent les effets de l'exécution ne devant pas dépasser le sol tunisien, c'était administrativement, ou au besoin diplomatiquement, qu'ils intervenaient, ou pour imposer ou pour faciliter, selon le cas, l'exécution de fait des décisions où avaient été engagés leurs nationaux;

Art. 13. — Lorsque l'ordonnance déclarative d'utilité publique qui aura prescrit cette expropriation n'aura pas été exécutée au bout d'une année à partir de sa date, le propriétaire aura le droit de reprendre sa propriété après avoir remboursé intégralement le montant de l'indemnité qu'il aura touchée de ce chef, et cela en vue d'empêcher qu'il ne se produise des plaintes, des abus et de fausses idées sur les fins auxquelles tend l'expropriation.

Art. 14. — Lorsqu'un sujet anglais voudra introduire dans la Régence de Tunis une ou plusieurs machines, ou y établir une fabrique, il devra faire les démarches en vue d'y être autorisé par S. A. le Bey, qui, en le lui accordant, spécifiera dans son ordonnance les conditions auxquelles cette autorisation est donnée, afin que, s'il survient contestation ou infraction en cela, on puisse s'appuyer, pour régler l'affaire d'une manière équitable, sur les stipulations de l'ordonnance.

Art. 15. — Comme les bâtiments des fabriques et de leurs dépendances appartiennent à la catégorie des propriétés immobilières, ils sont soumis au même régime que toutes ces propriétés. En outre, pour que le gouvernement et les revenus publics soient mieux gardés, il est convenu que les agents du fisc auront droit d'inspecter la fabrique pour voir s'il n'y est pas contrevenu à l'objet déterminé par l'ordonnance d'autorisation, et d'examiner les matières premières pour voir si elles ont acquitté les droits et les taxes intérieures qui grèvent les matières premières travaillées dans la fabrique, que ce soit avant ou après le traitement de ces matières, le tout après réquisition écrite du ministre des affaires étrangères ou du président de la municipalité, du consul général ou, en son absence, de son représentant.

Art. 16. — Les sujets anglais qui possèdent ou posséderont une propriété à titre d'emphytéose perpétuel (enzel) ont le droit d'en jouir aux conditions qui se rapportent à ce genre de propriété, conditions qui sont maintenues et confirmées par le présent article.

Art. 17. — Les sujets anglais, propriétaires d'immeubles dans la Régence de Tunis, s'ils se conforment aux lois et règlements de la Régence, acquéreront et exerceront les mêmes immunités, priviléges et droits ayant trait aux propriétés que peuvent acquérir et exercer les propriétaires tunisiens; dans ce but, comme le droit des sujets anglais à la propriété des immeubles prend sa source dans les règlements basés sur la constitution, ces règlements sont corroborés ici; et, de même aussi, comme leur observation est reconnue nécessaire à une protection plus efficace des immeubles dont la propriété est telle qu'il a été dit précédemment, il est encore convenu que ces règlements seront maintenus, afin qu'il y ait ainsi une garantie plus

Attendu que tout indique que c'est bien et seulement cette exécution de fait que prévoit le traité italien aussi bien que le traité anglais et que se garantissaient réciproquement les puissances contractantes; que l'opposition de ces expressions, qui se lisent dans le traité italien : « l'autorité italienne, l'autorité tunisienne, » exclue péremptoirement l'idée d'une intervention judiciaire quelconque; que les pratiques constantes des autorités consulaires, dans un pays où la coutume avait force de loi, corroborent cet argument de texte;

---

sérieuse de l'exécution de ce qui est stipulé dans la présente convention. — Les dits sujets anglais se prévaudront des concessions, agréments, immunités et droits qui sont ou seront accordés aux sujets ou citoyens des nations les plus favorisées.

Cette convention a été écrite en triplicata, consistant en 17 articles, outre l'introduction, et contenus dans les 19 pages qui précèdent pour être signées par les deux parties et pour être exécutée comme il a été expliqué et clairement établi dans ses prévisions diverses ayant pour objet la durée, la confirmation et le maintien de l'amitié entre elles. En date du samedi, 26e jour de rabi-el-thany (1280 de l'Hégire), correspondant au 10 octobre de l'année de Notre-Seigneur 1863.

TRAITÉ ANGLO-TUNISIEN du 19 juillet 1875

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre S. M. la Reine du royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et S. A. le Bey de Tunis (*).

Sa Majesté la Reine du royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Son Altesse Sérénissime Mohammed Es-Sadock Pacha Bey, possesseur de la Régence de Tunis, étant désireux de maintenir et d'étendre les rapports d'amitié et de commerce qui subsistent depuis longtemps entre eux, comme entre les sujets britanniques et les sujets tunisiens, ont résolu de procéder à une révision et à une amélioration des traités existant entre les deux États. En conséquence de quoi les stipulations suivantes ont été convenues et arrêtées entre Son Altesse Sérénissime le Bey et Richard Wood, esquire, compagnon du très honorable Ordre du Bain, agent et consul général de S. M., dûment autorisé à cet effet.

Art. 1er. — Sa Majesté la Reine du royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande nommera dans la Régence de Tunis, outre son agent politique, tels consuls, vice-consuls et agents consulaires qu'elle jugera nécessaires. Les dits consuls, vice-consuls et agents consulaires seront libres de fixer leur résidence en tous ceux des ports de mer et toutes celles des villes de S. A. le Bey qu'eux mêmes choisiront ou que le gouvernement Britannique choisira et réputera les mieux appropriés au service et aux affaires de S. M. aussi bien que les plus avantageux pour l'assistance de ses sujets.

Art. 2. — Tous honneurs rendus, toute marque de respect, toute immunité et tout privilége accordés au représentant de n'importe quelle autre

(*) Ce traité renouvelle et confirme le traité ci-dessus du 10 octobre 1863. (V. art. 17 et 42).

Attendu, au surplus, et quelle que soit l'interprétation donnée au traité italien comme au traité anglais, que l'on peut soutenir que ces deux traités n'ont jamais eu à proprement parler d'effet légal ; — Qu'il résulte, en effet, de leur texte qu'ils ont été conclus en vue de garanties que devait procurer

---

nation seront partout et toujours rendus et accordés à l'agent et consul général de S. M. accrédité auprès de S. A. le Bey. Seront de même traités avec respect et honneur, les consuls, vice-consuls et agents consulaires britanniques qui résideront dans la Régence de Tunis. Il y aura protection et sécurité entière pour leurs familles et pour leurs demeures. Nul ne s'ingérera dans leurs affaires. Nul ne leur fera violence ni ne leur manquera de respect en paroles ou en actions ; et, si quelqu'un le faisait, les autorités tunisiennes prendraient des mesures immédiates pour le châtiment du coupable. Enfin, les consuls, les vice-consuls et agents consulaires britanniques continueront à jouir, dans le sens le plus large, de toutes les immunités et de tous les priviléges accordés actuellement, ou qui le pourront être dans la suite, aux consuls, vice-consuls et agents consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 3. — L'agent et consul général britannique pourra choisir à son gré ses propres interprètes, courtiers, gardes et domestiques, soit parmi des indigènes, soit parmi des individus appartenant à d'autres nationalités. Ses interprètes, courtiers, gardes et domestiques seront exempts de la conscription, du payement de l'impôt personnel, des contributions forcées et autres charges équivalentes ou de même nature. De même, les consuls, les vice-consuls et agents consulaires résidant aux ports de mer de la Régence, et placés sous les ordres du dit agent et consul général, auront le droit de choisir, à savoir : les consuls, chacun un interprète, un courtier, deux gardes et trois domestiques ; les vice-consuls et agents consulaires, chacun un interprète, un courtier, un garde et deux domestiques ne se trouvant pas au service militaire, lesquels seront également exempts de la levée, du payement de l'impôt personnel, des contributions forcées et de toute autre charge correspondante ou de même nature, Les provisions, les meubles et tous les autres objets que les dits agent et consul général, consuls, vice-consuls et agents consulaires feront venir pour leur usage personnel ou pour celui de leurs familles ne seront soumis à aucune prohibition ni à l'acquittement d'aucun droit, pourvu que les dits agent et consul général, consuls, vice-consuls et agents consulaires adressent à l'employé chargé de la douane une note signée par eux et spécifiant le nombre des objets qu'ils désirent faire entrer en franchise, sous le bénéfice du présent article. Ce privilége, toutefois, n'est accordé qu'aux officiers consulaires qui ne se livrent pas au négoce. Si le service de leur souverain exigeait leur présence dans leur patrie, aucun empêchement ne sera mis à leur départ. Ils ne pourront être inquiétés ni en leur propre personne, ni en celle de leurs domestiques, ni relativement à ce qui leur appartient, mais seront, au contraire, libres d'aller et de venir, honorés et respectés. S'ils délèguent quelqu'un pour les remplacer, ils pourront le faire sans empêchement aucun, et leur délégué n'éprouvera pas d'opposition à l'exécution de son mandat.

à ceux qui traitaient avec la Régence une organisation judiciaire qui est restée à l'état de projet en Tunisie, où n'ont jamais fonctionné ni cette juridiction de second degré ayant pouvoir de Cour d'appel, ni cette juridiction suprême ayant pouvoir de cassation que visent les deux traités, et qui devaient, l'une comme l'autre, avoir prononcé avant que l'autorité italienne ou l'autorité britannique fissent exécuter

---

Art. 4. — Il y aura liberté de commerce réciproque entre les États de S. M. la Reine et la Régence de Tunis. Il sera permis aux négociants britanniques, à leurs agents et courtiers d'acheter sur tous les points du territoire tunisien tous les articles, aucun d'excepté, qui sont au nombre des produits naturels ou manufacturés de la Régence, et ce aussi bien pour le commerce intérieur que pour l'exportation. L'acquéreur sera libre de transporter ses achats d'une localité à une autre, sans que les autorités locales puissent entreprendre de lui créer des difficultés.

Art. 5. — Conformément à l'amitié qui a de tout temps existé entre les deux gouvernements, S. A. le Bey s'engage à protéger les sujets anglais qui viendront dans son pays pour y faire du commerce ou pour y voyager. Ils seront libres de voyager et de résider partout dans la Régence sans empêchement ni molestation, et ils y seront traités avec respect, bienveillance et honneur. Ils seront exempts du service militaire obligatoire, sur terre comme sur mer, exempts aussi des emprunts forcés et de toute contribution extraordinaire. Les habitations destinées à leur servir de demeure, les magasins affectés aux besoins de leur commerce, leurs biens de toute nature enfin, meubles et immeubles, seront respectés. Et, à cet égard, seront regardées comme étant tout particulièrement confirmées par le présent article les stipulations de la convention conclue entre le gouvernement de S. M. et S. A. le Bey sous la date du 10 octobre 1863, et qui est relative à la permission, accordée aux sujets britanniques, de posséder des biens immeubles dans la Régence de Tunis. Les sujets de la Reine, leurs navires, leur commerce et leur navigation jouiront sans restriction ou diminution de tous priviléges, faveurs et imminutés accordés actuellement, ou qui le seraient à l'avenir, aux sujets, aux navires, au commerce et à la navigation de quelque autre nation que ce soit.

Sa Majesté britannique s'engage, de son côté, à assurer aux sujets, aux navires, à la navigation et au commerce tunisiens la jouissance, dans ses États, de la même protection et des mêmes priviléges dont jouit ou viendrait à jouir la nation la plus favorisée.

Art. 6. — La parfaite sécurité accordée par S. A. aux négociants et sujets britanniques qui pourront résider dans la Régence s'étend aussi au libre exercice de leurs rites religieux. Il leur sera loisible de bâtir des églises, après que demande en aura été adressée par l'agent et consul général britannique à S. A. le Bey, qui accordera la permission nécessaire. Le cimetière anglais St-Georges et tous les autres lieux de sépulture qui existent actuellement ou seront établis dans la suite continueront à être protégés et respectés comme par le passé.

Art. 7. — S. A. le Bey s'engage à ne prohiber l'importation dans la Régence d'aucun produit naturel ou manufacturé des États et possessions

les sentences devenues définitives; — Que le tribunal du charâa, en un mot, est resté, malgré les engagements pris en 1863 et 1868, ce qu'il était et ce qu'il est encore : un tribunal sans appel et sans recours; et que ce n'est pas aux décisions d'un tribunal sans appel et sans recours que l'Italie en 1868, l'Angleterre en 1863, que la France, à supposer que son traité de 1824 le lui imposât, ont entendu sans réserve et sans examen préalable attacher tous les effets de la force exécutoire;

---

de S. M. britannique, quelle qu'en soit d'ailleurs la provenance. Les droits prélevés sur les dits articles de production naturelle ou manufacturière, importés comme il vient d'être dit, ne pourront, en aucun cas, dépasser le taux fixe de 8 % *ad valorem*, à calculer sur la valeur de la marchandise au port de débarquement, et pourront être remplacés par une taxe spéciale, y équivalant, fixée de commun accord.

Les dits articles, après avoir acquitté le droit d'entrée de 8 %, ne seront sujets, que l'acheteur soit Tunisien ou étranger, à aucun autre impôt ou droit intérieur de quelque nature que ce soit. Que si les dits articles n'auront pas été vendus dans l'intérieur de la Régence, pour la consommation locale, mais seront réexportés dans le terme d'une année, l'administration des douanes sera tenue de restituer au négociant le montant des droits prélevés, pourvu que les ballots ou colis n'aient pas été ouverts; mais le négociant sera obligé, de son côté, à fournir la preuve que les marchandises avaient effectivement acquitté les droits d'entrée susdits.

Après le terme d'un an, le négociant sera libre de réexporter ses marchandises de provenance étrangère, sans toutefois pouvoir réclamer le *drawback*, et la douane ne prélèvera aucun droit sur cette réexportation.

Lorsqu'un négociant britannique ou son agent désirera transporter par terre ou par mer, d'un port ou d'une localité à un autre port ou à une autre localité de la Régence, des marchandises ayant déjà acquitté le droit *ad valorem* susmentionné, ces marchandises ne seront soumises à aucune autre taxe, ni à l'embarquement ni au débarquement, pourvu qu'elles soient accompagnées d'un certificat délivré par l'administration de la douane tunisienne et qui atteste le payement de ce droit.

Il est en outre convenu que l'importation dans le territoire d'une des parties contractantes d'un article quelconque produit ou manufacturé par l'autre ne sera jamais soumis à des droits autres et plus forts que ceux dont est grevée l'importation du même article produit ou manufacturé par quelque autre pays que ce soit.

Art. 8. — Les bâtiments portant pavillon britannique et ceux portant pavillon tunisien auront réciproquement le droit d'exercer le cabotage dans les États et possessions des deux parties contractantes. Ils jouiront à cet effet des mêmes droits et immunités que les navires du pays, et pourront librement, les uns dans les ports des autres, soit débarquer une portion de leur cargaison, soit embarquer des marchandises indigènes ou étrangères pour compléter leur chargement, sans être tenus de se procurer chaque fois un permis spécial des autorités locales. Ils ne paieront d'autres taxes ni d'autres impôts que ceux exigés des bâtiments du pays.

Toutefois, quant aux colonies, les stipulations de cet article devront

Attendu, enfin, qu'à ces traités d'une valeur légale si discutable manque même la consécration du fait; qu'il n'apparaît pas que les autorités consulaires aient jamais, de pratique constante, procédé par voie d'*exequatur;* que, bien plus, les décisions rendues par le charâa dans des litiges où figurent des Européens sont restées jusqu'ici à l'état d'exception, la règle la plus souvent admise étant que la nationalité du défendeur eût pour effet de déterminer la compétence;

---

s'entendre comme ne s'appliquant qu'à celles des possessions coloniales de S. M. qui pourront avoir ouvert leur cabotage aux navires étrangers, conformément aux prévisions de l'acte du Parlement y relatif.

Art. 9. — S. A. le Bey s'engage formellement à abolir tous les monopoles de produits agricoles et tous les autres monopoles, hormis et excepté le monopole des tabacs et du sel, hormis et excepté, aussi, les pêcheries et le monopole du tannage des peaux de bœuf, de cheval et de chameau.

Néanmoins les sujets anglais ou leurs agents qui en vertu d'autorisation et de permis achètent ou vendent du sel et du tabac pour la consommation du pays seront soumis aux mêmes règlements que les sujets tunisiens les plus favorisés autorisés à trafiquer de ces articles. Les dits sujets anglais ou leurs agents seront, en outre, admissibles à concourir pour l'acquisition des droits de pêche et pourront obtenir et exploiter les pêcheries en se soumettant aux lois et règlements locaux.

Art. 10. — Quand des négociants britanniques ou leurs agents dans la Régence de Tunis achéteront un article quelconque de production ou de manufacture tunisienne pour la consommation du pays, les dits négociants ou leurs agents ne paieront à l'achat de vente de ces articles aucune taxe ni aucun droit supérieur à ceux payés en semblable circonstance par la catégorie la plus favorisée de Tunisiens ou d'étrangers engagés dans le commerce intérieur de la Régence de Tunis. De la même manière, les négociants tunisiens ou leurs agents dans les États britanniques, pour l'achat ou la vente des produits britanniques manufacturés ou naturels destinés à la consommation intérieure, ne payeront point de contributions ou de droits supérieurs à ceux payés par les sujets britanniques et les étrangers les plus favorisés qui se livrent au commerce intérieur des dits Etats.

Art. 11. — Si un négociant britannique ou son agent achète pour l'exportation un article quelconque de production ou de manufacture tunisienne, soit sur le lieu d'origine de cet article, soit pendant son transport de ce lieu à un autre, et qu'il ait été déjà perçu sur cet article les taxes intérieures connues sous les noms de *Oshr*, *Kanoun, Mahsoulat* et autres, le dit article de production ou de manufacture tunisienne ne sera assujetti, au port d'embarquement, qu'au seul droit d'exportation et au payement des honoraires et droits perçus par les notaires pour le mesurage et fixés par la loi.

Art. 12. — Au cas où une différence d'opinion surgirait entre la douane et un négociant au sujet de la valeur à attribuer aux marchandises et denrées importées par lui dans la régence de Tunis, il sera loisible au négociant de payer le droit en nature, de la façon la plus équitable. Mais, si le négociant ne peut ou ne veut faire usage de la faculté susmentionnée, la

Attendu que de tout ceci il résulte que ni les traités, qui sont ou contradictoires ou d'une autorité légale incertaine, ni la sanction de l'usage, à qui la jurisprudence a parfois accordé force de loi dans les Échelles, n'ont éclairé, précisé, déterminé cette question essentielle de l'exécution des jugements locaux en Tunisie; — Qu'à tout le moins il faut reconnaître que tout, en cette matière, est confusion et incertitude; — Que

---

douane aura le droit d'acheter les dites marchandises et denrées au prix auquel les a évaluées le négociant, avec une augmentation de 5 %. Enfin, si l'on ne réussit à résoudre le différend de l'une ou de l'autre des manières précédentes, S. A. le Bey et l'agent et consul général de S. M. nommeront chacun un arbitre, qui ne pourra être qu'un négociant, et, en cas de divergence d'opinion entre les deux arbitres, ceux-ci en nommeront un troisième, toujours négociant, dont la décision sera péremptoire.

Art. 13. — Dans le but d'encourager l'agriculture, S. A. le Bey s'engage à exempter de tout droit d'entrée et de toute autre contribution intérieure l'importation des instruments et des machines servant à l'agriculture, aussi bien que celle des bestiaux et autres animaux destinés à l'amélioration des races indigènes, toutes les fois qu'il sera prouvé que les dits instruments et machines agricoles, bestiaux et animaux sont destinés à l'usage privé d'un particulier et non au commerce, cas auquel ils seraient soumis au payement d'un droit d'entrée ne devant pas dépasser 8 %.

Art. 14. — Au cas où il deviendrait nécessaire d'importer des blés étrangers, du maïs et de l'orge par suite de mauvaises récoltes, ou, ce qu'à Dieu ne plaise, par suite de famine et d'autres éventualités, ces blés, maïs et orge étrangers seront comme par le passé exempts de tout droit d'entrée, et ne seront soumis qu'au payement de vingt caroubes par caffis.

A l'exception des trois denrées ci-dessus, tous les autres comestibles étrangers, tels que le riz, les lentilles, les haricots et autres légumes connus sous le nom de *khachakhech* (légumes secs) paieront un droit d'entrée ne dépassant pas 8 %. Moyennant quoi l'importateur ou son agent sera libre de vendre ces provisions au détail ou autrement sans payer aucune autre sorte d'impôt.

Art. 15. — Il est entendu entre les parties contractantes que le gouvernement tunisien se réserve la faculté et le droit d'émettre une prohibition générale contre l'introduction de la poudre de tir dans la Régence. Néanmoins, si l'agent et consul général de S. M. jugeait à propos de demander une autorisation spéciale, le gouvernement tunisien l'accordera pourvu qu'il ne puisse être allégué contre cette concession aucune objection valide.

La poudre de tir, quand l'importation en est permise, sera sujette à un droit ne dépassant pas 8 %, et les dispositions suivantes y seront applicables :

1. La poudre de tir ne sera point vendue par les sujets de S. M. en quantités excédant les quantités permises par les règlements du pays.

2. Quand un chargement ou une quantité considérable de poudre de tir arrivera dans un port tunisien à bord d'un navire britannique, ce navire mouillera à un endroit particulier, désigné par les autorités locales, et la poudre sera transportée, sous l'inspection des dites autorités, à des dépôts

le tribunal, dans une telle situation, ne peut que s'en référer aux principes de la législation qu'il a la mission d'appliquer;

Attendu que le caractère de la juridiction du charâa n'est plus à démontrer; que c'est et ne peut être qu'une juridiction étrangère; que l'on se demanderait autrement à quelle catégorie de tribunaux pourrait bien appartenir ce tribunal, qui n'est manifestement pas un tribunal français;

---

ou autres lieux convenables, désignés par le gouvernement, et auxquels les parties intéressées auront accès conformément à un règlement spécial.

La poudre de tir importée en contravention de la défense ou sans avoir obtenu l'autorisation ci-dessus mentionnée sera passible d'être confisquée. Il est fait une exception en faveur des poudres de chasse en petites quantités, destinées à l'usage des particuliers, lorsqu'elles ne seront pas sujettes aux dispositions du présent article.

Les canons, les armes de guerre ou approvisionnements militaires, ainsi que les ancres, mâts et cables-chaînes entreront en franchise pourvu qu'on les débarque aux ports officiellement reconnus pour tels et ouverts au commerce, pourvu encore qu'avant de débarquer des canons on ait obtenu l'autorisation du gouvernement.

Art. 16. — Les sujets de chacune des parties contractantes auront le droit d'établir dans le territoire de l'autre des sociétés commerciales, industrielles et de banque, des associations coopératives, mutuelles et par actions, ou toute autre société, soit entre eux, soit avec des sujets de l'autre partie contractante, soit avec des sujets d'une autre puissance quelconque; pourvu, toutefois, que l'objet des sociétés ou associations soit légitime, et pourvu, toujours, qu'elles restent soumises aux lois du pays où elles doivent s'établir.

Il est entendu cependant qu'aucune société par actions à crédit limité dont le capital est composé d'actions nominales au porteur, et aucune société anonyme ne pourront être établies dans le territoire d'une des parties contractantes sans l'autorisation du gouvernement local.

Art. 17. — Les sujets britanniques et les sujets tunisiens seront libres d'exercer, dans le pays les uns des autres, tel art, telle profession et telle industrie qu'il leur plaira. Ils pourront fonder des fabriques et des comptoirs, introduire des machines mues par la vapeur ou par tout autre moteur, sans être assujettis à d'autres formalités ni au payement de droits d'entrée et d'impôts autres ou plus élevés que ceux prescrits par les lois et les règlements municipaux ou que ceux payés par des indigènes.

Il est entendu que les manufactures et leurs dépendances, étant biens immeubles, resteront soumis aux dispositions de la convention du 10 octobre 1863, concernant la faculté accordée aux sujets britanniques de posséder des biens fonds dans la Régence de Tunis.

Art. 18. — On ne percevra des navires britanniques, comme droits de port, de pilotage, de phare, de quarantaine et autres droits locaux, que les droits exigés des navires tunisiens ou des navires de la nation la plus favorisée.

Si un navire britannique entre dans un port tunisien à cause du mauvais temps et en repart, il ne sera point soumis au payement des droits sus-

Attendu que le droit de faire réviser, tant en la forme qu'au fond, la décision rendue contre un Français ou un assimilé par une juridiction étrangère est un droit qui ne peut être limité que dans des conditions déterminées, qui ne se ren-

---

mentionnés; il n'aura à payer que les honoraires du pilote s'il a eu besoin des services de ce dernier. Cependant, si le dit navire mouillait dans un port tunisien dans le but de se procurer de l'eau ou des provisions, il payerait une partie, ne pouvant jamais excéder la moitié, des droits de port, de pilotage, de phare, de quarantaine et autres en usage dans ce port.

Les navires tunisiens qui visiteront un port quelconque des possessions de S. M. ne paieront, de même, que les droits de port, de quarantaine et autres payés par les navires britanniques.

Art. 19. — Les capitaines de navires marchands ayant à bord des marchandises à destination de la Régence de Tunis devront, en arrivant au port où ces marchandises doivent être débarquées, remettre à la douane une copie conforme de leur manifeste.

Art. 20. — Si un sujet britannique est surpris en introduisant en contrebande dans la Régence des marchandises de n'importe quelle espèce, ou s'il est surpris embarquant des marchandises de production tunisienne sans pouvoir exhiber un permis de la douane, les dites marchandises seront confisquées au profit du Trésor tunisien. Toutefois, aussitôt la saisie opérée par les autorités tunisiennes, il sera dressé un rapport ou procès-verbal constatant la prétendue contrebande, et ce rapport ou procès-verbal sera communiqué aux autorités consulaires britanniques. Nulles marchandises ne pourront être confisquées comme contrebande à moins que la fraude n'ait été dûment et légalement prouvée.

Il est stipulé que les navires portant pavillon britannique devront se soumettre aux règlements du port; que ces navires, spéronares ou barques ne devront point servir de dépôt aux marchandises; qu'enfin, si leur séjour dans les ports tunisiens dépasse huit mois solaires, les dits navires devront, s'ils en sont requis, fournir à l'autorité consulaire britannique et aux autorités locales des explications satisfaisantes sur les motifs de ce séjour. Si ces explications ne paraissent pas satisfaisantes, la douane pourra, avec le consentement de l'agent ou consul général de S. M., mettre à bord un surveillant pour empêcher la fraude. Les frais de ce surveillant seront à la charge du navire.

Art. 21. — Quand des sujets britanniques voudront envoyer des marchandises à bord d'un navire quelconque ou les en retirer, il leur sera loisible de se servir à cet effet des embarcations de la douane tunisienne; ils paieront, en ce cas, la redevance usuelle fixée comme prix de ce service. Ils sont libres, toutefois, de procéder au débarquement de leur marchandise sans faire usage des embarcations de la douane. Mais, en ce cas, ils devront en donner avis préalable par écrit à la douane, et avoir soin d'annoncer, à l'arrivée de chaque bateau à vapeur ou bâtiment à voiles où ils pourront avoir des marchandises, qu'ils seront présents par eux-mêmes ou par leur mandataire pour assister au débarquement des dites marchandises. Au cas où ils seraient néanmoins absents, la douane procédera au débarquement de leur marchandises et en assumera, comme à l'ordinaire,

contrent pas ici; — Que ce droit inhérent à la qualité de Français accompagne celui que la loi en investit devant toute juridiction française; que l'abandon ne saurait être présumé;

---

la responsabilité, sauf les cas de force majeure. La personne à laquelle les marchandises sont adressées ne pourra en aucun cas actionner la douane en alléguant qu'elle n'avait pas le droit de débarquer ses marchandises, vu que le débarquement est subordonné à la sanction du capitaine, non à celle de la douane.

Les personnes qui voudront procéder elles-mêmes au débarquement de leurs marchandises, après en avoir donné avis par écrit, devront se faire donner un employé de la douane qui les accompagnera à bord et les ramènera à la douane. Les frais de cet employé seront à la charge du négociant.

Art. 22. — Lorsque le gouvernement tunisien interdira provisoirement la sortie du blé, de l'orge, des bestiaux ou de tout autre produit indigène, cette interdiction n'aura force que huit mois après sa notification officielle et ne s'appliquera qu'à l'article ou aux articles spécifiés dans le décret.

Art. 23. — Aucun sujet et aucun protégé britannique ne seront, dans la Régence de Tunis, tenus des dettes contractées par un autre individu de leur nation, à moins qu'ils ne se soient, par un document valable, rendus responsables ou portés garants pour le débiteur. Nul sujet britannique ne sera forcé, contre son gré, de vendre ou d'acheter quoi que ce soit à un Tunisien. Un vendeur ne sera tenu de délivrer à l'acheteur que la marchandise ou la partie de la marchandise qu'il lui aura volontairement cédée, et l'acheteur n'aura aucune prétention et aucun droit sur le reste.

Réciproquement, nul sujet tunisien ne sera tenu de payer les dettes contractées par un autre individu de sa nation envers un sujet britannique, à moins qu'il ne se soit rendu responsable ou garant pour le débiteur par un document valable.

Art. 24. — En toute cause ou action criminelle où le plaignant et l'accusé sont sujets britanniques l'un et l'autre, comme en tous différends, et en tous litiges et procès civils qui pourront surgir entre sujets britanniques exclusivement, le seul juge et arbitre sera l'agent et consul général de S. M., ou un consul, ou toute autre autorité britannique compétente. Nul autre n'interviendra en la question, et les parties relèveront uniquement des tribunaux consulaires britanniques.

Tous différends, tous procès et litiges en matière civile entre les sujets britanniques et les sujets d'autres puissances étrangères seront résolus uniquement par les tribunaux consulaires étrangers, selon les usages pratiqués jusqu'ici ou qui pourront être établis dans la suite entre les différents consuls, sans que les tribunaux tunisiens ou le gouvernement de S. A. puissent y intervenir.

Art. 25. — Les différend et les litiges en matière commerciale et civile (les causes criminelles ou correctionnelles exceptées) qui pourraient surgir entre sujets britanniques et sujets tunisiens seront jugés par S. A. le Bey ou son représentant, en la présence et avec l'assentiment du consul général ou du consul britannique.

Il est en outre convenu que, si une nouvelle procédure, différente de la susdite, était adoptée et appliquée présentement ou dans l'avenir aux sujets

Par ces motifs : — Prononce la disjonction de l'instance formée par Hassein Hachiche contre Mohammed Eschaouch ;
Dit que, de ce chef, il sera statué par un jugement séparé ;

---

d'une autre nation, les sujets britanniques auront, sans exception, le droit d'en profiter dès que le gouvernement de S. M. le demandera.

Il est encore entendu que, si jamais des tribunaux mixtes étaient établis à Tunis avec l'assentiment et l'approbation du gouvernement de S. M., dans ce cas, toutes les causes et tous les procès survenant entre sujets anglais et sujets tunisiens seraient entendus et décidés par les dits tribunaux mixtes, d'après les règles et la procédure qui pourront être établis de commun accord entre les parties contractantes.

Art. 26. — Il appartiendra au consul général ou au consul de connaître des crimes commis par des sujets britanniques sur le territoire tunisien, comme de toutes leurs contraventions aux règlements de police et autres. Les peines seront appliquées par le dit consul général ou par le dit consul, avec l'assentiment de S. A. le Bey. Au cas où le criminel ou délinquant s'évaderait de la prison consulaire, ou de tout autre lieu de détention, le consul général ou le consul n'en sera aucunement responsable.

Art. 27. — La quittance ou le reçu présenté par un sujet britannique à un tribunal comme preuve du payement d'une dette contractée envers un Tunisien ne vaudra comme décharge valide et légale que si le sujet britannique peut prouver que cette quittance ou ce reçu est écrit de la main du sujet tunisien, revêtu de sa signature ou de son seing, ou rédigé par des notaires du pays et légalisé par le cadi ou le gouverneur. D'autre part, la quittance ou le reçu présenté par un sujet tunisien comme portant décharge d'une dette contractée envers un sujet britannique ne sera pas tenu pour une décharge valide et légale de sa dette, à moins qu'il ne prouve que cette quittance ou ce reçu est de la main du sujet anglais, porte sa signature ou sa griffe et a été dûment certifié par le consul ; à moins encore qu'il ne soit constaté que le document a été rédigé par deux notaires et légalisé par le consul britannique.

Art. 28. — Si un sujet tunisien est reconnu coupable, devant les tribunaux tunisiens, d'avoir produit de faux témoignages aux tort et préjudice d'un sujet britannique, le dit Tunisien sera sévèrement puni par le gouvernement de S. A. De même, les autorités consulaires britanniques compétentes puniront sévèrement, selon la loi anglaise, tout sujet britannique reconnu coupable d'un délit de même nature commis au préjudice d'un sujet tunisien.

Art. 29. — S'il arrive que l'agent et consul général de S. M. ait jamais besoin de soldats, de gardes, d'embarcations armées, ou de quelque aide que ce soit, pour opérer l'arrestation ou le transfèrement d'un sujet britannique, les autorités tunisiennes accèderont immédiatement à la demande qui leur en sera faite. Le consul général britannique, de son côté, acquittera les droits usuels payés par les sujets tunisiens en semblable occurence.

Art. 30. — Si un navire appartenant à la Reine de la Grande-Bretagne ou à un de ses sujets vient à naufrager ou à échouer sur un point quelconque des côtes de la régence de Tunis, les autorités tunisiennes, dans la

Reçoit comme régulière en la forme et juste au fond la demande en intervention de la Société Foncière;

---

juridiction desquelles le sinistre sera arrivé, respecteront le dit navire, et l'assisteront dans tous ses besoins, conformément aux lois de l'amitié. Les dites autorités permettront et faciliteront au capitaine les mesures qu'il jugera utile ou nécessaire de prendre, et elles en prendront immédiatement elles-mêmes pour la protection de l'équipage et de la cargaison aussi bien que des marchandises, papiers et autres objets dont le sauvetage se serait opéré au moment du naufrage ou postérieurement. Elles informeront en outre du sinistre, dans le délai le plus bref, l'autorité britannique la plus voisine. Elles remettront à cette autorité sans exception ni amoindrissement tout ce qui aura été préservé et sauvé du naufrage en fait de cargaison, marchandises, papiers et autres objets quelconques. Elles fourniront aussi au capitaine et à l'équipage du navire naufragé les vivres et provisions dont ils auraient besoin ; le prix de ces denrées sera, toutefois, remboursé aux dites autorités tunisiennes. Pour leur bonne assistance et les services rendus en protégeant, sauvant, préservant et remettant aux autorités consulaires britanniques les marchandises et tous les autres effets sauvés par eux sur le navire naufragé ou sur une partie de ce navire, il sera dû aux sauveteurs tel montant de droits de sauvetage que l'agent et consul général de S. M. et la plus haute autorité tunisienne de l'endroit jugeront être une compensation équitable pour leurs services. Le capitaine et l'équipage seront libres, dès qu'ils le voudront, de se rendre partout ou mieux leur semblera, sans qu'il leur puisse être opposé aucun empêchement.

Seront, de même, les navires de S. A. et de ses sujets assistés et protégés dans les domaines de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne à l'égal des navires britanniques. Ils ne seront soumis qu'aux droits légaux de sauvetage payés par les navires britanniques dans les mêmes circonstances.

Art. 31. — Au cas où il arriverait cependant, ce qu'à Dieu ne plaise, que la totalité ou une partie des hommes formant l'équipage d'un navire britannique échoué ou naufragé fût assassinée par les indigènes ou que tout ou partie de sa cargaison et de son chargement fût pillée par eux, le gouvernement tunisien s'engage à prendre les mesures les plus promptes afin de s'emparer des maraudeurs ou pillards et de leur infliger un châtiment sévère. Le gouvernement tunisien s'engage en outre à faire les recherches les plus diligentes pour retrouver les objets volés et les restituer à qui de droit. Enfin, si une compensation pour dommages occasionnés en de semblables circonstances aux individus ou à leurs effets était accordée actuellement ou dans l'avenir aux sujets de la nation la plus favorisée, cette compensation ou son équivalent devra être accordé aussi aux sujets de la reine du royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

Art. 32. — Il est agréé et convenu que, lorsque des individus, quelle que soit d'ailleurs leur nationalité, appartenant aux navires de guerre de S. M. ou aux navires de commerce britanniques, et portés au rôle d'équipage des dits navires, déserteront dans un port de la régence de Tunis, en ce cas les autorités du port ou les autorités territoriales tunisiennes devront prêter, à la requête des autorités britanniques, toute l'aide en leur pouvoir pour faire

Statuant sur la demande afin d'*exequatur*, — Dit que le jugement dont s'agit rendu par le charâa sera révisé tant en la forme qu'au fond ;

---

arrêter les dits déserteurs. Réciproquement, si un ou plusieurs individus, autres que des esclaves, appartenant à l'équipage d'un navire de S. A. le Bey ou à celui d'un bâtiment de commerce tunisien désertaient dans un des ports ou havres des possessions de S. M. britannique, les autorités des dits ports ou havres prêteront, à la requête du commandant, du capitaine ou de toute autre autorité tunisienne, toute l'aide qu'il sera en leur pouvoir de prêter afin de faire arrêter les déserteurs. Ces déserteurs, nul ne les protégera ni ne leur donnera asile.

Art. 33. — Les bâtiments de la marine de guerre de S. M. la Reine et les bâtiments de S. A. le Bey auront réciproquement toute liberté de se servir, les premiers des ports tunisiens, et les seconds des ports britanniques, pour s'y faire laver, nettoyer et réparer. Ils y auront le droit d'acheter, pour leurs besoins, des provisions animées et inanimées de toute espèce ou autres choses nécessaires, au prix courant du marché, sans payer douane à qui que ce soit.

Il est convenu, en outre, que chaque fois qu'un navire de guerre de S. M., entrant dans la baie de Tunis, saluera avec vingt et un coups de canon, en ce cas le château de la Goulette ou les navires de guerre tunisiens rendront un nombre égal de coups de canon, comme salut royal aux couleurs de S. M., suivant l'antique usage.

Art. 34. — Le gouvernement de la Reine du royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant égard à la sincère amitié qui a toujours existé entre S. M. et S. A. le Bey, consent à ce que les navires tunisiens et leurs cargaisons soient reçus dans les ports et havres des possessions britanniques sur le même pied que les navires britanniques et leurs chargements.

Art. 35. — Les bâtiments britanniques entrés dans un port tunisien pour raison de commerce ou par suite de mauvais temps ou pour cause de réparation ne pourront être forcés de débarquer ni la totalité ni une partie quelconque de leur cargaison. Ils ne pourront être contraints de changer leur destination ni de prendre des passagers à leur bord, à moins qu'ils n'y consentent d'eux-mêmes librement. Les dits bâtiments seront respectés, au contraire, et laissés partir sans empêchement. Si, pour cause de réparation, ils se trouvaient dans la nécessité de mettre à terre leur cargaison en totalité ou en partie, ils seraient, ensuite, libres d'embarquer de nouveau la dite cargaison sans payer de taxe ni de droit d'aucune espèce.

Les bâtiments tunisiens éprouveront le même traitement amical dans les ports et havres des possessions britanniques.

Art. 36. — Si quelque sujet britannique venait à décéder dans une localité quelconque du territoire de S. A. le Bey, nul gouverneur ni autre officier gouvernemental tunisien ne pourra, sous aucun prétexte, prendre possession, disposer ou s'ingérer des biens et propriétés du défunt. Au contraire, les héritiers ou les autorités consulaires britanniques pourront entrer en possession des dits biens et propriétés de toute sorte, sans qu'il puisse leur venir faire opposition ni empêchement de la part des dits gouverneurs et officiers gouvernementaux tunisiens.

Et attendu qu'il n'a pas été conclu au fond, — Renvoie les parties à une audience ultérieure pour être plaidé;

Toutefois, si un sujet britannique vient à décéder dans une localité où il n'y a pas de consul britannique, ou s'il vient à mourir pendant un voyage, en ce cas les autorités tunisiennes du lieu sont tenues de protéger et sauvegarder ses biens et ses effets. Elles dresseront, avec office de notaires, un inventaire exact de ces biens et de ces effets, et le feront parvenir sans retard au gouverneur de la localité où réside le consul anglais le plus voisin.

Si le sujet britannique défunt laisse après lui des dettes envers un indigène, le consul général ou son délégué aidera le créancier à recouvrer sa créance sur la succession. D'autre part, si le dit sujet britannique décédé laisse après lui des créances à recouvrer sur des Tunisiens, le gouverneur, ou telle autre autorité tunisienne que de droit, obligera les débiteurs à solder ces dettes ès mains du consul général ou de son délégué, et au profit de la succession du défunt.

Art. 37. — Le gouvernement britannique et S. A. le Bey, mus par des sentiments d'humanité, ayant égard aussi aux libres institutions dont, par un bienfait de la Divine Providence, jouissent heureusement leurs pays respectifs, s'engagent mutuellement à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour supprimer l'esclavage. Et, tandis que, d'une part, le gouvernement britannique s'engage à ne pas ralentir ses efforts auprès des puissances amies pour l'empêchement du commerce barbare de la traite ainsi que pour l'émancipation des esclaves, S. A. le Bey s'engage tout particulièrement, de l'autre, à faire respecter et exécuter la déclaration de Moharem 1262 (23 janvier 1846) abolissant l'esclavage dans ses États, et à faire tous ses efforts pour découvrir et châtier quiconque, en Tunisie, enfreint la dite ordonnance et se livre aux pratiques qu'elle défend.

Art. 38. — Le gouvernement britannique et S. A. le Bey s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour supprimer la piraterie. S. A. s'engage tout particulièrement à faire les plus grands efforts pour découvrir sur ses côtes ou dans son territoire et châtier tous ceux qui se rendraient coupables de ce crime, et à aider le gouvernement britannique à ce faire.

Art. 39. — La course est d'ores et à jamais abolie. S. A. le Bey étant désireux de maintenir inviolable la neutralité de la Régence de Tunis, il est agréé et établi qu'en cas de guerre ou d'hostilités, S. A. ne permettra point aux ennemis de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne d'armer des corsaires dans les ports de la Régence ni d'en sortir pour courir sus aux navires et au commerce des sujets de la Reine. Il est convenu de plus que S. A. ne permettra ni ne tolérera, dans la Régence de Tunis, la vente de n'importe quelle prise appartenant ou ayant appartenu aux belligérants.

La Reine de la Grande-Bretagne fera observer les mêmes règles de neutralité envers les navires et les sujets tunisiens dans tous les ports de mer que possède S. M.

Art. 40. — Afin de ménager, dans l'avenir, aux deux parties contractantes l'occasion de traiter et de convenir de tels nouveaux arrangements qui sembleront de nature à tendre toujours davantage au progrès de leurs bons rapports mutuels et à l'avancement des intérêts de leurs peuples, il a

Condamne Mohammed Eschaouch aux dépens.

MM. GEFFROY, *prés.*; HERBAUT, *proc. de la Rép.*; GUEYDAN, BODOY et BRULAT, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

14 janvier 1887

Possession, Tunisie, action possessoire, existence; compétence, Européens, juridiction française; formes, loi française, juge de paix, défense de cumuler le possessoire et le pétitoire; conditions, lacunes du droit musulman, loi française.

D'après la législation musulmane en vigueur dans la Régence de Tunis, la possession est reconnue comme un droit

---

été convenu qu'après l'expiration des sept premières années qui suivront la date du présent traité de commerce et de navigation, chacune des deux hautes parties contractantes aura le droit de demander à l'autre une révision du dit traité. Cependant, tant que cette révision n'aura pas eu lieu de commun accord, et qu'une nouvelle convention n'aura pas été conclue et mise en vigueur, le présent traité restera valide et continuera à avoir toute sa force et tout son effet.

Art. 41. — S'il vient à s'élever quelque doute sur l'interprétation ou sur l'application d'une des clauses du présent traité, il est convenu qu'on adoptera dans la Régence de Tunis l'interprétation la plus favorable aux sujets britanniques, et dans les États de S. M. celle la plus favorable aux Tunisiens. On n'a voulu stipuler dans les articles qui précèdent rien au delà de l'interprétation simple et loyale des termes employés, ni entendu entraver le gouvernement tunisien, de quelque façon que ce soit, dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, là où l'exercice de ces droits n'empiéterait pas évidemment sur les priviléges assurés par le présent traité au commerce et aux sujets britanniques.

Art. 42. — Les stipulations du présent traité entreront en vigueur immédiatement et seront substituées aux stipulations de tous les autres traités précédemment conclus entre la Grande Bretagne et la Régence de Tunis, à l'exception de la convention du 10 octobre 1863, déjà nommée dans l'art. 17 précédent, laquelle est par la présent article renouvelée et confirmée.

Le présent traité a été fait en triple original et se compose de 42 articles et d'un avant-propos contenus dans les 43 pages qui précèdent. Le dit traité sera signé par les deux parties, et sera exécuté conformément aux dispositions clairement formulées et détaillées dans ses différentes prévisions, toutes tendantes à faire durer, à maintenir et à confirmer l'amitié existant entre les dites parties contractantes. Daté du lundi seizième jour de Jumad El-Thani 1292 de l'hégire, correspondant au 19 juillet 1875.

distinct de la propriété, et le droit de possession, tel qu'il existe en Tunisie, peut donner lieu à une action possessoire (1).

---

(1) La législation musulmane considère la possession comme un droit distinct de la propriété ; mais connaît-elle l'action possessoire ?

Nous ferons remarquer que le texte de Sidi Khalil invoqué à ce sujet par le tribunal de Tunis a un sens très différent de celui que lui attribue le jugement, si l'on se reporte à la traduction donnée par Perron dans son *Précis de jurisprudence musulmane*. D'après Perron (t. V, p. 311), ce texte aurait simplement trait à la preuve de la propriété, et non pas à la possession, comme le prétend Seignette *(Code musulman*, p. 507), dont la traduction a été adoptée par le tribunal ; il déterminerait simplement les faits que doivent affirmer les témoins pour que le droit de propriété soit établi en faveur d'une personne ; il signifierait que tous les témoins doivent déclarer 1° que cette personne a joui et disposé discrétionnairement de la chose ; 2° que nul ne la lui a contestée ou réclamée ; 3° qu'elle l'a eue ainsi en sa puissance pendant une durée de temps assez longue, au moins dix mois ; 4° que eux témoins n'ont point su qu'elle ait été dépossédée.

Il y a toutefois en droit musulman une procédure dans laquelle on voit apparaître une sorte d'action possessoire. Voici cette procédure, dont nous empruntons la description au *Traité élémentaire de droit musulman* de M. Zeys, t. II, p. 65 : « Primus a été victime d'une usurpation. Il produit deux témoins : le premier déclare avoir vu commettre l'usurpation ; le second avoir entendu Secundus faire l'aveu qu'il a commis l'usurpation au préjudice de Primus ; ou bien le premier affirme que la chose appartient à Primus ; le second qu'il a vu Secundus commettre l'usurpation. On supposerait que la preuve est complète et qu'il ne reste plus qu'à attribuer la chose à Primus. En effet, dans la première hypothèse, le fait matériel de l'usurpation est établi, et, de plus, l'usurpateur en a fait l'aveu ; dans la seconde le droit de propriété de Primus est prouvé ; et l'usurpation l'est également. Mais il n'en est pas ainsi, et voici le raisonnement des auteurs musulmans : Dans les deux cas, le droit de propriété de Primus n'est affirmé que par un témoin unique, ce qui constitue une preuve incomplète, ou, si l'on aime mieux, un commencement de preuve. Aussi Primus n'en tirera-t-il d'autre avantage que de triompher au possessoire. »

Mais nous avons si peu là une véritable action possessoire qu'il ne tient qu'au demandeur d'établir complètement son droit de propriété : il n'a pour cela qu'à prêter serment que la chose lui appartient. Le serment est, en effet, considéré comme un témoin ; de sorte que le demandeur a maintenant deux témoins « déposant comme un seul homme », c'est-à-dire fournissant un témoignage concordant : la preuve de son droit de propriété se trouve ainsi complète ; son droit est dès lors placé hors de toute contestation. La possession qui lui a été attribuée est donc, on le voit, une possession qui peut à son gré se transformer en propriété (*).

Ajoutons que la possession, qui est la conséquence momentanée de son action, n'en était pas le but : ce qu'il réclamait, c'était la propriété, et il ne s'est trouvé nanti de la possession que par suite de l'insuffisance de la preuve par lui fournie. La législation musulmane fait ici une cote mal

(*) V. M. Zeys, *op. cit.*, t. II, p. 66.

La juridiction française en Tunisie peut connaître entre Européens de l'action possessoire, comme de tout autre procès en matière mobilière ou immobilière (1).

Par application de la loi du 27 mars 1883, elle en connaît selon les formes de la loi française : c'est devant le juge de paix que l'action doit être portée, et le principe qui défend de cumuler le possessoire et le pétitoire est une règle de forme qui s'impose aux juridictions françaises, quelles que puissent être sur ce point les solutions du droit musulman (2).

De plus, en ce qui concerne les conditions auxquelles doit satisfaire la possession pour donner naissance à l'action possessoire, il n'est pas interdit aux tribunaux français de combler au moyen de la loi française les lacunes du droit musulman : le tribunal consulaire français avait déjà le droit, reconnu aussi à d'autres tribunaux consulaires, de recourir à sa loi nationale pour juger les procès relatifs à des immeubles dont il était saisi, lorsque les lois et usages de la Tunisie ne fournissaient pas la solution du litige, et lorsque ce recours à la loi nationale était de nature à ne causer aucun préjudice au gouvernemeni local; ce droit appartient

---

taillée : le demandeur n'a pas pu démontrer son droit de propriété, mais il a fourni un commencement de preuve; eh bien! on ne lui reconnaît pas, au moins pour le moment, la qualité de propriétaire, mais on lui donne une qualité juridiquement inférieure, celle de possesseur.

Il convient aussi d'observer que la procédure dont nous parlons suppose chez l'adversaire une possession de mauvaise foi et obtenue par violence, et qu'elle s'applique aux meubles aussi bien qu'aux immeubles.

Somme toute, l'existence dans le droit musulman d'une théorie de l'action possessoire analogue à celle que l'on trouve dans le droit français nous paraît quelque peu douteuse.

Mais, d'un autre côté, on peut dire que les principes du droit musulman ne répugnent pas à l'exercice d'une véritable action possessoire; et, en conséquence, le tribunal, qui avait la faculté de combler au moyen de la loi française les lacunes de la loi musulmane (V. plus loin), a pu légitimement admettre dans la cause actuelle l'action possessoire au profit de celui qui avait subi le trouble.

(1) V., pour les matières mobilières, la loi du 27 mars 1883, art. 2, 3 et 4 (*Revue algérienne*, 1885, 3, 39 et 40), et le décret du Bey du 31 juillet 1884 (*Revue algérienne*, 1885, 3, 50); et, pour les matières immobilières, le traité franco-tunisien du 15 novembre 1824, art. 3, *suprà*, p. 174, le traité anglo-tunisien du 10 octobre 1863, art. 4, *suprà*, p. 186; le traité italo-tunisien du 8 septembre 1868, art. 22, *suprà*, p. 176, et la décision beylicale du 12 juillet 1871, *infrà*, p. 206.

(2) V. la loi du 27 mars 1883, art. 3 et 7 (*Revue algérienne*, 1885, 3, 40).

à plus forte raison à la juridiction française, qui a été substituée aux diverses juridictions consulaires et qui a hérité de tous leurs pouvoirs (1).

(Lançon c. d'Espaigne)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Schiff, sujette espagnole, épouse du sieur Auguste-Henri d'Espaigne, dûment assistée et autorisée par son mari, a interjeté appel d'une sentence de M. le juge de paix du canton de Nebeul, en date du 23 septembre 1886, maintenant le sieur Émile Lançon, citoyen français, dans la possession de parcelles de terrain situées au lieu dit Bir-Kassa sur la route de la Mohamedia à La Goulette, et condamnant l'appelante à payer au sieur Émile Lançon 2,000 francs de dommages-intérêts pour le trouble apporté par elle à la paisible possession de cet immeuble;

Attendu que l'appelante prétend que, l'action possessoire n'existant pas en Tunisie, le sieur Lançon aurait dû, pour obtenir la réparation du prétendu trouble qui fait l'objet du procès, recourir à l'action pétitoire pour laquelle le juge de paix n'était pas compétent;

Attendu qu'il est certain que, d'après la législation musulmane en vigueur dans la Régence de Tunis, la possession est reconnue comme un droit distinct de la propriété; — Qu'elle confère par elle-même plusieurs avantages, notamment la jouissance des fruits lorsqu'elle est exercée de bonne foi; — Que, lorsqu'elle se continue pendant un certain nombre d'années, elle conduit à l'acquistion de la propriété; — Qu'elle fait présumer la propriété jusqu'à preuve contraire, et que cette présomption a même, dans certains cas, une valeur supérieure au titre;

Attendu que le principal commentateur de la loi musulmane la plus généralement suivie en Tunisie, Sidi Khalil, pose en principe que « la possession s'établit par la jouissance non précaire, paisible, sans conteste, pendant une durée d'environ dix mois, sans interruption légale; » et que cette définition présente la plus grande analogie avec celle contenue dans l'art. 2229 du Code civil français;

Attendu que le droit de possession, tel qu'il existe en Tunisie, peut évidemment donner lieu à une action possessoire; — Qu'en effet l'action n'est autre chose que la mise en

(1) V. le traité franco-tunisien du 15 novembre 1824, art. 3; le traité anglo-tunisien du 10 octobre 1863, art. 4, et le traité italo-tunisien du 8 septembre 1868, art. 22.

mouvement du droit lui-même lorsque, troublé dans son exercice, il vient se placer sous la protection de la justice;

Attendu que, toutes les parties en cause étant de nationalité européenne, il est inutile de rechercher si l'action possessoire a un caractère personnel ou réel, mobilier ou immobilier; — Que la juridiction française, à laquelle des textes formels ont donné compétence pour tous les litiges en matière personnelle et mobilière entre Européens ou entre Européens et indigènes, est aussi compétente en matière réelle et immobilière pour toutes les contestations entre sujets ou protégés des diverses puissances européennes; — Que cette compétence résulte clairement des différents traités qui ont autorisé les Européens à devenir propriétaires d'immeubles en Tunisie, notamment de la convention anglo-tunisienne du 10 octobre 1863 et de la convention italo-tunisienne du 8 septembre 1868; — Qu'en vertu du traité du 15 novembre 1824 qui leur concédait pour l'avenir tous les avantages de la nation la plus favorisée, les Français peuvent invoquer le bénéfice de ces conventions diplomatiques; — Que ce bénéfice leur a été spécialement accordé par une décision beylicale du 12 juillet 1871 (1), et qu'il a été étendu par d'autres traités et par l'usage à tous les Européens ou protégés des puissances européennes; — Attendu,

(1) AMRA DU BEY adressé au cadi malékite le 20 rebi 1288 (9 juillet 1871).

Les sujets français étaient obligés, à l'époque où il ne leur était pas permis de posséder sous leur nom des immeubles urbains et ruraux, d'inscrire l'achat de leurs propriétés sous le nom de Tunisiens. Il nous a paru utile, aujourd'hui, qu'ils soient reconnus comme propriétaires en titre des propriétés qu'ils avaient ainsi achetées. Aussi vous devrez prévenir les notaires que, si un Français se présente à eux pour leur demander d'inscrire comme sienne une propriété achetée sous le nom d'un Tunisien, et que le Tunisien cité dans l'acte se présente et accepte la substitution du nom du Français au sien, ils ne devront pas s'y refuser, mais devront au contraire régulariser cet acte suivant la forme légale, en ayant soin de stipuler que la personne dont le titre est régularisé s'engage à se soumettre à la juridiction du pays, ainsi que cela est d'usage dans la rédaction des titres de propriété appartenant à des étrangers ayant acquis le droit de posséder.

AMRA DU BEY adressé au muphti malékite le 23 rebi ettani (12 juillet 1871).

Nous avons concédé aux sujets du gouvernement français le droit de posséder des immeubles dans notre Régence, comme en possèdent les sujets anglais et italiens, conformément aux traités conclus avec les gouvernements de ces derniers. Vous devez donc inviter les notaires à écrire, dorénavant, au nom des sujets français, les titres des propriétés qu'ils achèteront, comme ils le font actuellement pour les titres des sujets anglais et italiens.

en conséquence, que la juridiction française, qui a remplacé aujourd'hui les juridictions consulaires de la Régence de Tunis, peut, ainsi que le faisaient autrefois ces dernières, connaître entre Européens de l'action possessoire comme de tout autre procès en matière mobilière ou immobilière;

Attendu que, d'après la loi du 27 mars 1883 qui l'a organisée, cette juridiction doit suivre pour le jugement des affaires civiles les formes déterminées par les lois, décrets et ordonnances en vigueur en Algérie; — Attendu que les lois françaises, qui donnent compétence aux juges de paix pour connaître en premier ressort de l'action possessoire, établissent une règle de procédure applicable en Tunisie comme en Algérie devant les tribunaux français;

Attendu que le principe qui défend de cumuler le possessoire et le pétitoire, c'est-à-dire de trancher la question possessoire et la question pétitoire par une même décision, est encore une règle de forme qui, en vertu de l'art. 25 du Code de procédure civile, s'impose à toutes les juridictions françaises, quelles que puissent être sur ce point les solutions du droit musulman;

Attendu que, si la législation musulmane a réglementé avec moins de précision que la loi et la jurisprudence françaises les caractères de la possession, et notamment la durée qu'elle doit avoir et les autres conditions auxquelles elle doit satisfaire pour donner naissance à l'action possessoire, la seule conséquence que l'on pourrait en tirer, c'est que, loin d'être interdite en Tunisie, l'action possessoire n'y serait pas soumise pour son exercice à des conditions aussi rigoureuses que celles qui ont été prescrites par le législateur français;

Mais attendu que, même en ce qui concerne ces conditions, il n'est pas interdit aux tribunaux français de combler, au moyen de la loi française, les lacunes du droit musulman; — Attendu, en effet, que le traité italo-tunisien du 8 septembre 1868 n'impose pour les contestations relatives à des immeubles l'application de la loi tunisienne que lorsque l'affaire est portée devant les juridictions indigènes parce qu'elle intéresse un Tunisien; — Attendu que le traité anglo-tunisien du 10 octobre 1863 n'oblige le consul à suivre pour le jugement des contestations du même genre les lois et les usage du pays que lorsque ces lois et ces usages ont un caractère suffisant de certitude; — Attendu que ces textes autorisaient complètement les tribunaux consulaires d'Italie et d'Angleterre à recourir à leur loi nationale pour juger les procès relatifs à des immeubles dont ils étaient saisis dans la limite de leur compétence, lorsque les lois et les usages du pays ne leur

fournissaient pas la solution du litige et lorsque ce recours à la loi européenne était de nature à ne causer aucun préjudice à la souveraineté du gouvernement local; — Attendu que le même droit pouvait être exercé par le tribunal consulaire de France en vertu du traité du 15 novembre 1824; et qu'à plus forte raison il appartient aujourd'hui à la juridiction française, qui a été substituée aux diverses juridictions consulaires et qui a hérité de tous leurs pouvoirs;

Atteudu qu'il y a lieu particulièrement de faire usage de ce droit pour le jugement de l'action possessoire; — Attendu, en effet, que cette action, telle qu'elle a été réglementée par le législateur français, ne peut porter aucune atteinte à l'organisation politique et sociale de la Tunisie; et qu'elle constitue une simple application des principes d'ordre public que la France a voulu faire régner dans ce pays en lui accordant son protectorat et en y installant sa justice;

Attendu que la juridiction française puiserait au besoin dans l'art. 1382 du Code civil la compétence nécessaire pour connaître entre les justiciables de l'action possessoire dans les conditions déterminées par la loi française; — Attendu qu'aux termes de cet article : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer »; — Attendu que, lorsqu'un immeuble est possédé dans les conditions de publicité et de durée indiquées par la loi française, c'est causer au détenteur de cet immeuble un juste préjudice que de venir le troubler, même en vertu d'un prétendu droit, dans sa paisible possession; — Que, lorsque l'auteur du trouble relève de la juridiction française, il doit être condamné par elle à réparer ce dommage et que la meilleure réparation consiste à restituer provisoirement au détenteur de l'immeuble la possession dont il a été injustement dépouillé;

Attendu que, quelles que soient les imperfections du droit musulman en ce qui concerne la réglementation de l'action possessoire, le pouvoir absolu que le gouvernement tunisien exerce sur ses sujets lui fournit les moyens de rétablir l'ordre, lorsque le trouble apporté à la possession d'un immeuble a pour auteur un Tunisien; — Mais attendu que le même procédé ne peut pas être employé lorsque le trouble a été causé par un sujet ou protégé européen à l'encontre d'un autre individu de nationalité européenne; — Que les Européens relèvent uniquement, pour les contestations qu'ils peuvent avoir les uns avec les autres, de la juridiction française, qui ne peut trancher leurs litiges et ramener entre eux la paix publique que par application de la loi; et que, à défaut de tout règlement

local relatif à l'action possessoire, cette loi ne peut être que celle dont cette juridiction est elle-même l'émanation, c'est-à-dire la loi française;

Attendu, enfin, que, depuis l'installation des tribunaux français en Tunisie, ils ont été maintes fois saisis de l'action possessoire et qu'ils l'ont toujours jugée suivant les règles de forme et de fond tracées par les lois françaises; — Qu'il s'est ainsi créé un usage contre lequel n'a été soulevée jusqu'à ce jour aucune protestation sérieuse, parce qu'il donne satisfaction à tous les intérêts; et qu'il y a lieu pour le tribunal de continuer à suivre cet usage, ainsi que les traités qui viennent d'être cités l'y autorisent et même l'y obligent formellement;

Attendu, en conséquence, que l'exception d'incompétence soulevée par l'appelante n'est pas fondée;

Attendu qu'une visite de lieux litigieux est nécessaire pour apprécier au fond le mérite de l'appel;

Par ces motifs : — Déclare que le sieur Émile Lançon a pu à bon droit, relativement à l'immeuble qui fait l'objet du procès, intenter contre la dame Schiff, épouse du sieur Auguste-Henri d'Espaigne, devant la justice de paix du canton de Nebeul, une action possessoire conformément aux règles tracées par les lois françaises; et que cette juridiction s'est avec raison déclarée compétente pour connaître de cette action; — Dit qu'il se transportera sur les lieux litigieux.

MM. FABRY, *prés.*; BOSSU, *subst.*; BODOY et DE CARNIÈRES, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

19 avril 1887

Propriété, loi du 26 juillet 1873, purge spéciale du titre III, part indivise, acquisition de l'autre part, nouvelle purge nécessaire. — Immeubles soumis à la purge spéciale, terres sénatus-consultées, opérations du titre II. — Publications, immeubles situés sur les territoires de deux tribus.

L'acquéreur d'une part indivise dans un immeuble, qui a rempli les formalités de la purge spéciale et obtenu de l'administration, pour cette part, un titre qui a été transcrit, doit, s'il devient acquéreur de la part indivise conservée par son vendeur lors de la première vente, accomplir les mêmes for-

malités de purge pour cette nouvelle acquisition ; la cessation de l'indivision et l'effet déclaratif du partage ne font pas bénéficier la seconde vente, de la purge opérée pour la première, et le tiers qui aurait négligé de former sa réclamation pour celle-ci a le droit de la former pour celle-là. (L. 26 juillet 1873, art. 26, 27) (1).

La purge spéciale du titre III n'est pas, plus que ne le seraient les opérations du titre II, applicable aux immeubles attribués, comme biens communaux, à un douar par un décret rendu à la suite des opérations du sénatus-consulte ; si la purge est faite, elle ne produit aucun résultat, et le titre délivré par l'administration est sans valeur à l'égard des tiers. (Même loi, art. 30) (2).

---

(1) Il est évident que la purge n'opère que pour les immeubles vendus dans l'acte public. La purge pour l'immeuble A ne produit aucun effet pour l'immeuble B, quoique voisin ; de même la purge pour la moitié d'un immeuble ne profite pas à l'autre moitié, quoique indivise ; le copropriétaire qui purge pour lui-même ne purge pas pour ses communistes. Comme le dit très bien l'arrêt, le tiers peut avoir des droits sur une part indivise et non sur l'autre. En fait, dans l'espèce, l'acheteur de la seconde part indivise reconnaissait si bien ce principe, qu'il procédait aux formalités de la purge pour sa seconde acquisition, quoiqu'il les eût remplies pour la première.

Quant à l'art. 883 du Code civil, il n'a rien à faire ici. Supposons que l'acquéreur de toute une propriété purge seulement pour la moitié divise ou indivise, il est bien certain que la propriété ne sera purgée que pour cette moitié et non pour le tout. Nous arrivons ici à l'évidence, qui ne se démontre pas.

(2) Les motifs de l'arrêt *touchent* à beaucoup de questions ; le dispositif ne tranche que le seul point relevé dans notre sommaire, que la seule question posée dans l'espèce : une terre attribuée privativement par un décret, à la suite des opérations du sénatus-consulte, peut-elle faire l'objet de la purge spéciale du titre III ? Non, *décide* l'arrêt avec une haute raison. Aurait-elle pu faire l'objet des opérations du titre II ? Non, *dit* l'un des motifs avec non moins de raison. Un arrêt de la même Chambre, du 28 février 1887 (*Revue algérienne*, 1887, 2, 102), avait également admis cette solution dans ses motifs, pour l'immeuble ayant un titre de cantonnement. Évidemment, il en serait de même pour celui dont la propriété a été reconnue suivant l'ordonnance de 1846. Pour tous ces immeubles, on admet donc absolument l'exemption, et de la purge générale du titre II, et de la purge spéciale du titre III. Pour eux, la règle est la même.

Ne faudra-t-il pas faire encore un pas dans cette voie ? Le décret de concession ne sera-t-il pas mis sur la même ligne que le décret à la suite des opérations du sénatus-consulte, que le titre de cantonnement, que la décision du conseil du contentieux après les opérations de l'ordonnance de 1846 ? Il nous semble que la Cour trouverait aussi un titre régulier dans ce décret. S'arrêtera-t-elle ? La décision souveraine attribuant, après débats contradictoires, la propriété d'un immeuble défini à une personne déterminée sera-t-elle frappée de déchéance à la suite des opérations du

La purge spéciale est nulle pour les immeubles situés sur le territoire d'une tribu où les publications n'ont pas eu lieu,

commissaire-enquêteur, à la suite des publications de la purge spéciale ? Le sera-t-elle en faveur de celui-là même qui aurait perdu son procès, contre celui qui l'aurait gagné, sur la production ou publication d'un acte d'indigène à Européen? Qu'en sera-t-il de l'acte public reçu par un notaire français ?

Dans les motifs de notre arrêt, la Cour dit nettement que ces actes sont à l'abri de la purge spéciale.

Pour ceux qui pensent, comme nous, qu'ils sont également à l'abri de la purge générale, rien n'est plus simple, la purge spéciale ne peut s'appliquer qu'aux immeubles non encore soumis aux opérations du titre II, mais qui peuvent y être soumis, et non à ceux qui ne peuvent en être l'objet ; l'art. 25 est formel.

Mais pour ceux qui pensent, quoique leur opinion soit rigoureuse et *non exempte de critiques* (porte l'un des motifs), que la déchéance du titre II atteint ces décisions judiciaires, ces actes publics, ces titres français, comment ne pas leur appliquer la déchéance de la purge spéciale, accordée *transitoirement* aux acquéreurs Européens, pour remplacer cette purge générale ? S'ils admettent la déchéance au titre II, et non au titre III, comment concilier ces deux opinions contradictoires.... ?

Les partisans des deux systèmes étaient d'accord sur la question de la purge spéciale : elle ne s'applique pas aux immeubles ayant un titre français, c'est là le *dispositif doctrinal* de l'arrêt ; les motifs ont dû justifier, non sans efforts, ce dispositif au point de vue des deux systèmes à la fois. Aussi ne nous serait-il pas difficile d'y trouver les arguments qui, à notre sens, justifient la dispense absolue de la purge générale ; mais chacun pourra le faire facilement.

Bornons-nous à résumer en quelques mots la pensée de la loi, telle qu'elle résulte des textes, de l'explication qu'en ont donnée les auteurs de ces textes, et de l'interprétation que la Cour en a faite pendant vingt ans.

Le gouvernement demandait, non point à soumettre tout le territoire aux opérations du titre II, mais à le faire où il le jugerait utile en terre arabe *melk*. L'ordonnance de 1846 avait exclu elle-même les territoires colonisés, et, dans la pensée commune, les territoires indigènes devaient seuls être soumis aux opérations. La commission exprima cette pensée en limitant les opérations aux territoires qui n'avaient pas été l'objet de l'ordonnance de 1846, ou d'un cantonnement, et aux immeubles dont la propriété privée n'était pas constatée par acte notarié ou administratif ; elle ajouta pour cela un paragraphe à l'art. 3. Après avoir ainsi bien déterminé les immeubles auxquels la purge générale du titre II pourrait s'appliquer, comme il était impossible de réaliser immédiatement, et peut-être jamais, les opérations du titre II sur tout le territoire (on a calculé qu'il faudrait plus d'un siècle), le législateur voulut donner aux Européens qui achèteraient des immeubles d'indigènes, en territoire où le titre II n'aurait pas été appliqué, le moyen d'obtenir eux-mêmes, à l'aide d'une purge spéciale faite à leurs frais, des avantages analogues à ceux de la purge générale faite aux frais de l'État. Les efforts individuels contribuent ainsi à la réalisation de l'œuvre entreprise. L'État aurait pu même se contenter de la purge spé-

surtout si les publications faites dans une autre tribu désignent tous les immeubles comme situés sur son territoire,

---

ciale et ne pas s'imposer les frais et les difficultés de la purge générale ; la dépense eût été à la charge de celui-là seul qui en aurait recueilli directement le bénéfice.

Le système de la loi est dès lors fort simple : l'administration opère la purge générale du titre II sur les immeubles qui n'ont pas de titres français ; cette purge ne peut donc atteindre ces titres, les frapper de déchéance; elle est faite, au contraire, pour les attirer là où ils n'osaient se produire, pour les rendre possibles sur le territoire indigène ainsi purgé, pour y ouvrir la voie à la colonisation et aux titres français. — Mais si le colon, plus hardi, a abordé le territoire indigène avant l'administration, s'il a acheté des immeubles dans ce territoire non purgé, c'est lui-même qui est chargé par la loi de faire la purge; il ne la fera pas contre son titre, mais il ne pourra la faire contre les autres titres français; la purge spéciale frappera de déchéance les mêmes titres que la purge générale faite par l'administration.

En effet, aux termes des art. 25 et suiv., là où la purge générale n'a pas eu lieu, si un Européen acquiert un immeuble d'un indigène, il devra signifier son titre à l'administration, et faire la purge lui-même pour obtenir d'elle un titre qui, aux termes de l'art. 30, identiques à ceux de l'art. 3 et de l'art. 18, *formera le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous droits antérieurs*. Il est impossible que les mêmes termes aient un sens différent dans l'art. 18 et dans l'art. 30, aient deux sens dans l'art. 3, qui s'applique aux *titres délivrés* de l'art. 30 aussi bien qu'à ceux de l'art. 18. Comment, dans l'art. 18, atteindraient-ils les titres français, administratifs, judiciaires, notariés, et, dans l'art. 30, les titres indigènes seuls et les actes sous seing privé ? L'une et l'autre purge ne sont dirigées que contre les titres irréguliers, surtout contre les titres indigènes, non contre les titres français, qu'elles ont pour objet de protéger. Où est le texte qui limite les déchéances pour la purge spéciale, qui les étend pour la purge générale ?

Pourquoi la déchéance ne frappe-t-elle pas le décret rendu après les opérations du sénatus-consulte ?... Parce que ce décret est un acte administratif, compris dans le § 3 de l'art. 3; parce que, aux termes de cet article, le titre II ne peut s'appliquer aux immeubles qui ont été précédemment l'objet de titres administratifs ; parce que, à son tour, la purge spéciale ne s'applique pas aux immeubles qui ne sont pas soumis à la purge générale, le droit du particulier n'étant pas plus étendu que celui de l'État. Tel est le seul motif, et notre arrêt décide, non pas directement que la déchéance n'est pas encourue par celui qui a un titre en vertu du sénatus-consulte, mais bien que la terre sénatus-consultée n'est pas soumise à la purge du titre III, et (dans les motifs) qu'elle n'est pas soumise à la purge du titre II. Dans toute la loi, on ne trouvera un tel principe qu'à l'art. 3, pas ailleurs, et il s'applique, au titre II d'abord, au titre III ensuite, par voie de conséquence ; la logique des déductions conduit naturellement de l'art. 3 au titre II, de ce titre au suivant ; mais ceux qui ont vu la vérité au titre III remonteront facilement à sa source, et l'appliqueront au titre II par les mêmes motifs qu'à la purge spéciale ; l'arrêt que nous pu-

et non sur le territoire des deux tribus. (Même loi, art. 3, 13, 26.) (1).

---

blions nous donne le meilleur espoir que la chaîne de notre jurisprudence, un moment brisée ou relâchée, va être renouée. — V. la jurisprudence analysée dans le chapitre III de notre travail sur le *statut réel français en Algérie* (*Revue algérienne*, 1887, 1, 111), surtout les arrêts cités aux nos 24, 27, 31, 33. Nous publierons, au chapitre concernant le titre II, un autre arrêt, du 2 avril 1878, décidant que les tribunaux français, saisis de questions sur la propriété des immeubles soumis à l'enquête, doivent surseoir jusqu'à la délivrance des titres provisoires, si les opérations sont commencées, mais qu'il en est autrement si les parties ont des titres français, parce que les immeubles qui ont de tels titres ne peuvent être l'objet de la purge générale administrative du titre II. Cet arrêt a été rendu sous la présidence de M. Bazot. V. aussi *Revue algérienne*, 1887, 1, 108 et suiv., et, en sens contraire, les arrêts publiés *Revue algérienne*, 1887, 2, 101, 112, 115, 165.

Relativement à la purge spéciale, nous ne connaissons pas d'arrêt contraire à celui que nous publions, et, on peut citer, dans le même sens, un arrêt d'Alger, du 30 mars 1886 (*Revue algérienne*, 1886, 2, 246).

Ajoutons encore quelques mots. L'arrêt proclame que la purge spéciale ne s'applique pas aux immeubles qui ont des titres français. Or, l'art. 25 donne le droit de faire la purge spéciale là où la purge générale peut être faite et ne l'a pas été. La conclusion forcée est que l'une et l'autre ne portent pas sur les immeubles ayant un titre français et sont régies par l'art. 3.

Il ne faut pas laisser de case vide, dit un motif de l'arrêt ; c'est là une considération propre à faire réformer la loi, non à l'interpréter. Actuellement, dans le travail relatif aux constatations de la propriété privée, il y a des cases vides, pour les terres cantonnées, les terres sénatus-consultées, les terres de propriété collective, celles où la purge spéciale a eu lieu, etc., et la juridiction même est différente pour les terres de propriété privée et celles de propriété collective ?... La loi peut être meilleure, sans doute ; on vient de l'améliorer, on l'améliorera encore. C'est l'œuvre du Parlement, non celle de l'interprète de la loi.

La publicité donnée à la purge spéciale est la même que celle donnée à la purge générale, et, si auparavant un commissaire ne se rendait pas sur les lieux, depuis la loi du 28 avril 1887 le juge de paix devra procéder à un bornage qui avertira et affectera directement les intéressés.

L'arrêt tire un argument de l'art. 19 et de l'art. 26 ; nous approfondirons ce point qui ne peut être discuté ici complètement. La disposition exceptionnelle de l'art. 19 est motivée par l'addition d'un nom patronymique dans le titre provisoire, et sa rigueur exorbitante vient d'être corrigée par la loi nouvelle ; les droits réels ou hypothécaires visés dans l'art. 19 n'ont rien de commun avec ceux visés par les art. 18 et 30 ; et ils ont été purgés par l'acquéreur avec titre français suivant les formes de la purge ordinaire et par la transcription de son titre.

(1) La déchéance encourue par les tiers n'a de raison d'être que dans les publications. Comment le propriétaire d'un immeuble situé sur une commune, dans le territoire d'une tribu, pourrait-il faire une réclamation con-

(Commune mixte de Boghari c. Ziza)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que, suivant acte du 3 novembre 1882, au rapport de Me Hanin, notaire, Chaloum Ziza a acheté de Abdallah Boukaire ben El-Kahli la moitié indivise d'un immeuble comprenant 1780 hectares, 50 ares, situé dans la tribu des Aziz et composé de deux propriétés, l'une dite El-Kheledj-El-Achar, l'autre Er-Remila;

Considérant que Ziza a procédé sur ce contrat aux formalités de purge autorisées par le titre III de la loi du 26 juillet 1873, et qu'il a obtenu, à la date du 7 juin 1884, un titre de propriété délivré par l'administration des domaines, titre qui été transcrit;

Considérant qu'à la date du 31 janvier 1884, par acte au rapport du même notaire, Ziza a acheté de son même vendeur l'autre moitié indivise de la même propriété et a commencé, sur cette nouvelle acquisition, les formalités de purge qu'il avait accomplies pour la première;

Considérant que, le 19 septembre 1884, l'administration de la commune de Boghari a fait opposition à la délivrance du nouveau titre de propriété poursuivie par Ziza, en faisant valoir que la vente faite par Abdallah ben El-Kahli comprenait une partie des communaux du douar de Bouzzoul, sise dans l'ancienne tribu des Zenakhra, et attribuée définitivement à ce douar, suivant décret du 19 mai 1869, rendu par application du sénatus-consulte du 22 avril 1863;

Considérant qu'Abdallah Boukari ben El-Kahli a assigné la commune de Boghari en main levée de cette opposition; — Et que par jugement du 16 juin 1885, dont est appel, le tribunal de Blida a prononcé cette main levée;

Considérant que Ziza conclut à la confirmation de cette décision, en maintenant que les opérations de purge accomplies en conformité de la loi du 26 juillet 1873, pour une moitié indivise de la terre de Remila s'appliquent à cet immeuble tout entier; — Que le titre administratif délivré à Ziza, le 7 juin

---

tre un acte publié dans une autre commune, dans une autre tribu, et désignant les immeubles comme situés dans un autre territoire que celui où se trouve sa propriété? Il suffit que la publication ne soit pas faite au lieu de la situation, pour qu'elle soit nulle, alors même que les publications sur un autre territoire indiqueraient la situation exacte des immeubles. Les déchéances sont de droit étroit, et les prescriptions de la loi doivent être rigoureusement observées, pour pouvoir les invoquer. La loi nouvelle du 28 avril 1887 a exigé un bornage pour éviter des erreurs regrettables.

L.-A. EYSSAUTIER.

1884, constitue à son profit un droit indivisible portant sur la totalité de l'immeuble ; — Que Ziza étant devenu propriétaire de la seconde moitié de cet immeuble, il est censé, aux termes de l'art. 883 du Code civil, en avoir toujours eu la propriété ; — Et qu'aucune revendication ne peut utilement se produire contre son droit sur le tout ;

Considérant que Ziza maintient, en outre, que la décision de la commission du sénatus-consulte n'a jamais compris dans les biens de la commune de Boghari la terre que cette commune revendique ; et que, au contraire, la commission a reconnu et constaté que cette terre était la propriété de Ali Chouach, auquel se rattachent les droits de Chaloum Ziza ; — Qu'en tous cas, il serait propriétaire du tout par l'effet de la prescription ;

Considérant, sur la fin de non recevoir proposée par l'intimé, qu'il n'y a lieu de s'y arrêter ;

Considérant, en effet, que les dispositions du titre III de la loi du 26 juillet 1873, aboutissant à la consécration d'une déchéance, mesure essentiellement exceptionnelle, doivent être rigoureusement renfermées dans leurs termes les plus étroits ;

Considérant que la loi exige, pour premier acte de la purge, la signification et la publication du contrat d'acquisition ;

Que les premières formalités mettent toute partie intéressée en demeure de revendiquer tout ou partie de la propriété vendue ;

Qu'il faut conclure du texte que, si un intéressé a omis, sur la publication de la vente d'une partie, même indivise, de son immeuble, de formuler son opposition, il n'a encouru la déchéance que sur ce qui faisait l'objet du contrat, et peut encore exercer sa revendication sur tout ce qui reste en dehors de la vente et de la purge ;

Considérant que la présomption de l'art. 883 du Code civil n'est point applicable avec le sens que l'intimé lui attribue ; — Qu'il n'a pas lui-même cette portée, et que, de sa combinaison avec l'art. 30 de la loi de 1873, il ne peut résulter une déchéance qu'aucun de ces textes ne prononce ;

Considérant qu'en dehors de textes exprès, on ne saurait être contraint à prononcer la déchéance absolue du propriétaire qui, dépouillé de la moitié de ses droits, essayerait de se défendre contre une usurpation complète, qu'au cas où la rigueur des principes imposerait nécessairement cette solution ;

Mais considérant que, dans la loi de 1873, on ne rencontre aucune disposition qui autorise à étendre le titre domanial au delà de son objet déterminé,

Que le titre de l'acquéreur d'une propriété indivise peut bien assurer sur la tête de l'acquéreur un droit définitif, même à l'encontre du véritable ayant-droit; mais que, par sa nature même et comme entraînant des déchéances, il n'a pas pour effet de constater les droits de propriété du vendeur sur ce qui ne fait pas l'objet de la vente;

Que le véritable propriétaire pourra donc reprendre le surplus de son bien par l'effet d'une revendication régulière, et qu'il en résultera seulement que l'acquéreur, maître définitif d'une part indivise, aura un autre copropriétaire que son vendeur, ce qui n'a rien d'incompatible avec son droit;

Considérant que la prétention de Ziza de se prévaloir de l'art. 883 ne s'accorde pas avec le titre sur lequel il la fonde;

Que cet article vise un communiste devenu, par l'effet du partage, propriétaire unique d'un bien précédemment indivis; mais que Ziza n'est point dans ce cas;

Que son titre, actuellement non contesté, ne lui accorde qu'une part indivise;

Que la propriété du surplus forme l'objet même de la contestation;

Qu'on ne peut, dès lors, considérer l'art. 883 comme ayant le moindre lien avec la cause;

Considérant toutefois que, Ziza s'appuyant, pour faire rejeter l'opposition de la commune de Boghari, sur l'autorité du titre domanial qui lui a été délivré le 7 juin 1884, il importe de rechercher la valeur de ce titre à l'encontre de cette opposition, en réservant aux parties tous leurs droits relativement à la part de propriété dont il fait attribution et qui reste en dehors de l'instance actuelle;

Considérant que, pour résoudre la question ainsi posée, il convient d'examiner dans quelles limites doivent être renfermées les dispositions transitoires du titre III de la loi du 26 juillet 1873, l'esprit qui les a dictées, les règles qui doivent être observées dans leur application;

Considérant que le législateur, prévoyant les délais qui doivent s'écouler avant le constatation de la propriété privée sur toute l'étendue du territoire algérien, a voulu donner aux aliénations immobilières faites par des indigènes à des Européens une sécurité qui n'était généralement point assurée par les titres arabes du vendeur, ou par sa possession, susceptible d'être contestée;

Considérant que la procédure de purge qu'il a prescrite dans ce but ne peut être assimilée, ni dans son importance, ni dans son objet, aux opérations dont le titre II de la loi détermine les formalités successives;

Considérant que, dans le titre II, les opérations de reconnaissance, de constatation et de confirmation de la propriété s'effectuent sur une fraction du territoire par les soins d'un fonctionnaire investi d'un mandat légal, en présence d'autres fonctionnaires, publiquement, après une publicité réitérée, la recherche et la réunion de tous les documents renfermés dans les dépôts publics, avec toutes les garanties de nature à protéger les intéressés contre les rigueurs des déchéances;

Considérant que, ces opérations ayant pour objet la constatation de la propriété privée sur la totalité d'un territoire déterminé, il est manifeste qu'aucune parcelle de ce territoire ne doit être soustraite à la reconnaissance, à la constatation ou à la confirmation de la propriété, et que, dans les plans qui sont dressés, aucune case ne peut rester vide ou incertaine, sans compromettre l'ensemble de l'enquête et la foi due aux titres délivrés ou reconnus comme pourvus d'une valeur préexistante ;

Que, par suite, les déchéances doivent frapper tous les titres qui n'ont pas été produits et qui se trouveraient en désaccord avec ceux qu'en dernier lieu délivre l'administration des domaines ;

Considérant toutefois que la rigueur de ces déchéances n'est pas exempte de critiques;

Qu'elle ne peut être justifiée que par l'intérêt public qui s'attache à l'application de la loi et par la nécessité de les admettre, même en sacrifiant les intérêts privés qui, par erreur ou simple négligence, n'ont pas été suffisamment protégés, mais qu'il convient de ne pas étendre au delà de ces limites;

Considérant que la procédure du titre III ne se développe pas dans un cadre de cette importance ;

Qu'elle n'embrasse pas la totalité du territoire;

Qu'elle ne s'accomplit pas par l'action de l'État, représenté par un de ses agents;

Qu'elle n'a qu'une publicité restreinte et offre moins de garantie contre les surprises et les erreurs;

Que si, comme tout ce qui procède de la loi, elle a en vue l'intérêt général, c'est à l'intérêt privé qu'elle confie exclusivement le soin de faire valoir les droits qu'il revendique;

Considérant qu'il existe donc entre le titre II et le titre III cette différence manifeste que le titre II s'applique à l'ensemble d'un territoire déterminé dont aucune parcelle ne peut demeurer incertaine sans compromettre la sécurité de la propriété sur le surplus;

Qu'il tend à faire un inventaire complet et définitif des im-

meubles qui composent une fraction du pays, en constatant pour chacun d'eux son véritable maître;

Que le titre III envisage, au contraire, un immeuble isolé, pris en lui-même, avec sa condition spéciale; d'où il résulte que si cette condition est telle que sa propriété est établie à l'égard de tous, conformément à la loi française, il est inadmissible que le législateur ait entendu soumettre cet immeuble à une purge qui n'avait d'autre effet que de compromettre des droits certains, de favoriser les usurpations des indigènes au détriment des détenteurs des titres français et, de plus, l'incertitude et le trouble dans la propriété;

Considérant que l'esprit et le texte de la loi s'accordent pour restreindre dans ce sens l'efficacité de la purge;

Considérant que le législateur a eu exclusivement en vue le danger que faisait courir aux acquéreurs européens l'incertitude de la propriété indigène et la nécessité d'y remédier;

Que ce danger, constaté par l'expérience, signalé dans tous les documents historiques et législatifs, réside dans l'absence de titres réguliers, précis, dignes de foi, établissant la propriété des indigènes dans la fréquence des revendications dont les Européens étaient victimes, après avoir accordé leur confiance aux droits de leurs vendeurs;

Considérant que c'est à ce danger que le législateur a voulu remédier par la purge spéciale; — Qu'elle n'a été autorisée que dans ce but et doit être restreinte à protéger les Européens contre ces périls;

Considérant que, la purge devant être renfermée dans ces limites, le législateur, dans l'art. 25, ne l'a permise que pour les ventes consenties par des indigènes à des Européens, c'est-à-dire sans titres antérieurs d'une valeur parfaite et aussi jusqu'au moment où le vendeur est nanti de titres français, même provisoires;

Considérant que, la purge n'est pas applicable en dehors de ces conditions précises, déterminées par la loi et, notamment lorsque l'immeuble est déjà pourvu d'un titre de propriété, qui rend inutile la délivrance d'un titre provisoire;

Considérant que cette interprétation, conforme au texte, dans une matière exceptionnelle où les déchéances sont de droit étroit, se justifie encore par cette considération que la loi n'a pu vouloir détruire au profit d'un acquéreur nouveau le titre ancien que sa nature et sa publicité plaçaient sous la garantie la plus étendue de la loi française et faciliter aux indigènes l'usurpation d'immeubles dont la propriété est mise sous la sauvegarde des actes les plus respectés;

Considérant que, vainement, on objecte que cette solution

serait incompatible avec les termes de l'article 30, qui reproduisent ceux de l'article 18 et qui devraient avoir dès lors la même portée;

Considérant que les deux titres II et III de la loi s'appliquant à des procédures différentes, le premier ne comportant aucune exception, le second excluant une certaine classe d'immeubles, les titres qu'ils visent ont une efficacité également absolue, toutefois dans des limites différentes : celui de l'article 30 effaçant les droits antérieurs, mais seulement à l'égard des immeubles qui peuvent être soumis à la purge conformément à la loi.

Considérant que cette différence se manifeste dans l'art. 26, qui exclut de la purge spéciale les hypothèques et priviléges conservés conformément au Code civil, et qui les met hors de l'atteinte du titre définitif, point de départ unique de la propriété; alors que, dans le titre II, ces mêmes droits sont frappés de déchéance par l'art. 19, s'ils ne sont pas revivifiés par un renouvellement d'inscription ;

Qu'on ne pourrait expliquer par un motif digne du législateur cette disposition de l'art. 26 et ce respect des inscriptions hypothécaires, si on admettait qu'il a néanmoins entendu que le propriétaire, porteur d'un acte notarié et transcrit, resterait exposé à une rigoureuse déchéance et serait parfois évincé de sa propriété, alors que ses créanciers conserveraient tous leurs droits, sans être soumis à aucune formalité, à aucune vigilance;

Considérant que c'est ainsi que la loi a été interprétée par son premier commentateur, qui s'exprime en ces termes :

« Il est bien entendu que si les prétendants droit s'étaient » déjà révélés par une transcription antérieure de leurs con- » trats, ils ne seraient pas tenus de présenter les réclamations » prescrites par l'art. 27; cette transcription, qui aurait eu » pour effet de prévenir l'acquéreur, tiendrait au moins lieu » de réclamation; »

Considérant que ces restrictions apportées par la loi à la purge spéciale conservent à cette procédure toute sa légitime utilité, puisqu'elle permet à l'acquéreur de se prémunir contre toutes les revendications fondées sur des droits occultes;

Qu'aller au delà dans ses effets, serait dépasser le but de la loi et favoriser des spéculations que le rapporteur de la loi a qualifiées à bon droit de malhonnêtes;

Considérant que la purge spéciale est également inapplicable à l'égard des immeubles dont la propriété a été constatée par application de la loi;

Que le titre III ne vise, en effet, que les territoires où la loi

de 1873 doit être appliquée et ne formule des dispositions transitoires que pour obvier aux inconvénients qui peuvent résulter des lenteurs inévitables de son application;

Considérant que la loi de 1873 est le complément du sénatus-consulte du 22 avril 1863, qu'elle n'a point abrogé;

Qu'il en résulte que, partout où la propriété privée a été constatée par l'exécution du sénatus-consulte, la loi de 1873 n'est pas applicable;

Que, par suite, le titre III de cette loi demeure sans application;

Considérant qu'il y a lieu de faire application de ces principes aux faits de la cause;

Considérant que le sénatus-consulte a été exécuté sur les immeubles en litige;

Que la commission a reconnu Ben Chouach propriétaire de la terre Er-Remila, comprenant une étendue de 99 hectares, déterminée sous le numéro 13 de la commission et du plan;

Que la même commission a délimité les communaux du douar Bougzoul;

Qu'un plan a été dressé conformément à ces opérations, qui ont été approuvées et rendues inattaquables par décret du 19 mai 1869;

Considérant dès lors que la loi de 1873 n'est pas applicable aux propriétés définitivement reconnues et constatées par ce décret, et que, par voie de conséquence, leur aliénation ne comporte pas la purge spéciale, procédure transitoire de la loi de 1873;

Considérant, d'autre part, que Er-Remila appartenait à Bou-Kahli, comme successeur de Ben Chouach;

Que sa propriété reposait sur le décret de 1869;

Qu'il n'établit aucun droit, en dehors de ce titre;

Que ce titre définitif n'était pas susceptible d'être converti en titre provisoire;

Que, de ce chef encore, la vente qu'il a faite ne comportait pas l'application du titre III;

Considérant aussi que la commune de Boghari, propriétaire de ses communaux, en vertu du même décret qui constituait pour elle un titre définitif et inattaquable, n'avait pas à se pourvoir par opposition contre la délivrance d'un titre qui, même délivré, ne pouvait prévaloir sur le sien;

Considérant que les titres produits par l'appelant et qui ont trait à la confirmation de la propriété de Er-Remila, sur la tête de ses auteurs, n'ont pu modifier leur titre primitif;

Qu'ils ne contiennent, d'ailleurs, aucune indication précise de contenance et de limite qui permette d'assigner à cette

terre une étendue supérieure à celle dont le décret de 1869 a fait attribution à Ben Chouach ;

Considérant que Ben Chouach et ses ayants droit n'ont pu prescrire contre leur propre titre ;

Qu'ils ne justifient d'aucune possession utile en dehors des 99 hectares attribués à Er-Remila ;

Que le temps qui s'est écoulé depuis le décret de 1869, qui a législativement déterminé les droits des parties, ne suffirait pas pour établir des droits résultant de la prescription ;

Considérant, enfin, que l'appelant ne pourrait se prévaloir des dispositions du titre III de la loi de 1873 qu'en justifiant de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi ;

Que la publicité donnée au contrat de vente doit nécessairement, pour mettre les intéressés en demeure de formuler leur opposition, fournir une désignation exacte de l'immeuble aliéné ;

Considérant que le contrat publié par Ziza désigne la terre Er-Remila comme étant située dans la tribu des Aziz ;

Que les terres revendiquées par la commune de Boghari font ou feraient partie de la tribu des Zenakra ;

Que l'indication donnée par Ziza ne peut donc lui servir à purger des immeubles situés en dehors de la tribu qu'elle spécifie ;

Considérant que, sur cette indication, les publications prescrites par l'art. 8 n'ont été faites que dans la tribu des Aziz ;

Qu'elles ne peuvent, dès lors, être opposées aux revendications d'immeubles situés dans une tribu voisine ;

Par ces motifs : — Infirme le jugement dont est appel ;

Décharge la commune de Boghari des condamnations contre elle prononcées ;

Et statuant à nouveau :

Déclare valable l'opposition faite le 19 septembre 1884 par l'administrateur de la commune mixte de Boghari ;

Annule la vente consentie le 31 janvier 1884 par Abdallah Boukari ben El-Kahli à Ziza, en ce qui concerne la partie des terres vendues qui est située dans le périmètre du groupe n° 1 de la tribu des Zenakras, tel qu'il a été déterminé par application du sénatus-consulte de 1863 et le décret du 19 mai 1869 ;

Déboute les parties du surplus de leurs conclusions ;

Réserve à Ziza tous ses droits contre son vendeur ;

Condamne Ziza aux dépens de première instance et d'appel.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.* ; DUPREY, *subst. du proc. gén.* ; DOUDART DE LA GRÉE, Alf. DAIN ET ROBE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

24 mars 1887

Relégation, condamnations, preuve, silence du prévenu, aveu, extraits des arrêts ou jugements, mention.

Si, relativement à la preuve de la récidive prévue par les art. 56 et suivants du Code pénal, le silence du prévenu peut être considéré comme un aveu des condamnations indiquées sur l'extrait de son casier judiciaire, une semblable interprétation ne saurait être admise en matière de relégation, la présomption qui lui sert de fondement étant inconciliable avec les garanties dont la loi du 25 mai 1885 a voulu entourer les individus exposés à l'application de cette peine perpétuelle.

La décision appliquant la peine de la relégation ne peut avoir d'autre base légale que l'aveu du prévenu qu'il a encouru effectivement les condamnations qui le rendent relégable, ou les extraits des arrêts ou jugements qui les ont prononcées.

En conséquence, doit être cassé, comme ayant violé la loi précitée, l'arrêt qui a omis de mentionner l'une ou l'autre de ces preuves (1).

---

(1) La Cour de cassation semble faire une distinction, peut-être un peu subtile, au point de vue de la preuve des condamnations, entre la matière de la récidive et celle de la relégation. Elle admet, lorsqu'il s'agit de récidive, qu'il n'est pas indispensable que le jugement ou l'arrêt, ou les notes d'audience relatent que le prévenu a été interpellé sur l'existence des condamnations qui figurent sur le bulletin n° 2, et que son silence à cet égard a pu être considéré comme un aveu ; en matière de relégation, au contraire, il est nécessaire, d'après la Cour suprême, que du jugement, de l'arrêt ou du procès-verbal dressé à l'audience résulte que le prévenu a été interpellé formellement sur chacune des condamnations dont la réunion est de nature à entraîner la peine de la relégation. Nous pensons, quant à nous, que, dans les deux cas, le prévenu doit être interpellé sur chacune des condamnations qui sont de nature à entraîner l'une ou l'autre de ces aggravations de peine, et que le jugement ou l'arrêt, ou le procès-verbal d'audience doit faire mention de l'accomplissement de cette formalité.

On objectera peut-être que cette distinction s'explique, jusqu'à un certain point, par les conséquences différentes qu'entraîne l'application des peines de la récidive et de la relégation : que, dans le premier cas, le juge peut modérer sensiblement la peine au moyen de l'art. 463 du Code pénal, tandis que la peine de la relégation, qui est un exil perpétuel, ne peut

(Kaddour ben Osman c. Ministère public)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen proposé d'office et pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Vu le dit article ;

Attendu que l'arrêt attaqué (Alger, Ch. correct. 17 février 1887) et le jugement du tribunal correctionnel de Mostaganem dont il adopte les motifs se sont fondés, pour prononcer la peine de la relégation contre Kaddour ben Osman, sur l'existence de trois condamnations, dont une pour crime de vol qualifié à cinq années de réclusion, et deux pour vol simple et tentative de vol à plus de trois mois d'emprisonnement, encourues par lui dans une période de moins de dix ans avant le fait qui a motivé la nouvelle condamnation ; — Qu'aux ter-

---

jamais être modérée ; mais ce sont là des considérations de fait qui sont impuissantes, selon nous, à changer le mode d'administration des preuves. Au moins, la Cour de cassation, dans un arrêt du 4 février 1860 (*Bull.*, n° 29) l'a-t-elle jugé ainsi en matière de récidive.

En tout cas, il résulte de la décision rapportée qu'en matière de relégation, le jugement ou l'arrêt de condamnation ou tout au moins les notes d'audience doivent établir que le prévenu a été interpellé sur les condamnations qui figurent sur son bulletin n° 2, et que, en cas de dénégation de sa part de l'existence d'une ou plusieurs de ces condamnations, le ministère public a le droit de demander au tribunal ou à la Cour un délai pour produire les extraits des arrêts ou jugements qui les ont prononcées. Le bulletin n° 2 n'est en effet qu'un certificat délivré d'après une expédition authentique, c'est-à-dire une copie de copie (C. civ., art. 1334 et 1335); il ne peut donc faire preuve légale du fait de la condamnation antérieure. Or, c'est cette preuve seule, c'est-à-dire un extrait de l'arrêt ou du jugement antérieur, qui peut servir de base légale à l'application, par la juridiction de répression, des peines de la récidive ou de la relégation.

La Chambre criminelle ne va-t-elle pas un peu loin et ne s'écarte-t-elle pas de sa jurisprudence antérieure en disant qu'une décision appliquant la peine de la relégation ne peut avoir d'autre base légale que *l'aveu du prévenu* qu'il a encouru effectivement les condamnations qui le rendent relégable, *ou* les extraits.... etc. Il était généralement admis jusqu'à présent que, même en matière de récidive, l'aveu seul du prévenu à l'audience ne saurait former une preuve judiciaire (Chauveau et Faustin-Hélie, t. I, p. 326); à plus forte raison, et en s'inspirant de l'esprit de l'arrêt que nous rapportons, devrait-on décider de même en matière de relégation. Il faut donc admettre que la base légale dont il est parlé dans notre arrêt doit être, soit l'aveu du prévenu joint au bulletin n° 2 ou à toute autre pièce dont résulte une présomption grave de l'existence de la condamnation, soit l'extrait en forme des arrêts ou jugements de condamnation.

C. A. L.

mes des paragraphes 2 et 3 de l'art. 4 de la loi du 25 mai 1885, elles étaient effectivement de nature à entraîner l'application de la relégation;

Mais attendu que, si la Cour d'appel a, conformément aux prescriptions des lois susrappelées, explicitement spécifié ces condamnations, elle s'est bornée à déclarer que leur existence était établie par un extrait du casier judiciaire; et qu'il ne résulte ni de l'arrêt de condamnation ni du jugement dont il adopte les motifs, ni des notes d'audience, que le prévenu ait été mis en demeure de reconnaître ou de contredire les mentions portées sur cet extrait;

Attendu que si, relativement à la preuve de la récidive prévue par les art. 56 et suivant du Code pénal, le silence du prévenu a pu être considéré comme un aveu des condamnations indiquées sur l'extrait de son casier judiciaire, une semblable interprétation ne saurait être admise en matière de relégation; — Que la présomption qui lui sert de fondement est inconciliable avec les garanties dont la loi du 25 mai 1885 a voulu entourer les individus exposés à l'application de la peine perpétuelle qu'elle édicte; — Qu'une décision appliquant cette peine ne peut avoir d'autre base légale que l'aveu du prévenu qu'il a encouru effectivement les condamnations qui le rendent relégable ou les extraits des arrêts ou jugements qui les ont prononcées, et que, faute d'avoir mentionné l'une ou l'autre de ces preuves, l'arrêt attaqué a formellement violé la disposition de loi ci-dessus visée;

Par ces motifs : — Casse, etc..... mais seulement en ce qui touche la peine accessoire de la relégation; et, pour être statué de ce chef, renvoie le prévenu en l'état où il se trouve et les pièces de la procédure devant la Cour d'appel d'Aix.

MM. Lœw, *prés.;* Dupré-Lasale, *rap.;* Loubers, *av. gén.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

29 mai 1886

Usufruit légal des père et mère, disparition de l'usufruitier, extinction. — Grosses réparations, plus-value, recours contre le nu propriétaire. — Pouvoirs du tuteur, défaut d'autorisation du conseil de famille, appréciation du tribunal. — Expertise.

La disparition du père ou de la mère ne fait pas cesser l'usufruit légal qui leur appartient sur les biens de leurs enfants mineurs (1).

Le nu propriétaire ne peut être contraint à faire les grosses réparations. L'usufruitier n'a de recours contre lui, pour celles qu'il aurait faites lui-même, qu'après l'extinction de l'usufruit, et jusqu'à concurrence de la plus-value procurée à l'immeuble. (C. civil, art. 605) (2).

L'autorisation du conseil de famille est nécessaire au tuteur pour obliger le mineur en raison de grosses réparations ou de travaux d'amélioration, lorsque le montant des dépenses excède celui des revenus du mineur (3).

Le tribunal a cependant le droit d'apprécier l'utilité des dépenses qui ont été faites sans l'autorisation du conseil de famille, ainsi que le profit que le mineur en a retiré, et d'accueillir l'action du créancier (4).

---

(1) Il est en effet certain que la présomption d'absence, ni, *a fortiori*, la simple disparition de l'usufruitier ne peuvent faire cesser le droit de jouissance légale des père et mère puisque ni l'une ni l'autre ne portent aucune atteinte aux droits actuels de l'absent. Mais il en serait autrement, pensons-nous, de la déclaration d'absence, qui ouvre provisoirement tous les droits subordonnés au décès de l'absent (C. civ., art. 123). Le droit du nu propriétaire à la jouissance des fruits étant subordonné au décès de l'usufruitier, la déclaration d'absence du survivant des père et mère ferait provisoirement cesser la jouissance légale (Demolombe, t. II, n° 71; Demante, t. I, n° 152 *bis*, III; D. A., v° *Usufruit*, n° 607).

(2) Cette solution est généralement adoptée. — *Sic :* Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 449 *bis*, VI; Aubry et Rau, t. II, p. 522, 523, notes 8 et 9. Demolombe, t. X, n° 593; Toulouse, 9 février 1865 (D. P., 66, 2, 19) et 23 mai 1881 (D. P., 82, 2, 178). — *Contrà :* Proudhon, *Traité du droit d'usufruit*, t. III, n° 1694; Laurent, *Principes*, t. VI, nos 548 à 550 (ce dernier auteur, contrairement à l'opinion générale, enseigne que le nu propriétaire est tenu de faire les grosses réparations); Douai, 2 décembre 1834 (Sir, 35, 2, 29); Colmar, 18 mars 1853 (D. P., 53, 2, 131).

(3, 4) Le tuteur a-t-il le pouvoir de faire, sans autorisation du conseil de famille, de grosses réparations sur les biens du mineur? La raison de dou-

Les tribunaux peuvent, sans violer les droits de la défense, se servir, à titre de renseignement, d'une expertise étrangère à la cause où elle est produite.

(Gastu c. Gonthier)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, dans le cours des années 1879 et 1880, le sieur Montillot, usufruitier légal et tuteur de son fils mineur, a fait exécuter par Gonthier divers travaux de maçonnerie, de plâtrerie et de charpente dans deux maisons appartenant audit mineur et sises à Alger, rue Bab-el-Oued et rue des Marseillais ; — Attendu que le prix de ces travaux s'est élevé, d'après Gonthier, à 39,473 fr. ; qu'il a été payé à compte 29,000 fr. ; qu'il est ainsi resté dû 10,473 fr. ; — Attendu que, depuis cette époque, ledit sieur Montillot a été déclaré

---

ter vient de ce qu'on peut hésiter à ranger les grosses réparations parmi les actes d'administration que le tuteur a toujours le pouvoir de faire seul, et que cependant le Code garde le silence à leur égard et n'exige pour elles ni l'autorisation du conseil de famille, ni l'homologation du tribunal.

Précisons d'abord les termes de la question. Dans ses rapports avec le mineur, le tuteur est responsable des grosses réparations qu'il a faites, comme de tout autre acte de sa gestion ; il serait responsable, notamment, si, comme dans l'espèce, les travaux avaient été assez mal exécutés pour compromettre la solidité de l'immeuble. A ce point de vue, et pour couvrir sa responsabilité, le tuteur fera sagement de n'entreprendre les grosses réparations qu'avec l'autorisation du conseil de famille. Mais c'est dans les rapports du mineur et des tiers, entrepreneurs ou ouvriers, avec qui le tuteur a traité, qu'il importe de savoir si le tuteur avait, oui ou non, le pouvoir de faire seul les grosses réparations : encore la question n'offre-t-elle guère d'intérêt lorsque celui-ci a payé comptant, soit au moyen de la portion de revenus qui, d'après la décision du conseil de famille, peut être annuellement consacrée aux dépenses d'administration, soit même au moyen de l'excédant des revenus, ou des capitaux mobiliers disponibles dont le tuteur doit faire emploi, mais de la façon qu'il considère lui-même comme la plus avantageuse. La dépense faite peut engager alors la responsabilité du tuteur, mais on ne peut soutenir qu'elle donne lieu à répétition contre les tiers qui ont reçu le paiement. Le doute sérieux n'apparaît que dans le cas, et ce sera le plus ordinaire, où le tuteur aura contracté des obligations envers les entrepreneurs et ouvriers chargés des travaux. L'exécution en pourra-t-elle être poursuivie contre le mineur ? La question ainsi posée se rattache à une difficulté plus générale : la détermination exacte des pouvoirs du tuteur. En effet, d'après l'art. 450, le tuteur représente le mineur dans tous les actes de la vie civile, il administre ses biens en bon père de famille ; et nul ne doute que le tuteur puisse, en conséquence, faire tous les actes d'administration. D'autre part, les art. 457 à

en état de faillite ; qu'il a, de plus, disparu d'Alger ; — Attendu que Gastu a été nommé tuteur aux lieu et place du sieur Montillot ; — Attendu que Gonthier réclame au nouveau tuteur le paiement du solde du prix de ses travaux ;

Attendu qu'avant faire droit sur cette demande, les premiers juges ont, par le jugement dont est appel, nommé Chevalier expert, et lui ont donné pour mission de visiter les maisons dont s'agit, examiner les travaux, en régler les mémoires, rechercher à concurrence de quelle somme respective le montant de ce règlement s'appliquerait: 1° aux grosses réparations ; 2° aux travaux d'entretien ; 3° aux améliorations n'ayant pas un caractère voluptuaire ; 4° à celles, au contraire, ayant un caractère voluptuaire ; 5e en quoi aurait consisté, pour ces quatre séries, les travaux effectués ; 6° rechercher, pour chacun des deux immeubles, s'il est résulté de ces travaux une plus-value réelle ou locative, par quels travaux elle aurait été produite, à concurrence de quelle somme ; recevoir les dires des parties, les contrôler ;

---

467 prescrivent au tuteur d'obtenir pour certains actes qu'ils énumèrent soit l'autorisation du conseil de famille, soit même, en outre, l'homologation du tribunal. Que faut-il décider quant aux actes qui ne sont pas de simples actes d'administration et pour lesquels cependant la loi n'exige aucune formalité ?

A cet égard, deux opinions se sont produites. Les uns, interprétant strictement l'art. 450, d'après lequel le tuteur *administre* les biens du mineur, pensent que le tuteur n'a le pouvoir de faire seul que les actes d'administration (Laurent, *Principes*, t. V, n° 40) ; les autres, au contraire, décident que le tuteur a le pouvoir de faire seul et librement tous les actes pour lesquels la loi n'a pas prescrit de formalité particulière (Demolombe, t. VII, n° 635 ; Aubry et Rau, t. I, p. 455 ; Demante, t. II, n° 204 ; D. A., v° *Minorité*, n° 450).

Cette seconde opinion nous paraît préférable. En effet, la règle est que le tuteur représente le mineur dans *tous* les actes de la vie civile (C. civ., art. 450). Il accomplit, sur les biens du mineur, tous les actes qui peuvent être nécessaires dans son intérêt. C'est seulement par exception qu'il a besoin de certaines autorisations ; or, tout ce qui n'est pas formellement compris dans l'exception doit rester sous l'empire de la règle. Au surplus, si l'on ne veut pas admettre que le tuteur puisse accomplir seul les actes dont le Code ne parle pas, on ne peut, dans le silence de la loi, déterminer, sans tomber dans l'arbitraire, les formalités qu'il faudrait alors exiger.

Appliquons ces principes aux grosses réparations.

Aucun texte ne prescrit au tuteur d'accomplir, avant de les entreprendre, une formalité quelconque ; nous en concluons donc qu'il a le pouvoir de les faire librement. On soutient cependant que le tuteur ne peut obliger valablement le mineur par les engagements qu'il contracte à leur occasion avec les entrepreneurs ou ouvriers (Demolombe, t. VII, nos 649 et suiv. ; Duranton, *Cours de Droit français*, t. III, n° 559). D'après Demo-

Attendu qu'en décidant ainsi, les premiers juges ont implicitement résolu les questions préjudicielles de recevabilité de la demande qui, au seuil du procès, s'imposaient à leur examen ; qu'en premier lieu, il s'agissait, en effet, de savoir si le mineur, en sa qualité de nu propriétaire des deux maisons réparées, était, d'après les règles de l'usufruit, tenu de l'action de Gonthier ; — Attendu, à cet égard, qu'il est d'abord allégué, au nom de Gonthier, que l'usufruit légal a cessé depuis la disparition de Montillot ; — Mais attendu, d'une part, que la jouissance des biens des enfants mineurs ne cesse qu'à la mort du père ou de la mère ; que ni durant la période de présomption d'absence, ni durant la période d'absence déclarée, l'absent n'est réputé décédé ; qu'*a fortiori* ne peut être réputé tel celui qui n'est ni présumé, ni déclaré absent ; — Attendu, d'autre part, que la renonciation au droit d'usufruit ne saurait résulter du seul fait de la disparition de l'usufruitier ;

Attendu, sur le fond de la question, que l'art. 600 du Code civil énonce que l'usufruitier prend, à l'ouverture de l'usu-

---

lombe, le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille pour contracter des obligations valables quand elles sont de nature à s'exécuter, non sur les revenus, mais sur les capitaux du mineur ; or, l'obligation qui a pour cause de grosses réparations est de nature à ne pouvoir s'exécuter que sur les capitaux du mineur ; donc, elle ne peut être contractée qu'avec l'autorisation du conseil de famille. Duranton enseigne que l'autorisation du conseil de famille est nécessaire toutes les fois que l'obligation doit, en fait, être acquittée au moyen des capitaux. C'est à cette doctrine que se rattache l'arrêt que nous rapportons ; mais cette décision, à laquelle nous ne connaissons, en jurisprudence, que quelques précédents déjà anciens (D. A., v° *Minorité*, n° 484 ; Paris, 12 ventôse, an XI, Sir., 3, 2, 287), nous paraît cependant contestable. En effet, pour qu'il soit interdit au tuteur de contracter seul des obligations qui doivent s'exécuter sur les capitaux du mineur, il faudrait qu'un texte exigeat ici l'autorisation du conseil de famille. Or, la Cour n'invoque aucun texte à l'appui de sa manière de voir. Demolombe cite : 1° les art. 454, 455, 456 ; 2° l'art. 457 ; mais ces textes ne sont pas concluants. Si les art. 454, 455, 456 prescrivent au tuteur de faire déterminer par le conseil de famille la somme qui devra être annuellement consacrée aux frais de l'administration et de faire emploi de l'excédant (*), il n'en résulte pas que le tuteur n'ait pas le pouvoir d'obliger le mineur au delà de ses revenus. Autrement, il faudrait aller jusqu'à dire qu'il n'a pas le pouvoir de l'obliger au delà de la portion des revenus consacrée aux dépenses annuelles par la décision du conseil de famille, ce qu'il est bien difficile d'admettre. La loi ne prononce pas la nullité de l'obligation contractée en ce cas par le tuteur, et tout autre est la sanction qu'établit l'art. 456. Quant à l'art. 457, qui vise le cas d'un emprunt, on n'est pas auto-

(*) Dans l'espèce, le tuteur, étant le père de l'enfant mineur, n'avait pas eu à faire fixer par le conseil de famille la somme consacrée aux dépenses annuelles (C. civ., art. 454).

fruit, les choses dans l'état où elles se trouvent ; que l'art. 607 du même Code déclare que le propriétaire n'est pas tenu de rebâtir ce qui est tombé de vétusté ; que de ces textes on induit que le nu propriétaire ne peut jamais être contraint, ni directement, ni indirectement, par l'usufruitier à faire les grosses réparations dont la chose grevée d'usufruit a besoin ;

Attendu, en effet, que l'existence de l'usufruit ne lui impose

---

risé à l'étendre aux engagements que contracte le tuteur à un autre titre, et notamment aux traités qu'il passe pour faire exécuter de grosses réparations. L'emprunt présente, en effet, des dangers particuliers : il serait à craindre, par exemple, que le tuteur ne le contractât au nom du mineur, mais, en réalité, à son profit personnel ; il n'y a rien de tel à redouter quand le tuteur contracte dans un but déterminé, notamment pour faire exécuter des travaux sur les biens du mineur.

Au surplus, si l'on assimilait aux emprunts les obligations dont nous parlons, il faudrait exiger pour leur validité les mêmes formalités que pour celle des emprunts, et, par conséquent, l'homologation du tribunal, ce que l'on ne fait pas cependant. En résumé, rien dans la loi ne nous autorise à décider que le tuteur ne peut contracter, au nom du mineur, d'obligations valables, lorsqu'elles sont de nature à entamer ses capitaux (Aubry et Rau, t. I, p. 456, note 50).

Ajoutons que, même si l'on admet, contrairement à notre opinion, que le tuteur ne peut faire, sans l'autorisation du conseil de famille, que les actes d'administration proprement dits, il est encore possible de soutenir que le tuteur oblige valablement le mineur par les engagements qu'il contracte pour les grosses réparations. En effet, les grosses réparations ont pour but de conserver l'immeuble, et, conserver la chose, c'est, au premier chef, faire acte d'administration. Or, le tuteur doit avoir, en principe, et sauf les exceptions expressément admises par la loi, notamment en ce qui concerne les emprunts, le pouvoir de contracter les obligations nécessaires aux besoins de son administration, et, par suite, celles qui sont nécessaires pour les grosses réparations (Laurent, *Principes*, t. V, n° 44; D. A., v° *Minorité*, n° 484).

A l'égard des travaux d'amélioration la question est plus doutense que pour les grosses réparations, parce qu'ils ne constituent évidemment pas des actes d'administration. Aussi est-il certain qu'ils engagent gravement la responsabilité du tuteur envers le mineur. Cependant, fidèle au principe qne nous avons adopté, et dès lors qu'aucun texte n'exige ici de formalités particulières, nous pensons que le tuteur peut, sans l'autorisation du conseil de famille, faire des travaux d'amélioration sur les biens du mineur, et l'obliger valablement par les engagements qu'il contracte à cet effet avec des tiers. (V. Aubry et Rau, t. I, p. 459, notes 64 et 65. Ces auteurs, cependant, paraissent subordonner la validité des engagements contractés en ce cas par le tuteur à l'utilité qu'ils présentent pour le mineur. En sens contraire, D. A., v° *Minorité*, n° 484, et, *a fortiori*, les auteurs qui refusent au tuteur le pouvoir de contracter des engagements valables pour de grosses réparations.)

Eugène Audinet.

d'autre devoir que celui de tolérer et de souffrir la jouissance; qu'elle ne l'astreint pas à procurer cette jouissance ; — Que l'obligation de faire les grosses réparations créerait au nu propriétaire des charges excessives et injustes ; — Qu'elle le placerait dans la nécessité de prendre sur ses capitaux pour exécuter des travaux qui ne lui profiteront jamais peut-être ;

Attendu que l'art. 605, après avoir déclaré que l'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien, dit, sans doute, que les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, mais qu'il est généralement reconnu que cet article ne contrarie point les principes exposés ci-dessus ; qu'il a pour objet de régler et de limiter les obligations de l'usufruitier ; qu'il se garde d'édicter que le nu propriétaire est tenu des grosses réparations ; qu'il se borne à exprimer que ces réparations *demeurent à la charge du propriétaire ;* — Qu'il prévoit, en réalité, l'hypothèse où, au cours de l'usufruit, le nu propriétaire viendrait à faire spontanément de grosses réparations à son immeuble ; qu'il décide pour ce cas que ces grosses réparations demeurent à la charge de ce dernier ;

Attendu que l'usufruitier qui, pendant son usufruit, fait lui-même à l'immeuble grevé de grosses réparations n'est pas néanmoins dépourvu de tout recours contre le nu propriétaire ; — Mais attendu qu'en vertu du principe énoncé ci-dessus, et qui veut que le nu propriétaire ne puisse être ni directement, ni indirectement, contraint à faire ces grosses réparations, il demeure assez universellement admis que l'action de l'usufruitier contre le nu propriétaire ne peut s'exercer qu'à l'expiration de l'usufruit, et pour la plus-value seulement donnée à l'immeuble par les travaux effectués ;

Attendu, dès lors, dans l'espèce, que de tout ce qui précède il faut conclure que, quel que puisse être le caractère des réparations entreprises par Gonthier dans les immeubles du mineur Montillot, son action contre le représentant légal de ce dernier, pour avoir paiement du prix qu'elles avaient coûté, était, dans tous les cas, irrecevable ; qu'elle l'était d'une manière absolue au cas de réparations d'entretien ; qu'elle l'était encore, comme prématurément intentée au cas de grosses réparations ; qu'à ces points de vue donc l'expertise ordonnée par les premiers juges devenait tout à fait inutile ;

Attendu, en outre, que les travaux exécutés par Gonthier constituaient bien plus exactement dans la cause ces améliorations au sujet desquelles l'art. 599 du Code civil refuse toute indemnité à l'usufruitier, encore que la chose en ait été augmentée de valeur ; qu'ils avaient été commandés et effectués en considération de la jouissance des immeubles grevés

et dans l'intérêt personnel de l'usufruitier ; qu'il ressort, en effet, d'un procès-verbal d'expertise dressé à Alger, le 21 décembre 1885, par le sieur Chevalier, en exécution d'une ordonnance de référé du 30 avril 1883, que les réparations effectuées par Gonthier dans la maison de la rue Bab-el-Oued n'avaient eu pour objet que des remaniements de distributions intérieures et quelques modifications extérieures, travaux non indispensables à la conservation de l'immeuble réparé, exécutés seulement en vue d'améliorer les distributions précédentes et d'augmenter les revenus ; qu'en outre, ces remaniements et ces modifications avaient été faits avec une entente si peu étudiée et si peu comprise des règles de l'art, qu'ils avaient eu pour effet de compromettre la stabilité de la construction, et d'y nécessiter, par suite, pour en conjurer la ruine imminente, d'importantes dépenses de réfection ;

Attendu que les travaux de la maison de la rue des Marseillais ont le même caractère et le même objet que ceux de la maison de la rue Bab-el-Oued ;

Attendu que Gonthier objecte, à la vérité, qu'il ne saurait être fait usage dans la cause d'une expertise qui y est étrangère, et qui a même été ordonnée postérieurement au jugement dont est appel ; — Mais attendu que, sans reconnaître à cette expertise une autorité légale au procès actuel, la Cour est autorisée néanmoins, par la nature même des difficultés qui lui sont soumises, à se servir, à titre de renseignements, des indications de ce travail ; — Qu'en agissant ainsi, elle ne fait qu'user d'un pouvoir d'appréciation qui lui appartient ; qu'elle ne viole pas les droits de la défense, alors surtout que l'expertise dont s'agit a eu lieu contradictoirement entre les parties en cause, et émane de l'architecte qui serait appelé, par le jugement attaqué et dont Gonthier demande la confirmation, à reproduire fatalement les mêmes constatations ;

Attendu qu'il n'est point interdit au nu propriétaire de faire au cours de l'usufruit à l'immeuble grevé les réparations qu'il juge opportunes ; qu'il demeure donc à rechercher en dernier lieu si, en sa qualité de tuteur, Montillot (père) a pu directement obliger le mineur envers Gonthier à l'occasion des réparations dont s'agit ;

Attendu que le prix de ces réparations s'est élevé, ainsi qu'il a été dit plus haut, à près de 40,000 fr. ; que les dépenses qu'elles nécessitaient ne pouvaient donc être prises sur les revenus du mineur ; qu'elles exigeaient l'emploi de ses capitaux ; que, pour y faire face, en effet, Montillot aurait dû souscrire lui-même des billets à échéance ;

Attendu que, dans ces circonstances, l'autorisation préala-

ble du conseil de famille était indispensable au tuteur; que cette autorisation n'a pas eu lieu, et que dès lors le mineur n'a pu être valablement engagé par son tuteur envers Gonthier; qu'il est bien vrai, en principe, que l'absence de cette formalité protectrice ne paralyse pas d'une manière absolue l'action d'un créancier contre un mineur; qu'il appartient toujours, en effet, aux tribunaux d'apprécier en dernière analyse la nature, l'opportunité des dépenses faites et le profit que le mineur en a retiré, et, en conséquence, suivant les cas, de reconnaître à ce créancier le droit de les répéter;

Mais attendu, dans l'espèce, qu'il résulte de tout ce qui a été exposé ci-dessus que les dépenses qui ont eu pour but les réparations exécutées dans les immeubles du mineur Montillot n'étaient pas nécessaires à la conservation de ces immeubles, qu'elles avaient lieu pour le seul profit du tuteur usufruitier légal, que le mineur ne devait en tirer aucun avantage immédiat; qu'elles étaient inopportunes, sans urgence comme sans utilité pour lui, et que dès lors, le conseil de famille, régulièrement consulté, eût dû, à ces derniers titres, refuser de les autoriser lui-même;

Attendu que, de ce dernier chef, Gonthier demeure donc encore irrecevable dans sa demande contre le tuteur actuel du mineur Montillot;

Par ces motifs: — Infirme le jugement rendu par le tribunal d'Alger le 26 avril 1883, dont est appel; — Déclare purement et simplement irrecevable l'action de Gonthier contre Gastu ès qualités..., etc.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; WURTZ, *subst. du proc. gén.*; CHÉRONNET et HONEL, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 février 1887

Habous, dévolution, droit de l'État, droit de la veuve du dernier dévolutaire.

En matière de habous, l'ordre des dévolutions établi par le constituant fait la loi des parties, quand il n'est pas contraire à la loi (implicitement résolu).

Le décès sans postérité du dernier dévolutaire donne ouver-

ture au droit de propriété de l'État, substitué aux villes saintes (1).

La veuve du dernier dévolutaire n'a aucun droit sur l'immeuble habousé, bien qu'elle soit héritière à réserve, le hahous étant une dérogation à la loi successorale (2).

(Consorts El-Halaoui c. l'État et Fathma Lekal ben Allal)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que l'existence et les dispositions du habous constitué sur la maison sise rue saint Vincent de Paul, nº 4, sont justifiées par un acte du cadi maléki d'Alger, en date du 2 février 1842; — Considérant que le dernier dévolutaire de ce habous était El-Madhi, décédé sans postérité en 1867; — Considérant qu'au décès de El-Madhi l'immeuble est devenu la propriété de l'État par l'effet du habous, qui l'attribuait, en cas d'extinction de toute descendance de son fondateur, aux mosquées d'Alger, de la Mecque et de Médine, aux droits desquelles est l'État;

Considérant que les appelants n'ont aucun droit de propriété sur l'immeuble en litige; — Que la veuve El-Madhi et sa sœur consanguine ne sont pas membres de la famille d'Aïcha, dont la descendante seule était appelée à recueillir le dit habous; — Que Ahmed ben El-Hadj Mahieddine, défaillant, est également étranger à la famille dévolutaire; — Considérant que la possession invoquée par les appelantes n'a pu utilement commencer pour elles, à l'effet de prescrire, qu'après le décès de El-Madhi, en 1867; — Que la revendication de l'État est de 1870; — Qu'il n'y a lieu, dès lors, de s'arrêter à l'offre de preuve proposée;

Adoptant, au surplus, les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Par ces motifs : — Confirme.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* DUPREY, *subst. du proc. gén.;* ROBE et GARAU, *av.*

(1, 2) L'espèce soumise à la Cour est d'une grande simplicité. La question de savoir si, l'État s'étant substitué aux villes saintes, et le but pieux du fondateur ne pouvant plus être atteint, le habous n'est pas frappé de caducité n'a pas été soulevée. Un arrêt du 20 mars 1867 l'a résolue dans le sens de la négative.

Pour le surplus, la décision de la Cour est conforme aux principes. Le habous est une dérogation à la loi successorale; la veuve, bien que réservataire, était donc sans qualité, dans le silence de l'acte de constitution, et celui-ci demeurant valable.

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

20 mai 1885

Habous, défaut d'intention pieuse, nullité.

A défaut d'intention pieuse, la constitution de habous n'est qu'une violation illégale du droit successoral établi par le Coran et doit être annulée (1).

(Aïcha bent Mostefa Tattaï c. filles d'Abdallah Es Semar)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'El-Hadj Hamouda, auteur commun des parties, avait constitué habous, vers 1714, un haouch sis aux Khachenas; que ce habous fut annulé par le cadi sur la

(1) La Cour d'Alger fait ici l'application d'un principe de droit musulman auquel plusieurs de ses précédents arrêts avaient déjà rendu hommage. Le mobile apparent des constitutions de habous autorisées par les écoles musulmanes doit être un désir de libéralité pieuse, et, bien qu'en réalité l'institution tende presque toujours à modifier l'ordre légal des successions, il n'en est pas moins indispensable que l'intention du testateur soit déguisée sous l'étiquette obligatoire (Sidi Khalil, *Code musulman,* trad. Perron, t. II, p. 269, note 34; Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman*, t. II, p. 390; Alger, 20 mars 1867, *Journ. de Robe*, 1867, p. 88; Robe, note sous Alger, 6 juin 1859, *Journ. de Robe*, 1859, p. 264). — La libéralité pieuse s'adresse à une zaouia ou à une mosquée, souvent aux villes saintes de La Mecque et Médine, dont le droit doit s'ouvrir après extinction de tous les dévolutaires successifs, comme dans l'exemple suivant : « A l'extinction totale des héritiers, le » habous sera dévolu aux indigents de La Mecque et Médine et s'ajoutera « aux autres habous institués en leur faveur, jusqu'à ce que Dieu, qui est » le meilleur des héritiers, hérite de la terre entière et de ceux qui » l'habitent... » L'insertion d'une formule de ce genre suffirait-elle à couvrir la constitution de habous en assurant sa validité? La question est peut-être douteuse en droit musulman, mais la jurisprudence française paraît reconnaître le droit de rechercher, dans les faits, si le caractère essentiel d'œuvre pieuse existe, et d'annuler le habous, s'il n'est qu'un moyen d'exhédérer les héritiers naturels (Alger, 20 mars, 1867, précité; 6 avril 1868; 30 juillet 1862, cité dans Sautayra et Cherbonneau, *op.* et *loc. cit.*)

Depuis l'attribution à l'État français des biens appartenant aux corporations religieuses musulmanes (arrêtés du gén. en chef des 8 septembre et 7 décembre 1830; loi du 16 juin 1851), c'est l'État qui se trouve substitué en dernière ligne dans toute constitution de habous régulier, de sorte que l'intention pieuse a singulièrement dévié de son but primitif. Cette simple observation suffit à montrer combien la vieille institution du habous, encore usitée chez les Musulmans, est dépaysée dans l'atmosphère législative de l'Algérie moderne.

G. P. L.

demande des dévolutaires et de leur consentement; qu'à la suite de cette annulation, le haouch fut partagé entre tous les héritiers, par acte du cadi hanéfi d'Alger, du 28 janvier 1858; qu'ils consacrèrent ainsi, par un acte d'exécution matérielle, l'annulation qu'ils avaient sollicitée et obtenue d'un commun accord;

Attendu que les filles d'Abdallah ben Ali Es Semar, demanderesses au procès actuel, ne peuvent se soustraire aux obligations qui dérivent de l'acte du 28 janvier 1858; qu'il est impossible de revenir aujourd'hui sur des faits qui n'avaient rien de contraire à la loi musulmane, qui ont été acceptés d'un commun accord et qui ont été suivis d'une longue exécution;

Attendu que le premier juge a constaté que Dahman, en constituant habous le 21 septembre 1867, la part qui lui était advenue dans le haouch des Khachenas, a été mû uniquement par le désir de modifier l'ordre naturel et légal des successions et non par les mobiles que la loi musulmane exige pour la validité des habous; qu'il n'y a aucune raison de modifier sur ce point le jugement entrepris;

Attendu que les demanderesses n'ont pas sollicité la nullité du habous constitué le 21 octobre 1867 par Dahman sur les biens de Birmandreïs, et que, par suite, il n'y a pas lieu de statuer sur une question qui n'a pas été soulevée;

Par ces motifs : — Dit que l'annulation du habous constitué vers 1714 par El-Hadj Hamouda, auteur commun des parties, sur le haouch des Khachenas a été valablement prononcée; — Dit que l'acte du 21 janvier 1858, qui a réglé entre tous les intéressés les conséquences de l'annulation de ce habous, doit être maintenu pour faire la loi des parties;

Confirme le jugement en ce qui touche l'annulation du habous constitué par Dahman ben Brahim, le 21 septembre 1867, sur les biens qu'il possédait au haouch des Khachenas, mais seulement en ce qui touche Aïcha bent Mostefa Tattar, la seule dévolutaire de ce habous qui soit en cause;

Ordonne le partage de ces immeubles entre les ayants droit, suivant leur part héréditaire; — Charge le cadi hanéfi de procéder à ce partage dès qu'il en sera requis par la partie la plus diligente, tous les intéressés devant être appelés;

Réforme le jugement en ce qu'il a statué sur le habous du 21 octobre 1867, dont il n'était pas question dans la demande; — Réserve, à cet égard, les droits de toutes parties pour telle action qu'il leur conviendrait d'intenter ultérieurement.

MM. PUECH, *prés.-rap.* ; CUNIAC, *av. gén.* ; HONEL et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

1er décembre 1886

Rescision, vente d'immeuble, lésion, action, calcul du délai, moyen nouveau.

Le délai d'exercice de l'action en rescision d'une vente d'immeuble pour cause de lésion de plus des sept douzièmes est un délai franc.

Le moyen pris de la lésion peut être invoqué en cours d'instance, sans préliminaire de conciliation, contre une vente d'immeuble arguée de nullité pour cause de dol et de fraude dans la demande originaire (1).

(Veuve Toussaint c. héritiers de Rochemonteix)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que la dame veuve Toussaint est appelante d'un jugement du tribunal de Constantine, du 18 décembre 1884, qui, rejetant la demande en rescision de vente pour cause de dol et de fraude non justifiée, l'a déclarée non recevable dans la demande en rescision basée sur lésion de plus des sept douzièmes, parle motif que la lésion, moyen pris en cours d'instance, constituait non un moyen nouveau, mais une demande nouvelle dont la recevabilité était assujettie à l'observation des délais impartis par l'art. 1676 du Code civil ;

Considérant, sur ce dernier point, que, la vente ayant eu lieu le 2 juin 1882 et la lésion ayant été invoquée le 3 juin 1884, la demande était formulée en temps utile; que c'est à tort, par suite, que par le motif de tardivité elle a été déclarée irrecevable ;

---

(1) Un vendeur d'immeuble a actionné l'acheteur en nullité de la vente pour cause de dol et de fraude ; le tribunal ayant ordonné une expertise, à l'effet de puiser dans la valeur de l'immeuble les éléments de nature à donner créance au dol prétendu, l'expertise fait ressortir une lésion de plus des sept douzièmes au préjudice du vendeur : Dans ces circonstances, le vendeur peut-il prendre de nouvelles conclusions et demander subsidiairement la rescision de la vente pour cause de lésion, en prévision du cas où le dol de l'acheteur ne paraîtrait pas suffisamment établi ? Cette prétention se présente incontestablement sous un jour très favorable ; cependant, son admission soulevait une double difficulté.

D'abord, aux termes de l'art. 1676 du C. civ., la demande en rescision d'une vente d'immeuble pour cause de lésion « n'est plus recevable après l'expiration du délai de deux années, à compter du jour de la vente. » Or, la vente avait eu lieu le 2 juin 1882 et la lésion était invoquée le 3 juin 1884 : Était-ce en temps utile ? L'affirmative, admise par l'arrêt, suppose que

Qu'il échet d'apprécier si l'irrecevabilité peut résulter du caractère impérieux de demande nouvelle donné par les premiers juges à la cause invoquée en cours d'instance pour justifier la demande en rescision; — Qu'il convient tout d'abord de constater que le moyen pris de la lésion n'a apporté aucune transformation ni modification dans la demande originaire, au moins dans les résultats; — Que le dol et la fraude, moyens pris au début de l'instance, tendaient comme la lésion à un seul et même but : la rescision; — Que les défendeurs ne sauraient donc prétendre que la situation qui leur était faite par la demande originaire se trouvait aggravée; — Qu'on rechercherait en vain les raisons qui refuseraient au moyen pris de la lésion de se produire en cours d'instance à raison de dol et de fraude, alors que pour tous ces moyens la procédure d'instruction est la même, alors

---

le délai de l'art. 1676 est franc, c'est-à-dire qu'il ne comprend ni le jour de la vente, ni le jour qui termine la deuxième année (Cpr. C. pr. civ., art. 1033). A notre avis, à dater du 3 juin 1884, le vendeur ne pouvait plus se prévaloir de la lésion. Le délai de deux ans doit être calculé, croyons-nous, comme un délai de prescription, et conformément à la règle : « *Dies a quo non computatur in termino, dies ad quem computatur.* » (C. civ., art. 2261). Cela ne saurait être douteux, si l'on considère que l'art. 1676 édicte une véritable prescription; mais, en admettant même qu'il s'agisse d'une déchéance différente de celle qui résulte d'une prescription, il n'y a pas de raison pour lui appliquer, au moins quant au mode de calcul du délai, des règles autres que celles de la prescription. D'ailleurs, cette solution nous paraît seule conforme au texte même de l'art. 1676. — V. Aubry et Rau, t. VIII, p. 428.

Supposons maintenant que, dans l'espèce proposée, le vendeur était encore à temps d'invoquer la rescision pour cause de lésion. Une autre difficulté surgit : La demande en rescision pouvait-elle être formulée incidemment au cours d'une action en nullité introduite pour cause de dol? La réponse diffère suivant que l'on considère le fait d'invoquer la lésion comme une demande nouvelle, ou bien comme un moyen nouveau à l'appui de la demande primitive.

Cette distinction entre les moyens nouveaux et les demandes nouvelles a une grande importance pratique. Ainsi, en principe, on ne peut former en appel aucune demande nouvelle, mais on peut proposer un moyen nouveau; les juges peuvent suppléer d'office un moyen nouveau, non une demande nouvelle; l'autorité de la chose jugée n'a pas lieu à l'égard d'une demande nouvelle, tandis qu'elle s'oppose à la production d'un moyen nouveau pour soutenir une même demande. An point de vue qui nous occupe, si la lésion invoquée au cours de l'action de dol constitue seulement un moyen nouveau, rien n'empêche le vendeur de s'en prévaloir; mais si c'est une demande nouvelle, la prétention du vendeur devra être repoussée. En effet, on pourrait soutenir d'abord que l'admission d'une demande nouvelle entraînerait nullité de l'exploit d'ajournement, en raison de l'insuffisance de l'indication de l'objet de la demande. Toutefois,

encore que la vilité du prix, base de la lésion, est un des éléments presque toujours nécessaires, dans tous les cas caractéristiques sinon de la constatation, au moins de la présomption et de la vraisemblance du dol et de la fraude allégués; — Que c'est dans ces conditions du reste que la preuve de la lésion s'est produite dans l'instance actuelle; qu'elle est en effet le résultat de l'expertise ordonnée d'office par les premiers juges, à l'effet de reconnaître et constater la valeur de l'immeuble au moment du contrat, et pour puiser dans cette évaluation les éléments de nature à donner créance à la fraude et au dol prétendus; — Que la vilité du prix se trouve donc en réalité renfermée dans les moyens de dol et de fraude, et qu'on ne saurait, par suite, lorsque cette vilité constatée atteint la proportion de plus de sept douzièmes et qu'elle a été invoquée en vue de la rescision, voir en

---

cette fin de non recevoir ne serait pas absolue, soit parce que, en Algérie, les nullités des actes de procédure sont facultatives pour le juge, soit parce que, abstraction faite de la législation algérienne, la question de savoir si l'indication de l'objet de la demande dans l'exploit d'ajournement est ou non suffisante est une question de fait dépendant de l'appréciation souveraine des tribunaux. — V. Garsonnet, *Tr. de procéd.*, t. II, p. 246, et les autorités citées. — Mais, d'autre part, une demande nouvelle est soumise au préliminaire de conciliation et ne saurait bénéficier de la dispense accordée à cet égard à la demande primitive (C. pr. civ., art. 48, 49). Par conséquent, le défendeur est autorisé à repousser une pareille demande pour omission du préliminaire de conciliation. — V. Carré et Chauveau, *Lois de la procéd.*, Q. 206; Cass., 22 février 1809 (Dev. et Car., 1809, p. 25); Dijon, 12 décembre 1866 (Sir., 67, 2, 183).

Il s'agit donc de déterminer si la lésion invoquée postérieurement au dol constitue un moyen nouveau ou une demande nouvelle. La question a une portée plus générale; elle se pose à propos des divers chefs, quels qu'ils soient, sur lesquels on peut fonder une action en nullité; les auteurs l'examinent principalement en traitant de l'autorité de la chose jugée, et c'est aussi à propos de l'autorité de la chose jugée qu'elle a surtout donné lieu à des décisions de jurisprudence. D'après un premier système, qui paraît avoir inspiré l'arrêt que nous rapportons, les divers chefs à raison desquels on peut arguer de nullité un acte juridique ne sont que des moyens différents à l'appui d'une même cause d'action, la nullité. — V. Griolet, *Traité de l'autorité de la chose jugée*, p. 109 et suiv.; Bonnier, *Des preuves*, t. II, nos 87 et suiv.

Un deuxième système, particulièrement suivi en jurisprudence, distingue plusieurs catégories de nullités : pour vice de forme, vice de consentement, incapacité, etc.; alléguer un nouveau vice de forme, après un premier vice de forme, un nouveau vice de consentement, après un premier vice de consentement, etc., c'est produire seulement un moyen nouveau; il n'y a demande nouvelle qu'autant qu'on propose un chef de nullité de telle catégorie après un chef de nullité de telle autre catégorie; p. ex., un vice de forme après un vice de consentement. — V. Toullier, t. X, nos 164 et suiv.;

elle une demande nouvelle ; qu'il faut, au contraire, reconnaître en elle un moyen nouveau venant se joindre au dol et à la fraude et tendant au même résultat ;

Considérant que l'argument pris du préliminaire de conciliation est sans objet dans l'instance actuelle, puisqu'au 3 juin 1884, l'instance se trouvait liée et reprise avec les héritiers mineurs du défendeur originaire de Rochemonteix ;

Qu'il y a donc lieu de dire le moyen pris de la lésion recevable, et de ne voir dans la lésion invoquée qu'un moyen nouveau, produit du reste dans les délais de la loi pour servir utilement de base à la demande ;

Considérant, au fond, que la lésion de plus des sept douzièmes ne saurait être douteuse en présence des résultats de l'expertise ; — Que les appréciations et les conclusions des experts, formelles à cet égard, donnent à l'immeuble cédé par les époux Toussaint pour la somme de 1,912 fr. 50 une valeur, au moment du contrat, de 4,584 fr. 27, soit une différence de plus

---

Marcadé, art, 1351, nos 6-9 ; Larombière, t. V, art. 1351, nos 60-89 ; Aubry et Rau, t. VIII, p. 392 et suiv. ; Cass., 3 février 1818, 29 janvier 1821 (D. A., vo *Chose jugée*, no 200) ; Cass., 22 mars 1845 (Sir., 45, 1, 524) ; 19 janvier 1864 (Sir. 64, 1, 221).

Enfin, dans un troisième système, on considère que chaque motif différent de nullité constitue le fondement d'une demande distincte. — V. Arntz, *Cours de droit civ.*, 2e éd., t. III, no 208 ; Laurent, t. XX, p. 108 et suiv.

Nous n'avons pas à entrer dans le détail de la controverse générale, longuement exposée par les auteurs que nous avons cités. En ce qui concerne particulièrement la demande en rescision pour lésion, formulée après une demande en nullité pour dol, nous pensons qu'il y a demande nouvelle. Les vices de dol et de lésion se distinguent, en effet, par des traits essentiels. Le dol est un vice du consentement, de droit commun ; la lésion est seulement l'indice d'une imperfection du consentement, et le législateur n'en tient compte que par exception (C. civ., art. 1118). Le dol doit être invoqué dans un délai de dix ans ; la lésion, dans un délai de deux ans ; le point de départ des deux délais n'est pas le même, de sorte que l'action en nullité pour dol sera encore recevable à un moment où l'action en rescision pour lésion ne le sera plus (art. 1304, 1676). En matière de vente, la lésion nécessite une procédure spéciale : il faut notamment qu'un jugement préalable en ait autorisé la preuve (art. 1677). Enfin, le dol prouvé entraîne nécessairement la nullité du contrat, tandis que, malgré la preuve de la lésion, le défendeur a encore la faculté d'éviter la rescision, en fournissant certaines satisfactions au demandeur (C. civ., art. 891, 1681). Si les actions nées du dol et de la lésion diffèrent ainsi par leur nature, par leurs conditions d'exercice, par leurs résultats, peut-on dire que la lésion « se trouve renfermée dans les moyens de dol et de fraude » ? — V. Laurent, t. XX, p. 117 ; Cpr. Chambéry, 31 août 1861 (Sir., 62, 2, 298) ; Cass., 13 avril 1869 (D. P., 70, 1, 124).

L. VINCENT.

des sept douzièmes entre le prix d'acquisition et la valeur de l'immeuble; — Qu'en l'état, et la lésion étant reconnue, il n'y a lieu néanmoins de retenir comme justifiés les moyens pris du dol et de la fraude ; qu'il est sans objet d'insister sur les circonstances particulières dans lesquelles intervenait le contrat de vente consenti par les époux Toussaint à l'administrateur adjoint de la commune ; — Qu'il échet d'infirmer, et en conséquence de prononcer la rescision du contrat ;

Par ces motifs : — En la forme, reçoit l'appel, et, y faisant droit, dit l'action en rescision basée sur la lésion de plus des sept douzièmes recevable;

Au fond, infirme, et, statuant à nouveau, dit que la vente du 2 juin contient une lésion de plus des sept douzièmes ; — En conséquence, prononce la rescision de la vente; — Ordonne aux héritiers de Rochemonteix de laisser à la dame veuve Toussaint la libre propriété et possession de l'immeuble, et ce, dans un délai de un mois à partir de ce jour, sinon et faute de ce faire, autorise la dite dame à prendre possession même avec l'emploi de la force publique; — Réserve aux héritiers l'option qui leur est accordée par les dispositions des articles 1681 et 1682 du Code civil; — Dit n'y avoir lieu à dommages-intérêts.

MM. SAUZÈDE, *ff. prés.;* HONEL, *subst. du proc. gén.;* GARAU et POIVRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

20 décembre 1886

Responsabilité, accident industriel, faute commune.

Un patron peut être déclaré responsable de la mort d'un de ses ouvriers causée par l'explosion d'une machine à vapeur, alors même qu'une imprudence grave est relevée à la charge de l'ouvrier, s'il est constaté que le patron n'est pas lui-même exempt de faute ; sauf aux juges à tenir compte de l'imprudence de la victime pour la fixation des dommages-intérêts (1).

(Schmidt c. Marthoud)

Infirmation d'un JUGEMENT du TRIB. D'ALGER, du 4 mai 1885.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* RACK, *av. gén.;* LEMAIRE et JOUYNE, *av.*

---

(1) Jurisp. aujourd'hui constante. V. Alger, 7 juillet 1884 et 20 avril 1886 (*Revue algérienne*, 1885, 2, 101 ; 1886, 2, 262) et les notes.

CONSEIL D'ÉTAT

18 février 1887

Commune de plein exercice, droits à percevoir sur un marché, affermage par adjudication, refus d'approbation du préfet, nullité de l'adjudication.

Doit être soumise à l'approbation de l'autorité administrative, en vertu de l'art. 29 de l'ordonnance du 28 septembre 1847, l'adjudication, faite pour le compte d'une commune, du fermage des droits à percevoir sur un marché.

Aucun texte n'impose de délai pour cette approbation à l'autorité administrative.

En refusant son approbation le préfet ne fait qu'user du droit d'appréciation qui lui appartient (1).

---

(1) Le requérant soutenait, en premier lieu, que l'adjudication des droits à percevoir sur le marché du T'nin, à Rébeval, n'avait pas besoin d'être approuvée par l'autorité administrative pour être valable, et que dès lors le préfet d'Alger avait excédé ses pouvoirs en refusant d'approuver cette adjudication et en l'annulant implicitement par son refus. A l'appui de ce premier moyen, le requérant faisait remarquer qu'il y a lieu de distinguer entre la délibération d'un conseil municipal et l'acte qui est accompli en vertu de cette délibération. Alors même que la délibération n'est exécutoire qu'après l'approbation préfectorale, l'acte qui la suit et la réalise peut fort bien être affranchi de cette formalité. C'est même la règle générale qu'il faut suivre à moins de stipulation contraire; et le pourvoi citait en ce sens deux arrêts du Conseil d'État du 6 juillet 1863 (*Rec.* 1863, p. 510) et du 28 juillet 1864 (*Rec.* 1864, p. 696), ainsi qu'un article de M. Aucoc inséré dans le *Bulletin des Tribunaux* du 3 août 1863, p. 481. Cette doctrine, qui est également soutenue dans le *Répertoire périodique de l'Enregistrement* de Garnier (année 1864, art. 1927, p. 472) ainsi que dans la plupart des ouvrages de droit administratif (V. notamment Morgand, *La loi municipale,* t. II, p. 13) nous paraît exacte; mais il reste à examiner quelle application doit en être faite au cas qui nous occupe.

L'adjudication dont il s'agit ayant eu lieu à une époque antérieure à la loi du 5 avril 1884, qui régit, en Algérie, les communes de plein exercice (art. 164), ce n'est pas cette loi, mais la législation précédente qu'il fallait suivre.

En vertu de cette législation, le conseil municipal de Dellys était compétent pour fixer le tarif des droits à percevoir sur le marché du T'nin (décr. du 19 décembre 1868, art. 1er, n° 4), et la délibération qu'il prenait à cet effet n'avait besoin d'être soumise à l'approbation préfectorale qu'en cas de désaccord entre le maire et son conseil (même décr., art. 1er, dernier alinéa).

(Sortino Valentino c. ministre de l'intérieur)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par le sieur Sortino Valentino, demeurant à Dellys, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'État, le 8 août 1884, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler,

---

Il ne paraît pas que ce désaccord se soit produit, et cependant la délibération ou du moins le cahier des charges qui la résumait fut approuvé par le préfet, sans doute parce que, à côté du tarif, ce cahier des charges contenait les clauses du bail à réaliser par voie d'adjudication. Les conditions des baux des biens donnés à ferme ou à loyer par les communes ne pouvaient, en effet, sous le régime antérieur à la loi de 1884, être arrêtées par les conseils municipaux d'Algérie que sous réserve de l'approbation administrative (ordonnance du 28 septembre 1847, art. 34, n° 6, art. 35 et 57); il n'y avait d'exception à cette règle que pour les baux à loyer des maisons et bâtiments appartenant aux communes, et pourvu que la durée de ces baux ne dépassat pas dix-huit ans (décr. du 19 décembre 1868, art. 1er, n° 2). La situation était différente en France. Tenant déjà de la loi du 18 juillet 1837, art. 17, n° 2, le pouvoir de fixer les conditions des baux à ferme ou à loyer dont la durée n'excédait pas dix-huit ans, pour les biens ruraux, et neuf ans, pour les autres biens, les conseils municipaux avaient été investis, par la loi du 24 juillet 1867, art. 1er, n° 2, du pouvoir d'arrêter les conditions des baux à loyer des maisons et bâtiments appartenant aux communes, pourvu que la durée de ces baux ne dépassat pas dix-huit ans; de sorte qu'ils avaient, depuis la loi de 1867, le pouvoir d'arrêter les conditions des baux des biens urbains comme des biens ruraux, pourvu que la durée de ces baux fût de dix-huit ans au maximum. Peut-être l'intention de l'auteur du décret du 19 décembre 1868 avait-elle été d'attribuer aux conseils municipaux de l'Algérie un pouvoir identique. Mais le fait est qu'en reproduisant mot pour mot dans ce décret le texte de l'art. 1er de la loi du 24 juillet 1867, sans rien ajouter aux dispositions de l'ordonnance de 1847, il avait obtenu un résultat tout opposé, — à moins qu'on ne soutienne qu'en vertu de l'art. 9 de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 4 novembre 1848, les mises en ferme ou locations, comme les acquisitions, échanges et ventes de biens communaux, se trouvaient soustraites aux dispositions de l'ordonnance de 1847 et placées sous le régime de la loi française de 1837 : ce qui n'a jamais été admis, croyons-nous, dans la pratique.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, nous n'avons pas à nous appesantir sur ce point spécial, puisque le pourvoi ne conteste pas que l'approbation donnée au cahier des charges l'eût été à juste titre. Ce qu'il conteste, c'est que l'adjudication eût besoin de l'approbation du préfet pour devenir valable et définitive.

En France, une pareille opinion eût été insoutenable, que l'acte fut qualifié bail ou marché. Comme bail, il serait tombé, en effet, sous le coup de l'art. 47, 2e § de la loi du 18 juillet 1837 : « Quelle que soit la durée du » bail, l'acte passé par le maire n'est exécutoire qu'après l'approbation du » préfet. » Comme marché conclu soit de gré à gré, soit par adjudication,

pour excès de pouvoirs : 1° un arrêté du préfet d'Alger en date du 8 janvier 1884, portant refus d'approuver en faveur du requérant l'adjudication du fermage des droits à percevoir sur le marché du T'nin, à Rébeval, commune de Dellys; 2° une décision par laquelle le ministre de l'intérieur a délégué au

---

cette approbation lui eût été pareillement nécessaire, en vertu des dispositions combinées de l'ordonnance du 14 novembre 1837, du décret du 25 mars 1852, art. 1er, tableau A, n° 55, et de la loi du 24 juillet 1867, art. 16.

En Algérie, la question est plus délicate. Ni l'ordonnance de 1847 ni les textes postérieures ne reproduisent la disposition ci-dessus rappelée de l'art. 47, 2e § de la loi de 1837 (V. toutefois le décret du 27 octobre 1858, art. 11, tabl. B, n° 41). Il est donc permis de se demander si les actes de baux n'étaient pas dispensés, dans la colonie, de l'approbation préfectorale, par application de la règle générale invoquée par le pourvoi. A l'égard des marchés, la situation est la même : les textes spéciaux à l'Algérie ne prévoient pas les marchés de gré à gré (V. cep. le décret du 27 octobre 1858, art. 11, tabl. B, n° 72), et, quant aux adjudications, le seul texte où il en soit question d'une manière explicite est l'art. 29 de l'ord. du 28 septembre 1847, qui paraît s'appliquer uniquement aux adjudications de travaux ou de fournitures, à l'exclusion des marchés du genre de celui qui nous occupe. Nous croyons cependant qu'il fallait suivre, en Algérie, comme on l'a fait, les mêmes règles qu'en France, et que si une exception eût dû être admise pour la colonie, c'eût été plutôt dans le sens d'une extension des attributions de l'administration. Il est bien évident, par exemple, que l'ord. de 1847 confère aux municipalités moins de pouvoirs que la loi de 1837, bien qu'elle emprunte à cette loi ses grandes divisions et une foule de dispositions de détail. Outre qu'elle n'admet pas encore l'élection pour le recrutement des conseils municipaux, elle interdit à ces assemblées de rien régler par elles-mêmes : toutes leurs délibérations sans exception sont soumises à la formalité de l'approbation administrative (art. 34 et 35); tandis que l'art. 17 de la loi de 1837 énumère un certain nombre d'affaires sur lesquelles les conseils municipaux ont le droit de prendre des délibérations exécutoires dans un délai de trente jours, si elles n'ont pas été annulées par le préfet avant l'expiration de ce délai. Sans doute, les textes postérieurs à l'ord. de 1847, et notamment le décr. du 19 décembre 1868, ont eu pour but de modifier la situation à ce point de vue, et de soumettre autant que possible à des règles identiques l'administration communale en Algérie et en France. Mais, si les rédacteurs de ces textes ont voulu et réalisé une assimilation, ils ne se sont jamais proposé de donner aux conseils municipaux de l'Algérie plus d'indépendance vis-à-vis de l'administration qu'à ceux de France. On en trouve la preuve partout : dans l'art. 9 de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 4 novembre 1848, dans les délégations de pouvoirs en matière d'administration communale faites aux préfets par l'art. 11 du décret du 27 octobre 1858, comme dans la rédaction générale du décret du 19 décembre 1868. C'est pourquoi nous nous croyons autorisé à conclure que, si l'adjudication des droits à percevoir sur un marché devait être soumise à l'approbation du préfet en France, elle devait l'être à plus forte raison en Algérie.

gouverneur général de l'Algérie ses pouvoirs pour statuer sur un pourvoi formé contre l'arrêté préfectoral précité ; 3° la décision dudit gouverneur, en date du 11 juin 1884, confirmative de l'arrêté du préfet d'Alger ; 4° et, en tant que de besoin, l'absence de décision du ministre en réponse au recours formé devant lui ;

En admettant cette conclusion, dit le pourvoi, la décision préfectorale devait tout au moins intervenir dans le délai d'un mois. Or, l'adjudication a eu lieu le 25 octobre 1883, et c'est seulement le 5 janvier 1884 que le préfet a refusé son approbation. Cette décision était tardive et doit être annulée pour ce seul motif.

Il y a là une question de droit et une question d'équité. En droit, aucun délai n'était imparti au préfet pour donner ou refuser son approbation. L'art. 18 de la loi de 1837, qui est invoqué par le pourvoi, n'a rien à faire dans la question, bien qu'il ait été rendu applicable en Algérie par le décret du 19 décembre 1868, art. 5. Il concerne exclusivement, en effet, les délibérations prises par les conseils municipaux, et non les actes, tels que l'adjudication dont il s'agit, faits en vertu de ces délibérations.

Au point de vue de l'équité, au contraire, la plainte du requérant nous paraît très légitime : la décision préfectorale portant refus d'approuver l'adjudication aurait dû lui être notifiée d'urgence ; elle n'aurait jamais dû, en tout cas, être retardée jusqu'au 5 janvier, alors qu'aux termes du cahier des charges, il pouvait commencer la perception des droits dès le 1er janvier.

Le refus d'approbation, ajoute le pourvoi, ne pouvait être fondé sur ce motif que la section de Rébeval devait être prochainement distraite de la commune de Dellys pour être érigée en commune de plein exercice.

Cet argument mériterait peut-être de retenir l'attention si le motif indiqué était le seul qui eût été donné pour expliquer le refus d'approbation. Mais le préfet a relevé, en outre, que la publicité donnée à l'avis d'adjudication n'avait pas été suffisante et que le prix souscrit par l'adjudicataire était notablement inférieur à celui du précédent marché. Ces deux motifs sont sérieux, et le dernier aurait suffi pour justifier à lui seul la mesure prise, à supposer que cette justification pût être exigée dans une circonstance où le préfet n'avait fait, comme le constate le Conseil d'État, qu'user de son droit d'appréciation.

Enfin, dit le pourvoi, ce n'est pas le gouverneur général, c'est le ministre de l'intérieur qui était compétent pour statuer sur le recours qui a été porté devant lui, avant de l'être devant le Conseil d'État, contre la décision préfectorale.

Cet argument nous paraît fondé. Le décret général du 26 avril 1881 a eu, en effet, pour but et pour résultat, comme nous l'avons dit ailleurs *(Revue algérienne*, 1886, 1, 105) d'enlever au gouverneur général toutes les attributions qui ne lui avaient pas été conférées par des lois spéciales (art. 4). Il a placé notamment (art. 1er) l'administration communale, en territoire civil et en territoire de commandement, sous l'autorité directe du ministre de l'intérieur ; et le décret de délégation du même jour, contresigné par ce

Ce faisant, attendu que les décisions du ministre de l'intérieur et du gouverneur général ont violé les dispositions des décrets du 26 août 1881 ; que les services de l'administration communale en Algérie sont placés sous l'autorité directe du ministre de l'intérieur et que le gouverneur général n'a reçu de délégation du dit ministre, aux termes de l'article 1er du second décret du 26 août 1881, qu'en ce qui concerne les communes mixtes ; qu'ainsi il n'appartenait pas au gouverneur de statuer sur une affaire concernant la commune de plein exercice de Dellys, et dont la connaissance n'avait pu lui être attribuée par le ministre de l'intérieur en dehors des formes prescrites par l'article 4 du premier décret du 26 août 1881 ; que l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1884 a fait une fausse application de la loi ; que l'approbation du préfet n'était pas nécessaire pour la validité de l'adjudication à laquelle il avait été procédé par devant le maire de la commune de Dellys pour le fermage des droits à percevoir sur le marché du T'nin, à Rébeval, l'article 47 de la loi du 18 juillet 1837 n'étant pas applicable à l'Algérie, l'article 29 de l'ordonnance du 28 septembre 1847 n'ayant trait qu'aux adjudications de travaux entraînant une dépense pour la commune, et le cahier des charges ne pouvant subordonner conventionnellement la validité de l'adjudication à une approbation qui n'est exigée par aucune disposition de loi ou de décret ; que, d'ailleurs, l'arrêté préfectoral attaqué n'est intervenu qu'après l'expiration du délai fixé par l'article 18 de la loi du 18 juillet 1837, rendu applicable à l'Algérie par l'article 5 du décret du 19 décembre 1868, et a violé les droits acquis au sieur Sortino Valentino à la date du 1er janvier 1884 ; qu'enfin, le préfet a commis un détournement de pouvoir en refusant d'approuver l'adjudication dont s'agit, non à raison de l'inobservation des formalités réglementaires, ainsi que le porte l'arrêté attaqué, mais en vue de suspendre l'adjudication jusqu'à l'érection de la section de Rébeval en

---

dernier ministre, n'a restitué au gouverneur général aucun pouvoir en ce qui concerne l'administration des communes de plein exercice. Il s'ensuit forcément, à notre avis, que le gouverneur général n'avait pas qualité pour statuer sur le recours, d'ailleurs adressé directement au ministre de l'intérieur par le requérant, contre la décision préfectorale.

Mais, en fait, le gouverneur général n'avait statué que sur l'ordre du ministre, et celui-ci défendait devant le Conseil d'État la décision prise. Dans ces conditions, l'argument du pourvoi ne pouvait avoir de valeur que comme rappel à la règle, et, comme il ne soulevait après tout qu'une exception, on conçoit que le Conseil d'État ne s'y soit pas arrêté et ait préféré faire usage du droit qu'il avait de juger au fond.

L. Hamel.

commune; — annuler les décisions précitées, subsidiairement renvoyer le requérant devant le ministre de l'intérieur pour y être statué sur le recours administratif et hiérarchique primitivement porté devant lui;

Vu l'arrêté du préfet du département d'Alger en date du 5 janvier 1884;

Vu la décision du gouverneur général de l'Algérie en date du 11 juin 1884;

Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée de la requête, ensemble le mémoire produit en son nom, lesdites observations et ledit mémoire enregistrés comme ci-dessus, les 13 avril 1885 et 13 novembre 1886, et tendant au rejet de la requête par les motifs que ladite requête n'est pas recevable; que le préfet n'a fait qu'user du droit d'appréciation qui lui appartient dans l'exercice des pouvoirs de tutelle qui lui sont conférés par la loi; que, d'autre part, l'arrêté par lequel le préfet a refusé son approbation à l'adjudication du 25 octobre 1883 ne faisait pas obstacle à ce que le requérant, s'il s'y croyait fondé, poursuivît l'exécution du contrat par lui passé avec la commune de Dellys devant l'autorité compétente; qu'au fond la requête doit être également rejetée; que le gouverneur général était compétent pour statuer sur le recours formé contre l'arrêté préfectoral précité; que l'adjudication dont s'agit devrait, pour être valable, être approuvée par l'autorité supérieure aux termes de l'article 29 de l'ordonnance du 28 septembre 1847 et de l'article 21 du cahier des charges; qu'aucun délai n'était imparti au préfet pour prendre une décision, l'article 5 du décret du 19 décembre 1868 n'ayant pas rendu l'article 18 de la loi du 18 juillet 1837 applicable aux arrêtés pris en vertu de l'article 29 de l'ordonnance du 28 septembre 1847; qu'enfin le refus d'approbation a été motivé à bon droit par le défaut de publicité de l'adjudication;

Vu le mémoire en réplique produit par le sieur Sortino Valentino, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 23 février 1886 et tendant aux mêmes fins que la requête;

Vu le recours adressé par le sieur Sortino Valentino au ministre de l'intérieur;

Vu le cahier des charges de l'adjudication;

Vu le procès-verbal d'adjudication en date du 25 octobre 1883;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872;

Vu la loi du 18 juillet 1837;

Vu l'ordonnance du 28 septembre 1847;

Vu le décret du 19 décembre 1868;

Vu les décrets du 26 août 1881 ;

Considérant que, d'après l'article 29 de l'ordonnance ci-dessus visée du 28 septembre 1847, les adjudications ne sont valables qu'autant qu'elles sont approuvées par les autorités désignées par ledit article; qu'aucune disposition de loi ou décret n'a imparti de délai aux autorités dont s'agit pour prendre leur décision et qu'en refusant d'approuver l'adjudication du fermage des droits à percevoir sur le marché du T'nin, à Rébeval, le préfet d'Alger n'a fait qu'user du droit d'appréciation qui lui appartient en vertu de l'article 29 précité; qu'ainsi le sieur Sortino Valentino n'est pas fondé à demander l'annulation, par application des lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872, de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1884, de la décision du ministre de l'intérieur et de celle du gouverneur général de l'Algérie;

Décide :

ART. 1er. — La requête du sieur Sortino Valentino est rejetée.

MM. LAFERRIÈRE, *prés.;* ARRIVIÈRE, *rap.;* GAUWAIN, *comm. du gouv.;* RIGOT et NIVARD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

19 mars 1887

Tribunal de Tunis, jugements au criminel, formes, composition des Chambres, non applicabilité des art. 362 et 363 C. inst. crim., assesseurs, tirage au sort.

Les décisions du tribunal de Tunis en matière criminelle sont rendues dans les mêmes formes qu'en matière correctionnelle (L. 27 mars 1883, art. 5) (1);

Par suite, les membres du tribunal statuant au criminel doivent être ceux de la Chambre correctionnelle. (Même loi, art. 2 et 4).

Par suite, encore, ne sont pas applicables les art. 362 et 363 C. inst. crim., qui prescrivent au président de donner la parole au ministère public et au défenseur de l'accusé sur l'application de la peine.

Les assesseurs ne doivent pas être tirés au sort pour chaque affaire. Un seul tirage a lieu un mois avant la session, et les assesseurs absents ou récusés sont remplacés par les asses-

(1) V. Crim. cass., 11 juin 1886 *(Revue algérienne,* 1886, 2, 329).

seurs suivants, dans l'ordre de la liste pour chaque catégorie. (Même loi, art. 4; décr. 9 juillet 1884, art. 1 et 2) (1).

(Maurizio)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen du pourvoi, tiré de la composition irrégulière du tribunal de Tunis, en ce que les juges qui ont siégé avec le président n'étaient pas les deux magistrats les plus anciens du tribunal;

Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal dressé le 14 octobre 1886 pour constater le roulement du tribunal de Tunis pour l'année judiciaire 1886-1887, ledit roulement arrêté en assemblée générale, que ce tribunal se divise en deux Chambres et que la première, présidée par le président du tribunal, se compose ainsi : président, M. Geffroy; juges, MM. Parisot et Lemarchand; juge suppléant, M. Vatrin; que c'est devant la première Chambre que sont portées les affaires correctionnelles, et qu'il résulte de la combinaison des art. 2 et 4 de la loi du 27 mars 1883 que ce sont les mêmes juges qui doivent connaître à Tunis des poursuites intentées pour contraventions, délits ou crimes;

Attendu que le jugement attaqué (11 février 1887) constate que le tribunal qui a statué sur l'action portée contre Maurizio était composé de MM. Geffroy, président; Lemarchand, juge, et Vatrin, juge suppléant, remplaçant M. Parisot, juge titulaire, empêché;

Que la composition du tribunal était donc régulière et que ce premier moyen n'est pas fondé;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation des art. 362 et 363 du Code d'instruction criminelle, en ce que le président du tribunal n'aurait pas donné la parole au représentant du ministère public et au défenseur de l'accusé sur l'application de la peine :

Attendu qu'aux termes de l'art. 5 de la loi du 27 mars 1883, qui règle l'organisation de la juridiction française en Tunisie, les décisions du tribunal de Tunis, statuant au criminel, doivent être rendues dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle; que, dès lors, les dispositions des art. 362 et 363 du Code d'instruction criminelle ne sont pas applicables;

Sur le troisième moyen, pris de la violation de l'art. 393 du

---

(1) V. la loi du 27 mars 1883 et le décret du 9 juillet 1884 (*Revue algérienne*, 1885, 3, 39 et 48).

Code d'instruction criminelle, en ce que les noms des assesseurs qui ont été appelés à compléter le tribunal n'ont pas été tirés au sort au moment où le tribunal a été composé pour procéder au jugement de Maurizio :

Attendu que l'art. 4 de la loi du 27 mars 1883 dispose « qu'en » matière criminelle, le tribunal de Tunis statue en dernier » ressort sur tous les faits qualifiés crimes, avec l'adjonction » de six assesseurs ayant voix délibérative, tirés au sort sur » une liste dressée chaque année dans des conditions qui » seront déterminées par un règlement d'administration » publique; » que l'art. 1er du décret du 9 juillet 1884, qui détermine les conditions dans lesquelles sont désignés les assesseurs pour le tribunal de Tunis, porte, « qu'un mois au » moins avant l'ouverture de chaque session criminelle, le » président du tribunal tire au sort, en Chambre du conseil, » sur les listes générales et à raison de quatorze par chaque » catégorie (d'assesseurs français et étrangers) les noms des » assesseurs qui sont appelés pendant ladite session à com- » pléter le tribunal »;

Que l'art. 2 du même décret ajoute : « que les six individus » dont les noms seront sortis les premiers sur la liste de la » première catégorie sont désignés comme assesseurs titu- » laires de la session, et que les huit autres sont appelés, » *suivant l'ordre* du tirage, à suppléer les assesseurs récusés » ou décédés, ainsi que ceux qui justifieraient d'un cas d'em- » pêchement par suite d'absence ou de maladie. »

Attendu qu'il résulte manifestement de ces dispositions du décret précité qu'un seul tirage au sort doit être opéré pour dresser la liste des assesseurs qui siégeront pendant toute la session criminelle, dans l'ordre fixé par le tirage qui a été effectué un mois avant l'ouverture de la session; que ni la loi du 27 mars 1883, ni le décret du 9 juillet 1884 ne prescrivent d'autres tirages au sort; qu'il est vrai que l'art. 6 de ce décret permet aux accusés et au ministère public d'exercer un droit de récusation à l'égard d'un certain nombre des assesseurs; mais que les assesseurs récusés sont remplacés, aux termes de l'art. 2 du décret, par ceux des assesseurs qui ne forment pas la liste de session et qui doivent être appelés suivant l'ordre du tirage précédemment opéré;

Qu'il n'y a pas lieu, dès lors, de renouveler l'opération du tirage au sort pour chacune des affaires jugées dans le cours de la session;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. Lœw, *prés.;* Sallantin, *rap.;* Roussellier, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

11 janvier 1887

Possession, fruits, bonne foi, erreur de droit, preuve, demande en justice, améliorations, défrichement, indemnité, revendiquant, précédent propriétaire, prix de vente.

Celui qui possède un immeuble en vertu d'un titre dont il ignore la nullité gagne les fruits alors même que sa bonne foi aurait pour fondement une erreur de droit; il n'y a lieu d'excepter que le cas où le vice du titre consiste dans une infraction à une loi d'ordre public.

Le possesseur de l'immeuble, même quand il fonde sa bonne foi sur une erreur de droit, n'est pas tenu de faire la preuve de son erreur : c'est au revendiquant à prouver la mauvaise foi du possesseur.

Le possesseur de bonne foi cesse de gagner les fruits dès la signification de l'exploit introductif de l'instance en revendication : la présomption de sa bonne foi cesse, en effet, au moment où il est informé du vice de son titre; or, la signification de l'exploit a pour effet légal de mettre fin à son ignorance (C. civ., art. 549).

Il est de principe constant que le demandeur en revendication doit rembourser au possesseur évincé le prix des améliorations qui ont augmenté la valeur du fonds, alors qu'elles se sont identifiées avec lui et n'en peuvent plus être distraites, mais seulement dans la mesure de cette augmentation (dans l'espèce, il s'agit d'impenses pour le défrichement du fonds).

Et l'indemnité est due par le revendiquant alors même que les améliorations seraient antérieures à son titre d'acquisition. — Peu importe que la plus-value résultant des améliorations ait été comprise dans l'ensemble du prix de vente payé par le revendiquant à celui qui était propriétaire au moment où les améliorations ont été faites ; le demandeur en revendication est néanmoins tenu d'indemniser le possesseur, sauf son recours contre le vendeur, et c'est une règle générale que le possesseur évincé n'a d'action pour le remboursement de ses impenses que contre le propriétaire actuel qui lui fait subir l'éviction ; il ne peut jamais agir contre le précédent propriétaire (C. civ., art. 555) (1).

---

(1) V. *Revue algérienne*, 1885, 2, 152, l'arrêt de la Cour d'Alger, du 17 novembre 1883, qui a donné lieu au pourvoi, et la note.

(Huertas c. Roth)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le 1er moyen du pourvoi : — Attendu qu'aux termes de l'art. 549 C. civ., le possesseur de bonne foi fait les fruits siens, et que, suivant la définition donnée par l'art. 550, il est de bonne foi quand il possède à titre de propriétaire, en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore le vice ; — Qu'à l'exception du cas où ce vice consiste dans une infraction à une loi d'ordre public, il importe peu que l'ignorance du possesseur provienne d'une erreur de fait ou de droit, puisque l'art. 550 ne distingue pas entre ces deux causes d'erreur ; — Qu'au surplus, la mauvaise foi ne se présume pas, et doit être prouvée contre celui dont la possession est établie dans les conditions prescrites par ce texte ; — Attendu que l'arrêt dénoncé déclare formellement : 1° Que Gros aurait réellement acquis le fonds litigieux des arabes qui en étaient les véritables propriétaires ; qu'il leur en a payé le prix, et qu'ils l'ont ultérieurement revendu à Huertas ; 2° Qu'ils avaient délivré à Gros un titre translatif de propriété qui, s'il était irrégulier ou incomplet, était cependant de nature à lui persuader qu'il était devenu effectivement propriétaire ; 3° Enfin, qu'aucun document de la cause ne permet d'admettre qu'il ait connu le vice dont ce titre était entaché ; — D'où il suit qu'en décidant, par une appréciation souveraine de cet ensemble de circonstances, que Gros était protégé par la présomption légale de bonne foi, et qu'ainsi il aurait légitimement fait les fruits siens, le dit arrêt, loin de violer les articles 549, 550 et 1315 du C. civ., en a fait, au contraire, une juste application ;

Sur le 3e moyen : — Attendu que, s'il est vrai, conformément à l'art. 551 C. civ., que tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire, il ne s'en suit pas que celui-ci puisse bénéficier des améliorations faites par le possesseur évincé sans lui tenir compte des impenses ; — Que, bien au contraire, il est de principe constant, en droit, qu'il est tenu de lui rembourser le prix des améliorations qui ont augmenté la valeur du fonds, alors qu'elles se sont identifiées avec lui et n'en peuvent plus être distraites, mais seulement dans la proportion de cette augmentation ; — Qu'on ne saurait admettre, en effet, qu'il profite de cette plus-value au préjudice de celui qui l'a créée ; — Attendu que l'arrêt dénoncé constate en fait que les terrains revendiqués par Huertas ont été défrichés par Gros sur une étendue de près de 68 hectares, qu'il est résulté de cette opération un accroissement incontestable de valeur, et qu'une expertise ordonnée par justice a fait

une juste appréciation du chiffre des impenses dues par Huertas de ce chef; — Que c'est donc à bon droit que le dit arrêt a condamné ce dernier à tenir compte à Gros de la somme fixée par l'expertise; — Qu'en vain le pourvoi objecte que ces travaux ont, en réalité, profité, non à Huertas, qui a acquis le fonds dans l'état où il se trouvait, mais aux vendeurs, qui ont touché, dans l'ensemble du prix stipulé, la portion afférente à la plus-value, et doivent seuls en être tenus envers Gros, ou envers Roth, son légataire universel; — Mais que, conformément à l'art. 555 C. civ., le possesseur évincé ne saurait avoir d'action pour le remboursement de ses impenses que contre le propriétaire seul; qu'en effet, celui-ci revendique à la fois, au même titre et en la même qualité, le fonds et les améliorations qui lui sont indissolublement liées, et ne peut, par conséquent, reprendre le tout qu'à la charge de remplir les obligations qui dérivent de la restitution même qu'il obtient, comme propriétaire actuel, sauf son recours contre son vendeur, s'il y a lieu; qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué n'a violé aucune des dispositions légales invoquées par le pourvoi, ni aucune autre loi;

Rejette ces deux moyens.

Mais sur le 2e moyen: — Vu l'art. 550 C. civ.; — Attendu que les dispositions de cet article sont claires et formelles, qu'elles déterminent expressément le moment précis où cesse en faveur du possesseur la présomption de sa bonne foi, et que ce moment est celui où il est informé du vice de son titre; — Qu'il appert des qualités de l'arrêt dénoncé que, par son exploit introductif de l'instance en revendication, daté du 21 juin 1883, Huertas a fait connaître à Gros son droit de propriété et même la série des actes authentiques en vertu desquels il a acquis les parcelles diverses qui constituent le fonds revendiqué; que l'effet légal de la signification de cet exploit était donc de mettre fin, dès cette date, à l'ignorance de Gros, puisqu'elle lui révélait le vice de son propre titre et le droit de Huertas; — Que, cependant, l'arrêt dénoncé a cru pouvoir fixer une date ultérieure comme point de départ de l'indue jouissance des fruits par Gros; en quoi il a manifestement violé l'art. 550 susvisé;

Par ces motifs: — Casse, mais seulement sur le chef relatif à la fixation du point de départ de l'indue jouissance de Gros.

MM. BARBIER, *prem. prés.*; DESCOUTURES, *rap.*; DESJARDINS, *av. gén.*; PERRIQUET et LEHMANN, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

10 janvier 1887

Lettre de change, endossement, loi anglaise. — Acceptation, obligation de l'accepteur.

La validité de l'endossement d'une lettre de change doit être appréciée d'après la loi du lieu où cet endossement intervient.

D'après la loi anglaise, la seule signature de l'endosseur suffit à transférer la propriété de la lettre de change.

L'accepteur d'une lettre de change est personnellement obligé au regard des tiers porteurs, alors même que ceux-ci n'auraient point accompli les formalités de dénonciation du protêt (1).

---

(1) Le jugement ci-dessus rapporté contient plusieurs applications intéressantes des principes aujourd'hui admis en matière de lettre de change par le droit international privé. Les effets de commerce sont appelés, par leur nature et leur objet mêmes, à circuler dans plusieurs pays ; ils donnent lieu à des opérations juridiques multiples, à des contrats qui s'accomplissent sous l'empire de législations différentes. Quelle loi régira ces diverses opérations ? On est aujourd'hui d'accord, en pratique et en doctrine, pour appliquer, en cette matière, les deux règles qui dominent toute la théorie des contrats en droit international privé. S'agit-il des règles de forme et des énonciations relatives à l'émission, à l'acceptation, à l'endossement ou aux protêts, on suit la loi du lieu où chacune de ces opérations s'est accomplie : c'est l'application pure et simple de la maxime : *locus regit actum*. S'agit-il d'apprécier, au fond, la validité de ces actes, les parties étant maîtresses de régler librement leurs conventions et de choisir la loi à laquelle elles veulent se soumettre, il faut rechercher quelle a été leur intention. Si elles sont de même nationalité, la doctrine admet volontiers que les parties sont présumées avoir suivi la loi qu'elles connaissent le mieux, c'est-à-dire leur loi nationale, quel que soit d'ailleurs le lieu où l'opération intervient. Aux parties qui sont de nationalité différente, on appliquera la loi du lieu du contrat; il est naturel de supposer que les parties ont voulu se conformer aux usages du lieu où elles contractent et où elles ont dû se renseigner sur les conséquences de leurs engagements. C'est cette seconde règle qui prévaut dans la jurisprudence internationale. (Cpr. Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, p. 203; Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. I, nᵘˢ 1312 et suiv.).

Dans l'espèce, il s'agissait d'une lettre de change émise et endossée à Londres, acceptée en France. Pour apprécier la validité et les effets de l'endossement, le jugement a appliqué la loi anglaise ; il admet la même solution en ce qui concerne les formes de la dénonciation du protêt à des

(*Union Banq of Spain and England* c. Béranger et Doulouze)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu, que par exploits enregistrés de Burgalières, huissier à Alger, en date des 5 novembre et 24 décembre 1866, la société de la Banque *Union d'Espagne et d'Angleterre,* dont le siège est à Londres, a fait citer Béranger et Doulouze en condamnation, avec intérêts de droit et dépens, de la somme de 56,438 fr. 65, montant, avec frais de protêt et retour, de deux lettres de change enregistrées à Marseille, l'une le 7 octobre 1886 et l'autre le 7 décembre 1886, acceptées et impayées; — Attendu que les deux instances sont connexes; qu'il échet de les joindre pour être statué par un seul et même jugement;

Attendu que, pour résister à la demande en paiement des deux lettres de change par eux acceptées, les défendeurs soutiennent que la société demanderesse n'est pas tiers porteur sérieux : 1° parce que les lettres de change ne sont pas régulièrement transmises; que, les endos n'étant pas datés et n'exprimant pas la valeur fournie, ils ne valent que procuration; 2° parce que ladite demanderesse n'a pas dénoncé les protêts au premier endosseur avec assignation en justice, ce qui démontre une entente pour agir contre les défendeurs, lesquels ont à opposer une action contre les tireurs-vendeurs de la marchandise, objet des lettres;

Sur le premier point : — Attendu que, pour déterminer si les endos sont translatifs de la propriété des lettres de change, il faut s'attacher non aux règles de la loi française, mais aux dispositions de la loi anglaise, seule applicable dans l'espèce; — Attendu, en effet, que les lettres en question ont été créées à Londres, négociées à Londres par les tireurs à une maison de banque de la ville; — Attendu que la loi anglaise de 1882 rela-

---

endosseurs anglais. Il décide, par application des mêmes principes, que les obligations résultant d'une acceptation consentie en France sont régies par la loi française. (V. dans le même sens : Paris, 20 nov. 1854, D, P., 57, 2, 106; Cass., 18 août 1856, D. P., 57, 1, 39).

La loi anglaise dont le tribunal a fait application est la loi du 18 août 1882, qui a codifié la législation des effets de commerce en Angleterre. (V. la traduction de cette loi dans l'*Annuaire de législation comparée*, 1883, p. 283). Cette loi, à l'exemple des législations les plus récentes, et à la différence de la nôtre, considère la lettre de change beaucoup moins comme la réalisation d'un contrat de change que comme une promesse de paiement revêtant une forme particulière destinée à en faire un instrument commode de crédit et de circulation ; pour que l'endossement soit translatif de propriété, elle n'exige pas, comme notre Code de commerce, la date ni la mention de la valeur fournie (art. 32 et suiv.). A. D.

tive aux lettres de change ne prescrit pas les mêmes obligations que celles édictées par le Code de commerce français; qu'elle énonce, au contraire, que, lorsqu'il s'agit d'une lettre payable à ordre, l'endossement doit être écrit sur la lettre elle-même et être signé par l'endosseur; que cette loi ajoute que la signature de l'endosseur, simplement, sans mots conditionnels, est suffisante pour effectuer le transport et la propriété de la lettre de change; — Attendu, dès lors, qu'à ce premier point de vue la fin de non recevoir est sans portée juridique; qu'il importe peu que l'acceptation ait été fournie à Alger même avant l'endossement critiqué, ce fait ne pouvant modifier en quoi que ce soit les règles de la négociation et de l'escompte par voie d'endossement sur le territoire anglais ;

Sur le deuxième point : — Attendu que les formalités prescrites par la loi française pour la dénonciation du protêt sont inconnues par la loi anglaise, mais que, d'ailleurs, ces formalités, si elles étaient exigées, ne sauraient concerner les accepteurs des traites, toujours tenus au regard des tiers porteurs; que ces derniers ont le droit d'agir exclusivement contre les accepteurs ;

Attendu que Béranger et Doulouze, accepteurs, ne justifient pas le concert frauduleux ou l'entente dont ils se plaignent; qu'il résulte des faits de la cause et d'un *affidavit* reçu par un notaire public de Londres que la société demanderesse a escompté les effets dont elle réclame le paiement; qu'elle a remboursé après protêt lesdits effets à son cessionnaire; que, si l'on peut s'étonner cependant qu'elle n'ait pas obtenu à son tour le remboursement par la société du *Nouveau Brunswick,* il y a lieu de remarquer que le fardeau de la preuve de ce remboursement est à la charge des défendeurs, et que c'est cette preuve seule qui aurait été de nature à justifier cette résistance;

Au fond et sur l'exécution provisoire : — Attendu qu'il y a titre incontesté sur les deux acceptations fournies;

Par ces motifs : — Joint les instances pour cause de connexité, et, statuant sur le tout, rejette les fins de non recevoir proposées par Béranger et Doulouze comme irrecevables et mal fondées, et, de même suite, les condamne à payer à l'*Union Banq of Spain and England* la somme de 56,438 fr. 65, montant avec frais des lettres de change dont s'agit, avec intérêts de droit à partir des protêts, et aux dépens;

Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel et sans caution.

MM. Tachet, *prés.*; Alfred Dain *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

8 février 1887

Abordage, protestations et réclamations, calcul du délai, jours fériés, suspension.

Le délai de 24 heures imparti par l'art. 436 du Code de commerce pour signifier les protestations et réclamations en cas d'abordage entre deux navires est un délai de rigueur, qui doit être calculé d'heure à heure, à partir du moment où le capitaine du navire abordé a pu agir (1).

Ce délai est suspendu pendant les jours fériés, et il doit être calculé d'heure à heure en faisant abstraction de cet intervalle (2).

---

(1) Les auteurs et la jurisprudence sont unanimes à décider que le délai imparti par l'art. 436 du Code de commerce doit être calculé d'heure à heure (Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. II, p. 283, n° 2019; De Valroger, *Droit maritime*, t. V, p. 337, n° 2355; Bédarride, *Du commerce maritime*, t. V, p. 526 et suiv., nos 2018 et suiv. — Cass., 29 mars 1882, D. P., 82, 1, 403; Trib. com. de Marseille, 20 janvier 1885, *Revue internationale du droit maritime*, 1885-86, p. 40).

(2) Deux autres opinions ont été soutenues sur ce point. D'après l'une, le jour férié devrait entrer dans le compte des 24 heures au cas où, en dehors de la nuit et du jour férié, le capitaine a eu un temps suffisant pour signifier sa réclamation (Sibille, *Jurisprudence et doctrine en matière d'abordage*, p. 150, n° 174). Suivant l'autre, il faudrait tenir compte des jours fériés comme des jours ordinaires (Trib. com. de Nantes, 26 juin 1869, Sir., 70, 2, 24).

Ces deux opinions nous paraissent devoir être également rejetées, la première comme arbitraire, la seconde comme contraire à la fois aux précédents historiques et aux principes généraux du droit. Nous croyons, avec l'arrêt rapporté, que les jours fériés ne doivent pas être comptés dans le calcul du délai de 24 heures de l'art. 436 C. com. En effet, tous nos anciens auteurs refusent de comprendre dans ce délai les jours de fête (Valin, *Commentaire sur l'ordonnance de 1681*, liv. I, tit. XII, art. 8; Émérigon, *Nouveau commentaire de l'ordonnance de 1681*, chap. XIX, sect. XVI, § 2, 3°). De plus, l'art. 1033 C. proc. civ. décide que le délai sera prorogé au lendemain lorsque, l'accomplissement du délai étant l'affaire de 24 heures, le dernier jour est un jour férié. La majorité des auteurs et la Cour de cassation se prononcent dans ce sens (Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 283, n° 2019; De Valroger, *op. cit.*, p. 338, n° 2357; Bédarride, *op. cit.*, p. 531 et suiv., n° 2023; — Cass., 20 novembre 1871, Sir., 71, 1, 183).

F. C.

(Société gén. de transports maritimes à vapeur c. Mansour).

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que le délai de 24 heures imparti par l'art. 436 du Code de commerce pour signifier les protestations et réclamations en cas d'abordage entre deux navires est un délai de rigueur, qui doit être calculé d'heure à heure, à partir du moment où le capitaine du navire abordé a pu agir; — Considérant que, si ce délai est suspendu pendant les jours fériés, il doit être calculé d'heure à heure en faisant abstraction de cet intervalle;

Considérant que la société de transports maritimes maintient, avec offres de preuve, que le capitaine Mansour a pu agir le 11 juillet dès 7 heures du matin, et que sa protestation n'a été signifiée que le 13 à 4 heures du soir; — Considérant que l'exploit de signification ne contient pas mention de l'heure de sa remise; que la preuve offerte par l'appelante est pertinente et admissible;

Considérant que Mansour ne comparaît pas;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme; — Donne défaut contre Mansour, et, avant faire droit au fond, tous droits des parties demeurant réservés, autorise la société de transports maritimes à prouver, tant par titres que par témoins : 1° que le capitaine Mansour a pu agir dès 7 heures du matin le 11 juillet 1885; 2° que sa protestation n'a été signifiée que le 13 juillet à 4 heures du soir; — Réserve la preuve contraire; — Commet le juge de paix de Bône pour procéder aux enquête et contre-enquête, etc.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.*; DUPREY, *subst. du proc. gén.*; JOUYNE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

11 mai 1886

Interdiction, prodigalité, actes antérieurs, loi musulmane, nullité.

Il est admis par la loi musulmane (ou par ses commentateurs) que les actes antérieurs à l'interdiction peuvent être annulés lorsque la cause de l'interdiction existait notoirement au moment où ces actes ont été passés ; et aucune distinction n'est signalée suivant que l'interdiction a été prononcée pour telle cause ou pour telle autre.

(Bourgoin c. Hacen ben Mustapha ben Osman et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'unique moyen du pourvoi, pris de la violation des principes du droit musulman et de la fausse application de l'art. 503 du Code civil;

Attendu qu'il est constaté, en fait, par le jugement dont l'arrêt attaqué (Alger, 17 déc. 1884) (1) adopte les motifs que, le 3 janvier 1881, le jeune Hacen a été interdit pour cause de prodigalité, conformément à la loi musulmane, et que, le 8 décembre 1880, à une époque où la cause de l'interdiction était notoire, le même Hacen avait emprunté 12,000 fr.;

Attendu qu'il est admis par la loi musulmane (ou par ses commentateurs) que les actes antérieurs à l'interdiction peuvent être annulés lorsque la cause de l'interdiction existait notoirement au moment où ces actes ont été passés, et attendu qu'aucune distinction n'est signalée suivant que l'interdiction a été prononcée pour telle cause ou pour telle autre; qu'il suit de là qu'en annulant l'acte du 8 décembre 1880, l'arrêt attaqué n'a pu violer les principes du droit musulman, ni faussement appliquer l'art. 503 du Code civil;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. BÉDARRIDES, *prés.*; DEMANGEAT, *rap.*; PETITON, *av. gén.*; SABATIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

7 mai 1887

Élections départementales, conseil général, bureau électoral, assesseur, réquisition de siéger, refus.

Le citoyen qui refuse de siéger comme assesseur au bureau électoral réuni dans une commune à l'occasion de l'élection d'un membre du conseil général n'est pas punissable, bien qu'il ait été requis à cet effet par le président du bureau.

(Ministère public c. Lesmel)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 14 du décret du 2 février 1852 et de l'art. 475 § 12 du Code pénal :

---

(1) *Revue algérienne*, 1885, 2, 147.

Attendu que Lesmel était traduit devant le tribunal de police d'El-Kseur pour avoir, le 19 septembre 1886, refusé de siéger comme assesseur au bureau électoral réuni dans la dite commune à l'occasion de l'élection d'un membre du conseil général, bien qu'il eût été requis à cet effet par le président de ce bureau ;

Attendu que l'art. 14 du décret du 2 février 1852, qui, d'après la loi du 7 juillet 1852, est applicable aux élections des membres des conseils généraux, se borne à déterminer quel est le nombre des assesseurs nécessaires pour la composition du bureau électoral et dans quel ordre ces assesseurs doivent être appelés, sans édicter aucune sanction pénale contre les électeurs qui refuseraient leur concours ;

Attendu qu'aucune disposition du décret précité ne confère au président du bureau le droit de requérir tel ou tel citoyen à l'effet de remplir les fonctions d'assesseur ; que, dès lors, ce sont les principes du droit commun en matière de réquisitions qui doivent être suivis ;

Attendu que les termes de l'art. 475 § 12 du Code pénal limitent l'application de cet article aux cas de calamités publiques, de brigandages, pillages et autres qui y sont expressément déterminés ; que, le fait à l'occasion duquel une réquisition a été adressé à Lesmel ne rentrant dans aucun de ces cas, c'est à bon droit que le juge de police a prononcé la relaxe des poursuites ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. LŒW, *prés.* ; SALLANTIN, *rap.* ; ROUSSELLIER, *av. gén.*

TRIBUNAL DE TUNIS (Aud. des référés)

2 février 1887

Lettre missive, femme mariée, tiers, ouverture, droit du mari, pouvoir du juge des référés.

Une lettre missive envoyée par un commissionnaire reste la propriété de celui qui l'a écrite tant qu'elle n'a pas été remise entre les mains du destinataire ;

Par suite, si cette lettre est adressée à une femme mariée et saisie par le mari entre les mains du porteur, il n'appartient pas au juge des référés de l'ouvrir, sur la demande du mari, lorsqu'il n'y est autorisé ni par le signataire de la lettre, demeuré inconnu, ni par la femme, qui refuse de la recevoir ;

Dans le cas où ces faits se produisent au cours d'une instance pendante entre les époux, la lettre dont s'agit doit être déposée au greffe, pour le cas où l'ouverture en serait demandée et accordée par qui de droit, et, après la terminaison de l'instance, détruite par le juge en présence des parties (1).

---

(1) Quelle est l'autorité du mari en ce qui concerne la correspondance entretenue par sa femme? Peut-il exercer un droit de surveillance sur les lettres qu'elle envoie? Peut-il s'emparer de celles qui lui sont adressées? — Il est de jurisprudence certaine que le principe de l'inviolabilité du secret des lettres ne s'applique pas au mari dans toute sa rigueur. Le mari, a dit la Cour de cassation, a incontestablement, en vertu de l'autorité domestique que la loi lui reconnaît, des droits d'investigation et de recherche sur la correspondance de sa femme. Il peut, notamment, s'emparer des lettres qui lui sont destinées, à la condition toutefois de n'avoir pas recours à des procédés délictueux et de n'user de son pouvoir qu'avec réserve et pour des causes sérieuses (Nîmes, 6 janvier 1880, Sir., 81, 2, 54; Crim. cass., 9 juin 1883, Sir., 85, 1, 137; Civ. cass., 15 juillet 1885 (*Revue algérienne*, 1886, 2, 95) et la note; Bruxelles, 28 avril 1876, Sir., 77, 2, 161. — Dans le même sens, Aubry et Rau, t. V, p. 180; Vanier, *Rev. prat.*, 1886, p. 80; Rousseau, *De la Correspondance*, 2e édit., nos 150 et suiv. — *Contrà*, Alger, 11 déc. 1882, *Revue algérienne*, *loc. cit.)*.

Deux ordres de circonstances ont amené des maris à s'emparer des lettres adressées à leurs femmes. Tantôt c'étaient des lettres émanant des ascendants de la femme et devant exercer une fâcheuse influence sur la paix du ménage; tantôt il s'agissait de faire, au moyen de la correspondance de la femme, la preuve de son adultère. Le premier cas est simple; mais dans le second on est en présence d'une difficulté : Un mari demandeur en séparation de corps ou en divorce pour adultère peut-il produire en justice les lettres dont il s'est emparé? Ou bien faut-il appliquer la règle d'après laquelle la publication de lettres confidentielles nécessite le consentement de son auteur et du destinataire? Ici encore, la jurisprudence apporte une restriction aux principes : elle permet au mari de produire en justice les lettres adressées à sa femme (Cass., 15 juillet 1885, préc. — Carpentier, *Traité théor. et prat. du divorce*, nos 18, 38; Goirand, *Traité prat. du divorce*, p. 28; Fuzier-Herman, *Code civ. annoté*, sur l'art. 306).

Cela étant, on peut se demander pourquoi, dans l'espèce, le demandeur s'est adressé au juge des référés pour se faire autoriser à ouvrir la lettre qu'il avait saisie. C'est que, pour qu'un mari puisse s'emparer d'une lettre envoyée à sa femme, il faut que cette lettre appartienne à celle-ci, qu'elle en soit devenue propriétaire. Tant que la lettre n'a pas cessé d'être la propriété de son auteur, le mari ne pourrait l'appréhender au nom de l'autorité dont il est investi. — Or, à quel moment une lettre devient-elle la propriété du destinataire?

Lorsqu'elle est confiée à l'administration des postes, on admet, en général, que le destinataire en devient propriétaire dès que celui qui l'a écrite s'en est dessaisi (Merlin, *Rép.*, v° *Vente*, § 1, art. 11); par application de cette idée, il a été jugé qu'en cas de soustraction, la remise doit en être faite non pas à l'auteur, mais au destinataire (Amiens, 4 février 1839, Dall., *Rép.*, v° *Lettre missive*, n° 7). Cette solution, qu'il serait difficile de justifier en droit, nous semble pouvoir s'expliquer par des raisons d'utilité pratique. En reconnaissant que la lettre mise à la poste devient immédiatement la propriété de celui à qui elle est envoyée, on a voulu couper court à des difficultés et simplifier le service des dépêches. Au reste, quand on déclare qu'une lettre appartient au destinataire dès qu'elle est mise à la poste, on suppose que le destinataire consentira à la recevoir; s'il arrivait

(Avvocato c. Avvocato)

ORDONNANCE

NOUS, PRÉSIDENT, —Attendu qu'Avvocato s'est emparé d'une lettre qui était adressée à sa femme par un signataire inconnu, au moment où le commissionnaire porteur de cette lettre allait la remettre entre les mains de la dame Avvocato;

Attendu que, tant qu'elle n'a point été en possession de la dame Avvocato, cette lettre ne lui appartient pas; qu'elle se refuse à la recevoir et à nous donner l'autorisation de l'ouvrir;

Que le signataire de la lettre n'intervient point; qu'il n'appartient pas au juge des référés de disposer d'une correspondance privée sans l'agrément de celui de qui elle émane ou du destinataire mis en possession;

Qu'il peut advenir cependant que l'ouverture de cette lettre soit demandée et accordée au cours de l'instance pendante par qui a le droit de le faire;

Par ces motifs : — Disons que ladite lettre sera déposée au greffe du tribunal pour être, après la terminaison de l'instance, remise entre nos mains et détruite en présence des parties.

MM. GEFFROY, *prés.*; PIÉTRI et GUEYDAN, *déf.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

21 octobre 1886

Billet à ordre, signatures de commerçants et de non commerçants, compétence.

Les tribunaux de commerce connaissent des actions relatives à un billet à ordre, par cela seul que ce billet porte les

---

que la lettre fût refusée par lui, elle appartiendrait, bien entendu, à l'expéditeur.

Dans l'espèce, la lettre n'avait pas été confiée à la poste. L'auteur de la lettre avait eu recours à un commissionnaire, à un simple particulier. Or, tant que le commissionnaire, qui n'est qu'un mandataire de l'auteur de la lettre, n'a pas exécuté son mandat, ce mandat peut être révoqué, et celui qui envoie la lettre peut la retirer. La lettre n'appartient donc au destinataire qu'à partir du moment où elle lui est remise; et, comme dans l'hypothèse précédente, il faut aussi supposer qu'il ne refusera pas de la recevoir.

En définitive, le mari ne peut, en vertu de l'autorité dont il est investi, prendre connaissance d'une lettre adressée à sa femme que lorsqu'elle a été reçue par cette dernière.

C. D.

signatures de commerçants, alors même que les souscripteurs ou endosseurs non commerçants sont seuls engagés dans la poursuite (C. com., art. 636 et 637) (1).

(Martinot c. Giraud frères)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 636 C. de com. les lettres de change réputées simples promesses et les billets à ordre ne portant que des signatures d'individus non commerçants et n'ayant pas un caractère de commercialité sont soumis, en cas de contestation, à l'examen des tribunaux civils; mais que ces mêmes billets doivent être déférés à la connaissance des tribunaux de commerce dès lors qu'ils portent en même temps des signatures d'individus négociants et d'individus non négociants;

Attendu que le billet du 10 juin 1873 dont Giraud est porteur est revêtu à la fois de la signature de Martinot, qui n'est pas commerçant, de celle de Gaudet et de celles, entièrement illisibles, du représentant de la maison Giraud et du directeur de la succursale de la Banque de l'Algérie à Oran, lesquels sont commerçants; qu'il importe peu que ce billet soit imparfait dans sa forme et qu'il n'ait point une cause commerciale; qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter davantage à cette circonstance que Martinot, seul en cause sur les poursuites de Giraud, n'est pas commerçant; que les articles 636 et 637 combinés attribuent compétence aux tribunaux de commerce, par la simple apposition sur le même billet de signatures de négociants et de non négociants..., etc.;

Par ces motifs : — Confirme, du chef de la compétence, le jugement du tribunal de commerce de Blida du 15 janvier 1885.

MM. PUECH, *prés.;* COLAUD DE LA SALCETTE, *subst. du proc. gén.;* LEMAIRE et CHÉRONNET, *av.*

---

(1) Rigoureusement, les tribunaux de commerce devraient être incompétents à l'égard des signataires non commerçants; mais l'art. 637 C. com. en décide autrement; il attribue compétence à la juridiction consulaire, même à l'égard des souscripteurs et des endosseurs qui ont fait un acte civil, par cela seul qu'il y a sur le billet des signatures de commerçants. D'un autre côté, l'art. 637 ne faisant aucune distinction, il importe peu que tous les signataires soient actionnés ensemble ou que la poursuite soit seulement dirigée contre les signataires non commerçants. La jurisprudence est en ce sens (Cass., 20 décembre 1847, Sir., 48, 1, 241; Paris, 26 mars 1858, Sir., 58, 2, 568; Alger, 7 novembre 1870, *Journ.* de Robe, 70, 1, 186.

COUR D'ALGER (2e Ch.)

30 décembre 1886

Notaire, frais et honoraires : — Cessation de fonctions, recouvrement. — Procédure. — Taxe, vérification, pouvoir des tribunaux. — Ministère gratuit, engagement, validité, discipline.

Le notaire qui a cessé ses fonctions conserve le droit de faire les recouvrements des frais et honoraires qui lui sont dus, lorsqu'il n'est pas intervenu entre lui et son successeur de règlement pour l'indemnité relative à ces recouvrements (1) ;

En admettant même que ce droit puisse être contesté par le ministère public ou par le successeur du dit notaire, il ne saurait être dénié par ceux qui ont passé des actes dans l'étude et sont encore débiteurs des frais et honoraires auxquels ces actes ont donné lieu.

Si le droit dont s'agit peut être exercé au moyen d'un exécutoire délivré après taxe, il n'y a dans cette procédure rien d'obligatoire, et il est permis d'introduire l'action en justice par la voie ordinaire (2).

Les tribunaux ont le pouvoir de vérifier la taxe des frais et honoraires faite par le magistrat, lorsque cette taxe n'est

---

(1) L'art. 52 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, contenant règlement général sur l'exercice de la profession de notaire en Algérie, dit simplement, en effet, que le nouveau titulaire sera tenu d'indemniser l'ancien jusqu'à concurrence des recouvrements qui pouraient être à exercer; il ne dit pas que les recouvrements ne pourront être opérés que par le nouveau titulaire. Et il est d'usage constant, dans la colonie, que le notaire sortant fasse lui-même ses recouvrements. — Suivant l'opinion qui a depuis longtemps prévalu, la faculté pour l'ancien titulaire de conserver le droit d'opérer le recouvrement des frais et honoraires qui lui restent dus existe également en ce qui concerne les études de notaires de France, régies à cet égard par l'art. 59 de la loi du 25 ventôse an XI : Circ. proc. gén. Paris, D. P., 48, 3, 114; Dijon, 24 novembre 1857, D. P., 58, 2, 36; Cass. 20 avril 1858, D. P., 58, 1, 197; Rouen, 4 février 1870, Sir., 70, 2, 329.

(2) En ce sens, trib. de la Châtre, 13 mars 1884, et trib. de Langres, 14 mai 1884, Sir., 86, 2, 46; Amiaud, *Explication de la loi du 5 août 1881*, n° 46 *in fine* (l'auteur cite aussi un jugement du tribunal de Largentière, du 21 mars 1882); Testoud, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1882, p. 169; Vignancour, *Étude sur la loi du 5 août 1881*, n° 36.

pas acceptée amiablement; — Alors surtout que les clients allèguent des conventions particulières ignorées du juge taxateur (1).

Un notaire ne peut demander des honoraires proportionnels pour des actes contenant reconnaissance d'écriture et de signature d'actes sous seing privé déposés précédemment entre ses mains (2).

Et le notaire peut avoir intérêt à procéder par voie d'assignation, si l'on admet que l'exécutoire n'emporte pas hypothèque judiciaire (en ce sens, les jugements précités des tribunaux de la Châtre et de Langres; trib. de Valence, 30 juillet 1884, Sir., 85, 2, 189; Testoud, *Revue critique*, 1882, p. 169; Vignancour, *op. cit.*, n° 36; *contrà*, trib. de Brives, 18 novembre 1886, Sir., 87, 2, 22; Amiaud, *op. cit.*, n° 46), ne fait pas courir les intérêts (en ce sens, Testoud, *Revue critique*, p. 169; Amiaud, *op. cit.*, n° 44), et n'interrompt pas la prescription (en ce sens, Testoud, *Revue critique*, 1882, p. 169; *contrà*, Amiaud, n° 21).

(1) Avant la loi du 5 décembre 1881, les frais et honoraires étaient taxés en Algérie par le tribunal de première instance en Chambre du conseil (arrêté min. du 30 décembre 1842, art. 35), et le jugement était susceptible, non pas d'opposition devant le tribunal, mais d'appel devant la Cour (Alger, 26 avril 1872, D. P., 73, 2, 79). Depuis la loi de 1881, c'est, comme en France, le président du tribunal qui est chargé de la taxe (art. 3); et, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation en cette matière, l'ordonnance du président est susceptible d'un recours porté devant le tribunal, et non pas directement par voie d'appel devant la Cour : Cass., 21 avril 1845 (D. P., 45, 1, 235); 15 mars 1847 (D. P., 47, 1, 152); *adde,* Orléans, 7 janvier 1852 (D. P., 52, 2, 198); *contrà,* Rennes, 28 novembre 1840 (D. Rép., v° *Notaire,* p. 690).

(2) L'acte de dépôt pur et simple, fait par l'une des parties seulement, d'actes sous seing privé ne peut donner lieu à aucun honoraire proportionnel, puisque, cet acte ne contenant pas reconnaissance d'écriture et de signature par *toutes* les parties, les pièces déposées ne peuvent acquérir le caractère d'authenticité.

Mais en est-il de même des actes contenant « reconnaissance d'écriture et de signature » par les parties d'actes sous seing privé déposés précédemment?

Remarquons d'abord que l'utilité de ces actes de reconnaissance d'écriture et de signature est, en règle générale, incontestable. En ce qui concerne les ventes, particulièrement, les actes sous signature privée ne sont admis qu'avec répugnance dans la pratique notariale; un futur acquéreur ou bailleur de fonds hésitent souvent à traiter en présence de titres de cette nature. Le Crédit foncier refuse absolument de prêter sur des immeubles ainsi acquis, si les signatures et écritures n'ont pas été reconnues par acte notarié, ces signatures pouvant être contestées par les ayants droit des vendeurs. De là la nécessité de faire dresser des actes de reconnaissance afin de donner l'authenticité aux actes sous seing privé.

Pour ces actes de reconnaissance d'écriture, le notaire a droit, non pas

L'engagement pris par un notaire de ne réclamer aucun honoraire pour la rédaction d'un acte est licite et obligatoire pour cet officier ministériel, sauf la mesure disciplinaire dont ce notaire pourrait être l'objet de la part de sa compagnie, dans le cas où celle-ci jugerait qu'un pareil engagement, eu égard aux circonstances dans lesquelles il s'est produit, serait un acte de concurrence déloyale ou contraire à la dignité professionnelle.

(Prax et Walter Hope c. Ganter)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Ganter, ancien notaire à Bône, a présenté à la taxe un état des frais et honoraires à lui dûs par Walter Hope et Victoriano Prax pour divers actes de son ministère; — Que cet état a été taxé, le 25 août 1883, à la somme de 9,362 fr. 46, par un juge du tribunal civil de Bône; — Que Ganter, ayant reçu en à-compte 5,500 fr., a, par exploit du 13 octobre 1884, fait assigner Prax et Hope devant le tribunal civil de Bône pour obtenir paiement de la somme de 3,862 fr. 46 lui restant due pour solde; — Que cette demande est contestée en la forme et au fond;

En ce qui touche la non recevabilité de la demande :

Attendu que l'article 47 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, contenant règlement général sur l'exercice de la profession de notaire en Algérie, prescrit les mesures nécessaires pour la conservation et le dépôt des minutes et répertoires des notaires qui cessent leurs fonctions; — Que l'article 52

---

seulement à des vacations, mais à un honoraire proportionnel, et le tarif admis dans le notariat algérien fixe à 1/2 pour cent les honoraires des sous seing privé lorsqu'ils sont faits par les parties et qu'il s'agit seulement de les compléter en leur donnant la forme authentique. On objecterait en vain que le notaire n'a pas eu à donner son travail pour la rédaction des actes déposés. La Cour de Paris, par un arrêt du 15 février 1837, a jugé que l'honoraire est dû au notaire, même dans le cas où l'acte a été dressé sur un projet préparé par les parties, cet honoraire n'étant pas une simple rémunération du travail de l'officier ministériel, mais aussi l'indemnité de la responsabilité qu'il assume, responsabilité proportionnée à l'importance des engagements que l'acte a pour objet de constater.

Il semble donc que la Cour devait, dans l'espèce, allouer des honoraires proportionnels, ou bien, si elle jugeait, en fait, que les frais étaient inutiles et frustratoires, laisser tous les frais à la charge du notaire. Et encore, sur ce dernier point, convient-il d'observer que, d'après la Cour de cassation (arrêt du 24 août 1828), pareille solution ne peut être admise que s'il y a eu faute, impéritie ou négligence du notaire.

règle le mode de liquidation des recouvrements restant à exercer par le notaire dont l'exercice est clos ou par ses ayants droit à raison des actes dont les frais, honoraires ou droits quelconques resteraient dus, et détermine les conditions suivant lesquelles est établie l'indemnité à payer par le nouveau titulaire pour ces recouvrements; — Que ces dispositions, dont l'exécution est soumise au contrôle du ministère public, ont été édictées dans le but de conserver intact le dépôt des minutes entre les mains d'un officier ministériel, investi de la confiance de l'autorité publique, et d'empêcher l'immixtion des anciens notaires ou de leurs héritiers dans l'étude où leur présence ou leurs recherches pourraient être une cause de gêne ou de périls; — Mais qu'elles ne sont pas toutes imposées au même degré; — Qu'en fait, il est acquis qu'au moment où Ganter fut obligé par la décision qui le frappait de remettre ses minutes et répertoires entre les mains du notaire désigné par le pouvoir compétent, il n'intervint point entre lui et son successeur de règlement pour l'indemnité relative aux recouvrements qu'il avait à faire envers ses clients pour les frais et honoraires de ses actes; — Qu'ainsi, il est demeuré investi du droit de faire ces recouvrements; — Qu'au surplus ce droit, s'il pouvait être contesté par le ministère public ou par le successeur de Ganter, ne peut être dénié par ceux qui ont passé des actes dans son étude, ne les ont pas payés et sont encore débiteurs des frais et honoraires auxquels ils ont donné lieu;

Attendu que Ganter, ayant conservé le droit de poursuivre ses recouvrements, avait la faculté d'exercer ce droit en demandant au greffier du tribunal de Bône un exécutoire conforme à la taxe du magistrat; mais que cette procédure spéciale ne lui était pas imposée; — Qu'il pouvait renoncer à s'en prévaloir et introduire son action par la voie ordinaire; — Que les droits de défense de Prax et Hope n'ont point été lésés, et qu'ils n'ont aucun intérêt à soulever cette fin de non recevoir devant la Cour, qui est saisie du débat aussi utilement que si Ganter avait choisi la forme de procédure autorisée par la loi du 5 août 1881;

Au fond :

Attendu que Ganter ne saurait se prévaloir de la taxe qu'il a obtenue pour exiger le paiement intégral des sommes portées en son état taxé; — Que la vérification de cette taxe appartient aux tribunaux, dès lors qu'elle n'est pas amiablement acceptée et qu'une contestation formelle s'élève notamment sur le chiffre des honoraires arbitrés par le magistrat taxateur; — Que, dans l'espèce, il est d'autant plus néces-

saire de procéder à cette révision que Walter Hope et Prax allèguent des conventions particulières, ignorées du juge qui a taxé et devant avoir pour conséquence de les affranchir de tous nouveaux paiements envers Ganter;

En ce qui touche Walter Hope :

Attendu que l'acte du 28 janvier 1880, ayant été fait en vue de la constitution de la société civile du Kef-Djemel, est à la charge de cette société, dont Prax est le gérant; — Que Prax seul, avait qualité pour en payer les frais; — Que Ganter ne l'ignorait pas puisqu'il avait retenu l'acte social; — Qu'il n'avait donc point à assigner Walter Hope personnellement, et qu'il le devait d'autant moins qu'aucun péril n'était à craindre, Prax étant sur les lieux et demeurant parfaitement solvable; — Attendu que les actes du 25 mars 1882 et du 19 octobre 1882 ont été faits à la requête de Prax et contre le gré de Walter Hope; — Que Prax, cédant aux conseils de Ganter, qui lui représentait ces actes comme nécessaires pour la sécurité de ses intérêts, demanda vainement à Walter Hope son assentiment et son concours; — Que Walter Hope et Berryer, son conseil, refusèrent formellement de consentir à ces actes, qu'ils jugeaient inutiles, et ne s'y résignèrent que sous la réserve expresse qu'ils n'entraîneraient aucuns frais; — Que Ganter connaissait cette convention et la consacrait même dans sa lettre du 10 juillet 1882, en disant à Berryer : « Vous voyez qu'il est indispensable de se mettre en mesure » de régulariser les actes sous seing privé. Comme je vous » l'ai dit, M. Prax est tout disposé à payer ces frais de régu- » larisation »; — Qu'il affirmait à nouveau, de la manière la plus explicite les engagements de Prax dans sa lettre à Berryer du 29 juin 1883; — Qu'ainsi il est mal venu à réclamer à Walter Hope le paiement des frais de ces actes, et qu'il ne peut baser son action sur ce qu'ils avaient été exposés dans l'intérêt commun, puisqu'il savait que Walter Hope s'était énergiquement opposé à leur rédaction et ne l'avait jamais autorisé à les dresser pour son compte;

Attendu que les autres articles de l'état de frais ne peuvent pas davantage être réclamés par Ganter à Walter Hope, soit qu'ils se rattachent directement au pacte social, soit qu'ils aient été la suite des opérations reprises par Prax pour sa convenance personnelle; — Que la Cour n'a pas les éléments nécessaires pour déterminer s'ils sont à la charge de la société ou au compte personnel de Prax; — Mais que, dans l'une et l'autre hypothèse, Ganter n'avait à exercer aucune action contre Walter Hope, ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué;

En ce qui touche Prax :

Attendu que Prax ne nie point avoir requis Ganter de dresser les actes dont le paiement lui est réclamé; mais qu'il prétend n'avoir fait cette réquisition que sous la promesse formelle de Ganter de ne lui réclamer aucun honoraire pour leur rédaction; — Qu'avant de rechercher, en fait, si cette promesse a été faite, il est nécessaire d'examiner si, comme le prétend Ganter, elle ne pouvait avoir aucune valeur juridique et était interdite par le devoir professionnel;

Attendu qu'en réglant les honoraires ou émoluments que les officiers ministériels seraient en droit de réclamer pour la juste rémunération de leurs travaux, le législateur n'a point eu la pensée de leur imposer l'obligation d'exiger ces honoraires même contre leur gré et contre celui de leurs clients; — Qu'il est malaisé de comprendre pour quelle raison on les empêcherait de prêter gratuitement leur concours à ceux à qui les rattachent des liens d'amitié ou qui leur paraissent dignes de commisération; — Qu'ils ont manifestement toute liberté d'exiger le montant de leurs émoluments ou de les réduire à leur gré et suivant leurs convenances; — Que cette liberté est uniquement limitée par les règles particulières dans chaque compagnie pour prévenir une concurrence déloyale ou maintenir la dignité professionnelle; — Mais que ces limites nécessaires et recommandables dans les rapports des officiers ministériels entre eux ne sauraient amener cette conséquence étrange de rendre nuls les engagements qu'ils auraient pris vis-à-vis de leurs clients;

Attendu que Ganter avait le droit, sous sa responsabilité au point de vue disciplinaire, de promettre à Prax de ne point percevoir d'honoraires à raison de ce qu'il appelait la régularisation de quatre actes sous seing-privé, contenant vente en faveur de Walter Hope d'une partie de la forêt formant son apport dans l'acte de société du 28 janvier 1880 et quittance du prix de vente; — Que, sans recourir au serment que Prax propose de déférer à Ganter, il y a dans la cause des documents suffisants pour déterminer la conviction de la Cour sur le point de savoir s'il a fait cette promesse;

Attendu, en effet, que Ganter a dressé, le 25 mars 1882, l'acte de dépôt au rang de ses minutes de deux ventes sous seing-privé, consenties par Léger et la famille Damas à la *Société générale forestière,* et de deux quittances sous seing-privé du prix de cette vente; — Que ce dépôt pouvait être justifié par le désir de régulariser les deux actes de vente qui n'avaient pas été soumis à la transcription et les deux quittances qui n'avaient pas été enregistrées et de prévenir la perte de ces écrits; — Que Prax ne conteste pas avoir requis

ce dépôt et ne se refuse point à en payer les frais s'élevant à 860 fr. 42 cent., y compris 32 fr. 32 cent. pour honoraires; — Que Ganter réclame seulement ses honoraires de 32 fr. 40 cent., qui représentent quatre vacations à 8 fr. 10 cent., suivant le tarif du 16 février 1807, réduit d'un dixième par l'article 34 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, et indique ainsi, de la manière la plus formelle, qu'au moment où le dépôt du 25 mars 1882 a été fait, il a été convenu avec Prax que cet acte ne donnerait lieu à aucun honoraire proportionnel; — Qu'aucune difficulté ne saurait donc exister à cet égard;

Mais attendu que, sept mois après le dit acte de dépôt, Ganter a rédigé, à la date du 19 octobre 1882, un acte, qu'il intitule: reconnaissance d'écritures et de signatures des actes déposés le 25 mars 1882, consistant en ventes pour une valeur de 300,000 fr., et en quittances pour une somme de 300,000 fr.; — Que dans son état de frais il émet la prétention de percevair 3,500 fr. d'honoraires proportionnels, savoir : — 2,000 fr. sur les ventes et 1,500 fr. sur les quittances; — Que Prax refuse de souscrire à cette demande et déclare ne rien devoir; — Qu'il convient d'apprécier cet acte du 19 octobre 1882 et les conditions dans lesquelles il est intervenu; — Attendu qu'aucun élément de la cause ne permet de savoir quelles raisons ont obligé Ganter à faire, le 19 octobre 1882, la reconnaissance d'écritures et de signatures des actes sous seing-privé déposés dans son étude le 25 mars 1882; — Que rien ne justifie cette mesure; — Qu'il n'est pas établi que Prax l'ait demandée ou ait eu intérêt à la provoquer; — Qu'il n'est pas démontré que les écritures ou signatures de ces actes aient jamais été contestées, ni qu'il ait été nécessaire de les faire reconnaître solennellement dans un but qui demeure inconnu; — Qu'ainsi cette reconnaissance semble, en l'état des documents soumis à la Cour, absolument inutile et frustratoire; — Attendu cependant que Prax l'a acceptée et qu'on ne peut la supprimer entièrement de l'état de frais; mais que, même en la supposant nécessaire et indispensable, il ne s'ensuit pas que Ganter ait eu le droit de percevoir à ce propos des honoraires proportionnels qu'il n'avait pas réclamés au moment de l'acte de dépôt; — Qu'une telle perception serait contraire à tous les usages du notariat et à la nature même des choses; — Que, si l'on peut admettre que le notaire qui classe au rang de ses minutes des actes sous seing-privé, dont il prend charge sous sa responsabilité, puisse demander des honoraires proportionnels à la valeur des actes déposés, il est absolument impossible de lui reconnaître ce droit à propos d'un acte qui intervient sept mois après ce dépôt, sous prétexte

qu'il y est question des actes déposés; — Que ni la rédaction d'un pareil contrat, ni les recherches qui l'ont précédée, ni la responsabilité qui peut en découler ne peut justifier l'allocation d'honoraires calculés sur l'importance des sommes contenues aux actes à raison desquels il est dressé; — Qu'il n'y a aucune relation entre ces actes et le procès-verbal par lequel ils sont reconnus; — Que ce procès-verbal peut simplement donner lieu à des vacations plus ou moins nombreuses, selon la durée et la difficulté de la reconnaissance des écritures et des signatures; — Attendu que Ganter n'a pu se méprendre sur la nature et l'étendue de ses droits; — Que, dans lettre du 29 juin 1883 à Berryer, conseil de Walter-Hope, répondant aux explications qui lui étaient demandées, il parle seulement de l'acte du 25 mars 1882, relatif au dépôt, et donne le détail des frais dans lesquels ses honoraires rentrent pour 32 fr. 40 cent.; — Mais qu'il ne fait pas mention de l'acte du 19 octobre 1882, ni des honoraires de 3,500 fr. qu'il prétend y rattacher; — Que ce silence est d'autant plus significatif qu'il se produit au moment où Ganter est mis en demeure par un officier ministériel expérimenté d'expliquer son état de frais, et deux mois seulement avant la production devant le magistrat taxateur du mémoire dans lequel figurent ces honoraires de 2,500 fr.; — Qu'il résulte manifestement de toutes ces circonstances que l'acte du 19 octobre 1882 ne peut donner lieu, en faveur du notaire, qu'à des vacations; — Qu'on ne saurait, dans l'espèce, lui en allouer plus de quatre, et qu'ainsi le chiffre de 3,500 fr., demandé par Ganter pour ses honoraires, doit être ramené à 32 fr. 40 cent.;

Attendu que les critiques dirigées par Prax et Walter-Hope contre la taxe sont encore justifiées en ce qui touche la somme de 2,000 fr. réclamée par Ganter pour ses honoraires dans l'acte de société du 28 janvier 1880; — Qu'il résulte des mentions mêmes de cet acte que Ganter l'a rédigé sur un modèle représenté et à l'instant rendu; — Qu'il n'a eu ainsi ni la peine de la rédaction, ni la responsabilité des fautes que cet acte pouvait contenir; — Que son rôle s'est borné à copier le projet dont la formule lui était donnée et à le classer au rang de ses minutes; — Qu'en appliquant rigoureusement les lois sur la matière, Ganter aurait droit seulement à des vacations pour la rémunération de son travail, qui a été purement matériel, qui a exigé peu de temps et qui ne pouvait engager en aucun cas sa responsabilité professionnelle ou pécuniaire; — Que cependant cette solution ne doit pas être admise dans toute sa rigueur, Ganter ayant été sur les lieux le conseil de la société et ayant prêté à ses membres son concours pour

arriver à la conclusion de leur traité ; — Qu'on peut donc équitablement lui allouer des honoraires proportionnés à l'importance de l'apport social; — Mais que ces honoraires doivent être calculés, non point sur le taux excessif de 50 centimes pour cent adopté par Ganter, mais sur celui de 12 centimes 1/2 pour cent adopté par le tarif du notariat nouvellement mis en pratique en Algérie; — Qu'ils doivent ainsi être réduits de 2,000 fr. à 500 fr., somme largement suffisante pour indemniser Ganter de sa collaboration secondaire et effacée à l'acte du 28 janvier 1880;

Attendu que Ganter cherche vainement à justifier son état de frais en prétendant avoir traité pour Prax et Walter Hope des affaires difficiles et de longue durée, et leur avoir donné des conseils dans d'importantes affaires qui n'ont pas nécessité la rédaction d'actes de son ministère; — Que cette allégation n'est pas établie; — Que, si elle l'était, il y aurait lieu à rémunération des peines et soins pris par Ganter pour gerer les affaires de Prax et Walter Hope, suivant la gravité des affaires traitées et l'importance des services rendus; — Mais que cet état de choses ne peut permettre de grossir arbitrairement, sans mesure et en violation de toutes les règles un état de frais présenté au magistrat taxateur;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la taxe de l'état de frais présenté par Ganter doit être ramenée de 9,362 fr. 46 à 4,394 fr. 56 : — D'où il suit que Ganter ayant reçu un à-compte de 5,500 fr., loin d'être créancier envers Prax et Walter Hope de la somme de 3,862 fr. par lui réclamée, serait au contraire leur débiteur de 1,105 fr. 44; mais que, la restitution de cette somme n'étant pas demandée, il n'y a lieu, en l'état, de la prononcer, sauf à Prax et à Walter Hope à se prévaloir comme ils aviseront de la taxe qui vient d'être établie sur leur réquisition;

Par ces motifs : — Disant droit des appels de Prax envers Ganter et de Walter Hope contre Prax et Ganter : — Réforme le jugement du tribunal civil de Bône du 17 mars 1885; — Et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire :

Sans s'arrêter aux fins de non recevoir et aux exceptions, qui sont rejetées; — Sans recourir à la prestation de serment, qui est superflue; — Dit que les frais de l'acte du 28 janvier 1880 sont à la charge de la société du Kef-Djemel; — Dit que les frais des actes des 25 mars et 19 octobre 1882 sont à la charge de Prax, sans répétition contre Walter Hope; — Dit n'avoir les éléments nécessaires pour déterminer si les frais des autres actes ou articles de l'état de frais sont à la charge de la société, de Prax ou de Walter Hope; — Leur réserve tous leurs droits à cet égard;

Dit qu'en tout cas l'action de Ganter contre Walter Hope n'est pas justifiée; — L'en démet;

Réduit à 50 fr. la somme de 2,000 fr. demandée par Ganter pour ses honoraires de l'acte du 28 janvier 1880; — Fixe à 32 fr. 40 les honoraires de l'acte du 19 octobre 1882; — Réduit, en conséquence, la taxe de l'état de frais à 4,394 fr. 56;

Fait réserve à Prax et Walter Hope du droit de réclamer à Ganter le remboursement des sommes payées au delà de ce chiffre de 4,394 fr. 56;

Déboute Ganter de toutes ses fins et conclusions; etc.

MM. PUECH, *prés.;* CUNIAC, *av. gén.;* CHÉRONNET, MALLARMÉ et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 février 1887

Compétence administrative, commune, employé, révocation, dommages-intérêts.

Le maire agissant dans les limites de son autorité engage la commune (1).

Les tribunaux civils sont incompétents pour connaître de l'action en dommages-intérêts intentée à une commune par un employé municipal à raison de la révocation dont cet employé a été l'objet (2).

(1 et 2) Aux termes de l'art. 88 de la loi du 5 avril 1884, « Le maire » nomme à tous les emplois communaux pour lesquels les lois, décrets et » ordonnances actuellement en vigueur ne fixent pas un droit spécial de » nomination. — Il suspend et révoque les titulaires de ces emplois. » Ces nominations et révocations ont lieu par voie d'arrêté.

Les employés révoqués ont-ils un recours devant l'autorité judiciaire pour obtenir sinon leur réintégration, du moins des dommages-intérêts? La Cour ne l'a pas pensé. Elle a jugé, comme la Cour de cassation et le Tribunal des conflits, que les tribunaux ordinaires sont incompétents pour connaître d'une action en dommages-intérêts dirigée contre une commune par un employé communal (dans l'espèce, un agent voyer en chef) à raison de sa révocation (Civ. cass., 7 juillet 1879, *Revue gén. d'adm.*, 1880, t. III, p. 197; Trib. confl.; 7 août 1880, *Revue gén. d'adm.*, 1880, t. III, p. 195; — V. aussi Aix, 8 août 1878 et 10 décembre 1878, D. P., 79, 2, 161, 162; Nîmes, 24 février 1879, D. P., 2, 164). C'est qu'en effet le maire, en révo-

(Grosjean c. Commune d'Oran)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que l'action en dommages-intérêts intentée par Grosjean à la commune d'Oran repose sur le préjudice dont il aurait souffert du fait de sa révocation, par le maire de cette commune, de l'emploi qu'il occupait dans les services municipaux;

---

quant un employé communal, fait acte d'autorité, de commandement ; l'arrêté de révocation est un acte de puissance publique individuel et spécial, c'est-à-dire un acte administratif proprement dit. Or, c'est une conséquence certaine du principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire que les actes administratifs proprement dits échappent au contrôle des tribunaux ordinaires; ceux-ci ne peuvent pas les apprécier même au point de vue de leur légalité, soit directement en les annulant, soit indirectement en accordant des dommages-intérêts à ceux qui en sont victimes. L'arrêt rapporté a fait à l'espèce l'application rigoureuse de ces principes.

Il y a quelques années, cette application du principe de la séparation a été contestée avec succès devant certains tribunaux; les tribunaux de Marseille et d'Alais et la Cour de Lyon ont jugé que les employés communaux révoqués pouvaient porter devant les juges civils une action en indemnité. Voici comment on raisonne dans cette opinion : Il ne faut pas, dit-on, confondre les fonctionnaires et les employés communaux. — Quant aux fonctionnaires communaux, qui sont dépositaires de la puissance publique le principe s'applique avec ses conséquences; ils ne peuvent pas discuter devant l'autorité judiciaire les motifs qui ont amené leurs chefs à se priver de leurs services. — Il doit en être autrement des simples employés, qui ne sont pas investis de la puissance publique; ces employés sont de vrais serviteurs à gages qui, sous certaines conditions, mettent leur temps et leur intelligence au service de la commune. Lorsque l'employé accepte le poste qui lui est offert, il se forme entre lui et la commune un contrat synallagmatique, un louage de services, et il est de principe que les procès auxquels donne lieu un acte contractuel rentrent, à moins de texte contraire, dans le contentieux judiciaire. La règle générale en matière de louage d'ouvrage, c'est que le maître peut résilier le contrat par sa seule volonté à charge d'indemniser l'entrepreneur; le juge civil fixera ici l'indemnité. On ajoute que cette solution ne porte aucune atteinte au principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire; le principe est sauf, car le juge respecte l'acte du maire, il se borne à accorder des dommages-intérêts par application de l'art. 1794 du Code civil (Lyon, 3 février 1872, D. P., 73, 2, 33; trib. de Marseille et d'Alais, 2 août 1878, et 14 août 1878, D. P., 79, 2, 162).

Cette argumentation, qui repose sur une triple erreur, a été repoussée par la Cour de cassation et par le Tribunal des conflits. — La distinction qu'on a essayé de faire entre les fonctionnaires et les employés communaux est arbitraire. L'art. 88 de la loi du 5 avril 1884 met sur le même pied

Considérant que la commune est engagée par le fait du maire agissant dans les limites de son autorité;

---

les fonctionnaires et les employés; la différence qu'on a voulu établir entre eux n'est donc pas justifiée. Au surplus, la solution doit dépendre uniquement de la nature juridique de l'acte de révocation ; le caractère de l'agent ne peut exercer sur elle aucune influence. — C'est à tort que l'on invoqué un prétendu acte contractuel existant entre le maire et l'employé. Le maire nomme les employés et les révoque en vertu d'un pouvoir discrétionnaire (arg., art. 88), l'employé acceptant sa nomination sous la condition légale des pouvoirs qui appartiennent au maire. L'idée d'un acte de gestion doit donc être écartée. Ce qui le prouve, c'est que le maire agit *jure proprio*, en dehors de toute délibération préalable et de toute ratification du conseil municipal; or, pour les actes contractuels ou de gestion, le maire ne peut être que l'agent du conseil municipal chargé d'exécuter ses délibérations. « Le droit du maire, disait la Cour de Nîmes le 24 février 1879, est » corrélatif à celui que les employés conservent à l'égard de la municipalité » s'ils veulent se démettre. » — Enfin, on s'est trompé quand on a dit que la compétence judiciaire sur la question d'indemnité ne portait pas atteinte au principe de la séparation des pouvoirs. Le principe interdit aux tribunaux ordinaires d'exercer aucun contrôle sur les actes de l'administration ; il prohibe non seulement le contrôle direct aboutissant à l'annulation, mais aussi le contrôle indirect aboutissant à une condamnation à des dommages-intérêts.

Le Tribunal des conflits a rendu, le 14 juin 1879, un arrêt qui semble à première vue contredire l'opinion que la Cour a adoptée. Il a reconnu la compétence du juge civil pour statuer sur une réclamation formée par un secrétaire de mairie contre l'arrêté du maire qui lui avait infligé par mesure disciplinaire une retenue de traitement. (Trib. des confl., 14 juin 1879, *Revue gén. d'adm.*, 1879, t, II, p. 437). Cette décision n'est pas une arme en faveur du système que nous avons combattu. Aucun texte de loi, en effet, ne donne à l'autorité municipale le pouvoir de retenir par mesure administrative tout ou partie du traitement des employés communaux ; par suite il n'y a pas là un acte administratif faisant obstacle à ce que le débat soit porté devant les tribunaux ordinaires.

L'employé communal révoqué ne peut donc pas porter devant l'autorité judiciaire une action en indemnité contre la commune. Mais tout au moins sa révocation ne peut-elle pas être l'objet d'un recours contentieux par la voie administrative? Nous ne le pensons pas; le maire nomme et révoque les employés en vertu d'un pouvoir discrétionnaire; l'arrêté de nomination ou de révocation est donc un acte d'administration pure ; or, il est de principe que les actes d'administration pure sont insusceptibles du recours contentieux. C'est ce qui a été jugé récemment par le ministre de l'intérieur. Un employé révoqué s'était adressé au ministre, juge de droit commun, pour obtenir des dommages-intérêts contre la commune. Le ministre décida que cette révocation ne pouvait pas motiver une action en indemnité. (Décision du ministre de l'intérieur du 13 janvier 1883, *Revue gén. d'adm.*, 1883, t. II, p. 334).

C. DUJARIER.

Mais considérant que, si le tribunal a commis de ce chef une erreur, il s'est à bon droit déclaré incompétent pour connaître du fond de la demande; — Considérant, en effet, que vainement Grosjean maintient qu'il s'agirait d'appliquer les règles du contrat de louage et de statuer sur une indemnité due à l'employé congédié inopinément; — Considérant que Grosjean a été non congédié, mais révoqué; que cette révocation présuppose une faute; qu'il est incontestable que la faute commise par l'employé, et qui motive son congé, le rend non recevable à réclamer des dommages-intérêts; — Considérant que Grosjean, pour obtenir des dommages-intérêts, devait donc établir qu'il a été injustement révoqué et, dès lors, contester l'acte de sa révocation; — Considérant que l'appréciation d'un acte administratif ne peut être soumise aux tribunaux ordinaires; que le tribunal d'Oran était donc incompétent pour connaître d'une demande qui impliquait nécessairement la discussion et l'appréciation d'un arrêté rendu par le maire d'Oran dans la limite de ses pouvoirs;

Par ces motifs : — Confirme.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* DUPREY, *subst. du proc. gén.;* DOUDART DE LA GRÉE et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 février 1887

Faillite, inscription hypothécaire prise par le syndic, effets, ordre, forclusion.

Il résulte de la combinaison des art. 490 et 517 C. com. que l'inscription hypothécaire prise par le syndic au nom de la masse des créanciers sur les immeubles du failli n'est pas seulement un mode de publicité n'ayant d'autre effet que de protéger l'actif immobilier de la faillite contre des inscriptions ultérieures, mais a la valeur de toute autre hypothèque (1).

Par suite, le syndic peut opposer la forclusion aux créanciers hypothécaires qui n'ont pas produit à l'ordre dans les délais légaux. (C. proc. civ., art. 755) (2).

(1-2) En ce sens : Req., 29 déc. 1858 (D. P., 59, 1, 102); Paris, 24 avril 1861, D. A., v° *Ordre,* n° 442; Besançon, 16 avril 1862 (D. P., 62, 2, 85);

(Seligman c. Boisson)

Confirmation en ce sens d'un JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CONSTANTINE en date du 23 juillet 1886.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.*; DUPREY, *subst. du proc. gén.*; CHÉRONNET et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 février 1887

Compétence des tribunaux français, immeubles, propriété, titre français, loi française, licitation entre Musulmans. — Vente d'immeubles, loi musulmane, capacité.

Les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une licitation entre Musulmans d'immeubles dont la propriété repose sur un titre français et qui sont, dès lors, soumis à la loi française, lorsque la propriété de ces immeubles n'est l'objet d'aucune contestation entre les parties (1).

D'après la loi musulmane, le père ne peut vendre une part d'immeuble appartenant à son fils sans le consentement de celui-ci et à son insu, lorsque le fils et marié est administre ses biens.

Paris, 6 mai 1881 (*La Loi* du 29 mai 1881); Aubry et Rau, 4e éd., § 264, note 2; Alauzet, VI, n° 2603; Renouard, I, p. 523; Laurin, n° 992; Lyon-Caen et Renault, II, n° 2705. — *Contrà :* Pont, *Priv. et hyp.*, II, n° 904; Pardessus, III, n° 1168; Bédarride, II, nos 416 et 599; Bravard, V, p. 309.

La première opinion s'appuie sur les termes mêmes de l'art. 517 C. com. — On objecte que l'hypothèque dont il s'agit est sans utilité, soit quant au droit de préférence, puisqu'elle appartient à tous les créanciers, soit quant au droit de suite, puisque les aliénations faites par le failli après le dessaisissement ne sont pas opposables à la masse. — Mais on peut répondre que cette hypothèque sera manifestement utile au cas de concordat, le failli recouvrant alors la libre disposition de ses biens, et que, même au cas d'union, la masse pourra utilement l'invoquer à l'égard des créanciers hypothécaires dont l'inscription prendrait rang postérieurement à la sienne (art. 2109, 2111, 2113 C. civ.), ou qui, comme dans l'espèce de l'arrêt rapporté, auraient encouru la déchéance prévue par l'art. 755 C. proc. civ.

(1) V. Alger, 15 novembre 1886, *Revue algérienne*, 1887, 2, 38, et la note.

(Bachtarzi c. Bachtarzi)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la compétence :

Considérant que la propriété des immeubles objet du litige repose sur un titre français; — Que les immeubles sont, dès lors, soumis à la loi française, par application de la loi du 26 juillet 1873;

Considérant que, ne s'agissant pas, dans l'espèce, du partage d'une succession entre Musulmans, mais de la licitation d'immeubles appartenant aux parties, en vertu de droits qui ne sont l'objet d'aucune contestation, la juridiction française était compétente en vertu de la loi précitée;

Considérant que l'examen de la capacité des parties appartenait au tribunal chargé d'apprécier la valeur de l'acte notarié contesté; — Que cette question avait, d'ailleurs, été résolue entre elles par un jugement antérieur, ayant force de chose jugée;

Au fond : — Considérant que le tribunal, en décidant que le père musulman n'a.pu vendre une part d'immeuble appartenant à son fils, sans le consentement de celui-ci et à son insu, alors que ce fils est marié et administre ses biens, a fait une juste application des règles observées par les indigènes en cette matière;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'opposition des consorts Bachtarzi à l'arrêt du 7 juillet 1886;

Au fond : — Les en déboute; — Maintient ledit arrêt en ce qu'il a confirmé le jugement rendu par le tribunal civil de Constantine le 14 mars 1886.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* DUPREZ, *subst. du proc. gén.;* CHÉRONNET et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

27 mai 1887

Bois et forêts, délit forestier, poursuites de l'administration, Algérie, législation spéciale, juge de paix, compétence.

Si l'on peut se servir de textes visés dans le préambule d'une loi pour expliquer cette loi, il ne saurait être permis de faire usage de ces textes pour contrarier ou restreindre le sens de cette même loi, alors que ses dispositions sont claires et formelles dans leur généralité, ni de distinguer là où la loi ne distingue pas.

Aux termes du décret du 14 mai 1850, toujours en vigueur, les juges de paix de l'Algérie, même à compétence restreinte, connaissent, à l'exclusion du tribunal correctionnel, non seulement des contraventions, mais aussi des délits en matière forestière, lorsque l'amende réclamée par la citation ne dépasse pas 150 francs, et ce, alors même que les poursuites sont exercées à la requête de l'administration forestière (1).

---

(1) Devant les premiers juges, et en réponse à l'exception d'incompétence soulevée par le prévenu, l'administration des forêts concluait à la compétence du tribunal correctionnel par ce motif que le juge de paix devant lequel le renvoi était demandé était celui de Batna, juge à compétence restreinte, et que les juges de paix à compétence étendue pouvaient seuls connaître des délits forestiers dans les termes du décret du 14 mai 1850. Le tribunal écarta ce moyen par cette raison péremptoire que les juges de paix à compétence étendue n'ont été institués qu'à partir du décret du 19 août 1854, qui a déterminé cette compétence.

Devant la Cour, l'administration se fondait sur ce que le décret du 14 mai 1850 vise l'art. 139 du Code d'instruction criminelle, d'après lequel les juges de paix connaissaient, à l'exclusion des maires, des *contraventions* forestières poursuivies à la requête des particuliers. (Cet art. 139 a été abrogé par la loi du 27 janvier 1873, qui a supprimé la juridiction des maires comme juges de police : ce qui n'empêche que les juges de paix soient toujours compétents pour statuer sur les contraventions commises dans les bois des particuliers : art. 190, C. for.; art. 138 C. d'inst. crim.) Or, s'agissant, dans l'espèce, d'un *délit* poursuivi à la requête de l'administration, celle-ci soutenait que le tribunal correctionnel en devait connaître, à l'exclusion du juge de paix à compétence restreinte.

L'arrêt que nous rapportons développe de la façon la plus explicite les considérations de droit et de fait qui militent contre la thèse de l'administration.

Au point de vue de la compétence en matière d'infraction forestière, la législation algérienne contient donc de notables dérogations au droit commun. Tandis qu'en France l'administration des forêts ne plaide que devant les tribunaux correctionnels, et que ces tribunaux ont seuls compétence pour statuer sur les délits et contraventions poursuivis par l'administration, quelle que soit la peine applicable (art. 171 C. for.), en Algérie les juges de paix connaissent même de ces délits, savoir : tous les juges de paix indistinctement, lorsque l'amende réclamée n'excède pas 150 francs, et les juges de paix à compétence étendue, lorsque la peine applicable peut aller, sans toutefois dépasser ce taux, jusqu'à six mois de prison ou 500 fr. d'amende.

S'agit-il de délits ou de contraventions commis dans les bois des particuliers, les poursuites, en France, sont, en ce qui concerne la compétence, soumises aux règles du droit commun (art. 190 C. for.). La législation algérienne, au contraire, ne distingue pas, à cet égard, entre les infractions commises dans les bois soumis au régime forestier et celles commises au préjudice des particuliers. L'art. 10 de la loi du 17 juillet 1874, sur les incendies de forêts, lequel vise spécialement les délits et les contraventions dans les bois et forêts des particuliers, dispose, en termes exprès, que les

(Min. pub. et admin. des forêts c. Belkassem ben Ahmed)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par l'administration des forêts contre un jugement du tribunal correctionnel de Batna, du 4 mars 1887; — Et disant droit, au fond, sur le mérite de cet appel :

Attendu que d'un procès-verbal régulier dressé, le 28 octobre 1886, par les gardes Girardot et Cassagne, il résulte que, le 16 du même mois, le sieur Belkassem ben Ahmed a été trouvé gardant, à bâton planté, un troupeau de 40 moutons dans un canton, mis en défends, de la forêt domaniale de Belezema, arrondissement de Batna;

Attendu que c'est à raison de ce délit que la dite administration forestière a traduit le prévenu devant les premiers juges, pour le faire condamner à 80 fr. d'amende et 80 fr. de dommages-intérêts, par application des art. 199 et 202 du Code forestier;

Attendu que, sur l'exception proposée par le dit pévenu, le tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître de la poursuite; qu'il a fondé sa décision sur les dispositions du décret du 14 mai 1850, qui attribue aux juges de paix de l'Algérie la connaissance des délits et contraventions en matière forestière dans tous les cas où l'amende réclamée par la citation ne s'élève pas au delà de 150 fr.;

Attendu que l'administration soutient que cette solution repose sur une fausse interprétation du dit décret, que ce décret ne vise, en effet, que l'art. 139 du Code d'instruction criminelle, et n'a dès lors pour objet que les contraventions poursuivies à la *requête des particuliers*; que, conséquemment, en se refusant à retenir une cause où la poursuite était exercée à la *requête de l'administration*, le tribunal a méconnu le sens des dispositions du décret et les règles de compétence que lui traçaient clairement les art. 179 du Code d'instruction criminelle et 171 du Code forestier;

---

inculpés seront traduits, suivant les cas, devant le tribunal correctionnel ou devant le juge de paix, dont la compétence spéciale, en matière de délits forestiers, est déterminée par les décrets des 14 mai 1850 et 19 août 1854.

La préoccupation du législateur algérien d'étendre, en cette matière, la compétence des juges de paix se révèle encore dans l'art. 4 de cette même loi du 17 juillet 1874, lequel donne compétence au juge de paix pour prononcer la privation des droits d'usage contre les usagers qui, requis pour un service de secours contre l'incendie, auront refusé leur concours sans motif légitime. Cette privation, en France, est prononcée par le tribunal correctionnel (art. 149 C. for.).

Attendu que ces prétentions de l'administration ne sauraient être acceptées ; — Attendu, en effet, tout d'abord, que, s'il est possible de se servir de textes visés dans le préambule d'une loi pour expliquer cette loi, il ne saurait être permis de faire usage de ces textes pour contrarier ou restreindre le sens de cette même loi, alors surtout que ses dispositions sont claires et formelles dans leur généralité ; — Attendu que le décret du 14 mai 1850, dans les deux articles dont il se compose, confère nettement et d'une manière générale aux juges de paix, et à leur défaut aux commissaires civils et aux commandants de place, compétence pour connaître, en matière forestière, dans les limites qu'il indique, non seulement des contraventions, mais encore *des délits* ; — Attendu que, relativement aux délits, le texte du décret est précis et ne peut laisser place au doute ; — Attendu, de plus, que le même texte ne fait aucune distinction entre les poursuites exercées à la *requête des particuliers* et les poursuites intentées à la *requête de l'administration* ; que l'interprète de la loi n'a pas à distinguer là où celle-ci ne distingue pas ; — Attendu que l'attribution de compétence réalisée en Algérie par le décret du 14 mai 1850 procédait de considérations plus larges que celles qui, en France, avaient inspiré l'ancien article 139 du Code d'instruction criminelle ; que, pour les dispositions de ce dernier article, ces considérations avaient été que les *contraventions forestières contre l'État* étant nombreuses, il eût fallu, pour arriver à leur répression devant les tribunaux de simple police, qu'au grand détriment de l'administration, les agents forestiers fussent toujours en voyage pour déférer ces contraventions aux juges de paix ; que, pour les dispositions du décret du 14 mai 1850, on a estimé que, dans l'intérêt de la répression *des délits forestiers* et d'une sage économie de frais pour l'État comme pour les particuliers, il importait de rapprocher les tribunaux des *lieux du délit* et du domicile des délinquants ; — Attendu qu'en rappelant le dit article 139, en tête du décret, le législateur n'a eu évidemment d'autre but que celui de marquer que la compétence qu'il donnait aux juges de paix de l'Algérie et qu'il étendait n'avait rien d'insolite en soi, puisque, sous l'empire du Code d'instruction criminelle, ces magistrats avaient déjà, en cette matière, principe de juridiction et de compétence pour les contraventions intéressant les particuliers ;

Attendu que l'exactitude des interprétations qui précèdent est justifiée par les éclaircissements que fournissent sur tous ces points les travaux préparatoires du décret ; — Attendu que, dans la séance du conseil de gouvernement du 25 mai 1850, M. le conseiller rapporteur Majorel exposait que : « Le service

» des forêts signalait les effets fâcheux de l'impunité qui était
» trop souvent acquise *aux délits forestiers*, par suite de l'éloi-
» gnement du tribunal devant lequel devait paraître l'inculpé ;
» qu'il en résultait que le service forestier hésitait à provoquer
» une répression qui, par les frais de voyage qu'elle nécessitait
» aux délinquants, se trouvait hors de proportion avec le
» dommage causé par les contraventions constatées ; que la
» distance à parcourir était souvent cause que l'inculpé se
» laissait condamner par défaut, alors qu'il eût pu produire
» d'utiles moyens de défense » ; — Attendu que l'avis favorable accordé au projet du décret par le conseil de gouvernement était motivé ainsi qu'il suit ; — « Considérant qu'il im-
» porte au plus haut degré, au point de vue de la *constatation*
» *des délits*, de leur répression et des frais que cette répres-
» sion impose à l'État, que les tribunaux soient, autant que
» possible, rapprochés *du lieu du délit* et de *la demeure du*
» *délinquant* ; — Considérant qu'en Algérie ce résultat ne peut
» être obtenu qu'en élevant la compétence des juges de paix
» et de ceux qui en remplissent les fonctions suivant les ter-
» ritoires ; — Considérant *d'ailleurs* qu'en France, les juges
» de paix connaissent des contraventions forestières pour-
» suivies à la requête des particuliers ; — Est d'avis, etc. » ;

Attendu que depuis le 14 mai 1850 est intervenu le décret du 19 août 1854, qui, en matière criminelle notamment, a concédé aux juges de paix de l'Algérie la connaissance de toutes les infractions punissables de peines non supérieures à 6 mois d'emprisonnement ou 500 fr. d'amende ; que l'article 1^er^ de ce décret réserve au chef de l'État le pouvoir de déterminer les localités où l'extension de compétence, que l'art. 2 fait connaître, sera jugée nécessaire ; — Attendu, en premier lieu, qu'en fait les juges de paix de l'Algérie, autres que ceux institués dans les villes où siègent des tribunaux de première instance, ont été investis de la compétence étendue ; — Attendu, en second lieu, que par un autre décret du 10 août 1875, les juridictions spéciales des commissaires civils et des commandants de place ont été supprimées ;

Attendu qu'en cet état de la législation, on a pu se demander si les décrets des 19 août 1854 et 10 août 1875 n'avaient point, en réalité, fait perdre toute autorité aux dispositions du décret du 14 mai 1850, en les abrogeant implicitement, et si, dès lors, les tribunaux correctionnels n'avaient pas recouvré, dans les cantons des villes où ils sont installés, la compétence qui, en cette matière, leur appartient de droit ; — Attendu, à cet égard, que l'abrogation tacite d'une loi par la promulgation d'une loi postérieure n'existe réellement qu'autant qu'il devient impos-

sible de concilier l'exécution de ces deux lois; — Attendu, en outre, que la cessation des motifs d'une loi ne fait cesser cette loi qu'à la condition que tous ces motifs et l'intérêt qu'ils présentaient ont absolument pris fin dans le présent comme pour l'avenir;— Attendu que les dispositions du décret du 14 mai 1850 et celles du décret du 19 août 1854 peuvent coexister et se combiner ensemble; que la Cour, dans un précédent arrêt, a déjà reconnu ce point (Alger, 5 mai 1868, affaire Ahmed Zarek. — Robe, 68, p. 30);— Attendu que l'intérêt du décret du 14 mai 1870 et l'utilité qu'il avait au moment où il a été fait subsistent encore; — Attendu, en effet, d'une part, que le décret du 19 août 1854 n'a pas, de plein droit, investi de la compétence étendue toutes les justices de paix autres que celles des villes où siègent des tribunaux; — Qu'il se pourrait qu'usant de la faculté qui lui est accordée par l'art. 2, le Chef de l'État, en créant de nouvelles justices de paix, ne leur concédât pas, eu égard aux circonstances, le bénéfice de la compétence étendue; — Que les justices de paix elles-mêmes des villes où sont institués des tribunaux ne tiennent pas toutes leurs audiences dans les villes où elles se trouvent;— Qu'ainsi, notamment, aux termes du décret précité du 10 août 1875 (art. 8, 10, 11 et 12), les juges de paix des cantons Nord et Sud d'Alger, ceux de Constantine, de Sétif et de Bougie ont des audiences foraines dans les centres environnants; — Que la raison d'être du décret du 14 mai 1850 se conçoit donc dans ces cas pour ces justices de paix;—Attendu, d'autre part, que le même décret du 10 août 1875 (art. 6) a substitué provisoirement aux commandants de place d'autres magistrats militaires; — Qu'ainsi, les 9 cantons de Sebdou(1), de Géryville, de Ghardaïa, d'Aïn-Sefra, de Méchéria, d'El-Kreïder, d'Aflou, d'El-Aricha et de Daya ont été successivement pourvus de fonctionnaires de cette sorte (décrets des 10 août 1875, 27 janvier 1883, 6 octobre, 1er décembre 1884 et 25 septembre 1885; — Que ces magistrats ont des attributions déterminées par l'art. 6 du décret du 10 août 1875, qui ne sont pas celles des justices de paix à compétence étendue; — Que pour leur juridiction existe alors l'intérêt aussi du décret du 14 mai 1850;

Attendu, enfin, que, depuis 1854, le législateur a, dans trois textes différents, expressément consacré lui-même l'existence de ce dernier décret; — Qu'il le mentionne dans la loi du 17 juillet 1874 sur les forêts (art. 10, § 2); — Que, dans le décret du 10 août 1875, qui a fait disparaître les juridictions des commissaires civils et des commandants de place, il déclare (art.

(1) Une justice de paix a été créée à Sebdou, par décret du 7 janvier 1883.

6) que la compétence des officiers qui remplissent les fonctions de juges de paix est déterminée notamment par les art. 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et 2 *du décret du 14 mai 1850;* — Que, dans une loi récente, celle du 9 décembre 1885, sur le rachat des forêts, il le vise formellemeut encore;

Attendu que de tout ce qui précède il ressort donc, en résumé, que le dit décret du 14 mai 1850 est toujours en vigueur; qu'il conserve, pour les juges de paix à compétence restreinte ou ceux qui les remplacent, la connaissance, en matière forestière, dans des limites déterminées, des contraventions et des délits, sans distinction aucune des poursuites exercées à la requête des particuliers d'avec les poursuites faites à la requête de l'administration; — Qu'en se dessaisissant, dès lors, sur la demande du prévenu, d'une action intentée devant lui par cette administration, pour laisser au juge de paix de Batna, juge à compétence restreinte, le libre exercice de ses attributions, le tribunal n'a fait que se conformer d'une manière exacte aux lois de compétence qui régissent encore actuellement cette matière;

Par ces motifs : — Confirme dans son dispositif le jugement attaqué; — Ordonne, en conséquence, que ce jugement, quant à ce, sortira son plein et entier effet;

Ce faisant, renvoie la cause et le prévenu, sans dépens, devant la juridiction qui doit connaître de la poursuite.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.-rap.;* WURTZ, *av. gén.;* LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL DE TLEMCEN

—

28 avril 1887

—

Compétence : Succession musulmane, juge de paix, accord des parties. — Succession mobilière et immobilière, comptes et partages, licitation, notaire.

—

Les contestations relatives aux successions entre Musulmans peuvent être portées devant le juge de paix du consentement des parties, et ce consentement résulte de ce que le défendeur a reconnu le droit du demandeur à demander le partage (Décr. 10 sept. 1886, art. 7) (1).

(1, 2, 3) Ce jugement ne pose pas nettement les principes. Le jour même (28 avril 1887) où il était rendu, la loi votée le 24 mars par la Chambre des députés était promulguée; son art. 4 est ainsi conçu : « Il ne pourra être

Le notaire français, et non le cadi, est seul compétent pour procéder à la liquidation, si la succession comprend des immeubles; on ne peut scinder les opérations, les unes relatives à la succession mobilière, les autres à la succession immobilière (Même décr., art. 52.) (2).

La licitation rentre dans les attributions du notaire, qui doit y procéder selon le droit musulman (L. 28 avril 1887, art. 4; même D., art. 7 et 52.) (3).

---

procédé que dans les conditions et les formes de la loi française aux cessions, licitations et partages des droits successifs portant sur un des immeubles soumis à la loi du 26 juillet 1873. » Les derniers mots du texte doivent être corrigés ainsi : « soumis à la loi française en vertu de la loi du 26 juillet 1873 » comme le prouvent les divers rapports, notamment celui de M. Bourlier.

La règle ainsi formulée était celle qu'avait adoptée la jurisprudence la plus générale de la Cour d'Alger sous la loi du 26 juillet 1873 (V. ch. 5 du travail publié dans la *Revue* sur le *Statut réel français en Algérie*, 1re part., p. 140 et suiv.).

Le premier point à préciser, dans notre espèce, était donc de savoir si les immeubles avaient un titre français. Le jugement n'en dit rien; il est probable qu'ils n'en avaient pas. Il fallait donc appliquer le décret du 10 septembre 1886, comme le fait le jugement. Ce décret va plus loin que la loi du 28 avril 1887; l'art. 52 ne confie aux cadis que la liquidation des successions purement mobilières; si les successions comprennent des immeubles, quels qu'ils soient, les notaires français peuvent seuls procéder.

Faut-il en conclure que, même entre Musulmans, pour le partage d'immeubles non soumis à la loi française, la juridiction française ordinaire sera compétente? Non; la loi de 1873 et l'art. 1er du décret du 10 septembre 1886 laissent sous l'empire de la loi musulmane les immeubles qui n'ont pas de titre français. L'art. 6, qui défère à la juridiction française toutes les causes auxquelles la loi française est applicable, ne peut donc être invoqué; c'est l'art. 7 qui régit la matière. Il réserve aux cadis les contestations relatives au statut personnel et aux successions, et défère aux juges de paix toutes les autres contestations entre Musulmans. La compétence pour connaître des contestations relatives aux successions n'emporte pas nécessairement compétence pour la forme du partage. Or, quand la loi refuse au cadi de procéder aux comptes et à la liquidation, comment lui attribuerait-elle compétence pour diriger la procédure confiée aux notaires? Les notaires seront-ils placés sous la dépendance des cadis? On ne saurait le supposer; il faut en conclure que les juges de paix connaissent du partage entre Musulmans quand la succession comprend des immeubles. Dès lors, la compétence du juge de paix n'a pas besoin d'être acceptée, elle est de droit.

Dans notre espèce, le jugement constate que le défendeur reconnaissait les droits du demandeur; il n'y avait donc pas de contestation relative à la succession, et on se bornait à demander que la liquidation fût faite par le cadi. Le jugement en conclut qu'il y avait acceptation de la juridiction; nous irions plus loin : le juge de paix était seul compétent, sauf à renvoyer les parties devant le cadi pour faire juger les contestations sur leurs droits suc-

(El Ghaouti ben Hattou c. Zohra bent Hassen ben Hattou)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'El-Ghaouti ben Hattou a appelé devant M. le juge de paix de Tlemcen jugeant en matière musulmane Zohra bent Hassen ben Hattou pour voir ordonner la liquidation de la succession de feu Sid Ahmed ould Hasseïn ben Hattou, dont il s'est prétendu héritier pour partie ; — Attendu que par son jugement du 2 février 1887 M. le juge de paix de Tlemcen s'est déclaré incompétent, mais a commis néanmoins Me Godillot, notaire, pour procéder à la liquidation des immeubles dépendant de la dite succession, et a ordonné que les difficultés qui pourraient s'élever au sujet de cette liquidation seraient jugées par le cadi de Tlemcen ; — Attendu que le demandeur a interjeté appel de ce jugement ; — Attendu que cet appel est recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que le juge de paix de Tlemcen, après s'être déclaré incompétent sans restriction, ne pouvait plus statuer sur aucune partie du procès ; que son jugement doit être réformé de ce chef ; — Attendu, en outre, qu'il s'agit dans l'espèce d'une succession à la fois mobilière et immobilière ; — Attendu qu'aux termes du § 1 de l'art. 52 du décret du 10 sept. 1886, les cadis n'ont compétence pour procéder aux comptes, liquidations et partages des successions musulmanes que si ces successions sont purement mobilières ; — Attendu que le § 2 du même article réserve aux notaires français la liquidation des mêmes successions dans le cas où celles-ci comprennent des immeubles ; — Attendu qu'on ne saurait comprendre que le législateur ait voulu scinder en deux parties les successions à la fois mobilières et immobilières et donner compétence aux cadhis pour les premières

---

cessoraux, et devant le notaire pour la liquidation, pour les comptes, pour la licitation. C'est le juge de paix qui doit décider s'il y a lieu ou non à licitation, et c'est le notaire qui doit y procéder. Le décret a voulu par ce moyen arriver plus promptement *à la francisation* de tous les immeubles, sans être obligé de recourir aux formes si longues et si coûteuses du titre II de la loi du 26 juillet 1873.

Le jugement dit que le notaire devra procéder à la licitation selon le droit musulman. Un notaire français ne peut procéder que dans les formes de la loi française, et, si le législateur a choisi le notaire, c'est précisément parce qu'il voulait que les opérations du partage eussent lieu suivant les formes de la loi française. Ne confondons pas la forme du partage, et le fond du droit successoral ; les droits successoraux seront réglés suivant le droit musulman ; la forme du partage, celle de la licitation, suivant les règles de la procédure française, que le juge de paix et le notaire français sont chargés d'appliquer.

L. A. Eyssautier.

et aux notaires pour les autres; que les termes du § 1 du dit article sont restrictifs, tandis qu'aux termes du § 2 il suffit que les dites successions comprennent des immeubles pour que les notaires français soient compétents; que, par suite, la succession de Sid Ahmed ould Hasseïn ben Hattou comprenant des meubles et des immeubles, la liquidation devait en être faite par un notaire français; — Attendu qu'il n'est pas nécessaire, en l'espèce, de rechercher s'il appartenait au cadi ou au juge français d'ordonner cette liquidation; — Attendu, en effet, que la défenderesse, citée pour voir ordonner cette liquidation, a reconnu en principe les droits du demandeur à cette succession et s'est bornée à demander que la liquidation fût faite par le cadi; que cela résulte des termes mêmes du jugement attaqué; — Attendu qu'aux termes du § 2 de l'art. 7 du décret précité, les parties peuvent d'un commun accord saisir le juge de paix, même en matière de statut personnel et de succession; que l'accord est réputé établi lorsque le défendeur a produit ses défenses; — Attendu que dans l'espèce la défenderesse a fait plus que de produire des défenses, puisqu'elle a reconnu le bien fondé de la demande d'El-Ghaouti ben Hattou; — Attendu, en conséquence, que le juge de paix de Tlemcen était compétent pour statuer sur le litige, par suite de l'accord intervenu entre les parties;

Attendu que, par conclusions écrites déposées à l'audience de ce tribunal, El-Ghaouti ben Hattou a, en outre, demandé la licitation des immeubles dépendant de la dite succession, se basant sur ce qu'ils étaient impartageables en nature; — Attendu qu'il n'appartient pas au tribunal d'ordonner cette licitation, qui rentre dans les attributions du notaire commis, lequel doit se conformer aux prescriptions du droit musulman sur la matière; — Attendu, au surplus, que cette question n'a pas été portée devant le premier juge;

Attendu qu'El Ghaouti a demandé que la liquidation de la succession en litige fût confiée aux soins de Me Godillot, notaire; qu'il y a lieu, en dehors de toute contestation, de faire droit à cette demande;

Par ces motifs : — Réforme le jugement attaqué; — Ordonne que par les soins de Me Godillot, notaire à Tlemcen, il sera procédé aux comptes, liquidation et partage entre les parties de la succession; — Dit n'y avoir lieu à statuer sur les autres fins, moyens et conclusions des parties.

MM. DESUÈDE, *ff. prés.;* NICOUD, *subst.;* TEDESCHI et SABATIER, *av.*

TRIBUNAL DE TLEMCEN

24 mars 1887

Appel, juge de paix, dernier ressort, demande reconventionnelle. — Compétence, matière musulmane, Musulman étranger non résidant en Algérie.

L'appel d'un jugement rendu par le juge de paix est recevable, si la demande reconventionnelle est supérieure au taux du dernier ressort, alors même que la demande principale ne le serait pas (L. 25 mai 1838, art. 8) (1).

Le juge de paix n'est pas compétent pour juger entre Musulmans dont l'un est étranger non résidant en Algérie, si la demande est supérieure à 200 fr. (Décr. 10 sept. 1886, art. 1, 7, 26) (2).

(Abderrahman c. Abdesselem)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que l'appel est recevable; — Qu'en effet l'appelant avait formé devant le juge de première instance une demande reconventionnelle de 600 fr., laquelle excédait le taux de la compétence de ce magistrat en premier ressort; — Que peu importe que la demande originelle d'El-Hadj Abdesselem, demandeur en première instance, fût inférieure à 500 fr., c'est-à-dire non susceptible d'appel; — Qu'aux termes de l'art. 8 de la loi du 25 mai 1838, il suffit que la demande reconventionnelle soit susceptible d'appel pour que la demande originelle le soit aussi.

Au fond : — Attendu que Me Viviani a soutenu que, l'objet du litige étant supérieur à 200 fr., le juge de paix de Tlemcen était incompétent; — Que, dans l'espèce, le demandeur étant étranger non résidant en Algérie, la compétence de ce magistrat ne pouvait être celle du décret du 10 septembre 1886; — Attendu que l'exception d'incompétence soulevée par Me Viviani au nom de son client Ahmed ben Abderrahman, étant une exception d'incompétence *ratione materiæ,* c'est-à-dire d'ordre public, peut être appelée en tout état de cause; — Qu'il y a donc lieu de l'examiner;

---

(1) Ce principe est constant.

(2) C'est la première décision que nous rapportons, sur ce point, depuis le décret du 10 sept. 1886. Le juge de paix a une juridiction exceptionnelle, entre Musulmans résidant en Algérie. Les étrangers, Musulmans ou non, sont soumis à la juridiction ordinaire; mais, si les Musulmans résident en Algérie, quoique étrangers, ils sont justiciables du juge de paix, jugeant en matière musulmane.

Attendu qu'El-Hadj Abdesselem, demandeur en première instance, est étranger non résidant en Algérie; que cela n'est pas contesté; — Attendu que l'assimilation des étrangers aux sujets français, en ce qui concerne l'administration de la justice, étant une dérogation au droit commun, doit être formellement établie par un texte spécial; — Attendu que cette assimilation avait été faite par le décret du 13 décembre 1866, art. 1er; — Attendu que ce décret a été expressément abrogé par l'art. 74 du décret du 10 septembre 1886; — Attendu que ce décret, qui seul régit aujourd'hui les contestations entre Musulmans, n'attribue compétence aux juges de paix en matière personnelle et mobilière que pour les affaires pendantes entre Musulmans résidant en Algérie; — Qu'en effet, dans les art. 1, 2 et 7 du dit décret, qui fixent et déterminent cette compétence, il n'est question que de Musulmans résidant en Algérie, et non pas de Musulmans étrangers; — Que, si le législateur avait voulu accorder le bénéfice de cette compétence spéciale aux Musulmans étrangers, il l'aurait fait d'une manière spéciale et précise, comme il l'a fait dans l'art. 5, en matière réelle; — Attendu qu'en l'absence de toute disposition spéciale, le droit commun est applicable; — Que, dans l'espèce, le juge de paix ne pouvait statuer que si l'objet du litige était de 200 fr. au maximum; — Attendu que la demande d'El-Hadj Abdesselem étant la restitution d'une mule d'une valeur de 250 fr., cette demande excédait la compétence du juge de paix de Tlemcen ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme; au fond, réforme le jugement; — Se déclare incompétent.

MM. DESUÈDE, *ff. prés.*; NICOUD, *subst.*; Ed. VIVIANI, *av.*

TRIBUNAL DE TLEMCEN

26 mai 1887

Compétence : Propriété, immeubles, opérations du titre II, chap. 2 de la loi de 1873, titre administratif, décision d'un tribunal français en matière musulmane.

Le juge de paix ne peut connaître, entre Musulmans, d'une contestation relative à des immeubles qui ont été l'objet d'un titre délivré à la suite des opérations du titre II, chap. 2 de la loi du 26 juillet 1873, après avoir été soumis aux opérations du sénatus-consulte (1) ;

(1) Cela est certain, car l'application de la loi du 26 juillet 1873 a pour

Il en est de même des immeubles qui ont été l'objet d'une décision rendue par un tribunal jugeant en matière musulmane. (Décr. 10 sept. 1886, art. 1er (1).

(Bekaïj Ould Hadj-Bouzian c. Mohamed Ould El-Hadj Bou Medine)

Le juge de paix d'El-Remchi s'était déclaré incompétent, par jugement du 2 décembre 1886, parce que les terrains litigieux avaient fait l'objet des opérations du sénatus-consulte, approuvées par décret du 20 juin 1885, et des opérations de la loi du 26 juillet 1873, le commissaire-enquêteur ayant dressé son travail le 16 novembre 1879, et le directeur des domaines ayant délivré un titre, conformément aux attributions du commissaire, à la date du 19 novembre 1886.

Sur l'appel, le TRIBUNAL DE TLEMCEN a ainsi statué :

---

but de rendre l'immeuble définitivement français, de le soumettre dorénavant à la loi française, à la justice française. Le décret du 10 septembre 1886 est explicite : il suffit de lire l'art. 1er et l'art. 6. Dans l'espèce, non seulement le commissaire avait opéré, et le gouverneur général avait approuvé ses opérations, mais encore un titre conforme aux conclusions du commissaire avait été délivré par l'administration des domaines, le 19 novembre 1886. Toute autre est la question de savoir si le cadi ou le juge de paix peut être saisi pendant le cours des opérations du commissaire-enquêteur. Quant aux contestations dirigées contre le travail du commissaire, elles doivent être portées devant les tribunaux, s'il s'agit des opérations du chap. 1er, relatives à la constatation de la propriété privée en terre *melk;* devant le gouverneur général, s'il s'agit des opérations du chap. 2, relatives à la constitution de la propriété individuelle en territoire *arch.* Mais, si le titre est délivré, toute distinction s'efface, la terre est définitivement française, et la juridiction française ordinaire devient seule compétente.

Dans notre espèce, le jugement, dont nous avons dû respecter le texte, dit que l'immeuble avait été l'objet d'une décision du commissaire-enquêteur en date du 19 novembre 1886 : le commissaire ne rend aucune décision, et, en fait, il avait opéré sept ans auparavant ; on avait procédé, dans l'intervalle, aux opérations du sénatus-consulte qui avaient été omises, et ensuite l'administration des domaines avait délivré le titre, le 19 novembre 1886, conformément au travail déposé le 16 novembre 1879 par le commissaire-enquêteur. Nous avons précisé ces faits dans les quelques lignes qui précèdent le texte trop vague du jugement. Nous spécifions encore qu'il s'agissait de l'application du chapitre 2 et non du chapitre 1er du titre II ; la solution eût d'ailleurs été identique.

(1) Cpr. Alger, 16 février 1887 *(suprà,* p. 163), et la note.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les immeubles appelés El-Mecheta et El-Souterra ont fait l'objet de deux décisions : la première, celle du commissaire-enquêteur, en date du 19 novembre 1886; la seconde, celle d'un jugement du tribunal de Tlemcen, jugeant en matière musulmane, en date du 15 avril 1886; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1er, § 4 du décret du 10 septembre 1886, les immeubles dont la propriété est établie conformément à la loi du 26 juillet 1873, ou par un titre français, admininistratif, notarié ou judiciaire, échappent à la juridiction du cadi; — Attendu qu'il importe de rechercher si les deux décisions susrappelées rentrent dans la catégorie des actes énumérés en l'article précité; — Attendu que la loi du 26 juillet 1873, pour arriver à la constitution de la propriété immobilière en Algérie, a eu recours à une procédure spéciale; — Qu'elle attribue au gouverneur général de l'Algérie le soin de nommer un commissaire-enquêteur; que celui-ci requiert les titres et les renseignements nécessaires au but de sa mission; qu'il se transporte sur les lieux; qu'il reçoit, en présence de la djemâa et du cadi, qui les contrôle, toutes réclamations, dont il dresse procès-verbal, remis plus tard au juge de paix ou au maire; que, pendant trois mois, tout intéressé peut contredire ce procès-verbal et y insérer toutes les observations de nature à conserver ses droits; qu'à l'expiration du délai, le commissaire-enquêteur contrôle ces réclamations, concilie les parties, si faire se peut, et arrête ses conclusions servant plus tard à l'établissement des titres délivrés par la direction des domaines; — Attendu qu'il résulte clairement de ces dispositions de la loi de 1873 que le commissaire-enquêteur est un magistrat instructeur dont les décisions ne peuvent être attaquées que devant la juridiction française ordinaire; qu'il serait, en effet, contraire à la lettre et à l'esprit de la loi de soumettre les contestations pouvant naître de ces décisions à la juridiction du cadi, puisque, d'une part, le cadi ne saurait être juge des contestations sur lesquelles il aurait été appelé à donner certains renseignements comme auxiliaire du commissaire-enquêteur, et qu'il serait forcé, avant de rendre la décison, de faire lui-même une enquête parallèle à celle du commissaire-enquêteur, ce qui serait absolument contraire aux dispositions de la loi de 1873; que, d'autre part, les attributions du commissaire-enquêteur ayant pour but de nationaliser la terre, il serait étrange de soumettre à la décision du cadi les opérations d'un fonctionnaire français découlant des attributions que lui confère la loi de

1873; — Attendu que l'enquête du commissaire-enquêteur a pour but de soulever toutes les questions immobilières relatives aux immeubles enquêtés; qu'il suit de là que les contestations relatives à ces immeubles ne sauraient attribuer une compétence autre que celle de la juridiction française ordinaire, la seule reconnue par la loi du 26 juillet 1873; — Attendu que le législateur n'a pas pu donner tout à la fois à un fonctionnaire français le soin de déterminer par des opérations précises la propriété immobilière en Algérie, et à un juge musulman le droit de contrôler ces mêmes opérations et de rendre des décisions sur les contestations qui s'y rattachent, d'où suit que toutes les opérations ayant pour objet l'établissement de la propriété par un titre administratif français donnent compétence à la juridiction française ordinaire pour toutes les contestations qui naissent de cet établissement;

Attendu qu'on doit attribuer la même autorité aux décisions judiciaires émanant d'un juge français, quoique jugeant en matière musulmane; que lui refuser cette autorité serait une contradiction manifeste avec le droit commun, puisque les tribunaux ordinaires ne perdent pas leur qualité de tribunaux français, quoiqu'ils appliquent quelquefois aux étrangers leur statut personnel ou même leur loi; qu'ainsi le jugement rendu par un juge français en matière musulmane est un titre judiciaire français, et qu'il suffit de se reporter aux motifs du projet du décret du 10 septembre 1886 pour se convaincre que telle a été la pensée du législateur; — Attendu qu'il est inexact de prétendre qu'en ne prévoyant pas pour les jugements rendus par un juge français, jugeant en matière musulmane, le mode d'exécution français de ces jugements, le législateur a marqué son intention de leur enlever le caractère d'un jugement français; que la manière d'exécuter un tel jugement importe peu; que la décision est indépendante de la forme dans laquelle elle sera exécutée, et que, rendue par un juge français, même statuant en matière musulmane, elle donne au jugement son véritable caractère de jugement, de titre français; — Attendu qu'il en résulte, dès lors, qu'un jugement ou un arrêt statuant sur une contestation immobilière, en matière musulmane, enlève au cadi le droit de statuer sur ces mêmes contestations, et que, partant, la juridiction ordinaire est seule compétente;

Attendu qu'il n'y a pas lieu à l'évocation prévue par l'art. 46 du décret du 10 septembre 1886, puisqu'il ne s'agit pas d'un jugement interlocutoire, et que l'affaire n'est pas en état de recevoir une décision définitive; — Attendu, enfin, qu'il ne saurait y avoir lieu à évocation pour les motifs plus haut

exposés; qu'en effet, l'évocation aurait pour but d'attribuer à une Chambre musulmane la décision des questions immobilières, que le décret a voulu donner à la juridiction des tribunaux ordinaires;

Par ces motifs : — Jugeant en matière musulmane; — Adoptant les motifs du premier juge; — Confirme le jugement dont est appel.

MM. DESUÈDE, *prés.*; NICOUD, *subst.*; SABATIER et Ed. VIVIANI, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

9 juin 1887

Phylloxéra, douanes, légumes frais, ail frais, ail sec.

La prohibition du décret du 17 juin 1884 relative à l'importation en Algérie des « plants d'arbres, arbustes et végétaux de toute nature » et des « fruits et légumes frais » ne s'applique pas à l'ail qui a été soumis à la dessication après avoir été arraché, et qui est livré au commerce en bottes ou chaînes (1).

(1) Le même principe a été consacré par un 2e arrêt du même jour, et un 3e du 16 juin. L'ail se trouve sur les marchés sous trois formes : au printemps, sous forme de plant; en juin-juillet, sous forme de légume vert, avec les gousses parfaitement formées; dès août, à l'état de légume non frais, de légume sec. Les feuilles sont sèches, les enveloppes des gousses également, la gousse contient un suc, mais formé d'une essence âcre, sulfurée, très forte, employée, depuis la plus lointaine antiquité, comme vermifuge, par conséquent, plus nuisible que favorable aux insectes. Tous les oignons passent pas ces trois états. Dans les deux premiers, il est incontestable que les oignons employés à l'alimentation sont des légumes frais. Dans le dernier, le langage usuel les appelle *oignons secs*. Bescherelle, au mot *ail*, dit: *ail frais, ail sec;* le terme d'*ail sec* ne convient qu'à l'ail livré au commerce en chaînes ou bottes.

Le décret du 17 juin 1884 prohibe l'introduction en Algérie des ceps de vigne, sarments, feuilles, échalas, engrais, etc., conformément à la loi du 15 juillet 1878; en outre, celle *des plants* d'arbres, arbustes et végétaux de toute nature, des fruits et légumes frais; il excepte les pommes de terre lavées.

Ce décret n'interdit pas l'entrée de tous les arbustes et de tous les végétaux, mais des plants d'arbustes et de végétaux, comme des plants d'arbres.

(Vidal et autres c. administration des douanes)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme réguliers en la forme, les appels relevés par les prévenus contre un jugement du tribunal correctionnel d'Alger, du 17 mai 1887, qui les frappe de diverses condamnations énoncées ci-après; — Et disant droit au fond : —

Le mot *plants* régit tout le membre de phrase. Il suffit de lire les décrets antérieurs pour en suivre la filiation : on a prohibé d'abord les *plants* d'arbres fruitiers; puis les plants d'arbres fruitiers et autres; enfin les plants d'arbres, arbustes et végétaux. La construction grammaticale eût été meilleure si l'on avait dit : les plants d'arbres, d'arbustes, et de végétaux; mais la forme même de ce paragraphe, détaché de tous les autres, indique bien qu'il s'agit toujours de *plants*. Si tous les végétaux avaient été interdits, il n'y avait plus à parler d'arbres, d'arbustes, de légumes frais; au contraire, si les *plants* seuls étaient prohibés, on pouvait prohiber en outre les fruits et les légumes. En excluant les fruits et légumes, on n'exclut pas les végétaux se présentant dans un autre état que celui de *plants*.

L'oignon sec est-il un plant? Il peut servir à la reproduction de l'espèce comme le tubercule, comme la graine, l'amande, la noix. Mais il n'est pas *un plant* dans le sens usuel, en langage horticole; il ne l'est pas dans le sens du décret qui assimile le plant du végétal au plant d'arbre et à celui d'arbuste. D'ailleurs, s'il y a équivoque, la loi pénale s'interprète dans le sens favorable au prévenu.

L'ail, appelé ail sec dans le langage d'horticulture, dans la langue des marchés, de la cuisine, dans celle des dictionnaires, est-il un *légume frais* au sens du décret? Poser la question, c'est la résoudre. S'il y avait doute, il faudrait l'interpréter en faveur du prévenu.

La gousse d'ail conserve un suc! Cela est vrai, comme le raisin sec, la figue sèche, le pruneau sec, tous les fruits desséchés simplement au soleil ou à l'air. Ainsi que l'ail, la noix, l'amande, les graines oléagineuses ont du suc; la douane reconnaît que le décret ne s'applique ni aux fruits secs, ni aux noix, amandes et graines oléagineuses.

Remarquons que le décret permet l'introduction des pommes de terre lavées, ce qui prouve bien qu'au point de vue où se place le législateur le suc intérieur n'est pas l'objet de ses préoccupations.

Notre arrêt ne décide que cette question. Mais il en est d'autres utiles à signaler :

1° La loi du 15 juillet 1878 sur le phylloxéra a été promulguée en Algérie le 12 juillet 1880; elle ne permet au pouvoir exécutif d'interdire la circulation et l'entrée que des ceps, sarments, feuilles de vigne, échalas, terreaux, engrais et composts; *un décret,* même en Algérie, peut-il modifier *la loi,* en étendre les prohibitions? S'il l'a pu, a-t-il pour sanction les peines édictées par la loi pour les seules prohibitions qu'elle prévoit? — On dira peut-être qu'un décret a promulgué la loi, et qu'un décret peut, en Algérie, l'abroger, la modifier, la restreindre ou l'étendre. En admettant le principe, au moins faudrait-il que le décret s'expliquât nettement, au lieu de se présenter comme l'exécution de la loi. S'il étend les prohibitions, son silence sur

Attendu que les appelants ont été renvoyés et cités devant le tribunal : 1° tous, sous l'inculpation d'avoir, à Guyotville, les 19, 20 et 21 décembre 1886, introduit en contrebande des aulx, avec les circonstances que cette importation a été faite

---

les pénalités ne peut s'interpréter comme l'extension des peines de la loi aux nouvelles prohibitions.

2° La loi du 2 août 1879 et celle du 21 mars 1883, spéciale à l'Algérie, prescrivent des mesures pour la visite des vignes et pour la destruction de celles qui sont atteintes par le phylloxéra. L'art. 12 de la première de ces lois et l'art. 11 de la seconde punissent des peines de la loi du 15 juillet 1878 les contrevenants aux dispositions qui précèdent, aux décrets et arrêtés rendus en exécution de la *présente loi*. Le tribunal d'Alger, dont la décision a été réformée par la Cour, a appliqué cet article, pour la répression de la contravention, au décret du 17 juin 1884, qui interdit l'entrée en Algérie des fruits et légumes frais. Ce décret n'est pas relatif aux mesures prescrites par les lois que nous venons de citer; il se rapporte à la loi du 15 juillet 1878, dont il renouvelle et étend les prohibitions; cette loi ne contient pas d'article semblable aux art. 12 de la loi du 2 août 1879 et 11 de la loi du 21 mars 1883; elle ne confère pas au pouvoir exécutif le droit d'étendre les prohibitions de la loi.

3° Le décret du 17 juin 1884 et les décrets antérieurs des 8 janv. 1873, 30 nov. 1874, 14 août 1875, 19 août 1878, 24 janv., 20 févr., 18 mars et 24 juin 1879 n'édictent aucune peine. Tous, sauf le dernier, sont antérieurs à la promulgation en Algérie de la loi du 15 juillet 1878, qui a eu lieu par décret du 12 juillet 1880. Quelle était leur sanction? Quelle est la sanction du décret de 1884, si les pénalités de la loi du 15 juillet ne peuvent s'appliquer qu'aux prohibitions prévues par cette loi? Les dispositions de ce décret qui ne sont pas conformes aux prescriptions de la loi sont-elles nulles? Sont-elles valables comme mesures de police et ont-elles pour sanction l'art. 471 du Code pénal, relatif aux contraventions de police? La seule sanction du décret sur ce point consiste-t-elle dans la destruction des fruits et légumes, des plants d'arbres, arbustes et végétaux?

4° Ces décrets avaient-ils pour sanction, avant la loi sur le phylloxéra, les pénalités des lois de douanes? Le dernier décret de 1884 a-t-il la même sanction? En cas d'affirmative, les peines de douanes et celles des lois sur le phylloxéra peuvent-elles être cumulées?

Les décrets ne visent pas les lois de douanes; leur exécution est confiée au ministre de l'intérieur, au ministre de l'agriculture et du commerce.

D'autre part, la loi sur la douane du 17 juillet 1867 supprime toutes douanes entre la France et l'Algérie. Aucune peine de douanes ne pourrait être encourue pour le transport des produits prohibés d'un département à l'autre en France ou en Algérie; le transport de ces mêmes produits d'un département de la métropole dans un département algérien peut-il être puni d'une peine douanière, puisqu'il n'y a pas de douanes entre eux? Un *décret* sur le phylloxéra a-t-il pu établir entre la France et l'Algérie les douanes supprimées par la *loi*, et par une *loi* spéciale à l'Algérie?

Quant aux produits de provenance étrangère, un simple décret a-t-il pu prohiber des produits non prohibés par la loi? Chaque année, la loi de

par les frontières maritimes, hors de l'enceinte du port de commerce et par une réunion de plus de 6 individus; 2° Michel Venise, en outre, seul, sous la prévention de port d'arme prohibée; — Attendu que, reconnus coupables des faits qui leur étaient imputés, ils ont été condamnés, savoir : Vidal, en une année d'emprisonnement, Berry, Valensi, Pons et Amer Jean, chacun en six mois de la même peine, et tous solidairement en 4950 fr. d'amende et aux dépens, avec confiscation des aulx saisis, par application des articles 48, 51, 53 de la loi du 28 avril 1816, 34, 37 de la loi du 21 avril 1818, 2 de la loi du 2 juin 1884, 11 de la loi du 21 mars 1883, 13, 15 de la loi du 15 juillet 1878, 1er de la loi du 12 juillet 1880, 4 de la loi du 24 mai 1834 à l'égard de Venise seul, 463 du Code pénal et 365 du Code d'instruction criminelle; — Attendu que les dits appelants demandent la réformation de cette décision et leur renvoi des poursuites; — Que le ministère public et l'administration des douanes, oralement, sans déposer de conclusions écrites, réclament, au contraire, la confirmation pure et simple de cette même décision; — Qu'il échet de statuer;

En ce qui touche les délits de contrebande et les infractions aux lois sur le phylloxéra retenus à la charge de tous les prévenus : — Attendu que ceux-ci opposent que ni les lois douanières, ni les lois et décrets sur le phylloxéra ne peuvent être invoqués contre eux, 1° parce que l'ail n'est pas un produit prohibé par les lois et décrets sur le phylloxéra, et 2° parce

---

finances peut modifier et modifie (voir la loi de finances de 1885) la nomenclature des produits étrangers dont l'entrée en Algérie est prohibée, et les droits sur ceux qui sont admis. Un simple *décret* a-t-il pu, pour l'Algérie, modifier la *loi*?

Toutes ces questions fort graves n'ont pas été jugées par la Cour, mais elles méritent d'attirer l'attention de l'administration, qui, à nos yeux, ferait bien de réviser le décret de 1884, comme elle l'a fait si souvent pour les décrets antérieurs; mieux encore, de le soumettre au Parlement, après l'avoir complété, rendu plus clair, plus conforme à la loi et aux données exactes de la science, afin de protéger réellement les vignes de l'Algérie sans nuire inutilement au commerce, surtout à celui de la métropole avec sa colonie, ni aux droits de tous les consommateurs.

Les germes phylloxériques peuvent se trouver surtout dans la terre qui entoure les ceps; c'est pour ce motif qu'on a interdit les plantes qui ont pu être cultivées dans les vignes, tant qu'elles sont fraîches; mais, disait-on à la Cour, dès qu'on admet les pommes de terre qui ont pu être cultivées dans les vignes, on ne peut comprendre l'interdiction des fruits ni celle des légumes lavés, comme les pommes de terre, dont on permet l'entrée.

Dans une matière aussi grave, et surtout lorsqu'il s'agit d'édicter des peines aussi rigoureuses que celles des douanes, c'est bien le moins que la loi intervienne, que le Parlement soit consulté.

que les lois douanières sont, dans tous les cas, inapplicables aux prohibitions édictées par les lois et décrets sur le phylloxéra, ces lois et décrets régissant seuls la matière, au point de vue répressif, à l'exclusion des lois douanières;

Sur le point de savoir si l'introduction de l'ail est interdite en Algérie par les lois et décrets sur le phylloxéra (1er moyen des appelants) : — Attendu que le décret du 17 juin 1884 ne comprend pas nommément l'ail au nombre des produits dont il prohibe l'entrée; — Qu'il défend toutefois, en termes généraux et formels, l'importation en Algérie, quelle qu'en soit la provenance, 1° « des plants d'arbres, arbustes et *végétaux de toute nature* » (art. 1, § 2), et 2° « *des légumes frais de toute nature* » (art. 2); — Qu'il s'agit donc de voir si l'ail se trouve sous le coup de l'une ou de l'autre de ces prohibitions ;

Relativement à la prohibition de l'ail considéré comme végétal: — Attendu que, quelle que soit la généralité de la prohibition qui, dans l'art. 1, § 2 du décret du 17 juin 1884, vise *les végétaux de toute nature* et de *toute provenance*, il est néanmoins certain que cette prohibition n'est pas sans limites; — Qu'ainsi, d'abord, elle ne peut comprendre, d'une manière absolue, tout ce qui appartient au règne végétal; — Qu'autrement elle aboutirait à des conséquences inacceptables et ne s'harmoniserait plus d'ailleurs avec les autres tolérances du décret; — Attendu que les précisions du § 2 de l'art. 1er relatives « *aux plants d'arbres et arbustes* » éclairent le sens de ce texte et en déterminent la portée; — Que ce § 2 est ainsi conçu : « Est prohibée l'importation..... *des plants d'arbres, arbustes et végétaux de toute nature* »; — Qu'il devient manifeste que, par ces mots : *végétaux de toute nature*, le décret n'a voulu parler que des végétaux assimilables à ceux qu'il venait d'énoncer (plants d'arbres et arbustes), et qui, comme ces derniers, ont le caractère d'êtres organisés et vivants, dont le déplacement et la transplantation sont de nature à faire courir des dangers à l'Algérie; — Attendu que si l'ail, à l'état de plante qui vient d'être arrachée du sol, présente, à ce moment, ce caractère et ces dangers, il n'en est pas de même de l'ail désséché qui, en ce dernier état, est livré au commerce et à la consommation; — Que vert, à l'état de plante fraîche, il reste, comme végétal, sous le coup des prohibitions du décret; — Que sec, ou à l'état de plante morte et desséchée, il échappe à ces mêmes prohibitions, quoique provenant du règne végétal et lui appartenant;

Relativement à la prohibition de l'ail considéré comme légume (art. 2 du décret du 17 juin 1884): — Attendu que, sans qu'il soit besoin de rechercher à quelle famille du règne végé-

tal l'ail se rattache scientifiquement, il est constant que, utilisé dans l'alimentation, il appartient, d'après le langage usuel, à cette classe de plantes potagères qui sont connues sous le nom de légumes; — Attendu que c'est bien, d'ailleurs, dans cette catégorie que le range lui-même le tarif officiel des douanes (notes explicatives du tableau des droits, n° 146); — Attendu que les légumes ne sont prohibés à l'entrée, aux termes du décret précité, qu'autant qu'ils ont le caractère de légumes frais; — Attendu que le légume vert ou frais est celui qui est tel qu'il vient d'être récolté dans les jardins et dans les champs; — Que c'est à cette circonstance que le même tarif officiel des douanes paraît rattacher la distinction des légumes en légumes verts ou frais et en légumes secs (notes explicatives du tableau des droits, n°s 75 et 146 combinés); — Attendu, ici encore, que si la dénomination de légume frais peut appartenir à l'ail qui, à l'état de plante, vient d'être séparé de la terre, cette même dénomination ne saurait convenir à l'ail qui, livré au commerce et journellement employé dans la consommation, a été, au préalable, assujetti à un traitement de dessication indispensable pour assurer sa conservation; — Qu'il est d'usage, en effet, au moment où la plante arrive à maturité, de nouer ses fanes pour attirer d'abord sur les bulbes tout le profit de la sève, — puis de l'arracher, mais après desséchement complet de ses dites fanes, — ensuite de l'abandonner plusieurs jours en cet état sur le sol (pour lui permettre, suivant l'expression reçue, *de se ressuyer*, c'est-à-dire de se dépouiller de toute humidité), — en outre, de réunir les bulbes en bottes à l'aide des fanes sèches conservées dans ce but, — et, enfin, de suspendre ces bottes dans un lieu parfaitement sec; — Attendu que, desséché de la sorte, l'ail ne peut plus être considéré comme un légume frais, et, dès lors, se trouver compris dans les prohibitions de l'art. 2 du décret; — Attendu que, si l'on admettait que, nonobstant cet état de siccité et ses propriétés antiseptiques, cet ail peut recéler encore des germes phylloxériques, soit dans les tuniques ou pellicules sèches qui enveloppent ses bulbes, soit dans les débris adhérents, également secs, de la chevelure de ses racines, il faudrait dire qu'en l'état des textes il appartiendrait au législateur de compléter son œuvre de protection en prohibant, en termes non équivoques, l'importation en Algérie de ce légume à l'état sec;

Attendu que ni les procès-verbaux de saisie dressés par les préposés des douanes, ni l'instruction à laquelle il a été procédé ensuite au tribunal d'Alger ne décrivent ni ne font connaître l'état et la nature des aulx saisis dans la cause; —

Qu'aucun de ces aulx n'est même représenté à la Cour; — Qu'en fait il est impossible de savoir si les dits aulx étaient autres que ceux du commerce; mais que, dans le doute, il y a lieu de s'arrêter à l'hypothèse la plus favorable aux prévenus, qui est celle des aulx du commerce; — Attendu que cette hypothèse paraît d'ailleurs, dans l'espèce, la seule conforme à la réalité des faits;

Sur le point de savoir si les lois douanières invoquées peuvent être appliquées concurremment avec les lois et décrets sur le phylloxéra: — Attendu qu'en présence des solutions qui précèdent, l'examen de ce deuxième moyen des appelants demeure sans intérêt; — Qu'étant admis, en effet, que l'ail saisi n'est pas un produit prohibé, les lois de douanes visées par les premiers juges n'ont, en toute hypothèse, aucune application à recevoir dans la cause;

Par ces motifs : — Réformant le jugement du tribunal d'Alger en date du 17 mars 1887, acquitte les prévenus.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; WÜRTZ, *av. gén.*; J.-B. PASSÉRIEU et MALLARMÉ, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

21 mars 1887

Impôt, prestations, exigibilité en argent, action en répétition, responsabilité du percepteur.

L'action en répétition accordée contre tout receveur ou percepteur qui aurait fait la perception d'une taxe ou contribution non autorisée par la loi ne serait pas recevable dans le cas où, le principe même et la légitimité de l'impôt étant admis, une erreur aurait été commise par l'autorité administrative chargée d'établir et d'approuver les rôles dans l'application et le mode d'acquittement du dit impôt (1).

(Bouvier c. Bourgarel)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique :

Attendu qu'aux termes de l'art. 94 de la loi du 15 mai 1818, reproduit dans toutes les lois annuelles de finances, toutes

(1) Cpr. Cass., 19 mars 1873 (Sir., 73, 1, 381).

contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées ou maintenues par la dite loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois ans, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception;

Attendu que cette disposition a eu pour but, en accordant aux contribuables une action en répétition contre les percepteurs ou autres agents, d'instituer en leur faveur une garantie spéciale contre l'établissement et la perception des contributions non autorisées par la loi; mais qu'elle ne saurait avoir d'effet contre les dits percepteurs dans le cas où, le principe même et la légitimité de l'impôt étant admis, une erreur aurait été commise par l'autorité chargée d'établir ou d'approuver les rôles, dans l'application et dans le mode d'acquittement du dit impôt;

Attendu que, dans l'espèce, il résulte des constatations de la décision du Conseil d'État du 29 février 1882, constatations que l'arrêt s'est appropriées, que le sieur Bouvier a déclaré dans les délais légaux qu'il entendait acquitter en nature la prestation pour les chemins vicinaux à laquelle il était imposé; — Que, par suite de la conversion des dites prestations en tâches, il a été invité à exécuter des terrassements qui ne correspondaient pas aux différents éléments de son imposition et étaient d'une exécution impossible au moyen des journées en nature; — Que, dans ces conditions, le défaut d'exécution de la tâche exigée ne pouvait avoir pour effet de rendre sa cote exigible en argent, d'où la conséquence que le principe même de l'impôt n'était pas mis en question;

Attendu, d'autre part, que l'arrêt attaqué constate que, dans les poursuites qu'il a exercées, le sieur Bourgarel a agi « dans l'intérêt, par l'ordre pour le compte de la commune » et « en vertu de rôles régulièrement établis et visés par les autorités administratives; » que, dans cet état des faits, le dit Bourgarel, à la charge duquel aucune faute personnelle n'est d'ailleurs relevée, ne pouvait être déclaré responsable de poursuites qu'il a exercées sur l'ordre de l'administration par suite d'une fausse appréciation faite par celle-ci des conditions dans lesquelles devait être acquittée une taxe dont la légalité n'était point contestée en principe;

D'où il suit, qu'en rejetant, dans ces circonstances, les demandes de Bouvier contre Bourgarel, l'arrêt attaqué, loin

d'avoir violé les articles des lois et du règlement invoqués par le pourvoi, en a fait, au contraire, une juste application à la cause;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger, du 27 juillet 1885.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* TAPPIE, *rap.* DESJARDINS, *av. gén.;* SABATIER et PERRIQUET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

28 février 1887

—

Paiement, remise du titre, présomption.

—

La détention par le débiteur du titre original sous signature privée ne fait pas nécessairement présumer la remise volontaire de ce titre par le créancier ; les tribunaux ont donc tout pouvoir d'appréciation pour repousser, d'après les documents et circonstances de la cause, la libération du débiteur porteur du titre (1).

De ce que le titre de créance est entre les mains du débiteur, il n'en résulte pas nécessairement que le débiteur a lui-même payé le créancier ; les juges peuvent, par suite de preuves ou présomptions, décider souverainement que le paiement a été fait par un tiers (2).

(Hassouna Bachtarzi c. Massonié)

Confirmation en ce sens, par adoption de motifs, d'un JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE CONSTANTINE, du 18 mai 1886.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* DUPREY, *subst. du proc. gén.;* DOUDART DE LA GRÉE et CHÉRONNET, *av.*

(1-2) Jurisp. constante. V. notamment un arrêt de la Cour de cass. du 6 août 1873 (Sir., 75, 1, 350), lequel décide expressément que la possession du titre de créance ne prouve pas par elle-même, d'une manière irréfragable, que l'acquittement de la dette a été effectué avec les deniers du débiteur.

Responsabilité, contrat de transport, clause de non-garantie, connaissement, bulletin de passage, faute du capitaine, faute de l'armateur, clause imprimée, défaut de signature, commissionnaire de transport, expéditeur.

—

Est valable la clause d'un connaissement ou d'un bulletin de passage stipulant que l'armateur ne répond pas des fautes du capitaine ou des gens de l'équipage relativement aux choses expédiées ou aux bagages du passager. Cette clause a pour effet d'écarter l'action qui serait dirigée contre l'armateur à raison de ces fautes (1re, 2e, 3e et 6e espèces) (1).

---

(1) En ce sens, Aix, 16 mars 1875, Sir., 77, 2, 286 ; Rouen, 14 juin 1876, Sir., 77, 2, 287 ; Cass., 14 mars 1877, Sir., 79, 1, 422 ; 2 avril 1878, Sir., 78, 1, 292 ; Alger, 29 décembre 1885, *Revue algérienne,* 1886, 2, 58; Rouen, 15 mars 1886, *Revue internationale de Droit maritime*, 1886-87, p. 146; Rouen, 15 mai 1886, même *Revue*, 1886-87, p. 274; trib. com. de Rouen, 19 juillet 1886, même *Revue*, 1886-87, p. 301. — *Contrà :* trib. com. de Marseille, 8 juin 1874. D. P., 77, 1, 449. — Un arrêt de la Cour de cassation, du 11 février 1884 (Sir., 84, 1, 221), tout en reconnaissant la validité de la clause, décide qu'elle n'a pas pour effet d'affranchir les propriétaires de navires de la responsabilité de la faute de leurs préposés, mais simplement de mettre la preuve de cette faute à la charge de ceux qui l'invoquent. Un autre arrêt, du 1er mars 1887, que nous rapportons ci-dessous, donne la même solution; il se produit, on le voit, un revirement dans la jurisprudence de la Cour suprême.

« (Cie transatlantique c. Charton). — La Cour, — Vu les art. 1134 C. civ. et 101 C. com.; — Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que la Cie transatlantique s'était exonérée, par une clause expresse de non-garantie, de la responsabilité des avaries provenant de la casse; que, si cette stipulation n'a pas pour effet d'affranchir le transporteur de toute responsabilité à raison des fautes commises par lui ou ses agents, elle a pour résultat, contrairement aux règles du droit commun, d'en mettre la preuve à la charge des expéditeurs ou destinataires; — Attendu que, pour accueillir la demande du sieur Charton en payement des avaries constatées, le jugement attaqué se fonde uniquement sur ce que lesdites avaries proviendraient de la négligence apportée par la Cie transatlantique dans le débarquement des marchandises, sans apporter à l'appui de cette appréciation l'affirmation d'un fait déterminé constitutif d'une faute, ou sans le faire résulter de présomptions graves, précises et concordantes qu'il aurait souverainement appréciées; — D'où il suit qu'il a faussement appliqué, et par suite violé les dispositions de la loi susvisées; — Casse. — Ch. civ., 1er mars 1887. — MM. Barbier, *prem. prés.;* Tappie, *rap.;* Charrins, *av. gén.* (concl. conf.); Chauffard, *av.* »

Dans le même sens, trib. com. d'Alger, 7 mars 1887 (Messageries générales et Aaron c. Cie générale transatlantique).

La clause d'un connaissement stipulant que l'armateur ne répond pas de ses fautes est légale en tant qu'elle a pour effet de mettre la preuve à la charge de l'expéditeur ou du destinataire (4e et 5e espèces) (1).

(1) Dans son arrêt du 23 juillet 1878 (1re espèce), la Cour de cassation déclare qu'il n'est pas permis à l'armateur de s'affranchir de la responsabilité de son propre fait; mais l'arrêt précité du 11 février 1884 décide, comme ceux du 19 avril 1886, que nous publions, que la clause de non-garantie a du moins pour effet de renverser le fardeau de la preuve. Telle est aussi la doctrine d'un arrêt du 21 juillet 1885 (Sir., 87, 1, 121). Telle est encore celle de l'arrêt du 1er mars 1887 reproduit dans la note précédente. — Dans le même sens, trib. com. d'Alger, 8 avril 1885 (César Peyron c. Société générale de transports maritimes).

En matière de transport par chemin de fer, la Cour suprême attribue également cet effet aux clauses de non-garantie au point de vue de la preuve : Cass., 16 mars 1885, D. P., 85, 1, 435.

Il résulte de toutes ces décisions que la Cour de cassation tend à l'unité de jurisprudence au sujet des clauses de non-garantie en matière de transport. Mais le système auquel elle s'est arrêtée est-il bien le meilleur? Il nous semble qu'on ne saurait, en ce qui concerne ces clauses de non-responsabilité, vraiment concevoir que deux systèmes : elles sont complètement nulles, ou elles sont complètement valables. Tel n'est pas l'avis de la Cour suprême ; d'après elle, la clause de non-responsabilité est en même temps nulle et valable : nulle en ce que le transporteur doit toujours répondre de sa faute et de celle de ses préposés, valable en ce que la preuve de la faute incombe à l'autre partie. A la convention qu'ont eue en vue les intéressés, la Cour de cassation en substitue une autre qui n'a jamais été dans leurs prévisions. Elle a donc choisi précisément le système qui paraît de prime abord devoir être mis à l'écart.

Il serait fort intéressant de savoir quelles sont les raisons qui ont pu déterminer la Cour suprême à l'adopter. Malheureusement la Cour de cassation ne produit aucun motif; elle se borne à une simple affirmation, même dans ses arrêts du 11 février 1884 et du 1er mars 1887, où, cependant, elle abandonne, relativement aux fautes du capitaine ou des gens de l'équipage, une théorie professée par elle jusqu'ici. Qu'il nous soit permis de nous associer à l'observation présentée par M. Lyon-Caen dans sa note sur les arrêts du 21 juillet 1885 et du 1er mars 1887 (Sir., 87, 1, 121) : « La Cour suprême est souvent appelée à statuer sur des pourvois fondés sur le défaut ou l'insuffisance de motifs. Ne méconnaît-elle pas parfois elle-même la disposition de l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810, qui exige que toute décision judiciaire soit motivée? »

Il convient de remarquer l'importance pratique de la question qui nous occupe. Pour ne nous placer qu'au point de vue maritime, les clauses de non-responsabilité étant devenues de style dans les connaissements, les chargeurs s'insurgent tous les jours contre elles. Peu de points soulèvent aujourd'hui autant de litiges, puisqu'à la connaissance d'un éminent auteur de droit maritime (M. de Courcy, *Revue critique de législation et de jurisprudence,* 1887, p. 323), une seule société de navigation entretiendrait communément à leur sujet près d'une centaine de procès.

On n'est pas recevable à contester l'acceptation d'une de ces clauses en se fondant sur ce que la clause est imprimée (3e et 6e espèces) (1).

On n'est pas recevable à contester l'acceptation de la clause de non-garantie imprimée au dos d'un bulletin de passage en se fondant sur ce que cette clause ne porte pas la signature du passager (3e espèce) (2).

Le commissionnaire de transport répond envers l'expéditeur des faits du voiturier qu'il a choisi, et il ne peut invoquer contre l'expéditeur qui n'est pas intervenu au contrat d'affrétement la clause du connaissement qui exonère l'armateur des fautes du capitaine et des gens de l'équipage (6e espèce) (3).

PREMIÈRE ESPÈCE

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

23 juillet 1878

(Cie de navigation *British India Steam* c. Stora frères et consorts.)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les art. 1134 C. civ. et 216 C. com. : — Attendu que la Compagnie de navigation *British India,* assignée en payement de la valeur de marchandises chargées sur son vapeur Le *Java* et avariées dans le trajet de Londres à Alger, a excipé de la clause insérée dans le connaissement passé à Londres, et aux termes de laquelle l'acte de Dieu, les ennemis

---

V. en sens divers : de Courcy, *Questions de Droit maritime,* 2e série, p. 75 et suiv.; Desjardins, *Droit maritime,* t. II, p. 62 et suiv.; Laurin, *Cours de Droit commercial,* n° 1363; Lyon-Caen et Renault, *Précis de Droit commercial,* t. II, p. 55. V. aussi *Annales de Droit commercial,* octobre 1886 et janvier 1887.

(1) En ce sens, Alger, 29 décembre 1885, *Revue algérienne,* 1886, 2, 58. — Cf. Alger, 12 décembre 1846, D. P., 47, 2, 1 ; Douai, 14 mars 1847, D. P., 47, 2, 98.

(2) En ce sens, Alger, 29 décembre 1885, *Revue algérienne,* 1886, 2, 58. — *Contrà :* Alger, 12 décembre 1846, D. P., 47, 2, 1; Douai, 14 mars 1847, D. P., 47, 2, 98.

(3) Bédarride, *Des commissionnaires,* n° 297, décide de même que le commissionnaire ne peut pas se prévaloir contre l'expéditeur de la lettre de voiture à laquelle celui-ci est resté étranger. V. dans le même sens Boistel, *Précis de Droit commercial,* p. 369, note 4.

F. CHARVÉRIAT.

de la reine, les accidents, pertes et avaries provenant de mer ou de tous actes de négligence ou faute des pilotes, capitaine ou marins et autres employés, seraient aux risques de l'envoyeur; et que, sans nier que l'avarie des marchandises dût être imputée à la négligence ou à la faute du capitaine ou des gens de l'équipage, le tribunal de commerce d'Alger s'est fondé, pour écarter l'exception, sur ce que la clause précitée du connaissement, « si elle affranchissait le capitaine de certains risques, ne saurait en aucun cas l'affranchir des obligations d'ordre public; » — Mais attendu qu'il ne s'agissait, devant le tribunal d'Alger, ni du capitaine, ni de sa propre responsabilité; que la Compagnie était seule en cause vis-à-vis des défendeurs, à l'action desquels elle opposait qu'elle était exonérée de la faute de ses agents par suite de la clause de non-garantie insérée dans le connaissement; — Qu'aucune loi n'ayant interdit aux propriétaires de navires de s'affranchir par convention, sinon de la responsabilité de leur propre fait, au moins de la responsabilité du fait d'autrui que leur impose l'art. 216 C. com., la clause dont il s'agit n'avait rien d'illicite; et qu'insérée dans le connaissement délivré aux chargeurs, elle était devenue la loi des parties; — D'où il suit qu'en déclarant la Compagnie responsable de l'avarie et en la condamnant à en payer le montant, nonobstant la clause précitée de non-garantie, le jugement attaqué a expressément violé l'art. 1134 C. civ. et faussement appliqué l'art. 216 C. com.;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi : — Casse le jugement rendu par le tribunal de commerce d'Alger le 12 juillet 1876, et renvoie devant le tribunal d'Aix.

MM. MERCIER, *prem. prés.*; PONT, *rap.*; CHARRINS, *av. gén.*; SABATIER, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

COUR D'ALGER (1re Ch.)

26 décembre 1881

(Teissier c. Cie générale transatlantique)

LA COUR, — Attendu que Teissier est appelant d'un jugement du tribunal de Philippeville, jugeant en matière commerciale, en date du 24 février 1881, qui l'a débouté de sa demande en payement d'une somme déterminée pour prix de

diverses marchandises perdues ou avariées par suite de l'échouement du paquebot *Charles-Quint,* les dites marchandises chargées par Rossi et Manificat, à destination de Teissier, leur consignataire; — Attendu que la C^ie^ transatlantique intimée a, de son côté, relevé appel principal dudit jugement, dans les dispositions qui la rendent responsable de marchandises également perdues ou avariées dans les mêmes circonstances, lesdites marchandises embarquées par Léon Chiche et Zermati, ayant également Teissier pour consignataire;

En ce qui touche l'appel de Teissier : — Attendu que la décision du tribunal est basée sur ce fait que l'échouement du *Charles-Quint* ne saurait être attribué à un vice propre du navire; — Qu'il serait dû à une faute imputable soit au capitaine, soit au mécanicien du bord, faute dont la C^ie^ ne répondrait pas, aux termes de la clause 8 de ses connaissements; — Attendu que, par ses conclusions signifiées en appel, il est soutenu par Teissier : 1° que la clause 8 du texte des connaissements de la C^ie^ transatlantique serait illicite et violerait le principe de la responsabilité édictée par l'art. 216 C. com.; qu'en admettant sa légalité, cette clause ne pouvait être invoquée dans l'espèce, la C^ie^ ne justifiant pas de l'acceptation de la dite clause par les expéditeurs;...

En ce qui touche l'appel de la C^ie^ : — Attendu que la décision du tribunal de Philippeville est basée sur ce que le connaissement produit par les chargeurs n'emporte pas, par lui-même, la preuve que Chiche et Zermati avaient eu connaissance de la clause d'exonération; — Qu'il est au contraire prétendu par la C^ie^ que l'acceptation expresse de Chiche et Zermati résulterait des faits de la cause et des documents versés au procès; — Attendu, les faits ainsi posés et les moyens des partis connus, qu'il convient, vu leur connexité, d'ordonner la jonction des deux instances et de statuer par un seul et même arrêt;

Sur la clause de l'art. 8 des connaissements : — Attendu que les conventions forment la loi des parties, si elles ne sont contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs; — Attendu qu'aucune loi n'interdit aux armateurs ou propriétaires de navires de s'affranchir de la responsabilité que l'art. 216 C. com. leur impose; — Qu'à cet égard, une assimilation naturelle se fait logiquement entre le propriétaire du navire et le commissionnaire de transports, qui, aux termes de l'art. 98 C. com. peut stipuler qu'il ne répondra pas des faits de son voiturier, c'est-à-dire de son préposé; — Qu'en stipulant qu'elle ne répondait pas des barateries, fautes ou négligences

du capitaine ou de toutes autres personnes embarquées, à quelque titre que ce soit, la Cie transatlantique stipulait donc une clause licite qui, n'étant défendue par aucune loi, ne saurait être contestée; — Que les considérations, si judicieuses du reste, émises dans les conclusions, sur le préjudice sérieux que peut faire éprouver au commerce et aux relations avec le littoral une stipulation qui place les chargeurs entre la nécessité de recourir aux assurances ou de s'en tenir à la responsabilité (peut-être illusoire) des capitaines de la Cie, ne sauraient enlever au contrat intervenu son caractère licite, et qu'il doit être la loi des parties, s'il a été librement consenti et accepté; — Attendu que, dans l'espèce, cette acceptation résulte formellement du connaissement signé entre les parties; — Qu'on ne saurait accueillir le moyen tiré de ce que le connaissement a été signé, non par Rossi et Manificat, mais par leur commis; — Qu'en effet, accrédité par la dite Cie, préposé aux embarquements, agissant dans les termes de son mandat, ce commis engageait Rossi et Manificat envers la Cie transatlantique, au même titre que la Cie vis-à-vis de ces derniers; — Attendu, au surplus, que Rossi et Manificat ne sauraient sérieusement alléguer qu'ils n'avaient pas connaissance de la clause d'exonération, alors que déjà, antérieurement à l'échouement du *Charles-Quint*, comme chargeurs ou destinataires, ils recevaient ou transportaient leurs marchandises dans les conditions de responsabilité que leur donnaient les connaissements de la Cie; — Qu'il y a donc lieu de confirmer, sur ce point, la décision du tribunal;

Attendu, en ce qui concerne les marchandises expédiées par Chiche et Zermati, que si, sur le connaissement produit par Teissier ne figurent pas les clauses inscrites aux connaissements de la Cie, il n'en résulte pas moins des documents de la cause que ces deux expéditeurs avaient une entière connaissance des stipulations de l'art. 8 et que leur acceptation de cette clause est formellement affirmée par la production de connaissements se référant à des transports antérieurs; — Qu'il y a lieu de remarquer que si, sur le connaissement du 19 octobre 1880 ne figurent pas les clauses des connaissements de la Cie, ce connaissement porte, toutefois, cette indication : « Que le chargeur déclare accepter les clauses contenues aux connaissements de la Cie dont ledit chargeur déclare avoir parfaite connaissance ; » — Que cette déclaration emporterait, par elle-même, présomption suffisante qu'elle a été faite en connaissance de cause, si, du reste, la connaissance et l'acceptation de la clause d'exonération ne demeuraient indiscutables, par cette circonstance

que le connaissement produit par Chiche et Zermati et sur lequel figure la déclaration d'acceptation est un connaissement qui émane d'eux-mêmes; — Qu'il a été imprimé sur le texte par eux fourni; — Que c'est donc à tort que les premiers juges, méconnaissant les termes du contrat intervenu, ont visé, pour fixer l'étendue de la responsabilité de la Cie, les dispositions de l'art. 216 C. com.; — Qu'il y a lieu d'infirmer de ce chef;.... etc.

Par ces motifs : — Reçoit dans leurs appels respectifs Teissier et la Cie transatlantique; — Statuant sur l'appel de Teissier : — Confirme le jugement dans les dispositions qui ont rejeté la demande en responsabilité de la Cie transatlantique à raison des marchandises Rossi et Manificat; — Ce faisant, dit Teissier mal fondé dans son appel, l'en déboute, ainsi que de tous autres chefs ou moyens de conclusions; — Statuant sur l'appel de la Cie, dit la Cie non responsable du fait des marchandises Chiche et Zermati; — Dit, en conséquence, mal jugé, bien appelé; — Infirme, de ce chef, le jugement dont est appel.

MM. PARISOT, *prés.*; GARIEL, *av. gén.*; ROBE et Félix HURÉ, *av.*

TROISIÈME ESPÈCE

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

22 janvier 1884

(Compagnie générale transatlantique c. Lévy)

Le 24 février 1881, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PHILIPPEVILLE, ainsi conçu :

Attendu que la Cie transatlantique a pris charge à Alger des bagages de Lévy et lui a délivré un reçu constatant qu'elle n'est responsable que des colis enregistrés régulièrement; — Attendu que, par les art. 5 et 6 du bulletin de passage délivré à Lévy, la Cie déclare qu'en cas de perte de bagages qui lui sera imputable, elle ne pourra être tenue de payer plus de 150 francs par colis, et qu'elle ne répond pas des pertes et dommages pouvant provenir d'accidents, de fortune de mer, ou de toute autre cause fortuite, ou bien des fautes du capitaine, des marins et autres personnes de l'équipage; — Attendu que la Cie est responsable de la valeur des bagages qui lui sont confiés, et qu'elle ne peut, au moyen d'une clause imprimée dans le bulletin de passage, non accepté par Lévy, s'affranchir de cette responsabilité; — Attendu que Lévy fournit la liste et la valeur des objets renfermés dans les quatre colis qui ont été perdus; — Attendu que, de ce chef, il demande

2,499 fr. 50 cent., et, en outre, 50 francs pour dépenses faites à Djidjelli, 25 francs pour voyage à Philippeville et 1,000 francs à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que la demande de Lévy est exagérée, et que le tribunal a, dans la cause, des éléments suffisants pour apprécier le dommage causé, et qu'en lui allouant 2,000 francs pour prix des objets perdus et dommages-intérêts, il recevra une juste indemnité.

Sur l'APPEL PRINCIPAL de la Cie transatlantique, et l'APPEL INCIDENT du sieur Lévy, la COUR D'ALGER a statué, le 3 janvier 1882, ainsi qu'il suit :

LA COUR, — Attendu que, si la jurisprudence de la Cour suprême, appliquée par la Cour d'appel d'Alger dans son arrêt du 26 décembre 1881, décide qu'aucune loi n'interdit aux propriétaires de navires de s'affranchir par convention de la responsabilité d'autrui imposée spécialement par l'art. 216 du Code de commerce, tout en admettant, porte l'arrêt de cassation du 23 juillet 1878, que l'ordre public et les bonnes mœurs ne permettent pas de s'exonérer des fautes des préposés, cette jurisprudence se limite elle-même en décidant : d'une part, que la dérogation doit résulter d'une convention ; d'autre part, que les propriétaires de navires restent responsables du vice propre de la chose, de leur fait personnel, de leur dol, de leurs fautes lourdes dans le choix de leurs préposés, de leur complicité intentionnelle dans leurs fautes ; — Attendu que la convention dérogeant à l'art. 216 doit être formellement stipulée et expressément acceptée ; — Attendu que la Cie, dans l'espèce, veut la faire résulter des conditions imprimées au dos du billet remis au passager, mais que rien ne prouve qu'elles aient été acceptées, puisqu'elles ne sont pas signées par le passager ; — Attendu que, dès lors, il est inutile de rechercher si la Cie ne serait pas tenue à raison du vice propre, ou de son fait personnel résultant de l'absence d'un corps mort dans le port de Djidjelli, puisqu'à défaut de conventions, sa responsabilité est engagée en vertu de l'art. 216 ; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges ;

Sur l'appel incident : — Adoptant aussi les motifs du jugement ; — Attendu, en outre, que les bagages du voyageur comprennent tous les effets mobiliers, valeurs, provisions de ménage appartenant à lui et à sa famille ; — Que Lévy n'en avait pas d'autres ; — Que c'est, d'ailleurs, là une question de responsabilité de Cie ;

Par ces motifs : — Confirme.

MM. SAUTAYRA, *prem. prés.* ; FAU, *av. gén.* ; ROBE et CHÉRONNET, *av.*

POURVOI en cassation par la Compagnie transatlantique pour violation de l'art. 1134 C. civ., et, par suite, fausse application de l'art. 216 C. com., en ce que l'arrêt attaqué s'est refusé à faire l'application, au profit de la Compagnie, de l'art. 6 du billet de passage délivré au sieur Lévy et dont celui-ci avait fait usage.

M. l'avocat général Desjardins a pensé qu'en l'état de la jurisprudence de la Cour de cassation, qui admet la validité de la clause de non-garantie, il n'avait pas à examiner cette

question; mais il a estimé que l'arrêt attaqué constatait suffisamment en fait qu'aucune convention ne s'était formée entre les parties, et il a conclu, par ce motif, au rejet du pourvoi.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu les art. 1108, § 1er, 1134, § 1er du Code civil; — Attendu que, pour repousser la prétention de la Compagnie transatlantique, qui invoquait la clause imprimée sur le billet de passage délivré à Lévy, aux termes de laquelle ladite Compagnie s'exonère de toute garantie des faits et de la faute du capitaine et des gens de l'équipage, l'arrêt se fonde uniquement sur le motif que cette condition n'a pas été acceptée par ledit Lévy parce qu'il n'a pas signé la convention à cet égard; — Mais attendu que le consentement des parties suffit pour la formation des contrats; — Que, dès lors, en subordonnant exclusivement la preuve de l'acceptation de la convention par l'une des parties à l'apposition de la signature de celle-ci sur le bulletin de passage, l'arrêt attaqué a violé les dispositions des articles susvisés;

Par ces motifs : — Casse, et renvoie devant la Cour d'appel d'Aix.

MM. CAZOT, *prem. prés.*; DESCOUSTURES, *rap.*; DESJARDINS, *av. gén.* (conc. contr.); HOUSSET, *av.*

QUATRIÈME ESPÈCE

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

19 avril 1886

(Cie générale transatlantique c. Paulet et Cie)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur la branche du moyen unique du pourvoi prise de la violation de l'art. 1134 du Code civil et de l'art. 98 du Code de commerce;

Vu ces articles;

Attendu que le jugement attaqué reconnaît que, pour se soustraire au paiement des 208 litres de trois-six manquant dans deux fûts transportés par la Cie générale transatlantique, cette Compagnie opposait la clause de non-responsabilité, en cas de coulage, inscrite sur le connaissement; qu'elle ajoutait que, si cette clause ne l'affranchissait pas de ses propres fautes, elle avait, du moins, pour résultat d'en mettre la

preuve à la charge du destinataire, et que cette preuve ne saurait résulter que d'un fait précis et déterminé;

Attendu que, pour repousser l'application de cette règle et accueillir la demande en paiement du manquant formée par les sieurs Paulet et Cie, le jugement attaqué se borne à dire d'abord, d'une manière générale, que la question de preuve de la faute laissée à l'appréciation souveraine des magistrats peut s'induire de la nature même de l'avarie, de l'état de la marchandise et autres éléments de la cause, dans l'espèce, de la correspondance produite; qu'il ajoute qu'en ce qui concerne le coulage des liquides, il y a présomption de faute de la part du capitaine, qui n'a pas fait donner aux futailles les soins particuliers qu'elles exigent; qu'enfin il déclare qu'il résulte de la correspondance versée au procès que l'agent principal de la Compagnie à Tunis, semblant reconnaître la responsabilité de la Compagnie, avisait, le 13 novembre 1883, les demandeurs qu'il allait faire le nécessaire auprès de son administration pour arriver au règlement du litige relatif à la perte des 208 litres dont s'agit;

Mais attendu, d'une part, que ces motifs ne contiennent l'affirmation d'aucun fait déterminé constitutif d'une faute, et, d'autre part, que la lettre de l'agent de la Compagnie (qui, d'ailleurs, se bornait à mentionner que cet agent avait transmis à son administration la réclamation des sieurs Paulet et Cie et lui avait demandé l'autorisation de régler le litige) ne contient, de la part de la Compagnie, aucune reconnaissance de sa responsabilité; — D'où il suit que le jugement attaqué a méconnu la force légale de la clause de non-garantie stipulée dans le contrat de transport et a formellement violé les articles susvisés;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres branches du moyen : — Casse.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* MANAU, *rap.;* CHARRINS, *av. gén.;* CHAUFFARD, *av.*

CINQUIÈME ESPÈCE

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

19 avril 1886

(Cie générale transatlantique c. Boulanger)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les art. 1134 du Code civil et 103 du Code de commerce;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que le transport par les soins de la Compagnie transatlantique, de Marseille à Oran, du candélabre arrivé brisé à sa destination a eu lieu sans garantie de casse de la part du transporteur;

Attendu que cette clause est légale en tant qu'elle a pour effet de mettre la preuve de la faute du transporteur à la charge de ceux qui l'invoquent contre lui;

Attendu que le jugement attaqué, sans relever aucun fait constitutif d'une faute de la Compagnie transatlantique, s'est borné à dire que la clause « sans garantie de casse » ne pouvait être opposée au destinataire sous prétexte que la Compagnie devait refuser le transport si elle jugeait un emballage nécessaire, et que, l'ayant accepté, elle est responsable de l'avarie; — D'où il suit que le jugement attaqué a formellement violé les articles de la loi susvisés ;

Par ces motifs : — Casse le jugement rendu par le tribunal de commerce d'Oran le 14 septembre 1883, et renvoie la cause devant le tribunal d'Alger.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* MONOT, *rap.;* CHARRINS, *av. gén.;* CHAUFFARD et HOUSSET, *av.*

SIXIÈME ESPÈCE

COUR D'AIX (1re et 2e Ch. réun.)

3 février 1887

Sur renvoi après cassation, le 28 octobre 1885, d'un ARRÊT DE LA COUR D'ALGER, en date du 7 avril 1883 (1).

(Mohamed Saïd ben Chikou c. Rossi, Manificat et Cie et la Cie génle transatlantique).

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Rossi, Manificat et compagnie ont agi vis-à-vis de Ben Chikou en qualité de commissionnaires de transports; qu'il est établi que, moyennant un prix déterminé, ils ont assumé l'obligation de transporter d'Alger à Constantine la marchandise dont s'agit; qu'il ne peut donc être question de l'exécution d'un mandat, mais bien d'un véritable contrat de transport;

Attendu que, dans le but de remplir leur obligation et pour faire franchir à la marchandise le trajet entre Alger et Philip-

(1) V. ces deux arrêts *Revue algérienne,* 1886, 2, 20.

peville, Rossi, Manificat ont, pour leur propre compte, fait avec la Compagnie transatlantiqne un contrat d'affrétement auquel Ben Chikou est complétement étranger ;

Attendu que, la marchandise ayant été perdue, Rossi, Manificat sont tenus de la payer à Ben Chikou, sauf le cas où ils prouveraient leur irresponsabilité, et que c'est ce qu'ils prétendent faire en alléguant la fortune de mer; mais tout démontre, et il n'est pas sérieusement contesté, que le sinistre dans lequel la marchandise a péri n'est pas dû à la force majeure, mais à la faute du capitaine du navire le *Charles-Quint* ou à d'autres préposés de la Compagnie transatlantique;

Attendu, par conséquent, que l'appelant principal, responsable du commissionnaire principal envers Ben-Chikou, n'est pas en voie de relaxe ;

Attendu, il est vrai, que le connaissement délivré par la Compagnie transatlantique à Rossi, Manificat contient sous l'art. 8 une clause stipulant que la Compagnie ne répond pas des fautes du capitaine ou autres personnes employées sur ses bateaux; que cette clause, quoique imprimée, est obligatoire pour la partie qui l'a acceptée librement, ce qui est le cas actuel, et que sa validité ne fait plus question aujourd'hui ;

Attendu qu'elle a été signée par un agent de Rossi, Manificat, dont le pouvoir de signer les connaissements avec toutes leurs clauses est complétement établi et n'a plus même été contesté;

Attendu que, si cette clause est opposable à Rossi, Manificat, ceux-ci ne peuvent s'en prévaloir contre Ben-Chikou, qui est resté complètement étranger et qui n'avait, en effet, point à intervenir au contrat d'affrétement;

Attendu que le jugement dont est appel a condamné la Compagnie transatlantique à relever et garantir Rossi, Manificat et compagnie des condamnations prononcées contre eux;

Attendu que, par les motifs ci-dessus et par ceux des premiers juges quant à ce et en tant qu'ils se concilient avec les motifs du présent arrêt, il y a lieu d'abord de confirmer le jugement en tant qu'il prononce condamnation de Rossi, Manificat au bénéfice de Ben Chikou, etc. ;

Par ces motifs : — Sans s'arrêter à l'appel de Rossi, Manificat et compagnie dont elle les déboute comme mal fondés, — Confirme le jugement dont est appel.

MM. BESSAT, *prem. prem.;* GRASSI, *av. gén.;* RIGAUD, FONTANEAU et ABRAM, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

25 avril 1887

Beït-el-Mal, succession musulmane, action, défaut de qualité, compétence, décret du 10 septembre 1886.

Les agents du Beït-el-Mal, simples auxiliaires du service des domaines, sont sans qualité pour intenter les actions relatives aux successions musulmanes dans lesquelles l'État est intéresssé, ou pour y défendre (1);

Et les cadis sont incompétents pour connaître des questions relatives à ces successions (2);

Le décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane n'a pas modifié, sous ce double rapport, la législation antérieure (3)

(Abderrahman ben Sid El-Hadj Mohamed ben Nethirou c. Fathma bent Si El-Habib.)

El-Habib ben El-Hadj Loubi El-Besnadi est décédé le 1er mai 1886 à la Bouzaréa. D'un acte de liquidation du cadi maléki d'Alger, du 27 juin 1886, il résulte que, prélèvement fait des parts afférentes aux héritiers légitimes du défunt, il reste, comme reliquat disponible de la succession, une somme de 536 fr. 75. La fille de El-Habib ben El-Hadj Loubi El-Besnadi, Fathma, a demandé que ce reliquat lui fût attribué par droit de reversion, en plus de sa part légitime. Sur cette demande, l'oukil du Beït-el-Mal, Abderrahman ben Sid El-Hadj Mohamed ben Nethirou, a décliné, en s'appuyant sur l'art. 52 du décret du 10 septembre 1886, la compétence du cadi maléki d'Alger. Ce dernier, par jugement du 13 novembre 1886, s'est déclaré compétent. L'oukil du Beït-el-Mal a interjeté appel de cette décision.

(1 et 2) V. la jurisprudence rapportée dans le travail de M. Eyssautier sur le *Statut réel français en Algérie*, nos 65 et suiv. *(Revue algérienne*, 1887, 1, p. 59 et suiv.) V. aussi Cass., 25 avril 1883 *(Revue algérienne*, 1885, 2, 373); Alger, 11 février 1885 *(Revue algérienne*, 1885, 2, 112 et la note.

(3) On a même fait remarquer que le silence absolu du décret du 10 septembre 1886 au sujet du Beït-el-Mal était un nouvel argument à l'appui de la doctrine qui considère les agents du Beït-el-Mal comme de simples auxiliaires du service des domaines.

ARRÊT

LA COUR, — Sur la compétence et la recevabilité de la demande :

Attendu qu'il est certain que, sous la législation antérieure au décret du 10 septembre 1886, d'une part, les cadis étaient incompétents pour connaître des questions relatives à des successions intéressant à la fois des Musulmans et le domaine de l'État, et que, d'autre part, les agents du Beït-el-Mal, simples auxiliaires du service des domaines, étaient sans qualité pour intenter ces actions ou pour y défendre ;

Que ces solutions résultaient du principe fondemental que les cadis ne peuvent statuer que sur des litiges existant entre Musulmans, consacré par décrets des 1er octobre 1854, 31 décembre 1859, 13 décembre 1866, combinés avec les dispositions de l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851, lesquels ont eu pour effet de transformer en simple agent de l'administration des domaines l'oukil du Beït-el-Mal, qui, jusqu'alors, avait directement recueilli et géré les successions musulmanes sur lesquelles il avait des droits ;

Attendu que le décret du 10 septembre 1886, dans aucune de ses dispositions, notamment dans son art. 1er, sur lequel s'est basé le premier juge, n'a apporté, sous ce double rapport, de modification à la législation antérieure, et que, par conséquent, c'est à tort que le cadi a, dans ces circonstances, reçu la demande de Fathma bent Si El-Habib contre l'oukil du Beït-el-Mal et statué au fond contre les parties ;

Par ces motifs : — Infirme le jugement déféré ;

Statuant à nouveau : — Déclare non recevable à l'encontre de l'oukil du Beït-el-Mal la demande de Fathma bent Si El-Habib ; — Dit la juridiction des tribunaux musulmans incompétente pour connaître du litige.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* ; GARAU et CHAMBON, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 janvier 1887

Donation déguisée, avancement d'hoirie. — Inaliénabilité de la dot, délit et quasi-délit de la femme dotale, saisie immobilière, demande et moyen nouveaux, irrecevabilité en appel.

Pour apprécier le sens et la portée d'un contrat, il faut

s'attacher à l'intention des parties et au but qu'elles ont poursuivi, plutôt qu'à la forme extérieure et au nom donnés à la convention ;

L'acte par lequel un ascendant cède ses biens à tous ses successibles, à charge par eux de lui payer une rente viagère dont le montant est sensiblement égal au revenu des biens cédés, constitue un avancement d'hoirie, bien qu'il revête les apparences et le nom d'un contrat à titre onéreux (1) ;

Il importerait peu que les maris des filles qui ont bénéficié du contrat aient été déclarés cessionnaires conjointement avec leurs femmes de portion des biens donnés; leur intervention à l'acte est présumée faite en vue d'assister leurs femmes et de s'obliger au paiement de la rente stipulée (2) ;

En conséquence, les biens attribués aux femmes dans ces conditions sont dotaux, lorsque leur contrat de mariage stipule la dotalité de tous les biens présents et à venir.

Si la femme peut être poursuivie sur ces immeubles dotaux en raison de ses délits et quasi-délits, c'est à la condition que sa faute personnelle ait été préalablement constatée et sa responsabilité fixée par une condamnation déterminée (3) ;

Dès lors, l'action par laquelle le créancier poursuivant demande la validité d'une saisie immobilière d'un immeuble dotal, parce que la femme serait personnellement obligée en vertu de son quasi-délit, constitue une demande et un moyen nouveaux qui ne peuvent être produits pour la première fois devant la Cour, alors surtout que les premiers juges n'ont eu à statuer que sur le caractère dotal de l'immeuble saisi (C. proc. civ., art. 464 et 732).

(Époux de Vialar et Caffin c. Pottecher)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que l'appel est recevable en la forme; — Considérant qu'en statuant en audience des criées sur l'incident de saisie immobilière soulevé par le dire inséré au cahier des charges à la requête des époux de Vialar, le tribunal n'a contrevenu à aucune loi; qu'il a régulièrement agi et que la critique produite de ce chef contre son jugement doit être rejetée ;

(1 et 2) Cpr. Cass., 27 avril 1859 (Sir., 60, 1, 251).

(3) Cpr. Cass., 4 juillet 1877 (Sir., 77, 1, 455), 19 juin 1879 (Sir., 79, 1, 279) et les nombreux arrêts cités.

Au fond : — Considérant qu'au cours d'une poursuite en saisie immobilière dirigée par Pottecher contre les époux de Vialar et Caffin et tendant à la vente du domaine de la Chiffa, hypothéqué au poursuivant, la dame de Vialar, dûment assistée et autorisée, a fait insérer au cahier des charges un dire par lequel elle protestait de nullité contre les poursuites en saisie immobilière exercées par Pottecher, agissant comme légataire universel du sieur Cabasse, par le motif pris de ce que les immeubles saisis sont frappés de dotalité et appartiennent pour moitié à Mme Caffin et pour l'autre moitié à Mme de Vialar; que, par suite, les saisies immobilières exercées par Pottecher, comme tous les actes qui en sont la suite, sont radicalement nuls et ne peuvent produire aucun effet, le saisissant ne pouvant agir qu'en se faisant subroger dans la poursuite en licitation exercée par Mme de Vialar;

Considérant qu'en réponse à ce dire, Pottecher, par ses conclusions du 11 mai 1886, a soutenu que l'immeuble de la Chiffa était un acquêt des communautés Caffin et de Vialar; qu'il avait pu être hypothéqué à la garantie de ses créances; que la saisie en était valable et régulière; et a demandé au tribunal de déclarer le dire de Mme de Vialar mal fondé, ordonner la lecture du cahier des charges et fixer le jour de l'adjudication;

Considérant que sur ce débat les époux Caffin et Mme de Vialar ont déclaré s'en rapporter à justice, et qu'à la date du 11 mai 1886, le tribunal de Blida a rendu le jugement dont est appel, qui déboute la dame de Vialar de sa demande;

Considérant qu'il résulte des conclusions des parties que la seule question soumise au tribunal était celle de savoir si l'immeuble de la Chiffa, saisi par Pottecher, était dotal ou acquêt de communauté;

Considérant que c'est l'unique question que le tribunal a examinée et résolue, la seule, par conséquent, qui soit utilement soumise à la Cour aux termes des art. 464 et 732 du Code de procédure civile;

Considérant que, par leur contrat de mariage, en date du 19 février 1886, au rapport de Me Didier, notaire, les époux Caffin ont déclaré adopter le régime dotal, en stipulant néanmoins qu'il y aura entre eux une société d'acquêts composés des bénéfices et économies que les époux pourront faire tant en meubles qu'en immeubles, conformément aux art. 1581, 1498 et 1490 du Code civil; qu'ils ont dit encore dans le même contrat que la future épouse se constitue expressément en dot tous ses biens présents et tous ses biens à venir sans exception, et qu'il sera fait remploi des biens dotaux aliénés ou des créances dotales remboursées;

Considérant que le contrat de mariage des époux de Vialar, en date du 9 décembre 1873, au rapport de Me Porcellaga, notaire à Alger, reproduit les mêmes clauses, place les époux sous le régime dotal avec communauté d'acquêts pour leurs bénéfices et économies, constitue la dot de tous les biens présents et à venir de la future épouse, et stipule l'obligation de faire remploi du prix des immeubles dotaux aliénés et des créances et meubles dotaux recouvrés ou réalisés;

Considérant que ces conventions matrimoniales sont la loi des parties, qu'elles n'ont pu et ne peuvent recevoir aucune modification durant le mariage, que la dot ne peut être ni augmentée ni diminuée par la volonté des époux;

Considérant qu'il en résulte que tous les biens qui sont advenus aux dames Caffin et de Vialar par donation ou succession sont dotaux, qu'ils soient meubles ou immeubles, et que, par application de la clause de remploi, tous les biens immobiliers qui ont été substitués aux valeurs mobilières frappées de dotalité sont dotaux et ne peuvent être hypothéqués ou aliénés en dehors des cas et conditions prévus par la loi et le contrat de mariage;

Considérant que par acte au rapport de Me Favereau, notaire à Alger, en date du 12 janvier 1878, Denizot, père de la dame Caffin et grand-père de la dame de Vialar, a fait cession à son fils Marcel et aux époux Caffin et de Vialar de la totalité de ses droits et actions dans la société existant entre lui et le sieur Boudon;

Qu'il est exposé dans cet acte que Denizot père désirant, en raison de son âge, s'affranchir des soins nécessités par cette association et s'assurer en même temps un revenu certain, s'est entendu avec M. Marcel Denizot, son fils, Mme Caffin, sa fille, et M. Caffin, et enfin avec la baronne de Vialar, sa petite-fille, et M. le baron de Vialar, divisément entre eux;

Que le prix de cette cession est fixée à deux cent quatre-vingt mille francs, que les parties, d'un commun accord, convertissent en une rente annuelle et viagère de 18,000 francs qu'elles s'engagent solidairement à payer et servir à M. Denizot père, en son domicile, jusqu'à l'époque de son décès, dont l'évènement éteindra définitivement la dite rente et le capital pour lequel elle est constituée;

Qu'il est dit encore dans cet acte que la rente sera payée : 1° à concurrence de 14,400 francs, par le versement, fait directement entre les mains de M. Denizot père par la société, des prélèvements mensuels de douze cents francs qu'il est autorisé à faire sur la caisse sociale, lesquels prélèvements revenant aux cessionnaires sont abandonnés par eux pour assu-

rer son paiement; 2° à concurrence de la somme de quinze cents francs, allouée à M. Denizot comme représentant la valeur locative du logement occupé par M. Boudon dans les immeubles de Blida; 3° et, enfin, à concurrence de deux mille cent francs de surplus, au moyen du paiement qui lui en sera fait à la fin de chaque exercice annuel de la société sur la part de bénéfices revenant aux cessionnaires; il est entendu, ajoute cet acte, « que, dans le cas où les bénéfices annuels ne s'élèveraient pas à dix-huit mille francs, les cessionnaires n'en seront pas moins tenus de payer l'intégralité de la rente; que M. et Mme de Vialar s'engagent particulièrement à la parfaire sur leurs revenus personnels; enfin, il est dit que, conformément à l'art 11 de l'acte de société, Marcel Denizot sera seul associé, les époux Caffin et de Vialar mettant dans la société, mais à titre de simples commanditaires, l'importance de la part qu'ils viennent d'acquérir, c'est-à-dire les deux tiers des droits cédés par M. Denizot, soit deux cent mille francs;

Considérant que, suivant acte au rapport de Me Grangé, notaire à Médéa, en date du 8 juillet 1879, cette société a été dissoute et liquidée, et que les immeubles de la Chiffa et de M'ta-el-Habbous ont été placés dans le lot revenant à Denizot père sur l'évaluation de 250,000 fr.;

Considérant que Denizot père est décédé le 2 août 1879, laissant pour seuls héritiers son fils Marcel, sa fille, la dame Caffin, et sa petite-fille, la dame de Vialar, chacun pour un tiers;

Considérant que les immeubles provenant de la part de Denizot père dans la société Denizot-Boudon ont continué à être exploités par la société Marcel Denizot et Cie, dans laquelle les époux Caffin et de Vialar étaient commanditaires;

Que, par acte du 15 mars 1882, au rapport de Me Favereau, notaire, Marcel Denizot a cédé ses droits sociaux au sieur Cabasse, dont Pottecher est légataire universel;

Considérant que, par acte du même jour et au rapport du même notaire, les époux Caffin, de Vialar et Cabasse ont transformé en participation la société en commandite précédemment existante;

Considérant que, par acte en date du 30 juin 1883 au rapport de Me Lefèvre, notaire à Alger, cette société a été dissoute au regard de Cabasse, envers lequel la société existant entre les époux Caffin et de Vialar s'est engagée au remboursement de la somme de 100,000 francs formant son apport dans la société, avec affectation hypothécaire de la totalité du domaine de la Chiffa pour garantie du paiement du capital et des intérêts de la dite somme de 100,000 francs;

Considérant que, par autre acte en date du même jour et au rapport du même notaire, les époux Caffin et de Vialar ont reconnu que la société pour l'exploitation du domaine de la Chiffa, au nom de laquelle ils agissent, doit bien légitimement au sieur Cabasse la somme de 36,000 francs, au paiement de laquelle ils affectent en garantie hypothécaire le domaine de la Chiffa ;

Considérant que c'est en vertu de ces deux actes que Pottecher, légataire universel de Cabasse, poursuit, à défaut de paiement, l'expropriation du domaine de la Chiffa ;

Considérant que la légitimité de la créance de Pottecher n'est en aucun point contestée; que le débat n'existe, comme il a été dit, que sur la validité de l'affectation hypothécaire qui la garantit et sur le caractère soit dotal, soit d'acquêt de communauté de l'immeuble de la Chiffa;

Considérant, dès lors, que la solution du procès se trouve exclusivement dans l'interprétation de l'acte du 12 janvier 1878;

Considérant que pour découvrir le véritable sens d'une convention on doit rechercher la commune intention des parties ; qu'une donation peut être consentie sous la forme d'un contrat à titre onéreux; qu'il importe particulièrement de ne pas s'attacher exclusivement à la forme extérieure, lorsqu'il y a lieu d'assurer le respect des contrats antérieurs et des prescriptions de la loi ;

Considérant que, dans l'acte du 12 janvier 1878, Denizot père cède à son fils, aux époux Caffin et de Vialar la totalité de ses biens, le surplus, partagé après sa mort, étant d'une valeur relativement sans importance; que ces biens sont évalués à 280,000 francs, 200,000 francs pour les parts Caffin et de Vialar; que cette évaluation a pu, en fait, être exagérée, mais qu'elle paraît avoir été sincère de la part des comparants;

Considérant qu'en retour de cet abandon les cessionnaires se sont engagés à payer au cédant une rente annuelle et viagère de 18,000 francs;

Considérant que cette rente représentait approximativement le revenu des biens cédés; que nul ne s'abusait sur sa durée; que l'âge de Denizot père, l'état de sa santé faisaient prévoir sans illusion sa fin prochaine, qui a eu lieu moins de 19 mois après le contrat du 12 janvier ;

Considérant que, dans ces conditions, l'intention de Denizot père de faire à ses héritiers une donation de ses biens avec la charge d'une rente viagère est clairement manifestée;

Considérant que la présence dans cet acte des gendres de Denizot à titre de bénéficiaires ne peut en modifier la nature ;

que Caffin et de Vialar étaient appelés, en effet, à profiter des revenus de cette donation; que leur comparution était aussi nécessitée pour assister leurs femmes et pour s'obliger au paiement de la rente stipulée;

Considérant, d'ailleurs, que la forme adoptée pour l'acte du 12 janvier a pu motiver l'attribution apparente faite par Denizot à ses gendres; mais considérant que cette rédaction ne peut modifier la nature du contrat, qui apparaît pour son objet et ses stipulations avec le caractère d'une donation faite aux seuls successibles; qu'il n'est pas admissible que, dans ce pacte de famille, destiné à transmettre à ses héritiers et par anticipation les biens qu'ils auraient été appelés à recueillir à sa mort, Denizot père ait voulu avantager ses gendres même au delà de la quotité disponible, et, alors que la part de son fils demeurait entière, réduire sa fille et sa petite-fille chacune à un sixième de ses biens;

Considérant que c'est dans ce sens, et en se fondant sur l'affection présumée du père de famille, que le droit ancien interprétait la donation consentie dans le contrat de mariage aux deux époux et même à l'époux seul par un ascendant de l'époux, et en attribuait le bénéfice à l'épouse seule et pour sa dot; que cette interprétation, qui repose sur l'intention du père de famille, n'est combattue dans le procès actuel par aucun fait qui puisse faire douter des sentiments d'affection de Denizot père pour sa fille et sa petite-fille; qu'il y a donc lieu de l'adopter;

Considérant que, si l'art. 918 du Code civil n'est pas spécialement applicable à la question qu'il s'agit de résoudre, il est cependant un document précieux d'interprétation;

Considérant, en effet, qu'il motive ses dispositions sur la présomption de gratuité qu'il attache aux aliénations à charge de rente viagère faites par un ascendant à ses successibles; que cette présomption tient évidemment à la nature du contrat, indépendamment des conséquences que le législateur en tire pour le cas où il l'applique;

Qu'elle est fondée sur cette appréciation naturelle et morale qui fait reconnaître dans ces aliénations à charge de rente viagère la générosité de l'ascendant, plutôt que le résultat d'un accord consenti en vue d'avantages réciproques d'après un calcul inspiré par la longévité présumable de l'ascendant;

Considérant qu'un autre document interprétatif se rencontre dans la mention d'enregistrement appliquée à l'acte du 12 janvier 1878; que cette mention porte que les droits ont été perçus pour donation, et qu'il résulte du chiffre de ces droits qu'ils

ont été calculés sur une donation faite par un ascendant à ses descendants sans y comprendre d'autres personnes;

Considérant que cette appréciation, quelque valeur que lui confère la capacité et l'expérience du receveur, ne serait pas incontestable, mais qu'il y a lieu de constater que les parties s'y sont soumises et ont acquitté un droit de beaucoup supérieur à celui qu'elles auraient dû pour un acte à titre onéreux;

Considérant que la nature mobilière des biens aliénés à charge de rente viagère n'est pas exclusive de leur dotalité; que les actions et intérêts dans une société industrielle et commerciale sont meubles; que Denizot a, dès lors, disposé d'un capital mobilier en faveur de ses descendants, mais que les contrats de mariage des époux Caffin et de Vialar soumettent à la dotalité tous les biens sans distinction que les femmes acquéreront durant le mariage; que les mêmes contrats contiennent la clause de remploi obligatoire pour les valeurs mobilières; que, par l'effet du partage de la société Boudon-Denizot, le domaine de la Chiffa a été attribué à Denizot et, par suite, à ses cessionnaires; qu'il est donc devenu pour les deux tiers un immeuble dotal des deux dames Caffin et de Vialar, soit substitué à leur commandite également dotale et en exécution du contrat de mariage et de l'art. 1553 du Code civil, soit par l'effet du partage et par application de l'art. 883 du même Code;

Considérant que, les époux Caffin et de Vialar ayant acquis ce dernier tiers du domaine de la Chiffa, cet immeuble est devenu dotal pour la totalité par application de l'art. 1408 du Code civil;

Considérant que la Cour n'a pas à s'arrêter aux autres questions agitées dans les écrits et les plaidoiries; qu'il n'y a pas lieu d'examiner si les diverses sociétés dans lesquelles a été compris le domaine de la Chiffa étaient nulles, soit parce qu'elles avaient été contractées entre époux, soit parce qu'elles avaient pour objet un immeuble inaliénable; que ces questions n'ont point été soumises aux premiers juges; qu'elles ne pouvaient être portées devant la Cour, aux termes des art. 464 et 732 du Code de procédure civile; qu'il convient, dès lors, de rejeter les conclusions prises par les appelants de ce chef;

Qu'il n'y a pas lieu également de s'arrêter aux exceptions tirées par l'intimé de l'existence de quasi-délits qui légitimeraient ses poursuites;

Considérant que, si, d'après la doctrine et la jurisprudence, la femme est responsable sur ses biens dotaux des dommages qu'elle cause volontairement, cette responsabilité doit être régulièrement déterminée; qu'elle comporte la reconnaissance

d'une faute personnelle à la femme dans des conditions qui permettent de faire exception à la règle de l'inaliénabilité du fonds dotal; qu'elle doit être limitée au préjudice réellement occasionné; qu'elle est subordonnée à l'introduction et à l'examen d'une action en dommages-intérêts et à une décision qui statue sur l'existence de la responsabilité et porte une condamnation déterminée;

Qu'aucune de ces conditions ne se rencontre dans le procès actuel; que les premiers juges n'ont point été saisis d'une demande en dommages-intéréts; qu'elle constituerait devant la Cour une demande nouvelle, irrecevable; qu'elle n'est pas, d'ailleurs, comprise dans le dispositif des conclusions;

Considérant que la poursuite en saisie immobilière déférée à la Cour est exclusivement fondée sur les contrats du 30 juin 1883; qu'il n'y a donc lieu de rechercher si elle aurait pu être intentée pour une autre cause, après une instance spéciale; qu'il convient même de s'abstenir de toute appréciation préjudicielle à cet égard, les droits des parties devant être également réservés;

Considérant que l'unique cause de la saisie immobilière pratiquée par Pottecher réside dans les contrats du 30 juin 1883, et que, ces contrats n'ayant pu conférer une hypothèque valable sur l'immeuble de la Chiffa, que sa dotalité place sous la protection de l'art. 1554 du Code civil, il y a lieu d'annuler cette saisie immobilière;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme;

Dit que le tribunal de Blida a régulièrement procédé;

Au fond, infirme le jugement du 11 mai 1886 dont est appel;

Décharge les époux Caffin et de Vialar des condamnations contre eux prononcées, et statuant à nouveau sur le dire inséré au cahier des charges et les conclusions des parties,

Dit que le domaine de la Chiffa appartient pour moitié à la dame Caffin et à la dame de Vialar, indivisément entre elles, et que chaque moitié de cet immeuble est frappée de dotalité;

Annule, en conséquence, la saisie immobilière pratiquée par Pottecher sur cet immeuble et tous les actes qui en ont été la conséquence;

Ordonne la radiation de la dite saisie;

Donne acte aux appelants, sur leur demande, qu'ils acceptent la résolution de la vente qui leur a été consentie par Cabasse le 30 juin 1883;

Déboute les parties du surplus de leurs conclusions.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.*; RACK, *av. gén.*; HURÉ, Alfred DAIN et MÉLINE (du barreau de Paris), *av.*

Propriété, Algérie, sénatus-consulte du 22 avril 1863. — Biens melk, revendication, déchéance. — Art. 10 du décret du 23 mai 1863, constitutionnalité. — Titre administratif, application de la loi française, prescription.

—

Les revendications de biens melk, formulées devant les commissions chargées de l'exécution du sénatus-consulte du 22 avril 1863, constituent au profit des revendiquants, lorsque aucune réclamation ne s'est produite, un droit définitif qui peut être opposé à tous (1re et 2e espèces) (1).

En conséquence, les revendiquants peuvent opposer aux tiers qui n'ont pas réclamé en temps utile la déchéance édictée par l'art. 10 du décret du 23 mai 1863 (1re et 2e espèces (2).

(1 et 2) La Cour d'Alger s'était prononcée en sens contraire par arrêt du 12 février 1867. Dans le système de cet arrêt, l'attribution faite par le procès-verbal de la commission n'a d'autre effet que de constater que l'immeuble revendiqué devant cette commission ne fait pas partie du territoire de la tribu, mais elle ne crée au profit du revendiquant aucun droit au détriment du véritable propriétaire :

« Attendu, dit l'arrêt, que la décision de la commission de délimitation du » 15 mai 1864 ne saurait avoir la portée que lui assigne Larbi ould Amour; » — Attendu, en effet, que les commissions instituées par le décret du 23 mai » 1863, pour l'exécution du sénatus-consulte du 22 avril précédent, ont » pour mission de procéder à la reconnaissance des limites du territoire de » chaque tribu et d'indiquer ces limites dans un mémoire descriptif; qu'il » ne leur a été conféré aucune attribution judiciaire, si ce n'est dans un » cas spécial, à l'occasion des contestations qui pourraient s'élever sur les » opérations de la délimitation ; qu'elles ont le droit de résoudre ces con- » testations, mais sous la réserve des biens du beylick et des particuliers ; » que les tribunaux seuls connaissent des revendications formées à l'en- » contre des tribus par les particuliers pour les biens melk, et par l'État » pour les biens du beylick (art. 12) ; qu'un procès-verbal d'une commission » de délimitation, qui attribue à un particulier une terre melk revendiquée » par lui, n'a donc pas la valeur d'une décision judiciaire ; — Attendu que, » pour sauvegarder l'intérêt de l'État et des particuliers, l'art. 1er du séna- » tus-consulte précité exige que le décret qui ordonne la délimitation d'une » tribu soit inséré dans les journaux officiels de l'Algérie, affiché dans le » chef-lieu de la subdivision ou du cercle, et publié dans les marchés de » la tribu ; que les individus ou le service du domaine qui prétendraient » que des biens melk ou du beylick sont compris dans le territoire de cette » tribu sont tenus, à peine de déchéance, de former leur demande en reven- » dication dans les deux mois de la publication prescrite par l'art. 1er » (art. 10) ; que cette revendication doit être sans retard communiquée aux » représentants de la tribu et des douars intéressés, qui sont obligés d'y » former opposition dans le délai d'un mois, à partir de cette communica- » tion, sous peine de déchéance; que, si ce délai est expiré sans opposi- » tion, les biens melk et les biens beylick sont attribués à ceux qui les

Les dispositions de cet art. 10 ne sont ni inconstitutionnelles, ni illégales et doivent être appliquées suivant leur forme et teneur (1re espèce).

» revendiquent (art. 12) ; que cette attribution, faite ainsi par un procès-ver-
» bal de la commission, n'a d'autre effet que de constater que l'immeuble
» revendiqué ne fait pas partie du territoire de la tribu, mais qu'elle ne
» crée au profit du revendiquant aucun droit au détriment des véritables
» propriétaires ou de ses cointéressés ; que la revendication a pu être faite
» par un tiers, le cheik, notamment, qui a qualité, d'après l'art. 12, pour
» représenter les absents et les incapables ; qu'elle peut l'être d'un com-
» mun accord par un des copropriétaires ; qu'il pourrait même arriver
» qu'elle fût faite par un tiers de mauvaise foi, en cas d'empêchement du
» véritable propriétaire ; qu'aucun recours cependant n'est ouvert aux tiers
» contre les décisions de la commission par le décret du 23 mai ; que la
» voie de l'opposition n'est réservée qu'à la tribu contre les revendiquants,
» et non au profit des tiers contre d'autres revendiquants ; qu'il s'ensui-
» vrait que les commissions pourraient souvent consacrer de véritables
» spoliations, si leurs procès-verbaux avaient pour effet d'attribuer défini-
» tivement, à l'exclusion de tous autres, un immeuble à celui qui le reven-
» dique ; que telle n'a pu être la pensée du législateur ; qu'il n'a voulu
» qu'une chose : dégager sans retard les territoires des tribus des biens
» qui leur sont étrangers, en laissant aux tribunaux ordinaires la mission
» de juger les questions de propriété ; que c'est si vrai, que, dans leurs pro-
» cès-verbaux d'attribution, les commissions ont toujours soin de réserver
» les droits des cointéressés ; — Attendu, en fait, qu'il est constant que
» Bou Djellel est copropriétaire de la terre de Hadj Mohammed ; qu'il tient
» ses droits de Ahmed ben Aïssa, qui possédait une partie de cet im-
» meuble depuis longues années ; que c'est donc à bon droit que le cadi
» de Mostaganem a ordonné que le cheik Larbi laisserait à Bou Djellel
» l'entière jouissance de sa part dans la terre en question ; que c'est avec
» tout autant de raison que le premier juge a condamné le cheik Larbi à
» payer à Bou Djellel la somme de 125 francs à titre de dommages-inté-
» rêts ; qu'il y a lieu d'adopter ses motifs à cet égard ; — Mais, attendu
» que c'est à tort que le premier juge a condamné, d'ores et déjà, Larbi
» ould Amour à deux ans de prison, pour le cas où il n'exécuterait pas sa
» décision ; que si les cadis ont le droit d'ordonner l'incarcération des indi-
» vidus condamnés, pour parvenir à l'exécution de leurs sentences, il ne
» leur appartient pas de prononcer à l'avance une condamnation à l'em-
» prisonnement, et surtout d'en fixer la durée ; qu'il y a lieu de réformer,
» sur ce chef seulement, le jugement du cadi ; — Par ces motifs, etc. »

(C. d'Alger (1re Ch. jugeant en mat. musulm.), 12 février 1867. — Larbi ould Amour c. Boudjellel. — MM. PIERREY, *prem. prés.* ; JOUYNE, *rap.* ; MAZEL, *av. gén.* ; HURÉ et GUÉRIN, *av.*).

La doctrine de cet arrêt était conforme à l'interprétation de l'administration elle-même. (V. notamment *Circ. g.*, 1er mars 1865, et Perrioud, *Commentaire du sénatus-consulte*, p. 352 et 442.) Suivant ce dernier auteur, les art. 10 et 11 du décret de 1863 ne mettaient en présence que la propriété privée en général vis-à-vis de la propriété collective du douar ou de la tribu,

L'immeuble dont la propriété est établie sur un titre administratif français qui n'a pas cessé de lui être applicable était

et non pas la propriété privée vis-à-vis de la propriété privée. Néanmoins, la Cour d'Alger n'a pas persisté dans sa première jurisprudence.

En 1870, des particuliers revendiquaient judiciairement à l'encontre de l'État la propriété d'une source minérale existant dans un douar de la tribu des Smencha, dont le territoire avait été soumis aux opérations du sénatus-consulte. Des décrets rendus en exécution du règlement d'administration publique du 23 mai 1863 avaient, à une date antérieure, délimité le territoire de la tribu, et l'avaient réparti d'abord entre les divers douars, puis dans chaque douar selon la nature des groupes de terre. Cette répartition attribuait la source en question au domaine public.

Cette attribution, définitive entre l'État, représentant le domaine public, et la collectivité du douar, l'était-elle également entre le domaine public et des revendiquants ultérieurs?

Si l'on admettait, avec l'arrêt de 1867, que les dispositions du titre III du décret de 1863 ne tendent qu'à ce but, dégager les territoires des tribus des biens qui leur sont étrangers, en laissant aux tribunaux ordinaires la mission de juger les questions de propriété, il en résultait que les demandeurs qui prétendaient avoir acquis, sur la source litigieuse, les droits privatifs réservés par l'art. 2 § 2 de la loi du 16 juin 1851 étaient recevables dans leur action, bien qu'ils eussent gardé le silence au cours des opérations de la commission. Mais la Cour, cette fois, ne faisant aucune distinction entre les revendications dirigées contre la collectivité du douar ou de la tribu et celles visant des biens étrangers à cette collectivité, décida, en termes généraux, que toutes les revendications à titre melk avaient dû, à peine de déchéance, être formées devant le président de la commission dans le délai imparti par l'art. 10 du décret de 1863 :

« Attendu, dit la Cour....., qu'aux termes du rapport qui a précédé les » décrets du 16 juin 1869 (décrets de délimitation et de répartition), ces » répartitions ont été ainsi faites : — « Par suite des solutions données » aux diverses revendications et de la reconnaissance des catégories de » terres, » satisfaction a été donnée, est-il dit plus haut, à toutes les » revendications de melk de la part des propriétaires ; — Attendu, en droit, » que l'art. 1er du règlement précité d'administration publique, édicté en » vertu de l'art. 3 du sénatus-consulte du 22 avril 1863, porte que la publi- » cation du décret désignant une tribu pour être soumise aux opérations » du sénatus-consulte constitue pour le service des domaines, en ce qui » concerne les biens beylick, et *pour les propriétaires de biens melk*, une » mise en demeure de prendre toutes les mesures conservatrices de leurs » droits ; — Et qu'aux termes de l'art. 10 de ce règlement, dans les deux » mois de la publication prescrite par l'art. 1er, les propriétaires des biens » melk doivent, à peine de déchéance, former leur revendication devant le » président de la commission ; — Qu'en présence de ces textes, les reven- » dications des consorts Girard et Baudreux ne pourraient être accueillies » sans la violation la plus formelle de la loi, fût-il vrai que leurs auteurs » eussent été propriétaires exclusifs de la source dès avant la loi de 1851, » malgré les doutes exprimés par eux dans l'acte de vente et manifestés » par l'acquéreur, par cela même que, quelques mois après, il sollicitait

soumis à la loi française dès avant l'application de la loi du 26 juillet 1873, et, à plus forte raison, depuis l'application de cette loi (2e espèce).

» de l'État la concession de la dite source ; — Attendu, au surplus, que » l'application légale du sénatus-consulte à cette portion de la Kabylie » autre que la *Grande-Kabylie*, à laquelle seule se rapportaient les enga- » gements pris par le maréchal Randon en 1857, est de tout point incon- » testable ; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que l'action exercée » par les demandeurs est en tout cas frappée de déchéance, et qu'elle doit » être repoussée même sans qu'il y ait lieu de vérifier les résultats des » mesures d'instruction ordonnées ; — Que les intimés doivent être con- » damnés aux frais ; — Par ces motifs : — Sans s'arrêter aux fins de non » recevoir, etc. — Infirme le jugement du 12 décembre 1872, déclare les » consorts Girard et Baudreux déchus de toute action en revendication de » la propriété de la source d'Aïn-el-Hamdam, etc. »

(C. d'Alger (1re Ch.), 17 novembre 1873. — L'État c. consorts Girard. — MM. Cuniac, *prem. prés.* ; Fau, *subst. du proc. gén.* ; Génella et Barberet, *av.*).

Cette même doctrine a été consacrée à nouveau par un arrêt du 25 février 1875. L'espèce jugée à cette date présentait cette particularité qu'il s'agissait au procès d'une terre classée comme *arch* à la suite de l'application du sénatus-consulte.

Cette terre était revendiquée par un particulier, comme bien *melk*, vis-à-vis, non point de la tribu, mais d'un autre particulier qui se trouvait en possession de l'immeuble. La tribu et ses droits étaient donc en dehors du débat. Ni l'une ni l'autre des parties n'avaient réclamé devant la commission. Le possesseur, agissant en son propre et privé nom, opposait à la demande la déchéance tirée de l'art. 10.

L'arrêt décide que le sénatus-consulte et le décret réglementaire de 1863 n'ont pas stipulé seulement au regard des tribus, mais qu'ils ont eu pour but d'organiser, dans un intérêt général, les diverses espèces de propriétés existant sur les territoires des tribus, et que les déchéances qu'ils édictent peuvent être invoquées par tout intéressé, même par un simple possesseur n'ayant pas revendiqué devant la commission :

« La Cour, — Considérant que Schwartz, se disant aux droits de divers » Arabes, revendique comme bien melk, contre Ben Taïeb, diverses par- » celles situées sur le territoire de la tribu arabe des Amar Guebala ; qu'il » prétend que Ben Taïeb ne possédait ces terres que comme fermier des » vendeurs ; que, de son côté, Ben Taïeb soutient être aux droits de la » tribu, mais que ni l'un ni l'autre n'apportent de preuves du caractère » qu'ils attribuent à la possession de Ben Taïeb ; — Qu'il faut retenir seu- » lement que Ben Taïeb est en possession, sans qu'il soit justifié que cette » possession soit entachée de précarité ; — Considérant qu'à l'action dirigée » contre lui Ben Taïeb oppose une fin de non recevoir tirée de l'art. 10 du » décret du 23 mai 1863 ; — Considérant qu'il est reconnu que le territoire » des Amar Guebala a été délimité et réparti entre les douars de la tribu » par décret du 18 mai 1867, et que les auteurs de Schwartz n'ont pas alors » revendiqué contre la tribu les terrains aujourd'hui litigieux, qui, par » suite, ont été classés comme arch ; que du silence alors gardé Ben Taïeb

En conséquence, la prescription n'a pu être acquise sur cet

» conclut à la déchéance du droit que Schwartz prétend faire valoir aujour-
» d'hui ; — Qu'il faut d'abord examiner en droit, si Ben Taïeb est recevable
» à proposer cette exception ; — Qu'à la vérité, la déchéance dont il excipe
» aurait été introduite en faveur de la tribu, dont il n'est pas l'ayant cause ;
» mais que, si cette déchéance existait, elle serait basée sur ce que les
» terrains n'auraient pas acquis, au moment des opérations de la réparti-
» tion, l'individualité nécessaire pour qu'ils pussent être à l'avenir consi-
» dérés comme melk ; que, manquant de ce caractère essentiel, ces terrains
» ne pourraient être revendiqués comme melk contre qui que ce fût, même
» contre un simple possesseur ; — Considérant que l'appelant ne demande
» pas que les terres litigieuses soient déclarées arch et attribuées à la tribu ;
» qu'il prétend seulement qu'elles ne peuvent être valablement revendi-
» quées contre lui à titre de melk ; qu'ainsi, son exception n'est qu'une
» défense à l'action dont il est l'objet, et qu'à ce titre elle est recevable ;
» — Qu'au surplus, si le décret du 23 mai et le sénatus-consulte du
» 22 avril 1863 ont eu pour but d'organiser la propriété des tribus arabes
» sur les terrains par elles occupés, ils se proposaient de déterminer en
» même temps les diverses espèces de propriétés pouvant exister sur le
» territoire des tribus ; — Que la loi du 16 juin 1851 avait établi les élé-
» ments des propriétés domaniale, départementale et communale ; mais
» que, tout en proclamant l'inviolabilité de la propriété particulière, elle
» ne l'avait point organisée, et que, sur le territoire des tribus, elle avait
» laissé à l'état de confusion les biens melk, beylik et arch ; — Que le
» sénatus-consulte de 1863 a eu pour but de faire cesser cette confusion et
» de créer à chaque nature de propriété un domaine séparé, en lui attri-
» buant ses limites, et en faisant vérifier contradictoirement ses titres par
» ceux qui avaient intérêt à les discuter ; — Qu'on ne pouvait délimiter le
» territoire des tribus sans en avoir préalablement distrait les biens melk
» et beylik, ainsi que le faisait remarquer M. de Casabianca, rapporteur du
» sénatus-consulte ; — Que ce sénatus-consulte s'appliquait donc non-
» seulement aux terres arch, mais aux terres melk et beylik, qui se trou-
» vaient sur le territoire des tribus ; — Que le législateur l'a si bien com-
» pris que, dans l'art. 5, il a réservé les droits de ces sortes de propriétés,
» dont il ne se serait pas préoccupé s'il eût réglé une matière à elles
» étrangère ; — Que, d'après ce qui précède, le sénatus-consulte et le dé-
» cret de 1863 n'ont pas stipulé seulement en faveur des tribus, mais qu'ils
» ont, sur le territoire de ces tribus, organisé la propriété dans l'intérêt de
» chaque espèce de propriétaires et surtout dans l'intérêt général de l'Algé-
» rie ; — Qu'il en résulte que les déchéances qu'ils ont édictées comme
» sanction de leurs dispositions peuvent être invoquées par tout intéressé ;
» — Considérant qu'il reste à se demander si le décret du 23 mai 1863 a
» voulu et s'il a pu prononcer la déchéance du droit de propriété contre le
» propriétaire melk qui n'avait pas fait valoir ses droits dans les deux mois
» du décret de délimitation ; — Considérant que de l'impossibilité ci-dessus
» exposée d'arriver à la délimitation, sans la distraction préalable des biens
» melk et beylik, résultait pour le législateur la nécessité d'assurer, par
» des mesures énergiques, la prompte revendication de ces sortes de biens ;
» — Que l'art. 10 est formel et prononce la déchéance ; que, dans la langue
» du droit, le mot « déchéance » ne s'applique qu'à des droits acquis et

immeuble au profit d'un Musulman que conformément aux règles de la loi française (2e espèce).

» antérieurs; qu'on ne peut donc l'entendre ici de la privation pour le pro-
» priétaire melk de la faculté qu'il aurait eue ultérieurement de faire recon-
» naître son droit par une commission; — Considérant que cette déchéance
» n'est pas la seule; que l'art. 11 en prononce une nouvelle, cette fois
» contre les tribus, en leur enlevant le droit de contester une revendica-
» tion, c'est-à-dire en les privant aussi d'une action immobilière; — Que
» le même article prononce la nullité de l'action du revendiquant qui n'au-
» rait pas été engagée dans le mois de l'opposition formulée contre sa pré-
» tention par la tribu; qu'en voyant traiter aussi sévèrement le revendiquant
» qui a agi avec quelque lenteur, on ne peut faire un sort meilleur au pro-
» priétaire prétendu qui, comme dans l'espèce, n'aurait même pas formulé
» sa réclamation en temps utile; — Considérant qu'aux termes des art. 7
» et 13 du décret du 23 mai 1863, les opérations de délimitation et de par-
» tage des terres sur le territoire des tribus ont dû être sanctionnées par
» des décrets spéciaux; que, d'après l'art. 14, le décret homologatif a dû
» être transcrit au bureau des hypothèques; — Que ces dispositions prou-
» vent bien qu'on entendait faire quelque chose de définitif; que les opéra-
» tions de délimitation devenant ainsi l'assiette de la propriété et du crédit,
» on ne pourrait, sans danger pour les tiers, y porter atteinte par des récla-
» mations tardives; — Considérant, au surplus, qu'aux termes du sénatus-
» consulte et du décret, déjà interprétés sur ce point par la jurisprudence,
» la déchéance invoquée se restreint aux terres non distraites comme
» melk à l'époque de la délimitation; — Que la distraction effectuée alors
» ne constitue pas, en faveur de celui qui l'a formulée, une attribution
» définitive, mais que son accomplissement est une condition nécessaire
» d'une revendication ultérieure; — Qu'en effet, faute de cette distraction,
» la terre a juridiquement cessé de former un corps certain, et que, par la
» négligence des prétendus propriétaires, elle s'est trouvée définitivement
» absorbée et confondue dans le patrimoine de la tribu;.....
» Par ces motifs : — Déclare Schwartz non recevable et mal fondé dans
» sa demande en revendication, etc. »

(C. d'Alger (2e Ch.), 25 février 1875. — Ben Taïeb c. Schwartz. — MM. BASTIEN, *prés.*; VALETTE, *av. gén.*; CHÉRONNET et CHABERT-MOREAU, *av.*).

L'arrêt de la Chambre des requêtes du 8 novembre 1882 et celui de la Cour d'Alger du 22 mars 1887, ci-dessus rapportés, appliquent les mêmes principes, le premier à une demande de revendication intentée contre l'État, attributaire à titre beylick, le second à une action de même nature dirigée contre un particulier qui avait lui-même revendiqué devant la commission sans qu'aucune opposition se fût manifestée.

Dans l'intervalle de ces deux arrêts, et à la date du 12 décembre 1885, la Cour d'Alger avait également décidé que les revendications de *melk*, formulées devant les commissions du sénatus-consulte, avaient eu pour effet, lorsqu'aucune réclamation ne s'était produite, de constituer sur ces biens, au profit des revendiquants, un droit définitif et incommutable vis-à-vis tant de la tribu que du domaine et des particuliers. (V. cet arrêt *Revue algérienne*, 1886, 2. 171, et la note).

La jurisprudence paraît donc désormais fixée en ce sens.

PREMIÈRE ESPÈCE

—

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

—

8 novembre 1882

—

(Consorts Belkassem c. l'État)

Le 31 octobre 1881, ARRÊT DE LA COUR D'ALGER ainsi conçu :

LA COUR, — Attendu que le décret du 23 mai 1863, contenant règlement d'aministration publique et rendu en exécution et par suite de la délégation spéciale contenue dans l'art. 3 du sénatus-consulte du 22 avril 1863, a force de loi et doit être exécuté dans toutes ses dispositions; que l'art. 10 notamment, qui prononce une déchéance, loin d'être inconstitutionnel ou illégal, n'a fait que spécifier une des conditions, une des formes sous lesquelles la propriété individuelle serait établie, et est ainsi resté dans les termes de la délégation ci-dessus rappelée; — Attendu, en fait, que les immeubles revendiqués par les appelants font partie des deux tribus des Khézaras et des Beni-Ouezzedine ; que les opérations du sénatus-consulte y ont été exécutées sans qu'aucune opposition, réclamation ou revendication ait été faite par les indigènes ou en leur nom, ainsi que le constatent les deux décrets du 10 avril 1867 et 21 mars 1868 et les rapports qui les précèdent ; que, dès lors, aux termes de l'art. 10 du décret du 23 mai 1863, les appelants étaient déchus, dès cette époque, de leurs droits et n'ont pu valablement les exercer par leur exploit du 31 décembre 1877; — Par ces motifs : — Confirme.

POURVOI en cassation par les consorts Belkassem :

1° Violation de la loi du 16 juin 1851, art. 10 et 11, et du sénatus-consulte du 22 avril 1863, art. 5, sur la propriété en Algérie, en ce que, malgré la réserve faite au profit des propriétaires des biens melk, l'arrêt attaqué a déclaré les exposants déchus de leur droit de propriété basé sur des titres réguliers et incontestés, par application de l'art. 10 du décret du 23 mai 1863, dont la disposition, manifestement contraire à celle du sénatus-consulte, est inconstitutionnelle et illégale;

2° Fausse application de l'art. 10 du décret-règlement d'administration publique du 23 mai 1863, en ce que, en supposant la déchéance édictée par cet article légale et constitutionnelle, cette déchéance, essentiellement de droit étroit, ne devait être appliquée, aux termes mêmes de ce décret, qu'au profit des tribus et des douars, pour dégager de leur territoire les biens melk et beylick, et ne saurait être opposée par l'État, dont les droits de propriété, dans les revendications qui peuvent être élevées contre lui, restent soumis, comme ceux de tout particulier, à l'appréciation des tribunaux.

Sur ce pourvoi, M. le conseiller BABINET a présenté les observations suivantes :

« Nous n'avons pas la pensée de contester votre prérogative de vérifier si les décrets dont vous devez ordonner l'application sont revêtus du caractère légal qui seul peut les rendre obligatoires. Dans l'espèce, la question d'inconstitutionnalité des art. 10 et 11 du décret du 23 mai 1863 a été discutée devant le tribunal de première instance et devant la Cour; elle peut l'être sans contredit devant vous. Mais, si nous donnons au pourvoi cette satisfaction, il est de notre devoir de lui rappeler les difficultés de la tâche qu'il a entreprise. Il ne s'agit de rien moins que de vous persuader, en 1882, c'est-à-dire 19 ans après le décret de 1863, que ce règlement d'administration publique a violé la loi dont il devait être le complément, que personne ne s'en est aperçu, qu'il convient de mettre fin à l'application du décret, c'est-à-dire d'ouvrir la carrière aux revendications pendant trente années au moins à partir de 1863 et de frapper d'inefficacité toutes les transactions accomplies relativement aux propriétés foncières de toute espèce dans le territoire des tribus. Certes, voilà une grave responsabilité. Il ne sagit pas d'une interprétation arbitraire d'un texte ou d'un principe obscur, à laquelle se substituerait pour l'avenir une doctrine plus exacte ou plus réfléchie. Il s'agit de biffer, d'anéantir un texte précis sur lequel aucune équivoque n'est possible, qui, à l'expiration d'un délai rigoureux, a imposé à tous une déchéance contre les réclamations ultérieures et un investissement irrévocable, au profit de ceux qui ont fait valoir leurs droits et qui en ont joui pendant 20 années.

Peu importe, dit le pourvoi. Le décret est inconstitutionnel et dès lors il est nul. Tel était sans doute le décret du 2 avril 1854, dont le conseil d'État a refusé de consacrer la valeur légale, parce qu'il attribuait à l'administration, en matière de partage de propriété foncière, une juridiction qui n'appartient qu'aux tribunaux civils, sans se rattacher à aucune loi (Cons. d'Et. 28 février 1866. Hachette, S. 1866, 2, 371. P. chr.) et (28 mai 1868, Menouillard. S. 1869, 2, 158. P. chr.) C'était un acte du pouvoir exécutif, se substituant au législateur, à une date où les lois constitutionnelles avaient réservé au Sénat cette mission. Tel eût été, nous le reconnaissons, le décret de 1863, s'il fût émané du gouvernement avant et non après le sénatus-consulte du 22 avril 1863.

Mais il n'est pas douteux que ce décret a été rendu sur la provocation du sénatus-consulte qui l'annonçait et en imposait la publication. Ici la difficulté redouble pour le pouvoi, car un règlement d'administration publique prescrit par une loi fait corps avec elle et lui emprunte toute la puissance, toute la majesté de la loi elle-même. Le pourvoi est obligé de reconnaître que, dans la plupart de ses dispositions, le décret n'est que l'exécution du sénatus-consulte, la mise en œuvre des principes qu'il a posés. Il n'accuse que l'art. 10, qui a frappé de déchéance toute revendication qui ne s'est pas produite en temps utile, de la part de l'État pour les biens beylik, de la part des particuliers pour les biens melk.

Qu'y a-t-il donc d'étrange et d'inoui dans cette déchéance ? Elle viole, dit le pourvoi, le principe formulé en 1830, répété en 1851, affirmé encore en 1863 par le Sénat, que la propriété arabe doit être respectée et qu'à toute époque on doit pouvoir la revendiquer en justice, sans autre obstacle que ceux fondés sur l'acquisition par autrui, dans des conditions légales préférables aux titres du revendiquant. Ceite critique est beaucoup trop générale pour nous toucher. On admet que, sans porter atteinte au principe

même de la propriété, on a pu et dû ordonner un inventaire général des titres et une vérification contradictoire de ceux des tribus, de l'État et des particuliers. Sans ce travail cadastral, la disposition libre des propriétés était entravée. On approuve le législateur d'avoir voulu un débat contradictoire immédiat, soit devant l'administration entre des réclamations opposées d'un fonds, soit devant les tribunaux, si le conflit subsiste et se perpétue, et l'on prétend vous faire juger que le sénatus-consulte n'a ni pu ni voulu imposer des délais, et par suite une déchéance, pour la manifestation et l'affirmation de ces droits opposés. Mais alors où serait la sanction, l'efficacité de l'inventaire prescrit? Personne ne se serait présenté devant la commission chargée de vérifier les titres si l'on avait pu choisir son heure et ajourner indéfiniment la revendication.

Toute constatation de la propriété privée ou de droit sur des immeubles, toute manifestation exigée par le législateur, soit dans un but d'intérêt général, comme dans notre espèce, soit pour l'exécution de travaux publics, soit même pour la liquidation d'un patrimoine chargé de dettes (saisie immobilière et ordres), rendent nécessaires des déchéances, des forclusions, lorsqu'on a laissé passer les délais impartis par la loi pour la révélation des droits ou des titres. Ce sont là des lois, dira-t-on? Sans doute, mais ce n'est pas le caprice du législateur qui impose ces conséquences, c'est la logique et la nécessité. Elles sont de l'essence même des opérations que nous venons d'indiquer. Il n'y avait donc dans les art. 10 et 11 du décret attaqué qu'une déduction naturelle du principe même posé par la loi. L'exécutif n'a fait que se conformer à l'esprit du sénatus-consulte de 1863. Cela est si vrai qu'on n'a jamais pu prescrire une constatation de la propriété en Algérie, sur un territoire quelconque, sans y joindre des délais et une forclusion. On l'avait fait par l'ordonnance de 1846, pour les territoires alors désignés. On l'a fait encore par la loi du 26 juillet 1873, dont les art. 18 et 19 imposent des délais après lesquels les titres vérifiés deviennent le point de départ de la propriété à l'exclusion de tous droits réels antérieurs; c'est donc une règle invariable, et, lorsque le législateur, au lieu d'inscrire lui-même dans sa loi les détails de la procédure, comme en 1846 et en 1873, confie à l'exécutif le soin d'y pourvoir, on ne peut pas admettre qu'il ait exclu de cette mission, de ce mandat des mesures aussi logiques que nécessaires pour l'efficacité de l'opération prescrite par la loi elle-même.

L'esprit de la loi ne laisse donc pas supposer la limite qui fait les frais de l'hypothèse du pourvoi. Les termes comprennent virtuellement la limitation critiquée : quoi de plus général que l'art. 3 du sénatus-consulte du 22 avril 1863 : « Un règlement d'administration publique déterminera : 1° les formes de la délimitation des territoires des tribus; 2° les formes et les conditions de leur répartition entre les douars, et de l'aliénation des biens appartenant aux douars; 3° les formes et conditions sous lesquelles la propriété individuelle sera établie, et le mode de délivrance des titres. » Formes et conditions, c'est tout dire. Est-ce que l'on pouvait répartir, déclarer qu'un immeuble appartient à quelqu'un, établir la propriété, délivrer un titre si l'on ne commençait pas par vérifier, préciser, provoquer la contradiction des prétendants quelconques? Supprimez les délais ou rendez-les purement comminatoires, faute de les sanctionner par une déchéance, et vous n'avez plus rien de fixe, rien de définitif, vous n'avez rien établi; répartitions,

titres, tout ce qui devait constituer la propriété stable et invariable devient ou reste provisoire, équivoque, sans cesse attaquable. Voilà pour la critique tirée des termes prétendus insuffisants de l'art. 3.

Mais l'art. 5, continue le pourvoi ? Il parle des biens melk, mais ce n'est pas pour que le règlement administratif s'en occupe, c'est pour les réserver. Il n'y a là qu'un jeu de mots. Lisez l'art. 5 et le § 2 de l'art. 2, vous y trouverez la réserve des terres qui appartiennent au domaine communal, des droits de l'État sur la propriété des biens melk, du domaine public défini par la loi de 1851, du domaine de l'État, notamment pour les bois et les forêts, des biens séquestrés (art. 7 du sén. cons.). Que signifient ces réserves ? que l'on ne va pas s'occuper de délimiter, constater et vérifier ces biens mêlés, enchevêtrés, confondus avec ceux qu'on concède aux tribus et aux douars? Ce serait absurde et impossible. Ce qu'on a voulu, c'est faire comprendre aux tribus qu'on n'entendait pas leur attribuer tous ces biens dans la concession que leur faisait le législateur. Prenons, en effet, l'exemple le plus saillant. L'État, avant le sénatus-consulte de 1863, se prétendait seul propriétaire des biens arch, en vertu d'une suzeraineté spéciale et utile ; il prétendait pouvoir cantonner à son gré les tribus. C'est là le droit qui lui enlève désormais le sénatus-consulte, par une concession dont la générosité a été célébrée dans tous les travaux préparatoires et dans la discussion. Mais l'État avait son domaine, puis ses forêts et bois, puis les propriétés du beylick, terre dont il est l'héritier naturel. Conçoit-on un instant que par l'art. 5 on ait entendu dire que ces biens là ne seront pas constatés, isolés ou séparés de la masse des biens arch, c'est-à-dire qu'on délimitera ceux-ci, mais en autorisant l'État à attaquer le lendemain leur attribution à un autre titre et sous un autre prétexte? Cependant, si la déchéance de l'art. 10 du règlement est annulée, c'est le résultat auquel on sera arrivé. Et, ce que nous disons des revendications de l'État, il faudrait le dire de celles des prétendus melk dont les propriétaires auraient gardé le silence, et des biens des communes françaises. On n'aurait donc rien fait, rien constitué, rien établi. Sans doute, l'innovation considérable du sénatus-consulte de 1863, c'est la reconnaissance de la propriété collective des tribus sur les biens arch. Mais elle ne pourrait avoir lieu que si on séparait, on cadastrait, on spécifiait ces biens, en les dégageant de tous autres sur lesquels la tribu ne devait rien prétendre. C'est ce qu'affirmait le rapporteur du sénatus-consulte, M. de Casabianca. C'est ce travail qui a été prescrit par la loi elle-même, et l'exécutif n'a fait que se conformer à ces prescriptions en en règlant les formes et les conditions, de manière à arriver à un résultat définitif, opposable à tous, État, communes et particuliers, et pour cela il fallait bien mettre ces prétentions en demeure de se manifester contradictoirement avec celles de la tribu.

Le deuxième moyen relève la fausse application de l'art. 10 du décret de 1863, en ce qu'à supposer cet article légal, il serait au moins de droit étroit et ne pourrait être appliqué qu'au profit des tribus et des douars, pour dégager de leur territoire les biens melk ou beylick, et non au profit de l'Etat.

Supposons, dit le pourvoi, que le décret eût été légal, en ce qu'il aurait été indispensable, ce que le premier moyen a contesté, de séparer les biens arch de toute autre espèce de propriétés. Supposons que toute revendication de biens beylick ou melk est interdite, en vertu de la déchéance après

le délai accordé. Il en résultera que le patrimoine des tribus sera accru de tout ce que la négligence de l'État ou des particuliers aura laissé ainsi englober dans le domaine arch. Mais, ce but une fois atteint, pourquoi s'occuper de ce que deviennent les biens distincts de ce domaine? Par exemple, qu'importe que le bien revendiqué par quelqu'un, et distrait désormais de la propriété arch, soit attribué par les tribunaux au premier revendiquant ou au second? Il est naturel et logique, il n'est nullement contraire à l'esprit du sénatus-consulte ou du décret que le propriétaire reconnu vis-à-vis de la tribu soit évincé par un tiers dont le droit est supérieur, et qu'à l'inverse, celui qui a perdu tout droit contre la tribu en ait conservé à l'égard des tiers. Dans l'art. 11, l'opposition à une revendication dans les délais doit émaner des représentants de la tribu seule. Trois hypothèses ont pu être prévues : 1° pas de revendication, et, par suite, attribution définitive à la tribu ; 2° revendication d'un particulier ou de l'État et opposition de la tribu : alors les tribunaux décident; 3° revendication sans opposition de la tribu : alors adjudication du bien au revendiquant, par voie administrative. Dès qu'il y a distraction du domaine de la tribu, le but du sénatus-consulte est atteint. Le revendiquant a pu être un copropriétaire, un cheik agissant pour des absents ou des incapables, un demandeur de mauvaise foi. Il y a chose jugée vis-à-vis de la tribu, mais non du vrai titulaire. Il en était autrement sous l'ordonnance de 1846, parce que l'État seul s'attribuait les biens vacants ou abandonnés ; au contraire l'art. 10 le frappe lui-même de déchéance. L'administration ne se borne pas à montrer une vigilance qu'aucun particulier n'est en état de dépasser ou même d'atteindre. Elle se fait un jeu des délais qui la gênent. C'est ainsi que le délai d'un mois de l'art. 11 a été porté à 7 mois par une circulaire du gouverneur général de l'Algérie du 1er mars 1865. Pour cela, il suffit d'ordonner à la commission de retarder la notification de l'opposition de la tribu, et par suite le point de départ du délai. Enfin, le pourvoi soutient que tout son système et les motifs mêmes qui l'appuient sont empruntés à un arrêt de la Cour d'Alger du 12 février 1867, conforme à une circulaire du gouverneur général de l'Algérie du 1er mars 1865, et dont la doctrine est acceptée par M. Robe, *Quest. de droit*, dans le t. IX de la *Jurisp. de la Cour d'Alger*, p. 209, et par M. Perrioud, *Comment. sur le sén.-cons. de 1863*, p. 443. Cette doctrine se résume ainsi : Les revendications n'ont le caractère appropriatif qu'à l'égard des tribus et non à l'égard des tiers.

Disons de suite que, si la Cour d'Alger s'est trompée le 12 février 1867, elle a rectifié sa jurisprudence le 25 février 1875, et a persisté depuis dans cette voie, comme le prouve l'arrêt attaqué lui-même. Disons encore que le pourvoi n'a pas le droit d'invoquer l'autorité de Robe. Cet auteur avait critiqué l'arrêt de 1867, dans une note (1867, p. 85); il avait accentué ses objections (*3e quest. de droit*, 1867, p. 265) dans une dissertation spéciale. Il a salué le retour aux vrais principes (1877, p. 111, *22e quest. de droit*) en ces termes : « Notre opinion personnelle a toujours été dans ce dernier sens et nous l'avons établi dans notre commentaire de la loi de 1873, p. 111. »

En définitive, aucune autorité décisive ne s'impose à vos délibérations. Cherchons des raisons de droit et de logique. La question de savoir si les procès-verbaux de délimitation à la suite des enquêtes rendent, après les délais de déchéance, les droits des revendiquants incommutables à l'égard de tous ou opposables seulement à la tribu est, au dire de M. Robe,

la plus délicate et la plus importante que puisse soulever l'exécution du sénatus-consulte de 1863. Il n'hésite pas à dire que, si l'arrêt de 1867 avait prévalu, c'eût été, au profit de la mauvaise foi, rendre la propriété arabe éternellement flottante. En effet, un fait inattendu, que Robe était parfaitement compétent pour nous révéler, c'est que, lorsqu'on a procédé à l'application du sénatus-consulte de 1863, ce n'est pas la terre arch qui s'est trouvée dominer en étendue. Il s'est produit, dit-il, ce résultat, que presque tout s'est révélé terre melk et propriété privée. Dès lors, l'incertitude et le défaut de stabilité se produiraient sur la plus large échelle, si tout ce qui n'est pas arch restait soumis à d'interminables contestations.

Les opérations prescrites par l'ordonnance du 1er octobre 1844, par celle du 21 juillet 1846, par la loi du 26 juillet 1873 ont toujours abouti à des délivrances de titres, qui, suivant les expressions si énergiques de l'art. 18 de la dernière loi, forment le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous droits réels antérieurs;

Il y a donc des précédents, consacrés du reste par les arrêts d'Alger des 6 juin 1871, 14 mars 1872, et 17 novembre 1873 (Robe, t. XIII, p. 122; t. XIV, p. 77; t. XV, p. 273 (1).

Vérifions si nous ne trouverons pas dans le décret du 23 mai 1863 des dispositions équivalentes, rendant applicables à toutes les classes de propriétaires les déchéances prononcées, et opposables à tous les revendications faites en temps utile. L'art. 1er du décret, après avoir prescrit des affiches et des publications au début de la révision générale des droits, ajoute : « Cette publication constituera pour le service des domaines, en ce qui concerne les biens beylick, pour les propriétaires de biens melk, pour les tribus et pour les douars, une mise en demeure de prendre toutes les mesures conservatoires de leurs droits. » Personne n'est excepté, parce que l'opération intéresse tout le monde. Puis vient la déchéance de l'art. 10 : « Dans les deux mois, les propriétaires de biens melk devront former leurs revendication. Leurs noms, les limites, les faits invoqués seront recueillis avec soin. » Art. 11 : « Le délai expiré sans opposition, les biens melk et les biens beylick seront acquis aux auteurs des revendications. » « Seront acquis », quoi de plus clair? Le système du pourvoi y substitue cette formule : « Il n'y aura rien d'acquis. » Il n'a pas compris ce qui doit se passer en cas de conflit sur la revendication. S'agit-il de l'opposition que forme la tribu à la revendication, de quelque part qu'elle se produise? L'art. 11 oblige le revendiquant à former à bref délai, à peine de nullité, sa demande en justice. Mais plusieurs revendications en sens contraire pouvaient se produire dans le délai légal. L'art. 12 y a pourvu : « Les contestations auxquelles donneraient lieu les revendications des biens melk et beylick seront portées devant la juridiction compétente à la diligence des parties intéressées, » car ici, il y a deux ou plusieurs revendiquants égaux en apparence. Art. 13 : « L'ensemble des travaux concernant la délimitation et les revendications et reconnaissances des biens melk et beylick fait l'objet d'un rapport. L'opé-

(1) Les arrêts des 6 juin 1871 et 14 mars 1872 ne font que consacrer cette disposition formelle de l'art. 16 de l'ord. du 21 juillet 1846, que le titre homologué en exécution de la dite ordonnance ne pourra être attaqué, pour quelque cause que ce soit, par les tiers qui n'auront pas réclamé antérieurement.

L'arrêt du 17 nov. 1873 est rapporté dans la note *supra*, p. 326.

ration devient définitive par un décret », et Art. 15 : « Le service des contributions établit par suite la matrice foncière du territoire de chaque douar, comprenant : 1° les biens beylick ; 2° les biens melk ; 3° les biens communaux ; 4° les biens collectifs de culture. »

Nous estimons que, sous un système dont le but et les procédés sont aussi clairs, il n'y a pas de place pour la théorie du pourvoi, d'après laquelle, dès que l'Etat, dès qu'un particulier aurait, en temps utile, revendiqué et obtenu administrativement ou judiciairement un titre récognitif de son droit privé, il aurait conservé, en même temps, et à son préjudice, les droits occultes des tiers qui ne se sont pas révélés, et les aurait relevés de la déchéance qui les frappait s'il s'était tu.

Et nous résumons notre discussion par ce passage fort net de M. Robe, *Comment. de la loi de 1873*, p. 208 : « Ce tiers qui se présente tardivement n'est-il pas véritablement déchu ? N'a-t-il pas personnellement encouru la déchéance ? Admettre postérieurement sa revendication contre le possesseur, n'est-ce pas le relever de sa déchéance, violer la disposition légale qui dit que les melk ou beylick réclamés seront acquis aux auteurs de la revendication, provoquer les procès et rendre la propriété arabe éternellement flottante ? »

Pour nous, ce n'est pas là ce qu'a voulu, ce qu'a dit le législateur, et l'arrêt attaqué a bien jugé en refusant de discuter la valeur et la portée des actes produits, parce que les demandeurs n'avaient plus de droits à faire valoir contre l'État. »

ARRÊT

LA COUR, — Sur les deux moyens, pris de la violation et de la fausse application de la loi du 16 juin 1851, art. 10 et 11, du sénatus-consulte du 22 avril 1863, art. 5, et de l'art. 10 du décret réglementaire du 23 mai 1863 :

Attendu que en 1863 comme aux diverses époques où le législateur a voulu constituer la propriété foncière en Algérie, de manière à répondre aux exigences des intérêts publics et privés, le but et les moyens ont été les mêmes ; — Attendu que le but consistait à substituer à des droits occultes ou à des prétentions menaçantes pour l'avenir une manifestation immédiate et contradictoire de tous les titres de propriété ; puis, lorsque ces droits et ces titres auraient été reconnus sans lutte, ou débattus, en cas de conflit, devant les tribunaux, à leur donner une nouvelle sanction au nom du gouvernement français, à dresser le cadastre des territoires ainsi partagés, et à assurer désormais aux ayants droit vis-à-vis de tous une propriété du sol définitive, disponible et à l'abri de toute attaque ; — Attendu que les moyens, en 1863 comme en 1846 et 1873, ont consisté dans une large publicité garantissant l'appel de tous les intéressés, dans l'obligation pour les prétendants de réclamer et revendiquer le sol, dans l'organisation d'un

contrôle et d'une contradiction donnant aux revendications toute leur valeur, enfin, dans des délais, dont l'expiration assurait pour l'avenir l'acquisition définitive du sol à ceux qui se seraient conformés à la loi, à l'exclusion de tous droits occultes tardivement allégués; — Attendu que le sénatus-consulte du 22 avril 1863, dans ses art. 1, 2 et 5, a posé le principe d'une délimitation des territoires des tribus et des douars, avec séparation de leurs propriétés collectives et des biens sur lesquels il réservait l'exercice des droits soit du domaine public ou communal, soit de l'État comme héritier des biens beylick, soit des particuliers agissant comme propriétaires à titre privé des biens melk; — Que, dans son art. 3, il a confié à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les formes et aussi les conditions de la vérification des titres; — Que dans les prévisions du législateur rentrait nécessairement tout ce qui est relatif à la manifestation des droits, à leur reconnaissance ou à la solution des contestations qui pouvaient se produire, à la fixation de délais proportionnés aux diverses phases de la procédure, et, par suite, aux forclusions ou déchéances, conséquence inévitable du silence des prétendants; — Que, dès lors, ces matières rentraient aussi dans les attributions de l'autorité, à qui le Sénat déléguait la mission d'édicter un règlement qui, inséparable de la loi, s'impose comme elle au respect des justiciables et des tribunaux; — Attendu que, par conséquent, l'art. 10 du décret du 23 mai 1863 n'est ni inconstitutionnel, ni illégal, et qu'il doit être appliqué suivant sa forme et teneur;

Attendu que la déchéance directe et personnelle, frappant, d'après cet article, tous ceux qui n'ont pas manifesté leurs prétentions en temps utile, s'applique bien aux particuliers qui revendiqueraient tardivement des biens au titre melk, après avoir été, aux termes de l'art. 1er, *mis en demeure* de prendre toute mesure conservatoire de leurs droits; — Qu'elle a pour contre-partie cette déclaration de l'art. 11, qu'après les délais expirés, les biens melk et beylick seront acquis aux seuls auteurs des revendications; — Attendu que cette acquisition et cette consolidation des titres incontestés ou reconnus judiciairement ont leur effet vis-à-vis de l'État et des particuliers aussi bien que vis-à-vis des tribus, et que, comme couronnement de l'œuvre de la délimitation, l'art. 15 prescrit l'établissement d'une matrice foncière du territoire de chaque douar distinguant soigneusement, d'après leur nature, les biens beylick, melk, communaux ou collectifs de culture;

Attendu, dès lors, que l'arrêt n'a ni violé, ni faussement appliqué le sénatus-consulte de 1863 et le règlement ayant force

de loi qui en a été la suite, lorsqu'il a refusé aux demandeurs la faculté d'établir, à l'aide d'anciens titres, leurs prétentions à la propriété d'un domaine adjugé, après 1863, au titre beylick, à l'État, qui seul avait rempli toutes les formalités légales ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BÉDARRIDES, *prés.* ; BABINET, *rap.* ; CHEVRIER, *av. gén.* ; BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

COUR D'ALGER (1re Ch.)

22 mars 1887

(Mohamed bou Azza et cons. c. cie des mines de Camerata).

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que l'arrêt du 12 décembre 1881 a validé la vente faite à la compagnie des mines de Camerata par acte du 28 mars 1879, transcrit le 29 mai suivant ; — Qu'il y a, sur ce point, chose jugée entre les parties ; — Que les consorts Bou Azza sont irrecevables à attaquer cette aliénation ;

Considérant que la qualité de Mouloud ben Ahmed ould Sidi Moussa d'héritier de Sliman, attestée dans cet acte, est établie en la forme musulmane par des actes de cadi ; — Que les consorts Bou Azza ne justifient pas qu'elle leur appartient ou appartient à d'autres ; — Qu'ils produisent eux-mêmes un acte de partage qui constate cette qualité ; — Que leurs critiques sur l'état civil du vendeur de la société des mines de Camerata doivent donc être rejetées ;

Considérant que les appelants ne sont pas mieux fondés à opposer aux intimés l'autorité de la chose jugée par l'arrêt susvisé ; — Considérant que la Cour s'en est tenue, et dans ses motifs seulement, à énoncer qu'il n'était pas justifié que Mohamed ben Sidi Ahmed bou Azza eût encouru la déchéance édictée par l'art. 12 du décret du 23 mai 1863, faute par lui d'avoir formé sa revendication dans le délai prescrit devant la commission chargée de procéder, dans le douar-commune de Sidi-ben-Adda, aux opérations prescrites par le sénatus-consulte du 22 avril 1863 ; — Considérant que la Cour, en renvoyant les parties devant le tribunal d'Oran, pour y être statué sur leurs prétentions à la propriété de la terre dite El-Asla, ne pouvait, sans porter atteinte à sa décision, infirmer l'acte qui servait de titre unique à l'une d'elles ; — Qu'elle ne

pouvait non plus lui reconnaître une valeur décisive ; — Qu'elle devait, comme elle l'a fait, énoncer que la déchéance de Bou Azza n'était pas justifiée, pour permettre à cet intimé de faire valoir ses droits, en établissant notamment qu'il n'avait encouru aucune déchéance, soit parce qu'il avait lui-même revendiqué, soit parce que quelque vice aurait entaché l'attribution faite à son compétiteur ;

Considérant que, devant les premiers juges et en appel, les consorts Bou Azza n'ont pas fait cette preuve ; — Qu'ils se bornent à critiquer l'interprétation donnée par le tribunal aux art. 10 et 11 du décret du 23 mai 1863 ;

Considérant que cette interprétation est conforme au texte du sénatus-consulte et de ce décret, à l'esprit qui a inspiré le législateur ; — Que la jurisprudence l'a pleinement adoptée ;

Considérant que, devant la commission instituée pour l'application du sénatus-consulte, l'auteur de la société des mines de Camerata a revendiqué, comme un melk lui appartenant, la terre El-Asla ; — Qu'il était facultatif à tout prétendant droit sur cet immeuble et aux consorts Bou Azza de produire aussi leur revendication ; — Qu'aucune opposition ne s'étant manifestée, le revendiquant a été régulièrement confirmé, en 1867, dans sa propriété, et que tous autres droits que les siens ont été frappés de déchéance ;

Considérant que les consorts Bou Azza auraient pu, il est vrai, acquérir la terre El-Asla par une possession de nature à fonder la prescription, mais que leur possession n'aurait pu commencer utilement qu'en 1867, après l'attribution faite par la commission du sénatus-consulte ; — Qu'elle était soumise aux conditions de la loi française, et, à défaut de juste titre, aurait dû avoir une durée de trente ans ; — Considérant, en effet, que, la propriété de la terre El-Asla étant établie par un titre administratif français, qui n'a cessé de lui être applicable, cette terre était soumise à la loi française, même avant l'application de la loi de 1873, et, à plus forte raison, depuis cette loi ; — Considérant, dès lors, que, les consorts Bou Azza n'yant pu prescrire, leur offre de preuve doit être rejetée ;

Adoptant, au surplus, les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement dont est appel, pour être exécuté suivant sa forme et teneur ; — Déboute les consorts Bou Azza de leurs conclusions.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* ; BROUSSAIS et Alfred DAIN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (Aud. comm.)

24 juillet 1883

Intérêts de capitaux, Tunisie, faillite, créanciers français, taux légal, usages locaux, loi française.

Doit être admise au passif de la faillite avec les intérêts à 12 °/₀ l'an la créance d'un Français résultant d'un jugement du tribunal consulaire de Tunis qui a condamné le débiteur à payer, outre le principal de sa dette, les intérêts au taux du pays, *du jour de la demande* (1re espèce).

Les créanciers français qui, dans la faillite d'un Français ouverte en Tunisie, produisent pour le montant d'effets de commerce protestés, ont droit aux intérêts de leurs créances calculés, à partir de la date des protêts, à raison de 6 °/₀, taux fixé par la loi française en matière commerciale, et non à raison de 12 °/₀, taux d'usage en Tunisie (2e espèce) (1).

PREMIÈRE ESPÈCE

(Faillite Gardelle c. Grima)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Grima prétend que les intérêts du principal de sa créance doivent être calculés au taux de 12 °/₀ l'an ; que le syndic de la faillite conteste ce taux et n'entend admettre que les intérêts à 6 °/₀ l'an, taux légal en matière commerciale aux termes de la loi française ; — Attendu que Grima produit à l'appui de sa prétention un jugement rendu, le 8 novembre 1882, par le tribunal consulaire de France à Tunis, jugement aux termes duquel Gardelle est condamné à lui payer la somme de 1207 fr. 75 cent., montant de sa créance en principal, avec les intérêts au taux du pays du jour de la demande ; — Attendu que le taux à 12 °/₀ l'an est le taux ordi-

(1) V., sur les deux espèces, l'étude de M. Jacquey : *De la loi applicable au taux de l'intérêt légal en Tunisie pour les créanciers français (Revue algérienne*, 1887, 1, 171 et suiv.).

naire de l'intérêt en Tunisie et qu'il n'est pas douteux que c'est bien ce taux que le jugement a entendu viser; — Attendu que le tribunal de céans n'a pas le pouvoir de modifier le jugement dont s'agit, lequel doit recevoir son exécution tant que l'une des parties ne se sera pas pourvue par les voies légales à l'effet de le faire réformer;

Par ces motifs : — Dit qu'en l'état la créance de Grima sera admise au passif de la faillite avec les intérêts à 12 °/₀ l'an, etc.

MM. PONTOIS, *prés.;* MASSON, *subst.;* DE FRESCHEVILLE et PELLETIER, *arb. de com.*

DEUXIÈME ESPÈCE

(Faillite Gardelle c. Audibert, Sabatier et autres)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'Audibert, Sabatier Paul Étienne père et fils prétendent que les intérêts du principal de leurs créances de la faillite Gardelle doivent être calculés à partir du jour des protêts à raison de 12 °/₀ l'an, taux habituel du pays; — Attendu que le syndic de la faillite conteste cette prétention et n'entend admettre ces intérêts qu'à raison de 6 °/₀ l'an, taux légal de France;

Attendu que les intérêts réclamés ne tirent point leur origine de la volonté des parties; qu'ils sont alloués aux créanciers par les art. 184 du Code de commerce et 1153 du Code civil; — Attendu que l'art. 1153 du Code civil ne subordonne point le taux des intérêts à des usages locaux susceptibles de variations; qu'il n'admet que le taux fixé par la loi; — Attendu que la loi qui régit la matière est la loi du 3 septembre 1807, d'après laquelle le taux de l'intérêt de l'argent est de 6 °/₀ l'an en matière commerciale; — Attendu qu'on ne saurait fixer un autre taux pour les intérêts moratoires, sans contredire manifestement à l'art. 1153 du Code civil, en vertu duquel ces intérêts sont réclamés; — Attendu que ces principes ont été consacrés par une jurisprudence constante, notamment par arrêt de la Cour d'Aix du 12 juin 1862;

Par ces motifs : — Dit que les intérêts réclamés par Audibert, Sabatier Paul Étienne père et fils seront calculés à raison de 6 °/₀ l'an, à partir de la date des protêts jusqu'à celle du jugement déclaratif de la faillite.

MM. PONTOIS, *prés.;* MASSON, *subst.;* DE FRESCHEVILLE et PELLETIER, *arb. de com.*

CONSEIL D'ÉTAT

26 février 1886

Cours d'eau, Algérie, domaine public, autorisation d'usine, clause de retrait, concession d'eau, commune, salubrité publique, force motrice, diminution, refus d'indemnité.

Lorsque, en autorisant l'établissement d'un moulin sur un cours d'eau qui, comme tous les cours d'eau de l'Algérie, fait, aux termes de la loi du 16 juin 1851, partie du domaine public, l'administration stipule que le permissionnaire n'aura droit à aucune indemnité si, dans l'intérêt de la salubrité publique notamment, il vient à être privé de tout ou partie des avantages à lui concédés, ce permissionnaire n'est pas fondé à réclamer une indemnité quand, par suite de la concession d'un certain volume d'eau à une commune pour les besoins de son alimentation, la force motrice du moulin qu'il a construit se trouve diminuée ou même supprimée (1).

(1) Cpr. Cons. d'État, 4 juillet 1873 (*Rec.*, p. 608) et 11 janvier 1884 (*Revue algérienne*, 1885, 2, p. 302).

En Algérie, les cours d'eau de toute sorte ont été classés dans le domaine public par la loi du 16 juin 1851, art. 2, nº 3. C'est dire qu'ils sont devenus inaliénables et imprescriptibles (C. civ., art. 1128, 1598 et 2226), et que, depuis la promulgation de cette loi, on ne peut plus acquérir soit sur leurs eaux, soit sur leur lit, que des droits précaires, révocables à toute époque, sans indemnité.

L'administration a seule qualité pour conférer ces droits précaires. Toute entreprise sur un cours d'eau qui n'a pas été précédée d'une autorisation administrative est, en effet, illégale et constitue une contravention. (V. notamment Cons. d'État, 8 août 1882, et la note, et 11 juillet 1881, *Revue algérienne*, 1885, 2, 294 et 304).

Ayant seule le pouvoir d'accorder les autorisations, l'administration a seule aussi le pouvoir de les révoquer. Mais, en dépit de leur caractère précaire, ces autorisations peuvent-elles être révoquées par l'administration quand bon lui semble, pour quelque cause que ce soit et même sans cause aucune, *ad nutum?* Les réserves insérées à cet égard dans les articles d'autorisation sont ainsi conçues :

« Si, à quelque époque que ce soit, dans l'intérêt de la navigation, de » l'agriculture, du commerce, de l'industrie ou de la salubrité publique, » l'administration reconnaît le pouvoir de prendre des dispositions qui pri- » vent le concessionnaire, d'une manière temporaire ou définitive, de tout » ou partie des avantages à lui concédés par le présent règlement, le con- » cessionnaire n'aura droit à aucune indemnité et pourra seulement récla- » mer la remise de tout ou partie de la redevance qui lui est imposée.

(Court c. commune de Bordj-bou-Arréridj)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par le sieur Court, propriétaire, demeurant à Sétif (Algérie), actuellement résidant à Bône, la dite requête tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 18 novembre 1883, par lequel le Conseil de préfecture du département de Constantine a déclaré non recevable la demande d'indemnité formée par le requérant contre la commune de Bordj-bou-Arréridj; — Ce faisant, attendu, en ce qui touche la fin de non recevoir tirée de la situation irrégulière où se trouverait le moulin du

---

» Si ces dispositions doivent avoir pour résultat de modifier d'une manière définitive les conditions du présent règlement, elles ne pourront » être prises qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles » qui l'ont précédé. »

On voit que, malgré la généralité de ses termes, cette clause est cependant limitative, d'abord parce qu'elle interdit de modifier les autorisations dans tous les cas où l'intérêt de la navigation, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, de la salubrité publique ne peut pas être invoqué, ensuite parce qu'elle oblige à remplir, avant les modifications d'autorisations, toutes les fois qu'elles doivent avoir une portée définitive, des formalités semblables à celles qui ont précédé les autorisations.

Aussi, pour rejeter le pourvoi du requérant, le Conseil d'Etat donne-t-il comme argument que l'arrêté de concession attaqué n'a été pris qu'après enquête et dans l'intérêt de la salubrité.

Au point de vue du droit, cette décision nous paraît inattaquable; car, outre que l'enquête préalable avait effectivement eu lieu, il est évident que l'alimentation d'un centre de population intéresse la salubrité publique. Mais, au point de vue de l'équité, le rejet de la demande d'indemnité du requérant peut sembler une mesure bien rigoureuse, si la force motrice de son moulin a été réellement, comme il l'a prétendu, supprimée ou seulement amoindrie. Sans doute, ayant connaissance de la clause ci-dessus reproduite, il savait, en construisant son usine, à quoi il s'exposait. Mais il comptait sûrement que cette clause ne lui serait pas appliquée; et, de fait, l'application en est fort rare, l'administration ne se décidant pas facilement à prendre des mesures qui peuvent non seulement ruiner un particulier, en rendant inutiles les installations qu'il a faites à grands frais, mais encore porter une atteinte indirecte au crédit des autres usiniers et décourager les entreprises nouvelles.

S'il nous était permis d'exprimer ici, sous forme de conclusion, toute notre pensée, nous dirions que l'administration ferait peut-être bien de renoncer complètement à l'application de cette clause rigoureuse et antiéconomique, et, tout en maintenant aux cours d'eau de l'Algérie leur caractère d'inaliénabilité, de prendre pour règle d'accorder une indemnité, toutes les fois qu'en révoquant une autorisation antérieurement donnée, elle causerait un préjudice appréciable que rien ne viendrait compenser.

L. HAMEL.

requérant, qu'il appartiendrait à l'autorité administrative seule d'en exciper, et qu'elle a ratifié tacitement les modifications apportées aux conditions primitives de l'autorisation en percevant, chaque année, la redevance imposée au permissionnaire; — Au fond, attendu que, si l'arrêté du 14 juin 1860, qui obligeait le permissionnaire à construire un moulin, réservait à l'administration le droit de le priver sans indemnité des avantages à lui accordés, ce ne pouvait être que dans un but d'intérêt général dont la commune n'est pas fondée à se prévaloir; que, d'ailleurs, l'art. 2 de l'acte de concession à la commune a eu pour objet, en réservant formellement les droits des tiers, de sauvegarder celui du requérant, seul usager intéressé sur le cours de l'oued Lechbourg; — Attendu qu'en fait, la concession de 25 litres d'eau à la seconde au profit de la commune a pour conséquence de supprimer complètement la force motrice du moulin du sieur Court, dont la direction des contributions directes a fixé la valeur locative à 4,000 francs; — Condamner la commune de Bordj-bou-Arréridj au paiement de 3,000 francs de dommages-intérêts, avec intérêts du jour de la première demande, la condamner, en outre, à tous les dépens, subsidiairement ordonner une expertise contradictoire;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu le mémoire en défense présenté pour la commune de Bordj-bou-Arréridj, dûment représentée par son maire en exercice, le dit mémoire tendant au rejet du pourvoi avec dépens, par le motif que le Conseil de préfecture de Constantine, saisi d'une demande d'indemnité à raison de dommages causés à une usine, devait, aux termes de l'art. 48 de la loi du 16 septembre 1807, examiner si l'établissement était légal, et que c'est à bon droit qu'il a accueilli la fin de non recevoir tirée de ce que la situation de l'usine était irrégulière; — Qu'au fond, l'arrêté du 26 janvier 1881, autorisant, après enquête, la dérivation des eaux de l'oued Lechbourg, a été pris dans l'intérêt de la salubrité publique et de l'agriculture, c'est-à-dire conformément à l'art. 17 de l'arrêté du 14 juin 1860; que cet arrêté n'ayant conféré au permissionnaire que des droits essentiellement revocables, la réserve des droits des tiers, insérée dans l'arrêté du 26 janvier 1881, ne peut s'appliquer qu'à des droits antérieurs à la loi du 16 juin 1851, et que le sieur Court n'invoque aucun titre de cette nature; — Qu'en fait, la prise d'eau, pratiquée à 12 kilomètres en amont de son moulin, est sans influence appréciable sur la force motrice dont il peut disposer; que, dans ces circonstances, toute expertise serait inutile et frustratoire;

Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, ensemble l'avis du gouverneur général de l'Algérie;

Vu le mémoire en réplique par lequel le sieur Court déclare persister dans ses conclusions, par le motif que la commune de Bordj-bou-Arréridj, déjà pourvue d'eau, n'a sollicité une prise sur l'oued Lechbourg qu'en vue d'augmenter ses revenus en distribuant de l'eau aux particuliers, et demande, en outre, les intérêts des intérêts;

Vu l'arrêté du général commandant la division de Constantine en date du 14 juin 1860; — Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 26 janvier 1881; — Vu la loi du 28 pluviôse an VIII; — Vu la loi du 16 juin 1851;

Sans qu'il soit besoin de statuer sur la fin de non recevoir opposée par la commune et tirée de ce que le moulin du sieur Court n'avait pas été établi dans les conditions prévues par l'arrêté d'autorisation;

Considérant qu'aux termes de l'art. 2 de la loi du 16 juin 1851, sur la constitution de la propriété en Algérie, les cours d'eau de toute sorte et les sources font partie du domaine public, et qu'aux termes de l'art. 15 de l'arrêté, en date du 14 juin 1860, qui a autorisé l'auteur du sieur Court à faire usage d'une chute d'eau sur l'oued Lechbourg, le permissionnaire n'aura droit à aucune indemnité si, dans l'intérêt de l'agriculture, de l'industrie, du commerce ou de la salubrité publique, l'administration reconnaît la nécessité de le priver de tout ou partie des avantages à lui accordés;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la concession à la commune de Bordj-bou-Arréridj d'un volume d'eau de 25 litres par seconde lui a été attribuée après enquête, dans l'intérêt de la salubrité et, par suite, conformément aux réserves contenues dans l'arrêté ci-dessus rappelé du 14 juin 1860; que le sieur Court n'invoque d'autres droits que ceux qu'il prétend tenir du dit arrêté;

Que, dans ces circonstances, et sans qu'il y ait lieu de recourir à une expertise, la demande du requérant doit être rejetée;

Décide: — Art. 1er. — La requête du sieur Court est rejetée.

MM. LAFERRIÈRE, *prés.*; BAILLY, *rap.*; GOMEL, *com. du gouv.*; GAUTHIER et CHOPPARD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

7 juin 1887

Indivisibilité, action en partage, licitation, appel.

L'action en partage n'est pas de sa nature essentiellement indivisible ; lui attribuer ce caractère, c'est donner aux dispositions de l'art. 1218 du Code civil, en matière de partage, une extension exagérée qu'elles ne comportent pas (1).

Par suite, l'appel d'un jugement qui ordonne une licitation peut se trouver recevable, bien que l'appelant n'ait pas intimé toutes les parties qui avaient figuré en première instance.

(Amar ben Youssef ben Talha et consorts c. Semel et Rouzaud)

Un jugement du tribunal civil d'Alger, du 23 juin 1883, avait statué sur une demande en homologation d'un rapport d'un notaire commis au cours d'une instance en partage suivie à la requête du sieur Rouzaud contre cinquante-et-une personnes qui auraient paru à l'origine avoir des droits dans la propriété indivise. — Le jugement avait homologué le travail du notaire, qui attribuait la propriété de l'immeuble à onze seulement des parties figurant à l'instance, et ordonné la licitation de cet immeuble entre les onze copropriétaires désignés par le notaire ; il avait en même temps réservé à quelques-uns des défendeurs le droit de faire valoir leurs prétentions sur le prix de la vente par licitation. — Sept des parties, qui figuraient parmi les onze copropriétaires, estimant que la vente par licitation n'était pas nécessaire, interjetèrent appel du jugement, mais ils n'intimèrent devant la Cour d'appel d'Alger que les quatre autres copropriétaires et deux des parties dont les droits avaient été réservés ; ils laissèrent de côté vingt-cinq

(1) La question de savoir si l'action en partage est indivisible est très controversée. V. pour l'affirmative : Cass., 13 novembre 1833, D. A. v° *Succession*, n° 1584 ; Bordeaux, 14 janvier 1842, D. A. v° *Appel civil*, n° 626 ; Toulouse, 5 février 1842, D. A. v° *Appel civil*, n° 591 ; Montpellier, 16 novembre 1842, Sir. 43. 2. 116 ; Rennes, 19 juillet 1845, D. P. 46. 4. 387 ; Bastia, 14 avril 1856, Sir. 56. 2. 634 ; Cass. belg., 29 octobre 1857, Pasicrisie, 57. 1. 423 ; Bruxelles, 12 août 1861, Pasicrisie, 62. 2. 7 ; Alger, 26 février 1866, D. P. 68. 1. 110 ; Paris, 8 mars 1867, Sir. 67. 2. 115 ; Dijon, 23 décembre 1868, Sir. 70. 2. 16 ; Demolombe, t. XV, n° 617 ; Laurent, t. X, p. 288. — *Contrà :* Cass., 21 janvier 1834, Sir. 34. 1. 112 ; 22 juin 1835, D. A. v° *Conciliation*, n° 217 ; Limoges, 8 janvier 1839, Sir. 39. 2. 263 ; Cass., 13 décembre 1848, Sir. 49. 1. 23. — Cpr. Cass., 10 avril 1866, D. P. 66. 1. 277.

individus qui avaient figuré au jugement et qui, suivant eux, n'avaient plus aucun droit ni aucun intérêt dans l'affaire. — Le sieur Rouzaud et les autres intimés opposèrent alors une fin de non recevoir tirée de ce que l'appel était non recevable pour n'avoir pas amené devant la Cour toutes les parties qui étaient en cause devant les premiers juges.

Un arrêt de la Cour d'appel d'Alger, du 9 juillet 1884, accueillit cette fin de non recevoir :

« Attendu, dit la Cour, qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une action en partage, et qu'en cette matière il est de jurisprudence que l'appel du jugement intervenu n'est recevable qu'autant que tous les copartageants ayant figuré en première instance ont été intimés; — Attendu, par suite, que, sans s'arrêter à l'examen des conclusions prises par les parties en cause sur le fond du débat, il y a lieu purement et simplement d'accueillir la fin de non recevoir proposée.... »

POURVOI EN CASSATION par les appelants pour fausse application et violation des art. 1217 et 1218 du Code civil.

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le moyen du pourvoi en ses deux branches :

Vu les art. 1217 et 1218 du Code civil;

Attendu que, pour déclarer irrecevables les appels interjetés par Amar ben Youssef et consorts du jugement rendu par le tribunal civil d'Alger le 22 juin 1883, la Cour d'appel d'Alger, sans s'expliquer sur l'intérêt que pouvaient avoir les intimés qui opposaient la fin de non recevoir à la présence dans l'instance d'appel des parties qui n'avaient point été intimées devant elle, s'est exclusivement fondée sur ce qu'il s'agissait d'une action en partage, dont, suivant elle, la nature était essentiellement indivisible, et que, par conséquent, l'appel ne pouvait être jugé qu'entre toutes les parties qui avaient figuré en première instance;

Qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a donné aux dispositions de l'art. 1218 du Code civil, en matière de partage, une extension exagérée qu'elles ne comportent pas; qu'il a, par suite, violé le dit article;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt rendu par la Cour d'appel d'Alger le 9 juillet 1884, et renvoie la cause et les parties devant la Cour d'appel d'Aix.

MM. BARBIER, *prem. prés.*; GREFFIER, *rap.*; CHARRINS, *av. gén.* (conc. contr.); PERRIQUET et ARSÈNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

18 mai 1886

Étranger, séparation de corps, provision alimentaire, tribunaux français d'Algérie, compétence. — Demande provisoire, juge des référés, compétence.

Les tribunaux français d'Algérie sont-ils, en vertu de l'art. 33 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, compétents entre étrangers, même pour les contestations relatives à l'état et à la capacité des personnes, particulièrement en matière de séparation de corps? (Non résolu) (1).

Ils sont, dans tous les cas, compétents pour ordonner, au cours d'une instance en séparation de corps entre étrangers, des mesures provisoires, notamment pour allouer à la femme une pension alimentaire; mais ces mesures doivent garder leur caractère provisoire et n'avoir d'effet que pour une durée limitée (2).

Le juge des référés est incompétent pour statuer sur la demande en provision alimentaire formée par la femme au cours d'une instance en séparation de corps (3).

---

(1) Tout en réservant la question, la Cour prend assez clairement parti pour la négative. C'est, du reste, la jurisprudence constante de la Cour d'Alger pour toutes les contestations relatives à l'état et à la capacité des personnes : Req., 26 juillet 1852, D. P. 52. 1. 249; Alger, 19 février 1855, *Journ.* de Robe, 1860, p. 417, 4 mars 1874, D. P. 75. 2. 62; trib. de Sétif, 1er mai 1883, *Journ.* de Robe, 1883, p. 358; trib. d'Alger, 2 avril 1884, *eod. op.*, 1885, p. 298.

(2) Jurisp. constante, en France et en Algérie : Lyon, 25 février 1857, Sir. 57. 1. 625; Angers, 20 février 1861, Sir. 61. 2. 409; Metz, 25 juillet 1865, Sir. 66. 2. 237; Paris, 9 août 1878, *France judiciaire*, 1878-79. 2e part., p. 11; Alger, 19 février 1855, trib. de Sétif, 1er mai 1883, *sup. cit.*

(3) Il résulte de l'art. 878 du Code de procédure civile que les demandes en pension alimentaire formées par la femme au cours d'une instance en séparation de corps doivent être soumises au tribunal saisi de cette instance. — Demolombe, t. IV., n° 458; Debelleyme, *Ordonnances de référés*, t. I, p. 336; Bertin, *Ordonnances sur requêtes et référés*, t. I, n° 687. — V. cep. Paris, 4 août 1871, D. P. 73. 2. 21. Cet arrêt reconnaît le juge des référés compétent pour allouer au mari une provision sur les biens de la communauté dont l'administration est confiée à un séquestre.

Les pouvoirs du juge des référés, au sujet des mesures urgentes à prendre dans une instance en séparation de corps, donnent lieu à d'autres controverses, sur lesquelles V. Req., 26 juillet 1879 et la note de M. Labbé, Sir. 80. 1. 97.

(Suissa c. dame Suissa)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond :

Considérant que la dame Suissa a intenté contre son mari, devant le tribunal d'Oran, une demande en séparation de corps; que Suissa a décliné la compétence de ce tribunal, en faisant valoir qu'il est de nationalité marocaine, étant né à Tanger, de parents marocains; qu'il est domicilié à Tanger; que sa femme est également marocaine, née de parents marocains; que leur mariage a été contracté à Oran, mais en la forme rabbinique; que la séparation de corps n'est pas admise par la loi qui régit son union; que, s'agissant de modifications à apporter à son statut personnel, il ne peut être soumis, contre son gré, à la juridiction française;

Considérant que par son assignation, en date du 20 avril 1885, la dame Suissa formulait une demande en pension alimentaire de 200 francs par mois et d'une provision de 800 francs jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la séparation de corps; — Considérant que par ses conclusions, en date du 13 juin 1885, la dame Suissa a expressément spécifié la nature de l'objet de sa demande provisoire; qu'elle sollicitait du tribunal une décision sur sa compétence de ce chef, en faisant observer qu'il n'importait pas pour le moment de discuter si le même tribunal pourrait compétemment retenir la demande principale, insistant sur les motifs qui devaient déterminer le tribunal à se déclarer compétent sur cette demande en pension alimentaire, « préalablement à toute instance au fond; » — Considérant que Suissa a persisté à décliner la compétence du tribunal, tant sur le fond que sur la demande provisoire, en maintenant qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur cette demande séparément;

Considérant que, par jugement du 13 juillet 1885, le tribunal, admettant les conclusions de la dame Suissa, s'est déclaré compétent pour connaître de la demande en pension alimentaire, et a dit qu'il serait plaidé au fond;

Considérant que le tribunal, en retenant la demande provisoire préalablement au fond, a fait une juste application des art. 208 du Code civil, 878 et 134 du Code de procédure civile; que les demandes en provision incidentes à une instance en séparation de corps ont un caractère d'urgence qui nécessite une solution immédiate et dès lors séparée du fond lorsque celui-ci n'est pas en état; — Considérant que, le fond n'étant point en état, et Suissa n'ayant pas conclu sur l'allocation d'une pension alimentaire, le tribunal devait, en retenant

l'incident, remettre à une audience ultérieure pour le vider;

Considérant que la critique du jugement, en ce qu'il aurait dû statuer définitivement sur la compétence, n'est pas mieux justifiée que celle dont la jonction est l'objet; — Considérant, en effet, que l'urgence des demandes provisoires doit faire ajourner tout ce qui dans l'instance touche au fond et pourrait entraver la célérité de l'incident; — Considérant que l'instance présentait à résoudre deux questions de compétence, l'une relative à la demande au fond, l'autre se rattachant uniquement à la recevabilité de la demande provisoire; que le tribunal a pu, sans violer aucune loi, réserver d'examiner sa compétence sur le fond, qui pouvait légitimement paraître comporter plus de difficultés et exiger une étude plus prolongée, et se prononcer sans aucun retard sur sa compétence relativement à la demande en provision, dont la solution, en vain discutée, pouvait participer de la célérité due à l'incident; — Considérant qu'il est incontestable que le déclinatoire sur la compétence, relativement au fond, pouvait entraîner des lenteurs incompatibles avec l'urgence des mesures provisoires; — Considérant, en effet, que l'ordonnance du 26 septembre 1842 décide que les tribunaux français, en Algérie, connaissent entre toutes personnes des affaires civiles et commerciales; — Considérant que ce texte attributif de juridiction a fait naître des interprétations opposées, lorsqu'il s'est agi de contestations entre étrangers, portant sur le statut personnel; qu'il fallait opter, en effet, entre des solutions que le législateur, dans sa formule générale, abandonnait aux controverses; qu'on devait se demander si les questions du statut personnel étaient comprises dans cette compétence, malgré leur nature exceptionnelle, les difficultés internationales qu'elles pouvaient susciter, les conditions exigées des étrangers pour l'acquisition des droits civils français et les ménagements que le statut personnel a rencontrés dans d'autres dispositions de la législation algérienne, et si, la compétence des tribunaux français étant admise sur ces questions spéciales, leurs solutions devaient être empruntées au droit civil français, malgré les déclinatoires, sans tenir compte des relations internationales, du respect des lois que les étrangers ont pu seules connaître et accepter dans la détermination de leur capacité et de la constitution de leur famille, en s'exposant aussi à rendre des jugements dépourvus de sanction, ou s'il fallait imposer aux magistrats français, sous peine de déni de justice, le devoir d'appliquer aux étrangers de toutes nationalités se pressant en Algérie les lois de leur pays sur le statut personnel, quoiqu'elles ne fassent pas partie de celles dont la promulga-

tion leur impose la connaissance, et malgré les erreurs qu'ils pouvaient commettre et qui compromettaient les droits des parties et la dignité des magistrats; — Considérant que le tribunal d'Oran a donc sagement agi en n'exposant pas dans la célérité du provisoire la maturité indispensable à une solution qui devait aboutir à son incompétence, conformément à la doctrine et à la jurisprudence de la métropole, ou à sa compétence, en imposant soit la loi française aux étrangers, soit la loi étrangère aux magistrats; — Considérant qu'il y a donc lieu de réserver au tribunal la solution des questions qui lui sont soumises et qu'il a ajournées, savoir celle qui concerne sa compétence sur le fond, et celle du fond, s'il se déclare compétent pour le juger;

Considérant que la Cour a, dès lors, à examiner uniquement, dans le jugement soumis à son appréciation, la seule question que le tribunal a retenue et la seule décision qu'il a prononcée, et qui ont également trait à sa compétence sur la demande de pension alimentaire et de provision formulée par la dame Suissa, incidemment à son instance en séparation de corps; — Considérant que cette question de compétence restreinte trouve sa solution dans l'ordonnance de 1842 et dans l'art. 3 du Code civil; qu'elle ne soulève aucun débat relatif au statut personnel; que l'obligation imposée aux étrangers de se soumettre, sur notre territoire, à nos lois de police et de sûreté suffit à la résoudre; — Considérant, en effet, qu'il n'est pas contestable que les tribunaux français peuvent ordonner les mesures provisoires qui, au début d'une instance en séparation de corps, ont pour objet d'assurer la sécurité de l'un ou l'autre époux contre les violences de son conjoint, et qu'ils peuvent contraindre le défendeur étranger à fournir au demandeur, également étranger durant l'instance, les aliments sans lesquels celui-ci serait à la charge de l'assistance publique; — Considérant que la seule restriction qui puisse être apportée sur cette matière au pouvoir des tribunaux réside dans l'obligation qui leur est imposée de ne pas modifier le caractère essentiellement provisoire de ces mesures, en leur donnant une durée indéfinie qui, par voie indirecte, aboutirait à statuer sur le fond même du procès; — Considérant qu'il y a donc lieu de confirmer le jugement dont est appel;

Sur l'appel de l'ordonnance de référé : — Considérant que la dame Suissa avait assigné son mari devant le président du tribunal d'Oran, statuant en audience de référé, pour voir ordonner que son mari serait tenu de lui payer, pour la nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants communs, une somme de 500 francs par mois, payable d'avance, avec

exécution provisoire; — Considérant que, sur cette assignation, Suissa, par son mandataire, a contesté la demande, et qu'il a été rendu une ordonnance dont le dispositif est ainsi conçu : — « Au principal, renvoyons les parties à se pourvoir, et, par provision, ordonnons que Suissa sera tenu de payer à sa femme, pour la nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants communs, une somme de 500 francs par mois, exigible d'avance, à partir du 1er août courant, avec exécution provisoire; » — Considérant que l'art. 878 du Code de procédure civile réserve au tribunal saisi d'une instance en séparation de corps la connaissance des demandes provisoires que cette instance peut provoquer; — Que, conformément à cette disposition, le tribunal de première instance d'Oran a été saisi par la dame Suissa de la demande en pension alimentaire; qu'il a retenu cette demande pour statuer incidemment à l'action principale; que le juge du référé, incompétent pour connaître de cette demande, en raison de sa nature incidente, l'était, à plus forte raison, alors que le tribunal, en admettant son caractère urgent et provisoire, s'en était déjà réservé la décision; — Considérant qu'en admettant que la dame Suissa ait dissimulé au juge des référés que sa demande en provision alimentaire, pendante devant le tribunal, comprenait, ainsi qu'il résulte des conclusions et de sa nature même, la provision sollicitée et qui lui paraissait nécessaire pour elle et ses enfants, le juge du référé n'en aurait pas moins été incompétent pour lui accorder une pension alimentaire dont l'action absorbait la question au principal; que le renvoi à se pourvoir au principal ne pouvait, dans l'espèce, avoir d'autre but que de masquer sous une forme habituelle un empiètement de juridiction manifeste, puisqu'après avoir alloué la pension alimentaire réclamée, le juge de paix ne laissait rien à décider au principal de ce chef;

Par ces motifs : — Confirme le jugement du tribunal d'Oran, en date du 13 juillet 1885, dont est appel, pour être exécuté suivant sa forme et teneur;

Infirme et met à néant l'ordonnance sur référé du 10 août 1885, dont est appel, etc.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.*; RACK, *av. gén.*; Alfred DAIN et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

TRIBUNAL CIVIL D'ALGER (2e Ch.)

27 janvier 1887

Étranger, contestation, résidence en Algérie, tribunaux français d'Algérie, compétence.

D'après les ordonnances du 10 août 1834 (art. 27) et 26 septembre 1842 (art. 33), les tribunaux français d'Algérie sont compétents pour juger les procès qui s'élèvent entre étrangers (1).

Il n'est pas nécessaire que le demandeur étranger réside en Algérie, alors que le défendeur y a sa résidence.

Cette compétence résulte encore de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, aux termes duquel la résidence habituelle en Algérie vaut domicile pour l'étranger (2).

(1 et 2) Bien que ce jugement affirme d'une façon très générale la compétence des tribunaux d'Algérie entre étrangers, il convient de remarquer que l'instance dans laquelle il a été rendu avait un intérêt purement pécuniaire. En pareille matière, la jurisprudence admet sans difficulté la compétence des tribunaux d'Algérie : Alger, 17 mars 1883, *Journ.* de Robe, 1863, p. 81; 23 janvier 1873, *eod. op.*, 1873, p. 13; 22 janvier 1880, *eod. op.*, 1880, p. 343. Au contraire, la jurisprudence se refuse à admettre, pour les contestations relatives à l'état et à la capacité des personnes, la compétence résultant des ordonnances de 1834 et 1842 : Alger, 4 mars 1874, D. P. 75. 2. 62, et l'arrêt ci-dessus rapporté du 18 mai 1886. — Au fond, la décision du tribunal d'Alger nous semble à l'abri de toute critique, mais nous croyons devoir faire des réserves sur deux de ses motifs : 1° De ce que le défendeur étranger résidant en Algérie peut exiger la caution *judicatum solvi* (ord. du 16 avril 1843, art. 19), il résulte bien que le demandeur étranger peut, dans certains cas au moins, citer valablement le défendeur étranger devant les tribunaux français d'Algérie; mais en résulte-t-il nécessairement que ces tribunaux aient, à l'égard des étrangers, une compétence exorbitante du droit commun? Il est des hypothèses où, même en France, la compétence de nos tribunaux entre étrangers ne fait pas de doute : par exemple, en matière réelle immobilière. Cela suffit pour justifier le droit reconnu en Algérie au défendeur étranger d'exiger la caution *judicatum solvi*. Ce droit ne suppose pas forcément une compétence exceptionnelle. 2° L'ordonnance du 16 avril 1843 (art. 2) dit bien qu'en Algérie la résidence habituelle vaut domicile; mais cette règle, qui déroge à l'art. 59 du Code de procédure civile, doit, croyons-nous, s'appliquer seulement aux personnes qui sont, par ailleurs, justiciables des tribunaux français. Du moins, rien n'indique que le législateur, qui a modifié ici les principes de la compétence à raison du domicile, ait entendu modifier aussi ceux de la compétence à raison de la nationalité. L'opinion admise par le jugement rapporté est, du reste, contredite par un autre jugement du même tribunal, dont nous extrayons les principaux motifs :

(Caserta c. Tarento et Defino)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Caserta réclame aux défendeurs une somme de 640 fr. 40 pour solde du prix des marchandises qu'il leur a vendues et livrées au cours des années 1884 et 1885, alors qu'il résidait en Algérie ;

Attendu que les parties sont de nationalité étrangère et que les défendeurs seuls ont conservé leur résidence sur le territoire algérien ;

Attendu que les défendeurs soutiennent, en se fondant sur leur nationalité étrangère et sur ce que le demandeur n'a plus sa résidence en Algérie, que le tribunal est incompétent pour connaître du litige ; — Attendu qu'ils prétendent que l'art. 3 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui attribue la connaissance aux tribunaux français des affaires civiles entre étrangers, ne s'applique qu'aux étrangers, soit demandeurs, soit défendeurs, qui résident en Algérie ;

Attendu que cette distinction ne résulte pas du texte des dispositions législatives qui régissent la matière ; — Attendu, en effet, que l'art. 27 de l'ordonnance du 10 août 1834 sur la compétence des tribunaux français en Algérie est conçue en termes généraux et ne fait aucune différence entre le cas où le demandeur étranger n'aurait point conservé sa résidence en Algérie et celui où il continuerait à résider dans ce pays ; — Qu'il en est de même de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ; — Qu'il faut conclure, par conséquent, de ces dispositions que le législateur a entendu attribuer aux tribunaux français la connaissance des affaires civiles entre étrangers, alors même que le demandeur ne demeurerait pas en Algérie ;

Attendu qu'il existe une autre raison de décider ainsi dans

« Attendu que sur la demande en séparation de corps et de biens dirigée contre Caruana par la dame Caruana, sa femme, le dit sieur Caruana oppose, *in limine litis*, une exception d'incompétence fondée sur leur extranéité commune ;.,... — Attendu qu'inutilement la dame Caruana argumente de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, aux termes duquel la résidence en Algérie vaut domicile ; que cet avantage accordé à toutes personnes habitant l'Algérie (Français ou étrangers) n'équivaut pas pour les étrangers spécialement à la dispense d'autorisation exigée par l'art. 13 du Code civil pour l'exercice en France des droits civils ; que l'art. 5 de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 16 août 1848 en fournit la preuve ; que cet article suppose la nécessité de cette autorisation pour que l'étranger puisse jouir en France de l'exercice de ses droits civils ;.... — Par ces motifs : — Se déclare incompétent. »

E. A.

l'ordonnance du 16 avril 1843, aux termes de laquelle la résidence habituelle de l'étranger vaut domicile; — Que ce domicile rend l'étranger justiciable des tribunaux français quel que soit le demandeur; — Attendu que, au surplus, la dite ordonnance autorise le défendeur étranger résidant en Algérie à invoquer la disposition de l'art. 166 du Code de procédure civile à l'égard des demandeurs étrangers qui n'ont ni résidence habituelle, ni établissement en Algérie; — Attendu que cette disposition de l'ordonnance ne permet pas le moindre doute au sujet de la compétence des tribunaux français, lorsque le litige s'agite entre étrangers et que le demandeur ne réside pas en Algérie;

Attendu, enfin, que l'obligation dont Caserta demande l'exécution est née en Algérie; — Que cette circonstance doit faire trancher la question dans le sens de la compétence des tribunaux français;

Par ces motifs : — Se déclare compétent.

MM. CAUMETTES, *prés.*; MARCHI, *subst.*; VANDIER et GOUTTEBARON, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

27 avril 1885

Saisie-arrêt, créance non liquide, nullité, chose jugée, effet relatif.

Une saisie-arrêt est nulle lorsqu'elle a été faite en vertu de titres qui supposent un compte à établir entre le saisissant et le saisi (1);

Peu importe qu'un jugement devenu définitif ait admis la créance du saisissant en vertu des mêmes titres dans une instance d'ailleurs distincte et engagée ultérieurement avec un autre tiers saisi (2).

---

(1) Cette solution paraît définitivement reçue en doctrine et en jurisprudence. V. notamment: Roger, *De la saisie-arrêt*, 2e édit., nos 54 et suiv.; Rodière, *Cours de compét. et de procéd.*, 4e édit., t. II, p. 197; Cass., 22 juin 1870 (Sir., 71, 1, 196); 22 août 1871 (Sir., 71, 1, 319); Dijon, 12 mars 1874 (Sir., 74, 2, 210); Poitiers, 12 décembre 1876 (Sir., 78, 2, 39); Cass., 28 juin 1881 (Sir., 82, 1, 105), 13 décembre 1882 (Sir., 83, 1, 80).

(2) V. en ce sens, sur l'application de l'effet relatif de l'autorité de la chose jugée en matière de procédure de saisie : Cass., 10 décembre 1867 (Sir., 68, 1, 121); 25 juillet 1871 (Sir., 71, 1, 100).

(Desfrançais-Duverdier c. Musthapha ben Mohammed Tahar)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 1351 C. civ., et de la fausse application des art. 557, 558, 559 C. pr. civ.:

Attendu que la Cour, appelée à statuer sur la validité de la saisie-arrêt litigieuse, opérée sans permission du juge, a décidé avec raison que les prétendus titres invoqués par le saisissant ne suffisaient pas pour établir une créance actuelle au moment de la saisie, laquelle était dès lors faite en dehors des prévisions de la loi ; — Attendu, en effet, que le saisissant produisait seulement des reçus, avec ou sans imputation, de sommes payées par lui au saisi, lequel était son créancier en vertu d'un arrêt définitif, et que, pour en faire résulter le droit de répéter l'indû, un compte entre les parties eût été indispensable ; — Attendu que la Cour d'appel a pu écarter l'influence d'un jugement par défaut, même définitif, qui, dans une instance distincte, relative à une autre saisie, aurait admis la créance en vertu des mêmes titres, à une date postérieure du reste à la saisie de 1879 ; — Attendu que les conditions légales pour l'application de l'art. 1351 n'étaient pas remplies, puisque l'instance nouvelle, où il n'est même pas certain qu'on l'ait formellement invoqué, avait un objet distinct, et provoquait, sous la surveillance d'un autre tiers saisi, un examen spécial des titres de créance du demandeur en validité ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'appel d'Alger en date du 8 mars 1883 ;

MM. BÉDARRIDES, *prés.* ; BABINET, *rap.* ; CHEVRIER, *av. gén.* ; CHOPPARD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

8 juin 1886

Faillite, annulation, art. 447 C. com., banquier, valeurs escomptées, garantie.

Lorsqu'un acte passé par le failli, après la cessation de ses paiements, avec des tiers qui connaissaient cette situation, est annulé par application de l'art. 447 du Code de commerce, l'action en restitution ou en rapport à la masse, qui est la

conséquence de l'annulation, ne peut avoir d'autre effet que de contraindre ceux qui ont traité avec le failli à rendre ce qu'ils ont reçu en exécution de l'acte annulé (1).

En conséquence, si un banquier, connaissant l'état de cessation des paiements d'un commerçant, lui escompte des effets de commerce et retient, en moins donnant, indépendamment de l'escompte et des droits de commission et de change, une certaine somme à titre de garantie jusqu'à complet encaissement des valeurs escomptées, puis que, par suite de l'insolvabilité des souscripteurs, les effets escomptés restent impayés, le banquier ne peut pas être condamné à rapporter à la masse la somme retenue (2).

(Athon frères c. Tillier, syndic Valensi)

Le 23 avril 1884, ARRÊT DE LA COUR D'ALGER (1re Ch.), ainsi conçu :

La Cour, — Attendu que les conditions mêmes que les frères Athon ont imposées à Isaac Lévy Valensi avant d'accepter la négociation des valeurs qu'il leur a présentées à l'escompte, le 19 avril 1875, indiquent qu'ils connaissaient la situation désastreuse dans laquelle se trouvait leur débiteur; qu'en effet, ils ont retenu, indépendamment de leur escompte, augmenté des droits de commission et de change, une somme de 7.000 fr. à titre de garantie; qu'une pareille mesure de précaution ne saurait, comme le prétendent les appelants, être considérée comme une opération ordinaire de banque; que cette retenue, ainsi opérée sur l'ensemble du bordereau qui leur était présenté par Valensi, offre les caractères d'un véritable contrat à titre onéreux, aux termes duquel ce dernier constituait, en quelque sorte, un nantissement au profit des frères Athon; que les premiers juges ont donc à bon droit usé de la faculté qui leur était laissée par les art. 446, 447 C. com. en prononçant l'annulation de ce contrat et en condamnant les frères Athon à rapporter à la masse de la faillite la somme de 7,000 fr.; — Attendu que les appelants ne sauraient non plus être fondés à retenir une somme en se bornant à la déduire de leur bordereau de collocation; qu'une pareille combinaison serait préjudiciable à la masse; que, d'ailleurs, la somme retenue par eux à titre de garantie s'appliquait à l'ensemble des effets de commerce qui leur ont été négociés le 19 avril 1875;

---

(1) La Cour de cassation part de cette idée que l'annulation autorisée par l'art. 447 du Code de commerce a simplement pour but de réparer le préjudice causé à la masse, et ne doit pas enrichir la masse aux dépens du tiers.

(2) L'arrêt considère la stipulation relative à l'escompte des effets et la stipulation relative à la garantie comme formant une opération unique et indivisible, et comme devant, par suite, être annulées ou maintenues toutes les deux. Dans une autre opinion, on envisage séparément les deux stipulations, et l'on admet que le juge peut annuler la convention accessoire relative à la garantie, tout en laissant subsister la stipulation principale.

que leur créance ne peut donc être scindée; que leur production au passif de la faillite doit, en conséquence, comprendre la totalité de cette créance, sous le bénéfice, au profit de la masse, de la restitution des sommes retenues par eux à titre de garantie, etc.

MM. SAUTAYRA, *prem. prés.*; GARIEL, *av. gén.*; CHÉRONNET et Félix HURÉ, *av.*

POURVOI EN CASSATION par les sieurs Athon frères :

Fausse application et violation de l'art. 447 C. com., en ce que l'arrêt attaqué, après avoir annulé, comme intervenu en connaissance de la cessation des payements, le contrat de garantie autorisant un banquier à retenir une certaine somme jusqu'à parfait payement d'un bordereau de valeurs escomptées, l'a obligé à produire à la faillite pour la totalité de la somme représentant le montant de ces valeurs, et à rapporter d'abord la somme retenue sur ces valeurs, bien qu'il n'eût rien touché du failli, ni de ses débiteurs, et en ce qu'il a ainsi fait résulter des effets d'un contrat annulé, effets que d'ailleurs il n'était pas fait pour produire.

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le moyen unique du pourvoi : — Vu l'art. 447 C. com.; — Attendu qu'en conférant aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire pour maintenir ou annuler les actes passés par le failli, après la cessation de ses payements, avec des tiers qui connaissaient cette situation, la loi n'a eu pour but que d'atteindre les actes préjudiciables à la masse des créanciers et contraires à l'égalité qui doit régner entre ceux-ci; — Que l'action en restitution ou en rapport à la masse, qui est la conséquence de l'annulation de ces actes, ne peut donc avoir d'autre effet que de contraindre ceux qui ont traité avec le failli à rendre ce qu'ils en ont reçu en exécution des contrats annulés; — Attendu que si la Cour d'appel d'Alger a constaté que les frères Athon ont, le 19 avril 1875, connaissant l'état de cessation de payements dans lequel se trouvait alors Valensi, consenti à lui escompter des effets de commerce dont la valeur nominale s'élevait à 23,517 fr. 92 cent. et ne lui ont remis en retour qu'une somme de 16,517 fr., en retenant, à titre de garantie, jusqu'à encaissement complet des valeurs escomptées, une somme de 7,000 fr. en moins donnant, cette Cour a, en même temps, reconnu que, par suite de l'insolvabilité des faillites Farmer et Laîné, débitrices des valeurs escomptées, ces valeurs sont restées impayées; — Attendu que, dans ces conditions, l'arrêt attaqué pouvait sans doute décider que la créance des frères Athon contre la faillite Valensi ne dépassait pas 16,517 fr. 92 cent., mais que cet arrêt ne pouvait condamner les frères Athon à rapporter à la masse une somme de 7,000 fr., qu'ils n'avaient reçue ni du failli, ni de ses débiteurs; — Qu'en décidant le contraire, et

en condamnant les frères Athon au rapport à la masse de cette somme de 7,000 fr. avec intérêts, l'arrêt attaqué a, par fausse application, violé l'art. 447 C. com. ci-dessus visé;

Par ces motifs : — Casse.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* DE LAGREVOL, *rap.;* CHARRINS, *av. gén.;* PERRIQUET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

31 janvier 1887

Faillite, créance contestée, titre authentique, représentation des livres du créancier, nomination d'experts.

Le tribunal de commerce, saisi d'une contestation relative à l'admission d'une créance au passif d'une faillite, a le droit de soumettre à la vérification le titre produit par le créancier, même s'il s'agit d'un titre authentique (1).

Et il peut confier cette vérification à un expert, au lieu d'y procéder par lui-même.

---

(1) Il résulte de la généralité des termes de l'art. 496 du Code de commerce (*dans tous les cas...*) qu'une créance constatée par acte authentique est soumise à la vérification comme toute autre créance. Et il est facile de concevoir la raison d'être de cette vérification. Un titre authentique fait foi sans doute jusqu'à inscription de faux, et cela à l'égard de toute personne (Cass. 28 mai 1879, Sir. 80, 1, 157). Mais, d'abord, la vérification fournira peut-être les éléments d'une procédure de faux. En outre, un titre authentique ne fait foi jusqu'à inscription de faux qu'autant qu'on voudrait contester la sincérité de l'officier public duquel il émane, ou sa participation à l'acte (Cass. 13 juillet 1874, Sir. 74, 1, 469; 19 décembre 1877, Sir. 78, 1, 169). Or, une créance peut être rejetée du passif de la faillite pour beaucoup d'autres motifs: une convention est, nous le supposons, constatée par acte notarié: on peut admettre qu'elle a été passée devant le notaire et dans les termes indiqués par l'écrit, mais contester la sincérité de la déclaration des parties et soutenir que la convention est le résultat d'un concert frauduleux entre le failli et son prétendu créancier; ou bien, on peut prétendre qu'il est survenu quelque mode d'extinction de la dette. On ne comprendrait donc pas qu'une créance même constatée par titre authentique fût dispensée de la vérification. Aussi cette vérification était-elle déjà admise par la Cour de cassation sous l'empire de l'ancien art. 505 du Code de commerce, qui était cependant moins absolu dans ses termes que le nouvel art. 496 (Cass., 21 février 1820, D. A., v° *Faillite*, n° 622).

Dans le cas où le titre authentique est un jugement passé en force de chose jugée, la Cour de Rouen a rejeté la vérification en invoquant le principe de l'autorité de la chose jugée (Rouen, 14 mars 1823, D. A., v° *Faillite*, n° 623.) Mais la vérification est parfaitement conciliable avec ce principe : la dette ne peut-elle pas, par exemple, avoir été, depuis longtemps, payée en totalité ou en partie?

P. L.

(Compagnie algérienne c. Boisson, syndic Schittenhelm)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant qu'aux termes de l'art. 496 C. com., le juge commissaire peut ordonner la représentation des livres du créancier qui, au cours d'une faillite, produit un titre pour faire vérifier sa créance; — Que le tribunal a évidemment le même droit au cours d'une contestation sur une admission au passif;

Considérant que le tribunal ne saurait être tenu de procéder par lui-même aux vérifications qui lui paraissent nécessaires, et qui peuvent exiger des connaissances spéciales et un examen prolongé; qu'il lui est donc loisible de confier à un expert de son choix la vérification à laquelle il ne peut procéder par lui-même; — Considérant que dans ces circonstances la nomination d'un expert ne change pas la nature de l'opération à accomplir; qu'elle subsiste comme un mode d'instruction destiné à éclairer le tribunal sans préjuger sa décision et en maintenant intacts tous les droits des parties;

Considérant que vainement on objecte la foi due aux titres produits par le créancier et la reconnaissance par le failli de la sincérité de sa signature; — Considérant que l'art. 496 ne fait aucune exception dans la faculté qu'il accorde au juge commissaire, et par suite au tribunal; qu'elle s'applique même au cas où les titres sont authentiques; que cette disposition de la loi est parfaitement justifiée puisque la mesure autorisée n'a pas pour objet d'éclairer la justice dans une contestation entre un créancier et un débiteur qui ne peut se soustraire à l'autorité de sa reconnaissance, mais de lui fournir tous les éclaircissements qu'elle croit utiles dans un débat où des tiers, la masse des créanciers, sont intéressés;

Considérant que le tribunal de commerce de Constantine, en ordonnant la vérification des titres de la Compagnie algérienne produisant dans la faillite Schittenhelm, a usé d'un moyen d'instruction mis par la loi à sa disposition; que son jugement ne préjudicie en rien aux droits des parties, qui ont elles-mêmes intérêt à ce qu'il ne reste aucune incertitude sur la légitimité de leurs prétentions; que le jugement est préparatoire; que l'appel en est donc irrecevable avant le jugement du fond;

Par ces motifs : — Déclare non recevable en l'état l'appel intenté par la Compagnie algérienne du jugement du 7 août 1885.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* DUPREY, *subst. du proc. gén.;* CHÉRONNET et JOUYNE, *av.*

CONSEIL DE RÉVISION D'ALGER

—

30 décembre 1886

—

Désertion à l'étranger, vol d'effets militaires, conclusions de la défense, absence aux débats des témoins cités. — Remise de déserteurs, territoire marocain, gouvernement étranger, droit d'expulsion, question préjudicielle.

—

Aux termes de l'art. 126 du Code militaire, il appartient souverainement au conseil de guerre, en l'absence justifiée des témoins cités, de passer outre aux débats par jugement incident motivé, et la défense ne peut fonder un moyen de recours sur ce quelle n'aurait pas été invitée à fournir ses observations sur l'incident, lorsque, présente, elle n'en a formulé aucune; son silence constituant un acquiescement tacite au jugement incident à intervenir.

La remise de militaires déserteurs réfugiés sur le territoire marocain, faite spontanément, sans conditions ni réserves, par le caïd de Figuig (Maroc) aux agents de l'autorité française envoyés à leur recherche, constitue un acte d'autorité non sujet à contestation.

Il appartient à un gouvernement étranger d'expulser de son territoire tout fugitif qu'il considère comme malfaiteur (1).

Il n'y a pas lieu de s'arrêter à des questions de délimitations de frontières et de traités d'extradition, lesquelles sont du ressort exclusif de la haute administration (2).

L'exception tardive dont excipe la défense comme moyen de recours, constituant une question préjudicielle, devait, aux termes de l'article 123 du Code militaire, être préalablement soumise aux premiers juges, seuls aptes à en connaître, sauf aux accusés à se pourvoir ultérieurement tant contre la décision incidente que contre celle rendue sur le fond (3).

---

(1) Et ce droit existe même en présence d'un traité d'extradition spécial à certains crimes déterminés; l'existence de ce traité n'empêche pas un gouvernement d'accorder l'extradition pour d'autres faits : Cass., 4 mai 1865, Sir., 66, 1, 36; 13 avril 1876, Sir., 76, 1, 287.

(2) V. Cass., 4, 25 et 26 juillet 1867, Sir., 67, 1, 409; 13 avril 1876, Sir., 76, 1, 287; 27 janvier 1887, Sir., 87, 1, 188.

(3) Cpr. Cons. de rév. de Paris, 30 nov. 1882.

(Pron et Boy)

Confirmation, en ce sens, d'un JUGEMENT du 2e CONSEIL DE GUERRE de la division militaire D'ORAN.

MM. le gén. DE NOVION, *prés.;* command. BERT, *rap,;* maj. SOULERY, *com. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

4 mai 1887

Liquidation judiciaire, loi du 22 avril 1871, société commerciale, convention, pluralité de syndics, consentement.

Si, aux termes de l'art. 2 de la loi du 22 avril 1871, c'est le débiteur qui doit procéder à la liquidation de ses affaires, il ne peut le faire qu'avec le concours de tous les syndics régulièrement nommés.

Par suite, la convention consentie par une société commerciale en liquidation est nulle, si elle n'a été acceptée au nom de la dite société que par l'un des deux syndics légalement nommés à cette liquidation, lorsque ce syndic n'a pas été autorisé par le juge commissaire à agir séparément.

(Nicolas, Tranchard et comp. c. Pajot)

CASSATION, en ce sens, d'un ARRÊT de la COUR D'ALGER du 9 juillet 1884.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* DE LAGREVOL, *rap.;* CHARRINS, *av. gén.;* SABATIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. req.)

21 février 1887

Règlement de juges : requête, recevabilité. — Compétence commerciale : société de commerce, préposé, lieu de paiement.

La requête en règlement de juges est recevable contre l'arrêt qui a repoussé un déclinatoire tendant à faire déclarer inapplicable aux faits de la cause une règle spéciale de compétence invoquée par la partie demanderesse.

Le préposé d'une société de commerce peut actionner cette société, en raison de l'inexécution des engagements qu'elle a contractés envers lui, devant le tribunal du lieu de rémunération de ses services (1).

(Lavenue c. Cie Algérienne)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de la requête : — Attendu que la Cie Algérienne avait été assignée devant le tribunal de commerce de Sidi-bel-Abbès par Lavenue, son préposé dans cette ville, en paiement d'appointements, et en dommages-intérêts pour inexécution des engagements contractés envers lui par la Cie et se rattachant à ses opérations commerciales ; que la Cie souleva une exception d'incompétence, *ratione loci*, sans présenter de défense au fond ; que son déclinatoire fut repoussé par jugement du 30 décembre 1885 ; que, sur l'appel de la Cie, il intervint, le 20 avril 1886, un arrêt confirmatif, contre lequel elle s'est pourvue, le 20 juillet suivant, en règlement de juges ; que, pour confirmer le jugement du 30 décembre 1885, la Cour d'Alger s'est fondée non pas sur une interprétation souveraine des conventions des parties, mais sur le texte de l'art. 420 du C. pr. civ., dont l'application aux faits de la cause était contestée en droit ; qu'ainsi la requête tendant au renvoi devant le tribunal de commerce de la Seine est recevable dans les termes de l'art. 19, titre II de l'ordonnance d'août 1737 ;

Au fond : — Attendu, en droit, que, si, aux termes de l'art. 59 C. pr. civ., les sociétés de commerce, tant qu'elles existent, doivent être assignées devant le juge du lieu où elles sont établies, elles n'en restent pas moins soumises, comme tous autres commerçants, à la compétence spéciale réglée par l'art. 420 du même Code ; — Que l'art. 420 § 3 attribue compétence au tribunal du lieu où doit s'effectuer le paiement du prix stipulé, non seulement dans une vente de marchandises, mais dans tout autre contrat commercial ; que cette disposition, qui par sa généralité embrasse les contrats relatifs à tout ce qui tient au commerce et à la spéculation, s'applique nécessairement au mandat et au louage de services ;

Attendu, en fait, qu'il n'est pas contesté que le prix du louage de services stipulé au profit de Lavenue fût payable à Sidi-bel-Abbès ; que le tribunal de commerce de cette ville a donc été, dans l'espèce, compétemment saisi par application de l'art. 420 § 3 C. civ. ;

---

(1) V. l'arrêt de la Cour d'Alger, du 20 avril 1886, et la note *Revue algérienne*, 1886, 2, 350.

Par ces motifs : — Déclare la requête en règlement de juges mal fondée, en conséquence, la rejette.

MM. BÉDARRIDES, *prés.*; GEORGE-LEMAIRE, *rap.*; CHEVRIER, *av. gén.*; SABATIER et DEFERT, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

26 avril 1887

Assurance maritime, garantie. — Motifs des jugements.

L'art. 350 du Code de commerce, énumérant les risques que le contrat d'assurance maritime met à la charge des assureurs, n'y comprend pas, et par cela même exclut, les avaries provenant de la faute du transporteur (1).

Le jugement qui rejette une exception par le seul motif qu'elle n'est pas applicable à l'espèce est nul comme non motivé (L. 20 avril 1810, art. 7.)

(Compagnie de navigation mixte c. Desesquelle)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le second moyen de cassation :

Attendu qu'il est exact que la compagnie de navigation mixte, actionnée par Desesquelle devant le tribunal de commerce de Bône en paiement de dommages-intérêts pour avaries causées à divers objets mobiliers en cours de transport maritime, a invoqué contre cette action une fin de non recevoir tirée de l'art. 350 du Code de commerce; qu'elle la motivait sur ce que Desesquelle avait fait assurer avant le départ la marchandise transportée, et que, les avaries dont celle-ci avait souffert étant le résultat de gros temps subis pendant le trans-

---

(1) L'arrêt laisse intacte la question de savoir si un armateur, plus généralement une personne quelconque, peut s'assurer contre la responsabilité de son propre fait. On admet, en matière d'assurance terrestre, notamment en matière d'assurance contre l'incendie, la faculté de se garantir contre les suites de sa propre faute, pourvu que cette faute ne constitue ni un dol, ni une faute lourde assimilable au dol. La question est, au contraire, controversée en matière d'assurance maritime. Sans doute, les principes généraux ne font pas obstacle à l'assimilation de l'assurance maritime à l'assurance terrestre. Mais les précédents historiques, confirmés par le silence du Code de commerce, sur la possibilité de s'assurer contre les conséquences de son propre fait semblent imposer la nullité de pareille assurance. (*Sic*, Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. II, nº 2147, p. 361 ; *contrà*, Sir., 87, 1, 121, note.)

port du Hâvre à Marseille, dont la compagnie demanderesse n'était même pas chargée, Desesquelle aurait dû diriger son action contre les assureurs;

Attendu qu'il est également vrai que, dans son jugement, le tribunal de Bône n'a pas mentionné cette fin de non recevoir, et s'est borné à la rejeter virtuellement, en condamnant au fond la compagnie de navigation mixte; mais que ce rejet se trouve justifié par l'ensemble des motifs du jugement, desquels il ressort : 1° que les avaries se sont produites dans le trajet de Marseille à Bône, sur un navire de la compagnie demanderesse; 2° qu'elles ont pour cause un mauvais arrimage, tel qu'il est expliqué dans le rapport d'expert;

Attendu que ces constatations répondaient implicitement à la fin de non recevoir susénoncée, puisque l'art. 350, énumérant les risques que le contrat d'assurance met à la charge des assureurs, n'y comprend pas, et par cela même exclut, les avaries provenant de la faute du transporteur; — Que, dès lors, le grief n'est pas fondé;

Rejette ce moyen;

Mais sur le premier moyen :

Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, portant que les arrêts qui ne contiennent pas les motifs sont déclarés nuls;

Attendu qu'en réponse à l'action de Desesquelle, la compagnie demanderesse en cassation opposait une exception tirée de ce que ledit Desesquelle n'avait pas intenté son action dans le mois ayant suivi la protestation prescrite par l'art. 435 du Code de commerce, ainsi que l'y obligeait l'art. 436;

Attendu que le jugement attaqué rejette cette exception, par le seul motif qu'elle n'est pas applicable à l'espèce;

Attendu que, pris en lui-même, ce motif ne satisfait pas au vœu de la loi, puisqu'il ne fait pas connaître pour quelles raisons de fait ou de droit l'exception invoquée était inapplicable à l'espèce; qu'on ne trouve point, d'ailleurs, dans les autres parties du jugement, mention des faits et circonstances à l'aide desquels on puisse compléter ce que le motif du tribunal offre d'insuffisant;

D'où il suit que, relativement à l'exception dont il s'agit, le jugement dénoncé a contrevenu aux prescriptions de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810;

Casse le jugement rendu par le tribunal de commerce de Bône le 4 décembre 1885.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* MERVILLE, *rap.;* DESJARDINS, *av. gén.;* SABATIER et DE VALROGER, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

10 juin 1887

Élections municipales, conseiller municipal élu en trop, participation à l'élection du maire et des adjoints, validité.

S'il est élu dans une commune un nombre de conseillers municipaux plus élevé qui ne le comporte le chiffre de la population de la commune, tous les élus peuvent cependant prendre part au scrutin pour la nomination du maire et des adjoints, parce qu'ils sont investis, dès le jour de leur élection, de l'ensemble des attributions afférentes à leurs fonctions (1).

Il faut, au contraire, retrancher tant du nombre des suffrages exprimés que du nombre des suffrages attribués au maire ou à un des adjoints : 1° la voix du conseiller admis à voter après la clôture du scrutin ; 2° le bulletin trouvé en sus du nombre des votants.

---

(1) La thèse qui était soutenue par les requérants peut être résumée de la manière suivante : Pour la période du 1er janvier 1883 au 31 décembre 1886, la commune de Marengo, n'ayant qu'un chiffre de 1482 habitants d'origine européenne, n'avait droit qu'à douze conseillers municipaux français. Or, les électeurs ont été convoqués, par l'arrêté préfectoral du 17 avril 1886, pour élire treize conseillers et ils en ont, en effet, élu treize. L'élection du candidat arrivé treizième sur la liste était donc nulle, et sa voix doit, suivant la règle, être retranchée à la fois du chiffre des votants et de celui des suffrages qui se sont portés sur les noms des candidats élus maire et adjoints. Ce retranchement opéré, il se trouve que, déduction faite d'un autre suffrage déposé après la clôture du scrutin et annulé pour cette raison par le Conseil de préfecture, ni le maire, ni le premier adjoint n'ont réuni la majorité exigée par l'art. 76 de la loi précitée. Leur élection doit, dans ces conditions, être annulée, et les opérations électorales recommencées en ce qui les concerne.

Cette thèse n'a rien d'irrationnel en soi, et il est probable qu'elle serait appliquée en matière d'élections politiques. Si, par exemple, un candidat sénatorial avait été élu à deux voix de majorité seulement par un collège dans lequel auraient figuré sans droit deux ou plusieurs électeurs, délégués indûment par un Conseil municipal, contrairement aux dispositions de l'art. 6 de la loi organique du 9 décembre 1884, il est à supposer que son élection serait invalidée. Et cependant les délégués, dont la désignation irrégulière

(Mouniot et Beauvais, Brunet et Wilton)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par les sieurs Mouniot et Beauvais, conseilleurs municipaux, et Brunet et Wilton, électeurs de la commune de Marengo, la dite requête déposée au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, le 1er septembre 1886, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 10 juillet 1886, par lequel le Conseil de préfecture du département d'Alger, statuant sur la protestation formée par les sieurs Brunet et Beauvais, Mouniot et Wilton contre les opérations électorales auxquelles il a été procédé, le 6 juin 1886, dans la commune de Marengo, pour la nomination d'un maire et de trois adjoints, a rejeté la dite protestation et maintenu les dites opérations électorales; — Ce faisant, attendu que, lors de l'élection du maire, un conseiller municipal aurait voté après la clôture du scrutin; —

---

donnerait lieu à cette invalidation, auraient été, au même titre que le treizième conseiller municipal de Marengo, « investis de l'ensemble des attributions afférentes à leur fonction. »

Il faut bien reconnaître toutefois que la décision du Conseil d'État ne fait qu'appliquer les règles générales au cas spécial et heureusement exceptionnel qui nous occupe. Dans les élections au premier degré, c'est l'inscription sur la liste électorale qui confère le droit de suffrage, tant qu'elle n'a pas été régulièrement annulée (V. décret réglementaire du 2 février 1852, notamment l'art. 18). Pour la nomination des maires et adjoints, le collège électoral est composé de tous les conseillers municipaux, de sorte que le droit de voter est attaché à la qualité de conseiller municipal. Or, il n'est pas contesté que le conseiller arrivé treizième à Marengo eût été tout d'abord considéré comme valablement élu et proclamé comme tel. Jusqu'à l'annulation de son élection (qui a été prononcée, à la requête du préfet, par arrêté du Conseil de préfecture du 8 juillet 1886), il avait donc le droit d'exercer toutes les attributions afférentes à sa fonction (Lois des 15-27 mars 1791, art. 9, et du 5 avril 1884, art. 40, avant-dernier alinéa); et il n'a fait qu'user de ce droit en prenant part à l'élection des maire et adjoints.

(Cpr. Conseil d'État : 5 août 1881, *Rec.* 1881, p. 782 et 785; 20 janvier 1882, 10 et 31 mars, *Rec.* 1882, p. 68 et 72, 239 et 244, 314 et 315; 20 février 1885, *Rec.* 1885, p. 208 et 221).

On peut objecter, il est vrai, que, dans ce système, si l'élection du treizième conseiller n'avait pas été annulée dans les délais légaux, il aurait fait de droit partie du conseil municipal jusqu'aux élections nouvelles, en dépit des dispositions formelles de l'art. 10 de la loi du 5 avril 1884, qui ne permettaient pas à la commune de Marengo d'avoir plus de douze conseillers municipaux. C'est là, en effet, une conséquence bizarre, mais inévitable des principes posés.

L. HAMEL.

Que, lors de l'élection de deux adjoints, il aurait été trouvé, chaque fois, dans l'urne un bulletin de plus que le nombre des votants; — Que la section chef-lieu de Marengo était représentée par neuf conseillers municipaux, alors qu'elle n'avait droit qu'à huit représentants; — Annuler l'arrêt attaqué et les opérations électorales dont s'agit; — Vu la loi du 5 avril 1884;

Sur le grief tiré de ce que la section chef-lieu de Marengo aurait été représentée par neuf membres au lieu de huit, ce qui aurait porté à treize le nombre des conseillers municipaux de la dite commune, alors que le Conseil municipal n'aurait dû être composé que de douze membres: — Considérant que, si le nombre des conseillers municipaux de la commune de Marengo dépassait celui auquel elle avait légalement droit, les conseillers en exercice de cette commune n'étaient pas moins investis, dès le jour de leur élection, de l'ensemble des attributions afférentes à leurs fonctions et pouvaient procéder à la nomination du maire et des adjoints;

Sur le grief tiré de ce que, lors de l'élection du maire, un conseiller municipal aurait été admis à voter après la clôture du scrutin: — Considérant qu'en retranchant le vote du dit conseiller municipal tant du nombre des suffrages exprimés que du nombre des suffrages obtenus par le maire élu, celui-ci conserve encore un nombre de voix égal au chiffre de la majorité absolue;

Sur le grief tiré de ce que, lors du dépouillement des scrutins pour l'élection des adjoints des sections de Montebello et de Nador, un bulletin aurait été trouvé en sus du nombre des votants: — Considérant, qu'en admettant qu'il en ait été ainsi, les adjoints proclamés élus conserveraient la majorité absolue, après déduction du bulletin trouvé, à chacun des scrutins, en sus du nombre des votants;

Décide: — La requête est rejetée.

MM. LAMÉ-FLEURY, *prés.*; LACROIX, *rap.*; MARGUERIE, *com. du gouv.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

18 juin 1887

Compétence commerciale : action née en Algérie, art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, lieu de paiement, facture, clause imprimée.

L'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, qui permet au demandeur, lorsqu'il s'agit de droits ou actions ayant pris naissance en Algérie, d'assigner à son choix devant le tribunal du domicile, en France, du défendeur, ou devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action auront pris naissance, est applicable en matière commerciale comme en matière civile (1).

La compétence commerciale du tribunal du lieu de paiement convenu lors de la vente ne saurait être modifiée par l'effet d'une clause imprimée dans la facture et indiquant un autre lieu de paiement, lorsque la facture est postérieure à la vente et que l'acheteur n'a pas donné son assentiment à la clause (2).

(Eisenreich c. Loufrani)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la compétence : — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, le demandeur peut, à son choix, lorsqu'il s'agit de droits ou actions ayant pris naissance en Algérie, assigner le défendeur devant le tribunal de son domicile, selon le droit commun, ou devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action auront pris naissance ; — Que, dans l'espèce, le droit est né à Bône, par suite de l'obligation contractée par le représentant d'Eisenreich envers Loufrani, et que l'action de ce dernier est justifiée par la non-exécution de cette obligation que le maître avait d'abord ratifiée ; — Qu'ainsi le tribunal de commerce de Bône, saisi par le demandeur, était compétent, l'ordonnance de 1843 étant relative à l'application de la procédure devant les tribunaux touchant aux intérêts privés, tant en matière civile que commerciale ;

Attendu, au surplus, que, même aux termes du droit commun, le tribunal de Bône était encore compétent ; — Qu'en effet, d'après Loufrani, la promesse a été faite à Bône, le 26 mai 1885, par le représentant de la maison Eisenreich ; que la marchandise devait être livrée à Bône et le paiement effectué à Bône, au domicile de l'acheteur, sur traites tirées de Romans par le vendeur ; — Que, s'il peut, à défaut de documents précis, exister quelques doutes sur les conditions de ce premier marché en ce qui touche les conventions relatives

(1) V. Alger, 18 février 1884 ; trib. de com. d'Alger, 1er mars 1886 (*Revue algérienne*, 86. 2. 446) et la note.

(2) V. Alger, 10 novembre 1885 (*Revue algérienne*, 86. 2. 102) et la note.

à la livraison de la marchandise qui aurait ultérieurement, selon les prétentions d'Eisenreich, voyagé en port dû, aux risques et périls du destinataire, il est certain, tout au moins, que le lieu convenu pour le paiement était Bône et que cette circonstance suffit, aux termes de l'art. 420 du Code de procédure civile, pour déterminer la compétence du tribunal de Bône; — Qu'Eisenreich excipe, il est vrai, des mentions imprimées contenues dans sa facture et desquelles il résulte que le tirage des traites payables à Bône n'emporte pas dérogation à la condition de paiement à Romans ; mais que cette facture est du 27 août 1885, postérieure de 3 mois au marché conclu à Bône par le représentant d'Eisenreich avec Loufrani ; qu'il n'appartenait pas à Eisenreich de modifier à son gré, sans l'assentiment de Loufrani, les conditions primitives de ce marché, et qu'à défaut de cet assentiment le lieu de paiement doit être fixé à Bône, ainsi qu'il avait été d'abord convenu ;

Au fond : — Attendu que le refus d'Eisenreich et les motifs qu'il en a donnés ont causé à Loufrani un préjudice matériel en le privant du négoce opéré sur les marchandises achetées, et un préjudice moral en portant atteinte à son crédit et à sa moralité sur la place de Bône ; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges ;

Sur les dommages-intérêts ; — Attendu qu'il n'est pas justifié d'un préjudice nouveau depuis le jugement entrepris ;

Par ces motifs : — Confirme purement et simplement le jugement rendu par le tribunal de commerce de Bône le 14 octobre 1885.

MM. PUECH, *prés.;* CUNIAC, *av. gén.;* LEMAIRE et SAURIN, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

14 janvier 1886

Attroupements, roulement du tambour, sonnerie du clairon.

Le roulement du tambour prévu par la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements peut être, suivant les circonstances, remplacé par la sonnerie du clairon.

(Godin c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il résulte d'un rapport du commissaire central de police de Constantine que, « dans les sommations faites le 8 octobre dernier » sur la place du Palais, le roulement de tambour a été remplacé par des sonneries de clairon, parce que ce magistrat n'avait pas de tambour à sa disposition; que « le piquet d'infanterie requis pour rétablir l'ordre était accompagné d'un clairon » et que « vu l'urgence, ce magistrat a cru pouvoir l'employer pour faire les sommations légales; »

Par ces motifs : — Confirme le jugement rendu par le tribunal de Constantine le 19 octobre 1885, en ce qu'il a déclaré Godin coupable d'avoir fait partie d'un attroupement non armé sur la voie publique et de ne l'avoir pas abandonné après la sonnerie précédant la deuxième sommation;

Et lui faisant application des dispositions de l'art. 5 de la loi du 7 juin 1848, lequel est ainsi conçu : « Quiconque faisant partie d'un attroupement non armé ne l'aura pas abandonné après le roulement du tambour précédant la deuxième sommation sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois; » — Le condamne à un mois d'emprisonnement;

MM. BLANKAERT, *prés.;* FEYTIT, *rap.;* RACK, *av. gén.;* MALLARMÉ, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

16 mai 1887

Chemin de fer, marchandises livrables en gare, lettre d'avis.

Les compagnies de chemins de fer ne sont pas tenues de prévenir les destinataires, par une lettre d'avis, de l'arrivée des marchandises livrables en gare, et elles ne peuvent, dès lors, être passibles de dommages-intérêts lorsque les destinataires ont été avisés tardivement (1).

(Valcada c. Compagnie de l'Est-Algérien)

MM. TACHET, *prés.;* DE SAMBŒUF et VANDIER, *av.*

---

(1) Après certaines dissidences, la jurisprudence est aujourd'hui fixée en

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

7 juin 1887

Requête civile, tierce opposition, matière musulmane, décret du 10 septembre 1886, art. 494 du Code de procédure civile, application.

Les jugements ou arrêts définitifs en matière musulmane peuvent être attaqués par la tierce opposition ou la requête civile dans les conditions prévues par les art. 74 et suivants du Code de procédure civile (Décret du 10 septembre 1886, art. 50) ;

Toutefois, il y a lieu de concilier ce principe avec les règles essentielles de simplicité et de modération dans les frais qui, d'après le texte et l'esprit du décret du 10 septembre 1886, régissent la procédure en matière musulmane ;

En conséquence, ne doivent pas être appliquées, entre Musulmans, celles des dispositions du Code de procédure sur la tierce opposition ou la requête civile qui porteraient atteinte à ces règles, et notamment l'art. 494 du dit Code, qui prescrit la consignation d'une somme de 450 francs par le demandeur en requête civile (1).

---

ce sens : V. Sarrut, *Législation des transports par chemins de fer*, nos 54 et suiv. ; Ruben de Couder, *Dict.*, vo *Chemins de fer*, nos 141 et suiv. ; Féraud-Giraud, *Code des transports par chemins de fer*, t. I, no 191 ; — Cass., 30 janvier 1872, 2 décembre 1873 (Sir. 74. 1. 35 ; D. P. 74. 1. 63) ; 7 août 1878 (Sir. 80. 1. 82 ; D. P. 78. 1. 3. 67) ; 27 août 1878 (Sir. 80. 1. 82 ; D. P. 78. 1. 368) ; 26 mars 1879 (Sir. 80. 1. 82 ; D. P. 79. 1. 374) ; 14 janvier 1880 (Sir. 80. 1. 315 ; D. P. 80. 1. 150) ; 23 février 1881 (Sir. 81. 1. 179 ; D. P. 81. 1. 478) ; 29 novembre 1881 (Sir. 82. 1. 132 ; D. P. 81. 5. 59 ; *France judiciaire*, 1882, p. 464) ; Chambéry, 18 janvier 1868 (Sir. 68. 2. 242) ; Montpellier, 17 janvier 1874 (Sir. 74. 2. 107).

(1) A l'argument tiré de l'esprit et de l'ensemble des dispositions du nouveau décret sur la justice musulmane, on peut opposer le texte même de l'art. 50 rapporté dans l'arrêt et qui autorise la requête civile, en matière musulmane, non pas seulement dans les *cas* prévus par le Code de procédure, mais plus généralement dans les *conditions* déterminées par ce Code.

(Saïd ou Meftah c. Mohammed El-Haoussine Naït Meftah)

Devant le tribunal civil de Tizi-Ouzou, Saïd ou Meftah était appelant d'un jugement rendu par le juge de paix de Fort-National, le 8 avril 1886, en faveur de son adversaire, Mohammed El-Haoussine Naït El-Meftah, à raison d'une demande en

---

Parmi ces conditions figure la consignation exigée par l'art. 494, dont la disposition est à ce point rigoureuse qu'une partie hors d'état d'effectuer cette consignation n'y pourrait suppléer par un certificat d'indigence, comme pour le pourvoi en cassation. (Avis du Conseil d'État, 13 mars 1810; — Req., 22 mars 1810, D. A., v° *Requête civile*, 214).

Si la procédure, en matière musulmane, a pour caractère essentiel la simplicité et la modération dans les frais, on en peut dire autant de la procédure devant les tribunaux de commerce, devant les juges de paix, devant les arbitres, lorsque les parties n'ont pas voulu s'astreindre à l'observation des formes légales (art. 1009 et 1019 du Code de procédure civile). Or, la requête civile peut être prise contre les jugements arbitraux dans les délais, *formes* et cas du Code de procédure (art. 1026 du Code de procédure civile). La jurisprudence est fixée en ce sens que cette voie de recours est ouverte contre les jugements des tribunaux de commerce (Civ. rej., 20 mars 1850, D. P. 50. 1. 319). Des auteurs l'admettent également contre les sentences des juges de paix. (V. notamment D. A., v° *Requête civile*, 22). L'assimilation entre la requête civile contre les décisions de ces diverses juridictions et celle formée contre des arrêts ou jugements ordinaires fléchira, sans doute, en plusieurs points, par la différence même des institutions, notamment en ce qui concerne le ministère des avoués. Mais, introduite contre des décisions émanées des juridictions arbitrales, consulaires ou de paix, la requête civile ne sera incontestablement recevable qu'autant que le demandeur aura préalablement consigné. Pourquoi faire une situation différente au demandeur musulman et distinguer en sa faveur là où le texte ne distingue pas?

Le but de l'art. 494 du Code de procédure civile est d'empêcher l'abus d'une voie de recours exceptionnellement ouverte contre des décisions qui ne peuvent plus être attaquées par les voies ordinaires. L'obligation de consigner est un frein mis à la légèreté, à la témérité des parties. Rien qu'à ce point de vue, il serait désirable que le plaideur indigène n'en fût pas affranchi.

La nécessité d'une consignation préalable pourrait néanmoins faire doute, mais dans un tout autre ordre d'idées, et lorsque, comme dans notre espèce, la décision attaquée émane de la Cour, saisie sur appel en matière kabyle.

L'art. 72 du décret du 10 septembre 1886 maintient provisoirement les ressorts des tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou sous le régime dn décret du 29 août 1874, aux termes duquel le droit musulman ou kabyle régit les conventions et constestations entre indigènes. Or, les coutumes kabyles autorisent, dans certains cas, la révision des décisions judiciaires par le juge même qui les a rendues; révision qui correspond à la requête civile de notre Code de procédure (Alger, Ch. musulm., 17 mars 1886, *Revue algérienne*, 1886. 2. 224). Il va de soi que, devant les juridictions dont le ressort

dommages-intérêts pour trouble porté à la paisible possession de son moulin. — Le tribunal de Tizi-Ouzou a infirmé le jugement du 8 avril 1886, par décision du 30 juillet suivant, et Mohammed El-Haoussine a interjeté appel de cette décision, le 7 octobre 1886. Le 28 février 1887, la Cour a déclaré irrecevable l'appel de Mohammed El-Haoussine.

Le 7 mai 1887, Me Vandier, avocat, a introduit devant la Cour, au nom de Saïd ou Meftah, son client, une instance en requête civile basée sur ce que la Cour, en son audience du 28 février 1887, avait oublié de statuer sur la demande en 500 francs de dommages-intérêts formée par celui-ci, et a conclu, dans la dite requête, à la condamnation de Mohammed El-Haoussine au paiement de la dite somme.

Me Jouyne, avocat de Mohammed El-Haoussine, a verbalement conclu à l'audience à la non recevabilité de cette requête, par ce motif que Saïd ou Meftah n'avait pas effectué la consignation de 450 francs prescrite par l'art. 494 du Code de de procédure civile.

---

est excepté de l'application du nouveau décret, ces demandes en révision seront instruites et jugées conformément aux coutumes indigènes, et que le demandeur ne sera pas tenu de consigner. La décision attaquée émane-t-elle de la Cour, ayant statué sur l'appel d'un jugement des tribunaux de Bougie ou Tizi-Ouzou, en matière kabyle, on peut alors se demander si l'action en révision ne sera recevable que dans les cas et selon les formes du Code de procédure civile, ou si, au contraire, la loi kabyle continuera à être appliquée, la demande non précédée de consignation n'étant, en ce cas, irrecevable que si le fait sur lequel elle se fonde n'est pas compris dans les causes de révision déterminées par les kanouns kabyles.

La question revient à savoir si les règles de procédure établies par le décret de 1886 régissent en appel les instances nées dans les ressorts des tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou. Ce point a été controversé (V. l'étude de M. Leclerc : *Le décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane*, *Revue algérienne*, 1886. 1. 212 et s.) Mais, par arrêt du 7 décembre 1886, la Chambre musulmane a décidé que l'exception posée dans l'art. 72 ne concernait que les juridictions des arrondissements de Tizi-Ouzou et de Bougie, et ne pouvait s'appliquer à la procédure d'appel devant la Cour (V. *Revue algérienne*, 1887. 2. 5, et la note).

Dans l'espèce ci-dessus rapportée, la question ne semble pas s'être posée devant la Cour. Le demandeur avait lui-même, d'ailleurs, qualifié son action d'instance en requête civile, et fondé son recours sur l'omission de statuer prévue par l'art. 480 du Code de procédure civile. La Cour vise également ce dernier article, et, combinant la loi française avec les coutumes indigènes, ne déclare inapplicables, en matière de requête civile, que les dispositions du Code qui seraient contraires aux règles traditionnelles de la procédure musulmane.

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité : — Attendu qu'aux termes de l'art. 50 du décret du 10 septembre 1886, réorganisant la justice musulmane, « les jugements ou arrêts définitifs peuvent être » attaqués par la tierce opposition ou la requête civile dans » les conditions prévues par les art. 474 et suivants du Code » de procédure civile. » — Qu'ainsi cet art. 50 introduit en matière musulmane le principe nouveau de la tierce opposition et de la requête civile dans les cas prévus par le Code de procédure civile; — Mais attendu que du rapport qui a précédé le décret du 10 septembre 1886 et de toutes les autres dispositions qu'il renferme, il résulte que ce principe nouveau doit se concilier avec les règles essentielles de simplicité et de modération dans les frais qui régissent la procédure en matière musulmane; — Qu'ainsi ne devront pas être appliqués, entre Musulmans, ceux des articles du Code de procédure civile sur la tierce opposition ou la requête civile qui porteraient atteinte à ces règles traditionnelles; — Attendu que l'art. 494 du dit Code, qui prescrit la consignation d'une somme de 450 fr. par le demandeur en requête civile, est un de ceux-là; — Qu'il n'y a lieu, dès lors, de s'arrêter à la fin de non recevoir pour défaut de cette consignation qu'il édicte et qu'invoque Mohammed El-Haoussine; — Attendu, d'ailleurs, que la requête actuelle est basée sur ce que la Cour aurait omis, dans son arrêt du 28 février 1887, de statuer sur un des chefs de demande de Saïd ou Meftah; — Que c'est là un des cas qui, aux termes de l'art. 480 du Code de procédure civile, donnent effectivement ouverture à la requête civile;

Au fond : — Attendu que l'appel devant la Cour, par Mohammed El-Haoussine, d'un jugement rendu sur appel contre lui au profit de Saïd ou Meftah par le tribunal de Tizi-Ouzou constitue une procédure réellement vexatoire, qui a causé à Saïd ou Meftah un préjudice dont Mohammed El-Haoussine lui doit réparation et qu'il y a lieu d'évaluer à 50 fr.;

Par ces motifs : — Dit recevable la requête civile de Saïd ou Meftah, et, au fond, y faisant droit et réparant l'omission de statuer que présente l'arrêt du 28 février 1887, — Condamne Mohammed El-Haoussine Naït El-Meftah à payer à Saïd ou Meftah, en outre des condamnations prononcées contre lui au dit arrêt, la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts; — Condamne Mohammed El-Haoussine Naït El-Meftah aux dépens de la requête civile envers Saïd ou Meftah.

MM. BLANKAERT, *prés*; YVERNÈS, *rap.*; MARSAN, *av. gén.* (concl. contr.); VANDIER et JOUYNE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

9 novembre 1886

Possession, adjudicataire, propriété, preuve, cassation, moyen nouveau.

Le jugement d'ajudication d'un immeuble n'a pas pour effet de faire tomber la présomption de propriété existant au profit de celui qui était en possession au moment de l'adjudication, dès lors que ce dernier n'a pas été partie au jugement, et surtout s'il a toujours affirmé son droit de propriété : c'est à l'adjudicataire, et non pas au possesseur, qu'incombe le fardeau de la preuve (1).

On peut proposer devant la Cour de cassation un moyen qui, sans avoir été expressément formulé dans les conclusions d'appel, en résulte implicitement : il n'y a pas là moyen nouveau (2).

(Mohamed ben Tahar c. Pellegri et autres)

CASSATION, en ce sens, d'un ARRÊT DE LA COUR D'ALGER, en date du 9 mars 1885, et renvoi devant la Cour d'Aix.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* DE LAGREVOL, *rap.;* CHARRINS, *av. gén.;* PERRIQUET et LESAGE, *av.*

---

(1) La Cour de cassation admet que le possesseur d'un immeuble qui n'invoque que sa possession succombe si le revendiquant présente un titre antérieur à cette possession, bien que le titre émane d'une personne dont la propriété n'est pas certaine (Cass., 22 juin 1864, Sir., 64, 1, 349). V. dans le même sens : Rouen, 1er février 1865 (Sir., 66, 2, 180); Aix, 29 février et 15 mars 1872 (Sir., 73, 2, 49); Aubry et Rau, t. II, p. 391.— *Contrà:* Laurent, t. VI, p. 217, et Naquet, note sous les arrêts de la Cour d'Aix précités. Mais il en est autrement lorsque la possession du défendeur est antérieure, comme dans l'espèce de l'arrêt, au titre invoqué par le revendiquant.

(2) V. Cass. civ., 22 février 1882 (Sir., 84, 1, 270) et 18 avril 1883 (Sir., 83, 1, 361). — Cpr. Req., 13 janvier 1857 (Sir., 57, 1, 81) et 20 mai 1879 (Sir., 1881, 1, 452).

COUR D'ALGER

Faillite, banqueroute simple, question préjudicielle, chose jugée, suspension de l'action civile.

Les tribunaux de répression saisis d'une poursuite en banqueroute ont pouvoir et compétence pour reconnaître et constater à la charge du prévenu la qualité de commerçant, son état de faillite et son état de cessation de paiements, en l'absence de toute décision de la juridiction consulaire et contrairement même à ses décisions (1).

Lorsque la juridiction correctionnelle est saisie d'une poursuite en banqueroute simple et que la Cour, Chambre civile, est saisie de l'appel formé par le prévenu contre le jugement du tribunal de commerce qui a prononcé sa déclaration de faillite, la Cour doit, par application de l'art. 3 du Code d'inst. crim., surseoir à statuer jusqu'à la solution de l'action publique (2).

(1 et 2) Les deux arrêts ci-dessus constatent une jurisprudence que l'on peut considérer comme définitivement établie (Cass., 1er mars 1870, Sir. 70. 1. 262; 6 janvier 1876, Sir. 76. 1. 48; 10 août 1878, Sir. 79. 1. 481; 23 décembre 1880, Sir. 82. 1. 435; 13 mai 1882, D. P. 82. 1. 487; 8 juillet 1885, Sir. 86. 1. 133).

La solution qui prévaut soulève de graves objections qu'il suffira de résumer brièvement.

Les textes ne lui sont pas favorables. Sans doute, aucun article ne subordonne ici l'exercice de l'action publique à l'existence d'une décision de la juridiction civile; mais il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi que la faillite ne peut produire d'effets légaux que lorsqu'elle a été déclarée quant à son existence et à sa date par la juridiction compétente à cet effet; or, c'est aux juges consulaires, et à eux seuls, que la loi confère le droit de la prononcer (art. 440 C. com.). En outre, il est à remarquer que ce n'est pas le Code pénal qui définit la banqueroute simple ou frauduleuse; c'est le Code de commerce qui énumère les cas dans lesquels les peines attachées à ces infractions pourront être prononcées; cela implique que pour être banqueroutier il faut être commerçant failli et que la banqueroute n'est qu'une conséquence possible de l'état légal qui résulte du jugement déclaratif de faillite. D'ailleurs, tous les textes qui s'occupent de la poursuite exercée par le ministère public supposent la faillite déclarée (art. 584, 587, 589, 592). D'autres dispositions impliquent également que l'action publique ne peut être intentée qu'après l'ouverture de la faillite. Aux termes de l'art. 483 C. com., le procureur de la République peut assister à l'inventaire, il a le droit de requérir communication de tous les actes, livres ou papiers relatifs à la faillite. Avec le système de la jurisprudence, ce texte n'aurait pas de raison d'être, car il n'était pas besoin d'autoriser le ministère public

PREMIÈRE ESPÈCE

—

(Ch. correct.) — 14 février 1887

—

(Lopez Antonio c. Min. pub.)

Un jugement du tribunal correctionnel de Sidi-bel-Abbès, en date du 26 juin 1886, avait condamné par défaut le sieur Lopez Antonio en deux ans d'emprisonnement pour avoir, étant commerçant failli, commis le délit de banqueroute simple : 1° en faisant des dépenses personnelles jugées exces-

---

à accomplir, après le jugement déclaratif, des actes de poursuite auxquels il peut procéder à toute époque. Un dernier argument nous est fourni par le décret du 2 février 1852. Aux termes de l'art. 15 § 17 de ce décret, les faillis non réhabilités sont frappés d'incapacité électorale. La Cour de cassation, déduisant les conséquences logiques de son système, décide que les personnes condamnées pour banqueroute simple sont privées du droit de vote (8 juillet 1885, Sir. 86. 1. 33). Mais si le tribunal correctionnel établit l'état de faillite, comment le condamné pourra-t-il être réhabilité ? Il semble qu'il ne saurait avoir cette ressource, car les règles fixées par les art. 604 et suivants du Code de commerce ne paraissent se référer qu'au cas où la faillite aurait été déclarée par jugement du tribunal de commerce.

Sur le terrain des principes, on fait remarquer que l'état de cessation de paiements est un des éléments constitutifs de l'infraction, que le tribunal de répression a le droit d'apprécier dans toute son indépendance, sans se préoccuper de ce qui a pu décider ou ne pas décider la juridiction commerciale, qui statue dans un ordre d'idées tout différent. Ce raisonnement ne nous paraît pas exact. Comment savoir, en effet, s'il y a crime ou délit avant l'ouverture de la faillite, puisqu'il s'agit ici d'une infraction qui ne peut être commise que par un commerçant failli ? L'état de faillite est un état antérieur et spécial qui constitue la condition préalable et *sine qua non* de la poursuite en banqueroute, et non pas seulement un élément constitutif de l'infraction.

En définitive, la loi a réservé à des juges spéciaux la mission de statuer sur la faillite, parce qu'une telle déclaration exige des connaissances spéciales et techniques et que seuls les juges consulaires sont aptes à résoudre de telles difficultés ; or, comment les jurés, le plus souvent ignorants du droit, étrangers aux choses commerciales, pourraient-ils les trancher, alors surtout que leur attention n'a pas été appelée par une demande distincte et séparée sur l'état de cessation de paiements. Il a été jugé, en effet, que la qualité de commerçant failli n'étant pas une circonstance aggravante, mais un élément constitutif du crime, doit être comprise dans la question sur le fait principal de banqueroute (Cass., 20 mars 1846).

Ce qui nous paraît particulièrement grave, c'est que le système de la jurisprudence est de nature à faire naître une contrariété fâcheuse de jugements. Il est certain que la décision du tribunal répressif ne saurait lier

sives ; 2° en ne faisant pas au greffe, dans les trois jours de la cessation de ses paiements, la déclaration exigée par les art. 438 et 439 du Code de commerce; 3° en ne tenant pas des livres et en ne faisant pas exactement inventaire.

Lopez Antonio forma opposition à ce jugement, et, devant le tribunal, il prétendit qu'il avait interjeté appel de la décision du tribunal de commerce qui l'avait déclaré en faillite, laquelle décision lui avait reconnu à tort la qualité de commerçant ; que la poursuite pour banqueroute simple exercée contre lui, étant la conséquence de cette décision, n'aurait plus d'effet si le jugement déclaratif de faillite était infirmé par la Cour, et qu'en conséquence le tribunal devait surseoir à statuer à tout jugement de condamnation jusqu'au prononcé de l'arrêt.

Un jugement contradictoire du 12 août 1886 accueillit ces conclusions ; mais, sur l'appel du ministère public, un arrêt par défaut du 26 novembre 1886 infirma et, adoptant les motifs du jugement du 24 juin 1886, ordonna que ce premier jugement sortirait effet.

Le prévenu ayant formé opposition à l'arrêt, la Cour a statué contradictoirement ainsi qu'il suit :

ARRÊT

LA COUR, — .... Sur le quatrième moyen :

Attendu que les juridictions civile et criminelle opérent, chacune, dans des sphères d'attribution qui leur sont propres ; qu'elles sont indépendantes l'une de l'autre ; — Que

---

les juges consulaires. Or, il est possible que le tribunal de commerce, ultérieurement saisi, déclare que l'individu condamné pour banqueroute n'est pas en état de cessation de paiements ou même qu'il n'a pas la qualité de commerçant. Qui ne voit combien ce résultat est choquant et constitue une atteinte grave à l'autorité de la justice ? Sous prétexte de maintenir une indépendance absolue entre les deux juridictions qui ont à pourvoir à des intérêts différents, on établit une lutte entre elles à propos d'une question que la loi a voulu régler d'une manière uniforme.

On insiste beaucoup sur cette considération, que l'action publique ne peut pas être tenue en échec par des intérêts privés. Nous répondrons : c'est au tribunal de commerce que la loi a confié la sauvegarde de l'intérêt public en lui conférant le droit de déclarer la faillite d'office (art. 440 C. com.).

Consulter en sens divers : Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, VI, art. 2914 ; *Dict.* de Ruben de Couder, v° *Banqueroute* ; Hoffmann, *Questions préjudicielles*, II, n^os^ 314 et suiv. ; Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, III, n^os^ 2651 et suiv.

A. CHAUSSE.

les art. 3 et 4 du Code d'instruction criminelle accordent, en principe, à l'action criminelle la prédominance sur l'action civile ; — Que cette prédominance ne peut comporter de restriction que par l'effet de dispositions exceptionnelles expresses de la loi ; qu'en matière de banqueroute simple aucune disposition exceptionnelle expresse de la loi ne subordonne l'exercice de l'action criminelle à l'exercice de l'action civile ; — Qu'une jurisprudence constante et formelle admet et décide, au contraire, conformément aux principes ci-dessus, que les tribunaux de répression saisis d'une poursuite de banqueroute simple ont pouvoir et compétence pour reconnaître et déclarer, à la charge du prévenu, son état de faillite, sa qualité de commerçant et son état de cessation de paiements, et ce en dehors et en l'absence de toute décision préalable de la juridiction consulaire, indépendamment des décisions de cette juridiction, et contrairement même à ces mêmes décisions ;

Attendu, cela étant, qu'il importait peu, dans l'espèce, que l'instance engagée en appel par Lopez contre le jugement déclaratif de sa faillite du 16 décembre 1885 fût ou non terminée ; — Attendu qu'en le décidant autrement les premiers juges se sont mis en désaccord avec les principes du droit pénal et de la jurisprudence susanalysés ;

Attendu d'ailleurs, et en fait, que le sursis accordé par eux au prévenu préjudiciait, de la manière la plus grave, à l'action publique ; — Qu'il en ajournait indéfiniment l'exercice ; — Qu'il ressort bien de l'acte d'appel produit devant la Cour que l'appel du jugement du 16 décembre 1885 avait été interjeté le 21 janvier 1886 ; mais qu'il n'est pas prouvé qu'il y ait été depuis donné suite par Lopez, et même que le dit appel ait été enrôlé au greffe civil de la Cour ; — Que, si le sursis accordé pouvait être maintenu, il s'en suivrait que la continuation de l'instance correctionnelle deviendrait abandonnée au bon vouloir du prévenu lui-même, et, de la sorte, tout à fait paralysée, ce dernier, d'une part, ayant un intérêt manifeste à laisser en suspens l'instance d'appel du jugement déclaratif de sa faillite, et ses créanciers, d'autre part, n'ayant aucune raison pratique pour mener à fin cette instance ;

Sur le cinquième moyen : — Attendu qu'il est constant, en fait, que, depuis plusieurs années, Lopez exécutait, à prix d'argent, habituellement, pour le compte de tous ceux qui s'adressaient à lui à cet effet, à l'aide d'attelages conduits soit par lui, soit par des gens employés à son service, des transports d'alfa ; — Attendu que l'exercice de ces actes lui conférait notamment la profession de voiturier par terre et lui

imprimait incontestablement, dès lors, la qualité de commerçant;

Attendu, en outre, qu'il ressort des faits et documents de la cause, notamment des dépositions du syndic Dietrich devant le tribunal, que le passif de Lopez s'élevait à plus 20,000 francs; qu'aucun actif n'avait été trouvé chez lui; qu'au moment de sa déclaration de faillite par le tribunal de Sidi-bel-Abbès, il avait disparu de sa demeure; qu'il était même sans domicile réel; que des condamnations commerciales avaient été obtenues contre lui par divers, notamment aux dates des 18 novembre et 16 décembre 1885, et que les poursuites exercées pour avoir paiement de ces condamnations étaient restées sans résultat;

Attendu qu'en présence de ces faits, l'état de cessation de paiements de Lopez demeurait flagrant dans la cause;

Attendu, enfin, que des dépositions du même syndic il ressort que le prévenu a, en moins de deux années, par son inconduite et en se livrant à des dépenses personnelles exagérées, créé le passif constaté à sa charge;

Qu'il est également certain qu'il n'a pas fait au greffe de son tribunal de commerce, dans les trois jours de la cessation de ses paiements, la déclaration exigée par les art. 438 et 439 du Code de commerce;

Qu'il est, en dernier lieu, constant qu'il n'a ni tenu de livres, ni fait exactement inventaire;

Sur le sixième moyen : — Attendu que la peine prononcée à deux années d'emprisonnement pour répression de délit résultant des faits qui précèdent est excessive ; — Qu'il convient, en présence des explications du prévenu, de la réduire à des proportions plus conformes au véritable degré de gravité et d'importance de ces faits;

Par ces motifs : — Sans s'arrêter ni avoir égard aux fins, exceptions et moyens de Lopez contre l'arrêt de défaut du 26 novembre 1886, fins, exceptions et moyens dans lesquels il est déclaré mal fondé et dont il est débouté, — Le démet de son opposition à l'exécution de son arrêt; — Ce faisant, maintient cet arrêt et ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur; — Toutefois, réduit à trois mois d'emprisonnement la peine qu'il prononce en confirmant le jugement de défaut du 24 juin 1886.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.-rap.;* WURTZ, *av. gén.;* LATOUR, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

(1re Ch.) — 14 mars 1887

(Zerbib c. syndic Christiano)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que, par arrêt en date du 29 octobre 1886, la Cour, Chambre des mises en accusation, par les motifs qu'il existe contre Christiano et Zerbib charges suffisantes d'avoir, depuis moins de trois ans, dans les arrondissements de Batna et de Guelma, étant commerçants faillis, commis le délit de banqueroute simple, a renvoyé lesdits Christiano et Zerbib devant le tribunal correctionnel de Batna pour y être jugés sur ce délit ;

Considérant que le tribunal de Batna est saisi par cet arrêt ; qu'il lui appartient de statuer sur toutes les questions qui lui sont déférées ; qu'il devra donc examiner si Zerbib était commerçant, s'il était failli, s'il a commis le délit dont il est inculpé ;

Considérant que l'instance portée devant la première Chambre de la Cour a pour objet la qualité de commerçant répudiée par Zerbib et son état de faillite ; que ces questions sont identiquement les mêmes que celles qui sont soumises au tribunal correctionnel de Batna et sur lesquelles il doit nécessairement se prononcer pour statuer sur l'existence du délit qui lui est déféré ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 3 du Code d'instruction criminelle, l'exercice de l'action doit être suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile ;

Considérant que, la qualité de commerçant failli étant un élément essentiel du délit de banqueroute, les tribunaux de répression ont mission de la constater, et qu'on ne peut la réserver à la juridiction civile, comme question préjudicielle ;

Considérant que Zerbib étant appelé à discuter devant le tribunal de Batna sa qualité de commerçant et de failli, la Cour doit surseoir à statuer sur sa demande, dont l'objet est identique ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu d'examiner quelle pourra être, le cas échéant, l'autorité de la chose jugée par le tribunal correctionnel sur la question soumise à la Cour ; qu'il s'agit uniquement d'un sursis ; que ce sursis est imposé expressé-

ment par la loi pour permettre à l'action publique de s'exercer avec une indépendance absolue ; que ce sursis doit donc être prononcé ;

Par ces motifs : — Surseoit à statuer jusqu'à la décision définitive à intervenir sur le renvoi de la Chambre des mises en accusation.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* HONEL, *subst. du proc. gén.;* CHÉRONNET et LEMAIRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des Req.)

28 octobre 1885

Obligation, billet, cause non exprimée.

L'obligation dont la cause n'est pas exprimée dans le billet qui la constate est présumée avoir une cause réelle et licite. La preuve est à la charge du débiteur, lorsque, pour refuser le paiement, celui-ci excipe de l'inexistence ou du caractère illicite de la cause (1).

(Baranès c. Ben Simon)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen du pourvoi, tiré de la violation des art. 1109, 1111, 1116 du Code civil... (Sans intérêt).

Sur le deuxième moyen, tiré de la violation et fausse application des art. 1131 et 1132 du Code civil, 519 et 598 du Code de commerce :

Attendu qu'aux termes de l'art. 1132 du Code civil, la convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée; — Attendu qu'il résulte de cette disposition de la loi que, bien que la cause ne soit pas exprimée dans une obli-

---

(1) Cette solution est admise par la jurisprudence et la majorité des auteurs. *Sic :* Larombière, t. I, art. 1132, n° 4; Colmet de Santerre, t. V, n° 48 bis ; Demolombe, t. XXIV, n° 366; Laurent, *Principes,* t. XVI, n° 666; Bonnier, *Traité des preuves*, n° 557 ; Toullier, VI, 175 et IX, 83. — Civ. cass., 11 août 1848, (Sir., 49, 1, 113); Req., 9 février 1864, (Sir., 64, 1, 107). — *Contrà :* Aubry et Rau, t. IV, p. 324, note 20 ; Duranton, X, 353 et suiv.

gation, il y a, jusqu'à preuve contraire, présomption que cette cause existe et qu'elle est licite ; — Attendu que si le débiteur, contre lequel le paiement d'une telle obligation est poursuivie, veut exciper d'un défaut de cause ou de l'existence d'une cause illicite, il lui incombe d'en fournir la preuve; — Attendu que la Cour d'Alger (26 février 1884) a souverainement constaté que Baranès n'a point prouvé que le bon de 10,000 francs eût été souscrit sans cause ou pour une cause illicite; que, dès lors, en condamnant Baranès au paiement du bon litigieux, loin de violer les articles susvisés, elle en a fait une juste application ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BÉDARRIDES, *prés.;* TALANDIER, *rap.;* PETITON, *av. gén.;* DARESTE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

Compétence, contestation entre Musulmans, matière mobilière, matière immobilière, décret du 10 septembre 1886, instance introduite antérieurement, dépens.

Les cadis sont devenus incompétents, pour juger les contestations entre Musulmans, en matière mobilière ou immobilière, à partir de la promulgation du décret du 10 septembre 1886, et cette incompétence est d'ordre public;

En conséquence, les jugements rendus par ces magistrats en ces matières postérieurement à la promulgation de ce décret doivent être annulés d'office, alors même qu'ils auraient statué sur un procès introduit et en partie instruit avant cette date;

Sauf au juge d'appel, dans ce dernier cas, à partager les dépens entre les parties (1).

---

(1) Le décret du 10 septembre 1886, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer *(Revue algérienne,* 1886. 1. 208), n'a point, comme l'ont édicté certaines lois spéciales (loi de 1838 sur les tribunaux du dernier ressort, de 1858 sur l'expropriation forcée, de 1838 sur les justices de paix, de 1856 sur les arbitrages forcés en matière commerciale), décidé que la loi ancienne serait applicable aux instances engagées et aux liquidations immobilières commencées avant sa promulgation. En présence de ce silence du décret, le parquet général a cru devoir adresser aux parquets de première instance une circulaire aux termes de laquelle la juridiction saisie sur appel

PREMIÈRE ESPÈCE

—

22 mars 1887

—

(Sliman ben Rabah c. Ahmed ben Zekri)

Sliman ben Rabah, se prétendant propriétaire d'une parcelle appelée El-Kéur, sise fraction des Oulad-Senar, tribu des Oulad-Mariem, d'une contenance d'environ cinq hectares et

---

devait retenir l'affaire chaque fois qu'elle était en état, c'est-à-dire, « pour » approprier nos règles de procédure à la justice musulmane, dans tous les » différends dans lesquels les parties avaient comparu devant le juge et pré- » senté leur défense. » (V. *Revue algérienne*, 1886. 3. 193.)

Bien que la circulaire ne s'applique qu'aux affaires déjà pendantes devant une juridiction d'appel, l'on pouvait induire de cette dernière phrase que les cadhis eux-mêmes pouvaient retenir et juger les affaires qui étaient en état, et, quoique la circulaire ne parle point des liquidations de successions ouvertes avant la promulgation du décret, il paraissait naturel que les cadhis terminassent eux-mêmes les liquidations immobilières commencées par eux avant cette promulgation.

Nous avons dit (*loc. cit.)* qu'en droit les règles nouvelles de procédure et de compétence nous paraissaient, dans le silence du texte, applicables même aux procès nés avant la promulgation du décret (*Contrà*, M. Eyssautier, *Le statut réel français en Algérie*, *Revue algérienne*, 1887. 1. 205). Nous avons ajouté, toutefois, que nous comprenions les considérations de fait qui avaient conduit le parquet général à se prononcer en sens contraire. Pendant une certaine période transitoire suivant immédiatement la promulgation du décret, il était peut-être d'une bonne justice de se montrer réservé dans l'annulation des procédures commencées par les cadhis avant et jugées par eux après cette promulgation. La Cour d'Alger n'a point pensé qu'il y eût lieu de s'arrêter à ces considérations, et elle a annulé d'office les jugements des cadhis rendus après le 10 octobre, date fixée par elle comme étant celle où la promulgation du décret était censée parvenue à la connaissance des cadhis et des juges de paix. Les deux arrêts que nous rapportons, quoique brièvement motivés en ce qui concerne la compétence, indiquent suffisamment la voie dans laquelle la Cour est entrée.

Quelques tribunaux, comme celui de Mostaganem, ont suivi la même jurisprudence. Une femme Kheïra avait actionné devant le cadhi (le jugement n'indique pas à quelle date) un nommé Djilani ben Senoussi en revendication de terres. Le cadhi, après instruction de l'affaire et un transport sur les lieux litigieux, rendit un jugement à la date du 14 février 1887. Sur l'appel de Senoussi, le tribunal de Mostaganem, sans rechercher si l'assignation et l'instruction de l'affaire avaient précédé la date de la promulgation du décret, annula pour incompétence *ratione materiæ* la décision du premier juge.

d'une valeur locative annuelle de 35 francs, acquise par lui, il y a environ huit ans, de Mobarek et Zouidi, enfants de Mohammed, et de Mohammed et Youssef, enfants de Youssef, qui en étaient alors propriétaires, demanda au bach-adel du cadi d'Aumale de faire cesser l'empiètement, sur cette parcelle, de Ahmed ben Zekri, lequel, à l'époque des labours, y avait indûment ensemencé deux sâas de blé. — Ahmed ben Zekri répondit d'abord qu'il n'avait labouré que deux jours, et à une seule charrue, sur El-Kéur; ensuite, qu'il tenait cette parcelle depuis deux ans, à titre de rahnia, de Rabah ben Kara. Il reconnut, d'ailleurs, que El-Kéur avait la conte-

---

Le tribunal de Blida, au contraire, dans une affaire importante, où l'introduction de l'instance devant le cadhi avait précédé d'au moins deux ans la promulgation du décret, et où l'instruction avait tout entière été faite par ce magistrat, a décidé, au mois de juillet 1887, que le jugement du premier juge, rendu plusieurs mois après la promulgation du décret, l'avait été par un juge compétent.

Dans quelques cas spéciaux, la Cour, hésitant peut-être devant les conséquences de l'annulation d'un jugement, et, par suite, du renvoi de l'affaire devant une autre juridiction, a cru devoir évoquer l'affaire et statuer conformément à l'art. 473 du Code de procédure civile, bien que le jugement entrepris fût un jugement définitif et non un jugement interlocutoire. Cette manière de procéder ne nous paraît pas juridique. Il est à remarquer, en effet, que le § 2 de l'art. 473 du Code de procédure n'est pas reproduit par l'art. 46 du décret du 10 septembre 1886. Il en résulte cette conséquence, que le législateur, dans le décret de 1886, n'a autorisé l'évocation que lorsqu'il s'agirait de jugement interlocutoire et non de jugement définitif.

Maintenant que la période de transition est passée, et qu'il s'est écoulé plus d'une année depuis la promulgation du décret, nous estimons que tous les jugements qui seront rendus par les cadhis devront, sans distinction, être annulés ; il ne faudrait pas, en effet, que, par une sorte de résistance occulte, les cadhis continuassent à rendre des décisions dans les matières qui ont été soustraites à leur juridiction. Le parquet général a déjà pris des mesures contre ceux de ces magistrats qui semblaient ne pas tenir compte des instructions qui leur avaient été données.

C'est aux juges de paix, chargés de la mission délicate de rendre la justice aux indigènes, qu'il appartient de faire apprécier par ces derniers la supériorité de nos procédés et le progrès de nos institutions. S'il est certains juges de paix qui ont admirablement compris leur mission, il en est d'autres, au contraire, qui négligent absolument cette partie du service, et il nous a été donné de voir un juge de paix confier à un aoûn, c'est-à-dire à un indigène chargé des modestes fonctions d'huissier, le soin de faire un transport sur les lieux, d'entendre des témoins, de recevoir un serment; autrement dit, c'était l'aoûn qui était chargé de juger le procès. Si les juges de paix entraient dans cette voie, ils en arriveraient bien vite à faire regretter la justice des cadhis.

C. A. L.

nance et la valeur locative annuelle que lui attribuait Sliman ben Rabah. — Celui-ci produisait : 1° Un acte daté, par erreur, dit la traduction, du 1er janvier 1876, du cadi de Dechmia, constatant que Bel Houl ben Moussa, Mobarek ben Mohammed, son frère Zouilit ont reçu, à cette époque, à titre d'augment de réméré, de Sliman ben Rabah diverses sommes s'ajoutant à celles moyennant lesquelles ils avaient antérieurement vendu à réméré au dit Sliman ben Rabah tous leurs immeubles; 2° La grosse d'un arrêt de la Cour, du 25 mars 1878, confirmant un jugement du cadi de Dechmia, du 28 août 1877, déclarant que Mobarek ben Mohammed, son frère Zouilit, Mohammed ben Youssef, son frère Youssef étaient débiteurs de Sliman ben Rabah de 1,650 francs, montant des sommes moyennant lesquelles ils auraient vendu à réméré leurs immeubles, notamment El-Kéur, au dit Sliman ben Rabah, et ordonnant la vente des dits immeubles au profit de Sliman ben Rabah; 3° Un acte du cadi de Dechmia, du 30 avril 1878, constatant que, en exécution de l'arrêt du 25 mars 1878, les immeubles des vendeurs à réméré, notamment El-Kéur, étaient devenus, aux termes du dit acte, par adjudication, faute de paiement dans un délai déterminé, la propriété de Sliman ben Rabah. — Ahmed ben Zekri fit comparaître devant le bach-adel Rabah ben Kara, lequel produisit les deux pièces suivantes : 1° Un acte de la mahakma de Bouïra, du 28 octobre 1876, constatant que Mobarek ben Mohammed avait, à cette époque, vendu à réméré à Rabah ben Kara, moyennant une somme de 500 francs, deux sâas de blé, deux pots de beurre, la part lui revenant dans El-Kéur; — 2° Un jugement de la mahakma de Dechmia, du 10 février 1880, rendu entre lui et Sliman ben Rabah, décidant que Rabah ben Kara resterait en possession de El-Kéur, son acquisition à titre de réméré étant antérieure à l'achat à titre définitif dont se prévalait Sliman ben Rabah.

Par jugement du 14 novembre 1886, le bach-adel du cadi d'Aumale décida que le litige dont il était saisi avait été tranché par la décision du 10 février 1880, et se déclara incompétent.

Sliman ben Rabah a interjeté appel de cette décision.

ARRÊT

LA COUR, — Sur la compétence : — Attendu que le jugement déféré est du 14 novembre 1886; — Qu'à cette date, le décret du 10 septembre 1886 sur la réorganisation de la justice musulmane était exécutoire dans la circonscription judiciaire d'Aumale; — Que, dès lors, le cadi de cette circonscription ne pouvait légalement statuer sur le litige; — Que cette incom-

pétence, qui tient à l'ordre des juridictions, est d'ailleurs d'ordre public;

Quant aux dépens : — Attendu qu'il résulte des explications fournies au nom des parties par leurs conseils et confirmées par l'examen des qualités du jugement déféré qu'à l'époque où le procès a été introduit et en partie instruit, le cadi qui a statué était compétent pour en connaître; — Qu'il convient, dans ces circonstances, de partager entre les parties les dépens;

Par ces motifs : — Infirme, pour incompétence, le jugement déféré; — Ordonne qu'il soit considéré comme nul et non avenu dans toutes ses dispositions ; — Renvoie les parties à se pourvoir devant la juridiction compétente; — Fait masse des dépens de première instance et d'appel; — Dit qu'ils seront supportés moitié par Sliman ben Rabah et moitié par Ahmed ben Zekri et Rabah ben Kara.

MM. BLANKAERT, *prés.;* MÉROT, *rap.;* HONEL, *subst. du proc. gén.;* CHARPENTIER et PROBST, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

—

25 avril 1887

—

(Kreïra ben El-Hadj Kaddour El-Beggare c. Ahmed ben Kassem El-Djidjelli.)

Devant le premier juge, Kreïra exposa que, répudiée par son mari, Ahmed ben Kassem, elle avait laissé dans la maison de celui-ci ses meubles et effets personnels, énumérés dans sa demande, et qu'elle lui avait prêté une somme de 15 francs. Elle demanda que Ahmed ben Kassem fût tenu de lui rendre le tout. — Le défendeur répondit qu'il était prêt à rendre à Kreïra les meubles et effets qui lui appartenaient et à lui rembourser la somme de 15 francs, mais qu'il entendait conserver les effets de luxe achetés de ses deniers et qu'il n'avait jamais eu l'intention de les donner. Il réclama, de plus, des effets emportés par Kreïra.

Après avoir entendu trois témoins produits par la demanderesse, le bach-adel hanéfi d'Alger, par jugement du 23 novembre 1886, condamna Ahmed ben Kassem et Kreïra à restituer respectivement les effets et objets mobiliers, à charge par chacun d'eux de prêter serment.

Ce jugement a été frappé d'appel, le 14 décembre suivant.

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'intimé ne se présente pas, ni personne pour lui; — Qu'il y a lieu de statuer par défaut à son encontre;

Sur l'incompétence : — Attendu que, s'agissant d'une action mobilière, le bach-adel était incompétent, aux termes de l'art. 7, § 3 du décret du 10 septembre 1886;

Par ces motifs : — Donne défaut contre l'intimé, faute de comparaître; — Dit que le premier juge était incompétent; — Annule le jugement attaqué; — Renvoie les parties à se pourvoir ainsi que de droit.

MM. BLANKAERT, *prés.-rap.;* MARSAN, *av. gén.;* BALLESTEROS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 avril 1885

Référé, Algérie, juge de paix à compétence étendue, ordonnance, appel, compétence.

L'appel des ordonnances de référé rendues par les juges de paix à compétence étendue, en Algérie, doit être porté devant le tribunal civil auquel ressortit la justice de paix, et non devant la Cour (1).

(1) Cette question avait déjà été résolue en ce sens par un jugement du tribunal de Philippeville et un arrêt de la Cour d'Alger, que nous rapportons ci-dessous. Nous ne connaissons, en sens contraire, qu'un jugement du tribunal de Blida, d'ailleurs non motivé, du 28 février 1866. On peut donc considérer la jurisprudence algérienne comme fixée aujourd'hui sur ce point.

(*Frilley c. Sellier*). — LE TRIBUNAL, — Attendu que, le 26 mai, Frilley a interjeté appel devant le tribunal de première instance de Philippeville de l'ordonnance de référé rendue le 16 avril précédent par M. le juge de paix de Jemmapes, etc.;

Attendu que Sellier a opposé que l'appel n'était pas recevable : 1° parce que l'appel des ordonnances rendues sur référé par les juges de paix à compétence étendue devrait être porté directement devant la Cour, comme les ordonnances rendues en ces matières par les présidents des tribunaux de première instance, dont les juges de paix à compétence étendue remplissent, en ces matières, les fonctions, etc.;

(Netter c. Figarol)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est de principe, dans notre organisation judiciaire, que l'appel doit être porté devant la juridiction immédiatement supérieure à celle qui a rendu la décision attaquée;

Attendu, sur l'exception d'incompétence, qu'il est de principe général, dans notre organisation judiciaire, que l'appel est porté devant le tribunal placé hiérarchiquement et immédiatement au-dessus du tribunal dont la décision est attaquée ; que la loi du 27 ventôse an VIII, dans son art. 7, porte que les tribunaux de première instance prononceront sur l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix ; — Attendu que, dans le silence du législateur, c'est à cette règle générale qu'il faut avoir recours et qu'on ne doit y apporter une exception qu'autant qu'elle serait expresse ;

Attendu que cette exception résulterait, d'après l'intimé, de la disposition de l'art. 2 du décret impérial du 19 août 1854, qui porte que les juges de paix à compétence étendue exercent lee fonctions de présidents des tribunaux de première instance comme juges de référé ; — Attendu qu'une dérogation aussi grave aux principes généraux aurait provoqué évidemment de la part du législateur une disposition expresse ; que les termes du décret n'ont pas cette portée et ne font mention des fonctions des présidents des tribunaux de première instance que pour spécifier l'étendue de la nouvelle juridiction donnée aux juges de paix, et non pour décider implicitement devant quels magistrats doivent être portés les appels de leurs ordonnances ; — Attendu, il est vrai, que l'intimité objecte que le même décret dit expressément que les appels des jugements des juges de paix en matière correctionnelle seront portés devant les tribunaux de première instance, d'où il conclut que le silence gardé sur les appels des ordonnances de référé implique l'intention de les réserver à la Cour ; — Attendu que, loin de trouver dans la disposition relative aux appels correctionnels un argument en faveur de l'opinion soutenue par l'intimé, on doit plus logiquement y trouver un argument favorable à l'opinion contraire ; — Attendu, en effet, qu'en maintenant la règle générale pour les appels correctionnels, en privant ainsi les condamnés des garanties qu'ils auraient pu avoir dans un recours aux magistrats de l'ordre supérieur, le législateur a montré sa volonté de ne pas déroger aux principes généraux de notre organisation judiciaire ; — Attendu que, ce qu'il n'a pas fait alors qu'il pouvait être sollicité à le faire par l'intérêt des condamnés correctionnellement, il n'a pu évidemment le vouloir pour les cas où le juge de paix ne statue que provisoirement et où l'urgence des intérêts discutés rend plus avantageux pour les parties le recours au tribunal le plus voisin ;

Attendu que cette volonté du législateur se manisfeste encore en rapprochant l'art. 2 du décret du 19 avril 1854 de l'art. 37 de l'arrêté ministériel du 18 décembre 1842 ; que ce dernier article, en effet, donne aussi aux commissaires civils le pouvoir de statuer en référé comme les présidents des tribunaux de première instance ; — Attendu que l'on doit conclure de ce

Attendu, d'autre part, que l'art. 7 de la loi du 27 ventôse an VIII dispose que les tribunaux de première instance prononceront sur l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix;

---

rapprochement que le légilateur a voulu, en cette matière, appliquer les principes généraux, et non, pour des motifs impossibles à découvrir, créer l'anomalie d'ordonnances de référé de commissaires civils soumises en appel aux tribunaux de première instance, alors que, dans des espèces identiques, les mêmes ordonnances, rendues par les juges de paix, seraient portées en appel devant la Cour ;

Attendu que tout se réunit ainsi pour maintenir en cette matière les principes généraux sur les degrés de juridiction ;

Par ces motifs : — Se déclare compétent... etc.

Trib. de Philippeville, 1er décembre 1866. — MM. Cammartin, *prés.*; Favre *proc. imp.*; Passérieu et Véron *déf.*

(*Simon c. Peyrard*). — La Cour, — Attendu que les règles générales qui régissent l'ordre des juridictions confèrent aux tribunaux de première instance seuls compétence pour statuer sur l'appel des décisions rendues par les juges de paix ; — Que ce principe d'ordre public doit recevoir application, quelle que soit l'extension donnée à la compétence des juges de paix, soit par prorogation volontaire de juridiction aux termes de l'art. 7 du Code de procédure civile, soit en vertu de dispositions législatives spéciales ; — Que de nombreux arrêts de la Cour ont consacré déjà cette doctrine relativement à l'appel de jugements rendus par des juges de paix investis de la compétence étendue prévue et réglée par le décret du 19 août 1854;

Attendu qu'il y a même raison de décider en ce qui concerne l'appel des ordonnances de référé rendues en exécution du même décret; — Qu'en effet, dans l'un et l'autre cas, le juge de paix est substitué partiellement, et dans les limites tracées par le décret, soit au tribunal entier de première instance, soit au président de ce tribunal, mais qu'il ne cesse point pour cela de statuer avec le titre et la qualité de juge de paix; que la nature de sa juridiction n'a point été modifiée et que le tribunal de première instance reste, dès lors, en toute matière, son juge supérieur immédiat;

Attendu que, pour admettre à cette règle une exception qui aurait le danger de porter la confusion dans l'ordre établi des juridictions, il faudrait que le législateur l'eût formellement prescrite, et que son silence sur ce point ne saurait être interprété par de simples considérations d'analogie dans un sens contraire à la la loi générale ;

Attendu qu'à ces motifs de droit viennent se joindre des motifs de fait qui en confirment pleinement l'application ; — Que l'intention évidente du législateur, en étendant la compétence des juges de paix en Algérie, a été de mettre les justiciables à même d'obtenir facile et prompte justice, même dans les centres de population les plus éloignés, et de leur éviter des frais onéreux; que ce but eût été complètement manqué si les appels des jugements rendus par les juges de paix, tant en matière civile qu'en matière commerciale, eussent dû être portés devant la Cour ; — Qu'il en serait à plus forte raison ainsi relativement à l'appel des ordonnances de référé, qui ne statuent qu'au provisoire sur des questions d'exécution et pour des cas d'urgence ;

Attendu que l'art. 37 de l'arrêté ministériel du 31 décembre 1842, qui donne aussi aux commissaires civils le pouvoir de statuer en référé comme présidents de tribunaux, a fait application de ce principe, en déclarant que l'appel des ordonnances rendues par ces magistrats sera porté devant le tribunal de première instance;

Attendu qu'il n'a pas été dérogé à ces règles de compétence par le décret du 19 août 1854, qui a étendu, en Algérie, la compétence des juges de paix et les a chargés de remplir les fonctions de juge de référé; — Qu'il est donc bien évident qu'en constituant des commissaires civils et des juges de paix juges de référé, le législateur n'a pas voulu soumettre à des juridictions différentes l'appel de décisions rendues en la matière et par des juges de même degré;

Attendu que l'ordonnance attaquée émane du juge de paix de Médéa; — Qu'en vertu des considérations qui précèdent, la Cour est donc incompétente pour en connaître;

Par ces motifs : — Se déclare incompétente.

MM. SAUTAYRA, *prem. prés.;* MARSAN, *subst. du proc. gén.;* JOUYNE, *av.*

Attendu que cette volonté du législateur s'est manifestée explicitement dans l'arrêté ministériel du 18 décembre 1842, qui institue des commissaires civils avec attributions judiciaires semblables à celles des juges de paix à compétence étendue, et qu'aux termes de l'art. 37 précité de cet arrêté, l'appel des ordonnances de référé rendues par ces magistrats doit être porté devant le tribunal civil ; que cette prescription légale était d'ailleurs indispensable dans un arrêté que créait une juridiction nouvelle et exceptionnelle, n'ayant aucun lien avec celles existant dans la métropole ; — Attendu que le principe de l'extension de compétence pour certaines justices de paix remonte à la même époque ; que divers arrêtés ministériels et décrets impériaux, intervenus du 20 décembre 1842 au 7 décembre 1853, avaient déjà institué onze justices de paix, auxquelles chacun de ces arrêtés ou décrets avait déclaré rendre communes les dispositions de l'arrêté du 18 décembre 1842, et notamment celles de l'art. 37 précité ; — Qu'il n'était pas nécessaire de reproduire les mêmes prescriptions dans le décret du 19 août 1854, puisque ce dernier décret donnait seulement une plus grande extension au taux du premier ou dernier ressort, sans abroger la législation antérieure ni déroger d'ailleurs en rien aux règles de droit commun en matière d'ordre des juridictions;

Attendu qu'il s'agit en l'état d'une exception d'ordre public, que les tribunaux doivent, au besoin, relever même d'office ;

Par ces motifs: — Se déclare incompétemment saisie de l'appel de l'ordonnance de référé rendue dans la cause, à la date du 14 novembre 1871, par le juge de paix de Boufarik, etc.

C. d'Alger (1re Ch.), 20 janvier 1878. — MM. DE MÉNERVILLE, *prem. prés.;* GEFFROY, *av. gén.;* CHÉRONNET et BARBERET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

12 août 1887

Phylloxéra, sarments, filtre languedocien, introduction en Algérie, bonne foi, contravention matérielle, douane, sol algérien.

L'introduction en Algérie par des fabricants d'appareils à filtrer le vin de sarments destinés au fonctionnement de ces appareils, et qui n'ont subi qu'une préparation insuffisante pour éviter tout danger du phylloxéra, ne saurait constituer l'infraction prévue et punie par l'art. 13 de la loi du 15 juillet 1878, lorsqu'il n'y a eu, de la part des expéditeurs, ni absence de déclaration, ni fausse déclaration de provenance, ni manœuvre frauduleuse.

Mais l'introduction de ces sarments constitue, indépendamment de toute intention coupable, la contravention matérielle réprimée par l'art. 12 de la loi précitée.

Il importe peu, au point de vue de l'application des lois et décrets sur le phylloxéra, que les objets prohibés aient été saisis en douane à l'entrée, ces objets n'en ayant pas moins été introduits sur le sol algérien (1).

(1) Les circonstances du fait incriminé paraissent avoir influé sur la décision du tribunal et de la Cour d'Alger. Il semble, à première vue, que des sarments faisant partie d'un appareil, et qui ont de plus subi une préparation, ne puissent être assimilés, au point de vue de l'application des lois sur le phylloxéra, aux sarments, plants, boutures, etc., dont l'introduction est prohibée en Algérie. On lit dans le jugement du tribunal que la douane elle-même en avait jugé ainsi une première fois. Mais le texte est formel ; et, si excessive que puisse paraître en certains cas la plus légère pénalité, la loi punit le seul fait de l'introduction, en dehors de toute intention dolosive, sans se préoccuper de l'état des sarments introduits, ni de l'usage auquel ils sont destinés, le prévenu ne pouvant bénéficier que des circonstances atténuantes dont l'admission est autorisée par l'art. 15 de la loi.

Quant au motif pris de ce qu'il y avait eu saisie en douane, nous ne pensons pas que la Cour d'Alger ait entendu dire que les bureaux de douane algériens ne sont pas situés en Algérie, mettant ainsi la Cour suprême dans la nécessité de proclamer que ces bureaux font partie intégrante du sol algérien. Se trouvant en présence d'une saisie en douane d'objets qui avaient été déclarés sous leur propre dénomination, la Cour a cru devoir appliquer à la cause cette règle de la législation douanière que l'introduction d'objets prohibés, lorsqu'ils ont été déclarés, ne donne lieu qu'à leur réexportation. Mais, dans l'espèce, il s'agissait d'une contravention à une loi spéciale frappant d'une amende le simple fait de l'introduction, même de bonne foi. Peu importait donc et la déclaration et la saisie en douane, les objets prohibés n'en ayant pas moins touché le sol algérien.

(Loup et Castel. — Intérêt de la loi)

Le 15 janvier 1887, la Cour d'Alger a rendu un arrêt (1) qui a relaxé les sieurs Duvivier, Cambriels, Barbeza, Loup et Castel des poursuites dirigées contre eux pour introduction de sarments en Algérie.

M. le procureur général près la Cour de cassation a formé, contre cet arrêt, par ordre de M. le garde des sceaux, un pourvoi dans l'intérêt de la loi. Le réquisitoire de M. le procureur général Ronjat est ainsi conçu :

RÉQUISITOIRE

Le procureur général près la Cour de cassation expose qu'il est chargé par M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de requérir, dans l'intérêt de la loi et par application de l'art. 414 du Code d'instruction criminelle, l'annulation d'un arrêt de la Cour d'appel d'Alger (Chambre des appels de police correctionnelle), en date du 15 janvier dernier, qui a acquitté les sieurs Loup et Castel du chef d'introduction de plants de vigne en Algérie, délit prévu et puni par la loi du 15 juillet 1878, par celle du 2 août 1879 et par les décrets des 24 juin 1879 et 17 juin 1884.

La lettre de M. le garde des sceaux, en date du 13 juillet courant, est ainsi conçue : « M. le procureur général, j'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli, avec le dossier de la procédure, l'expédition d'un arrêt rendu, le 15 janvier 1887, par la Cour d'appel d'Alger, dans les circonstances suivantes : — Le 28 janvier 1886, à l'arrivée du paquebot *Abdelkader*, de la Compagnie Transatlantique, les préposés de la douane à Alger saisirent divers ballots de sarments destinés à établir des filtres à vin, dits « filtres languedociens. » — Ces ballots étaient adressés par les sieurs Loup et Castel, demeurant à Castres, aux sieurs Duvivier, Cambriels et Barbeza, résidant sur le territoire algérien. — Une information régulière fut ouverte par M. le juge d'instruction d'Alger, qui, à la date du 13 avril 1886, rendit une ordonnance à la suite de laquelle tous les susnommés furent déférés au tribunal correctionnel comme prévenus d'avoir, le 28 janvier 1886, à Alger, participé à l'introduction de plants de vigne dont l'importation est prohibée, délit prévu et puni par les art. 1, 12, 13 de la loi du 15 juillet 1878 et les décrets des 25 juin 1879 et 17 juin 1884. — Par jugement du 22 juillet 1886, tous les prévenus furent renvoyés des fins de la prévention sans dépens. — En ce qui concerne les destinataires, Duvivier, Cambriels et Barbeza, le tribunal décida qu'ils ne connaissaient la présence des sarments dans la composition de l'appareil que par la mention « manchon tissu, sarment » qui figure dans le prospectus de la maison Loup et Castel ; qu'ils devaient croire qu'il s'agissait de sarments ayant subi une préparation et constituant, par leur assemblage et leur disposition, une partie intégrante et nécessaire du filtre même. — Quant à Loup et Castel, le tribunal motiva leur acquittement par les considérations suivantes : — « Attendu que la loi du 15 juillet 1878 ne punit que ceux qui auront introduit des sarments, boutures, etc..., sans déclaration ou à l'aide de fausse déclaration de provenance ou de toute

(1) *Suprà*, p. 69.

autre manière frauduleuse ; — Attendu qu'il résulte du duplicata de la feuille d'expédition la preuve qu'il a été adressé de Castres, tant à Duvivier à Alger, qu'à Cambriels et Barbeza à Blida divers colis sous la dénomination de « charpente, » ainsi que sous celle de cuvier et sarments ; — Que, dans ces conditions, il n'y a ni absence de déclaration, ni fausse déclaration de provenance ; — Attendu qu'il n'y a non plus aucune manœuvre fraduleuse ; — Attendu que Loup et Castel ont pris un brevet d'invention pour un instrument destiné à filtrer les vins ; que, dans la description de cet appareil, on voit figurer des sarments servant à maintenir les manches du filtre, dit « filtre languedocien ; » — Attendu que les sarments expédiés à Duvivier, ainsi qu'à Cambriels et Barbeza, ne sont autre chose que ceux devant servir au fonctionnement de l'appareil tel qu'il est breveté ; — Qu'il est certain encore que ces sarments ont subi une préparation dans le but d'enlever tout danger d'introduction du phylloxéra par leur introduction ; — Attendu, toutefois, que cette préparation a été jugée insuffisante, mais qu'il n'en reste pas moins la preuve de la bonne foi de Loup et Castel ; — Attendu que cette bonne foi est d'autant plus certaine qu'il résulte du dossier que, précédemment, un filtre languedocien a déjà été introduit en Algérie ; — Que la douane, qui l'avait saisi, a, sur les explications qui lui ont été fournies, laissé passer le manchon sarment d'abord arrêté par ses agents à Mostaganem. » — Sur l'appel interjeté, le 30 juillet, par le ministère public, l'affaire vint devant la Chambre des appels correctionnels de la Cour d'Alger, qui, par arrêt du 15 janvier 1887, confirma la décision des premiers juges, par adoption de motifs. — Par cet arrêt, la Cour d'Alger me paraît avoir violé formellement les lois des 15 juillet 1878 et 2 août 1879, de même que les dispositions réglementaires prises en exécution de ces lois, notamment le décret du 17 juin 1884. — L'art. 1er de la loi du 15 juillet 1878 dispose, en effet : « qu'un décret du président de la République peut interdire l'entrée soit dans toute l'étendue, soit dans une partie du territoire français, des plants, sarments, feuilles et débris de vignes..... provenant d'un pays étranger, ainsi que le transport des mêmes objets hors des parties du territoire français envahies par le phylloxéra. » — Et un décret du 17 juin 1884 *(Bull. off. du gouv. gén. de l'Algérie*, t. XXIV, p. 436) porte : « Art 1er : Est prohibée l'importation en Algérie, quelle qu'en soit la provenance, des ceps de vignes, sarments, des feuilles de vigne même employées comme enveloppe, couverture et emballage, etc. » — La sanction des articles susénoncés se trouve dans les art. 12 et 13 des lois du 15 juillet 1878 et 2 août 1879. — L'art. 13 de la loi de 1878 punit de un mois à quinze mois d'emprisonnement et d'une amende de 50 à 500 francs ceux qui auront introduit l'un des objets prohibés sans déclaration, ou à l'aide d'une fausse déclaration de provenance ou de route ou de toute autre manœuvre frauduleuse ; — Cet article est le seul que le tribunal et la Cour aient visé, et c'est avec raison que son application a été écartée dès qu'il devenait constant que les prévenus étaient de bonne foi. — Mais ce n'était seulement pas dans cette disposition législative que le juge de répression devait rechercher la peine à prononcer : il aurait dû également se référer à l'art. 12 de la loi du 15 juillet 1878, modifié par la loi du 2 août 1870, qui est ainsi conçu : — « Les contraventions aux dispositions de la présente loi et à celle des décrets ou arrêtés pris pour son exécution seront punies d'une amende de 50 à 500 francs. » — L'importation effectuée au mépris du décret du 17 juin

1884 constitue donc une *contravention,* c'est-à-dire une infraction matérielle qui doit être réprimée sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la question de savoir si le contrevenant est de bonne foi ou de mauvaise foi. Cette interprétation ne s'appuie pas seulement sur le texte de la loi ; elle est, en outre, conforme à l'intention du législateur, qui a voulu interdire d'une manière générale et absolue l'introduction des plants, sarments, feuilles et débris de vigne pouvant présenter les dangers d'infection. Or, il est évident que ce but ne serait pas, dans tous les cas, atteint, si le contrevenant pouvait invoquer une excuse quelconque. C'est par ce motif que le législateur, dans l'art. 13, ne vise que l'*introduction frauduleuse*, qu'il punit de peines sévères, telles que l'amende et l'emprisonnement. Cette distinction a été expressément formulée dans l'exposé du projet de loi présenté par M. Teisserenc de Bord, ministre de l'agriculture et du commerce, et qui est ainsi conçu : — « Les art. 12, 13, 14 et 15 contiennent la sanction de la loi : *la distinction entre la contravention et le délit est de plein droit*, et la différence de pénalités de toute justice. » (V. *Journ. off.*, 11 février 1878, p. 1422). — Il est enfin un considérant sur lequel je crois devoir appeler votre attention, et que la Cour a formulé en ces termes : — « Attendu que l'élément constitutif principal du délit reproché aux prévenus fait complètement défaut dans la cause; — Qu'il n'y a jamais eu, en effet, introduction proprement dite sur le territoire algérien des sarments incriminés; — Que, dès leur arrivée et leur présentation en douane, ces sarments ont été immédiatement confisqués; — Que leur seule présence à l'entrée n'a fait courir au pays aucun des dangers en prévision desquels ont été uniquement édictées les dispositions de la loi précitée. » — Ainsi, aux termes de cet arrêt, il y aurait lieu, quant à l'application de la loi, de faire une distinction entre les sarments prohibés qui, à leur entrée, ont été saisis par la douane et ceux qui ne l'ont pas été. Le fait d'introduction échapperait à toute répression pénale dans le premier cas, et ne tomberait que dans le second sous le coup de la loi du 15 juillet 1878. Mais ni la loi précitée, ni le décret du 17 juin 1884 n'ont établi une pareille distinction, qui est, dès lors, purement arbitraire et qui ne saurait, par suite, être admise, pas plus que la fiction d'après laquelle les bureaux de douane devraient être considérés comme ne faisant pas partie du territoire algérien. — Dans cette situation, je vous charge, conformément à l'art. 441 du Code d'instruction criminelle, de déférer à la Chambre criminelle de la Cour de cassation l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 15 janvier 1887, et d'en requérir l'annulation dans l'intérêt de la loi. »

Les instructions de M. le garde des sceaux ont été complétées par une nouvelle lettre, en date du 23 juillet courant, qui est conçue en ces termes :

« M. le procureur général, par ma dépêche du 13 de ce mois, je vous ai prié de vouloir bien déférer à la Chambre criminelle de la Cour de cassation, conformément à l'art. 441 du Code d'instruction criminelle, un arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 15 janvier 1887, et d'en requérir l'annulation dans l'intérêt de la loi. — Comme suite à cette dépêche, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il conviendrait de diriger le pourvoi seulement contre les expéditeurs des sarments saisis, le 21 janvier 1886, par les préposés de la douane à Alger, et non contre les destinataires, qui pouvaient ignorer la présence de sarments dans les filtres qui leur étaient envoyés. »

Les considérations développées dans la lettre de M. le garde des sceaux

nous paraissent de nature à entraîner l'annulation de l'arrêt attaqué. La Cour d'appel d'Alger, en visant les lois et décrets rendus à l'occasion du phylloxéra, a, en effet, méconnu les dispositions les plus essentielles de cette législation, et elle a consacré une doctrine qui pourrait être aussi funeste dans ses conséquences qu'elle est contraire au texte formel de la loi et aux intentions manifestes du législateur. — Il est constant qu'en présence des ravages toujours croissants causés par le fléau, le législateur a cherché avant tout à isoler les contrées qui n'étaient point encore contaminées de celles où le phylloxéra avait fait son apparition. — C'est vers ce but qu'il a déjà dirigé tous ses efforts, et c'est pour obtenir ce résultat qu'il a prohibé l'introduction dans les parties du territoire français encore inattaquées de toutes les matières végétales qui pouvaient servir de véhicule au phylloxéra. — Cette interdiction ne pouvait être efficace qu'à la condition d'être absolue et de ne comporter aucune restriction, de n'admettre aucun tempérament, aucune excuse. — C'est pour ce motif que la sanction établie par la loi contre les importateurs de plants de vigne et de sarments a été édictée contre tous les contrevenants sans exception possible, les uns tombant sous l'application de l'art. 12 de la loi du 15 juillet 1878, modifiée par celle du 2 août 1879, les autres punis en vertu de l'art. 13 de la même loi. — Ces deux dispositions sont ainsi conçues : « Art. 12. Les contraventions aux dispositions de la présente loi et à celles des décrets ou arrêtés pris pour son exécution seront punies d'une amende de 50 à 500 francs. — Art. 13. Ceux qui auront introduit l'un des objets énoncés aux articles 1er...., sans déclaration, ou à l'aide d'une fausse déclaration de provenance ou de route ou de toute manœuvre frauduleuse, seront punis d'un emprisonnement de un mois à quinze mois et d'une amende de 50 à 500 francs. » — Ainsi qu'on le voit, la loi a prévu deux hypothèses bien distinctes, deux faits très différents : d'une part, le fait matériel de l'introduction constituant par lui seul une infraction punissable en l'absence de toute intention coupable ; d'autre part, l'introduction frauduleuse caractérisée soit par l'absence de déclaration, soit par une fausse déclaration ou par toute autre manœuvre répréhensible. — Rien de plus juste qu'une semblable distinction, car si le fait matériel de l'introduction constitue par lui-même le danger que la loi s'efforce avant tout de prévenir et doit, par suite, être l'objet d'une répression pénale, il est tout naturel, toutefois, que l'introduction frauduleuse, impliquant de la part du prévenu un intention coupable, soit réprimée par des peines plus sévères. Dans ce dernier cas, c'est évidemment d'un délit qu'il s'agit ; dans le premier, le législateur s'est servi à dessein du mot *contravention*, voulant spécifier par là qu'il s'agit bien d'un fait que la loi punit par cela seul qu'il a été commis, sans que le juge ait à tenir compte des circonstances extérieures, des intentions du prévenu, des excuses qu'il peut faire valoir, de sa bonne foi ou de sa mauvaise foi. Ce n'est certainement point par hasard que le terme significatif de « contravention » a été inscrit dans la loi ; on en trouve la preuve dans les travaux préparatoires et spécialement dans la phrase de l'exposé des motifs que cite la lettre de M. le garde des sceaux. La Cour d'Alger, saisie des poursuites dirigées contre les expéditeurs de filtres à sarments, avait à statuer sur une double prévention. Pour obéir à la lettre et au vœu de la loi, elle devait tout d'abord constater le fait de l'introduction des sarments suspects sur le territoire algérien ; elle devait, en second lieu, rechercher si cette

introduction s'était opérée dans les conditions et à l'aide des manœuvres prévues dans l'art. 13 de la loi du 15 juillet 1878. Sur le second chef, la Cour avait le droit de scruter l'intention des prévenus, et de les relaxer au cas où leur bonne foi lui paraîtrait établie; mais, sur le premier, qui ne comportait aucune discussion, puisque le fait matériel n'était ni contesté, ni contestable, la Cour d'appel était tenue de prononcer une condamnation contre les prévenus par application de l'art. 12 de la loi de 1878. En acquittant les prévenus, l'arrêt attaqué a gravement méconnu la loi, et la Cour de cassation estimera, sans doute, qu'il y a lieu d'en prononcer l'annulation.

La lettre de M. le garde des sceaux, après avoir visé le dispositif de l'arrêt qui vous est déféré, signale également à la critique et à la censure de la Cour le considérant que les juges d'appel ont ajouté aux motifs donnés par les premiers juges, et d'après lequel les bureaux de douane établis en Algérie seraient réputés ne point faire partie du territoire algérien, de sorte que l'impunité serait assurée aux introducteurs de plants prohibés par le seul fait de la saisie en douane des objets introduits. — Est-il besoin de faire observer que les conséquences d'une semblable doctrine iraient directement contre le but de la loi, et que toutes les mesures de précaution prises pour empêcher l'invasion du phylloxéra en Algérie deviendraient inutiles, le jour où les sarments contaminés pourraient être importés sur la partie du territoire algérien où les bureaux de douane sont établis?

Par ces considérations : — Vu l'art. 441 du Code d'instruction criminelle; — Vu la loi du 15 juillet 1878, celle du 2 août 1879, et les décrets des 24 juin 1879 et 17 juin 1884; — Vu les pièces du dossier; — Le procureur général requiert qu'il plaise à la Cour, Chambre criminelle, casser et annuler, dans l'intérêt de la loi, l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger, en date du 15 janvier 1887, qui a relaxé les sieurs Loup et Castel des poursuites intentées contre eux. — Ordonner, etc.

ARRÊT

LA COUR, — Vu les lettres de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, des 13 et 23 juillet 1887; — Vu le réquisitoire de M. le procureur général, ensemble le pourvoi formé d'ordre du garde des sceaux, dans l'intérêt de la loi, contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger, Chambre correctionnelle, du 15 janvier 1887, en tant que le dit arrêt a prononcé le relaxe des sieurs Loup et Castel, prévenus de participation à l'introduction sur le sol algérien de plants de vigne dont l'importation est prohibée; — Vu l'art. 441 du Code d'instruction criminelle;

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 1, 12 et 13 de la loi du 15 juillet 1878, 1 du décret du 17 juin 1884;

Vu les dits articles, lesquels sont ainsi conçus : — « Art. 1er (loi du 15 juillet 1878). Un décret du président de la République peut interdire l'entrée soit dans toute l'étendue, soit dans une partie du territoire français de plants, sarments, feuilles et débris de vignes provenant d'un pays étranger, ainsi que le

transport des mêmes objets hors des parties du territoire envahies par le phylloxéra. — Art. 12. Les contraventions aux dispositions de la présente loi et à celles des décrets ou arrêtés pris pour son exécution seront punies d'une amende de 50 à 500 francs. — Art. 13. Seront punis d'un emprisonnement de un à quinze mois et d'une amende de 50 à 500 francs, ceux qui auront introduit l'un des objets prohibés sans déclaration, ou à l'aide d'une fausse déclaration de provenance ou de route ou de tout autre manœuvre frauduleuse. — Art. 1er (décret du 17 juin 1884). Est prohibée l'importation en Algérie, quelle qu'en soit la provenance, des ceps de vigne, sarments, des feuilles de vigne, même employées comme enveloppe, couverture et emballage. »

Attendu que du texte de ces articles et de l'esprit qui a inspiré la loi du 15 juillet 1878 et le décret du 17 juin 1884, il résulte que le législateur, dans un intérêt de haute sollicitude pour la colonie algérienne et en vue de prévenir la propagation du phylloxéra, a voulu que les contraventions aux dispositions qu'il édictait fussent, dans tous les cas, et indépendamment de toute intention coupable, punies d'une amende de 50 à 500 francs, et, en outre, lorsque la mauvaise foi viendrait les aggraver, d'un emprisonnement de un à quinze mois;

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué qu'en janvier 1886, Loup et Castel ont expédié de Castres tant à Duvivier, à Alger, qu'à Cambriels et Barbeza, à Blida divers colis contenant entre autres objets des sarments dont l'importation était prohibée et qui, dès leur arrivée en Algérie, ont été saisis à la douane; que l'arrêt constate, en outre, qu'il n'y avait eu, de la part de Loup et Castel, ni absence de déclaration, ni fausse déclaration de provenance, ni manœuvre frauduleuse; que les sarments par eux expédiés devaient servir au fonctionnement d'un appareil à filtrer les vins dont ils sont les inventeurs brevetés, et que leur bonne foi est établie; mais que l'arrêt constate en même temps que, si ces sarments avaient subi une préparation en vue de l'usage spécial auquel ils étaient destinés, cette *préparation était insuffisante pour enlever tout danger d'introduction du phylloxéra par leur importation;*

Attendu qu'en cet état des constatations, c'est avec raison que l'arrêt attaqué a refusé de faire application aux prévenus de la double pénalité d'emprisonnement et d'amende édictée par l'art. 13 de la loi du 15 juillet 1878 contre les contrevenants convaincus de mauvaise foi; mais que la contravention matérielle, dégagée de toute intention coupable, n'en subsistait

pas moins; qu'elle était passible de la peine d'amende édictée par l'art. 12 de la dite loi, d'où il suit qu'en prononçant le relaxe de Loup et Castel, au lieu de leur faire application de cet art. 12, l'arrêt attaqué a formellement violé le dit article.

Attendu, il est vrai, que l'arrêt soutient, à l'appui de sa décision de relaxe, que les sarments prohibés ne sauraient être considérés comme ayant été introduits en Algérie, puisqu'ils ont été saisis dès leur arrivée et leur présentation à la douane; qu'ils n'ont fait courir au pays aucun des dangers en prévision desquels la loi du 15 juillet 1878 et le décret du 17 juin 1878 ont été édictés, et que, par suite, l'élément principal constitutif de la contravention reprochée aux prévenus fait complètement défaut dans la cause;

Mais attendu que ces motifs de l'arrêt attaqué ne sauraient en justifier le dispositif; que, d'une part, en effet, la distinction que l'arrêt prétend établir entre les objets prohibés qui, à leur entrée, auraient été saisis à la douane, et qui, par le fait même de cette saisie, échapperaient à toute répression pénale, et ceux qui n'auraient pas été saisis en douane, et qui seuls seraient susceptibles de tomber sous le coup de la loi du 15 juillet 1878, est purement arbitraire, ne résulte d'aucun texte de loi, et aboutirait à cette conséquence inadmissible et manifestement contraire aux intentions du législateur, que la répression des contraventions, en cette matière, deviendrait d'autant plus difficile que les agents de la douane mettraient plus de soin à les constater; que, d'autre part, du moment où des objets dont l'importation en Algérie est prohibée touchent le sol algérien, la contravention existe et doit être réprimée; qu'il importe peu, sous ce rapport, que la saisie des objets prohibés ait été opérée dans les bureaux de la douane, lesquels font partie intégrante du sol algérien;

Par ces motifs : — Casse et annule *in parte qua,* dans l'intérêt de la loi, l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger (Chambre correctionnelle) en date du 15 janvier 1887, en ce que le dit arrêt, au lieu de faire application aux nommés Loup et Castel de l'art. 12 de la loi du 15 juillet 1878, a relaxé les deux prévenus des poursuites intentées contre eux; — Ordonne, etc.

MM. LŒW, *prés.*; SEVESTRE, *rap.*; LOUBERS, *av. gén.*

Mozabites, juridiction. — Succession, ouverture hors du Mzab, liquidation, législation algérienne, loi ibadite, application, compétence. — Appel incident, matière musulmane, forme.

—

Les Mozabites domiciliés en Algérie doivent être traités comme les Européens étrangers, et, par suite, les contestations qui s'élèvent entre eux, ou entre eux et indigènes algériens, sont de la compétence de la juridiction française (3e espèce) (1).

Jugé au contraire que *En dehors du Mzab, les Musulmans du rite ibadite sont, comme leurs coreligionnaires des rites malékite ou hanéfite habitant les régions tellienne ou saharienne, soumis à la juridiction musulmane algérienne telle qu'elle a été organisée par le décret du 10 septembre 1886 et par ceux des décrets antérieurs qui sont restés en vigueur* (1re et 2e espèces) (2).

Spécialement, en matière successorale, depuis l'annexion du Mzab à la France, ce ne sont plus, comme l'avaient décidé les instructions du gouverneur général données en 1866, les coreligionnaires du de cujus *Mozabite qui liquident sa succession, lorsque celle-ci s'ouvre en dehors de la juridiction territoriale ibadite organisée au Mzab, à Blida, par exemple ;*

C'est, d'après l'art. 7 du décret du 10 septembre 1886, le cadi de Blida qui est, exclusivement à toute autre juridiction, compétent pour trancher, comme juge du premier degré, toute contestation relative à une succession musulmane quelconque, sauf à lui à se conformer à l'art. 4 du décret du 10 septembre 1886, en appliquant les règles du rite dont les parties excipent et celles du pays d'origine du de cujus (2e espèce).

C'est exclusivement aux cadis, comme notaires indigènes,

---

(1) En ce sens, Alger (Ch. musulm.), 7 mai 1884, *Revue algérienne*, 1885. 2. 107, note. — V. aussi le rapport présenté au Conseil de gouvernement par M. le conseiller Rinn dans la séance du 9 septembre 1887 : *Des juridictions compétentes en matière de litiges intéressant les Mozabites résidant hors du Mzab* (*Revue algérienne*, 1887. 1. 236).

(2) En ce sens, Alger (1re Ch.), 28 juillet 1884 et (Ch. musulm.), 9 février 1885, *Revue algérienne*, 1885. 2. 107, et la note.

qu'il appartient de procéder aux opérations de compte, liquidation et partage des successions musulmanes purement mobilières;

Si la succession comprend un immeuble français, le rôle du notaire français se borne à suivre pas à pas les proportions déterminées par la loi musulmane et préalablement fixées par le cadi dans l'acte dit de frédha, et ce pour le partage de l'immeuble français seulement;

Jamais le but du législateur n'a été de livrer aux notaires français, du moment où s'y trouve un immeuble français, toute la succession musulmane, ni de l'autoriser à s'ingérer dans la liquidation de la succession, même mobilière, qui n'a jamais été enlevée au cadi (2e espèce).

En matière musulmane, l'appel incident s'interjette valablement par des conclusions prises à l'audience avant les plaidoiries (2e espèce).

PREMIÈRE ESPÈCE

—

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

9 mai 1887

—

(Moussa ben Youssef c. Kheïra bent Ali Oudjana)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la compétence : — Attendu que les Mozabites, hors de leur pays d'origine, sont soumis, en Algérie, comme les autres Musulmans, d'après une jurisprudence aujourd'hui fixée de la Cour d'appel d'Alger, consacrée par deux arrêts, l'un de la première Chambre, du 28 juillet 1884, et l'autre de la Chambre musulmane, du 9 février 1885, aux juridictions musulmanes; — Que dès lors le bach-adel était compétent pour connaître de la demande de Moussa ben Youssef contre Kheïra bent Ali Oudjana, etc.

Par ces motifs : — Dit que le bach-adel était compétent pour connaître du litige, etc.

MM. BLANKAERT, *prés;* MARSAN, *av. gén.;* DARMON et NEUGASS, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

TRIBUNAL DE BLIDA

17 mars 1887

(Fathma bent Mohammed El-Bahlouli, c. Mozabites de Blida)

Le 10 janvier 1887, lors du décès de feu Balcir ben Saïd, originaire de Bau-Uoura (Mzab), sa veuve, Fathma bent Mohammed El-Bahlouli, appartenant au rite malékite, ne lui connaissant pas d'héritiers, requit le cadi de Blida 1° de procéder à l'inventaire des biens meubles laissés par son défunt mari; 2° de l'envoyer de suite en possession de la part lui compétant par voie d'héritage dans la succession mobilière de ce dernier. — Le cadi, faisant droit à sa réquisition, procéda à l'inventaire et chargea de la garde des valeurs mobilières ainsi inventoriées le sieur Saïd ben Ali. — Au cours de ces opérations, intervinrent trois Mozabites qui, prétendant représenter la communauté mozabite de Blida, déclarèrent s'opposer à ce que le cadi intervînt à quelque titre que ce fût dans la succession de leur coreligionnaire, et portèrent plainte au parquet contre lui. — La demanderesse saisit alors le cadi de la question de savoir si l'intervention des Mozabites était fondée, et conclut à ce qu'elle fût envoyée en possession de sa part dans la succession de son mari. — Dans les conclusions écrites déposées par les intervenants, ceux-ci se prétendirent chargés de veiller aux intérêts des Mozabites, ajoutant que la succession ne pourrait être liquidée que par les soins du cadi de leur rite; que ce cadi aurait seul qualité pour envoyer la demanderesse en possession des droits lui compétant; que le cadi malékite de Blida était absolument incompétent pour intervenir dans la dite succession sous peine de commettre un excès de pouvoir. Enfin, ils soutinrent que, aux termes de l'art. 52 du décret du 10 septembre 1886, et la succession comprenant des immeubles, le cadi malékite eût été incompétent même pour liquider une succession malékite pure: une pareille succession ne pouvait être liquidée que par un notaire français. — La demanderesse répondit que, depuis l'annexion du Mzab, les Mozabites sont des Musulmans algériens, comme ceux des rites malékite et hanéfite, soumis, quand ils ne sont pas sur leur territoire, aux actes législatifs qui ont organisé la justice musulmane; que, dès lors, le cadi était compétent pour inventorier et liquider la succession mobilière; qu'elle ne l'avait d'ailleurs pas requis de liquider la succession immobilière;

qu'en conséquence, elle requérait ce magistrat de faire procéder à la vente des objets mobiliers pouvant se détériorer, et de l'envoyer en possesion dans le plus bref délai.

Le cadi, après avoir terminé son inventaire, rendit, le 5 février 1887, un jugement par lequel il déclarait les trois Mozabites sans qualité pour soutenir l'opposition et l'intervention par eux formées; ordonnait que la liquidation de la succession serait achevée par le cadi; ordonnait, en outre, qu'il serait sursis à la vente sollicitée par la demanderesse jusqu'au moment où se déclareraient les héritiers du défunt, s'il en existait, ou, à leur défaut, interviendraient les agents du Beït-el-Mal, représentés par l'administration du domaine de l'État.

Fathma bent Mohammed El-Bahlouli interjeta appel de ce jugement. De leur côté, les Mozabites formèrent appel incident par des conclusions prises à l'audience.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sur l'appel principal : Attendu qu'il est recevable en la forme;

Sur la recevabilité de l'appel incident : — Attendu que, sous l'empire du décret du 13 décembre 1866, l'intimé avait le droit de former appel incident par déclaration faite au magistrat rapporteur et aussi par des conclusions prises devant la Cour; — Attendu qu'il n'existe dans le décret du 10-20 septembre 1886 aucune disposition relative au mode d'interjeter appel incident; que, vu le silence du décret sur ce point, il échet de considérer qu'il n'a été en rien dérogé aux principes ci-dessus rappelés; — Que, dès lors, les intimés sur l'appel principal ont valablement, par les conclusions de Me Dussaux, interjeté leur appel incident en la forme;

Sur la compétence du premier juge : — Attendu que la compétence du cadi, comme juge musulman du premier degré, entre malékite et ibadite, n'est pas douteuse; — Qu'en effet il a déjà été jugé que, sous l'empire du décret du 13 décembre 1866, les Mozabites-ibadites ne sont plus des étrangers; que depuis l'annexion du Mzab à la France, survenue le 21 décembre 1882, ils sont devenus des Musulmans algériens au même titre que leurs coreligionnaires de l'Algérie tellienne ou saharienne suivant les rites malékite ou hanéfite; — Qu'ils sont donc soumis, lorsqu'ils ne sont pas sur leur territoire d'origine, le Mzab, où fonctionne leur juridiction particulière ibadite, composée de sept tribunaux de première instance ibadites, ressortissant en appel à la Cour d'Alger, à tous les actes législatifs qui ont successivement organisé la justice

musulmane algérienne, aux décrets des 31 décembre 1859, 13 décembre 1866 et autres subséquents; — Attendu que la jurisprudence de la Cour d'appel d'Alger, sanctionnant ce principe, s'est définitivement fixée dans ce sens dès l'année 1884 (Alger, Ch. musul., 9 février 1885, et 1re Ch., 28 juillet 1884); — Attendu que ce dernier arrêt a d'autant plus d'autorité dans l'espèce qu'il est précisément intervenu au sujet de difficultés relatives au règlement de la succession d'un Mozabite-ibadite; — Que cet arrêt établit que, si les successions mozabites étaient jadis, aux termes des instructions gouvernementales données en 1866, réglées par les compatriotes et coreligionnaires du *de cujus*, il n'en est plus ainsi depuis que le Mzab a été annexé à la France; que ces successions ne sont pas davantage de la compétence des tribunaux français, et que, depuis cette annexion, les Mozabites sont soumis aux mêmes règles que les autres indigènes musulmans; — Attendu que, s'il en était déjà ainsi sous l'empire du décret du 13 décembre 1866, le nouveau décret organique du 10-20 septembre 1886 n'a point eu pour résultat d'apporter à cette situation une modification; — Attendu que le cadi est, par l'art. 7 de ce décret, la seule juridiction qui possède, exclusivement à toute autre, le pouvoir de trancher comme juge toute contestation relative aux successions musulmanes; — Attendu qu'il est vrai que les dispositions de l'art. 4 du même décret l'obligent à tenir tel compte que de raison des coutumes du rite duquel se réclament les parties et de celles de leur pays d'origine, mais que sa juridiction exclusive n'en est pas moins expressément consacrée par l'art. 7 précité;

Au fond, sur l'appel incident : — Attendu que, malékite, Fathma avait donc à bon droit amené devant la juridiction du premier juge les trois défendeurs, dont l'intervention dans la succession du *de cujus* constituait pour elle un trouble qu'elle désirait faire cesser; — Attendu qu'au moment où le cadi fut requis de procéder à l'inventaire des objets mobiliers, de nommer un séquestre provisoire, et, enfin, d'envoyer la demanderesse en possession des dits objets, il n'appert pas que celle-ci l'ait saisi d'aucune demande relative aux immeubles qui peuvent faire partie de la succession; — Que cela est si vrai que ni la demanderesse, ni les intimés, qui se disent fondés à représenter la communauté des Mozabites de Blida, n'ont parlé devant lui des habous divers faits par le défunt et des autres immeubles non habousés constituant l'actif de la succession immobilière, dont il n'a jamais, à aucun moment, été question devant le cadi; — Attendu, dès lors, que le cadi n'a point, comme l'en accusent les

Mozabites intimés, violé l'art. 52 du décret organique du 10-20 septembre 1886; — Attendu qu'aux termes du § 1er de cet article, ce sont les cadis, comme notaires indigènes, qui sont chargés de procéder exclusivement aux opérations de compte, liquidation et partage des successions musulmanes purement mobilières; — Que le notaire français n'intervient, aux termes du § 2 du même article, que pour liquider la succession immobilière seulement; — Que le notaire français est, dans tous les cas, obligé, lors du partage de la succession musulmane, de suivre pas à pas pour la liquidation des droits des parties les proportions que détermine la loi musulmane et que fixe le cadi par l'acte appelé frédha, lequel comprend trois opérations distinctes : 1° l'état civil des parties ; 2° l'arbre généalogique établissant la filiation; 3° la liquidation des droits revenant à chacune des parties en cause (Sautayra, *Des successions,* t. II, p. 230) ; qu'on doit reconnaître que jamais le but du législateur du nouveau décret organique n'a été de livrer au notaire français toutes les successions musulmanes dans lesquelles se trouverait un immeuble; — Que le rôle de celui-ci se borne donc à partager les immeubles, s'il en existe, d'après les bases de la frédha, que le cadi doit toujours faire dans tous les cas, et concomitamment au partage de la succession mobilière, que le cadi est seul compétent pour liquider comme notaire indigène; — Qu'interpréter l'art. 52, § 2 d'une autre manière serait donner à cet article une portée qu'il n'a jamais eue et jeter un trouble profond dans les successions indigènes, qui ont toujours été expressément réservées comme matière essentiellement musulmane; — Attendu, en outre, que c'est avec raison que le premier juge a déclaré sans qualité les trois Mozabites intimés pour intervenir comme représentant la communauté des Mozabites; — Qu'en effet ceux-ci n'établissent pas tout d'abord qu'ils aient été délégués ou reconnus officiellement comme tels; — Qu'en outre, l'eussent-ils établi, il n'est pas douteux qu'ils ont, depuis la promulgation du décret du 10-20 septembre 1886, perdu toute qualité pour liquider les successions de leurs coreligionnaires, successions dont la liquidation, aux termes de l'art. 52 qu'ils invoquent, est dévolue expressément au cadi; — Que vainement allégueraient-ils que, si le cadi est compétent pour liquider la succession mobilière de feu Balcir ben Saïd seulement, il ne le sera plus désormais pour liquider la succession immobilère dans laquelle ils ont des droits éventuels en vertu d'un habous ; — Que, dans ce cas, il échet de retenir que le cadi s'est abstenu d'intervenir dans la succession immobilière, laquelle ne fait à aucun point de vue l'objet du litige actuel ;

Au fond, sur l'appel principal : — Attendu que la critique dirigée contre le jugement dont appel, quant au sursis ordonné par le premier juge en attendant que les héritiers légitimes encore inconnus se soient déclarés, n'est pas fondée; — Qu'en effet le cadi a tout lieu de croire qu'il existe dans le pays d'origine du *de cujus*, où des recherches sont faites, des héritiers légitimaires ou acebs contre lesquels la demanderesse aura à introduire sa demande d'envoi en possession; — Que, n'y ayant péril en la demeure, le cadi a apprécié qu'il y avait lieu à surseoir; — Qu'en effet il peut se faire, ou que les héritiers ne se déclarent pas, cas auquel le Beït-el-Mal représentera les trois quarts de la succession, ou que, se déclarant, le Beït-el-Mal vienne en concours avec eux comme aceb; — Que, dans cette double hypothèse, le cadi deviendrait incompétent, et que, s'il avait hâtivement accordé à l'héritière Fathma, demanderesse, son envoi en possession, sa décision eût pu être susceptible d'être plus tard annulée comme incompétemment rendue;

Par ces motifs : — En la forme, reçoit les appelants en leurs appels tant principal qu'incident; — Au fond : — Les déclare respectivement mal fondés dans les dits appels; — Adoptant les motifs du premier juge en ce qu'ils ne sont pas contraires à ceux qui précèdent, — Confirme purement et simplement le jugement dont appel; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet; — Et, attendu que ce sont en définitive les appelants incidents qui succombent sur tous les chefs sans exception, les condamne en tous les dépens.

MM. JOBERT, *prés.;* DAVID, *subst.*; BRANTHOMME et DUSSAUX, *av.*

TROISIÈME ESPÈCE

TRIBUNAL DE BLIDA

6 mai 1885

(Ismaël ben Omar c. Boukhalfa)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, sur une demande en restitution de divers objets intentée par Ismaël ben Omar à El-Hadj Ali Boukhalfa, ce dernier soulève l'incompétence du tribunal, en se basant sur ce que les deux parties sont indigènes mu-

sulmans et non naturalisés Français, et que l'action est purement mobilière; — Attendu que le tribunal ne saurait accueillir l'exception dont s'agit; — Attendu, en effet, qu'Ismaël ben Omar appartient, en sa qualité de Mozabite, au rite ibadite; — Attendu que, de tous temps, les Mozabites se sont élevés contre l'ingérence, dans leurs affaires, des cadis, soit malékites, soit hanéfites; — Que tous les arrêtés et toutes les instructions réglant l'organisation judiciaire du Mzab ont eu pour but de soustraire ses habitants à la juridiction des cadis; — Attendu qu'il suit de ce qui précède, que le Mozabite domicilié en Algérie doit être traité comme l'Européen étranger, et que, dès lors, si un différend s'élève entre Mozabites, ou entre Mozabites et indigènes algériens de n'importe quel rite, la juridiction française sera compétente pour en connaître; — Attendu que, dès lors, c'est à bon droit qu'Ismaël ben Omar a saisi le tribunal de céans de son action;

Par ces motifs : — Déboute El-Hadj ben Ali Boukhalfa de son exception d'incompétence, retient la cause; — Dit qu'il sera plaidé au fond.

MM. JOBERT, *prés.*; GAROT, *subst.*; RAUEL DE MONTAGNY et LE BIHAN, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

20 octobre 1885

Succession vacante, Algérie, curateur, entrée en fonctions, fin de la curatelle, qualité d'héritier contestée, actions, validité de legs, autorisation spéciale.

En Algérie, la curatelle à succession vacante s'ouvre de plein droit dès que le curateur, nommé conformément à l'ordonnance du 26 décembre 1842, est avisé du décès d'une personne qui ne laisse pas d'héritiers présents ou connus; le curateur entre de plein droit en fonctions (Ordon. 26 déc. 1842, art. 9) (1);

(1) L'ordonnance du 26 décembre 1842 a institué, on le sait, en Algérie, dans le ressort de chacun des tribunaux de première instance, des curateurs aux successions vacantes, qui sont nommés par le procureur général, et à chacun desquels est assignée une circonscription territoriale. Dès que le curateur est avisé du décès d'une personne sans héritiers présents ni connus, il entre de plein droit en fonctions, en vertu de l'art. 9 de l'ordonnance.

Et la curatelle ne cesse qu'à dater du jour où des héritiers, ayant justifié de leur qualité, se sont fait remettre la succession; si donc la qualité de l'héritier qui se présente est contestée, le curateur conserve ses fonctions (Ordon. 26 déc. 1842, art. 27) (1).

Le curateur aux successions vacantes n'a pas besoin d'une autorisation spéciale pour représenter, dans l'intérêt de qui de droit, le défunt dans une instance qui met en question la validité de libéralités testamentaires faites au de cujus; *il en est ainsi surtout lorsque le curateur ne fait que reprendre une instance déjà commencée* (Ordon., 26 déc. 1842, art. 17) (2).

(Veuve Lambert et consorts c. veuve Vassalo)

ARRÊT

LA COUR, — Sur les deux moyens réunis, pris de la violation des art. 811, 813, 814 du Code civil, 998 du Code de procédure civile, 2 et 18 de l'ordonnance du 26 décembre 1842;

Attendu que l'ordonnance du 26 décembre 1842, seule applicable à l'espèce, ne laisse subsister aucun doute sur les attributions des curateurs à succession vacante en Algérie; — Attendu que Riboulot, curateur en titre d'office, et avisé par le tuteur datif du mineur Maurice Vassalo du décès de cet enfant naturel sans héritier apparent, a dû, conformément à l'art. 9 de l'ordonnance, entrer *de plein droit* en fonctions; que sa curatelle ne devait cesser, d'après l'art. 27, qu'à dater du jour où des héritiers, ayant *justifié* de leur qualité, se seraient fait remettre la succession; mais qu'il résulte des constatations de l'arrêt (Alger, 18 mars 1884) qu'un seul héritier se serait présenté et que sa qualité était contestée; —

---

(1) C'est aussi ce qui résulte d'un arrêt de la Cour d'Alger, du 28 décembre 1861 (Ménerville, *Diction. de la législ. algér.*, t. III, p. 279), reconnaissant au curateur, d'après la nature spéciale du mandat que lui confère l'ordonnance du 26 décembre 1842, le droit de discuter la qualité de celui qui se présente comme héritier. — Mais la Cour d'Alger a décidé que, lorsqu'un légataire universel est régulièrement envoyé en possession, le curateur ne peut pas se refuser à lui remettre la succession, alors même qu'un héritier collatéral l'aurait informé de son intention d'attaquer la succession : Alger, 24 juillet 1866, Ménerville, *op. cit.*, t. III, p. 279.

(2) Aux termes de l'art. 17 de l'ordonnance du 26 décembre 1842, le curateur exerce et poursuit, sans qu'il ait besoin d'une autorisation spéciale, tous droits et actions mobiliers et immobiliers de la succession vacante en Algérie, et répond à toutes demandes formées contre elle.

Attendu que, sans qu'il soit besoin de rechercher, en présence des art. 756 et 766 du Code civil, à quel héritier pouvait être dévolue la succession de l'enfant naturel en question, qui avait survécu à ses père et mère et à sa sœur naturelle, il appert des qualités et du texte de l'arrêt, non démentis par les réticences des demandeurs en cassation, que les fonctions du curateur n'avaient pas pris fin, et que son intervention et son contrôle, comme contradicteur de toutes prétentions des demandeurs, étaient aussi nécessaires que légitimes; — Attendu qu'en représentant, dans l'intérêt de qui de droit, le mineur Maurice Vassalo au cours d'une instance qui mettait en question la validité des libéralités testamentaires de Maurice Lambert, le curateur, d'après l'art. 17 de l'ordonnance, n'a eu besoin d'aucune autorisation spéciale, et que le cas prévu par l'art. 18 ne s'est pas présenté; — Attendu, d'ailleurs, qu'il n'a pris aucune initiative, puisque le procès était déjà engagé depuis deux ans contradictoirement avec le mineur, représenté successivement par sa mère, puis par un tuteur nommé par le conseil de famille avec mandat formel de soutenir les droits du mineur comme légataire universel, et qu'en fait Riboulot s'est borné à reprendre l'instance et les conclusions précédemment signifiées;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BÉDARRIDES, *prés.*; BABINET, *rap.*; CHÉVRIER, *av. gén.*; LESAGE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

20 juillet 1887

Arbitrage, Tunisie, sentence arbitrale, exéquatur (1).

Un tribunal institué par une convention diplomatique intervenue entre deux gouvernements, pour une durée temporaire,

(1) Comp. *Revue algérienne*, 1885, 2. 84, le jugement du tribunal de Tunis où sont exposées les circonstances toutes spéciales dans lesquelles la juridiction arbitrale avait été créée. La Cour, tout en confirmant au fond le jugement entrepris, n'a pas admis que la convention diplomatique qui avait précédé l'arbitrage pût priver les parties du droit de demander la nullité de la sentence pour une des causes prévues par l'art. 1028 du Code de procédure civile.

en vue de juger des litiges déterminés et dont la juridiction est d'ailleurs facultative pour les parties, constitue une véritable juridiction arbitrale et non un tribunal international étranger ;

En conséquence, la sentence de ce tribunal arbitral ne devait pas être révisée au fond par application de l'art. 546 du Code de procédure civile, mais seulement munie de l'exéquatur par ordonnance du président ; et les parties conservaient le droit de demander la nullité de l'arbitrage par voie d'opposition à l'ordonnance du président, conformément aux dispositions de l'art. 1028 du Code de procédure civile.

(Ben Ayad c. le gouvernement tunisien)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que le général Ben Ayad est appelant d'un jugement rendu par le tribunal de Tunis, en date du 17 décembre 1884, qui l'a débouté de son opposition à une ordonnance du président de ce tribunal, ladite ordonnance, du 7 mai 1884, portant exéquatur d'une sentence arbitrale rendue le 5 mai entre ledit général Ben Ayad et le gouvernement tunisien; — Considérant que l'opposition était basée : 1° sur l'incompétence du président, par la raison que la décision rendue serait non une sentence arbitrale, mais un jugement; 2° sur ce que, en admettant même le caractère de sentence arbritrale, la décision aurait été rendue en dehors des termes du compromis;

Sur le premier point : — Considérant que le caractère de sentence arbitrale s'affirme d'une façon nette et précise des conditions dans lesquelles sont intervenus et le compromis des parties et la convention qui l'avait créé; — Qu'on ne saurait méconnaître l'objet et le but que se proposaient les deux gouvernements, intéressés à voir les litiges pendants entre sujets ou protégés anglais et le gouvernement du Bey prendre fin avant la suppression vivement poursuivie par le gouvernement français du régime des capitulations; — Que c'est pour hâter ce résultat, et néanmoins pour que tous les intérêts fussent sauvegardés, que les gouvernements de France et de Grande-Bretagne convenaient, par voie diplomatique, de la constitution d'un tribunal arbitral, avec attributions définies et de durée limitée, ayant pour mission de juger arbitralement divers litiges alors pendants entre sujets ou protégés anglais et le gouvernement tunisien; — Considérant qu'en suite de cette convention deux arbitres étaient désignés, ayant attri-

butions pour juger souverainement sur compromis des parties; — Considérant qu'en se soumettant à un arbitrage ainsi constitué, en acceptant librement et volontairement de remettre ses intérêts à une décision souveraine, le général Ben Ayad ne saurait être recevable à contester le caractère par lui accepté de sentence arbitrale, pour arriver, dans les termes de l'article 546 du Code de procédure civile, à la possibilité d'une révision à laquelle il a formellement renoncé par son compromis; — Considérant que la convention d'État à État, qui a créé l'arbitrage, ne saurait être remise en question, non plus que la sentence en tant que sentence arbitrale et souveraine, c'est-à-dire avec le caractère qui lui était attribué et par la convention et par le compromis; — Qu'il convient de rappeler que l'arbitrage ainsi constitué n'était, à aucun titre, obligatoire, et qu'il était loisible au général Ben Ayad, protégé anglais, de renoncer à la garantie que pouvait lui offrir un arbitrage anglais désigné par son gouvernement, et d'attendre, pour le règlement de ses intérêts, la compétence annoncée de la juridiction française; — Que, par l'effet de son acceptation libre et volontaire, par son acquiescement à la convention, par son compromis, sa comparution et la discussion de ses intérêts devant les arbitres, il serait non recevable dans sa prétention si, du reste, la constitution même de ce tribunal arbitral, créé par la convention diplomatique, ne répondait aux conditions requises par la loi pour la validité de l'arbitrage; — Que, des documents de la cause, il ressort, en effet, que les arbitres étaient désignés et commis antérieurement à la signature du compromis; — Que le point du litige était absolument fixé et limité par les termes de la convention à laquelle le compromis déclarait se référer; — Qu'à cet égard, les mémoires respectifs des parties précisaient avant tout débat et leurs prétentions et les opérations distinctes sur lequelles elles reposaient; — Qu'il convient d'ajouter que les honoraires des arbitres, au cas de désaccord, étaient à la charge des parties, et que ces arbitres, au cas de désaccord, étaient, dans les termes de l'art. 1017 du Code de procédure civile, autorisés à s'adjoindre un troisième arbitre pour les départager; — Considérant que ces conditions sont de l'essence même de l'arbitrage; — Qu'il est de toute évidence que, par cela même que le tribunal était de création diplomatique, on ne saurait lui donner un autre caractère que celui du tribunal arbitral, un tribunal international ou de droit commun ne pouvant être créé que par loi, décret ou ordonnance; — Qu'il échet, en conséquence, de dire non fondée l'opposition, moyen pris de l'incompétence du président du tribunal;

Sur le deuxième moyen: — Considérant que les premiers juges à l'appui de la compétence du président du tribunal ont, à juste titre, pu dire, contrairement à la prétention de Ben Ayad en première instance, que l'exéquatur ne pouvait appartenir à la voie diplomatique par la raison que « si les préli-» minaires réglant le mode de nomination des arbitres et les » conditions dans lesquelles ils devaient statuer avaient un » caractère international, ce caractère avait complètement » disparu avec le prononcé de la sentence, la mission des » arbitres étant, dès lors, accomplie »; — Qu'ils ont, avec non moins de raison, déduit de cette cessation de l'action diplomatique cette conséquence que « Hamida Ben Ayad, protégé » anglais pendant la durée de l'arbitrage diplomatique et ne » relevant que de lui, était néanmoins, après la sentence et » pour toutes les mesures d'exécution, sous l'empire du droit » commun, c'est-à-dire sous la juridiction et sous l'applica-» tion de la loi française »; — Considérant que cette application de la loi française ouvre nécessairement à Ben Ayad le droit réservé par l'article 1028 du Code de procédure civile de s'opposer à l'exécution de la sentence si les arbitres sont sortis de leur mandat, s'ils ont statué en dehors des termes du compromis; — Qu'on ne saurait à cet égard accueillir les considérations émises par les premiers juges pour rejeter l'opposition, considérations basées sur ce que « les arbitres sont présu-» més avoir jugé en conformité du compromis, puisque les » gouvernements qui les avaient désignés, et qui seuls auraient » le droit de se prévaloir de l'inobservation des conventions » internationales arrêtées entre eux, déclarent formellement » n'y avoir plus de révision possible de la sentence du 5 mai » 1884 »; — Que c'est là une confusion faite entre les stipulations de la convention et du compromis, qui n'autorisent aucun recours soit d'appel, soit de révision de la sentence arbitrale, et l'inobservation des conditions impératives auxquelles la loi subordonne sa validité; — Considérant que, si l'action diplomatique qui a créé la convention des parties a pris fin après le prononcé de la sentence, et si cette sentence, pour avoir force exécutoire, devait recourir au seul exéquatur du président du tribunal français, cet exéquatur était lui-même subordonné à la constatation de la validité de la sentence si, sur opposition, cette validité était mise en question dans les termes de l'article 1028; — Qu'il est de toute évidence que les parties intéressées, signataires du compromis, avaient le droit, si la sentence du 5 mai 1884 violait la première des prescriptions de l'article 1028, de s'opposer à l'exécutoire, puisque cet exécutoire avait pour effet de rendre souveraine,

sans appel et sans recours de révision une décision qui aurait statué sur choses dont les arbitres n'auraient pas été saisis par le compromis; — Que c'est dans ces conditions que s'est formulée l'opposition du général Ben Ayad à l'exéquatur du 5 mai 1884; — Considérant que, pour repousser cette opposition, il ne saurait suffire de dire que la sentence doit être présumée rendue dans les termes du compromis par cela seul que les deux gouvernements la déclarent sans révision possible; — Qu'en admettant, ce qui n'apparaît pas de la correspondance diplomatique versée au dossier, que les gouvernements auteurs de la convention aient entendu rattacher les mots « sans révision possible » au cas d'une opposition se formulant dans les termes de l'article 1028, cette appréciation, d'une valeur certainement incontestable, ne saurait cependant constituer une présomption légale opposable aux signataires du compromis; — Qu'il, échet en conséquence, de déclarer l'opposition recevable en la forme et, au fond, d'apprécier si elle est fondée;

Considérant, à cet égard, que l'opposition est basée sur ce que, alors que la convention des deux gouvernements à laquelle se réfère le compromis avait expressément stipulé que « ne seraient pas admises dans le règlement des comptes toutes créances antérieures à l'arrangement international du 23 mai 1870, » les arbitres, méconnaissant cette stipulation pour le gouvernement tunisien et n'en faisant application qu'à Ben Ayad, auraient admis toutes créances du gouvernement tunisien antérieures au 23 mars 1870, rejetant, par contre, toutes celles de l'opposant; — Considérant que, si ce fait n'est pas contesté, il n'en demeure pas moins démontré que les arbitres, procédant ainsi qu'ils ont fait, n'ont été que les exécuteurs fidèles de la convention diplomatique et du compromis; — Que cette convention, qui traçait aux arbitres les limites dans lesquelles devait se mouvoir le règlement des comptes des parties, était, en effet, ainsi conçue, dans la dépêche formant contrat international de M. Waddington à lord Granville, ministre de S. M. britannique (29 décembre 1883) : « Il est bien entendu que le règlement arbitral ne » pourra, en aucune façon, revenir sur l'arrangement inter- » national du 23 mars 1870 et sur la décision de la commission » financière qui a été constituée dans l'intérêt des créanciers » européens, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. — Par » conséquent, ne pourront être soumises à l'arbitrage les » réclamations antérieures audit arrangement, c'est-à-dire » celles qui, étant de la compétence de la commission, n'au » ront pas été présentées à la commission avant le 20 février

» 1870, date à laquelle les dettes du gouvernement tunisien » ont été définitivement réglées. » — Qu'il est de toute évidence qu'en excluant du compte entre parties toutes créances qui, par suite de non production à la date du 20 février 1870, avaient été frappées de déchéance, la convention excluait nécessairement toutes créances ayant été produites et éteintes par l'effet du règlement intervenu ; — Qu'il est non moins évident que la convention diplomatique et le compromis ne pouvaient viser que les créances dont la Commission financière de 1870 avait ou aurait été complètement saisie ; — Considérant qu'il n'est pas contesté que l'arrangement international du 23 mars 1870 n'a porté que sur la dette du gouvernement tunisien, et que, sans qu'il soit nécessaire, pour la cause actuelle, d'en rechercher les raisons, le gouvernement du Bey n'a pas alors été appelé à opposer ses créances personnelles à ceux de ses créanciers qui, ainsi que le général Ben Ayad, se trouvaient être en même temps ses débiteurs ; — Qu'il est constant que les créances du général Ben Ayad antérieures au 23 mars 1870 ont alors été vérifiées et réglées en valeurs acceptées par ledit général Ben Ayad ; — Que le droit du gouvernement tunisien à faire valoir aujourd'hui, à l'encontre du général Ben Ayad, des créances que n'atteignent ni prescription, ni déchéances est donc incontestable ; — Que c'est, par suite, avec juste raison que les arbitres, se maintenant dans les termes de la convention diplomatique à laquelle se refère le compromis et dont le sens leur était nettement précisé, ont passé outre à la protestation formulée en cours d'arbitrage par Hamida ben Ayad contre l'admission de toute créance du gouvernement tunisien antérieure au 23 mars 1870 ; — Qu'il échet, en conséquence, de dire non fondée l'opposition du général Ben Ayad à l'ordonnance du 7 mai 1884, moyen pris de la violation de l'art. 1028 du Code de procédure civile ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires : — En la forme, — Reçoit le général Ben Ayad dans son appel du jugement du 17 décembre 1884 ; — Au fond : — Dit l'appelant mal fondé dans son appel, l'en déboute, — Dit, en conséquence, que le jugement entrepris, ensemble l'ordonnance du 7 mai 1884, sortiront leurs pleins et entiers effets, etc.

MM. SAUZÈDE, *ff*^{ons} *prés.* ; RACK, *av. gén.* ; AYCARD (du barreau de Marseille) et MALLARMÉ, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS

13 mai 1887

Douanes, Tunisie, contrebande de tabacs, décrets du Bey, sujet britannique, traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875.

Les décrets du Bey de Tunis approuvés par le ministre résident de France sont obligatoires, en Tunisie, pour les sujets britanniques comme pour les sujets français ;

Il en est ainsi, spécialement, du décret du 14 hidjé 1301 (13 octobre 1884) (1) *dont l'art. 61 a prohibé d'une façon générale et absolue l'introduction dans la Régence des tabacs fabriqués étrangers ;*

En conséquence, un sujet britannique qui a commis le délit de contrebande prévu par le décret précité encourt les peines correctionnelles qu'édicte ce décret, sans qu'il puisse opposer qu'en vertu de l'art. 20 du traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875, il n'est passible que de la confiscation de la marchandise.

(Régie des tabacs de Tunis c. Sfadini)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Coyotopoulo, en qualité de directeur de la régie des tabacs de la Régence de Tunis, a assigné devant le tribunal correctionnel le sieur Sfadini pour se voir condamner aux peines édictées par le décret du 14 hidjé 1301 sur les douanes, pour défaut de déclaration à l'entrée dans la Régence d'une certaine quantité de cigares, marchandises prohibées par le dit décret ; — Attendu que le ministère public partie jointe a requis l'application de la loi ; — Attendu que Me Camilleri, défenseur près le siège, a demandé l'acquittement du prévenu en se fondant sur trois moyens qui peuvent se résumer ainsi qu'il suit : *1er moyen :* Il est d'usage chez les agents du fisc de laisser ès mains des étrangers une petite quantité de tabac fabriqué pour leur usage et leur consommation personnels ; — *2e moyen :* Le décret du 14 hidjé 1301, loi fondamentale douanière, ne peut édicter *légalement* contre les sujets britanniques d'autre peine que celle de la confisca-

(1) *Revue algérienne*, 1886. 3. 3.

tion des objets importés en fraude, et ce, en vertu de l'art. 20 du traité anglo-tunisien de 1875 (1), qui dit simplement qu'au cas de contrebande opérée par un sujet britannique en Tunisie, la marchandise sera confisquée et qu'un procès-verbal relatant l'infraction sera adressé aux autorités consulaires d'Angleterre ; — 3e *moyen :* Au cas de doute sur l'interprétation du traité de 1875, l'art. 41 de ce traité oblige de choisir l'interprétation la plus favorable aux sujets britanniques, c'est-à-dire, en l'espèce, de ne les frapper d'aucune peine correctionnelle ;

En ce qui concerne le premier moyen : — Attendu que l'art. 61 du décret de S. A. le Bey en date du 14 hidjé 1301, approuvé par le ministre résident de la République française, a prohibé d'une façon générale et absolue l'introduction dans la Régence des tabacs étrangers fabriqués ; — Que, s'il a plu à quelque époque et dans quelque circonstance que ce soit, aux agents de l'administration des douanes de permettre à certains étrangers d'introduire telle ou telle quantité de tabac étranger fabriqué, ce fait ne saurait être considéré que comme une simple tolérance ne pouvant créer aucun droit à la contrebande au profit de ceux qui en étaient l'objet et *a fortiori* au profit des tiers ;

En ce qui concerne le 2e moyen : — Attendu que l'ordre en conseil de S. M. la reine d'Angleterre en date du 31 décembre 1883 (Cour d'Osbonne-House, île de Wight) (2), par lequel les pouvoirs des tribunaux consulaires anglais dans la régence de Tunis ont été conférés aux tribunaux français établis en Tunisie, décide notamment « que les sujets britanniques deviennent justiciables des tribunaux français dans les mêmes conditions que les sujets français et dans l'étendue de la juridiction conférée par la loi à ces tribunaux ; » — Attendu qu'en principe les décrets de S. A. le Bey de Tunis sont applicables en Tunisie aux sujets français lorsqu'ils ont été approuvés par le ministre résident de la République française ; — Que ce principe a été notamment consacré par un jugement du tribunal correctionnel de Tunis du 17 mars 1885, confirmé par arrêt de la cour d'appel d'Alger en date du 21 mai 1885 (3) ; — Attendu que par voie de conséquence logique le décret du 14 hidjé 1301 approuvé par le ministre résident de France est obligatoire et applicable au regard des sujets britanniques ;

En ce qui concerne le 3e moyen : — Attendu que l'interpré-

---

(1) *Revue algérienne*, 1887. 2. 189.

(2) *Revue algérienne*, 1885. 3. 50.

(3) *Revue algérienne*, 1885. 2. 235.

tation des textes visés plus haut ne saurait donner lieu à aucune ambiguité et qu'il n'échet d'appliquer en l'espèce l'art. 41 du traité anglo-tunisien de 1875, lequel, d'ailleurs, est loin d'avoir la portée que lui donne le défenseur du prévenu, à savoir que la contrebande commise par les Anglais n'est pas punissable; — Attendu que de la fin de ce même art. 41 ressort, au contraire, le droit pour S. A. le Bey de Tunis d'édicter des règlements d'administration intérieure sans empiéter sur les privilèges du commerce britannique; — Considérant enfin que le commerce avec une puissance étrangère et les privilèges concernant le dit commerce, quelle que soit leur étendue, ne sauraient comprendre en aucun cas le droit de violer impunément les lois douanières d'une nation;

Attendu qu'il résulte en fait d'un procès-verbal régulier et des aveux mêmes du prévenu qu'il a tenté d'introduire dans la Régence, le 31 mars 1887, une certaine quantité de tabac étranger fabriqué; que les déclarations qu'il a faites aux employés chargés de la visite ont été reconnues inexactes; que ce fait est prévu et puni par l'art. 30 du décret susvisé;

Par ces motifs : — Déclare le nommé Sfadini François coupable du délit ci-dessus spécifié, et, lui faisant application des dispositions de l'article précité, prononce la confiscation des tabacs saisis, condamne le prévenu à une amende de 150 piastres, soit, en monnaie française, 93 francs 75 centimes.

MM. DUBOIS, *prés.*; BOSSU, *subst.*; BODOY et CAMILLERI, *déf.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

7 juillet 1886

Jugements et arrêts, qualités, règlement, ordonnance, défaut de date, nullité.

L'ordonnance réglant les qualités d'un jugement est nulle si elle n'est datée.

(Maurin c. Bruno)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le second moyen :

Vu l'art. 145 du Code de procédure civile;

Attendu que toute ordonnance doit, comme tout jugement, porter en elle-même la preuve de sa régularité;

Attendu que l'ordonnance contenant règlement des qualités du jugement attaqué est sans date et se borne à cette formule : « Bon à expédier; le président, *Signé :* Letanneur. » — Que rien ne prouve donc que les qualités dont il s'agit aient été réglées au jour où elles auraient dû l'être et que l'avoué opposant ait eu la faculté de les contredire; — Qu'il en résulte que l'ordonnance qui les a maintenues se trouvent entachées d'une nullité radicale, dont l'effet est de vicier les dites qualités du jugement dénoncé et, par suite, ce jugement lui-même;

Par ces motifs : — Sans qu'il y ait lieu de statuer sur les deux autres moyens; — Casse le jugement rendu par le tribunal de Philippeville le 8 novembre 1884.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* ROHAULT DE FLEURY, *rap.;* DESJARDINS, *av. gén.;* AGUILLON, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

16 décembre 1886

Homicide, imprudence, immeuble inachevé, chute, location, gérant.

Si le fait, par le gérant d'un immeuble, d'avoir loué cet immeuble non complètement achevé et avant que toutes les précautions aient été prises en vue de la sécurité des locataires peut constituer le délit d'homicide par imprudence au cas où ce défaut de précautions a occasionné un accident dans lequel des locataires ont péri, le gérant ne peut encourir aucune responsabilité pénale lorsque le fait de la location n'est pas établi, et qu'il résulte, au contraire, des éléments de la cause que c'est à l'insu du prévenu et contre le gré de son chef de chantier que les prétendus locataires se sont introduits et installés dans l'immeuble.

(Dame T. c. Min. pub.)

Infirmation, en ce sens, d'un jugement du tribunal correctionnel d'Alger en date du 22 mai 1886.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.-rap.*; WURTZ, *av. gén.;* BORDET, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

28 mai 1886

Travaux publics, emploi de condamnés militaires, clause du cahier des charges, interprétation.

En matière de travaux publics, la clause d'un cahier des charges portant que l'entrepreneur devra subir une réduction de prix si l'administration met à sa disposition des condamnés militaires aux conditions prévues par les règlements ne s'applique pas, lorsque l'entrepreneur, ayant traité directement avec le Conseil d'administration d'un pénitencier, n'a obtenu le travail des condamnés qu'aux mêmes conditions qus les particuliers.

(Brisabois c. préfet de Constantine)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Considérant qu'aux termes de l'art. 68 bis du cahier des charges de l'entreprise, il a été stipulé entre le sieur Brisabois et le préfet de Constantine, représentant les communes intéressées, que, dans le cas où l'administration mettrait à la disposition de l'entrepreneur des condamnés militaires, celui-ci serait tenu de les employer aux conditions des règlements, et qu'il lui serait fait une réduction de 0 fr. 50;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que l'administration n'a pas usé de la faculté qui lui appartenait d'ordonner l'exécution des travaux par des condamnés militaires aux conditions des règlements; que, si le sieur Brisabois, à raison de la rareté de la main-d'œuvre, a passé un marché avec le conseil d'administration de l'atelier des travaux publics n° 6, pour obtenir le concours de cinquante détenus militaires pendant trois mois, l'autorité militaire a stipulé par ladite convention un prix de journée de 1 fr. 50, augmenté d'une gratification de 0 fr. 60, alors que les règlements qui déterminent les conditions de l'emploi des condamnés militaires par un service militaire ou civil fixent un prix de journée de 0 fr. 90, augmenté d'une gratification de 0 fr. 30; qu'ainsi l'entrepreneur, traitant directement avec l'autorité militaire aux mêmes conditions que les particuliers, n'a pas bénéficié des avantages que lui eût assurés l'intervention de l'administration dans les termes de l'art. 68 bis précité du cahier des charges;

que, dans ces circonstances, le requérant est fondé à soutenir que la retenue de 0 fr. 50 prévue par ledit article ne lui était pas applicable, et que, par suite, c'est à tort que le Conseil de préfecture du département de Constantine a rejeté sa réclamation tendant au paiement de la somme de 6,228 fr. 18, indûment retranchée du décompte de son entreprise ;

Sur les intérêts : — Considérant que le sieur Brisabois a droit aux intérêts à partir de la date où il justifiera en avoir fait la demande devant le Conseil de préfecture, et, en tous cas, à partir de la date de la demande qu'il en a faite devant le Conseil d'État;

Sur les intérêts des intérêts : — Considérant qu'à l'époque où le sieur Brisabois a demandé les intérêts, le 10 novembre 1884, devant le Conseil d'État, il lui était dû, en vertu de sa demande précédente, au moins une année d'intérêts; que, dès lors, il y a lieu, par application de l'art. 1154 du Code civil, de lui allouer les intérêts des intérêts à partir de cette date;

Décide : — Art. 1er. — Les communes intéressées paieront au sieur Brisabois la somme de 6,228 fr. 18, retranchée à tort du montant du décompte de l'entreprise; — Art. 2. — L'arrêté ci-dessus visé du Conseil de préfecture de Constantine est annulé en ce qu'il a de contraire à la présente décision; — Art. 3. — La somme due au sieur Brisabois par les communes intéressées portera intérêts à partir du 24 janvier 1883, ou de la date de toute demande antérieure qui en serait justifiée. Les intérêts dus au sieur Brisabois seront capitalisés pour produire eux-mêmes intérêts à partir du 10 novembre 1884; — Art. 4. — Les dépens seront supportés par les communes intéressées.

MM. LAFERRIÈRE, *prés.*; JAGERSCHMIDT, *rap.*; GOMEL, *com. du gouv.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

24 novembre 1886

Jugement par défaut, signification, opposition, recevabilité. — Partage, droits des créanciers.

La signification d'un jugement par défaut faute de comparaître, faite parlant à des tiers, n'est pas un acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été con-

nue du défaillant, et les juges peuvent décider que l'opposition demeure recevable même après cette signification (C. pr. civ., art. 159) (1).

Un créancier ne peut être admis à demander la licitation d'immeubles dont le partage en nature a été antérieurement ordonné contradictoirement avec ceux des copropriétaires qui sont ses débiteurs et dont il prétend exercer les droits.

(Consorts Khalfallah c. Kanoui et consorts)

Le sieur Kanoui, agissant en qualité de cessionnaire d'une créance appartenant au sieur Joseph Sancho, a, par actes des 11, 12 et 14 avril 1883, fait assigner les frères Salah et Abdelkader ben Khalfallah, ses débiteurs, et tous leurs cohériters en licitation d'une propriété sise à Rouïba, possédée indivisément entre eux, et affectée, pour la part revenant à ses débiteurs, à la sûreté de la créance cédée.

Par jugement du 8 mai suivant, le tribunal d'Alger, statuant par défaut, a ordonné la licitation. Les consorts Khalfallah ayant fait opposition, un jugement du 10 avril 1885 les a déboutés de leur opposition en se fondant sur ce que, aux termes de l'art. 159 C. pr. civ., le jugement devait être regardé comme exécuté au moment de leur opposition, puisqu'on le leur avait signifié le 20 juin 1884 et que, par exploit enregistré du 22 août 1884, il leur avait été fait sommation d'avoir à prendre connaissance du cahier des charges.

Sur l'APPEL,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que si, aux termes de l'art. 159 C. pr. civ., l'existence de certains actes peut permettre de décider qu'un jugement par défaut a été exécuté, il faut qu'il résulte nécessairement de ces actes que l'exécution ou le commencement d'exécution du jugement a été connu du défaillant ;

Attendu que, dans l'espèce, le jugement du 8 mai a été signifié à El-Hadj Mohammed, parlant à son fils ; à Saâd, parlant à son neveu ; à Sliman, parlant à son frère Salah, créancier direct

(1) En dehors des actes auxquels l'art. 159 du Code de procédure civile attribue le caractère légal d'exécution, les juges apprécient souverainement, en fait, s'il résulte de tel ou tel acte que la partie défaillante a connu l'exécution du jugement par défaut rendu contre elle faute de comparaître. V. Cass., 11 juin 1860 (Sir. 60. 1. 883). — Cpr., Alger, 6 février 1886 (*Revue algérienne*, 1886. 2. 203) ; Cass., 29 février 1864 (Sir., 64. 1. 271).

de Kanoui ; à Ahmed, parlant à son domestique ; aux femmes cohéritières, parlant à Salah ou à des neveux ; — Que la sommation de prendre connaissance du cahier des charges a été faite dans les mêmes conditions ; — Que si, pour quelques-uns des appelants, elle a été faite parlant à leur personne, elle a, pour le plus grand nombre, été faite parlant à des tiers ; — Que des significations faites dans ces conditions ne peuvent être regardées comme des actes desquels il résulte nécessairement que l'exécution du jugement dont s'agit a été connue des défaillants, ainsi que l'exige l'art. 159 C. pr. civ. ;

Attendu que, les placards annonçant la vente ayant été apposés le 26 août 1884, les consorts Khalfallah ont fait opposition à la date du 2 septembre suivant, ce qui permet de supposer que ce n'est que par cette apposition des placards qu'ils ont connu le jugement ordonnant la licitation, auquel ils n'auraient pas manqué de faire opposition s'ils l'avaient connu plus tôt ; — Que si depuis l'opposition du 2 septembre quelques-uns des opposants ont cru devoir acquiescer au jugement dont s'agit, pour des motifs que la Cour n'a pas à apprécier, une grande partie des opposants a maintenu et maintient encore aujourd'hui son opposition ;

Attendu qu'une action en partage de la dite propriété a été tentée antérieurement par les consorts Khalfallah ; — Que Kanoui peut y intervenir aujourd'hui comme pouvaient le faire Salah et Abdelkader, ses deux débiteurs, aux droits desquels il se trouve substitué, pour soutenir ses intérêts personnels ; — Qu'il ne peut être admis à demander la licitation d'immeubles dont le partage en nature a été ordonné et déjà commencé contradictoirement avec ceux aux droits desquels il se trouve aujourd'hui ;

Par ces motifs : — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ; que l'opposition au jugement du 8 mai 1884 était recevable ; que c'est à tort qu'elle a été écartée comme tardive ; — Infirme le jugement dont est appel, etc., le met à néant, et statuant sur le fond, déboute Kanoui de sa demande en licitation, comme non partageable, de l'immeuble possédé à Rouïba par les consorts Khalfallah, etc.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* ; MALLARMÉ et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 décembre 1886

Établissement dangereux ou incommode, dommage, compétence judiciaire.

L'autorisation de créer un établissement dangereux, insalubre ou incommode n'est donnée par l'administration que sous la réserve des droits des tiers. — Les voisins auxquels l'exercice de l'industrie autorisée cause un préjudice sont fondés à en demander la réparation devant les tribunaux de l'ordre judiciaire (1).

(1) La question ne fait pas doute en jurisprudence. V. Req., 24 avril 1865 (Sir., 66, 1, 169); Alger, 18 décembre 1871, *Journ.* de Robe, 1871, p. 230; Civ. cass., 26 mars 1873 (Sir., 73, 1, 256); Req., 11 juin 1877 (Sir., 78, 1, 209).

Cette solution est admise également par la majorité des auteurs : V. Ducrocq, *Cours de droit administ.*, 5e éd., t. I, n° 364; Batbie, *Traité de droit pub. et administ.*, t. V, n° 597; Gautier, *Matières administ.*, t. II, p. 407.

On a cependant essayé de soutenir qu'une demande d'indemnité à raison du dommage causé par une industrie dangereuse ou insalubre autorisée ne pouvait pas être portée devant les juges civils. Dans cette opinion, on s'est placé sur un terrain fertile en controverses et en difficultés; on a fait intervenir le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire. L'administration, a-t-on dit, avant d'autoriser l'ouverture de l'établissement, a dû songer à l'intérêt des tiers; la procédure suivie en matière d'établissements dangereux ou incommodes est précisément destinée à mettre les propriétaires voisins en demeure de faire connaître leurs intérêts et de formuler leurs oppositions. Le préfet ou le sous-préfet, en donnant son autorisation, n'a-t-il pas manifesté que dans sa pensée ces intérêts n'étaient pas de nature à empêcher la création de l'industrie? S'il en est ainsi, le tribunal saisi d'une action en dommages-intérêts va être amené à se prononcer sur la façon dont les intérêts des tiers ont été appréciés; il va être amené à critiquer la décision prise par un agent de l'administration. Or, l'acte d'autorisation est un acte de puissance publique individuel et spécial, et il est de doctrine et de jurisprudence certaines que ces actes échappent au pouvoir d'appréciation et de critique des tribunaux. (V. un article de M. Duvergier dans la *Revue étrangère et française de législation*, t. X, p. 425.)

On comprend que cette opinion n'ait pas fait fortune; car son point de départ est faux. L'administration, à qui l'on demande l'autorisation de créer une industrie dangereuse, se borne à examiner si l'établissement projeté n'est pas de nature à compromettre les intérêts généraux qu'elle a pour mission de sauvegarder; quant aux intérêts privés des voisins, elle n'a nullement à s'en occuper. Par conséquent, les tribunaux ordinaires pourront connaître des dommages causés aux propriétés voisines par un établissement dangereux ou incommode : le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire ne sera pas violé, car il n'est pas en jeu. C. D.

(Brunache c. Espagno)

Le sieur Brunache, dûment autorisé par l'administration, ayant établi une papeterie sur l'Oued Hamma, en amont d'un moulin dont le sieur Espagno était propriétaire, celui-ci, prétendant que l'exercice de cette industrie lui avait causé un préjudice matériel, en a demandé la réparation devant les juges civils.

Le 7 janvier 1886, JUGEMENT DU TRIRUNAL CIVIL DE CONSTANTINE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'Espagno demande la réparation d'un préjudice causé par Brunache; — Qu'il ne s'agit ni de l'interprétation ni de l'application d'un arrêté adminitratif; — Qu'Espagno est en droit de s'adresser aux tribunaux civils pour obtenir réparation d'un préjudice causé, lors même que le sieur Brunache aurait agi en se conformant à un arrêté administratif; — Attendu que, dans le règlement au sujet des établissements incommodes ou insalubres, l'ordonnance n'a eu en vue que l'intérêt public et général et laissé toute liberté d'action aux intérêts privés;

Par ces motifs : — Se déclare compétent; — Décide qu'il sera plaidé au fond; — Réserve les dépens.

MM. RENGADE, *prés.;* DE REDON, *juge suppl. ff.* de *min. pub.*

Sur l'APPEL de Brunache,

ARRÊT

LA COUR, — Par les motifs exprimés au jugement dont est appel; — Confirme.

MM. SAUZÈDE, *ff. prés.;* HONEL, *subst. du proc. gén.;* JOUYNE et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

24 avril 1884

Responsabilité, alfatiers, nature du contrat, maître civilement responsable.

Les alfatiers, en Algérie, ne sont pas des tâcherons ou des entrepreneurs particuliers, mais bien des ouvriers travaillant pour le compte du maître et recevant de lui un salaire; et il existe un lien direct personnel et permanent entre eux et le maître qui est obligé de les surveiller. — En conséquence, lorsque les alfatiers, n'observant pas les limites des terrains

sur lesquels le maître a le droit de cueillir ou de faire cueillir de l'alfa, en récoltent sur le terrain d'autrui, le maître est civilement responsable (1).

(Montoyo et Botella c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'alfa est une production naturelle du sol utilisée dans l'industrie et dont l'exploitation donne lieu à un commerce important sur divers points de l'Algérie; que le propriétaire des terrains sur lesquels croît l'alfa doit être protégé par la loi et par les tribunaux pour la conservation de sa récolte au même titre et avec la même sollicide que s'il s'agissait de toute autre production de la terre;

Attendu que la cueillette de l'alfa se fait dans des conditions particulières, qu'il importe de préciser afin de déterminer exactement la situation des diverses parties au procès; — Attendu qu'il résulte des renseignements fournis à la Cour que l'alfa pousse naturellement sur de vastes terrains dépourvus de constructions, éloignés de tout centre habité, et offrant un aspect uniforme qui permet difficilement de reconnaître les limites précises des concessions ou des propriétés; que les industriels qui veulent cueillir l'alfa doivent établir sur le terrain, à proximité de l'eau, un chantier comprenant un magasin pour la fourniture des vivres et marchandises nécessaires aux alfatiers et une bascule destinée à constater le poids de l'alfa recueilli par chacun des travailleurs; que, pour alimenter le chantier ainsi établi, ils engagent des ouvriers, leur font des avances d'argent, de vêtements et de vivres, et les envoient cueillir l'alfa sur les terrains dont ils ont la propriété ou la jouissance; que ces ouvriers sont tenus de rapporter au chantier tout l'alfa par eux récolté et de le livrer moyennant un prix convenu d'avance pour une quantité déterminée; que, de plus, le maître de chantier délivre, à chacun des ouvriers qu'il emploie un livret, conformément à l'art. 1er de la loi du 26 juin 1854, et l'inscrit sur le registre prescrit par l'art. de cette loi;

Attendu qu'il résulte de cet état de choses une double conséquence: — D'une part, les alfatiers ne sont pas des tâcherons ou des entrepreneurs particuliers, mais bien des ouvriers travaillant pour le compte du maître et recevant de lui un salaire qui, au lieu d'être fixe, se trouve déterminé par la

(1) En ce qui concerne les entrepreneurs, V. Alger, 25 mai 1867, *(Journ.* de Robe, 1867, p. 223), et Cass., 30 décembre 1875 (Sir. 76. 1. 91).

quantité de l'alfa cueilli par chacun des alfatiers et suit ainsi des variations proportionnelles à leur activité, leur adresse et leurs assiduité au travail; d'autre part, il existe un lien direct personnel et permanent entre le maître, obligé de surveiller l'ouvrier, de lui fournir les objets nécessaires à son entretien, de rémunérer son travail quotidien, et l'ouvrier astreint à la livraison périodique, moyennant un prix convenu, de l'alfa cueilli sur le terrain du maître;

Attendu que cette situation imposait des obligations étroites et précises à Montoyo en sa qualité de commis et de représentant de Botella pour la direction et la surveillance du chantier; qu'il était tenu de faire connaître à ses ouvriers les limites des terrains sur lesquels le maître avait le droit de cueillir ou de faire cueillir de l'alfa; qu'il devait s'assurer par lui-même que ces limites étaient observées par les ouvriers, et que leur récolte ne provenait pas de terrains d'autrui; que, son attention ayant été éveillée par de nombreux procès-verbaux et par des incidents dans lesquels il avait été personnellement impliqué, il ne pouvait ignorer les accusations dirigées contre son entreprise; qu'il était ainsi mis en demeure d'une manière formelle et répétée de cantonner ses ouvriers dans l'enceinte des terrains de Botella, d'exercer une surveillance utile pour empêcher leurs déprédations, et de leur refuser le salaire réclamé pour la livraison de l'alfa cueilli sur le terrain d'autrui; que, ne l'ayant pas fait, il devrait être tenu pour complice des vols commis par ses ouvriers, s'il n'avait à faire valoir des excuses qu'il est nécessaire d'examiner;

Attendu que les prévenus et la partie civilement responsable ont été assignés, à la requête du ministère public, à raison de soustractions d'alfa commises au préjudice de la Compagnie franco-algérienne; que Botella conteste formellement les droits de cette Compagnie sur les terrains où l'alfa a été cueilli par les ouvriers et sollicite divers actes d'instruction pour établir qu'ils avaient le droit d'agir comme ils l'ont fait; — Attendu que la Compagnie franco-algérienne n'est pas en cause; qu'en son absence la Cour ne peut utilement examiner la valeur des critiques dirigées contre les titres sur lequels elle fonde ses prétentions, ni même ordonner une application de ces titres aux lieux hors de la présence de la partie la plus intéressée; — Qu'ainsi les conclusions de Botella sur ce point ne peuvent être accueillies telles qu'elles sont formulées, et qu'il y a lieu seulement de rechercher avec les éléments de la procédure si le ministère public a fait la preuve des délits dans les termes restreints posés par la citation;

Attendu que les nombreux procès-verbaux du garde Duques-

noy, le procès-verbal de constat dressé au cours de l'information et les déclarations de plusieurs ouvriers établissent que les délits retenus par la prévention ont été commis sur des terrains compris dans le périmètre des concessions de la Compagnie franco-algérienne; mais que la valeur et le caractère de ces documents sont contestés par Botella, dont les critiques ne sont pas dénuées de vraisemblance; — Attendu, en effet, que Duquesnoy est l'agent salarié de la Compagnie, chargé d'un service très étendu et exposé à commettre des erreurs dans une contrée immense où les limites sont mal définies et les possessions mal déterminées; qu'il a pu donner, même de bonne foi, une extension exagérée au périmètre de la Compagnie et lui attribuer abusivement des droits sur les terrains dont la propriété et la possession sont revendiquées par Botella au nom des indigènes avec lesquels il a traité; — Attendu que le procès-verbal de constat dressé par le juge d'instruction, le 17 mai 1883, contient, il est vrai, une déclaration de Botella impliquant dans une certaine mesure une reconnaissance des droits de la Compagnie; mais que ce procès-verbal n'est pas signé par Botella, qui lui refuse toute créance; que, d'ailleurs, dans son interrogatoire du 18 mai, Botella a pris une situation qui ne peut se concilier avec sa déclaration de la veille et lui enlève toute portée; — Attendu qu'on ne peut attacher une valeur sérieuse aux déclarations de certains ouvriers qui devaient quitter les chantiers de Botella au moment où ils ont été entendus dans l'information ou qui pouvaient obéir à des sollicitations plus ou moins intéressées; — Attendu, enfin, que tous les documents de la cause révèlent une situation très tendue dans la région où s'exploite l'alfa; qu'une lutte ardente, âpre et déjà ancienne est engagée entre les concessionnaires de vastes espaces et les particuliers qui exercent leur industrie dans une sphère plus modeste; — Que ces derniers sont qualifiés par les Compagnies d'écumeurs d'alfa et répondent à cette accusation en contestant les droits des Compagnies et leur reprochent d'usurper sciemment la jouissance de terrains qui ne sont pas et ne pouvaient pas être compris dans les concessions; qu'en présence de ces allégations divergentes, appuyées sur des titres sujets à contestation, il est impossible de dégager la vérité sans un débat contradictoire dans lequel chacun des intéressés fera valoir ses droits; — Que la Compagnie franco-algérienne semblait l'avoir compris alors que, dans sa plainte du 1er mars 1883, elle prenait l'engagement de se porter partie civile au moment où la poursuite serait intentée; qu'il est malaisé de comprendre pourquoi elle s'est dérobée à cet engage-

ment; qu'en son absence la question demeure forcément dans le vague; qu'il reste dans l'esprit du juge un doute dont le prévenu doit bénéficier;

Par ces motifs : — Réforme le jugement rendu par le tribunal correctionnel de Sidi-bel-Abbès le 10 janvier 1884; — Dit qu'il n'est pas suffisamment démontré que l'alfa cueilli par les alfatiers de Botella ait été récolté sur des terrains de la Compagnie franco-algérienne; — Relaxe, en conséquence, Montoyo; — Dit que Botella est déchargé des condamnations prononcées contre lui comme civilement responsable des délits imputés à Montoyo et aux alfatiers de son chantier.

MM. PUECH, *prés.*; DANDONNEAU, *av. gén.*; JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

8 mai 1886

Habous, cession de droits successifs, éviction. — Clause de non-garantie, vente aux risques et périls de l'acheteur, éviction.

Les biens frappés de habous étant indivis entre les dévolutaires, la vente consentie par l'un d'eux constitue-t-elle une cession de droits successifs, et, en cas d'éviction partielle, l'acheteur a-t-il le droit d'exiger une réduction de prix? (Non résolu).

Quand la vente a été faite aux risques et périls de l'acheteur, les conséquences de l'éviction sont entièrement à sa charge, et le vendeur n'est pas tenu de la restitution totale ou partielle du prix, que la loi lui impose d'ordinaire dans le cas où le contrat contient une clause de non-garantie (1).

(Aribaud c. Freïha ben Ahmed ben Es Chaïeb)

Confirmation, en ce sens, d'un jugement du tribunal civil de Bône en date du 17 juin 1884.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; RACK, *av. gén.*; POIVRE et GARAU, *av.*

---

(1) Décision conforme aux principes (art. 1629 C. civ.). Constatant en fait que le danger d'éviction avait été connu de l'acheteur traitant à ses risques et périls, la Cour n'avait qu'à rejeter la demande en garantie, sans examiner le premier moyen invoqué par l'appelant. Mais il n'est guère douteux qu'elle eût reconnu à la vente le caractère de cession de droits successifs, si elle avait eu à se poser la question, et, dans cette hypothèse, la demande en garantie aurait dû encore être rejetée par application de l'art. 1696 du C. civ.

TRIBUNAL DE SIDI-BEL-ABBÈS

15 février 1887

Justice de paix, Algérie, territoire militaire, réunion au territoire civil, défaut d'institution de personnel judiciaire, empêchement légitime, juge de paix voisin, compétence. — Juge de paix à compétence étendue, demande indéterminée, prorogation de compétence.

Lorsqu'après la réunion au territoire civil de partie d'un canton dans lequel les fonctions de juge de paix étaient remplies en dernier lieu par un officier de l'armée, il n'a été institué ni juge de paix, ni suppléant de juge de paix dans la partie de ce canton devenue civile, et que cette même partie de canton n'a été rattachée, au point de vue judiciaire, à aucune autre juridiction cantonale, le juge de paix d'un autre canton est, à défaut d'accord des parties dérogeant aux règles de compétence à raison du domicile du défendeur, incompétent pour connaître d'une demande personnelle mobilière formée contre une partie ayant son domicile et sa résidence dans le territoire nouvellement rattaché (1).

Si le défaut de personnel judiciaire dans un canton peut être assimilé à un empêchement légitime du juge de paix et et de ses suppléants, le juge de paix du canton le plus voisin ne peut connaître de la demande, à défaut d'accord des parties, qu'autant que ces parties auront été renvoyées devant lui par jugement du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire, rendu à la requête de la partie la plus diligente (L. 16 ventôse an XII, art. 1 et 2);

(1) Ceci n'est que l'application de la règle *actor forum sequitur rei*. Mais, dans l'espèce, le défendeur, domicilié dans le canton de Daya, n'avait pas de juge. Il ressort de notre jugement, en effet, que le canton de Daya, qui figure au tableau des circonscriptions judiciaires de l'Algérie, annexé au décret du 7 janvier 1883, comme compris dans l'arrondissement du tribunal de Sidi-Bel-Abbès, est, depuis bientôt trois ans, dépourvu de tout personnel judiciaire.

Le jugement que nous publions rappelle les phases diverses par lesquelles a passé le territoire de ce canton, au point de vue de l'administration de la justice.

En ce cas, et au point de vue soit du taux du ressort, soit de la nature ou de la quotité de la demande, la compétence

---

Du 10 août 1875, date de la création de la justice de paix de Daya, au 26 décembre 1884, le service judiciaire, dans ce canton, a été confié à un juge de paix d'abord, puis, après suppression de cette justice de paix (D. 7 février 1877), à un officier de l'armée, le commandant supérieur de Daya. De 1875 à 1884, le canton de Daya était sis entièrement en territoire militaire. Deux arrêtés du gouverneur général, en date du 26 décembre 1884 (*Bull. offic.*, 1884, p. 618 et 622), ont modifié cet état de choses. L'un de ces arrêtés enlève à la commune mixte militaire de Daya le douar d'Oum-Ed-Doud et les deux tribus des Beni-Mathar, pour les rattacher à la commune indigène de Yacoubia (territoire militaire). C'est le commandant supérieur de Marhoum qui exercera dorénavant les fonctions de juge de paix vis-à-vis de la population européenne du centre de Marhoum, sis dans la partie de territoire ainsi rattachée.

L'autre arrêté du 26 décembre 1884 détache de la même commune mixte militaire de Daya les quatre centres européens du Télagh, de Daya, de Magenta et de Bedeau (Ras-el-Ma), le hameau de Slissen, les douars d'Oued-Sefioun et d'Oued-Taourira, et les deux tribus des Ouled-Belagh.

La commune mixte militaire de Daya disparaît donc. Mais la portion du territoire de cette commune incorporée en territoire civil n'est ni dotée d'un juge de paix, ni rattachée à un canton judiciaire voisin. Il en résulte que le canton de Daya, qui continue de figurer dans les statistiques officielles parmi les 108 justices de paix de l'Algérie, n'a tout au plus qu'une existence nominale, que des populations qui avaient un juge de paix, lorsque leur territoire était militaire, en ont été privées du jour où ce territoire est devenu civil, et que, jusqu'à présent, les bienfaits du droit commun ne leur sont apparus, en matière judiciaire, que sous la forme d'un huissier institué au Télagh.

Or, les territoires formant la commune mixte du Télagh, et dont les habitants, sans distinction de race et de nationalité, se trouvent soumis aux juridictions de droit commun, mesurent une surface de 380,000 hectares environ, soit le périmètre de la moitié d'un département de France d'étendue moyenne. La population de ces territoires, d'après le recensement officiel de 1886, atteint le chiffre de 11,430 habitants, dont 547 Français, 775 étrangers, et 10,108 indigènes. Dans les douars d'Oued-Sefioun et d'Oued-Taourira, la colonisation non officielle fait de rapides progrès. Presque toutes les terres y sont *melk*. Le sénatus-consulte de 1863 y a été appliqué. Les acquisitions immobilières de la part des Européens et des Israélites, et pour lesquelles ils ont, en 1883 et 1884, rempli les formalités de la purge spéciale édictées par la loi de 1873, ont porté sur une étendue de 22,320 hectares, dont 15,764 s'appliquent à des ventes consenties à des Européens.

En ce qui concerne la population indigène, il n'est pas hors de propos de rappeler que, s'agissant d'une région saharienne soumise au régime civil, les indigènes de cette région, aux termes du décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane, ont pour juge de droit commun, en matière civile, le juge de paix, à l'exclusion du cadi, qui n'a plus compétence qu'en matière de successions et de questions d'état.

Il est superflu d'insister sur les inconvénients qui résultent, à tous les

de ce juge de paix, relativement aux litiges renvoyés devant lui, est celle du juge aux lieu et place duquel il est appelé à statuer (1).

---

points de vue, du défaut de juge de paix et de suppléants. Une pareille situation ne pouvait manquer d'éveiller l'attention de l'autorité judiciaire. Nous croyons savoir que la création d'une justice de paix au Télagh, chef-lieu de la commune mixte, est actuellement à l'étude.

(1) L'empêchement légitime auquel a pour but d'obvier la loi du 16 ventôse an XII suppose des juges institués et en fonctions, et non un personnel judiciaire inexistant. Cependant, et en présence de la situation faite aux justiciables habitant le territoire civil du canton de Daya, le tribunal, admettant, par hypothèse, que le défaut de personnel judiciaire cantonal puisse être assimilé à un empêchement de ce personnel, examine d'abord quel serait, à défaut d'accord des parties, bien entendu, le juge compétent pour statuer aux lieu et place du juge empêché; puis, quelle serait la compétence de ce juge, relativement aux contestations renvoyées devant lui. Sur le premier point, pas de difficulté. Sur le second, un doute peut naître, à raison de la coexistence en Algérie de plusieurs catégories de juges de paix, dont la compétence et les attributions diffèrent. Néanmoins, il est rationnel d'admettre, avec le tribunal, que le juge de paix désigné en cas d'empêchement du juge voisin ne puisse statuer que dans les limites où pouvait statuer lui-même le juge naturel des parties.

Supposons que la commune mixte militaire de Daya n'ait pas été supprimée, et que les fonctions de juge de paix y soient toujours remplies par le commandant supérieur. Cet officier n'a, en matière civile, que la compétence des juges de paix de France. Les demandes excédant cette compétence doivent être portées devant le tribunal de 1re instance de l'arrondissement. En cas d'empêchement de l'officier juge de paix, une partie ne pourrait donc, contre le gré de son adversaire, valablement saisir le juge de paix d'un canton voisin (qui ne serait pas le juge naturel des parties à raison du domicile du défendeur ou de la situation de l'objet litigieux) d'une contestation de la compétence du tribunal civil; et ce, encore bien que ce juge voisin fût à compétence étendue, et que la demande, par sa nature ou sa quotité, n'excédât pas les limites de cette compétence. Il va de soi, d'autre part, que la désignation de ce juge de paix, faite par le tribunal d'arrondissement, à la requête de la partie la plus diligente, ne pourrait par elle-même modifier l'ordre des juridictions.

Dans notre espèce, la commune mixte militaire de Daya est supprimée : partie de son territoire est réunie au territoire civil : le commandant supérieur disparaît, et, avec lui, la juridiction qu'il exerçait dans cette partie de territoire. Raisonnant toujours dans l'hypothèse où le défaut d'institution, dans le nouveau territoire civil, de juge de paix et de suppléants équivaudrait à l'empêchement de ces magistrats, c'est aux lieu et place, non point de l'officier juge de paix dont les pouvoirs administratifs et judiciaires n'existent plus dans le territoire rattaché, mais bien du juge non encore institué que le juge du canton le plus voisin serait appelé à statuer. Mais, la compétence du juge substituant devant se régler sur celle du juge empêché, ou considéré comme tel, comment, dans notre cas, déterminer cette

Les juges de paix, même ceux d'Algérie à compétence étendue, sont incompétents, à défaut d'accord des parties prorogeant leur compétence, pour connaître d'une demande indéterminée pour partie, en ce qu'elle tend notamment à l'expulsion du locataire pour défaut de paiement des loyers (1).

---

compétence? Comment savoir si le juge non encore institué serait à compétence restreinte ou étendue? Une justice de paix bien qu'établie en dehors des villes où siège un tribunal de 1re instance n'est pas nécessairement, on le sait, une justice de paix à compétence étendue. Aux termes du décret du 19 août 1854, la compétence des juges de paix peut être étendue dans les localités où cette extension est jugée nécessaire. Un grand nombre de justices de paix créées en dehors des chefs-lieu d'arrondissement judiciaire n'ont été dotées de la compétence étendue que plus ou moins de temps après leur établissement. Le cas s'est présenté notamment pour l'ancienne justice de paix de Daya, qui, instituée en 1875, n'avait reçu la compétence étendue que le 27 octobre 1876. Il semble donc, si l'on admet que la loi du 16 ventôse an XII puisse s'appliquer à notre espèce, que le juge désigné pour statuer aux lieu et place d'un juge non encore institué ne puisse le faire que dans les limites assignées à l'exercice ordinaire de la juridiction des juges de paix, et non avec l'extension de compétence, qui, si le personnel inexistant est ultérieurement créé, pourra n'être pas attribuée au titulaire du nouvel emploi.

Quoiqu'il en soit, l'application de la loi précitée pourrait donner lieu, dans des litiges d'un intérêt modique, à des difficultés se traduisant pour les parties par un surcroît de retards et de frais. Pour nous, le remède à apporter à la situation des justiciables d'un canton se trouvant dans les conditions de celui de Daya consiste, non dans l'application de la loi du 16 ventôse an XII, mais dans la création d'une nouvelle justice de paix, ou dans un rattachement à une justice de paix existante.

(1) Sur ce point, le jugement s'exprime en termes trop absolus. Les juges de paix, indistinctement, peuvent statuer sur les demandes en paiement de loyers, quelle que soit la somme demandée, et en expulsion de lieux, le tout si la location n'excède pas annuellement 400 fr. (L. 25 mai 1838, art. 3, mod. par l. 2 mai 1855). Il s'agissait, dans notre espèce, d'une action en paiement de 735 fr. pour 21 mois de loyer et en expulsion. La location, aux termes de la demande, excédait donc annuellement 400 fr.

Un juge de paix d'Algérie à compétence étendue peut-il connaître d'une pareille demande ? En d'autres termes, et plus généralement, peut-il connaître jusqu'à 1,000 fr. d'une demande personnelle et mobilière, dans tous les cas, et sans tenir compte des restrictions des art. 2 et suivants de la loi du 25 mai 1838 ? La question est controversée. Un jugement du tribunal de Constantine, du 19 avril 1861, s'était prononcé pour la négative. La Cour d'Alger, par arrêt du 21 mai 1861 (Ménerville, t. II, p. 138), rendu dans une espèce analogue à la nôtre, a jugé que les termes de l'art. 2 du décret du 19 août 1854 sont absolus et embrassent tous les cas, et que l'extension de pouvoir conférée aux juges de paix ne peut être modifiée par les restrictions de la loi de 1838. Le tribunal de Bougie a décidé de même, le 25 mai 1887,

(Holeweck c. Pautard)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, suivant exploit de Piazza d'Olmo, huissier au Télagh, du 9 janvier 1886, enregistré, Holeweck a cité Pautard père devant M. le juge de paix du canton de Boukanéfis, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer, avec intérêts de droit et dépens, 735 francs pour 21 mois de loyers échus d'un terrain sis à Magenta et voir ordonner son expulsion; — Attendu que, par jugement contradictoire du 22 janvier 1886, M. le juge de paix, saisi de ce litige, a condamné Pautard père à payer à Holeweck, avec intérêts de droit et dépens, 210 francs pour 14 mois de loyer du dit immeuble à raison de 15 francs par mois, à partir du 1er novembre 1884 jusqu'au 1er janvier 1886;

Attendu que par décret du 10 août 1875 une justice de paix ressortissant au tribunal de première instance d'Oran était instituée dans le territoire formant alors le cercle de Daya et dont dépendait alors le territoire de Magenta; — Attendu que par décret du 27 octobre 1876 la compétence étendue, telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854, était attri-

---

dans une espèce où il s'agissait également d'une demande en expulsion et en paiement de loyers inférieurs à 1,000 fr., le prix annuel de la location excédant 400 fr. Cette doctrine est critiquée par M. Charpentier (*Analyse du cours de législation algérienne*, p. 72). Suivant cet auteur, la loi, en matière de baux, ne considère que l'importance du contrat, et non le chiffre de la demande ; il est donc logique de déterminer la compétence des juges de paix à compétence étendue par la location annuelle, avec cette différence toutefois que leurs jugements seront en dernier ressort jusqu'à 500 fr. au lieu de 100 fr. V. dans le même sens, Vermeil et Bachan, *Code manuel de la compétenee étendue des juges de paix de l'Algérie.*

En Kabylie, la question est tranchée par l'art. 4 du décret du 29 août 1874, qui donne compétence aux juges de paix pour les matières spéciales attribuées aux juges de paix de France par les lois du 25 mai 1838 et 2 mai 1855. dans les limites du premier ressort fixées par les dites lois, et, en dernier ressort, jusqu'à 500 francs.

Si, contrairement à l'arrêt du 21 mai 1861, on admet que, dans notre espèce, un juge de paix à compétence étendue est incompétent à raison du chiffre de la location, ce juge de paix (ou un juge de paix à compétence restreinte) pourrait-il néanmoins connaître de la demande par suite de l'accord des parties prorogeant sa juridiction? Oui, d'après la jurisprudence (Civ. cass,, 6 janvier 1845 et 9 mars 1857, D. P. 1845. 1. 56; 1857. 1. 125), le juge ayant principe et germe de juridiction, et en admettant qu'il ne s'agisse là que de la prorogation dite *de quantitate ad quantitatem* (*Sic :* Carré, *Lois de la procédure civile,* question 36 ; — *Contrà* : Boitard, *Leçons de procédure civile;* Garsonnet, *Cours de procédure*).

buée à cette justice de paix; — Attendu que par l'art. 4 du décret du 7 février 1877 la justice de paix de Daya a été supprimée et son ressort remis à celui de la justice de paix de Sidi-Bel-Abbès, ressortissant alors au tribunal de première instance d'Oran; — Attendu que l'art. 5 du même décret porte que, jusqu'au rétablissement, s'il y a lieu, de la justice de paix de Daya, il pourra être pourvu provisoirement aux besoins du service dans les formes prévues par l'art. 6 du décret du 10 août 1875; — Attendu que, d'après ce dernier article ; 1° (§ 3) jusqu'à l'établissement de justices de paix dans les cercles y visés, un officier de l'armée peut être, sur la proposition du procureur général et par arrêté du gouverneur général, provisoirement investi, dans toute l'étendue du cercle, des attributions conférées aux juges de paix; — 2° (§ 4) la compétence de ce fonctionnaire en premier et en dernier ressort reste déterminée par les art. 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et 2 du décret du 14 mai 1850, et il connaît en outre, en matière commerciale, de toutes affaires, savoir : en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 500 francs; — Attendu que l'art. 12 de l'ordonnance précitée concerne exclusivement la compétence des juges de paix de l'Algérie en matière civile et de simple police, compétence qu'elle assimile à celle des juges de paix de France; — Attendu que le décret du 14 mai 1850, ayant trait à la connaissance de divers délits et contraventions en matière forestière, est sans intérêt dans la cause; — Attendu qu'aux termes du décret du 31 décembre 1882, instituant un tribunal de première instance à Sidi-Bel-Abbès, le ressort de ce tribunal comprend le canton judiciaire de Sidi-Bel-Abbès tel qu'il est déterminé par autre décret du même jour et ceux, omis par ce dernier décret, de Boukanéfis et de Mercier Lacombe; — Attendu que la circonscription du nouveau tribunal et celles des trois justices de paix susdésignées ne sont indiquées dans ces deux décrets que par des renvois à des tableaux et plans y annexés, mais que la publication d'un tableau annexé à un décret du 7 janvier suivant a fait connaître quels sont, pour l'arrondissement judiciaire de Sidi-Bel-Abbès, les communes, centres, douars et tribus faisant partie des diverses justices de paix ressortissant à ce tribunal et parmi lesquelles figure celle de Daya, dont les décrets du 31 décembre n'avaient pas fait mention; — Attendu que ce tableau contient, en ce qui concerne la fixation du ressort de la justice de paix de Daya, le centre de Magenta; — Attendu que les choses sont restées en l'état jusqu'à l'apparition de deux arrêtés du gouverneur général de l'Algérie rendus, l'un le 21 octobre 1884,

l'autre le 26 décembre suivant; — Attendu que le second de ces arrêtés a détaché de la commune mixte militaire de Daya (territoire de commandement) notamment le centre de population européenne de Magenta; — Attendu que les deux arrêtés susvisés, suivis de la remise, en janvier 1885, à l'autorité civile des territoires visés par celui du 26 décembre, ont eu pour effet de faire disparaître la commune mixte militaire de Daya, de telle sorte que l'art. 5 du décret du 7 février 1877 n'y peut plus recevoir d'exécution; — Attendu que postérieurement aux dates de ces arrêtés il n'a été apporté aucune modification à l'organisation des territoires civils compris dans le périmètre de la commune mixte de Daya;

Attendu qu'il suit de là que le canton judiciaire de Daya, dans lequel est sis le territoire de Magenta, est actuellement dépourvu de juge de paix et de tout suppléant de juge de paix;

Attendu que le défendeur était, lors de l'introduction de l'instance devant M. le juge de paix, domicilié et résidant à Magenta, et que la demande avait le caractère d'une action personnelle et mobilière; — Attendu qu'il n'apparaît pas qu'il soit intervenu entre les parties aucun accord par lequel elles auraient soit prorogé la compétence du juge de paix de Boukanéfis, soit choisi ce magistrat pour juge, soit dérogé dans une mesure quelconque aux règles de compétence établies par la loi à raison de la quotité de la chose demandée, ou de la nature de la demande ou du domicile du défendeur; — Attendu qu'en matière personnelle et mobilière l'action doit être portée devant le tribunal du domicile du défendeur, et que sous ce rapport le juge de paix de Boukanéfis n'avait pas qualité pour connaître du litige;

Attendu qu'en admettant que la situation du canton judiciaire de Daya puisse être assimilée à celle d'un canton où le juge de paix et ses suppléants sont légitimement empêchés, il eût encore été dépourvu de toute compétence à cet égard; — Attendu en effet que, d'après les art. 1 et 2 de la loi du 16 ventôse an XII, lorsque cette éventualité d'empêchement légitime et du juge de paix d'un canton et de ses suppléants vient à se produire, le seul juge de paix à qui puissent être dévolues les attributions du juge de paix empêché est alors désigné dans chaque affaire, à la demande de la partie la plus diligente, par le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel est sise la justice de paix où le personnel judiciaire fait complètement défaut; — Que dans l'espèce le juge de paix de Boukanéfis n'avait reçu du tribunal aucune délégation quelconque;

Attendu que, ce magistrat eût-il été investi de la juridiction

conférée au juge de paix du canton de Daya, la demande aurait encore excédé les bornes de ses attributions, puisqu'il s'agissait d'une demande formée en matière civile et excédant les limites de la compétence des juges de paix de France;

Attendu enfin et surabondament que la cause échappait, à un autre titre, à raison de la nature de la demande, à la connaissance de tous juges de paix de l'Algérie, même de ceux investis de la compétence étendue fixée par le décret du 19 août 1854, parce qu'elle était indéterminée pour partie en ce qu'elle tendait notamment à l'expulsion du défendeur;

Attendu que le déclinatoire d'incompétence soulevé par l'appelant doit donc être accueilli;

Par ces motifs : — En la forme, reçoit l'appel; — Ce faisant, dit que le premier juge était incompétent pour connaître du litige; — En conséquence, décharge l'appelant, etc.

MM. MENNESSON, *prés.;* CIAVALDINI, *proc. de la Rép.;* GIRAUD et LISBONNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

18 juin 1887

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, conflit d'un titre notarié, administratif ou judiciaire avec le titre définitif, contestation sur les titres provisoires, déchéance.

Les titres de propriété délivrés en exécution de la loi du 26 juillet 1873 forment le point de départ de la propriété, même à l'exclusion des titres administratifs ou notariés.

En conséquence, les détenteurs de pareils titres qui ont négligé de les produire et de contester, dans les délais légaux, les attributions du commissaire enquêteur encourent les déchéances prévues par l'art. 18 de la dite loi.

Les jugements et arrêts doivent être assimilés, à ce point de vue, aux titres administratifs ou notariés.

Il importerait peu, d'ailleurs, que le titre invoqué à l'encontre des attributions du commissaire enquêteur fût commun à toutes les parties (1).

(1) V. sur ces questions, dans la *Revue*, l'étude de M. Eyssautier : *Le statut réel français en Algérie*, 1887. 1. 83 et suiv. et l'article de M. Dain : *Du*

(Sarfati c. Jacquot)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, suivant jugement du 5 novembre 1873, homologuant un rapport d'experts dressé pour déterminer les limites et la contenance d'un domaine dit Kraouana, indivis entre les consorts Bou Ralha, les consorts Ben Delmi, les héritiers Sarfati et la dame veuve Abou, et pour fixer la part revenant à chacun des ayants droit, le tribunal de Mostaganem attribua aux consorts Bou Ralha quatre seizièmes représentant 175 hectares, aux consorts Ben Delmi un seizième égalant 43 hectares 75 ares, aux héritiers Sarfati sept seizièmes ou 306 hectares 25 ares et à la dame veuve Abou quatre seizièmes ou 175 hectares ; — Qu'en vertu de ces attributions, chaque partie entra en possession de son lot, suivant les indications précisées au rapport des experts et au plan qui y était annexé ; — Que, par arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 28 novembre 1873, la circonscription territoriale de la tribu des Dradeb, dans laquelle est compris le Bled Kraouana, fut soumise à l'application de la loi du 26 juillet 1873 ; — Qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par cette loi, le sieur Bonin, commissaire enquêteur chargé de la constatation de la propriété indivi-duelle dans ce territoire, dressa, le 4 mai 1878, son procès-verbal général de la propriété privée constatée dans la tribu des Dradeb ; — Qu'il résulte des mentions insérées en ce procès-verbal : 1° que les héritiers Sarfati ne se sont pas présentés ni personne pour eux ; 2° que leur droit de propriété dérive de trois acquisitions par eux faites à divers indigènes suivant actes reçus par Me Debregeas-Laurenie, notaire à Mostaganem, les 8 décembre 1856, 27 février 1857 et 5 février 1863 et du jugement du tribunal civil de Mostaganem du 5 novembre 1873, qui en a précisé l'assiette, la contenance et les limites ; 3° que la contenance exacte leur revenant est de 268 hectares 96 ares 80 centiares, figurant aux nos 144, 150 et 153 du plan de lotissement ; 4° qu'aucune opposition ni réclamation n'a été formulée au cours des opérations du commissaire enquêteur ; — Qu'il résulte également du même procès-verbal : 1° que les consorts Ben Delmi ne se sont pas présentés ni personne pour eux ; 2° que leur droit de propriété dérive, pour

---

conflit des titres délivrés en exécution de la loi du 26 juillet 1873 avec un titre français administratif, judiciaire ou notarié, 1887. 1. 259. — Cpr. Alger, 2 avril et 23 déc. 1884, 28 février et 19 avril 1887, et les notes, *Revue algérienne*, 1887. 2. 101 et 209).

les indigènes Delmi, d'héritages, et, pour les héritiers d'Ernest Gillot, de l'acquisition faite par ce dernier à divers membres de la famille Delmi, suivant acte reçu par Me Debregeas-Laurenie, notaire à Mostaganem, le 2 janvier 1871, et du jugement du tribunal civil de Mostaganem du 5 novembre 1873, qui a déterminé le lot respectif des propriétaires ; 3° que la contenance exacte leur revenant, savoir moitié aux Ben Delmi et moitié aux héritiers Gillot, est ensemble de 60 hectares, 6 ares 80 centiares, figurant au numéro 149 du plan de lotissement ; 4° qu'aucune opposition ni réclamation n'a été formulée au cours des opérations du commissaire enquêteur ;

Attendu que les titres provisoires de propriété, conformes aux indications contenues au procès-verbal susvisé du 4 mai 1878, furent établis suivant arrêté du directeur des domaines d'Oran, du 11 janvier 1880, en faveur de Delmi Kaddour Ould Kaddour ben Delmi, cultivateur au douar Sellala, pour 8/48mes, de Delmi Abbou Ould Hammou ben Delmi, cultivateur au douar Sellala, pour 8/48mes, et de Delmi Charef Ould Hammou ben Delmi, cultivateur au douar Sellala, pour 8/48mes ; — Que les insertions et publications annonçant l'établissement de ces titres furent faites conformément à la loi du 26 juillet 1873 ; — Que le délai de trois mois imparti s'écoula sans qu'aucune contestation fût portée devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, et qu'à la date du 24 juin 1880, ils furent régulièrement déclarés titres définitifs ; — Qu'ils ont été enregistrés à Oran le 13 juillet 1880, et transcrits au bureau des hypothèques de Mostaganem le 2 octobre suivant ;

Attendu qu'il résulte d'une déclaration du directeur des domaines d'Oran, du 25 mars 1885, qui sera enregistrée avec le présent arrêt, qu'aucun titre nouveau de propriété résultant de l'application de la loi du 26 juillet 1873 n'a été délivré aux héritiers Sarfati, propriétaires des numéros 144, 150 et 153 du plan de lotissement, par le motif que les droits de propriétaires inscrits en regard de ces propriétés dans le procès-verbal du commissaire enquêteur du 4 mai 1878 sont déjà consacrés par actes authentiques ;

Attendu que, suivant acte du 27 mai 1881, reçu par Me Raison, notaire à Mostaganem, enregistré et transcrit, Delmi Abbou Ould Hammou ben Delmi, agissant tant en son nom qu'en vertu de la procuration à lui donnée par Kaddour et Charef Delmi, vendit à Honoré Jacquot et Adrien Peyssen les 24/48mes leur revenant en vertu des titres du 24 juin 1880, dans le numéro 149 du plan de lotissement des Dradeb, au Bled Kraouana ; — Que Jacquot est devenu depuis acquéreur de

la part de Peyssen et s'est mis en possession des 24/48mes lui appartenant, en basant ses limites sur la contenance et le plan déterminés par le commissaire enquêteur; — Que les consorts Sarfati, se prétendant lésés par cette entreprise et entendant fixer leur contenance et leurs limites selon le rapport et le plan des experts homologués par le jugement du 5 novembre 1873, ont introduit contre Jacquot une action tendant à l'application de leurs titres aux lieux; — Que, par le jugement dont est appel, le tribunal civil de Mostaganem a ordonné que la vérification sollicitée serait faite en prenant pour base les titres du 24 juin 1880; — Qu'il y a lieu de rechercher si, comme le prétendent les héritiers Sarfati, appelants, leur droit doit être déterminé conformément aux bases posées par le jugement du 5 novembre 1873, qui leur est commun avec les consorts Ben Delmi, auteurs de Jacquot;

Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 26 juillet 1873, tous les titres dont la délivrance y est prévue forment, après leur transcription, le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous autres; — Que, dans le troisième paragraphe de l'article 18 de cette loi, ce principe est de nouveau affirmé, et qu'il y est expressément déclaré que les titres définitifs forment, dès qu'ils sont transcrits, le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous droits réels antérieurs; — Que l'article 19 impose à tout créancier hypothécaire ou tout prétendant à un droit réel sur l'immeuble l'obligation de faire, sous peine de déchéance, inscrire ou transcrire ses titres au bureau des hypothèques de la situation des biens avant la transcription du titre définitif délivré en vertu des opérations du commissaire enquêteur; — Que ces textes, clairs et formels, ne laissent aucun doute sur la volonté du législateur de 1873 de substituer à tous les titres antérieurs un titre unique, auquel il assure une valeur indiscutable et une supériorité si marquée qu'elle est exclusive de toute comparaison avec tous autres titres, quels qu'ils soient;

Attendu que cette conséquence rigoureuse est parfaitement justifiée par la nécessité de donner à la propriété, en Algérie, une base certaine et d'éviter des conflits entre les titres d'origines diverses et de créations successives; — Qu'elle n'est d'ailleurs acquise qu'à la suite de formalités longues et minutieuses qui permettent à tous les intéressés de faire valoir leurs droits devant le commissaire enquêteur, de contredire ses appréciations et de demander aux tribunaux de l'ordre judiciaire le redressement de ses erreurs;

Attendu qu'on objecte que les articles 3 et 17 de la loi de 1873 interdisent de délivrer des titres nouveaux à ceux dont les

droits de propriété privée sont déjà constatés par acte notarié ou administratif; qu'il en doit être de même lorsque la constatation est faite par une décision émanant de tribunaux français ; — Que dans l'espèce le jugement du 5 novembre 1873 fixant les droits des consorts Ben Delmi aussi bien que ceux des héritiers Sarfati a été communiqué au commissaire enquêteur et visé par lui dans son procès-verbal ; qu'il ne devait donc délivrer un titre nouveau ni aux uns ni aux autres, tandis qu'il en a délivré aux Ben Delmi et refusé aux Sarfati ; qu'en cet état les titres établis en faveur des Ben Delmi sont nuls comme faits en violation de la loi ; que, s'il en était autrement, on arriverait à cette étrange conséquence que les Européens porteurs d'actes authentiques subiraient un traitement moins favorable que les indigènes dépourvus de titres antérieurs d'origine française ;

Mais attendu que ces objections ne sont pas fondées ; — Qu'il est bien exact que les titres nouveaux sont délivrés à ceux dont les droits ne sont pas déjà constatés par acte notarié ou administratif, et que la jurisprudence a interprété cette disposition de la loi en ce sens que les jugements émanant des tribunaux français dispenseraient de la délivrance d'un titre nouveau aussi bien que les actes notariés ou administratifs; mais qu'au moment de ses opérations, le commissaire enquêteur s'est trouvé en présence des héritiers Sarfati, dont les droits de propriété étaient constatés par les trois actes notariés des 8 décembre 1856, 27 février 1857 et 5 février 1863, susvisés, et des consorts Ben Delmi, dont les droits dérivaient seulement d'héritages, sans aucune constatation par acte administratif ou notarié ; — Qu'en cet état, il a régulièrement appliqué la loi en délivrant un titre nouveau aux consorts Ben Delmi et en s'abstenant d'en établir un en faveur des héritiers Sarfati ; que, s'il n'a point retenu, comme équivalant à un acte notarié ou administratif, le jugement du 5 novembre 1873, visé dans son procès-verbal, cela tient vraisemblablement à ce que la jurisprudence n'avait point encore résolu cette assimilation avec l'autorité qui s'est affirmée depuis ; — Qu'on ne saurait donc lui faire grief d'avoir procédé comme il l'a fait ; — Qu'au surplus, ce grief serait tardivemeni formulé ; — Qu'en tout cas, les héritiers Sarfati sont mal venus à se plaindre de la délivrance faite aux consorts Ben Delmi, puisqu'ils auraient pu, s'ils l'avaient voulu, obtenir le même traitement ; — Que la déclaration du directeur des domaines d'Oran du 25 mars 1885 constate bien que des titres ne leur ont pas été délivrés parce qu'ils étaient déjà nantis d'actes authentiques, mais qu'il n'en résulte pas que cette abstention

d'office, dictée par des raisons d'administration très appréciables, eût été maintenue si les héritiers Sarfati avaient fait au commissaire enquêteur la demande expresse d'être traités sur le même pied que les consorts Ben Delmi ; — Qu'enfin et en admettant même ce refus, ils avaient la faculté de le critiquer, de formuler leurs observations par écrit sur le registre spécial, de contester les attributions faites aux Ben Delmi et de saisir de leurs revendications les tribunaux de l'ordre judiciaire ; — Qu'ainsi ils pouvaient alors obtenir la réparation de l'erreur dont ils se plaignent aujourd'hui et qu'ils auraient pu facilement découvrir à ce moment, puisque la contenance attribuée aux Ben Delmi dans le procès-verbal du commissaire enquêteur était de plus de 60 hectares, tandis que, d'après leurs titres, elle devait être seulement de 43 hectares ; — Qu'en cas de difficulté, ils pouvaient alors faire consacrer leurs droits par les juges de droit commun et faire rectifier, à l'aide des mentions de leurs titres notariés et judiciaires, les constatations défectueuses du titre nouveau non encore définitif ; — Qu'au lieu d'agir ils se sont abstenus ; — Que les délais impartis par l'article 18 à toute partie intéressée, sans distinction entre les porteurs de titres d'origines diverses, sont expirés ; — Que, par suite, ils sont déchus et doivent supporter les conséquences d'une situation qui leur était révélée par les publications et insertions, et qu'ils pouvaient aisément éviter en temps opportun en usant des facultés que la loi leur conférait ;

Attendu que les héritiers Sarfati objectent encore que leurs droits de propriété et ceux des Ben Delmi avaient été consacrés par un titre commun, le jugement du 5 novembre 1873, intervenu à la suite d'un partage judiciaire entre propriétaires indivis ; qu'on aurait dû s'en tenir aux énonciations de ce titre commun et ne pas le modifier arbitrairement ; que la délivrance d'un titre nouveau aux consorts Ben Delmi ne peut amoindrir la valeur du contrat judiciaire intervenu entre eux et les héritiers Sarfati le 5 novembre 1873 ; que, tout au moins, on doit admettre que ces deux titres ont une valeur identique et se neutralisent ; que, pour vider le conflit créé par leurs attributions inconciliables, il faut appliquer sur les lieux celui de 1873, qui est commun et contradictoire, plutôt que celui de 1880, qui a été délivré aux Ben Delmi en l'absence et sans l'assentiment des héritiers Sarfati ;

Attendu que ces prétentions ne sauraient être accueillies ; — Que le jugement du 5 novembre 1873 a eu pour résultat de déterminer la contenance et les limites du Bled Kraouana entre les propriétaires indivis, mais seulement par souche ; — Que les opérations du commissaire enquêteur ont eu pour

conséquence de constater le droit individuel de chaque propriétaire et de déterminer avec précision l'étendue de ce droit ; — Que, de plus, le titre nouveau emportait la purge de tous droits occultes antérieurs et devenait un instrument précieux pour faciliter la vente ou l'échange des droits qu'il consacrait et précisait ; — Qu'ainsi les Ben Delmi avaient un intérêt multiple et saisissable à ne pas se contenter du jugement du 5 novembre 1873 et à lui préférer le titre nouveau plus précis, plus utile, plus personnel et moins contestable ; — Qu'on ne saurait leur reprocher d'avoir usé, en recueillant ces avantages, d'une faculté concédée par la loi ; que ces avantages leur sont acquis dans toute leur étendue telle qu'elle est déterminée par les articles 3 et 17 de la loi ; — Que, par suite, leur titre et le plan dont il est assorti doivent être appliqués à l'exclusion de tous autres, sans avoir à se préoccuper des droits réels antérieurs, qui ont disparu, faute d'avoir été conservés dans les délais impartis et selon les formes prescrites par la loi du 26 juillet 1873 ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement rendu par le tribunal civil de Mostaganem le 6 mars 1884.

MM. PUECH, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* ; DOUDART DE LA GRÉE et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

18 octobre 1887

Dernier ressort, justice de paix de Bouïra, décret du 13 septembre 1879, décret du 10 septembre 1886, appel, recevabilité.

Le décret du 10 septembre 1886, sur la justice musulmane, étant exécutoire dans tout le territoire de l'Algérie, à l'exception seulement des ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, qui restent provisoirement soumis au décret du 29 août 1874, est applicable à la justice de paix de Bouïra, qui ressortit au tribunal d'Alger (art. 72 et 74) ;

En conséquence, le juge de paix de Bouïra connaît en dernier ressort, aux termes de l'art 26 de ce décret, des actions mobilières dont la valeur n'excède pas 500 francs de principal (1).

(1) Plusieurs arrêts avaient déjà résolu dans le même sens la question de compétence en dernier ressort du juge de paix de Bouïra, mais la décision que nous rapportons est la première qui tranche aussi nettement la

(Hamou ou Laïd c. Rabah ben Yaya)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Hamou ou Laïd a interjeté appel d'un jugement du juge de paix de Bouïra, en date du 2 juin 1887;

Attendu que l'intimé conclut à l'irrecevabilité de l'appel, par le motif que la demande, personnelle et mobilière, est d'une somme inférieure à 500 francs;

---

question d'applicabilité du décret du 10 septembre 1886 à cette justice de paix. Cette solution, conforme au texte du décret, est certainement contraire à son esprit, et elle entraîne des conséquences qui méritent d'être signalées.

Avant le décret de 1886, l'organisation de la justice musulmane en Algérie était soumise, suivant les régions, à quatre législations distinctes : 1° Dans le Tell, au décret du 13 décembre 1866; 2° en dehors du Tell (région saharienne), au décret du 8 janvier 1870; 3° dans les ressorts des deux tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou, au décret du 29 août 1874; 4° enfin, pour la justice de paix de Bouïra, à un régime résultant du décret du 25 mars 1879, et étendu depuis à quelques autres cantons de la région kabyle, Aïn-Bessem, Mansourah, Palestro. Ces divers régimes avaient chacun leur caractère particulier. Dans les arrondissements de Bougie et de Tizi-Ouzou (D. 29 août 1874) et dans les justices de paix créées sur le modèle de celle de Bouïra (D. 25 mars 1879), le juge français avait remplacé les juges indigènes (djemaâs ou cadis); tandis que, dans les territoires soumis au décret de 1866, les cadis avaient été maintenus comme juges de toutes les contestations entre indigènes musulmans.

En réorganisant la justice musulmane sur de nouvelles bases, les promoteurs du décret du 10 septembre 1886 avaient exclusivement en vue la réforme du régime résultant du décret de 1866; leur intention manifeste était de ne rien innover pour les territoires de l'Algérie soumis à une organisation différente. C'est qu'en effet, sauf la partie hors Tell, la région kabyle, avait déjà vu s'accomplir chez elle une réforme plus hardie et plus complète. L'objet principal du nouveau décret était la restriction des pouvoirs judiciaires des cadis au profit des juges de paix; or, dans les arrondissements de Bougie et de Tizi-Ouzou, et dans les cantons judiciaires de Bouïra et assimilés, ces derniers magistrats avaient été, depuis déjà longtemps, substitués aux juges musulmans dans les contestations entre indigènes.

Le rapport qui précède le décret de 1886 ne peut laisser aucun doute sur cette intention de respecter l'organisation de la justice musulmane en pays kabyle. On a voulu seulement étendre au reste de l'Algérie, dans une certaine mesure et à titre d'essai en attendant l'assimilation complète, le système déjà en vigueur en Kabylie.

Néanmoins, il n'est pas moins certain que cette pensée est contredite par le texte, et que l'art. 72 commande la solution donnée par la Cour. Mais alors, si le décret de 1886 s'applique aux justices de paix de Bouïra et assimilées, il doit s'y appliquer dans toutes ses dispositions; il faut donc y rétablir des cadis-juges et leur rendre la connaissance des contestations entre indigènes relatives au statut personnel et aux successions (art. 7).

Attendu que l'appelant soutient que, par le décret du 13 décembre 1879, la compétence en dernier ressort des juges de paix de la Kabylie a été ramenée à 200 francs de principal; que la justice de paix de Bouïra, quoique non située dans les arrondissements judiciaires de Tizi-Ouzou et de Bougie, doit néanmoins être assimilée aux justices de paix de ces arrondissements, tout au moins en ce qui concerne les tribus kabyles du territoire de ces justices de paix, et que la compétence en dernier ressort des juges de paix de cette localité doit être également réduite à 200 francs;

Mais attendu que le décret du 10 septembre 1886, sur la justice musulmane, est exécutoire dans tout le territoire de l'Algérie, à l'exception des ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, qui restent provisoirement soumis au décret du 29 août 1874; — Attendu que l'art. 74 du décret du 10 septembre 1883 abroge généralement toutes les dispositions législatives et réglementaires contraires à sa prescription; que, la justice de paix de Bouïra, ressortissant au tribunal d'Alger, le décret du 10 septembre 1886 y est applicable; — Attendu qu'aux termes de l'art. 26 de ce décret, les juges de paix connaissent, en dernier ressort, des actions mobilières dont la valeur n'excède pas 500 francs de principal;

Par ces motifs : — Déclare l'appel irrecevable.

MM. LEFÉBURE, *ff. prés.*; LECLERC, *rap.*; MARSAN, *av. gén.*; CHARPENTIER et BALLESTEROS, *av.*

Du même jour, même arrêt de la même Chambre dans une affaire Kaci ben Messaoud c. Hadj El Haoussin bel Hassen. — MMes Vandier et Tacconis, *av.*

C'est un pas en arrière, qu'on n'a pas osé faire jusqu'à présent. Cette conséquence montre assez la nécessité de modifier au plus vite l'art. 72 du nouveau décret.

Nous devons ajouter, en ce qui concerne le taux de la compétence en dernier ressort, qu'il y a un certain danger à maintenir ce taux au chiffre de 500 francs. Les juges de paix sont ainsi souverains dans la plupart des cas, et l'expérience a démontré qu'il était dangereux de restreindre à ce point le droit d'appel. D'ailleurs, l'épreuve en avait déjà été faite. Le décret du 29 août 1874 avait fixé à 500 francs le taux de la compétence en dernier ressort des juges de paix statuant entre Kabyles. Mais le décret du 13 décembre 1879, précédé d'un rapport très remarquable, a dû, par des motifs d'intérêt général, ramener ce taux à 200 francs dans les affaires personnelles et mobilières. C'est là encore un point sur lequel le décret du 10 septembre 1886 pourrait être utilement modifié.

L. C.

TRIBUNAL MIXTE DE TUNIS

—

25 juin 1887

—

Immatriculation, Tunisie, propriété, décision antérieure rendue par le tribunal de droit commun, chose jugée, compétence.

—

N'est pas susceptible d'être immatriculé au nom du revendiquant l'immeuble dont la propriété est attribuée à un tiers par un jugement non résolu du tribunal indigène du Chaara (1).

(M.... c. domaine de l'État)

Par deux actes passés devant des notaires tunisiens, le 17 novembre 1885, le sieur M., Européen, a pris à enzel un domaine appartenant à l'administration des habous. La désignation des limites, telle qu'elle est faite dans ces actes, permettait de supposer que le domaine comprenait deux parties appelées, l'une, enchir Semenja, l'autre, enchir Kodeïat. M. a,

---

(1) Dans les circonstances de la cause, la décision du tribunal mixte ne pouvait être douteuse.

Pour obtenir l'immatriculation d'un immeuble, la condition élémentaire imposée au requérant est de prouver qu'il est propriétaire. Dans l'espèce, cette justification était loin d'être faite, puisque M. produisait un titre dont les termes ambigus donnaient lieu à interprétation, et avaient en fait été interprétés par le pouvoir judiciaire compétent dans un sens contraire à ses prétentions.

La demande d'immatriculation pouvait-elle être un moyen de faire tomber le jugement du Chaara? Évidemment non. Les jugements des tribunaux indigènes ont, en Tunisie, force de chose jugée, même contre les étrangers, dans toutes les matières où les traités ne donnent pas compétence aux tribunaux français. Les affaires immobilières sont de ce nombre, lorsque le différend n'est pas né entre deux Européens.

Autre chose est de savoir si les jugements des tribunaux musulmans sont devenus définitifs, ou s'ils sont exécutoires contre un étranger. La première question soulève uniquement une difficulté de procédure qui ne peut être tranchée que par la justice musulmane. La seconde question est du ressort du droit international. Ce n'est pas ici le lieu de l'examiner.

Le tribunal civil considère qu'avant de revêtir de la formule exécutoire un jugement indigène rendu contre un Européen, il ne doit pas se borner à examiner la forme extrinsèque de la procédure; qu'il doit également revoir la question de fond et la juger de nouveau en y appliquant les principes du droit musulman (jug. du 2 février 1887, *Revue algérienne*, *suprà*, p. 169).

toutefois, trouvé l'enchir Kodeïat occupé par des indigènes qui le tenaient, aussi à titre d'enzel, du domaine de l'État. Il a intenté contre les occupants une action possessoire tendant à les expulser du terrain qu'il prétendait usurpé. Mais le domaine de l'État, prenant fait de cause pour les enzelistes, a assigné M. devant le tribunal tunisien du Chaara, afin de faire trancher la question de propriété.

Par jugement du 25 février 1886, le tribunal du Chaara a déclaré que l'État était réellement propriétaire de l'enchir Kodeïat. Ce jugement a été notifié à M. par exploit du 9 août 1886, portant assignation devant le tribunal civil de Tunis, pour voir dire que le jugement rendu par le tribunal du Chaara aurait force exécutoire comme s'il émanait d'un tribunal français.

L'affaire étant pendante devant le tribunal civil, M. a demandé, à la date du 22 octobre 1886, l'immatriculation du domaine, dans les limites indiquées par son titre, c'est-à-dire en y comprenant l'enchir Kodeïat.

L'administration des domaines a fait opposition à la demande d'immatriculation en tant qu'elle englobait cette dernière partie. Elle a fait valoir que l'État, par lui-même ou par ses ayants cause, était en possession de la partie contestée de l'immeuble; que cette possession reposait sur un titre qui constatait le droit de l'État à la propriété du fonds, et qui avait été consacré par le jugement du Chaara du 25 février 1886.

La question est aujourd'hui pendante devant la Cour d'Alger. Elle offrait un intérêt majeur lorsque la Tunisie était, vis-à-vis de la France, un pays étranger et n'avait, pour seconder efficacement ses nationaux, d'autre ressource que les tribunaux consulaires. Elle perd chaque jour de son importance, à mesure que l'action du protectorat prend plus d'extension, et que les tribunaux français se substituent, dans un plus grand nombre de cas, aux juges indigènes.

Quoiqu'il en soit, la question d'exécution, si elle pouvait être soulevée dans l'espèce, était pendante devant le tribunal civil avant le dépôt de la demande d'immatriculation. Il n'appartenait pas au réquérant de l'évoquer devant le tribunal mixte, l'une des parties n'étant pas libre d'imposer à son adversaire, sans le consentement de celui-ci, un changement de juridiction. C'est l'application pure et simple de l'art. 35 de la loi du 1er juillet 1885.

Mais il y a plus : la question d'exécution, dans l'espèce, ne se posait même pas, et il est difficile d'expliquer pour quel motif l'exploit du 9 août 1886 ne se borne pas à une simple signification. Pour demander l'exécution d'un jugement, encore faut-il qu'il y ait matière à exécuter. Or, le domaine de l'État est en possession de l'enchir Kodeïat; il obtient, du tribunal compétent, un jugement qui le maintient en possession tout en consacrant son droit de propriété. Il n'a donc à prendre contre qui que ce soit aucune mesure d'exécution.

En réalité, la demande du requérant tendait à faire du tribunal mixte un tribunal d'appel. Cette prétention ne pouvait être admise.

Devant le tribunal mixte, M. a soutenu qu'à raison de sa nationalité, la décision du tribunal indigène ne lui était pas opposable tant qu'elle n'avait pas été rendue exécutoire par le tribunal civil ; qu'il avait les moyens de faire réformer cette décision, le tribunal civil étant en droit de la réviser tant en la forme qu'au fond.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le domaine de l'État se prétend propriétaire d'une partie du terrain dont l'immatriculation est demandée par M., partie comprise entre les bornes 7, 8, 9, 1, 2, 3; — Attendu qu'à l'appui de sa prétention, il produit, entre autres pièces, un jugement du Chaara en date du 25 février 1886, par lequel le litige aujourd'hui soulevé a été jugé et tranché en faveur du domaine de l'État contre M. ;

Attendu que l'existence de ce jugement est un obstacle absolu à l'immatriculation, au nom de M., de la portion du terrain dont il s'agit ; — Qu'il résulte manifestement de l'art. 35 de la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885) (1) que le tribunal mixte, tribunal d'exception, doit se conformer aux décisions rendues par les tribunaux de droit commun, sur les questions de propriété litigieuses entre les parties;

Attendu que M. prétend, il est vrai, que ce jugement n'est pas définitif et qu'il lui est possible de le faire annuler; — Attendu qu'il lui appartient d'user, à cette fin, de toutes les voies de recours que lui donne la loi, et que, s'il obtient l'annulation du jugement, il pourra, sans aucun doute, renouveler sa demande devant le tribunal mixte; mais qu'en l'état, elle ne saurait être accueillie quant à la partie attribuée par le jugement au domaine;

Par ces motifs : — En ce qui concerne la partie du terrain comprise entre les bornes 7, 8, 9, 1, 2, 3, dit n'y avoir lieu, en l'état, d'accueillir la demande d'immatriculation;

En ce qui concerne la partie comprise entre les bornes 3, 4, 5, 6, 7, admet la demande d'immatriculation.

M. FERMÉ, *prés.*

---

(1) *Revue algérienne*, 1885. 3. 145.

COUR D'ALGER (1re Ch.)

4 juin 1884

Appel, subrogé tuteur, qualité

Le subrogé tuteur n'a pas, en principe, qualité pour interjeter appel d'un jugement rendu contre le mineur;

En admettant même à la rigueur qu'on reconnaisse exceptionnellement ce droit au subrogé tuteur en cas d'absence ou d'empêchement du tuteur et pour éviter au mineur la déchéance, on ne saurait en conclure qu'il a qualité pour suivre l'appel sans avoir tout au moins consulté le conseil de famille et avoir fait des diligences soit pour obliger le tuteur à suivre lui-même l'instance, soit pour le faire remplacer (1).

(De Kervadrès c. Witkowski, syndic Escalé)

MM. SAUTAYRA, *prem. prés.;* GARIEL, *av. gén.;* GARAU et CHÉRONNET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

16 février 1887

Command (déclaration de), copropriété, partage partiel, hypothèque, inscription, transcription.

L'acquisition d'un immeuble, avec déclaration de command jusqu'à concurrence de sommes dont les acquéreurs sont débiteurs envers des tiers, a pour résultat d'établir une communauté d'intérêts entre les acquéreurs et les tiers créanciers, bénéficiaires de la déclaration de command, de sorte que le remboursement ultérieur de quelques-uns de ces derniers constitue un partage partiel, mettant fin à l'indivision en ce qui les concerne;

Dans ces circonstances, la régularité de la déclaration de command ne peut, pour la première fois, être mise en question devant la Cour de cassation.

---

(1) Cpr. Alger, 30 décembre 1886, et la note *(suprà,* p. 122).

L'hypothèque judiciaire, obtenue postérieurement à l'aliénation d'un immeuble du débiteur, grève cet immeuble, par cela seul qu'elle a été inscrite avant la transcription de l'aliénation (1).

(Seyman frères, c. Jourdan, Guasco et autres)

Des frères et sœurs étaient appelés à recueillir la succession de leur père, Jacob Seyman, israélite indigène, décédé en 1854. D'après la loi mosaïque, sous l'empire de laquelle la succession s'était ouverte, les filles, Zora et Ameida, n'avaient droit qu'à des dons en argent : elles étaient donc seulement, à ce titre, créancières de leurs frères, et non dans l'indivision avec eux, relativement à la succession. Cela ne fut guère contesté. Mais, en 1859, l'un des frères, Abraham Seyman, fit l'acquisition d'un immeuble avec déclaration de command au profit de ses frères, et en même temps au profit de ses sœurs, pour les sommes à elles dues à titre de dot; de là une communauté d'intérêts, qui prit fin ultérieurement à l'égard des sœurs Seyman par le remboursement de ce qui leur était dû, en vertu d'un arrêt de la Cour d'Alger du 29 juin 1870. — Quel était le caractère de cette dernière opération? La question fut soulevée par des créanciers investis d'une hypothèque judiciaire, en 1867, du chef de Zora : ils entendaient faire valoir leur hypothèque dans un ordre ouvert, en 1878, sur le prix de vente de l'immeuble qui avait fait l'objet de la déclaration de command, cela en raison de la part de propriété de leur débitrice dans cet immeuble.

La prétention des créanciers hypothécaires devait être nécessairement repoussée si on reconnaissait au remboursement effectué en 1870 le caractère d'un paiement pur et simple, excluant toute idée d'un droit de copropriété ayant appartenu à Zora Seyman sur l'immeuble acquis par ses frères. Tel fut le point de vue admis par le tribunal de Constantine, le 28 février 1880, et, par la Cour d'Alger, le 4 janvier 1881.

Sur le pourvoi des créanciers, la Chambre civile de la Cour de cassation se prononça en sens contraire, le 29 avril 1884 (2). La Cour suprême établissait les points suivants : l'acquisition avec déclaration de command a créé une indivi-

---

(1) V. en ce sens : Aubry et Rau, t. II, § 209, note 80; Demangeat, sur Bravard, *Tr. de dr. com.*, t. V, p. 296 et suiv.; Beudant, note sur Cass., 26 juillet 1878 (D. P. 78. 1. 49); Nancy, 25 décembre 1879 (D. P. 80. 2. 119).— *Contrà* : Mourlon, *Transcription*, t. II, n° 490; Binet, *Rev. crit.*, 1877, p. 439 et suiv.; Nancy, 15 juin 1876 (D. P. 78. 2. 129).

(2) Sir. 1884. 1. 209.

sion entre les frères et sœurs Seyman; 2° par suite, l'arrêt de 1870 a opéré un partage partiel; 3° ce partage, qui n'a pas fait cesser complètement l'indivision entre tous les ayants droit, a été translatif et non déclaratif de propriété; il devait donc être transcrit; 4° en conséquence, les créanciers de Zora Seyman, dont l'hypothèque judiciaire a été inscrite dès l'année 1877, avant la transcription effectuée en 1878, peuvent se présenter à l'ordre ouvert sur le prix de l'immeuble : le partage intervenu ne leur est pas opposable.

Par un arrêt du 29 avril 1885, la Cour d'Aix, devant laquelle l'affaire avait été renvoyée, statua dans le sens indiqué par la Cour suprême et donna gain de cause aux créanciers.

POURVOI EN CASSATION des frères Seyman.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen du pourvoi, tiré de la violation des art. 1350 et suivants du Code civil, ainsi que des principes en matière de chose jugée, des règles et des principes en matière de droit israélite, violation de l'art. 707 du Code de procédure civile, de l'art. 68 de la loi du 22 frimaire an VII et des principes en matière de déclaration de command, en ce que l'arrêt d'Aix, au mépris d'un arrêt antérieur déniant absolument la qualité d'héritiers à des filles d'Israélites, pour une succession ouverte sous l'empire de la loi mosaïque, a proclamé le droit de copropriété de ces personnes sur ces biens, et notamment sur un immeuble, alors que, d'autre part, il n'y avait pas eu acceptation, de la part des filles, de la déclaration de command intervenue lors de l'achat de l'immeuble :

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que, s'il a été jugé définitivement par la Cour d'Alger, le 29 juin 1870, que les sœurs Seyman étaient exclues par la loi mosaïque des successions paternelle et maternelle, et n'avaient droit qu'à des dots, il a été également reconnu, par ce même arrêt, qu'elles ont été associées par leurs frères à une communauté ou société de fait; qu'elles se sont trouvées ainsi copropriétaires d'une masse commune dont faisait spécialement partie l'immeuble sis à Constantine, connu sous le nom d'Hôtel de l'Univers, acquis par Abraham Seyman, tant pour son compte que pour celui de ses frères, de sa mère et de ses sœurs, d'après la déclaration de command du 16 mai 1859; que, dès lors, en reconnaissant un droit de copropriété sur cet immeuble en faveur de la dame Lévy, née Seyman, la Cour d'Aix n'a violé ni les règles concernant l'autorité de la chose jugée, ni les dispositions invoquées du droit israélite;

Attendu, d'un autre côté, que la régularité de la déclaration de command n'a jamais été contestée depuis le commencement de ces longs débats et spécialement devant la Cour d'Aix; que cette régularité ne peut, pour la première fois, être mise en question devant la Cour de cassation, les constatations en fait nécessaires pour l'apprécier manquant d'ailleurs complètement;

Sur le deuxième moyen, tiré de la violation et fausse application de l'art. 883 du Code civil, de l'art. 3 de la loi du 23 mai 1855, ainsi que des principes en matière de transcription, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que des créanciers qui n'avaient pris hypothèque qu'après la transcription d'un arrêt assujetti à cette formalité, et qui, par suite, n'étaient que des créanciers chirographaires, pouvaient opposer le défaut de transcription;

Attendu qu'en rapprochant la formule de ce moyen des explications et développements qui suivent dans le mémoire ampliatif, il en résulte que les demandeurs en cassation prétendent que l'arrêt de la Cour d'Alger de 1870, en supposant qu'il dût être transcrit, serait antérieur aux jugements qui ont déclaré créanciers les défendeurs éventuels, en 1875 et 1876, et aux inscriptions prises en vertu de ces jugements, en 1877, et que, dans ces circonstances, ces créanciers ne sauraient se prévaloir de la tardivité de cette transcription, opérée seulement en 1878;

Attendu que, si la cession de biens immeubles opère entre les parties contractantes une translation de propriété immédiate, il n'en est pas de même à l'égard des tiers; que vis-à-vis d'eux, aux termes des art. 1, 2, 3 et 6 de la loi du 23 mars 1855, le bien vendu est censé continuer à faire partie du patrimoine du vendeur jusqu'à la transcription de l'acte constatant cette mutation; que sous la dénomination des tiers, au point de vue de la dite loi, on doit comprendre les créanciers hypothécaires qui, avant la transcription, ont acquis des droits sur les dits immeubles et les ont rendus publics sur les registres de la conservation des hypothèques; qu'en effet, cette loi, pour obvier aux inconvénients de toute sorte que présentait la clandestinité des mutations relatives à la propriété immobilière et à ses démembrements, a organisé un système de publicité suivant lequel la date des inscriptions et des transcriptions est devenue, en principe, l'unique cause de priorité dans le conflit des divers droits qui, portant sur un immeuble, peuvent se trouver aux prises les uns avec les autres;

Attendu qu'en conséquence, la cession constatée par l'arrêt de 1870 n'ayant été transcrite qu'en 1878, les défendeurs éven-

tuels, créanciers hypothécaires inscrits sur l'immeuble à ce moment, étaient recevables à exciper de la tardivité de cette transcription, et que l'arrêt attaqué, en ne les repoussant pas par une fin de non recevoir, n'a nullement violé les articles de loi susvisé;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BÉDARRIDES, *prés.;* FÉRAUD-GIRAUD, *rap.;* PETITON, *av. gén.;* LEFORT, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

28 décembre 1885

Vente, prix, paiement partiel, gérant d'affaires, résolution, action en répétition. — Arrêt, qualités, règlement, vacances judiciaires.

Lorsque la résolution d'un contrat de vente est prononcée, le paiement partiel du prix, effectué par un tiers, gérant d'affaires de l'acheteur, constitue un paiement indû directement restituable à ce tiers, bien que celui-ci ne se soit pas présenté au vendeur comme gérant d'affaires de l'acheteur (1).

---

(1) Il semble résulter des termes de cet arrêt que le payement partiel d'un prix de vente peut être répété comme payement indû, lorsque la résolution de la vente vient à être prononcée. Peut-être est-il plus exact de dire que, dans ce cas, l'action en répétition est plutôt fondée sur un payement fait en vertu d'une cause qui a cessé d'exister *(condictio sine causa)*, que sur un paiement indû *(condictio indebiti)*. Au surplus, la *condictio indebiti* n'est qu'une variété de la *condictio sine causa*, et il ne paraît pas que, dans l'espèce, il y ait eu contestation sur le caractère de l'action dont le vendeur était tenu.

Voici quelle était la difficulté : Un tiers vient payer à un vendeur une partie du prix de la vente consentie; en fait, ce tiers est gérant d'affaires de l'acheteur, mais il ne se fait pas connaître en cette qualité au vendeur, qui reçoit le payement partiel comme venant de l'acheteur lui-même; plus tard, la résolution de la vente est prononcée : Comment le gérant d'affaires obtiendra-t-il son remboursement? Peut-il exercer, à son choix, soit une action en répétition directe contre le vendeur, soit une action de gestion d'affaires contre l'acheteur, ou bien n'a-t-il que l'une ou l'autre de ces deux actions? La première a particulièrement l'avantage de le protéger contre l'insolvabilité de l'acheteur, tandis que l'avantage de la seconde, c'est de le mettre à l'abri de l'insolvabilité du vendeur. L'arrêt a reconnu au gérant d'affaires un droit d'action directe contre le vendeur, lui permettant d'éviter le concours des créanciers de l'acheteur tombé en faillite. Il nous semble que l'exactitude de cette solution peut être contestée.

En cas d'absence constatée de tous les magistrats qui ont pris part à un arrêt, le plus ancien des conseillers faisant partie de la Chambre des vacations peut, pendant les vacances judiciaires, procéder au règlement des qualités, sans qu'il soit fait mention de l'empêchement du président de la dite Chambre, cet empêchement devant être légalement présumé (1).

Plaçons-nous d'abord sur le terrain de la gestion d'affaires; nous verrons ensuite si les règles en sont applicables à notre hypothèse :

Nous admettons bien que, dans notre droit, à la différence de ce qui avait lieu en droit romain, lorsqu'une restitution est due pour une cause quelconque à un gérant d'affaires par le tiers avec lequel il a traité, le gérant a le choix de répéter directement contre le tiers ou de se faire indemniser par le *dominus negotii.* (Demolombe, *Traité des contrats*, VIII, nos 245-250; Larombière, *Obligations*, édit. de 1885, VII, art. 1377, nos 2 et 3; Poncet, note, D. P., 86, 1, 433). Mais, à notre avis, l'exercice d'une action du gérant contre le tiers suppose qu'il lui a fait connaître sa qualité de gérant; s'il s'est présenté comme agissant uniquement au nom et pour le compte du maître, aucun lien de droit n'a pu s'établir entre lui et le tiers qui n'a pas eu l'intention de pouvoir être jamais son débiteur d'une restitution éventuelle. M. Labbé (note sur Cass., 1er juillet 1885, J. P. 85. 1009) a nettement mis en relief cette idée bien simple qu'en soi, la gestion d'affaires ne crée de relations juridiques qu'entre le gérant et le géré. Le maître n'acquiert aucun droit contre les tiers, lorsque le gérant n'a pas parlé au nom du maître. De même aussi, le gérant lui-même n'acquiert aucun droit contre les tiers, lorsqu'il n'a pas parlé en son propre nom, mais seulement au nom du maître; les tiers ne peuvent être obligés envers lui sans y avoir consenti. Or, dans notre hypothèse, il était entendu entre le vendeur et le gérant d'affaires de l'acheteur que les à-compte payés sur le prix de vente étaient fournis par l'acheteur; donc, l'action en répétition éventuelle des versements ainsi opérés ne pouvait naître qu'au profit de l'acheteur.

L'arrêt, envisageant autrement la situation, déclare que la résolution de la vente a fait disparaître rétroactivement toute cause de payement, toute gestion d'affaires; il ne reste plus qu'un payement fait sans cause, et l'action en répétition appartient à celui qui a fourni les deniers. — A notre avis, la Cour suprême attribue ici à la résolution de la vente un effet qu'elle ne comporte pas. Le quasi-contrat de gestion d'affaires s'est formé irrévocablement, à l'occasion et non comme conséquence de la vente, par un acte de gestion utile *ab initio;* il subsiste donc, quoiqu'une circonstance imprévue (la résolution de la vente) ait fait cesser l'avantage qui devait en résulter. — V. Aubry et Rau, IV, p. 725 et les autorités citées.

Mais nous invoquons un principe dont l'application ne se restreint pas à la gestion d'affaires. Tout se réduit à un payement fait sans cause. Soit! L'action en répétition appartient-elle au tiers qui a fourni les deniers? Oui, s'il a déclaré payer en son nom pour le compte d'autrui; non, si, comme nous le supposons, il s'est présenté comme payant avec les deniers et pour

(1) En ce sens, Cass., 24 août 1881, 16 novembre 1881 (D. P. 82. 1. 219).

(Faillite de la Cie des Cotons algériens c. époux Weyer)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu que si, aux termes de l'art. 145 C. pr. civ., les qualités d'un jugement ou d'un arrêt ne peuvent, à peine de nullité de ce jugement ou de cet arrêt, être réglées que par un magistrat qui, en outre de la condition d'avoir présidé ou d'être le plus ancien suivant l'ordre du tableau, a assisté à toutes les audiences et concouru à la décision, ce principe reçoit une dérogation nécessaire lorsque son application devient matériellement ou légalement impossible; — Attendu que, pendant les vacances des tribunaux, en l'absence dûment constatée de tous les magistrats ayant concouru à une décision judiciaire, les membres de la Chambre des vacations peuvent, vu le caractère d'urgence que présente le règlement des qualités, y procéder en vertu de la plénitude de juridiction dont ils sont investis ; — Qu'ainsi M. Lauth, qui était le plus ancien des conseillers de la Cour d'appel d'Alger, faisant partie de la Chambre des vacations le 2 septembre 1882, a pu valablement, en l'absence, constatée dans le règlement des qualités de l'arrêt attaqué, de tous les magistrats qui avaient pris part à l'arrêt, et à raison de l'empêchement du président de la Chambre des vacations, empêchement qui, quoique non exprimé, doit être légalement présumé, procéder au dit règlement, à la date susindiquée, sans qu'il ait été ainsi contrevenu aux dispositions de l'art. 145 C. pr. civ ;

Sur le second moyen : — Attendu que des conclusions souveraines de l'arrêt attaqué il résulte que les époux Weyer ont, le 22 juin 1870, vendu à la compagnie des Cotons algériens leur domaine d'Ali-Gatham pour le prix de 180,000 fr. ; — Que, le 27 juillet 1871, le conseil d'administration de cette Compagnie a formellement reconnu que, à part une somme de 7,000 fr. employée à payer les droits d'enregistrement et les honoraires du notaire, elle n'avait acquitté aucune fraction

---

le compte du débiteur, car l'*accipiens* n'a pas consenti à s'obliger éventuellement envers lui. Dans ce second cas, l'équité exige que tout se passe comme si le débiteur avait payé lui-même avec des deniers fournis par le tiers. Si le débiteur tombe en faillite, il est juste que l'exercice de l'action en répétition profite à la masse de ses créanciers; le tiers n'est pas fondé à s'en attribuer le bénéfice exclusif par une prétendue action directe, attendu que, comme tout autre ayant droit dans la masse, il a uniquement compté sur le crédit du débiteur actuellement failli.

L. VINCENT.

du prix; qu'elle ne pouvait pas accomplir ses engagements, et que le conseil a chargé le directeur de chercher à obtenir la résiliation du contrat; qu'à cette même date, les époux Weyer se sont entendus avec la dame Du Mesguil pour lui vendre le domaine d'Ali-Gatham au prix de 180,000 fr., aussitôt que la résolution de la vente qu'ils avaient consentie à la compagnie aurait été prononcée; — Que les époux Weyer ont alors appris, par la déclaration de la dame Du Mesguil, qu'une somme de 52,000 fr., qu'ils avaient touchée et qu'ils croyaient avoir été versée par la compagnie, avait été, en réalité, fournie par la dite dame; — Qu'enfin, la résolution de la vente du domaine d'Al-Gatham à la compagnie a été prononcée le 9 janvier 1872, par le tribunal civil de Blidah, et que la dame Mesguil, à laquelle ce domaine avait été vendu par les époux Weyer, ayant été elle-même incapable de s'acquitter, cette seconde vente a été résiliée d'un commun accord, et que les époux Weyer, qui avaient touché en tout de la dame Du Mesguil la somme de 76,785 fr., lui ont remboursé 60,000 fr. en principal et payé 4,884 fr. 85 cent. pour les intérêts;

Attendu, en droit, que la résolution prononcée par le tribunal civil de Blidah a eu pour effet de faire considérer le contrat de vente passé entre les époux Weyer et la compagnie des Cotons algériens comme n'ayant jamais existé et d'obliger le vendeur à restituer ce qu'il avait reçu; — Attendu que, si la dame Du Mesguil, en versant aux époux Weyer la somme de 52,000 fr. à compte sur le prix dû par la compagnie, a géré l'affaire de cette dernière, la résolution de la vente, qui a fait disparaître toute cause de payement, a, en même temps, mis à néant une gestion d'affaires qui consistait à acquitter pour le compte du maître le prix d'une vente réputée aujourd'hui non avenue; — Qu'ainsi le versement fait par la dame Du Mesguil était devenu sans cause; — Que ce versement n'avait plus été qu'un payement de l'indû, et que c'était bien à la dite dame, des deniers personnels de laquelle ils l'avaient reçu et à raison même du lien de droit ainsi formé entre eux, que les époux Weyer étaient tenus de rembourser; — Que le payement qu'ils lui ont fait était conforme aux prescriptions de l'art. 1239 C. civ., et les avait libérés; qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une exacte application de la loi;

Sur le troisième moyen : ... — (Sans intérêt);

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BARBIER, *prem. prés.*; MONOD, *rap.*; CHARRINS, *av. gén.*, CORDOËN et SABATIER, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

22 novembre 1886

Billet à ordre, encaissement, mandat, protêt tardif, force majeure, responsabilité de l'officier ministériel.

Doit être considéré comme un mandataire celui qui se charge, moyennant une commission, de l'encaissement d'un billet à ordre pour le compte d'un tiers porteur (1).

L'encaisseur exécute fidèlement son mandat et n'encourt aucune responsabilité lorsqu'il présente au souscripteur l'effet à recouvrer le jour de l'échéance, et que, faute d'avoir reçu paiement, il le remet à bonne date à l'huissier pour le protêt. Par suite, aucune réclamation ne peut être élevée contre lui si, par négligence, l'huissier chargé du protêt ne remplit pas son office (2).

Lorsqu'un acte doit être exécuté à jour dit à peine de déchéance, si cet acte n'est pas accompli par la faute de l'officier ministériel qui en est chargé, la déchéance n'en est pas moins encourue, sauf recours contre l'officier ministériel.

Il appert de l'art. 32 du règlement du 30 décembre 1842, sur l'exercice de la profession de notaire en Algérie, que les notaires n'ont pas qualité pour faire des protêts faute d'acceptation ou de paiement, si ce n'est dans les cas où ces sortes d'actes ne peuvent être formalisés par des huissiers (3).

JUGEMENT

(Moutte c. Crédit Foncier et autres)

LE TRIBUNAL, — Attendu que Moutte a assigné les défendeurs en paiement de la somme de 1,011 fr. 50, montant avec frais d'un billet de 1,000 francs échu le 18 septembre dernier et protesté le 27 du même mois ; — Attendu qu'à la barre, Moutte rectifie sa demande et conclut seulement à être déchargé par le Crédit Lyonnais du susdit effet, par cette raison qu'il n'a agi que comme mandataire de cet établissement de crédit ; — Qu'il déclare abandonner ses poursuites à l'encontre des autres défendeurs, en ce qu'il appartient au Crédit Lyonnais, son mandant, de requérir contre eux ; — Attendu, en fait, que

(1 et 2) V. Paris, 4 mai 1851, D. P. 53. 5. 298.

(3) Le décret du 22 juillet 1884 autorise les greffiers de justice de paix en Algérie, exerçant les fonctions notariales conformément à la section II du décret du 18 janvier 1875, à faire les protêts faute d'acceptation ou de paiement, dans les conditions prescrites par l'art. 176 C. com.

la contestation soulevée repose sur un protêt qui n'a pas été signifié à bonne date; qu'à cet égard, il est exposé et établi par les débats que Moutte, chargé du recouvrement, a présenté l'effet au souscripteur le jour de l'échéance et qu'il l'a remis le surlendemain (le lendemain étant un dimanche) à l'huissier Mouchan pour protester du non paiement; — Attendu que l'huissier Mouchan n'a pas fait acte de protêt et qu'il a été mis en état d'arrestation le 23 septembre, ses papiers placés sous scellés du 23 au 27 septembre, et le protêt fait à cette dernière date par l'huissier Grosset-Grange, chargé de l'intérim; — Attendu que le Crédit Lyonnais entend faire retomber sur Moutte la responsabilité du protêt fait postérieurement au lendemain de l'échéance, par les deux raisons suivantes : 1° Moutte, bien que correspondant encaisseur, touche une commission de 1/8 0/0 et est débité du montant des effets à lui envoyés en compte courant et d'intérêts, valeurs trois jours après l'échéance, ce qui exclut la qualité de mandataire; 2° Moutte devait éviter l'entremise de l'huissier Mouchan, le sieur Gouin, son gendre, étant souscripteur, en remettant l'effet au notaire pour instrumenter à sa place, ce qu'il devait faire d'autant plus que des rumeurs circulaient sur le compte dudit huissier; — Attendu que, subsidiairement, le Crédit Lyonnais soutient que, si Moutte devait être exonéré de toute responsabilité, il doit en être de même pour lui en regard des endosseurs précédents contre lesquels il demande le paiement de l'effet litigieux; — Attendu que Némessio, Aboulker et Pariente, endosseurs, concluent à la déchéance; — Attendu que Gouin, souscripteur, ne se présente pas, ni personne pour lui;

En ce qui touche Moutte : — Attendu que la question à résoudre tout d'abord est celle de savoir s'il a agi en qualité de mandataire et, cela étant, s'il a commis une faute dans l'accomplissement de sa mission; — Attendu, à cet égard, qu'il est justifié que Moutte est chargé par le Crédit Lyonnais de ses recouvrements; que cette société n'a pas cessé d'être propriétaire de la valeur litigieuse non escomptée par Moutte; qu'il importe donc peu qu'un compte courant existe entre les parties, ce compte courant n'étant qu'une mesure d'ordre destinée à régler les droits et le salaire du mandataire; que l'endossement n'avait, en outre, d'autre but que de faciliter l'exécution de son mandat; — Attendu, ce principe posé, qu'il faut rechercher si Moutte a négligé les intérêts de son commettant; — Attendu qu'il est constant qu'il a présenté l'effet au souscripteur le jour de l'échéance, et que, faute de l'avoir recouvré, il l'a remis le lendemain de l'échéance à l'huissier Mouchan; — Attendu qu'ainsi il a exécuté fidèle-

ment son mandat; qu'on objecte vainement que le notaire d'Aumale aurait dû être chargé de préférence pour instrumenter, à raison d'une parenté; — Attendu que l'huissier Mouchan, alors en pleine possession de ses fonctions, avait à instrumenter contre son parent et non pour lui, ce qui rend inapplicable la disposition inscrite dans l'art. 4 du Code de procédure civile; qu'en outre, à raison des rumeurs alléguées, il n'était pas possible à Moutte de choisir le notaire, quand, en effet, il appert de l'art. 32 du règlement sur l'exercice des notaires en Algérie, du 26 janvier 1843 (1), que ceux-ci n'ont pas qualité pour faire des protêts faute d'acceptation ou de paiement, si ce n'est dans les cas où ces sortes d'actes ne peuvent être formalisés par des huissiers; — Attendu que, de ce qui précède, il ressort que la prétention soulevée contre Moutte n'est pas fondée;

En ce qui concerne les endosseurs: — Attendu que, l'arrestation de l'huissier n'ayant eu lieu qu'après le jour prescrit pour la signification du protêt, le Crédit Lyonnais ne saurait être admis à invoquer ni la force majeure, ni le fait du prince, ni un obstacle invincible; qu'il se trouve, en définitive, dans la situation d'un tiers porteur envers lequel l'officier ministériel n'a pas exécuté le mandat à lui confié; — Attendu que cette circonstance, aussi malheureuse qu'elle puisse être pour le client de l'huissier, ne constituant pas le cas de force majeure, elle demeure pour son compte, sauf recours contre l'officier ministériel;

Attendu, par suite, que l'exception de déchéance résultant de l'art. 168 du Code de commerce doit être accueillie;

En ce qui concerne Gouin : — Attendu que la demande formée ou reprise par le Crédit Lyonnais repose sur un titre incontesté;

Par ces motifs : — Donne défaut contre Gouin faute de comparaître, et, pour le profit, le condamne à payer au Crédit Lyonnais la somme de 1,011 fr. 50, montant avec frais de l'effet dont s'agit, avec intérêts de droit à partir du jour du protêt; — Déclare Moutte fondé à restituer à son crédit, à sa décharge, le billet reçu par lui à titre de mandat; — Déboute, en conséquence, le Crédit Lyonnais de ses prétentions à son égard; — Donne acte à Moutte de ce qu'il renonce à ses poursuites contre les autres défendeurs; — Déclare le Crédit Lyonnais déchu de ses droits contre Pariente, Aboulker et Némessio et le déboute de sa demande; — Condamne Gouin en tous les dépens.

MM. TACHET, *prés.;* Alfred DAIN, DARMONT et VÉROLA, *av.*

(1) Date dela transmission au directeur de l'intérieur du décret du 30 décembre 1842.

TRIBUNAL DE MOSTAGANEM

7 mai 1887

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, période provisoire, compétence. — Jugement par défaut, matière musulmane, absence de conclusions, décret du 10 septembre 1886.

Depuis la publication de l'ouverture des opérations prescrites par l'art. 10 de la loi du 26 juillet 1873 jusqu'à la publication de leur clôture et la délivrance des titres provisoires prévue par l'art. 17, la voie judiciaire est fermée à toute contestation relative aux terres enquêtées ; pendant cette période, toute contestation immobilière ne peut se régler que par la voie administrative et suivant les formes prévues par les art. 11 à 16 de cette loi ;

En conséquence, le juge de paix qui a prononcé sur une contestation introduite pendant cette période était incompétent ratione materiæ (1).

(1) Le tribunal nous paraît s'être mépris sur le rôle et la mission du commissaire enquêteur, en constituant celui-ci juge administratif. D'après la loi de 1873, le commissaire enquêteur a le rôle de conciliateur, mais il n'a pas de juridiction propre. Il ne peut qu'exprimer son opinion dans les conclusions de son procès-verbal, et c'est à l'administration supérieure ou aux tribunaux de l'ordre judiciaire à se prononcer définitivement sur ces conclusions. En tout cas, ce n'est pas une juridiction administrative, et le tribunal ne pouvait annuler pour incompétence un jugement rendu par le seul juge qui, au moment de l'introduction de l'instance (*), fût compétent pour trancher les contestations immobilières entre Musulmans.

Il ne faut pas perdre de vue qu'un temps relativement long peut s'écouler entre les publications de l'art. 10 et la délivrance des titres provisoires prévue par l'art. 17 (**), et il peut arriver que l'une des parties ait intérêt à agir rapidement au possessoire; or, si l'on adoptait la jurisprudence du tribunal de Mostaganem, il n'y aurait plus, pendant la période susdite, de juge pour ces sortes de questions, le commissaire enquêteur, nous le répétons, ne pouvant rendre de décisions ayant la force exécutoire. Il y avait

(*) La date de l'introduction de l'instance n'est pas indiquée dans le jugement; mais le tribunal semble considérer comme établi que l'instance a été introduite pendant la période dont il est parlé dans l'analyse sommaire du jugement.

(**) On nous a cité un territoire où les opérations sont commencées depuis cinq ans et où les titres provisoires ne sont pas encore délivrés.

Aux termes de l'art. 44 du décret du 10 septembre 1886, l'intimé, aussi bien que l'appelant, doit déposer des conclusions écrites et signées par un avocat ou avoué, sinon il doit être statué par défaut à son encontre (1).

(Mohammed ben Amar c. Sâada bent Ezzin, épouse de Kaddour ben Lekhal)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, l'appelant excipant de l'incompétence *ratione materiæ* du premier juge, l'appel, d'ailleurs régulier, est recevable en la forme, bien que le jugement rendu par le juge de paix de Cassaigne soit qualifié en dernier ressort;

Attendu que, l'intimée n'ayant pas déposé les conclusions prescrites, il y a lieu de statuer par défaut à son égard, conformément aux dispositions de l'art. 44 du décret du 10 septembre 1886;

Au fond: — Attendu que, suivant avis administratif émanant de la sous-préfecture de Mostaganem, les terres en litige, sises douar-commune de Chouachi (commune mixte de Cassaigne),

---

donc, tout au plus, dans l'espèce, lieu de surseoir jusqu'au moment où le commissaire enquêteur aurait terminé son travail, pour rendre alors un jugement sur le vu des conclusions du procès-verbal, si les parties ne s'étaient pas mises d'accord.

(1) Le tribunal de Mostaganem, contrairement à l'usage suivi devant la Cour d'Alger, statue par défaut contre l'intimé qui, bien que comparaissant, ne dépose pas les conclusions exigées par l'art. 44 du décret du 10 septembre 1886. Le système adopté par la Cour nous paraît bien plus conforme à l'esprit du décret. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'art. 43 s'exprime ainsi : « Le greffier prévient l'appelant qu'il *doit* déposer des conclusions et l'intimé qu'il *peut* y répondre dans la même forme. » Il y a donc obligation pour l'appelant, mais simplement convenance pour l'intimé. La rédaction de l'art. 44 est fâcheuse et paraît, à première vue, contraire à cette manière de procéder. Mais, pour ne pas mettre cet article en contradiction avec celui qui le précède immédiatement, il faut l'interpréter ainsi qu'il suit : « Si l'une des parties ne comparaît pas, ou si, comparaissant, l'appelant ne dépose pas, etc. ». Cette manière d'interpréter l'art. 44 concilie tout et ne permet plus à aucune partie de remettre en question un procès qui sera ainsi définitivement jugé ; de cette façon, l'on n'oblige point l'intimé à recourir au ministère d'un avocat ou d'un avoué. Conf. Leclerc, *Le décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane (Revue algérienne,* 1886. 1. 196) ; Yvernès, *De l'appel en matière musulmane.*

C. A. L.

font actuellement l'objet des opérations d'application de la loi du 26 juillet 1873 sur la propriété en Algérie, et que les publications des titres provisoires prescrites par l'art. 17 de cette loi n'ont pas encore été faites ; — Attendu qu'à partir de la publication de l'ouverture des opérations prévues par l'art. 10 jusqu'à la publication de leur clôture et de la délivrance des titres provisoires prévue par l'art. 17, toute contestation relative aux terres enquêtées ne peut être régulièrement faite que suivant les formes administratives prévues par les art. 11, 12, 13, 14, 15 et 16 de la loi ; — Attendu que, pendant toute cette période, la voie judiciaire est fermée à toute contestation relative aux terres enquêtées, dans l'intérêt même des contestants, auxquels est seule ouverte et à moins de frais la voie administrative telle qu'elle est réglementée par les articles susvisés, lesquels prévoient et permettent, sans procès inutile, toute rectification reconnue juste ; — Attendu que ce n'est qu'à partir des publications prescrites par l'art. 17 que court le délai de trois mois imparti par l'art. 18 pour porter devant les tribunaux français de l'ordre judiciaire les contestations immobilières relatives aux terres enquêtées ; — Attendu, en conséquence, que, depuis la publication de l'ordonnance du commissaire enquêteur annonçant l'ouverture des opérations, le territoire Chouachi échappait à la juridiction musulmane et que le juge de paix, saisi comme juge en matière musulmane, en vertu du décret du 10 septembre 1886, était incompétent *ratione materiæ* pour connaître de l'action immobilière objet de litige ; — Attendu que c'est l'intimée qui, demanderesse en première instance, a à tort intenté l'action devant une juridiction incompétente et qu'elle doit supporter seule tous les dépens occasionnés par son erreur ;

Attendu que par cette action irrégulièrement intentée l'appelant a, de son côté, souffert un préjudice réel dont juste réparation est due et pour l'estimation duquel le tribunal possède d'ailleurs des éléments suffisants d'appréciation ;

Par ces motifs : — Statuant par défaut à l'égard de l'intimée, — Reçoit l'appel en la forme ; — Au fond,.... Dit que le premier juge était incompétent *ratione materiæ* ; — Infirme etc.

MM. DUBLAIX, *prés.-rap.* ; DEBRACH, *subst.* ; COLONIEU, *av.*

JUSTICE DE PAIX D'ALGER (Canton Sud)

—

6 août 1887

—

Responsabilité, directeur de théâtre, bal public, vestiaire, dépôt nécessaire, ouvreuses, perte des objets déposés, preuve.

Un vestiaire est le complément indispensable d'un bal public, surtout d'un bal paré et masqué, et le dépôt qui y est fait de vêtements destinés à garantir contre les intempéries de la saison constitue un dépôt nécessaire, régi l'article 1952 C. civ., dont les dispositions ne sont pas limitatives (1);

En conséquence, le directeur d'un théâtre qui, en vertu de l'autorisation qu'il tient de son cahier des charges, y donne, à son bénéfice exclusif, un bal de ce genre, est responsable vis-à-vis du public, aux termes des art. 1382 et 1383 C. civ., des conditions d'insécurité dans lesquelles le vestiaire est établi et du dommage résultant de la perte des objets qui y ont été déposés (2).

Les ouvreuses d'un théâtre sont, au regard du public, les préposées du directeur, comme le sont les commis et employés en général;

Par suite, si la perte des objets déposés au vestiaire confié à la garde des ouvreuses provient du fait de celles-ci, le directeur encourt la responsabilité prévue par l'art. 1384 du même Code, sauf son recours contre ses préposées;

(1 et 2) Sur la question de savoir si les dispositions des art. 1952 et suiv. C. civ. sont simplement énonciatives, ou, au contraire, limitatives, il a a été jugé, dans le premier sens, que le propriétaire d'un établissement de bains publics est responsable, comme dépositaire nécessaire, des vols commis au préjudice des baigneurs, spécialement du vol d'objets précieux remis à une personne particulièrement chargée d'en recevoir le dépôt et de délivrer en échange un ticket numéroté : trib. civ. de Rouen, 21 mars 1883, D. P. 84. 3. 8. Conf. Aix, 20 juin 1867, D. P. 67. 5. 332; Merlin, *Quest. de droit*, v° *Dépôt nécessaire;* Troplong, sur l'art. 1953 ; Sourdat, *Tr. gén. de la resp.*, 3e éd., II, n° 939. — Jugé, au contraire, que ces dispositions, étant exceptionnelles, sont, par conséquent, essentiellement limitatives et ne peuvent être étendues au propriétaire de l'établissement qui, bien qu'ouvert au public, ne rentre pas dans la catégorie des auberges et hôtelleries : Civ. cass. 26 janvier 1875, D. P. 75. 1. 219-220; trib. de la Seine, 30 juillet 1867, D. P. 75.1.220, note; — Cpr. Caen, 17 décembre 1875, D. P. 76. 2. 190-191 ; Duvergier, *Dépôt-séquestre*, n° 522; Aubry et Rau, 4e édit., § 406 ; Pont, *Petits contrats*, I, n° 528.

Il importe peu, à cet égard, que, loin de donner une rémunération aux ouvreuses, le directeur afferme à chacune d'elles cette fonction moyennant une rétribution mensuelle ; le fait par le directeur de transformer en bénéfice une charge de son exploitation ne pouvant que rendre sa responsabilité plus grande vis-à-vis du public (1).

C'est au demandeur qu'il incombe de faire la preuve du dépôt des objets dont il réclame la valeur, de leur perte au vestiaire et de l'importance du dommage qu'il a éprouvé ;

S'agissant ici d'un dépôt nécessaire, cette preuve peut être faite par témoins (C. civ., art. 1348).

(Villenave c. Coste)

JUGEMENT

Attendu, en fait, que le mardi-gras 22 février 1887 un bal paré et masqué a eu lieu au théâtre national d'Alger ; — Attendu que ce bal était offert au public moyennant le versement d'une somme d'argent déterminée, à titre de droit d'entrée ; — Attendu qu'il était donné par le sieur Coste, directeur du théâtre, et à son profit ; — Attendu qu'il est constant, de notoriété et reconnu par le sieur Coste lui-même que, dans la nuit et au cours du bal, une cohue, dont les causes et le mobile ou le but sont restés inconnus, s'est produite spontanément aux alentours et au milieu des vestiaires ; que les montants, les chaises, les banquettes qui soutenaient les vêtements et objets divers confiés aux ouvreuses à leur entrée au théâtre par les personnes venues pour assister au bal ont été renversés en partie ; qu'une confusion extrême s'est produite dans les vêtements et objets déposés ; — Attendu que les résultats de cette cohue et les conséquences de cette confusion n'ont été que trop certainement préjudiciables ; que des abus et de véritables délits ont été commis par des tiers restés inconnus ; que des objets divers, vêtements ou autres, ont été dérobés, et que des personnes venues pour prendre une part active au bal ou en rester simplement spectatrices n'ont pu recevoir des mains des ouvreuses, à leur sortie de la salle, les choses par elles confiées à l'entrée et représentées en leurs mains par les billets ou tickets que leur avaient remis ces ouvreuses ; — Attendu que la confusion et le désordre ont été tels à un moment, que certaines des ouvreuses auraient, par mégarde et involontairement, conservé les tickets qui leur étaient re-

(1) Cpr. trib. com. d'Alger, 21 mars 1887, *infrà*, p. 467.

mis à la sortie pour leur permettre la recherche des objets confiés, alors que cette recherche était restée vaine, soit parce que ces objets avaient été enlevés, soit parce qu'au cours de la confusion produite dans la nuit, les tickets similaires attachés ou épinglés aux dépôts avaient disparu ;

Attendu qu'en l'état de ces faits, le sieur Villenave demande au sieur Coste le paiement de la somme de 90 francs, représentant la valeur d'un pardessus confié aux ouvreuses, et celle de 30 francs à titre de dommages-intérêts; — Attendu qu'à cette demande le sieur Coste oppose que son adversaire ne justifie pas du dépôt et de la perte d'objets qui motivent son action ; qu'il soutient, dans tous les cas, ne pouvoir être responsable du fait allégué, parce qu'il n'aurait établi personnellement aucun vestiaire dans le théâtre, et parce que les ouvreuses ne seraient pas ses préposées; qu'il ajoute que, loin de donner un traitement ou des gages aux dites ouvreuses, il afferme à chacune d'elles cette fonction moyennant une rétribution mensuelle; que l'ensemble de ces rétributions constitue pour lui un bénéfice ; qu'ainsi chacune des ouvreuses a dans le théâtre une industrie personnelle, dont elle serait responsable vis-à-vis du public;

Attendu que, pour apprécier la situation, il importe de préciser les conditions du mode d'exploitation du théâtre au point de vue des bals publics; — Attendu, à cet égard, que le cahier des charges autorise le directeur à donner chaque année des bals publics parés et masqués à son bénéfice exclusif ; que c'est là un des éléments lucratifs de l'exploitation annuelle du théâtre; — Attendu que, si ce cahier des charges prescrit l'emploi d'un certain nombre d'ouvreuses qui doivent être à la disposition du public, si ces ouvreuses sont nécessaires à l'exploitation du théâtre, le choix en est laissé à la disposition du directeur; — Attendu, ainsi, que les ouvreuses sont bien, au regard du public, les préposées du directeur, préposées nécessaires, comme le sont les commis, les employés en général ; — Attendu que le fait de retirer un bénéfice de ces employées ou préposées au lieu de leur donner des rémunérations ne peut que rendre la responsabilité du directeur plus grande vis-à-vis du public, qui leur donne une confiance imposée, puisqu'une charge de l'exploitation est transformée en bénéfice et que le recours que ce directeur peut exercer contre les ouvreuses n'en est pas amoindri; — Attendu, en outre, que le sieur Coste n'a pas porté à la connaissance du public le contrat intervenu entre ses ouvreuses et lui ; que ce marché n'est même pas versé aux débats; qu'il ne saurait, dans tous les cas, l'opposer à ceux auxquels il en a laissé ignorer l'existen-

ce; — Attendu, en cet état, que le bal paré et masqué exige en fait qu'un vestiaire soit mis à la disposition du public qu'on y convie; que si, à la rigueur, on peut admettre que des spectateurs assistent à une représentation en conservant leurs pardessus ou autres objets de toilette exigés par les temps rigoureux ou les intempéries, il n'est pas possible de concevoir des danseurs et des danseuses parés et masqués, et surtout revêtus de costumes dits de caractère ou historiques, se rendant au bal sans vêtements de garantie contre les intempéries, ou prenant part aux danses en conservant sur les épaules ou les bras leurs pardessus ou leurs sorties de bal; — Attendu que le vestiaire est donc le complément indispensable du bal public au théâtre, et surtout celui des bals parés et masqués; — Attendu que le dépôt qui y est fait constitue un dépôt nécessaire, régi par les dispositions de l'article 1952 du Code civil; qu'au surplus, cet article, au point de vue des personnes désignées, telles que les hôteliers, n'est pas limitatif, mais seulement énonciatif; — Attendu que ce dépôt nécessaire, confié aux ouvreuses, est fait aux préposées du directeur du théâtre; — Attendu que dans ces conditions il devient inutile de rechercher à qui appartient le matériel du vestiaire, soit le matériel fixe des loges des ouvreuses, soit le matériel fixe des couloirs, soit le matériel volant exceptionnel des bals publics; que, le directeur devant fatalement mettre un vestiaire à la disposition du public payant qu'il convie à des bals parés et masqués constituant pour sa direction des opérations lucratives, il devient responsable vis-à-vis de ce public des conditions d'insécurité dans lesquelles ce vestiaire est établi et du préjudice qui peut en résulter, sauf son recours contre qui de droit; — Attendu que le bal du mardi-gras 22 février était de ceux qu'autorise le cahier des charges au bénéfice du directeur du théâtre; — Attendu que, par le fait de l'établissement du vestiaire dans des conditions qui en ont permis la désorganisation, laquelle a causé ou facilité la perte des objets déposés, le sieur Coste a encouru la responsabilité prévue par les articles 1382 et 1383 du Code civil;

Attendu que, si le dommage est le résultat des actes, des imprudences, des négligences ou des fautes des ouvreuses, il a encouru la responsabilité édictée par l'article 1384 du même Code;

Mais attendu que la preuve du dépôt des objets, de leur perte au vestiaire et de l'importance du dommage est incontestablement à la charge du demandeur; — Attendu que, s'agissant d'un dépôt nécessaire, l'article 1348 du Code civil régit les facilités et les conditions de la preuve à faire; — Attendu

à cet égard que le sieur Villenave offre de prouver par titres et par témoins : 1° qu'il a déposé son pardessus aux mains des ouvreuses à son entrée au bal le 22 février ; 2° qu'il a reçu en échange un ticket ou billet d'ordre portant le n° 50; 3° qu'à la sortie du bal le pardesssus n'a pu lui être rendu par les ouvreuses, qui l'ont vainement cherché; 4° que le ticket n° 50 qu'il représente est bien celui qui a été remis par les ouvreuses; — Attendu que ces faits sont pertinents et que la preuve qui en est offerte est admissible;

Par ces motifs : — Dit que le sieur Coste est responsable des pertes ou disparitions de vêtements ou autres objets déposés aux vestiaires établis à l'occasion du bal paré et masqué du 22 février 1887, sauf son recours contre qui de droit;

Et, avant faire droit sur la demande du sieur Villenave ayant trait à la perte d'un pardessus par lui confié aux ouvreuses préposées aux vestiaires dont s'agit, l'autorise à prouver tant par titres que par témoins : 1° qu'il a déposé un pardessus aux mains des ouvreuses à son entrée au bal le 22 février 1887; 2° qu'il a reçu en échange un ticket ou billet d'ordre portant le n° 50; 3° qu'à sa sortie du bal le pardessus n'a pu lui être rendu par les ouvreuses qui l'ont vainement cherché; 4° que le ticket n° 50 qu'il représente est celui qui lui a été remis par les ouvreuses; — Réserve au sieur Coste la preuve contraire.

M. BORDET, *juge suppléant.*

TRIBUNAL CIVIL D'ALGER (1re Ch.)

15 janvier 1886

Étranger, sujet espagnol, succession, partage, compétence.

Les tribunaux français sont incompétents pour connaître entre sujets espagnols de la liquidation d'une succession lorsqu'elle ne comprend pas d'immeubles situés sur le sol français, cette liquidation devant, aux termes des conventions diplomatiques entre l'Espagne et la France, être faite par les soins des consuls (1).

(1) V. l'étude de M. Audinet : *De la compétence des tribunaux français d'Algérie dans les contestations entre étrangers* (*Revue algérienne*, 1887. 1. p. 276.)

(Veuve Pons c. héritiers Pons et le consul d'Espagne, curateur)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que toutes les parties, dans l'affaire, sont des sujets espagnols;

Attendu qu'aux termes des conventions diplomatiques entre l'Espagne et la France, toutes les liquidations de succession de sujets espagnols, en France, sont établies par les soins de MM. les consuls; — Que le tribunal ne serait exceptionnellement compétent que s'il s'agissait de partage d'immeubles sis sur le territoire français; — Que telle n'est pas l'espèce introduite à tort devant le tribunal, ce qui explique pourquoi tous les défendeurs font défaut;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent.

MM. LOURDAU, *prés.;* HONEL, *subst.;* DURAND, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

21 mars 1887

Acte de commerce, théâtre, ouvreuses, vestiaire, perte des objets déposés, directeur, responsabilité, compétence.

Le fait par le directeur d'un théâtre d'autoriser les ouvreuses à recevoir en dépôt les objets que leur confient les spectateurs volontairement et sans rétribution forcée ne constitue de la part de celui-ci ni un acte de commerce, ni un acte se rattachant aux besoins de l'exploitation théâtrale;

Et les économies que peut réaliser le directeur sur le salaire de ses préposées, en leur tenant compte à forfait des rémunérations facultatives qu'elles doivent à la générosité de quelques spectateurs, ne constituent pas un bénéfice dans le sens commercial du mot;

En conséquence, l'action en dommages-intérêts intentée contre le directeur, soit personnellement, soit comme responsable de ses employés, à raison de la perte d'un objet déposé au vestiaire, n'est pas de la compétence des tribunaux de commerce (1).

---

(1) Il ne paraît pas douteux, et le tribunal l'admet implicitement, que les ouvreuses d'un théâtre soient les préposées du directeur, même pour la

(Dame Allard c. Coste)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Allard, autorisée par son mari, a assigné Coste en paiement de 800 francs, valeur d'un manteau par elle confié à une ouvreuse pendant le bal masqué du 22 février 1887 ; — Attendu que le défendeur soutient que le fait d'autoriser les ouvreuses à recevoir en dépôt les objets que leur confient les spectateurs ne rentre pas dans les actes de son exploitation commerciale et qu'il n'en retire aucun profit; qu'il conclut, en conséquence, à l'incompétence du tribunal;

Attendu que Coste ne peut être justiciable des tribunaux consulaires, soit personnellement, soit comme responsable de ses employés, que pour des actes de commerce ou faits pour les besoins et dans l'intérêt de son entreprise commerciale ; que la contestation dont s'agit ne se rapporte ni à l'un ni à l'autre de ces deux ordres de faits ; — Attendu, en effet, qu'il n'existe dans le théâtre aucun règlement ou tarif obligeant les spectateurs à rémunérer les ouvreuses pour les menus services qu'elles peuvent leur rendre, et particulièrement pour la garde des objets ou vêtements qui leur sont confiés; que le fait d'accepter le dépôt volontaire et sans rétribution forcée de ces objets ou vêtements ne peut être un acte commercial ;

---

tenue du vestiaire. Cependant l'établissement de ce vestiaire ne saurait constituer de la part du directeur un acte de commerce proprement dit, parce qu'il n'est pas l'objet principal de l'exploitation théâtrale. — Mais il semble difficile d'aller jusqu'à dire, avec le tribunal, qu'il n'y a pas là non plus un acte fait pour les besoins et dans l'intérêt de cette exploitation. En admettant même que le vestiaire ne soit pas nécessaire à l'entreprise théâtrale, ce qui peut être discuté, surtout pour un bal masqué (V. le jug. de la justice de paix d'Alger du 6 août 1887, *suprà*, p. 462), il n'en est pas moins certain, d'une part, que le directeur est intéressé à ce que le public trouve dans son théâtre le plus d'aises et de commodités possible, et, d'autre part, que la rétribution, même facultative, que reçoivent les ouvreuses pour le vestiaire, beaucoup plus que pour les autres menus services qu'elles rendent, lui permettent, non seulement de réduire ou de supprimer leur salaire, mais encore de leur affermer leurs fonctions à prix d'argent. Il y a donc là pour le directeur, dans tous les cas, une spéculation sur les services de ses employés dans le but d'accroître les profits de son exploitation commerciale, c'est-à-dire, d'après une jurisprudence aujourd'hui constante et la majorité des auteurs, un acte de commerce accessoire. Il en résulte que, dans l'espèce, le demandeur non commerçant avait, d'après l'opinion générale, le droit de porter son action, à son choix, devant le tribunal de commerce ou devant le tribunal civil. (V. trib. civ. d'Alger, 25 octobre 1887, *infrà*, p. 469, et la note.)

qu'il est d'ailleurs de jurisprudence qu'un dépôt à titre officieux et gratuit, même fait entre commerçants, ne constitue pas un acte de commerce; — Attendu que l'on ne saurait prétendre davantage que ce fait puisse être considéré comme se rattachant aux besoins de l'exploitation théâtrale; que la facilité ainsi donnée aux spectacteurs de se débarrasser des objets qu'ils pourraient conserver avec eux n'est ni indispensable, ni même nécessaire à cette exploitation;

Attendu, enfin, que les économies que peut réaliser Coste sur le salaire de ses préposées, en leur tenant compte à forfait et dans une certaine mesure des rémunérations facultatives qu'elles doivent à la générosité de quelques spectateurs, ne constituent pas un bénéfice dans le sens commercial du mot;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent.

MM. CASTAN, *prés.*; DE SAMBŒUF, *av.*

TRIBUNAL CIVIL D'ALGER (2e Ch.).

25 octobre 1887

Compétence, acte de commerce unilatéral, effets accompagnant le voyageur, perte, option.

Le non commerçant qui a traité avec un commerçant a, en cas de contestation, le droit d'appeler celui-ci soit devant la juridiction commerciale, soit devant la juridiction civile (1);

(1) La jurisprudence est définitivement fixée en ce sens : Req. 20 mars 1811, D. P. v° *Acte de commerce*; Paris, 22 février 1859, Sir. 59. 1. 321; Metz, 28 mars 1867, D. P. 67. 2. 79; Req. 26 juin 1867, D. P. 67. 1. 424; Cass. 11 janvier 1869, Sir. 69. 1. 113; Douai, 5 mai 1869, D. P. 69. 2. 155; Req. 21 juillet 1873, D. P. 74. 1. 264; Paris, 22 janvier 1874, D. P. 76. 2. 216; Aix, 15 janvier 1884, D. P. 85. 2. 49; Limoges, 3 mars 1885, J. P. 85, p. 821; — Et cette solution est admise également par plusieurs auteurs : Pardessus, *Dr. com.*, n° 1347; Nouguier, *Trib. de com.*, I, p. 350; Alauzet, *Comment. du Code de com.*, n° 2949; Boistel, *Préc. de dr. com.*, n° 1467.

D'après une autre opinion, la compétence doit se déterminer par la nature de l'engagement du défendeur : Glasson, *De l'incompétence absolue (Rev. crit.*, 1881, p. 245) et note dans Dalloz sur l'arrêt d'Aix du 15 janvier 1884, ci-dessus; Renault et Lyon-Caen, *Préc. de dr. com.*, n° 3174 *bis;* jurisprudence belge, consacrée depuis par la loi belge du 25 mars 1876. Cette seconde solution invoque en sa faveur la règle *actor sequitur forum rei*. Mais on répond, dans le premier système, que cette règle ne vise que la compétence *ratione personæ*. Il s'agit ici de savoir devant quelle *juridiction* l'action sera portée,

Spécialement, s'il s'agit d'un voyageur qui actionne un voiturier à raison de la perte d'effets l'accompagnant et dont la valeur n'excède pas 1,500 fr., le demandeur a le choix entre les deux juridictions ; mais il doit, dans le cas où il opte pour la juridiction civile, porter son action devant le juge de paix et non devant le tribunal de première instance (L. 25 mai 1838, art. 2, § 2.) (1).

(Bouclier c. société gén. de transports maritimes à vapeur)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Bouclier a assigné la c^ie^ générale de transports maritimes à vapeur en restitution d'une malle qu'il a fait enregistrer à Marseille, en octobre 1886, au moment où il prenait passage pour Alger sur l'un des paquebots de la

---

et il est juste que celui qui a fait une opération non commerciale ne soit pas contraint de plaider, même comme demandeur, devant d'autres juges que ses juges naturels, qui, de plus, sont les juges de droit commun.

Enfin deux autres systèmes ont été soutenus, l'un qui attribue toujours compétence au tribunal de commerce, en se fondant sur les termes de l'art. 631 C. com : « Les tribunaux de commerce connaissent des actes de commerce entre *toutes* personnes » (en ce sens, nouveau Code de commerce italien, art. 870) ; l'autre qui affirme, au contraire, la compétence exclusive du tribunal civil, lequel doit recouvrer sa plénitude de juridiction dès que l'acte n'est pas commercial pour les deux parties.

(1) Étant admis, avec la jurisprudence, que le demandeur non commerçant a ainsi le choix entre les juridictions civile et commerciale, on s'est demandé si ce choix ne lui est pas enlevé dans les cas prévus par l'art. 2, § 2 et 3 de la loi du 25 mai 1838 : action des voyageurs ou locataires en garni contre les voituriers, aubergistes ou logeurs. Cet article, peut-on dire, en attribuant au juge de paix la connaissance de ces contestations, ne réserve pas d'option au demandeur ; le juge de paix sera donc, ici, nécessairement compétent. On ne comprendrait pas, d'ailleurs, qu'une personne eût le droit de choisir entre deux juridictions d'exception (Limoges, 2 mai 1862 ; Paris, 20 juin 1863 et 13 février 1864. J. P. 1862, p. 762, et 1864, p. 39 et 542 ; Paris, 9 décembre 1864, D. P. 65. 2. 28 ; Glasson, *Rev. crit., loc. cit.*). Cependant, l'opinion qui prévaut est que la loi de 1838 n'a pas entendu déroger, sous ce rapport, à la règle générale concernant l'ordre des juridictions et qu'elle a voulu simplement proroger, en ces matières, jusqu'à 1,500 fr. la compétence *civile* des juges de paix (Angers, 3 mai 1855 ; Poitiers, 12 février 1861, J. P. 55, p. 577 ; 61, p. 751 ; Civ. rej. 4 novembre 1863, D. P. 63. 1. 473). Le non commerçant demandeur pourra donc opter entre les deux juridictions ; il devra seulement, s'il choisit la juridiction civile, saisir le juge de paix et non le tribunal de première instance, lorsque la valeur de la demande n'excédera pas 1,500 fr. C'est ce que décide le jugement rapporté.

dite compagnie, ou en payement d'une somme de 380 fr., montant de la valeur des effets contenus dans la dite malle, et en 200 fr. de dommages-intérêts ;

Attendu que la société générale de transports maritimes oppose à cette demande une exception d'incompétence ; — Attendu que la compagnie générale de transports maritimes motive sa demande d'incompétence sur ce fait que la compagnie a fait acte de commerce et qu'elle ne doit pas être distraite de son juge naturel ; — Attendu que ce motif ne peut être admis ; qu'en effet il est de principe que, lorsqu'un non commerçant traite avec un commerçant, il a le droit d'appeler, en cas de litige, le commerçant soit devant la juridiction commerciale, soit devant la juridiction civile ; — Mais attendu qu'aux termes de l'art. 2, § 2 de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix prononcent sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr. et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance sur les contestations entre les voyageurs et les voituriers ou bateliers pour retards, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs; — Attendu qu'en réclamant sa malle ou une somme de 380 fr. pour en tenir lieu ainsi que des effets qu'elle contenait, Bouclier a limité l'importance du débat, qui se trouve ainsi fixé dans les limites du taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance; — Que la demande aurait donc dû être portée devant le juge de paix compétent ;

Par ces motifs : — Jugeant en premier ressort, — Se déclare incompétent, renvoie les parties et matières devant qui de droit.

MM. ROBERT, *ff. prés.*; BONO, *subst.*; AMAR et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

21 octobre 1887

Compétence, acte de commerce, agent d'affaires, mandat, responsabilité.

La compétence exceptionnelle des tribunaux de commerce étant fondée, non sur la qualité des personnes, mais sur la nature de leurs actes, les actes civils, bien qu'accomplis par un commerçant, ne peuvent être appréciés par les juges consulaires ;

Spécialement, un agent d'affaires, chargé du recouvrement d'une créance, ne saurait, quoique commerçant, être justiciable des tribunaux de commerce à raison de l'exécution de ce mandat purement civil, alors surtout qu'il s'agit d'une action en responsabilité dirigée contre lui par le mandant en raison d'un fait de négligence qui lui est reproché (1).

(L... C. D...)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les agents d'affaires sont commerçants, mais que la compétence exceptionnelle des tribunaux

(1) En sens contraire : Req. 8 nov. 1876, D. P. 77. 1. 184 (mandat accepté par un agent d'affaires d'acheter et de revendre un immeuble pour le compte d'un tiers); Renault et Lyon-Caen, *Préc. de dr. com.*, n° 107; Boistel, *Préc. de dr. com.*, n° 43; Pardessus, *Dr. com.*, n° 42; Vincens, *Expos. rais. de la lég. com.*, t. I, n° 134; Orillard, *De la comp. et de la proc. des trib. de com.*, n° 339; Nouguier, *Trib. de com.*, t. I, p. 429; Bédarride, *Jurid. com.*, n° 269; Alauzet, *Com. du Code de com.*, n° 2982. — S'il est vrai de dire, avec l'arrêt rapporté, que « la compétence exceptionnelle des tribunaux de commerce est fondée, non sur la qualité des personnes, mais sur la nature de leurs actes, » cette règle doit s'entendre uniquement en ce sens que la juridiction commerciale sera, d'une part, compétente pour connaître des actes de commerce émanant même d'un non commerçant, et, d'autre part, incompétente pour connaître des actes civils accomplis par un commerçant *en dehors de son commerce* (C. com., art. 638, n° 1). Or, dans l'espèce, il s'agissait d'un mandat reçu par un commerçant, pour l'exercice même de son commerce, l'agent d'affaires ayant précisément pour profession de donner, moyennant salaire, perçu sous forme d'honoraires ou de commission, ses soins aux affaires d'autrui, et par suite d'accepter des mandats de toute sorte. C'est cette entreprise de bureaux d'affaires que la loi considère comme un acte de commerce (C. com., art. 632, n° 4) et qui imprime le même caractère à toutes les opérations de l'entreprise, qu'elles soient civiles ou commerciales en elles-mêmes. Ce qui est toujours commercial, de la part de l'agent d'affaires, c'est le fait de se charger des intérêts d'autrui, moyennant rétribution; car, c'est là ce qui constitue de sa part une spéculation et ce qui doit lui procurer un bénéfice. — Le système contraire conduirait d'ailleurs à cette conséquence, difficile à admettre, qu'on ne devrait pas considérer comme commerçant l'agent d'affaires qui se spécialiserait dans les affaires civiles (V. Cons. d'État, 3 mai 1851, D. P. 51. 3. 56).

La circonstance, invoquée subsidiairement par la Cour, que l'action portée devant elle était une action en responsabilité dirigée contre le mandataire en raison d'un fait de négligence qui lui était reproché (dans l'espèce il avait négligé de produire à un ordre) ne saurait modifier la compétence, puisque, cette responsabilité étant encourue dans l'exécution du mandat, l'obligation de réparer le préjudice causé naissait, non de l'art. 1383, mais de l'art. 1997 C. civ., et était dès lors commerciale, comme celle qui résultait de l'acceptation même du mandat. R. E.

de commerce est fondée, non sur la qualité des personnes, mais sur la nature de leurs actes ; que, si les commerçants sont, en thèse générale, justiciables des tribunaux consulaires, c'est par le motif que leurs actes sont présumés être des actes de commerce, mais qu'il suit de là que si l'acte, objet de l'action, porte en lui-même la preuve qu'il est civil, il ne peut être apprécié par les juges consulaires, abstraction faite de la qualité des parties ;

Attendu que le fait de charger un tiers, quelle que soit sa qualité, de poursuivre le recouvrement d'une créance, ne peut constituer qu'un mandat purement civil, et non un acte de commerce, qui a pour caractère essentiel une spéculation à faire ou un bénéfice à réaliser ;

Attendu qu'il doit en être surtout ainsi lorsque, comme dans l'espèce, il s'agit d'une action en responsabilité dirigée contre le mandataire en raison d'un fait de négligence qui lui est reproché ;

Par ces motifs : — Adoptant en tant que de besoin les motifs qui ont déterminé les premiers juges, — Confirme le jugement rendu par le tribunal civil d'Alger le 4 mars 1886.

MM. ZEYS, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* ; LEMAIRE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

2 novembre 1887

Responsabilité, navire, fret, marchandises, perte partielle, action, délai, fin de non recevoir, détournement, preuve.

La fin de non recevoir édictée par l'art. 435 C. com. s'applique à tout dommage arrivé à la marchandise ; cette expression est générale, et comprend, non seulement les détériorations et les avaries, mais aussi la perte partielle que rend présumable la diminution en cours de voyage dans le poids des colis expédiés (1).

L'action en réparation de ce dommage est rigoureusement circonscrite dans les délais déterminés par l'art. 436 C. com. ;

(1) En ce sens, trib. com. de Marseille, 5 mars 1879, *Journ. de Marseille*, 1879.1.135 ; Renault et Lyon-Caen, *Préc. de dr. com.*, n° 1928, note ; — *Contrà*, trib. com. de Marseille, 28 février 1873, *Journ.*, 1873. 1. 23.

Si, dans le cas d'un détournement frauduleux, il peut être admis une exception à cette règle, il incombe au demandeur d'établir qu'il se trouve dans ce cas exceptionnel.

(Bokanowski c. comp. gén. transatlantique)

Le 30 octobre 1885, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ORAN, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que, suivant exploit enregistré de Capdestaing, huissier à Oran, en date du 9 août 1884, le demandeur a fait assigner la défenderesse en condamnation, par devant ce tribunal, au paiement avec intérêts et dépens de la somme de 4,500 fr., représentant la valeur des marchandises confiées à la dite compagnie et manquant à l'arrivée du navire; — Attendu que la compagnie oppose à la demande les déchéances de l'article 436 du Code de commerce, la demande en justice ayant été introduite le 9 août 1884 et la constatation par voie d'expertise de l'avarie ayant eu lieu le 30 août 1883, c'est-à-dire près d'un an avant;

Attendu, sur la déchéance, que, dans l'espèce, elle n'est pas applicable; qu'en effet, les art. 435 et 436 du Code de commerce ne sont applicables qu'aux cas d'avaries éprouvées par la marchandise et non lorsqu'il s'agit de perte de la marchandise; — Qu'il résulte du rapport de l'expert John Manuel, en date du 30 août 1883, enregistré et déposé, et des renseignements recueillis par le tribunal que les marchandises qui manquent ont été soustraites par des personnes restées à ce jour inconnues, alors que la compagnie générale transatlantique les avait en sa possession et en était dépositaire responsable; — Que les réserves faites au connaissement, en raison du mauvais état des colis, ne sauraient en aucune façon dégager sa responsabilité à cet égard; — Que ces réserves auraient pu, en cas d'avarie, enlever tout recours à l'expéditeur, mais qu'elles ne sauraient en aucun cas la couvrir des pertes résultant de sa négligence et de détournements commis soit sur ses navires, soit dans ses magasins; — Que la déchéance proposée doit donc être repoussée;

Sur le chef de la perte : — Attendu que la compagnie générale transatlantique conclut au débouté pur et simple de la demande et aux dépens; — Attendu que Bokanowski ne produit aucun inventaire de sa marchandise au départ; qu'il n'en produit pas davantage à l'arrivée; qu'il ne fait connaître ni la valeur, ni le nombre des objets perdus; — Qu'aucun des chiffres qu'il donne n'est appuyé de justifications sérieuses et certaines; — Que, toutefois, il est incontestable qu'une perte a eu lieu; que les objets dits « de bazar » n'ont pas grande valeur; qu'il est constant qu'il y a un manquant de 120 kilogrammes; qu'en fixant à 500 fr. le chiffre de l'indemnité, Bokanowski est couvert de sa perte;

Par ces motifs : — Repousse comme mal fondée la fin de non recevoir invoquée par la compagnie générale transatlantique et basée sur les art. 435 et 436 du Code de commerce; — Homologue en tant que de besoin, et en ce qu'il n'a pas de contraire aux dispositions ci-après, le rapport de l'expert John Manuel, en date du 30 août 1883, enregistré; — Fixe à la somme de 500 fr. le chiffre de l'indemnité à accorder; — Condamne, en

conséquence, la compagnie générale transatlantique à payer par toutes les voies de droit à Bokanowski la somme de 500 fr., montant des causes susénoncées.

Sur l'APPEL de la compagnie générale transatlantique,

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que l'art. 435 C. com. s'applique à tout dommage arrivé à la marchandise; que cette expression est générale; qu'elle comprend non seulement les détériorations et les avaries, mais aussi la perte partielle que rend présumable la diminution en cours de voyage dans le poids des colis expédiés;

Considérant que l'action en réparation de ce dommage est rigoureusement circonscrite dans les délais déterminés par l'art. 436; — Considérant que, si, dans le cas d'un détournement frauduleux, il peut être admis une exception à cette règle, il incombe au demandeur d'établir qu'il se trouve dans ce cas exceptionnel; — Considérant, en fait, que l'assignation de Bokanowski a été de près d'une année postérieure à ses protestations; — Considérant aussi qu'il ne justifie pas que la diminution du poids de sa marchandise provient d'une soustraction et particulièrement d'une soustraction imputable à la compagnie; — Considérant dès lors que son action était irrecevable et qu'il y a lieu d'infirmer le jugement dont est appel;

Par ces motifs : — Infirme le jugement dont est appel; — Décharge la compagnie générale transatlantique des condamnations contre elle prononcées, et statuant à nouveau, — Dit irrecevable l'action intentée par Bokanowski contre la dite compagnie, l'en déboute et le condamne aux dépens.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.*; RACK, *av. gén.*; GARAU et CHÉRONNET, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

10 octobre 1887

Navire, fret, quarter impérial anglais, valeur française, usage de Marseille, usage de Rouen et de Dunkerque, place d'Alger.

Le quarter impérial anglais doit se régler, sur la place d'Alger, à raison de 290 litres 78 centilitres et non à raison de 288 litres 88 centilitres.

(Hutchinson c. Brissonnet)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploit enregistré de Me Garrigou, huissier à Alger, en date du 16 septembre dernier, le demandeur a fait assigner le défendeur en condamnation, avec intérêts de droit et dépens, de la somme de 4,848 fr. 80 c. pour solde de compte du fret du vapeur *Laurel* ;

Attendu que la question soumise au tribunal est celle de savoir si le quarter impérial anglais doit se régler à raison de 290 litres, 78 cent., comme le prétend le défendeur, qui offre et a offert de payer sur cette base, ou à raison de 288 litres 88 c. comme le soutient le demandeur ; — Attendu que la solution donnée par ce dernier est uniquement tirée de l'usage de Marseille, qui consiste à calculer 72 quarters comme l'équivalent de 130 charges de 160 litres; — Mais attendu qu'il s'agit ici d'une règle mathématique devant laquelle un usage ne saurait prévaloir, alors surtout que cet usage n'a pas été établi sur la place d'Alger; — Attendu, en outre, qu'à la suite d'un échange de communications entre le ministère du commerce et de l'industrie et les chambres de commerce de Rouen et de Dunkerque, ces chambres ont recommandé, dans l'étendue de leur circonscription, l'évaluation du quarter de grains à 290 litres 781 à partir du 1er avril 1887 (*Revue internationale du droit maritime*, 2e année, page 640); — Attendu que ce dernier chiffre est, d'ailleurs, celui indiqué officiellement par le bureau de longitudes, et que tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître l'exactitude de cette conversion du quarter impérial anglais en mesure française. (V. A. Guilmin, *Cours compl. d'arith.* ; Larousse, *Dictionnaire universel* ; *Ann.* Didot-Bottin, 1886-1887; Lefèvre, *Le com. théor., prat. et enseig.*) ; — Attendu, dès lors, que la prétention du capitaine Hutchinson n'est pas fondée et qu'il y a lieu de donner acte à Brissonnet de son offre, reconnue par le capitaine, offre réitérée à la barre, de régler au quarter de 290 litres 781 ;

Par ces motifs : — Déclare le demandeur mal fondé en sa demande ; — Donne acte à Brissonnet de ce qu'il déclare être prêt à régler son fret sur la base du quarter équivalent à 290 litres 781, et, sous le bénéfice de la réalisation de cette offre, déboute le capitaine Hutchinson de sa demande et le condamne aux dépens.

MM. TACHET, *prés.* ; AMAR, *av.*

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

16 juillet 1885. — Décret portant réglementation, en Algérie, des occupations temporaires du domaine public maritime et terrestre et des extractions de sables et d'amendements marins. — Délégations données au gouverneur général. (*B. O.*, 1886, p. 1325.)

Sur le rapport des ministres des travaux publics et de la marine et des colonies,

Vu l'arrêté des ministres des travaux publics, des finances, de la marine et des colonies, du 2 décembre 1875, relatif à l'extraction, sur le rivage de la mer, des sables, galets, matériaux et produits autres que les amendements marins ;

Vu l'arrêté des mêmes ministres, du 10 mai 1876, relatif à l'extraction, sur le rivage de la mer, des sables coquilliers et des autres matières constituant des amendements marins ;

Vu les arrêtés des ministres des travaux publics et des finances, du 3 août 1878, concernant : 1° les occupations temporaires du domaine public maritime et de ses dépendances ; 2° les occupations temporaires du domaine public fluvial ou terrestre ;

Vu le décret du 26 août 1861, relatif à l'organisation administrative de l'Algérie ;

Vu le décret du même jour, concernant les attributions déléguées par le ministre des finances au gouverneur général de l'Algérie ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 avril 1884 ;

Art. 1er. — Le gouverneur général de l'Algérie statue, par délégation du ministre des travaux publics, sur l'octroi et le retrait :

1° Des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime et de ses dépendances ;

2° Des autorisations d'extraction, sur le rivage de la mer, des sables, terres, pierres, galets ou de tous matériaux et produits autres que les amendements marins ;

3° Des autorisations d'occupation temporaire du domaine public terrestre.

Art. 2. — Toutefois, dans les ports de commerce, les occupations à titre privatif ne pourront être autorisées par le gouverneur général que dans les portions de quai ou terre-pleins qui auront été préalablement désignées à cet effet par le ministre des travaux publics.

Art. 3. — Le gouverneur général statue, par délégation du ministre de la marine, sur les demandes en extraction d'amendements marins sur le rivage de la mer.

Il fait instruire ces demandes, et statue après avoir pris l'avis des services intéressés et celui du commandant de la marine en Algérie.

Art. 4. — Des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie, qui ne seront exécutoires qu'après approbation des ministres compétents, fixeront les modifications que doivent subir les arrêtés ministériels réglant, dans la métropole, les matières visées dans les art. précédents pour s'adapter à l'organisation administrative spéciale à l'Algérie.

16 avril 1886. — Arrêté du gouv. gén. relatif aux occupations temporaires du domaine public maritime. (*B. O.*, 1886, p. 1326.)

Vu l'art. 2 de la loi de finances du 20 décembre 1872, rendu exécutoire en Algérie par le décret du 20 mars 1875;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 13 avril 1875, déterminant les formes et conditions dans lesquelles sont accordées, en Algérie, les autorisations : 1° pour la création d'établissements de pêche à fonder sur le domaine public maritime ou sur les propriétés recevant l'eau de la mer; 2° pour occupations temporaires du domaine public maritime et de ses dépendances;

Vu le décret du 26 août 1881, relatif à l'organisation administrative de l'Algérie, qui a placé dans les attributions directes des ministres compétents le droit de statuer sur l'octroi et le retrait de ces attributions;

Vu l'arrêté du ministre de la marine et des colonies et du ministre des finances du 12 mai 1876, réglant, dans la métropole, l'installation sur le rivage de la mer des établissements de pêche;

Vu l'arrêté du ministre des travaux publics et des finances du 3 août 1878, qui réglemente, dans la métropole, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime et de ses dépendances;

Vu le décret du 16 juillet 1885, conférant au gouverneur général de l'Algérie le droit de statuer, entre autres matières, par délégation du ministre des travaux publics, sur l'octroi et le retrait des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime et de ses dépendances, lorsque ces autorisations n'ont pas pour objet l'exploitation d'établissements de pêche, et sous la restriction que, dans les ports de commerce, elles ne seront accordées que dans les portions des quais ou terre-pleins préalablement désignées à cet effet par le ministre des travaux publics;

Vu notamment l'art. 4 de ce décret, disposant que « des arrêtés du gouverneur » général qui ne seront exécutoires qu'après approbation des ministres compé- » tents fixeront les modifications que doivent subir les arrêtés ministériels réglant » dans la métropole les matières visées dans les articles précédents pour s'adapter » à l'organisation administrative spéciale à l'Algérie; »

Vu le décret du 26 août 1881, en vertu duquel le gouverneur général statue, par délégation du ministre des finances, sur tout ce qui concerne le service du domaine en Algérie;

Vu le décret du 24 avril 1876, sur les travaux qui s'exécutent, en Algérie, dans la zone frontière;

Vu la dépêche du ministre de la marine et des colonies, du 10 août 1885;

Vu la dépêche, en date du 8 avril 1886, par laquelle le ministre des travaux publics a, le conseil des ponts et chaussées entendu et conformément à l'avis émis par le ministre de la marine et des colonies, approuvé les dispositions énoncées dans le présent arrêté;

Art. 1er. — Les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime et de ses dépendances autres que celles ayant pour objet l'exploitation d'établissements de pêche, régis par le décret-loi du 9 janvier 1852 et l'arrêté du 12 mai 1876, sont accordées, en Algérie, dans les formes et conditions déterminées par l'arrêté des ministres des travaux publics et des finances du 3 août 1878, sauf les modifications indiquées ci-après :

1° *Instruction des demandes.* — Les demandes sont adressées, suivant le territoire, au préfet du département ou au général commandant la division.

Les avis du contre-amiral commandant la marine en Algérie et du service du génie doivent être pris au sujet de toute demande d'occupation temporaire.

2° *Fixation et révision de la redevance.* — Au-dessus de 500 fr., la redevance est fixée, puis révisée, quand il y a lieu, par le gouverneur général.

3° *Arrêté d'autorisation.* — Lorsqu'il y a accord entre les représentants de tous les services intéressés, l'occupation temporaire demandée est autorisée, conformément à l'art. 7 de l'arrêté ministériel du 3 août 1878, par un arrêté du préfet ou du général commandant la division, suivant le territoire.

4° *Décision en cas de désaccord entre les chefs des services intéressés.* — Dans les cas prévus par l'art. 8 du dit arrêté ministériel, l'affaire est soumise au gouverneur général, qui statue après avis du Conseil de gouvernement.

Le préfet ou le général commandant la division prend ensuite l'arrêté d'autorisation conformément à cette décision.

5° *Retrait des autorisations.* — Le retrait des autorisations est prononcé par le préfet ou le général commandant la division, si elles ont été accordées conformément à l'art. 7 de l'arrêté ministériel du 3 août 1878, et par le gouverneur général, dans les cas prévus par l'art. 8, modifié pour l'Algérie conformément au présent arrêté.

Art. 2. — Dans les ports de commerce, les autorisations d'occupation temporaire ne pourront être accordées que dans les portions des quais ou terre-pleins qui auront été préalablement désignées à cet effet par le ministre des travaux publics.

16 avril 1886. — Arrêté du gouv. gén. relatif aux occupations temporaires du domaine public terrestre. *(B. O.*, 1886, p. 1339).

Vu l'art. 6 de l'ordonnance du 9 novembre 1845, concernant la location, en Algérie, des biens faisant partie du domaine public;

Vu l'art. 65 de l'ordonnance du 2 janvier 1846 et le tableau n° 4 annexé à cette ordonnance, d'après lequel le service des domaines est chargé, en Algérie, du recouvrement de tous les revenus domaniaux;

Vu l'art. 2 de la loi du 16 juin 1851, sur le domaine public national en Algérie;

Vu les décrets du 26 août 1881, relatifs à l'organisation administrative de l'Algérie;

Vu l'arrêté des ministres des travaux publics et des finances, du 3 août 1878, qui réglemente, en France, les occupations temporaires du domaine public fluvial ou terrestre;

Vu le décret du 16 juillet 1885, conférant au gouverneur général le droit de statuer, entre autres matières, par délégation du ministre des travaux publics, sur l'octroi et le retrait des autorisations d'occupation temporaire du domaine public terrestre;

Vu notamment l'art. 4 de ce décret, disposant que « des arrêtés du gouverneur » général de l'Algérie, qui ne seront exécutoires qu'après l'approbation des mi» nistres compétents, fixeront les modifications que doivent subir les arrêtés mi» nistériels réglant dans la métropole les matières visées dans les articles pré» cédents pour s'adapter à l'organisation administrative spéciale à l'Algérie; »

Vu le décret du 24 avril 1876 sur les travaux qui s'exécutent, en Algérie, dans la zone frontière;

Vu la dépêche en date du 8 avril 1886, par laquelle le ministre des travaux publics a, le conseil général des ponts et chaussées entendu et conformément à l'avis émis par le ministre de la marine et des colonies, approuvé les dispositions énoncées dans le présent arrêté:

Art. 1er. — Les autorisations d'occuper temporairement, sur les chemins, routes et rues à la charge de l'État et toutes autres dépendances du domaine public national terrestre, des emplacements qui peuvent sans inconvénient être soustraits momentanément à l'usage de tous, pour être affectés à un usage privatif ou privilégié, sont accordées, en Algérie, dans les formes et conditions déterminées par l'arrêté des ministres des travaux publics et des finances du 3 août 1878, sauf les modifications indiquées ci-après.

1° *Instructions des demandes.* — Les demandes sont adressées, suivant le territoire, au préfet du département ou au général commandant la division.

2° *Fixation et révision de la redevance.* — Au-dessus de 50 fr., la redevance est fixée, puis révisée, quand il y a lieu, par le gouverneur général.

3° *Arrêté d'autorisation.* — Lorsqu'il y a accord entre les représentants de tous les services intéressés, l'occupation temporaire demandée est autorisée, conformément à l'art. 7 de l'arrêté ministériel du 3 août 1878, par un arrêté du préfet ou du général commandant la division, suivant le territoire.

4° *Décision en cas de désaccord entre les chefs des services intéressés.* — Dans les cas prévus par l'art. 8 du dit arrêté ministériel, l'affaire est soumise au gouverneur général, qui statue après avis du conseil de gouvernement.

Le préfet ou le général commandant la division prend ensuite l'arrêté d'autorisation conformément à cette décision.

5° *Retrait des autorisations.* — Le retrait des autorisations est prononcé par le préfet ou le général commandant la division, si elles ont été accordées conformément à l'art. 7 de l'arrêté ministériel du 3 août 1878, et par le gouverneur général dans les cas prévus par l'art. 8, modifié, pour l'Algérie, conformément au présent arrêté.

Art. 2. — Il sera dressé avant le 1er avril 1887, par les soins des ingénieurs des ponts et chaussées, un état de toutes les permissions accordées sur le domaine public terrestre, avec ou sans redevance. Cet état sera adressé au gouverneur général.

Après révision ou fixation de la redevance, conformément à l'art. 4 de l'arrêté ministériel du 3 août 1878 et à l'art. 1er n° 2 du présent arrêté, les détenteurs seront prévenus par le service des ponts et chaussées qu'ils doivent souscrire, entre les mains du receveur des domaines du lieu dont dépend le terrain occupé, l'engagement de payer cette redevance, qui courra à partir du 1er avril 1887.

Dans le cas où l'engagement dont il s'agit ne serait pas souscrit, la concession de jouissance sera retirée.

16 avril 1886. — Arrêté du gouv. gén. relatif à l'extraction, sur le rivage de la mer, de sables et autres matières ne constituant pas des amendements marins. (*B. O.*, 1886, p. 1345.)

Vu les décrets du 26 août 1881, relatifs à l'organisation administrative de l'Algérie ;

Vu l'arrêté des ministres des travaux publics, des finances et de la marine et des colonies, du 2 décembre 1875, relatif à l'extraction, sur le rivage de la mer, des sables, terres, pierres, galets et tous matériaux et produits autres que les amendements marins ;

Vu le décret du 16 juillet 1885, conférant au gouverneur général de l'Algérie le droit de statuer, entre autres matières, par délégation du ministre des travaux publics, sur l'octroi et le retrait des autorisations d'extraction de ces différents produits ;

Vu, notamment, l'art. 4 de ce décret, disposant que « des arrêtés du gouverneur » général, qui ne seront exécutoires qu'après approbation des ministres compé- » tents, fixeront les modifications que doivent subir les arrêtés ministériels ré- » glant, dans la métropole, les matières visées dans les art. précédents pour » s'adapter à l'organisation administrative spéciale à l'Algérie. »

Vu la dépêche en date du 8 avril 1886, par laquelle le ministre des travaux publics a, le conseil général des ponts et chaussées entendu et conformément à l'avis émis par le ministre de la marine et des colonies, approuvé les dispositions énoncées dans le présent arrêté ;

Art. unique. — Les autorisations d'extraire, sur le rivage de la mer, des sables, terres, pierres, galets ou tous matériaux et produits autres que les amendements

marins sont accordées, en Algérie, dans les formes et conditions déterminées par l'arrêté des ministres des travaux publics, des finances et des colonies, du 2 décembre 1875, sauf les modifications indiquées ci-après :

1° *Instruction des demandes.* — Toutes les demandes d'extraction doivent être communiquées, pour avis, au contre-amiral commandant la marine en Algérie.

2° *Fixation des prix.* — Les prix des matières à extraire, quand ils ne seront pas établis d'après un tarif approuvé par le gouverneur général, seront fixés par les directeurs des domaines jusqu'à concurrence de 500 fr. Au delà de ce chiffre, ils seront fixés par le gouverneur général, sur la proposition des directeurs.

3° *Octroi des autorisations.* — Lorsqu'il y aura accord entre les représentants de tous les services intéressés, l'autorisation d'opérer les extractions sera accordée par le préfet ou par le général commandant la division, suivant le territoire.

Lorsque cet accord n'existera pas, il sera statué par le gouverneur général, après avis du conseil de gouvernement.

4° *Règlement de police.* — Ce règlement sera rendu par le préfet ou le général commandant la division, conformément à l'art. 7 de l'arrêté ministériel du 2 décembre 1875, après avis du contre-amiral commandant la marine en Algérie.

A défaut d'accord entre les représentants de tous les services intéressés, pour la préparation du dit règlement, il sera statué par le gouverneur général, après avis du conseil de gouvernement.

Si le règlement contient un tarif des prix des matières à extraire, ce tarif devra, dans tous les cas, être soumis à l'approbation du gouverneur général.

5° *Retrait des autorisations.* — Le retrait des autorisations sera prononcé soit par le préfet ou le général commandant la division, soit, exceptionnellement, par le gouverneur général, dans les cas prévus par le 2e alinéa du n° 3 ci-dessus.

4 mai 1886. — Arrêté du gouv. gén. relatif à l'extraction, sur le rivage de la mer, de sables coquilliers et de tous autres amendements marins.

Vu les décrets du 26 août 1881, relatifs à l'organisation administrative de l'Algérie ;

Vu l'arrêté des ministres de la marine et des colonies, des travaux publics et des finances, du 10 mai 1876, relatif à l'extraction, sur le rivage de la mer, des sables coquilliers et des autres matières constituant des amendements marins;

Vu le décret du 16 juillet 1885, conférant au gouverneur général de l'Algérie le droit de statuer, entre autres matières, par délégation du ministre de la marine, sur l'octroi et le retrait des autorisations d'extraction de ces sables et amendements ;

Vu, notamment, l'art. 4 de ce décret, disposant que « des arrêtés du gouverneur » général, qui ne seront exécutoires qu'après approbation des ministres compé- » tents, fixeront les modifications que doivent subir les arrêtés ministériels rè- » glant, dans la métropole, les matières visées dans les art. précédents, pour » s'adapter à l'organisation administrative spéciale à l'Algérie ; »

Art. 1er. — Les autorisations d'extraire, sur le rivage de la mer, des sables coquilliers et autres matières considérées comme amendements marins sont accordées, en Algérie, dans les formes et conditions déterminées par l'arrêté des ministres de la marine et des colonies, des travaux publics et des finances, du 10 mai 1876, sauf les modifications indiquées ci-après :

1° *Instruction des demandes.* — Les demandes d'extraction sont adressées au contre-amiral commandant la marine en Algérie, qui fait examiner par les fonctionnaires de la marine si les autorisations sollicitées peuvent être accordées sans inconvénient.

Elles sont communiquées, pour avis, au préfet du département ou au général commandant la division, suivant le territoire.

2° *Fixation des prix.* — Les prix des matières à extraire, quand ils ne seront pas établis d'après un tarif approuvé par le gouverneur général, seront fixés par les directeurs des domaines jusqu'à concurrence de 500 fr. Au delà de ce chiffre, ils seront fixés par le gouverneur général, sur les propositions des directeurs.

Même dans le cas où le prix fixé ne sera pas supérieur à 500 fr., le contre-amiral commandant la marine pourra en référer au gouverneur général, s'il estime que les intérêts de la marine exigent impérieusement que ce prix soit diminué ou même que la concession soit entièrement gratuite. Le prix sera définitivement arrêté par le gouverneur général, après avis du conseil de gouvernement.

3° *Octroi des autorisations.* — Le prix une fois définitivement fixé, l'autorisation sera accordée par un arrêté du contre-amiral commandant la marine.

4° *Retrait des autorisations.* — Le retrait des autorisations sera prononcé par le contre-amiral commandant la marine, ou, exceptionnellement, par le gouverneur général, dans le cas prévu par le 2e alinéa du numéro 2 ci-dessus.

5° *Règlement de police.* — Ce règlement sera rendu, s'il y a lieu, par le contre-amiral commandant la marine, conformément aux dispositions de l'art. 10 de l'arrêté ministériel du 10 mai 1876, après avis du préfet ou du général commandant la division, suivant le territoire.

A défaut d'accord entre les chefs des services intéressés, pour la préparation du dit règlement, il sera statué par le gouverneur général, après avis du conseil de gouvernement.

Si le règlement contient un tarif du prix des matières à extraire, ce tarif devra, dans tous les cas, être soumis à l'approbation du gouverneur général.

Art 2. — Le présent arrêté ne sera exécutoire qu'après approbation du ministre de la marine et des colonies.

15 septembre 1886. — Décret portant homologation du bornage de la zone des fortifications du fort de Sidi-M'çid, à Constantine, et de la batterie Joinville, à Cherchell. (*B. O.*, 1886, p. 1240.)

22 septembre 1886. — Décrets portant homologation du bornage de la zone de servitude et de fortifications de la batterie du Camp, à Mostaganem ; du fort de Relizane ; du fort de Tiaret ; des batteries d'Orléans et de Beni-Melek, à Philippeville. (*B. O.*, 1886, p. 1241 et 1242.)

7 octobre 1886. — Arrêté du gouv. gén. qui crée un commissariat de police à Djelfa. (*B. O.*, 1886, p. 1227.)

3 novembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. qui ouvre le port de Ténès à l'exportation des bêtes ovines. (*B. O.*, 1886, p. 1301.)

Vu l'arrêté du 28 juin 1884, prescrivant les mesures sanitaires à prendre en ce qui concerne les bêtes ovines destinées à être expédiées d'Algérie en France et à l'étranger ;

Vu les propositions du préfet d'Alger, tendant à ce que le port de Ténès soit admis au nombre des ports d'exportation ;

Vu l'avis conforme de la chambre de commerce d'Alger, ainsi que celui du directeur des douanes en Algérie ;

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Le bureau des douanes de Ténès (dép. d'Alger) est ouvert à l'exportation des animaux de l'espèce ovine, sous réserve expresse de l'application des mesures sanitaires prescrites par l'arrêté du 28 juin 1884.

4 novembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. portant réglementation des détails d'exécution du décret du 8 août 1885, qui rend applicable à l'Algérie la loi du 3 juillet 1877 et le décret du 2 août suivant, sur les réquisitions militaires. (*B. O.*, 1886, p. 1252).

Vu la loi du 3 juillet 1877, relative aux réquisitions militaires;

Vu le décret du 2 août suivant, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi;

Vu le décret du 8 août 1886, qui a rendu applicables à l'Algérie la loi et le décret susvisés (1);

Vu notamment l'article 13 du décret du 8 août 1885, ainsi conçu :

« Un arrêté du gouverneur général de l'Algérie réglera les détails d'exé-» cution du présent décret. »

Vu la décision en date du 17 mars 1886, par laquelle le ministre de la marine a délégué au gouverneur général les pouvoirs qui lui ont été conférés par le titre VII de la loi susvisée du 3 juillet 1877 et le décret du 2 août suivant;

Le conseil de gouvernement entendu,

TITRE Ier

CONDITIONS GÉNÉRALES DANS LESQUELLES S'EXERCE LE DROIT DE RÉQUISITION

Art. 1er. — En cas de mobilisation totale de l'armée, l'autorité militaire peut user du droit de requérir les prestations nécessaires à l'armée, depuis le jour de la mobilisation jusqu'au moment où l'armée est remise sur le pied de paix.

Art. 2. — Lorsque la mobilisation totale est ordonnée en Algérie, le général commandant le 19e corps d'armée ou le général exerçant le commandement en Algérie, les généraux commandant les divisions, les subdivisions ou des troupes ayant une mission spéciale peuvent de plein droit exercer des réquisitions.

Ils peuvent déléguer le droit de requérir aux fonctionnaires de l'intendance ou aux officiers commandant des détachements.

Art. 3. — En cas de mobilisation partielle, de rassemblement ou de mouvements de troupes, la faculté d'exercer des réquisitions, dans les limites prévues à l'article 2 du présent arrêté, n'appartient de plein droit qu'aux généraux commandant les divisions dans lesquelles la mobilisation a été ordonnée ou les rassemblements de troupes effectués.

Le droit de requérir peut être délégué par eux aux fonctionnaires de l'intendance ou aux officiers commandant des détachements.

Art. 4. — En cas de rassemblement ou de mouvements de troupes, le droit de requérir et de déterminer la nature des réquisitions, ainsi que les portions du territoire sur lesquelles ces réquisitions peuvent être exercées, appartient au gouverneur général de l'Algérie, par délégation du ministre de la guerre.

L'arrêté du gouverneur est publié dans les communes.

---

(1) *Revue algérienne*, 1886, 3, 1.

Art. 5. — Les ordres de réquisition sont détachés d'un carnet à souche qui est remis à cet effet entre les mains des officiers appelés à exercer des réquisitions.

Art. 6. — Les généraux désignés dans les articles 3 et 4 du présent arrêté peuvent remettre aux chefs de corps ou de service des carnets à souche d'ordres de réquisition, contenant délégation du droit de requérir, pour être délivrés par ces chefs de corps ou de service aux officiers sous leurs ordres qui pourraient être éventuellement appelés à exercer des réquisitions.

Art. 7. — Les reçus délivrés par les officiers chargés de la réception des prestations fournies sont extraits d'un carnet à souche qui est fourni par l'autorité militaire, comme les carnets d'ordres de réquisition.

Art. 8. — Exceptionnellement, et seulement en temps de guerre ou d'insurrection, tout commandant de troupes ou chef de détachement opérant isolément peut, même sans être porteur d'un carnet de réquisitions, requérir, sous sa responsabilité personnelle, les prestations nécessaires aux besoins journaliers des hommes et des animaux placés sous ses ordres.

Art. 9. — Les réquisitions ainsi exercées sont toujours faites par écrit et signées; elles sont établies en double expédition, dont l'une reste entre les mains du maire ou de l'autorité qui en tient lieu, et l'autre est adressée par la voie hiérarchique au général commandant la division. Il est donné reçu des prestations fournies.

Art. 10. — L'officier qui a reçu délégation du droit de requérir doit, après avoir terminé la mission pour laquelle il avait reçu cette délégation, remettre immédiatement son carnet d'ordres de réquisition à son chef de corps ou de service, qui le fait parvenir à la commission chargée du règlement des indemnités.

TITRE II

DES PRESTATIONS A FOURNIR PAR VOIE DE RÉQUISITION

Art. 11. — Conformément au décret du 8 août 1885, les dispositions contenues dans la loi du 3 juillet 1877 et le décret du 2 août suivant ne seront appliquées aux indigènes non naturalisés que dans les conditions suivantes :

La fourniture des prestations exigibles des indigènes non naturalisés français, pour les besoins de l'armée et par voie de réquisition, comprend, dans les limites fixées par l'article 19 de la loi du 3 juillet 1877 et l'article 38 du décret du 2 août 1877, reproduit par l'article 39 du présent arrêté :

1° Le cantonnement, pour les hommes et les animaux, dans les locaux disponibles;

2° Les vivres et le chauffage pour les hommes; l'orge, la paille et le fourrage pour les animaux;

3° Les moyens de transport, en animaux de selle, de trait et de bât, et en voitures, soit par voie d'achat, soit par voie de location, y compris le personnel de conduite;

4° Les guides, les messagers, ainsi que les ouvriers pour tous les travaux que les différents services de l'armée ont à exécuter.

Art. 12. — Les officiers qui peuvent être appelés à requérir le logement chez l'habitant ou le cantonnement de troupes sous leurs ordres doivent consulter les états dressés en exécution de l'article 10 de la loi du 3 juillet 1877 et des articles 23 et suivants du présent décret, et ne réclamer, dans chaque commune, le logement que pour un nombre d'hommes et de chevaux inférieur ou au plus égal à celui qui est indiqué par les dits tableaux.

Art. 13. — Lorsque des troupes sont logées chez l'habitant et que celui-ci est requis de leur fournir la nourriture, il ne peut être exigé une nourriture supérieure à l'ordinaire de l'individu requis.

Art. 14. — L'officier commandant un détachement qui réquisitionne dans une commune des fournitures en vivres, denrées ou fourrages, pour la nourriture des troupes ou des animaux sous ses ordres, doit mentionner sur la réquisition la quantité de rations requise et la quotité de la ration réglementaire.

Art. 15. — Quand il y a lieu de requérir des chevaux, animaux de bât, voitures ou harnais pour des transports qui doivent amener un déplacement de plus de cinq jours avant le retour des animaux et voitures, il est procédé, avant la prise de possession, à une estimation contradictoire faite par l'officier requérant et le maire ou l'autorité qui en tient lieu.

Art. 16. — Si des chevaux, animaux de bât ou voitures requis pour accompagner un détachement ou convoi sont perdus ou endommagés, le chef du détachement ou convoi doit délivrer au conducteur un certificat constatant le fait.

Il y joint son appréciation des causes du dommage et, si l'estimation préalable n'a pas eu lieu, une évaluation de la perte subie.

Art. 17. — En cas de refus de l'officier du détachement ou du convoi de délivrer les pièces mentionnées à l'article précédent, le conducteur des chevaux et animaux de bât et voitures endommagés devra s'adresser immédiatement au juge de paix, ou, à défaut de juge de paix, au maire de la commune, ou à l'autorité qui en tient lieu, où s'est produit le dommage, pour en faire constater les causes et la valeur.

Art. 18. — Toutes les fois qu'il est fait une réquisition d'outils, matériaux, machines, bateaux, embarcations en dehors des eaux maritimes, etc., pour une durée de plus de huit jours, il est procédé, avant l'enlèvement des dits objets, à une estimation faite contradictoirement par l'officier requérant et le maire de la commune ou l'autorité qui en tient lieu.

S'il est, plus tard, restitué tout ou partie des dits objets, procès-verbal est dressé de cette restitution, ainsi que des détériorations subies, et mention en est faite sur le reçu primitivement délivré, auquel le procès-verbal est annexé.

Art. 19. — Si la réquisition de moulins a pour objet d'en attribuer temporairement à l'autorité militaire l'usage exclusif, il est procédé, avant et après la prise de possession, à une constatation sommaire par l'officier requérant et le maire de la commune ou l'autorité qui en tient lieu.

Art. 20. — Les chefs de détachements qui requièrent des guides ou conducteurs pour accompagner les troupes doivent pourvoir à leur nourriture, ainsi qu'à celle des animaux, comme s'ils faisaient partie de leur détachement, pendant toute la durée de la réquisition.

Art. 21. — Les guides, les messagers, les conducteurs et les ouvriers qui sont l'objet de réquisitions reçoivent, à l'expiration de leur mission, un certificat qui en constate l'exécution et qui est délivré, pour les guides, par les commandants de détachements; pour les messagers, par les destinataires; pour les conducteurs, par les chefs de convois, et pour les ouvriers, par les chefs de service compétents.

Art. 22. — Lorsqu'il y a lieu de requérir le traitement de malades ou blessés, les maires, ou les autorités qui en tiennent lieu, fournissent des locaux spéciaux pour le traitement des dits malades ou blessés, et, à défaut de locaux spéciaux, les répartissent chez les habitants; mais s'il s'agit de maladies contagieuses, ils doivent pourvoir aux soins à donner dans des bâtiments où les malades puissent être séparés de la population, et qui, au besoin, sont requis à cet effet.

En cas d'extrême urgence, et seulement sur des points éloignés du centre

de la commune, l'autorité militaire peut requérir directement des habitants le soin des malades ou blessés; mais cette réquisition faite directement ne peut jamais s'appliquer à des malades atteints de maladies contagieuses.

Art. 23. — Si des communes ou des habitants sont requis de recevoir des malades ou des blessés, et si ces derniers ne peuvent pas être soignés par les médecins de l'armée, les visites des médecins civils peuvent donner droit à une indemnité spéciale.

Cette indemnité est fixée par la commission d'évaluation sur la note du médecin, certifiée par l'habitant qui a logé le malade ou le blessé, ou, si faire se peut, par ce dernier lui-même, et visée par le maire de la commune ou par l'autorité qui en tient lieu.

TITRE III

DU LOGEMENT ET DU CANTONNEMENT

Art. 24. — Les maires, ou les autorités qui en tiennent lieu, dressent tous les trois ans, sur des modèles qui leur sont transmis par les soins du général commandant le 19e corps d'armée, un état des ressources que peut offrir leur commune pour le logement et le cantonnement des troupes.

Cet état doit distinguer l'agglomération principale et les hameaux détachés; il doit indiquer approximativement :

1° Le nombre de chambres et de lits qui peuvent être affectés au logement des officiers et le nombre d'hommes de troupes qui peuvent être logés chez l'habitant, à raison d'un lit par sous-officier et d'un lit, au moins, d'un matelas et d'une couverture pour deux soldats;

Le nombre de chevaux, mulets, bestiaux et voitures qui peuvent être installés dans les écuries, étables ou remises;

2° Le nombre d'hommes qui peuvent être cantonnés dans les maisons, établissements, écuries, bâtiments ou abris de toute nature appartenant soit aux particuliers, soit aux communes ou aux départements, soit à l'État, sous la seule réserve que les propriétaires ou détenteurs conserveront toujours les locaux qui leur sont indispensables pour leur logement et celui de leurs animaux, denrées et marchandises.

Ainsi que cela est indiqué à l'article 11 du présent arrêté, les indigènes non naturalisés n'ont pas à fournir le logement aux troupes. Les maires, ou les autorités qui en tiennent lieu, dressent par section communale (centre, tribu ou douar) l'état des ressources qu'offre leur circonscription pour le cantonnement des troupes dans les établissements appartenant à l'État, au département, à la commune ou aux indigènes, mais à l'exclusion des locaux servant d'habitation aux femmes.

Art. 25. — Les états dressés en exécution de l'article précédent sont adressés aux généraux de division par l'intermédiaire du préfet, et directement en ce qui concerne les territoires militaires.

Lorsque le ministre de la guerre veut faire opérer la révision de ces états, il charge de cette mission des officiers, qui se transportent successivement dans chaque commune.

Il est donné avis aux maires, ou aux autorités qui en tiennent lieu, de la mission confiée à ces officiers et de l'époque de leur arrivée dans les communes.

Art. 26. — Après la révision, des tableaux récapitulatifs sont imprimés ou autographiés par les soins de l'autorité militaire et tenus à la disposition des officiers généraux ainsi que des intendants militaires et des commissions de règlement des indemnités. Un extrait est envoyé par les commandants de région aux maires des communes intéressées ou aux autorités qui tiennent lieu de maire dans les dites communes.

Art. 27. — Lorsque les maires ou les autorités qui en tiennent lieu ont reçu l'extrait mentionné à l'article précédent, ils dressent, avec le concours des conseillers municipaux ou des commissions municipales, un état indicatif des ressources de chaque maison pour le logement et le cantonnement des troupes, d'après le nombre fixé par le tableau indiqué à l'article précédent.

Lorsqu'ils sont requis de loger ou de cantonner des militaires, ils suivent le plus exactement possible l'ordre de cet état indicatif.

Art. 28. — Toutes les fois qu'un maire, ou l'autorité qui en tient lieu, est obligé (par application du deuxième paragraphe de l'article 12 ou du troisième paragraphe de l'article 13 de la loi du 3 juillet 1877) de loger des militaires aux frais et pour le compte de tiers, il prend à cet égard un arrêté motivé, qui est notifié, aussitôt que possible, à la personne intéressée et qui fixe la somme à payer.

Le payement en est recouvré comme en matière de contributions directes.

Art. 29. — S'il est reconnu que des dégâts ont été commis chez un ou plusieurs habitants par des soldats qui y étaient logés ou cantonnés, procès-verbal en est dressé contradictoirement par le maire de la commune ou l'autorité qui en tient lieu et par l'officier chargé d'examiner la réclamation.

S'il s'agit de passage de troupes en temps de paix, le procès-verbal est remis à l'habitant, qui adresse sa réclamation à l'autorité militaire.

En cas de mobilisation, le procès-verbal sert à l'intéressé comme une réquisition ordinaire, et l'indemnité à allouer est réglée comme en matière de réquisition.

Art. 30. — En temps de guerre et en cas de départ inopiné des troupes logées chez l'habitant, si aucun officier n'a été laissé en arrière pour recevoir les réclamations, tout individu qui croit avoir à se plaindre des dégâts commis par les soldats logés chez lui, et qui n'a pu faire sa réclamation avant le départ de la troupe, porte sa plainte au juge de paix, ou, à défaut de juge de paix, au maire de la commune ou à l'autorité qui en tient lieu.

Cette plainte doit être remise moins de trois heures après le départ de la troupe.

Le juge de paix ou le maire ou l'autorité qui en tient lieu se transporte immédiatement sur les lieux, fait une enquête et dresse un procès-verbal, qui est remis à la personne intéressée, pour faire valoir ses droits comme en matière de réquisition.

Art. 31. — Toutes les fois qu'une troupe est logée ou cantonnée dans une commune, l'officier qui la commande remet au maire ou à l'autorité qui en tient lieu, avant de quitter la commune, un état indiquant l'effectif en officiers, sous-officiers, soldats, animaux, voitures, etc., ainsi que la date de l'arrivée et celle du départ.

Il n'y a pas lieu de fournir cet état lorsqu'il s'agit de cantonnement de troupes qui manœuvrent, ou du logement ou cantonnement de militaires pendant la période de mobilisation.

Art. 32. — La commune qui réclame une indemnité pour logement ou cantonnement de troupes doit fournir la preuve, pour chaque habitant qui réclame une indemnité, qu'il a reçu des troupes chez lui pendant plus de trois nuits dans le même mois.

Art. 33. — Les maires ou les autorités qui en tiennent lieu fournissent la preuve exigée par l'article précédent, soit au moyen de l'envoi d'un état des logements ou cantonnements imposés aux habitants, appuyé des états d'effectif dressés en exécution de l'article 31, soit au moyen des états de logement ou de cantonnement appuyés des ordres de réquisition.

Le maire ou l'autorité qui en tient lieu indique, s'il y a lieu, les motifs qui l'ont empêché de se conformer aux prescriptions du deuxième paragraphe de l'article 27.

Art. 34. — Lorsqu'il y a lieu d'accorder une indemnité pour logement ou cantonnement de troupes dans les conditions spécifiées par les articles 15, 17 et 18 de la loi sur les réquisitions, et 31, 32 et 33 du présent arrêté, le taux de l'indemnité est fixé d'après les bases ci-après :

1° *Logement*

Par officier logé seul et par jour.....	1 f. 00 c.
Par deux officiers logés ensemble et par jour.....	1 50
Par sous-officier et par jour.....	0 15
Par soldat et par jour.....	0 10
Par animal et par jour.	0 05
	plus le fumier.

2° *Cantonnement*

Par homme et par animal.....	0 f. 05 c.
Par animal.....	le fumier.

TITRE IV

DE L'EXÉCUTION DES RÉQUISITIONS

Art. 35. — Lorsque des détachements de différents corps ou des troupes de différentes armes se trouvent à la fois dans une commune, les réquisitions ne peuvent être ordonnées que par l'officier auquel le commandement appartient en vertu des règlements militaires.

Cette disposition ne s'applique pas aux réquisitions qui peuvent être ordonnées pour les besoins généraux de l'armée par les officiers généraux et les fonctionnaires de l'intendance.

Art. 36. — Les réquisitions sont toujours adressées au maire de chaque commune ou à l'autorité qui en tient lieu, ou, en son absence, à son suppléant légal, sauf dans les cas prévus au paragraphe 1er de l'article 19 de la loi du 3 juillet 1877, et sous réserve des peines édictées à l'article 21 de la dite loi.

Art. 37. — Lorsqu'un officier ne trouve aucun membre de la municipalité au siège de la commune, ou lorsqu'il est obligé d'exercer une réquisition urgente dans un hameau éloigné et qu'il n'a pas le temps de prévenir le maire ou l'autorité qui en tient lieu, il s'adresse, autant que possible, à un conseiller municipal ou, à son défaut, à un habitant, pour se faire aider dans la répartition des prestations à fournir.

Art. 38 — Si le maire ou l'autorité qui en tient lieu déclare que les quantités requises excèdent les ressources de sa commune, il doit d'abord livrer toutes les prestations qu'il lui est possible de fournir. L'autorité militaire peut toujours, dans ce cas, faire procéder à des vérifications.

Lorsque celle-ci trouve des denrées qui ont été indûment refusées, elle s'en empare, même par la force, et signale le fait à l'autorité judiciaire.

Art. 39. — Ne sont pas considérés comme prestations disponibles ou comme fournitures susceptibles d'être réquisitionnées :

1° Les vivres destinés à l'alimentation d'une famille et ne dépassant pas sa consommation pendant trois jours;

2° Les grains ou autres denrées alimentaires qui se trouvent dans un établissement agricole, industriel ou autre et ne dépassent pas la consommation de huit jours;

3° Les fourrages qui se trouvent chez un cultivateur et ne dépassent pas la consommation de ses bestiaux pendant quinze jours.

Art. 40. — Lorsque le maire ou l'autorité qui en tient lieu reçoit une réquisition, il convoque, sauf le cas d'extrême urgence, deux des membres du conseil municipal et deux des plus imposés dans l'ordre du tableau, en laissant de côté ceux qui habitent loin du centre de la commune.

Quel que soit le nombre des personnes qui répondent à la convocation du maire, ou de l'autorité qui en tient lieu, celui-ci procède seul ou avec les membres présents à la répartition des réquisitions, et ses décisions sont exécutoires sans appel.

Art. 41. — S'il y a lieu de requérir la prestation d'un habitant absent et non représenté, le maire ou l'autorité qui en tient lieu peut, au besoin, faire ouvrir la porte de vive force et faire procéder d'office à la livraison des fournitures requises.

Dans ce cas, il requiert deux témoins d'assister à l'ouverture et à la fermeture des locaux, ainsi qu'à l'enlèvement des objets; il dresse un procès-verbal de ces opérations.

Art. 42. — Le maire ou l'autorité qui en tient lieu fait procéder, en sa présence ou en présence d'un délégué, à la remise aux parties prenantes des fournitures requises, et s'en fait donner un reçu.

Il tient registre des prestations fournies par chaque habitant, soit en vertu de la répartition par lui faite, soit en vertu de réquisitions directes, et mentionne les quantités fournies et les prix réclamés; il délivre des reçus aux prestataires.

Les habitants qui sont l'objet de réquisitions directes portent à la mairie les reçus qu'ils ont obtenus de l'autorité militaire et les échangent contre des reçus de l'autorité municipale.

Il en est de même des certificats qui sont délivrés aux habitants pour constater l'accomplissement d'un service requis.

Art. 43. — Si une personne requise d'un service personnel abandonne son poste, l'officier qui constate cet abandon prévient immédiatement le procureur de la République du domicile du délinquant, en lui faisant connaître le nom de ce dernier et son domicile. Si le délinquant est un indigène non naturalisé, domicilié en territoire militaire, la plainte sera adressée au général commandant la division territoriale.

Dans le cas prévu par le dernier paragraphe de l'article 21 de la loi du 3 juillet 1877, la plainte est adressée à l'autorité militaire compétente.

Art. 44. — Dans les eaux maritimes, toute réquisition de l'autorité militaire relative à l'emploi temporaire de navires, bateaux ou embarcations de commerce, et de tout ou partie de leurs équipages, est adressée au représentant de la marine, s'il y en a un dans la localité; ce dernier est, dans ce cas, substitué au maire ou à l'autorité qui en tient lieu pour l'exécution de la réquisition.

Le personnel requis reste soumis aux appels pour le service de la flotte.

Les indemnités relatives à ces réquisitions sont réglées suivant les conditions prescrites par les articles 75 et 76 du présent arrêté.

Il est procédé, s'il y a lieu, à l'estimation préalable des objets requis. Cette estimation est faite par un expert que désigne le représentant de la marine.

TITRE V

DU RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS

Art. 45. — En cas de mobilisation totale, le gouverneur général de l'Algérie, par délégation du ministre de la guerre, nomme une commission centrale qui

est chargée de correspondre avec des commissions départementales d'évaluation, d'assurer l'uniformité et la régularité des liquidations et d'émettre son avis sur toutes les difficultés auxquelles peut donner lieu le règlement des indemnités.

Art. 46. — Les commissions départementales sont composées de trois, cinq ou sept membres, selon l'importance des réquisitions à exercer.

Le gouverneur général de l'Algérie fixe ce nombre. Le soin de nommer les membres de ces commissions peut être laissé par délégation aux généraux commandant les divisions.

Art. 47. — Le nombre des membres civils est de deux dans les commissions composées de cinq personnes et de quatre dans celles de sept membres. Les membres civils sont nommés sur la désignation du préfet.

L'arrêté qui nomme les commissions départementales désigne en même temps le président et le secrétaire, qui peuvent être choisis parmi les membres militaires ou parmi les membres civils.

Art. 48. — La commission ne peut délibérer que s'il y a au moins trois membres présents dans les commissions composées de trois ou de cinq membres, et cinq dans celles qui sont composées de sept membres.

Les commissions d'évaluation peuvent s'adjoindre, avec voix consultative, des notables commerçants pour l'établissement des tarifs; elles peuvent aussi désigner des experts pour l'estimation des dommages. Les frais d'expertise sont à la charge de l'administration.

Art. 49. — Les commissions d'évaluation établissent, pour les différents objets susceptibles d'être réquisitionnés, des tarifs qui sont arrêtés par le gouverneur général de l'Algérie.

Art. 50. — Au moyen du registre tenu en vertu de l'article 42 du présent arrêté, le maire ou l'autorité qui en tient lieu, pour faire régler les indemnités qui peuvent être dues dans sa commune, dresse, suivant les objets fournis et par service administratif, en double expédition, l'état nominatif (modèles A et A *bis*) de tous les habitants qui ont fourni des prestations; il indique sur cet état la nature et l'importance des prestations fournies, la date des réquisitions et les prix réclamés. Il y joint son avis. L'état nominatif ainsi dressé est envoyé à la commission d'évaluation par l'intermédiaire du préfet ou du général commandant la division, suivant le cas.

Le maire ou l'autorité qui en tient lieu y joint les ordres de réquisition et les reçus de l'autorité militaire, ainsi que les certificats d'exécution du service requis et les procès-verbaux de dégâts ou d'estimation, s'il y a lieu.

Les pièces justificatives sont récapitulées dans un bordereau dressé en double expédition, dont une est renvoyée à la commune à titre de récépissé, après avoir été visée par la commission.

Art. 51. — La commission d'évaluation donne son avis sur les prix de chaque prestation et sur les différences qui peuvent se produire entre les quantités réclamées et celles qui résultent des reçus. Elle transmet son avis au fonctionnaire de l'intendance chargé par le ministre de la guerre de l'indemnité.

Art. 52. — Dans les délais prévus par l'article 26 de la loi du 3 juillet 1877, le fonctionnaire de l'intendance notifie au maire, ou à l'autorité qui en tient lieu, et celui-ci aux intéressés, le chiffre des indemnités allouées.

Le maire ou l'autorité qui en tient lieu leur fait connaître en même temps qu'ils doivent adresser à la mairie, dans un délai de quinze jours, leur acceptation ou leur refus.

Le fonctionnaire de l'intendance joint à sa notification les états mentionnés à l'article 50 du présent arrêté, revêtu de son visa.

Le maire, ou l'autorité qui en tient lieu, inscrit sur ces états la date de la no-

tification faite aux divers intéressés, y mentionne les réponses qu'il reçoit, et, à l'expiration du délai de quinze jours, arrête les états et en certifie l'exactitude.

Un de ces états reste à la mairie.

Art. 53. — Le maire ou l'autorité qui en tient lieu dresse ensuite en triple expédition, et par service administratif, un nouvel état (modèle B) des allocations acceptées et de celles pour lesquelles les intéressés n'ont pas fait de réponse. Ces trois expéditions sont envoyées, avec l'original de l'état indiqué à l'article précédent, au fonctionnaire de l'intendance chargé du règlement des indemnités.

Art. 54. — Lorsque le fonctionnaire de l'intendance a reçu l'état des allocations acceptées dans une commune, il doit, après vérification et dans un délai maximum de huit jours, délivrer le mandat de payement dans les conditions prévues par l'article 27 de la loi sur les réquisitions.

Le mandat est délivré au nom du receveur municipal de la commune, et il est adressé à ce fonctionnaire avec une expédition de l'état nominatif mentionné à l'article précédent et visé par l'ordonnateur.

Art. 55. — Quand le payement est fait au comptant, le receveur municipal, aussitôt après avoir touché le mandat, effectue le payement à chaque intéressé, qui émarge l'état nominatif.

Art. 56. — Si, par application du dernier paragraphe de l'article 27 de la loi du 3 juillet 1877, le payement a lieu en bons du trésor, le receveur municipal encaisse le montant de ces bons à leur échéance, et il fait, de concert avec le maire ou l'autorité qui en tient lieu, la répartition des intérêts au prorata nominatif et effectue les payements comme il est indiqué à l'article précédent.

Art. 57. — Les refus d'acceptation du chiffre de l'indemnité allouée, qui sont remis aux maires ou aux autorités qui en tiennent lieu, dans les conditions prévues par l'art. 26 de la loi du 3 juillet 1877, sont transmis par ceux-ci aux juges de paix aussitôt après l'expiration du délai de quinzaine.

Les juges de paix appellent en conciliation le fonctionnaire de l'intendance désigné à l'art. 51 du présent arrêté et les réclamants.

Les procès-verbaux de non conciliation pour les réclamations supérieures à 1,500 francs seront remis directement aux intéressés.

Art. 58. — En ce qui concerne les indigènes non naturalisés, le gouverneur général de l'Algérie fixe, chaque année, après délibération du conseil de gouvernement, les tarifs des indemnités à payer pour les journées de personnel et d'animaux requis et, en général, pour toutes les prestations fournies, soit par voie d'achat, soit par voie de location.

Art. 59. — Le payement de ces indemnités, et, s'il y a lieu, du prix d'achat des animaux sera, autant que possible, effectué, séance tenante et suivant les règles de la comptabilité militaire, par les soins de l'intendance ou de l'officier chef de convoi, qui sera pourvu, à cet effet, des avances nécessaires. Les sommes qui n'auraient pu être remises aux ayants-droit, pour toute autre cause que l'abandon de leur poste, seront envoyées au maire de leur résidence ou à l'autorité qui en tient lieu.

Art. 60. — Tout propriétaire d'un animal tué, mort ou endommagé par suite de blessures ou de fatigues résultant de la réquisition et dûment constatées pendant l'exécution du service, aura droit à une indemnité, fixée, d'après les prix courants du pays, par une commission militaire composée de deux officiers et d'un vétérinaire.

Tout indigène requis, devenu impotent à la suite de blessures reçues dans un service commandé, recevra, à titre de réparation pécuniaire, une somme d'argent une fois payée.

Tout indigène requis, tué dans un service commandé, ouvrira aux héritiers dont il était le soutien le droit à une réparation pécuniaire, consistant en une somme d'argent une fois payée.

Les sommes dont il est question dans les deux alinéas qui précèdent seront fixées par le gouverneur général de l'Algérie, et payées sur la contribution de guerre imposée à l'ennemi ou aux rebelles, ou sur les fonds de l'État.

TITRE VI

DES RÉQUISITIONS RELATIVES AUX CHEMINS DE FER

Art. 61. — En cas de mobilisation partielle ou totale de l'armée, de rassemblement ou de mouvements de troupes, les compagnies de chemins de fer sont tenues de mettre à la disposition de l'autorité militaire les ressources en personnel et en matériel jugées nécessaires pour assurer les transports militaires.

Le personnel et le matériel ainsi requis peuvent être indifféremment employés, sans distinction de réseau, sur toutes les lignes dont il peut être utile de se servir.

Art. 62. — Les dépendances des gares et de la voie, y compris les bureaux et fils télégraphiques des compagnies qui peuvent être nécessaires à l'administration de la guerre, doivent également être mis, sur réquisition, à la disposition de l'autorité militaire.

En cas d'urgence, cette réquisition peut être exercée, sans recours préalable à l'autorité militaire supérieure, par les officiers généraux commandant le territoire où elle doit avoir lieu. Ces officiers généraux sont tenus d'en rendre compte, sur le champ, au général commandant le 19e corps d'armée ou le territoire de l'Algérie ; ils ne peuvent déléguer leurs pouvoirs à cet égard.

Les réquisitions sont adressées par l'autorité militaire aux chefs de gare.

Art. 63. — L'autorité militaire peut aussi se faire livrer par les compagnies, sur réquisition et au prix de revient, le combustible, les matières grasses et autres objets nécessaires pour le service des transports par voie ferrée.

Art. 64. — En cas de réquisition de combustible, matières grasses ou autres objets par application de l'art. 63 du présent arrêté, les prix à percevoir par chaque compagnie, appelée à fournir ces objets, se composent :

1° Du prix d'achat de ces matières;

2° Des frais de transport sur des voies étrangères à la compagnie qui les a fournies;

3° Des frais de transport sur le réseau exploité par la dite compagnie, calculés sur le pied de 3 centimes par tonne et par kilomètre.

Art. 65. — Lorsqu'il y a lieu de requérir la totalité des moyens de transport dont disposent une ou plusieurs compagnies de chemins de fer, cette réquisition est notifiée à chaque compagnie par un arrêté du ministre des travaux publics.

Son retrait lui est notifié de la même manière.

Art. 66. — En cas de réquisition totale, le prix des transports militaires sera payé conformément aux stipulations du cahier des charges; s'il n'existe aucune stipulation à ce sujet, le prix est fixé à la moitié du tarif normal.

La réquisition totale donne aux généraux commandant le territoire de l'Algérie, les divisions et les subdivisions territoriales le droit d'utiliser, pour les besoins de l'armée, les dépendances des gares et de la voie, ainsi que les fils télégraphiques des compagnies, sans que cet emploi puisse donner lieu à aucune indemnité nouvelle.

Art. 67. — Si les circonstances de guerre ou d'insurrection l'exigent, les transports militaires peuvent être exécutés sur certaines parties du réseau algérien à l'aide d'un personnel spécial, organisé militairement, et d'un matériel fourni par les compagnies.

Art. 68. — Dans ce cas, il n'est dû aux compagnies pour les transports effectués sur les portions de réseau dont il s'agit que la taxe de péage fixée conformément au cahier des charges qui régit chacune d'elles.

Art. 69. — L'emploi des machines, voitures, wagons provenant des compagnies et utilisés par le personnel organisé militairement donne lieu à une indemnité de location réglée conformément à un tarif qui sera établi par un décret rendu en conseil d'État.

Art. 70. — Le matériel dont il s'agit sera préalablement inventorié. L'estimation portée à l'inventaire servira de base à l'indemnité à allouer en cas de perte, de destruction ou d'avarie.

Art. 71. — Les communes ne peuvent comprendre dans la répartition des prestations qu'elles sont requises de fournir aucun objet appartenant aux compagnies de chemins de fer.

TITRE VII

DES RÉQUISITIONS DE L'AUTORITÉ MARITIME

Art. 72. — L'autorité maritime peut exercer des réquisitions, en cas de mobilisation totale ou partielle, comme l'autorité militaire.

En cas de mobilisation partielle, des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie, délégué à cet effet par le ministre de la marine, déterminent l'époque où pourra commencer et celle où devra se terminer l'exercice du droit de réquisition.

Art. 73. — Le contre-amiral commandant la marine en Algérie peut seul exercer de plein droit des réquisitions.

Il peut déléguer le droit de requérir aux officiers du corps de la marine, investis d'un commandement, ou aux officiers du commissariat de la marine. Les réquisitions de l'autorité maritime, comme celles de l'autorité militaire, sont extraites d'un carnet à souche.

Art. 74. — Exceptionnellement, tout officier de marine commandant une force navale, un bâtiment isolé ou un détachement à terre peut, même sans être porteur d'un carnet de réquisitions, requérir, sous sa responsabilité personnelle, les prestations nécessaires aux navires et aux hommes qu'il commande.

Art. 75. — Les réquisitions de l'autorité maritime qui portent sur les objets énumérés dans l'art. 5 de la loi du 3 juillet 1877 sont adressées aux maires ou aux autorités qui en tiennent lieu, comme les réquisitions de l'autorité militaire.

Les réquisitions de navires, embarcations, matériel naval et équipages de ces bâtiments sont adressées au représentant de la marine, qui, en cette circonstance, a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le maire.

Lorsqu'il n'y a pas de représentant de la marine, les réquisitions mentionnées au paragraphe précédent sont adressées directement au capitaine du navire.

Art. 76. — Les réquisitions de l'autorité maritime sont ordonnées et exécutées suivant les règles établies par les articles composant les titres II, III et IV du présent arrêté.

Art. 77. — Lorsque des troupes de l'armée de terre prennent part à une opération maritime dirigée par un officier de marine, les réquisitions relatives à ces troupes sont ordonnées au nom et pour le compte de l'autorité maritime.

Lorsque des marins ou des troupes de l'armée de mer sont employés à terre à des opérations de l'armée de terre, les réquisitions relatives à ces troupes sont exercées au nom et pour le compte de l'autorité militaire.

Art. 78. — Dans les endroits où il est exercé soit des réquisitions de l'autorité maritime, soit des réquisitions de l'autorité militaire relatives à des navires, embarcations et à leurs équipages, il est créé une commission mixte d'évaluation, composée de trois, cinq ou sept membres, selon l'importance des réquisitions.

S'il n'y a été pourvu par le ministre, le gouverneur général fixe ce nombre et peut déléguer au contre-amiral commandant la marine le soin de nommer les membres de ces commissions.

Les art. 47 et 48 du présent arrêté sont applicables aux dites commissions.

Art. 79. — Toutes les fois qu'il y a lieu d'évaluer les indemnités qui peuvent être dues pour des réquisitions exercées par l'autorité militaire par application de l'art. 23 de la loi du 3 juillet 1877, cette évaluation est faite par la commission indiquée dans l'article précédent, complétée par l'adjonction d'un fonctionnaire de l'intendance, nommé par le ministre de la guerre, ou, sur sa délégation, par le commandant de région.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 80. — Le règlement et la liquidation des indemnités relatives aux réquisitions de l'autorité maritime s'effectuent suivant les règles établies par les réquisitions de l'autorité militaire, sans préjudice des conventions conclues entre l'État et les compagnies propriétaires de navires.

TITRE VIII

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ANIMAUX ET AU MATÉRIEL DE TRANSPORT REQUIS

SECTION Ier

DU RECENSEMENT

§ 1er. — *Animaux appartenant aux Européens*

Art. 81. — Tous les ans, au commencement de décembre, le maire ou l'autorité qui en tient lieu fait publier un avertissement adressé à tous les propriétaires (en nom particulier ou collectif), de chevaux, juments, mulets, mules, ânes, ânesses, chameaux et chamelles qui se trouvent dans la commune, pour les informer qu'ils doivent se présenter à la mairie avant le 1er janvier et faire la déclaration obligatoire de tous les chevaux, juments, mulets, mules, ânes, ânesses, chameaux et chamelles qui sont en leur possession, sans aucune distinction ni exclusion, en indiquant l'âge de ces animaux et leur signalement.

Art. 82. — Du premier au quinze janvier de chaque année, le maire ou l'autorité qui en tient lieu dresse la liste de recensement des chevaux, juments, mulets, mules, ânes, ânesses, chameaux et chamelles prescrite par l'art. 37 de la loi sur les réquisitions militaires.

La liste mentionne tous les animaux déclarés, avec leur signalement, le nom et le domicile de leurs propriétaires, sauf les exceptions ci-après :

1° Les chevaux et juments qui n'ont pas atteint l'âge de 5 ans au 1er janvier ;

2° Les mulets, mules, ânes et ânesses qui n'ont pas atteint l'âge de 3 ans au 1er janvier ;

3° Les chameaux et chamelles qui n'ont pas atteint l'âge de 4 ans au 1er janvier ;

4° Les chevaux, juments, mulets, mules, ânes, ânesses, chameaux et chamelles qui sont reconnus être déjà inscrits dans une autre commune ;

5° Les animaux qui sont reconnus avoir déjà été réformés par une commission de classement en raison de tare, de mauvaise conformation ou d'autres motifs qui les rendent impropres au service de l'armée ;

6° Les chevaux, juments, mulets, mules, ânes, ânesses, chameaux et chamelles qui sont reconnus avoir été refusés conditionnellement par une commission de classement, pour défaut de taille, à moins que les conditions de taille n'aient été modifiées depuis ce refus ;

7° Les chevaux et juments figurant au Stud-Book.

Sont seules dispensées de la déclaration et du recensement de leurs animaux les personnes ci-après désignées, la loi du 3 juillet 1877 ne leur étant pas applicable :

1° Les agents diplomatiques des puissances étrangères;

2° Les nationaux des pays ci-dessus mentionnés, en faveur desquels l'exemption de toute réquisition militaire a été stipulée par des conventions spéciales, savoir :

Mecklembourg-Schwerin, villes Hanséatiques, confédération Argentine, Brésil, Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, San Salvator, Bolivie, Chili, Colombie, République dominicaine, Équateur, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Paraguay, Pérou, Russie, Iles Sandwich, Suisse et Venezuela.

Toutefois, ces exemptions ne s'appliquent aux nationaux d'aucun de ces pays lorsqu'ils sont propriétaires fonciers ou fermiers en Algérie.

Art. 83. — Dès les premiers jours de janvier, le maire ou l'autorité qui en tient lieu fait exécuter des tournées par les gardes-champêtres et les agents de police pour s'assurer que tous les chevaux, juments, mulets, mules, ânes, ânesses, chameaux et chamelles ont été exactement déclarés.

Lorsqu'il est reconnu que des animaux n'ont pas été déclarés, le maire ou l'autorité qui en tient lieu doit les porter d'office sur la liste de recensement, sans rechercher s'ils ont été réformés ou refusés antérieurement.

Aux termes de l'art. 52 de la loi du 3 juillet 1877, les propriétaires d'animaux qui n'auront pas fait, à l'époque fixée, la déclaration prescrite, sont passibles d'une amende de 25 à 1,000 francs, et ceux qui auront fait sciemment de fausses déclarations sont frappés d'une amende de 50 à 2,000 francs.

Art. 84. — Le maire, ou l'autorité qui en tient lieu, sera tenu de délivrer à tous les propriétaires qui feront la déclaration de leurs animaux un certificat constatant la dite déclaration et mentionnant le nombre de chevaux, juments, mulets, mules, ânes, ânesses, chameaux et chamelles inscrits.

Si le propriétaire a plusieurs résidences, il devra présenter le certificat indiqué dans le paragraphe précédent aux maires des communes, ou aux autorités qui en tiennent lieu, où il ne fait pas inscrire ses animaux.

Art. 85. — Tous les trois ans, le maire, ou l'autorité qui en tient lieu, fait la liste de recensement des voitures attelées, dans les conditions et aux époques de l'année indiquées pour le recensement des chevaux et mulets.

Le gouverneur général avertit le préfet deux mois avant le 1er janvier de l'année où doit se faire ce recensement.

Le préfet avertit le maire ou l'autorité qui en tient lieu au moins six semaines avant le commencement de cette même année.

Art. 86. — Sont portées sur la liste de recensement indiquée à l'article précédent toutes les voitures non suspendues, suspendues, mixtes ou autres qui ne sont pas exclusivement affectées au transport des personnes, pourvu que le propriétaire de ces voitures puisse les atteler, dans les conditions que comporte leur forme ou leur poids, d'un cheval ou mulet, ou de deux chevaux ou mulets, classés ou susceptibles d'être classés.

Art. 87. — Si un propriétaire possède plusieurs voitures ou s'il ne peut fournir qu'un seul attelage, le maire ou l'autorité qui en tient lieu porte sur la liste de recensement celle de ces voitures qui lui paraît la plus propre au service de l'armée.

Si le propriétaire peut fournir plusieurs attelages, il est porté sur la liste de recensement autant de voitures qu'il peut en atteler à la fois.

Dans ce cas, le maire ou l'autorité qui en tient lieu veille à ce que, pour chacune des voitures recensées, il soit inscrit, suivant sa forme et son poids, un ou plusieurs animaux capables d'un bon service et inscrits sur la liste de recensement des chevaux, juments, mulets ou mules.

Art. 88. — L'état de recensement des voitures attelées contient le signalement des voitures et des animaux, ainsi que l'inscription de ces derniers sur l'état de recensement, s'ils n'ont pas encore été classés, ou leur numéro de classement, s'ils figurent sur le dernier état de classement de la commune.

§ 2. — *Animaux appartenant aux indigènes*

Art. 89. — En ce qui concerne les indigènes non naturalisés français, tous les ans à l'époque du recensement du zekkat, les maires ou les autorités qui en tiennent lieu dressent par commune, section de commune ou tribu l'état de tous les animaux de selle, de trait ou de bât qui ont atteint le 1er janvier l'âge de 4 ans pour les chameaux, chamelles, chevaux et juments, et de 3 ans pour les mulets, mules, ânes et ânesses et qui sont, par les autorités ci-dessus désignées, reconnus propres au service des convois militaires et des colonnes expéditionnaires.

Un état analogue est dressé, en ce qui concerne les voitures propres à un des services de l'armée et attelées d'animaux capables d'un bon service.

Art. 90. — Les relevés numériques des états ainsi établis, déduction faite des étalons approuvés, des chevaux et juments figurant au Stud Book, des juments, des ânesses et des chamelles pleines ou suitées, des animaux appartenant personnellement aux chefs, adjoints el agents indigènes rétribués sur l'un des budgets de l'État, des départements ou des communes, et ensuite du cinquième pour les non-valeurs, constituent le contingent maximum à fournir, le cas échéant, par chaque commune, section de commune ou tribu.

Art. 91. — Ces relevés numériques sont adressés au préfet ou au général commandant la division, qui les arrête et les centralise pour son territoire. Ces états sont communiqués au général commandant le 19e corps d'armée.

Art. 92. — Il n'est procédé à aucun autre classement des animaux soumis à la réquisition, ni des voitures.

Art. 93. — L'ordre de réquisition adressé aux maires ou aux autorités qui en tiennent lieu et, dans le cas de nécessité résultant de l'éloignement et de l'urgence, aux adjoints ou aux chefs indigènes, indique toujours le nombre des animaux requis, ainsi que le jour et le lieu de leur réunion. Ces animaux doivent être pourvus d'un bât, d'un tellis ou filet et des cordes nécessaires pour assurer la charge. Ils sont examinés et reçus par une commission mixte, composée d'un officier président et ayant voix prépondérante, et d'un vétérinaire civil ou militaire, auxquels sera adjoint, quand ce sera possible, un membre civil de nationalité française, choisi dans la commune parmi les notables du pays. Il ne sera pas alloué d'indemnité au membre civil de cette commission. Celle-ci, seule juge de l'acceptation des animaux, peut exiger le remplacement de ceux reconnus impropres au service pour lequel la réquisition est faite.

L'acquisition éventuelle des animaux et des voitures par voie d'achat a lieu, dans les conditions prescrites par l'art. 49 de la loi du 3 juillet 1877, par les soins de la commission de réception. Seulement, l'augmentation de prix du quart sera aussi bien applicable aux chevaux entiers qu'aux chevaux hongres et aux juments de selle et d'attelage d'artillerie. (Décision présidentielle du 15 septembre 1886).

Dans le cas où un ou plusieurs des animaux requis ne seraient pas présentés au jour et au lieu indiqués ou seraient présentés non pourvus de leurs accessoires, les maires ou leurs adjoints ou les agents indigènes seront passibles d'une amende de 1 à 15 francs pour chaque animal manquant ou présenté non pourvu de ses accessoires. La même peine sera, en outre, applicable à chacun des propriétaires contrevenants.

Cette peine sera prononcée, pour les uns et les autres, par le juge de paix en territoire civil, et par le commandant de cercle ou d'annexe en territoire militaire, sur déclaration écrite, transmise par le président de la commission qui aura refusé les animaux ou constaté l'absence soit des animaux, soit des accessoires.

SECTION II

DU CLASSEMENT

§ 1er. — *Chevaux et mulets*

Art. 94. — A moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le ministre de la guerre, les commissions mixtes, créées en vertu de l'art. 38 de la loi sur les réquisitions militaires, procèdent annuellement à l'examen et au classement des chevaux, juments, mulets et mules susceptibles d'être réquisitionnés pour le service de l'armée.

Art. 95. — Il n'est pas fait de classement pour les chameaux, chamelles, ânes et ânesses appartenant aux Européens. Il n'est pas fait non plus de classement des animaux appartenant aux indigènes non naturalisés.

Art. 96. — Les commissions de classement peuvent seules rayer de la liste de recensement les animaux compris dans les cas d'exemption prévus par les art. 40 et 42 de la loi sur les réquisitions militaires, ainsi que ceux qui leur paraissent incapables d'un service dans l'armée.

Elles doivent inscrire et classer d'office tout cheval ou mulet qui paraîtrait avoir été omis à tort sur la liste de recensement.

Art. 97. — Les commissions de classement dressent, par commune, un tableau des chevaux, juments, mules ou mulets susceptibles d'être requis; ce tableau est divisé par catégories correspondant aux catégories fixées par le ministre de la guerre.

Le tableau de ce classement est dressé en double expédition, toutes deux signées par la commission et le maire de la commune, ou l'autorité qui en tient lieu, ou son suppléant.

Une des expéditions reste déposée à la mairie de chaque commune et l'autre est envoyée par le président de la commissiou mixte au bureau de recrutement.

Les commissions de classement réforment définitivement les animaux impropres au service de l'armée et refusent conditionnellement ceux qui n'atteignent pas le minimum de la taille fixé par les instructions ou qui ne paraissent pas momentanément susceptibles d'être requis.

Mention de ces décisions est faite sur la liste de recensement, avec le signalement exact des animaux réformés ou refusés conditionnellement, et la liste de recensement est arrêtée et signée par le président de la commission de classement, avant d'être rendue au maire.

Art. 98. — Lorsqu'un cheval ou mulet est réformé comme impropre au service de l'armée, le maire ou l'autorité qui en tient lieu remet au propriétaire, s'il le demande, un certificat constatant la décision de la commission. Le certificat doit contenir le signalement exact et détaillé de l'animal réformé, tel qu'il est inscrit sur la liste de recensement.

Le certificat de réforme ainsi obtenu est présenté, au classement suivant, à la mairie du lieu où se trouve le cheval, avec une attestation par écrit de deux propriétaires ou patentables voisins, ou d'un vétérinaire, constatant que le cheval ou mulet réformé n'a pas été changé.

Art. 99. — Les chevaux ou mulets qui, au moment des opérations de la commission de classement, se trouvent dans une autre commune que celle où ils sont inscrits, peuvent être présentés à la commission du lieu où ils se trouvent.

Il est délivré au propriétaire des dits chevaux ou mulets un certificat constatant la décision de la commission.

Le propriétaire est tenu de faire parvenir ce certificat, en temps utile, à la commission du lieu de l'inscription de ses chevaux ou mulets.

§ 2. — *Voitures attelées*

Art. 100. — Dans l'année du recensement des voitures attelées, les commissions chargées du classement des chevaux et mulets procèdent également au classement des voitures attelées.

Sont seules classées les voitures propres à un des services de l'armée et attelées, suivant leur forme et leur poids, d'un ou plusieurs chevaux, juments, mules ou mulets capables d'un bon service et portés sur le tableau de classement des chevaux et mulets de la commune.

Art. 101. — Lorsque la commission a reconnu les voitures attelées susceptibles d'être classées, elle procède, en séance publique avec l'assistance du maire, ou de l'autorité qui en tient lieu, ou de son suppléant, à un tirage au sort entre les dites voitures, par chaque commune.

Il est dressé de cette opération, et en double expédition, un procès-verbal sur lequel sont mentionnés, dans l'ordre du tirage, les voitures attelées, avec le nom des propriétaires, le signalement des chevaux et voitures et l'état des harnais.

Une des expéditions reste déposée à la mairie et l'autre est envoyée au bureau de recrutement.

Art. 102. — Le procès-verbal dressé en exécution de l'article précédent mentionne en outre la catégorie dans laquelle figurent les chevaux ou mulets faisant partie des attelages classés, ainsi que le numéro d'ordre qui leur est attribué sur le tableau de classement.

Mention est faite également sur ce tableau de ceux d'entre eux qui font partie d'attelages classés.

Art. 103. — Il n'est pas fait de classement des voitures appartenant aux indigènes non naturalisés.

SECTION III

DU MODE DE RÉQUISITION SPÉCIAL DES CHEVAUX ET VOITURES CLASSÉES

Art. 104. — En cas de mobilisation, la réquisition des voitures attelées et des chevaux, juments, mulets et mules classés est effectuée par des commissions mixtes.

Ces commissions comprennent :

1° Un officier, président;

2° Un membre civil, nommé par le commandant de la région et ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Chaque commission est assistée d'un vétérinaire militaire ou civil ou, à défaut, d'une personne compétente prise, autant que possible, dans la localité où opère la commission.

Le vétérinaire ou son suppléant n'a que voix consultative.

Les préfets désignent, chaque année, dans les localités où pourrait s'opérer la réquisition, le nombre de membres civils nécessaire pour compléter les commissions.

Art. 105. — Les commissions mixtes de réquisition siègent en des lieux choisis et désignés à l'avance, qui forment le centre des circonscriptions de réquisition, établies également à l'avance par l'autorité militaire.

Art. 106. — L'ordre de rassemblement des voitures attelées et des chevaux, juments, mules et mulets, en cas de mobilisation, est porté à la connaissance des communes et des propriétaires par voie d'affiches indiquant la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Les maires ou les autorités qui en tiennent lieu prennent toutes les mesures qui sont en leur pouvoir pour que tous les propriétaires soient avertis et obéissent en temps utile aux prescriptions de l'autorité militaire.

Art. 107. — Doivent être conduits aux lieux indiqués pour la réquisition des chevaux :

1° Tous les animaux portés sur le tableau de classement des communes appelées;

2° Les animaux qui, pour un motif quelconque, ne figurent pas sur le tableau de classement, bien qu'ils aient l'âge légal, à l'exception de ceux qui se trouvent encore dans le cas d'exemption prévus par l'art. 40 de la loi sur les réquisitions, de ceux qui ont été réformés, ou de ceux qui ont été refusés conditionnellement pour défaut de taille, si les conditions de taille ne sont pas modifiées au moment de la mobilisation;

3° Les animaux recensés ou classés dans d'autres communes, et qui se trouvent dans la circonscription au moment de la mobilisation;

4° Les voitures attelées.

Doivent également se rendre aux lieux de rassemblement tous les propriétaires qui ont à faire constater des mutations ou à présenter des excuses. Ils doivent, à moins d'impossibilité absolue, faire conduire les animaux pour lesquels ils ont des réclamations à faire.

Art. 108. — Les commissions de réquisition reçoivent de l'autorité militaire tous les documents qui leur sont nécessaires, et notamment les tableaux de classement des animaux et les procès-verbaux de tirage des voitures attelées, adressés après le dernier classement aux bureaux de recrutement.

Les maires ou les autorités qui en tiennent lieu se rendent à la convocation et remettent à la commission de réquisition les tableaux de classement laissés entre leurs mains.

Ils assistent aux opérations de la commission et lui fournissent tous les renseignements de nature à l'éclairer.

Art. 109. - Les commissions de réquisition ajoutent aux tableaux de classement les animaux désignés aux paragraphes 3 et 4 de l'art. 99 du présent arrêté et reconnus propres au service de l'armée; elles en rayent :

1° Les animaux morts ou disparus;

2° Ceux qui, depuis le dernier classement, se trouvent dans un des cas d'exemption prévus par l'art. 40 de la loi sur les réquisitions;

3° Ceux qui, après nouvel examen, sont reconnus impropres au service de l'armée.

Les tableaux des voitures attelées sont également l'objet d'une révision.

Art. 110. — Les commissions de réquisition statuent définitivement sur toutes les réclamations ou excuses qui peuvent être présentées par des propriétaires de chevaux, juments, mulets, mules ou voitures attelées.

Lorsque des animaux classés dans une commune d'une autre circonscription de réquisition sont présentés à une commission mixte en exécution de l'art. 99 ci-dessus, cette dernière commission informe immédiatement de sa décision la commission du lieu de l'inscription primitive.

Art. 111. — Les rectifications terminées, les commissions de réquisition réunissent les voitures attelées et les chevaux et mulets de chaque catégorie; elles procèdent d'abord à la réquisition des voitures attelées, en faisant, s'il y a lieu, un tirage au sort entre les communes et en suivant dans chaque commune l'ordre du tirage au sort effectué lors du dernier classement.

Les voitures non requises sont immédiatement dételées et les chevaux, juments, mulets ou mules qui les attelaient sont replacés dans la catégorie d'animaux à laquelle ils appartiennent, à moins qu'ils n'aient été reconnus impropres au service de l'armée.

Art. 112. — Après la réquisition des voitures attelées, les commissions de réquisition procèdent à la réquisition des animaux des différentes catégories, jusqu'à concurrence du chiffre du contingent fixé par l'autorité militaire.

Lorsque le nombre des animaux à requérir dans une catégorie est inférieur au nombre d'animaux classés dans la circonscription, il est procédé à un tirage au sort en présence des maires ou de leurs suppléants.

Art. 113. — Il est remis à chaque propriétaire ou à son représentant contre la livraison de l'animal requis, un bulletin individuel indiquant le nom du propriétaire, le numéro de classement de l'animal et le prix à payer suivant la catégorie.

Art. 114. — Les commissions de réquisition dressent :

1° Pour les voitures attelées qui sont requises, un procès-verbal mentionnant les noms des propriétaires et leur domicile et l'estimation des voitures et harnais d'après les prix courants du pays, conformément aux dispositions de l'art. 48 de la loi du 3 juillet 1877;

2° Pour les animaux requis, un procès-verbal mentionnant les noms des propriétaires, leur domicile et le prix attribué aux animaux selon la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Avant de se séparer, les commissions de réquisition établissent, par communes, un extrait de ces deux procès-verbaux, qui est adressé, avec la signature du président de la commission, au maire de la commune intéressée ou à l'autorité qui en tient lieu.

Les voitures attelées requises sont indiquées sur les procès-verbaux de tirage, et les animaux requis sont également indiqués sur les tableaux de classement, avant que ces pièces soient restituées aux bureaux de recrutement et aux mairies.

Les chevaux et mulets composant les attelages des voitures requises sont portés individuellement sur le procès-verbal de réquisition des chevaux et mulets, et défalqués du contingent à fournir.

Art. 115. — Les commissions de réquisition statuent ensuite sur les substitutions qui leur sont proposées, dans les conditions prévues à l'art. 47 de la loi sur les réquisitions.

Art. 116. — Après les opérations de réquisition, le maire ou l'autorité qui en tient lieu dresse en double expédition un état de paiement pour les animaux requis. Cet état, conforme au modèle C, comprend tous les renseignements contenus au procès-verbal de réquisition et réserve une colonne pour l'émargement des intéressés.

Les deux expéditions, ainsi que le procès-verbal de réquisition, sont adressés à l'intendance militaire, qui en donne récépissé aux communes.

Il est dressé deux états semblables, conformes au modèle D, pour les voitures attelées requises.

Art. 117. — Les intéressés sont payés par le receveur municipal contre la remise des bulletins mentionnés à l'art. 105 du présent arrêté.

A cet effet, des mandats des sommes dues pour chaque commune sont dressés, dans un délai qui ne peut dépasser dix jours, par le fonctionnaire de l'intendance, au nom des receveurs municipaux.

Ces mandats leur sont envoyés par l'intermédiaire des trésoriers-payeurs généraux, avec un des états nominatifs d'émargement visé par l'intendance; ils sont payés immédiatement.

Art. 118. — Aussitôt après avoir perçu le montant du mandat, le receveur municipal fait le paiement aux divers intéressés, sur simple émargement de ces derniers.

Art. 119. — Le mode de réquisition des animaux et des voitures appartenant aux indigènes non naturalisés est spécifié par l'art. 85 du présent arrêté, et le mode de paiement par l'art. 59.

TITRE IX

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX GRANDES MANŒUVRES

Art. 120. — L'époque où peuvent avoir lieu les grandes manœuvres des corps d'armée ou fractions de corps d'armée est déterminée chaque année par le ministre de le guerre.

Art. 121. — Trois semaines au moins avant l'exécution des manœuvres, les généraux commandant les divisions territoriales avertissent les préfets des départements intéressés de l'époque et de la durée des manœuvres, et leur font connaître les localités qui pourront être occupées ou traversées.

Les préfets désignent un membre civil pour faire partie de la commission chargée de régler les indemnités.

Art. 122. — Le maire de la commune, ou l'autorité qui en tient lieu, dont le territoire peut être occupé ou traversé pendant les grandes manœuvres, en est informé par le préfet.

Il fait immédiatement publier et afficher dans sa commune l'époque et la durée des manœuvres.

Il invite les propriétaires de vignes ou de terrains ensemencés ou non récoltés à les indiquer par un signe apparent.

Il prévient les habitants que ceux qui subiraient des dommages par suite des manœuvres doivent, sous peine de déchéance, déposer leurs réclamations à la mairie dans les trois jours qui suivent le passage ou le départ des troupes.

Art. 123. — Quinze jours au moins avant le commencement des manœuvres, les généraux commandant les divisions territoriales nomment les commissions de réglement des indemnités.

Ces commissions sont composées, pour chacune des divisions d'Algérie, d'un fonctionnaire de l'intendance, président, d'un officier du génie, d'un officier de gendarmerie et du membre civil désigné par le préfet.

Art. 124. — La commission peut reconnaître à l'avance les terrains qui doivent être occupés; elle accompagne les troupes et suit leurs opérations.

Au fur et à mesure de l'exécution des manœuvres, elle se rend successivement dans les localités qui ont été traversées ou occupées, en prévenant à l'avance les maires du moment de leur passage.

Les maires ou les autorités qui en tiennent lieu préviennent les intéressés et remettent à la commission un état individuel mentionnant la date de la réclamation, la nature du dommage et la somme réclamée.

Art. 125. — La commission, après avoir entendu les observations des maires ou des autorités qui en tiennent lieu, et des réclamants, fixe le chiffre des indemnités à allouer et en dresse l'état.

Si les intéressés présents acceptent cette fixation, ils reçoivent immédiatement le montant de l'indemnité sur leur émargement.

A cet effet, la commission est accompagnée d'un adjoint du génie ou d'un officier-comptable d'un des services administratifs, muni d'une avance de fonds.

Art. 126. — Si l'allocation n'est pas acceptée séance tenante, la commission insère dans son procès-verbal les renseignements nécessaires pour apprécier la nature et l'étendue du dommage.

Un extrait du procès-verbal est, en cas de contestations, remis au juge de paix ou au tribunal chargé de statuer sur les réclamations.

Art. 127. — L'état des indemnités qui n'ont pas été acceptées séance tenante est remis au maire de la commune ou à l'autorité qui en tient lieu, qui, par une notification administrative, met immédiatement les propriétaires en demeure de les accepter ou de les refuser dans un délai de quinze jours.

Les refus, déposés par écrit et motivés, sont annexés au procès-verbal.

Art. 128. — A l'expiration du délai de quinze jours, le maire ou l'autorité qui

en tient lieu consigne sur l'état qui lui a été remis par la commission les réponses qu'il a reçues et les transmet ensuite au fonctionnaire de l'intendance militaire, président de la commission, qui assure le paiement des indemnités qui n'ont pas été refusées.

Art. 129. — Les règlements antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire au présent arrêté.

11 novembre 1886. — Décret du Bey sur l'administration des forêts. (*J. O. T.*, 18 novembre 1886.)

Vu notre décret du 23 Chaban 1300 (28 juin 1882) et notamment son art. 2, ainsi conçu :

« La direction des forêts ressortira à la direction générale des travaux publics dans des conditions qui seront déterminées par un décret ultérieur; »

Art. 1er. — La haute administration des forêts domaniales de la Régence est confiée, sous notre autorité, au directeur général des travaux publics.

Il dirige et surveille toutes les opérations relatives au service.

Il correspond seul avec les diverses autorités.

Il donne et signe tous les ordres généraux de service.

Il ordonnance les dépenses de l'administration forestière.

Art. 2. — Le directeur général des travaux publics a sous ses ordres :

Le directeur des forêts, les agents et préposés forestiers.

Art. 3. — Le directeur des forêts et les agents forestiers sont nommés par décret rendu sur la proposition du directeur général des travaux publics.

Les préposés sont nommés par arrêté du directeur général des travaux publics.

Les émoluments des agents et préposés sont déterminés et leur poste leur est désigné par arrêté du directeur général des travaux publics, rendu sur la proposition du directeur des forêts.

Les agents et préposés ne peuvent être destitués que par l'autorité même à qui appartient le droit de les nommer.

Art. 4. — Le directeur général des travaux publics soumet au conseil des ministres et chefs de service :

1° Le budget de l'administration forestière;

2° La division du territoire en circonscriptions forestières;

3° La délimitation des forêts;

4° La soumission au régime forestier et la distraction du régime forestier;

5° Les droits d'usage;

6° L'aménagement des forêts;

7° Coupes extraordinaires.

Art. 5. — Dans toutes les affaires autres que celles qui sont mentionnées à l'article précédent, et en dehors des exceptions prévues à l'art. 7 ci-après, il est statué par le directeur général des travaux publics.

Art. 6. — Le directeur des forêts est chargé de l'instruction des affaires, de la présentation des projets et de l'exécution des décisions prises.

Il ne peut engager aucune dépense sans l'autorisation formelle du directeur général des travaux publics.

Il a sous ses ordres immédiats les agents et préposés forestiers.

Art. 7. — Le directeur des forêts peut autoriser directement la vente des menus produits jusqu'à concurrence de mille piastres.

Il approuve les projets de travaux neufs jusqu'à concurrence de la même somme.

Il approuve tous les projets de travaux d'entretien.

Art. 8. — La division territoriale de la Régence en circonscriptions forestières est arrêtée par décret rendu sur la proposition du directeur général des travaux publics.

A la tête de chaque circonscription est placé un agent forestier chef de service.

Le directeur général des travaux publics détermine, sur la proposition du directeur des forêts, le nombre des agents, brigadiers et gardes de chaque circonscription, ainsi que les arrondissements et triages dans lesquels ils doivent exercer leurs fonctions.

Art. 9. — Chacun des agents forestiers fait les opérations, vérifications et tournées qui lui sont prescrites, surveille le service des agents et gardes qui lui sont subordonnés, et transmet les ordres et instructions qu'il reçoit de ses supérieurs.

Les agents forestiers correspondent avec le chef de service sous les ordres duquel ils sont placés et lui rendent compte de leurs opérations.

Art. 10. — Les brigadiers et gardes sont spécialement chargés de faire des visites journalières dans les bois soumis à leur surveillance, et de dresser procès-verbal pour tous les délits ou contraventions qui y auront été commis.

Ils adressent leurs rapports à leur chef immédiat et lui remettent leurs procès-verbaux revêtus de toutes les formalités.

Art. 11. — Ils résident dans le voisinage des forêts ou triages confiés à leur surveillance; le lieu de leur résidence est indiqué par le directeur des forêts.

Art. 12. — L'uniforme des agents, brigadiers et gardes-forestiers détachés en Tunisie par l'administration forestière française est celui de cette administration.

L'uniforme des gardes indigènes sera déterminé par arrêté du directeur général des travaux publics.

Art. 13. — Les brigadiers et gardes sont toujours revêtus de leur uniforme ou des marques distinctives de leur grade dans l'exercice de leurs fonctions.

23 novembre 1886. — Décret du Bey fixant le tarif des droits à prélever par les adels sur les actes qu'ils sont appelés à dresser, ainsi que les tarifs des honoraires des notaires pour les expertises. (*J. O. T.*, 9 décembre 1886.)

Art. 1er. — Le tarif des droits à prélever par les adels sur les actes qu'ils sont appelés à dresser est fixé comme il suit :

N° 1. Acte constatant la qualité de chérif.	Piast. 40
N° 2. Contrat de mariage, y compris la procuration de la mariée, les certificats constatant son âge, le degré de parenté de son représentant et tout ce qui est nécessaire à l'accomplissement du mariage.	
6 piastres s'il a lieu chez le notaire.	6
12 piastres s'il a lieu ailleurs.	12
N° 3. Acte de reprise en mariage de la même femme.	2
N° 4. Acte de divorce absolu	8
N° 5. Acte de divorce avec la faculté de reprendre la même femme	2
N° 6. Déclaration de témoins constatant les sévices subis par la femme et tendant à lui faire restituer la somme donnée pour obtenir le divorce (dit Kholâ).	6 1/2
N° 7. Acte de pension.	1
N° 8. Acte désignant la femme qui prendra soin d'un enfant en bas-âge, après le décès de sa mère ou son mariage en secondes noces.	1 1/2
N° 9. Acte par lequel la femme désignée pour prendre soin d'un enfant en bas-âge est remplacée par une autre femme	1 1/2
N° 10. Acte de vente :	
Jusqu'à 200 piastres	5
De 201 à 500.	8

De 501 à 1,000	Piast.	12
De 1,001 à 1,500		15
De 1,501 à 2,000		20
De 2,001 à 4,000		25
De 4,001 à 10,000		40
Au-dessus de 10,000		40
Plus 1/4 de piastre par millier ou fraction de millier de piastres au-dessus de 10,000 piastres		40
N° 11. Acte d'échange d'immeubles, même tarif que pour les ventes.		
N° 12. Cession d'un bien en payement d'une dette, méme tarif que l'acte de vente.		
N° 13. Cession d'un objet vendu, au prix de la vente		2
N° 14. Acte établissant la preuve d'un vice rédhibitoire existant, soit dans un immeuble, soit chez une bête de somme		6 1/2
N° 15. Résiliation de vente, 1/4 du droit perçu pour la vente.		
N° 16. Renonciation à la vente, 1/4 du droit perçu pour la vente.		
N° 17. Acte en avance de payement pour marchandises à livrer :		
Au-dessous de 500 piastres		3
De 501 à 1,000		5
De 1,001 à 2,000		7
De 2,001 à 3,000		8
Au-dessus de 3.000		10
Plus 1/4 de piastre par millier ou fraction de millier de piastres au-dessus de 3,000 piastres.		
N° 18. Acte de prêt		3 1/4
N° 19. Acte de quittance définitive pour achat d'un immeuble après des payements successifs		5
N° 20. Acte de prêt sur gage d'un immeuble ou autre :		
Au-dessous de 200 piastres		3
De 201 à 500		6
De 501 à 1,000 et au-dessus		10
N° 21. Résiliation d'un acte de prêt sur gage, 1/4 du droit perçu pour l'acte de prêt sur gage.		
N° 22. Renonciation au prêt sur gage, 1/4 du droit perçu pour l'acte de prêt sur gage.		
N° 23. Certificat d'indigence (doit être délivré gratuitement).		
N° 24. Acte d'interdiction		16
N° 25. Acte d'émancipation		16
N° 26. Acte par lequel un cadi nomme un gardien chargé de gérer, sous son contrôle, la tutelle d'un interdit ou d'un mineur		3 1/4
N° 27. Arrangement à l'amiable		8
N° 28. Transport de créances		5
N° 29. Acte de garantie		3 1/4
N° 30. Acte d'association		8
N° 31. Dissolution d'association et règlement de comptes : si les sommes qui en font l'objet sont inférieures à 200 piastres		5
Au-dessus de 200 piastres		10
N° 32. Procuration		3 1/4
N° 33. Révocation d'un mandataire		3 1/4
N° 34. Reconnaissance d'un enfant		8
N° 35. Reconnaissance d'une obligation :		
Au-dessous de 200 piastres		2
De 201 à 500		4
Au-dessus de 500		6

N° 36. Acte de dépôt	Piast. 5	
N° 37. Déclaration relative à l'exercice du droit de préemption.	8	
N° 38. Acte de partage, même tarif proportionnel que pour l'acte de vente.		
N° 39. Acte de société en commandite	8	
N° 40. Acte d'association entre le propriétaire d'un immeuble et celui qui y fait des plantations ou autres travaux améliorant la propriété, à condition de partager le revenu	8	
N° 41. Acte de convention entre le propriétaire d'un immeuble et celui qui le cultive, pour le partage des fruits	5	
N° 42. Acte de convention pour la fixation d'un salaire	3	1/4
N° 43. Acte de location :		
Location perpétuelle, même taux que la vente.		
Au-dessus de 18 ans, la moitié du taux de la vente.		
De 9 à 18 ans, le tiers du même taux.		
De 3 à 9 ans, le quart du même taux.		
Au-dessous de 3 ans.	3	1/4
N° 44. Acte de constitution de habous	32	
N° 45. Acte d'annulation de habous.	16	1/4
N° 46. Acte de don et aumône :		
Au-dessous de 200 piastres.	3	
Au-dessus de 200 piastres	5	
Pour un immeuble (droit fixe).	10	
N° 47. Révocation d'une donation	8	
N° 48. Droit de jugement, dû indépendamment de toute demande d'expédition :		
Si le litige est inférieur à 200 piastres de capital	5	
Au-dessus de 200 piastres de capital.	10	
N° 49. Lettre d'un cadi à un autre cadi (M'rasla).	3	1/4
N° 50. Acte de reconnaissance d'écritures	3	1/4
N° 51. Acte qui établit la filiation d'une personne et son droit à un héritage :		
Pour acte de filiation remontant au grand-père ou aïeul. . . .	8	
Si on remonte au bisaïeul	11	
Si on remonte d'un nouveau degré.	14	
Quel que soit l'auteur commun au delà du 5e degré..	19	1/2
N° 52. Acte constatant un droit par la déclaration de témoins :		
S'il s'agit d'un immeuble.	10	
S'il s'agit de plusieurs immeubles	16	1/2
Dans les autres cas	6	1/2
N° 53. Délimitation d'un immeuble.	8	
N° 54. Acte testamentaire pour le tiers des biens du testateur (quotité disponible en droit musulman).	8	
Au-dessus de 200 piastres	20	
N° 55. Constitution d'exécuteur testamentaire.	5	
N° 56. Retour sur une donation faite par testament	5	
N° 57. Répartition d'héritage, fixation des parts, énumération des héritiers, constatation de leurs droits	16	1/4
N° 58. Droits à percevoir sur l'héritage vendu : 3 p. 100 sur les premières 10,000 piastres ; 1/2 p. 100 pour la partie comprise entre 10,000 et 100,000 ; 1/4 p. 100 pour le surplus.		
N° 59. Liquidation, estimation suivie de partage, même tarif.		
N° 60. Dissolution de mariage..	8	
N° 61. Acte constatant le droit d'un tiers sur un immeuble. . .	10	
N° 62. Reçu fait par devant le cadi	3	1/4

N° 63. Tout non spécialement dénommé . . . . . Piast. 1 1/2
N° 64. Toute expédition de jugement ou d'acte donne lieu à la perceptlon d'un droit de copie égal au quart du droit de jugement ou d'acte, sans que ce droit puisse excéder 16
N° 65. Extrait d'un acte authentique si, en y faisant connaître la portée de l'acte, on y indique l'usage auquel l'extrait est destiné, moitié du coût de l'acte, sans que ce droit puisse excéder. . . . 16
N° 66. Recherche d'actes :
Pour les actes de l'année courante. . . . . » 3/4
Pour les actes de l'année précédente. 1 1/2
Pour chaque année en sus, 3/4 de piastre, sans pouvoir dépasser 5
N° 67. Requête 5
N° 68. Acte par lequel on fait connaître ses moyens de défense. 5
N° 69. Acte portant fixation de délai. 1 1/2
N° 70. Acte établissant le droit d'un tiers sur des biens meubles 4
N° 71. Acte de convention pour la fixation d'un salaire payable après l'accomplissement des travaux. 3
N° 72. Récusation de témoignage 4
N° 73. Procès-verbal de prestation de serment. 5
N° 74. Résumé de titres : par 100 lignes (chaque ligne doit être composée de 20 mots) 20
N° 75. Acte de constatation d'un délit ou d'un crime 10

Art. 2. — Les honoraires des notaires, pour les expertises, seront perçus d'après le tarif suivant :

Si l'expertise a lieu dans l'intérieur de la ville de Tunis et qu'elle n'absorbe pas toute une journée . . . . . Piast. 5
Si elle a lieu à Tunis et qu'elle absorbe toute une journée ou la plus grande partie d'une journée. 10
Si l'expertise a lieu aux environs de Tunis et que les experts rentrent le même jour, chacun d'eux aura 15 piastres, les frais de transport compris. 15
Si elle a lieu hors de Tunis et dans un endroit tel que les experts ne peuvent rentrer le même jour, chacun des notaires aura droit à 25 piastres par jour, les frais de transport compris. 25
Si l'expertise a lieu dans les quatre villes suivantes : Kairouan, Sousse, Monastir et Mehdia 5
Si elle a lieu dans ces quatre villes et qu'elle absorbe aux notaires une journée ou la plus grande partie d'une journée. 8
Si l'expertise a lieu aux environs des quatre villes précitées ou dans une localité de la banlieue permettant aux experts de rentrer le jour même à midi ou avant cette heure, chacun des notaires aura droit à 8 piastres, y compris les frais de transport. 8
Si l'expertise a lieu dans des localités si éloignées que les notaires ne puissent rentrer le même jour, chacun d'eux aura droit à 15 piastres par jour, y compris les frais de transport 15
Si l'expertise a lieu dans une autre localité que celles susindiquées, chaque notaire aura droit à des honoraires de 10 piastres s'il a couché en dehors de la ville ou de la smala ou que l'expertise lui ait absorbé la plus grande partie de sa journée. 10

Mais dans le cas où les notaires rentreront le jour même à midi ou avant cette heure, chacun d'eux aura droit seulement à la moitié des honoraires ci-dessus indiqués.

Les honoraires des notaires, pour les opérations concernant la constitution en enzel des immeubles habous, doivent être perçus suivant le tarif annexé au présent décret du 13 moharrem 1303.

18 août 1886. — Décret portant que les produits forestiers peuvent, dans certaines circonstances, être vendus par voie de marché de gré à gré.

Vu le décret du 26 août 1881, relatif à l'organisation administrative de l'Algérie;
Vu la lettre du gouverneur général en date du 5 avril 1885;
Sur le rapport du ministre de l'agriculture;
Considérant que, eu égard à la situation particulière de la plupart des forêts domaniales de l'Algérie, les prescriptions du Code forestier relatives au mode de cession des produits forestiers sont parfois applicables dans la colonie;

Art. 1er. — Le ministre de l'agriculture pourra autoriser les cessions, par voie de marché de gré à gré, des produits forestiers reconnus invendables par voie d'adjudication publique ou en cas d'urgence absolue provoquée par des circonstances imprévues et à défaut d'autres moyens de pourvoir aux besoins constatés.

14 octobre 1886. — Arrêté du gouv. gén. relatif à la perception d'une taxe spéciale sur la vigne (*Mob.*, 26 janvier 1887.)

Vu la loi du 28 juillet 1886, relative à l'organisation de syndicats en Algérie pour la défense contre le phylloxéra (1).
Vu les articles 1, 2 et 6 de cette loi disposant : 1° qu'il est fait face aux frais de visite du vignoble algérien au moyen d'une taxe spéciale et temporaire portant sur toutes les vignes, à partir de la 3e année de leur plantation; 2° que la dite taxe, dont le montant sera fixé chaque année par arrêté du gouverneur général, pris en conseil du gouvernement, les conseils généraux consultés, est assise sur les déclarations des propriétaires, contrôlées par le service des contributions directes; 3° enfin qu'un arrêté du gouverneur général, pris en conseil de gouvernement et approuvé par le ministre de l'agriculture, doit régler les conditions de ce contrôle, la forme des déclarations, etc...
Le conseil de gouvernement entendu;
Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

TITRE Ier

DE L'ASSIETTE DE LA TAXE

Art. 1er. — La taxe à percevoir sur les vignes, à partir de la troisième année de leur plantation, est uniforme dans toute l'étendue d'un même département.
Elle est due pour l'année entière par le propriétaire déclarant, ses héritiers ou cessionnaires.

Art. 2. — Chaque année, du 1er février au 15 mars, tout propriétaire ou représentant à un titre quelconque le propriétaire de vignes imposables et d'une étendue de 25 ares et au-dessus doit faire la déclaration prescrite par l'article 2, § 2, de la loi du 28 juillet 1886, à la mairie de la commune où sont situées les vignes.
Toutefois, la déclaration peut ne plus être renouvelée, si ce n'est dans le cas d'un changement apporté au nombre d'hectares de vignes imposables primitivement déclarées.

Art. 3. — Les déclarations prescrites par l'article précédent sont inscrites sur des formules *ad hoc* dont un exemplaire sera mis gratuitement à la disposition des propriétaires de vignes, sur la demande qu'ils auront à en faire à la mairie.

---

(1) V. *Revue algérienne*, 1886, 3, 169.

Ces déclarations font mention des nom, prénoms, profession et demeure des déclarants, de la date de la déclaration, du nombre d'hectares déclarés et des lieux dits de la situation des vignes dans la commune. Il en est donné reçu au déclarant. Le récépissé est la copie de la déclaration.

Art. 4. — A l'expiration du délai imparti pour recevoir les déclarations, les agents des contributions directes se rendront dans chaque commune du département après avoir eu soin d'aviser le maire ou l'autorité en tenant lieu du jour de leur arrivée.

Ces agents vérifieront les déclarations; ils les confronteront avec les renseignements qu'ils auront pu recueillir et avec ceux qui leur seront fournis par l'autorité municipale; ils suppléeront d'office, et sauf recours devant le conseil de préfecture de la part des intéressés, aux déclarations qui n'auraient pas été faites ou qui seraient reconnues inexactes ou incomplètes, et ils appliqueront, s'il y a lieu, la double taxe prévue par l'article 2 de la loi du 28 juillet 1886.

Ils rédigeront l'état matrice, de concert avec le maire.

Art. 5. — L'état matrice est rédigé par lettre alphabétique et est disposé pour une durée de quatre ans.

Cet état présente les nom, prénoms, profession et demeure des propriétaires, le nombre d'hectares de vignes imposables qu'ils possèdent, et la taxe (simple ou double) à laquelle ces hectares doivent être soumis pour la première année d'imposition.

Art. 6. — Les agents des contributions directes adresseront au directeur du service les états matrices avec toutes les déclarations et autres pièces justificatives reconnues utiles.

Ces états matrices servent de base à la confection des rôles. Il est procédé, pour cette confection, pour la mise à exécution et la publication des rôles, la distribution des avertissements et le recouvrement de la taxe, comme en matière de contributions directes en Algérie.

Art. 7. — Lorsque les faits pouvant donner lieu à un accroissement de taxe n'ont pas été constatés en temps utile pour entrer dans la formation du rôle primitif, il est dressé dans le cours de l'année un rôle supplémentaire.

TITRE II

FRAIS D'ASSIETTE DE LA TAXE

Art. 8. — Les frais d'assiette, de perception et autres frais accessoires relatifs à la taxe spéciale sur les vignes sont prélevés sur le produit de cette même taxe. Ils sont fixés par arrêtés du gouverneur général, pris en conseil de gouvernement.

TITRE III

MESURES TRANSITOIRES

Art. 9. — A titre exceptionnel et pour que la perception de la taxe sur les vignes puisse être autorisée par la loi de finances de l'exercice 1887, les déclarations devant servir de base à l'établissement de la taxe pour l'année 1887 ont été reçues dans les mairies du 15 août au 15 septembre inclus, délai fixé par l'arrêté du 5 août 1886.

23 octobre 1886. — Décret portant imposition, sur les patentés, d'une contribution spéciale destinée à l'acquittement des dépenses de la chambre et de la bourse de commerce d'Alger. *(B. O.*, 1887, p. 34.)

15 novembre 1886. — Décret portant imposition, sur les patentés, d'une contribution spéciale destinée à l'acquittement des dépenses de la chambre de commerce d'Oran. *(B. O.,* 1887, p. 35.)

30 novembre 1886. — Décrets portant ouverture au ministre des travaux publics de deux crédits s'élevant ensemble à la somme de 400,000 fr., applicables aux travaux d'amélioration du port de Bône. *(B. O.,* 1887, p. 20 et 21.)

6 décembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. portant rattachement de l'annexe d'El-Aricha à la subdivision de Tlemcen (division d'Oran). *(B. O.,* 1887, p. 47.)

Vu l'instruction gouvernementale du 21 mars 1867, relative au service des bureaux arabes ;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1885, constitutif de l'annexe d'El-Aricha (cercle de Lalla-Maghrnia) ;

Vu la proposition du général commandant la division d'Oran ;

Le conseil de gouvernement entendu,

Art. 1er. — Le chef du bureau arabe annexe d'El-Aricha (cercle de Lalla-Maghrnia, territoire de commandement du département d'Oran) est placé directement sous les ordres du général commandant la subdivision de Tlemcen, pour tout ce qui a rapport aux indigènes.

8 décembre 1886. — Décret qui déclare exécutoires en Algérie les décrets des 12 juillet 1874 et 20 mars 1875, modifiant le décret du 19 mai 1873, relatif aux huiles de pétrole, essences, etc. *(J. O.,* 18 déc. 1886.)

Vu le décret du 8 décembre 1873, rendant applicable en Algérie le décret du 19 mai 1873, concernant la fabrication et la vente en gros et en détail des huiles de pétrole, de schiste, essences et autres hydrocarbures ;

Vu les décrets des 12 juillet 1884 et 20 mars 1885, portant modification au décret précité du 19 mai 1873 ;

Vu le décret du 26 août 1881, sur l'organisation administrative de l'Algérie ;

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie, d'après les propositions du gouvernenr général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les décrets susvisés des 12 juillet 1884 et 20 mars 1885, publiés à la suite du présent décret, sont rendus exécutoires en Algérie et y seront promulgués à cet effet.

14 décembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. relatif à l'organisation et au fonctionnement des syndicats départementaux pour la défense contre le phylloxéra. *(Mob.,* 19 janvier 1887.)

Vu la loi du 21 mars 1883, sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra en Algérie (1) ;

---

(1) LOI DU 21 MARS 1883, relative aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra en Algérie.

Vu la loi du 28 juillet 1886, ayant pour objet l'organisation des syndicats en Algérie pour la défense contre le phylloxéra ;

Vu notamment l'art. 6 de cette même loi, disposant que des arrêtés du gouverneur général pris en conseil de gouvernement et approuvés par le ministre de l'agriculture régleront les conditions dans lesquelles s'exercera le contrôle de l'administration sur les syndicats;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée pour l'élaboration de l'arrêté destiné à régler les divers détails du fonctionnement du syndicat ;

Vu l'avis du conseil de gouvernement;

Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge de la culture ou la garde d'une vigne, est tenu de signaler immédiatement au maire de sa commune tout fait de dépérissement ou même tout symptôme maladif qui se seront manifestés dans la dite vigne.

Une semblable déclaration est obligatoire pour les pépinières ou jardins dans lesquels il existe des pieds de vigne.

Le maire prévient immédiatement le sous-préfet ou le préfet.

Art. 2. — Le maire de chaque commune est tenu de faire visiter par un expert, une fois par an, et plus souvent s'il est jugé nécessaire, les vignes comprises dans le territoire de sa commune. Il rend compte immédiatement au sous-préfet ou au préfet du résultat de cette visite.

Art. 3. — Le préfet fera visiter sans délai les vignes, pépinières ou jardins pour lesquels il aura reçu la déclaration prévue par les articles 1er et 2, ou dans lesquels il jugera une inspection nécessaire. Son délégué est investi du pouvoir de pénétrer dans ces propriétés et d'y faire toutes les recherches et travaux d'investigation jugés nécessaires.

Cette visite sera étendue aux vignes environnantes. Le délégué transmet sans délai son rapport au préfet.

Art. 4. — Lorsque l'existence du phylloxéra a été reconnue, le gouverneur général prend un arrêté portant déclaration d'infection de la vigne malade, des pépinières et jardins et des vignes environnantes. Cette déclaration d'infection indique le périmètre auquel elle s'étend.

Ce périmètre comprend les vignes reconnues malades ou suspectes et une zone de protection.

La déclaration d'infection entraîne les mesures suivantes :

I. — Dans les vignes malades ou suspectes :

1° La destruction par le feu des ceps, tuteurs, échalas, feuilles, sarments et autres objets pouvant servir de véhicule au phylloxéra ;

2° La désinfection du sol ;

3° L'interdiction de toute nouvelle plantation de vignes pendant un temps qui ne pourra pas dépasser cinq années.

II. — Dans la zone de protection :

Le traitement préventif des vignes qui s'y trouvent.

III. — Dans le périmètre total des lieux déclarés infectés :

TITRE Ier

CONSTITUTION DES SYNDICATS DÉPARTEMENTAUX POUR LA DÉFENSE DES VIGNOBLES CONTRE LE PHYLLOXÉRA

Art. 1er. — Toute demande en autorisation de constitution d'un syndicat départemental pour la défense du vignoble contre le phylloxéra est adressée au préfet, qui s'assure si les adhérents possèdent réellement une étendue de vignes formant un chiffre d'hectares égal au moins à la moitié de la superficie totale des propriétés viticoles du département. Cette superficie est déterminée chaque année dans le rapport présenté par le préfet au conseil général, en y comprenant les vignes situées dans le territoire de commandement.

1° La défense de pénétrer, si ce n'est avec une autorisation du délégué;

2° L'interdiction de sortie des terres, feuilles, plants et tous objets pouvant servir à propager le phylloxéra.

Art. 5. — Toute plantation faite à l'aide de plants introduits frauduleusement sera détruite par ordre de l'autorité administrative, sans préjudice des poursuites à exercer contre les délinquants.

Art. 6. — Il est interdit d'introduire, de détenir et de transporter à l'état vivant le phylloxéra, ses œufs, larves et nymphes.

Art. 7. — Dans les territoires soumis à l'autorité militaire, les dispositions des articles qui précèdent sont appliquées par l'autorité chargée de l'administration.

Art. 8. — Les frais résultant des opérations prescrites aux articles 3 et 4 sont à la charge de l'État.

Les frais de visites ordonnées par l'article 2 sont supportés par la commune. Ces dépenses sont obligatoires.

TITRE II

INDEMNITÉS

Art. 9. — Le propriétaire dont la vigne aura été détruite en exécution de la présente loi aura droit à une indemnité qui sera à la charge du Trésor.

Cette indemnité ne pourra dépasser la valeur du produit net de trois récoltes moyennes que la dite vigne aurait pu donner, déduction faite des frais de culture, de main-d'œuvre et autres, que le propriétaire ou le vigneron aurait eu à faire pour l'obtenir.

Les autres dommages causés par le traitement de la vigne infectée ou suspecte donneront lieu également à une indemnité correspondant au préjudice causé.

Dans les deux cas, l'évaluation de l'indemnité est faite par le délégué du préfet et un expert désigné par la partie.

Le procès-verbal d'expertise est visé par le maire, qui donne son avis.

Le ministre peut ordonner la révision des évaluations par une commission dont il nomme les membres.

L'indemnité est fixée par le ministre, sauf recours au conseil d'État.

Art. 10. — Il n'est alloué aucune indemnité à tout détenteur de vignes, à un titre quelconque, qui aura contrevenu aux dispositions de la présente loi ou aura introduit chez lui des plants ou produits agricoles ou horticoles dont l'introduction est prohibée.

Art. 2. — S'il est satisfait à cette première condition, le préfet doit, dans un délai de deux mois, qui compte du jour de l'enregistrement de la demande à la préfecture, prendre l'arrêté d'autorisation et faire procéder aux élections.

Les électeurs seront convoqués par voie d'affiches placardées dans toutes les communes vingt jours au moins avant la date des opérations, qui auront lieu un dimanche.

Art. 3. — Pour la confection ou la révision des listes électorales, qui devront avoir lieu tous les ans par les soins des municipalités dans chaque département, du 1er au 31 janvier, il sera fait usage des rôles dressés par le service des contributions directes en vue de la perception de la taxe spéciale sur les vignobles. Ces rôles seront communiqués, sans déplacement, le moment venu, par les receveurs des contributions diverses chargés du recouvrement de l'impôt. Les listes qui seront établies, sans distinction de sexe ou de nationalité, mentionneront les surfaces sur lesquelles chaque électeur paie la taxe et le nombre de voix qui lui est attribué. Toutefois, si les représentants du syndicat en font la demande, la confection des listes sera effectuée dans les directions des contributions directes au prix de 0 fr. 02 par article et tous frais compris.

Ce nombre de voix est fixé, d'après les étendues de vignes que posséde l'électeur dans la commune, sur les bases suivantes :

Pour un vignoble de 1/4 d'hectare à 5 hectares, une voix.

Pour les vignobles dont la superficie est supérieure à 5 hectares, il sera en outre attribué, savoir :

De 5 à 100 hectares, une voix par 5 hectares.

De 100 à 200 hectares, une voix par 10 hectares.

Au-dessus de 200 hectares, une voix par 50 hectares.

Toute fraction supérieure à 2 hect. 1/2, 5 hect. et 25 hectares sera respectivement comptée pour 5, 10 et 50 hectares.

Art. 4. — Un bureau de vote sera ouvert à la mairie de chaque commune sur le territoire de laquelle existeront des vignes soumises à la taxe. Le bureau se compose du maire, président, assisté de deux conseillers municipaux, ou, à défaut, de deux électeurs municipaux désignés par lui.

Le bureau est ouvert de 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi. Le dépouillement du vote a lieu immédiatement après la clôture des opérations. Les procès-verbaux en sont envoyés aussitôt au président du bureau du chef-lieu d'arrondissement, qui centralise les votes, proclame les résultats, et les adresse, séance tenante, au sous-préfet.

Les élections ont lieu, pour le premier tour, à la majorité absolue des suffrages exprimés, à la condition de réunir également un nombre de suffrages égal au quart de celui des électeurs inscrits ; pour le deuxième tour, qui a lieu 8 jours après, l'élection est faite à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, l'élection est acquise au plus âgé.

TITRE III

PÉNALITÉS

Art. 11. — Sans préjudice de la déchéance prévue à l'article 10 et des responsabilités inscrites dans les articles 1382 et suivants du code civil, les contrevenants aux dispositions qui précèdent, aux décrets et aux arrêtés rendus pour l'exécution de la présente loi, seront passibles des peines édictées par les articles 12, 13, 14 et 15 de la loi des 15 juillet 1878 et 2 août 1879.

Art. 12. — Toutes les dispositions inscrites dans les lois des 15 juillet 1878 et 2 août 1879, en ce qu'elles ne sont pas contraires à la présente loi, restent applicables à l'Algérie.

Art. 5. — Pour être éligible aux fonctions de syndic, il faut avoir 25 ans révolus au moins, être du sexe masculin, jouir de ses droits civils, n'avoir subi aucune condamnation judiciaire pour crime ou pour délit contraire à la probité ou aux mœurs, et n'avoir pas été privé par jugement de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal.

Les élections ont lieu par scrutin de liste et par arrondissement.

Tout arrondissement ayant moins de deux mille hectares plantés en vignes aura trois syndics.

Pour les arrondissements ayant de 2,000 à 10,000 hectares de vignes, ce nombre sera augmenté de un syndic par 1,000 hectares, toute fraction dépassant 500 hectares étant comptée pour 1,000.

Au-dessus de 10,000 hectares, il sera attribué un syndic par 2,000 hectares; toute fraction supérieure à 1,000 hectares étant comptée pour 2,000 hectares.

Art. 6. — Les vignes situées dans les territoires de commandement figureront au compte de l'arrondissement dont la subdivision à laquelle elles appartiennent porte le nom.

Les dispositions relatives à la confection et à la révision des listes électorales, aux opérations de vote, etc., seront exécutées dans ces territoires et y seront appliquées par les autorités locales.

Art. 7. — La durée du mandat des syndics est de quatre ans. Le renouvellement a lieu par moitié tous les deux ans. Le syndic sortant est rééligible indéfiniment.

Dans le cas où le nombre des syndics d'un arrondissement serait réduit de moitié par suite de démission, décès, etc., il est, dans le délai de deux mois à dater de la dernière vacance, procédé à des élections complémentaires.

Art. 8. — Huit jours après la proclamation des résultats définitifs, les syndics élus, sur la convocation du préfet, qui indique les lieu et heure de la réunion, se réunissent au chef-lieu du département pour procéder à la nomination du bureau, qui se compose d'un directeur et d'un ou plusieurs sous-directeurs.

Le bureau entre immédiatement en fonctions.

TITRE II

OPÉRATIONS DU SYNDICAT — BUDGETS ET COMPTES

1° Surveillance des vignes

Art. 9. — Le syndicat départemental est tenu de faire visiter par ses agents, une fois par an au moins, la totalité des vignes, pépinières et treilles existantes dans le département (territoires civil et militaire).

La signature du propriétaire ou de son ayant-cause sera demandée par l'agent du syndicat après la visite de chaque vigne. Cette signature sera donnée sur un carnet spécial tenu par l'agent et qui contiendra toutes indications utiles.

La visite générale du vignoble devra être commencée le 1er mai au plus tard et terminée le 15 juillet, délai de rigueur.

Si, dans le cours de ses opérations, l'agent chargé de la visite vient à constater la présence du phylloxéra sur un point quelconque, il informe directement et sur le champ le préfet de sa découverte et attend l'arrivée du délégué départemental.

Art. 10. — Indépendamment de la visite générale du vignoble à faire annuellement, le syndicat départemental devra faire opérer des recherches méthodiques : 1° autour des anciens foyers phylloxériques; les fouilles porteront au moins sur un pied sur dix; 2° dans les vignes américaines; toutes les souches seront visitées s'il s'agit de plants isolés ou disséminés dans un vignoble; s'il s'agit d'une plantation en masse, la visite portera sur un pied sur cent au moins; 3° dans les vignes soumises à un traitement cultural antiphylloxérique. La visite portera sur un pied sur cent au minimum.

La détermination du périmètre des terrains complantés en vignes à soumettre aux fouilles méthodiques autour des anciens foyers phylloxériques sera faite de concert entre les agents du ministère de l'agriculture et le syndicat départemental. En cas de désaccord, le préfet décidera définitivement.

Art. 11. — Tous les agents du syndicat qui peuvent, par la nature de leurs fonctions, être appelés à pénétrer dans les propriétés particulières devront être agréés par le préfet et assermentés.

La liste de présentation adressée par le syndicat au préfet indiquera la garantie qu'offrent les candidats.

Le préfet accorde son agrément ou le refuse sans avoir à motiver sa décision.

2° Budgets et comptes

Art. 12. — L'établissement du budget et du compte administratif s'effectue en assemblée générale des syndics. L'assemblée générale qui se tient chaque année au mois de mars règle le compte de l'exercice sur le point de se clôturer et donne son avis sur le quantum de la taxe à frapper pour l'année suivante.

Le budget pour cette même année suivante est arrêté dans la réunion générale d'octobre. Ce budget est soumis à l'approbation du préfet.

Le budget, en recettes, comprend le produit de la taxe dans le département, déduction faite des frais d'assiette et autres engagés directement par l'État pour arriver à la perception de la taxe. En dépenses, ce budget se compose de dépenses obligatoires et de dépenses facultatives.

Dépenses obligatoires

Frais de confection et de révision des listes électorales

Remises du trésorier ;
Frais d'installation et frais de bureau du directeur du syndicat ;
Frais de tenue des assemblées générales des syndics ;
Traitement du personnel et accessoires ;
Frais de visite du vignoble et des recherches méthodiques;

Frais de correspondances ; dépenses facultatives

Dépenses diverses présentant pour la viticulture un intérêt général;
Dépenses accidentelles et imprévues ;

A la session d'octobre, l'assemblée générale des syndics pourra, s'il y a lieu, établir pour l'année courante un budget supplémentaire, qui sera soumis également à l'approbation du préfet.

Art. 13. — Le syndicat départemental nomme un trésorier particulier, qui est soumis à toutes les obligations imposées aux comptables de l'espèce. Si le syndicat départemental en fait la demande et si les nécessités du service ne s'y opposent pas, le trésorier pourra être choisi parmi les receveurs des contributions diverses en résidence dans la ville où siège le syndicat.

Art. 14. — Le versement des subventions s'effectue par mandats de payement délivrés par le directeur des contributions diverses sur le crédit législatif.

L'ordonnancement a lieu chaque mois dans la limite des recouvrements effectués.

Art. 15. — Le directeur du syndicat départemental a l'ordonnancement des dépenses.

Art. 16. — En cas de dissolution du syndicat, les espèces en caisse et les documents de comptabilité seront immédiatement remis par le trésorier à l'agent liquidateur désigné par le préfet.

Cette remise devra être faite en présence du directeur du syndicat ou, à défaut, du sous-directeur. Il est dressé procès-verbal de l'opération.

L'agent liquidateur pourvoit au paiement des créances passives, et les fonds restés libres font retour au Trésor.

TITRE III

CONTRÔLE — SANCTION

Art. 17. — Le directeur du syndicat départemental adresse tous les mois au préfet, pendant la saison des visites, un rapport indiquant le nombre d'hectares visités commune par commune, l'état du vignoble, et, pour les fouilles méthodiques entreprises dans les vignes à soumettre à ces opérations et qui auront été indiquées au syndicat par le préfet, le nombre de souches visitées par hectare.

Le premier rapport fera connaître la circonscription assignée à chacun des agents chargés des visites.

Lorsque les visites seront terminées, le directeur du syndicat enverra au préfet un rapport d'ensemble, qui sera transmis par ce dernier au gouverneur général.

Les agents du ministère de l'agriculture auront le droit de se faire présenter par les agents du syndicat, partout où ils se trouveront, les carnets dont la tenue est prescrite à l'art. 9.

Art. 18. — Dans le cas où la visite générale du vignoble ne serait pas terminée le 15 juillet, ainsi que le prescrit l'art. 9 ci-dessus, le préfet adressera au syndicat départemental une mise en demeure. Si cette mise en demeure était restée sans effet à la date du 1er août suivant, le préfet en rendrait immédiatement compte au gouverneur général, qui adresserait à son tour des propositions au ministre de l'agriculture en vue de la dissolution immédiate du syndicat.

TITRE IV

CONTENTIEUX — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

Art. 19. — Les contestations et réclamations qui s'élèveraient à propos de la confection des listes ainsi que des opérations électorales seront tranchées conformément aux dispositions contenues au titre II de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, et dont il sera, au surplus, fait application pour tous les cas non prévus au présent arrêté.

Art. 20. — Tout syndicat constitué après le 1er janvier n'opèrera que l'année suivante.

Toutefois, à titre d'exception, pour l'année 1887, les demandes en autorisation pourront être formulées jusqu'au 15 janvier inclusivement.

10 août 1886. — Décret du Bey réglementant le pesage public dans la Régence. (*J. O. T.*, 12 août 1886).

Considérant que le pesage public, dans les conditions où il fonctionne actuellement, laisse à désirer à divers points de vue ;

Que les poids employés varient suivant les régions et les localités ; que les taxes perçues au profit du trésor présentent également une diversité que rien ne justifie et dérivent exclusivement, ailleurs qu'à Tunis, de simples usages pouvant donner lieu à des difficultés et à des abus ;

Qu'il importe, non seulement d'unifier les divers tarifs existants, mais d'établir dans toute la Régence le même système de pesage public ;

Considérant que l'adoption d'un système ayant pour base l'unité métrique, tout en offrant les plus sérieux avantages au point de vue de la sécurité des transactions, ne peut que contribuer au développement des relations commerciales entre indigènes et étrangers ;

Vu les décrets des 28 kâda 1288 (7 février 1872) et 2 ramadan 1291 (12 octobre 1874).

Art. 1er. — Nul ne pourra exercer les fonctions de peseur qu'en vertu d'une commission délivrée par le premier ministre ou le fonctionnaire qu'il

aura délégué à cet effet, et après avoir prêté serment de bien et fidèlement remplir ses devoirs, dans les conditions prévues par le décret du 13 chaoual 1301 (6 août 1884).

Les amins des vivres pourront, tout en conservant leurs fonctions et pendant la durée de ces fonctions, être commissionnés en qualité de peseurs publics.

Art. 2. — Les instruments de pesage actuellement en usage seront remplacés, à la diligence et aux frais du gouvernement, par des poids du système métrique. Les peseurs publics, commissionnés et assermentés comme il est dit à l'article précédent, devront se servir exclusivement de ces derniers poids.

Art. 3. — Tout préposé au pesage convaincu d'avoir contrevenu à l'article précédent ou d'avoir fait usage de faux poids sera passible des peines portées par l'article 423 du Code pénal français, ainsi conçu :

« Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or et d'ar-
» gent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature
» de toute marchandise ;

» Quiconque, par usage *de faux poids* ou de *fausses mesures*, aura trompé
» sur la quantité des choses vendues sera puni de l'emprisonnement pendant
» 3 mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder
» le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 fr.

» Les objets du délit ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au ven-
» deur, seront confisqués ; les faux poids et les fausses mesures seront
» aussi confisqués, et, de plus, seront brisés.

» Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il
» désignera, et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les jour-
» naux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné. »

L'amende prévue par cet article ne pourra être inférieure à 80 piastres.

Art. 4. — Le pesage, par le peseur public, est facultatif pour tous et il n'y est procédé qu'à la demande des intéressés. Mais il est formellement interdit à tout autre qu'au peseur public de peser des marchandises ou objets quelconques pour le compte d'autrui moyennant une rétribution, à peine de subir la confiscation des instruments de pesage et une amende de 40 à 80 piastres.

Toutefois, et pour la perception des droits d'octroi, de douane et d'autre institués par le gouvernement, le pesage continuera à être fait, s'il y a lieu, par les préposés à ces perceptions.

Art. 5. — Le pesage aura lieu dans les bureaux établis ou à établir à cet effet aux endroits désignés par l'autorité et qui seront portés à la connaissance du public.

Il pourra aussi avoir lieu à domicile dans l'intérieur des villes, au moyen de romaines ou de balances, à la demande de tout commerçant ou simple particulier et sous les conditions prévues par les articles 6, 7 et 8 ci-après.

Art. 6. — Les droits à percevoir par les peseurs publics pour chaque pesée sont fixés ainsi qu'il suit, quelle que soit la nature ou la valeur des objets et marchandises :

10 kilog. et au-dessous.			1	carroube
10	id.	à 25 kilog.	2	id.
25	id.	à 50 kilog.	3	id.
50	id.	à 100 kilog.	5	id.

Au delà de 100 kilogrammes le droit sera de 2 carroubes par 50 kilogrammes ou fraction de 50 kilogrammes.

Lorsque les pesées auront lieu à domicile, la taxe sera double et déterminée, sauf l'exception prévue à l'article 7 ci-après, d'après un poids minimum de 500 kilog. Mais il ne pourra être exigé d'autre rétribution de quelque nature qu'elle soit.

Le droit minimum dont il vient d'être parlé sera exigible d'avance au moment où le pesage sera requis.

Art. 7. — Le minimum établi pour les pesées à domicile par l'article 6 § 2 ne sera pas applicable dans les localités autres que Tunis.

Les pesées à domicile, dans ces localités, pourront avoir lieu moyennant le seul paiement de la double taxe.

Art. 8. — Les marchandises ne pourront être enlevées du lieu de pesage qu'après le paiement des droits fixés par les articles précédents, lesquels droits seront exigibles solidairement du vendeur et de l'acheteur ou de tous autres qui auront requis la pesée.

Art. 9. — Les peseurs publics seront tenus de délivrer aux parties en langue arabe et, lorsque ce sera possible, dans les deux langues française et arabe, un bulletin de chacune de leurs opérations.

Ce bulletin, détaché d'un registre à souche, indiquera le nom du propriétaire de la marchandise pesée, la nature de cette marchandise, le nombre des colis, le poids total des objets compris dans une seule et même pesée et enfin le montant du droit acquitté.

La souche présentera les mêmes indications que le bulletin.

Art. 10. — Les bulletins délivrés par les peseurs publics feront foi en justice en cas de contestation.

Art. 11. — Le produit des taxes de pesage sera réparti de la manière suivante :

1/3 au trésor ;

2/3 aux peseurs publics.

Dans les villes où il existe plusieurs peseurs, la répartition des 2/3 leur revenant aura lieu par portions égales.

Les salaires de tous les agents employés par les peseurs publics, les frais d'entretien et de transport à domicile des instruments de pesage, le loyer des bureaux et emplacements pour les bascules seront supportés exclusivement par les peseurs commissionnés, lesquels n'auront droit, pour toute rétribution, qu'aux 2/3 des recettes encaissées, conformément au présent article.

Art. 12. — Le tiers revenant au trésor sera versé tous les 5 jours, savoir :

A Tunis, dans la caisse du receveur principal des contributions diverses ;

Dans les localités autres que Tunis, à la caisse du receveur des douanes de ces localités ou, à défaut, à la caisse du receveur principal des contributions diverses à Tunis.

Dans ce dernier cas, les versements pourront n'être faits que tous les mois.

Art. 13. — Les peseurs publics sont soumis au contrôle et aux vérifications des agents des douanes et des contributions diverses, à qui ils seront tenus de représenter les instruments du pesage, les poids, les registres, pièces et documents de toute nature, chaque fois qu'ils en seront requis ; ils sont, en outre, placés sous la surveillance des gouverneurs ou de leurs délégués.

Art. 14. — Les taxes de toute nature et de toute dénomination perçues jusqu'à ce jour au profit du fermage ou de la régie des poids publics seront remplacées, à partir du 13 octobre 1886, par les droits résultant du présent décret.

Art. 15. — Les décrets de notre prédécesseur en date du 28 kâda 1288 (7 février 1872) et 2 ramadan 1291 (12 octobre 1874) sont et demeurent abrogés, ainsi que toutes dispositions et tous usages contraires au présent décret, qui sera mis en vigueur à partir du 13 octobre 1886.

Art. 16. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

26 septembre 1886. — **Décret** qui étend la délégation de pouvoirs faite par le ministre de l'agriculture au gouverneur général en matière forestière. (*Mob.*, 2 février 1886.)

Vu l'art. 1er du décret du 26 août 1881, qui place les services civils de l'Algérie sous l'autorité directe des ministres compétents;

Vu l'art. 4 de ce même décret, qui règle le mode suivant lequel les attributions ministérielles devront être déléguées au gouverneur général;

Vu le décret du 26 août 1881, portant délégation du ministre de l'agriculture sur des objets déterminés en matière forestière;

Sur la proposition du ministre de l'agriculture,

Art. 1er. — La délégation de pouvoirs faite par le ministre de l'agriculture au gouverneur général de l'Algérie est étendue aux objets ci-après, en matière forestière:

Nomination des gardes indigènes; changements dans les circonscriptions de ces préposés; autorisation de congés, qu'elle qu'en soit la durée, aux agents et préposés. Mesures disciplinaires contre les préposés; réprimandes avec toute latitude de publicité; retenues de traitements; suspension, à charge d'en rendre compte immédiatement au ministre;

Affectations temporaires à un service public de parcelles du sol forestier. Cessions de terrains pour ouverture de voies ferrées, routes départementales, chemins vicinaux;

Approbation des clauses spéciales pour la vente des coupes sur pied et par unités de produits;

Autorisation de l'exploitation et de la vente de tous les produits accidentels : coupes d'arbres endommagés, ébranchés, morts ou dépérissants; bois incendiés ou abroutis; élagages de routes et de lisières, etc. Autorisation de dépenses pour frais d'exploitation au compte de l'État, jusqu'à concurrence de 2,000 francs. Exploitation, façonnage et transport des chauffages des préposés;

Amodiation du droit de chasse, cession des baux de chasse;

Concession, par voie d'adjudication publique, de produits quelconques du sol forestier, autres que les produits en bois, liège, résine, écorces à tan; récolte de l'alfa, du dis, du palmier nain. Concession de carrières, mines, minières, etc.;

Concession, dans la forme prévue par le décret du 18 août 1886, de produits ligneux limités, pour un même bénéficiaire et par an, à un volume de 200 stères pour les bois de feu, de 50 mètres cubes pour les bois d'œuvre, le tout d'une valeur de 200 francs au plus;

Autorisation de travaux neufs et d'entretien de toute nature, quand le montant du devis est compris entre 500 et 2,000 francs, sous réserve toutefois du règlement final des entreprises, quel qu'en soit le montant;

Augmentation, avant l'adjudication, du montant des devis, quand ils sont compris entre 500 et 2,000 francs, sans que cette augmentation puisse excéder le 1/10 des évaluations primitives et à charge d'en rendre compte immédiatement au ministre;

Réduction, en cas d'urgence, du délai ordinaire d'affichage pour les travaux qui ont été l'objet d'allocations spéciales;

Exécution des travaux par marché de gré à gré ou par régie, lorsque l'adjudication a été tentée sans succès;

Autorisation, en cours d'exécution, des entreprises, des augmentations de dépenses de 500 à 2,000 fr., sauf à en rendre compte immédiat au ministre;

Autorisation d'accorder aux entrepreneurs des prorogations de délai de plus de trois mois, sans jamais dépasser, toutefois, les limites de l'exercice;

Autorisation de décider, après le décès d'un entrepreneur, si les travaux

seront achevés par voie de régie, d'adjudication ou de soumission directe;

Remise et modération de condamnations forestières; règlement des frais de justice;

Ouverture d'urgence des cantons défensables des forêts au parcours des troupeaux, en cas d'événements calamiteux, sauf à en rendre compte immédiatement au ministre;

Art. 2. — La décision du gouverneur général, dans tous les cas où elle lui appartient, n'est définitive que si elle est conforme aux propositions des conservateurs.

En cas de désaccord il devra, conformément à l'art. 5 du décret du 26 août 1881, rendre compte de ses actes au ministre de l'agriculture, qui pourra, s'il y a lieu, les annuler ou les réformer.

14 décembre 1886. — Décret conférant aux agents des contributions diverses le droit de constater les contraventions à la police du roulage.

Sur le rapport du ministre des travaux publics, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Vu l'article 15 du décret du 3 novembre 1855, reproduisant les dispositions de la loi du 30 mai 1851, et aux termes duquel parmi les agents chargés de constater les contraventions à la police du roulage figurent les employés des contributions indirectes;

Vu le vœu émis par le conseil général du département d'Alger, dans sa séance du 22 octobre 1884;

Vu la délibération du conseil de gouvernement, en date du 5 mars 1886;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 2 juillet 1886;

Vu la délibération du conseil général des ponts et chaussées, en date du 30 octobre 1886;

Considérant, qu'en Algérie, le service des contributions indirectes est assuré par un service spécial désigné sous le nom de : « service des contributions diverses » et que, dès lors, il y a lieu de confier aux agents de ce dernier service les attributions dévolues, en France, aux employés des contributions indirectes.

Art. 1er. — Les agents du service des contributions diverses, en Algérie, sont chargés, concurremment avec ceux déjà investis de ce droit par le décret du 3 novembre 1855, de constater les contraventions et délits en matière de police du roulage.

15 décembre 1886. — Décret du Bey autorisant la constitution en enzel des terrains habous complantés en arbres fruitiers. (*J. O. T.*, 20 janvier 1887.)

Vu le décret du 19 chaban 1303 (23 mai 1886), autorisant les membres du medjelès du charaâ à constituer en enzel les terrains habous, conformément aux dispositions des décrets des 8 kadaa 1302 et 13 moharrem 1303 (1);

Considérant qu'il s'est élevé des controverses sur le droit de constituer en enzel des terrains complantés d'arbres fruitiers; que, d'après l'opinion très accréditée des savants jurisconsultes Ben Assem et Ezzakkak, notre loi religieuse autorise la constitution de l'enzel de ces terrains moyennant certaines conditions; et, qu'il y a lieu de se ranger à l'opinion des auteurs précités;

Art. unique. — Les terrains habous complantés d'arbres fruitiers pourront être constitués en enzel, toutes les fois que le produit annuel de ces arbres ne dépassera pas le tiers de la valeur locative du sol.

---

(1) *Revue algérienne*, 86, 3, 109.

19 décembre 1886. — Décret du Bey qui approuve la convention relative à l'éclairage au gaz de la ville de la Goulette, intervenue entre le président de la municipalité de la dite ville et le directeur de la C^ie^ du gaz et régie cointéressée des eaux de Tunis. *(J. O. T.,* 23 décembre 1886.)

24 décembre 1886. — Décret du Prés. de la Rép. fr. portant création de nouveaux contrôles civils en Tunisie. *(J. O. T.,* 24 février 1887.)

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Art. 1^er^. — Des vice-consulats rétribués par le budget tunisien sont créés à Béja, Bizerte, Souk-el-Arba, Maktar, Kairouan, Tozeur et Djerba.

Le vice-consulat de Gafsa est supprimé.

Art. 2. — Sont nommés contrôleurs civils et feront fonctions de vice-consuls : MM.... etc.

27 décembre 1886. — Décret qui déclare exécutoire en Algérie la loi du 20 juillet 1886, sur la caisse des retraites pour la vieillesse. *(J. O.,* 30 décembre 1886.)

Sur le rapport des ministres du commerce et de l'industrie et des finances,

Vu le décret du 20 octobre 1878, qui a rendu applicables en Algérie les lois du 18 juin 1850, du 12 juin 1861, du 4 mai 1864 et du 20 décembre 1872, sur la caisse des retraites pour la vieillesse, ainsi que le décret du 27 juillet 1861, portant règlement d'administration publique sur le fonctionnement de cette caisse;

Vu la loi du 20 juillet 1886, relative à la même caisse;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Art. 1^er^. — La loi susvisée du 20 juillet 1886 est déclarée exécutoire en Algérie.

27 décembre 1886. — Décret du Bey portant modification au décret du 21 mars 1886 (1) relatif à l'établissement de lignes de tramways dans la ville de Tunis. *(J. O. T.,* 30 déc. 1886.)

30 décembre 1886. — Décret fixant la répartition pour 1887 du produit de l'octroi de mer en Algérie. *(B. O.,* 1886, p. 1357.)

Sur le rapport des ministres des finances et de l'intérieur et des cultes,

Vu le décret du 26 décembre 1884, sur l'octroi de mer en Algérie (2);

Vu notamment: 1° l'art. 4 du dit décret, disposant qu'il sera statué dans la forme de règlement d'administration publique sur l'étendue des territoires soumis aux droits de l'octroi de mer, sur le mode de répartition de son produit, sur les perceptions à l'intérieur, l'entrepôt commercial et industriel, le transit, les règles du contentieux, les abonnements et, en général, sur les règles de la perception; 2° l'art. 6, en vertu duquel il peut être pourvu, jusqu'au 31 décembre 1886, par des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie, pris après avis du conseil de gouvernement, aux mesures d'exécution prévues par l'art. 4 susvisé;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1^er^. — La répartition, pour l'année 1887, du produit de l'octroi de mer en Algérie, pendant la dite année, sera effectuée conformément aux dispositions réglementaires actuellement en vigueur.

Art. 2. — Les pouvoirs conférés au gouverneur général de l'Algérie par l'art. 4 du règlement d'administration publique du 26 décembre 1884 sont prorogés, sauf en ce qui concerne la répartition du produit de l'octroi de mer, jusqu'au 30 juin 1887.

(1) *Revue algérienne,* 86, 3, 66.
(2) *Revue algérienne,* 85, 3, 30.

30 décembre 1886. — Décret déclarant seuls authentiques les tableaux de la population de l'Algérie dressés en exécution du décret du 30 avril 1886. *(B. O.,* 1887, p. 114.)

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu les nouveaux états de population dressés officiellement par les préfets de l'Algérie, en exécution du décret du 30 avril 1886 ;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les tableaux de la population ci-annexés :

1° Des départements de l'Algérie ;

2° Des arrondissements et des subdivisions administratives ;

Et 3° des communes,

Seront considérés comme seuls authentiques à partir du 1er janvier 1887.

DÉNOMBREMENT DE LA POPULATION D'ALGÉRIE

Tableau n° 1, indiquant la population de chaque département

DÉPARTEMENTS	TERRITOIRES administrés par l'autorité civile — NOMBRE			TERRITOIRES de commandements — NOMBRE		POPULATION		
	des arrondissements	des communes de plein exercice	des communes mixtes	des communes mixtes	des communes indigènes	des territoires administrés par l'autorité civile	des territoires de commandement	TOTAL
Alger.....	5	89	23	3	6	1.202.768	177.773	1.380.541
Constantine	7	69	35	»	5	1.369.153	197.266	1.566.419
Oran.....	5	74	20	3	2	752.554	117.951	870.505
TOTAUX.....	17	232	78	6	13	3.324.475	492.990	3.817.465

Tableau nº 2, indiquant la population des arrondissements, celle des subdivisions administratives et le nombre des communes par arrondissements et subdivisions.

ARRONDISSEMENTS ET SUBDIVISIONS	NOMBRE de communes	POPULATION
DÉPARTEMENT D'ALGER		
TERRITOIRE CIVIL		
Arrondissement d'Alger	65	468.729
Arrondissement de Médéa	7	87.854
Arrondissement de Miliana	15	132.035
Arrondissement d'Orléansville	9	146.043
Arrondissement de Tizi-Ouzou	16	368.107
TERRITOIRE MILITAIRE		
Subdivision d'Aumale	3	46.299
Subdivision de Médéa	6	130.844
DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE		
TERRITOIRE CIVIL		
Arrondissement de Batna	7	101.081
Arrondissement de Bône	16	103.782
Arrondissement de Bougie	15	340.960
Arrondissement de Constantine	29	399.167
Arrondissement de Guelma	11	108.239
Arrondissement de Philippeville	13	124.049
Arrondissement de Sétif	13	191.875
TERRITOIRE MILITAIRE		
Subdivision de Batna	4	172.987
Subdivision de Constantine	1	24.279
DÉPARTEMENT D'ORAN		
TERRITOIRE CIVIL		
Arrondissement de Mascara	9	130.408
Arrondissement de Mostaganem	25	255.842
Arrondissement d'Oran	39	200.314
Arrondissement de Sidi-bel-Abbès	12	65.564
Arrondissement de Tlemcen	9	100.426
TERRITOIRE MILITAIRE		
Subdivision de Mascara	4	92.934
Subdivision de Tlemcen	1	25.017

Suit le tableau nº 3, indiquant la population de chaque commune.

2 janvier 1887. — Décret du Bey relatif à l'introduction en Tunisie de ceps de vigne, sarments, etc., provenant du département d'Alger. (*J. O. T.*, 6 janvier 1886.)

Vu le décret du 26 chaoual (28 juillet 1886) (1) interdisant d'une manière absolue l'introduction en Tunisie des ceps de vigne, sarments, crossettes, boutures avec ou sans racines et marcottes, provenant d'Algérie ;

Considérant que, sous certaines garanties, il peut être dérogé à cette prohibition, qui a pour but de prémunir les vignes de la Régence contre l'invasion du phylloxéra ;

Qu'il y a lieu d'autoriser, à titre exceptionnel, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, l'importation en Tunisie des ceps, sarments, etc., provenant du département d'Alger, afin de faciliter la plantation des vignobles tunisiens.

Art. 1er. — L'introduction en Tunisie de ceps de vigne, sarments, crossettes, boutures avec ou sans racines et marcottes, provenant du département d'Alger est autorisée, à la condition que les envois seront accompagnés d'un certificat d'origine délivré et signé par le délégué spécial du syndicat des viticulteurs de la Tunisie, dont la signature devra être légalisée par l'autorité algérienne compétente.

Art. 2. — Le certificat d'origine qui accompagnera chaque envoi devra faire connaître :

1° La commune de production ;

2° Le lieu de destination définitive avec le nom et l'adresse du destinataire ;

3° Le nombre de ceps, sarments, boutures, etc.

Art. 3. — L'importation en Tunisie ne pourra avoir lieu que par le bureau de douane de Ghardimaou et par wagons plombés.

En cas de rupture de plombage, le wagon sera retenu à la gare jusqu'à décision du gouvernement tunisien.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

3 janvier 1887. — Décret déclarant exécutoires en Algérie, sous certaines réserves, les art. 3 et 4 de la loi de finances du 28 décembre 1880 et l'art. 9 de la loi de finances du 29 décembre 1884, qui assujettissent certaines sociétés ou associations au paiement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières et des droits de mutations par décès ou de donation. (*J. O.*, 8 janvier 1887.)

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1841, déterminant les conditions de l'application, en Algérie, des lois, décrets et ordonnances qui régissent, en France, les droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque ;

Vu la loi du 29 juin 1872, rendue exécutoire en Algérie par le décret du 18 mai 1874 ;

Vu les art. 3 et 4 de la loi de finances du 28 décembre 1880, ayant pour objet :

1° D'assujettir au payement de la taxe de 3 p. 100 sur le revenu des valeurs mobilières toutes les sociétés ou associations dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués en tout ou en partie entre leurs membres ;

2° De soumettre au payement des droits de mutation par décès ou de donation les accroissements opérés, dans toutes les sociétés ou associations civiles qui admettent l'adjonction de nouveaux membres, par suite de clause de reversion au profit des membres restants, de la part de ceux qui cessent de faire partie de la société ou association ;

---

(1) *Revue algérienne*, 86, 3, 168.

Vu l'art. 9 de la loi de finances du 29 décembre 1884, lequel est ainsi conçu :

« Les impôts établis par les art. 3 et 4 de la loi de finances du 27 décembre 1880 seront payés par toutes les congrégations, communautés et associations religieuses, autorisées ou non autorisées, et par toutes les sociétés ou associations, désignées dans cette loi, dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en partie entre leurs membres.

» Le revenu est déterminé à raison de cinq pour cent (5 p. 100) de la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés ou occupés par les sociétés, à moins qu'un revenu supérieur ne soit constaté ; et la taxe est acquittée sur la remise d'une déclaration détaillée faisant connaître distinctement la consistance et la valeur de ces biens.

» Ces sociétés seront assujetties aux vérifications autorisées par l'article 7 de la loi du 21 juin 1875.

» Sont maintenues toutes les dispositions de la loi du 28 décembre 1880 qui n'ont rien de contraire à la présente loi ; »

Considérant qu'il importe de rendre exécutoires en Algérie les dispositions susvisées, comme formant le complément de la loi du 29 juin 1872 et des autres lois sur l'enregistrement qui sont déjà appliquées dans la colonie ;

Sur le rapport du ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Sont déclarés exécutoires en Algérie les articles 3 et 4 de la loi de finances du 28 décembre 1880 et l'article 9 de la loi de finances du 29 décembre 1884, sous la réserve, toutefois, des modifications et exceptions résultant des articles 2 et 4 de l'ordonnance du 19 octobre 1841 susvisée.

Ces articles y seront, à cet effet, publiés et promulgués à la suite du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

13 janvier 1887. — Circulaire du gouv. gén. aux préfets relative à la plantation de cépages américains. *(Mob.,* 19 janvier 1887.)

Les pouvoirs publics, depuis longtemps déjà, n'ont cessé de se préoccuper du soin de préserver le vignoble algérien du phylloxéra, qui a causé de si grands ravages en France. Les premières mesures prises dans ce sens remontent à l'année 1873: elles consistaient à interdire l'introduction dans la colonie de tout produit pouvant servir de véhicule au fléau. Il est à remarquer à ce sujet que d'aussi rigoureuses prohibitions, qui affectaient sensiblement le prix des denrées alimentaires dans les villes algériennes, n'ont jamais soulevé de plaintes bien vives de la part de la population, qui était pénétrée de l'utilité de ces mesures au point de vue du développement de la prospérité de la colonie. Mais il ne suffisait pas de s'efforcer d'empêcher l'importation du phylloxéra en Algérie; on devait, en outre, prendre des dispositions pour le rechercher dans le pays même et pour le détruire si on venait à le trouver. Ce système de défense a fait l'objet de deux actes législatifs, l'un du 21 mars 1883, l'autre du 28 juillet 1886. Le premier met à la charge de l'État, qui n'a pas reculé devant l'importance du sacrifice à un moment donné, tous les frais de destruction des vignes atteintes, et, de plus, les indemnités à payer aux propriétaires dépossédés. La seconde loi, qui n'est que le complément de la première, porte, dans l'intérêt de l'œuvre de conservation entreprise, que la culture, la multiplication des vignes américaines par semis, graines ou plantations est prohibée à l'avenir (article 7).

Cette disposition, qui a été très bien accueillie par un grand nombre de viticulteurs, n'a pas laissé de causer une certaine émotion chez d'autres, qui y ont vu une sorte d'atteinte portée à leurs droits de propriétaires et une entrave au développement des plantations de vignes. Sans contester ce que cette

interdiction peut avoir de rigoureux, je crois devoir faire observer qu'elle n'est que la reproduction des dispositions contenues dans la loi de 1878-79 applicable dans la métropole.

D'après cette loi et le décret du 28 février 1885 qui en réglemente l'exécution, l'introduction de vignes étrangères dans un arrondissement ne peut y être autorisée par le ministre qu'autant que l'existence du phylloxéra a été officiellement constatée dans cette région.

La loi du 28 juillet 1886, pour l'Algérie, prévoit également que des plantations de vignes américaines pourront être autorisées par des arrêtés du gouverneur général pris en conseil de gouvernement.

Depuis la promulgation de la loi qui nous occupe, il m'a été adressé un certain nombre de demandes en vue de plantations de cépages américains. Comme il s'agissait d'une question toute nouvelle et qu'il importait de fixer la règle à suivre, j'ai jugé utile, avant de statuer, de prendre l'avis de M. le ministre de l'agriculture. Dans sa réponse, M. le ministre s'est prononcé contre toute autorisation de plantation de cépages américains dans les centres viticoles actuellement existants, mais il n'est pas opposé cependant à ce que quelques plantations de vignes américaines soient effectuées, dans un but d'étude notamment, sur des points isolés.

Tout me fait un devoir, la loi aussi bien que la prudence la plus élémentaire, de me conformer aux sages recommandations de M. le ministre de l'agriculture. Je suis donc bien résolu à refuser toute autorisation de plantation de cépages américains sur les territoires des communes où se trouvent déjà des vignes françaises ; aucune considération ne pourra me faire déroger à cette règle absolue. S'en écarter, ce serait risquer, en effet, de créer au milieu des vignobles, des foyers phylloxériques, d'autant plus redoutables que leur existence pourrait n'être constatée que longtemps après la propagation du fléau et lorsqu'il serait trop tard pour enrayer son développement.

Mais il ne sera pas inutile, je le reconnais volontiers, de laisser créer dans des cantons éloignés de toute autre plantation de vignes des collections de cépages américains qui permettront d'étudier leur manière respective de se comporter dans ce pays, de rechercher ceux qui s'adaptent le mieux au sol et au climat.

En raison même des conditions d'isolement que je suis bien décidé à leur imposer, ces plantations seront nécessairement assez peu nombreuses, et je ne les permettrai qu'après une exploration minutieuse de la localité par les agents du service phylloxérique et sur leur proposition.

J'aurai l'honneur de vous prier, en outre, de vouloir bien donner à ces mêmes agents du service phylloxérique les instructions les plus formelles pour qu'ils aient à faire une reconnaissance exacte des plantations de cépages américains existant à ce jour. Ils devront en quelque sorte en dresser l'inventaire, en constatant le nombre de pieds, leur position, et ils s'assureront, dans la suite, que l'étendue de la plantation n'a pas été augmentée soit de proche en proche, soit tout autrement. Pour cela, les agents phylloxériques exerceront sur les vignes une surveillance toute particulière et les soumettront à des visites fréquentes, à des fouilles exécutées tantôt sur certains pieds, tantôt sur d'autres, sans tenir compte de la belle apparence qu'elles pourraient avoir. Aucune bouture ne pourra en sortir sans une autorisation de ma part et sans l'indication de l'acheteur et du lieu de destination. Ces différentes précautions seront prises également à l'égard des plantations de cépages américains qui viendraient à être exécutées ultérieurement dans les conditions de l'art. 7, § 2 de la loi du 28 juillet 1886.

Pour les vignes américaines qui n'auraient pas fait l'objet de la déclaration prévue à l'art. 7 de la loi de 1886, il conviendra d'inviter les propriétaires à les faire arracher et brûler sur place immédiatement. Ces propriétaires devront être avertis que, s'ils attendaient la visite des agents de l'État, ils encourraient, en plus de la destruction de leurs plants étrangers à leurs frais, les peines édictées par la loi.

A l'avenir, les experts du service phylloxérique auront à rechercher, d'une façon toute particulière, dans toutes les vignes qu'ils inspecteront, s'il n'y existe pas de cépages américains non déclarés, de plantation ancienne ou récente. Dans le cas où la plantation aurait été effectuée depuis peu et, notoirement, à une date postérieure à la promulgation de la loi, il y aurait lieu de s'enquérir de l'origine des boutures. Ce renseignement serait consigné dans le procès-verbal de l'agent phylloxérique dûment assermenté. En cas de contestation sur la nature des cépages, vous auriez à faire opérer une contre-vérification par le délégué départemental.

Je vous serai reconnaissant de me faire connaître les mesures que vous aurez prises en vue d'assurer l'exécution des prescriptions contenues dans cette dépêche, qui devra être insérée au *Recueil des actes administratifs* de votre préfecture.

24 novembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. fixant, pour l'année 1887, le tarif de la taxe spéciale sur les vignes prévue par la loi du 28 juillet 1886, relative à l'organisation de syndicats pour la défense contre le phylloxéra. (*Mob.*, 26 mars 1886.)

Vu la loi du 28 juillet 1886 (1), relative à l'organisation des syndicats en Algérie, pour la défense contre le phylloxéra;

Vu les art. 1 et 2 de cette loi, disposant qu'il doit être fait face aux frais de visite du vignoble algérien au moyen d'une taxe spéciale portant sur toutes les vignes, à partir de la 3e année de leur plantation; que le tarif de la taxe, dont le maximum est de 5 fr. par hectare, sera fixé, tous les ans, par un arrêté du gouverneur général, pris en conseil de gouvernement, les conseils généraux préalablement consultés;

Vu les avis formulés par les conseils généraux dans la session d'octobre 1886;

Vu l'avis du conseil de gouvernement;

Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement (2),

---

(1) *Revue algérienne*, 1886, 3, 169.

(2) RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

« La loi du 28 juillet 1886, sur la défense du vignoble algérien contre le phylloxéra, dispose en son art. 1er que les frais de visite précédemment mis à la charge des communes seront désormais supportés par les propriétaires intéressés, et qu'à cet effet, une taxe spéciale et temporaire sera perçue sur toutes les vignes à partir de la troisième année de leur plantation. L'art. 2 porte que le tarif de la taxe sera fixé tous les ans par un arrêté du gouverneur général pris en conseil de gouvernement, les conseils généraux de l'Algérie préalablement consultés.

En conformité de ces dernières dispositions, les trois assemblées départementales ont été invitées à donner, pendant la session d'octobre, leur avis sur le taux de la taxe à appliquer pour l'année 1887.

Les tarifs par hectare proposés par les conseils généraux, sont :

A Alger, de.....	2 fr.	»
A Oran, de.....	1	55
A Constantine.....	3	»

Appelé à se prononcer sur ces différentes propositions, le conseil de gouvernement a, tout d'abord, posé en principe que, du moment où le produit de la taxe était destiné à assurer des dépenses essentiellement

Art. 1er. — Le tarif de la taxe spéciale et temporaire sur les vignes imposables est fixé, pour l'année 1887, d'une manière uniforme pour les trois départements, à 3 francs par hectare.

24 novembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. portant division de la tribu de Senadja (commune mixte de Palestro, arrond. et dép. d'Alger) en deux sections communales distinctes. *(B. O.,* 1887, p. 81.)

26 novembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. qui délimite la zone de protection des vignes phylloxérées de Karguentah (dép. d'Oran). *(B. O.,* 1887, p. 100.)

Vu la loi du 21 mars 1883, sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra en Algérie (1);

Vu notamment l'art. 4 de cette loi, aux termes duquel le gouverneur général est investi du pouvoir de prendre un arrêté portant déclaration d'infection des vignes dans lesquelles l'existence du phylloxéra a été constatée et fixant le périmètre auquel s'étend la déclaration d'infection;

Vu le décret du 12 juillet 1880, qui a déclaré applicable à l'Algérie la loi des 15 juillet 1878-2 août 1879, relative aux mesures à prendre pour arrêter les progrès du phylloxéra et du doryphora;

Vu l'art. 3 de ce décret, aux termes duquel le gouverneur général exerce dans la colonie celles des attributions conférées dans la métropole au ministre de l'agriculture par la loi des 15 juillet 1878-2 août 1879 ;

éventuelles, il était de bonne administration, plutôt que d'être arrêté dans les travaux par suite d'insuffisance de fonds, d'arriver en fin d'année avec un excédant de ressources en caisse. Ce point admis, le conseil a reconnu qu'en limitant à 1 fr 55 et à 2 fr. le taux de la taxe par hectare, les conseils généraux d'Alger et d'Oran n'avaient peut-être pas tenu suffisamment compte de tous les frais. Les dépenses qui incombent aujourd'hui aux propriétaires peuvent, en effet, s'élever à un chiffre assez important lorsqu'il devient indispensable, en raison de la présence du phylloxéra ou simplement de taches suspectes, de compléter les visites ordinaires par des visites méthodiques, dont le coût n'est pas moindre de 100 fr. par hectare. C'est pour toutes ces raisons que le conseil de gouvernement s'est rallié aux propositions émanant du conseil général de Constantine et qu'il a adopté, comme devant suffire à tous les besoins, la taxe uniforme de 3 fr. par hectare et par département.

Je ne puis, en ce qui me concerne, qu'appuyer auprès de M. le gouverneur général l'avis exprimé par le conseil de gouvernement.

Ainsi que l'a constaté cette assemblée consultative, le taux de la taxe ne saurait être inférieur à 3 fr. dans les deux départements où le phylloxéra a déjà fait son apparition et où il faudra, par suite, redoubler de vigilance. En ce qui concerne le département d'Alger, si, comme nous devons l'espérer, l'immunité dont il jouit en face du fléau se maintient longtemps encore, la taxe de 3 fr. par hectare qui donnera, dès la première année, un crédit disponible, pourra être diminuée en 1888, de façon à ménager une réserve, tout en n'ayant pas un encaisse trop considérable. »

(1) *Suprà*, p. 33.

Vu l'arrêté du 13 septembre 1886, portant déclaration d'infection des vignes appartenant aux sieurs Ribière et Risso et situées à Karguentah (commune d'Oran, arrondissement du dit département d'Oran);

Vu l'avis déjà exprimé par la commission supérieure du phylloxéra dans sa séance du 5 août 1886;

Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — La zone de protection des vignes phylloxérées de Karguentah (commune d'Oran) comprendra les communes d'Oran, de la Sénia, de Sidi-Chami, de Valmy et de Mangin.

La défense de pénétrer, si ce n'est avec l'autorisation du délégué du préfet, n'est toutefois applicable qu'aux propriétés déclarées infectées par des arrêtés spéciaux.

Art. 2. — La détermination de la zone de protection objet du présent arrêté n'entraînera point la perte du droit à indemnité réglé par l'art. 9 de la loi du 21 mars 1883. — Partant, les déclarations prescrites par l'art. 1er de la dite loi restent obligatoires pour toutes les vignes comprises dans le périmètre de la zone, à l'exception de celles qui ont fait l'objet d'arrêtés d'infection.

Art. 3. — Il est interdit de faire sortir des communes d'Oran, de la Sénia, de Sidi-Chami, de Valmy et de Mangin, pour les expédier au dehors, les objets et produits ci-après indiqués :

1° Les ceps de vigne, sarments, crossettes, boutures avec ou sans racines, marcottes, etc., feuilles de vigne même employées comme enveloppes, couverture ou emballage, raisins de table ou de vendange, marcs de raisin, et, d'une manière générale, tous les produits et débris de la vigne;

2° Les plants d'arbres, arbustes et végétaux de toute nature à l'état vivant ;

3° Les échalas et tuteurs déjà employés;

4° Les engrais végétaux, composts, terres, terreaux et fumiers.

Art 4. — Est autorisée l'exportation hors du territoire des communes visées à l'art. 1er des fruits et légumes frais de toute nature.

Les pommes de terre ne sont toutefois admises à la circulation qu'après avoir été lavées et complètement dégarnies de terre.

Art. 5. — En ce qui concerne la réglementation dans l'intérieur de la zone de protection, il est interdit de faire sortir de la commune d'Oran, pour les introduire dans celles de la Sénia, de Sidi-Chami, de Valmy et de Mangin, les plants et débris de vigne, les échalas et tuteurs déjà employés, les composts et terreaux, les raisins de vendange, si ce n'est lorsqu'ils ont été foulés et en fûts fermés, ainsi que les marcs de raisin, s'ils ne sont contenus dans des vases, caisses ou véhicules clos.

Art. 6. — Il sera procédé à la saisie et à la destruction des objets et produits autres que les pommes de terre en circulation en contravention aux dispositions du présent arrêté. Si ces objets consistent en plants de vigne, boutures, sarments, souches, feuilles et débris de vigne, échalas, tuteurs, leur emballage sera également détruit, et les véhicules qui auront servi au transport seront désinfectés par un lavage au pétrole, sous le contrôle des agents de l'autorité.

Pour les pommes de terre qui n'auraient pas été lavées ou auraient conservé des adhérences de terres, l'opération devra être faite sur place sous les yeux des agents qui auront verbalisé ou d'un agent de service phylloxérique.

Les détritus de terre en provenant seront arrosés au pétrole.

Art. 7. — Les frais résultant de la destruction des objets ou produits et de la désinfection des véhicules ayant servi au transport seront à la charge

des contrevenants, sans préjudice des peines édictées par la loi des 15 juillet 1878-2 août 1879. Une prime de trente francs (30 fr.) sera payée à l'agent verbalisateur, après condamnation prononcée.

Art. 8. — Les objets et produits expédiés d'une région indemne à destination d'une autre région également indemne devront, lorsqu'ils auront à traverser les communes comprises dans la zone de protection, être accompagnés d'un certificat d'origine délivré par l'autorité municipale du point de départ.

4 décembre 1886. — Décret portant : 1° que la section de la Meskiana est distraite de la commune de plein exercice d'Aïn-Beïda, et qu'un arrêté du gouverneur général déterminera la commune mixte à laquelle elle sera réunie ; 2° que le douar d'Oulmen est distrait de la commune mixte de la Meskiana (territoire civil de Constantine) et réuni à la commune de plein exercice d'Aïn-Beïda (arrond. et dép. de Constantine. *(B. O.,* 1887, p. 152.)

18 décembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. portant réunion à la commune mixte d'Aïn-Touta : 1° du douar d'El-Kantara, distrait de la commune indigène de Barika ; 2° du douar d'El-Outaïa et de la tribu d'Ouled-Zian, distraits de la commune indigène de Biskra (territoire de commandement de Constantine). *(B. O.,* 1887, p. 85.)

18 décembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. portant création de la commune mixte de l'Aurès (dép. de Constantine). *(B. O.,* 1887, p. 83.)

Vu les arrêtés du 20 mai 1868 et 24 novembre 1871, sur l'organisation des communes mixtes en Algérie ;

Vu l'art. 7 du décret du 7 avril 1884 ;

Vu le décret du 30 avril 1861 ;

Vu les propositions du général commandant la division de Constantine et du préfet de ce département ;

Le conseil de gouvernement entendu,

Art. 1er. — La commune indigène de Batna (territoire de commandement de Constantine) formera, à l'avenir, dans le territoire civil de Constantine, une commune mixte distincte qui portera le nom de « commune mixte de l'Aurès » ; son chef-lieu est placé à Arris.

Art. 2. — La commission municipale de cette commune mixte sera composée de 22 membres, savoir :

1° L'administrateur, président, ou, à défaut, en cas d'absence ou d'empêchement, l'adjoint à l'administrateur ;

2° 2 membres français ;

3° 19 adjoints indigènes.

22 décembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. portant division de la tribu des Beni-Oudjana (commune mixte de Khenchela, dép. de Constantine) en quatre sections communales distinctes *(B. O.,* 1887, p. 155.)

*

22 décembre 1886. — Arrêté du gouv. gén. portant que le centre de population européenne de la Meskiana et son périmètre sont réunis à la commune mixte du même nom et formeront une section distincte. *(B. O.,* 1887, p. 154.)

2 janvier 1887. — Arrêté du gouv. gén. portant création d'un commissariat de police à Nemours (dép. d'Oran). *(B. O.,* 1887, p. 185.)

14 janvier 1887. — Décret portant création de la commune de plein exercice d'Aïn-Khial (arrond. et dép. d'Oran). *(B. O.,* 1887, p. 234.)

Vu la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale;
Vu le décret du 23 septembre 1875;
Vu le décret du 30 avril 1861;
Vu le procès-verbal et les pièces de l'enquête de commodo et incommodo à laquelle il a été procédé sur le projet de formation de la commune de plein exercice d'Aïn-Chial (arrondissement et département d'Oran);
Vu les avis de la commission syndicale d'Aïn-Khial et d'El-Keidj et de celle du douar de Sidi Ali ben Hamoud;
Vu les délibérations du conseil municipal d'Aïn-Temouchent et de la commission municipale de la commune mixte du même nom;
Vu l'avis du conseil général d'Oran;
Vu l'avis du conseil de gouvernement;
Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie;
Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Art. 1er. — Les centres de population européenne d'Aïn-Khial et d'El-Bridj et leur périmètre de colonisation sont distraits de la commune de plein exercice d'Aïn-Temouchent (arrondissement et département d'Oran).
Ces territoires formeront à l'avenir, dans l'arrondissement d'Oran, une commune de plein exercice distincte, dont le chef-lieu est fixé à Aïn-Khial et qui en portera le nom.

14 janvier 1887. — Décret portant homologation de bornage d'ouvrages militaires dépendant de la place de Boghar (dép. d'Alger). *(B. O.,* 1887, p. 271.)

19 janvier 1887. — Arrêté du gouv. gén. fixant, pour l'année 1887, le tarif de conversion en argent de l'impôt zekkat à percevoir dans le département d'Alger. *(B. O.,* 1887, p. 268.)

24 janvier 1887. — Décret portant que la tribu d'Ahel-Zelboun et la fraction indigène d'Aïn-Douz sont distraites de la commune mixte de Remchi (territoire civil d'Oran) et réunies à la commune de plein exercice de Tlemcen (arrond. de Tlemcen, dép. d'Oran). *(B. O.,* 1887, p. 257.)

24 janvier 1887. — Arrêté du gouv. gén. portant que les impôts hokor et achour continueront à être perçus, en 1887, dans le département de Constantine, en vertu des titres actuellement existants et d'après les mêmes tarifs. *(B. O.*, 1887, p. 223.)

26 janvier 1887. — Arrêté du gouv. gén. fixant à 6 centimes, pour l'année 1887, le contingent des centimes additionnels spécialement affectés aux dépenses de l'assistance hospitalière.

26 janvier 1887. — Arrêté du gouv. gén. portant que la quotité des centimes additionnels ordinaires aux impôts zekkat, achour, hokor, lezma et à l'impôt de capitation établi en Kabylie, à percevoir ou à prélever au profit des communes mixtes et indigènes qui ne sont pas assujetties à toutes les taxes municipales en vigueur dans les communes de plein exercice, est fixée, pour 1887, à 18 centimes par franc du principal, y compris le contingent de 6 centimes spécialement affecté aux dépenses de l'assistance hospitalière par l'arrêté du 26 janvier 1887. *(B. O.*, 1887, p. 269.)

29 janvier 1887. — Arrêté du gouv. gén. portant que les tribus de Zenina et d'Ouled-Sidi-Younès (commune indigène de Djelfa, territoire de commandement d'Alger), sont réunies en une seule section communale qui recevra le nom de Ouled-Sidi-Younès et Zenina. *(B. O.*, 1887, p. 261.)

29 janvier 1887. — Décret portant création des communes de plein exercice de Lodi et de Damiette (arrond. de Médéa, dép. d'Alger). *(B. O.*, 1887, p. 259.)

Vu la loi du 5 avril 1884;
Vu le décret du 23 septembre 1875;
Vu le décret du 30 avril 1861;
Vu les pièces de l'enquête de commodo et incommodo à laquelle il a été procédé sur le projet de formation des communes de Lodi et de Damiette (arrond. de Médéa, dép. d'Alger);
Vu les avis des commissions syndicales instituées pour les sections de Lodi et de Damiette et le douar de Tamesguida;
Vu les avis des djemâas des douars d'Ouamri, d'Oughat et d'Haouara;
Vu les délibérations du conseil municipal de Médéa et des commissions municipales de Berrouaghia et de Ben-Chicao;
Vu l'avis du conseil général d'Alger;
Vu l'avis du conseil de gouvernement;
Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie;
Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

Art. 1er. — Les territoires ci-après désignés sont distraits, savoir :
1° Les sections communales de Lodi et de Damiette, le centre de population européenne de Mouzaïa et la partie A du douar de Tamesguida, de la commune de plein exercice de Médéa (arrond. de Médéa, dép. d'Alger);

2° Les fractions d'Oued-Djouta (douar d'Ouamri) et d'Ouled-Messaoud (douar d'Oued-Oughat), de la commune mixte de Berrouaghia (territoire civil d'Alger) ;

3° Le douar d'Haouara, de la commune mixte de Ben-Chicao.

Ils formeront à l'avenir, dans l'arrondissement de Médéa (dép. d'Alger) deux communes de plein exercice distinctes dont les chefs-lieux sont fixés respectivement à Lodi et à Damiette et qui en porteront le nom.

Leur circonscription territoriale sera composée ainsi qu'il suit :

COMMUNE DE LODI

1° Section de Lodi ;
2° Centre de population de Mouzaïa ;
3° Partie A du douar de Tamesguida ;
4° Fraction d'Oued-Djouta (douar d'Ouamri) ;
5° Fraction d'Ouled-Messaoud (douar d'Oughat).

COMMUNE DE DAMIETTE

1° Section de Damiette ;
2° Douar d'Haouara.

29 janvier 1887. — Décret qui autorise la création d'une caisse de retraites au profit des employés et agents des services municipaux de la commune d'Oran. *(B. O.*, 1887, p. 304.)

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884, art. 136, n° 7 ;

Vu les délibérations en date des 12 avril et 28 mai 1883, 30 octobre 1884 et 19 février 1886, par lesquelles le conseil municipal d'Oran a proposé la création d'une caisse de retraites au profit des employés de cette commune, ensemble le projet des statuts de la dite caisse ;

Vu les décrets des 30 avril 1861, art. 1er, n° 17, et 7 octobre 1871, art. 2 ;

Vu l'avis du conseil de gouvernement, en date du 11 septembre 1885 ;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Est autorisée la création d'une caisse de retraites au profit des employés et agents des services municipaux de la commune d'Oran.

Cette caisse sera régie conformément au règlement ci-annexé.

STATUTS

Art. 1er. — Il est institué une caisse des retraites pour tous les employés commissionnés émargeant au budget de la commune d'Oran, y compris les agents et employés du service de la police municipale.

Art. 2. — La dotation de la caisse des retraites est formée :

1° Par une retenue d'un mois de traitement, exercée sur tout le personnel commissionné ; cette retenue sera faite par soixantième ;

2° Par une retenue obligatoire de cinq pour cent (5 0/0) sur le traitement des employés et à laquelle on ne pourra se soustraire, pas même sous la condition de renoncer à toute pension de retraite ;

3° Du versement de 5 p. 0/0 de son traitement annuel actuel, pour chaque année de services antérieurs, par tout employé ayant plus d'une année et moins de vingt-cinq ans de services et qui voudra ainsi conserver ses droits à la pension de retraite, tels qu'ils sont déterminés par l'art. 10.

Ce versement sera opéré au moyen d'une retenue de trois et demi pour cent sur le traitement actuel mensuel jusqu'à concurrence de la somme due ;

4° Du versement du premier mois de traitement des employés qui seront commissionnés postérieurement à la promulgation du règlement sur la caisse des retraites;

5° Du versement du premier douzième d'augmentation de traitement des employés qui reçoivent de l'avancement;

6° Des retenues pour cause de congé et d'absence ou pour mesures disciplinaires;

7° Par une allocation, portée annuellement pendant 10 années consécutives à partir de l'application du présent règlement, au budget de la ville, à titre de subvention de fonds de retraite, d'une somme égale au montant des retenues de cinq pour cent exercées sur les employés, tant pour les années antérieures que postérieures à la date de mise en fonctionnement de la dite caisse des retraites ;

8° Par les dons et legs qui pourraient être faits à la caisse des retraites.

Art. 3. — Pour acquérir le droit à la pension de retraite, tout employé sans distinction de nationalité doit compter cinquante-cinq ans d'âge et vingt-cinq ans de services dans la commune comme agent commissionné.

Art. 4. — Aucune pension de retraite ne sera accordée avant l'expiration de dix années de mise en application du présent règlement.

A partir de cette époque le service des pensions liquidées ou à liquider sera fait:

Au moyen de l'intégralité des revenus propres à la caisse des retraites.

Et en cas d'insuffisance des revenus de la caisse des retraites, par une allocation égale au montant des retenues de cinq pour cent exercées sur les employés, que la commune continuera à inscrire annuellement à son budget jusqu'à l'époque où ses revenus atteindront la proportion de dix-huit pour cent du total des traitements des agents de la commune.

Art. 5. — La pension de retraite est basée sur la moyenne des traitements des cinq dernières années de service.

Art. 6. — L'employé commissionné qui remplira les conditions d'âge et de service déterminées à l'art. 3 aura droit à une pension de retraite égale à la moitié de son traitement moyen des cinq dernières années.

La pension sera augmentée d'un soixantième du traitement moyen pour chaque année excédant vingt-cinq ans de service.

En aucun cas, elle ne pourra excéder les deux tiers de ce traitement moyen.

Art. 7. — A l'expiration des dix années d'exercice prescrites par l'art. 4 du présent règlement, tout employé ayant atteint la limite d'âge et de services spécifiés à l'art. 3 peut demander la liquidation de sa pension après avoir été au préalable admis à faire valoir ses droits à la retraite ainsi qu'il est dit à l'article 16 ci-dessous.

Art. 8. — La commune peut admettre d'office à la retraite tout employé ayant atteint la limite réglementaire d'âge et de service ;

Toutefois, pourront être admis à pension, sur leur demande ou d'office, s'ils comptent au moins 15 ans de service :

1° Les employés de plus de 55 ans, que des infirmités graves, résultant de l'exercice de leurs fonctions, mettent dans l'impossibilité de les continuer;

2° Ceux âgés de plus de 45 ans, dont l'emploi aurait été régulièrement supprimé au budget.

Dans ces deux cas, la pension sera liquidée à raison d'un soixantième par année de service du traitement moyen des cinq dernières années et sans que le chiffre de la pension puisse, dans aucun cas, dépasser la moitié de ce traitement moyen.

Art. 9. — Pourront exceptionnellement obtenir pension, quels que soient leur âge et leur temps de service :

1° Les employés qui auront été mis hors d'état de continuer leur service soit par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public, ou en exposant leurs jours pour sauver la vie d'un de leurs concitoyens, soit par suite de lutte ou combat soutenu dans l'exercice de leurs fonctions;

2° Ceux qu'un accident grave, résultant notoirement de l'exercice de leurs fonctions, met dans l'impossibilité de les continuer.

La pension allouée dans ces cas sera de moitié du traitement moyen des cinq dernières années de service, si l'employé a plus de dix ans de service; du tiers, s'il a plus de cinq ans de service; s'il a moins de cinq ans de service, la pension allouée sera du quart du traitement moyen des années de service.

Art. 10. — Auront le même droit à la pension de retraite que s'ils avaient subi la retenue depuis leur entrée en fonctions les employés actuels de la commune qui auront effectué intégralement les versements pour les années antérieures de service, conformément aux prescriptions du paragraphe 3 de l'art. 2., à la condition toutefois que ces employés aient subi la retenue pendant dix années postérieures à la création de la caisse, ainsi que le prescrit l'art. 4.

Art. 11. — La pension de retraite, réglée et liquidée comme il est dit dans les articles précédents, sera reversible par moitié sur la tête de la veuve de l'employé retraité ou qui aura accompli la durée de service exigée par l'art. 3, pourvu que le mariage ait été contracté 5 ans au moins avant la cessation des fonctions du mari.

Toutefois, dans les cas spécifiés à l'art. 9, il suffira que le mariage ait été contracté antérieurement à l'évènement qui aura amené la mort ou la mise à la retraite du mari.

En cas de décès de la veuve, la pension attribuée à cette dernière sera reversible sur la tête des enfants mineurs issus de ce mariage, et elle sera servie par fractions égales jusqu'à l'âge de seize ans accomplis, mais sans reversibilité des uns aux autres.

S'il existe une veuve et un ou plusieurs orphelins provenant d'un mariage antérieur de l'employé, il sera prélevé de la pension de la veuve, et sauf reversibilité en sa faveur, un quart au profit de l'orphelin du premier lit, s'il en existe plusieurs.

La femme divorcée ou contre laquelle la séparation de corps aura été prononcée perdra tout droit à la pension de retraite de son mari.

Art. 12. — Les retenues porteront exclusivement sur les traitements fixes; elles ne porteront, dans aucun cas, sur les allocations accessoires, telles que gratifications, primes, etc. De même, la quotité des pensions de retraite sera calculée d'après les traitements fixes sans égard aux allocations accessoires.

Art. 13. — Les retenues sont acquises à la caisse des retraites du jour où elles ont été opérées. Ces retenues ne sont sujettes à aucune répétition, soit de la part des employés, soit de la part des héritiers.

Nul employé démissionnaire n'a le droit de prétendre au remboursement des retenues exercées sur son traitement, ni à aucune indemnité; mais, si par suite il était admis à rentrer dans l'administration, le temps de son premier service compterait pour la pension.

Art. 14. — Lorsqu'un employé aura justifié de ses droits à la retraite, sa pension sera liquidée sur les fonds de la caisse des retraites administrée comme il sera dit à l'art. 17.

Toutefois, il ne sera délivré de titre de pension que jusqu'à concurrence des revenus libres de la caisse.

Art. 15. — Pour la liquidation de sa pension de retraite, les années de service seront comptées du 1er janvier et du 1er juillet qui aura suivi l'entrée au service de la commune jusqu'au 1er janvier et au 1er juillet qui précèdera la mise à la retraite.

Art. 16. — Les pensions sont liquidées par arrêté préfectoral, sur l'avis du conseil municipal.

Une commission de six membres, présidée par le maire et formée de trois conseillers municipaux et de trois employés de la mairie, est chargée de préparer cette liquidation.

Art. 17. — Les fonds provenant des ressources affectées à la caisse seront, au fur et à mesure de leur encaissement, versés, en exécution de l'art. 110 de la loi du 28 avril 1816 et de l'ordonnance du 3 juillet suivant, à la caisse des dépôts et consignations, qui demeure chargée d'assurer le paiement des pensions et de placer les fonds disponibles en rentes sur l'État.

A l'expiration de chaque trimestre, les 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre, le directeur général de la caisse des dépôts et consignations versera, sur mandat du maire, à la caisse du receveur municipal, la somme nécessaire au paiement des pensions.

Le compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites, arrêté au 31 décembre de chaque année par le directeur général de la caisse des dépôts et consignations, sera mis sous les yeux du conseil municipal.

31 janvier 1887. — Décret du Bey relatif aux travaux de construction et de grosse réparation des rues, égouts et trottoirs. *(J. O. T.*, 3 février 1887.)

Considérant que les décrets du 28 sfar 1300, relatifs à la contribution des riverains aux dépenses de construction, de grosses réparations et d'entretien des rues et des égoûts, imposent, dans certains cas, des charges trop lourdes aux propriétaires taxés;

Considérant qu'il y a lieu d'alléger ces charges;

Vu le décret du 16 djoumadi-et-tani 1302;

Vu les délibérations du conseil municipal de Tunis en date du 20 octobre 1885 et 19 avril 1886;

Vu les délibérations du conseil municipal de La Goulette en date du 19 octobre 1885 et 1er mai 1886;

Vu la délibération du conseil municipal de Bizerte en date du 26 octobre 1885;

Vu les délibérations du conseil municipal du Kef en date des 26 octobre 1885 et 25 avril 1886;

Vu les délibérations du conseil municipel de Sousse en date des 20 octobre 1885 et 21 avril 1886;

Vu la délibération du conseil municipal de Sfax en date du 10 octobre 1885:

Vu l'avis du directeur général des travaux publics;

Sur la proposition de notre premier ministre,

Art. 1er. — Les dépenses de premier établissement des chaussées des villes de Tunis, La Goulette, Bizerte, le Kef, Sousse et Sfax seront supportées par les propriétaires riverains, chacun proportionnellement au développement des façades de son héritage, mais seulement jusqu'à concurrence, par mètre courant de façade, de : 40 piastres pour la ville de Tunis, 20 piastres pour les autres localités. Dans ces dépenses ne sont pas compris les frais de premier établissement du pavage ou dallage des trottoirs, qui seront, en outre, supportés par moitié, par les propriétaires rive-

rains, sous la réserve que, pour les trottoirs de plus de six mètres, l'excédant de largeur restera entièrement à la charge de la ville.

Art. 2. — En ce qui concerne les dépenses de premier établissement des égouts publics des mêmes villes et de leurs accessoires, tels que bouches et branchements de bouches, regards et branchements de regards, etc... les anciens usages continueront à être appliqués jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Art. 3. — Si la contribution imposée en vertu des art. 1 et 2 est hors de proportion avec la valeur vénale des immeubles riverains, la remise totale ou partielle de la taxe pourra être accordée à tous ou à certains immeubles par le conseil municipal, sous réserve de l'approbation de notre premier ministre.

Le conseil ne pourra délibérer qu'après enquête faite par les soins de l'administraiion municipale sur la valeur vénale des immeubles.

La délibération devra être soumise, avec les pièces à l'appui, à l'approbation de notre premier ministre avant le commencement des travaux.

Art. 4. — Les rôles de répartition des dépenses ci-dessus spécifiées sont dressés par l'administration municipale et rendus exécutoires par notre premier ministre.

Art. 5. — Les rôles sont déposés dans les bureaux des municipalités et tenus à la disposition des intéressés.

Avis du dépôt des rôles est donné au public, par voie d'affiche, quinze jours au moins avant la mise en recouvrement.

Art. 6. — Les réclamations relatives à ces rôles seront adressées au président d'une commission composée ainsi qu'il suit :

Le président, ou le vice-président de la municipalité délégué, président.

Deux conseillers municipaux délégués par le conseil municipal.

Il pourra être fait appel, devant les tribunaux français par les contribuables relevant de la justice française, et devant la section des affaires civiles du tribunal de l'Ouzara par les sujets tunisiens, de la décision de cette commission, dans un délai d'un mois à dater de la signification de la sentence par la voie administrative.

Art. 7. — Toute réclamation dont la commission n'aurait pas été saisie dans le délai d'un mois, à dater de l'avis du dépôt des rôles, et qui n'aurait pas été accompagnée, dans le même délai, de la quittance délivrée par le receveur municipal constatant le paiement de la totalité de la taxe inscrite au rôle, sera rejetée sans examen.

Art. 8. — Tous inscrits au rôle qui n'en auront pas été rayés par décision de la commission ou du tribunal compétent, ou, en cas de décès, leurs héritiers, seront tenus de l'intégralité de la taxe pour laquelle ils sont portés.

En cas de mutation de propriété, le recouvrement pourra être poursuivi directement contre les ayants droit de l'inscrit, sans préjudice du recours contre celui-ci.

Art. 9. — Aucun des travaux de premier établissement auxquels les propriétaires sont tenus de contribuer en vertu du présent décret ne pourra être entrepris, ni aucune taxe perçue pour y pourvoir, sans qu'un décret, rendu dans l'année, n'en ait, au préalable, et dans chaque cas particulier, déclaré l'utilité publique.

Art. 10. — Les municipalités jouiront pour le recouvrement des taxes établies par le présent décret du même privilège que le gouvernement pour le recouvrement de la caroube des immeubles.

Art. 11. — Sont et demeurent abrogés le décret du 28 sfar 1300, relatif aux travaux de construction et de grosse réparation des rues, égouts et trottoirs, et le décret du même jour, relatif à l'entretien des rues et égouts, et l'art. 43 du décret du 16 djoumadi-el-tani 1302.

2 février 1887. — Décret du Bey relatif aux interprètes de la conservation de la propriété foncière. (*J. O. T.*, 3 fév. 1887.)

Vu l'art. 8 du décret du 2 redjeb 1303 (6 avril 1886) (1), portant que les interprètes judiciaires près des justices de paix pourront être chargés provisoirement des fonctions d'interprètes traducteurs dans les circonstances où le concours de ces interprètes est nécessaire pour l'exécution des lois et réglements relatifs à la propriété foncière en Tunisie, et qu'ils seront dispensés des formalités prescrites en ce qui concerne les interprètes traducteurs titulaires;

Vu le tarif D annexé au même décret;

Vu le décret du président de la République française, du 3 août 1885 (2), portant que, dans les localités où des justices de paix doivent être instituées, jusqu'à l'établissement définitif de ces justices de paix, le contrôleur civil, et à son défaut un officier de la garnison désigné à cet effet par le général commandant la division, pourra exercer les fonctions de juge de paix dans les termes de la loi du 27 mars 1883;

Attendu que, dans les arrondissements de justice de paix qui ne sont pas encore pourvus de juges titulaires, il n'a pas été désigné, jusqu'à présent, d'interprète judiciaire;

Qu'il importe, cependant, d'assurer dans ces arrondissements aux fonctionnaires ou aux officiers qui remplissent les fonctions de juge de paix la possibilité d'opérer, le cas échéant, avec le concours d'un interprète dans les circonstances indiquées par les lois et règlements relatifs à la propriété foncière;

Art. 1er. — L'art. 8 du décret du 2 redjeb 1303 (6 avril 1886) est modifié ainsi qu'il suit :

Les interprètes traducteurs recevront du résident général de la République française une lettre de désignation qui leur tiendra lieu de commission.

Les interprètes judiciaires auprès des justices de paix, et, à défaut d'interprètes judiciaires, les interprètes militaires ou d'autres personnes désignées conformément à la loi, pourront être chargés provisoirement de tout ou partie des attributions d'interprètes traducteurs. Ils devront, sauf les interprètes judiciaires, prêter serment devant le juge de paix de leur résidence. Ils seront dispensés des formalités ci-après :

Art. 2. — Le 4e alinéa du tarif D est modifié ainsi qu'il suit :

Les traductions des affiches, lettres, notifications ou avis adressés aux indigènes par le juge-commissaire, le juge de paix, le caïd et le greffier du tribunal mixte, ainsi que les traductions de tous autres actes de la procédure d'immatriculation, seront faites, du français en arabe ou en toute autre langue, et de l'arabe ou de toute autre langue en français, par les interprètes traducteurs, ou par les autres personnes désignées conformément à l'article 8, et taxées à raison de 1 p. 50 par demi rôle calculé conformément au premier alinéa du tarif D.

Les pièces qui seront établies sur des formules imprimées seront taxées à raison de 1 p. 50 par rôle.

8 février 1887. — Loi ayant pour objet d'augmenter de 100,000 fr. la dépense de construction des écoles supérieures d'Alger. (*J. O.*, 9 février 1887.) (3).

(1) *Revue algérienne*, 1886, 3, 83.

(2) *Revue algérienne*, 1885, 3, 177.

(3) *Chambre des députés* : présentation par le gouvernement le 14 octobre 1886; adoption, au rapport de M. Etienne, le 16 décembre. — *Sénat* : dépôt le 17 janvier 1887; adoption, au rapport de M. Casimir Fournier, le 3 février.

Art. 1er. — Les dépenses nécessitées par la construction des écoles supérieures d'Alger et évaluées, suivant la loi du 19 juillet 1884, à la somme de 2,500,000 fr., sont augmentées d'une somme de cent mille francs (100,000 fr.), qui sera ajoutée à l'annuité de 300,000 fr. afférente à l'exercice 1887, annuité dont le montant se trouvera ainsi porté à 400,000 fr.

Art. 2. — Il sera pourvu à ce supplément de crédit au moyen du produit de la vente d'immeubles domaniaux situés en Algérie, conformément à la loi du 19 juillet 1884.

9 février 1887. — Décret portant réunion définitive du douar de Bou-Zegza à la commune de plein exercice de St-Pierre-St-Paul (dép. d'Alger). *(B. O.*, 1887, p. 260.)

17 février 1887. — Décret portant que la terre d'Ard-el-Kahla, les parcelles *a, b, c* du douar de Radjetas et la parcelle *d* du douar d'Ouled-Gherara sont distraites de la commune mixte de Jemmapes (territoire civil de Constantine) et réunies à la commune de plein exercice de Gastu (arrond. de Philippeville, dép. de Constantine). *(B. O.*, 1887, p. 354.)

17 février 1887. — Décret portant que les parcelles *d'*, *d''* et *d'''* du douar d'Ouled-Gherara sont distraites de la commune mixte de Jemmapes (territoire civil de Constantine) et réunies à la commune de plein exercice d'Enchir-Saïd (arrond. de Guelma, dép. de Constantine). *(B. O.*, 1887, p. 356.)

18 février 1887. — Décret prescrivant les mesures à prendre pour arrêter ou prévenir les dommages causés aux vignobles de l'Algérie par l'altise. *(B. O.*, 1887, p. 312.)

Considérant que la culture de la vigne, qui constitue l'une des principales branches de l'exploitation du sol en Algérie, est menacée par les ravages de l'altise de la vigne;

Considérant qu'il y a urgence à prendre des dispositions propres à les combattre;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les préfets des départements de l'Algérie sont autorisés à prescrire les mesures nécessaires pour arrêter ou prévenir les dommages causés aux vignobles par l'altise.

Les arrêtés détermineront l'époque à laquelle il devra être procédé à l'exécution des mesures prescrites, les régions et localités dans lesquelles elles seront applicables, ainsi que les détails d'exécution.

Ces arrêtés ne seront exécutoires, sauf le cas d'urgence, qu'après approbation du gouverneur général de l'Algérie.

Art. 2. — Les mesures prescrites sont obligatoires pour tous propriétaires, fermiers, colons, métayers, usufruitiers et usagers sur les terrains où ils possèdent ou cultivent la vigne.

Dans les terrains limitrophes des champs de vignes et dans un rayon de protection de 50 mètres, la suppression des broussailles, herbes sèches et ronces, le nettoyage des arbres, arbustes et haies vives sera obligatoire pour les détenteurs.

Art. 3. — L'État, les départements, les communes, les établissements publics ou privés seront soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne les terrains incultes, les forêts, les dépendances des routes, chemins, fossés ou canaux et voies ferrées leur appartenant.

Art. 4. — En cas d'inexécution dans les délais fixés des mesures ordonnées par arrêté préfectoral, procès-verbal sera dressé contre les contrevenants, qui seront passibles des peines édictées par les articles 471 et 474 du Code pénal. Il sera procédé à leurs frais par les soins du service phylloxérique à l'exécution des mesures prescrites. Les dépenses ainsi faites seront recouvrées par les contributions diverses, en vertu de mandatements exécutoires délivrés par les préfets, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts que les viticulteurs pourront exercer.

28 février 1887. — Décret portant création de la commune de plein exercice de Mekla (dép. d'Alger). *(B. O.*, 1887, p. 351.)

Vu la loi du 5 avril 1884 ;
Vu le décret du 23 septembre 1875 ;
Vu le décret du 30 avril 1861 ;
Vu les pièces de l'enquête de commodo et incommodo à laquelle il a été procédé sur le projet de formation de la commune de plein exercice de Mekla (arrondissement de Tizi-Ouzou, département d'Alger) ;
Vu l'avis de la commission syndicale instituée pour le centre de population de Mekla et la tribu de Beni-Fraoucen ;
Vu la délibération de la commission municipale de la commune mixte de Fort-National ;
Vu l'avis du conseil général d'Alger ;
Vu l'avis du conseil de gouvernement ;
Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;
Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

Art. 1er. — Le centre de population européenne de Mekla et les villages de la tribu de Beni-Fraoucen ci-après désignés, savoir : Amazoul, Agouni-bou-Afir, Aït-Aïch, Aït-Mansour-ou-Ahmed, Aït-Moussa-ou-Braham, Bou-Zahrir, Djemâa-Saharidj, El-Ghrous, El-Mesloub, Maouïa, Tsalioum, Taourirt-Aden et Tizi-N'terga sont distraits de la commune mixte de Fort-National (territoire civil d'Alger).

Ils formeront à l'avenir, dans l'arrondissement de Tizi-Ouzou (département d'Alger), une commune de plein exercice distincte dont le chef-lieu est fixé à Mekla et qui en portera le nom, etc.

1er mars 1887. — Décret portant création de la commune de plein exercice de Staouéli (dép. d'Alger). *(B. O.*, 1887, p. 353.)

Vu la loi du 5 avril 1884 ;
Vu le décret du 23 septembre 1875 ;
Vu le décret du 30 avril 1861 ;
Vu les pièces de l'enquête de commodo et incommodo à laquelle il a été procédé sur le projet de division de la commune de plein exercice de Chéragas (arrondissement et département d'Alger) ;
Vu les avis des commissions syndicales ;
Vu l'avis du conseil municipal de Chéragas ;
Vu l'avis du conseil général du département d'Alger ;
Vu l'avis du conseil de gouvernement ;
Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;
Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

Art. 1er. — Le centre de population européenne de Staouéli et sa banlieue, et les sections communales de Sidi-Ferruch et de Zéralda sont distraits de la commune de plein exercice de Chéragas (arrond. et dép. d'Alger).

Ils formeront, à l'avenir, une commune de plein exercice distincte dont le chef-lieu est fixé à Staouéli et qui en portera le nom, etc.

2 mars 1887. — Arrêté du gouv. gén. portant que le douar d'Ouled-Dehim est distrait de la section communale d'Ouled-Adi-Dahara et réunie à celle de M'tarfas (commune mixte de M'sila, territoire civil de Constantine). *(B. O.*, 1887, p. 323.)

10 mars 1887. — Loi qui autorise la perception, à partir du 1er janvier 1887, de la taxe sur les vignes de l'Algérie prévue par la loi du 28 juillet 1886. *(B. O.*, 1887, p. 361.) (1).

(1) *Chambre des députés* : Projet déposé par le gouvernement le 21 janvier 1887; adoption, au rapport de M. Étienne, le 3 février. — *Sénat* : dépôt le 15 février; adoption, au rapport de M. Casimir Fournier, le 26 février.

EXPOSÉ DES MOTIFS

« La loi du 28 juillet 1886, sur la défense du vignoble algérien contre le phylloxéra, dispose, en son article 1er, qu'une taxe spéciale et temporaire sera perçue sur toutes les vignes à partir de la troisième année de leur plantation. L'art. 2 porte que cette taxe sera assise sur les déclarations des propriétaires; que ces déclarations seront contrôlées par le service des contributions directes; enfin, que le tarif de la taxe sera fixé tous les ans par un arrêté du gouverneur général pris en conseil de gouvernement, les conseils généraux préalablement consultés.

Toutes ces formalités ont été remplies en vue de l'établissement de la taxe à partir du 1er janvier 1887. Ainsi, bien que le travail ne soit pas encore définitif, le nombre d'hectares de vignes reconnus imposables dès l'année prochaine s'élève, pour les trois départements, à 50,487 hectares.

Soit à Alger.....	19.524	hectares.
Soit à Oran.....	19.467	—
Soit à Constantine.....	11.496	—
Total égal.....	50.487	hectares.

Un arrêté du gouverneur général, en date du 24 novembre 1886, a fixé le quantum de la taxe, pour l'année 1887, au taux uniforme de 3 fr. par hectare et par département.

Le produit total de la taxe sera donc de 151,461 francs, à décomposer comme il suit :

Pour le département d'Alger.....	58.572	francs.
— d'Oran.....	58.401	—
— de Constantine.....	34.488	—
Total égal.....	151.461	francs.

Art. 1er. — La taxe spéciale et temporaire à établir sur les vignobles de l'Algérie, en vertu de la loi du 28 juillet 1886 (1), sera appliquée dans les trois départements à partir du 1er janvier 1887.

Art. 2. — Il sera fait recette et dépense du produit de la taxe, au titre du budget sur ressources spéciales du ministère de l'agriculture (service du gouvernement général de l'Algérie), conformément à l'état annexé à la présente loi.

TABLEAU du produit de la taxe en recettes et en dépenses

DÉSIGNATION DU PRODUIT	ÉVALUATION pour 1887
BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	
1° Recettes	
Frais de visites des vignobles algériens, en exécution des lois des 21 mars 1883 et 28 juillet 1886, contre le phylloxéra (taxe sur les vignes).....	151.461 »
2° Dépenses	
Frais de visites des vignobles algériens, en exécution des lois des 21 mars 1883 et 28 juillet 1886, contre le phylloxéra (taxe sur les vignes).....	151.461 »

12 mars 1887. — Circ. du gouv. gén. aux préfets, relative à l'exécution du décret du 18 février 1887 (2) sur les mesures à prendre contre l'altise. (*Mob.*, 16 mars 1886.)

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un certain nombre d'exemplaires du journal officiel le *Mobacher*, dans lequel a été inséré le décret du 18 février 1887, sur les mesures à prendre pour arrêter ou prévenir les dommages causés aux vignobles par l'insecte connu sous le nom d'altise. Ainsi que vous voudrez bien le remarquer, l'art. 1er de ce décret investit les préfets de l'Algérie du droit de prescrire les mesures dont il s'agit par des arrêtés spéciaux qui, sauf le cas

---

Il est rappelé pour mémoire qu'en vertu de la loi du 28 juillet 1886, ce produit spécial doit être encaissé par le trésor public, former un compte particulier par département, et constituer un budget sur ressources spéciales au ministère de l'agriculture.

La taxe spéciale dont il s'agit a été assimilée aux contributions directes, puisqu'elle est, comme les impôts de cette nature, recouvrée au moyen de rôles nominatifs rendus exécutoires par les préfets des départements algériens. Pour être régulière et légale, la perception de cette taxe en 1887 doit donc être autorisée avant le 1er janvier. »

(1) *Revue algérienne*, 1886, 3, 169.

(2) *Suprà, p.* 62.

d'urgence, doivent être soumis à mon approbation. Aux termes des art. 2 et 3 du décret en question, ces arrêtés peuvent viser non seulement les viticulteurs, mais encore les propriétaires limitrophes de champs de vignes, que ces terrains appartiennent à de simples particuliers ou à l'État, aux départements, aux communes, et à des établissements publics ou privés.

Je crois devoir, Monsieur le Préfet, vous donner quelques indications, à défaut d'instructions formelles, au sujet de l'exercice des nouveaux pouvoirs qui vous sont conférés. Vous voudrez bien remarquer, tout d'abord, que les mesures à prescrire peuvent ne pas s'appliquer à toute l'étendue du département. Il peut se produire, en effet, que, dans certaines parties du territoire, les ravages de l'altise affectent un caractère réellement inquiétant et commandent l'application de mesures de préservation énergiques, tandis que dans d'autres régions, au contraire, le mal n'offre pas ou presque pas de gravité ; l'action administrative, par suite, n'aura pas à s'y manifester. Pour la détermination des localités dans lesquelles la lutte contre l'altise devra être ordonnée, et en raison du caractère spécial des mesures prévues par le décret du 18 février 1887, il semble, à mon avis, plus rationnel de ne pas statuer d'office et de s'en rapporter à l'initiative et à la vigilance des intéressés, c'est-à-dire des viticulteurs.

Dans les communes où existent des associations agricoles, c'est à ces dernières que paraît incomber, au premier chef, le soin de réclamer l'application des mesures prévues par le décret du 18 février 1887 ; elles auraient à vous soumettre leurs demandes par l'entremise de l'autorité municipale, qui formulerait également son avis sur l'opportunité d'y donner satisfaction. Pour les communes dans lesquelles ne fonctionnent pas d'associations de l'espèce, les propositions pourraient émaner des municipalités directement.

Les demandes dont vous seriez ainsi saisi seraient peut-être utilement soumises par vous à l'examen du service phylloxérique, sur l'avis duquel vous déterminerez définitivement les localités auxquelles les mesures de préservation à ordonner devraient s'étendre pour former un périmètre suffisamment développé.

Maintenant, une autre question se pose : Quels seront les procédés de destruction dont il sera fait usage dans les localités visées par vos arrêtés.

A cet égard, il y a lieu de faire une distinction importante résultant des mœurs mêmes de l'insecte. Comme vous le savez, l'altise quitte les ceps de vigne quelque temps après la vendange, vers la fin d'octobre, pour se réfugier dans des retraites (ronces, broussailles, herbes sèches, etc.) où elle passe l'hiver. Au printemps suivant, elle envahit de nouveau les vignes, dont les jeunes pousses lui fournissent une nourriture abondante. Il va de soi que les mesures de préservation doivent varier suivant l'époque pendant laquelle elles seront appliquées.

J'examinerai d'abord les dispositions à prendre alors que les mouches se sont fixées dans les vignes, c'est-à-dire au printemps et pendant l'été. Pour cette période, aucun procédé de destruction ne paraît devoir être recommandé plus spécialement. La commission que j'avais chargée des études qui ont abouti à l'édiction du décret du 18 février 1887 a rempli en même temps, en exécution de la double mission que je lui avais confiée, les fonctions de jury pour l'application des procédés de destruction de l'altise au concours ouvert en 1886.

Or, tout en reconnaissant que quelques-uns de ces procédés ne laissaient pas de présenter une certaine efficacité, le jury n'a pas cru, néanmoins, pouvoir conclure à l'attribution du prix de 5,000 fr. institué par l'administration.

Aucun des insecticides n'a paru réunir entièrement les conditions recherchées. Aussi, en présence de ces résultats presque négatifs ou tout au moins insuffisants, suis-je d'avis qu'il sera prudent de s'abstenir d'indiquer dans les arrêtés préfectoraux le ou les procédés dont les intéressés devraient faire usage exclusivement. J'estime qu'il conviendra cependant de considérer comme ayant pleinement satisfait aux prescriptions de ces arrêtés les viticulteurs qui auront, à l'époque où les pousses de la vigne commencent à se développer, effectué le ramassage des

insectes, soit au moyen d'entonnoirs, soit de toute autre manière, et qui auront ensuite opéré, dans le courant du mois de juin, le soufrage de leurs vignes. Tel est, du reste, le sentiment qui a été exprimé au sein de la commission spéciale par les viticulteurs expérimentés qui en faisaient partie.

A l'égard des propriétaires de terrains non plantés en vignes mais contigus à des vignobles, à qui l'art. 2 du décret du 18 février 1887 impose l'obligation de supprimer les broussailles, herbes sèches et ronces et de procéder au nettoyage des arbres, arbustes et haies vives, et ce dans un rayon de 50 mètres, l'administration, tout en exigeant d'eux l'exécution des mesures prescrites, lorsque ces terrains se trouveront compris dans les périmètres déterminés par vos arrêtés, devra, pour éviter de tomber dans l'abus, user avec eux d'une certaine réserve, et elle pourra, le plus souvent, s'en rapporter aux intéressés, c'est-à-dire aux viticulteurs, du soin de surveiller les abords de leurs vignes. C'est ainsi que, d'une manière générale, il y aurait peut-être lieu de considérer comme s'étant conformés aux dispositions des arrêtés les propriétaires non viticulteurs contre lesquels aucune réclamation ne serait formulée par les détenteurs du ou des vignobles voisins. Mais, dans le cas où les viticulteurs se plaindraient de l'inexécution des mesures prescrites, l'administration aurait alors à intervenir de toute nécessité.

Pour éviter des retards, les réclamations de l'espèce pourraient être remises aux maires, qui enverraient immédiatement les gardes champêtres en contrôler le bien ou le mal fondé. Il serait convenable, au surplus, que cette vérification ait lieu en présence du propriétaire mis en cause ou de son représentant, fermier ou gérant, dûment convoqué à cet effet. Dans le cas d'inexécution des mesures prescrites, le propriétaire aurait trois jours au maximum pour effectuer les opérations ordonnées. Passé ce délai, le maire aurait à vous transmettre directement le procès-verbal qui aurait été dressé, et vous délégueriez un agent du service phylloxérique pour exécuter d'office les travaux, conformément aux dispositions de l'art. 4 du décret du 18 février 1887.

J'arrive maintenant aux procédés de destruction à employer pendant la saison d'hiver. A cet égard, la commission spéciale a été beaucoup plus affirmative. Elle a même indiqué les conditions dans lesquelles la lutte pourrait être organisée d'une manière efficace. Elle s'est inspirée des observations faites par plusieurs viticulteurs et desquelles il résulte que les altises se retirent volontiers, à l'approche de la saison froide, dans des refuges disposés aux abords des vignes. Ces refuges *artificiels* deviennent de véritables piéges et il est facile de détruire ensuite les mouches qui s'y sont amassées en grand nombre. La commission a, par suite, été d'avis qu'il conviendrait d'obliger les propriétaires de vignes à procéder, en dehors des nettoyages, suppressions des ronces, etc., auxquels ils sont tenus tous les premiers, bien entendu, à l'installation de refuges artificiels aux alentours de leurs champs et à détruire par le feu ou autrement les insectes qui s'y seraient retirés. En vous faisant part de l'opinion émise par la commission spéciale, je crois devoir vous recommander, Monsieur le Préfet, de prescrire l'application du mode de destruction préconisé par elle, ne serait-ce qu'à titre d'essai ou au moins pour la première année.

Vous pouvez d'ailleurs prendre l'avis des associations agricoles en ce qui touche le mode de confection de ces abris, leur nombre à l'hectare, les endroits où ils devront être disposés, soit qu'il y ait lieu d'en prescrire l'établissement sur la lisière seulement des champs de vigne, soit également dans l'intérieur de ces propriétés, etc., etc.

Il me reste, Monsieur le Préfet, à vous entretenir de l'application de l'art. 3 du décret du 18 février 1887, qui prescrit la suppression des broussailles, herbes séches et ronces et le nettoyage des arbres, arbustes et haies vives dans les forêts, les dépendances des routes, chemins, fossés, canaux et voies ferrées. Je vous prierai de tenir la main à la stricte exécution de cette prescrip-

tion dans l'intérieur des périmètres créés par vos arrêtés, et d'adresser à cet effet les instructions les plus pressantes aux chefs des différents services visés par cet article, ainsi qu'aux municipalités et aux administrateurs des compagnies de chemins de fer. Je vous serai reconnaissant, au surplus, de me signaler les négligences qui viendraient à se produire.

Telles sont, Monsieur le Préfet, les indications que je crois devoir vous donner pour l'application du décret du 18 février 1887; comme vous le savez, il ne s'agit pas ici d'instructions absolument formelles, et une large part est laissée à votre initiative. Ce n'est que lorsque l'expérience aura permis de se rendre compte des conditions dans lesquelles la lutte peut être le plus avantageusement engagée qu'il sera possible de déterminer des règles précises à cet égard. Ce que je vous recommanderai de retenir surtout des indications qui précèdent, c'est la nécessité d'agir avec les plus grands ménagements et d'éviter avec soin de prescrire des dispositions qui ne seraient pas demandées par les viticulteurs.

Ces derniers sont trop directement intéressés dans l'application des mesures de préservation contre l'altise pour que l'on ait à craindre que leur vigilance ne se trouve, à un moment donné, en défaut. Grâce à l'entente qui s'établira entre eux et l'administration, il est permis d'espérer que le but du décret du 18 février 1887 pourra être atteint et que la viticulture algérienne sera efficacement défendue contre le nouvel ennemi qui la menace.

En terminant, je vous prierai de me soumettre, de votre côté, les propositions que vous jugerez utile de faire adopter dans le but d'assurer la bonne exécution des prescriptions du décret et de régler les cas d'espèce et mesures de détail dont il n'est pas question dans la présente circulaire.

15 mars 1887. — **Décret** portant homologation du bornage de la zone des fortifications des places de Dellys et de Philippeville. *(Mob.,* 13 avril 1887.)

19 mars 1887. — **Décret** portant homologation du bornage de la zone des fortifications du poste d'El-Aricha. *(Mob.,* 13 avril 1887.)

24 mars 1887. — **Loi** autorisant la commune de Blida (département d'Alger) à emprunter une somme de 389,854 fr., pour l'achèvement de son collège et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt. *(Mob.*, 30 mai 1887 (1).

Art. 1er. — La commune de Blida (département d'Alger) est autorisée à contracter, auprès du Crédit foncier de France, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser cinq francs quatre cent quatre-vingt-dix mille trois cent vingt-deux millionièmes pour cent (5 fr. 490, 322 p. 100), amortissement compris, un emprunt de trois cent quatre-vingt-neuf mille huit cent cinquante-quatre francs (389,854 fr.), remboursable en quarante annuités, et dont le produit sera exclusivement applicable à l'achèvement du collège de cette ville.

---

(1) *Chambre des députés :* Présentation par le gouvernement, le 17 février 1887 ; adoption, au rapport de M. Letellier, le 28 février. — *Sénat :* dépôt le 7 mars; adoption, au rapport de M. Mauguin, le 17 mars.

Art. 2. — La commune de Blida est également autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante années, à partir de 1887, trente-cinq centimes et quatre dixièmes (0 fr. 354) additionnels au principal fictif de la propriété bâtie, établie par la loi du 23 décembre 1884, y compris les centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances.

Le produit de cette imposition sera consacré au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de 389,854 fr. autorisé par l'art. 1er ci-dessus, concurremment avec les versements annuels à effectuer par le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

Toutefois, le chiffre de cette imposition extraordinaire sera réduit chaque année, proportionnellement aux ressources qui pourront devenir disponibles par suite de la diminution des charges communales.

28 avril 1887. — Loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi du 26 juillet 1873, sur l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie *(J. O.*, 29 avril 1887) (1).

(1) *Sénat :* présentation par le gouvernement, le 4 décembre 1884 (ann. 93, p. 505); rapport de M. Casimir Fournier, le 24 novembre 1886 (ann. 11, p. 4); 1re délibération, le 17 décembre 1885; 2e délibération, le 24 décembre 1885. — *Chambre des députés :* dépôt le 23 janvier 1886 (ann. 363, p. 844; rapport de M. Bourlier, le 28 février 1887 (ann. 1590); adoption, après déclaration d'urgence, le 24 mars 1887.

EXPOSÉ DES MOTIFS

« Le gouvernement vient vous demander d'introduire dans la loi du 26 juillet 1873, relative à l'établissement et à la conservation de la propriété en Algérie, quelques modifications et additions dont l'expérience a démontré la nécessité.

Pour bien apprécier la portée de ces remaniements, il est utile de jeter un coup d'œil sur la législation antérieure.

I

Depuis plus de quarante ans que la France a assumé la tâche de coloniser l'Algérie et d'améliorer la condition sociale des peuples qui l'habitent, la question de la propriété indigène n'a pas cessé d'être l'objet des préoccupations gouvernementales. Dès l'origine, on a compris la nécessité d'une organisation agraire qui, sans violer les droits existants, aboutît à l'établissement de la propriété individuelle sur des bases donnant une égale satisfaction aux intérêts des Européens et des indigènes.

Mais le succès de cette entreprise rencontrait de graves obstacles.

En dehors des immeubles composant le domaine propre de l'État, au titre de biens du beylik, sous les noms de Azel, Azib, Aguedel, Maghzen, Touiza, Bled-el-Matmora, Kenaù..., et abstraction faite des forêts, landes, steppes, parcours généraux d'alfa, broussailles, rochers, qui étaient réputés biens de la communauté musulmane (Bled-el-Islam), les terres occupées par les indigènes, au moment de notre arrivée en Algérie, se divisaient en deux grandes catégories : les terres de tribus, dites *arch* (ou *sabega*, dans la province d'Oran), et les propriétés privées, désignées sous le nom de *melk*.

Art. 1er. — Il est apporté à la loi du 26 juillet 1873 les modifications et additions suivantes :

Art. 2. — Il sera procédé administrativement et dans le plus bref délai, suivant les formes et conditions qui seront déterminées par un décret, aux opérations de délimitation et de répartition prévues par les §§ 1 et 2 de l'art. 2 du sénatus-consulte du 22 avril 1863, dans toutes les tribus où ces opérations n'ont pas déjà été exécutées.

Le fonds des terres arch était réputé appartenir au bey, qui conservait toujours sur elles un droit supérieur de revendication et de libre disposition. Le bey en abandonnait l'usufruit collectif à la tribu, qui en usait comme elle l'entendait, sans pouvoir jamais aliéner le fonds même. Le mode de jouissance pouvait varier, suivant les besoins de la communauté ; toutefois, la règle à peu près générale était que tout membre de la tribu avait un droit individuel à la jouissance des superficies qu'il était à même de mettre en valeur.

Le premier occupant conservait cette jouissance de la terre arch, tant qu'il pouvait la vivifier, et il la transmettait dans les mêmes conditions, soit à ses héritiers mâles, en ligne directe, soit, à leur défaut, et en certains cas, à ses héritiers mâles en ligne collatérale. Les femmes étaient ainsi exclues de la jouissance du sol, afin de maintenir l'homogénéité de la communauté ; mais, comme dédommagement, elles avaient droit à la nourriture et à l'entretien sous la tente du chef de famille.

A défaut d'héritiers mâles directs, et si les héritiers collatéraux détenaient des terres en quantité suffisante, les champs faisaient retour à la communauté, qui en disposait en faveur de ses membres insuffisamment pourvus. De même, si les champs étaient laissés sans culture par l'usager pendant un temps assez long pour que la terre revint à l'état de friche, le conseil communal (djemâa) avait le droit d'en disposer.

Pour des raisons analogues à celles qui motivaient l'exclusion des femmes, les cultivateurs des tribus ne pouvaient consentir, pour les terres arch, aucun contrat de louage, d'échange, de nantissement ou tout autre impliquant le titre de propriétaire ou susceptible d'introduire des éléments étrangers au sein de la communauté.

En résumé, la possession, en territoire arch, était subordonnée aux conditions suivantes : droit supérieur du bey ; inaliénabilité des terres ; obligation, pour le détenteur, de vivifier le sol, sous peine de déchéance ; modifications apportées à l'ordre successoral ; et, enfin, interdiction du droit de location et de tout mode de jouissance autre que l'exploitation directe.

Comme conséquence de ces restrictions, les terres arch étaient placées en dehors de la juridiction des cadis ; les différends auxquels elles donnaient lieu étaient déférés à l'autorité administrative, c'est-à-dire à la djemâa ou aux fonctionnaires du beylic, et jugés suivant les coutumes locales. Que si le cadi avait incidemment à en connaître, c'était d'après ces coutumes, et non d'après les règles du droit commun musulman, qu'il devait décider. S'il procédait à la liquidation d'une succession, il n'y comprenait jamais la terre arch dont le défunt avait la jouissance, tandis que, pour les meubles et le reste de l'actif de la succession, il se conformait au droit commun musulman, en attribuant, notamment, aux femmes leurs parts successorales.

Au contraire, les terres melk constituaient des propriétés privées. En

Art. 3. — En cas d'indivision entre plusieurs familles, constatée au cours des opérations prescrites par le chapitre I[er] du titre II de la loi du 26 juillet 1873, il sera procédé, dans les formes organisées par la dite loi, à la répartition, entre ces familles, des immeubles commodément partageables.

Kabylie, où la propriété, d'origine ou de la tradition romaine, s'était perpétuée avec ce caractère, la transmission des terres melk était régie par la coutume locale. Dans le reste du Tell, les melk, créés soit par la conquête, soit par la munificence ou sous la protection du souverain, étaient, au contraire, régis par le droit islamique : à leur possession était généralement attachée la faculté de libre disposition, qui caractérise le droit de propriété.

Exceptionnellement, les melk d'origine musulmane, autres que les conquêtes, étaient grevés d'un droit supérieur de revendication au profit du bey, dont le représentant était souvent appelé à ratifier les contrats d'aliénation, afin de donner toute sécurité aux nouveaux possesseurs.

On pourrait croire que les terres de caractère melk étaient dans un état de division individuelle, qui en facilitait l'aliénation. Mais, en fait, elles se trouvaient, au contraire, dans un état d'indivision presque général, résultant des procédés de culture, d'une organisation particulière de la famille, et de l'amour de la vie en commun. Ainsi se perpétuait, depuis plusieurs générations, une sorte de communauté volontaire, maintenue par l'exercice du droit de chefâa, qui permettait au copropriétaire du vendeur de racheter la propriété familiale et d'en exclure, par suite, tout étranger.

Dans de pareilles conditions, il est facile de se rendre compte des difficultés que durent, dès l'origine, rencontrer les transactions immobilières entre indigènes et Européens. Ces transactions ne pouvaient offrir aucune sécurité. Les vendeurs indigènes n'étaient pourvus, le plus souvent, que de titres vagues, ne déterminant ni limites, ni contenance, ni origine, suspects dans leurs énonciations, pouvant s'appliquer, par la similitude des noms, à des personnes différentes, et ne comprenant presque jamais la totalité des ayants droit. Une spéculation hasardeuse, se couvrant des risques pour la vileté du prix, pouvait seule tenter des entreprises agricoles sur cette base fragile ; mais les revendications, l'exercice du droit de chefâa, les actions en nullité vinrent souvent anéantir ces aventureuses acquisitions (*).

Le gouvernement essaya de porter remède à cet état de choses par l'ordonnance du 1[er] octobre 1844, qui, validant les acquisitions européennes antérieures, prohibait, pour l'avenir, toute aliénation d'immeubles consentie par des indigènes à des Européens en dehors de quelques zones restreintes. Cette même ordonnance édictait une série de mesures tendant à la réunion au Domaine et à la remise à la colonisation de toutes les terres laissées incultes dans le périmètre des villes et villages existants ou à créer.

L'insuffisance et l'inefficacité de ces dispositions ne tardèrent pas à se révéler, et de nouvelles mesures durent être prises. Elles firent l'objet de l'ordonnance du 21 juillet 1846, prescrivant la vérification des titres de propriétés rurales, leur application sur les lieux et, pour les titres reconnus réguliers, la substitution de titres administratifs, avec plan à l'appui. L'accomplissement de ces opérations de vérification était confié à la juridiction

(*) Ces observations sont reproduites d'un discours prononcé en 1875, à l'audience de rentrée de la cour d'appel d'Alger, par M. Cammartin, avocat général (page 7 de la brochure).

Art. 4. — Il ne pourra être procédé que dans les conditions et les formes de la loi française aux cessions, licitations et partages de droits successifs portant sur des immeubles soumis à la loi du 26 juillet 1873.

---

administrative. Dans chaque territoire désigné pour y être soumis, un délai de trois mois était accordé pour déposer, sous peine de déchéance, les titres à vérifier. Les terres non réclamées étaient réputées vacantes et réunies au Domaine pour être concédées. Toute transmission d'immeubles entre indigènes et Européens était interdite en dehors des zones de juridiction, alors bien restreintes, des tribunaux de première instance.

Les opérations prescrites par l'ordonnance du 21 juillet 1846 ne furent exécutées que dans quelques territoires embrassant l'ancien district d'Algérie et les anciennes communes de Blidah, Oran, Mostaganem et Bône. Cette ordonnance, comme celle de 1844, ne constituait, du reste, qu'une loi d'expédient, dont les dispositions, d'une application efficace dans certaines zones à proximité des centres de colonisation et où la propriété privée était plus ou moins basée sur des titres, étaient insuffisantes pour le règlement de toutes les questions que soulevait la constitution de la propriété dans les territoires arch.

La loi du 16 juin 1851 voulut fixer les principes qui devaient régir la propriété sur tout le sol algérien. Proclamant (art. 10) l'inviolabilité de la propriété, sans distinction entre les possesseurs indigènes et les possesseurs français ou autres, elle déclare reconnus (art. 11), tels qu'ils existaient au moment de la conquête ou tels qu'ils avaient été maintenus, réglés ou constitués postérieurement par le gouvernement français, les droits de propriété et les droits de jouissance appartenant aux particuliers, aux tribus ou fractions de tribus. Elle interdit, en même temps (art. 14), l'aliénation de tout droit quelconque de propriété ou de jouissance portant sur le sol du territoire d'une tribu au profit de personnes étrangères à la tribu.

En réalité, le législateur de 1851, loin de trancher la question de la propriété indigène, s'était contenté de déclarations de principe et maintenait, en fait, le *statu quo;* quant aux difficultés pratiques, il les éludait par des interdictions d'aliénation. La loi confirmait bien les droits de propriété et de jouissance appartenant aux particuliers, aux tribus ou fractions de tribus, c'est-à-dire les droits melk et les droits arch; mais elle ne s'expliquait pas sur les conditions dans lesquelles la transformation des droits de jouissance en droits de propriété pouvait être poursuivie.

Bien avant 1851, le gouvernement avait cru trouver cette solution dans la mesure du cantonnement, consistant à prélever, sur les vastes territoires arch qui excédaient les besoins des tribus, une certaine étendue pour la colonisation, et à constituer les indigènes propriétaires définitifs du surplus des terres, en leur délivrant des titres individuels.

Cette mesure, recommandée par le maréchal Bugeaud, avait reçu un commencement d'exécution, lorsque intervint le sénatus-consulte du 22 avril 1863, dont l'art. 1er déclara les tribus d'Algérie propriétaires des territoires dont elles avaient la jouissance permanente et traditionnelle, à quelque titre que ce fût.

Ce sénatus-consulte prévoyait, en outre, la constitution de la propriété individuelle sur les territoires arch et sabega, dont la propriété collective était ainsi reconnue au profit des tribus; mais il prescrivait l'accomplissement de deux opérations administratives préalables :

Art. 5. — Un délai complémentaire de 45 jours, à partir de la transcription du titre français, est accordé à tout créancier hypothécaire ou prétendant à un droit réel sur l'immeuble, pour remplir les formalités d'inscription ou de transcription prescrites par l'art. 19 de la loi du 26 juillet 1873.

1° La délimitation des territoires des tribus ;

2° Leur répartition entre les différents douars de chaque tribu, avec réserve des terres qui devaient conserver le caractère de biens communaux.

L'établissement de la propriété individuelle entre les membres des douars formait la troisième et dernière opération, et il devait y être procédé administrativement, partout où cette mesure serait jugée utile et opportune.

Le sénatus-consulte interdisait (art. 6) l'aliénation des terres collectives, jusqu'au jour où la propriété individuelle aurait été régulièrement constituée par la délivrance des titres.

Quant aux biens melk, il en autorisait la libre transmission, abrogeant, à cet égard, les dispositions prohibitives de la loi de 1851.

Un règlement d'administration publique, en date du 23 mai 1863, détermina les formes et conditions : 1° de la délimitation des territoires des tribus ; 2° de leur répartition entre les douars et de l'aliénation des biens communaux ; 3° de l'établissement de la propriété individuelle et de la délivrance des titres.

Plus de la moitié des tribus du Tell ont été, conformément aux dispositions de ce décret, soumises aux deux premières opérations de délimitation et de répartition ; mais dans aucune la troisième opération, celle concernant l'établissement de la propriété individuelle, n'a été accomplie.

Il est à observer que, dans beaucoup de ces tribus ainsi délimitées et réparties, la possession des terres de culture affectait le caractère melk ; il n'y avait pas lieu, dès lors, d'y exécuter la troisième opération, la constitution de la propriété individuelle ne devant, d'après le sénatus-consulte, être entreprise que dans les territoires collectifs, et l'art. 5 de cet acte législatif ayant expressément réservé les droits des propriétaires des biens melk, comme ceux du domaine de l'État et du domaine public.

L'application du sénatus-consulte du 22 avril 1863, interrompue, d'ailleurs, par les événements de 1870, ne produisit pas les effets qu'on en attendait, et on jugea qu'au point de vue des intérêts de l'indigénat, il était nécessaire d'établir la propriété individuelle sur de nouvelles bases.

Sans parler, en effet, de l'ajournement de la troisième opération et des terribles conséquences qu'avait eues, pour les indigènes, la famine de 1867-1868, à raison de l'impossibilité où ils se trouvaient de vendre ou d'hypothéquer aucune partie des vastes territoires qui leur étaient dévolus à titre collectif, on peut faire remarquer que, même dans les territoires déclarés melk par la deuxième opération et ouverts, dès lors, à la liberté des transactions, la propriété privée se trouvait organisée dans des conditions rendant peu sûres et difficilement réalisables les mutations immobilières entre indigènes et Européens.

Les groupes de terres melk, dans les territoires soumis à la première et à la deuxième opération, avaient, généralement, été reconnus par les commissions administratives, non point par parcelle et par individu ou par famille, mais par grandes masses. Dans les tribus où elles avaient jugé que l'ensemble de la possession territoriale avait un caractère privatif suffisam-

Les inscriptions prises et les transcriptions faites après l'expiration de ce délai ne vaudront, à l'égard des tiers, qu'à partir de leur date.

Art. 6. — Les formalités spéciales prescrites par les art. 25, 26, 27, 28 et 30 de la loi du 26 juillet 1873, pour la transmission par des indigènes à des Européens d'immeubles constituant des propriétés privées, au cas où la transmission aurait lieu avant la délivrance des titres, sont ainsi modifiées :

---

ment accusé, les commissions avaient dispensé les propriétaires de la revendication prescrite par l'art. 10 du décret du 23 mai 1863, et avaient classé d'office, en bloc, les terres de culture comme propriétés melk affranchies de la troisième opération. Mais ce mode de constatation n'avait pu donner à la propriété indigène la précision dont elle manquait précédemment. On se trouvait toujours en présence du communisme familial, de titres équivoques, de droits grevés de servitudes ou de clauses de résolution occultes, fondées sur le droit musulman ou la coutume kabyle, et enfin de justifications insuffisantes quant à la réalité des droits de propriété et à la consistance des immeubles. En un mot, les mutations immobilières entre indigènes et Européens ne présentaient pas plus de sécurité que par le passé.

D'un autre côté, dans les procédés employés pour l'application du sénatus-consulte, les intérêts du domaine de l'État n'avaient pas été sauvegardés.

La constatation en bloc et la délimitation périmétrique, tant des terrains melk que des terrains arch en grandes masses non reconnues en détail, privait le domaine de l'État des parcelles vacantes et sans maître dont la propriété lui appartenait dans l'intérieur de ces périmètres et qui embrassaient une superficie très considérable.

C'est sous l'influence de ces diverses considérations que fut préparée la loi du 26 juillet 1873.

II

Le but que s'est proposé cette loi et l'œuvre dont elle a voulu l'accomplissement peuvent être ainsi précisés :

Mettre la propriété indigène sous le régime de la loi française ;

Reconnaître et constater les droits individuels dans les territoires de propriété privée ;

Constituer la propriété individuelle dans les territoires collectifs ;

Dans l'un comme dans l'autre cas, délivrer aux ayants droit des titres formant leur point de départ unique de la propriété ;

Enfin, à titre de mesure transitoire, faciliter la transmission aux Européens des biens de propriété privée, au moyen d'une purge spéciale permettant de délivrer à l'acquéreur un titre de propriété français sans attendre l'exécution des opérations d'ensemble sur le territoire de l'immeuble ;

Les mesures édictées par la loi de 1873 comprennent trente-deux articles, qui se répartissent en trois titres :

Le titre premier contient les dispositions générales et les principes dont la loi prescrit l'application ;

Le titre II trace, dans son chapitre premier, la procédure à suivre pour la constatation des droits individuels en territoire de propriété privée, et, dans son chapitre 2, la procédure applicable à la constitution de la propriété individuelle en territoire collectif.

Le titre III contient les dispositions transitoires.

Le contrat sera reçu par un notaire. Un plan indiquant les tenants et aboutissants de l'immeuble vendu y sera annexé. Un extrait de ce même contrat sera remis à l'administration des domaines, avec la copie du dit plan.

Excellente dans ses principes généraux et dans les vues dont elle s'est inspirée, la loi du 26 juillet 1873 n'a pas donné, jusqu'ici, tous les résultats qu'on en espérait. On s'est heurté, dès le début, à des difficultés d'interprétation qui tenaient aux conditions complexes et diverses de la propriété sous le régime indigène. Dans la procédure organisée par la loi, des lacunes ont été relevées. Il en est résulté des incertitudes, dont les opérations des commissaires enquêteurs, fonctionnaires institués par la loi pour procéder à son application, se sont ressenties, surtout dans les premières années, au double point de vue de la bonne exécution et de l'importance des travaux effectués.

Une première difficulté est née de ce que la loi de 1873 n'avait pas réglé la procédure dans les territoires où le sénatus-consulte de 1863 n'était pas encore exécuté.

Puis, le délai de trois mois fixé pour le dépôt du procès-verbal d'enquête (art. 14) et celui de même durée accordé (art. 18) pour se pourvoir en justice contre les conclusions du commissaire enquêteur, relativement aux biens de propriété privée, ont semblé un peu exagérés; ils prolongent outre mesure et sans nécessité la durée de chaque enquête au détriment de la rapidité que réclamerait l'accomplissement des travaux de constitution de la propriété indigène.

On a aussi critiqué la déchéance édictée par l'art. 19 contre le créancier hypothécaire ou tout autre prétendant droit qui ne ferait pas inscrire ou transcrire ses titres, ou renouveler son inscription avant la transcription du titre français délivré à l'indigène, en mentionnant dans ces inscriptions, transcriptions ou renouvellements les noms patronymiques indiqués dans ce même titre.

L'expérience a démontré également que les multiples formalités de publicité prescrites par le titre III de la loi, concernant la purge spéciale des immeubles indigènes acquis par des Européens avant la délivrance des titres administratifs, constituaient une procédure lente et coûteuse, de nature à entraver les transactions, sans garantir les droits des tiers. La publication d'un extrait du contrat de vente, si répétée qu'elle puisse être, n'est pas toujours suffisante pour avertir le propriétaire limitrophe que l'on a vendu une partie de son immeuble. Il ne s'en aperçoit que lors de la prise de possession, c'est-à-dire, le plus souvent, lorsque, le délai légal de réclamation étant expiré, il ne peut plus produire utilement sa revendication.

D'un autre côté, la mise à exécution du titre III de la loi a soulevé la question de savoir si celle-ci avait abrogé l'interdiction d'aliénation des terrains collectifs édictée par l'art. 6 du sénatus-consulte du 22 avril 1863 et l'art. 32 du décret du décret du 23 mai 1863. L'affirmative a trouvé des partisans, et la spéculation, s'emparant du doute qui avait pu surgir à ce sujet, s'est livrée, dans certains territoires arch, à des achats de terre faits à vil prix et dans les conditions les plus fâcheuses pour les intérêts que le législateur a voulu protéger.

Mais la question la plus grave qu'ait soulevée l'interprétation de la loi du 26 juillet 1873 a été celle de savoir ce qu'on devait entendre par pro-

Pareil extrait, avec une copie du plan, sera déposé au greffe de la justice de paix de la situation des biens en vue du bornage de l'immeuble.

L'acquéreur devra consigner au greffe une somme égale au montant des frais présumés des opérations ci-après indiquées.

---

priété privée et par propriété collective, et dans quels cas il y avait lieu d'appliquer soit la procédure relative à la constatation de la propriété (chap. 1er du titre II), soit la procédure relative à sa constitution (chap. 2 du titre II), distinction très essentielle, puisque, dans le cas du chapitre 1er, les tribunaux sont seuls compétents pour statuer sur les contestations, et que, dans le cas du chapitre 2, la sanction des opérations appartient exclusivement à l'autorité administrative.

L'administration a jugé qu'on devait entendre par propriété privée les biens classés comme melk par les décrets rendus en exécution du sénatus-consulte de 1863, et par propriété collective les terres arch ou sabega classées par ces décrets comme biens collectifs de culture.

Mais, à l'égard des biens melk indivis, l'administration n'a pu se dissimuler les très graves inconvénients que présentaient, au point de vue des intérêts tant de la colonisation que des indigènes eux-mêmes, les situations complexes qu'elle était appelée à reconnaître et à confirmer par la délivrance de titres.

Dans beaucoup de territoires melk, le nombre des ayants droit au bien indivis est tel que, si l'indivision cessait, des parts souvent infinitésimales reviendraient à chacun d'eux (*).

Il est facile de se rendre compte des difficultés que de pareilles situations opposent aux transactions immobilières entre indigènes et Européens et des frais énormes qu'entraîne l'application à ces indivisions de la procédure française. Certaines licitations, dans lesquelles étaient intéressés 100, 200 et jusqu'à 441 ayants droit, ont coûté 5,000, 6,000 et jusqu'à 12,000 fr., par suite des jugements de défaut profit-joint, des significations à toutes parties, des reprises d'instance, etc.

Tout le monde est d'accord sur l'urgence de remédier à un état de cho-

(*) Voici quelques cas d'indivision pris, parmi beaucoup d'autres, dans les titres délivrés par le Domaine dans le département d'Alger :

Douar de Tamesguidà, commune de Médéa : — Titre n° 23, comprenant 8 parcelles d'une contenance totale de 51 hectares 99 ares 90 centiares, appartenant par indivis à 48 attributaires. La plus forte part est de $\frac{544.320}{6.531.810}$ la plus faible de $\frac{30.240}{653.840}$. — Titre n° 4, 2 parcelles contenant ensemble 18 hectares 58 ares 60 centiares, appartenant à 58 attributaires. La part la plus forte est de $\frac{117.936}{1.257.984}$, la part la plus faible est de $\frac{23.296}{1.257.984}$.

Territoire de Saint-Cyprien des Attafs. — Titre n° 27, 7 parcelles d'une contenance totale de 135 hectares 97 ares 70 centiares, indivises entre 310 attributaires, la plus forte part étant de 0,066,701 et la plus faible de 0,000,099.

Douar des Harrar (près Duperré). — Titre n° 64, parcelle de 8 hectares 45 ares, indivise entre 55 attributaires. — Part la plus forte $\frac{2.640.000}{19.800.000}$, part la plus faible $\frac{50.688}{19.800.000}$.

Les opérations de bornage seront, à la diligence du greffier, portées au moins 20 jours à l'avance :

1° A la connaissance du public, par l'insertion aux journaux et la publication, dans les conditions et aux fins énoncées à l'art. 8 de la loi du 26 juillet 1873, d'une copie du dit extrait mentionnant la date fixée pour le bornage par le juge de paix ;

---

ses aussi nuisible à tous les intérêts, et dont le maintien est assurément contraire au but que s'est proposé la loi de 1873. Dans sa séance du 14 décembre 1880, le conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie, considérant que l'expérience a fait connaître la nécessité de modifier, de compléter et d'interpréter divers points de la loi du 26 juillet 1873, émettait, à l'unanimité, le vœu que l'administration entreprit, sans retard, l'étude des modifications à apporter à cette loi.

Déférant à ce vœu, le gouverneur général de l'Algérie, par arrêté du 14 juillet 1881, confia cette étude à une commission composée du premier président de la cour d'appel d'Alger, du procureur général près cette cour, d'un conseiller de gouvernement, d'un conseiller général et du directeur des domaines de l'Algérie.

Cette commission prépara d'abord trois projets, qui furent soumis aux corps délibérants, aux tribunaux, à l'école de droit d'Alger, aux conseils de l'ordre des avocats, aux principaux fonctionnaires de l'Algérie, et qu'elle refondit ensuite en un seul.

Saisi de ce dernier projet, le conseil supérieur de gouvernement crut devoir confier à une commission prise dans son sein le soin d'examiner les mesures à prendre.

Les propositions formulées par cette commission ont été discutées par le conseil supérieur, dans sa séance du 9 décembre 1882, et c'est dans le sens des résolutions adoptées qu'a été établi le projet actuel.

Le gouvernement n'a pas cru pouvoir mieux faire que de se conformer aux indications fournies par cette assemblée, composée d'hommes qui se recommandent par leur haute compétence et leur grande expérience des affaires algériennes. Il estime, comme elle, que « si la loi de 1873 renferme des défectuosités, de l'obscurité dans la rédaction et quelque confusion dans l'ordre de ses articles, ces défauts, auquels la meilleure des lois n'échappe pas, peuvent être amoindris et même disparaître par une interprétation attentive et une application large et éclairée.

Les modifications nécessaires ne portent que sur quelques points importants sur lesquels toutes les opinions se réunissent :

1° Exécution préalable, dans les tribus qui n'ont pas été soumises à l'application du sénatus-consulte du 22 avril 1863, des opérations de délimitation et de répartition prévues par les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 de cet acte législatif;

2° En cas d'indivision entre plusieurs familles, répartition à faire entre elles, avant la délivrance des titres, des immeubles commodément partageables;

3° Suppression du ministère des cadis et application des formes et conditions de la loi française pour les cessions, licitations et partages de droits successifs portant sur des immeubles soumis à cette loi ;

4° Abréviation des délais prévus par la loi du 26 juillet 1873 pour les réclamations et contestations;

2° A la connaissance de l'administration des domaines, par un avis spécial adressé au directeur sous pli chargé.

Le juge de paix, assisté de l'acquéreur, procédera au bornage, en présence du vendeur ou lui dûment appelé, conformément aux limites indiquées au contrat et au plan.

5° Prorogation du délai accordé aux tiers pour faire inscrire ou transcrire leurs titres aux hypothèques, lors de l'établissement des titres de propriété à délivrer aux indigènes;

6° Bornage de l'immeuble dans le cas de vente faite à un Européen en exécution des dispositions transitoires de la loi;

7° Organisation d'un système d'enquêtes partielles permettant d'aliéner, au profit d'Européens, les immeubles dépendant des territoires de propriété collective, avant l'exécution, sur ces territoires, des opérations d'ensemble prescrites par la loi;

8° Établissement d'une procédure spéciale et peu coûteuse, destinée à favoriser, une fois la propriété individuelle constituée, le partage des immeubles restés indivis;

9° Modification des voies et moyens et des ressources financières affectées aux travaux de constitution de la propriété indigène.

Ces diverses mesures, dont l'application comporte la sanction préalable du législateur, font l'objet, messieurs, du projet de loi qui vous est soumis, et qui se divise en 23 articles.

III

L'exposé suivant fait connaître les motifs des dispositions proposées.

Art. 1er. — L'article 1er précise le but et la portée du projet, qui est d'apporter à la loi du 26 juillet 1873 les modifications et additions formulées aux articles suivants.

Art. 2. — Cet article dispose qu'il sera procédé administrativement et à bref délai aux opérations de délimitation et de répartition prévues par les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 du sénatus-consulte du 22 avril 1863, dans toutes les tribus où ces opérations n'ont pas été effectuées.

Près de la moitié des tribus de l'Algérie se trouvent dans ce cas, et il y a urgence à ce que les opérations dont il s'agit soient accomplies, pour permettre d'appliquer la loi de 1873 dans les territoires qui, suivant une expression passée dans le langage administratif, n'ont pas été sénatus-consultées. Ainsi, l'administration a dû abandonner les travaux entrepris dans plusieurs de ces territoires et renoncer à y constituer la propriété jusqu'au moment où des dispositions législatives auraient fixé la marche à suivre.

Sous le régime du sénatus-consulte du 22 avril 1863, les formalités à remplir étaient réglementées par le décret du 23 mai suivant. La loi de 1873 ayant implicitement abrogé ce décret, sans indiquer les nouvelles formes dans lesquelles les opérations de délimitation et de répartition devaient être accomplies, le projet de loi prévoit qu'un nouveau décret devra intervenir.

La délimitation des tribus entre elles est une opération indispensable pour arriver à la division des territoires en sections communales.

La répartition des territoires en douars ou sections communales n'est pas moins nécessaire, puisque c'est son exécution qui permet de constituer

Le procès-verbal de l'opération constatera l'accomplissement des formalités de publicité et contiendra les réclamations et revendications formulées par les tiers intervenants ; la date de sa clôture sera portée à la connaissance du public et de l'administration des domaines, dans la même forme que la date de l'ouverture des opérations.

---

le domaine communal et de déterminer les diverses natures de propriété privée (melk) ou collective (arch ou sabega) auxquelles doivent être appliquées respectivement les diverses dispositions de la loi de 1873.

L'intention du gouvernement est de confier ces opérations de délimitation et de répartition, non point à des commissions administratives organisées dans les conditions prévues par le décret du 23 mai 1863, ni aux commissaires enquêteurs, dont la mission est déjà suffisamment longue et difficile sans la compliquer encore, mais au personnel des communes mixtes, placé dans les meilleures conditions pour accomplir ces travaux avec compétence, rapidité et économie. Le nouveau décret fixera le mode d'opérer et les détails.

Art. 3. — Cet article tend à faire cesser l'indivision entre familles, au moyen de partages opérés par le commissaire enquêteur au cours des opérations de reconnaissance et de constatation de la propriété individuelle.

Proposée par le conseil supérieur de gouvernement, cette disposition spéciale trouve sa justification dans la situation qu'elle vise.

En territoire arch, l'obligation du partage par famille ne souffre pas de difficulté, puisque, la constitution de la propriété individuelle étant le résultat d'une libéralité de l'État, celui-ci peut, comme condition, imposer le partage (application du chapitre 2 du titre II de la loi de 1873). D'ailleurs, cette obligation de partage par famille est moins rigoureuse que celle de partage par tête prévue par le sénatus-consulte de 1863, et réclamée par MM. Jacques, Gastu et Thomson dans la proposition de loi qu'ils ont déposée à la Chambre, le 8 mars 1878. (*Journal officiel* du 14 mars 1878, page 2862).

Mais en territoire melk, où la propriété privée existe indépendamment de toute concession de la part de l'État, on pourrait objecter que l'on porte une atteinte aux droits des indigènes, et que l'on se met, d'autre part, en contradiction avec la législation française, au moment même où on l'étend, dans presque toutes ses conséquences, à la propriété arabe.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter à ces objections. En présence de la situation ci-dessus constatée dans tout le territoire melk (II), le but principal de la loi projetée est de constituer la propriété individuelle par la cessation de l'indivision. C'est le seul moyen de permettre les transmissions au profit des colons et d'en assurer la sécurité. Or, ce but ne serait pas atteint si l'on maintenait l'indivision entre les familles arabes : car la presque totalité des territoires indigènes serait soustraite à l'effet de la loi. Il y a donc une raison supérieure qui commande une dérogation exceptionnelle à la loi commune. Sans cela le projet actuel perdrait presque tout son intérêt.

Investi du pouvoir de répartir entre les familles en état d'indivision les immeubles commodément partageables, le commissaire enquêteur, avec le personnel dont il dispose (géomètre, interprète, assistance du cadi), est particulièrement bien placé pour opérer cette répartition avec rapidité et au mieux des intérêts en présence. Les partages ainsi opérés sur place et

Toute nouvelle réclamation ou revendication devra, à peine de déchéance, être formulée entre les mains du greffier, dans le délai de 45 jours, à dater de celui où la clôture du procès-verbal de bornage aura été rendue publique. Elle sera inscrite à la suite du procès-verbal, et avis en sera donné à l'acquéreur et au vendeur, à leur domicile élu, par lettre chargée à la poste.

---

sans frais deviendront définitifs s'ils n'ont pas fait l'objet d'oppositions portées devant les tribunaux pendant le délai accordé par la loi pour les contestations des titres de propriété.

La famille, telle que la définit l'article proposé, comprend tous les parents jusqu'au sixième degré inclusivement, c'est-à-dire tous les successibles d'après le droit musulman.

L'indivision entre familles une fois détruite, il restera l'indivision entre les membres d'une même famille. Les dispositions qui font l'objet des articles 12 à 23 du projet fourniront aux indigènes des facilités pour faire cesser, s'ils le désirent, l'indivision ainsi restreinte.

Art. 4. — Cet article complète l'article 7 de la loi du 26 juillet 1873, portant : « Il n'est point dérogé au statut personnel ni aux règles de succession des indigènes entre eux », par la disposition suivante :

« Il ne pourra être procédé que dans les conditions et les formes de la loi française aux cessions, licitations et partages de droits successifs portant sur des immeubles soumis à cette loi. »

Toutes les opinions s'accordent à reconnaître la nécessité de retirer à la magistrature indigène, pour les immeubles soumis à la loi française en vertu de la loi de 1873, la connaissance des licitations et partages, laquelle, d'après la jurisprudence, leur a été laissée par les dispositions combinées de l'article 1er de cette dernière loi, qui soumet uniquement à la loi française la transmission contractuelle des immeubles, et de l'article 7, qui maintient les règles de succession des indigènes entre eux.

Pour justifier ce retrait, on ne saurait mieux faire que de rappeler les observations formulées par M. l'avocat général Cammartin dans un discours qu'il prononçait, en 1875, à l'audience de rentrée de la cour d'appel d'Alger. Parlant de l'ordonnance de 1846, cet honorable magistrat disait : « Des titres français avec plans ont été substitués aux titres indigènes, puis les choses ont repris leur cours; les successions se sont ouvertes; des transmissions ont eu lieu, les actes des cadis ont succédé, avec leur imperfection et leur incertitude, aux titres délivrés par le Domaine, et ces titres..... n'ont eu qu'une valeur éphémère, qui, en excitant nos regrets, doit aussi nous servir de leçon. » Et, parlant de la loi du 26 juillet 1873, il ajoutait : « Mais il ne faut pas se le dissimuler, en laissant à la procédure musulmane le monopole des partages et licitations, on ne peut pas espérer le bénéfice de la loi nouvelle..... Si les partages et les licitations des cadis sont appelés à se substituer aux titres français, il arrivera nécessairement, dans un temps prochain, que la propriété immobilière des indigènes se trouvera établie sur des actes dont l'insuffisance n'est plus à constater, ou sur de simples traditions. Les titres français ne seront plus, dès lors, que des documents historiques, rappelant les efforts et les sacrifices qu'aura coûtés leur délivrance, et qu'on pourra, sans inconvénient, renfermer dans la tombe de ceux qui les auront obtenus. »

Art. 5. — Cet article réduit à 45 jours le délai de trois mois pendant

A défaut de réclamation ou revendication, le certificat négatif prévu par l'art. 30 sera délivré par le juge de paix.

Au vu du certificat négatif délivré par le juge de paix, l'administration des

---

lequel, aux termes de l'article 14 de la loi, les intéressés peuvent prendre connaissance du procès-verbal de l'enquête. Il réduit également à 45 jours le délai de trois mois qui leur est accordé par l'article 18 pour contester les titres provisoires établis par le service des domaines.

Il a paru qu'un double délai de 45 jours, succédant à la faculté qu'ont eue les parties de présenter leurs observations au commissaire enquêteur pendant son séjour prolongé sur le territoire, était plus que suffisant pour leur permettre de produire leurs constatations. Cette réduction abrégera de trois mois le temps consacré à l'enquête dans chaque territoire, et c'est là un résultat important au point de vue de la rapidité que réclament les opérations.

Était-il possible d'abréger davantage la durée des formalités? — Dans la séance du 9 décembre 1883, le secrétaire général du gouvernement a demandé au conseil supérieur de réduire à 15 jours les nouveaux délais.

M. le gouverneur général a fait observer, avec raison, qu'à côté de la question de rapidité du travail, il convient de tenir compte de la situation d'indigènes qui ne sont pas très éclairés, qui peuvent avoir besoin de consulter des spécialistes, ou qui se trouveraient absents de la tribu.

Ces considérations, auxquelles on peut ajouter l'absence de moyens de communication facile, paraissent concluantes.

D'autres détails doivent s'ajouter à ceux qui précèdent. L'article 8 de la loi de 1873 exige, d'abord, que l'opération ne commence qu'un mois après la publication de l'arrêté. D'après l'article 10, le commissaire ne rend son ordonnance de transport que quinze jours après sa nomination, et elle doit rester affichée pendant un mois (art. 18 et 8). Aux termes de l'article 16, il doit encore prévenir les intéressés 15 jours avant le deuxième transport.

Aucune critique n'a été formulée contre ces délais lors de l'examen au conseil supérieur des modifications à apporter à la loi de 1873. Il y a donc lieu de croire qu'ils répondent à des nécessités pratiques, parfaitement établies.

Art. 6. — Cet article accorde à tout créancier hypothécaire, ou prétendant à un droit réel sur l'immeuble, un délai complémentaire de 45 jours, à partir de la transcription du titre français, pour remplir les formalités d'inscription et de transcription prescrites par l'article 19 de la loi de 1873.

L'accomplissement de ces formalités avant la transcription du titre présente, en effet, de sérieuses difficultés. Tenus d'indiquer, dans les inscriptions ou transcriptions, le nom patronymique attribué à l'indigène, les tiers intéressés doivent, si ce nom ne se trouve pas mentionné au contrat constitutif de leurs droits, faire des formalités et des démarches qui peuvent entraîner des retards et même ne pas toujours aboutir en temps utile. Il en résulte une aggravation de l'obligation, déjà bien rigoureuse, qui leur est imposée par la loi. Cette aggravation serait encore augmentée par la réduction qu'apporte l'article 5 du projet au délai pendant lequel les tiers peuvent prendre connaissance, au service des domaines, des titres de propriété préparés.

domaines délivrera les titres de propriété, comme il est dit à l'art. 30 de la loi de 1873, et le service des contributions directes sera tenu d'établir, au vu de ces titres, la matrice foncière.

La disposition proposée, analogue à celle établie par l'article 6 de la loi du 23 mars 1855 pour l'inscripiion du privilège du vendeur ou du copartageant, a pour objet de remédier à ces inconvénients. Permettant aux tiers intéressés de ne remplir qu'après la transcription du titre français, et dans un délai de 45 jours, les formalités hypothécaires qui leur sont imposées, elle atténue sensiblement la rigueur de cette obligation, en même temps qu'elle en facilite l'accomplissement. Les tiers pourront puiser, en effet, dans la transcription du titre français tous les renseignements (noms patronymiques, etc.) qui leur sont nécessaires.

Le texte de l'article proposé spécifie, en outre, que les inscriptions et les transcriptions faites après l'expiration du délai fixé ne vaudront, à l'égard des tiers, qu'à partir de leur date, de sorte que la déchéance prononcée par la loi contre le tiers qui accomplit tardivement les formalités prescrites se résout à lui faire perdre son droit d'antériorité, sans préjudice de l'action personnelle résultant du contrat. Cette restriction n'est, sans doute, qu'une conséquence des principes généraux du droit ; mais il paraît utile de l'affirmer d'une manière positive, afin de prévenir les difficultés d'interprétation auxquelles pourraient donner lieu les termes, peut-être trop absolus, employés par le législateur de 1873.

Art. 7. — Cet article, qui a pour but de modifier et compléter les dispositions transitoires du titre III de la loi (articles 25, 26, 27, 28 et 30), réalise les vœux exprimés par le conseil supérieur et tous les corps constitués de l'Algérie, d'une part, en abrégeant les formalités, et, d'autre part, en instituant le bornage public, qui, en matière de ventes de terres melk avant la délivrance des titres français, peut seul donner toute sécurité aux propriétaires limitrophes et à l'acquéreur. La loi dispose, à cet effet, que l'acte de vente sera signifié à l'administration des domaines, en vue de l'obtention d'un titre français (art. 25). L'extrait du contrat en français et en arabe doit être inséré, deux fois au moins, à un mois d'intervalle, dans le *Mobacher* et dans un journal de l'arrondissement.

Il doit, par les soins du procureur de la République, être déposé : 1° chez le juge de paix, ou le maire, ou l'administrateur; 2° chez le président de la djemâa, ou l'adjoint indigène, ou le cadi; il doit, en outre, être publié dans les principaux marchés de la tribu, et être affiché, en français et en arabe, à la mairie et partout où besoin est (article 26).

Tout prétendant à un droit réel sur l'immeuble doit, dans un délai de trois mois, former sa réclamation auprès de l'un des dépositaires de l'extrait (article 27), lequel en donne avis au procureur de la République, qui prévient les intéressés (article 28).

A défaut de réclamation produite dans le délai, ce magistrat délivre à l'acquéreur un certificat négatif, au vu duquel le service des domaines établit le titre français (article 30).

L'expérience a démontré que ces multiples formalités de publicité constituent une procédure lente, coûteuse, et, en outre, souvent inefficace. La publication d'un extrait du contrat de vente, si répétée qu'elle puisse être, n'est pas toujours suffisante pour avertir le propriétaire limitrophe que l'on

Art. 7. — Les immeubles dépendant des territoires de propriété collective où les opérations prescrites par le chapitre II du titre II de la loi du 26 juillet 1873 n'ont pas encore été commencées pourront donner lieu à des pro-

---

a vendu une partie de son immeuble. Il ne s'en aperçoit que lors de la prise de possession, c'est-à-dire, le plus souvent, lorsque le délai légal de réclamation est expiré et qu'il ne peut plus produire sa revendication utilement.

Dans les diverses études auxquelles a donné lieu le projet de révision de la loi de 1873, il y a eu unanimité d'opinion sur la nécessité d'exiger, pour ces sortes de ventes, le bornage public de l'immeuble, et d'abréger les autres formalités. Les dispositions de l'art. 7 du projet tendent à ce double but. Elles peuvent être ainsi résumées :

L'acte de vente doit être reçu par un notaire et être accompagné du plan de l'immeuble. Un extrait du contrat et une copie du plan sont remis à l'administration des domaines, non seulement en vue de l'obtention ultérieure d'un titre français, mais encore pour permettre à cette administration de faire opposition à la vente, si elle est illégale ou faite au préjudice des droits de l'État. Pareils documents sont déposés au greffe de la justice de paix, en vue du bornage de l'immeuble. La date fixée pour l'opération est annoncée au moins 20 jours à l'avance, par les soins du greffier, au moyen de l'insertion aux journaux et de la publication dans la localité intéressée de la copie de l'extrait déposé. Le bornage est effectué par le juge de paix, qui consigne sur le procès-verbal les réclamations formulées par les tiers intervenants. Toute réclamation nouvelle devra, à peine de déchéance, être formée entre les mains du greffier dans le délai de 45 jours à dater de la clôture du procès-verbal de bornage. A défaut de réclamation ou de revendication, le certificat négatif, qui précédemment devait être délivré par le procureur de la République, le sera par le juge de paix.

Le mécanisme de ces diverses formalités est simple, et les transactions immobilières entre indigènes et Européens y trouveront certainement des facilités et des garanties de nature à favoriser leur développement.

Art. 8 à 11. — Ces articles organisent un système de formalités permettant d'aliéner au profit d'Européens les immeubles dépendant des territoires de propriété collective, avant l'exécution sur ces territoires des opérations de constitution de la propriété individuelle.

Dans les territoires de propriété collective, ou, autrement dit, dans les territoires de propriété arch, le sol est inaliénable et les transactions immobilières interdites, tant que la propriété n'y a pas été régulièrement constituée et que des titres n'ont pas été délivrés aux occupants. Les prohibitions édictées à cet égard par l'art. 14 de la loi du 16 juillet 1851 ont été expressément maintenues par l'art. 6 du sénatus-consulte du 22 avril 1863, et la loi du 26 juillet 1873 ne les a pas abrogées. On a toujours considéré que la liberté des aliénations donnerait lieu, dans ces territoires, à de très graves difficultés, en ce qu'elle livrerait à la spéculation des droits précaires et mal définis.

On ne saurait cependant méconnaître les inconvénients que présente, à certains points de vue, un régime qui frappe les territoires collectifs d'une sorte d'interdit et condamne la colonisation à attendre, pour y pénétrer, que la propriété individuelle y ait été constituée sur toute leur étendue. Le

messes de vente au profit d'Européens, à la charge par l'un des contractants de se mettre en instance, dans le délai de trois mois, pour obtenir de l'administration la délivrance d'un titre de propriété. Passé ce délai, faute de requête en délivrance de titre, la promesse de vente sera nulle de plein droit.

---

conseil supérieur, dans sa session supplémentaire de février 1884, s'est prononcé pour l'adoption de mesures propres à apporter des tempéraments à la rigueur des dispositions prohibitives actuelles. Se ralliant à cet avis, le gouvernement a cherché une combinaison, un moyen terme de nature à concilier tous les intérêts en présence.

Puisque l'aliénation des terrains arch est subordonnée à la délivrance préalable de titres de propriété, il semble qu'elle peut être assurée dans les conditions voulues si, dans tous les cas où une vente est projetée, on autorise l'accomplissement d'une enquête spéciale, visant uniquement l'immeuble à aliéner, et à la suite de laquelle un titre de propriété français sera délivré à l'indigène requérant. On n'aurait plus ainsi à attendre, pour procéder à des aliénations, la constitution de la propriété sur l'ensemble du territoire, puisque cette constitution pourrait être entreprise, distinctement et par anticipation, pour tel ou tel immeuble.

Il est évident, toutefois, que ces enquêtes particulières et anticipées, exécutées aux frais des requérants, doivent être limitées au cas où réellement des promesses de vente à des Européens les rendraient nécessaires. Il ne faudrait pas, en effet, que, sous prétexte de projet de vente et sans justifications à cet égard, les indigènes des tribus en arrivent tous à réclamer leurs titres à l'avance. Le personnel de l'administration ne suffirait évidemment pas à cette tâche multiple.

Quant aux formalités de l'enquête, elles paraissent devoir être analogues à celles prescrites par le titre II de la loi de 1873, mais un peu abrégées et avec des délais plus courts. Il est évident, en effet, qu'une opération isolée, toute locale, ne comporte pas une publicité aussi grande et des formalités aussi compliquées qu'un ensemble d'opérations intéressant toute une circonscription. La mission de procéder à ces enquêtes serait, dans chaque commune mixte, confiée à l'administrateur, qui serait investi, pour cette catégorie d'opérations, des fonctions de commissaire enquêteur, et serait assisté du géomètre de circonscription. Ces fonctionnaires se trouvent placés dans les meilleures conditions pour accomplir ces opérations d'une manière rapide et sûre.

L'administration délivrerait un titre de propriété au vendeur ou à tout autre dont l'enquête aurait établi les droits.

Tel est le système que le gouvernement propose d'adopter, au moyen des dispositions qui font l'objet des art. 8 à 11 du projet de loi.

L'art. 8 exige que la promesse de vente soit faite par acte notarié, afin de garantir, autant que possible, le caractère sérieux du motif de la requête en délivrance de titre : faute de requête dans le délai de trois mois, la promesse sera nulle de plein droit. La publicité à donner à l'enquête doit précéder de 20 jours au moins (art. 9) le commencement des opérations. Le procès-verbal de l'enquête restera déposé pendant 45 jours ; et, le lendemain même de l'expiration de ce délai (art. 10), sera effectué le deuxième transport sur le terrain, dont il devient inutile, dès lors, de faire annoncer la date par affiches et publications. L'homologation du procès-verbal et la délivrance

Art. 8. — La requête en délivrance de titre sera appuyée d'un extrait du contrat notarié, du plan de l'immeuble et de la consignation des frais.

Au plus tard un mois après le dépôt de la requête, il sera procédé à une

---

des titres (art. 11) auront lieu dans les conditions édictées pour les opérations d'ensemble (art. 20 et 21 de la loi de 1873). Les espaces vacants et sans maître qui auraient été compris à tort dans la promesse de vente seront attribués au domaine de l'État.

On remarquera que les frais de ces enquêtes spéciales, qui seront confiées aux administrateurs des communes mixtes, ne paraissent pas devoir être plus élevés que ceux résultant de l'application des dispositions transitoires (titre III) aux ventes des terrains melk. Ils seront consignés à l'avance par le vendeur requérant.

Art. 11 à 21. — L'art. 3 ci-dessus tend à faire cesser l'indivision entre familles, au moyen de partages opérés par le commissaire enquêteur.

Les art. 12 à 21 sont conçus dans le même ordre d'idées. Ils contiennent un ensemble de dipositions destinées à assurer aux licitations et partages des immeubles restés indivis après la délivrance des titres le bénéfice d'une procédure simplifiée et peu coûteuse.

Toutes les opinions se sont réunies sur l'utilité d'une procédure spéciale en cette matière; mais elles se sont divisées sur les bases mêmes de cette procédure.

Dans un projet qu'il avait préparé en 1875, M. le procureur général près la Cour d'appel d'Alger proposait de porter devant le juge de paix les actions judiciaires en partage ou licitation. Cette opinion a été partagée par deux des membres d'une commission chargée, en 1882, de l'étude des modifications à apporter à la loi de 1873.

Mais M. le premier président de la cour et le conseiller général membres de cette commission ont pensé qu'il y aurait danger, au point de vue de la régularité des opérations, à adopter la procédure consistant à substituer au ministère des avoués celui des greffiers de justice de paix. A leur avis, ce serait imposer à ces derniers une tâche certainement au-dessus de leurs forces et risquer de multiplier les cas de nullité. L'école de droit, consultée, s'est associée complètement à cette manière de voir. Le conseil supérieur de la colonie s'en est rapporté, à cet égard, à l'appréciation du gouvernement.

Le gouvernement s'est rallié au projet qui maintient, en cette matière, la juridiction de droit commun. Il estime que la solution cherchée peut être obtenue en imposant à tous les défendeurs indigènes dans la licitation et à tous les groupes ayant le même intérêt dans le partage de désigner un mandataire unique, et en réduisant les honoraires des notaires et avoués. C'est dans ce sens qu'ont été préparées les dispositions proposées.

L'art. 12 dispose que la procédure spéciale sera appliquée, lorsque les immeubles soumis aux opérations du titre II devront être partagés ou licités pour la première fois. Cette application ne saurait évidemment être renouvelée, et les immeubles, une fois partagés et licités, seront soumis, en cette matière, aux règles ordinaires de la procédure.

Les art. 13, 14 et 15 s'occupent du partage amiable, qui pourra être fait devant notaire, même si parmi les ayants-droit indigènes se trouvent des incapables et des absents, auquel cas le partage ne sera définitif qu'après avoir été homologué par le tribunal. Quant aux contestations qui pourraient

enquête par l'administrateur du territoire ou l'un de ses adjoints. Vingt jours au moins à l'avance, l'ordonnance indiquant le jour de cette enquête sera insérée au *Journal officiel de l'Algérie*.

---

surgir, elles seront portées devant le juge de paix et, en appel, devant le tribunal de première instance. L'adhésion première des parties au partage amiable impliquera, de leur part, l'acceptation de cette juridiction.

Les art. 16 et 18 ont trait au partage judiciaire et à la licitation. L'art. 17 inaugure une mesure d'une utilité pratique considérable. Il s'agit de l'obligation, pour les défendeurs indigènes, de désigner un mandataire unique chargé de les représenter dans les diverses phases de la procédure. En vue de cette nomination, ils seront individuellement convoqués devant le juge de paix, dans les formes établies en matière de justice musulmane, c'est-à-dire par un simple avis n'entraînant d'autres frais que l'allocation de 1 ou 2 francs, suivant la distance, accordée à l'aoun qui l'a remis (art. 25 du décret du 23 décembre 1866 et 3 du décret du 31 août 1875). En cas de désaccord ou de non comparution, la nomination sera faite d'office et sans appel par le juge de paix. Il n'y aura, de même, qu'un seul avoué pour les défendeurs indigènes, à moins qu'il ne surgisse des incidents rendant nécessaire la constitution d'autres officiers ministériels.

Les art. 19, 20 et 21 sont communs aux partages amiables, aux partages judiciaires et aux licitations. Il est décidé, en principe, que les notaires, greffiers notaires, défenseurs ou avoués qui concourront à ces opérations ne recevront que des honoraires réduits suivant un tarif à déterminer par décret. Pendant un délai de cinq ans, à partir de la transcription des titres administratifs ou de la promulgation de la loi, il est accordé aux minutes des actes et jugements rendus en exécution des dispositions qui précèdent l'exemption de la formalité du timbre et la gratuité de l'enregistrement. Le Trésor a tout intérêt à favoriser les actes destinés à faire cesser l'indivision indigène, et il récupérera amplement, plus tard, par suite de la mobilité de la propriété divisée et des transactions qui en seront la conséquence, le sacrifice temporaire qu'il aura fait de l'impôt.

Art. 22. — Cet article règle les voies et moyens qui devront désormais pourvoir aux dépenses de toute nature nécessitées par les travaux de constatation et de constitution de la propriété arabe. Ces voies et moyens concernent, à la fois, le passé et l'avenir.

Il est aujourd'hui bien démontré que les centimes additionnels affectés à ces dépenses, et dont la quotité (4 centimes par franc en pays arabe, 20 cent. par franc en pays kabyle), fixée par un décret du 27 juillet 1876, fournit un produit annuel de 700,000 francs en moyenne, sont insuffisants pour couvrir les frais qu'entraîne l'application de la loi et qui peuvent être évalués à 1,200,000 francs par an. C'est à cette insuffisance qu'est dû l'excédent de dépenses constaté dans le budget du service de la propriété indigène et qui a motivé le projet de loi déposé le 5 juillet 1883 en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 1,584,000 francs (réduits, plus tard, à 1,560,000 francs) destiné à la liquidation de cet arriéré remontant à 1881.

Le gouvernement avait pensé que le concours pécuniaire de l'État était justifié par cette circonstance que, dans les charges imposées au budget de la propriété indigène, figurent des travaux qui ne lui profitent pas exclusivement. La moitié, au moins, des dépenses est affectée, en effet, aux

Elle sera, en outre, affichée et publiée suivant les formes et aux fins énoncées à l'art. 8 de la loi du 26 juillet 1873, en même temps qu'avis en sera donné à l'administration des domaines dans les formes prévues par l'art. 6.

---

levés généraux (*). Or, les plans ainsi établis, base du futur cadastre, servent à l'État pour les reconnaissances et la gestion des biens domaniaux et pour l'administration générale du pays; ils le dispensent de faire exécuter, aux frais du Trésor, la reconnaissance et le levé parcellaire du territoire algérien, et ils constituent des éléments tout préparés pour l'établissement de l'impôt foncier. Si l'on supprimait le service de la propriété indigène, l'État ne pourrait se dispenser de faire procéder à ces levés. Il avait donc semblé logique de faire participer l'État à la dépense, et, dans le projet de loi déposé le 5 juillet 1883, en proposant de mettre à la charge du Trésor la liquidation de l'arriéré, on avait posé le principe du concours pécuniaire de l'État à la dépense des travaux de levé du territoire algérien.

La commission du budget ne s'est pas ralliée à cette manière de voir et a décidé de n'accorder qu'à titre d'avance remboursable le crédit de 1,560,000 francs demandé. Il est dit dans le rapport présenté à la Chambre, le 14 février 1884 (nº 2630), par M. le député Letellier : « Sans méconnaître que le concours de l'État dans cette circonstance serait justifié par l'utilité que l'État lui-même doit retirer de la confection des plans, base du futur cadastre, qui servent à l'administration générale du pays, la commission a pensé que les dépenses qu'entraîne la constitution de la propriété avaient un caractère, pour ainsi dire, départemental et devaient rester à la charge de l'Algérie. Elle a résolu d'accorder, à titre d'avance, le crédit demandé pour la liquidation de l'arriéré du service de la propriété. Mais, en même temps, elle invite le ministre des finances à procéder à une révision de la loi de 1873 et à équilibrer, au moyen de ressources nouvelles, les dépenses et les recettes de ce service. » Et l'art. 2 du projet de loi présenté par la commission porte : « Avant le 1er juillet 1884, un projet de loi sera soumis aux Chambres par le gouvernement à l'effet de réviser la loi du 26 juillet 1873, sur l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, et de déterminer les ressources au moyen desquelles il sera pourvu au remboursement de l'avance autorisée par l'article précédent. »

Se conformant à cette indication, le gouvernement, après examen des mesures propres à assurer, dans les meilleures conditions possibles, le fonctionnement financier du service de la propriété indigène, propose l'ouverture d'un compte spécial sous la rubrique : Avance au service de la propriété individuelle indigène en Algérie, ouvert par l'art. 1er de la loi du 1884.

(*) D'après le marché passé, en 1875, avec les brigades auxiliaires des levés généraux, le coût du levé d'un hectare (vérification, travaux graphiques et tous autres frais compris) s'élève à 3 fr. 80. Ce marché expire en 1885, et on espère pouvoir, avec le personnel titulaire du service topographique, réduire le coût de l'hectare à 2 fr. 10. En admettant le fonctionnement de 27 commissions d'enquête (9 par département), chacune constituant la propriété de 10,000 hectares par année, la dépense annuelle occasionnée par les levés des plans serait, pour 270,000 hectares, de 567,000 francs. La production annuelle de chaque commission paraît pouvoir atteindre prochainement le chiffre de 12,000 hectares, ce qui porterait la dépense des levés à 680,400 francs.

Art. 9. — Le procès-verbal de cette enquête, qui sera suivie d'un bornage, restera déposé à la mairie pendant le délai de 45 jours aux fins indiquées aux art. 14 et 15 de la dite loi. La traduction en arabe sera déposée, pendant le

---

Il sera pourvu au remboursement de l'avance de 1,560,000 francs autorisée par cette dernière loi, ainsi qu'au remboursement des frais de délimitation et de répartition autorisés par la présente loi, au moyen de ressources spéciales, constituées de la façon suivante :

1° Il convient, tout d'abord, de continuer, pendant trois ans encore (1885, 1886, 1887), la perception des centimes additionnels. On obtiendra ainsi une somme de 2,000,000 à 2,200,000 francs, qui laissera une réserve de 50 à 60,000 francs, réserve bien nécessaire, non seulement pour pouvoir atténuer le taux de la lourde contribution que les collectivités soumises aux opérations auront respectivement à payer, mais encore comme première mise de fonds, indispensable au fonctionnement du service, en attendant le recouvrement des contributions imposées aux collectivités, recouvrement qui devra être réparti en plusieurs termes combinés avec ceux de l'amortissement de l'avance faite par le Trésor ;

2° Désormais, chaque douar auquel la loi sera appliquée aura à payer, une fois les opérations accomplies sur son territoire, une contribution fixée proportionnellement à la superficie des propriétés constatées ou constituées, d'après un taux par hectare à déterminer. C'est l'application du vœu formulé, en ces termes, par le conseil supérieur de gouvernement, dans sa session extraordinaire de février 1884 : « Les travaux entrepris dans le but d'opérer la reconnaissance et le levé parcellaire du territoire algérien seront à la charge de la propriété et par douar. »

Une contribution analogue sera réclamée, à titre de rappel, aux douars et fractions chez lesquels les opérations ont déjà été accomplies.

On propose ainsi d'étendre rétroactivement au passé le mode de règlement des dépenses proposé pour l'avenir par le conseil supérieur. Une distinction ne se justifierait pas. Du moment, en effet, que l'on adopte le principe de la suppression des centimes additionnels qui devaient être payés indistinctement par tous les douars jusqu'à la constitution complète de la propriété en Algérie, on ne comprendrait pas que ceux qui ont déjà bénéficié de l'exécution de la loi fussent affranchis désormais de tout paiement, tandis que les autres seraient soumis à une charge d'autant plus lourde qu'elle ne serait plus partagée. Le même traitement doit être appliqué à tous. L'égalité de charges est commandée, non seulement par l'équité, mais encore par la nécessité d'assurer des ressources au service de la propriété indigène.

3° Une contribution sera également imposée à l'État et aux communes, en ce qui concerne les immeubles dont la propriété leur a été déjà ou leur sera attribuée à l'avenir par suite des opérations.

Il ne serait pas juste de faire payer aux indigènes les frais de constatation de ces immeubles. La charge en incombe évidemment aux bénéficiaires.

Comme pour les douars, la mesure a un effet rétroactif. Cette rétroativité est commandée par la situation financière de la propriété indigène.

Inutile d'ajouter que cette disposition n'atteindra pas les immeubles dont la domanialité ou le caractère communal auraient déjà été constatés avant

même délai, entre les mains du cadi. Ce dépôt sera porté à la connaissance des intéressés par un avis affiché au chef-lieu de la commune et par des publications sur les marchés de la tribu.

---

les opérations d'enquête. Elle ne s'appliquera qu'aux immeubles dont la dévolution sera le résultat même de ces opérations.

4° Le gouvernement propose de faire rembourser, à l'avenir, par les communes intéressées et de faire verser au fonds commun les frais de levé des plans des communaux indigènes déjà constitués compris dans les circonscriptions soumises aux opérations.

Ce remboursement est juste. Les plans de ces communaux, qui s'élèvent, dans beaucoup de douars-communes, à plusieurs milliers d'hectares, servent et sont même nécessaires aux communes pour la mise en valeur des immeubles. C'est dont aux budgets communaux à en supporter la charge. Il n'a pas semblé, toutefois, en raison des difficultés, des impossibilités même auxquelles on se heurterait, de revenir sur le passé, et la mesure ne vise que l'avenir.

Une disposition spéciale laisse à un décret le soin de fixer le taux par hectare, ainsi que le mode et les termes de paiement des sommes prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 qui précèdent.

Art. 23. — Cet article abroge toutes dispositions antérieures contraires à la nouvelle loi.

Tels sont, messieurs, les motifs du projet de loi soumis à vos délibérations. Dictées par l'expérience et résultat d'études mûries, ces dispositions sont conformes à l'esprit de la loi de 1873 et ne font qu'améliorer les moyens d'exécution qu'elle avait prévus. Le gouvernement a la confiance que vous voudrez bien y donner votre sanction.»

PROJET DE LOI (*)

Art. 1er. — Il est apporté à la loi du 26 juillet 1873 les modifications et additions suivantes :

Art. 2. — Il sera procédé administrativement et dans le plus bref délai, suivant les formes et conditions qui seront déterminées par un décret, aux opérations de délimitation et de répartition prévues par les paragraphes 1 et 2 de l'art. 2 du sénatus-consulte du 22 avril 1863, dans toutes les tribus où ces opérations n'ont pas déjà été exécutées.

Art. 3. — En cas d'indivision entre plusieurs familles, constatée au cours des opérations prescrites par le chapitre 1er du titre II de la loi du 26 juillet 1873, il sera procédé, dans les formes organisées par ladite loi, à la répartition, entre ces familles, des immeubles commodément partageables.

Sous l'appellation de familles sont compris tous les successibles jusqu'au sixième degré inclusivement.

Art. 4. — Il ne pourra être procédé que dans les conditions et les formes de la loi française aux cessions, licitations et partages de droits successifs portant sur des immeubles soumis à la loi du 26 juillet 1873.

(*) La reproduction du projet de loi permettra au lecteur de se rendre plus facilement compte des modifications apportées à ce projet par le Sénat et adoptées par la Chambre des députés.

Le lendemain de l'expiration du délai, le commissaire enquêteur se transportera sur les lieux, à l'effet de vérifier l'objet des réclamations et d'arrêter

---

Art. 5. — Les délais de trois mois fixés par les art. 14 et 18 de la loi du 26 juillet 1873 sont réduits à quarante-cinq jours.

Art. 6. — Un délai complémentaire de quarante-cinq jours, à partir de la transcription du titre français, est accordé à tout créancier hypothécaire ou prétendant à un droit réel sur l'immeuble, pour remplir les formalités d'inscription ou de transcription prescrites par l'art. 19 de la loi du 26 juillet 1873.

Les inscriptions prises et les transcriptions faites après l'expiration de ce délai ne vaudront, à l'égard des tiers, qu'à partir de leur date.

Art. 7. — Les formalités spéciales prescrites par les art. 25, 26, 27, 28 et 30 de la loi du 26 juillet 1873, pour les transmissions d'immeubles indigènes à des Européens opérées avant la délivrance des titres, sont ainsi modifiées :

Le contrat sera reçu par un notaire, et un extrait en sera remis à l'administration des domaines, avec une copie du plan y annexé, indiquant les tenants et les aboutissants de l'immeuble.

Pareil extrait, avec une copie du plan, sera déposé au greffe de la justice de paix de la situation des biens en vue du bornage de l'immeuble.

L'acquéreur devra consigner au greffe une somme égale au montant des frais présumés des opérations ci-après indiquées.

Les opérations de bornage seront, à la diligence du greffier, portées, au moins vingt jours à l'avance, à la connaissance du public, par l'insertion aux journaux et la publication, dans les conditions et aux fins énoncées à l'art. 8 de la loi du 26 juillet 1873, d'une copie dudit extrait mentionnant la date fixée pour le bornage par le juge de paix.

Le juge de paix, assisté de l'acquéreur, procédera au bornage, en présence du vendeur, ou lui dûment appelé, conformément aux limites indiquées au contrat et au plan.

Le procès-verbal de l'opération constatera l'accomplissement des formalités de publicité et contiendra les réclamations et revendications formulées par les tiers intervenants ; la date de sa clôture sera portée à la connaissance du public dans la même forme que la date de l'ouverture des opérations.

Toute nouvelle réclamation ou revendication devra, à peine de déchéance, être formulée entre les mains du greffier, dans le délai de quarante-cinq jours, à dater de la clôture du procès-verbal de bornage. Elle sera inscrite à la suite du procès-verbal, et avis sera donné à l'acquéreur et au vendeur, à leur domicile élu, par lettre chargée à la poste.

A défaut de réclamation ou revendication, le certificat négatif prévu par l'art. 30 sera délivré par le juge de paix.

Au vu du certificat négatif délivré par le juge de paix, l'administrateur des domaines délivrera les titres de propriété, comme il est dit à l'art. 30 de la loi de 1873, et le service des contributions directes sera tenu d'établir, au vu de ces titres, la matrice foncière indiquant le numéro de chaque propriété, la situation, etc.

Art. 8. — Les immeubles dépendant des territoires de propriété collective où les opérations prescrites par le chapitre 2 du titre II de la loi du 26 juillet 1873 n'ont pas encore été exécutées pourront donner lieu à des promesses de vente au profit d'Européens, sous l'engagement, pris par le vendeur, de

définitivement ses conclusions sur ces réclamations, et, en général, sur tous les droits réels pouvant affecter l'immeuble, objet de la requête.

---

se mettre en instance, dans le délai de trois mois, pour obtenir de l'administration la délivrance d'un titre de propriété. Passé ce délai, faute de requête en délivrance de titre, la promesse de vente sera nulle de plein droit.

Art. 9. — La requête en délivrance de titre sera appuyée d'un extrait du contrat notarié, du plan de l'immeuble et de la consignation des frais.

Au plus tard un mois après le dépôt de la requête, il sera procédé à une enquête. Vingt jours au moins à l'avance, l'ordonnance du commissaire-enquêteur indiquant le jour de cette enquête sera insérée au *Mobacher*.

Elle sera, en outre, affichée et publiée suivant les formes et aux fins énoncées à l'art. 8 de la loi du 26 juillet 1873.

Art. 10. — Le procès-verbal de cette enquête, qui sera suivie d'un bornage, restera déposé à la mairie pendant le délai de quarante-cinq jours, aux fins indiquées aux art. 14 et 15 de ladite loi. La traduction en arabe sera déposée, pendant le même délai, entre les mains du cadi. Ce dépôt sera porté à la connaissance des intéressés par un avis affiché au chef-lieu de la commune et par des publications sur les marchés de la tribu.

Le lendemain de l'expiration du délai, le commissaire-enquêteur se transportera sur les lieux, à l'effet de vérifier l'objet des réclamations et d'arrêter définitivement ses conclusions, qui viseront tous les ayants-droit de l'immeuble objet de la requête.

Art. 11. — L'homologation du procès-verbal de ladite enquête et l'établissement des titres auront lieu dans les conditions déterminées par l'art. 20 de la loi du 26 juillet 1873 et par la loi du 14 juillet 1879.

Le service des contributions directes sera tenu d'établir, au vu des titres, la matrice foncière de l'immeuble.

Art. 12. — Les immeubles appartenant aux indigènes pourront, après l'accomplissement des opérations du titre II de la loi du 26 juillet 1873, être partagés ou licités pour la première fois suivant les formes spéciales ci-après, à la requête de tout copropriétaire, tuteur ou curateur et de tout créancier de l'un des copropriétaires.

Art. 13. — Si les parties sont d'accord et capables de contracter, le partage aura lieu par acte passé devant un notaire ou un greffier notaire.

Art. 14. — Si parmi les ayants-droit indigènes se trouvent des incapables et des absents, le partage aura lieu dans la même forme, avec le concours de leurs tuteurs ou des cadis, leurs représentants légaux; mais il ne sera définitif qu'après avoir été homologué par le tribunal de première instance, en chambre du conseil, sur les réquisitions écrites du procureur de la République.

Art. 15. — S'il s'élève des contestations pendant les opérations du partage amiable, elles seront portées : en premier ressort, devant le juge de paix de la situation des biens, et, en appel, devant les tribunaux de première instance.

Art. 16. — Si les parties ne sont pas d'accord pour un partage amiable, il y sera procédé judiciairement, conformément aux articles 966 et suivants du Code de procédure civile, sauf les modifications ci-après.

Art. 17. — Toute action en partage ou en licitation devra, à peine d'une

Art. 10. — L'homologation du procès-verbal de la dite enquête et l'établissement des titres auront lieu dans les conditions déterminées par l'art. 20 de la loi du 26 juillet 1873 et par la loi du 14 juillet 1879.

---

amende de 100 francs contre l'officier ministériel qui l'aura introduite et de tous dommages-intérêts, être précédée de la nomination d'un représentant unique des défendeurs indigènes, à l'encontre duquel la procédure sera valablement suivie.

Cette nomination sera faite, à la requête du poursuivant, par le juge de paix de la situation des biens, sur la désignation des intéressés, convoqués par lui dans les formes établies en matière de justice musulmane, ou d'office, en cas de désaccord ou de non comparution. La décision du juge de paix ne sera pas susceptible d'appel.

Art. 18. — Il n'y aura, de même, qu'un seul défendeur ou avoué pour tous les défendeurs indigènes, à moins que, dans le cours de la procédure, il ne surgisse des incidents qui, en raison des oppositions d'intérêts, rendraient nécessaires la constitution d'autres officiers ministériels et la désignation d'un représentant spécial pour chaque groupe ayant le même intérêt.

Art. 19. — Les partages et licitations, accomplis suivant les formes qui précèdent, produiront les effets déterminés par les art. 883 et suivants du Code civil, et ne pourront être attaqués que pour les causes et dans les conditions prévues par les art. 887 et suivants du même code.

Art. 20. — Dans les partages et licitations opérés en exécution des art. 12 et suivants de la présente loi, il ne sera passé en taxe aux notaires, greffiers notaires, défenseurs ou avoués que leurs déboursés, avec des honoraires qui seront fixés d'après un tarif réduit proportionnellement à la valeur ou au montant de l'adjudication.

Un décret déterminera les tarifs.

Art. 21. — Tous les actes faits et les jugements rendus, en exécution des art. 12 et suivants de la présente loi, dans les cinq ans qui suivront la transcription des titres administratifs seront exempts du timbre et enregistrés gratis. Pour les titres transcrits antérieurement à la promulgation de la présente loi, le délai de cinq ans courra du jour de cette promulgation.

Art. 22. — Les frais occasionnés par les opérations de délimitation et de répartition des territoires des tribus seront portés en dépense au compte spécial : avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie, ouvert par l'art. 1er de la loi du....

Il sera pourvu au remboursement de l'avance de 1,560,000 fr. autorisée par cette dernière loi, ainsi qu'au remboursement des frais de délimitation et de répartition autorisés par la présente loi, au moyen, savoir :

1° Des centimes additionnels à l'impôt arabe établis par le décret du 27 juillet 1875, et dont la perception continuera d'être faite pendant les années 1885, 1886 et 1887 ;

2° Des sommes respectivement imposées, par voie de centimes additionnels à l'impôt et proportionnellement à la superficie des propriétés constatées ou constituées, aux douars ou fractions de douars chez lesquels les opérations ont déjà été ou seront accomplies ;

3° Des sommes également imposées à l'État et aux communes pour les superficies dont la propriété leur a déjà été ou leur sera attribuée par suite de ces opérations ;

Le service des contributions directes sera tenu d'établir, au vu des titres, la matrice foncière de l'immeuble.

4° Du recouvrement qui sera fait, à l'avenir, sur les communes intéressées, des frais de levé des communaux indigènes déjà constitués, qui se trouveront compris dans les circonscriptions soumises aux opérations.

Ces diverses natures de ressources seront portées en recette au compte d'avances ci-dessus mentionné.

Un décret fixera le taux par hectare, ainsi que le mode et les termes de paiement des sommes prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

Art. 23. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

RAPPORT AU SÉNAT

fait au nom de la commission (*) par M. Casimir Fournier.

I

« Dès les premiers jours de la conquête de l'Algérie, la France s'est engagée envers les indigènes à respecter leurs propriétés. La loi du 16 juin 1851, dont l'honorable M. Henri Didier, aujourd'hui président de votre commission, fut le rapporteur, a déclaré, dans son article 10, que « la propriété était inviolable, sans distinction entre les possesseurs indigènes et les possesseurs français ou autres », et, dans son article 11, elle a « reconnu, tels qu'ils existaient au moment de la conquête ou tels qu'ils avaient été maintenus, réglés ou constitués postérieurement par le gouvernement français, les droits de propriété et les droits de jouissance appartenant aux particuliers, aux tribus ou aux fractions de tribus ». Le sénatus-consulte du 22 avril 1863 est resté fidèle à ces précédents, et M. le général Allard écrivait, dans son rapport, que « l'administration française n'avait jamais élevé d'autre prétention sur les territoires conquis que celle de se mettre en possession du domaine de l'État algérien, tel qu'il se trouvait constitué entre les mains des Turcs ».

Ainsi, à aucune époque, on n'a conçu la pensée de porter atteinte à la propriété indigène. Tout au contraire, on a, dès l'origine, voulu qu'elle fût respectée. Elle devait l'être à cause des promesses faites et pour l'honneur de notre pays; elle devait l'être aussi parce que, quel que fût l'état de la propriété, il constituait un point de départ pour les améliorations progressives destinées à rapprocher la société arabe de notre civilisation et de nos mœurs.

Mais, s'il était facile autant que juste de placer au-dessus de toute contestation le principe de la propriété, il a été infiniment difficile de reconnaître les propriétés, de distinguer et de définir les différents genres de possession, de constater les droits avec assez d'exactitude pour que la terre algérienne pût devenir la matière de transactions sérieuses.

Ce n'était qu'à ce prix que la population européenne pouvait s'établir et la colonisation se développer; mais, il faut bien le reconnaître, les difficul-

(*) Cette commission était composée de MM. Henri Didier, *président;* de Verninac, *secrétaire;* Casimir Fournier, l'amiral Jauréguiberry, Forcioli, Le Monnier, le général Pélissier, Michaux, Jacques.

Art. 11. — Les immeubles appartenant aux indigènes pourront, après l'accomplissement des opérations du titre II de la loi du 26 juillet 1873, être par-

---

tés de la question prise en elle-même ont été longtemps compliquées des incertitudes résultant des conceptions diverses sur l'avenir de l'Algérie. On peut dire que ces incertitudes ont duré jusqu'à ce que l'Assemblée nationale prît, en 1873, un parti définitif.

L'Assemblée nationale a dit, dans la loi du 26 juillet 1873, que le droit de propriété en Algérie, son établissement, sa conservation seraient régis par la loi française, et elle a édicté, dans le plus grand détail, une procédure de constatation de la propriété privée et de constitution de la propriété individuelle.

Cette résolution une fois formée, il était de l'intérêt des indigènes comme des colons que la loi fût mise à exécution le plus tôt possible.

Cependant, au 31 décembre 1884, il n'avait encore été délivré de titres que dans 107 douars, représentant 712,125 hectares, et les levés parcellaires effectués par le service de la topographie et des levés généraux pour l'établissement de la propriété individuelle n'avaient porté que sur 1,891,1886 hectares, alors que ces opérations doivent porter sur 7 ou 8 millions d'hectares (*).

L'administration algérienne attribue ce retard dans l'application de la loi du 26 juillet 1873 à des imperfections de cette loi qu'elle vous propose de corriger.

Et, à cet effet, elle a étudié une série de dispositions pour la plupart d'ordre réglementaire et qui tendent à rendre les opérations plus rapides et moins coûteuses, mais qui ne portent aucune atteinte au principe de la loi de 1873. M. le gouverneur général est venu au sein de la commission pour demander avec instance l'adoption du projet, de préférence à tout autre système. Le conseil supérieur, nous a-t-il dit, partage cette opinion; après des études approfondies, cette assemblée a pensé qu'il convenait de s'en tenir à une réforme modeste mais utile, et d'arriver le plus tôt possible à une solution.

Un avis contraire a été émis dans la commission et a été soutenu avec beaucoup d'énergie par M. Forcioli. Suivant notre honorable collègue, il y aurait lieu d'abandonner la voie où l'on est engagé, d'enlever à la constitution de la propriété son caractère d'opération administrative, de laisser

(*) D'après la statistique officielle de l'Algérie, 1882-1884, p. 141 :

1° La superficie totale des propriétés rurales possédées par des Européens est, au 31 décembre 1884, de.	1.180.813 h.
2° La superficie des forêts du Tell et de.	2.125.402
L'exposé de la situation de l'Algérie de 1884 indique que les immeubles domaniaux non affectés à un service public sont d'une contenance de.	815.443
Et les immeubles affectés à un service public, d'une contenance de.	33.327,
Si au total, qui est de.	4.154.985,

on ajoute la superficie des villes et villages de la Kabylie dans lesquels la propriété est constatée, et qu'on considère, d'autre part, que la superficie entière du Tell comprend 14 millions d'hectares, on voit qu'il reste environ 8 millions d'hectares pouvant donner lieu à l'application de la loi de 1873.

tagés ou licités pour la première fois suivant les formes spéciales ci-après, à la requête de tout copropriétaire, tuteur ou curateur et de tout créancier de l'un des copropriétaires.

---

aux tribunaux de l'ordre judiciaire le soin de constituer la propriété, en statuant sur les litiges qui pourront surgir entre les divers prétendants, et de faciliter seulement l'œuvre des tribunaux par la confection d'un cadastre.

La majorité de la commission ne s'est pas rangée à cet avis; elle a pensé qu'il fallait, dans l'intérêt de la colonisation, continuer et mettre à fin la constatation de la propriété individuelle d'après les règles tracées en 1873.

II

L'exposé des motifs qui vous a été distribué entre dans des détails rétrospectifs sur l'état des terres occupées par les indigènes au moment de la conquête d'Alger; il reproduit les dénominations sous lesquelles elles étaient connues, suivant qu'elles étaient considérées comme composant le domaine propre de l'État (beilyck), ou comme appartenant au bey, mais grevées d'une sorte d'usufruit au profit de la tribu (arch), ou enfin comme des propriétés privées, appartenant soit à des familles, soit à des individus (melk).

Nous ne reprendrons point cette terminologie que les rédacteurs de la loi de 1873 ont abandonnée pour éviter l'écueil d'une interprétation difficile (*). L'article 1er du sénatus-consulte du 22 avril 1863 a déclaré les tribus de l'Algérie propriétaires des territoires dont elles avaient la jouissance permanente ou traditionnelle, à quelque titre que ce fût. Il y avait donc, en Algérie, au moment où intervenait la loi de 1873, des tribus, des familles ou des individus propriétaires, ou, en d'autres termes, des propriétés collectives, des propriétés familiales indivises ou des propriétés privées et individuelles.

Pour les unes, les transactions immobilières entre indigènes et Européens étaient interdites, car l'article 6 du sénatus-consulte de 1863 statuait que la délivrance des titres, après le partage des propriétés collectives, permettrait seule l'aliénation; pour les autres, si l'aliénation était permise en principe, elle n'offrait en fait aucune sécurité, parce que les titres de propriétés privées, soit familiales, soit individuelles, étaient vagues et suspects dans leurs énonciations, incomplets quant à la contenance, aux limites et à la désignation des ayants droit, et parce que l'exercice du droit de retrait d'indivision, connu sous le nom de *cheffâa,* permettait à des copropriétaires non dénommés dans les actes d'en annuler les effets.

Ce n'était pas qu'on ne se fût rendu compte, dès 1863, des moyens à employer pour faire cesser cette situation: les auteurs du sénatus-consulte avaient eux-mêmes tracé le programme d'une vaste opération qui devait conduire à la reconnaissance et à la constitution de la propriété collective, instrument de l'influence des chefs indigènes, et on la maintenait sans limite de temps.

(*) « Au dualisme des mots *melk* et *arch* nous substituons l'appellation générique du mot *propriété,* dont la définition, dans notre droit public, ne peut donner lieu à aucune erreur, en y adaptant, suivant les cas, l'un des deux modes de possession exprimés par les termes *privée* et *collective* » (Rapport de M. Warnier sur le projet de 1873.)

Art. 12. — Si les parties sont d'accord et capables de contracter, le partage aura lieu par acte passé devant un notaire ou un greffier notaire.

On se bornait donc à prescrire qu'il fût procédé administrativement à la délimitation du territoire des tribus et à la répartition de ce territoire entre les différents douars de chaque tribu, avec réserve des terres qui devaient conserver le caractère de biens communaux.

L'établissement de la propriété individuelle devait suivre; mais à quelle époque? Quand cette mesure serait jugée utile et opportune par le chef du pouvoir exécutif. Aux termes de l'article 1er du sénatus-consulte, des décrets impériaux fixeraient l'ordre et les délais dans lesquels la propriété individuelle serait constituée pour chaque douar.

En attendant, l'aliénation était interdite aux propriétaires collectifs: « La propriété individuelle qui sera établie au profit des membres des douars ne pourra, disait l'article 6 du sénatus-consulte, être aliénée que le jour où elle aura été régulièrement constituée par la délivrance des titres. » Seuls, les détenteurs de propriétés privées, familiales ou individuelles pouvaient aliéner ; mais nous avons déjà dit quels obstacles écartaient les acheteurs sérieux et, tout en avilissant les prix, rendaient les transactions presque impossibles.

Quoiqu'on eût répété, dans un règlement d'administration publique du 23 mai 1863, la promesse de la constitution de la propriété individuelle, aucune tribu n'avait vu s'accomplir cette opération lorsque la loi du 26 juillet 1873 est intervenue. La délimitation des tribus et la répartition entre les douars avaient seules eu lieu, et cela sur la moitié de la surface du Tell.

Non seulement les commissions administratives s'étaient bornées à ces opérations préliminaires dans les territoires possédés à titre collectif par les tribus, mais elles avaient négligé l'exécution des articles 10 et suivants du décret du 23 mai 1863, qui organisaient un système de revendications à exercer soit par les propriétaires, soit par le Domaine, et à la suite desquelles la propriété devait se trouver fixée, tant au profit des particuliers revendiquants qu'au profit de l'État.

On se trouvait donc toujours et partout en présence de propriétés collectives et, par cela même, inaliénables, ou de propriétés privées aliénables en principe, mais soumises au communisme familial, possédées en vertu de titres suspects, grevées de causes de résolution occultes, par conséquent non susceptibles d'être acquises avec quelque sécurité.

D'une autre part, la reconnaissance par grandes masses et l'inexécution des prescriptions relatives aux revendications individuelles n'avaient pas permis au Domaine de se faire attribuer les parcelles qui lui appartenaient comme représentant du beylick et celles qui se trouvaient vacantes et sans maître. A défaut de la possibilité d'acquérir des terres par voie de transaction amiable, l'activité de la colonisation aurait pu au moins s'exercer sur ces parcelles que l'administration aurait vendues ou concédées. Cet élément même lui manquait.

C'est en cet état que se trouvait la propriété en Algérie lorsque la loi du 26 juillet 1873 a été préparée par l'administration, complétée par la commission de l'Assemblée nationale et enfin votée par cette Assemblée.

Le gouvernement avait présenté deux lois, l'une contenant les principes

Art. 13. — Si, parmi les ayants droit indigènes, se trouvent des incapables et des absents, le partage aura lieu dans la même forme, avec le concours

---

et l'autre destinée à régler l'exécution de la première. A vrai dire, celle-ci aurait pu constituer un règlement d'administration publique, car elle ne contenait que des dispositions de procédure analogues à celles qui avaient fait la matière du décret du 23 mai 1863. Mais une juste défiance et le souvenir même de ce qui s'était passé, quant à l'exécution de ce dernier décret, portèrent alors à donner toute l'autorité possible aux dispositions nouvelles. C'est ce qui fait que la loi unique qui a réuni les deux projets contient de nombreux textes réglementaires, et ce qui oblige aujourd'hui à recourir à l'intervention du pouvoir législatif pour modifier ces mêmes textes, tout en appliquant les mêmes principes et en poursuivant le même but.

III

Ces principes et ce but sont nettement précisés dans le titre Ier de la loi de 1873, intitulé : Dispositions générales.

Placer la propriété immobilière, en Algérie, sa conservation et la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers sous le régime de la loi française, notamment en ce qui concerne la transcription (L. 23 mars 1855);

Abolir, en conséquence, tous droits réels, servitudes ou causes de résolution fondés sur le droit musulman ou kabyle en opposition à la loi française;

Faire du droit de cheffâa l'équivalent pur et simple du retrait successoral autorisé par l'article 841 du Code civil (art. 1 et 2);

Subordonner, d'autre part, le maintien de l'indivision aux dispositions de l'article 815 du Code civil (art. 4), de manière à préparer sans violence le passage de la propriété familiale à la propriété individuelle;

Constituer, dans les territoires de propriété collective, la propriété individuelle par l'attribution aux ayants droit d'un ou plusieurs lots de terre et par la délivrance de titres contenant des noms de famille;

Constater, dans les territoires de propriété privée, les droits individuels et faire en sorte que, désormais, toute transmission de ces droits donne lieu à l'établissement d'un titre conforme aux exigences de le loi française (art. 2);

Tel est, dans son ensemble, le système de la loi du 26 juillet 1873; on ne propose pas, et, suivant la majorité de la commission, on ne saurait proposer de rien changer à ces vues générales; il s'agit d'en procurer une application plus prompte et d'en développer les conséquences. Les innovations, à proprement parler, ne peuvent donc affecter que le titre II, qui traite de la procédure relative à la propriété privée et à la constitution de la propriété individuelle, et le titre III, qui sous la rubrique : Dispositions transitoires, organise une purge spéciale pour les immeubles acquis des indigènes par les Européens avant la délivrance des titres.

IV

Tout d'abord, la loi nouvelle ordonne l'exécution préalable, dans les tribus qui n'ont pas été soumises à l'application du sénatus-consulte du

de leurs tuteurs ou des cadis, leurs représentants légaux ; mais il ne sera définitif qu'après avoir été homologué par le tribunal de première instance,

---

22 avril 1863, des opérations de délimitation et de répartition prévues par les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 de ce sénatus-consulte.

A vrai dire, il n'y a pas là d'innovation ; les auteurs de la loi du 26 juillet 1873 avaient compris et entendu que la propriété individuelle, dans les tribus où la propriété était collective, ne serait constituée et assise qu'après une reconnaissance préalable du périmètre du territoire de la tribu et des différents douars compris dans la tribu. Pour déterminer, en effet, l'étendue des attributions particulières, il était indispensable de reconnaître exactement et de délimiter le sol à répartir.

Mais la loi du 26 juillet 1873, tout en maintenant ce préalable nécessaire, avait abrogé le décret du 22 mai 1863. qui réglait les formes de la reconnaissance de la propriété collective, en sorte que l'administration se trouvait n'avoir pas de procédure tracée pour cette opération et hésitait à s'y engager. L'article 2 de la loi nouvelle ordonne qu'un nouveau décret tracera ces règles, afin que la délimitation puisse avoir lieu dans le plus bref délai possible.

On trouve dans l'exposé des motifs présenté par le gouvernement l'indication des bases sur lesquelles reposerait ce nouveau décret :

« L'intention du gouvernement, y est-il dit, est de confier les opérations de délimitation et de répartition, non pas à des commissions administratives organisées dans les conditions prévues par le décret du 23 mai 1863, ni aux commissaires enquêteurs, dont la mission est déjà suffisamment longue sans la compliquer encore, mais au personnel des communes mixtes, placé dans les meilleures conditions pour accomplir ces travaux avec compétence, rapidité et économie. »

Ces explications à elles seules feraient comprendre pourquoi l'on ne propose pas d'en revenir au décret du 23 mai 1863 comme au sénatus-consulte dont il réglait l'exécution. Mais, d'ailleurs, un retour pur et simple au décret du 23 mai 1863 impliquerait aussi le maintien des procédés suivis par les commissions administratives ; or, ces procédés ont soulevé de vives réclamations. On s'est plaint que l'interprétation des termes du sénatus-consulte « jouissance permanente et traditionnelle » ait été trop large, et qu'on ait transformé en propriétaires définitifs de simples locataires de l'État ; on a représenté les commissions administratives comme trop promptes à sacrifier les droits de l'État sur les biens en déshérence ou ceux qui provenaient du beylick. Ces complaisances pour les occupants, a-t-on dit, étaient autant d'atteintes portées à la colonisation...

Sans examiner si ces reproches sont absolument fondés, nous devons exprimer le désir et l'espoir que les opérations entreprises désormais, si elles ne retirent rien aux indigènes des avantages que le sénatus-consulte leur a conférés, ne sacrifient rien non plus des droits de l'État ; et c'est dans cet esprit que le nouveau décret devra être conçu et appliqué.

V

Après l'article 2, dont nous venons de justifier l'adoption, nous entrons dans l'ordre des dispositions tout à fait spéciales qui ont pour but de compléter et de rectifier la procédure organisée en 1873.

en chambre du conseil, sur les réquisitions écrites du procureur de la République.

Ainsi, l'article 3, destiné à faire cesser l'indivision entre plusieurs familles distinctes, est nécessaire pour donner à la constitution de la propriété individuelle sa véritable portée. A quoi servirait, en effet, de déclarer que la terre est possédée à titre individuel et comme propriété privée, si, par l'effet d'une indivision entre des copropriétaires en nombre illimité, les licitations devaient entraîner des frais énormes et les transactions immobilières, comme par le passé, rester dépourvues de toute sécurité?

L'exposé des motifs contient, à cet égard, des détails et des exemples qui sont convaincants; certaines licitations, y est-il dit, ont dû être opérées, dans les formes judiciaires, entre cent, deux cents et jusqu'à quatre cent quarante et un ayants droits; elles ont coûté cinq mille, six mille et jusqu'à douze mille francs; au cours des opérations effectuées dans le département d'Alger en vue de la délivrance des titres, des indigènes se sont vu attribuer des fractions indivises absolument insignifiantes, sans aucune valeur effective, mais auxquelles le droit de retrait successoral n'en restait pas moins attaché. Le remède à cette situation est de faire cesser l'indivision entre familles, au moyen de partages opérés par le commissaire enquêteur chargé de reconnaître et de constater la propriété individuelle.

Si l'on concevait des doutes sur la légitimité d'une semblable mesure, c'est qu'on hésiterait sur le principe même de la loi et sur l'application, en Algérie, du régime de la propriété française; car les propriétés dont il s'agit ne sont individuelles que de nom et ne correspondent à aucun des modes d'occupation et d'exploitation pratiqués dans la métropole; or, nous poursuivons l'assimilation dans les choses et non pas seulement dans les dénominations.

Le commissaire enquêteur aura donc pour mission de faire cesser cette indivision entre les familles, et, pour cela, quand il opérera sur des territoires possédés, dans cette forme, à titre de propriété privée, il procédera, suivant la mesure des droits de chaque famille copropriétaire, à une attribution de part.

L'article 3 fait une exception pour le cas où les immeubles indivis ne seraient pas commodément partageables; dans ce cas, le commissaire n'aura pas à opérer de répartition. Les intéressés peurront seulement, s'ils le jugent convenable, requérir la licitation, conformément à l'article 815 du Code civil.

Les conditions de la commodité du partage ont été précisées et définies par la jurisprudence qui s'est formée pour l'application de l'article 827 du même Code, et les difficultés qui pourront s'élever à cet égard seront de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire, aux termes de l'article 18 de la loi du 26 juillet 1873.

VI

L'article 4 est, comme celui qui le précède, une disposition indispensable pour compléter la loi du 26 juillet 1873 et en assurer l'effet durable et permanent. C'est vainement, en effet, que le Domaine délivrerait des titres établis conformément à la loi française, si, à la première mutation par

Art. 14. — S'il s'élève des contestations pendant les opérations du partage amiable, le notaire dressera procès-verbal des difficultés et des dires respectifs des parties. Le procès-verbal sera déposé au greffe du juge de paix de

---

décès, les cadis, constatant une licitation, un partage en nature, employaient précisément les formes dont l'imperfection a jeté l'incertitude sur la propriété immobilière des indigènes.

Or, c'est ce que l'article 7 de la loi du 26 juillet 1873, plus ou moins exactement interprété, autorise ou tolère, en maintenant les règles de succession des indigènes entre eux. Grâce à la procédure musulmane, on ne peut manquer de retomber, à bref délai, dans la confusion dont on a eu tant de peine à sortir.

Pour éviter qu'il en soit ainsi, lorsque désormais un titre aura été délivré, en vertu de la loi de 1873 et de la présente loi, il ne pourra, au cas de licitation ou de partage, être remplacé que par un autre titre établi dans les formes et conditions de la loi française. Ainsi, la législation sur la transmission de la propriété sera uniforme : quelle que soit la cause de la transmission, vente, donation, succession, la forme des actes sera celle que prescrivent le Code civil et le Code de procédure civile. Quant au fond, la présente loi, non plus que celle de 1873, ne touche aux règles du droit musulman sur les successions.

VII

L'article 5 du projet tendait à réduire de trois mois à quarante-cinq jours les délais impartis par l'article 14 de la loi du 26 juillet 1873 pour prendre connaissance du procès-verbal de l'enquête, et par l'article 18 pour contester les titres provisoires établis par le service des domaines. D'après l'exposé des motifs, la procédure devenait ainsi plus rapide, sans que les garanties dues aux intéressés fussent réellement compromises. La majorité de votre commission n'a point partagé cette opinion ; elle a craint qu'un délai de quarante-cinq jours ne suffît pas à des indigènes peu éclairés, peut-être éloignés de leurs propriétés ou absents, pour s'éclairer sur la marche de l'enquête, prendre parti sur le résultat et se présenter devant les tribunaux de l'ordre judiciaire. Elle vous propose, en conséquence, la suppression de l'article 5.

VIII

La disposition qui suit dans le projet, et qui devient l'article 5, a pour but d'apporter un correctif à l'article 19 de la loi de 1873, et d'accorder un complément de facilités et de garanties aux créanciers hypothécaires ou à tous autres prétendants à des droits réels sur les immeubles soumis à la constatation et à la reconnaissance de la propriété.

Aux termes de cet article 19, toute inscription d'hypothèque, toute transcription de titres conférant des droits réels devaient précéder la transcription du titre français.

Le nouveau texte accorde, à partir de cette transcription, un délai supplémentaire de quarante-cinq jours.

En fait, ce délai n'est que suffisant pour permettre aux tiers intéressés de se procurer les éléments des inscriptions, transcriptions ou renouvelle-

la situation des biens, qui statuera en premier ressort. L'appel, s'il y a lieu, sera porté devant le tribunal compétent.

---

ments d'inscriptions qu'ils ont à faire, et qui doivent, pour obéir à l'article 19 de la loi de 1873, contenir les noms de famille et prénoms portés dans les titres.

Cette raison nous paraîtrait, en droit, justifier une dérogation aux principes de la loi du 23 mars 1855, à l'effet de permettre, comme le faisait l'ancien article 834 du Code de procédure civile, des inscriptions postérieures à l'acte translatif de propriété ; mais, d'ailleurs, il ne s'agit pas ici, à proprement parler, d'un acte translatif, mais d'un acte constatant une propriété qui change de titre sans changer de mains. Il ne peut y avoir que des avantages à permettre aux tiers de n'agir qu'après la transcription du titre français ; comme ils pourront en obtenir communication, les inscriptions nouvelles ou renouvelées n'auront lieu qu'à coup sûr et dans des conditions de parfaite régularité. L'ensemble de l'opération n'en sera pas, d'ailleurs, retardé.

L'article 5 (ancien 6) stipule que les inscriptions prises et les transcriptions faites après l'expiration du délai de quarante-cinq jours n'auront d'effet, à l'égard des tiers, qu'à partir de leur date. C'est dire implicitement que les inscriptions renouvelées en temps utile conserveront leur date et leur rang originaires, tandis que celles qui ne le seront qu'après l'expiration du délai ne prendront rang que du jour de la nouvelle inscription, conformément au droit commun (Code civil, article 2134). Quant aux transcriptions, à quelque époque qu'elles se produisent, la priorité serait évidemment marquée par l'ordre des dates.

IX

Dans l'article 6 du projet (ancien 7), la loi nouvelle modifie les articles 25, 26, 27, 28 et 30 de la loi du 26 juillet 1873, tous compris dans le titre III, sous la rubrique : Dispositions transitoires.

Ces articles ont eu pour but, comme l'expliquait, en 1873, le rapport de M. Warnier, de conserver, en attendant que la loi fût exécutée partout, à la propriété possédée privativement le droit de libre transmission qui avait été reconnu par l'article 6 du sénatus-consulte du 22 avril 1863.

Et si, comme on l'avait espéré, il avait été possible de donner aux acquéreurs toutes les garanties nécessaires, il faut bien reconnaître que l'Algérie aurait attendu, sans trop d'inconvénient ni d'impatience, l'achèvement de l'opération d'ensemble : mais, si compliquées que fussent les formalités prescrites, elles n'avaient pas donné la sécurité aux acquéreurs, parce que l'absence d'un bornage public et « contradictoire » laissait toujours subsister des doutes sur les limites. C'est essentiellement ce bornage que le nouvel article 6 introduit et réglemente, tout en simplifiant les autres formalités.

Les dispositions de l'article 7 (ancien) du projet, dit l'exposé des motifs, peuvent être ainsi résumées :

« L'acte de vente doit être reçu par un notaire et être accompagné du plan de l'immeuble. Un extrait du contrat et une copie du plan sont remis à l'administration des domaines, non seulement en vue de l'obtention ultérieure du titre français, mais encore pour permettre à cette administration

Art. 15. — Si les parties ne sont pas d'accord pour un partage amiable, il y sera procédé judiciairement, conformément aux art. 966 et suivants du Code de procédure civile, sauf les modifications ci-après.

---

de faire opposition à la vente, si elle est illégale ou faite au préjudice des droits de l'État. Pareils documents sont déposés au greffe de la justice de paix, en vue du bornage de l'immeuble. La date fixée pour l'opération est annoncée au moins vingt jours à l'avance par les soins du greffier, au moyen de l'insertion aux journaux et de la publication dans la localité intéressée de la copie de l'extrait déposé.

Le bornage est effectué par le juge de paix, qui consigne sur le procès-verbal les réclamations des tiers intervenants. Toute réclamation nouvelle devra, à peine de déchéance, être formée entre les mains du greffier, dans le délai de 45 jours, à dater de la clôture du procès-verbal de bornage. A défaut de réclamation ou de revendication, le certificat négatif, qui, précédemment, devait être délivré par le procureur de la République, le sera par le juge de paix. »

En principe, votre commission ne peut qu'approuver les simplifications ainsi introduites dans la procédure qui conduit à la délivrance d'un titre définitif formant, comme le veut l'article 30 de la loi du 26 juillet 1873, le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous titres antérieurs ; mais elle croit devoir vous proposer diverses modifications au texte du projet.

La première, suggérée par l'honorable M. Henri Didier, sans rien changer au sens du texte, a pour but d'éviter l'expression d'immeubles indigènes, qui manque de correction, et d'exprimer, en termes plus clairs, que l'article 6 (nouveau) a trait aux transmissions, par des indigènes à des Européens, d'immeubles constituant des propriétés privées, non encore soumises à la vérification des titres.

La seconde est également de pure forme; elle spécifie plus clairement qu'un plan indiquant les tenants et aboutissants de l'immeuble vendu sera annexé à l'acte notarié qui constatera la vente, et qu'un extrait de cet acte sera remis à l'administration des domaines avec la copie du plan.

En troisième lieu, la commission vous propose d'insérer aux cinquième et septième paragraphes la mention d'un avis à donner à l'administration des domaines, lors de l'ouverture et de la clôture des opérations de bornage.

Une quatrième modification consiste à substituer, dans le huitième paragraphe, à ces mots : « à dater de la clôture du procès-verbal de bornage, » ceux-ci : « à dater de la publication de la clôture du procès-verbal de bornage. » Il a paru, en effet, que le point de départ du dernier délai pour les réclamations ou revendications devait être marqué par un acte public, et non pas seulement par une opération accomplie au greffe et qui pourrait rester secrète pendant une partie du délai lui-même.

Au dernier paragraphe de l'article, nous avons substitué au mot « d'administrateur » celui « d'administration », et nous avons retranché, comme inutile, l'indication des diverses énonciations de la matrice foncière, qui n'ont pas besoin d'être énumérées.

A l'occasion de cet article 6 (nouveau), qui amende sous divers rapports l'article 29 de la loi du 26 juillet 1873, on a soulevé la question de savoir s'il n'y avait pas un changement de plus à introduire dans ce dernier article.

Art. 16. — Toute action en partage ou en licitation devra, à peine d'une amende de 100 fr. contre l'officier ministériel qui l'aura introduite et de tous

---

La loi du 26 juillet 1873, a-t-on dit, n'arme pas suffisamment l'acquéreur dans le cas où une réclamation surgit; il a bien la faculté de renoncer au contrat, sauf son recours contre le vendeur pour les frais et loyaux coûts et tous dommages-intérêts; mais, s'il croyait préférable de maintenir à la fois son droit et celui du vendeur, sa résistance serait paralysée par le refus de ce dernier d'introduire dans le mois une action tendant à faire décider que la réclamation est mal fondée. Il conviendrait donc, a-t-on ajouté, de permettre à l'acquéreur d'agir lui-même en justice, pour obtenir mainlevée de la réclamation ou revendication qui n'est peut-être qu'une manœuvre concertée avec un vendeur de mauvaise foi.

Votre commission n'a pas cru devoir céder à ces observations. Si le vendeur est de mauvaise foi et qu'il y ait un concert entre lui et le réclamant, nous ne pouvons douter que les tribunaux reconnaissent une action à l'acquéreur pour le faire maintenir en possession (C. civ., art. 1167); mais si le vendeur, de bonne foi, renonce à contester une réclamation qu'il juge bien fondée; s'il se soumet à payer les frais et loyaux coûts, il ne nous semble pas admissible que l'acheteur puisse, malgré lui, l'engager dans un procès; il suffit que le vendeur rende parfaitement indemne celui avec qui il avait eu le tort de traiter.

L'acquéreur, dira-t-on, peut avoir payé son prix; mais nous aurions peu de sollicitude pour un contractant aussi imprudent, et nous craindrions, en cherchant à le protéger, de favoriser des spéculations analogues à celles qui ont eu lieu dans les premiers temps de l'occupation de l'Algérie.

Nous maintenons donc le texte comme au projet, sauf les modifications proposées ci-dessus.

X

Les dispositions transitoires de la loi de 1873, qui sont modifiées, comme il vient d'être dit, par l'article 6 (nouveau), ne s'appliquaient qu'aux terres possédées à titre privé; pour ces terres seulement, on avait cru possible de devancer l'exécution des opérations d'ensemble et de permettre que la propriété, transmise par des indigènes à des Européens, fût consolidée dans les mains de ces derniers, par une sorte de purge spéciale. Les articles 7 à 10 de la loi nouvelle ont pour but d'étendre cet avantage à la propriété collective.

On sait que, dans les territoires de propriété collective, les transactions immobilières sont interdites (loi du 16 juillet 1851, article 4; sénatus-consulte du 22 avril 1863, article 6); il n'avait point jusqu'ici paru possible de livrer à la spéculation des droits peut-être assurés dans leur principe, mais dont l'objet n'était rien moins que certain et défini. Ce que possède, en réalité, chaque chef de famille, dans les territoires occupés par les tribus ou par les douars à titre collectif, c'est l'éventualité d'une attribution à obtenir, avec délivrance de titre, conformément aux articles 20 et suivants de la loi du 26 juillet 1873. Or, cette attribution dépend, quant à son étendue, de la détermination des droits des autres coïndivisaires et de ceux du domaine de l'État, en sorte qu'elle semble ne pouvoir pas être facilement séparée de cette détermination.

dommages-intérêts, être précédée de la nomination d'un représentant unique des défendeurs indigènes, à l'encontre duquel la procédure sera valablement suivie.

Cependant, le gouvernement a cru qu'il était possible de trouver une combinaison de nature à sauvegarder les droits respectifs. Elle consiste dans l'accomplissement d'une enquête spéciale à l'immeuble qu'il s'agit d'aliéner, enquête à la suite de laquelle un titre de propriété sera délivré, s'il y a lieu, dans les formes prescrites par l'article 20 de la loi du 26 juillet 1873.

Comme la nécessité de l'approbation du gouverneur général civil, en conseil de gouvernement, est une solide garantie de la prudence avec laquelle les enquêtes seront contrôlées et les titres délivrés, la majorité de votre commission estime qu'il y a lieu d'autoriser cette constitution de la propriété entreprise par anticipation pour un immeuble distinct; elle pense que cette innovation sera utile dans les cas où, en territoire de propriété collective, des occupations anciennes et non contestées permettent de prévoir, à peu près sûrement, quelle sera la mesure des attributions définitives lorsque la propriété sera constituée pour la tribu ou le douar. Dans ces cas, et ils sont nombreux, la colonisation pourra, dès à présent, pénétrer dans les territoires de propriété collective, actuellement frappés d'interdit.

La nouvelle procédure sera, d'ailleurs, entourée de garanties telles que l'enquête ne puisse être demandée qu'en vue d'une transaction sérieuse. A l'appui de la demande, on devra produire un extrait de la promesse de vente faite par devant notaire, avec un plan de l'immeuble, et consigner, pour les frais de l'enquête, la somme qui sera fixée par l'administration.

Qui pourra former la demande? Le projet du gouvernement semblait n'attribuer ce droit qu'à l'indigène vendeur; il a paru à votre commission qu'il n'y avait aucune raison de le refuser à l'acquéreur, qui pourra, soit obliger par le contrat son vendeur à faire cette démarche, soit prendre lui-même l'initiative, s'il le préfère. Nous avons donc écrit, dans l'article 7 (nouveau), à la place des mots « sous l'engagement pris par le vendeur, » ceux-ci « à la charge par l'un des contractants ».

Nous avons cru qu'il y avait lieu de ne permettre la procédure exceptionnelle dont il s'agit qu'autant que les opérations de constatation et de constitution de la propriété n'avaient pas encore été commencées dans le territoire où serait situé l'immeuble pouvant donner lieu à une promesse de vente; nous avons donc substitué, dans l'article 7 (nouveau), le mot de « commencées » à celui d' « exécutées » qui se trouve au projet. Lorsque l'opération d'ensemble est engagée, il n'y a pas d'intérêt sérieux à recourir à l'enquête spéciale.

Aux termes du projet, les ventes autorisées à titre exceptionnel, par l'article 7 (nouveau), peuvent avoir lieu seulement au profit des Européens, et cette expression se rencontre également dans l'article précédent. On a fait remarquer qu'elle n'était pas absolument exacte, et, en effet, la pensée de la loi n'est pas de limiter aux seuls acheteurs venus du continent européen la faveur qu'elle accorde aux immigrants dans l'intérêt de la colonisation; mais la commission a pensé que le sens de ce terme se précisait suffisamment par son opposition avec l'idée d'indigénat : l'immigrant originaire d'Amérique ou d'Asie, qui viendrait acheter un immeuble situé

Cette nomination sera faite, à la requête du poursuivant, par le juge de paix de la situation des biens, sur la désignation des intéressés, convoqués

---

en territoire de propriété collective pour le soumettre à la loi française et le posséder dans les conditions de notre droit civil, ne jouirait pas, à cet égard, de moins de faveur que le colon espagnol ou maltais. Nous avons donc renoncé à changer sous ce rapport la rédaction de l'article 7.

XI

Les formes et délais de l'enquête à laquelle la demande sera soumise sont précisés par les articles 8 et 9 (nouveaux) du projet. Nous vous proposons l'adoption de ces deux articles.

Toutefois, nous avons cru devoir spécifier expressément, dans l'article 8, que l'enquête serait faite par l'administrateur du territoire ou l'un de ses adjoints. M. le gouverneur général, entendu par la commission, avait expliqué qu'une opération unique et spéciale rentrerait naturellement dans les attributions de l'administrateur, et serait accomplie par lui avec plus de compétence et moins de frais que par tout autre agent.

Dans le même article, nous avons remplacé le mot de *Mobacher* par celui de *Journal officiel de l'Algérie.*

Enfin, nous vous proposons de décider, comme à l'article 6, que l'administration des domaines sera tenue au courant des opérations qui s'accomplissent, afin qu'elle puisse veiller à la conservation des droits de l'État.

Dans l'article 9 (nouveau), nous avons, pour plus de clarté, rédigé le dernier alinéa comme il suit : « Le lendemain de l'expiration du délai, le commissaire enquêteur se transportera sur les lieux, à l'effet de vérifier l'objet des réclamations et d'arrêter définitivement ses conclusions sur ces réclamations et, en général, sur tous les droits réels qui peuvent affecter l'immeuble objet de la requête. »

Le texte des articles 8 et 9 étant ainsi arrêté, il est entendu que, si l'enquête fait voir que l'indigène vendeur aurait, dans une opération d'ensemble, obtenu l'attribution définitive de l'immeuble qu'il a promis de vendre, il lui est délivré un titre conforme aux prévisions de l'article 20 de la loi du 26 juillet 1873 et de la loi du 14 juillet 1879. L'Européen alors est en mesure de poursuivre l'exécution de la promesse de vente souscrite en sa faveur; l'immeuble est possédé par lui à titre privé, et porté, en conséquence, à la matrice de la contribution foncière.

XII

Jusqu'à présent, la loi du 26 juillet 1873 et le projet même qui vous est soumis (art. 3) n'ont tendu qu'à faire cesser l'indivision entre les familles.

Les articles 10 à 19 (nouveaux) de ce projet, dont nous avons maintenant à vous rendre compte, font un pas de plus : ils ont pour but de faciliter la licitation et le partage, entre les membres de la famille, des immeubles restés indivis après la délivrance des titres.

De telles dispositions sont évidemment conformes à l'esprit de la loi de 1873. Si cette loi soumet la propriété immobilière en Algérie à la loi française, c'est afin que cette propriété soit tenue, autant que possible, dans les mêmes conditions qu'en France, et devienne, par conséquent, plus

par lui dans les formes établies en matière de justice musulmane, ou d'office, en cas de désaccord ou de non comparution. La décision du juge de paix ne sera pas susceptible d'appel.

---

productive, si le possesseur est en état de la faire valoir, plus mobile, s'il en est incapable. Il faut, pour cela, qu'une procédure peu coûteuse facilite l'appropriation individuelle.

Cette procédure, d'après le projet qui vous est soumis, pourra être amiable ou judiciaire; les articles 13, 14 et 15 traitent du partage amiable. Il a lieu, si les parties sont d'accord et capables de contracter, par acte passé devant un notaire ou un greffier notaire.

Même au cas où il se trouverait parmi les ayants droit indigènes des incapables ou des absents, le partage aura lieu dans la même forme; mais il ne deviendra définitif qu'après avoir subi le contrôle du tribunal de première instance.

Enfin, si, après que les parties ont constaté, devant un notaire de leur choix, leur volonté de procéder à un partage amiable, et à l'occasion de ce partage, il s'élève entre elles des contestations, celles-ci seront portées, en premier ressort, devant le juge de paix de la situation des biens, et, en appel, devant le tribunal de première instance.

Nous avons, sur ce point, modifié la rédaction de l'article 14, sans rien changer au fond. Il nous a paru qu'il y avait avantage à suivre, dans le cas qu'il prévoit, les règles tracées par les articles 837 du Code civil et 977 du Code de procédure civile. Nous proposons donc d'obliger le notaire ou le greffier notaire que les parties ont requis de procéder à un partage amiable à dresser, le cas échéant, procès-verbal des difficultés soulevées devant lui, et à remettre ce procès-verbal au greffe du juge de paix, qui statuera sur la poursuite de la partie la plus diligente et sauf appel au tribunal de première instance.

XIII

Les articles 16 à 18 sont relatifs au partage judiciaire et à la licitation, qui deviennent nécessaires lorsque les parties ne se sont pas mises d'accord pour un partage amiable.

Ici, la loi fait un emprunt direct aux articles 966 et suivants du Code de procédure civile, qui traitent « des partages et licitations », mais, dans des vues d'économie et de célérité, elle simplifie la représentation des défendeurs indigènes sous un double rapport. Ils ne pourront avoir en justice qu'un représentant unique, à l'encontre duquel la procédure sera valablement suivie, et ce représentant unique ne pourra lui-même constituer qu'un seul défenseur ou avoué, à moins qu'au cours de la procédure, il ne se révèle des oppositions d'intérêt qui rendent nécessaire la désignation de représentants distincts, ayant chacun leur défenseur ou avoué.

Comme le projet n'organise aucune procédure pour la désignation de ces représentants, nous avons cru devoir ajouter à l'article 18 une disposition portant que le tribunal, lorsqu'il en reconnaîtra la nécessité, renverra les parties devant le juge de paix, qui statuera sur le vu d'une expédition du jugement et dans les formes de l'article 16 (nouveau).

Art. 17. — Il n'y aura, de même, qu'un seul défenseur ou avoué pour tous les défendeurs indigènes, à moins que, dans le cours de la procédure, il ne surgisse des incidents qui, en raison des oppositions d'intérêts, rendraient nécessaires la constitution d'autres officiers ministériels et la désignation d'un représentant spécial pour chaque groupe ayant le même intérêt.

XIV

Les partages amiables, les partages judiciaires, les licitations accomplies suivant les formes qui précèdent auront tous les effets des actes que le Code civil (articles 883 et suivants), et le Code de procédure civile (articles 966 et suivants) désignent sous ce nom ; ils ne pourront être attaqués que pour les causes et dans les conditions prévues par les art. 887 et suivants du Code civil. L'art. 18 (nouveau) du projet le déclare, et donne l'occasion de constater encore une fois le parti pris d'appliquer en tout la loi française, à moins qu'il n'y soit expressément dérogé.

XV

Lors, d'ailleurs, que la loi nouvelle introduit, en cette matière des partages, des dérogations à notre législation générale, elle ne le fait qu'à titre purement transitoire. Ainsi, il est bien entendu que la procédure spéciale qui vient d'être exposée n'a lieu que lorsque les immeubles sont partagés ou licités pour la première fois; on rentre ensuite dans le droit commun.

De même, les réductions de tarif stipulées par l'art. 19 (nouveau) sont spéciales, et les dispenses des droits de timbre et d'enregistrement accordées par l'art. 19 (nouveau) sont limitées à une période de cinq ans.

Aux termes du premier de ces articles, les notaires, greffiers notaires, défenseurs ou avoués qui concourront aux opérations prévues par la loi nouvelle verront fixer leurs honoraires par un décret qui les déterminera proportionnellement à la valeur des immeubles partagés et au montant de l'adjudication. Si le nombre des actes est considérable, comme on doit s'y attendre, un tarif même réduit pourra compenser les soins donnés et les responsabilités encourues par ces officiers publics ou ministériels.

L'art. 20 nouveau décide que, pendant un délai de cinq ans, à partir de la transcription des titres administratifs, tous les actes faits et les jugements rendus en exécution des art. 11 et suivants seront exempts du timbre et enregistrés gratis. Cette faveur n'est pas de nature à diminuer les recettes du Trésor, puisque les actes qui en sont l'objet n'auraient pas eu lieu si la loi nouvelle, par les facilités qu'elle donne, n'avait pas déterminé les transactions qu'ils constatent. Pour l'avenir, au contraire, le Trésor public doit trouver une nouvelle source de revenus dans la mobilité de la propriété désormais divisée et livrée à la liberté des transactions.

A ces raisons, qui sont données par l'exposé des motifs et qui ont eu notre assentiment, on peut ajouter que la reconnaissance et la constitution de la propriété imposent aux indigènes des dépenses et des sacrifices qui finissent par se résoudre en une charge individuelle vraiment lourde. Cet aspect de la question est envisagé dans l'art. 21 (nouveau), qui traite des moyens de pourvoir aux dépenses occasionnées par les travaux de constitution de la propriété arabe.

Le tribunal, lorsqu'il reconnaîtra cette nécessité, renverra les parties devant le juge de paix, qui statuera sur le vu d'une simple expédition du jugement et dans la forme de l'art. 16 ci-dessus.

XVI

Outre qu'il faut créer des ressources pour l'avenir, il existe un arriéré de 1,560,000 francs qu'il est d'abord nécessaire de couvrir.

L'art. 24 de la loi du 26 juillet 1873 mettait à la charge du budget des centimes additionnels des tribus les dépenses de toute nature nécessitées par la constatation et la constitution de la propriété individuelle, et un décret du 27 juillet 1875 avait fixé la quotité des centimes à percevoir tant en pays arabe qu'en pays kabyle. Ces centimes produisaient annuellement environ 700,000 francs. Comme les dépenses annuelles étaient beaucoup plus considérables, il en est résulté l'arriéré dont le chiffre vient d'être précisé.

Cet écart entre les dépenses et les ressources provient-il exclusivement de l'insuffisance de ces dernières? On voit, à cet égard, dans une note de l'exposé des motifs, que des marchés passés en 1875 avec des brigades dites auxiliaires des levés généraux ont été conclus à des prix beaucoup trop élevés, puisque, à l'expiration de ces marchés, en la présente année 1885, on espère réduire à 2 fr. 10 le coût du levé d'un hectare, qui s'élevait, d'après les mêmes marchés, à 3 fr. 80. Il semble donc que les intérêts du budget des centimes additionnels, qui sont aussi ceux de l'État, n'ont pas été gérés avec une prudence suffisante, surtout si l'on considère que l'arriéré à liquider remonte à 1881 et n'a été signalé que tardivement à l'attention des pouvoirs publics.

Quoiqu'il en soit, la commission du budget de la Chambre des députés, lorsqu'elle a été saisie par un projet de loi, déposé le 5 juillet 1883, d'une demande de crédit extraordinaire, a décidé de n'accorder ce crédit de 1,560,000 francs qu'à titre d'avance remboursable, et, en conséquence, une loi du 28 décembre 1884 a ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1884, un crédit de 1,560,000 francs, à classer parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre de : Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie.

Pour obéir à cette indication, le gouvernement, par l'art. 21 (nouveau), propose l'ouverture d'un compte spécial, sous la rubrique : Avances au service de la propriété indigène en Algérie, ouvert par l'art. 1er de la loi du 28 décembre 1884. A l'actif de ce compte figureront des ressources spéciales qui vont être énumérées, et il sera, en revanche, chargé du remboursement de l'avance de 1,560,000 francs autorisée par ladite loi, comme aussi de tous les frais de délimitation, attribution de propriété et délivrance de titres nécessaires pour l'exécution de la loi en ce moment soumise au Sénat.

Les ressources spéciales seront constituées de la manière suivante :

1° La perception des centimes additionnels sera continuée pendant les années 1885, 1886 et 1887, de manière à produire une somme de 2,000,000 à 2,200,000 francs;

2° A l'avenir, chaque douar auquel la loi sera appliquée aura à payer, une fois les opérations accomplies sur son territoire, une contribution fixée proportionnellement à la superficie des propriétés constatées ou constituées;

Art. 18. — Les partages et licitations, accomplis suivant les formes qui précèdent, produiront les effets déterminés par les art. 883 et suivants du Code civil, et ne pourront être attaqués que pour les causes et dans les conditions prévues par les art. 887 et suivants du même Code.

Une contribution analogue sera réclamée à titre de rappel aux douars ou fractions de douars dans lesquels les opérations ont déjà été accomplies ;

3° L'État et les communes supporteront leur part proportionnelle de cette contribution, en ce qui concerne les immeubles dont la propriété leur a déjà ou leur sera attribuée à l'avenir par suite des opérations de reconnaissance et de constatation de la propriété individuelle ;

4° A l'avenir, les frais de levés des plans des communaux indigènes déjà constitués, qui se trouveront compris dans les circonscriptions soumises aux opérations, seront remboursés par les communes intéressées et versés au fonds commun.

Un décret fixera le taux du recouvrement à faire par hectare sur les communes, ainsi que le mode et les termes du paiement des sommes prévues sous les nos 2, 3 et 4.

Ces dispositions nous ont paru ne pas soulever de critiques. Il est bien vrai que, sous le n° 2, on étend rétroactivement au passé un mode nouveau de contribution aux dépenses ; mais, comme le gouvernement le fait observer, puisque les tribus et douars où la propriété est déjà constituée bénéficieront, comme les autres, à partir de 1888, de la suppression des centimes additionnels qui devaient être acquittés jusqu'à la constitution complète de la propriété, il est juste qu'ils prennent leur part de la charge qui remplace les centimes supprimés.

XVII

Le dernier article du projet, qui prononce l'abrogation des dispositions antérieures contraires, n'appelle aucune explication. Il ne nous reste donc qu'à vous demander de donner votre assentiment aux propositions du gouvernement, acceptées par votre commission dans leur ensemble et amendées seulement dans quelques détails.

Comme nous vous l'avons dit au début de ce travail, l'honorable M. Forcioli a soutenu, dans le sein de la commission, un système tout différent : suivant lui, il convenait de renoncer aux opérations administratives entreprises pour la reconnaissance de la propriété et la délivrance de titres individuels. Les difficultés que rencontreraient les tribunaux pour la reconnaissance de la propriété melk ne l'effrayent pas ; les limites en général, ne sont point, dit-il, incertaines, les ravins, les rochers, d'autres accidents du sol servent à les fixer. Les litiges, à son avis, seront donc promptement vidés.

Quant à la propriété arch, notre honorable collègue a émis l'opinion qu'il convenait de lever purement et simplement l'interdiction d'aliéner qui reste inscrite dans la loi. Il estime, en effet, que le sénatus-consulte du 22 avril 1863 a transformé le caractère de cette propriété, et que, si la jouissance effective est prouvée, il n'y a plus de raison de la distinguer de la propriété melk. Désormais, à son avis, l'acheteur d'une terre arch devrait être au même rang que celui d'une terre melk, courir les mêmes risques et trouver devant les tribunaux la même protection.

Art. 19. — Dans les partages et licitations opérés en exécution des art. 12 et suivants de la présente loi, il ne sera passé en taxe aux notaires, greffiers

---

Si nous avons réussi à faire saisir l'économie du projet, on sait déjà pour quelles raisons la commission l'a préféré aux idées préconisées par notre honorable collègue.

La commission ne croit pas, comme l'honorable M. Forcioli, que l'application des titres possédés par les indigènes soit facile ; elle craint, au contraire, que l'incertitude de ces titres ne soit faite pour décourager les acquéreurs et entraver la colonisation. Elle professe une entière confiance dans les lumières des tribunaux de l'ordre judiciaire; mais, éclairée par une expérience déjà longue, elle redoute l'intervention des hommes d'affaires et l'énormité des frais. C'est là ce qui la détermine surtout à persister dans la voie ouverte dès 1846, et à conserver à la reconnaissance de la propriété le caractère d'une opération administrative.

Sans doute, il est anormal de soumettre des questions de propriété à l'autorité administrative; mais aussi, toutes les fois qu'on se trouve en présence d'un droit de propriété véritable, comme celui des indigènes possédant au titre melk, la loi du 26 juillet 1873 a voulu qu'un recours devant les tribunaux français de l'ordre judiciaire fût ouvert contre les opérations du commissaire enquêteur et contre les attributions faites sur ses conclusions par le service des domaines; l'article 18 de cette loi ménage à l'indigène intéressé un délai de trois mois, que nous vous avons, tout à l'heure, proposé de maintenir, et qui est, à notre avis, suffisant pour lui permettre d'organiser sa défense. L'autorité judiciaire a donc le dernier mot, et la propriété retrouve, au besoin, toutes les garanties qui lui sont dues.

En même temps qu'on adresse au principe la critique à laquelle nous venons de répondre, on témoigne une défiance incurable contre la procédure organisée par la loi de 1873. Le commissaire enquêteur, dit-on, peut se tromper ; l'indigène peut ne pouvoir pas lire ou n'être pas en état de comprendre le double du procès-verbal qui est porté à sa connaissance; le contrôle du gouverneur général, statuant en conseil de gouvernement, peut n'être pas efficace, parce que le travail risque d'être abandonné aux bureaux...

Toutes ces objections ne s'adressent pas précisément au projet de la loi nouvelle; elles tendent, en réalité, à l'abrogation de la loi du 26 juillet 1873; or, l'exécution de cette loi, dans la pratique, n'a pas donné lieu jusqu'ici aux inconvédients qu'on suppose; la propriété individuelle a été reconnue sur plus de 700,000 hectares, sans que des plaintes se soient élevées contre les opérations des commissaires enquêteurs; l'accès des tribunaux a été, au besoin, ouvert aux réclamations des indigènes; il nous a semblé que l'expérience ainsi faite était décisive, et qu'il y avait lieu, en conséquence, d'améliorer, dans la mesure du possible, la loi de 1873 et non de l'abroger.

En ce qui concerne la propriété arch, que l'honorable M. Forcioli voulait rendre immédiatement aliénable, comme la propriété melk, nous avons cru que l'art. 7 (nouveau) donnait satisfaction à ce que la pensée de notre collègue avait d'acceptable. Moyennant les formalités introduites par le projet, les ventes pourront avoir lieu même dans les territoires de propriété collective, mais elles seront entourées de garanties sérieuses: l'acheteur qui aura rempli ces formalités aura un titre incontestable, le seul que puisse

notaires, défenseurs ou avoués que leurs déboursés, avec des honoraires qui seront fixés d'après un tarif réduit proportionnellement à la valeur des immeubles partagés ou au montant de l'adjudication.

---

accepter un colon venu pour mettre la terre en valeur et non pour soutenir des procès devant les tribunaux. C'est ainsi, suivant nous, que le possesseur d'une terre arch jouira des mêmes avantages que celui d'une terre melk, en même temps qu'il sera donné à la colonisation de pénétrer même dans les territoires de propriété collective, où la délivrance des titres n'aura pu encore avoir lieu.

Nous ne regardons, d'ailleurs, la procédure exceptionnelle de l'art 7 (nouveau) que comme un expédient transitoire dont l'application cessera dès que l'exécution de la loi de 1873 sera commencée sur toute l'étendue du sol de l'Algérie, et nous comptons que l'administration algérienne, une fois armée des moyens d'action qu'elle réclame, voudra poursuivre avec toute l'activité nécessaire une entreprise depuis si longtemps en cours.

La présente loi, nous le répétons, ne change nullement le caractère de cette entreprise; il s'agit toujours de délivrer le plus tôt possible la terre algérienne du mode de possession collective imposé par la tradition arabe et qui continue de stériliser un sol comparable, comme le disait le docteur Warnier, aux plus riches domaines de l'Europe méridionale.

Il y a quelques années encore, on n'empruntait la preuve de cette fertilité qu'à l'histoire. Aujourd'hui, grâce au courage et à l'activité des colons, à leur esprit d'initiative, la démonstration directe est sous nos yeux; elle deviendra de plus en plus éclatante à mesure des progrès de la propriété individuelle, soit que les terres passent aux mains des Européens, soit qu'après des partages réguliers, elles restent aux mains des anciens propriétaires ou détenteurs, qui ne doivent pas moins profiter que les colons eux-mêmes de l'application de la législation française. »

RAPPORT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

fait au nom de la commission (*) par M. Bourlier

« Le gouvernement a soumis à votre examen un projet de loi, voté par le Sénat, ayant pour objet d'amender la loi du 26 juillet 1873.

Le 29 janvier 1872, l'Assemblée nationale était saisie d'un projet de loi relatif *à l'établissement et à la conservation de la propriété en Algérie*, ainsi qu'à la transmission contractuelle des immeubles et des droits immobiliers, et, à la date du 27 mars suivant, d'un projet, dit *loi de procédure*, destiné à fixer les règles d'après lesquelles la loi de principe serait appliquée.

Ces deux projets, amendés par la commission nommée pour les étudier, et fondus en un seul, sont devenus la loi du 26 juillet 1873. Toutefois, la commission avait cru devoir retrancher du projet du gouvernement le titre *relatif aux partages et licitations*.

Destinée à continuer, en la complétant, l'œuvre commencée par l'ordonnance du 21 juillet 1846, la loi du 16 juin 1851 et le sénatus-consulte du

(*) Cette commission était composée de MM. Versigny, *président;* Laur, *secrétaire*, Letellier, Étienne, comte de Lanjuinais, Crozet-Fourneyron, Bourlier, Yves Guyot, Adolphe Cochery, Sabatier, Jullien.

Un décret ultérieur déterminera les tarifs.

Art. 20. — Tous les actes faits et les jugements rendus, en exécution des art. 11 et suivants de la présente loi, dans les cinq ans qui suivront la trans-

---

22 avril 1863, la loi du 26 juillet 1873 fut accueillie comme un des actes les plus propres à consolider la conquête et à favoriser la colonisation du pays. Son exécution fut si mal commencée que les plaintes ne tardèrent pas à s'élever de différents côtés. Les assemblées électives de la colonie s'en firent l'écho et les députés des départements algériens les appuyèrent de leurs protestations.

Le gouvernement général, reconnaissant la grave responsabilité qu'il encourait, provoqua les avis et sollicita les conseils des hommes et des corps compétents.

Les uns, partant de cette idée que la loi seule était mauvaise, sans rechercher dans l'appréciation des faits la large part d'influence qu'avait la façon dont elle était appliquée, proposèrent comme unique remède la substitution d'une législation nouvelle.

Les autres, après avoir constaté que la principale source du mal était l'insuffisance de la direction et du contrôle, émirent l'avis que l'œuvre délicate de l'établissement de la propriété pouvait être réalisée avec la loi du 26 juillet 1873, à la condition d'employer une meilleure méthode et d'introduire quelques amendements sur lesquels l'opinion de tous se rencontrait.

Le gouvernement adopta cette dernière manière de voir. Le 6 mars 1883, le service de la propriété fut réorganisé. Le 18 août suivant, des instructions régularisèrent le mode d'application. Un projet de loi renfermant les modifications et additions jugées nécessaires fut rédigé. Ce projet, déposé sur le bureau du Sénat le 4 décembre 1884, voté par cette assemblée sans changements importants, a été déposé à la Chambre dans la séance du 23 janvier 1886. Ses principales dispositions peuvent être résumées ainsi qu'il suit :

Exécution préalable, dans les tribus qui n'ont pas été soumises à l'application du sénatus-consulte du 22 avril 1863, des opérations de délimitation et de répartition prévues par les paragraphes 1er et 2e de l'art. 2 de cet acte législatif ;

En cas d'indivision entre plusieurs familles, répartition à faire entre elles, avant la délivrance des titres, des immeubles commodément partageables ;

Suppression du ministère des cadis et application des formes et conditions de la loi française pour les cessions, licitations et partages de droits successifs portant sur des immeubles soumis à cette loi ;

Prorogation du délai accordé aux tiers pour faire inscrire ou transcrire leurs titres aux hypothèques lors de l'établissement des titres de propriété à délivrer aux indigènes ;

Bornage de l'immeuble dans le cas de vente faite à un Européen, en exécution des dispositions transitoires de la loi ;

Organisation d'un système d'enquêtes particlles permettant d'aliéner, au profit d'Européens, les immeubles dépendant des territoires de propriété collective, avant l'exécution, sur ces territoires, des opérations d'ensemble prescrites par la loi ;

Établissement d'une procédure spéciale et peu coûteuse destinée à favoriser, une fois la propriété individuelle constituée, le partage des immeubles restés indivis ;

cription des titres administratifs, seront exempts du timbre et enregistrés gratis. Pour les titres transcrits antérieurement à la promulgation de la présente loi, le délai de cinq ans courra du jour de cette promulgation.

Modification des voies et moyens et des ressources financières affectées aux travaux de constitution de la propriété indigène.

L'examen attentif de ce projet auquel s'est livré la commission a provoqué des observations diverses, dont voici le résumé succinct.

Dans le but de faciliter et d'accélérer l'application de la loi, plusieurs membres ont exprimé le désir que la purge spéciale fût généralisée, sous cette seule réserve qu'elle ne viserait que les droits réels des indigènes. Dans leur pensée, l'adoption de cet amendement devait avoir, entre autres conséquences, l'avantage de diminuer, dans une large mesure, l'intervention administrative.

Tout en reconnaissant ce que cette proposition avait de séduisant, d'autres membres ont mis en doute que son adoption dût avoir des avantages aussi importants que le pensaient ses auteurs. Elle aurait des inconvénients, qu'il fallait indiquer pour permettre d'apprécier en pleine connaissance de cause.

La purge spéciale entraîne toujours des dépenses élevées. Pour que l'extension proposée ne restât pas un droit platonique pour les indigènes, les formalités obligatoires devraient être réduites dans une large mesure. Est-ce possible ? Assurément ; mais à la condition de supprimer une partie des garanties nécessaires. Le projet de loi qui fait l'objet de l'examen de la commission, loin de proposer des simplifications pour la purge spéciale, demande, au contraire, de nouvelles garanties, afin de mettre obstacle aux opérations malhonnêtes qui ont pu être pratiquées avec le texte de la loi du 26 juillet 1873. Ces garanties sont : la production d'un acte notarié, d'un plan de l'immeuble, et du procès-verbal de bornage, par le juge de paix, du terrain figuré au plan. Les publications exigées précédemment sont maintenues. Le plus grand nombre des propriétés indigènes, d'une si minime valeur, seraient grevées de frais absolument disproportionnés avec les bénéfices retirés de l'opération.

Des considérations d'ordre politique et d'administration font une obligation au gouvernement de déterminer, avant toutes autres, les limites des tribus, d'organiser les douars communs, de reconnaître le domaine public, celui de l'État, de la commune et les groupes de propriétés privées. Accorder, avant que l'ensemble de ces opérations fût terminé, le droit à tous les indigènes des territoires quelconques de l'Algérie de réclamer, à l'heure qu'il leur plairait de choisir, le bénéfice de l'application de la purge spéciale, serait provoquer un véritable désordre, et, si les demandes étaient nombreuses, mettre l'administration dans l'impossibilité, avec le personnel dont elle dispose, d'en assurer l'exécution.

Mais si, dans le moment actuel, l'amendement ne donnerait point tous les résultats entrevus par les membres qui l'ont proposé, s'il serait entouré dans son application de difficultés et d'inconvénients, il faut reconnaître que le moment viendra prochainement où la terre indigène, par l'application de la loi de 1873, par le développement de la colonisation, atteindra une valeur plus grande et sera mieux assise ou délivrée de l'indivision.

C'est à ce moment que l'amendement proposé pourra trouver une occasion

Art. 21. — Les frais occasionnés par les opérations de délimitation et de répartition des territoires des tribus seront portés en dépenses au compte spécial : « Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie », ouvert par l'art. 1" de la loi du 28 décembre 1884.

---

favorable d'être adopté. Mais alors le cadre tracé par nos collègues méritera d'être élargi ; on sera amené par une étude attentive à reconnaître que l'application de la purge spéciale n'est qu'un moyen et qu'elle n'est point le but principal. Le problème à résoudre est plus général. Le progrès réside à établir sur des bases nouvelles le régime rationnel de la propriété foncière en Algérie. Et alors il y aura lieu de rechercher les modifications à apporter à la législation sur les privilèges et hypothèques, la création de bons hypothécaires, de déterminer, en un mot, dans quelle mesure et dans quelles conditions est possible l'application, en Algérie, de l'acte Torrens, si heureusement mis en lumière par notre collègue M. Yves-Guyot.

Les bases essentielles du nouveau régime une fois établies, les immeubles appelés à en bénéficier seraient naturellement ceux auxquels la loi du 26 juillet 1873 aurait été appliquée et qui auraient à recevoir l'application de la purge spéciale pour pouvoir jouir du bénéfice des réformes introduites.

Les frais de la purge seront sensiblement réduits, puisque la remise du plan, en vertu de l'application de la loi du 26 juillet 1873, supprimera l'obligation d'en établir un nouveau, ainsi que le bornage. D'un autre côté, l'individualisation et la mobilisation de la terre constitueront un avantage assez sérieux pour être acheté au prix de quelques publications. A ce moment aussi, le territoire entier aura reçu l'application des paragraphes 1er et 2e du sénatus-consulte, et l'extension de la purge pourra être faite, même dans les territoires où la propriété individuelle ne sera pas constituée, sans présenter les mêmes inconvénients politiques et administratifs.

La commission s'est rangée à cette dernière opinion ; mais, tout en maintenant le fonctionnement de la purge spéciale dans les limites de la loi de 1873, modifiées, ainsi qu'il sera dit plus loin, elle est d'avis unanime qu'il y a lieu d'inviter le gouvernement à présenter immédiatement un projet de loi, complément nécessaire et logique de l'établissement de la propriété en Algérie, définissant et établissant le régime de la propriété foncière dans cette colonie. Ses membres n'auraient pas hésité à user de leurs droits d'initiative dans cette circonstance, s'ils n'avaient été informés qu'un projet est élaboré sur cette importante question et doit être, à courte échéance, soumis à vos délibérations.

Cette première partie de la discussion épuisée, la commission a examiné successivement chacun des articles du projet.

Le texte de l'art. 2 a soulevé les remarques suivantes :

Le décret du 23 mai 1863, portant règlement d'administration publique pour l'exécution du sénatus-consulte, ainsi que les instructions générales du ministre de la guerre pour son application, ont été abrogés implicitement par les titres II et III de la loi du 26 juillet 1873. Mais le sénatus-consulte du 22 avril 1863 a été confirmé dans toutes ses dispositions par le titre Ier de ladite loi. La conséquence devait être l'exécution simultanée des trois opérations, contrairement aux errements suivis jusqu'alors. Dès les premières tentatives, on a reconnu l'impossibilité de suivre cette voie.

Il sera pourvu au remboursement de l'avance de 1 million 560,000 fr. autorisée par cette dernière loi, ainsi qu'au remboursement des frais de délimitation et de répartition autorisés par la présente loi, au moyen, savoir :

1° Des centimes additionnels à l'impôt arabe, établis par le décret du 27 juil-

---

La loi du 26 juillet 1873 a institué deux procédures comportant des sanctions différentes, l'une (chap. 1er du titre II) applicable aux territoires de propriété privée et déférant aux tribunaux de l'ordre judiciaire la solution de toutes les contestations produites, dans les délais, contre les conclusions du commissaire enquêteur ; l'autre (chap. 2 du titre II) applicable aux territoires de propriété collective et comportant exclusivement la sanction du gouverneur général, statuant en conseil de gouvernement.

Or, là où, le sénatus-consulte n'ayant pas été appliqué, le caractère de la possession privative ou collective n'était pas juridiquement constaté, quelle était celle des deux procédures applicable ? Fallait-il confier au commissaire enquêteur le soin de cette constatation emportant avec elle la détermination des compétences, et, dans l'affirmative, quelles devaient être les formes et les conditions de cette opération spéciale ?

La loi du 26 juillet 1873 ne contenant aucune disposition à cet égard, tout en abrogeant implicitement la procédure ancienne, l'administration a dû abandonner les travaux qui avaient été entrepris dans les territoires qui n'avaient pas été soumis à l'application du sénatus-consulte, et renoncer à y constituer la propriété individuelle jusqu'au moment où des dispositions législatives complémentaires auraient tracé la marche à suivre.

Sous le régime du sénatus-consulte de 1863, les formalités à remplir étaient réglementées par le décret du 23 mai 1863, obligeant, dans chaque territoire de tribu, les propriétaires, à titre privatif, et le service des domaines, pour les biens de l'État, à former leur revendication, devant le président de la commission, dans le délai de deux mois à partir des publications sous peine de déchéance. Dans le cas d'opposition de la part de la djemâa, représentant la collectivité, les revendiquants devaient former la demande en justice dans le délai d'un mois à partir de cette opposition. Les décrets ultérieurs de répartition sanctionnant les opérations présentaient le classement des terres : réserve faite des communaux, les terres non revendiquées à titre de propriété privée étaient déclarées terres collectives, et la propriété individuelle devait y être ultérieurement constituée au profit des membres du douar. Quant aux terres déclarées de propriété privée, elles ne devaient pas être soumises à l'opération de constitution de propriété individuelle : elles devenaient aliénables, susceptibles d'hypothèque et soumises à toutes les règles du droit commun, l'art. 6 du sénatus-consulte ayant levé, à leur égard, les dispositions prohibitives contenues dans l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851.

Le législateur de 1873, jugeant avec raison que les droits de propriété privée sur les terres de cette catégorie étaient établis dans des conditions confuses, ne présentant pour les acquéreurs ni certitude, ni sécurité, a voulu qu'elles fussent, comme les terres de propriété collective, soumises aux opérations de reconnaissance du commissaire enquêteur, et que des titres français fussent, pour les unes comme pour les autres, délivrés aux ayants droit. Mais, en distinguant les procédures et les sanctions à appliquer dans les deux cas, la loi a omis, ainsi qu'il a été dit plus haut, de

let 1875, et dont la perception continuera d'être faite pendant les trois années qui suivront la promulgation de la présente loi ;

---

fixer les règles à adopter pour la détermination préalable des deux natures de propriété.

C'est pour obtenir cette détermination préalable, nécessaire pour l'application de l'une ou l'autre des deux procédures instituées par la loi de 1873, que le projet de révision de cette loi propose de revenir à l'application des deux premières opérations prescrites par l'art. 2 du sénatus-consulte du 22 avril 1863, sauf à modifier les procédés d'exécution tracés par le décret du 23 mai 1863, que la loi de 1873 a d'ailleurs implicitement abrogé.

La première de ces deux opérations, délimitation des tribus entre elles, est une opération indispensable pour arriver à la division des territoires en sections communales, elle l'est aussi pour déterminer les ayants droit du sol, les attributions de propriété en territoire collectif ne pouvant, aux termes de l'art. 3 de la loi de 1873, être faites qu'aux « membres de la tribu ».

La deuxième opération, répartition des territoires en douars ou sections communales, n'est pas moins nécessaire, puisque c'est son exécution qui permettra de constituer le domaine communal des douars et d'établir juridiquement entre les diverses natures de propriété la distinction et le classement préalables que comporte la double procédure instituée par la loi.

Ces considérations ne sont pas les seules qui puissent justifier l'art. 2.

Si la constitution et la constatation de la propriété privée importent au plus haut point dans certaines parties du pays, et s'il en est d'autres où elles peuvent attendre sans inconvénients, il n'en est pas de même de la délimitation de la tribu et de la constitution du douar-commune.

Au point de vue politique, parce qu'il importe au plus haut point que les indigènes connaissent leur véritable domaine ; au point de vue économique, parce que c'est le seul moyen d'arriver à fixer au sol, partout où la chose est possible, l'indigène nomade ; au point de vue de la colonisation, n'est-ce pas aussi la marche la plus expéditive pour reconnaître l'importance des biens vacants et sans maître ?

L'attention de la commission a été appelée sur le sens qu'elle entendait donner à ces mots : « Dans toutes les tribus où ces opérations n'ont pas été exécutées. »

S'agit-il seulement du Tell, où le sénatus-consulte était applicable, ou bien faut-il comprendre que la mesure sera exécutée dans les tribus de l'Algérie tout entière ? Il s'agit, dans l'espèce, d'un travail qui doit précéder l'établissement de la propriété individuelle, en vertu de la loi de 1873. Cette loi n'était jugée momentanément utile que dans la région tellienne ; mais, pour tenir compte des nécessités de l'avenir, le législateur a prévu, dans une disposition spéciale, le moment où son extension devra s'opérer.

La commission croit-elle que la délimitation des tribus et la constitution des douars importent seulement à la région du Tell comme il y a quinze ans? Ne croit-elle pas au contraire que le moment est venu de faire cesser, à ce point de vue, toute distinction entre les territoires ?

Les motifs qui ont pu justifier les réserves inscrites dans les législations antérieures n'ont plus leur raison d'être aujourd'hui. Les moyens de pénétration augmentent chaque année et se perfectionnent. Des intérêts nou-

2° Des sommes respectivement imposées, par voie de centimes additionnels à l'impôt et proportionnellement à la superficie des propriétés constatées ou

---

veaux, de plus en plus considérables, se développent dans le rayon d'action des routes et des voies ferrées. Ces premiers éléments de la prospérité de la fortune publique, ne faut-il pas les solliciter dans l'intérêt d'une sage politique, au lieu de leur créer des obstacles par le maintien de l'état actuel des choses ?

Dans le Sahara, la sonde artésienne, entre les mains de l'Européen, fait jaillir l'eau indispensable au palmier. Il ne manque à cette région aujourd'hui déshéritée que l'émancipation de la terre pour que les capitaux libres transforment le sable et le gypse arides en fertiles vergers sur bien des points.

Le Haut-Plateau, ce steppe immense si riche en sources naturelles remarquables, au milieu duquel la vapeur nous fait pénétrer de plus en plus, n'est-il pas appelé à donner entre les mains ou sous la direction d'Européens quatre fois plus de laine et de viande qu'aujourd'hui ?

Des installations dignes d'être prises pour modèle dans l'Oued-R'ir, dans le Haut-Plateau, ont déjà montré que l'Européen y rencontre toutes les conditions de la richesse. L'indigène lui-même est-il si réfractaire à l'idée de vivre sans cette agitation permanente de la vie pastorale, et restreindre les pérégrinations du nomade n'est-il pas un problème qui s'impose à notre politique pour que nous ne recherchions à aider toutes les tendances individuelles qui peuvent se manifester ? Sa solution pourrait être moins éloignée qu'on ne l'admet généralement, parce que l'on juge loin du milieu et sans connaître les données nécessaires. Il serait puéril assurément de songer à immobiliser d'un seul coup les pasteurs ; mais on peut hardiment prévoir que le jour où la terre sera partagée, partout où elle est susceptible de culture, entre les familles devenues propriétaires par titre régulier, où l'eau sera aménagée avec économie et assurée à la récolte qu'elle doit préserver des ardeurs du climat, bien des familles s'assoieront sur leurs lots. Des groupes de populations, dans le Haut-Plateau, dans le Sahara, ont existé jadis nombreuses. Les guerres de conquêtes les ont fait disparaître, il y a des siècles, les dissensions intestines plus tard les ont empêché de renaître. La paix, l'amour de la propriété, une sage administration les relèveront de leurs ruines au grand profit de notre domination.

Il doit donc être formellement entendu que le bénéfice de l'art. 2 sera appliqué à tout le territoire algérien. Le personnel administratif civil et militaire dont dispose le gouvernement sur place rendra cette tâche facile et son accomplissement rapide.

Nous passons à l'examen de l'art. 3. La commission du Sénat a modifié le texte du gouvernement. Elle en a conservé le premier paragraphe, rejetant, sans donner les motifs, le deuxième, qui renfermait la définition islamique de la famille : « Sous l'appellation de famille sont compris tous les successibles jusqu'au sixième degré inclusivement. »

Si le rapporteur du Sénat nous avait fait connaître les considérations qui ont dirigé la commission, il nous eût évité une double obligation : rechercher la justification de cette suppression, préciser les termes d'une définition de la famille.

Il est probable que la présence des mots *commodément partageables* a paru

constituées, aux douars ou fractions de douars chez lesquels les opérations ont déjà été ou seront accomplies ;

---

suffisante à la commission du Sénat pour indiquer ce qu'elle pensait du degré de l'indivision au delà duquel il fallait partager. Ayant défini la loi, elle a jugé superflu de s'occuper de définir la famille. Nous croyons que l'on ne peut échapper à cette dernière obligation, car c'est le seul moyen de déférer aux prescriptions du législateur, qui a voulu rompre l'indivision *entre les familles*. Pour bien comprendre cette nécessité, il suffit de se reporter en arrière, de voir dans le présent, pour comprendre les réformes obligées.

Les instructions du 1er juillet 1875, rédigées par le général Chanzy, entendaient par famille des groupes dont la composition pouvait avoir cent, deux cents ayants droit.

Les conséquences d'une appréciation aussi erronée ne pouvaient qu'être fâcheuses. Elles ont été signalées en 1876 et en 1879 par la représentation algérienne. Voici comment s'explique, à ce propos, un document officiel postérieur : « On vit des commissaires enquêteurs, exagérant l'indivision existante et s'inspirant des indications des arbres généalogiques, faire figurer parmi les ayants droits de l'immeuble des individus, membres peut-être de la famille, mais étrangers à la propriété, en faisant revivre des droits éteints et prescrits... »

Sans doute, depuis 1883, ces errements ne sont plus suivis. Les commissaires enquêteurs prennent aujourd'hui pour guide la possession, qui constitue la première présomption de la propriété. Ils ne se basent plus exclusivement sur des arbres généalogiques pour déterminer les quote-parts. Ils cherchent à attribuer la propriété aux véritables ayants droits, sans être autorisés toutefois à procéder d'office au partage entre les divers copartageants. Mais, si la famille n'a plus les bornes exagérées de la famille de 1875 pour les commissaires enquêteurs, la famille islamique est encore consacrée par eux ; ils maintiennent ainsi l'indivision au delà de ce qu'a voulu la loi. Ce n'est ni dans la famille entendue par le général Chanzy, ni dans la famille islamique que nous voyons l'unité familiale sur la tête de laquelle il faut établir la propriété. Pour la trouver, examinons les conditions d'existence de la société indigène.

Si l'on pénètre dans les territoires indigènes, on reconnaît que, soit sous la tente, soit sous le toit du gourbi ou de la maison, il n'y a jamais autour du même foyer qu'un petit nombre d'êtres unis par les liens les plus intimes : un mari, une femme, des enfants, et, plus rarement, des sœurs, des neveux en bas âge, une vieille mère ou un père infirme. Jamais deux ménages. On ne trouve dans ce milieu aucune différence caractéristique saillante entre la famille du pays de France et celle du fellah algérien, en dehors de la bigamie, de la polygamie, qui constituent des exceptions. Pour employer une expression qui est bien connue dans la mère-patrie, ce petit groupe de parents vivant sous le même toit, autour du même foyer, ayant des intérêts très directs et prochains, c'est le feu ; c'est notre famille.

Il est nécessaire de donner une définition juridique à notre pensée : la famille, le feu, est le groupe formé par le majeur, maître de ses droits, avec les femmes, les enfants et les incapables qui suivent sa fortune.

C'est au profit de ce groupe, de ce feu, de cette famille que l'indivision

3° Des sommes également imposées à l'État et aux communes pour les superficies dont la propriété leur a déjà été ou leur sera attribuée par suite de ces opérations ;

---

doit être brisée, c'est jusqu'à lui que le commissaire enquêteur doit pousser le partage, sous cette seule réserve que le bien soit *commodément partageable*. Il faut aussi comprendre comme feu ou famille le mineur, sur la tête duquel repose un patrimoine distinct, même s'il est en présence de tuteur ou de père, et assimiler l'interdit au mineur.

Nous venons d'essayer, en rendant sensible notre pensée, de serrer la question de plus près qu'on ne l'avait fait jusqu'à présent. Allons-nous écarter par là toutes les difficultés dans l'avenir ? Nous n'avons pas la prétention de le croire ; mais nous empêcherons, bien plus que par les indications antérieures, les fautes graves et nombreuses. Avec notre définition de la famille, tenant compte de la *commodité du partage* entendu par la jurisprudence qui s'est formée pour l'application de l'art. 827 du Code civil, les commissaires enquêteurs auront un guide plus exact. La terre mieux répartie deviendra une source de prospérité pour les populations indigènes, au lieu d'être une source de ruine et de division.

Les dispositions de l'art. 4 ont pour but, ainsi que cela a été clairement démontré dans l'exposé des motifs qui précède le projet de loi et dans le rapport de la commission du Sénat, de soumettre aux conditions et aux formes de la loi française les cessions, les licitations et les partages des droits successifs portant sur les immeubles pour lesquels des titres définitifs ont été délivrés en exécution de la loi du 26 juillet 1873, à l'exclusion de ceux auxquels cette loi n'a pas encore été appliquée.

L'art. 11 du projet porte :

« Les immeubles appartenant aux indigènes pourront, après l'accomplissement des opérations du titre II de la loi du 26 juillet 1873, être partagés ou licités pour la première fois, suivant les formes spéciales ci-après, à la requête de tout copropriétaire, tuteur ou curateur et de tout créancier de l'un des copropriétaires. »

La question s'est posée de savoir si par « immeubles appartenant à des indigènes », il faut entendre des immeubles appartenant exclusivement à des indigènes, ou si cette expression s'applique aux droits des indigènes sur tous immeubles, que ces immeubles leur appartiennent exclusivement ou qu'ils soient indivis entre eux et des Européens.

Cette dernière interprétation est la seule logique, la seule qui soit dans l'esprit du projet de loi, la seule qu'aient eu en vue les rédacteurs du texte primitif. C'est la seule qui puisse être adoptée.

Ce sont, en effet, les acquisitions faites par des Européens de parts indivises dans les immeubles indigènes soumis aux opérations de la loi de 1873 qui, le plus souvent, provoquent des licitations ruineuses pour les indigènes dans les conditions actuelles de la législation. Le projet de loi a précisément pour but d'apporter un remède à cette situation.

Le texte du premier projet préparé par le gouvernement général contenait un peu plus de développements que celui arrêté en dernier lieu et soumis par le gouvernement au Sénat. Il portait, comme l'art. 11 du projet actuel : « *Les immeubles appartenant aux indigènes pourront*, etc. » Mais il contenait d'autres dispositions qui ont été supprimées comme inutiles, et

4° Du recouvrement qui sera fait, à l'avenir, sur les communes intéressées, des frais de levé des communaux indigènes déjà constitués, qui se trouveront compris dans les circonscriptions soumises aux opérations.

---

qui commençaient ainsi : « S'il y a des copropriétaires européens, le par» tage, etc., » ce qui démontre bien que l'expression première « immeu» bles appartenant aux indigènes » s'applique aux droits immobiliers des indigènes, d'une manière générale, que les immeubles leur appartiennent exclusivement ou qu'ils soient indivis entre eux et des Européens.

L'expression « immeubles appartenant aux indigènes » est synonyme de « droits immobiliers des indigènes » ; c'est sa véritable signification ; c'est la seule qu'elle puisse recevoir. Une restriction ne pourrait y être apportée que par une disposition formelle du projet de loi. Or, cette disposition n'existe pas.

L'idée générale est, au contraire, confirmée par le texte employé dans les autres dispositions du projet.

Ainsi, il est dit que le partage ou la licitation des « immeubles appar» tenant aux indigènes » pourra avoir lieu « à la requête de *tout* copro» priétaire, tuteur ou curateur et de *tout* créancier de l'un des coproprié» taires. »

A l'article 13, il est dit : « Si, *parmi les ayants droits indigènes*, se trou» vent des incapables et des absents... » La spécialité de cette disposition et la forme employée indiquent bien qu'il peut y avoir d'autres ayants droit que les ayants droit indigènes.

Il semble donc qu'il est inutile d'ajouter une disposition au projet de loi ou d'en modifier la rédaction pour préciser que par « immeubles apparte» nant aux indigènes » il faut entendre « les droits immobiliers des indi» gènes » sur tous les immeubles leur appartenant exclusivement ou par indivis entre eux et des Européens. C'est cette signification que la commission a tenu à accentuer d'une manière spéciale.

La question s'est également posée de savoir si le mot *pourront*, employé dans le même article 11, constitue une faculté pour le demandeur, ou s'il lui impose une obligation.

Cette question se trouve résolue dans le sens de l'obligation par le premier paragraphe de l'art. 16, ainsi conçu :

« Toute action en partage et en licitation devra, à peine d'une amende de cent francs contre l'officier ministériel qui l'aura introduite et de tous dommages-intérêts, être précédée de la nomination d'un représentant unique des défendeurs indigènes, à l'encontre duquel la procédure sera valablement suivie. »

Les frais faits par l'officier ministériel au mépris des prescriptions de cet article pourraient d'ailleurs être laissés à sa charge comme frustatoires, aux termes de l'art. 1031 du Code de procédure civile.

Dans ces conditions, le doute n'est pas possible, les parties n'auraient même aucun intérêt à demander la nullité de la poursuite, puisque les frais indûment faits ne seront jamais supportés par elles, soit que le tribunal les laisse à la charge de l'officier ministériel, soit qu'il le condamne à des dommages-intérêts.

En se bornant à ces observations, la commission n'entend nullement prétendre que le projet voté par le Sénat apporte le dernier perfectionne-

Ces diverses natures de ressources seront portées en recette au compte d'avance ci-dessus mentionné.

Un décret fixera le taux par hectare, ainsi que le mode et les termes de payement des sommes prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

Art. 22. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

23 mars 1887. — Décret relatif à la location aux enchères publiques d'une partie du grand lac salé d'Oran. *(B. O.,* 1887, p. 438.)

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu les demandes diverses introduites par M. Kimpflin, tendant à obtenir la concession du grand lac salé d'Oran, à l'effet de créer des salinages et de faire des essais de culture dans les terrains dessalés ; ensemble les plans et pièces annexes, rapports et avis des services compétents ;

Vu les avis du conseil de gouvernement de l'Algérie, en date des 7 mars 1881 et 13 novembre 1885 ;

Vu les propositions du gouverneur général civil de l'Algérie, en date du 17 décembre 1885 ;

Vu les avis du conseil général des mines, en date des 8 décembre 1882, 18 janvier 1884, 19 février 1886, 5 mars 1886 et 15 octobre 1886 ;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture du 3 juillet 1886;

Vu l'avis du ministre des travaux publics du 18 novembre 1886;

Vu le décret du 22 avril 1865, réglant le mode de jouissance et d'exploitation des lacs salés faisant partie du domaine public en Algérie ;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Il sera procédé par le préfet d'Oran, assisté du directeur des domaines et de l'ingénieur des mines du département, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent décret, aux enchères publiques et à l'extinction des feux, à l'adjudication pour quarante années, pouvant être éventuellement portées à 60, de 3,000 hectares environ du grand lac salé d'Oran, en vue d'établir une saline avec faculté de mettre en culture dans le reste du lac, les terres qui pourront être appropriées à cet usage.

Art. 2. — Nul ne sera admis à concourir aux enchères s'il n'a été préalablement agréé par une commission siégeant à Alger et composée du gouverneur général, président, d'un membre du conseil supérieur du gouverne-

---

ment à la loi du 26 juillet 1873. Mais elle est convaincue que, pour atteindre la perfection, il faut beaucoup de temps et d'expérience. Il lui a été démontré que l'on ne pouvait tarder davantage à porter un remède au maintien d'une indivision fâcheuse, aux opérations de licitation et d'acquisition de propriétés, d'après les formes prescrites par la loi de 1873, si l'on ne veut maintenir ou introduire un très grand trouble dans la fortune des indigènes. Elle pense avec non moins de conviction que le moment est venu de permettre à l'Européen de pénétrer partout, sans distinction de territoire.

Voilà l'œuvre du moment. C'est la manière d'obtenir le progrès sans apporter des retards préjudiciables.

Elle ne peut mieux exprimer sa pensée qu'en formulant le vœu que le gouvernement dépose, dans le plus bref délai, le projet de loi sur le régime de la propriété foncière en Algérie.

Il ne reste plus à votre commission qu'à vous proposer l'adoption du projet voté par le Sénat. »

ment général de l'Algérie, désigné par le gouverneur, du gouverneur de la banque de l'Algérie, de l'ingénieur en chef des mines de l'Algérie, de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département d'Oran, du directeur des domaines du département d'Oran et du président de la chambre de commerce d'Oran.

Art. 3. — Les personnes ou sociétés qui voudront concourir à l'adjudication devront justifier, devant la commission précitée, de leur aptitude et de leurs ressources financières. Cette commission statuera définitivement sur les admissions et les rejets.

Art. 4. — Le gouverneur général de l'Algérie déterminera, par un arrêté rendu public deux mois à l'avance, le jour, le lieu et l'heure de l'adjudication, les formes de cette adjudication, les pièces à produire devant la commission instituée par l'article 2 ci-dessus et les délais dans lesquels elle devra statuer.

Art. 5. — L'adjudication ne deviendra définitive qu'après avoir été approuvée par le gouverneur général de l'Algérie. A défaut de notification à l'adjudicataire, dans le délai de trois mois, de la décision approbative ou improbative, l'adjudicataire sera dégagé de ses obligations.

CAHIER DES CHARGES

en vue de l'amodiation du grand lac salé d'Oran

(Adopté par le conseil d'État, le 24 février 1887)

Art. 1er. — Le présent cahier des charges a pour objet la location aux enchères publiques, pour une période de 40 années, d'une superficie de 3,000 hectares environ du grand lac salé d'Oran, sis entre les deux lignes A B et C D du plan ci-annexé, pour y établir une saline avec le droit de faire des essais de culture sur tous les autres points du lac.

Art. 2. — Nul ne sera admis à concourir s'il n'a été préalablement agréé par la commission constituée par l'art. 2 du décret du 23 mars 1887 et s'il n'a fait à la caisse des dépôts et consignations un dépôt de garantie de 10,000 fr.

Le lendemain du jour fixé pour l'adjudication, les dépôts de garantie seront rendus aux concurrents qui n'auront pas été déclarés adjudicataires.

L'adjudicataire devra, dans les quinze jours de l'adjudication, transformer son dépôt de garantie en un cautionnement de 100,000 fr., qui lui sera restitué lorsque les dépenses utiles faites en vue de l'exploitation industrielle ou agricole du lac auront atteint le chiffre de 500,000 fr. Le dépôt de garantie et le cautionnement précités seront constitués et régis conformément aux dispositions 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du décret du 18 novembre 1882.

Art. 3. — L'adjudicataire aura à payer annuellement à l'État :

1° Une redevance proportionnelle calculée par tonne de sel livrée au commerce, à raison de 25 centimes par tonne de 1,000 kilogrammes, mais qui, pour la cinquième année du bail et toutes les suivantes, ne pourra, en aucun cas, s'abaisser au-dessous de 4,000 fr., quelle que soit la production effective ;

2° Une redevance fixe annuelle de 1,000 fr. au minimum.

Les enchères porteront exclusivement sur le chiffre de la dite redevance fixe.

Art. 4. — Le prix de location sera payé au bureau du receveur des domaines à Oran, par semestre échu, savoir :

1° Une somme égale à la moitié de la redevance fixe annuelle ;

2° Une somme qui sera calculée en raison de la redevance proportionnelle et de la quantité de sel livré au commerce.

Art. 5. — Il sera procédé par les soins de l'administration, et aux frais de l'adjudicataire, à la délimitation des rivages nord et sud du lac dans le périmètre amodié. La mise en possession ne pourra avoir lieu que lorsqu'il aura été statué sur cette délimitation.

Il est bien entendu que la contenance de 3,000 hectares dans le périmètre précité n'est nullement garantie par l'État. Le plus ou moins tournera à bénéfice ou à perte pour le locataire.

Art. 6. — Pendant toute la durée du présent bail, l'adjudicataire aura le droit d'exécuter sur toute l'étendue du grand lac, excepté sur la superficie qui sera réservée pour le service de l'artillerie et sera déterminée par le département de la guerre, tous les travaux de draînage qu'il jugera nécessaires pour amener les eaux vers la saline ou hâter le dessalement, et de tenter tous essais ou travaux de culture qui lui conviendront.

Toutefois ces travaux ou essais ne pourront être poussés jusqu'aux bords du lac, en dehors de la superficie amodiée, que dans les parties où l'adjudicataire aura obtenu de l'administration la délimitation du rivage.

Dans toute autre partie, ces travaux ne pourront être approchés que jusqu'à 300 mètres du bord apparent.

Art. 7. — Pendant toute la durée de la présente location, l'État s'interdit la faculté de vendre, concéder ou louer tout ou partie de la surface du lac à tout autre qu'à l'adjudicataire. Mais il pourra toujours disposer des surfaces qu'il affecterait à un service public, sauf à indemniser l'adjudicataire, s'il le trouble, en usant de cette faculté, dans les travaux de drainage ou de culture déjà exécutés. Toutefois, si la reprise a eu lieu en dehors du périmètre amodié, l'indemnité ne pourra dépasser annuellement le montant des redevances annuelles prévues à l'art. 3 ci-dessus.

Art. 8. — La présente location est consentie pour une période de 40 ans, à dater du jour de la mise en possession.

Si, dans le cours de la 39e année de cette période, l'adjudicataire le requiert, il sera nommé, par l'administration, une commission chargée de constater les résultats de ses travaux de culture. S'il est constaté par la dite commission qu'il existe une superficie de 1,000 hectares effectifs, déduction faite de tous chemins ou canaux, en culture réelle de nature quelconque, et qu'une quantité au moins égale a existé aux mêmes points ou en d'autres dans le courant des cinq années précédentes, par le fait de cette constatation, la durée du présent bail sera prorogée de 20 ans, et ainsi portée à 60 années.

Art. 9. — L'adjudicataire devra rembourser au sieur Kimpflin les frais d'études utilement faits par lui en vue de l'exploitation industrielle et agricole du grand lac salé d'Oran; à défaut d'entente amiable, il sera statué par décret délibéré en conseil d'État.

Art. 10. — L'adjudicataire sera tenu, pendant la durée du bail, de toutes les servitudes qui peuvent ou pourront grever les immeubles loués.

Art. 11. — Dans le cas où la taxe de consommation sur le sel viendrait à être établie en Algérie, l'adjudicataire sera tenu de se conformer à tous les règlements auxquels donnera lieu l'établissement de cette taxe.

Art. 12. — L'adjudicataire devra laisser aux tribus voisines du lac ou à celles qui sont dans l'usage d'y prendre leur approvisionnement, la faculté de se pourvoir gratuitement, et dans les conditions actuelles, de la quantité de sel nécessaire à leurs besoins, mais sans que, dans un aucun cas, elles puissent y prendre du sel pour le livrer au commerce.

Le droit de passage dans le périmètre amodié pourra être interdit par l'adjudicataire aux indigènes qui traversent le lac pour se rendre d'une tribu à l'autre.

Il devra, en pareil cas, rendre les limites du périmètre apparentes par des levées en terre ou des poteaux indicateurs.

Art. 13. — Le gouverneur général de l'Algérie, après avoir entendu ou dûment appelé l'adjudicataire, pourra, par arrêté en conseil de gouvernement, prononcer la déchéance contre l'adjudicataire :

1° Si, après non-paiement de deux semestres consécutifs des redevances dues à l'État, conformément aux art. 3 et 4 ci-dessus, un commandement de

payer, lancé par le service des domaines, reste sans effet dans la quinzaine de la notification ;

2° S'il ne justifie pas, dans les cinq premières années de la mise en possession, d'une dépense utile de 500,000 fr. faite en vue de l'objet de la présente adjudication.

Dans ce cas, toutes les installations auxquelles aura pu procéder l'adjudicataire sur les terrains domaniaux, ainsi que son cautionnement, feront retour à l'État par le seul fait de la mise en déchéance, sans indemnité aucune.

Les dispositions qui précèdent s'appliqueront également en cas de déchéance prononcée par application de l'art. 15 ci-après.

Art. 14. — En fin de bail, arrivant par expiration de la durée prévue en l'article 8, les installations de toute espèce ayant un caractère immobilier feront également retour à l'État, et ce sans indemnité.

Art. 15. — Conformément à l'article 6 du décret du 22 avril 1865, il est interdit à l'adjudicataire de réunir à son bail d'autres baux de même nature par association, cession ou toute autre manière, sans y avoir été spécialement autorisé par décret du président de la République. Tous actes dépourvus de cette sanction seront de plein droit nuls et de nul effet.

L'adjudicataire ne pourra non plus sous-louer, céder ou faire apport de ses droits à une personne ou société quelconque, sans y avoir été autorisé également par décret, sous peine de déchéance prononcée comme il est dit à l'article 13 ci-dessus.

Toutefois, l'adjudicataire pourra sous-louer, sans autorisation préalable, les parties du lac rendues à la culture, pourvu que chaque sous-location ne dépasse pas 1,000 hectares.

Art. 16. — Chaque année, dans le courant de janvier, l'adjudicataire adressera à la préfecture d'Oran, pour être transmis aux services compétents, un plan détaillé des installations nouvelles.

Art. 17. — Il tiendra constamment au courant, sur les lieux, un registre d'extraction indiquant les quantités extraites par jour, la désignation exacte de tous ses magasins, le nombre de tonnes qu'il aura expédiées et les quantités qui en seront sorties. Il communiquera ces registres, sans déplacement, à toute réquisition des agents du service des mines et des domaines.

Art. 18. — Dans le cas où le locataire ne se conformerait pas aux dispositions des articles 16 et 17 ci-dessus, l'administration fera lever le plan des installations et prendra tous les renseignements nécessaires à la fixation de la redevance proportionnelle. Sur les rapports des services des mines et des domaines, le préfet d'Oran déterminera d'office le montant de la redevance proportionnelle et celui des frais auxquels donnerait ouverture l'application du présent article. Le recouvrement de ces frais aura lieu par voie de contrainte, comme en matière de loyers domaniaux.

Art. 19. — L'adjudicataire supportera tous les cas fortuits, événements calamiteux ou de force majeure, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni de ce chef, ni pour les charges qu'entraînera l'exécution des conditions qui précèdent.

Art. 20. — Tous les frais occasionnés par l'adjudication, en particulier ceux de publicité, de timbre et d'enregistrement, seront à la charge de l'adjudicataire. Ils seront acquittés par celui-ci à la caisse du receveur des domaines à Oran, dans les vingt jours qui suivront la notification de l'arrêté approbatif du gouverneur général de l'Algérie.

La notification aura lieu par simple lettre administrative émanant du service des domaines d'Oran.

Art. 21. — L'adjudicataire sera tenu de faire élection de domicile à Oran ; à défaut, toutes les significations relatives à l'exécution de l'adjudication lui seront valablement faites à la mairie d'Oran.

26 février 1887. — Loi portant fixation du budget des recettes et du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1887. *(J. O.,* 27 février 1887.)

Art. 5. — Les dispositions de l'art. 11 de la loi de finances du 21 décembre 1884 (1) sont étendues à tous les bureaux de douanes.

Elles sont également applicables aux droits d'octroi de mer perçus dans les ports de l'Algérie.

Les marchandises soumises à cét octroi pourront être enlevées, avant acquittement, aux mêmes conditions de garantie et de remise que les marchandises passibles des droits de douanes.

7 mars 1887. — Arrêté du gouv. gén. portant nomination, pour le département d'Oran, des membres de la commission appelée à se prononcer sur les inscriptions au Stud-Book (2). *(B. O.,* 1887, p. 482.)

8 mars 1887. — Décret portant autorisation à la compagnie des chemins de fer départementaux de prêter son concours à la compagnie franco-algérienne pour la construction du chemin de fer de Mostaganem à Tiaret (3). *(B. O.,* 1887, p. 421.)

10 mars 1887. — Décret portant que le douar d'Ouled-Mansour est distrait de la commune mixte des Eulmas (terri-

---

(1) *Loi du 29 décembre 1884.* — Art. 11. — Les receveurs des douanes pourront, dans les ports, laisser enlever les marchandises au fur et à mesure des vérifications et avant liquidation et acquittement des droits, moyennant soumissions dûment cautionnées et sous l'obligation pour les redevables de payer une remise de 1 pour 1000 du montant des droits liquidés.

Les conditions auxquelles est subordonnée la concession de ce crédit spécial, les garanties qu'elle comporte, les règles concernant les voies et moyens de recouvrement, ainsi que la juridiction, sont les mêmes que celles en vigueur pour le crédit afférent aux droits payés en traites.

La répartition de la remise de 1 pour 1000 entre le comptable et le trésor est fixée par arrêté ministériel.

« Une décision ministérielle du 2 mars 1831, porte l'exposé des motifs de la loi de finances de 1885, a autorisé certains comptables des douanes à prélever, dans les ports, une remise d'un pour 1000 pour les couvrir des risques qu'ils courent en accordant au commerce la faculté d'enlever les marchandises avant acquittement des droits. Cette faculté remonte à la ferme générale, et la retirer au commerce aurait pour effet de rendre impossibles dans les ports ses opérations les plus importantes. Cependant, la perception d'un pour 1000, bien qu'exécutée sans aucune contestation depuis plus de 50 ans, n'a été édictée que par une simple décision ministérielle : elle n'est donc pas régulière, et nous vous proposons de la consacrer par la loi de finances. »

(2) V. *Revue algérienne,* 1886, 3, 65.

(3) V. *Revue algérienne,* 1885, 3, 139.

toire civil du dép. de Constantine) et réuni à la commune de plein exercice d'El-Ouricia (arrond. de Sétif, dép. de Constantine). *(B. O.,* 1887, p. 392.)

24 mars 1887. — Arrêté du gouv. gén. qui autorise le pacage des chèvres dans quatre forêts domaniales du département d'Oran. *(B. O.,* 1887, p. 425.) (1).

---

(1) RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

« La loi du 16 juin 1851, sur la propriété en Algérie, art. 4, § 4, a incorporé les bois et forêts dans le domaine de l'État, sous la réserve, toutefois, des droits de propriété et d'usage régulièrement acquis avant la promulgation de cette loi. Le mode d'exercice des droits d'usage devait être déterminé par des règlements d'administration publique.

Ces règlements n'ayant pas été rendus, les indigènes, habitués de temps immémorial à tirer de la forêt tous les produits qui leur étaient nécessaires, ont continué à user, comme ils le faisaient antérieurement à la conquête, de toutes les ressources forestières et notamment du pâturage.

Pendant longtemps, les tribunaux, en l'absence de la réglementation, considéraient les restrictions qu'impose le Code forestier, en matière de droits d'usage, comme n'étant point applicables aux indigènes. Ce n'est que le 25 janvier 1883 qu'un arrêt de la Cour de cassation posa en principe, et d'une manière précise, que « par le fait de la conquête, le Code forestier, » comme les autres lois d'intérêt général de la métropole, est devenu appli- » cable à l'Algérie de plein droit, et sans qu'il fût besoin d'une promulgation » spéciale. »

En ce qui touche l'exercice des droits d'usage, cet arrêt porte que « la » réserve consacrée par l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851 ne peut s'appliquer » qu'aux droits eux-mêmes et non au mode d'exercice de ces droits ; qu'en » effet, les mesures restrictives édictées par le Code forestier, en vue de » réglementer ce mode d'exercice, ont pour but d'assurer la conservation » et le bon état des forêts ; qu'à ce titre, elles sont d'ordre public et de » police générale, applicables à l'Algérie aussi bien qu'à la France, et que » nul ne peut être admis à faire valoir contre elles titres ni possession con- » traires. » . . . . . .

L'exercice des droits d'usage des indigènes se trouvant dorénavant subordonné aux dispositions du Code forestier, le pâturage des moutons et des chèvres, formellement interdit par l'art. 78 de ce Code, devrait également être prohibé en Algérie.

Mais une pareille mesure, qui ne tendait à rien moins qu'à supprimer du jour au lendemain la principale ressource de nombreuses populations qui avaient jusqu'alors vécu de l'élevage des moutons et des chèvres en forêt, ne pouvait être brusquement appliquée; et les conservateurs des forêts le comprirent si bien qu'ils continuèrent à laisser entrer les animaux dans les forêts, partout où celles-ci étaient en état de se défendre contre la dent des troupeaux.

M. l'inspecteur général des forêts, dans la tournée qu'il fit, en 1883, dans le département de Constantine, constata cette situation irrégulière et invita le conservateur à la faire cesser. Celui-ci, appréhendant les conséquences

Vu la décision ministérielle en date du 10 mai 1884, autorisant le gouverneur général de l'Algérie à réglementer, à titre transitoire, la tolérance de parcours des chèvres en forêt, là où l'exercice de cette tolérance est reconnu indispensable à l'existence des populations indigènes et présente le moins d'inconvénients pour les boisements ;

Vu les propositions formulées par le conservateur des forêts d'Oran, à l'effet de faire autoriser les indigènes des douars-communes Oued-Taourira et Oued-Sifioun, de la commune mixte du Télagh, à faire pacager leurs chèvres dans les cantons défensables des forêts domaniales de Daya, Taoutila-Mouïdan, Fenouan et Tendfeld, dont ces indigènes sont usagers.

---

d'une application trop rigoureuse de la loi, et, convaincu d'ailleurs de l'impossibilité d'interdire absolument le parcours des chèvres et moutons sur bien des points où ces troupeaux forment le seul moyen d'existence des indigènes, rendit compte à M. le gouverneur général de l'injonction qui lui était faite et demanda des instructions.

En réponse à la communication qui lui fut adressée au sujet de cette grave question, M. le ministre de l'agriculture voulut bien, par dépêche du 10 mai 1884, admettre qu'il était impossible de modifier, sans transition aucune, les habitudes séculaires des indigènes. En ce qui concerne les moutons, il observait d'ailleurs que rien ne s'opposait à ce que la situation fût régularisée en vertu du Code forestier même ; l'art. 78, § 3, prévoit en effet, que, dans certaines localités, le pacage des moutons pourra être autorisé par décrets.

Quant au pâturage des chèvres, que le Code forestier interdit d'une manière absolue, M. le ministre reconnaissait que, pendant un certain temps encore, des mesures d'exception s'imposaient et qu'il convenait, sans autoriser autrement le parcours de ces animaux en forêt, de continuer cependant à le tolérer. Au surplus, M. le ministre laissait à M. le gouverneur général le soin de régler les conditions auxquelles ces tolérances devraient désormais être soumises.

Consultés sur les conditions auxquelles il était possible, à la rigueur, de soumettre le pâturage des chèvres dans les forêts où cette tolérance devrait être temporairement maintenue, pour ne pas troubler trop profondément l'existence des populations, MM. les conservateurs des forêts ont émis l'avis que les mesures de précaution et de police prescrites par le Code forestier pour le pâturage des moutons pourront être appliquées également aux chèvres, et qu'elles suffiront pour empêcher les abus de pâturage en permettant de les réprimer.

En ce qui concerne la détermination des forêts à ouvrir au parcours des chèvres, j'ai l'honneur de placer sous les yeux de M. le gouverneur général les propositions formulées à cet effet par M. le conservateur des forêts d'Oran.

Ce chef de service estime que, quant à présent du moins, la tolérance de parcours des chèvres pourra être limitée à quatre forêts domaniales : celles de Daya, Taoutila-Mouïdan, Fenouan et Tendfeld ; deux douars-communes (Oued-Taourira et Oued-Sefiour), dépendant de la commune mixte du Télagh, bénéficieraient de cette faveur.

Les propositions du service des forêts conçues dans le sens qui a été indiqué ci-dessus ont été établies d'accord avec M. le préfet du département d'Oran. »

Art. 1er. — Les indigènes des douars-communes Oued-Taourira et Oued-Sifioun (commune mixte du Télagh), sont autorisés pendant trois ans, à compter du 1er janvier 1887, à faire pacager leurs chèvres dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux dans les forêts domaniales de Daya, Taoutila-Mouïdan, Fenouan et Tendfeld.

Cette autorisation est accordée à la charge par les dits indigènes de se conformer aux dispositions des articles de la 8e section du titre III du Code forestier, et à celles des art. 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1er août 1827; de faire, chaque année, aux temps et saisons convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers pour réparer et prévenir les dommages qui pourront résulter de l'exercice du pacage.

Art. 2. — Le nombre des chèvres admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers et publié avec les états des cantons défensables.

Art. 3. — Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité des bois où il sera exercé.

28 mars 1887. — Décret déclarant exécutoire en Algérie le décret du 3 mai 1886 sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes. *(Mob.,* 20 avril 1887.)

Vu le décret du 24 mars 1858, qui a rendu exécutoires en Algérie les décrets et ordonnances concernant les établissements insalubres, dangereux ou incommodes, et fixé les règles relatives aux autorisations à accorder en cette matière ;

Vu les décrets des 10 août 1868, 16 juin 1873 et 14 novembre 1884 sur les établissements classés ;

Vu le décret du 3 mai 1886, portant abrogation des décrets des 31 décembre 1866, 31 janvier 1872, 7 mai 1878, 22 avril 1879, 26 février 1881 et 20 juin 1883, et fixant à nouveau la nomenclature et la division en trois classes des établissements insalubres, dangereux ou incommodes ;

Vu le décret du 26 août 1881, sur l'organisation administrative de l'Algérie;

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les décrets en date des 10 août 1868, 16 juin 1873 et 14 novembre 1884 sont rapportés.

Art. 2. — Le décret susvisé du 3 mai 1886 est exécutoire en Algérie et y sera promulgué à cet effet.

Sont rangées, en addition au tableau de classement annexé au décret du 3 mai précité :

Dans la 3e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes, les fabriques d'étoupes de palmier nain et autres plantes textiles avec fermentation à l'air libre, ainsi que les fabriques de crin végétal, de palmier nain avec peignage, teinture, cardage et fermentation à l'air libre.

Dans la 3e classe, les fabriques de pâte à papier dite palmi-coton, tirée du palmier nain et autres plantes textiles, par des procédés chimiques, à l'exclusion de la macération et de la fermentation à l'air libre.

28 mars 1887. — Décret portant qu'une contribution spéciale sera répartie sur les patentés pour le paiement des dépenses des chambres de commerce de Bône et de Constantine en 1887. *(B. O.,* 1887, p. 527.)

5 avril 1887. — Décret du Bey relatif au recensement des indigènes tunisiens ayant atteint l'âge du service militaire. *(J. O. T.*, 14 avril 1887.)

Vu le décret du 12 redjeb 1303 (1),

Art. 1er. — Le recensement de tous les Musulmans qui auront atteint l'âge de 18 ans du 1er ramadan 1303 (3 juin 1886) au 10 ramadan 1304 (1er juin 1887) sera effectué, à partir du 15 redjeb 1304 (8 avril 1887), dans les parties du territoire de la Régence où a été appliquée, en 1301, la loi du 15 redjeb 1276 sur le recrutement (2).

Art. 2. — Le recensement sera fait par les soins des cheiks. Ces fonctionnaires établiront, sous leur responsabilité : 1° les listes nominatives des jeunes gens qui auront atteint 18 ans dans les limites fixées à l'art. 1er ; 2° les listes des Musulmans en âge de servir, omis les années précédentes.

Art. 3. — Ces listes seront remises aux amels, qui les vérifieront et les adresseront à notre ministre de la guerre, de façon qu'elles lui parviennent, au plus tard, le 10 ramadan 1304 (1er juin 1887).

Art. 4. — Tout individu reconnu pour avoir cherché à tromper les autorités sur son âge sera sévèrement puni.

Art. 5. — Un délai de 2 mois est accordé, à partir du 10 ramadan 1304 (1er juin 1887), pour faire parvenir au ministre de la guerre les réclamations auxquelles pourraient avoir donné lieu les opérations du recensement.

9 avril 1887. — Arrêté du gouv. gén. portant que le chef du bureau arabe d'Aïn-Sefra est désigné pour suppléer le commandant supérieur du cercle de ce nom, en l'absence de ce dernier, dans les fonctions de juge de paix. *(B. O.*, 1887, p. 496.)

12 avril 1887. — Décret relatif à la nomination des membres des commissions municipales des communes mixtes. *(B. O.*, 1887, p. 508.)

Vu l'art. 3 de l'arrêté du 24 novembre 1881 et l'art. 7 du décret du 7 avril 1884 ;
Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;
Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

Art. 1er. — Les membres des commissions municipales des communes mixtes de l'Algérie sont nommés pour quatre ans. Ils sont renouvelés intégralement le premier dimanche de mai, lors même que leur nomination aurait eu lieu dans l'intervalle.

Art. 2. — Les élections pour le renouvellement intégral des adjoints et des membres français des commissions municipales élus, depuis le 1er mai 1884, dans les centres européens compris dans le périmètre des communes mixtes sont ajournées jusqu'au premier dimanche du mois de mai.

Art. 3. — L'autorité administrative ne procédera qu'à cette date, dans les communes mixtes, au renouvellement intégral de ceux des membres des commissions municipales dont la nomination lui a été réservée.

13 avril 1887. — Arrêté du gouv. gén. portant que la section communale de Chahna est distraite de la commune mixte de Tababort et réunie à celle de Taher (territ. civil du dép. de Constantine). *(B. O.*, 1887, p. 493.)

---

(1) *Revue algérienne*, 1886, 3, 136.
(2) *Revue algérienne*, 1886, 3, 136.

22 avril 1887. — Décret portant imposition d'une contribution spéciale aux patentés pour les dépenses des chambres et bourse de commerce d'Alger et d'Oran. *(B. O.,* 1887, p. 571.)

28 avril 1887. — Instruction du gouv. gén. pour le recensement des chevaux, juments, mulets, ânes et ânons, chameaux et chamelles à opérer en 1887, en exécution du décret du 8 août 1885 sur les réquisitions militaires (1), et de l'arrêté du gouverneur général du 4 novembre 1886 (2).

2 mai 1887. — Décret qui déclare d'utilité publique deux sources d'eau minérale à Hammam-Mélouane (dép. d'Alger).

Sur la proposition du gouverneur général de l'Algérie et vu le rapport du ministre du commerce et de l'industrie,

Vu la demande formée par le directeur des domaines d'Alger, agissant comme représentant de l'État, en vue d'obtenir que les sources d'eau minérale situées à Hammam-Mélouane, commune de Rovigo, département d'Alger, sur des terrains appartenant au domaine public, soient déclarées d'intérêt public et pourvues d'un périmètre de protection, conformément à la loi du 14 juillet 1856.

Vu les plan et mémoire à l'appui et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé ;

Vu toutes les pièces de l'instruction à laquelle cette demande a été soumise, conformément aux prescriptions du décret du 8 septembre 1856 ;

Vu l'ordonnance royale du 18 juin 1823, la loi du 14 juillet 1856, le décret du 8 novembre 1856 et l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 30 août 1871 ;

Le Conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Les sources d'eau minérale nos 1 et 2, situées à Hammam-Mélouane, commune de Rovigo, département d'Alger, sont déclarées d'intérêt public.

Art. 2. — Il est assigné à ces deux sources un périmètre de protection indiqué au plan susvisé, qui demeurera annexé au présent décret.

Ce périmètre comprendra 9 hectares 34 ares, dans les limites ci-après définies, ayant toutes pour point de repère initial le marabout de Sidi Sliman :

1° Au sud-est, une ligne droite partant du point A situé au sud vrai du centre du marabout de Sidi Sliman, à une distance horizontale de 140 mètres de ce centre, et aboutissant au point B placé à l'est vrai et à 160 mètres du dit centre ;

2° Au nord-est, une ligne droite menée du dit point B, suivant la direction nord-est vrai et arrêtée au point C, où elle rencontre la rive gauche de l'Harrach ;

3° Au nord-ouest, la dite rive entre le point C et le point D, où elle est recoupée par une ligne droite menée du point A, suivant la direction ouest vrai.

Enfin, 4° au sud la ligne D A, ci-dessus définie.

Art. 3. — Les limites du périmètre de protection fixé conformément à l'article précédent seront marquées par des bornes placées à la diligence du préfet et en présence de l'ingénieur en chef des mines du département, qui dressera procès-verbal de l'opération.

---

(1) *Revue algérienne*, 1886, 3, 1.

(2) *Suprà*, p. 7.

Art. 4. — Le présent décret sera publié et affiché à la diligence du préfet dans la commune de Rovigo et dans les chefs-lieux d'arrondissement du dèpartement d'Alger.

3 mai 1887. — Arrêté du gouv. gén. déterminant les formes de l'adjudication relative à la location aux enchères publiques d'une partie du grand lac salé d'Oran, autorisée par le décret du 29 mars 1887 (1). *(B. O.,* 1887, p. 434.)

12 mai 1887. — Décret du Bey portant que les examens pour la dispense du service militaire à subir par les savants et élèves des médraças en âge de servir seront dorénavant passés devant un jury composé du directeur de l'enseignement public et de deux professeurs de la grande mosquée. *(J. O. T.,* 2 juin 1887.) (2).

13 mai 1887. — Décret portant délégation par le ministre de l'intérieur et des cultes au gouverneur général sur les questions relatives à l'organisation des commissariats de police. *(B. O.,* 1887, p. 542.)

Vu le décret du 26 août 1881, relatif à l'organisation administrative de l'Algérie ;

Sur la proposition du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

Art. 1er. — Le gouverneur général de l'Algérie statuera, par délégation du ministre de l'intérieur et des cultes, sur les questions relatives à l'organisation des commissariats de police de la colonie et procédera à la nomination des titulaires.

13 mai 1887. — Arrêté du gouv. gén. déterminant les conditions d'admission aux fonctions de commissaire de police en Algérie. *(B. O.,* 1887, p. 542.)

Vu l'arrêté ministériel du 17 janvier 1851, sur l'organisation de la police municipale en Algérie;

Vu l'arrêté ministériel du 14 septembre 1855, déterminant les classes et les traitements des commissaires de police en Algérie;

Vu les décrets des 27 octobre 1858 et 26 août 1881, sur l'organisation administrative de l'Algérie ;

Vu le décret du 13 mai 1887, autorisant le gouverneur général de l'Algérie à procéder par délégation à la nomination des commissaires de police de cette colonie,

Art. 1er. — Les commissaires de police des communes de l'Algérie dont la population est supérieure à 6,000 âmes sont nommés par arrêté du gouverneur général. Ils sont suspendus dans la même forme et révoqués par décret, sur la proposition du gouverneur général.

Art. 2. — Nul ne peut être appelé aux fonctions de commissaire de police, en Algérie :

1° S'il n'est âgé de plus de quarante ans ;

2° S'il n'a atteint sa vingt-cinquième année ;

---

(1) *Suprà*, p. 121.

(2) V. D. B., 1er juillet 1886 *(Revue algérienne,* 1886, 3, 159).

3° S'il n'a été agréé par le gouverneur général;

4° S'il n'a été porté sur la liste d'admissibilité dressée à la suite d'un examen, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 3. — Les candidats ne pourront se présenter aux examens avant vingt-trois ans; ils ne le pourront plus après trente-neuf ans.

Toutefois, ceux qui justifieront de cinq années de services militaires ou administratifs seront admis aux épreuves jusqu'à quarante ans.

Art. 4. — Les examens auront lieu toutes les fois qu'il en sera besoin, à Alger, dans un local désigné à cet effet. Les candidats sont prévenus, par des convocations individuelles, un mois au moins avant la date de l'examen.

Art. 5. — Les candidats devront adresser au gouvernement général de l'Algérie :

1° Une demande d'emploi, dans laquelle ils indiqueront s'ils connaissent une ou plusieurs langues étrangères et notamment l'arabe;

2° Une expédition authentique de leur acte de naissance;

3° Un certificat établissant qu'ils possèdent la qualité de Français;

4° Un certificat de moralité délivré par le maire de la résidence, et dûment légalisé;

5° Un extrait du casier judiciaire;

6° Un certificat de médecin, dûment légalisé, constatant que les candidats sont de bonne constitution et exempts de toute infirmité les rendant impropres à faire un service actif;

7° L'acte constatant qu'ils ont satisfait à la loi sur le recrutement;

8° Des attestations faisant connaître les antécédents des candidats et les études auxquelles ils se sont livrés;

9° Des états de services, diplômes, certificats, etc., qui auraient pu leur être délivrés, ou des copies de ces pièces dûment certifiées.

Art. 6. — La commission d'examen sera composée :

D'un conseiller de gouvernement;

D'un délégué du procureur général;

D'un délégué du recteur de l'Académie;

D'un chef ou sous-chef de bureau du gouvernement général;

Du commissaire central de police d'Alger ou d'un autre commissaire;

D'un professeur d'arabe et d'autres professeurs de langues étrangères, s'il y a lieu.

La commission désignera son secrétaire.

Art. 7.— Nul ne peut être admis plus de trois fois aux épreuves de l'examen.

Art. 8. — Seront dispensés de l'examen écrit seulement les candidats munis du diplôme de bachelier ès-lettres ou de celui de bachelier ès-sciences.

Seront dispensés des examens écrits et oraux, les commissaires de police, les commissaires spéciaux de police et les inspecteurs spéciaux de police sur les chemins de fer qui désireront prendre du service en Algérie et qui justifieront d'une connaissance suffisante de la langue arabe ou kabyle et de l'organisation administrative de l'Algérie.

Art. 9. — Les sous-officiers des armées de terre et de mer qui se trouvent dans les conditions prescrites par la loi du 24 juillet 1873 pour obtenir des emplois civils continueront à subir l'examen suivant le mode déterminé par le décret du 28 octobre 1874, portant règlement d'administration publique.

Art. 10. — L'examen est divisé en deux parties : l'épreuve écrite et l'épreuve orale.

Art. 11. — L'épreuve orale est publique.

Art. 12. — Le candidat ne peut être admis aux épreuves orales que s'il a subi avec succès les épreuves écrites.

Art. 13. — L'examen porte sur les matières indiquées au programme ci-après : etc.

14 mars 1887. — Loi sur la répression des fraudes commises dans la vente des beurres. *(B. O.,* 1887, p. 612.)

30 mars 1887. — Loi sur la conservation des monuments historiques. *(J. O.,* 31 mars 1887.)

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS SPÉCIALES A L'ALGÉRIE ET AUX PAYS DE PROTECTORAT

Art. 16. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Dans cette partie de la France, la propriété des objets d'art ou d'archéologie, édifices, mosaïques, bas-reliefs, statues, médailles, vases, colonnes, inscriptions, qui pourraient exister sur et dans le sol des immeubles appartenant à l'État ou concédés par lui à des établissements publics ou à des particuliers, sur et dans les terrains militaires, est réservée à l'État.

Art. 17. — Les mêmes mesures seront étendues à tous les pays placés sous le protectorat de la France et dans lesquels il n'existe pas déjà une législation spéciale.

1er mai 1887. — Arrêté du gouv. gén. réglementant le service topographique. *(B. O.,* 1887, p. 654.) (1).

24 mai 1887. — Arrêté du min. des travaux publics portant règlement des frais fixes des ingénieurs des ponts et chaussées, sous-ingénieurs ou conducteurs faisant fonctions d'ingénieur, employés en Algérie. *(B. O.,* 1887, p. 630.)

25 mai 1887. — Arrêté du min. des travaux publics portant fixation des frais accessoires sur les chemins de fer algériens. *(B. O.,* 1887, p. 760.)

25 mai 1887. — Arrêté du min. des travaux publics portant fixation du tarif exceptionnel de certains transports sur les chemins de fer algériens. *(B. O.,* 1887, p. 769.)

11 juin 1887. — Décret portant transfèrement à Kerrata du siège de la justice de paix de Takitount et modification aux circonscriptions territoriales de divers cantons judiciaires. *(B. O.,* 1887, p. 756.)

11 juin 1887. — Décret portant réunion à la commune de plein exercice de Nechmeya (arrond. de Bône, dép. de Constantine) de parcelles du douar d'Oued-Dardara distraites de la commune mixte d'Aïn-Mokra, et du douar d'El-Aouara, distrait de la commune mixte de Zerizer (territ. civil de Constantine). *(B. O.,* 1887, p. 784.)

---

(1) V. l'arr. du gouv. gén. du 3 mars 1885, qui a réorganisé ce service. *(Revue algérienne,* 1885. 3. 92.)

13 juin 1887. — Décret du Bey fixant les honoraires des notaires pour l'établissement des inventaires des successions. (*J. O. T.*, 7 juillet 1887.)

Vu le décret du 26 sfar 1304 (1), fixant les honoraires des notaires pour les actes dressés par ces officiers ministériels ;

Considérant qu'il est utile de compléter le dit décret par un article fixant les droits à percevoir pour l'établissement des inventaires et successions;

Art. unique. — Les honoraires pour l'établissement des inventaires des successions seront perçus suivant la proportion ci-après :

Il sera perçu quinze piastres pour chaque journée entière de travail, et dix piastres si les opérations ne durent pas une journée complète ou par fraction de journée.

23 juin 1887. — Loi ayant pour objet l'attribution, au profit de l'État, des communes et des particuliers qui ont subi des pertes lors des incendies de forêts survenus au mois d'août 1881, dans le département de Constantine, d'une partie des produits du séquestre apposé sur le territoire des collectivités indigènes responsables des incendies. (*Mob.*, 2 juillet 1887.) (2).

---

(1) *Revue algérienne*, 1886. 3. 31.

(2) *Chambre des députés:* Projet présenté par le gouvernement le 30 mars 1887; adoption, au rapport de M. Étienne, le 5 avril 1887. — *Sénat:* Dépôt le 10 mai; adoption, au rapport de M. Béral, le 17 juin 1887.

EXPOSÉ DES MOTIFS

.....

« La loi du 17 juillet 1874 a édicté contre les populations indigènes coupables d'incendies de forêts deux modes de répression, l'imposition d'amendes collectives et l'apposition du séquestre. Mais, en affectant éventuellement à la réparation des dommages le produit des amendes collectives, elle n'a pas prononcé la même affectation pour les produits du séquestre.

Cette affectation, toutefois, a été admise une fois déjà par le Parlement, lorsqu'il a voté le projet de loi qui lui avait été soumis en 1883, et qui avait pour objet d'indemniser, au moyen des sommes provenant ou à provenir, jusqu'à concurrence de 494.668 fr. 15, du séquestre apposé sur les territoires des Beni-Salah, des Ouled-Bichiah et de l'Oued-Goudi, les particuliers qui avaient subi des pertes lors des incendies survenus, au mois d'août 1877, dans les arrondissements de Bône et de Philippeville. Ce projet est devenu la loi du 4 décembre 1884.

Le Gouvernement vient, messieurs, vous demander de prendre une décision semblable au profit des victimes des incendies qui, au mois d'août 1881, se sont produits dans les forêts du littoral du département de Constantine et ont motivé l'apposition du séquestre sur 36 tribus ou douars de ce département.

Ces incendies commencèrent, sur quelques points isolés, dès les premiers jours du mois d'août. Éteints d'abors, ils reparurent, vers le milieu du mois,

Art. 1er. — Est autorisée, dans les conditions énoncées au deuxième alinéa de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1874, et jusqu'à concurrence de trois millions neuf cent soixante-six mille cent quatre-vingt-onze francs (3,966,191 fr.) représentant quarante pour cent (40 pour 100) du montant des pertes constatées, et sauf l'imputation ci-après indiquée, concernant le produit des amendes collectives, l'attribution au domaine forestier de l'État, aux com-

---

sur d'autres points et notamment dans les forêts de la région de Jemmapes, et se développèrent alors avec une violence extrême. En peu de jours, la plupart des forêts du littoral, de Bône à Bougie, étaient ravagées par le feu. Rien ne put empêcher le désastre.

L'incendie porta sur une superficie boisée totale de 91.535 hectares, appartenant pour 42.003 hectares au domaine de l'État, pour 7.911 hectares au domaine des communes, et pour 41.621 hectares aux anciens concessionnaires de l'État devenus propriétaires, ou à d'autres particuliers.

.....

Les dommages éprouvés par les victimes des incendies, d'après les relevés nominatifs établis, furent arrêtés par la commission aux sommes suivantes :

Domaines de l'État.....	1.826.830 70
Locataires des forêts domaniales.....	649.750 »
Communes (*)	204.674 »
Locataires des forêts communales.....	44.521 16
Concessionnaires forestiers devenus propriétaires.....	6.491.286 20
Autres propriétaires de forêts.....	240.058 18
Pertes mobilières des colons et indigènes.....	478.994 07
Total des pertes autres que celles de l'État.....	8.109.283 61
Report des pertes de l'État.....	1.826.830 70
Total général des pertes.....	9.936.114 31

Le conseil de gouvernement fut appelé à se prononcer, au vu des documents produits par la Commission, sur la pénalité à infliger à chaque collectivité, suivant le rôle qu'elle avait joué lors des incendies, et suivant son degré de culpabilité.

Ratifiant les avis émis par cette assemblée, le gouverneur général prit, aux dates des 26 et 27 juillet 1882, cinquante-neuf arrêtés frappant d'amendes collectives ou de séquestre les tribus, douars ou fractions reconnus coupables.

.....

Les amendes collectives imposées par les arrêtés du 27 juillet 1882 à divers groupes indigènes moins gravement compromis que les autres se sont élevées à la somme de 323.046 fr. 53, sur laquelle, à la date du 30 juin 1886, 287.861 fr. 47 était recouvrés, 26.013 fr. 54 en recouvrement et 9.171 fr. 52 tombés en non-valeur.

Par un arrêté en date du 2 avril 1884, le gouverneur général, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 5 de la loi du 17 juillet 1874,

(*) Sur l'état des pertes communales figurent, en outre, pour mémoire, huit articles montant ensemble à 63.901 fr., concernant des forêts appartenant à des collectivités indigènes qui, ayant été frappées de séquestre comme auteurs ou complices des incendies, ne doivent pas être comprises parmi les ayants droit à indemnité.

munes et aux particuliers qui ont subi des dommages par suite des incendies de forêts survenus, au mois d'août 1881, dans le département de Constantine, des produits provenant ou à provenir du séquestre apposé par arrêté du gouverneur général de l'Algérie, du 26 juillet 1882, sur les tribus, douars, fractions et indigènes reconnus coupables de ces incendies, y compris les prix de vente provenant des prélèvements opérés par l'État dans l'intérêt de la colonisation.

---

a réparti entre les victimes des incendies (le domaine de l'État excepté), au prorata de leurs pertes, la somme de 258.431 fr. 96 alors recouvrée sur le montant des amendes.

Il reste à répartir les sommes recouvrées depuis (29.429 fr. 51), auxquelles s'ajouteront celles en voie de recouvrement, environ 26.000 fr. Il reviendra donc aux communes et aux particuliers victimes des incendies, du chef des amendes collectives, une somme totale d'environ 313.850 fr., soit moins de 4 °/₀ de leurs pertes.

Cette indemnité serait illusoire, s'ils n'étaient pas admis à recevoir, en outre, comme le gouvernement vous le propose, une partie des produits que le séquestre doit mettre à sa disposition.

La mesure du séquestre territorial devait forcément imposer de lourds sacrifices aux populations qu'elle frappait. Elle ne pouvait, cependant, aller jusqu'à la confiscation des territoires ainsi placés sous la mainmise de l'État.

Sans doute il était de bonne politique et de sage administration de faire servir la répression à l'affermissement de notre autorité, en opérant des prélèvements sur les territoires indigènes pour y faire pénétrer la colonisation, en réunissant aux forêts domaniales ou privées les enclaves dont la possession par les indigènes favorisait les incendies. Mais ces prélèvements devaient être limités aux besoins à satisfaire, et il fallait laisser aux indigènes les espaces nécessaires pour vivre, payer l'impôt et prospérer. C'est dans cet ordre d'idées qu'il fut décidé que les collectivités seraient admises à se racheter du séquestre, moyennant la cession d'une partie de leurs terres ou le paiement de taxes en argent.

Les bases de ce rachat furent établies, après avis des autorités locales et du préfet du département, par le gouverneur général, en conseil de gouvernement (séances des 30 novembre et 3 décembre 1883) ; elles furent fixées à des taux variant entre les 4/20 et les 8/20 de l'avoir des groupes indigènes, suivant leur degré respectif de culpabilité.

C'est sur ces bases que fut entreprise la liquidation du séquestre dans les trente-sept collectivités frappées par les arrêtés. L'œuvre était difficile. Il s'agissait, d'abord, de recenser l'actif mobilier et immobilier de chaque collectivité, avec décompte spécial par individu, afin de connaître le montant de la taxe du rachat à la charge de tous et de chacun, élimination faite des indigènes exempts du séquestre. Il fallait, en second lieu, désigner les tribus ou douars qui se rachèteraient uniquement en argent et ceux sur lesquels des prélèvements territoriaux devraient être faits, soit dans l'intérêt de la colonisation, soit dans l'intérêt forestier, prélèvements dont la valeur viendrait en déduction des taxes de rachat. Il était nécessaire enfin, de fixer les conditions dans lesquelles les propriétaires dépossédés de leurs terres, par suite des prélèvements, pour une valeur supérieure à la taxe à leur charge, seraient indemnisés et installés sur d'autres points du territoire.

Dans ces circonstances, l'administration a pensé que le meilleur moyen

Dans la proportion de 40 p. 100 ci-dessus fixée, entreront en compte les sommes attribuées aux ayants droit, sur le produit des amendes collectives prononcées à l'occasion des mêmes incendies.

Art. 2. — En vue de cette attribution et jusqu'à parfait payement des indemnités, les produits du dit séquestre, y compris les prix de vente d'immeubles, seront mis à la disposition du ministre des finances, dans les mêmes conditions que les fonds de concours.

---

de régler la situation était de procéder à la constitution de la propriété individuelle, dans tous les territoires où des prélèvements étaient effectués, la partie restée libre devant faire l'objet d'un lotissement où les expropriés trouveraient place. Cette importante opération, en permettant de délivrer aux indigènes des titres de propriété pour les terres qui leur resteront, sera pour eux une mesure réparatrice, atténuant ce que le séquestre peut avoir de trop rigoureux, et mettant, en quelque sorte, le bienfait à côté de la répression.

Les travaux entrepris dans ce sens touchent aujourd'hui à leur fin. Voici, sauf révision possible de quelques points de détail, les résultats généraux obtenus.

Vingt et un douars ou tribus, embrassant une supercicie de 158.000 hectares, ont à subir des prélèvements territoriaux et ont été soumis aux opérations de constitution de la propriété.

Les prélèvements opérés dans l'intérêt de la colonisation et dans l'intérêt des propriétaires de forêts comprennent une étendue totale de 17.269 hectares 27 ares, d'une valeur de 2.050.363 fr. ainsi répartie :

.....

D'après le recensement effectué, l'avoir des 37 tribus, douars ou fractions frappés de séquestre s'élève à..... 13.431.800 fr.

Les taxes de rachat calculées sur cet avoir, d'après le taux fixé pour chaque groupe, représentent une somme totale de..... 4.169.097 fr.

Si l'on en déduit la valeur des prélèvements territoriaux ci-dessus, soit..... 2.050.363 »

Il reste à payer en argent..... 2.118.734 fr.

que le gouvernement vous propose d'attribuer, comme les amendes, aux victimes des incendies.

Le paiement de cette somme ne peut être obtenu qu'à la condition d'accorder aux indigènes de longs termes pour se libérer. Diverses combinaisons ont été examinées, en vue de faciliter cette libération. L'administration s'est arrêtée à celle consistant à faire souscrire, pour une partie de la dette, par les djemâas des douars qui possèdent des communaux susceptibles de servir de gage, des emprunts qui leur seraient consentis par des sociétés financières, et seraient remboursables, par voie d'amortissement, à partir d'un délai de cinq ans. Le recouvrement des sommes empruntées ne s'opérerait sur les indigènes qu'à l'expiration de ce délai de cinq ans. Quant au surplus de la dette, il serait mis en recouvrement dès à présent, par termes répartis sur une période de cinq années prenant fin au moment où commencerait le remboursement des emprunts.

Cette combinaison, en même temps qu'elle allégera les charges des indigènes ainsi échelonnées sur une période de dix ou onze ans, permettra à

Les payements seront effectués dans l'année qui suivra les recouvrements opérés par l'administration, en dehors de toute intervention des attributaires.

Les indemnités en argent revenant au domaine forestier de l'État, qui

---

l'administration de disposer immédiatement du montant des emprunts, et de venir, enfin, en aide aux victimes des incendies en instance, depuis 1881, pour être indemnisées de leurs pertes.

Les taxes en argent, évaluées, comme il vient d'être dit, à 2.118.734 fr. ne constituent pas d'ailleurs les seuls produits du séquestre susceptibles d'être attribués aux victimes des incendies.

Il faut y ajouter :

1° La valeur des enclaves forestières, qui doivent être prélevées par l'État sur le territoire indigène pour être cédées aux propriétaires des forêts contiguës.....	272.874 fr.
2° Le produit des redevances locatives qui, depuis l'apposition du séquestre, sont acquittées par les collectivités en raison de la jouissance qu'elles ont conservée de leur territoire.	
Ces redevances, fixées à une somme égale à l'impôt annuel, prendront fin aussitôt que commencera la perception des taxes de rachat.	
De ce chef, les sommes recouvrées ou à recouvrer peuvent être évaluées à environ.....(*)	700.000 »
Report du montant des taxes en argent.....	2.118.734 »
Total.....	3.091.608 fr.
A déduire les frais d'exécution occasionnés par les travaux de liquidation du séquestre, environ.....	170.000 »
Montant approximatif des produits du séquestre susceptibles d'être affectés aux victimes des incendies.....	2.921.608 fr.

Il a été dit plus haut que les amendes collectives, imposées par le gouverneur général à divers groupes indigènes, ont produit ou doivent produire une somme totale d'environ 313.850 fr.

En réunissant cette somme à celle de 2.921.608 fr., ci-dessus indiquée comme représentant les produits pécuniaires du séquestre, on obtient un total de 3.235.458 fr.

L'affectation de ces 3.235.458 fr. de produits aux 8.109.883 fr. de dommages subis par les communes et les particuliers indemniserait les victimes des incendies, autres que le domaine de l'État, dans la proportion d'environ 40 °/₀ de leurs pertes.

Ce chiffre de 40 °/₀ est celui que l'administration a toujours fait espérer aux intéressés; c'est celui sur lequel ils comptent. Le gouvernement propose de l'arrêter définitivement.

Une exception au principe de réduction serait faite, toutefois, au profit d'une des victimes des incendies : le sieur Saki-ben-Youssef, ancien garde forestier, qui, conformément à une décision du gouverneur général du 8 octobre 1885, serait admis à toucher une indemnité égale à l'intégralité de

(*) Au 30 juin 1886, il avait été recouvré 348,654 fr. 44, et il restait à recouvrer 228,271 fr. 36, non compris les redevances de 1886 (environ 180,000 fr.) non encore constatées. En raison des dégrèvements prévus, le détail des recouvrements faits ou à faire est estimé à 700,000 fr.

doit recevoir, sur la valeur totale de 3,966,191 fr. allouée aux sinistrés, une somme de 544,301 fr., indépendamment de 186,431 fr. en immeubles, seront mises à la disposition du ministre de l'agriculture dans les mêmes condi-

---

ses pertes, estimées à 3.500 fr. Lors des incendies, et alors que sa propre habitation était la proie des flammes, cet indigène s'est enfermé avec son frère et un garde français dans la maison forestière, et c'est à l'énergie de ces trois hommes que l'on doit la conservation de l'immeuble domanial. Cet acte de dévouement mérite d'être récompensé par une allocation égale aux pertes éprouvées.

Après la longue attente qu'ils ont déjà subie, les propriétaires, colons et indigènes sinistrés ne trouveraient dans l'allocation de 40 0/0, autorisée à leur profit, qu'une atténuation bien incomplète de leurs pertes, s'ils devaient attendre encore, pour être désintéressés, que les indigènes se soient entièrement libérés des taxes à leur charge.

Une distribution de sommes pourra, sans doute, dès le vote de la loi actuellement proposée, être faite au moyen du produit réalisé des redevances locatives, joint au solde des amendes recouvrées. Il sera possible, d'autre part, d'accorder immédiatement des indemnités partielles à certains propriétaires forestiers au moyen de la cession qui leur sera faite d'enclaves prélevées. Enfin, des àcomptes pourront également être distribués à bref délai au moyen des emprunts contractés par les djemâas. Mais il ne restera pas moins un reliquat considérable, dont le recouvrement, échelonné par annuités, exigera un délai de cinq ans pour les collectivités qui pourront contracter des emprunts, et de dix ans au moins pour celles qui se n'auront pas cette ressource. La légitime impatience des bénéficiaires, heurtant contre les ménagements réclamés par la situation précaire des indigènes, créerait à l'administration des embarras qu'il importe de prévenir.

Une solution plus prompte et plus satisfaisante doit être recherchée.

Cette solution consiste à comprendre dans les produits du séquestre à distribuer aux victimes des incendies, jusqu'à complet paiement des 40 0/0 leur revenant, le produit de la vente des terres prélevées en vertu du séquestre, sur les collectivités indigènes, dans l'intérêt de la colonisation. La vente, étant de plus en plus le mode employé pour l'aliénation des terres de colonisation, serait ainsi adoptée pour les aliénations des terres provenant du séquestre actuel.

Ce système permettra, en outre, d'attribuer au domaine forestier de l'État une réparation, qui serait absolument insuffisante si l'on se bornait à la réunion aux forêts actuelles des quelques enclaves que le gouvernement se propose d'y rattacher et dont la valeur totale est de 186,431 francs, tandis que ses pertes s'élèvent à 1,827,830 francs.

Si les amendes collectives et les taxes de rachat avaient été seules affectées au paiement des indemnités, et que l'Etat eût dû venir en concurrence avec les autres victimes des incendies pour le partage de ces amendes et de ces taxes, des réclamations auraient pu se produire ; mais, dès que le prix de vente des terres conservées dans l'intérêt de la colonisation doivent également servir à désintéresser les sinistrés, il est possible et juste de l'admettre, comme les autres, à recevoir 40 0/0 de ses pertes, soit 730,732 francs, dont 186,431 francs en enclaves forestières et le surplus, 544,301 francs, en sommes qui seront employées à la mise en valeur de ses

tions que les fonds de concours, pour être affectées aux travaux de régénération, de démasclage et de mise en défense contre l'incendie des forêts de chênes-liège appartenant à l'État, ainsi qu'au recépage des parties incen-

---

forêts. L'emploi de ces 544,301 francs est, d'ailleurs, tout indiqué ; on peut même dire qu'il s'impose. L'État possède, en effet, en Algérie, une vaste étendue de forêts de chênes-liège, dont il ne tire aucun revenu parce qu'il n'a pu encore les mettre en valeur. L'impossibilité d'obtenir les crédits, relativement considérables, nécessaires pour procéder aux démasclages qui peuvent seuls rendre ces forêts productives, perpétue un état de choses très préjudiciable au Trésor ; car, ces opérations faites, les forêts dont il s'agit rapporteraient un revenu qui ne peut être évalué à moins de 40 francs par hectare, soit, pour les 146,000 hectares non encore mis en production, une plus-value annuelle de 5,840,000 francs.

Les indemnités à allouer à l'ensemble des sinistrés, y compris l'État, s'élèveront donc, pour une perte totale de 9,936,114 fr. 31, à 3,235,459 francs revenant aux communes et aux particuliers, plus 730,732 francs à attribuer au domaine de l'État, soit ensemble 3,966,191 francs.

Il sera procédé, en conséquence, dans les premiers mois de chaque année et jusqu'à concurrence de ladite somme de 3,966,191 francs, à la répartition entre tous les ayants droit (domaine de l'État, communes et particuliers) des sommes réalisées pendant l'année précédente sur les produits du séquestre, y compris celles provenant des amendes collectives ; et, grâce à l'appoint des prix de vente, ces sommes arriveront assez rapidement au total nécessaire pour le complet payement des indemnités. Les enclaves cédées aux propriétaires forestiers figureront pour leur valeur dans la répartition annuelle.

L'État propriétaire étant ainsi désintéressé au même titre et dans la même proportion que les autres sinistrés, il restera à l'État, puissance publique, une valeur immobilière assez importante sur les prélèvements territoriaux destinés à la colonisation.

Mais il n'en résultera pour lui qu'un privilège apparent, car les prélèvements faits dans l'intérêt de la colonisation, c'est-à-dire dans l'intérêt général, ne constituent pas, à proprement parler, un bénéfice pécuniaire pour l'État, et sont, au contraire, une occasion de dépenses, en raison des travaux publics que comporte la mise en peuplement des territoires et dont les propriétaires forestiers de la région sont appelés eux-mêmes à bénéficier.

C'est dans cet ordre d'idées, messieurs, qu'est conçu le projet de loi que le gouvernement a l'honneur de vous soumettre.

.....

Une disposition spéciale du projet règle une question de détail touchant la cession par l'État des enclaves boisées provenant du séquestre aux particuliers propriétaires des forêts circonvoisines. D'après les règlements en vigueur, ces cessions comporteraient les formalités, longues et compliquées, prescrites pour l'aliénation des immeubles dépendant du domaine forestier. Il est utile, au cas présent, de simplifier ces formalités et de hâter le règlement des propriétaires forestiers, règlement dont la cession des enclaves constitue un des éléments. A cet effet, le projet de loi dispose que les cessions de l'espèce seront, après adhésion de l'administration des forêts, soumises à l'approbation du gouverneur général. »

diées de ces forêts, et viendront en addition des crédits alloués chaque année pour cet objet par le chapitre de la loi de finances intitulé: Matériel du service des forêts en Algérie.

Art. 3. — Par exception aux dispositions de l'art. 1", le sieur Sakri ben Youssef, ancien garde forestier dans le douar des Beni-Youssef, recevra une indemnité égale au montant intégral de ses pertes, estimées à trois mille cinq cents francs (3,500 fr.).

Art. 4. — Pourront être cédées aux particuliers propriétaires des forêts incendiées, par imputation sur le montant des indemnités leur revenant, les parcelles de nature forestière prélevées sur les territoires indigènes, en vertu du séquestre susmentionné.

Les actes de cession établis par l'administration des domaines, après avis de l'administration des forêts, seront soumis à l'approbation du gouverneur général.

26 juin 1887. — Décret du Bey déclarant le port de Souissa ouvert aux opérations du commerce à l'importation et à l'exportation, à partir du 1er juillet 1887. *(J. O. T.*, 7 juillet 1887.)

27 juin 1887. — Décret portant règlement d'administration publique sur l'octroi de mer en Algérie. *(B. O.*, 1887, p. 638).

Sur le rapport des ministres des finances et de l'intérieur;

Vu l'art. 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834, l'art. 5 de la loi du 4 août 1844, les art. 44 et 42 de l'ordonnance du 28 septembre 1847 et l'art. 166 de la loi municipale du 5 avril 1884;

Vu l'ordonnance du 26 décembre 1844, instituant en Algérie un octroi municipal de mer;

Vu le décret du 26 décembre 1884 (1) sur l'octroi de mer en Algérie, notamment l'art. 4 de ce décret, disposant qu'il sera statué dans la forme des règlements d'administration publique sur l'étendue des territoires soumis aux droits de l'octroi de mer, sur le mode de répartition de son produit, sur les perceptions à l'intérieur, l'entrepôt commercial et industriel, le transit, les règles du contentieux, les abonnements, et, en général, sur les règles de la perception;

Vu le décret du 30 décembre 1886 (2), réglant le régime de l'octroi de mer jusqu'au 30 juin 1887;

Vu les lois et règlements sur les octrois de la métropole;

Vu le décret du 26 août 1881, sur l'organisation administrative de l'Algérie;

Le Conseil d'État entendu,

CHAPITRE PREMIER

Des services de perception

Art. 1". — La perception, aux frontières de terre et de mer de l'Algérie, des droits d'octroi établis par le décret du 26 décembre 1884 demeure confiée à l'administration des douanes, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 21 décembre 1844.

---

(1) *Revue algérienne*, 1885. 3. 30.

(2) *Revue algérienne*, 1887. 3. 44.

*

Le montant des perceptions effectuées par cette administration reste soumis au prélèvement prévu par l'art. 2 du décret du 18 juillet 1864.

Art. 2. — La perception à l'intérieur des droits dus en vertu de l'art. 2 du décret du 26 décembre 1884 est confiée, dans les territoires civils ou de commandement de l'Algérie, au service des contributions diverses.

Il peut être créé, pour le service des exercices, des préposés spéciaux de l'octroi de mer. Ces préposés font partie du cadre de l'administration des contributions diverses, mais sont rétribués au moyen d'un prélèvement sur le produit des perceptions de l'octroi.

Le gouverneur général institue ces préposés et, par arrêté en conseil de gouvernement, fixe leur rémunération ainsi que celle des autres agents de l'administration des contributions diverses appelés à concourir à l'exécution du présent décret.

Les dispositions de l'article 60 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 (1) sont applicables aux agents des contributions diverses agissant comme préposés de l'octroi de mer.

CHAPITRE II

Des distilleries

Art. 3. — Les producteurs d'alcool de l'Algérie sont répartis dans les six classes suivantes :

1° Distillateurs dans les établissements desquels l'administration juge utile d'établir un service de surveillance permanente, et qui rectifient soit des flegmes, soit des esprits imparfaits fabriqués dans d'autres établissements, ou qui, mettant en œuvre des matières autres que des vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, obtiennent, par de simples distillations ou par des opérations de rectification, des produits propres à être livrés directement à la consommation;

2° Distillateurs qui, mettant en œuvre des matières autres que des vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, ne reçoivent aucune quantité de spiritueux du dehors et ne produisent que des flegmes expédiés en totalité chez des rectificateurs ;

3° Industriels, non bouilleurs de cru, qui distillent des vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits;

4° Distillateurs qui, mettant en œuvre d'autres matières, ou recevant des esprits du dehors, obtiennent, par de simples distillations, ou par des opérations de rectification, des produits propres à être livrés directement à la consommation, et dans les établissements desquels l'administration ne juge pas utile d'établir un service de surveillance permanente;

5° Bouilleurs de cru distillant exclusivement les produits de leurs récoltes de vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits;

6° Distillateurs ambulants.

Art. 4. — Les industriels des quatre premières catégories prévues à l'article précédent sont tenus aux déclarations relatives à la profession de distillateur, à la contenance des vaisseaux en service dans leurs établissements et aux prises en charge dont l'obligation résulte des art. 117, 118,

---

(1) *Ord. du 9 déc. 1814.* — Art. 60. — Les préposés d'octroi doivent toujours être porteurs de leur commission, et sont tenus de la représenter lorsqu'ils en sont requis.

Le port d'armes est accordé aux préposés d'octroi dans l'exercice de leurs fonctions, comme aux employés des impositions indirectes, etc.

140 et 141 de la loi du 28 avril 1816 (1), 9 et 10 de la loi du 20 juillet 1837 (2), lesquels sont rendus exécutoires en Algérie.

Les établissements de la première catégorie, ceux de la deuxième, ceux de la troisième et de la quatrième sont respectivement soumis aux régimes déterminés par les règlements des 18 septembre 1879, 19 septembre 1879, 15 avril 1881, lesquels sont rendus exécutoires en Algérie, à l'exception des dispositions qui supposent ou comportent des formalités à la circulation ou édictent des sanctions pénales et de celles qui concernent les distillateurs ambulants.

---

(1) *Loi du 28 avril 1816.* — Art. 117. — Les brasseurs seront tenus de faire au bureau de la régie la déclaration de leur profession et du lieu où seront situés leurs établissements; ils seront, en outre, obligés à déclarer par écrit la contenance de leurs chaudières, cuves et bacs, avant de s'en servir; ils fourniront l'eau et les ouvriers nécessaires pour vérifier par l'empotement de ces vaisseaux les contenances déclarées. Cette opération sera dirigée en leur présence par des employés de la régie et il en sera dressé procès-verbal (*).

Chaque vaisseau portera un numéro et l'indication de sa contenance en hectolitres.

Art. 118. — Il est défendu de changer, modifier ou altérer la contenance des chaudières, cuves et bacs, ou d'en établir de nouveaux, sans en avoir fait la déclaration par écrit vingt-quatre heures d'avance. Cette déclaration contiendra la soumission du brasseur de ne faire usage des dits ustensiles qu'après que leur contenance aura été vérifiée conformément à l'article précédent.

Art. 140. — Les dispositions des art. 117, 118 et 125, relatives à la déclaration des vaisseaux en usage dans les brasseries et aux vérifications que les brasseurs sont obligés de souffrir dans leurs ateliers et dépendances, sont applicables aux distillateurs de profession.

Art. 141. — La déclaration à faire par les bouilleurs de profession, en conformité de l'art. 138, aura lieu au moins quatre heures d'avance dans les villes, et, douze heures dans les campagnes; elle énoncera :

1° Le nombre des jours de travail;

2° La quatité des vins, cidres, poirés, marcs, lies, fruits, mélasses qui seront mis en distillation;

3° Par approximation, la quantité et le degré de l'eau-de-vie qui devra être fabriquée, etc.

(2) *Loi du 20 juillet 1837.* — Art. 9. — La déclaration que les distillateurs d'eaux-de-vie de grains, de pommes de terre et autres substances farineuses doivent faire, en conformité de l'art. 139 de la loi du 18 avril 1816, énoncera la quantité de matière macérée qui devra être employée pendant la durée de la fabrication et la quantité d'alcool qui devra en provenir.

La quantité de matière macérée sera évaluée en comptant, pour chaque cuve, au moins les six septièmes de la capacité brute.

Le rendement en alcool ne pouvant être déclaré au-dessous de deux litres et demi d'alcool par hectolitre de matière macérée.

(*) V. la loi du 23 avril 1836, qui a interprété cet article.

Il sera statué par arrêté du gouverneur général pris en conseil de gouvernement sur les manquants exceptionnels, dont l'allocation aux distillateurs appartient, dans la métropole, au ministre des finances, après avis de la section des finances du conseil d'État.

Les bouilleurs de cru et distillateurs ambulants sont soumis au régime spécial déterminé par l'article 9 ci-après.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les établissements des troisième et quatrième catégories situés dans des localités où il n'existe pas de receveurs des contributions diverses peuvent par décision spéciale du gouverneur, prise en conseil de gouvernement, être admis au bénéfice du régime spécial prévu pour les bouilleurs de cru et distillateurs ambulants.

Art. 5. — Les spiritueux non rectifiés sont admis à sortir des distilleries, en crédit des droits, pour être dirigés sur les établissements de rectification, moyennant l'engagement dûment cautionné de les représenter dans ces établissements avant l'expiration d'un délai fixé suivant la durée probable du transport, et de les y placer en entrepôt sous la main du service, le tout à peine de payement du double droit en cas de non apurement régulier des acquits à caution.

Art. 6. — Aucun appareil ou partie d'appareil distillatoire ne peut être détenu même par les constructeurs ou marchands de ces appareils qu'après une déclaration au service des contributions diverses et la délivrance d'une licence relatant la spécification de l'appareil et sa capacité. Les appareils et leurs diverses parties sont poinçonnés par les soins de l'administration d'un numéro d'ordre qui est mentionné sur la licence.

Le service des douanes ne peut livrer aux destinataires les appareils et parties d'appareils venant de l'extérieur qu'après l'accomplissement des formalités prescrites au paragraphe précédent.

Les licences sont annuelles ; leur délivrance ne donne lieu à d'autre perception que le prix du timbre.

Art. 7. — En cas de mutation dans la détention d'un appareil distillatoire, l'ancien détenteur ne peut s'en dessaisir qu'après l'annulation de sa licence par le service et la délivrance d'une licence au nouveau détenteur.

Les constructeurs et marchands d'appareils distillatoires sont soumis aux visites des préposés de l'octroi de mer ; ils sont tenus d'inscrire successivement, sans blanc, rature ni interligne, sur un registre coté et paraphé qui leur est remis par le service des contributions diverses, la date des livraisons par eux faites, les noms des acquéreurs, le numéro et la date de la licence qui doit leur être représentée.

Il sera procédé, dans le mois de la promulgation du présent décret, sous les peines prévues à l'article suivant, au recensement des appareils distillatoires, à leur poinçonnage et à la délivrance des licences.

Art. 8. — Les appareils et parties d'appareils non poinçonnés, ou dont la possession n'est pas légitimée par la représentation d'une licence régulière, sont confisqués.

Art. 10. — La déclaration à laquelle sont tenus les bouilleurs de profession, en vertu de l'art. 141 de la loi du 28 avril 1816, énoncera la force alcoolique du liquide mis en distillation, laquelle sera vérifiée par les employés de la régie, et déterminera le minimum de la prise en charge des produits de la fabrication.

En cas de contestation, la force alcoolique sera constatée par des expériences faites contradictoirement.

Les dispositions du présent article sont également applicables à la distillation des sirops de fécule, des mélasses et des autres résidus des fabriques ou raffineries de sucres, etc.

Les préposés de l'octroi de mer sont autorisés à procéder, avec l'assistance d'un officier de police judiciaire, requis à cet effet, aux perquisitions nécessaires à l'effet de découvrir les appareils clandestins.

Art. 9. — Les bouilleurs de cru distillant par leurs propres moyens et les distillateurs ambulants sont imposés d'après la quantité présumée d'alcool fabriqué ; cette quantité est calculée par voie d'abonnement, en raison de la force productive des appareils, de la durée du travail et de la nature des matières employées.

La force productive des appareils est déterminée par le service des contributions diverses, au moment de la déclaration prévue par les art. 6 et 7, ou à tout autre moment s'il y a modification des appareils.

La durée du travail est le temps pendant lequel le bouilleur de cru ou le distillateur ambulant a la libre disposition de son appareil, déduction faite pour ce dernier du temps des transports, fixé à raison des distances. En temps de chômage, l'appareil est placé sous scellés par un agent des contributions diverses, ou est mis hors d'usage par le dépôt d'une des pièces essentielles à la recette de la circonscription ou dans tout autre local agréé par arrêté préfectoral.

La mise sous scellés ou hors d'usage des appareils est constatée par des mentions inscrites par les fonctionnaires compétents au verso de la licence, dans des cases à ce destinées.

La nature des matières employées donne lieu, de la part du bouilleur de cru distillant par ses propres moyens, à une déclaration qui est valable pour tout le temps pendant lequel ledit bouilleur est muni de la licence prévue par l'art. 6. Il est tenu à une nouvelle déclaration en cas de modification dans la nature des matières employées.

Le distillateur ambulant est astreint à inscrire, sur un registre coté et paraphé qui lui est remis par le service, les mois, jour et heure de départ et d'arrivée de son appareil, du commencement et de la fin de chaque distillation. Ces mentions sont inscrites sans blanc, rature ni interligne, au moment même où se produisent les faits. Sont mentionnés sur ce registre, dans les mêmes conditions, les noms et qualités des parties pour lesquelles il est distillé et la nature des matières employées. Les déclarations portées sur le registre servent de base à l'assiette des droits dus. Ces droits sont payés aux époques fixées par l'administration.

En cas d'irrégularité dans la tenue du registre, les droits dus jusqu'au jour de la constatation de l'irrégularité sont liquidés, sans déduction pour transport ou pour consommation du bouilleur de cru, sur le pied du maximum correspondant au temps pendant lequel le distillateur ambulant a eu l'appareil à sa disposition.

Une déduction de 10 p. 100 pour déchets est appliquée au produit en alcool pur calculé d'après les bases indiquées dans les paragraphes précédents.

Le bouilleur de cru jouit, en outre, pour sa consommation, de l'exemption annuelle des droits pour 25 litres d'alcool pur, obtenus par ses moyens personnels ou par un appareil ambulant.

CHAPITRE III

Des brasseries

Art. 10. — Les brasseurs sont imposés d'après la quantité présumée de bière fabriquée ; cette quantité est calculée, par voie d'abonnement, à raison du nombre des brassins et de la capacité des chaudières déclarée conformément aux art. 117 et 118 de la loi du 28 avril 1816.

Il ne pourra être fait du même brassin qu'une seule espèce de bière. Elle sera retirée de la chaudière aux bacs refroidisseurs sans interruption ; les décharges partielles sont par conséquent défendues.

Art. 11. — Les employés des contributions diverses sont autorisés à pénétrer à toute heure du jour dans les brasseries ; ils peuvent également s'y introduire de nuit pour exercer leur surveillance lorsque la brassserie est en activité.

Art. 12. — Les brasseurs doivent constater quatre heures à l'avance, sur un registre à souche spécial que leur remet l'administration :

1° L'heure exacte de la mise de feu sous chaque chaudière ;

2° Le numéro de la chaudière allumée ;

3° L'indication de l'opération, telle que fabrication, nettoyage, etc.

Ces déclarations sont remplies par les brasseurs ou leurs représentants, sans interruption ni lacune et sans rature ni surcharge, tant à la souche qu'au bulletin. Ce bulletin, une fois rempli, est détaché par le brasseur et porté immédiatement à la recette des contributions diverses, lorsqu'il en existe une dans la localité ; partout ailleurs, il est déposé immédiatement dans une boîte dûment scellée par les employés. Les registres de mise de feu et, s'il y a lieu, les boîtes aux bulletins doivent être représentés par les brasseurs à toute réquisition des employés.

Toute mise de feu non régulièrement déclarée est réputée servir à la fabrication d'un brassin clandestin donnant lieu à la perception du droit d'octroi, et la bière fabriquée est saisie par les agents du service, sans préjudice de l'amende encourue.

Art. 13. — Pour chaque chaudière, une moyenne de rendement par brassin est fixée chaque trimestre contradictoirement entre les employés et le brasseur. Cette moyenne sert de base pour asseoir d'une manière invariable le droit d'octroi de mer pendant le trimestre sur chacune des chaudières.

Pendant le trimestre et pour chaque chaudière la fabrication de dix brassins par mois est suivie dans toutes ses phases par les employés, le brasseur ou son représentant. Le rendement de chacune de ces fabrications est constaté sur le portatif par un acte signé du brasseur. La moyenne sert de base trimestrielle pour l'application du droit d'octroi de mer.

Une déduction de 10 °/₀ pour déchet est appliquée à la moyenne trimestrielle de rendement reconnue contradictoirement par le brasseur et les employés.

Cette déduction peut être portée à 15 °/₀ à raison des difficultés propres à certaines fabrications, par des arrêtés spéciaux et annuels pris par le gouverneur général en conseil de gouvernement.

Art. 14. — Pour le pesage et le mesurage de tous les produits et des récipients servant à la fabrication, les brasseurs sont tenus de fournir au service les ouvriers nécessaires.

Art. 15. — Les brasseurs ont toute liberté dans leurs manipulations ; toutefois la rentrée intégrale des métiers mis en réserve au fur et à mesure de l'évaporation produite par l'ébullition doit être effectuée dans un délai qui ne peut dépasser quatre heures à partir du commencement de l'ébullition.

Art. 16. — Dans le cas de fraudes constatées et suivies de condamnations, le préfet ou le général commandant le territoire peut, sur la proposition du service, déclarer les brasseurs déchus de la faculté de l'abonnement. La perception des droits est alors effectuée par voie d'exercice effectif des quantités fabriquées ; à cet effet, les brasseurs sont soumis aux obligations résultant pour eux des dispositions du présent chapitre et à celles imposées aux entrepositaires par le chapitre suivant.

CHAPITRE IV

De l'entrepôt à domicile, commercial et industriel

Art. 17. — Les producteurs à l'intérieur des objets soumis aux droits sont admis à conserver chez eux et dans leurs magasins, à titre d'entrepôt et sans acquittement préalable des droits, les produits de leur fabrication.

Art. 18. — Sont rendus exécutoires en Algérie les art. 9, 11, 12, 13 et 14 du décret du 12 février 1870 (1) et le décret du 8 décembre 1882.

Toutefois les mélasses et glucoses employées dans les distilleries ne com-

---

(1) *Décret du 12 février 1870.* — Art. 9. — Lorsque des droits d'octroi auront été acquittés à l'entrée pour des combustibles ou des matières premières qui, dans l'intérieur du lieu sujet seront employés à la préparation ou à la fabrication d'un produit industriel livré à la consommation intérieure et imposable, s'il est régulièrement justifié de ce paiement, le montant des dits droits sera précompté sur celui des droits dus pour le produit fabriqué.

Toutefois, il n'y aura jamais lieu à remboursement d'aucune portion des droits payés à l'entrée, dans le cas où ils se trouveraient excéder ceux qui sont dus pour le produit fabriqués lui-même, etc.

Art. 11. — Ne seront soumis à aucun droit d'octroi : les approvisionnements en vivres destinés au service de l'armée de terre ainsi que de la marine militaire ou marchande, et qui ne doivent pas être consommés dans le lieu sujet; les bois, fors, graisses, huiles et généralement toutes les matières employées pour la confection et l'entretien de l'armée de terre, dans ces constructions navales ou pour la fabrication d'objet servant à la navigation ; les combustibles et toutes autres matières embarquées sur les bâtiments de l'État et du commerce pour être consommées ou employées en mer.

Ces approvisionnements et matières seront introduits dans les magasins de la guerre, de la marine nationale et de la marine marchande de la manière prescrite pour les objets en entrepôt.

Le compte en sera suivi par les employés et préposés désignés à cet effet, et les droits d'octroi ne seront dus que sur les quantités enlevées pour l'intérieur du lieu sujet et pour toute autre destination que celle qui est spécifiée ci-dessus.

Art. 12. — Les charbons de terre, le coke et tous autres combustibles employés tant par l'administration de la guerre pour la fabrication ou l'entretien du matériel de guerre et pour la confection d'objets destinés à être consommés hors du lieu sujet que par la marine nationale et par la marine marchande pour la confection d'objets destinés à la navigation seront, comme ceux qui sont employés dans les établissements industriels pour la préparation ou la fabrication d'objets destinés au commerce général, affranchis, au moyen de l'entrepôt, du paiement de tous droits d'octroi.

Art. 13. — Les combustibles et matières destinés au service de l'exploitation des chemins de fer, aux travaux des ateliers et à la construction de la voie seront affranchis de tous droits d'octroi.

En conséquence, les dispositions relatives à l'entrepôt à domicile des combustibles et matières premières employés dans ces établissements industriels à la préparation et à la fabrication des objets destinés au commerce général sont applicables aux fers, bois, charbons, coke, graisses, huiles et en général à tous les matériaux employés dans les conditions ci-dessus indiquées. En dehors de ces conditions, tous les objets portés au tarif qui seront consommés dans les gares, salles d'attente et bureaux seront soumis aux taxes locales.

Art. 14. — L'abonnement annuel pourra être demandé pour les combustibles et matières admis à l'entrepôt, aux termes des art. 8, 11, 12 et 13, etc.

portent pas d'abonnement. Elles peuvent être enlevées en douane, en crédit des droits d'octroi de mer, moyennant l'engagement de les placer en entrepôt industriel sous la main du service des contributions diverses, dans un délai fixé en raison de la durée des transports, le tout à peine de payement d'un droit d'octroi en sus.

Les alcools et bières fabriqués à l'intérieur de l'Algérie et destinés soit à l'exportation, soit aux magasins de la guerre ou de la marine peuvent être enlevés des distilleries et brasseries moyennant la soumission dûment cautionnée de les placer, dans un délai réglé suivant la durée du transport, sous la main de la douane ou dans les magasins de l'État, à peine de payement d'un droit en sus. Les acquits-à-caution sont déchargés sur le vu des certificats administratifs constatant l'accomplissement de l'engagement souscrit.

Les droits sur les bières et alcools introduits dans les magasins de la guerre et de la marine sont dus et acquittés au fur et à mesure de leur mise en consommation sur le territoire de l'Algérie.

Art. 19. — Les entrepositaires sont tenus de fournir aux employés de l'octroi et de mettre à leur disposition les hommes et les ustensiles nécessaires pour la reconnaissance et le pesage et mesurage des objets restant en entrepôt, afin que ces préposés puissent établir le compte des droits dus, les manquants reconnus et dont la sortie ou l'emploi n'aurait pas été justifié.

Art. 20. — Si les entrepositaires refusent de se conformer aux obligations qui leur sont imposées par l'article précédent, il est procédé d'office, à leurs frais, aux vérifications dont il s'agit, et, outre la saisie et l'amende encourues pour le cas de fraude dûment constaté, ils sont passibles des peines prévues par l'article 39 du présent règlement pour le fait d'empêchement aux exercices.

Art. 21. — Indépendamment des obligations ci-dessus mentionnées et des autres conditions qui leur sont imposées, lesdits entrepositaires sont tenus de diviser leurs magasins en cases régulières, d'un cubage facile et d'une contenance déterminée.

Art. 22. — Les conditions pour l'entrepôt sont : de faire une déclaration par écrit au service de l'octroi, avant chaque préparation ou fabrication pour les objets produits à l'intérieur du rayon de l'octroi; de permettre les visites, vérifications et exercices des préposés ; de leur ouvrir, en tout temps et à toutes réquisitions, tous les lieux de dépôt des objets sujets à la surveillance de l'octroi, et de ne faire aucune expédition, pour le dehors ou pour l'intérieur, sans en avoir préalablement fait la déclaration au service de l'octroi et acquitté, s'il y a lieu, les droits fixés par le tarif.

Les industriels qui profitent de la faculté d'entrepôt pour les combustibles et les matières premières, en vertu de l'art. 18 du présent règlement, doivent, s'ils n'ont pas obtenu l'abonnement, faire la déclaration des quantités de combustibles ou de matières premières qu'ils sont dans l'intention d'employer à cet usage.

Art. 23. — Tout refus de souffrir les visites, vérifications et exercices des préposés de l'octroi est constaté par procès-verbal. Les préposés, après avoir déclaré procès-verbal, peuvent requérir l'assistance d'un officier de police, faire ouvrir en sa présence les lieux du dépôt des objets soumis aux droits et procéder aux vérifications et exercices prescrits par le présent règlement.

Art. 24. — La durée de l'entrepôt est illimitée.

CHAPITRE V

Des règles de contentieux en ce qui concerne les exercices et perceptions à l'intérieur confiés au service des contributions diverses

Art. 25. — Les contraventions aux dispositions du présent règlement relatives aux exercices et perceptions à l'intérieur conflés au service des contributions diverses sont constatées par des procès-verbaux, lesquels sont dressés à la requête du préfet ou du général commandant le territoire, et sont affirmés devant le juge de paix ou son suppléant, dans les trois jours de leur date, sous peine de nullité. Ils peuvent être rédigés par un seul préposé, et, dans ce cas, font foi en justice jusqu'à preuve contraire ; quand ils sont rédigés par deux préposés, ils font foi jusqu'à inscription de faux.

Art. 26. — Ils énoncent la date du jour où ils sont rédigés, la nature de la contravention, et, en cas de saisie, la déclaration qui en a été faite au prévenu ; les noms, qualités et résidence de l'employé ou des employés verbalisant et de la personne chargée des poursuites ; l'espèce, le poids ou la mesure des objets saisis ; leur évaluation approximative ; la présence de la partie à leur description, ou la sommation qui lui a été faite d'y assister ; le nom, la qualité et l'acceptation du gardien, le lieu de la rédaction du procès-verbal et l'heure de la clôture.

Art. 27. — Dans le cas où le motif de la saisie porterait sur le faux ou l'altération des registres, licences, expéditions et autres documents prévus par le présent décret, le procès-verbal énonce le genre de faux, les altérations ou surcharges. Lesdits documents, signés et parafés, restent annexés au procès-verbal, qui contient la sommation faite à la partie de les parafer et sa réponse.

Art. 28. — Si le prévenu est présent à la rédaction du procès-verbal, cet acte énonce qu'il lui en a été donné lecture et copie.

En cas d'absence du prévenu, si celui-ci a domicile ou résidence connue dans le lieu de la saisie, le procès-verbal lui est signifié dans les 24 heures de la clôture. Dans le cas contraire, le procès-verbal est affiché, dans le même délai, à la porte de la mairie.

Art. 29. — La saisie et la confiscation s'étendent aux futailles, caisses, enveloppes, paniers et sacs renfermant les objets en fraude ou contravention.

Art. 30. — Les objets saisis sont déposés au bureau le plus voisin. Ils peuvent néanmoins, s'il y a lieu, être mis en fourrière.

Art. 31. — Si la partie saisie n'a pas formé, dans le délai de dix jours, opposition à la vente, cette vente est faite par le receveur, cinq jours après l'apposition, à la porte de la mairie et autres lieux accoutumés, d'une affiche signée de lui, et sans aucune autre formalité.

Art. 32. — Néanmoins, si la vente des objets saisis est retardée, l'opposition peut être formée jusqu'au jour indiqué pour la dite vente. L'opposition est motivée et contient assignation à jour fixe devant le tribunal correctionnel, avec élection de domicile dans le lieu ou siège le tribunal. Le délai de l'assignation ne peut excéder trois jours.

Art. 33. — Dans le cas où les objets saisis seraient sujets à dépérissement, la vente peut être autorisée, avant l'échéance des délais ci-dessus fixés, par une simple ordonnance du juge de paix, sur requête.

Art. 34. — L'action résultant des procès-verbaux en matière d'octroi et les questions qui pourront naître de la défense du prévenu sont de la compétence exclusive du tribunal correctionnel.

Art. 35. — En cas de nullité du procès-verbal, et si la contravention se trouve suffisamment établie par d'autres preuves ou par l'instruction, la confiscation des objets saisis n'est pas moins encourue.

Le gouverneur général, après avis du conseil de gouvernement, est autorisé à faire remise, par voie de transaction, de la totalité ou de partie des condamnations encourues, même après le jugement rendu.

Art. 36. — Le produit des amendes et confiscations pour contraventions au règlement de l'octroi de mer, déduction faite des frais et primes aux indicateurs, ainsi que des prélèvements prescrits par le décret du 9 novembre 1853, est attribué, moitié aux employés de l'octroi, pour être répartie d'après le mode qui sera arrêté, et moitié aux communes d'Algérie.

Art. 37. — S'il s'élève une contestation sur l'application du tarif ou sur la quotité du droit réclamé, le redevable est tenu de consigner, avant tout, le droit exigé entre les mains du receveur, faute de quoi il ne peut passer outre ni enlever de l'entrepôt l'objet qui donne lieu à la contestation, sauf à lui à se pourvoir devant le juge de paix. Il ne peut être entendu qu'en représentant la quittance de la dite consignation au juge de paix, lequel prononce sommairement et sans frais, soit en dernier ressort, lorsque la somme demandée ne s'élève pas au-dessus de 100 francs, soit à charge d'appel pour les autres affaires.

Art. 38. — Les contraintes pour les recouvrements des droits d'octroi sont décernées par le receveur et rendues exécutoires par le juge de paix.

Les oppositions aux dites contraintes sont instruites et jugées conformément aux dispositions prescrites par l'article précédent, et la partie opposante est également tenue de justifier, avant d'être entendue, de la consignation entre les mains du receveur du montant de la somme contestée.

Art. 39. — Toute personne qui s'oppose à l'exercice des fonctions des préposés de l'octroi est condamnée à l'amende de 50 francs prononcée par l'article 15 de la loi du 27 frimaire an VIII, indépendamment de la confiscation des objets saisis, lorsqu'il y a lieu, et de l'amende de 100 à 200 francs prononcée pour le cas de fraude par l'article 9 de la loi du 29 mai 1834.

En cas de voies de fait, il en est dressé procès-verbal, qui est envoyé au procureur de la République, pour en poursuivre les auteurs et leur faire infliger les peines portées par le code pénal contre ceux qui s'opposent avec violence à l'exercice des fonctions publiques.

Art. 40. — Les propriétaires de tous objets compris au tarif et les détenteurs d'appareils ou parties d'appareils distillatoires sont responsables du fait de leurs facteurs, agents et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens, lorsque la contravention a été commise dans les fonctions auxquelles ils ont été employés par leurs maîtres.

Les pères, mères ou tuteurs sont garants des faits de leurs enfants ou pupilles mineurs non émancipés et demeurant chez eux.

Sont également responsables les propriétaires ou principaux locataires, relativement à la fraude qui se commettrait dans leurs maisons, clos, jardins et autres lieux par eux personnellement occupés, s'ils sont convaincus de l'avoir favorisée ou d'y avoir participé.

CHAPITRE VI

De la répartition des produits de l'octroi de mèr

Art. 41. — Les produits bruts de l'octroi de mer sont versés par les services des douanes et des contributions diverses aux fonds de cotisations municipales; les frais de perception sont imputés sur ces fonds et acquittés sur mandats des préfets.

Art. 42. — Le produit net des taxes pour toute l'Algérie est réparti entre

les communes de plein exercice et les communes mixtes, au prorata de leur population normale et municipale constatée par le dernier dénombrement quinquennal, les indigènes musulmans étant toutefois comptés pour un septième seulement de leur nombre dans les communes de plein exercice, et pour un vingt-huitième de leur nombre dans les communes mixtes.

Art. 43. — Il est pourvu à cette répartition par arrêté du gouverneur, pris en conseil de gouvernement.

Des à-compte mensuels sont mis à la disposition des communes.

Art. 44. — L'état de la répartition prévue au premier paragraphe de l'article précédent et le compte général, par départements et pour toute l'Algérie, des recettes et dépenses de l'octroi de mer sont publiés à la clôture de chaque exercice.

Les bases de la répartition pourront être révisées lors des prorogations successives des tarifs et règlements de l'octroi de mer.

CHAPITRE VII

Dispositions générales

Art. 45. — Tous les registres employés à la perception et au service de l'octroi de mer à l'intérieur sont fournis par l'administration des contributions indirectes; la dépense lui en est remboursée par un prélèvement sur les produits de l'octroi de mer; les perceptions ou déclarations y sont inscrites sans interruptions ni lacunes. Les expéditions qui en sont détachées sont marquées du timbre des contributions indirectes, dont le prix, fixé par la loi, est acquitté par les redevables; le montant des droits de timbre est versé dans les caisses de cette administration, aux époques et de la manière qu'elle indiquera.

Art. 46. — Pour l'exécution des dispositions du présent règlement, empruntées à la législation métropolitaine sur les octrois, les directeurs des contributions diverses exercent dans leurs circonscriptions respectives les fonctions de préposé en chef de l'octroi; les attributions dévolues aux maires par cette législation sont exercées respectivement par les préfets en territoire civil et par les généraux en territoire de commandement.

Art. 47. — Il sera pourvu aux mesures d'exécution non prévues au présent décret par des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie, pris en conseil de gouvernement.

CHAPITRE VIII

Disposition transitoire

Art. 48. — Le mode de répartition prévu à l'article 42 du présent décret ne sera applicable qu'à partir du 1er janvier 1888.

5 juillet 1887. — Arrêté du gouv. gén. portant que les tribus de Adaoura-Cheraga, Adaoura-Gheraba, Ouled-Abdallah, Ouled-Sidi-Hadjerès, Sellamats, Ouled-Sidi-Aïssa, Ouled-Ali-ben-Daoud, formant le cercle et la commune indigène d'Aumale, sont réunies au cercle et à la commune indigène de Bou-Sâada (territ. de comm. d'Alger) et formeront, dans le cercle de Bou-Sâada, une annexe dont le chef-lieu est fixé à Sidi-Aïssa. (*B. O.*, 1887, p. 821.)

4 juillet 1887. — **Décret** portant que le centre de population européenne d'Aïn-Assel (commune mixte de la Calle, dép. de Constantine) recevra le nom de « Yusuf. » *(Mob.,* 20 juillet 1887.)

9 juillet 1887. — **Décret du Prés. de la Rép. fr.** créant à Zaghouan un vice-consulat, rétribué sur le budget tunisien. (*J. O. T.*, 11 août 1887.)

12 juillet 1887. — **Décret** portant établissement d'un droit à l'entrée en France sur le chocolat fabriqué en Algérie. (*Mob.*, 27 juillet 1887.)

Sur le rapport des ministres du commerce et des finances;
Vu la loi du 5 juillet 1836, article 5;
Vu la loi du 17 juillet 1867, et spécialement le dernier paragraphe de l'art. 1er de la dite loi, ainsi conçu:
« Les produits étrangers introduits d'Algérie en France, qui auront payé les droits des tableaux A et B, ne seront admis à rentrer en France qu'à la condition d'acquitter la différence entre le tarif d'Algérie et le tarif de France »;
Vu le décret du 17 août 1880;
Vu le décret du 16 mai 1882;
Vu le décret du 23 mai 1883;
Vu l'article 14 de la loi de finances du 29 décembre 1884, en vertu duquel le cacao importé en Algérie devient passible des droits du tarif métropolitain (1);
Vu le décret du 29 décembre 1884 (2);
Vu l'article 1er de la loi du 27 mai 1887, qui a établi une surtaxe temporaire de 20 p. 100 sur les sucres imposables de toute origine;
Attendu que les droits perçus en Algérie sur le sucre employé à la fabrication de 100 kilogr. de chocolat sont inférieurs de 10 fr. 90 aux droits appliqués en France au sucre employé pour la même fabrication;
Attendu que cette somme représente, d'après le tarif métropolitain, une quantité de 18 kilogr. de sucre exprimé en raffiné;

Art. 1er. — Il sera perçu à l'entrée en France du chocolat fabriqué en Algérie un droit de 10 fr. 90 par 100 kilogr., à titre du supplément de droit sur le sucre employé pour cette fabrication.
Art. 2. — Les chocolats exportés de France à destination de l'Algérie seront reçus à la décharge des comptes d'admission temporaire de sucre à raison de 18 kilog. de sucre raffiné pour 100 kilogr. de chocolat fabriqué dans les conditions déterminées par l'art. 3 du décret du 17 août 1880.
Art. 3. — Sont et demeurent abrogés le décret du 29 décembre 1884, ainsi que les dispositions des décrets des 19 mai 1882 et 23 mai 1883 qui sont contraires à celles du présent décret.

16 juillet 1887. — **Arrêté du gouv. gén.** transférant de Palikao au village de Cacherou le chef-lieu de la commune mixte de Cacherou, dép. d'Oran. *(Mob.,* 20 juillet 1887.)

(1) *Revue algérienne*, 1885. 3. 32.
(2) *Revue algérienne*, 1885. 3. 34.

27 juin 1887. — Décret portant suppression de la subdivision militaire d'Aumale. *(B. O.*, 1887, p. 851.)

Vu le décret du 13 mars 1875, portant création dans la division d'Alger d'une 5e subdivision ayant son siège à Aumale;
Sur le rapport de MM. les ministres de la guerre et de l'intérieur,

Art. 1er. — La subdivision d'Aumale est supprimée.
Art. 2. — Le territoire de cette subdivision est rattaché aux subdivisions de Dellys et de Médéa, conformément au plan ci-annexé.

12 juillet 1887. — Arrêté du gouv. gén. fixant le tarif de conversion en argent de l'impôt achour à percevoir en 1887 dans le département d'Oran. *(B. O.*, 1887, p. 837.)

20 juillet 1887. — Instruction du gouv. gén. relative à l'application du décret du 8 août 1885 (1) et de l'arrêté du 4 novembre 1886 (2), sur les réquisitions militaires, en ce qui concerne le logement et le cantonnement des troupes. *(B. O.*, 1887, p. 738.)

21 juillet 1887. — Décret qui autorise l'admission temporaire en franchise en Algérie du cacao et du sucre de canne importés des pays hors d'Europe pour la fabrication du chocolat. *(B. O.*, 1887, p. 892.)

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie et du président du conseil, ministre des finances, et sur l'avis couforme du ministre de l'intérieur;
Vu la loi du 5 juillet 1836;
Vu le décret du 17 août 1880;
Vu le décret du 26 décembre 1884;

Art. 1er. — Le cacao et le sucre de canne importés des pays hors d'Europe, ainsi que le sucre de betterave fabriqué en France, pourront être admis temporairement en Algérie en franchise de droits de douane et d'octroi de mer, pour la fabrication du chocolat, sous les conditions déterminées par l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836.
Art. 2. — L'importateur s'engagera, par une soumission valablement cautionnée, à réintégrer en entrepôt, en France, dans un délai maximum de quatre mois, 100 kilos de chocolat pour 53 kilos de cacao et 54 kilos de sucre raffiné ou une quantité équivalente de sucre brut.
Les chocolats présentés pour la décharge des comptes seront, à cet effet, expédiés en colis plombés sur l'un des bureaux de Marseille, Bordeaux ou Nantes, où ils seront vérifiés et placés en entrepôt jusqu'au moment de leur réexportation ou de leur mise à la consommation.
Art. 3. — Ne seront admis à la décharge des soumissions d'admission temporaire que les chocolats valant au moins 2 fr. 50 c. le kilogramme en fabrique, droits compris, et composés exclusivement de cacao, de sucre et d'aromates, sans mélange d'aucune autre substance. Ils devront être revêtus de l'étiquette ou de la marque du fabricant.

---

(1) *Revue algérienne*, 1886. 3. 1.
(2) *Revue algérienne*, 1886. 3. 7.

Art. 4. — Ces chocolats pourront être réexpédiés en Algérie pour la consommation, moyennant le payement des droits de douane du tarif algérien et des droits d'octroi de mer sur les matières premières employées à leur fabrication.

Art. 5. — Toute manœuvre ayant pour objet de faire admettre comme purs des chocolats mélangés entraînera pour le fabricant la déchéance du bénéfice de l'admission temporaire, indépendamment des pénalités édictées par l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836.

22 juillet 1887. — Loi qui autorise la commune d'Alger à emprunter une somme de 1,600,000 fr. *(B. O.*, 1887, p. 873.)

Article unique. — La ville d'Alger est autorisée à emprunter, à un taux qui ne pourra excéder cinq francs vingt-cinq centimes pour cent (5 fr. 25 %), amortissement non compris, ou six francs six cent cinquante-six mille cent cinquante-six millionièmes pour cent (6 fr. 656,156 %), amortissement compris, la somme de seize cent mille francs (1,600,000 fr.), remboursable en trente ans sur ses ressources ordinaires.

Cette somme est destinée à l'extinction et à la consolidation de la dette contractée auprès de la Banque de l'Algérie et à pourvoir à diverses dépenses d'utilité communale énumérées dans une délibération municipale du 13 décembre 1886, et ayant pour objet, notamment l'ouverture de la rue Randon, la couverture de l'oued M'Kacel, des travaux de vicinalité et de construction d'égouts aux consulats, les indemnités d'expropriation pour rues à ouvrir autour du palais consulaire, les études et indemnités relatives à l'adduction à Alger des eaux de Baba-Ali.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou du Crédit Foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

25 juillet 1887. — Loi qui autorise la commune d'Oran à emprunter une somme de 5,000,000 fr. *(B. O.*, 1887, p. 874.)

Article unique. — La ville d'Oran (Algérie) est autorisée à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre francs quatre-vingt-dix pour cent (4 fr. 90 %), ou cinq francs quarante-huit centimes (5 fr. 48), amortissement compris, la somme de cinq millions (5,000,000 fr.), remboursables en cinquante ans, et destinée :

1° Au payement des dettes contractées par la commune, notamment celle de la société des eaux de Brédéah;

2° Au remboursement, par anticipation, de divers emprunts;

3° Au payement d'indemnités d'expropriation des terrains tombant dans l'alignement du boulevard du Lycée et des rues avoisinantes;

4° Au déplacement de la machine élévatoire établie sur les dépendances du lycée;

5° A l'achèvement de l'hôtel de ville;

6° Et enfin à la construction d'égouts.

Cet emprunt pourra être réalisé, etc.

29 juillet 1887. — Décret du prés. de la Rép. fr. relatif à la naturalisation en Tunisie. *(J. O.*, 25 août 1887 (1).

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Art. 1". — Peuvent, après l'âge de vingt-et-un ans accomplis, être admis à jouir des droits de citoyen français :

1° L'étranger qui justifie de trois années de résidence soit en Tunisie, soit en France ou en Algérie et, en dernier lieu, en Tunisie;

2° Le sujet tunisien qui, pendant le même temps, aura servi dans les armées françaises de terre ou de mer ou qui aura rempli des fonctions ou emplois civils rétribués par le Trésor français.

Art. 2. — Le délai de trois ans est réduit à une seule année en faveur des individus mentionnés en l'article précédent qui auraient rendu à la France des services exceptionnels.

Art. 3. — Pourront également être admis à jouir des droits de citoyen français les sujets tunisiens qui, sans avoir servi dans les armées françaises de terre ou de mer ou rempli des fonctions ou emplois civils rétribués par le Trésor français, auront rendu à la France des services exceptionnels.

Art. 4. — La demande en naturalisation est présentée au contrôleur civil dans l'arrondissement duquel l'impétrant a fixé sa résidence.

Le contrôleur civil procéde d'office à une enquête sur les antécédents et la moralité du demandeur.

Si le demandeur est sous les drapeaux, la demande est adressée au chef de corps, qui la transmet au général commandant supérieur, chargé de diriger l'enquête et d'émettre son avis.

Dans chaque affaire, le résultat de l'enquête, avec la demande et les pièces à l'appui, sont envoyés au résident général, qui transmet le dossier, avec son avis motivé, au ministre des affaires étrangères.

Art. 5. — Il est statué par un décret du président de la République française, le conseil d'État entendu, sur la proposition collective du ministre des affaires étrangères et du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 6. — Aucun droit de sceau ne sera perçu pour la naturalisation des individus attachés au service de la France.

Pour les autres, le droit est fixé à 50 francs. La perception de ce droit sera faite au profit du protectorat.

30 juillet 1887. — Décret relatif à l'administration de la justice dans l'annexe d'El-Oued et le poste de Tuggurth (dép. de Constantine). *(Mob.*, 26 octobre 1887.)

---

(1) RAPPORT DU GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE :

Monsieur le Président, les autorités françaises en Tunisie ont, à plusieurs reprises, appelé l'attention du gouvernement sur l'avantage qu'offrirait la naturalision des étrangers établis dans le pays. Le département de la justice est d'accord avec le département des affaires étrangères sur l'utilité d'un décret qui permettrait d'admettre à la jouissance des droits de citoyen français les étrangers fixés en Tunisie, dont l'honorabilité et la sympathie pour nos institutions seraient démontrées.

Il a paru que cette mesure pouvait être étendue, à titre exceptionnel, à ceux des sujets du Bey qui rempliraient des conditions spéciales et auraient rendu des services à la France.

Tel est le but du décret que, de concert avec M. le ministre des affaires étrangères, j'ai l'honneur de soumettre à votre signature.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 et le décret du 10 août 1875, sur l'organisation de la justice en Algérie;

Attendu qu'il est nécessaire de pourvoir à l'administration de la justice dans l'annexe d'El-Oued et le poste de Tuggurth, département de Constantine;

Art. 1er. — Jusqu'à l'établissement de justices de paix dans l'annexe d'El-Oued et le poste de Tuggurth, des officiers de l'armée pourront y être, sur la proposition du procureur général et par arrêté du gouverneur général, provisoirement investis des attributions conférées aux juges de paix.

Seront applicables dans lesdits territoires les dispositions du dernier paragraphe de l'art. 6 du décret susvisé du 10 août 1875.

Art. 2. — L'annexe d'El-Oued et le poste de Tuggurth sont rattachés, pour l'administration de la justice, au tribunal de Batna.

Art. 3. — La compétence des juges de paix militaires d'El-Oued et de Tuggurth sera limitée à ces deux localités.

30 juillet 1887. — Décret du Bey prorogeant les pouvoirs du président et des membres du tribunal mixte pour un délai de trois mois, à partir du 1er août 1887. *(J. O. T.,* 4 août 1887) (1).

31 juillet 1887. — Décret du Bey portant abrogation des décrets relatifs à la concession de l'exploitation de l'alfa dans la Régence. *(J. O. T.,* 4 août 1887.)

Vu le décret du 15 redjeb 1298 (12 juin 1881) portant concession à M. Duplessis, pour une durée de 99 ans, de l'exploitation des alfas dans les montagnes dénommées Ouarghemmas, Ayaïcha, Haddaj, Bou-Hedma et Majoura;

Vu le décret du 29 redjeb 1299 (14 juin 1882) confirmant et réglementant le précédent;

Vu les deux décrets des 15 chaoual 1300 et 19 rabia el aoual 1303 délimitant la dite concession;

Art. 1er. — Les décrets ci-dessus mentionnés sont abrogés.

2 août 1887. — Loi qui autorise l'exécution de travaux au port d'Oran. *(B. O.,* 1887, p. 928.)

Art. 1er. — Sont autorisés les travaux, évalués à un million quatre cent soixante-dix mille francs (1,470,000 fr.), à exécuter au port d'Oran, pour la restauration de la jetée du large et l'établissement de pavage sur le quai de la gare, conformément aux dispositions générales des projets dressés par les ingénieurs aux dates des 2-18 juin et 29-30 novembre 1886, et aux avis du conseil général des ponts et chaussées des 18 novembre 1886 et 29 janvier 1887.

Art. 2. — Ces travaux seront exécutés au moyen d'un subside de un million quatre cent soixante-dix mille francs (1,470,000 fr.), qui sera fourni à l'État par la chambre de commerce d'Oran, ainsi qu'il résulte de ses délibérations des 28 janvier et 26 février 1887.

Ce subside sera versé au Trésor par acomptes successifs au fur et à mesure des besoins des travaux. L'importance de chaque versement partiel

---

(1) V. le décret du Bey du 14 juin 1886, *Revue algérienne*, 1886. 3. 121.

et l'époque à laquelle il devra être effectué seront déterminées par le ministre des travaux publics.

Art. 3. — La chambre de commerce d'Oran est autorisée à emprunter, aux fins ci-dessus indiquées, à un taux qui n'excède pas cinq pour cent (5 0/0), la somme de un million quatre cent soixante-dix mille francs (4,470,000 fr.), soit au Crédit foncier, à la Caisse des dépôts et consignations ou tout autre établissement public de crédit, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissible par voie d'endossement.

Si l'emprunt est contracté auprès d'un établissement public de crédit, la chambre de commerce d'Oran devra se conformer aux conditions statutaires de cet établissement, sans, toutefois, que la commission perçue en sus de l'intérêt puisse dépasser quarante-cinq centimes par cent francs (0 fr. 45 0/0).

Cet emprunt sera remboursable dans une période de dix-huit ans au maximum.

Art. 4. — Il sera établi, au port d'Oran, à partir de la promulgation de la présente loi, un droit de tonnage de trente-cinq centimes (0 fr. 35) par tonneau de jauge sur tout navire français ou étranger entrant chargé ou venant prendre charge dans ce port.

Toutefois, pour tout navire français ou étranger faisant simplement escale à Oran sans y laisser ou prendre la totalité de son chargement, le droit de 0 fr. 35 par tonneau de jauge sera remplacé par un droit de 0 fr. 35 par tonneau d'affrêtement, applicable, d'une part, à celles des marchandises débarquées qui ne proviendraient pas d'un port d'Algérie où le navire aurait antérieurement touché; d'autre part, à celles des marchandises embarquées qui ne seraient pas destinées à l'un des ports d'Algérie où le navire doit faire ultérieurement escale. Dans aucun cas, le montant des droits, ainsi perçus sur un navire faisant escale, ne devra être supérieur à la somme qu'aurait produite la taxe appliquée au tonnage de jauge dudit navire.

Sont exemptés de tous droits les navires se livrant à la pêche côtière, au cabotage entre les ports d'Algérie, au remorquage et au pilotage, ainsi que les bâtiments appartenant à l'État ou employés à son service.

Art. 5. — La perception de ce droit est concédée à la chambre de commerce d'Oran pour lui permettre de se couvrir des obligations qu'elle contracte en vertu de la présente loi.

Cette perception cessera aussitôt après l'entier accomplissement desdites obligations.

3 août 1887. — Règlement modifiant celui du 12 octobre 1882 pour la distribution des primes d'encouragement à la race chevaline en Algérie. *(B. O.,* 1887, p. 1033.)

9 août 1887. — Arrêté du gouv. gén. qui comprend dans la zone de protection des vignes phylloxérées de La Calle la commune de plein exercice de La Calle et la commune mixte de ce nom. *(B. O.,* 1887, p. 935.) (1).

10 août 1887. — Circulaire du prem. min. de la Régence

(1) Arrêté conçu dans les mêmes termes que celui du 26 novembre 1886 *(suprà,* p. 51).

aux caïds relative à l'exploitation de l'alfa. *(J. O. T.*, 11 août 1887.)

Je vous ai fait connaître par mes instructions en date du 15 rabia et tani 1303 la ligne de conduite que vous deviez observer vis-à-vis de la compagnie Franco-Anglo-Tunisienne, concessionnaire de l'exploitation de l'alfa, et les limites de sa concession sur votre territoire.

Cette Compagnie, n'ayant pas exécuté les obligations qui lui avaient été imposées par le gouvernement de son altesse, a été déclarée déchue, et les décrets des 15 redgeb 1298 et 21 redgeb 1299 ont été abrogés par décret du 11 kâda 1304 (31 juillet 1887).

En conséquence vous devrez faire connaître à vos administrés que l'arrachage et le commerce de l'alfa sont entièrement libres sur toutes les parties du territoire de la Régence ; vos administrés sont donc parfaitement en droit d'arracher, de transporter, de vendre ce produit comme ils l'entendent. Si la compagnie Franco-Anglo-Tunisienne, toute autre personne ou Compagnie prétendant agir en son nom, voulaient les contraindre à exploiter l'alfa comme autrefois, vous ne manqueriez pas de le faire constater par actes notariés et de m'en rendre compte avec les renseignements les plus détaillés.

Je vous recommande expressément de ne pas intervenir dans les contrats qui pourraient être faits entre vos administrés et les différents commerçants d'alfa pour l'arrachage de cette plante ; vous ne devez y figurer à aucun titre; vous donnerez des instructions identiques à vos cheiks afin qu'ils s'abstiennent également de servir d'intermédiaires dans cette occasion. Je tiendrai la main à ce que cette interdiction soit scrupuleusement observée par vous et vos cheiks, et toute contravention à mes ordres sera sévèrement réprimée.

Le gouvernement vous adressera ultérieurement des instructions au sujet des mesures de préservation à prendre pour éviter que l'alfa ne disparaisse de votre district par suite de mauvais procédés d'arrachement. Vous recommanderez dès maintenant à vos administrés de ne pas user, pour l'arrachage, d'instruments tranchants ou de procédés qui auraient pour résultats de déraciner les touffes d'alfa.

13 août 1887. — Décret du Bey modifiant les droits perçus sur les fruits, herbages et légumes frais. *(J. O. T.*, 18 août 1887.)

14 août 1887. — Décret autorisant l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Draria (dép. d'Alger). *(B. O.*, 1887, p. 961.)

16 août 1887. — Décret du Bey supprimant le cautionnement établi pour les journaux publiés en Tunisie. *(J. O. T.*, 18 août 1887.)

Art. 1er. — Le cautionnement établi, pour les journaux publiés en Tunisie, par l'art. 2 de notre décret sur la liberté de la presse du 25 hidjé 1301 (14 octobre 1884) (1) est supprimé.

Art. 2. — Sont en conséquence abrogées les dispositions et parties ci-après dudit décret :

---

(1) *Revue algérienne*, 1885. 3. 58.

1° L'art. 2;
2° L'art. 3;
3° Dans l'art. 4 § 1, les mots : *affectant son cautionnement.*
Dans le même article § 2, les mots : *le prélèvement pourra être, nonobstant appel ou oppositions, fait sur le cautionnement, et...*
4° Dans l'art. 5, les mots : *toute infraction aux dispositions de l'art. 3.....*
Art. 3. — Est également abrogé le § 5 de l'art. 7 de notre décret du 25 hidjé 1301 (14 octobre 1884), promulguant certaines parties de la loi française du 29 juillet 1881, sur l'imprimerie et la librairie.

19 août 1887. — Décret du Bey modifiant les droits perçus sur les céréales, légumes secs, graines et épices, et graines de légumes. *(J. O. T.,* 18 août 1887.)

24 août 1887. — Arrêté du gouv. gén. portant réunion à la commune mixte de Meskiana de la fraction de Blalla, distraite de la commune mixte de Tébessa (territ. civ. de Constantine). *(B. O.,* 1887, p. 948.)

29 août 1887. — Décret portant suppression de la subdivision militaire d'Orléansville. *(B. O.,* 1887, p. 986.)

Vu la décision présidentielle du 23 janvier 1872, répartissant le commandement territorial de la division d'Alger en quatre subdivisions militaires;
Considérant que la subdivision d'Orléansville ne répond plus à aucune nécessité;
Sur le rapport du ministre de la guerre,
Art. 1er. — La subdivision militaire d'Orléansville est supprimée.
Art. 2. — Le territoire de cette subdivision est rattaché à celui de la subdivision d'Alger.

9 septembre 1887. — Arrêté du gouv. gén. relatif à la vente et à l'achat du papier timbré dans les débits auxiliaires. *(B. O.,* 1887, p. 987.)

Vu l'arrêté du ministre de la guerre du 6 septembre 1844, autorisant la création en Algérie de débits auxiliaires de papiers timbrés;
Vu l'arrêté du gouverneur général du 30 avril 1874, portant réglementation de ces débits ;
Vu l'arrêté du gouverneur général du 23 décembre 1879, qui confie exclusivement au gouverneur général le droit de prononcer la création des débits et de nommer les titulaires ;
Vu les décrets du 26 août 1881, sur l'organisation administrative de l'Algérie ;
Art. 1er. — Le dernier alinéa de l'art. 6 de l'arrêté du 30 avril 1874 est abrogé (1).

---

(1) *Arr. 30 avril 1874, art. 6, dern. alin.* — Les titulaires actuels des bureaux de distribution sont autorisés transitoirement à débiter des papiers au timbre de dimension de 0,50 c. et 1 fr. en principal, sans distinction entre les officiers ministériels et les particuliers.

Les autres dispositions de cet article sont modifiées ainsi qu'il suit :

Il est formellement interdit aux débitants distributeurs de vendre des papiers timbrés de dimension, soit en rame, soit par feuille aux officiers publics et ministériels (notaires, défenseurs, greffiers, huissiers, commissaires priseurs, etc.), et aux fonctionnaires de l'ordre administratif (préfets, sous-préfets, maires, administrateurs, etc).

Des exceptions à cette interdiction pourront être autorisées par le gouverneur général, sur la proposition des directeurs départementaux de l'enregistrement, des domaines et du timbre, pour les localités où il n'existe pas de bureau d'enregistrement. Ces autorisations, essentiellement temporaires et révocables, seront limitées aux seuls officiers et fonctionnaires résidant dans la localité même où sera le siège du débit auxiliaire ou sur le territoire ressortissant directement à cette localité.

Art. 2. — Le présent arrêté ne sera exécutoire qu'à partir du 1er janvier 1888.

Il est expressément interdit aux fonctionnaires et officiers désignés dans l'article précédent de faire usage, à compter de cette date, de papiers de dimension achetés dans un débit auxiliaire. A cet effet, ils sont autorisés à demander, du 1er au 31 janvier 1888, dans chacun des bureaux de l'enregistrement, auquel incombe l'approvisionnement des débits, l'échange sans frais, contre du papier sortant du magasin du timbre, des feuilles de papier qu'ils pourront détenir et qui seront revêtues de l'empreinte de la griffe spéciale de chaque distributeur.

Tout fonctionnaire ou officier public et ministériel qui aura employé, postérieurement au 1er janvier 1888, du papier revêtu de cette empreinte spéciale sera immédiatement signalé par les directeurs départementaux de l'enregistrement aux préfets et aux magistrats du ministère public.

Le débitant distributeur chez lequel le papier aura été acheté pourra, après enquête, être suspendu, ou, s'il y a lieu, révoqué de ses fonctions.

Art. 3. — Sont expressément maintenues les autres dispositions de l'arrêté du 30 avril 1874, sous réserve des modifications qui y ont été apportées par l'arrêté du 23 décembre 1879.

12 septembre 1887. — Décret autorisant le pacage des bêtes à laine dans les forêts domaniales du département de Constantine. (*Mob.*, 15 octobre 1887.)

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie tendant à autoriser les communes ou sections de communes (douars et tribus) désignées dans un état joint aux dites propositions, et qui restera annexé au présent décret, à faire pacager les bêtes à laine, par application du dernier paragraphe de l'art. 72 du Code forestier, dans les forêts domaniales du département de Constantine où ces communes et sections de communes sont considérées comme usagères;

Vu cet article, portant en substance qu'il est défendu aux habitants des communes d'introduire des chèvres, brebis et moutons dans les bois grevés sous les peines fixées, mais que toutefois le pacage des brebis et moutons pourra être autorisé, dans certaines localités, par décrets spéciaux;

Vu l'avis émis par le gouverneur général de l'Algérie;

Les renseignements et avis transmis par l'administration des forêts;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, et sous réserve des droits de l'État. en ce qui concerne la reconnaissance des droits usagers dont il s'agit,

Art. 1er. — Les habitants des communes ou sections de communes ci-dessous désignées sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine (les chèvres exceptées) dans les cantons de bois qui seront

reconnus défensables par les agents forestiers locaux dans les forêts domaniales désignées dans l'état annexé au présent décret où ils ont jusqu'ici joui de cette tolérance.

Cette autorisation est accordée à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la 8e section du titre III du Code forestier et à celles des art. 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1er août 1827, de faire, chaque année, aux temps et saisons convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers pour réparer et prévenir les dommages qui pourront résulter de l'exercice du pacage, et, en outre, à charge, par chaque douar ou collectivité, de fournir annuellement, à la première réquisition, par chaque centaine ou fraction de centaine de moutons admis au parcours, quatre journées de prestation pour les travaux que l'administration des forêts jugera nécessaires et qui seront effectués sous sa direction.

Art. 2. — Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers et publié avec les états des cantons défensables.

Art. 3. — Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus, ou d'incompatibilité du pacage avec la propriété du bois où il sera exercé.

16 août 1887. — **Décret** autorisant pendant cinq ans les indigènes du douar Bou-Zehar à faire pacager leurs bêtes à laine (les chèvres exceptées) dans les cantons de la forêt des Abids (dép. d'Alger) qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux. (*B. O.*, 1887, p. 1064.)

25 août 1887. — **Décret** autorisant pour une année le pacage des moutons au profit des indigènes des douars voisins de la forêt domaniale des Haractas dans les cantons de cette forêt qui seront reconnus défensables par le service forestier, moyennant une redevance de 2 fr. 20 par tête de bétail. (*B. O.*, 1887, p. 1065.)

12 septembre 1887. — **Décret du Bey** qui applique aux notaires israélites les dispositions des décrets portant organisation du notariat en Tunisie. (*J. O. T.*, 22 septembre 1887.)

Art. 1er. — Les dispositions du décret du 30 kâda 1291 (8 janvier 1875) et des décrets additionnels organisant le notariat en Tunisie (1) seront appliquées aux notaires israélites tunisiens et « granas, » à partir du 1er moharrem 1305.

Art. 2. — A la fin de chaque mois, les notaires israélites soumettront leurs registres au visa du caïd.

Dans les localités de la Régence où il n'y a pas de caïd, le visa sera apposé par le rabbin.

Art. 3. — Les actes que les notaires musulmans ne peuvent dresser qu'en vertu d'une autorisation émanant de l'autorité judiciaire compétente ne seront reçues par les notaires israélites qu'après autorisation du caïd ou du grand rabbin à Tunis, et du rabbin de leur résidence dans les autres localités de la Régence.

(1) *Revue algérienne*, 1886. 3. 31, note.

Art. 4. — Les actes dressés par les notaires israélites antérieurement au 1" moharrem 1305 seront inscrits par eux sur une liste dressée en double exemplaire. Cette liste sera signée par les notaires et contresignée par le caïd a Tunis; elle sera contresignée par le rabbin dans les autres localités de la Régence. Un exemplaire de cette liste restera entre les mains des notaires, l'autre sera conservé par le caïd ou le rabbin suivant les cas, afin que les parties intéressés puissent s'y reporter en cas de besoin.

14 septembre 1887. — Décret portant rectification aux tableaux authentiques de la population en Algérie. *(B. O.*, 1887, p. 1083) (1).

19 septembre 1887. — Décret du Bey relatif à la rétribution accordée aux tuteurs pour l'administration des biens des mineurs. *(J. O. T.*, 27 octobre 1887.)

Considérant que les prélèvements exercés par les tuteurs sur les biens appartenant à des mineurs, et dont l'administration leur est confiée, ne doivent grever ces biens que dans une proportion modérée;

Art. 1". — A partir de la date du présent décret, la rétribution allouée aux tuteurs pour l'administration des biens des mineurs ne pourra excéder 2 1/2 p. 0/0 des revenus de ces biens.

22 septembre 1887. — Décret autorisant la tribu indigène des Matmatas, de la commune mixte du Djendel (arrond. de Miliana), à faire pacager pendant cinq ans ses bêtes à laine dans les forêts domaniales de son territoire. *(B. O.*, 1887, p. 1156).

22 septembre 1887. — Décret déterminant, en exécution de l'art. 2 de la loi du 28 avril 1887, les formes et conditions suivant lesquelles auront lieu les opérations de délimitation et de répartition prévues par le sénatus-consulte du 22 avril 1863. *(B. O.*, 1887, p. 1014.)

Vu la loi du 16 juin 1851, sur la constitution de la propriété en Algérie;
Vu le sénatus-consulte du 22 avril 1863, relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes;
Vu la loi du 28 avril 1887 (2), ayant pour objet de modifier et de compléter la loi du 26 juillet 1873, sur l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, et vu spécialement son art. 2, ainsi conçu :

---

(1) Il résulte de ce décret que le tableau n° 2 annexé au décret du 30 décembre 1886 *(suprà,* p. 46) doit être rectifié ainsi qu'il suit :

Département d'Oran. — Territoire civil. — Arrondissement d'Oran. 200,042 hab. au lieu de 200,314. — Arrondissement de Sidi-bel-Abbès. 65,836 hab., au lieu de 65,564.

(2) *Suprà*, p. 69.

« Il sera procédé administrativement et dans le plus bref délai possible, » suivant les formes et conditions qui seront déterminées par un décret, aux » opérations de délimitation et de répartition prévues par les paragraphes 1 » et 2 de l'art. 2 du sénatus-consulte du 22 avril 1863, dans toutes les tribus » où ces opérations n'ont pas déjà été exécutées. »

Vu l'avis du conseil de gouvernement, en date du 27 mai 1887 ;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

TITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art. 1er. — Des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie, rendus sur les propositions du préfet du département, et du général commandant la division pour le territoire de commandement, désigneront successivement, et à bref délai, dans chaque département, les tribus pour lesquelles il sera procédé aux opérations de délimitation et de répartition prescrites par l'art. 2 du sénatus-consulte du 22 avril 1863.

Ces arrêtés seront insérés dans le *Bulletin officiel* des actes du gouvernement et dans le *Mobacher*.

Ils seront affichés dans le chef-lieu de la commune. Ils seront, en outre, publiés dans les marchés de la commune, dans la tribu intéressée, ainsi que dans les tribus ou douars limitrophes.

Cette publication sera constatée par des procès-verbaux de l'autorité locale et constituera pour tous les ayants droit une première mise en demeure de prendre toutes mesures conservatoires de leurs droits.

Sera considéré comme tribu, tout groupe de population indigène non déjà constitué en douar-commune par application du sénatus-consulte du 22 avril 1863.

Art. 2. — Les opérations de délimitation des tribus et de répartition de leurs territoires entre les douars seront entreprises dans le plus bref délai possible et seront effectuées, dans chaque département, par des commissaires délimitateurs désignés par le gouverneur général et placés sous la direction d'une commission administrative siégeant au chef-lieu du département.

Chaque commissaire délimitateur sera assisté d'un géomètre de la topographie, ainsi que d'un interprète, quand besoin sera.

Art. 3. — La commission administrative sera ainsi composée :

Le préfet du département et, pour les opérations en territoire de commandement, le général commandant la division, président;

Le directeur des domaines;

Le conservateur des forêts;

Le géomètre en chef de la topographie;

L'inspecteur du service de la propriété indigène;

Un sous-inspecteur des domaines, désigné par le gouverneur général, sera attaché à la commission en qualité de secrétaire, avec voix consultative.

La commission dirige et centralise les travaux exécutés par les commissaires délimitateurs, statue sur les contestations et soumet le résultat des travaux à la sanction du gouverneur général.

Elle doit se réunir tous les quinze jours au moins et plus souvent si c'est nécessaire.

Elle délibère à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 4. — Avant le commencement des opérations, un arrêté du préfet ou

du général, suivant le territoire, constituera, pour chaque tribu à délimiter, une djemaâ composée de douze membres, y compris l'adjoint indigène président, chargé de représenter la collectivité et d'assister le commissaire délimitateur.

Des djemaâs seront constituées également pour les collectivités limitrophes qui n'en seraient pas déjà pourvues.

Une djemaâ spéciale, composée de huit membres y compris le président, sera constituée pour chaque douar, lorsque seront entreprises les opérations de répartition du territoire de la tribu entre les douars.

TITRE II

DÉLIMITATION DES TERRITOIRES DES TRIBUS

Art. 5. — Le commissaire délimitateur procédera, sur les lieux, à la reconnaissance des limites périmétriques du territoire, en présence de la djemaâ de la tribu et des djemaâs des tribus ou douars limitrophes.

Les limites précédemment fixées par les décrets de délimitation et de répartition seront appliquées sans pouvoir donner lieu à aucune contestation.

Des bornes seront établies sur les points où les limites ne seraient pas suffisamment indiquées d'une manière durable.

La délimitation et le bornage seront constatés par un procès-verbal descriptif des limites, relatant les contestations survenues, et auquel sera annexé le plan périmétrique de la tribu, avec tous autres plans ou croquis visuels qui seraient nécessaires pour l'intelligence des opérations et des contestations. A la suite de ce procès-verbal, qui sera signé par le président et deux membres délégués de chaque djemaâ intéressée, le commissaire délimitateur consignera son avis sur la solution à donner aux contestations.

Art. 6. — Le commissaire délimitateur procédera en même temps, à l'aide de tous documents statistiques et renseignements utiles, à l'étude de la division de la tribu en douars. Il examinera si les terres occupées par les indigènes sont possédées à titre de propriété collective.

Il résumera ses travaux et ses observations dans un rapport auquel seront joints le procès-verbal de la délimitation et tous documents justificatifs.

Art. 7. — Au vu de ces documents, la commission administrative statuera provisoirement sur l'opération de délimitation de la tribu, sur les contestations de limites, sur la division de la tribu en douars, ainsi que sur le caractère à assigner à la propriété, sous réserve des revendications qui pourraient se produire ultérieurement.

TITRE III

RÉPARTITION DES TERRITOIRES DES TRIBUS ENTRE LES DOUARS

Art. 8. — Il sera procédé par le commissaire-délimitateur, conformément aux décisions de la commission administrative et en présence des djemaâs intéressées, à la répartition du territoire de la tribu entre les douars, à la délimitation de chaque douar, ainsi qu'à la délimitation et au classement des divers groupes de propriété, suivant les distinctions ci-après et sous les réserves exprimées à l'article 15 :

1° Immeubles appartenant au domaine de l'État, à un autre titre que celui des biens vacants ou sans maître ou en déshérence;

2° Immeubles affectés à des services communaux;

3° Groupes de terres occupées par les indigènes à titre de propriété privée, devant être soumises ultérieurement aux opérations de constatation prévues

par le chapitre 1" du titre 2 de la loi du 26 juillet 1873, sous toutes réserves en ce qui concerne les parcelles de ces groupes susceptibles d'être attribuées lors desdites opérations soit au douar comme biens communaux, soit à l'État comme biens vacants;

4° Groupes de terres occupées par les indigènes à titre de propriété collective, devant être soumises ultérieurement aux opérations de constitution de propriété individuelle prévues par le chapitre 2 du titre 2 de la loi susvisée, sous toutes réserves, également, en ce qui concerne les parcelles de ces groupes susceptibles d'être attribuées, lors des dites opérations, soit au douar comme biens communaux, soit à l'État comme biens vacants;

5° Immeubles dépendant du domaine public;

La délimitation de ces derniers immeubles pourra être réservée pour être effectuée lors des opérations de constatation ou de constitution de la propriété à exécuter par application de la loi du 26 juillet 1873.

Art. 9. — La délimitation et le bornage de chacun des douars et des divers groupes de propriétés contenues dans son périmètre seront constatés par un procès-verbal indiquant, outre la situation précise et les limites de chaque groupe, la catégorie de propriété à laquelle il appartient, sa contenance approximative et le numéro qu'il portera sur le plan annexé au procès-verbal. Les réclamations et contestations survenues au cours des opérations y seront relatées avec la suite donnée.

Le procès-verbal, dressé pour chaque douar par le commissaire délimitateur et signé par le président et deux membres de la djemaâ du douar, sera arrêté par la commission administrative, qui statuera sur les réclamations. Avis des décisions, rappelant la faculté de nouvelle réclamation ouverte par l'article ci-après, sera donné aux auteurs des réclamations rejetées.

Art. 10. — Le procès-verbal, avec le plan à l'appui, sera ensuite déposé entre les mains du juge de paix ou, à son défaut, du maire ou de l'administrateur français de la circonscription.

Une traduction en langue arabe de ce même procès-verbal, avec une copie du plan, sera également déposée entre les mains du président de la djemaâ ou de l'adjoint indigène, ou, à défaut, entre les mains du cadi.

Dix jours au moins avant le dépôt, avis en sera donné aux intéressés par une insertion au *Mobacher* et par les publications et affiches prévues à l'article 1". Il sera spécifié, dans cet avis, que quiconque aura des réclamations à élever à l'encontre des constatations du procès-verbal devra, à peine de déchéance, les formuler, dans le délai d'un mois, à partir de la date fixée, devant le dépositaire du procès-verbal, en énonçant, à peine de nullité de sa réclamation, la situation, la nature, la contenance approximative (au besoin en mesures arabes) de l'immeuble, objet de la réclamation, et au moins deux de ses tenants et aboutissants.

Les réclamations ne pourront porter que sur la délimitation et le classement des immeubles, toutes questions de propriété entre indigènes demeurant réservées.

Les réclamations formulées seront immédiatement transcrites sur un registre coté et paraphé par le commissaire délimitateur.

Elles pourront être exercées dans l'intérêt des mineurs, des interdits et de toutes parties non présentes, par leurs tuteurs légaux ou datifs, ou par les cadis et par toutes autres personnes ayant la représentation légale suivant le droit musulman.

Art. 11. — Un délai d'un mois, à partir de l'expiration de celui fixé par l'article précédent, est accordé pour faire opposition aux réclamations formulées.

Les oppositions peuvent être formées par tous les intéressés.

Elles devront être motivées. Elles seront reçues par les dépositaires du procès-verbal et transcrites sur le registre des réclamations.

Art. 12. — A défaut d'opposition dans le délai fixé, l'immeuble recevra le classement résultant de la réclamation; le classement sera définitif.

Art. 13. — En cas d'opposition, le réclamant devra, à peine de nullité, introduire sa demande en justice, par une citation contre qui de droit, dans le mois qui suivra la communication qui lui aura été faite de cette opposition par notification en la forme administrative. Cette demande devra être, en même temps, dénoncée au président de la commission administrative.

Art. 14. — A l'expiration du délai fixé par l'article précédent, le commissaire délimitateur complétera et clôturera son travail de répartition et de délimitation, conformément aux résultats des réclamations et oppositions formulées, et le transmettra à la commission administrative avec tous documents justificatifs et renseignements utiles.

Le travail sera arrêté par la commission administrative.

Art. 15. — Demeurent réservés, les droits et actions des propriétaires et des tiers à l'égard des immeubles soumis à la loi française qui se trouveront compris dans les groupes délimités par le commissaire délimitateur.

Les prescriptions et sanctions édictées par les art. 10 et suivants ne sont pas applicables à cette catégorie d'immeubles.

Art. 16. — Le travail de délimitation de la tribu et de la répartition de son territoire entre les douars ne sera définitif qu'après avoir été homologué par un arrêté du gouverneur général de l'Algérie, le conseil de gouvernement entendu.

Réserve sera faite, dans l'arrêté, des immeubles objet de litiges judiciaires engagés comme il est dit à l'art. 13.

Art. 17. — Sont rapportées toutes dispositions réglementaires qui seraient contraires à celles du présent décret.

Art. 18. — Le présent décret sera traduit et publié en arabe. Il sera inséré dans le *Bulletin des Lois,* dans le *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie et dans le *Mobacher*.

26 septembre 1887. — Décret du Bey réglementant les procédés de délimitation du domaine public. *(J. O. T.,* 20 septembre 1887) (1).

27 septembre 1887. — Décret portant que le centre de population européenne de Pont-de-l'Isser et son périmètre de colonisation, les terrains concédés à la Société générale algérienne et les concessions de l'Amiguir-et-Glokner (El-Fehoul) seront distraits de la commune de plein exercice de Tlemcen ; que le centre de population européenne de Tekbadet et son périmètre de colonisation, et le douar d'Ouled-Sidif Abd-Elli seront distraits de la commune mixte de Remchi (territ. civ. d'Oran); et que ces territoires formeront, à partir du 1er janvier 1888, dans l'arrondissement de Tlemcen, une commune de plein exercice dont le chef-lieu est fixé à Pont-de-l'Isser et qui en portera le nom. *(B. O.,* 1887, p. 1108.)

1er octobre 1887. — Décret portant que le centre de population européenne créé au lieu dit « Smala-ben-Merad » (com. de plein exerc. d'Oued-Zenati, arrond. de Constantine) portera

(1) V. Décret du Bey du 24 sept. 1885, *Revue algérienne,* 1885, 3. 179.

à l'avenir le nom de « Rénier », pour perpétuer la mémoire de M. Léon Rénier, membre de l'Institut et professeur au Collège de France. *(B. O.,* 1887, p. 1133.)

12 octobre 1887. — Décret du Bey promulguant le budget de l'État pour l'exercice 1305 (13 octobre 1887 au 12 octobre 1888). *(J. O. T.,* 12 octobre 1887.)

12 octobre 1887. — Décret du Bey relatif à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques. *(J. O. T.,* 20 octobre 1887.)

25 octobre 1887. — Décret portant qu'un délégué du ministre de l'agriculture fera partie à l'avenir du conseil de gouvernement. *(B. O.,* 1887, p. 1171.)

25 octobre 1887. — Décret du Bey prorogeant les pouvoirs du président et des membres du tribunal mixte pour un délai de trois mois à partir du 1er novembre 1887. *(J. O. T.,* 27 octobre 1887.) (1)

31 octobre 1887. — Décret déterminant les conditions dans lesquelles doivent être effectuées les enquêtes partielles prévues par les art. 7, 9, 10 et 11 de la loi du 28 avril 1887. *(B. O.* 1887, p. 1202.)

Vu les art. 7, 9, 10 et 11 de la loi du 28 avril 1887 (2), relatifs aux enquêtes partielles requises en vue de la délivrance de titres de propriété individuelle dans les territoires de propriété collective, à la suite de promesses de ventes à des Européens;

Considérant qu'il est nécessaire de préciser, au point de vue administratif, les conditions dans lesquelles ces enquêtes doivent être effectuées;

Vu l'avis du conseil de gouvernement, en date du 5 août 1887;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — La requête en délivrance de titre prévue aux art. 7 et 8 de la loi du 28 avril 1887 sera présentée, suivant le territoire, au préfet du département ou au général commandant la division.

Art. 2. — La consignation des frais qui, aux termes de l'art. 8 de la dite loi, doit appuyer la requête en délivrance de titre, sera justifiée par la production d'une quittance du receveur des contributions diverses de la circonscription des biens ou du chef-lieu du département.

La somme à consigner sera de cinq francs quinze centimes (5 fr. 15) par hectare, d'après la contenance déclarée à l'acte, à moins que, préalablement à la requête, et sur la demande des parties, elle n'ait été fixée à un taux moindre par une décision du gouverneur général. Elle sera, au minimum, de deux cent cinquante francs (250 fr.).

---

(1) V. Décrets du Bey des 14 juin 1886 et 30 juillet 1887, *Revue algérienne,* 1886. 3. 121, et 1887. 3. 156.

(2) *Suprà,* p. 69.

Art. 3. — Aussitôt la requête déposée, et après s'être assuré qu'elle remplit les conditions prévues par la loi, le préfet ou le général, suivant le territoire, rend une ordonnance fixant le jour auquel il sera procédé à l'enquête par un fonctionnaire à désigner ultérieurement.

Il prend, en même temps, les dispositions nécessaires pour que cette ordonnance soit insérée au journal officiel de l'Algérie, vingt jours avant la date fixée pour l'opération, et pour que l'opération soit portée, également vingt jours avant cette date, à la connaissance du directeur des domaines, par un avis spécial adressé par lettre chargée ou dont la remise sera constatée par un récépissé.

Il assure, en outre, l'affichage et la publicité de l'ordonnance dans les formes et aux fins énoncées à l'art. 8 de la loi du 26 juillet 1873.

Art. 4. — Il sera procédé à l'enquête, dans les communes mixtes, par l'administrateur ou l'un de ses adjoints; dans les communes de plein exercice, par un fonctionnaire désigné par le préfet; en territoire de commandement, par l'officier chargé de l'administration du territoire, ou l'un de ses adjoints.

Art. 5. — Le procès-verbal de l'enquête contenant les conclusions définitives du commissaire-enquêteur sora adressé au gouverneur général par le préfet ou le général commandant la division, avec les observations de l'inspecteur du service de la propriété indigène et ses propres appréciations.

Art. 6. — Une fois les résultats de l'enquête devenus définitifs, les frais de l'opération seront arrêtés d'après la superficie constatée par le plan régulier des terrains, objet de l'enquête.

Ces frais seront calculés sur la base de cinq francs, quatorze cent soixante-et-onze dix millimes (5 fr. 1,471) pour les opérations avec plans à l'échelle du 1/4,000e et sur la base de deux francs trois mille sept cent neuf dix millimes (2 fr. 3,709), pour les opérations avec plans à l'échelle du 1/10,000e.

Art. 7. — Il sera fait dépense des frais résultant des opérations au compte de « avances au service de la propriété individuelle de l'Algérie, » ouvert par l'art. 1er de la loi du 28 décembre 1884 (1).

Il sera fait recette au même compte de la somme restée définitivement à la charge du requérant.

Restitution sera faite au requérant de l'excédant consigné.

31 octobre 1887. — Décret portant organisation financière du service de la propriété indigène en Algérie. (*B. O.*, 1887, p. 1198.)

Vu la loi du 28 avril 1887 (2), ayant pour objet de modifier et de compléter la loi du 26 juillet 1873, sur l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, et vu notamment l'art. 21 ainsi conçu :

« Les frais occasionnés par les opérations de délimitation et de répartition » des territoires des tribus seront portés en dépenses au compte spécial » « avances au service de la propriété individuelle en Algérie » ouvert par » l'art. 1er de la loi du 28 décembre 1884.

» Il sera pourvu au remboursement de l'avance de 1,560,000 francs autori-» sée par cette dernière loi, ainsi qu'au remboursement des frais de délimi-» tation et de répartition autorisée par la présente loi, au moyen, savoir :

» 1° De centimes additionnels à l'impôt arabe, établis par le décret du » 27 juillet 1875 et dont la perception continuera d'être faite pendant les trois » années qui suivront la promulgation de la présente loi;

---

(1) *Revue algérienne*, 1885. 3. 32.

(2) *Suprà*, p. 69.

» 2° Des sommes respectivement imposées par voie de centimes addi-
» tionnels à l'impôt et proportionnellement aux superficies constatées ou
» constituées, aux douars ou fractions de douars chez lesquels les opérations
» ont déjà été ou seront accomplies;

» 3° Des sommes également imposées à l'État et aux communes pour les
» superficies dont la propriété leur a déjà été ou leur sera attribuée par suite
» de ces opérations;

» 4° Du recouvrement qui sera fait, à l'avenir, sur les communes intéressées,
» des frais de levé des communaux indigènes déjà constitués qui se trouve-
» ront compris dans les circonscriptions soumises aux opérations.

» Ces diverses natures de ressources seront portées en recettes au compte
» d'avance ci-dessus mentionné.

» Un décret fixera le taux par hectare, ainsi que le mode et les termes de
» paiement des sommes prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent
» article. »

Vu l'avis du conseil de gouvernement, en date du 5 août 1887;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — La perception des centimes additionnels à l'impôt arabe, établis par le décret du 17 juillet 1875, pour être affectés à l'exécution de la loi du 26 juillet 1873, continuera d'être faite pendant les exercices 1888, 1889 et 1890.

Art. 2. — Les douars ou fractions de douars sur le territoire desquels les opérations de constatation ou de constitution de propriété individuelle accomplies par application de la loi du 26 juillet 1873 étaient devenues définitives au moment de la promulgation de la loi du 28 avril 1887 auront à acquitter, par voie de centimes additionnels à l'impôt, à titre de remboursement des frais de ces opérations, une somme de quatre francs neuf mille quatre cent soixante-treize dix-millimes (4 fr. 9,473) pour chaque hectare de propriété constatée ou constituée.

Le montant des sommes exigibles pour chaque douar ou fraction de douar sera arrêté sur un état certifié par le directeur des domaines et par le géomètre en chef de la topographie du département, visé par le préfet et approuvé par le gouverneur général.

Ces sommes seront recouvrées en même temps que l'impôt, en cinq annuités égales et successives, à partir de l'année 1888.

Des dégrèvements, dont l'importance ne pourra dépasser chaque année la moitié du total des annuités courantes, pourront être accordés par le gouverneur général, le conseil de gouvernement entendu.

Art. 3. — Les douars ou fractions de douars sur le territoire desquels les opérations de constatation ou de constitution de propriété auront été accomplies et seront devenues définitives depuis la promulgation de la loi du 28 avril 1887 auront à acquitter, par voie de centimes additionnels à l'impôt, pour les frais de ces opérations, savoir ;

Pour les parties du territoire levées sur plans de 1/4,000e ou à une échelle plus grande, une somme de cinq francs quatorze cent soixante-et-onze dix millimes (5, fr. 1,471) par hectare de propriété constatée ou constituée.

Pour les parties levées à l'échelle de 1/10,000e, une somme de deux francs trois mille sept cent neuf dix millimes (3 fr. 3,709) par hectare de propriété constatée ou constituée.

Le montant de ces sommes sera arrêté dans la forme indiquée par l'article précédent.

Le recouvrement en sera effectué en cinq annuités égales et successives dont la première sera exigible dans l'année qui suivra celle de la transcription des titres.

Art. 4. — Le domaine de l'État et les communes auront respectivement à

acquitter, pour les superficies qui leur ont été attribuées dans les territoires où les opérations étaient devenues définitives au jour de la promulgation de la loi du 28 avril 1887, une somme fixée d'après le taux indiqué à l'art. 2 et, pour les superficies dont l'attribution définitive leur aura été faite postérieurement à cette promulgation, une somme fixée d'après le taux indiqué à l'art. 3.

Le montant de ces sommes sera arrêté comme il est dit à l'art. 2.

Art. 5. — Les sommes à la charge des communes en vertu de l'article précédent, pour la période antérieure à la promulgation de la loi du 28 avril 1887, seront inscrites au budget de leurs dépenses de l'exercice 1888 et, s'il y a lieu, des exercices suivants. Le gouverneur général pourra en autoriser le fractionnement en deux ou trois annuités.

Les sommes à la charge des communes pour la période postérieure seront, de même, inscrites au budget de leurs dépenses de l'exercice de l'année qui suivra la transcription des titres de propriété et, s'il y a lieu, des exercices suivants. Le fractionnement en deux ou trois annuités pourra en être autorisé également par le gouverneur général.

Art. 6. — Remboursement sera fait au service de la propriété indigène par les communes intéressées, pour les territoires où les opérations de constatation ou de constitution de propriété seront devenues définitives après la promulgation de la loi du 28 avril 1887, des frais de levé des immeubles leur appartenant dans les circonscriptions soumises aux opérations et dont la propriété était constituée antérieurement à leur profit.

Ce remboursement aura lieu sur la base de deux francs, six mille cent cinquante-quatre dix millimes (2 fr. 6,154) par hectare, pour les plans dressés à l'échelle de 1/4,000e, et sur la base de un franc, cinq mille sept cent vingt-neuf dix millimes (1 franc, 5,729), pour les plans à l'échelle de 1/1000e.

Le montant de la somme à rembourser sera, pour chaque circonscription soumise aux opérations, arrêté par le préfet, sur un état dressé par le géomètre en chef de la topographie et revêtu d'une attestation du maire constatant qu'il lui a été fait remise d'une copie du plan des immeubles.

Art. 7. — A partir du 1er janvier 1888, les recettes et les dépenses relatives à la constitution de la propriété individuelle en Algérie, qui figuraient précédemment au budget sur ressources spéciales, seront constatées au compte d' « avance au service de la propriété individuelle en Algérie », ouvert, parmi les services spéciaux, par la loi du 28 décembre 1884 (1).

Recette sera faite à ce compte, indépendamment du reliquat disponible à la date du 1er septembre 1887, sur les ressources spéciales affectées précédemment au dit service, des sommes recouvrées en vertu des articles précédents.

Il sera pourvu au moyen de ces diverses ressources :

1° Aux frais occasionnés par les travaux de délimitation et de répartition par application du sénatus-consulte du 22 avril 1863, prescrits par l'art. 12 de la loi du 28 avril 1887 ;

2° Au remboursement de l'avance de 1 million 560 mille francs, faite par le Trésor au service de la propriété individuelle, en vertu de la loi précitée du 28 décembre 1884 ;

3° Aux dépenses occasionnées, à partir du 1er septembre 1887, par les opérations de constatation et de constitution de la propriété individuelle.

Art. 8. — Le remboursement au Trésor de l'avance de 1 million 560 mille francs aura lieu à concurrence d'une somme de trois cent soixante-dix-neuf mille deux cent quarante francs (379,240 fr.) au cours de l'exercice sur le budget duquel aura été votée pareille somme due par l'État au service de la propriété individuelle en Algérie, et, pour le surplus, avec les ressources

(1) *Revue algérienne*, 1885. 3. 32.

réservées pour cet effet, lorsque prendront fin les opérations de constatation ou de constitution de propriété dans le Tell algérien.

Art. 9. — Des décrets spéciaux fixeront les tarifs pour le remboursement des frais des opérations de constatation ou de constitution de propriété exécutées en dehors de la région du Tell algérien visée par l'art. 31 de la loi du 26 juillet 1873.

Art. 10. — Un décret interviendra tous les cinq ans, et, pour la première fois en 1893, pour confirmer ou réviser au besoin les tarifs fixés par le présent décret.

4 novembre 1887. — Décret du Bey relatif à la police des audiences des enchères au Chara. *(J. O. T.*, 10 novembre 1887.)

Vu l'art. 22 du 13 moharrem (21 octobre 1885) sur la constitution en enzel des immeubles habous;

Considérant que les audiences des enchères des enzels ont été, à diverses reprises, troublées par des manœuvres entravant la liberté des enchères ;

Art. 1er. — Le magistrat président des enchères des enzels a la police des audiences; un agent sera mis à sa disposition à chacune des audiences par les soins du commissaire central de la ville de Tunis.

Art. 2. — Toute provocation, altercation, excitation entre les personnes présentes à l'audience dss criées est absolument interdite. Le président veillera à ce que les enchères aient lieu dans le plus parfait silence et fera expulser de la salle, sans préjudice des poursuites pénales dont elle sera passible, toute personne qui, par gestes, paroles ou voies de faits, entraverait ou troublerait la liberté des enchères.

Art. 3. — Procès-verbal sera dressé contre ceux qui, par un moyen quelconque, tenteraient de causer du désordre à l'audience des enchères.

Ces derniers seront déférés aux tribunaux compétents et punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de trois mois au plus, et d'une amende de 100 piastres au moins et de 5,000 piastres au plus.

Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui, par dons ou promesses, auraient écarté les enchérisseurs et à ceux qui se seraient abstenus d'enchérir moyennant la remise d'une somme d'argent pour prix de leur abstention.

Art. 4. — Les dispositions de l'art. 463 du Code pénal français seront appliquées à ceux en faveur desquels les juges auront admis des circonstances atténuantes.

6 novembre 1887. — Décret du Bey sur le paiement des droits de phares et de ports. *(J. O. T.*, 10 novembre 1887.)

Vu les décrets du 21 moharrem 1288 (12 avril 1871), 6 djoumadi-el-aoual 1302 (20 février 1885) et 10 chaoual 1302 (22 juillet 1885) :

Art. 1er. — Les droits sanitaires, de phares et de ports doivent être acquittés dans les vingt jours de l'arrivée et avant le départ du navire.

Art. 2. — Tout capitaine, arrivant dans un port tunisien, est tenu de déposer au bureau de la douane l'acte de nationalité ou le congé du navire.

Cette pièce et la patente de santé ne lui seront remises qu'après justification du paiement des droits sanitaires de phares et de ports.

10 novembre 1887. — Instruction du gouv. gén. sur le mode de reconnaissance des biens indivis entre familles in-

digènes et sur le partage de ces biens, en exécution de l'art. 3 de la loi du 28 avril 1887 (1).

Dès le début de l'application de la loi du 26 juillet 1873, l'administration s'est préoccupée des moyens propres à mettre fin aux indivisions constatées dans certains territoires de propriété privée. Ainsi, les instructions données aux commissaires enquêteurs en 1875 leur recommandaient de prêter leur concours aux indigènes qui désiraient faire le partage de leurs biens indivis, et de procéder à la délimitation des lots résultant de ces partages. Ces recommandations, dépourvues de sanction, ne produisirent pas l'effet qu'on en espérait, non plus que celles renouvelées en 1879, et elles n'empêchèrent pas la production de dossiers d'enquête où se rencontraient, pour le même immeuble, des ayants droit si nombreux que tout partage était impossible, beaucoup de parts étant sans valeur appréciable. Délivrés dans ces conditions, les titres de propriété n'étaient qu'un moyen offert à la spéculation de provoquer, à la faveur d'acquisitions de parts indivises minimes, des licitations ruineuses pour les indigènes, et ils allaient contre le but même que la loi a eu en vue.

Les instructions du 18 août 1883 ont apporté un premier remède à cet état de choses. Les commissaires enquêteurs, au lieu de suivre à la lettre les indications des arbres généalogiques et de faire revivre, par là, des droits prescrits ou éteints, ont dû, désormais, se baser principalement sur la possession et n'attribuer la propriété qu'aux ayants droit véritables. Grâce à cette nouvelle méthode, l'indivision a pu être réduite, et les exagérations justement reprochées aux premiers travaux d'application de la loi de 1873 ont disparu presque partout.

Mais on a voulu faire un pas de plus dans cette voie. Il a paru que le commissaire enquêteur ne devait pas seulement borner ses constatations aux droits réels et éviter de créer des droits nouveaux au profit de parents éloignés ou disparus, ayant renoncé en fait à la propriété, et ne se révélant parfois que par les indications de l'arbre généalogique. On a pensé que la mission de ce fonctionnaire devait être plus étendue, son action plus complète et plus efficace; et qu'il ne lui appartenait pas, seulement, de favoriser les partages entre familles, mais qu'il avait à y procéder lui-même, en usant de l'autorité que lui donnent les fonctions dont il est investi par la loi.

C'est dans cet ordre d'idées, et pour rompre définitivement avec les anciens errements, que la loi du 28 avril 1887, intervenue pour modifier et compléter celle du 26 juillet 1873, a, dans son article 3, formulé les prescriptions suivantes :

« En cas d'indivision entre plusieurs familles, constatée au cours des » opérations prescrites par le chapitre 1er du titre III de la loi du 26 juillet » 1873, il sera procédé, dans les formes organisées par la dite loi, à la répar- » tition entre ces familles des immeubles commodément partageables. »

Ces dispositions étendent la mission des commissaires enquêteurs et leur imposent de nouveaux devoirs. Les instructions qui suivent ont pour but de guider ces fonctionnaires dans la nouvelle voie qui leur est ouverte.

1. — Il importe d'abord de bien savoir ce qu'il faut entendre par famille, puisque le partage doit, aux termes de la loi, être effectué « en cas d'indivision entre plusieurs familles ».

Le projet de loi présenté par le gouvernement contenait la définition suivante : « Sous l'appellation de famille, sont compris tous les successibles du 6e degré ». Mais cette disposition, dont l'application eût donné lieu à de très grandes difficultés, a été supprimée par le Sénat, qui a jugé, sans doute,

---

(1) *Suprà*, p. 69.

que les mots « commodément partageables », employés pour désigner les immeubles à soumettre au partage, suffisaient pour déterminer la portée de cette prescription, sans qu'il fût nécessaire de préciser le degré de parenté existant entre les familles placées dans l'indivision.

La commission de la Chambre des députés est allée plus loin. Elle a pensé qu'il était utile, pour l'application de la loi, de bien définir ce que l'on doit entendre par famille; et, si elle n'a pas jugé nécessaire de faire insérer dans le texte législatif une disposition spéciale sur ce point, elle a cru devoir, tout au moins, pour guider les interprétations ultérieures, fournir elle-même dans son rapport cette définition, et indiquer ce qu'est l'unité familiale, sur la tête de laquelle doit être établie la propriété individuelle. Voici comment s'exprime à ce sujet le rapport de la commission :

« Si l'on pénètre dans les territoires indigènes, on reconnaît que, soit dans » la tente, soit sous le toit du gourbi ou de la maison, il n'y a jamais autour » du même foyer qu'un petit nombre d'êtres unis par les liens les plus in- » times : un mari, une femme, des enfants, et plus rarement des sœurs, des » neveux en bas âge, une vieille mère et un père infirme, jamais deux » ménages. On ne trouve dans ce milieu aucune différence caractéristique » saillante entre la famille du pays de France, et celle du fellah algérien, » en dehors de la bigamie, de la polygamie, qui constituent des exceptions. » Pour employer une expression qui est bien connue dans la mère-patrie, ce » petit groupe de parents, vivant sous le même toit, autour du même foyer, » ayant des intérêts très directs et prochains, c'est le feu, c'est notre famille.

» Il est nécessaire de donner une définition juridique à notre pensée. *La* » *famille est le groupe formé par le majeur maître de ses droits avec* » *les femmes, les enfants et les incapables qui suivent sa fortune.*

» C'est au profit de ce groupe, de ce feu, de cette famille, que l'indivision » doit être brisée ; c'est jusqu'à lui que le commissaire enquêteur doit pousser » le partage, sous cette seule réserve que le bien soit commodément par- » tageable.

» *Il faut aussi comprendre comme feu ou famille le mineur sur la* » *tête duquel repose un patrimoine distinct, même s'il est en présence de* » *père ou de tuteur, et assimiler l'interdit au mineur.* »

Le commissaire enquêteur devra donc désormais, dans ses opérations, se guider d'après cette définition de la famille, pour déterminer les cas où le partage des biens indivis devra avoir lieu. La loi veut que la propriété individuelle soit constituée par groupes d'habitation, et que le commissaire enquêteur fasse cesser l'indivision entre groupes différents, toutes les fois qu'un partage est possible, c'est-à-dire que les immeubles sont « commodément partageables ». Le patrimoine spécial du mineur et de l'interdit doit, de même, être rendu distinct par un partage.

La distinction des unités familiales pourra, quelquefois, présenter des difficultés d'appréciation. Telle famille se composera de plusieurs ménages n'habitant pas sous le même toit ou sous la même tente, mais vivant côte à côte, jouissant en commun du bien patrimonial, mêlant leurs intérêts, et ayant un chef unique. Le partage pourra, dans ce cas, n'être pas imposé. Mais il devra toujours avoir lieu lorsque les ménages auront une existence indépendante, des intérêts distincts, en un mot qu'il y aura plusieurs chefs de famille, sous la condition, bien entendu, que les immeubles soient commodément partageables.

Avant d'indiquer les règles à suivre pour la réalisation de ces partages, il est utile de faire connaître les conditions nouvelles dans lesquelles devront être exécutées, à l'avenir, les opérations de reconnaissance de propriété par application de la loi du 26 juillet 1873.

2. — Les instructions du 18 août 1883 ont prescrit aux commissaires en-

quêteurs d'employer le délai qui précède l'ouverture de l'enquête à l'établissement des arbres généalogiques, travail destiné à assurer la collation régulière des noms patronymiques, et à donner, en outre, au commissaire enquêteur le moyen de résoudre les difficultés qu'il peut rencontrer pour la répartition des héritages. Il a été recommandé, toutefois, de ne pas se baser exclusivement, pour la détermination des quotes-parts, sur les indications des arbres généalogiques ainsi dressés, et de ne pas faire revivre, à la faveur de ces indications, des droits prescrits ou éteints, mais de se guider surtout d'après la possession, qui constitue la première présomption de propriété, sauf à instruire les revendications qui lui seraient opposées.

Ces principes restent ceux dont le commissaire enquêteur aura à s'inspirer. Mais l'expérience a démontré que leur application n'exigeait plus d'établissement préalable des arbres généalogiques de toutes les familles du douar. Une des raisons qui motivaient ce travail, la collation des noms patronymiques, n'existe plus aujourd'hui, la constitution de l'état civil devant toujours précéder l'application de la loi de 1873. D'un autre côté, il a été reconnu que certains commissaires enquêteurs se laissaient encore trop guider par les indications des arbres généalogiques et ne dirigeaient pas suffisamment leurs recherches et leurs constatations dans le sens de la jouissance effective.

Il est décidé, en conséquence, que le travail d'ensemble d'établissement des arbres généalogiques, prescrit par les instructions du 18 août 1883 cessera d'être exécuté.

Les commissaires enquêteurs se serviront désormais, pour leurs recherches, des arbres déjà établis pour la constitution de l'état civil et qui suffiront, presque toujours, au nouveau mode de constatation. Il ne sera établi d'arbres spéciaux qu'au fur et à mesure des besoins, et pour les cas où ce travail serait nécessaire ou utile. Les commissaires enquêteurs s'attacheront surtout à constater les droits de propriété individuels, tels qu'ils s'exercent effectivement et qu'ils résultent des déclarations des intéressés eux-mêmes.

Voici, du reste, sauf les exceptions que pourraient comporter certaines situations particulières, l'ordre dans lequel les opérations d'enquête seront exécutées à l'avenir et l'esprit dans lequel elles devront être dirigées.

3. — Pour faciliter les travaux des commissions d'enquête et en activer la marche, le nouveau règlement de la topographie, dans ses articles 112 à 116 et 123, a institué un mode de procéder consistant à faire exécuter par les géomètres chargés du levé ou de la révision du plan du territoire un travail préparatoire de reconnaissance et de bornage, à utiliser ultérieurement par le commissaire enquêteur.

Rien n'est changé, sauf les additions ci-après, dans les dispositions qui réglementent ce travail. Les géomètres désignés pour l'effectuer continueront, ainsi qu'il a été prescrit, à inscrire chaque lot de propriété reconnu sur un tableau indicatif provisoire, au nom des chefs de famille déclarés comme propriétaires, en ayant soin de relever avec la plus grande exactitude ce renseignement destiné à être utilisé, de même que ceux ci-après, pour les partages ultérieurs. Ils s'aideront, à cet effet, des listes d'impôts, ainsi que des arbres généalogiques de l'état civil, s'il a été constitué; dans ce dernier cas, ils désigneront les chefs de famille par leur nom patronymique.

Le tableau indicatif qu'ils ont à établir contiendra deux nouveaux renseignements, l'un faisant connaître la nature et la classe de l'immeuble (Jardin planté de .... .; prairie; terre labourable de 1re, 2e, 3e..... classe); l'autre, sa valeur approximative d'après les taux par nature et par classe indiqués par le géomètre en tête de son tableau.

Enfin le géomètre établira un répertoire alphabétique des chefs de famille inscrits au tableau indicatif, avec mention des numéros de lots.

4. — Dans le système qui précède, le commissaire enquêteur entreprend les opérations sur un travail déjà entamé et préparé par des géomètres ; et il opère, à son tour, avec le concours de ces mêmes géomètres, lesquels lui fournissent toutes explications utiles sur ce qu'ils ont fait, et modifient leurs plans d'après les résultats de son propre travail.

Mais il n'arrivera pas toujours, et le règlement (art. 117 et 125) le prévoit, que des géomètres auront fait ce travail préparatoire de reconnaissance et de bornage. Le personnel de la topographie, que l'administration s'occupe, en ce moment, de renforcer, n'a pas encore une importance numérique suffisante pour que la mesure puisse être généralisée, comme elle le sera plus tard, sauf exceptions motivées par des circonstances particulières. Le commissaire enquêteur aura donc encore à procéder d'après les anciens errements, c'est-à-dire à effectuer lui-même, sans le secours d'un travail préparatoire, la reconnaissance et le bornage de la propriété, avec l'assistance de géomètres chargés, soit du levé, s'il n'en existe pas déjà, des plans à l'échelle réglementaire, soit, s'il en existe, de leur révision. Au fur et à mesure de cette reconnaissance, le géomètre assistant relève les limites des lots sur des croquis qui servent de base à son travail ultérieur de levé ou de révision.

Quel que soit, au surplus, le mode adopté, que le travail préalable de reconnaissance et de bornage par les géomètres ait été, ou non, exécuté, la mission du commissaire enquêteur, plus ou moins facilitée, est toujours la même. Il doit, pour *chaque lot*, constater quels sont les propriétaires et quelle est la quotité respective de leurs droits. Et, ici, il n'est pas inutile de reproduire, à l'usage du géomètre délimitateur pour le travail préalable dont il vient d'être parlé, comme à l'usage du commissaire enquêteur, la définition du *lot*, telle que la donne l'article 110 du nouveau règlement de la topographie.

« Par lot, on doit entendre la surface d'un seul tenant appartenant au » même propriétaire ou au même groupe de propriétaires par indivis, sans » distinction de la nature des cultures, ni des objets divers existant sur le sol. » Un lot peut donc comprendre plusieurs parcelles. »

Un lot peut, de même, appartenir à plusieurs familles, telles qu'elles ont été ci-dessus définies; et c'est le cas alors de procéder au partage prescrit par la nouvelle loi.

Pour bien préciser la mission du commissaire enquêteur, il convient de la prendre dès le début et de la suivre dans ses phases successives.

5. — Avant de désigner un commissaire enquêteur pour un nouveau territoire, il faut se rendre bien compte de la situation de ses travaux en cours, de la date à laquelle il sera réellement disponible, des conditions où se trouve le territoire au point de vue des plans existants, et de la disponibilité des géomètres qui devront assister le commissaire enquêteur. C'est là une précaution indispensable pour prévenir tout chômage de part ou d'autre, et qui intéresse au plus haut point la marche du service. Le préfet y doit veiller personnellement. Lorsque le commissaire enquêteur désigné doit, au préalable, faire, dans le douar, le travail de constitution de l'état civil, toutes mesures doivent être prises pour combiner les deux opérations sans temps d'arrêt.

Un délai d'un mois au moins (art. 10 de la loi de 1873, combiné avec l'art. 8) est prescrit entre la publication de l'ordonnance du 1er transport du commissaire enquêteur et la date fixée pour ce transport. Ce délai, ne devant plus, ainsi qu'il a été dit, être utilisé pour la confection des arbres généalogiques, sera employé à d'autres travaux; et le commissaire enquêteur fixera la date de son 1er transport de façon à se réserver le temps nécessaire pour déterminer, s'il y a lieu, ses travaux en cours, pour se livrer aux recherches

de documents et renseignements prévus à l'art. 10 de la loi, et pour faire, dans le douar, une tournée préparatoire dont le but va être indiqué.

Après avoir établi, à l'aide des impôts et, au besoin, des arbres généalogiques de l'état civil, la liste des chefs de famille, s'il ne la possède déjà par suite du travail préparatoire des géomètres, le commissaire enquêteur se rendra dans le douar, pour se mettre en rapport avec les chefs de famille de chaque région convoqués à cet effet, et pour les entretenir de la mission qu'il aura prochainement à accomplir. Il leur donnera connaissance des dispositions de la loi qui prescrivent le partage des biens indivis entre familles différentes; et ils les engagera à procéder entre eux à des partages amiables, de façon qu'à son prochain retour sur le terrain, il n'ait plus qu'à constater les résultats, sans être obligé de faire les partages lui-même, comme la loi le lui prescrit.

On ne peut qu'attendre de bons effets des conseils donnés dans ce sens par le commissaire enquêteur aux chefs de famille, et que l'autorité locale devra appuyer de toute son influence.

6. — A la date fixée par son ordonnance, le commissaire enquêteur se transportera de nouveau dans le douar, et procédera dans chaque section, avec le concours du géomètre auteur du plan ou chargé de l'établir, à la reconnaissance de la propriété sur toute l'étendue du territoire, en présence, dit la loi, du maire et de deux délégués du conseil municipal, ou du président et de deux délégués de la djemaà, et au besoin du cadi.

L'opération de reconnaissance sera évidemment bien abrégée quand elle aura été précédée du travail préparatoire des géomètres. Le commissaire enquêteur aura, dans ce cas, à contrôler et à compléter, en présence des intéressés, les renseignements du tableau indicatif provisoire, et à les reproduire sur la minute de son procès-verbal général, avec les modifications résultant de ses propres constatations.

Parmi les modifications à apporter aux renseignements du tableau indicatif provisoire, il s'en trouvera qui auront pour cause les partages entre familles, effectués à l'amiable après le passage des géomètres, sur les conseils donnés par le commissaire enquêteur lors de l'opération préliminaire dont il vient d'être parlé. Ces partages ne consisteront souvent que dans un simple échange de lots, et n'exigeront alors qu'une mutation dans les noms de propriétaires inscrits au tableau indicatif; mais ils aboutiront aussi, parfois, à des morcellements de lots, auquel cas les nouvelles limites seront bornées sur le terrain et relevées sur les plans.

Lorsqu'il n'y aura pas eu reconnaissance préalable du géomètre, et qu'il n'existera ni plans, ni tableau indicatif, les partages amiables intervenus avant le retour du commissaire enquêteur n'auront pas à être relevés spécialement. Il suffira au commissaire enquêteur de constater l'état actuel de la propriété résultant de ces partages.

Les mesures à prendre pour la réalisation ultérieure de nouveaux partages, au cours des opérations de reconnaissance, seront indiquées plus loin. Il convient, auparavant, de compléter les observations concernant les conditions dans lesquelles la reconnaissance de la propriété devra, à l'avenir, être poursuivie.

7. — Le commissaire enquêteur est chargé, d'après la loi, non seulement de reconnaître la propriété et d'en désigner les ayants droit, mais encore de constater la quotité respective des droits des copropriétaires. Cette constatation spéciale doit se faire, pour tous les lots reconnus dans le périmètre, au fur et à mesure de leur délimitation. Chaque lot doit figurer au procès-verbal général, avec les noms de tous les ayants droit et leurs quotes-parts.

Mais comment obtenir ces renseignements?

On les a longtemps demandés à des arbres généalogiques faisant remonter, à travers plusieurs générations, l'origine de la propriété à un auteur commun, dont étaient issues les familles des ayants droit actuels. La quotité des droits de chacun était calculée d'après la série des décès intervenus et l'ordre présumé des successions.

Qui ne sent ce qu'un appareil système a de défectueux et à quelles erreurs il peut conduire, en faisant reposer les droits actuels sur des faits anciens, obtenus de souvenirs souvent incomplets ou peu fidèles? Ce système aboutit en outre, à la reconstitution de droits prescrits, éteints ou abandonnés. Or, quelle est en réalité, l'objet de la mission du commissaire enquêteur? Il doit reconnaître et constater les droits de propriété dans leur état actuel, tels qu'ils s'exercent, tels qu'ils existent. C'est donc par l'examen de la situation de fait, par les déclarations des intéressés soumises à la contradiction publique, plutôt que dans les indications théoriques d'arbres généalogiques d'une exactitude toujours douteuse, qu'il doit chercher à s'éclairer et à obtenir la vérité.

C'est pourquoi le système des grands arbres généalogiques doit être abandonné, en tant que base première du calcul des droits des copropriétaires de biens indivis. Le commissaire enquêteur commencera désormais par puiser ses renseignements touchant la quotité des droits individuels dans l'examen de l'état de choses existant, dans les déclarations des possesseurs des immeubles, en faveur de qui existe la présomption de propriété, et, au besoin, dans les arbres généalogiques établis précédemment pour la constitution de l'état civil.

Il portera le lot au nom des ayants droit qui lui seront désignés, et dans la proportion qui lui sera indiquée par les intéressés eux-mêmes. Il aura eu le soin, toutefois, d'avertir ceux-ci qu'ils doivent déclarer tous leurs coayants droit, présents ou absents, femmes ou mineurs, participant d'une façon quelconque à la jouissance de l'immeuble. Il sera veillé, notamment, à la sauvegarde des droits des militaires, que leur présence sous les drapeaux retient loin du lieu de leurs intérêts.

Mais, bien que le système des arbres généalogiques spéciaux soit supprimé comme mesure générale, il se produira cependant des cas où il sera utile et même nécessaire de les établir, soit que les intérêts n'aient pu se mettre d'accord sur la quotité de leurs droits respectifs, soit qu'il y ait enchevêtrement de successions, cessions de parts héréditaires non définies, etc. Les arbres généalogiques à dresser dans ce cas devront être aussi peu compliqués que possible, et ne pas être poussés au delà de ce qui sera nécessaire pour la solution des difficultés. Ils seront, au surplus, inscrits sur un cahier dans la forme et avec les renseignements et références ordinaires.

Lorsque les calculs aboutiront à l'attribution de parts infinitésimales en faveur de certains ayants droit, le commissaire enquêteur s'efforcera d'obtenir la renonciation de ces derniers, sauf à les faire désintéresser en argent par les principaux copropriétaires à qui ces parts seraient ajoutées. Le commissaire enquêteur est autorisé, au surplus, à supprimer et à répartir sur la masse toute part dont la valeur, d'après le tableau des estimations, serait inférieure à 5 fr. en capital, et pour laquelle l'ayant droit n'aurait pas la jouissance effective. L'attribution de telles parts ne saurait, en effet, être d'aucun profit aux bénéficiaires, et elle peut servir de prétexte à des licitations ruineuses. Il y a présomption, d'ailleurs, que celui qui n'exerce pas la jouissance a renoncé à son droit, et cette présomption justifie l'omission commise à son égard. Cette omission devra toutefois être réparée, si, lors du dépôt du procès-verbal, l'ayant droit formule une revendication dans le délai légal.

Les renseignements recueillis par les commissaires enquêteurs sur les ayants droit et sur leurs quotes-parts trouveront, au surplus, un contrôle

efficace lors des séances publiques qu'au cours de ses opérations, il consacre, par intervalles et de région en région, à la réception des revendications et à l'examen des réclamations. La connaissance, donnée alors publiquement des droits individuels constatés, permettra aux réclamations de se produire utilement, et les erreurs ou omissions reconnues seront réparées.

8. — Le commissaire enquêteur s'occupera du travail des partages, au cours de ses opérations de reconnaissance. Pour ceux intervenus, sur ses conseils, avant l'ouverture de l'enquête, il n'aura, ainsi qu'il a été dit, qu'à constater le nouvel état de propriété. Il procédera de même pour les partages volontaires qui se seront faits avant la reconnaissance, et qu'il trouvera réalisés à son passage. Pour le surplus, il opérera de la manière suivante :

Il divisera son travail par sections de territoire, c'est-à-dire dans les sens des zones respectives affectées aux divers géomètres qui l'assisteront successivement ; et il devra avoir terminé les partages d'une section avant de passer, avec un autre géomètre, à la section suivante.

Pour chaque section, la reconnaissance des lots une fois accomplie, il déterminera, par le rapprochement de la liste des lots inscrits sur sa main courante et de la liste des chefs de famille annotée des n^os^ des lots inscrits à leur nom, les lots qui seront indivis entre plusieurs familles, et pour lesquels, par conséquent, le partage sera, en principe, obligatoire. Il étudiera, pour chacun de ces lots, au moyen des éléments d'appréciation fournis par l'évaluation des immeubles inscrite sur la minute de son procès-verbal général, la possibilité d'un partage et les moyens de le réaliser, soit par la répartition du lot entre les familles dans la proportion de leurs droits, soit, s'il existe plusieurs lots indivis, par la répartition entre elles de ces lots, en les divisant au besoin, si le morcellement ne peut être évité.

Cette étude sera faite, pour l'ensemble de la section, par le commissaire enquêteur, à son lieu de campement, et avec le concours du géomètre. Lorsqu'elle sera terminée, les intéressés seront convoqués, et il leur sera donné connaissance des partages projetés. Il sera tenu compte de leurs observations, si elles sont reconnues fondées, et de leurs désirs autant qu'il sera possible. Toutes explications leur seront données pour les convaincre du bienfait de la mesure et pour obtenir leur adhésion au partage qui, à défaut, leur est imposé, en vertu de la loi. Les éléments de chaque partage seront ensuite définitivement arrêtés, en présence des délégués communaux dont il est parlé dans la loi de 1873.

Lorsque le partage entraînera morcellement du lot précédemment constitué, le commissaire enquêteur se rendra sur le terrain avec le géomètre, pour arrêter la limite en présence des intéressés, et en faire le bornage. Les nouveaux lots ainsi créés seront désignés, si c'est nécessaire, par des numéros *bis, ter,* etc.

Il arrivera que des familles dont les propriétés devront être partagées posséderont des immeubles dans plusieurs sections. Pour ces familles, les partages ne pourront être utilement effectués que lorsque tous les lots qui leur appartiennent auront été reconnus. L'opération, dans ce cas, ne se fera qu'au titre de la section où se trouveront les derniers lots, et avec l'aide du géomètre qui, à ce moment, assistera le commissaire enquêteur.

Il sera dressé, par section, un procès-verbal spécial des partages intervenus. Chaque lot donnant lieu à un partage y fera l'objet d'un article distinct, dans lequel les faits (ancienne et nouvelle situation, motifs des combinaisons, adoptées, observations des parties, modifications apportées, etc.), seront sommairement exposés. Il sera fait mention de l'acceptation des intéressés. Au cas de non acceptation, les raisons de passer outre et de maintenir le partage préparé seront indiquées. Des explications seront

fournies, notamment, pour chaque lot maintenu dans l'indivision par le motif qu'il n'est pas « commodément partageable ». Le procès-verbal sera signé par les délégués de la représentation communale, par le géomètre, l'interprète et le commissaire enquêteur.

Les attributions de propriété inscrites en fin d'opérations sur le procès-verbal général seront, naturellement, celles résultant des partages effectués. La colonne d'observation du procès-verbal contiendra, pour chaque lot, la mention : « partage accepté » ou « partage d'office », suivant qu'il y aura eu acceptation ou refus des intéressés. Le numéro du procès-verbal des partages sera, en outre, indiqué.

9. — La partie des opérations du commissaire enquêteur relative aux partages sera soumise, comme tous les autres travaux d'enquête, au contrôle de l'inspecteur du service de la propriété indigène. Ce contrôle s'exercera dans les conditions indiquées par les instructions du 18 août 1883.

L'attention de l'inspecteur devra se porter particulièrement sur les lots indivis qui n'auront pas fait l'objet de partages, par le motif qu'ils ne seraient pas commodément partageables.

10. — Mention des modifications apportées aux partages, à la suite de la vérification de l'inspecteur, sera faite aux procès-verbaux de partage, sous forme de procès-verbal complémentaire.

Ces procès-verbaux seront joints, à titre de renseignement, au procès-verbal général de l'enquête, qui, aux termes de l'art. 12 de la loi du 26 juillet 1873, doit être déposé entre les mains du juge de paix ou, à défaut, du maire ou de l'administrateur. Mais il ne sera pas nécessaire d'en joindre une traduction en arabe au procès-verbal général à déposer, en texte arabe, entre les mains du président de la djemaâ ou de l'adjoint indigène ou, à défaut, du cadi, le vœu de la loi étant suffisamment rempli, sur ce point, par le dépôt du texte du procès-verbal général indiquant les résultats des partages.

Les réclamations formulées, pendant le période du dépôt, au sujet des partages seront instruites par le commissaire enquêteur, lors de son 2e transport sur le terrain, dans les formes et conditions prescrites pour les autres réclamations, et les résultats de cette dernière instruction seront constatés, dans la forme ci-dessus indiquée, aux procès-verbaux de partage. Le procès-verbal général, modifié et complété, au besoin, dans le sens des conclusions définitives du commissaire enquêteur, sera adressé, avec les procès-verbaux de partage et les autres documents de l'enquête, au gouverneur général pour homologation, s'il s'agit d'un territoire de propriété collective, à la direction des domaines pour établissement de titres, si l'enquête a eu pour objet un territoire de propriété privée.

11. — Le nouveau mode de reconnaissance de la propriété aura pour conséquence de supprimer, le plus souvent, les attributions de parts indivises que la fiction des arbres généalogiques faisait précédemment constater au profit de l'État, comme substitué au Beït el mal dans les droits que la loi musulmane lui confère, en certain cas, sur les héritages. Ce résultat ne sera pas à regretter. Les parts indivises ainsi attribuées au Domaine sont, en effet, pour lui une cause d'embarras plutôt que de profit; et, dans les licitations auxquelles donnent lieu les immeubles, elles ne font qu'occasionner un surcroît de procédure et de dépenses, sans procurer au trésor un bénéfice sérieux, la majeure partie du prix de ces licitations étant, ordinairement, absorbée par les frais. D'ailleurs, la copropriété de l'État dans les héritages indigènes n'est point ce qu'a voulu le législatenr de 1873, en prescrivant la reconnaissance et l'établissement de la propriété individuelle en territoire

indigène. Les commissaires enquêteurs se conformeront donc à l'esprit de la loi en s'abstenant de faire revivre les droits du Beït el mal, lorsque ces droits ne seront pas actuels, c'est-à-dire réservés en fait ou par les contrats et qu'il n'y aura pas réellement déshérence.

Les commissaires enquêteurs continueront, au surplus, à apporter leurs efforts, tant à la recherche et à la constatation des terres inoccupées et sans emploi, qui, en vertu de la loi, sont dévolues à l'État comme biens vacants et sans maîtres, qu'au groupement de ces terres par voie d'échanges lorsque les circonstances le permettront. Les règles tracées, à cet égard, par les instructions du 18 août 1883 et par les circulaires des 28 février 1885 et 30 janvier 1886, sont maintenues.

12. — Il importe que le gouvernement général, pour chaque territoire soumis à l'application de la loi du 26 juillet 1873, soit tenu exactement au courant des phases successives des opérations et de leur clôture.

D'après les errements en vigueur, la date du 1er transport du commissaire enquêteur, celle du dépôt du dossier, et la date du 2e transport du commissaire enquêteur sont portés à la connaissance du gouvernement général par les demandes qui lui sont adressées en vue de l'insertion au *Mobacher* des avis annonçant ces formalités. Ces communications devront, à l'avenir, être complétées par les suivantes :

1° Avis, par le préfet, de la date de la remise du dossier à l'inspecteur, pour vérification avant le dépôt.

2° Avis, par le préfet, de la remise du dossier à l'inspecteur après le 2e transport.

L'inspecteur, à la suite de sa deuxième et dernière vérification, établira un rapport résumant le travail de l'enquête et les résultats obtenus. Ce rapport, destiné au gouvernement général, sera visé par le préfet, avec telles observations qu'il jugera utiles.

3° Avis, par le préfet, de l'envoi au service des domaines des dossiers d'enquête de propriété privée, dossiers à l'égard desquels aucune information spéciale n'était fournie, jusqu'à présent, au gouvernement général.

Cet avis sera accompagné du rapport de l'inspecteur, dont il vient d'être parlé. Pour les territoires de propriété collective, ce rapport sera joint au dossier soumis à l'homologation.

4° Avis, par le directeur des domaines, de la date des titres provisoires établis et de celle de leur publication.

5° Avis, par le directeur des domaines, immédiatement après l'expiration du délai de trois mois, des oppositions qui se seront produites.

Pour les titres dont la délivrance se trouvera ainsi suspendue, des communications ultérieures feront connaître les suites des oppositions et les solutions intervenues.

6° Enfin, avis, par le directeur des domaines, de la date de la transcription hypothécaire des titres et de l'envoi au préfet des certificats individuels à remettre aux intéressés.

Les instructions qui précèdent tracent les règles suivant lesquelles les opérations d'enquête de propriété indigène devront, désormais, être poursuivies. Constituer la propriété individuelle dans les conditions les moins compliquées, les mieux propres à faciliter les transactions, les plus favorables, par conséquent, aux intérêts des indigènes et au développement de la colonisation, tel est le but à atteindre, et auquel doivent tendre les efforts de tous les agents de l'administration appelés à concourir à l'œuvre.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE

TOME TROISIÈME

ANNÉE 1887

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION & DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME TROISIÈME

ANNÉE 1887

PREMIÈRE PARTIE

DOCTRINE ET LÉGISLATION

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Pages

Compétence. — De la compétence des tribunaux français d'Algérie dans les contestations entre étrangers, par M. E. Audinet, professeur agrégé à la Faculté de droit d'Aix. 211, 270

Intérêt de l'argent. — De la loi applicable au taux de l'intérêt légal en Tunisie pour les créanciers français, par M. Jules Jacquey, professeur agrégé à la Faculté de droit de Douai. 171

Mozabites. — Cours de coutumes indigènes professé à l'École de Droit d'Alger. — Législation mozabite. — Le Nil. — Du Mariage et de sa dissolution, — *texte traduit* par M. E. Zeys, président de Chambre à la Cour d'appel d'Alger, professeur de droit musulman et de coutumes indigènes à l'École de Droit. 247, 285

——— Des juridictions compétentes en matière de litige intéressant les Mozabites résidant hors du Mzab, par M. L. Rinn, conseiller du gouvernement de l'Algérie. 236

Pages

Naturalisation. — De la naturalisation des indigènes musulmans de l'Algérie, par M. L. Hamel, sous-chef de bureau au gouvernement général de l'Algérie *(suite)*. 35

Propriété. — Le statut réel français en Algérie, par M. L.-A. Eyssautier, conseiller à la Cour d'appel d'Alger. 59, 83, 111, 135, 147, 189

——— Au sujet du décret du 13 décembre 1866, relatif à l'insaisissabilité, pour dettes antérieures, des terres constituées en propriété individuelle en exécution du sénatus-consulte du 22 avril 1863, par M. Alfred Dain, professeur agrégé à l'École de Droit d'Alger, avocat à la Cour d'appel. 208

——— Du conflit du titre délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873 avec un titre français administratif, judiciaire ou notarié, par M. Alfred Dain, professeur agrégé à l'École de Droit d'Alger, avocat à la Cour d'appel. 259

Propriété foncière. — Projet de loi sur le régime de la propriété foncière en Algérie. — Rapport présenté au nom de la commission, par M. Alfred Dain, professeur agrégé à l'Ecole de Droit d'Alger. 1

Travaux parlementaires. — Notice sur les travaux parlementaires de l'année 1886, par M. Paul Lacoste, professeur agrégé à l'Ecole de Droit d'Alger. 28

BIBLIOGRAPHIE

Pages

Dictionnaire de droit international privé, — Législation, doctrine, jurisprudence françaises, — par MM. René Vincent et Edouard Pénaud, avocats à la Cour d'appel de Paris. — 1er fascicule. — Paris, *Larose et Forcel*, éditeurs, 1887. 133

L'Algérie et la Tunisie, par Paul Leroy-Beaulieu. *Guillaumin*, 1887. — La France dans l'Afrique du Nord *(Algérie et Tunisie)*, par Louis Vignon, *Guillaumin*, 1887. — La France coloniale (P. Foncin : *L'Algérie.* — J. Tissot : *La Tunisie*), par Alfred Rambaud. — Paris, *Armand Colin*, 1888. 295

Traité élémentaire de droit musulman algérien (école malékite), — par M. E. Zeys, président de Chambre à la Cour d'Alger, chargé du cours de droit musulman à l'École de Droit. — Tome second. — Alger, *A. Jourdan*, 1887. 169

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

ACT

Pages

A

Abordage, *protestations et réclamations, calcul du délai, jours fériés, suspension.*

Le délai de 24 heures imparti par l'art. 436 du Code de commerce pour signifier les protestations et réclamations en cas d'abordage entre deux navires est un délai de rigueur, qui doit être calculé d'heure à heure, à partir du moment où le capitaine du navire abordé a pu agir.

Ce délai est suspendu pendant les jours fériés, et il doit être calculé d'heure à heure en faisant abstraction de cet intervalle.

ALGER, 8 FÉVR. 1887. 256

Accident. — V. *Responsabilité.*

Acquiescement. — V. *Avoué.*

Acte administratif. — V. *Bail administratif.*

Acte d'appel, *constitution d'avoué, omission, nullité.*

La constitution pour avoué d'un individu qui n'a point cette qualité annule l'acte d'appel;

Il en est ainsi alors même que la personne constituée serait un avocat, et que ce serait par erreur qu'on lui aurait donné le titre d'avoué.

ALGER, 13 NOV. 1886. 11

——— *Jugement, désignation, erreur.*

Un acte d'appel doit être déclaré valable, bien qu'il contienne une erreur dans la date du jugement attaqué, s'il est démontré soit par les énonciations mêmes de cet acte, soit par d'autres circonstances que l'intimé n'a pu se méprendre sur l'identité du jugement dont est appel.

ALGER, 27 NOV. 1886. 12

Acte de commerce, *théâtre, ouvreuses, vestiaire, perte des objets déposés, directeur, responsabilité, compétence.*

Le fait par le directeur d'un théâtre d'autoriser les ouvreuses à recevoir en dépôt les objets que leur confient les spectateurs volontairement et sans

Pages

rétribution forcée ne constitue de la part de celui-ci ni un acte de commerce, ni un acte se rattachant aux besoins de l'exploitation théâtrale;

Et les économies que peut réaliser le directeur sur le salaire de ses préposées, en leur tenant compte à forfait des rémunérations facultatives qu'elles doivent à la générosité de quelques spectateurs, ne constituent pas un bénéfice dans le sens commercial du mot;

En conséquence, l'action en dommages-intérêts intentée contre le directeur, soit personnellement, soit comme responsable de ses employés, à raison de la perte d'un objet déposé au vestiaire, n'est pas de la compétence des tribunaux de commerce.

TRIB. COM. D'ALGER, 21 MARS 1887. 467

V. *Compétence, — Responsabilité.*

Acte notarié, *Tunisie, signature de la partie européenne.*

En Tunisie, un acte notarié passé entre deux Européens n'est pas opposable à celle des parties qui ne l'a pas signé;

L'art. 71 du Code tunisien de 1277 (1860 de l'ère chrétienne) et le décret du 17 chaaban 1296 (6 août 1879) exigent que les conventions où figure une personne de nationalité étrangère soit signées par elle, dans le cas où elle sait signer.

ALGER, 22 JANV. 1887. 71

Acte réglementaire, *interprétation, illégalité, compétence judiciaire.*

Le tribunal de simple police appelé à statuer sur une contravention à un règlement municipal est compétent pour interpréter ce règlement;

Il est également compétent pour en apprécier la légalité, et pour lui refuser toute sanction s'il le trouve illégal.

CASS. (CRIM.), 6 AOÛT 1886. 19

Action en revendication, *incident de partage, compétence. — Succession musulmane, partage d'immeubles, titre administratif, compétence.*

L'action par laquelle un cohéritier soutient qu'un immeuble, dont il prétend avoir la propriété exclusive, a été compris à tort dans l'actif d'une succession dont le partage a été ordonné par justice n'est pas une action en revendication, mais un simple incident de partage;

En conséquence, la connaissance de ce litige doit être renvoyée au tribunal déjà saisi de la demande en partage et seul compétent pour homologuer la liquidation.

La juridiction musulmane est seule compétente pour statuer sur les partages immobiliers entre Musulmans, alors même que la propriété de l'immeuble serait constatée par un titre administratif.

ALGER, 24 NOV. 1886. 37

Action négatoire. — V. *Servitude.*

Action possessoire. — V. *Possession.*

Adjudication. — V. *Commune de plein exercice.*

Agent d'affaires. — V. *Compétence.*

Alfa. — V. *Responsabilité.*

Analyse en langue arabe. — V. *Porteur de contraintes.*

Pages

Appel, *matière musulmane, jugement rendu par les tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, procédure, décret du 10 septembre 1886, défaut de conclusions, radiation de l'affaire.*

Les modifications apportées par le décret du 10 septembre 1886 aux règles de la procédure d'appel en matière musulmane s'appliquent même aux appels des jugements rendus par les tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou;

En conséquence, la partie qui interjette appel devant la Cour d'un jugement rendu par un de ces tribunaux est tenue de déposer des conclusions, faute de quoi défaut doit être donné contre elle et la radiation de l'affaire prononcée. *(D. 10 sept. 1886, art. 43 et 44.)*

ALGER, 7 DÉC. 1886. 5

——— *subrogé tuteur, qualité.*

Le subrogé tuteur n'a pas, en principe, qualité pour interjeter appel d'un jugement rendu contre le mineur;

En admettant même à la rigueur qu'on reconnaisse exceptionnellement ce droit au subrogé tuteur en cas d'absence ou d'empêchement du tuteur et pour éviter au mineur la déchéance, on ne saurait en conclure qu'il a qualité pour suivre l'appel sans avoir tout au moins consulté le conseil de famille et avoir fait des diligences soit pour obliger le tuteur à suivre lui-même l'instance, soit pour le faire remplacer.

ALGER, 4 JUIN 1884. 448

——— *subrogé tuteur, qualité, mineur, tuteur, opposition d'intérêts.*

Le subrogé tuteur, bien que n'ayant pas été partie à l'instance, a le droit d'interjeter appel du jugement rendu contre le mineur en opposition d'intérêts avec son tuteur;

Ce droit lui appartient sans qu'il ait besoin de recourir au conseil de famille.

ALGER, 30 DÉC. 1886. 122

——— *juge de paix, dernier ressort, demande reconventionnelle. — Compétence, matière musulmane, Musulman étranger non résidant en Algérie.*

L'appel d'un jugement rendu par le juge de paix est recevable, si la demande reconventionnelle est supérieure au taux du dernier ressort, alors même que la demande principale ne le serait pas *(L. 25 mai 1838, art. 18.)*

Le juge de paix n'est pas compétent pour juger entre Musulmans dont l'un est étranger non résidant en Algérie, si la demande est supérieure à 200 fr. *(D. 10 sept. 1886, art. 1, 7, 26.)*

TRIB. DE TLEMCEN, 24 MARS 1887. 287

V. *Avoué. — Dernier ressort. — Dommages-intérêts. — Indivisibilité. — Mozabites. — Propriété. — Référé.*

Arbitrage, *Tunisie, sentence arbitrale, exequatur.*

Un tribunal institué par une convention diplomatique intervenue entre deux gouvernements, pour une durée temporaire, en vue de juger des litiges déterminés et dont la juridiction est d'ailleurs facultative pour les parties, constitue une véritable juridiction arbitrale et non un tribunal international étranger;

En conséquence, la sentence de ce tribunal arbitral ne devait pas être révisée au fond par application de l'art. 546 du Code de procédure civile, mais seulement munie de l'exequatur par ordonnance du président; et les parties conservaient le droit de demander la nullité de l'arbitrage par voie

Pages

d'opposition à l'ordonnance du président, conformément aux dispositions de l'art. 1028 du Code de procédure civile.
ALGER, 20 JUILL. 1887. 409

Armateur. — V. *Responsabilité.*

Assurances maritimes, *garantie. — Motifs des jugements.*
L'art. 350 du Code de commerce, énumérant les risques que le contrat d'assurance maritime met à la charge des assureurs, n'y comprend pas, et par cela même exclut les avaries provenant de la faute du transporteur.
Le jugement qui rejette une exception par le seul motif qu'elle n'est pas applicable à l'espèce est nul comme non motivé (*L. 20 avril 1810, art.* 7).
CASS. (CIV.), 26 AVRIL 1887. 363

Attroupements, *roulement du tambour, sonnerie du clairon.*
Le roulement du tambour prévu par la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements peut être, suivant les circonstances, remplacé par la sonnerie du clairon.
ALGER, 14 JANV. 1887. 369

Avoué, *mandat ad litem, désaveu. — Jugement, acquiescement, appel, irrecevabilité.*
Les actes accomplis par l'avoué, même sans pouvoir, mais dans l'exercice de ses fonctions légales, ne lient pas moins la partie que s'ils émanaient d'elle, tant que, pour en repousser les conséquences, elle n'a pas recours à la voie du désaveu.
L'acquiescement à un jugement doit résulter d'actes incompatibles avec la volonté d'interjeter appel. Ainsi, le fait par le défenseur de l'appelant d'avoir consenti à la nomination d'un seul expert dispensé du serment n'est pas incompatible avec la réserve du droit d'appel, lorsque le tribunal, en ordonnant l'expertise, a autorisé l'exécution provisoire nonobstant appel.
CASS. (CIV.), 29 DÉC. 1885. 160

B

Bail administratif, *inexécution, compétence judiciaire, clause contraire, nullité. — Acte administratif, illégalité, compétence.*
Les tribunaux ordinaires sont seuls compétents pour connaître des difficultés auxquelles peut donner lieu l'exécution des baux administratifs. La clause du cahier des charges par laquelle un ministre se serait réservé le droit de prononcer la résiliation du bail est nulle comme portant atteinte à l'ordre public.
Si les tribunaux ordinaires n'ont point qualité pour interpréter, critiquer ou annuler un arrêté administratif, ils ont néanmoins le droit de rechercher si cet arrêté a été pris dans la limite des pouvoirs de l'administration, et, en cas de négative, de lui refuser toute sanction.
ALGER, 15 JUIN 1885. 21

Bail de colonisation. — V. *Concession de chemin de fer.*

Banqueroute simple. — V. *Faillite.*

Beït-el-Mal, *succession musulmane, action, défaut de qualité, compétence, décret du 10 sept. 1886.*

Pages

Les agents du Beït-el-Mal, simples auxiliaires du service des domaines, sont sans qualité pour intenter les actions relatives aux successions musulmanes dans lesquelles l'État est intéressé, ou pour y défendre ;

Et les cadis sont incompétents pour connaître des questions relatives à ces successions ;

Le décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane n'a pas modifié, sous ce double rapport, la législation antérieure.

ALGER, 25 AVRIL 1887. 313

Billet à ordre, *encaissement, mandat, protêt tardif, force majeure, responsabilité de l'officier ministériel.*

Doit être considéré comme un mandataire, celui qui se charge, moyennant une commission, de l'encaissement d'un billet à ordre pour le compte d'un tiers porteur ;

L'encaisseur exécute fidèlement son mandat et n'encourt aucune responsabilité lorsqu'il présente au souscripteur l'effet à recouvrer le jour de l'échéance, et que, faute d'avoir reçu paiement, il le remet à bonne date à l'huissier pour le protêt. Par suite, aucune réclamation ne peut être élevée contre lui si, par négligence, l'huissier chargé du protêt ne remplit pas son office ;

Lorsqu'un acte doit être exécuté à jour dit à peine de déchéance, si cet acte n'est pas accompli par la faute de l'officier ministériel qui en est chargé, la déchéance n'en est pas moins encourue, sauf recours contre l'officier ministériel.

Il appert de l'art. 32 du règlement du 30 décembre 1842, sur l'exercice de la profession de notaire en Algérie, que les notaires n'ont pas qualité pour faire des protêts faute d'acceptation ou de paiement, si ce n'est dans les cas où ces sortes d'actes ne peuvent être formalisés par des huissiers.

TRIB. COM. D'ALGER, 22 NOV. 1886. 456

——— *signature de commerçants et de non commerçants, compétence.*

Les tribunaux de commerce connaissent des actions relatives à un billet à ordre, par cela seul que ce billet porte les signatures de commerçants, alors même que les souscripteurs ou endosseurs non commerçants sont seuls engagés dans la poursuite (*C. com., art. 636 et 637*).

ALGER, 21 OCT. 1886. 261

Bois et forêts, *délit forestier, poursuites de l'administration, Algérie, législation spéciale, juge de paix, compétence.*

Si l'on peut se servir de textes visés dans le préambule d'une loi pour expliquer cette loi, il ne saurait être permis de faire usage de ces textes pour contrarier ou restreindre le sens de cette même loi, alors que ses dispositions sont claires et formelles dans leur généralité, ni de distinguer là où la loi ne distingue pas ;

Aux termes du décret du 14 mai 1850, toujours en vigueur, les juges de paix de l'Algérie, même à compétence restreinte, connaissent, à l'exclusion du tribunal correctionnel, non seulement des contraventions, mais aussi des délits en matière forestière, lorsque l'amende réclamée par la citation ne dépasse pas 150 francs, et ce, alors même que les poursuites sont exercées à la requête de l'administration forestière.

ALGER, 27 MAI 1887. 277

Brocanteur, *arrêté du 30 mars 1835, contravention, circonstances atténuantes.*

L'art. 463 du Code pénal est inapplicable aux contraventions à l'arrêté du gouverneur général du 30 mars 1835, sur l'exercice de la profession de

Pages

brocanteur en Algérie, cet arrêté étant muet sur l'admission des circonstances atténuantes.
ALGER, 26 NOV. 1886. 80

C

Capitaine de navire, *blessures, armateur, responsabilité.*
Un capitaine, blessé à bord, ne peut demander à son armateur d'autres indemnités que celles déterminées par les art. 262 et 272 C. com., à moins d'établir que l'armateur a commis un quasi-délit de nature à engager sa responsabilité.
CASS. (REQ.), 31 MAI 1886. 27

V. *Responsabilité.*

Caution. — V. *Promulgation en Algérie.*

Charâa de Tunis, *jugement, exequatur, Français ou assimilés, juridiction française, révision au fond, traités entre la Régence et la France, l'Italie et l'Angleterre, droits immobiliers, régime de la nation la plus favorisée, exécution des jugements, droits des consuls.*
Le tribunal du charâa et les juridictions locales, dans la Régence, constituent, au regard des justiciables français ou des assimilés, des tribunaux étrangers, dont les sentences, avant d'être pourvues de l'exequatur, doivent être soumises à une révision au fond par la juridiction française. *(C. pr. civ., art. 546; C. civ., art. 2123 et 2128);*
Il y a lieu à révision au fond alors même que les effets de l'exequatur devraient se borner au territoire de la Régence, qui, en vertu de la fiction d'exterritorialité, doit être considéré comme portion intégrante du territoire français au regard de la juridiction française et de ses justiciables;
L'incompétence du tribunal de Tunis, en matière immobilière, ne ferait pas obstacle à son droit de révision au fond, ce droit ne dépendant pas de l'objet du litige, mais de la qualité de la partie contre laquelle l'exécution du jugement est réclamée et de l'extranéité de la juridiction qui l'a rendu;
Le traité du 15 octobre 1824 conclu entre la France et la Régence, et qui stipule au profit de nos nationaux les avantages de la nation la plus favorisée, ne fait pas obstacle à ce droit de révision au fond, en nous obligeant à suivre, en cette matière, les règles du Code civil italien et du traité italien du 18 septembre 1868, dont les dispositions combinées constitueraient ce régime de la nation la plus favorisée;
Le régime de la nation la plus favorisée a été établi, en Tunisie, non par le traité italien du 18 septembre 1868, mais par le traité du 20 octobre 1863 conclu avec l'Angleterrre, dont les lois ne limitent en rien les pouvoirs du juge en matière d'exequatur;
Les privilèges des Européens, en matière immobilière, résultent d'un décret beydical de 1861 et non du traité italien dont il s'agit;
Au surplus, il ne résulte pas des dispositions de ces divers traités qu'ils aient entendu régler les formes judiciaires de l'exequatur; ils prévoient seulement une exécution en fait des décisions rendues contre leurs nationaux, accomplie par les consuls en la forme administrative ou diplomatique;
Quelle que soit, d'ailleurs, l'interprétation donnée à ces traités, ils seraient dépourvus de tout effet légal, l'organisation judiciaire qu'ils prévoient et les garanties qui en résultent n'ayant jamais été créées dans la Régence.
TRIB. DE TUNIS, 2 FÉVR. 1887. 169

Pages

Chemin de fer, *tarifs, renseignement d'un employé, erreur, responsabilité.*

Les tarifs des chemins de fer régulièrement approuvés et publiés ont force de loi pour les compagnies comme pour le public et sont réputés connus de toutes les parties, qui peuvent toujours les consulter;

Par suite, un expéditeur qui a été induit en erreur par un employé sur les conditions du transport ne peut être admis à faire peser sur la compagnie les conséquence d'une faute *(C. civ., art. 1382, 1384).*

CASS. (CIV.), 25 OCT. 1886. 60

——— *marchandises livrables en gare, lettre d'avis.*

Les compagnies de chemins de fer ne sont pas tenues de prévenir les destinataires, par une lettre d'avis, de l'arrivée des marchandises livrables en gare, et elles ne peuvent, dès lors, être passibles de dommages-intérêts lorsque les destinataires ont été avisés tardivement.

TRIB. COM. D'ALGER, 16 MAI 1887. 370

Chose jugée. — V. *Faillite. — Immatriculation. — Saisie-arrêt.*

Command *(déclaration de), copropriété, partage partiel. — Hypothèque, inscription, transcription.*

L'acquisition d'un immeuble, avec déclaration de command jusqu'à concurrence de sommes dont les acquéreurs sont débiteurs envers des tiers, a pour résultat d'établir une communauté d'intérêts entre les acquéreurs et les tiers créanciers, bénéficiaires de la déclaration de command, de sorte que le remboursement ultérieur de quelques-uns de ces derniers constitue un partage partiel, mettant fin à l'indivision en ce qui les concerne;

Dans ces circonstances, la régularité de la déclaration de command ne peut, pour la première fois, être mise en question devant la Cour de cassation.

L'hypothèque judiciaire, obtenue postérieurement à l'aliénation d'un immeuble, grève cet immeuble par cela seul qu'elle a été inscrite avant la transcription de l'aliénation.

CASS. (REQ.), 16 FÉVR. 1887. 448

Commissionnaire de transport. — V. *Responsabilité.*

Commune. — V. *Compétence administrative.*

Commune de plein exercice, *droits à percevoir sur les marchés, affermage par adjudication, refus d'approbation du préfet, nullité de l'adjudication.*

Doit être soumise à l'approbation de l'autorité administrative, en vertu de l'art. 29 de l'ordonnance du 28 septembre 1847, l'adjudication, faite pour le compte d'une commune, du fermage des droits à percevoir sur un marché;

Aucun texte n'impose de délai pour cette approbation à l'autorité administrative;

En refusant son approbation le préfet ne fait qu'user du droit d'appréciation qui lui appartient.

CONS. D'ETAT, 18 FÉVR. 1887. 241

Compétence, *acte de commerce, agent d'affaires, mandat, responsabilité.*

La compétence exceptionnelle des tribunaux de commerce étant fondée, non sur la qualité des personnes, mais sur la nature de leurs actes, les actes civils, bien qu'accomplis par un commerçant, ne peuvent être appréciés par les juges consulaires;

Pages

Spécialement, un agent d'affaires, chargé du recouvrement d'une créance, ne saurait, quoique commerçant, être justiciable des tribunaux de commerce à raison de l'exécution de ce mandat purement civil, alors surtout qu'il s'agit d'une action en responsabilité dirigée contre lui par le mandant en raison d'un fait de négligence qui lui est reproché.

ALGER, 21 OCT. 1887. 471

——— *acte de commerce unilatéral, effets accompagnant le voyageur, perte, option.*

Le non commerçant qui a traité avec un commerçant a, en cas de contestation, le droit d'appeler celui-ci soit devant la juridiction commerciale, soit devant la juridiction civile;

Spécialement, s'il s'agit d'un voyageur qui actionne un voiturier à raison de la perte d'effets l'accompagnant et dont la valeur n'excède pas 1,500 fr., le demandeur a le choix entre les deux juridictions; mais il doit, dans le cas où il opte pour la juridiction civile, porter son action devant le juge de paix et non devant le tribunal de première instance *(L. 25 mai 1838, art. 2, § 2)*.

TRIB. CIV. D'ALGER, 25 OCT. 1887.

——— *contestation entre Musulmans, matière mobilière, matière immobilière, décret du 10 septembre 1886, instance introduite antérieurement, dépens.*

Les cadis sont devenus incompétents, pour juger les contestations entre Musulmans, en matière mobilière ou immobilière, à partir de la promulgation du décret du 10 septembre 1886, et cette incompétence est d'ordre public;

En conséquence, les jugements rendus par ces magistrats en ces matières postérieurement à la promulgation de ce décret doivent être annulés d'office, alors même qu'ils auraient statué sur un procès introduit et en partie instruit avant cette date;

Sauf au juge d'appel, dans ce dernier cas, à partager les dépens entre les parties.

ALGER, 22 MARS 1887. 383
——— 25 AVRIL 1887. 387

——— *propriété, immeubles, opérations du titre II, chap. 2 de la loi de 1873, titre administratif, décision d'un tribunal français en matière musulmane.*

Le juge de paix ne peut connaître, entre Musulmans, d'une contestation relative à des immeubles qui ont été l'objet d'un titre délivré à la suite des opérations du titre II, chap. 2 de la loi du 26 juillet 1873, après avoir été soumis aux opérations du sénatus-consulte;

Il en est de même des immeubles qui ont été l'objet d'une décision rendue par un tribunal jugeant en matière musulmane. *(D. 10 sept. 1887, art. 1er)*.

TRIB. DE TLEMCEN, 26 MAI 1887. 288

——— *société commerciale, cessation de paiements, période de 1870 à 1872, loi du 22 avril 1871, liquidation judiciaire, acte du liquidateur et du syndic, demande en nullité. — Droit né en Algérie, compétence. — Intervention, condamnation aux dépens.*

Les liquidations judiciaires créées par la loi du 22 avril 1871 étant régies, en principe et saul dérogation expresse, par les dispositions du livre III du C. com., il y a lieu de leur appliquer l'art. 635 du C. com., qui attribue compétence au tribunal du domicile du failli pour toutes les actions concernant la faillite.

Un arrangement conclu entre les créanciers d'une société et celle-ci afin de substituer la liquidation judiciaire à la faillite ne peut être considéré comme un concordat qui aurait replacé le failli à la tête de ses affaires et qui aurait ainsi fait cesser l'attribution de compétence au tribunal du domicile de ce dernier.

L'ordonnance du 16 avril 1843, qui permet d'assigner devant un tribunal d'Algérie lorsqu'il s'agit de droits ou actions ayant pris naissance dans ce pays, ne porte aucune atteinte à la compétence spéciale et exclusive instituée par l'art. 635 du C. com. et par l'art. 59, § 7 du C. pr. civ.

Lorsque la partie qui est intervenue en première instance pour se joindre au demandeur n'a pris aucunes conclusions pour combattre l'exception d'incompétence proposée par le défendeur et, intimée sur l'appel, a fait défaut, l'arrêt qui accueille cette exception d'incompétence peut mettre tous les dépens de première instance et d'appel à la charge du demandeur qui succombe dans sa prétention.

CASS. (CIV.), 24 JANV. 1887. 62

——— *succession musulmane, juge de paix, accord des parties. — Successions mobilière et immobilière, comptes et partages, licitation, notaire.*

Les contestations relatives aux successions entre Musulmans peuvent être portées devant le juge de paix du consentement des parties, et ce consentement résulte de ce que le défendeur a reconnu le droit du demandeur à demander le partage (*D. 10 sept. 1886, art. 7*);

Le notaire français, et non le cadi, est seul compétent pour procéder à la liquidation si la succession comprend des immeubles; on ne peut scinder les opérations, les unes relatives à la succession mobilière, les autres à la succession immobilière (*même D., art. 52*);

La licitation rentre dans les attributions du notaire, qui doit y procéder selon le droit musulman (*L. 28 avril 1887, art. 4; même D., art. 7 et 52*).

TRIB. DE TLEMCEN, 28 AVRIL 1887. 283

V. *Acte de commerce. — Action en revendication. — Appel. — Beït-el-Mal. — Billet à ordre. — Bois et forêts. — Etablissement dangereux ou incommode. — Etranger. — Immatriculation. — Justice de paix. — Mozabites. — Phylloxéra. — Possession. — Propriété. — Référé. — Règlement de juges. — Saisie-exécution. — Succession musulmane.*

Compétence administrative, *commune, employé, révocation, dommages-intérêts.*

Le maire agissant dans les limites de son autorité engage la commune.

Les tribunaux civils sont incompétents pour connaître de l'action en dommages-intérêts intentée à une commune par un employé municipal à raison de la révocation dont cet employé a été l'objet.

ALGER, 15 FÉVR. 1887. 272

Compétence commerciale, *action née en Algérie, art. 2 de l'ord. du 16 avril 1843, lieu de paiement, facture, clause imprimée.*

L'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, qui permet au demandeur, lorsqu'il s'agit de droits ou actions ayant pris naissance en Algérie, d'assigner à son choix devant le tribunal du domicile, en France, du défendeur, ou devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action auront pris naissance, est applicable en matière commerciale comme en matière civile;

La compétence commerciale du tribunal du lieu de paiement convenu lors de la vente ne saurait être modifiée par l'effet d'une clause imprimée dans la facture et indiquant un autre lieu de paiement, lorsque la facture

Pages

est postérieure à la vente et que l'acheteur n'a pas donné son assentiment à la clause.
ALGER, 18 JUIN 1887. 367

Compétence des tribunaux français, *immeubles, propriété, titres français, loi française, licitation entre Musulmans. — Vente d'immeubles, loi musulmane, capacité.*

Les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une licitation entre Musulmans d'immeubles dont la propriété repose sur un titre français et qui sont, dès lors, soumis à la loi française, lorsque la propriété de ces immeubles n'est l'objet d'aucune contestation entre les parties.

D'après la loi musulmane, le père ne peut vendre une part d'immeuble appartenant à son fils sans le consentement de celui-ci et à son insu, lorsque le fils est marié et administre ses biens.
ALGER, 28 FÉVR. 1887. 276

Compétence judiciaire. — V. *Acte réglementaire. — Bail administratif. — Concession d'eaux.*

Concession de chemins de fer, *cahier des charges, intérêts privés, interprétation, compétence. — Algérie, décrets des 16 octobre 1871, 10 octobre 1872 et 15 juillet 1874, interprétation, compétence. — Bail de colonisation, interprétation, compétence.*

L'autorité judiciaire est seule compétente pour interpréter les clauses et conditions du cahier des charges annexé à la loi de concession d'un chemin de fer dans les contestations entre la compagnie concessionnaire et les particuliers;

Les décrets des 16 octobre 1871, 10 octobre 1872 et 15 juillet 1874, réglant d'une manière générale la transmission de la propriété en Algérie, sont de véritables lois. C'est, dès lors, à l'autorité judiciaire qu'il appartient d'interpréter ces décrets et de fixer le sens des dispositions qu'ils renferment.

Le bail de colonisation, en raison de sa nature et de son but, présente tous les caractères d'un acte administratif dont il n'appartient qu'à l'autorité administrative de donner l'interprétation.
CASS. (CIV.), 28 JUIN 1886. 17

Concession d'eaux, *irrigation, interprétation, compétence de l'autorité judiciaire.*

L'autorité administrative est seule compétente pour interpréter un arrêté préfectoral portant concession d'eaux d''irrigation;

Il y a lieu à interprétation lorsque les parties ne sont pas d'accord sur la portée de l'arrêté.
ALGER, 29 JUIN 1886. 14

Connaissement. — V. *Responsabilité.*

Conseil de famille. — V. *Usufruit légal des père et mère.*

Conseil de guerre, *circulaire ministérielle, opinion du président manifestée pendant les débats, nullité du jugement.*

Le fait par le président d'un conseil de guerre d'émettre publiquement, au cours des débats, son opinion personnelle sur le bien fondé d'une circulaire ministérielle, réglementant le mode de poursuite en matière d'ivresse publique, peut influer sur la décision des juges et doit, par suite, entraîner la nullité du jugement (*C. just. mil., art. 131*, § 5).
CONS. DE RÉVIS. D'ALGER, 25 NOV. 1886. 127

Pages

Constitution d'avoué. — V. *Acte d'appel.*

Constitutionnalité. — V. *Propriété.*

Contrat de transport. — V. *Responsabilité.*

Contravention. — V. *Phylloxéra.*

Contrebande. — V. *Douanes.*

Convention. — V. *Preuve.*

Cour d'appel. — V. *Promulgation en Algérie.*

Cours d'eau, *Algérie, domaine public, autorisation d'usine, clause de retrait, concession d'eau, commune, salubrité publique, force motrice, diminution, refus d'indemnité.*

Lorsque, en autorisant l'établissement d'un moulin sur un cours d'eau qui, comme tous les cours d'eau d'Algérie, fait, aux termes de la loi du 16 juin 1851, partie du domaine public, l'administration stipule que le permissionnaire n'aura droit à aucune indemnité si, dans l'intérêt de la salubrité publique notamment, il vient à être privé de tout ou partie des avantages à lui concédés, ce permissionnaire n'est pas fondé à réclamer une indemnité quand, par suite de la concession d'un certain volume d'eau à une commune pour les besoins de son alimentation, la force motrice du moulin qu'il a construit se trouve diminuée ou même supprimée.

Cons. d'État, 26 fév. 1886. 341

D

Degré de juridiction, *demande principale, dommages-intérêts, demandes accessoires, cause postérieure.*

Pour apprécier le taux du ressort, on ne doit pas prendre en considération les demandes accessoires fondées sur des causes postérieures à la demande principale ;

En conséquence, n'est pas susceptible d'appel le jugement qui déboute le demandeur d'une somme inférieure au taux du dernier ressort, alors même que celui-ci ajoute à sa demande principale la réclamation de dommages-intérêts supérieurs à ce taux mais fondés sur la mauvaise foi de son adversaire.

Alger, 20 juin 1886. 44

——— *saisie, somme poursuivie. — Demande additionnelle, dommages-intérêts, cause postérieure. — Demande reconventionnelle, fondement, demande principale, premier ressort.*

En matière de saisie, c'est la somme donnant lieu à la saisie, et non la valeur indéterminée des objets saisis, qui doit être prise en considération pour la fixation du taux du premier ou du dernier ressort.

La demande additionnelle de dommages-intérêts, née de causes postérieures à la demande principale, ne peut entrer en ligne de compte pour la supputation du dernier ressort.

La demande reconventionnelle, inférieure au taux du dernier ressort, ne se cumule pas avec la demande principale pour la détermination du pre-

Pages

mier ressort ; d'ailleurs, quel que soit son chiffre, elle ne rend pas la cause susceptible d'appel, si elle se fonde exclusivement sur la demande principale (*L. 11 avril 1838, art. 2*).
ALGER, 19 JUIN 1886. 42

Délit forestier. — V. *Bois et forêts.*

Demande nouvelle. — V. *Donation déguisée.*

Demande provisoire. — V. *Etranger.*

Demande reconventionnelle. — V. *Appel.* — *Degré de juridiction.*

Dépôt nécessaire. — V. *Acte de commerce,* — *Responsabilité.*

Dernier ressort, *justice de paix de Bouïra, décret du 13 décembre 1879, décret du 10 septembre 1886, appel, recevabilité.*
Le décret du 10 septembre 1886, sur la justice musulmane, étant exécutoire dans tout le territoire de l'Algérie, à l'exception seulement des ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, qui restent provisoirement soumis au décret du 29 août 1874, est applicable à la justice de paix de Bouïra, qui ressortit au tribunal d'Alger (art. 72 et 74);
En conséquence, le juge de paix de Bouïra connaît en dernier ressort, aux termes de l'art. 26 de ce décret, des actions mobilières dont la valeur n'excède pas 500 francs de principal.
ALGER, 18 OCT. 1887. 442

V. *Appel.*

Désaveu. — V. *Avoué.*

Désertion à l'étranger, *vol d'effets militaires, conclusions de la défense, absence aux débats de témoins cités. — Remise de déserteurs, territoire marocain, gouvernement étranger, droit d'expulsion, question préjudicielle.*
Aux termes de l'art. 126 du Code militaire, il appartient souverainement au conseil de guerre, en l'absence justifiée des témoins cités, de passer outre aux débats par jugement incident motivé, et la défense ne peut fonder un moyen de recours sur ce qu'elle n'aurait pas été invitée à fournir ses observations sur l'incident, lorsque, présente, elle n'en a formulé aucune ; son silence constituant un acquiescement tacite au jugement incident à intervenir.
La remise de militaires déserteurs réfugiés sur le territoire marocain, faite spontanément, sans conditions ni réserves, par le caïd de Figuig (Maroc) aux agents de l'autorité française envoyés à leur recherche, constitue un acte d'autorité non sujet à contestation ;
Il appartient à un gouvernement étranger d'expulser de son territoire tout fugitif qu'il considère comme malfaiteur ;
Il n'y a pas lieu de s'arrêter à des questions de délimitations de frontières et de traités d'extradition, lesquelles sont du ressort exclusif de la haute administration.
L'exception tardive dont excipe la défense comme moyen de recours, constituant une question préjudicielle, devait aux termes de l'art. 123 du Code militaire, être préalablement soumise aux premiers juges, seuls aptes

Pages

à en connaître, sauf aux accusés à se pourvoir ultérieurement tant contre la décision incidente que contre celle rendue sur le fond.
CONS. DE RÉV. D'ALGER, 30 DÉC. 1886. 360

Divorce, *femme, nom du mari, interdiction, pouvoir des tribunaux.*
Les tribunaux peuvent, en appréciant les circonstances de la cause, interdire à la femme divorcée de porter le nom de son mari.
ALGER, 29 DÉC. 1886. 135

Domaine public. — V. *Cours d'eau.*

Dommages-intérêts, *condamnation par chaque jour de retard, interprétation, effet de l'appel.*
L'action en interprétation d'une décision judiciaire n'est recevable que dans les cas où cette décision présente un sens obscur ou ambigu.
Le caractère provisoire et comminatoire d'une condamnation à des dommages-intérêts déterminés par chaque jour de retard ne peut être constaté que par les termes du jugement qui l'a prononcé.
L'effet suspensif de l'appel n'empêche pas le cours de dommages-intérêts fixés pour chaque jour de retard.
Les difficultés relatives à l'exécution du jugement confirmé sur appel doivent être soumises au tribunal qui a rendu le jugement.
ALGER, 19 OCT. 1886. 50

V. *Compétence administrative.* — *Degré de juridiction.* — *Responsabilité.* — *Saisie exécution.*

Donation, *avancement d'hoirie, inaliénabilité de la dot, délit et quasi-délit de la femme dotale, saisie immobilière, demande et moyen nouveaux, irrecevabilité en appel.*
Pour apprécier le sens et la portée d'un contrat, il faut s'attacher à l'intention des parties et au but qu'elles ont poursuivi, plutôt qu'à la forme extérieure et au nom donnés à la convention ;
L'acte par lequel un ascendant cède ses biens à tous ses successibles, à charge par eux de lui payer une rente viagère dont le montant est sensiblement égal au revenu des biens cédés, constitue un avancement d'hoirie, bien qu'il revête les apparences et le nom d'un contrat à titre onéreux;
Il importerait peu que les maris des filles qui ont bénéficié du contrat aient été déclarés cessionnaires conjointement avec leurs femmes de portion des biens donnés ; leur intervention à l'acte est présumée faite en vue d'assister leurs femmes et de s'obliger au paiement de la rente stipulée ;
En conséquence, les biens attribués aux femmes dans ces conditions sont dotaux, lorsque leur contrat de mariage stipule la dotalité de tous les biens présents et à venir.
Si la femme peut être poursuivie sur ces immeubles dotaux en raison de ses délits et quasi-délits, c'est à la condition que sa faute personnelle ait été préalablement constatée et sa responsabilité fixée par une condamnation déterminée ;
Dès lors, l'action par laquelle le créancier poursuivant demande la validité d'une saisie immobilière d'un immeuble dotal, parce que la femme serait personnellement obligée en vertu de son quasi-délit, constitue une demande et un moyen nouveaux qui ne peuvent être produits pour la première fois devant la Cour, alors surtout que les premiers juges n'ont eu à statuer que sur le caractère dotal de l'immeuble saisi (*C. proc. civ., art. 464 et 732*).
ALGER, 12 JANV. 1887. 314

Pages

Dot. V. *Donation déguisée.*

Douanes, *préposés, outrages et voies de fait, trouble, fonctions, exercice, amende spéciale.*

L'amende spéciale prononcée par les lois des 6-22 août 1791 et 4 germinal an II n'a été édictée que pour le cas spécial d'opposition ou trouble apporté à l'exercice des préposés des douanes agissant pour la répression de la contrebande ;

Les outrages ou voies de fait commis envers des douaniers chargés de dissiper un rassemblement de portefaix gênant la circulation aux abords d'un bureau de l'administration ne sont passibles que des peines du droit commun.

ALGER, 18 DÉC. 1886. 75

——— *Tunisie, contrebande de tabacs, décrets du Bey, sujet britannique, traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875.*

Les décrets du Bey de Tunis approuvés par le ministre résident de France sont obligatoires, en Tunisie, pour les sujets britanniques comme pour les sujets français ;

Il en est ainsi, spécialement, du décret du 14 hidjé 1301 (13 octobre 1884), dont l'art. 61 a prohibé d'une façon générale et absolue l'introduction dans la Régence des tabacs fabriqués étrangers ;

En conséquence, un sujet britannique qui a commis le délit de contrebande prévu par le décret précité encourt les peines correctionnelles qu'édicte ce décret, sans qu'il puisse opposer qu'en vertu de l'art. 20 du traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875, il n'est passible que de la confiscation de la marchandise.

TRIB. DE TUNIS, 13 MAI 1887.

V. *Phylloxéra.*

E

Échange. — V. *Expropriation.*

Élections départementales, *conseil général, bureau électoral, assesseur, réquisition de siéger, refus.*

Le citoyen qui refuse de siéger comme assesseur au bureau électoral réuni dans une commune à l'occasion de l'élection d'un membre du conseil général n'est pas punissable, bien qu'il ait été requis à cet effet par le président du bureau.

CASS. (CRIM.), 7 MAI 1887. 258

Élections municipales, *conseiller municipal élu en trop, participation à l'élection du maire et des adjoints, validité.*

S'il est élu dans une commune un nombre de conseillers municipaux plus élevé qui ne le comporte le chiffre de la population de la commune, tous les élus peuvent cependant prendre part au scrutin pour la nomination du maire et des adjoints, parce qu'ils sont investis, dès le jour de leur élection, de l'ensemble des attributions afférentes à leurs fonctions;

Il faut, au contraire, retrancher tant du nombre des suffrages exprimés que du nombre des suffrages attribués au maire ou à un des adjoints : 1° la voix du conseiller admis à voter après la clôture du scrutin; 2° le bulletin trouvé en sus du nombre des votants.

CONS. D'ÉTAT, 10 JUIN 1887. 365

Pages

Endossement. — V. *Lettre de change.*

Enzel. — V. *Vente.*

Établissement dangereux ou incommode, *dommage, compétence judiciaire.*

L'autorisation de créer un établissement dangereux, insalubre ou incommode n'est donnée par l'administration que sous la réserve des droits des tiers. — Les voisins auxquels l'exercice de l'industrie autorisée cause un préjudice sont fondés à en demander la réparation devant les tribunaux de l'ordre judiciaire.

ALGER, 7 DÉC. 1886. 423

Étranger, *contestation, résidence en Algérie, tribunaux français d'Algérie, compétence.*

D'après les ordonnances du 10 août 1834 (art. 27) et 26 septembre 1842 (art. 33), les tribunaux français d'Algérie sont compétents pour juger les procès qui s'élèvent entre étrangers;

Il n'est pas nécessaire que le demandeur étranger réside en Algérie, alors que le défendeur y a sa résidence;

Cette compétence résulte encore de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, aux termes duquel la résidence habituelle en Algérie vaut domicile pour l'étranger.

TRIB. D'ALGER, 27 JANV. 1887. 352

——— *séparation de corps, provision alimentaire, tribunaux français d'Algérie, compétence. — Demande provisoire, juge des référés, compétence.*

Les tribunaux français d'Algérie sont-ils, en vertu de l'art. 33 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, compétents entre étrangers, même pour les contestations relatives à l'état et à la capacité des personnes, particulièrement en matière de séparation de corps? (*Non résolu*).

Ils sont, dans tous les cas, compétents pour ordonner, au cours d'une instance en séparation de corps entre étrangers, des mesures provisoires, notamment pour allouer à la femme une pension alimentaire; mais ces mesures doivent garder leur caractère provisoire et n'avoir d'effet que pour une durée limitée.

Le juge des référés est incompétent pour statuer sur la demande en provision alimentaire formée par la femme au cours d'une instance en séparation de corps.

ALGER, 18 MAI 1886. 347

——— *sujet espagnol, succession, partage, compétence.*

Les tribunaux français sont incompétents pour connaître entre sujets espagnols de la liquidation d'une succession lorsqu'elle ne comprend pas d'immeubles situés sur le sol français, cette liquidation devant, aux termes des conventions diplomatiques entre l'Espagne et la France, être faite par les soins des consuls.

TRIB. CIV. D'ALGER, 15 JANV. 1886. 466

Éviction. — V. *Habous.*

Exécution des jugements. — V. *Charâa de Tunis.*

Expertise. — V. *Faillite.* — *Jugement interlocutoire.*

Pages

Expropriation, *utilité publique, échange, indemnité.*

L'arrêté par lequel le gouverneur général de l'Algérie prononce l'expropriation pour cause d'utilité publique de terrains dont l'administration est déjà en possession en vertu d'un contrat d'échange ne peut porter aucune atteinte à ce contrat ni aux droits qui en résultent pour les propriétaires des terrains expropriés;

Sans doute, si le dit contrat vient à être annulé, l'indemnité d'expropriation ne pourra pas être acquittée préalablement à la prise de possession; mais il appartiendra au tribunal compétent d'en fixer le montant en tenant compte des actes et circonstances de l'espèce;

Dans ces conditions, l'arrêté d'expropriation ne porte aucun préjudice aux propriétaires des terrains expropriés, et leur recours doit être rejeté.

CONS. D'ÉTAT, 1er FÉVR. 1884. 141

F

Faillite, *annulation, art. 447 C. com., banquier, valeurs escomptées, garantie.*

Lorsqu'un acte passé par le failli, après la cessation de ses paiements, avec des tiers qui connaissaient cette situation est annulé par application de l'art. 447 du Code de commerce, l'action en restitution ou en rapport à la masse, qui est la conséquence de l'annulation, ne peut avoir d'autre effet que de contraindre ceux qui ont traité avec le failli à rendre ce qu'ils ont reçu en exécution de l'acte annulé;

En conséquence, si un banquier, connaissant l'état de cessation des paiements d'un commerçant, lui escompte des effets de commerce et retient, en moins donnant, indépendamment de l'escompte et des droits de commission et de change, une certaine somme à titre de garantie jusqu'à complet encaissement des valeurs escomptées, puis que, par suite de l'insolvabilité des souscripteurs, les effets escomptés restent impayés, le banquier ne peut pas être condamné à rapporter à la masse la somme retenue.

CASS. (CIV.), 8 JUIN 1886. 353

——— *banqueroute simple, question préjudicielle, chose jugée, suspension de l'action civile.*

Les tribunaux de répression saisis d'une poursuite en banqueroute ont pouvoir et compétence pour reconnaître et constater à la charge du prévenu la qualité de commerçant, son état de faillite et son état de cessation de paiements, en l'absence de toute décision de la juridiction consulaire et contrairement même à ses décisions;

Lorsque la juridiction correctionnelle est saisie d'une poursuite en banqueroute simple et que la Cour, Chambre civile, est saisie de l'appel formé par le prévenu contre le jugement du tribunal de commerce qui a prononcé sa déclaration de faillite, la Cour doit, par application de l'art. 3 du Code d'inst. crim., surseoir à statuer jusqu'à la solution de l'action publique.

ALGER, 14 FÉVR. 1887. 376
——— 14 MARS 1887. 381

——— *créance contestée, titre authentique, représentation des livres du créancier, nomination d'experts.*

Le tribunal de commerce, saisi d'une contestation relative à l'admission d'une créance au passif d'une faillite, a le droit de soumettre à la vérification le titre produit par le créancier, même s'il s'agit d'un titre authentique;

Et il peut confier cette vérification à un expert, au lieu d'y procéder par lui-même.

ALGER, 31 JANV. 1887. 358

Pages

——— *inscription hypothécaire prise par le syndic, effets, ordre, forclusion.*

Il résulte de la combinaison des art. 490 et 517 C. com. que l'inscription hypothécaire prise par le syndic au nom de la masse des créanciers sur les immeubles du failli n'est pas seulement un mode de publicité n'ayant d'autre effet que de protéger l'actif immobilier de la faillite contre des inscriptions ultérieures, mais a la valeur de toute autre hypothèque ;

Par suite, le syndic peut opposer la forclusion aux créanciers hypothécaires qui n'ont pas produit à l'ordre dans les délais légaux. (*C. proc. civ., art. 755*).

ALGER, 15 FÉVR. 1887. 275

V. *Intérêts de capitaux.*

Faute. — V. *Responsabilité.*

Flagrant délit. — V. *Juge d'instruction.*

Frais et dépens. — V. *Compétence.*

Frais et honoraires. — V. *Notaire.*

Fret. — V. *Navire.* — *Responsabilité.*

Fruits. — V. *Possession.*

G

Garantie. — V. *Assurance maritime.* — *Faillite.* — *Responsabilité.*

Gestion d'affaires. — V. *Vente.*

H

Habous, *cession de droits successifs, éviction.* — *Clause de non-garantie, vente aux risques et périls de l'acheteur, éviction.*

Les biens frappés de habous étant indivis entre les dévolutaires, la vente consentie par l'un d'eux constitue-t-elle une cession de droits successifs, et, en cas d'éviction partielle, l'acheteur a-t-il le droit d'exiger une réduction de prix ? (*Non résolu*).

Quand la vente a été faite aux risques et périls de l'acheteur, les conséquences de l'éviction sont entièrement à sa charge, et le vendeur n'est pas tenu de la restitution totale ou partielle du prix, que la loi lui impose d'ordinaire dans le cas où le contrat contient une clause de non-garantie.

ALGER, 8 MAI 1886. 428

——— *défaut d'intention pieuse, nullité.*

A défaut d'intention pieuse, la constitution de habous n'est qu'une violation illégale du droit successoral établi par le Coran et doit être annulée.

ALGER, 20 MAI 1885. 234

——— *dévolution, droit de l'État, droit de la veuve du dernier dévolutaire.*

Pages

En matière de habous, l'ordre des dévolutions établi par le constituant fait la loi des parties, quand il n'est pas contraire à la loi. (*Implicitement résolu*).

Le décès sans postérité du dernier dévolutaire donne ouverture au droit de propriété de l'État, substitué aux villes saintes ;

La veuve du dernier dévolutaire n'a aucun droit sur l'immeuble habousé, bien qu'elle soit héritière à réserve, le habous étant une dérogation à la loi successorale.

ALGER, 28 FÉVR. 1887. 232

Hadana, *intérêt de l'enfant, principe dominant, droit d'éducation du père, conciliation, attribution de la hadana, ascendantes paternelles et maternelles, père, perte de la hadana, éloignement.*

Le principe dominant en matière de hadana est l'intérêt des enfants ; les règles établies par la législation musulmane relativement au droit de hadana sont subordonnées à ce principe ; elles doivent être écartées lorsqu'en fait elles se trouvent en opposition avec l'intérêt de l'enfant ;

En conséquence :

C'est en prenant pour base de leur décision l'intérêt de l'enfant que les tribunaux doivent concilier la hadana avec l'exercice du droit d'éducation qui appartient au père ;

S'il y a concurrence entre les ascendantes paternelles et les ascendantes maternelles, ces dernières doivent être préférées quand l'intérêt des enfants ne conseille pas la solution contraire ;

Mais, lorsque l'intérêt des enfants le demande, les ascendantes paternelles doivent être préférées ; toutefois le tribunal, en attribuant la hadana à une ascendante paternelle, a la faculté de décider que l'enfant restera un certain temps, par exemple un mois par trimestre, chez l'ascendante maternelle privée de la hadana ;

Le père doit aussi, lorsque l'intérêt de l'enfant le requiert, être préféré à la grand'mère maternelle ;

La mère, si tel est l'intérêt de l'enfant, peut être maintenue dans la hadana, bien qu'elle se trouve à plus de six bérids de la résidence du tuteur.

ALGER, 20 JANV. 1879, 14 AVRIL, 26 JUILL. 1880, 27 JUIN 1881, 22 DÉC. 1886. 92

Homicide, *imprudence, immeuble inachevé, chute, locataire, gérant.*

Si le fait, par le gérant d'un immeuble, d'avoir loué cet immeuble non complètement achevé et avant que toutes les précautions aient été prises en vue de la sécurité des locataires peut constituer le délit d'homicide par imprudence, au cas où ce défaut de précautions a occasionné un accident dans lequel des locataires ont péri, le gérant ne peut encourir aucune responsabilité pénale lorsque le fait de la location n'est pas établi, et qu'il résulte, au contraire, des éléments de la cause que c'est à l'insu du prévenu et contre le gré de son chef de chantier que les prétendus locataires se sont introduits et installés dans l'immeuble.

ALGER, 16 DÉC. 1886. 418

I

Immatriculation, *Tunisie, propriété, décision antérieure rendue par le tribunal de droit commun, chose jugée, compétence.*

N'est pas susceptible d'être immatriculé au nom du revendiquant l'immeuble dont la propriété est attribuée à un tiers par un jugement non résolu du tribunal indigène du Chaara.

TRIBUNAL MIXTE DE TUNIS, 25 JUIN 1887. 445

Pages

Impôt, *prestations, exigibilité en argent, action en répartition, responsabilité du percepteur.*

L'action en répétition accordée contre tout receveur ou percepteur qui aurait fait la perception d'une taxe ou contribution non autorisée par la loi ne serait pas recevable dans le cas où, le principe même et la légitimité de l'impôt étant admis, une erreur aurait été commise par l'autorité administrative chargée d'établir et d'approuver les rôles dans l'application et le mode d'acquittement du dit impôt.

CASS. (CIV.), 21 MARS 1887. 298

Indigènes musulmans, *procès-verbal de carence, notification, analyse sommaire en arabe, interprète assermenté, nullité.*

En permettant au juge de prononcer la nullité des exploits notifiés à des Musulmans sans analyse sommaire en langue arabe, faite et certifiée par un interprète assermenté (ord. 26 septembre 1842, art. 68), le législateur algérien a marqué sa volonté de restreindre une mesure aussi rigoureuse aux cas où cette omission aurait pour résultat de compromettre injustement les droits des Musulmans intéressés;

S'agissant spécialement de procès-verbaux de carence, qui, s'ils étaient réguliers, constitueraient l'exécution d'un jugement de défaut, et rendraient par suite irrecevable l'opposition faite à ce jugement, il échet d'annuler ces procès-verbaux, dont l'un, encore bien qu'il comprenne dans le décompte des frais la vacation et le transport d'un interprète, ne mentionne ni la présence d'un interprète assermenté, ni son assistance aux actes de l'huissier, ni la traduction exigée; dont l'autre, tout en constatant la présence d'un interprète et en contenant la mention de la traduction, énonce que l'interprète est un auxiliaire requis en l'absence du titulaire, et ne mentionne pas que cet auxiliaire fût assermenté.

ALGER, 21 OCT. 1886. 9

V. *Porteur de contraintes.*

Indivisibilité, *action en partage, licitation, appel.*

L'action en partage n'est pas de sa nature essentiellement indivisible ; lui attribuer ce caractère, c'est donner aux dispositions de l'art. 1218 du Code civil en matière de partage une extension exagérée qu'elles ne comportent pas ;

Par suite, l'appel d'un jugement qui ordonne une licitation peut se trouver recevable, bien que l'appelant n'ait pas intimé toutes les parties qui avaient figuré en première instance.

CASS. (CIV.), 7 JUIN 1887. 345

Injures. — V. *Preuve.*

Inscription hypothécaire. — V. *Command (déclaration de).* — *Propriété.*

Interdiction, *prodigalité, actes antérieurs, loi musulmane, nullité.*

Il est admis par la loi musulmane (ou par ses commentateurs) que les actes antérieurs à l'interdiction peuvent être annulés lorsque la cause de l'interdiction existait notoirement au moment où ces actes ont été passés ; et aucune distinction n'est signalée suivant que l'interdiction a été prononcée pour telle cause ou pour telle autre.

CASS. (REQ.), 11 MAI 1886. 257

Interprète assermenté. — V. *Indigènes musulmans.* — *Porteur de contraintes.*

Pages

Intérêts de capitaux, *Tunisie, faillite, créanciers français, taux légal, usages locaux, loi française.*

Doit être admise au passif de la faillite avec les intérêts à 12 °/₀ l'an la créance d'un Français résultant d'un jugement du tribunal consulaire de Tunis qui a condamné le débiteur à payer, outre le principal de sa dette, les intérêts au taux du pays, du jour de la demande;

Les créanciers français qui, dans la faillite d'un Français ouverte en Tunisie, produisent pour le montant d'effets de commerce protestés, ont droit aux intérêts de leurs créances calculés, à partir de la date des protêts, à raison de 6 °/₀, taux fixé par la loi française en matière commerciale, et non à raison de 12 °/₀, taux d'usage en Tunisie.

TRIB. DE TUNIS, 24 JUILL. 1883. 339

Intervention. — V. *Compétence.*

J

Juge d'instruction, *ministère public, réquisitoire à fin d'informer, adultère, flagrant délit.*

Le juge d'instruction, requis d'informer contre une femme inculpée d'adultère et contre son complice, et en même temps de constater le flagrant délit, peut, suivant les circonstances, ne pas déférer à cette dernière réquisition, mais il est tenu d'informer par tous moyens.

Il a le droit et souvent le devoir de constater le flagrant délit d'adultère pendant qu'il informe.

ALGER, 7 JANV. 1887. 67

Juge de paix. — V. *Appel.* — *Bois et forêts.* — *Compétence.*

Jugement étranger. — V. *Charâa de Tunis.*

Jugement interlocutoire, *revendication, expertise, appel, recevabilité.*

Est interlocutoire le jugement qui, sur une action en déguerpissement, nomme des experts avec ordre de faire sur place l'application des titres respectifs des parties et de joindre à leurs observations un plan sur lequel sera figurée la portion du terrain usurpée, — surtout lorsque l'expertise est organisée de telle sorte que les exceptions proposées par le défendeur paraissent devoir être écartées.

ALGER, 26 JUIN 1886. 48

Jugement par défaut, *profit joint, office du juge, pourvoi en cassation, recevabilité.*

Les juges, avertis de la non comparution de quelques-uns des défendeurs, doivent prononcer d'office le défaut profit joint; les codéfendeurs comparants, bien que n'ayant pas conclu à la jonction, sont recevables à proposer devant la Cour de cassation le moyen tiré de ce que le profit du défaut n'a pas été joint;

Il en est ainsi alors même que les codéfendeurs défaillants n'ont été assignés qu'en assistance de cause ou intervention pour la surveillance de leurs droits ou intérêts.

CASS. (CIV.), 19 AVRIL 1886. 46

——— *signification, opposition, recevabilité.* — *Partage, droits des créanciers.*

La signification d'un jugement par défaut faute de comparaître, faite parlant à des tiers, n'est pas un acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue du défaillant, et les juges peuvent décider que l'opposition demeure recevable même après cette signification (*C. pr. civ., art. 159*):

Un créancier ne peut être admis à demander la licitation d'immeubles dont le partage en nature a été antérieurement ordonné contradictoirement avec ceux des copropriétaires qui sont ses débiteurs et dont il prétend exercer les droits.

ALGER, 24 NOV. 1886.

V. *Propriété.*

Jugements et arrêts, *qualités, règlement, ordonnance, défaut de date, nullité.*

L'ordonnance réglant les qualités d'un jugement est nulle si elle n'est datée.

CASS. (CIV.), 7 JUILL. 1886. 417

Justice de paix, *Algérie, territoire militaire, réunion au territoire civil, défaut d'institution de personnel judiciaire, empêchement légitime, juge de paix voisin, compétence, juge de paix à compétence étendue, demande indéterminée, prorogation de compétence.*

Lorsqu'après la réunion au territoire civil de partie d'un canton dans lequel les fonctions de juge de paix étaient remplies en dernier lieu par un officier de l'armée, il n'a été institué ni juge de paix, ni suppléant de juge de paix dans la partie de ce canton devenue civile, et que cette même partie de canton n'a été rattachée, au point de vue judiciaire, à aucune autre juridiction cantonale, le juge de paix d'un autre canton est, à défaut d'accord des parties dérogeant aux règles de compétence à raison du domicile du défendeur, incompétent pour connaître d'une demande personnelle mobilière formée contre une partie ayant son domicile et sa résidence dans le territoire nouvellement rattaché;

Si le défaut de personnel judiciaire dans un canton peut être assimilé à un empêchement légitime du juge de paix et de ses suppléants, le juge de paix du canton le plus voisin ne peut connaître de la demande, à défaut d'accord des parties, qu'autant que ces parties auront été renvoyées devant lui par jugement du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire, rendu à la requête de la partie la plus diligente (*L. 16 ventôse an XII, art. 1 et 2*);

En ce cas, et au point de vue soit du taux du ressort, soit de la nature ou de la quotité de la demande, la compétence de ce juge de paix, relativement aux litiges renvoyés devant lui, est celle du juge aux lieu et place duquel il est appelé à statuer.

Les juges de paix, même ceux d'Algérie à compétence étendue, sont incompétents, à défaut d'accord des parties prorogeant leur compétence, pour connaître d'une demande indéterminée pour partie en ce qu'elle tend notamment à l'expulsion du locataire pour défaut de paiement de loyers.

TRIB. DE SIDI-BEL-ABBÈS, 15 FÉVR. 1887. 429

V. *Dernier ressort.*

L

Lésion. — V. *Rescision.*

Pages

Lettre de change, *endossement, loi anglaise. — Acceptation, obligations de l'accepteur.*

La validité de l'endossement d'une lettre de change doit être appréciée d'après la loi du lieu où cet endossement intervient ;

D'après la loi anglaise, la seule signature de l'endosseur suffit à transférer la propriété de la lettre de change.

L'accepteur d'une lettre de change est personnellement obligé au regard des tiers porteurs, alors même que ceux-ci n'auraient point accompli les formalités de dénonciation du protêt.

TRIB. COM. D'ALGER, 10 JANV. 1887. 253

Lettre missive, *femme mariée, tiers, ouverture, droit du mari, pouvoir du juge des référés.*

Une lettre missive envoyée par un commissionnaire reste la propriété de celui qui l'a écrite tant qu'elle n'a pas été remise entre les mains du destinataire ;

Par suite, si cette lettre est adressée à une femme mariée et saisie par le mari entre les mains du porteur, il n'appartient pas au juge des référés de l'ouvrir, sur la demande du mari, lorsqu'il n'y est autorisé ni par le signataire de la lettre, demeuré inconnu, ni par la femme, qui refuse de la recevoir ;

Dans le cas où ces faits se produisent au cours d'une instance pendante entre les époux, la lettre dont s'agit doit être déposée au greffe, pour le cas où l'ouverture en serait demandée et accordée par qui de droit, et, après la terminaison de l'instance, détruite par le juge en présence des parties.

TRIB. DE TUNIS, 2 FÉVR. 1887. 261

Licitation. — V. *Compétence, — Compétence des tribunaux français. — Indivisibilité. — Propriété.*

Liquidation judiciaire, *loi du 22 avril 1871, société commerciale, convention, pluralité de syndics, consentement.*

Si, aux termes de l'art. 2 de la loi du 22 avril 1871, c'est le débiteur qui doit procéder à la liquidation de ses affaires, il ne peut le faire qu'avec le concours de tous les syndics régulièrement nommés ;

Par suite, la convention consentie par une société commerciale en liquidation est nulle, si elle n'a été acceptée au nom de la dite société que par l'un des deux syndics légalement nommés à cette liquidation, lorsque ce syndic n'a pas été autorisé par le juge commissaire à agir séparément.

CASS. (CIV.), 4 MAI 1887. 361

V. *Compétence.*

Livres de commerce. — V. *Faillite.*

Louage de service. — V. *Responsabilité.*

M

Mandat. — V. *Billet à ordre, — Compétence.*

Mandat *ad litem*. — V. *Avoué.*

Militaire, *ordre de service, salle de discipline, tenue réglementaire, refus d'obéissance, pénalité.*

Pages

Le refus par un militaire d'obéir à un ordre de service donné par un supérieur constitue, en toutes circonstances, une infraction punissable *(C. just. mil., art. 218)*;

Et cette expression *ordre de service* doit être entendue dans son sens le plus général et embrasse tous les ordres relatifs à l'accomplissement d'un devoir militaire quelconque;

En conséquence, tombe sous l'application de l'art. 218 du Code de justice militaire le fait par un militaire d'avoir refusé d'obéir à un supérieur qui lui enjoignait de prendre la tenue réglementaire des hommes punis pour se rendre aux salles de discipline.

CASS. (CRIM.), 25 NOV. 1886. 29

Mines, *redevance personnelle, détermination du produit net, résidus des extractions des années antérieures.*

La redevance proportionnelle sur les mines doit être établie chaque année à raison du produit net de l'exploitation pendant l'année précédente;

Ce produit net s'obtient en retranchant les dépenses d'exploitation de la valeur des minerais extraits durant l'année considérée, la valeur des résidus de l'extraction des années antérieures ne devant pas entrer en ligne de compte.

CONS. D'ÉTAT, 30 JUILL. 1886. 40

Motifs des jugements. — V. *Assurance maritime.*

Moyen nouveau. — V. *Rescision.*

Mozabites, *juridiction, — Succession, ouverture hors du Mzab, liquidation, législation algérienne, loi ibadite, application, compétence. — Appel incident, matière musulmane, forme.*

Les Mozabites domiciliés en Algérie doivent être traités comme les Européens étrangers, et, par suite, les contestations qui s'élèvent entre eux, ou entre eux et indigènes algériens, sont de la conpétence de la juridiction française *(3e espèce)*.

Jugé au contraire que, En dehors du Mzab, les Musulmans du rite ibadite sont, comme leurs coreligionnaires des rites malékite ou hanéfite habitant les régions tellienne ou saharienne, soumis à la juridiction musulmane algérienne telle qu'elle a été organisée par le décret du 10 septembre 1886 et par ceux des décrets antérieurs qui sont restés en vigueur;

Spécialement, en matière successorale, depuis l'annexion du Mzab à la France, ce ne sont plus, comme l'avaient décidé les instructions du gouverneur général données en 1866, les coreligionnaires du *de cujus* mozabite qui liquident sa succession, lorsque celle-ci s'ouvre en dehors de la juridiction territoriale ibadite organisée au Mzab, à Blida, par exemple;

C'est, d'après l'art. 7 du décret du 10 septembre 1886, le cadi de Blida qui est, exclusivement à toute autre juridiction, compétent pour trancher, comme juge du premier degré, toute contestation relative à une succession musulmane quelconque, sauf à lui à se conformer à l'art. 4 du décret du 10 septembre 1886, en appliquant les règles du rite dont les parties excipent et celles du pays d'origine du *de cujus*.

C'est exclusivement aux cadis, comme notaires indigènes, qu'il appartient de procéder aux opérations de compte, liquidation et partage des successions musulmanes purement mobilières;

Si la succession comprend un immeuble français, le rôle du notaire français se borne à suivre pas à pas les proportions déterminées par la loi musulmane et préalablement fixées par le cadi dans l'acte dit de frédha, et ce pour le partage de l'immeuble français seulement;

Jamais le but du législateur n'a été de livrer aux notaires français, du moment où s'y trouve un immeuble français, toute la succession musul-

Pages

mane, ni de l'autoriser à s'ingérer dans la liquidation de la succession, même mobilière, qui n'a jamais été enlevée au cadi.

En matière musulmane, l'appel incident s'interjette valablement par des conclusions prises à l'audience avant les plaidoiries.

ALGER, 9 MAI 1887; TRIB. DE BLIDA, 6 MAI 1885 et 17 MARS 1887. 400

N

Navire, *fret, quarter impérial anglais, valeur française, usage de Marseille, usage de Rouen et de Dunkerque, place d'Alger.*

Le quarter impérial anglais doit se régler, sur la place d'Alger, à raison de 290 litres 78 centilitres et non à raison de 288 litres 88 centilitres.

TRIB. COM. D'ALGER, 10 OCT. 1887. 475

Notaire, *frais et honoraires. — Cessation de fonctions, recouvrement. — Procédure, taxe, vérification, pouvoir des tribunaux. — Ministère gratuit, engagement, validité, discipline.*

Le notaire qui a cessé ses fonctions conserve le droit de faire les recouvrements des frais et honoraires qui lui sont dus, lorsqu'il n'est pas intervenu entre lui et son successeur de règlement pour l'indemnité relative à ces recouvrements;

En admettant même que ce droit puisse être contesté par le ministère public ou par le successeur du dit notaire, il ne saurait être dénié par ceux qui ont passé des actes dans l'étude et sont encore débiteurs des frais et honoraires auxquels ces actes ont donné lieu;

Si le droit dont s'agit peut être exercé au moyen d'un exécutoire délivré après taxe, il n'y a dans cette procédure rien d'obligatoire, et il est permis d'introduire l'action en justice par la voie ordinaire.

Les tribunaux ont le pouvoir de vérifier la taxe des frais et honoraires faite par le magistrat, lorsque cette taxe n'est pas acceptée amiablement; — Alors surtout que les clients allèguent des conventions particulières ignorées du juge taxateur.

Un notaire ne peut demander des honoraires proportionnels pour des actes contenant reconnaissance d'écriture et de signature d'actes sous seing privé déposés précédemment entre ses mains.

L'engagement pris par un notaire de ne réclamer aucun honoraire pour la rédaction d'un acte est licite et obligatoire pour cet officier ministériel, sauf la mesure disciplinaire dont ce notaire pourrait être l'objet de la part de sa compagnie, dans le cas où celle-ci jugerait qu'un pareil engagement, eu égard aux circonstances dans lesquelles il s'est produit, serait un acte de concurrence déloyale ou contraire à la dignité professionnelle.

ALGER, 30 DÉC. 1886. 263

——— *mandat de vendre, nullité, vente sous conditions tacites.*

Le mandat de vendre conféré au notaire chargé de dresser l'acte de vente est nul par application des art. 8 et 68 combinés de la loi du 25 ventôse an XI, et le mandant peut se refuser à réaliser le marché conclu par le notaire en exécution de ce mandat;

Bien que les parties soient d'accord sur la chose et sur le prix, la vente n'est pas parfaite tant que certaines conditions tacitement réservées par le vendeur ne sont pas réalisées;

Spécialement, le mari qui a entendu subordonner un projet de vente au consentement de sa femme et à sa comparution chez le notaire pour la rédaction de l'acte authentique est libre de se dédire tant que ces conditions ne sont pas remplies.

ALGER, 9 JANV. 1886. 137

V. *Compétence.*

Pages

Nullité facultative. — V. *Saisie exécution. — Saisie immobilière.*

O

Obligation, *billet, cause non exprimée.*

L'obligation dont la cause n'est pas exprimée dans le billet qui la constate est présumée avoir une cause réelle et licite. La preuve est à la charge du débiteur, lorsque, pour refuser le paiement, celui-ci excipe de l'inexistence ou du caractère illicite de la cause.

CASS. (REQ.), 28 OCT. 1885. 382

Ordre. — V. *Faillite.*

P

Paiement, *remise de titre, présomption.*

La détention par le débiteur du titre original sous signature privée ne fait pas nécessairement présumer la remise volontaire de ce titre par le créancier ; les tribunaux ont donc tout pouvoir d'appréciation pour repousser, d'après les documents et circonstances de la cause, la libération du débiteur porteur du titre ;

De ce que le titre de créance est entre les mains du débiteur, il n'en résulte pas nécessairement que le débiteur a lui-même payé le créancier ; les juges peuvent, par suite de preuves ou présomptions, décider souverainement que le paiement a été fait par un tiers.

ALGER, 28 FÉVR. 1887. 300

V. *Vente.*

Partage. — V. *Action en revendication. — Command (déclaration de). — Compétence. — Indivisibilité. — Jugement par défaut. — Succession musulmane.*

Phylloxéra, *déclaration, maire, bonne foi, compétence.*

Les pénalités de la loi du 21 mars 1883 ne sont pas applicables quand il est constant que le propriétaire a fait connaître au maire les premiers signes de dépérissement. Une déclaration verbale suffit si elle est prouvée.

Dès que le dépérissement a été signalé une première fois, le propriétaire n'a pas l'obligation de renouveler sa déclaration ; c'est à l'expert à vérifier si ses premières observations ne l'ont pas trompé sur la véritable cause du dépérissement ;

L'excuse fondée sur l'ignorance de l'obligation imposée aux propriétaires de vignes ne saurait être admise et éviter l'application de la peine.

Le tribunal correctionnel est seul compétent pour appliquer la peine de la loi du 21 mars 1883.

ALGER, 16 ET 18 DÉC. 1886. 55

——— *douanes, légumes frais, ail frais, ail sec.*

La prohibition du décret du 17 juin 1884 relative à l'importation en Algérie des « plants d'arbres, arbustes et végétaux de toute nature » et des « fruits et légumes frais » ne s'applique pas à l'ail qui a été soumis à la dessication après avoir été arraché, et qui est livré au commerce en bottes ou chaînes.

ALGER, 9 JUIN 1887. 292

Pages

——— *sarments, filtre languedocien, introduction en Algérie, bonne foi, contravention matérielle, douane, sol algérien.*

L'introduction en Algérie par des fabricants d'appareils à filtrer le vin de sarments destinés au fonctionnement de ces appareils, et qui n'ont subi qu'une préparation insuffisante pour éviter tout danger du phylloxéra, ne saurait constituer l'infraction prévue et punie par l'art. 13 de la loi du 15 juillet 1878, lorsqu'il n'y a eu, de la part des expéditeurs, ni absence de déclaration, ni fausse déclaration de provenance, ni manœuvre frauduleuse;

Mais l'introduction de ces sarments constitue, indépendamment de toute intention coupable, la contravention matérielle réprimée par l'art. 12 de la loi précitée;

Il importe peu, au point de vue de l'application des lois et décrets sur le phylloxéra, que les objets prohibés aient été saisis en douane à l'entrée, ces objets n'en ayant pas moins été introduits sur le sol algérien.

CASS. (CRIM.), 12 AOÛT 1889. 392

——— *sarments, introduction, filtre languedocien, bonne foi.*

Quand, sur la feuille d'expédition, l'expéditeur a déclaré envoyer des sarments, aucune peine n'est encourue ni par lui ni par les destinataires, si la douane, sur cette déclaration, a empêché l'introduction, estimant qu'une partie des sarments n'avait pas subi une préparation assez complète pour détruire tous les germes du phylloxéra. Il en est ainsi à plus forte raison quand il y a eu bonne foi.

ALGER, 15 JANV. 1887. 69

Poids et mesures, *vérification périodique obligatoire, Algérie, lieu où doit s'opérer la vérification.*

En Algérie, c'est au bureau du vérificateur, et non pas, comme dans la métropole, au domicile des assujettis, que doivent être présentés, pour être soumis à la vérification périodique obligatoire, les poids et mesures dont les assujettis font usage dans leur commerce ou industrie (*Ord. 29 déc. 1842, art. 14; arr. du minist. de la guerre des 22 mai 1846, art. 30 et 31, et 26 déc. 1851, art. 5*).

CASS. (CRIM.), 7 JANV. 1887. 119

Porteur de contraintes, *procès-verbal de saisie, indigène musulman, analyse sommaire en langue arabe, interprète assermenté, détournement d'objets saisis, bonne foi présumée, acquittement.*

Les obligations imposées aux huissiers par la législation spéciale à l'Algérie le sont également aux porteurs de contraintes, assimilés aux huissiers pour les droits dont le recouvrement est confié à l'administration des contributions diverses (*Arr. minist. 20 sept. 1850, art. 24*);

En conséquence, un porteur de contraintes, procédant à une saisie contre un indigène musulman, doit se faire assister d'un interprète assermenté, et mentionner sur l'original du procès-verbal de saisie qu'une traduction sommaire en arabe a été faite sur la copie par cet interprète (*Ord. 26 sept. 1842, art. 68*);

Encore bien que le tribunal correctionnel appelé à statuer sur un détournement d'objets saisis n'ait pas à se prononcer sur la validité du procès-verbal de saisie, néanmoins, lorsque ce procès-verbal ne mentionne ni l'assistance d'un interprète assermenté, ni qu'une traduction sommaire a été donnée sur la copie, et qu'en outre, l'agent reconnaît qu'il ne parle pas l'arabe et qu'il ne s'est pas fait assister d'un interprète, le tribunal peut renvoyer le prévenu acquitté, en se fondant sur ce que ce prévenu n'a pas eu une connaissance exacte de la saisie pratiquée à son encontre, des causes de cette saisie, des objets sur lesquels elle a porté, ni enfin des obligations que lui imposait la garde qui lui avait été confiée.

ALGER, 10 FÉVR. 1887. 53

Pages

Possession, *adjudicataire, propriété, preuve. — Cassation, moyen nouveau.*

Le jugement d'adjudication d'un immeuble n'a pas pour effet de faire tomber la présomption de propriété existant au profit de celui qui était en possession au moment de l'adjudication, dès lors que ce dernier n'a pas été partie au jugement, et surtout s'il a toujours affirmé son droit de propriété : c'est à l'adjudicataire, et non pas au possesseur, qu'incombe le fardeau de la preuve.

On peut proposer devant la Cour de cassation un moyen qui, sans avoir été expressément formulé dans les conclusions d'appel, en résulte implicitement : il n'y a pas là moyen nouveau.

CASS. (CIV.), 9 NOV. 1886. 375

——— *fruits, bonne foi, erreur de droit, preuve, demande en justice, améliorations, défrichement, indemnité, revendiquant, précédent propriétaire, prix de vente.*

Celui qui possède un immeuble en vertu d'un titre dont il ignore la nullité gagne les fruits alors même que sa bonne foi aurait pour fondement une erreur de droit ; il n'y a lieu d'excepter que le cas où le vice du titre consiste dans une infraction à une loi d'ordre public ;

Le possesseur de l'immeuble, même quand il fonde sa bonne foi sur une erreur de droit, n'est pas tenu de faire la preuve de son erreur : c'est au revendiquant à prouver le mauvaise foi du possesseur ;

Le possesseur de bonne foi cesse de gagner les fruits dès la signification de l'exploit introductif de l'instance en revendication : la présomption de sa bonne foi cesse, en effet, au moment où il est informé du vice de son titre ; or, la signification de l'exploit a pour effet légal de mettre fin à son ignorance (*C. civ., art. 549*).

Il est de principe constant que le demandeur en revendication doit rembourser au possesseur évincé le prix des améliorations qui ont augmenté la valeur du fonds, alors qu'elles se sont identifiées avec lui et n'en peuvent plus être distraites, mais seulement dans la mesure de cette augmentation (dans l'espèce, il s'agit d'impenses pour le défrichement du fonds) ;

Et l'indemnité est due par le revendiquant alors même que les améliorations seraient antérieures à son titre d'acquisition. — Peu importe que la plus-value résultant des améliorations ait été comprise dans l'ensemble du prix de vente payé par le revendiquant à celui qui était propriétaire au moment où les améliorations ont été faites ; le demandeur en revendication est néanmoins tenu d'indemniser le possesseur, sauf son recours contre le vendeur, et c'est une règle générale que le possesseur évincé n'a d'action pour le remboursement de ses impenses que contre le propriétaire actuel qui lui fait subir l'éviction ; il ne peut jamais agir contre le précédent propriétaire (*C. civ., art. 555*).

CASS. (CIV.), 11 JANV. 1887. 250

——— *Tunisie, action possessoire, existence. — Compétence, Européens, juridiction française, formes, loi française, juge de paix, défense de cumuler le possessoire et le pétitoire, conditions, lacunes du droit musulman, loi française.*

D'après la législation musulmane en vigueur dans la Régence de Tunis, la possession est reconnue comme un droit distinct de la propriété, et le droit de possession, tel qu'il existe en Tunisie, peut donner lieu à une action possessoire.

La juridiction française en Tunisie peut connaître entre Européens de l'action possessoire, comme de tout autre procès en matière mobilière ou immobilière ;

Par application de la loi du 27 mars 1883, elle en connaît selon les formes de la loi française ; c'est devant le juge paix que l'action doit être portée,

Pages

et le principe qui défend de cumuler le possessoire et le pétitoire est une règle de forme qui s'impose aux juridictions françaises, quelles que puissent être sur ce point les solutions du droit musulman ;

De plus, en ce qui concerne les conditions auxquelles doit satisfaire la possession pour donner naissance à l'action possessoire, il n'est pas interdit aux tribunaux français de combler au moyen de la loi française les lacunes du droit musulman : le tribunal consulaire français avait déjà le droit, reconnu aussi à d'autres tribunaux consulaires, de recourir à sa loi nationale pour juger les procès relatifs à des immeubles dont il était saisi, lorsque les lois et usages de la Tunisie ne fournissaient pas la solution du litige, et lorsque ce recours à la loi nationale était de nature à ne causer aucun préjudice au gouvernement local ; ce droit appartient à plus forte raison à la juridiction française, qui a été substituée aux diverses juridictions consulaires et qui a hérité de tous leurs pouvoirs.

TRIB. DE TUNIS, 14 JANV. 1887. 202

Pourvoi en cassation. — V. *Jugement par défaut.*

Prescription. — V. *Propriété.*

Presse, *réponse, injures, tiers, désignation, insertion, refus.*

Est légitime le refus d'insérer une réponse à un article de journal, lorsque cette réponse contient des articulations injurieuses ou diffamatoires pour des tiers, de nature à engager la responsabilité du journal ou à provoquer de nouvelles réponses de la part de ces tiers.

ALGER, 15 JANV. 1887. 125

Preuve, *convention, Français, indigène musulman, loi française, loi musulmane, application. — Gestion d'affaires, indemnité.*

Dans les contestations entre Français ou Européens et indigènes, le juge ne doit user qu'avec une prudente réserve de la faculté que lui confère l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 d'appliquer la loi française ou celle du pays, selon la nature de l'objet en litige et la teneur de la convention, ou, à défaut de convention, selon les circonstances et l'intention présumée des parties ;

Spécialement, s'agissant d'une demande tendant à la rémunération du concours apporté à une vente d'immeubles consentie par un indigène, il n'y a pas lieu d'admettre le demandeur français à prouver par témoins les engagements que l'indigène aurait contractés envers lui, alors que les actes préliminaires de la vente et que la vente elle-même ont eté constatés par écrit, et que le demandeur n'avait aucune raison de ne pas se conformer aux prescriptions de la loi française en matière de preuve ;

De même, s'agissant d'une demande en paiement d'honoraires intentée contre un indigène par un Français, agent d'affaires de profession, pour rémunération de son entremise dans des négociations d'emprunts, il est invraisemblable que le demandeur ait entendu, en ce qui le concerne, contracter selon la loi musulmane ;

Le § 4 de l'art. 37 précité n'a d'ailleurs été édicté que pour venir en aide à l'ignorance des contractants indigènes. Le demandeur ne saurait donc utilement arguer à son profit, dans la cause, de l'ignorance de loi française en matière de preuve, ni se prévaloir de la disposition susvisée à l'effet de prouver par témoins l'existence d'une convention dont l'objet excède 150 fr. ;

Toutefois, le concours apporté par le demandeur à la réalisation des emprunts peut être considéré comme se rattachant à l'existence d'un quasi-contrat de gestion d'affaires, prouvé par les documents et les circonstances

Pages

de la cause ; et celui dont l'affaire a été gérée doit indemniser le gérant de de ses dépenses utiles ou nécessaires.
ALGER, 26 DÉC. 1884 ; 22 MAI 1886. 129

V. *Servitude. — Relégation.*

Promulgation en Algérie, *loi nouvelle, loi ancienne, modification partielle, loi du 30 août 1883, Cour d'Alger, application. — Caution, dette solidaire, subrogation, décharge.*

Les lois nouvellement promulguées en France qui ne contiennent qu'une modification partielle à une loi exécutoire en Algérie sont, à moins d'une disposition contraire, applicables à cette colonie sans qu'il soit besoin de les y publier par un décret spécial ;

En conséquence, la disposition de la loi du 30 août 1883 qui, modifiant partiellement la législation sur l'organisation judiciaire, a réduit à cinq le nombre des magistrats nécessaire pour rendre arrêt, s'applique de plein droit à la Cour d'Alger antérieurement soumise, par l'art. 3 du décret des 15-24 décembre 1858, aux mêmes règles que les Cours d'appel de la métropole en ce qui concerne la formation des Chambres, le nombre de voix nécessaire pour la validlté des arrêts, le roulement des magistrats et l'ordre du service.

La disposition de l'art. 2029 du Code civil, aux termes de laquelle la caution qui a payé la dette est subrogée à tous les droits du créancier contre le débiteur, est générale et applicable même au cas où la caution d'une dette solidaire n'a cautionné qu'un seul des débiteurs ;

Par suite, la caution est déchargée lorsque le créancier a renoncé à la garantie de l'autre débiteur solidaire et a rendu par là impossible la subrogation de la caution dans ses droits contre ce codébiteur *(C. civ., art. 2037).*
CASS. (CIV.), 7 MARS 1887 ; (REQ.), 23 MARS 1887 145

Propriété, *Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, actes rectificatifs, appréciation, compétence.*

Le titre définitif délivré conformément à l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873 forme, à dater de sa transcription, le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous droits réels antérieurs ;

Mais, si la validité de titre est contestée par un tiers qui produit des actes administratifs également transcrits, rectifiant le titre précédemment délivré, cette contestation doit être portée devant le conseil de préfecture. Les tribunaux ordinaires sont incompétents pour apprécier la valeur des actes rectificatifs aussi bien que celle du titre définitif délivré primitivement.
TRIB. D'ORLÉANSVILLE, 25 MAI 1884. 6

——— *Algérie, sénatus-consulte du 22 avril 1863. — Biens melk, revendication, déchéance. — Art. 10 du décret du 23 mai 1863, constitutionnalité. — Titre administratif, application de la loi française, prescription.*

Les revendications de biens melk, formulées devant les commissions chargées de l'exécution du sénatus-consulte du 22 avril 1863, constituent au profit des revendiquants, lorsque aucune réclamation ne s'est produite, un droit définitif qui peut être opposé à tous *(1re et 2e espèces);*

En conséquence, les revendiquants peuvent opposer aux tiers qui n'ont pas réclamé en temps utile la déchéance édictée par l'art. 10 du décret du 23 mai 1863 *(1re et 2e espèces);*

Les dispositions de cet art. 10 ne sont ni inconstitutionnelles, ni illégales et doivent être appliquées suivant leur forme et teneur.

L'immeuble dont la propriété est établie sur un titre administratif français qui n'a pas cessé de lui être applicable était soumis à la loi fran-

Pages

çaise dès avant l'application de la loi du 26 juillet 1873, et, à plus forte raison, depuis l'application de cette loi;

En conséquence, la prescription n'a pu être acquise sur cet immeuble au profit d'un Musulman que conformément aux règles de la loi française.

ALGER, 12 FÉV. 1867, 17 NOV. 1873, 25 FÉV. 1875 ; — CASS. (REQ.), 8 NOV. 1882 ; — ALGER, 22 MARS 1887. 323

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, conflit d'un titre notarié, administratif ou judiciaire avec le titre définitif, contestation sur les titres provisoires, déchéance.*

Les titres de propriété délivrés en exécution de la loi du 26 juillet 1873 forment le point de départ de la propriété, même à l'exclusion des titres administratifs ou notariés;

En conséquence, les détenteurs de pareils titres qui ont négligé de les produire et de contester, dans les délais légaux, les attributions du commissaire enquêteur encourent les déchéances prévues par l'art. 18 de la dite loi;

Les jugements et arrêts doivent être assimilés, à ce point de vue, aux titres administratifs ou notariés;

Il importerait peu, d'ailleurs, que le titre invoqué à l'encontre des attributions du commissaire enquêteur fût commun à toutes les parties.

ALGER, 18 JUIN 1887. 436

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, période provisoire, compétence. — Jugement par défaut, matière musulmane, absence de conclusions, décret du 10 septembre 1886.*

Depuis la publication de l'ouverture des opérations prescrites par l'art. 10 de la loi du 26 juillet 1873 jusqu'à la publication de leur clôture et la délivrance des titres provisoires prévue par l'art. 17, la voie judiciaire est fermée à toute contestation relative aux terres enquêtées; pendant cette période, toute contestation immobilière ne peut se régler que par la voie administrative et suivant les formes prévues par l'art. 11 à 16 de cette loi;

En conséquence, le juge de paix qui a prononcé sur une contestation introduite pendant cette période était incompétent *ratione materiæ.*

Aux termes de l'art. 44 du décret du 10 septembre 1886, l'intimé, aussi bien que l'appelant, doit déposer des conclusions écrites et signées par un avocat ou avoué, sinon il doit être statué par défaut à son encontre.

TRIB. DE MOSTAGANEM, 7 MAI 1887. 459

——— *loi du 26 juillet 1873, conflit d'un titre notarié ou administratif avec le titre définitif, contestations sur les titres provisoires, formes, déchéances. — Appel, moyen de défense, demande nouvelle.*

Si la loi du 26 juillet 1873 (art. 3 et 17) dispense l'administration de délivrer un titre nouveau pour les immeubles dont la propriété est déjà constatée par acte administratif ou notarié, elle n'affranchit pas les détenteurs de ces titres de l'obligation de les produire au cours des opérations prescrites par le titre II de cette loi, et de faire valoir leurs droits devant le commissaire enquêteur;

En cas de conflit entre un titre administratif ou notarié et le titre définitif régulièrement transcrit et délivré conformément aux prescriptions de la dite loi, la préférence doit être accordée à ce dernier titre, qui forme le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous autres;

En conséquence, tout ayant droit indigène ou européen doit produire ses titres et contester dans le délai et les formes fixés par la loi, sous peine d'encourir la déchéance édictée par l'art. 18;

L'opposition à la délivrance des titres définitifs de propriété n'est valable que si elle est faite dans les formes prévues par les art. 15, 16, 18 de la loi et portée à la connaissance du commissaire enquêteur.

Une instance judiciaire dirigée, au cours des opérations du titre II, contre celui qui poursuit la délivrance du titre définitif, ne saurait remplacer l'opposition prévue par les articles précités et qui doit être portée à la connaissance du commissaire enquêteur, agissant dans un intérêt public;

Il n'en serait plus de même si l'action était dirigée contre celui qui poursuivrait la délivrance du titre définitif par application du titre III et et de l'art. 30 de la loi; dans ce cas, l'action dirigée contre le poursuivant, seul intéressé à la délivrance du titre, l'atteindrait plus sûrement que la notification d'une opposition transmise par l'intermédiaire du procureur de la République.

Le défendeur défaillant en première instance a le droit d'opposer en appel à l'action principale des moyens de défense qui n'ont pas été appréciés par les premiers juges; ce n'est pas là une demande devant être soumise à un premier degré de juridiction.

ALGER, 28 FÉV. 1887, 2 AVRIL 1884, 23 DÉC. 1884. 101

——— *loi du 26 juillet 1873, purge spéciale du titre III, part indivise, acquisition de l'autre part, nouvelle purge nécessaire. — Immeubles soumis à la purge spéciale, terres sénatus-consultées. — Publications, immeubles situés sur les territoires des deux tribus.*

L'acquéreur d'une part indivise dans un immeuble, qui a rempli les formalités de la purge spéciale et obtenu de l'administration, pour cette part, un titre qui a été transcrit, doit, s'il devient acquéreur de la part indivise conservée par son vendeur lors de la première vente, accomplir les mêmes formalités de purge pour cette nouvelle acquisition ; la cessation de l'indivision et l'effet déclaratif du partage ne font pas bénéficier la seconde vente de la purge opérée pour la première, et le tiers qui aurait négligé de former sa réclamation pour celle-ci a le droit de la former pour celle-là *(L. 26 juillet 1873, art. 26 et 27)*.

La purge spéciale du titre III n'est pas, plus que ne le seraient les opérations du titre II, applicables aux immeubles attribués, comme biens communaux, à un douar par un décret rendu à la suite des opérations du sénatus-consulte ; si la purge est faite, elle ne produit aucun résultat, et le titre délivré par l'administration est sans valeur à l'égard des tiers.

La purge spéciale est nulle pour les immeubles situés sur le territoire d'une tribu où les publications n'ont pas eu lieu, surtout si les publications faites dans une autre tribu désignent tous les immeubles comme situés sur son territoire, et non sur le territoire des deux tribus.

ALGER, 19 AVRIL 1887. 209

——— *loi du 26 juillet 1873, statut réel français, titre français, jugement ou arrêt en matière musulmane, soumission à l'enquête, titre nouveau, effets.*

Il n'y a pas lieu à la délivrance de titre administratif de la propriété par application de la loi du 26 juillet 1873 lorsque cette propriété est déjà établie par un jugement ou un arrêt statuant, en matière musulmane, sur l'appel d'une décision du cadi *(L. 26 juillet 1873, art. 3 et 17)*;

Le détenteur d'un titre administratif, judiciaire ou notarié qui s'est soumis à l'enquête administrative et a obtenu ainsi un nouveau titre, lui procurant les avantages d'une purge *ergà omnes* et formant le point de départ unique de la propriété, ne peut plus demander l'application du titre ancien, mais seulement celle du nouveau titre *(Même loi, art. 13)*.

ALGER, 16 FÉVR. 1887. 163

——— *loi du 26 juillet 1873, titre définitif, action en justice, déchéance.*

Les titres délivrés en exécution de la loi du 26 juillet 1873 forment le point de départ de la propriété, à l'exclusion de tous droits et de tous titres antérieurs;

Pages

Une instance en justice encore pendante devant les tribunaux français et relative au droit de propriété ne fait pas obstacle à la délivrance du titre administratif, si les contestants n'ont pas eu soin de prévenir l'administration, par acte judiciaire, de l'existence de la contestation.
ALGER, 29 DÉC. 1886. 165

——— *loi du 26 juillet 1873, titre définitif, délivrance, opposition, action en justice, déchéance. — Vente, vice de forme, nullité.*
Une instance judiciaire portée devant le cadi, relative à la propriété d'un immeuble soumis aux opérations du titre II de la loi du 26 juillet 1873, ne saurait remplacer les oppositions prévues par les art. 14 et suivants de cette loi, et qui doivent être portées à la connaissance du commissaire enquêteur;
Aucune assimilation ne peut être établie, à ce point de vue, entre la procédure et les déchéances du titre II et celles édictées par le titre III.
Un tiers est irrecevable à attaquer pour vice de forme un contrat de vente dont les parties intéressées ne demandent pas la nullité.
ALGER, 31 JANV. 1887. 115

——— *loi du 26 juillet 1873, titre définitif, vente, transcription, inscription, nom patronymique.*
La loi du 26 juillet 1873 n'a pas eu pour but de constituer la propriété possédée à titre privatif, mais seulement de la constater et de la consolider par la délivrance d'un nouveau titre. — En territoire *melk*, la propriété privée existe avec tous ses avantages juridiques, et le propriétaire peut vendre à tout moment: avant, pendant ou après les opérations du commissaire enquêteur. — La transcription du titre définitif prescrite par l'article 18 ne crée pas un droit nouveau, mais consacre un droit déjà existant.
La vente antérieure à la transcription du titre définitif ne peut produire effet qu'à la double condition qu'elle soit elle même transcrite avant la délivrance de ce titre et que cette transcription ait lieu dans les formes et de la manière prescrites par l'art. 19, c'est-à-dire qu'elle contienne le nom patronymique donné au vendeur dans le titre provisoire. — De même, les inscriptions de droits réels prises du chef de l'indigène reconnu propriétaire par le commissaire enquêteur sont nulles si elles n'indiquent pas le nom de famille de cet indigène.
TRIB. CIV. D'ORAN, 7 FÉVR. 1887. 117

——— *loi du 26 juillet 1873, titre notarié, titre définitif, immeuble français, licitation, compétence.*
L'immeuble dont la propriété est constatée par un titre notarié ne doit pas faire l'objet d'un titre nouveau de propriété délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873;
En conséquence, il est soumis à la loi française, ainsi qu'à la juridiction française, seule compétente pour connaître d'une demande en licitation de cet immeuble.
ALGER, 31 JANV. 1887. 114

V. *Compétence. — Compétence des tribunaux français. — Immatriculation.*

Protêt. — V. *Billet à ordre.*

Purge spéciale. — V. *Propriété.*

Q

Qualités des jugements. — V. *Jugements et arrêts. — Vente.*

Question préjudicielle. — V. *Faillite.*

R

Rébellion, *caractères constitutifs, résistance avec violences et voies de fait, régularité de l'acte d'exécution.*
La résistance envers les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire ne constitue pas le délit de rébellion si elle se produit sans violences et voies de fait;
Il en est de même si elle tend à repousser l'exécution d'un acte irrégulier ou illégal.
TRIB. DE BOUGIE, 7 DÉC. 1886. 77

Référé, *Algérie, juge de paix à compétence étendue, ordonnance, appel, compétence.*
L'appel des ordonnances de référé rendues par les juges de paix à compétence étendue, en Algérie, doit être porté devant le tribunal civil auquel ressortit la justice de paix, et non devant la Cour.
TRIB. DE PHILIPPEVILLE, 1er DÉC. 1886; — ALGER, 20 JANV. 1878, 29 AVRIL 1885. 388

Règlement de juges, *requête, recevabilité. — Compétence commerciale, société de commerce, préposé, lieu de paiement.*
La requête en règlement de juges est recevable contre l'arrêt qui a repoussé un déclinatoire tendant à faire déclarer inapplicable aux faits de la cause une règle spéciale de compétence invoquée par la partie demanderesse.
Le préposé d'une société de commerce peut actionner cette société, en raison de l'inexécution des engagements qu'elle a contractés envers lui, devant de tribunal du lieu de rémunération de ses services.
CASS. (REQ.), 21 FÉVR. 1887. 361

Relégation, *condamnations, preuve, silence du prévenu, aveu, extraits des arrêts ou jugements, mention.*
Si, relativement à la preuve de la récidive prévue par les art. 56 et suivants du Code pénal, le silence du prévenu peut être considéré comme un aveu des condamnations indiquées sur l'extrait de son casier judiciaire, une semblable interprétation ne saurait être admise en matière de relégation, la présomption qui lui sert de fondement étant inconciliable avec les garanties dont la loi du 25 mai 1885 a voulu entourer les individus exposés à l'application de cette peine perpétuelle;
La décision appliquant la peine de la relégation ne peut avoir d'autre base légale que l'aveu du prévenu qu'il a encouru effectivement les condamnations qui le rendent relégable, ou les extraits des arrêts ou jugements qui les ont prononcées;
En conséquence, doit être cassé, comme ayant violé la loi précitée, l'arrêt qui a omis de mentionner l'une ou l'autre de ces preuves.
CASS. (CRIM.), 24 MARS 1887. 222

Requête civile, *tierce opposition, matière musulmane, décret du 10 septembre 1886, art. 494 C. pr. civ., application.*
Les jugements ou arrêts définitifs en matière musulmane peuvent être attaqués par la tierce opposition ou la requête civile dans les conditions prévues par les art. 74 et suivants du Code de procédure civile *(D. 10 sept. 1886, art. 50);*
Toutefois, il y a lieu de concilier ce principe avec les règles essentielles de simplicité et de modération dans les frais qui, d'après le texte et l'esprit du décret du 10 septembre 1886, régissent la procédure en matière musulmane;
En conséquence, ne doivent pas être appliquées, entre Musulmans, celles

Pages

des dispositions du Code de procédure sur la tierce opposition ou la requête civile qui porteraient atteinte à ces règles, et notamment l'art. 494 du dit Code, qui prescrit la consignation d'une somme de 450 francs par le demandeur en requête civile.
ALGER, 7 JUIN 1887. 371

Rescision, *vente d'immeuble, lésion, action, calcul du délai, moyen nouveau.*
Le délai d'exercice de l'action en rescision d'une vente d'immeuble pour cause de lésion de plus des sept douzièmes est un délai franc.
Le moyen pris de la lésion peut être invoqué en cours d'instance, sans préliminaire de conciliation, contre une vente d'immeuble arguée de nullité pour cause de dol et de fraude dans la demande originaire.
ALGER, 1er DÉC. 1886. 236

Responsabilité, *accident industriel, faute commune.*
Un patron peut être déclaré responsable de la mort d'un de ses ouvriers causée par l'explosion d'une machine à vapeur, alors même qu'une imprudence grave est relevée à la charge de l'ouvrier, s'il est constaté que le patron n'est pas lui-même exempt de faute; sauf aux juges à tenir compte de l'imprudence de la victime pour la fixation des dommages-intérêts.
ALGER, 20 DÉC. 1886.

——— *alfatiers, nature du contrat, maître civilement responsable.*
Les alfatiers, en Algérie, ne sont pas des tâcherons ou des entrepreneurs particuliers, mais bien des ouvriers travaillant pour le compte du maître et recevant de lui un salaire; et il existe un lien direct, personnel et permanent entre eux et le maître qui est obligé de les surveiller. — En conséquence, lorsque les alfatiers, n'observant pas les limites des terrains sur lesquels le maître a le droit de cueillir ou de faire cueillir de l'alfa, en récoltent sur le terrain d'autrui, le maître est civilement responsable.
ALGER, 24 AVRIL 1884. 424

——— *contrat de transport, clause de non-garantie, connaissement, bulletin de passage, faute du capitaine, faute de l'armateur, clause imprimée, défaut de signature, commissionnaire de transport, expéditeur.*
Est valable la clause d'un connaissement ou d'un bulletin de passage stipulant que l'armateur ne répond pas des fautes du capitaine ou des gens de l'équipage relativement aux choses expédiées ou aux bagages du passager. Cette clause a pour effet d'écarter l'action qui serait dirigée contre l'armateur à raison de ces fautes.
La clause d'un connaissement stipulant que l'armateur ne répond pas de ses fautes est légale en tant qu'elle a pour effet de mettre la preuve à la charge de l'expéditeur ou du destinataire.
On n'est pas recevable à contester l'acceptation d'une de ces clauses en se fondant sur ce que la clause est imprimée.
On n'est pas recevable à contester l'acceptation de la clause de non-garantie imprimée au dos d'un bulletin de passage en se fondant sur ce que cette clause ne porte pas la signature du passager.
Le commissionnaire de transport répond envers l'expéditeur des faits du voiturier qu'il a choisi, et il ne peut invoquer contre l'expéditeur qui n'est pas intervenu au contrat d'affrétement la clause du connaissement qui exonère l'armateur des fautes du capitaine et des gens de l'équipage.
CASS. (CIV.), 23 JUILL. 1878, 22 JANV. 1884, 19 AVRIL 1886; ALGER, 21 DÉC. 1881; AIX, 3 FÉVR. 1887. 301

——— *directeur de théâtre, bal public, vestiaire, dépôt nécessaire, ouvreuses, perte des objets déposés, preuve.*

Un vestiaire est le complément indispensable d'un bal public, surtout d'un bal paré et masqué, et le dépôt qui y est fait de vêtements destinés à garantir contre les intempéries de la saison constitue un dépôt nécessaire, régi l'art. 1952 C. civ., dont les dispositions ne sont pas limitatives;

En conséquence, le directeur d'un théâtre qui, en vertu de l'autorisation qu'il tient de son cahier des charges, y donne, à son bénéfice exclusif, un bal de ce genre, est responsable vis-à-vis du public, aux termes des art. 1382 et 1383 C. civ., des conditions d'insécurité dans lesquelles le vestiaire est établi et du dommage résultant de la perte des objets qui y ont été déposés.

Les ouvreuses d'un théâtre sont, au regard du public, les préposées du directeur, comme le sont les commis et employés en général;

Par suite, si la perte des objets déposés au vestiaire confié à la garde des ouvreuses provient du fait de celles-ci, le directeur encourt la responsabilité prévue par l'art. 1384 du même Code, sauf son recours contre ses préposées;

Il importe peu, à cet égard, que, loin de donner une rémunération aux ouvreuses, le directeur afferme à chacune d'elles cette fonction moyennant une rétribution mensuelle; le fait par le directeur de transformer en bénéfice une charge de son exploitation ne pouvant que rendre sa responsabilité plus grande vis-à-vis du public.

C'est au demandeur qu'il incombe de faire la preuve du dépôt des objets dont il réclame la valeur, de leur perte au vestiaire et de l'importance du dommage qu'il a éprouvé;

S'agissant ici d'un dépôt nécessaire, cette preuve peut être faite par témoins *(C. civ., art. 1348)*.

JUST. DE PAIX D'ALGER (CANTON SUD), 6 AOÛT 1887. 462

——— *louage de services, faute du maître, dommages-intérêts.*

Le fait par l'employé d'une compagnie de chemins de fer d'avoir arrêté, sur l'ordre de son chef, un individu en flagrant délit de vol dans les lieux soumis à sa surveillance constitue de sa part l'exécution d'un contrat de louage;

En conséquence, s'il est mort, dans ces circonstances, des suites d'une blessure imputable à la faute de la compagnie ou de son préposé, ses héritiers doivent en être indemnisés conformément aux art. 1382 et suivants du Code civil.

AIX, 4 NOV. 1886. 1

——— *navire, fret, marchandises, perte partielle, action, délai, fin de non recevoir, détournement, preuve.*

La fin de non recevoir édictée par l'art. 435 C. com. s'applique à tout dommage arrivé à la marchandise; cette expression est générale, et comprend, non seulement les détériorations et les avaries, mais aussi la perte partielle que rend présumable la diminution en cours de voyage dans le poids des colis expédiés.

L'action en réparation de ce dommage est rigoureusement circonscrite dans les délais déterminés par l'art. 436 C. com.;

Si, dans le cas d'un détournement frauduleux, il peut être admis une exception à cette règle, il incombe au demandeur d'établir qu'il se trouve dans ce cas exceptionnel.

ALGER, 2 NOV. 1887. 473

V. *Acte de commerce,— Billet à ordre.— Capitaine de navire.— Chemin de fer. — Compétence.*

Revendication. — V. *Propriété.*

Pages

S

Saisie. — V. *Degré de juridiction.*

Saisie-arrêt, *créance non liquidée, nullité, chose jugée, effet relatif.*

Une saisie-arrêt est nulle lorsqu'elle a été faite en vertu de titres qui supposent un compte à établir entre le saisissant et le saisi;

Peu importe qu'un jugement devenu définitif ait admis la créance du saisissant en vertu des mêmes titres dans une instance d'ailleurs distincte et engagée ultérieurement avec un autre tiers saisi.

CASS. (CIV.), 27 AVRIL 1885. 354

Saisie-exécution, *Kabylie, matière musulmane, cadi, compétence, détournement d'objets saisis. — Dommages-intérêts, préjudice actuel, allocation.*

En Kabylie, les cadis sont compétents, à l'exclusion des officiers ministériels français, pour procéder, selon les règles et usages en vigueur, à l'exécution d'une sentence de juge de paix intervenue entre Musulmans;

Spécialement, dans le cas où un cadi a procédé à une saisie en vertu d'une pareille sentence exécutoire par provision, cette saisie est régulière, et, par suite, à l'abri et sous la sanction des dispositions de l'art. 400 du Code pénal relatives aux détournements d'objets saisis.

L'allocation de la réparation due aux parties civiles pour le préjudice actuel et certain résultant du détournement des objets saisis doit être immédiate, pure et simple, et non subordonnée au sort de l'appel relevé contre la sentence en exécution de laquelle il a été procédé à la saisie.

ALGER, 14 JANV. 1887. 158

——— *meubles, revendication, exploit, propriété, preuves, énonciation, Algérie, ordonnance du 26 septembre 1842, nullité facultative.*

L'assignation en revendication d'objets saisis doit contenir, à peine de nullité, l'énonciation des preuves de propriété du revendiquant (*C. proc. civ., art. 108*);

Les considérations qui ont motivé cette disposition, et les conséquences qui peuvent résulter de son inobservation pour le saisissant, ne permettent pas de ranger la nullité prononcée par l'art. 608 précité au nombre de celles que l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 déclare facultatives pour le juge en Algérie;

A supposer, d'ailleurs, qu'il s'agisse là d'une nullité à laquelle le juge ne puisse pas s'arrêter, cette faculté doit être réservée pour les erreurs involontaires qui peuvent échapper à l'attention des parties ou de l'officier ministériel. Mais s'agissant d'une revendication à l'appui de laquelle il a été produit depuis un titre de vente régulier en la forme et enregistré antérieurement à la saisie, il échet d'annuler la demande, lorsque le revendiquant n'allègue aucun fait de nature à expliquer ou atténuer la violation qu'il a commise de la loi.

ALGER, 20 DÉC. 1886. 85

Saisie immobilière, *incident, appel, notification, griefs, nullité, Algérie, législation spéciale.*

En matière d'incident de saisie immobilière, l'inobservation des formalités prescrites par l'art. 732 du Code de procédure civile (signification à avoué, notification au greffe, énoncé des griefs) entraîne la nullité de l'acte d'appel;

S'agissant d'une véritable déchéance, la législation spéciale à l'Algérie n'autorise pas le juge à relever l'appelant de la nullité encourue;

Pages

L'énonciation des griefs dans l'acte d'appel, en matière d'incident de saisie immobilière, est un des éléments substantiels de cet acte, qui ne peut être suppléé par la réserve de faire valoir les motifs déduits devant les premiers juges et tous autres à déduire devant la Cour;

Par suite, l'omission de cette énonciation ne peut être considérée comme constituant une nullité facultative en Algérie.

ALGER, 3 DÉC. 1883, 3 NOV. 1886. 81

V. *Donation déguisée.*

Sénatus-consulte du 22 avril 1863. — V. *Propriété.*

Séparation de corps. — V. *Étranger.*

Servitude, *action négatoire, preuve, jours, mitoyenneté.*

Les héritages étant, en principe, présumés francs et libres de toutes servitudes, le défendeur à l'action négatoire, quoique en possession de la servitude faisant l'objet du litige, doit prouver qu'il a acquis la propriété suivant les modes admis par la loi;

Spécialement, celui qui prétend avoir le droit d'exercer une servitude de vue doit, en l'absence de titre, établir que ce droit lui appartient depuis plus de 30 ans; à défaut de cette preuve, le propriétaire de l'héritage voisin est fondé à acquérir la mitoyenneté du mur séparatif des deux fonds et à supprimer les jours qui y ont été pratiqués *(C. civ., art. 690).*

CASS. (REQ.), 29 MARS 1886. 127

Société commerciale. — V. *Compétence.* — *Liquidation judiciaire.* — *Règlement de juges.*

Solidarité. — V. *Promulgation en Algérie.*

Subrogation. — V. *ibid.*

Subrogé tuteur. — V. *Appel.*

Succession. — V. *Étranger.* — *Mozabites.*

Succession musulmane, *partage, propriété, titre administratif, compétence.*

L'action par laquelle des cohéritiers réclament le partage d'un immeuble que l'un des cohéritiers prétend être sa propriété exclusive ne constitue pas un litige sur des droits successoraux, mais une revendication de parts indivises;

En conséquence, la juridiction musulmane est incompétente pour connaître d'un pareil litige entre Musulmans, lorsque l'immeuble litigieux a fait l'objet d'un titre administratif français.

ALGER, 15 NOV. 1884. 38

V. *Beït-el-Mal.* — *Compétence.*

Succession vacante, *Algérie, curateur, entrée en fonctions, fin de la curatelle, qualité d'héritier contestée, actions, validité de legs, autorisation spéciale.*

Pages

En Algérie, la curatelle à succession vacante s'ouvre de plein droit dès que le curateur, nommé conformément à l'ordonnance du 26 septembre 1842, est avisé du décès d'une personne qui ne laisse pas d'héritiers présents ou connus ; le curateur entre de plein droit en fonctions *(Ordon. 26 déc. 1842, art. 9)*;

Et la curatelle ne cesse qu'à dater du jour où des héritiers, ayant justifié de leur qualité, se sont fait remettre la succession ; si donc la qualité de l'héritier qui se présente est contestée, le curateur conserve ses fonctions. *(Ordon. 26 déc. 1842, art. 27)*.

Le curateur aux successions vacantes n'a pas besoin d'une autorisation spéciale pour représenter, dans l'intérêt de qui de droit, le défunt dans une instance qui met en question la validité de libéralités testamentaires faites au *de cujus* ; il en est ainsi surtout si le curateur ne fait que reprendre une instance déjà commencée (*Ordon. 26 déc. 1842, art. 17)*.

ALGER, 20 OCT. 1885. 407

T

Tarifs. — V. *Chemins de fer.*

Taxe. — V. *Notaire.*

Théâtre. — V. *Acte de commerce. — Responsabilité*

Tierce opposition. — V. *Requête civile.*

Titre administratif. — V. *Action en revendication. — Propriété. — Succession musulmane.*

Titre français. — V. *Propriété.*

Titre notarié. — V. *ibid.*

Traités *franco-tunisien, anglo-tunisien, italo-tunisien.* — V. *Charâa de Tunis.*

Transcription hypothécaire. — V. *Command (déclaration de). — Propriété.*

Travaux publics, *emploi de condamnés militaires, clauses du cahier des charges, interprétation.*

En matière de travaux publics, la clause d'un cahier des charges portant que l'entrepreneur devra subir une réduction de prix si l'administration met à sa disposition des condamnés militaires aux conditions prévues par les règlements ne s'applique pas, lorsque l'entrepreneur, ayant traité directement avec le conseil d'administration d'un pénitencier, n'a obtenu le travail des condamnés qu'aux mêmes conditions que les particuliers.

CONS. D'ÉTAT, 28 MAI 1886. 419

Tribunal de Tunis, *jugements au criminel, formes, composition des Chambres, non applicabilité des art. 362 et 363 C. inst. crim., assesseurs, tirage au sort.*

Les décisions du tribunal de Tunis en matière criminelle sont rendues

Pages

dans les mêmes formes qu'en matière correctionnelle (*L. 27 mars 1883, art. 5*);

Par suite, les membres du tribunal statuant au criminel doivent être ceux de la Chambre correctionnelle (*Même loi, art. 2 et 4*);

Par suite, encore, ne sont pas applicables les art. 362 et 363 C. inst. crim., qui prescrivent au président de donner le parole au ministère public et au défenseur de l'accusé sur l'application de la peine.

Les assesseurs ne doivent pas être tirés au sort pour chaque affaire. Un seul tirage a lieu un mois avant la session, et les assesseurs absents ou récusés sont remplacés par les assesseurs suivants, dans l'ordre de la liste pour chaque catégorie (*Même loi, art. 4; décr. 9 juillet* 1884, *art. 1 et* 2).

CASS. (CRIM.), 19 MARS 1887. 247

Tribunal criminel de Tunis, *accusé indigène, assesseurs français.*

C'est par une dérogation évidente aux principes de notre droit public que, dans le cas où des étrangers et des indigènes sont déférés au tribunal criminel de Tunis, le décret du 24 octobre 1884 leur accorde le droit d'être jugés par trois assesseurs indigènes ou étrangers en place de trois assesseurs français;

Cette disposition constituant une faveur exceptionnelle, ceux à qui cette faveur est accordée peuvent y renoncer et rentrer dans le droit commun;

C'est donc avec raison que le tribunal criminel de Tunis a fait droit aux conclusions formelles d'un indigène demandant à être jugé par six assesseurs français.

CASS. (CRIM.), 24 DÉC. 1886. 79

Tunisie. — V. *Acte notarié.*

Tutelle. — V. *Usufruit légal des père et mère.*

U

Usufruit légal des père et mère, *disparition de l'usufruitier, extinction. — Grosses réparations, plus-value, recours contre le nu propriétaire. — Pouvoirs du tuteur, défaut d'autorisation du conseil de famille, appréciation du tribunal. — Expertise.*

La disparition du père ou de la mère ne fait pas cesser l'usufruit légal qui leur appartient sur les biens de leurs enfants mineurs.

Le nu propriétaire ne peut être contraint à faire les grosses réparations. L'usufruitier n'a de recours contre lui, pour celles qu'il aurait faites lui-même, qu'après l'extinction de l'usufruit, et jusqu'à concurrence de la plus-value procurée à l'immeuble *(C. civ. art. 605)*.

L'autorisation du conseil de famille est nécessaire au tuteur pour obliger le mineur en raison de grosses réparations ou de travaux d'amélioration, lorsque le montant des dépenses excède celui des revenus du mineur;

Le tribunal a cependant le droit d'apprécier l'utilité des dépenses qui ont été faites sans l'autorisation du conseil de famille, ainsi que le profit que le mineur en a retiré, et d'accueillir l'action du créancier.

Les tribunaux peuvent, sans violer les droits de la défense, se servir, à titre de renseignement, d'une expertise étrangère à la cause où elle est produite.

ALGER, 29 MAI 1886. 225

V

Vente, *droit tunisien, délivrance. — Enzel, droit de l'acheteur.*

Pages

En droit tunisien, la vente est parfaite avant la délivrance, l'acheteur ayant le droit de revendre avant que celle-ci soit effectuée;

La délivrance est accomplie dès que l'auteur est dans la possibilité de jouir de l'objet vendu.

L'enzel est un droit au bail perpétuel d'un immeuble grevé de habbous, et qui peut être cédé à la seule condition par le cédant de déléguer au bénéficiaire de la rente perpétuelle les droits acquis par le cessionnaire du droit au bail.

ALGER, 4 JANV. 1887. 88

——— *prix, paiement partiel, gérant d'affaires, résolution, action en répétition. — Arrêts, qualités, règlement, vacances judiciaires.*

Lorsque la résolution d'un contrat de vente est prononcée, le paiement partiel du prix, effectué par un tiers, gérant d'affaires de l'acheteur, constitue un paiement indû directement restituable à ce tiers, bien que celui-ci ne se soit pas présenté au vendeur comme gérant d'affaires de l'acheteur.

En cas d'absence constatée de tous les magistrats qui ont pris part à un arrêt, le plus ancien des conseillers faisant partie de la Chambre des vacations peut, pendant les vacances judiciaires, procéder au règlement des qualités, sans qu'il soit fait mention de l'empêchement du président de la dite Chambre, cet empêchement devant être légalement présumé.

CASS. (CRIM.), 28 DÉC. 1885. 452

V. *Habous. — Notaire. — Propriété.*

Vente d'immeubles. — V. *Compétence des tribunaux français. — Rescision.*

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

Pages.

1866

DÉCEMBRE

1 Philippeville 388

1867

FÉVRIER

12 Alger 323

1873

NOVEMBRE

17 Alger 324

1875

FÉVRIER

25 Alger 325

1878

JANVIER

20 Alger 388

JUILLET

23 Cassation (civ.) 303

1879

JANVIER

20 Alger 96

Pages.

1880

AVRIL

14 Alger 93

JUILLET

26 Alger 97

1881

FÉVRIER

24 Philippeville 307

JUIN

27 Alger 98

DÉCEMBRE

26 Alger 304

1882

JANVIER

3 Alger 308

NOVEMBRE

8 Cassation (req.) 329

1883

JUILLET

24 Tunis 339

DÉCEMBRE

3 Alger 82

Pages.

1884

JANVIER

22 Cassation (Civ.) 307

FÉVRIER

1 Conseil d'État 141

AVRIL

2 Alger 109
23 Alger 356
24 Alger 424

JUIN

4 Alger 448

DÉCEMBRE

28 Alger 112
26 Alger 132

1885

AVRIL

27 Cassation (civ.) 354
29 Alger 388

MAI

6 Blida 400
20 Alger 234

JUIN

15 Alger 21

	Pages.
OCTOBRE	
20 Cassation (req.)	407
28 — —	382
DÉCEMBRE	
28 Cassation (civ.)	452
1886	
JANVIER	
9 Alger	137
14 Alger	369
15 Tr. civ. d'Alger	466
FÉVRIER	
26 Conseil d'État	341
MARS	
29 Cassation (req.)	127
AVRIL	
19 Cassation (civ.)	46, 309 et 310
MAI	
8 Alger	328
11 Cassation (req.)	257
18 Alger	347
22 Alger	133
25 Orléansville	6
28 Conseil d'Etat	417
29 Conseil d'Etat	225
31 Cassation (req.)	27
JUIN	
8 Cassation (civ.)	355
19 Alger	42
26 Alger	44 et 46
28 Cassation (civ.)	17
29 Alger	14
JUILLET	
7 Cassation (civ.)	417
30 Conseil d'Etat	40
AOUT	
6 Cassation (civ.)	19

	Pages.
OCTOBRE	
19 Alger	50
21 Alger	9 et 261
25 Cassation (civ.)	60
NOVEMBRE	
3 Alger	84
4 Aix	1
9 Cassation (civ.)	375
13 Alger	11
15 Alger	38
22 Tr. com. d'Alger	456
24 Tr. com. d'Alger	87 et 420
25 Alg. (Cons. rév.)	127
25 Cassation (cr.)	29
26 Alger	80
27 Alger	12
DÉCEMBRE	
1 Alger	236
7 Alger	5 et 423
7 Bougie	77
16 Alger	58 et 59
18 Alger	56 et 75
20 Alger	85 et 240
22 Alger	100
24 Cassation (cr.)	79
29 Cassation (civ.)	160
29 Alger	139 et 165
30 Alger	122
30 Cassation (civ.)	263
30 Alg. (Cons. rév.)	360
1887	
JANVIER	
4 Alger	88
7 Alger	67
7 Cassation (cr.)	119
10 Alger (Tr. com.)	253
11 Cassation (civ.)	250
12 Alger	314
14 Tunis	202
14 Alger	158
15 Alger	69 et 125
16 Alger	418
22 Alger	71
24 Cassation (civ.)	62
27 Alger (Tr.)	352
31 Alger	114, 115 et 358

	Pages.
FÉVRIER	
2 Tunis	169 et 259
3 Aix	311
7 Oran	117
8 Alger	255
10 Alger	53
14 Alger	377
15 Alger	272 et 275
15 Tr. de Sidi-bel-Abbès	429
16 Tr. de Sidi-bel-Abbès	163
16 Cassation (req.)	448
18 Conseil d'Etat	241
21 Cassation (req.)	361
28 Alger	102, 232, 276 et 300
MARS	
7 Cassation (civ.)	146
14 Alger	380
17 Blida	400
19 Cassation (cr.)	247
21 Cassation (civ.)	298
21 Tr. com. d'Alger	467
22 Alger	323 et 384
23 Cassation (req.)	156
24 Cassation (cr.)	222
24 Tlemcen	287
AVRIL	
19 Alger	209
25 Alger	313 et 487
26 Cassation (civ.)	363
28 Tlemcen	283
MAI	
4 Cassation (civ.)	361
7 Cassation (cr.)	258
7 Tr. Mostaganem	459
9 Alger	366
13 Tunis	415
16 Alger (Tr. com.)	370
26 Tlemcen	288
27 Alger	277
JUIN	
9 Alger	292
7 Cassation (civ.)	345
7 Alger	371
10 Conseil d'État	365
18 Alger	367 et 436
25 Tr. mixte Tunis	445

	Pages.
JUILLET	
20 Alger	409
AOUT	
6 Just. d. paix Alg. (canton Sud)	462
12 Cassation (cr.)	392
OCTOBRE	
10 Tr. com. d'Alger	475
18 Alger	442
21 Alger	471
25 Tr. civ. d'Alger	469
NOVEMBRE	
2 Alger	473

TABLE DES NOMS DES PARTIES

	Pages
A	
Abdallah ben Cherif.	5
Abdallah Es Semar (les filles d').	234
Abdelkader ben Cheref.	112
Abdeltif ben Abderrahman.	98
Abderrahman.	287
Abderrahman ben Sid El Hadj Mohamed ben Nethirou.	318
Abdesselem.	287
Abraham Assoun.	9
Aïcha bent Mostefa Tattar.	234
Aïcha bent Mustapha Etturki.	93
Ahmed ben Kassem El-Djidjelli.	387
Ahmed ben Zekri.	384
Alaminos.	85
Alarcon.	27
Ali ben Mohammed.	39
Allard.	467
Amar ben Mohammed.	37
Amar ben Youssef ben Talha et consorts.	345
Aribaud.	428
Athon frères.	356
Audibert.	348
Avvocato.	259
B	
Bachtarzi.	277
Baranès.	382
Baruck ben Tata.	82
Beauvais.	366
Bekaïj Ould Hadj Bouzian.	288
Bel.	139
Belkassem ben Ahmed.	277
Belkassem ben El-Haouel.	12
Belkassem ben Taïeb.	11
Belkassem (consorts).	329
Ben Ali ben Djilali ben Mohamed ben Chergui.	6
Ben Ayad.	409
Ben Chaâban.	166
Ben Ouataf.	128
Ben Saïd (consorts).	47
Ben Simon.	382
Ben Taïeb.	326
Ben Tata (consorts).	50
Béranger.	254
Berge.	17
Bessy.	161
Bodjillel.	343
Bokanowski.	473
Boisson.	276
Boisson.	359
Botella.	424
Bouclier.	469
Bou Gouffa.	128
Boukhalfa	406
Boulanger.	311
Bourgarel.	298
Bourgoin.	257
Bouvier.	298
Boy.	360
Brisabois.	419
Brissonnet.	475
Brunache.	423
Brunet.	366
Bruno.	417
Buhot.	88
Buonacore.	59
C	
Caffin.	314
Caillau.	102
Cambriels.	69
Canet.	127
Cardoso frères.	71
Carrière.	21
Caserta.	353
Castel.	392
Challeat.	56
Chem. de fer de l'Ouest-Algér.	60
Chéron.	29
Christiano (syndic)	381
Chuchana.	42
Colin.	45

	Pages
Compagnie algérienne.	359, 352
Id. d'assur. *Le Phénix*,	146
Id. de Bône-Guelma.	17
Id. *British India Steam.*	303
Id. de l'Est-Algérien.	370
Id. de navigation mixte.	363
Id. des Cotons algér.	452
Id. des mines de Camerata.	337
Id. des mines de Kef-Oum-Teboul.	40
Id. génle transatlant.	304
	307, 309, 311, 473
Id. Paris-Lyon-Médit.	1
Compt. d'escomp. de Philippev.	11
Bossu.	123
Cortade (héritiers).	139
Costanzo (de).	58
Coste.	452, 426
Court.	362
Commune de Bordj-b.-Arréridj.	362
Id. d'Oran.	12, 293
Id. de Robertville.	21
Commune mixte de Boghari.	214
Crédit foncier.	456

D

D...	471
David Touati.	133
Defino.	353
Delassalle.	161
Delsol.	71
Desesquelle	364
Desfrançais-Duverdier.	84, 355
Djemila bent Mohamed.	100
Domaine de l'État.	445
Douanes (administr. des).	75, 292
Doulouze.	254
Dupuy et autres.	109
Durand.	116
Duvivier.	69

E

Eddiouani et consorts.	109
Eisenreich.	367
El-Abbès Sahaki.	19
El-Ghaouti ben Hattou.	283
El-Ghebouby ben Lakdar.	5
El-Hadj Aïssa ben Belkassem.	45
El-Hadj Adjal.	112
El-Hadj Hassen.	102
El-Hadj Mohammed b. Ali Cheka	79
El-Halaoui (consorts).	232
El-Mezdaï.	166
Eliaou Athia.	80
Espagno.	423
Espaigne (d').	205
Etat.	14, 40, 232, 325, 329
Ezzagouri.	50

F

F...	132
Fathma bent Ali.	97
Fathma bent Si El-Habib.	313
Fathma Lekal ben Allal.	232
Fathma b. Moham. El-Bahlouli.	366
Fathma bent Boulakras.	9
Figarol.	388
Forêts (administration des).	277
Freïha b. Ahmed b. Es Chaïeb.	428
Frendo.	123
Frilley.	388

G

Ganter.	265
Gardelle (faillite).	339, 340
Gastu.	225
Ghali.	164
Girard (consorts).	325
Giraud frères.	262
Girerd (liquidation).	62
Gobrini.	115, 116
Godin.	369
Gonthier.	225
Goussem b. El-Hadj et Fathma.	96
Gouvernement tunisien.	409
Grima.	339
Grosjean.	373
Guasco.	448
Guilmain (Veuve).	48
Guiraud.	84

H

Hacen b. Mustapha b. Osman.	257
Hamou.	442
Hamou ben Yahia.	133
Hassein Hachiche.	171
Hassouna Bachtarzi.	300
Holewech.	429
Huertas.	250
Hussenot.	164
Hutchinson.	475

I

Intérêt de la loi.	29, 392
Isaac Lévy.	82
Ismaël ben Omar.	406

	Pages
J	
Jacquot.	436
Jalabert.	88
Jouane.	118
Jourdan.	448
K	
Kaddour ben Osman.	223
Kanoui et consorts.	420
Kervadrès (de).	448
Khalfallah (consorts).	420
Khedidja bent Ahmed.	98
Kheïra bent Ali Oudjana.	401
Kreïra ben El-Hadj Kaddour El-Beggare.	387
L	
L....	471
Lambert (veuve) et consorts.	407
Lançon.	205
Larbi ben Jakoubi.	53
Larbi ould Amour.	323
Lauer.	48
Lavenue.	362
Lesmel.	258
Lévy.	307
Lopez Antonio.	377
Loufrani.	367
Lougarre.	120
Loup.	392
M	
M.	125, 445
Manificat et Cie.	311
Mansour.	257
Marthoud.	240
Martinot.	262
Massonié.	300
Maurin.	417
Maurizio.	248
Mercurin.	14
Meriem bent Hassen.	96
Messaoud Obadia.	118
Ministère public. 19, 56, 58, 59, 69, 77, 79, 80, 120, 158, 223, 258, 277, 369, 377, 418, 424.	
Ministre de l'intérieur.	241
Mohamed ben Tahar.	375
Mohamed ben Taïeb.	75
Mohamed ben Yaya et consorts.	158
Mohamed bou Azza et consorts.	337
Mohamed Lekhal b. Mohamed.	93
Mohamed Ould El-Hadj bou Medine.	288
Mohamed Saïd ben Chikou.	311
Mohammed ben Amar.	459
Mohammed b. El-Hadj Embarek.	42
Mohammed El-Haoussine Naït Meftah.	371
Mohammed Eschaouch.	171
Montoyo.	424
Mouniot.	366
Moussa ben Youssef.	401
Moutte.	456
Mozabites de Blida.	366
Mustapha ben Mohamed Tahar.	355
Muzard.	77
N	
Nefissa bent El-Hadj Es-Sghir.	120
Nicolas.	361
Nicolas et Cie.	62
Netter.	388
O	
O....	136
P	
Pagès.	46
Pajot.	361
Paulet et Cie.	309
Pautard.	429
Pellegri et autres.	375
Peyron (époux).	48
Peyrard.	390
Pons (veuve).	466
Pottecher.	314
Prax.	265
Préfet de Constantine.	419
Prou.	360
R	
Rabah ben Yaya.	442
Régie des tabacs de Tunis.	415
Rochemonteix (consorts de).	46
Rochemonteix (héritiers de).	236
Rossi.	311
Roth.	250
Roudil.	102
Rouzaud.	345
S	
Saâda bent Ezziu.	459
Sabatier et autres.	340

	Pages
Saïd ben Abdesselam.	47
Saïd ben Mohammed.	38
Saïd ou Meftah.	371
Salah ben Mahfoud.	458
Sananès.	50
Sarfati.	436
Sauve et Cie.	85
Schmidt.	240
Schwartz.	326
Seligman.	276
Sellier.	388
Semel.	345
Semperez.	60
Seyman frères.	448
Sfadini.	415
Si Abd-el-Aziz ben Sid Hassen.	100
Simon.	85, 390
Sliman ben Rabah.	384
Société foncière de Tunisie.	171
Société gén. de transports maritimes à vapeur.	257, 469
Sortino Valentino.	241
Stora frères et consorts.	303
Suissa.	348
Summaripa.	156
Syndicat des eaux de Guyotville.	14

T

T.... (Dame).	418
Tahar ben Maiza.	132
Tarento.	353
Teissier.	304
Tillier, syndic Valensi.	356
Toche frères.	62
Toussaint (veuve).	236
Tranchard et Cie.	361
Tudury.	1

U

Union Banq of Spain and England.	254
Uzer (héritiers d').	142

V

Valensi.	27
Valcada.	370
Vassalo (veuve).	407
Veyer.	452
Vialar (de).	146, 314
Vidal.	254
Villenave.	6 et 462

W

Walter Hope.	265
Wilton.	366
Witowski.	448

X

X....	67

Z

Zalozewski.	156
Zerbib.	381
Ziza.	214
Zohra bent Hassen ben Hattou.	283

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

BOI

A

Adels, *notaires, Tunisie, actes, expertises, honoraires, tarifs, fixation.* — D. B. 23 nov. 1886. 27

Alfa, *Tunisie, exploitation, décrets de concession, abrogation.* — D. B. 31 juill. 1887. 156

——— C. M. 10 août 1887. 157

Altise, *destruction, prescriptions.* — D. 18 févr. 1887. 62

——— — — — C. G. 12 mars 1887. 65

Armée, *réquisitions militaires, décret du 8 août 1885, exécution, règlementation.* — A. G. 4 nov. 1886. 7

——— *subdivision militaire, suppression.* — D. 27 juin et 29 août 1887. 153, 159

——— *Tunisie, service militaire, dispenses, élèves des médraças, concours, jury.* — D. B. 12 mai 1887. 131

Assistance hospitalière, *impôts arabes, centimes additionnels, affectation.* — A. G. 26 janv. 1887. 55

Associations. — V. *Valeurs mobilières.*

B

Beurres, *vente, fraude, répression.* — L. 16 mars 1887. 133

Bois et forêts, *dép. d'Oran, pacage des chèvres.* — A. G. 24 mars 1887. 126

——— *forêts domaniales, bêtes à laine, pacage.* — D. 12 sept. 1887. 160

Pages

——— *pacage, bêtes à laine, autorisation.* — D. 16, 25 août et 22 sept. 1887. 161, 162

——— *produits forestiers, vente de gré à gré.* — D. 18 août 1886. 31

——— *Tunisie, administration.* — D. B. 4 nov. 1886. 26

Budget, *Tunisie, exercice 1888, promulgation.* — D. B. 12 oct. 1887. 167

Bureaux arabes, *annexe, rattachement.* — A. G. 6 déc. 1886. 33

C

Caisse de retraites, *vieillesse, loi du 20 juillet 1886, Algérie, application.* — D. 27 déc. 1886. 44

Centre de population, *dénomination.* — D. 1er oct. 1887. 166

Chambres de commerce, *contribution spéciale, imposition.* — D. 23 oct. et 15 nov. 1886. 32, 33

Chambres et bourses de commerce, *Bône, Constantine, Alger, Oran, patentes, imposition spéciale.* — D. 28 mars et 28 avril 1887. 128, 130

Chara de Tunis, *enzel, audiences, police.* — D. B. 4 nov. 1887. 171

Chemins de fer, *Algérie, frais accessoires, fixation.* — A. M. 25 mai 1887. 133

——— *Mostaganem à Tiaret, Cie Franco-algérienne, Cie des chemins de fer départementaux, concours.* — D. 8 mars 1887. 125

——— *transports, tarif exceptionnel, fixation.* — A. M. 25 mai 1887. 133

Chevaux, *élevage, primes d'encouragement.* — Régl. 3 août 1887. 158

——— *Stud-Book, inscription, département d'Oran, commission, nomination.* — A. G. 7 mars 1887. 125

V. *Réquisitions militaires.*

Chèvres. — V. *Bois et forêts.*

Commerce, *Tunisie, céréales, légumes secs.* — D. 19 août 1887. 159

——— *fruits, herbages, légumes frais, droits, modification.* — D. B. 13 août 1887. 158

——— *port de Souissa, ouverture.* — D. B. 26 juin 1887. 141

Commissions municipales. — V. *Communes mixtes.*

Commune de plein exercice, *commune mixte, territoire, distraction, réunion.* — D. 11 juin 1887. 133

——— *création.* — D. 14, 29 janv. et 27 sept. 1887. 54, 55, 63, 166

——— *douar, réunion.* — D. 9 et 17 févr. 1887. 62

Pages

Commune indigène, *tribus, réunion, annexe.* — A. G. 5 juill. 1887. 151

——— *tribus, section, réunion.* — A. G. 29 janv. 1887. 55

Commune mixte, *centre, nom, changement.* — D. 4 juill. 1887. 152

——— *chef-lieu, transfèrement.* — A. G. 16 juill. 1887. 152

——— *centre de population, réunion, section.* — A. G. 22 déc. 1886. 54

——— *commissions municipales, membres, nomination.* — D. 12 avril 1887. 129

——— *création.* — A. G. 18 déc. 1886. 53

——— *douar, distraction, réunion.* — A. G. 2 mars 1887. 64

——— *douar, tribu, distraction, réunion.* — A. G. 18 déc. 1886. 53

——— *sections communales, distraction, réunion.* — A. G. 13 avril 1887. 129

——— *territoire, distraction, réunion.* — A. G. 24 août et 7 nov. 1887. 158, 178

——— *tribu, sectionnement.* — A. G. 26 nov. et 22 déc. 1886. 51, 53

Consuls, *Tunisie, vice-consulat de Zaghouan, création.* — D. B. 9 juill. 1887. 152

Contributions diverses. — V. *Roulage.*

Contrôles civils, *Tunisie, création.* — D. B. 24 déc. 1886. 44

D

Domaine public, *lacs salés, grand lac salé d'Oran, location, adjudication, formes.* — A. G. 3 mai 1887. 131

——— *occupations temporaires, rivage de la mer, extractions, autorisation, réglementation, délégation.* — D. 16 juill. 1885. 1

——— *Tunisie, procédés de délimitation, règlement.* — D. B. 26 sept. 1887. 166

V. *Lacs salés.*

Domaine public maritime, *occupations temporaires.* — A. G. 16 avril 1886. 2

——— *rivage de la mer, amendements marins, extraction.* — A. G. 4 mai 1886. 5

——— *rivages de la mer, sables, extraction.* — A. G. 16 avril 1886 4

Domaine public terrestre, *occupations temporaires.* — A. G. 16 avril 1886. 3

Pages

Douanes, *cacao et sucre de canne, Algérie, admission temporaire en franchise.* — D. 21 juill. 1887. 152, 153

——— *chocolat fabriqué en Algérie, entrée en France, droit, établissement.* — D. 12 juill. 1882. 152

V. *Octroi de mer.*

E

Eaux minérales. *sources de Hamman-Mélouane, utilité publique, déclaration.* — D. 2 mai 1887. 130

Emprunt communal, *ville d'Alger, ville d'Oran, autorisation.* — L. 22 et 25 juill. 1887. 154

Enseignement, *collège de Blida, achèvement, commune, emprunt, imposition, autorisation.* — L. 24 mai 1887. 68

——— *écoles supérieures d'Alger, construction, dépense, augmentation.* — L. 8 février 1887. 61

Enzel. — V. *Habous.*

Établissements dangereux, *insalubres ou incommodes, décret du 5 mai 1886, exécution en Algérie.* — D. 28 mars 1887. 124

G

Gouvernement général, *conseil de gouvernement, délégué du ministre de l'agriculture.* — D. 25 oct. 1887. 167

H

Habous, *terrains, arbres fruitiers, constitution en enzel.* — D. B. 15 déc. 1886. 43

Huiles, *pétrole, essences, décret du 19 mai 1873, modification, Algérie, application.* 33

I

Impôts arabes, *achour, conversion en argent, tarif, fixation.* — A. G. 12 juil. 1887. 153

——— *centimes additionnels, fixation.* — A. G. 29 janv. 1887. 55

——— *hokkor et achour, département de Constantine, perception.* — A. G. 24 janv. 1887. 55

——— *zekkat, conversion en argent, tarif, fixation.* — A. G. 19 janv. 1887. 54

J

Justice, *administration, annexe d'El-Oued, poste de Tuggurth.* — D. 30 juill. 1887. 155

Pages

Justice de paix, *cercle d'Aïn-Sefra, commandement supérieur, chef du bureau arabe, suppléance.* — A. G. 9 avril 1887. 129

——— *Takitount, chef-lieu, transfèrement.* — *Circonscriptions judiciaires, modification.* — D. 11 juin 1887. 133

L

Lacs salés, *grand lac d'Oran, location, enchères publiques.* — D. 23 mars 1887. 121

M

Medraças. — *V. Armée.*

Monuments historiques, *conservation.* — L. 30 mars 1887. 133

N

Naturalisation, *Tunisie.* — D. 29 juill. 1887. 155

Navigation, *Tunisie, droits de phares et de ports.* — D. B. 6 nov. 1887. 171

Notaires, *Tunisie, inventaires des successions, honoraires, fixation.* — D. B. 13 juin 1887. 133

——— *Tunisie, notaires israélites, règlements, application.* — D. B. 12 sept. 1887. 171

V. *Adels.*

O

Octroi de mer, *Algérie, règlement.* — D. 27 juin 1887. 141

——— *douanes, marchandises, enlèvement, droits, acquittement, receveurs, remises.* 125

——— *produit, répartition pour 1887, fixation.* — D. 30 déc. 1886. 44

P

Patentes. — V. *Chambres et bourses de commerce.*

Phylloxéra, *Algérie, mesures préventives.* — L. 21 mars 1883. 33

——— *cépages américains, plantations.* — C. G. 13 janv. 1887. 48

——— *syndicats, organisation, fonctionnement.* — A. G. 13 oct. 1886. 34

——— *syndicats, taxe spéciale sur les vignes, fixation.* — A. G. 24 nov. 1886. 50

Pages

——— *syndicats, vignes, frais de visite, taxe spéciale.* — A. G. 14 oct. 1886. 31

——— *Tunisie, ceps de vigne, etc., provenance du département d'Alger, introduction, prohibition.* — D. B. — 2 janv. 1887. 47

——— *vigne, La Calle, zone de protection.* — A. G. 9 août 1887. 157

——— *vigne, taxe, perception, autorisation.* — L. 10 mars 1887. 64

——— *zone de protection, délimitation.* — A. G. 16 nov. 1886. 51

Place de guerre, *ouvrages militaires, bornage, homologation.* — D. 14 janv. 1887 54

——— *zone des fortifications, bornage, homologation.* — D. 15, 22 sept. 1886. 6, 68

Poids public, *Tunisie, règlementation.* — D. 19 août 1886. 39

Police, *commissariats, admission, conditions.* — A. G. 13 mai 1887. 131

——— *commissariats, organisation, gouverneur général, délégation ministérielle.* — D. 13 mai 1887. 131

——— *commissariat, création.* — A. G. 3 nov. 1886 et 2 janv. 1887. 6, 54

Ponts-et-chaussées, *ingénieurs, sous-ingénieurs, frais fixes, règlement.* — A. M. 24 mai 1887. 133

Population, *recensement, tableaux, authenticité.* — D. 30 déc. 1886 et 14 sept. 1887. 45, 162

Ports de commerce, *Bône, travaux, crédits, ouverture.* — D. 30 nov. 1885. 33

——— *port d'Oran, travaux, autorisation.* — L. 2 août 1887. 156

Propriété, *Algérie, biens indivis, reconnaissance, partage, art. 8 de la loi du 28 avril 1887, exécution.* — I. G. 10 nov. 1887. 171

——— *Algérie, établissement, conservation, loi du 26 juillet 1873, modifications, additions.* — L. 28 avril 1887. 69

——— *Algérie, sén.-cons. du 22 avril 1863, délimitation, répartition, opérations, formes et conditions.* — D. 22 sept. 1887. 162

——— *Algérie, terres arch, promesse de vente, titre, délivrance, loi du 28 avril 1887, enquêtes, formes.* — D. 31 oct. 1887. 167

Propriété foncière, *Tunisie, convention, interprètes.* — D. B. 2 févr. 1887. 61

——— *Tunisie, tribunal mixte, pouvoirs, prorogation.* — D. B. 30 juill. et 25 oct. 1887 167

Propriété indigène, *service, organisation financière.* — D. 31 oct. 1887. 167

Pages

R

Recensement, *Tunisie, service militaire.* — D. B. 5 avril 1887. 129

Réquisitions militaires, *chevaux, mulets, etc., recensement, année 1887.* — I. G. 28 avril 1887. 130

——— *logement et cantonnement des troupes.* — I. G. 20 juill. 1887. 153

V. *Armée.*

Retraites, *commune d'Oran, employés, caisse, création, autorisation.* — D. 29 janv. 1887. 56

Rivage de la mer. — V. *Domaine public maritime.*

S

Séquestre, *incendies de forêts, département de Constantine, produits, attribution.* — L. 23 juin 1887. 134

T

Télégraphes, *téléphones, Tunisie, établissement, entretien.* — D. B, 12 oct. 1887. 167

Timbre, *papier timbré, débits auxiliaires.* — A G. 9 sept. 1887 159

Topographie, *service, réglementation.* — A. G. 1er mai 1887. 133

Tramways, *ville de Tunis, décret du 21 mars 1886, modification.* — D. B. 27 déc. 1886. 44

Travaux publics, *Tunisie, éclairage au gaz, ville de la Goulette, convention, approbation.* — D. B. 19 déc. 1886. 44

——— *rues, égouts et trottoirs.* — D. B. 59

Tutelle, *Tunisie, biens de mineurs, administration, rétribution.* — D. B. 19 sept. 1887. 167

V

Valeurs mobilières, *revenus, taxe, droit de mutation par décès ou par donation, associations, art. 3 et 4, loi du 28 décembre 1880, art. 9, loi du 29 décembre 1884, Algérie, application.* — D. 3 janv. 1887. 47

Voitures publiques, *roulage, police, contravention, constatation, agents des contributions diverses.* — D. 14 déc. 1886. 43

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

			Pages
1885			
JANVIER			
16	D.	Domaine public.	1
1886			
AVRIL			
16	A. G.	Domaine public.	2, 3, 4
MAI			
4	A. G.	Domaine public.	5
AOUT			
10	D. B.	Pesage public.	39
18	D.	Vente des produits forest.	31
SEPTEMBRE			
15	D.	Place de guerre.	6
26	D.	Forêts.	42
OCTOBRE			
7	A. G.	Police.	9
14	A. G.	Taxe sur les vignes.	31
23	D.	Chambres et bourses de commerce.	32
NOVEMBRE			
3	A. G.	Exportation bêtes ovines.	6
4	A. G.	Réquisitions militaires.	7
11	D. B.	Forêts.	26
15	D.	Chamb. de com. d'Oran.	33
23	D. B.	Adels.	27
24	A. G.	Taxe sur les vignes.	50
24	A. G.	Sections communales.	51
26	A. G.	Phylloxéra.	51
30	D.	Port de Bône.	33
DÉCEMBRE			
4	D.	Commun. m. et de pl. ex.	53
6	A. G.	Annexe d'El-Aricha.	33
8	D.	Huiles d. pétrole, essences	33
14	A. G.	Phylloxéra.	33
14	D.	Roulage.	43
15	D. B.	Habous.	43
18	A. G.	Com. mixte.	53
19	D. B.	Travaux publics.	44
22	A. G.	Sect. communales.	53, 54
24	D.	Contrôles civils.	44
27	D.	Caisse des retraites.	44
27	D. B.	Tramways.	44
30	D.	Octroi de mer.	44
30	D.	Population (recens.)	45
1887			
JANVIER			
2	D. B.	Phylloxéra (Tunisie).	47
2	A. G.	Police.	54
3	D.	Valeurs mobilières.	47
13	C. G.	Cépages américains.	45
14	D.	Comm. de pl. exercice.	54
14	D.	Place de guerre.	54
19	A. G.	Impôts arabes.	54
24	D.	Commune de pl. exercice.	54
24	A. G.	Impôts arabes.	55
26	A. G.	Centimes additionn.	55
29	D.	Comm. de pl. exercice.	55
29	A. G.	Section com. indig.	55
29	D.	Caisse de retraite d'Oran.	55
29	D. B.	Travaux publics.	59
FÉVRIER			
2	D. B.	Propriété foncière.	61
8	L.	Ecoles sup. d'Alger.	61
9	D.	Comm. de pl. exercice.	62
17	D.	id. id.	62
18	D.	Altise.	62

			Pages
26	L.	Octroi de mer.	125
28	D.	Comm. de pl. exercice.	63
		MARS	
1	D.	Comm. de pl. exercice.	63
2	A. G.	Sect. com. indig.	64
7	A. G.	Chevaux.	125
8	D.	Chemins de fer.	125
10	L.	Taxe sur les vignes.	64
10	D.	Comm. de pl. exercice.	126
14	L.	Beurres.	133
15	D.	Place de guerre.	68
19	D.	Place de guerre.	68
23	D.	Domaine public.	121
24	L.	Commune de Blida.	68
24	A. G.	Chèvres.	126
28	D.	Etabliss. dangereux.	128
28	D.	Ch. et B. de commerce.	128
30	L.	Monuments historiques.	133
		AVRIL	
28	L.	Propriété foncière.	69
5	D. B.	Recensement.	129
9	A. G.	Justice de paix.	129
12	D.	Commiss. mun. (cons. m.)	129
13	A. G.	Sect. com. indig	129
22	D.	Ch. et B. de commerce.	130
28	I. G.	Réquisitions militaires	130
		MAI	
1	A. G.	Topographie.	133
2	D.	Sources d'eau minérale.	130
3	A. G.	Domaine public.	131
12	D. B.	Médraças.	131
13	D.	Police.	131
13	A. G.	Police.	131
24	A. M.	Ingénieurs P.-et-Ch.	133
25	A. M.	Chemins de fer.	133
		JUIN	
11	D.	Justice de paix.	133
11	D.	Comm. de pl. exercice.	133
13	D. B.	Notaires (inventaires)	134
23	L.	Séquestre.	134
26	D. B.	Port de Souissa.	141
27	D.	Octroi de mer.	141
27	D.	Subdivision d'Aumale.	153
		JUILLET	
4	D.	Centre europ. de Yusuf.	152
9	D.	Vice-consulat Zaghouan	152
12	D.	Chocolat algérien.	152
12	A. G.	Impôts arabes.	153
16	A. G.	Commune mixte.	153
20	I. G.	Réquisitions militaires.	153
21	D.	Cacao, canne à sucre.	153
22	L.	Commune d'Alger.	154
25	L.	Commune d'Oran.	154
29	D.	Naturalisation (Tunisie).	155
30	D.	Justice.	155
30	D. B.	Tribunal mixte.	156
31	D. B.	Alfa.	156
		AOUT	
2	L.	Port d'Oran.	156
3	Règl.	Race chevaline.	157
9	A. G.	Phylloxéra.	157
10	C. M. R.	Tunisie. Alfa.	157
13	D. B.	Commerce.	158
14	D.	Dynamite.	158
16	D.	Pacage des bêtes à laine.	161
16	D. B.	Presse.	158
19	D. B.	Commerce.	159
24	A. G.	Commune mixte.	159
25	D.	Pacage des bêtes à laine.	161
29	D.	Subdiv. d'Orléansville.	159
		SEPTEMBRE	
9	A. G.	Papier timbré.	159
12	D.	Pacage des bêtes à laine.	160
12	D. B.	Notaires.	161
14	D.	Population (recens.).	162
19	D. B.	Tutelle.	162
22	D.	Pacage des bêtes à laine.	162
22	D.	Propriété.	162
26	D. B.	Domaine public.	166
27	D.	Commune de pl. exercice.	166
		OCTOBRE	
1	D.	Dénomination du centre.	166
12	D. B.	Budget tunisien.	167
12	D. B.	Télégraphe.	167
25	D.	Conseil de gouvernement.	167
25	D. B.	Tribunal mixte.	167
31	D.	Propriété.	168
		NOVEMBRE	
4	D. B.	Police du chara.	171
6	D. B.	Droits de ports.	171
7	A. G.	Commune mixte.	178
10	I. G.	Propriété.	171

ALGER. — TYPOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN.